

Vladimir Lénine



Oeuvres choisies en deux volumes

Tome I

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1948 aux Editions en langues étrangères, Moscou.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Note de l'éditeur (p. 5)
Préface (p. 5)

J. STALINE. LÉNINE ET LE LÉNINISME

LETTRE DE J. STALINE, PARUE DANS LA *RABOTCHAIA GAZETA* AU PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE V. LÉNINE (p. 9)

LÉNINE EST MORT. *Discours prononcé au II^e congrès des Soviets de l'U.R.S.S., 26 janvier 1924* (p. 10)

LÉNINE, ORGANISATEUR ET CHEF DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE. *A l'occasion du 50^e anniversaire de sa naissance* (p. 12)

LÉNINE VU PAR STALINE. *Discours prononcé à la soirée organisée par les élèves de l'école militaire du Kremlin, le 28 janvier 1924* (p. 15)

EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC LA PREMIÈRE DÉLÉGATION DES OUVRIERS AMÉRICAINS, LE 9 SEPTEMBRE 1927 (p. 19)

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES ÉLECTEURS DE LA CIRCONSCRIPTION STALINE DE MOSCOU, LE 11 DÉCEMBRE 1937, AU GRAND THEATRE (p. 22)

DISCOURS PRONONCÉ A LA RÉCEPTION DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU KREMLIN, 17 MAI 1938 (p. 25)

DISCOURS PRONONCÉ A LA REVUE DE L'ARMÉE ROUGE LE 7 NOVEMBRE 1941 SUR LA PLACE ROUGE A MOSCOU (p. 26)

MARX ET LE MARXISME

LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME (p. 28)

LES DESTINÉES HISTORIQUES DE LA DOCTRINE DE KARL MARX (p. 31)

MARXISME ET REVISIONNISME (p. 33)

LUTTE POUR LA CRÉATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

CE QUE SONT LES « AMIS DU PEUPLE » ET COMMENT ILS LUTTENT CONTRE LES SOCIAL-DÉMOCRATES (*Réponse aux articles parus dans la revue Rousskoïé Bogatstvo contre les marxistes*) (p. 37)

LES TACHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES (p. 66)

FONDATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE. APPARITION DES FRACTIONS BOLCHEVIQUE ET MENCHÉVIQUE DANS LE PARTI

QUE FAIRE ? (*Les questions brûlantes de notre mouvement*) (p. 74)

Préface à la 1^{ère} édition (p. 74)

I. Dogmatisme et « liberté de critique » (p. 75)

- a) Que signifie la « liberté de critique »? (p. 75)
- b) Les nouveaux défenseurs de la « liberté de critique » (p. 76)
- c) La critique en Russie (p. 78)
- d) Engels et l'importance de la lutte théorique (p. 81)

II. La spontanéité des masses et la conscience de la social-démocratie (p. 84)

- a) Début de l'essor spontané (p. 84)
- b) Le culte du spontané. La *Rabotchaïa Mysl* (p. 86)
- c) Le « groupe de l'autolibération » et le *Rabotchéïé Diélo* (p. 89)

III. Politique trade-unioniste et politique social-démocrate (p. 93)

- a) L'agitation politique et son rétrécissement par les économistes (p. 93)
- b) Comment Martynov a approfondi Plékhanov (p. 97)
- c) Les révélations politiques et « l'éducation de l'activité révolutionnaire » (p. 98)
- d) Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme (p. 100)
- e) La classe ouvrière, combattant d'avant-garde pour la démocratie (p. 102)
- f) Encore une fois « calomnieurs », encore une fois « mystificateurs » (p. 108)

IV. Le primitivisme des économistes et l'organisation des révolutionnaires (p. 109)

- a) Qu'est-ce que le primitivisme ? (p. 109)
- b) Primitivisme et économisme (p. 111)
- c) L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires (p. 113)
- d) Ampleur du travail d'organisation (p. 119)

- e) L'organisation « conspiratrice » et le « démocratisme » (p. 122)
 - f) Travail à l'échelle locale et nationale (p. 125)
 - V. « Plan » d'un journal politique pour toute la Russie (p. 129)
 - b) Un journal peut-il être un organisateur collectif ? (p. 130)
 - c) De quel type d'organisation avons-nous besoin ? (p. 134)
- Conclusion (p. 137)

UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE (La crise dans notre Parti) (p. 139)

- Préface à la 1^{ère} édition (p. 139)
- a) La préparation du congrès (p. 140)
 - b) L'importance des groupements au congrès (p. 140)
 - c) Début du congrès. L'incident du Comité d'organisation (p. 141)
 - d) Dissolution du groupe *Ouvrier du Sud* (p. 143)
 - e) L'incident à propos de l'égalité des langues (p. 144)
 - f) Le programme agraire (p. 145)
 - g) Les statuts du Parti (p. 148)
 - h) Débats sur le centralisme, avant la scission entre iskristes (p. 149)
 - i) Le paragraphe 1 des statuts (p. 150)
 - n) Tableau d'ensemble de la lutte au congrès. L'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste du Parti (p. 159)
 - q) La nouvelle *Iskra*. L'opportunisme dans les problèmes d'organisation (p. 163)
 - r) Quelques mots sur la dialectique. Deux révolutions (p. 176)

PÉRIODE DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE ET DE LA PREMIÈRE RÉVOLUTION RUSSE

DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE (p. 178)

- Préface (p. 178)
1. Une question politique essentielle (p. 179)
 2. Que nous donne la résolution du III^e congrès du P.O.S.D.R. sur le Gouvernement révolutionnaire provisoire ? (p. 181)
 3. Qu'est-ce que la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ? (p. 184)
 4. Liquidation de la monarchie et république (p. 187)
 5. Comment on doit « faire avancer la révolution » (p. 189)
 6. De quel côté le prolétariat est-il menacé du danger d'avoir les mains liées dans la lutte contre la bourgeoisie inconsciente ? (p. 190)
 7. La tactique de l'« élimination des conservateurs du sein du gouvernement » (p. 196)
 8. L'idéologie de *Osvobodjénié* et celle de la nouvelle *Iskra* (p. 198)
 9. Ce que c'est qu'un parti d'extrême opposition pendant la révolution (p. 202)
 10. Les « communes révolutionnaires » et la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (p. 203)
 11. Comparaison rapide entre certaines résolutions du III^e congrès du P.O.S.D.R. et de la « conférence » (p. 208)
 12. La révolution démocratique perdra-t-elle de son envergure si la bourgeoisie s'en détourne ? (p. 210)
 13. Conclusion. Oserons-nous vaincre ? (p. 214)
- Postface. Encore une fois l'idéologie de *Osvobodjénié*, encore une fois l'idéologie de la nouvelle *Iskra* (p. 218)
- I. Ce que les réalistes libéraux bourgeois louent chez les « réalistes » social-démocrates (p. 218)
 - II. Nouvel « approfondissement » de la question par le camarade Martynov (p. 221)
 - III. La représentation bourgeoise vulgaire de la dictature et la conception de Marx (p. 225)
- Note au chapitre 10 de la brochure *Deux tactiques* (p. 229)

L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A L'ÉGARD DU MOUVEMENT PAYSAN (p. 230)

LES ENSEIGNEMENTS DE L'INSURRECTION DE MOSCOU (p. 235)

BOYCOTTAGE (p. 239)

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION (p. 243)

PÉRIODE DE LA RÉACTION STOLYPINIENNE LES BOLCHEVIKS SE CONSTITUENT EN UN PARTI MARXISTE INDÉPENDANT

NOTES POLITIQUES (p. 246)

DE CERTAINES PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DU MARXISME (p. 249)

STOLYPINE ET LA RÉVOLUTION (p. 252)

LE COURANT DE LIQUIDATION ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS (p. 256)

QUESTIONS EN LITIGE. Le Parti légal et les marxistes (p. 257)

- I. La décision de 1908 (p. 257)
- II. La décision de 1910 (p. 259)
- III. L'attitude des liquidateurs devant les décisions de 1908 et 1910 (p. 260)
- IV. La signification de classe du courant liquidateur (p. 262)
- V. Le mot d'ordre de lutte pour un Parti légal (p. 264)
- VI (p. 265)

LA VIOLATION DE L'UNITÉ AUX CRIS DE : VIVE L'UNITÉ ! (p. 268)

- I. Du « fractionnisme » (p. 268)
- II. De la scission (p. 270)
- III. De la désagrégation du bloc d'août (p. 273)
- IV. Les conseils d'un conciliateur au « groupe des sept » (p. 274)
- V. Les conceptions liquidatrices de Trotski (p. 276)

LES ANNÉES D'ESSOR DU MOUVEMENT OUVRIER A LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE IMPÉRIALISTE

A LA MÉMOIRE DE HERZEN (p. 279)

LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE (p. 282)

L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE (p. 288)

DEUX UTOPIES (p. 292)

LA GRANDE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SEIGNEURIALE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE EN RUSSIE (p. 295)

L'EUROPE ARRIÉRÉE ET L'ASIE AVANCÉE (p. 296)

DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES (p. 297)

- 1. Qu'est-ce que la libre disposition des nations ? (p. 297)
- 2. Position historique concrète de la question (p. 299)
- 3. Les particularités concrètes de la question nationale en Russie et la refonte démocratique bourgeoise de ce pays (p. 301)
- 4. Le « praticisme » dans la question nationale (p. 303)
- 5. Bourgeoisie libérale et opportunistes socialistes dans la question nationale (p. 306)
- 6. La séparation de la Norvège d'avec la Suède (p. 311)
- 7. La décision du congrès international de Londres de 1896 (p. 314)
- 8. L'utopiste Karl Marx et la pratique Rosa Luxembourg (p. 316)
- 9. Le programme de 1903 et ses liquidateurs (p. 319)
- 10. Conclusion (p. 324)

DONNÉES OBJECTIVES SUR LA FORCE DES DIVERSES TENDANCES DU MOUVEMENT OUVRIER (p. 326)

PÉRIODE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE LA DEUXIÈME RÉVOLUTION EN RUSSIE

LA GUERRE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE (p. 329)

DE LA FIERTÉ NATIONALE DES GRANDS-RUSSES (p. 333)

DU MOT D'ORDRE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE (p. 335)

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA II^e INTERNATIONALE (p. 337)

L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME (ESSAI DE VULGARISATION) (p. 343)

- Préface (p. 343)
- Préface aux éditions française et allemande (p. 343)
- I. La concentration de la production et les monopoles (p. 346)
- II. Les banques et leur nouveau rôle (p. 352)
- III. Le capital financier et l'oligarchie financière (p. 360)
- IV. L'exportation des capitaux (p. 366)
- V. Le partage du monde entre les groupements capitalistes (p. 369)
- VI. Le partage du monde entre les grandes puissances (p. 373)
- VII. L'impérialisme, stade particulier du capitalisme (p. 378)
- VIII. Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme (p. 382)
- IX. La critique de l'impérialisme (p. 387)
- X. La place de l'impérialisme dans l'histoire (p. 393)

LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE (p. 396)

LETTRES DE LOIN. Lettre première. La première étape de la première révolution (p. 402)

NOTES (p. 407)

NOTE DE L'ÉDITEUR

Le texte français des *Œuvres choisies* de Lénine en deux volumes a été établi d'après la dernière édition russe mise au point par l'Institut Marx-Engels-Lénine (Moscou, 1943), à l'exception de *Que faire ?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière*. La traduction de ces deux ouvrages est conforme au texte de l'édition russe de 1908 (sans les passages supprimés par l'auteur). Afin de faciliter aux lecteurs l'intelligence du texte, nous donnons en annexe des notes explicatives de la Rédaction. Les notes en bas de page non signées sont de Lénine.

PRÉFACE

La doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline est une arme puissante entre les mains du peuple soviétique en lutte pour l'honneur, la liberté et l'indépendance de notre Patrie socialiste, en lutte pour la construction de la société communiste dans notre pays.

Le *Précis d'Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.* a marqué le début d'un nouvel et vigoureux essor idéologique et politique dans la vie du Parti et du peuple soviétique. Ce livre a porté l'étude des principes du marxisme-léninisme, l'assimilation du bolchévisme, à un degré nouveau, supérieur. Il associe les grandes masses, en premier lieu les masses d'intellectuels soviétiques, à une étude personnelle approfondie des grandes créations de Marx, Engels, Lénine et Staline. Avec la parution du *Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, l'intérêt s'est fortement accru pour les œuvres des fondateurs du marxisme-léninisme.

La fin victorieuse de la grande guerre nationale menée par le peuple soviétique contre l'Allemagne et le Japon a une fois de plus confirmé avec éclat la puissance indestructible du régime soviétique et la justesse historique profonde de son idéologie avancée, progressive. Les œuvres de Lénine donnent à nos hommes la connaissance des lois de l'évolution sociale et les éclairent sur les phénomènes complexes de la vie sociale. La théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme « donne aux praticiens la force d'orientation, la clarté de perspective, l'assurance dans le travail, la foi en la victoire de notre cause » (*Staline*).

La présente édition des *Œuvres choisies* en deux volumes comprend les principales œuvres de Lénine que voici : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*, *Les Tâches des social-démocrates russes*, *Que faire?*, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, *Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe*, *Le Programme militaire de la révolution prolétarienne*, *Thèses d'Avril*, *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, *L'Etat et la Révolution*, *Les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, *Sur l'impôt en nature*, *De la coopération*, d'autres encore. [Les ouvrages de Lénine : *Le développement du capitalisme en Russie-et Matérialisme et empiriocriticisme* paraissent en éditions séparées.] Chacun de ces écrits marque un jalon dans l'histoire du Parti de Lénine et de Staline, ainsi que dans le développement de la théorie marxiste-léniniste. Les *Œuvres choisies* comprennent des ouvrages très importants consacrés à la défense de la patrie socialiste. Ils contribuent éminemment à la mobilisation et à l'organisation du peuple soviétique.

Dans son livre *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* (1894), Lénine a démasqué à fond le vrai visage des populistes, ces faux « amis du peuple », qui en fait marchent contre le peuple. Il a montré que les vrais amis du peuple, qui désirent sincèrement supprimer le tsarisme et libérer le peuple de toute oppression, sont les marxistes et non les populistes. C'est ici que Lénine formule pour la première fois l'idée de l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans, comme principal moyen pour renverser le tsarisme, les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie, — et qu'il trace les principales tâches des marxistes russes. Lénine montre dans cet ouvrage que la classe ouvrière de Russie, après s'être allié la paysannerie, renversera le tsarisme et après s'être allié les masses laborieuses, se fera une vie de liberté où il n'y aura pas de place pour l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans *Que faire ?* (1902), Lénine présente un plan concret d'organisation, touchant la construction du parti marxiste de la classe ouvrière. Il y soumet à une critique foudroyante l'«économisme», dénonce l'idéologie de l'opportunisme, du suivisme, du spontané ; il porte très haut l'importance de la théorie, de l'élément conscient, du Parti comme force dirigeante du mouvement ouvrier ; il établit cette thèse que le Parti marxiste est la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme ; il fait une analyse géniale des fondements idéologiques du Parti marxiste.

Dans son célèbre ouvrage *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), Lénine défendit et sauvegarda l'esprit du Parti contre l'esprit de cercle étroit, le Parti contre les menchéviks désorganisateur ; il a battu à plate couture l'opportunisme menchévik dans les problèmes d'organisation, et jeté les bases d'organisation du Parti bolchévik, parti révolutionnaire de combat, d'un type nouveau. Lénine y a « le premier, dans l'histoire du marxisme, élaboré la doctrine du Parti en tant qu'organisation dirigeante du prolétariat, en tant qu'arme essentielle entre les mains du prolétariat, sans laquelle il est impossible de vaincre dans la lutte pour la dictature prolétarienne » (*Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, p. 50). L'ouvrage de Lénine *Un pas en avant, deux pas en arrière* fait connaître le rôle qui appartient à l'esprit d'organisation et de discipline.

Dans son livre magistral *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (1905), Lénine battit sur le terrain idéologique la tactique menchévique petite-bourgeoise et donna une géniale justification de la tactique bolchevique dans la révolution démocratique bourgeoise et pendant la période de transition de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste. Le principe tactique essentiel qui imprègne l'ouvrage de Lénine est l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise, l'idée de la transformation de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution bourgeoise, — le prolétariat *s'étant allié* la paysannerie, — en hégémonie du prolétariat dans la révolution socialiste, — le prolétariat *s'étant allié* les autres masses laborieuses et exploitées.

« Il y avait là une nouvelle conception du rapport entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste, une nouvelle théorie du regroupement des forces autour du prolétariat, vers la fin de la révolution bourgeoise, pour passer directement à la révolution socialiste : la théorie de la transformation de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste. » (*Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, p. 71.)

On trouve dans cet écrit les éléments essentiels de la théorie de Lénine sur la possibilité pour le socialisme de vaincre dans un seul pays pris à part. La valeur inestimable de cet ouvrage c'est que Lénine y a enrichi le marxisme d'une nouvelle théorie de la révolution ; qu'il y a jeté les bases de la tactique révolutionnaire du Parti bolchevik à l'aide de laquelle, en 1917, le prolétariat de notre pays a remporté la victoire sur le capitalisme.

Dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Lénine fait une analyse marxiste documentée de l'impérialisme, suprême et dernier stade du capitalisme, capitalisme pourrissant, agonisant, qui marque la veille de la révolution socialiste. Partant des données relatives au capitalisme impérialiste, Lénine a établi une nouvelle conception théorique d'après laquelle la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays est jugée impossible, tandis que la victoire du socialisme dans un seul pays capitaliste pris à part est reconnue possible. Cette géniale conclusion a été formulée par Lénine dans les articles « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » (1915) et « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (1916).

« Il y avait là une théorie nouvelle, une théorie achevée sur la révolution socialiste, sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un pays pris à part, sur les conditions de sa victoire, sur les perspectives de sa victoire... » (*Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.*, p. 160.)

Les *Thèses d'Avril* de Lénine dressaient un plan génial de lutte du Parti pour passer de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste.

Dans la *Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* (1917), Lénine met les travailleurs de Russie en garde contre le danger d'asservissement de notre Patrie par l'impérialisme allemand, si le peuple ne prend pas le pouvoir en ses mains pour préserver le pays de cette catastrophe. Lénine montre dans cet ouvrage qu'« il est impossible à la Russie de marcher en avant sans marcher au socialisme » ; que la guerre inexorable pose devant notre pays avec une implacable vigueur ce dilemme : « périr ou rejoindre les pays avancés et les dépasser aussi au point de vue économique ». Préserver le pays de sa perte, renforcer sa capacité de défense, construire le socialisme, tout cela tient ensemble, écrivait Lénine. Le socialisme recréera économiquement la Russie et assignera une base matérielle à l'héroïsme des masses populaires, sans quoi il est impossible de mettre notre pays en état de se défendre.

Dans *l'Etat et la Révolution* (1917), Lénine montre l'essence bourgeoise des vues des opportunistes (Kautsky et autres) et des anarchistes sur le problème de l'Etat et de la Révolution. Dans cet ouvrage Lénine nous restitue et développe la doctrine du marxisme sur l'Etat, sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, sur le socialisme et le communisme. C'est en partant de l'expérience des deux révolutions en Russie que Lénine établit sa doctrine sur la République des Soviets, comme forme politique de la dictature du prolétariat.

Dans les *Tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (1918), Lénine a élaboré les problèmes essentiels concernant l'édification socialiste, le recensement et le contrôle dans l'économie nationale, l'institution de rapports nouveaux, socialistes, dans la production, le relèvement de la discipline du travail, les problèmes concernant l'émulation socialiste, la consolidation et le développement de la dictature du prolétariat, l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, le développement du démocratisme prolétarien.

Dans les écrits se rapportant à la période de l'intervention militaire et de la guerre civile, Lénine a donné une définition classique des tâches incombant au peuple, au front et à l'arrière, en temps de guerre.

L'héroïsme, le courage, la vaillance, le mépris de la peur dans la lutte, la volonté de se battre aux côtés du peuple contre les ennemis de notre patrie, telles sont les exigences formulées par Lénine à l'égard des citoyens soviétiques en temps de guerre. Transformer le pays en un seul camp retranché, travailler avec ensemble et précision sur le mode révolutionnaire, sous le mot d'ordre : « Tout pour le front », telles sont les tâches de l'arrière. « Dès l'instant que la guerre est devenue inéluctable — tout pour la guerre : la moindre négligence ou défaut d'énergie doivent être châtiés selon les lois du temps de guerre. » Se montrer implacable envers l'ennemi, exploiter à fond les victoires acquises en vue de consommer la débâcle de l'ennemi, telles sont les exigences formulées par Lénine à l'égard du front. « Les soldats, les officiers et les instructeurs du service politique de l'Armée rouge, nous apprend Staline, doivent bien se rappeler les enseignements de Lénine, notre éducateur : « Premièrement, ne pas se laisser griser par la victoire, ni en tirer vanité ; deuxièmement, consolider sa victoire ; troisièmement achever l'ennemi. »

Les écrits de Lénine donnent une analyse profonde des causes qui font que le peuple soviétique reste invincible et l'Etat soviétique vital et indestructible. « On ne saurait vaincre un peuple où la majorité des ouvriers et des paysans ont appris, vu et senti qu'ils défendent leur pouvoir à eux, le pouvoir soviétique, le pouvoir des travailleurs, qu'ils défendent une cause dont le triomphe est appelé à assurer à eux-mêmes et à leurs enfants la faculté de jouir de tous les bienfaits de la culture, de toutes les créations du travail des hommes. »

L'article *De la coopération* et les autres derniers articles de Lénine dressent le bilan du travail accompli par le Parti et le pouvoir soviétique ; ils tracent le plan de construction du socialisme en U.R.S.S. : industrialiser le pays et associer la paysannerie, par la voie de la coopération, à l'œuvre de construction socialiste.

Les ouvrages de Lénine compris dans ces deux volumes retracent les principales étapes du développement historique du bolchévisme ; ils montrent le marxisme-léninisme en action.

En guise d'introduction, nous donnons sept articles de Staline, qui évoquent avec une force et un relief saisissants, la figure de Lénine, le plus grand génie de l'humanité, le chef du Parti bolchevik et de la classe ouvrière, le révolutionnaire intrépide, l'organisateur de la grande révolution socialiste d'Octobre, le bâtisseur du premier Etat socialiste du monde et de la nouvelle société socialiste. Lénine est « un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes, sans peur dans la lutte et menant hardiment le Parti en avant, dans les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe » (*Staline*).

Les œuvres de Staline présentent Lénine comme un grand patriote, un génial stratège et un organisateur de la défense de la patrie socialiste contre les envahisseurs étrangers.

Les écrits faisant partie de cette édition sont publiés in extenso, à l'exception de *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates*. Nous ne donnons de cet ouvrage que la première partie.

La matière de ces deux volumes est distribuée, en règle générale, par ordre chronologique, sauf la première série d'articles de Lénine qui traitent de Marx et du marxisme. Les matériaux sont partagés en périodes conformément au *Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.* Le premier volume comprend les ouvrages de Lénine datant de 1894 à mars 1917 ; le deuxième volume, d'avril 1917 à mars 1923.

Tous les écrits de Lénine sont reproduits d'après les deuxième et troisième éditions des *Œuvres*. Excepté : *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les social-démocrates* et *Les Tâches des social-démocrates russes*, imprimés d'après la quatrième édition des *Œuvres*. Les ouvrages de 1917 ont été tirés des *Œuvres choisies* en trois volumes : *Lénine, Œuvres choisies de 1917* Le texte de la « Lettre aux camarades de Toula » est emprunté au *Recueil Lénine XXXIV* ; l'appel : « La patrie socialiste est en danger ! » au livre *V. I. Lénine : De l'époque de la guerre civile* ; le télégramme « A tous les Soviets des députés de province et de

district », d'après la *Pravda* n° 54, du 23 février 1942 ; l'appel : « Méfiez-vous des espions ! », d'après la *Pravda* n° 116, du 31 mai 1919 ; la lettre du Comité central du P.C.R.(b) : « Tous à la lutte contre Dénikine ! » est tirée d'une brochure parue en 1933.

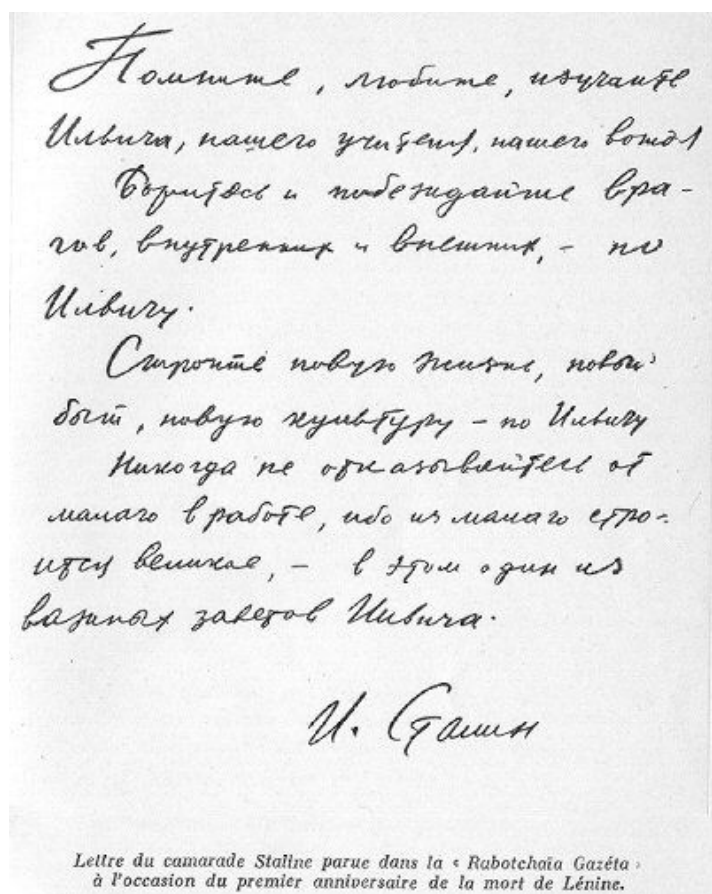
Outre la date à laquelle ils furent écrits et publiés, les articles sont accompagnés de notes succinctes à titre d'indication. Les notes de Lénine ne sont pas signées ; celles de la Rédaction portent la mention *N.R.* Pour le texte et les notes, les dates sont données d'après le calendrier dont s'est servi Lénine.

Les *Œuvres choisies de Lénine* en deux volumes seront un livre de chevet pour tous ceux qui étudient le *Précis d'Histoire du P.C.(b) de l'U.R.S.S.* et les principes du marxisme-léninisme.

Institut Marx-Engels-Lénine près le Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S.

Moscou 1946

J. STALINE. LÉNINE ET LE LÉNINISME



Rappelez-vous, aimez, étudiez Ilitch, notre éducateur,
notre chef.

Luttez et triomphez des ennemis du dedans et du dehors,
comme le faisait Ilitch.

Edifiez la vie nouvelle, les nouvelles conditions
d'existence, la nouvelle culture, comme le faisait Ilitch.

Ne dédaignez jamais les petites choses dans le travail, car
des petites choses naissent les grandes, c'est là un des
préceptes essentiels d'Ilitch.

J. STALINE

LÉNINE EST MORT

DISCOURS PRONONCÉ AU II^e CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S, 26 JANVIER 1924

Camarades, nous sommes, nous communistes, des gens d'une facture à part. Nous sommes taillés dans une étoffe à part. Nous formons l'armée du grand stratège prolétarien, l'armée du camarade Lénine. Il n'est rien de plus haut que l'honneur d'appartenir à cette armée. Il n'est rien de plus haut que le titre de membre du Parti qui a pour fondateur et pour dirigeant le camarade Lénine. Il n'est pas donné à tout le monde d'être membre d'un tel Parti. Il n'est pas donné à tout le monde de résister aux adversités et aux tempêtes qu'entraîne l'adhésion à ce parti. Les fils de la classe ouvrière, enfants du besoin et de la lutte, des privations sans nom et des efforts héroïques, voilà ceux qui, avant tout, doivent être membres de ce parti. Voilà pourquoi le parti des léninistes, le parti des communistes s'appelle encore le parti de la classe ouvrière.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de tenir haut et de garder dans sa pureté le glorieux titre de membre du Parti. Nous te jurons, camarade Lénine, d'accomplir avec honneur ta volonté !

Pendant vingt-cinq ans le camarade Lénine a été l'éducateur constant de notre Parti, dont il a fait le Parti ouvrier le plus vigoureux et le mieux aguerri du monde. Les coups portés par le tsarisme et ses prétoriens, la rage de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, les attaques armées de Koltchak et de Dénikine, l'intervention armée de l'Angleterre et de la France, les mensonges et les calomnies de la presse bourgeoise aux cent bouches, — tous ces scorpions s'acharnèrent constamment contre notre Parti pendant un quart de siècle. Mais notre Parti se dressait comme un roc, repoussant les innombrables coups de ses ennemis et menant la classe ouvrière en avant, vers la victoire. C'est dans de rudes batailles que notre Parti a forgé l'unité et la cohésion de ses rangs. C'est par son unité et sa cohésion qu'il a pu triompher des ennemis de la classe ouvrière.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de garder l'unité de notre Parti comme la prune de nos yeux. Nous te jurons, camarade Lénine, que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté !

Dur et insupportable est le sort de la classe ouvrière. Lourdes et accablantes sont les souffrances des travailleurs. Esclaves et maîtres, serfs et seigneurs, paysans et grands propriétaires fonciers, ouvriers et capitalistes, opprimés et oppresseurs, — ainsi s'édifia le monde à travers les siècles, tel il demeure aujourd'hui encore dans l'immense majorité des pays. Des dizaines et des centaines de fois les travailleurs ont tenté tout au long des siècles de secouer le joug de leurs oppresseurs et de se rendre maîtres de leur destinée. Mais chaque fois, battus et déshonorés, ils ont dû reculer, avec, au fond du cœur, l'offense et l'humiliation, la colère et le désespoir, et les yeux levés vers un ciel impénétrable où ils espéraient trouver la délivrance. Les chaînes de l'esclavage demeuraient intactes, ou bien les vieilles étaient remplacées par de nouvelles, aussi lourdes, aussi humiliantes. Dans notre pays seulement les masses laborieuses opprimées et accablées ont pu secouer la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, et y substituer la domination des ouvriers et des paysans. Vous savez, camarades, et le monde entier le reconnaît à présent, que cette lutte gigantesque fut dirigée par le camarade Lénine et son Parti. La grandeur de Lénine est avant tout d'avoir, en créant la République des Soviets, montré en fait aux masses opprimées du monde entier, que l'espoir de la délivrance n'est pas perdu, que la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes n'est pas éternelle, que le règne du travail peut être institué par les efforts des travailleurs eux-mêmes, qu'il faut instituer ce règne sur la terre, et non dans le ciel. Il a allumé ainsi dans le cœur des ouvriers et des paysans du monde entier, l'espoir de la libération. C'est ce qui explique que le nom de Lénine soit devenu le nom le plus cher aux masses laborieuses et exploitées.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de sauvegarder et d'affermir la dictature du prolétariat. Nous te jurons, camarade Lénine, de ne pas épargner nos forces pour, là encore, accomplir avec honneur ta volonté !

La dictature du prolétariat s'est établie dans notre pays sur la base de l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est là la base première et fondamentale de la République des Soviets. Les ouvriers et les paysans n'auraient pu vaincre les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, si cette alliance n'avait pas existé. Les ouvriers n'auraient pu battre les capitalistes s'ils n'avaient pas eu l'appui des paysans. Les paysans, s'ils n'avaient pas été dirigés par les ouvriers, n'auraient pu battre les grands propriétaires fonciers. C'est ce qu'atteste toute l'histoire de la guerre civile dans notre pays. Mais la lutte pour l'affermissement de la République des Soviets est loin d'être achevée, elle a simplement pris une forme nouvelle. D'abord l'alliance des ouvriers et des paysans a revêtu la forme d'une alliance militaire, puisqu'elle était dirigée contre Koltchak et Dénikine. Maintenant l'alliance des

ouvriers et des paysans doit prendre la forme d'une collaboration économique entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans, car cette alliance est dirigée contre le marchand et le koulak ; car elle a pour objet de permettre aux paysans et aux ouvriers de se pourvoir mutuellement de tout le nécessaire. Vous savez que nul n'a poursuivi cette tâche avec autant de persévérance que le camarade Lénine.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de consolider de toutes nos forces l'alliance des ouvriers et des paysans. Nous te jurons, camarade Lénine, que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté !

La deuxième base de la République des Soviets est l'alliance des travailleurs des nationalités peuplant notre pays. Russes et Ukrainiens, Bachkirs et Biélorussiens, Géorgiens et Azerbaïdjans, Arméniens et Daghestanais, Tatars et Kirghiz, Ouzbeks et Turkmènes, tous ont également intérêt à voir s'affermir la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat affranchit ces peuples de leurs chaînes et de l'oppression ; et ces peuples à leur tour, par leur dévouement absolu à la République des Soviets, par leur volonté de se sacrifier pour elle, la mettent à l'abri des intrigues et des attaques des ennemis de la classe ouvrière. Voilà pourquoi le camarade Lénine nous a toujours parlé de la nécessité d'une alliance librement consentie des peuples de notre pays, de la nécessité de leur collaboration fraternelle dans le cadre de l'Union des Républiques.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé de consolider et d'étendre l'Union des Républiques. Nous te jurons, camarade Lénine, que là encore nous accomplirons avec honneur ta volonté !

La troisième base de la dictature du prolétariat, c'est notre Armée rouge, notre Flotte rouge. Lénine nous a dit maintes fois que la trêve arrachée par nous aux Etats capitalistes pouvait être de courte durée. Maintes fois Lénine nous a indiqué que le renforcement de l'Armée rouge et son perfectionnement sont une des tâches les plus importantes de notre Parti. Les événements rattachés à l'ultimatum de Curzon et à la crise en Allemagne ont confirmé une fois de plus que Lénine, comme toujours, avait raison. Jurons donc, camarades, de ne pas épargner nos efforts pour renforcer notre Armée rouge, notre Flotte rouge ! Notre pays se dresse, tel un roc formidable, au milieu de l'océan des Etats bourgeois. Les vagues pressées déferlent sur lui, menaçant de le submerger, de l'emporter. Mais le roc reste inébranlable. Qu'est-ce qui fait sa force ? Ce n'est pas seulement que notre pays soit fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans ; qu'il personnifie l'alliance des nationalités libres et qu'il est défendu par le bras puissant de l'Armée et de la Flotte rouges. Ce qui fait la force de notre pays, sa vigueur, sa solidité, c'est la sympathie profonde et l'indestructible appui qu'il trouve dans le cœur des ouvriers et des paysans du monde entier. Les ouvriers et les paysans de tous les pays veulent sauvegarder la République des Soviets, flèche lancée de la main sûre du camarade Lénine dans le camp ennemi ; base de l'espoir qu'ils ont de se libérer de l'oppression et de l'exploitation ; phare infaillible qui leur indique le chemin de l'affranchissement. Ils veulent la sauvegarder, et ils ne permettront pas aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes de la détruire. Là est notre force, là est la force des travailleurs de tous les pays. Là aussi est la faiblesse de la bourgeoisie du monde entier. Lénine n'a jamais regardé la République des Soviets comme un but en soi. Il l'a toujours considérée comme un chaînon indispensable pour renforcer le mouvement révolutionnaire dans les pays d'Occident et d'Orient, comme un chaînon indispensable pour faciliter la victoire des travailleurs du monde entier sur le Capital. Lénine savait que cette conception était la seule juste, au point de vue international comme au point de vue de la sauvegarde de la République soviétique. Lénine savait que c'était le seul moyen d'enflammer le cœur de tous les travailleurs du monde pour les batailles décisives en vue de leur affranchissement. Voilà pourquoi Lénine, le plus grand génie parmi les chefs géniaux du prolétariat, posait, au lendemain de l'instauration de la dictature du prolétariat, les fondements de l'Internationale des ouvriers. Voilà pourquoi il ne se lassa pas d'étendre et de consolider l'union des travailleurs de tous les pays : l'Internationale communiste. Vous avez vu, ces derniers jours, le pèlerinage de dizaines et de centaines de milliers de travailleurs venus saluer la dépouille mortelle de Lénine. D'ici quelque temps, vous verrez le pèlerinage à son tombeau des représentants de millions de travailleurs. Vous pouvez être certains qu'après ces représentants de millions de travailleurs, afflueront de tous les points du monde les représentants de dizaines et de centaines de millions d'hommes ; ils viendront témoigner que Lénine ne fut pas seulement le chef du prolétariat russe, des ouvriers d'Europe, des travailleurs de l'Orient colonial, mais aussi de toute l'humanité laborieuse du globe.

En nous quittant, le camarade Lénine nous a recommandé la fidélité aux principes de l'Internationale communiste. Nous te jurons, camarade Lénine, que nous n'épargnerons pas notre vie pour consolider et étendre l'union des travailleurs du monde entier, l'Internationale communiste !

Publié dans la *Pravda*, n° 23, 30 janvier 1924.
Lénine vu par Staline, 1946, pp. 25-32.

LÉNINE, ORGANISATEUR ET CHEF DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE

A L'OCCASION DU 50^e ANNIVERSAIRE DE SA NAISSANCE

Il y a deux groupes de marxistes. Tous deux travaillent sous le drapeau du marxisme et se croient « authentiquement » marxistes. Et cependant ils ne sont pas identiques, loin de là. Bien plus : un abîme les sépare, leurs méthodes de travail étant diamétralement opposées. Le premier de ces groupes se borne d'ordinaire à reconnaître extérieurement le marxisme, à le proclamer avec solennité. Ne sachant pas ou ne voulant pas pénétrer l'essence du marxisme, ne sachant pas ou ne voulant pas le faire passer dans la vie, il transforme les principes vivants et révolutionnaires du marxisme en formules mortes, qui ne disent rien. Il fait reposer son activité, non sur l'expérience, ni sur les enseignements du travail pratique, mais sur des citations de Marx. Indications et directives, il les puise non dans l'analyse de la réalité vivante, mais dans les analogies et les parallèles historiques. Divorce entre la parole et les actes, tel est le vice essentiel de ce groupe. De là les déceptions et cet éternel mécontentement du destin qui, à tout moment, le trahit, le laisse « Gros-Jean comme devant ». Ce groupe a nom menchévisme (en Russie), opportunisme (en Europe). Au congrès de Londres, le camarade Tyszko (Loguichès) a donné une caractéristique assez heureuse de ce groupe ; il a dit de lui qu'il ne se tenait pas, mais gisait sur la plate-forme marxiste.

Le second groupe, au contraire, reporte le centre de gravité du problème, de la reconnaissance extérieure du marxisme à son application, à sa mise en œuvre. Déterminer, selon la situation, les voies et moyens permettant de réaliser le marxisme, modifier ces voies et moyens lorsque la situation change, voilà ce qui retient principalement l'attention de ce groupe. Ce n'est pas dans les analogies et les parallèles historiques qu'il puise directives et indications, mais dans l'étude des conditions environnantes. Dans son activité il ne s'appuie pas sur des citations et des sentences, mais sur l'expérience pratique dont il se sert pour vérifier chacun de ses pas, tirer parti de ses propres erreurs et apprendre aux autres à édifier la vie nouvelle. C'est ce qui explique à proprement parler que dans l'activité de ce groupe l'action ne dément pas la parole et que la doctrine de Marx conserve entièrement sa force révolutionnaire vive. A ce groupe s'appliquent parfaitement les paroles de Marx, selon lesquelles les marxistes ne peuvent se contenter d'expliquer le monde, mais doivent aller plus loin pour le modifier. Ce groupe a nom : bolchévisme, communisme. L'organisateur et le chef de ce groupe est V. I. Lénine.

1. LÉNINE, ORGANISATEUR DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE

La formation du parti du prolétariat s'est poursuivie en Russie dans des conditions particulières, différentes de celles des pays d'Occident, au moment où s'y organisait le parti ouvrier. En Occident, — France, Allemagne, — le parti ouvrier est né des syndicats, alors que syndicats et partis fonctionnaient légalement ; alors que la révolution bourgeoise était déjà faite, et qu'existait le Parlement bourgeois, quand la bourgeoisie qui s'était faufilée au pouvoir se trouvait face à face avec le prolétariat. En Russie, au contraire, le parti du prolétariat s'est formé sous l'absolutisme le plus féroce, dans l'attente de la révolution démocratique bourgeoise, alors que d'une part les organisations du Parti regorgeaient d'éléments « marxistes légaux » bourgeois, avides d'utiliser la classe ouvrière pour la révolution bourgeoise. D'autre part, les gendarmes du tsar arrachaient des rangs du Parti ses meilleurs militants, cela au moment où l'essor du mouvement révolutionnaire spontané réclamait l'existence d'un noyau de révolutionnaires, noyau apte à la lutte, ferme, uni et suffisamment clandestin, capable de diriger le mouvement en vue de renverser l'absolutisme.

Il s'agissait de séparer les boucs et les brebis, de se délimiter des intrus, de former des cadres de révolutionnaires expérimentés à la base, de leur donner un programme clair et une tactique ferme ; il s'agissait enfin de rassembler ces cadres en une seule organisation de combat composée de révolutionnaires professionnels, suffisamment clandestine pour pouvoir tenir contre les coups de main de la gendarmerie, et en même temps, suffisamment liée aux masses pour, le moment venu, les mener à la lutte.

Les menchéviks, ceux-là même qui « gisent » sur la plate-forme marxiste, tranchaient le problème simplement : du moment qu'en Occident le parti ouvrier était né des syndicats sans-parti en lutte pour l'amélioration de la situation économique de la classe ouvrière, il fallait, dans la mesure du possible, en faire autant pour la Russie, c'est-à-dire se borner pour l'instant à la « lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement », à l'échelle locale, sans créer d'organisation de combat pour toute la Russie, et puis ... et puis, si d'ici là les syndicats ne faisaient pas leur apparition, on convoquerait un congrès ouvrier sans-parti et on le proclamerait parti.

Que ce « plan » « marxiste » des menchéviks, utopique pour la Russie, supposât néanmoins un vaste travail d'agitation visant à ravalier l'idée même du parti, à en détruire les cadres, à priver de son parti le prolétariat et à donner la classe ouvrière en pâture aux libéraux, — c'est ce dont les menchéviks, et peut-être aussi nombre de bolcheviks, ne se doutaient guère à l'époque. Le plus grand mérite de Lénine devant le prolétariat russe et son Parti, c'est d'avoir montré tout le danger du « plan » menchévik d'organisation, au moment où ce « plan » venait tout juste d'être conçu, où les auteurs eux-mêmes de ce « plan » avaient peine à s'en représenter clairement les contours ; et, l'ayant montré, d'avoir déclenché une attaque à fond contre le débraillé qui régnait chez les menchéviks, en matière d'organisation, en concentrant sur ce problème toute l'attention des militants Car il s'agissait de l'existence du Parti, de la vie ou de la mort du Parti.

Mettre sur pied un journal politique pour toute la Russie, comme centre de ralliement des forces du Parti ; organiser des cadres stables à la base, comme « formation régulière » du Parti ; rassembler ces cadres en un tout au moyen d'un journal et les cimenter en un parti de combat à l'échelle de toute la Russie, parti aux limites nettement déterminées, au programme clair, à la tactique ferme et à la volonté unique : tel est le plan que Lénine développa dans ses célèbres brochures : *Que faire ?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Ce plan avait le mérite de répondre strictement à la réalité russe et de résumer de façon magistrale l'expérience des meilleurs militants en matière d'organisation Dans la lutte pour ce plan, la majorité des militants russes suivirent résolument Lénine, sans reculer devant la scission. La victoire de ce plan permit de jeter les fondements d'un parti communiste, cohérent et aguerri, qui n'a pas son égal au monde.

Nos camarades (pas seulement les menchéviks !) accusaient souvent Lénine d'avoir un penchant excessif pour la polémique et la scission, d'avoir mené une lutte implacable contre les conciliateurs, etc Sans doute l'un et l'autre ont-ils eu lieu en leur temps. Mais il n'est pas difficile de comprendre que notre Parti n'aurait pu se débarrasser de sa faiblesse intérieure et de son défaut de précision, ni acquérir la force et la vigueur qui le caractérisent, s'il n'avait chassé de son sein les éléments non prolétariens, opportunistes A l'époque de la domination de la bourgeoisie, le Parti du prolétariat ne peut croître et se fortifier que dans la mesure où il mène la lutte contre les éléments opportunistes, hostiles à la Révolution et au Parti, dans son propre milieu et parmi la classe ouvrière Lassalle avait raison de dire : « Le Parti se fortifie en s'épurant. » Les accusateurs invoquaient d'ordinaire le parti allemand, où florissait l'« unité ». Mais d'abord, toute unité n'est pas signe de force ; ensuite, il suffit de considérer aujourd'hui l'ancien Parti allemand, déchiré en trois partis, pour comprendre tout ce qu'il y avait de faux, d'illusoire dans l'« unité » entre Scheidemann-Noske et Liebknecht-Luxembourg. Et qui sait s'il n'eût pas mieux valu pour le prolétariat d'Allemagne que les éléments révolutionnaires du parti allemand se fussent séparés à temps de ses éléments antirévolutionnaires... Oui, Lénine avait mille fois raison de conduire le Parti dans la voie d'une lutte irréconciliable contre les éléments hostiles au Parti et à la Révolution Car ce n'est que grâce à cette politique d'organisation que notre Parti a su réaliser dans son sein cette unité intérieure et cette étonnante cohésion, dont la possession lui a permis de sortir indemne de la crise de juillet sous Kérenski¹ de porter sans défaillance le poids de l'insurrection d'Octobre, de traverser sans perturbation la crise de la période de Brest-Litovsk², d'organiser la victoire sur l'Entente et, enfin, d'acquérir cette souplesse sans analogue qui lui permet à tout moment de reformer ses rangs et de concentrer les centaines de milliers de ses membres sur quelque grande tâche que ce soit, sans jeter la confusion dans son milieu.

2. LÉNINE, CHEF DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE

Mais les qualités du Parti communiste de Russie dans le domaine d'organisation ne sont qu'un des aspects du problème. Le Parti n'aurait pu croître ni se fortifier avec cette rapidité si le contenu politique de son activité, son programme et sa tactique ne répondaient pas à la situation russe, si ses mots d'ordre n'enflammaient pas les masses ouvrières et ne poussaient le mouvement révolutionnaire en avant. C'est cet aspect que nous allons analyser. La révolution démocratique bourgeoise russe (1905) s'est faite dans des conditions différentes de celles des pays d'Occident lors des bouleversements révolutionnaires, par exemple, en France et en Allemagne. La révolution survint en Occident en période manufacturière, à une époque où la lutte de classes n'était pas développée, où le prolétariat faible et peu nombreux ne possédait pas de parti propre, capable de formuler ses revendications, et où la bourgeoisie était assez révolutionnaire pour inspirer confiance aux ouvriers et aux paysans et les mener à la lutte contre l'aristocratie. En Russie, au contraire, la révolution (1905) a commencé à l'époque du machinisme et de la lutte de classes évoluée, alors que le prolétariat russe, relativement nombreux et soudé par le capitalisme, avait déjà livré maint combat à la bourgeoisie, possédait son propre parti, plus uni que les partis bourgeois, et formulait ses revendications de classe ; cependant que la bourgeoisie russe, qui d'ailleurs vivait des commandes du gouvernement, était effrayée par l'esprit révolutionnaire du prolétariat au point de rechercher une alliance avec le gouvernement et les grands propriétaires fonciers contre les ouvriers et les paysans. Le fait que la révolution russe ait éclaté à la suite des échecs militaires sur les champs de bataille de la Mandchourie, n'a pu qu'accélérer le cours des événements sans toutefois modifier en rien le fond du problème.

La situation exigeait du prolétariat qu'il se mît à la tête de la révolution, qu'il ralliât autour de lui la paysannerie révolutionnaire et engageât simultanément une lutte décisive contre le tsarisme et la bourgeoisie, en vue de la démocratisation complète du pays et pour assurer ses propres intérêts de classe. Mais les menchéviks, ceux-là mêmes qui « gisent » sur la plateforme marxiste, résolurent le problème à leur manière : puisque la révolution russe est bourgeoise, et que dans les révolutions bourgeoises ce sont les représentants de la bourgeoisie qui dirigent (voir l' « histoire » des révolutions française et allemande), le prolétariat ne peut exercer l'hégémonie dans la révolution russe dont la direction doit être laissée à la bourgeoisie russe (à celle-là même qui trahit la révolution) ; la paysannerie, elle aussi, doit être livrée en tutelle à la bourgeoisie; quant au prolétariat, il doit rester à l'état d'opposition d'extrême-gauche. Et ces plates rengaines de libéraux chétifs, les menchéviks les présentaient comme le dernier mot du marxisme « authentique » !

Le plus grand mérite de Lénine devant la révolution russe, c'est d'avoir révélé jusqu'à la racine l'inanité des parallèles historiques chers aux menchéviks et tout le danger que présentait leur « schéma de la révolution », qui livrait la cause ouvrière en pâture à la bourgeoisie. Dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, au lieu de la dictature de la bourgeoisie, boycottage de la Douma de Boulyguine³ et insurrection armée au lieu de la participation à la Douma et d'un travail organique dans son sein ; idée d'un « bloc de gauche » lorsque la Douma s'est malgré tout réunie, et utilisation de la tribune de la Douma pour la lutte en dehors de celle-ci, au lieu d'un ministère cadet et d'un « ménagement » réactionnaire de la Douma ; lutte contre le parti cadet⁴ comme force de contre-révolution, au lieu d'un bloc avec lui : tel est le plan tactique développé par Lénine dans ses célèbres brochures — *Deux tactiques, la Victoire des cadets*. Le mérite de ce plan est que, formulant avec netteté et résolution les revendications de classe du prolétariat, à l'époque de la *révolution démocratique bourgeoise* en Russie, il facilitait le passage à la révolution socialiste et portait en germe l'idée de *dictature du prolétariat*. Dans leur lutte pour ce plan tactique, la majorité des militants russes suivit Lénine résolument et sans retour. Le triomphe de ce plan permit de jeter les bases de la tactique révolutionnaire, grâce à laquelle notre Parti ébranle aujourd'hui les fondements de l'impérialisme mondial.

Le développement ultérieur des événements, les quatre années de guerre impérialiste et les perturbations de toute l'économie nationale, la révolution de Février et la fameuse dualité du pouvoir — le Gouvernement provisoire, foyer de la contre-révolution bourgeoise, et le Soviet de Pétersbourg, forme de la dictature naissante du prolétariat —, la Révolution d'Octobre et la dissolution de la Constituante, l'abolition du parlementarisme bourgeois et la proclamation de la République des Soviets, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et l'intervention de l'impérialisme mondial de concert avec les pseudo-marxistes contre la révolution prolétarienne, enfin la situation pitoyable des menchéviks, cramponnés à la Constituante, jetés par-dessus bord par le prolétariat et poussés par la vague de la révolution vers le rivage du capitalisme : tout cela n'a fait que confirmer la justesse des principes de la tactique révolutionnaire formulée par Lénine dans les *Deux tactiques*. Un parti disposant d'un pareil héritage pouvait naviguer hardiment sans craindre les écueils. A notre époque de révolution prolétarienne, où chaque mot d'ordre du Parti et chaque phrase du chef sont vérifiés dans les faits, le prolétariat exige de ses chefs des qualités particulières. L'histoire connaît des chefs prolétariens, des chefs des temps d'orage, des chefs-praticiens, pleins d'abnégation et d'audace, mais faibles en théorie. Les masses n'oublient pas de sitôt les noms de ces chefs. Tels, par exemple, Lassalle en Allemagne, Blanqui en France. Mais le mouvement dans son ensemble ne peut vivre uniquement de souvenirs : il lui faut un objectif clair (un programme), une ligne ferme (une tactique).

Il est aussi des chefs d'un autre genre, des chefs du temps de paix, forts en théorie, mais faibles en matière d'organisation et de travail pratique. Ces chefs ne sont populaires que parmi les couches supérieures du prolétariat, et cela jusqu'à un certain moment. Avec l'avènement d'une époque révolutionnaire, où l'on demande aux chefs des mots d'ordre révolutionnaires pratiques, les théoriciens, faisant place à des hommes nouveaux, quittent la scène. Tels, par exemple, Plékhanov en Russie, Kautsky en Allemagne. Pour se maintenir au poste de chef de la révolution prolétarienne et du Parti du prolétariat, il faut allier en soi la force de la théorie et l'expérience pratique de l'organisation du mouvement prolétarien. P. Axelrod, du temps qu'il était marxiste, écrivait que Lénine « réunissait en lui de façon heureuse l'expérience d'un bon praticien, l'instruction théorique et un vaste horizon politique » (voir la préface de P. Axelrod à la brochure de Lénine : *Les tâches des social-démocrates russes*) Il n'est pas difficile de deviner ce que dirait aujourd'hui de Lénine monsieur Axelrod, l'idéologue du capitalisme « civilisé » Mais pour nous qui connaissons Lénine de près et pouvons voir les choses avec objectivité, il est certain que Lénine n'a rien perdu de cette vieille qualité. C'est là du reste qu'il faut chercher l'explication du fait que Lénine, et pas un autre, est aujourd'hui le chef du parti prolétarien le plus puissant et le mieux aguerri du monde.

Publié dans la *Pravda* n° 86, 23 avril 1920.
Lénine vu par Staline, 1946, pp. 5-16.

LÉNINE VU PAR STALINE

DISCOURS PRONONCÉ A LA SOIRÉE ORGANISÉE PAR LES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE MILITAIRE DU KREMLIN, LE 28 JANVIER 1924

Camarades, on m'a dit que vous organisiez ici une soirée consacrée à la mémoire de Lénine, et que j'étais un des rapporteurs invités à cette soirée. Point n'est besoin, j'estime, de vous présenter un rapport suivi sur l'activité de Lénine. Je pense qu'il vaudrait mieux me borner à vous communiquer une série de faits destinés à faire ressortir certains traits particuliers à Lénine, comme homme et militant. Il n'y aura peut-être pas de liaison interne entre ces faits, mais cela ne peut avoir une importance décisive pour qui voudra se faire de Lénine une idée d'ensemble. En tout cas, il ne m'est pas possible, pour l'instant, de vous en dire plus long que ce que je viens de promettre.

L'AIGLE DES MONTAGNES

Je fis la connaissance de Lénine en 1903. Ce fut, il est vrai, sans le voir, par correspondance. Mais j'en gardai une impression ineffaçable, qui ne m'a jamais quitté pendant toute la durée de mon travail dans le Parti. J'étais alors en exil, en Sibérie. L'activité révolutionnaire de Lénine à la fin des années 90 et notamment après 1901, après la parution de *l'Iskra*⁵ m'avait amené à cette conviction que nous avions en Lénine un homme extraordinaire. Il n'était point alors, à mes yeux, un simple dirigeant du Parti ; il en était le véritable créateur qui, seul, comprenait la nature intime et les besoins pressants de notre Parti. Lorsque je le comparais aux autres dirigeants de notre Parti, il me semblait toujours que les compagnons de lutte de Lénine — Plékhanov, Martov, Axelrod et les autres — étaient moins grands que lui d'une tête ; que Lénine, comparé à eux, n'était pas simplement un des dirigeants, mais un dirigeant de type supérieur, un aigle des montagnes, sans peur dans la lutte et menant hardiment le Parti en avant, dans les chemins inexplorés du mouvement révolutionnaire russe. Cette impression s'était si profondément ancrée dans mon âme que j'éprouvai le besoin d'écrire à ce sujet à un proche ami, alors dans l'émigration, pour lui demander son opinion. A quelque temps de là, déjà déporté en Sibérie, — c'était à la fin de 1903, — je reçus de mon ami une réponse enthousiaste, ainsi qu'une lettre simple mais riche de contenu, de Lénine, auquel mon ami, comme je le sus plus tard, avait montré ma lettre. La lettre de Lénine était relativement courte, mais elle contenait une critique hardie, intrépide de l'activité pratique de notre Parti, ainsi qu'un exposé remarquablement clair et concis du plan de travail du Parti pour la période à venir. Lénine seul savait traiter des choses les plus embrouillées avec tant de simplicité et de clarté, de concision et de hardiesse, quand chaque phrase ne parle pas, mais fait feu. Cette petite lettre simple et hardie affermit ma foi en ce sens que notre Parti possédait en Lénine un aigle des montagnes. Je ne puis me pardonner d'avoir brûlé cette lettre de Lénine, ainsi que beaucoup d'autres, par habitude de vieux militant clandestin.

C'est de ce moment que datent mes relations avec Lénine.

LA MODESTIE

Je rencontrai pour la première fois Lénine en décembre 1905, à la conférence bolchevique de Tammerfors (Finlande). Je m'attendais à voir l'aigle des montagnes de notre Parti, le grand homme, grand non seulement au point de vue politique, mais aussi, si vous voulez, au point de vue physique ; car dans mon imagination Lénine m'apparaissait comme un géant à belle stature, l'air imposant. Quelle ne fut pas ma déception quand j'aperçus un homme des plus ordinaires, d'une taille au-dessous de la moyenne, ne différant en rien, mais absolument en rien, d'un simple mortel...

L'usage veut qu'un « grand homme » arrive habituellement en retard aux réunions, afin que les membres de l'assemblée attendent sa venue, le souffle en suspens. Et puis les assistants avertissent de l'arrivée d'un grand homme par des « chut... silence ... le voilà ! » Ce cérémonial ne me semblait pas superflu, car il en imposait, il inspirait le respect. Quelle ne fut pas ma déception quand j'appris que Lénine s'était présenté à la réunion avant les délégués et que, dans un angle de la salle, il poursuivait le plus simplement du monde une conversation des plus ordinaires avec les plus ordinaires délégués de la conférence. Je ne vous cacherai pas que cela me parut à l'époque comme une certaine violation de certaines règles établies. Plus tard seulement je compris que cette simplicité et cette modestie de Lénine, ce désir de passer inaperçu ou tout au moins de ne pas se faire trop remarquer, de ne pas se prévaloir de sa haute position — que ce trait constitua un des côtés les plus forts de Lénine, nouveau chef des nouvelles masses, — masses simples et ordinaires qui forment les « basses couches » les plus profondes de l'humanité.

PUISSANCE DE LOGIQUE

Lénine prononça à cette conférence deux discours remarquables : sur la situation politique et sur la question agraire. Malheureusement ils n'ont pas été retrouvés. Discours de haute inspiration qui déchaînèrent l'enthousiasme de la conférence. Force de conviction extraordinaire, simplicité et clarté dans l'argumentation, phrases brèves à portée de tout le monde, absence de pose, absence de gestes vertigineux et de phrases à effet visant à faire impression : tout cela distinguait avantagement les discours de Lénine de ceux des orateurs « parlementaires » habituels. Mais ce qui me captiva alors, ce ne fut point ce côté de ses discours ; c'était la force irrésistible de la logique de Lénine, logique un peu sèche, mais qui, en revanche, s'empare à fond de l'auditoire, l'électrise peu à peu et puis ensuite le rend prisonnier, comme on dit, sans recours. Je me souviens que beaucoup de délégués disaient alors : « La logique des discours de Lénine, c'est comme des tentacules tout-puissants qui vous enserrant de tous côtés dans un étau dont il est impossible de briser l'étreinte : il faut ou se rendre ou se résoudre à un échec complet. »

Cette particularité des discours de Lénine est, je pense, le côté le plus fort de son talent d'orateur.

SANS PLEURNICHERIE

Je rencontrai Lénine pour la deuxième fois en 1906, à Stockholm, au congrès de notre Parti. On sait qu'à ce congrès les bolcheviks restèrent en minorité, qu'ils essayèrent une délaite. Je voyais pour la première fois Lénine dans le rôle de vaincu. Il ne ressemblait pas le moins du monde à ces chefs qui, après une défaite, se lamentent et se découragent. Au contraire, la défaite avait galvanisé en Lénine toutes ses énergies, qui incitaient ses partisans à de nouvelles batailles en vue de la victoire future. J'ai dit : défaite de Lénine. Mais qu'était-ce que cette défaite ? Il fallait voir les adversaires de Lénine, les vainqueurs du congrès de Stockholm — Plékhanov, Axelrod, Martov et les autres : ils ressemblaient bien peu à des vainqueurs véritables, — Lénine, par sa critique implacable du menchévisme, les ayant comme on dit, démolis à fond. Je me souviens que nous, délégués bolcheviks, massés en tas, nous regardions Lénine, lui demandant conseil. Dans les propos de certains délégués perçait la lassitude, l'accablement. Il me souvient que Lénine, en réponse à ces propos, murmura entre les dents, d'un ton âpre : « Ne pleurnichez pas, camarades, nous vaincrons à coup sûr parce que nous avons raison. » La haine des intellectuels pleurnichards, la foi en nos forces, la foi en la victoire, voilà ce dont nous parlait alors Lénine. On sentait bien que la défaite des bolcheviks était momentanée, qu'ils allaient vaincre prochainement.

« Ne pas pleurnicher à l'occasion d'une défaite », voilà le trait particulier de l'activité de Lénine, qui lui a permis de rassembler autour de lui une armée entièrement dévouée et confiante en ses forces.

SANS PRÉSOMPTION

Au Congrès suivant, en 1907, à Londres, ce furent les bolcheviks qui remportèrent la victoire. Je voyais Lénine pour la première fois dans le rôle de vainqueur. D'ordinaire, la victoire grise certains chefs, les rend hautains et présomptueux. Dès lors on commence le plus souvent à chanter victoire, on s'endort sur ses lauriers. Mais Lénine ne ressemblait pas le moins du monde à ces chefs. Au contraire, c'est après la victoire qu'il se montrait vigilant, l'esprit en éveil. Je me souviens que Lénine répétait avec insistance aux délégués : « Premièrement, ne pas se laisser griser par la victoire, ni en tirer vanité ; deuxièmement, consolider sa victoire ; troisièmement, achever l'ennemi, car il n'est que battu et il s'en faut qu'il soit achevé. » Il raillait âprement les délégués qui affirmaient à la légère que « désormais c'en était fait des menchéviks ». Il ne lui fut pas difficile de démontrer que les menchéviks avaient encore des racines dans le mouvement ouvrier, qu'il fallait savoir les combattre en évitant avec soin de surestimer ses propres forces et, surtout, de sous-estimer les forces adverses.

« Ne pas tirer vanité de sa victoire », voilà le trait de caractère de Lénine qui lui a permis d'évaluer avec lucidité les forces de l'ennemi et de mettre le Parti à l'abri des surprises éventuelles.

L'ATTACHEMENT AUX PRINCIPES

Les chefs d'un parti ne peuvent pas ne pas faire cas de l'opinion de la majorité de leur parti. La majorité est une force avec laquelle un chef est tenu de compter. Cela Lénine le comprenait aussi bien que tout autre dirigeant du Parti. Mais Lénine ne fut jamais prisonnier de la majorité, surtout quand cette majorité manquait de base doctrinale. L'histoire de notre Parti a connu des moments où l'opinion de la majorité ou bien les intérêts momentanés du Parti entraient en conflit avec les intérêts fondamentaux du prolétariat. En pareil cas Lénine,

sans hésiter, se mettait résolument du côté des principes contre la majorité du Parti. Bien plus, il ne craignait point alors de s'élever littéralement seul contre tous, estimant, comme il le disait souvent, qu'« une politique fidèle aux principes est la seule juste ».

Les deux faits suivants sont particulièrement caractéristiques à cet égard.

Premier fait. Période de 1909 à 1911, où le Parti, écrasé par la contre-révolution, était en pleine décomposition. Période où l'on avait perdu la foi dans le Parti ; où non seulement les intellectuels, mais aussi, dans une certaine mesure, les ouvriers abandonnaient en masse le Parti ; période de désaveu de l'action clandestine ; période de liquidation et de débâcle. Non seulement les menchéviks, mais aussi les bolcheviks représentaient alors une série de fractions et de courants détachés, pour la plupart, du mouvement ouvrier. C'est précisément en cette période, on le sait, que naquit l'idée de liquider entièrement l'action clandestine du Parti et d'organiser les ouvriers au sein d'un parti légal, libéral, stolypinien⁶. Lénine fut seul, à l'époque, à ne pas se laisser gagner par la contagion générale et à tenir haut le drapeau du Parti ; c'est avec une patience étonnante, avec une obstination inouïe qu'il rassemblait les forces dispersées et écrasées du Parti ; il luttait contre toutes les tendances hostiles au Parti qui se faisaient jour dans le mouvement ouvrier ; il défendait les principes du Parti avec un courage sans analogue et une persévérance sans précédent. On sait que plus tard Lénine est sorti vainqueur de cette lutte pour le maintien du Parti.

Deuxième fait. Période de 1914 à 1917, où la guerre impérialiste battait son plein, où tous les partis social-démocrates ou socialistes, ou presque, emportés par le délire patriotique général, s'étaient mis au service de l'impérialisme de leur pays. Période où la II^e Internationale mettait pavillon bas devant le Capital ; où même des hommes comme Plékhanov, Kautsky, Guesde et d'autres encore ne purent résister à la vague de chauvinisme. Lénine fut seul ou presque seul à engager résolument la lutte contre le social-chauvinisme et le social-pacifisme, à dénoncer la trahison des Guesde et des Kautsky et à stigmatiser l'esprit d'indécision des « révolutionnaires » nageant entre deux eaux. Lénine comprenait qu'il n'avait derrière lui qu'une infime minorité, mais pour lui cela n'avait pas une importance décisive ; il savait que la seule politique juste ayant pour elle l'avenir, c'est la politique de l'internationalisme conséquent ; il savait qu'une politique fidèle aux principes est la seule juste.

On sait que Lénine est sorti également vainqueur de cette lutte pour une nouvelle Internationale. « La politique fidèle aux principes est la seule juste », c'est à l'aide de cette formule que Lénine a pris d'assaut de nouvelles positions « imprenables », et gagné au marxisme révolutionnaire les meilleurs éléments du prolétariat.

LA FOI DANS LES MASSES

Les théoriciens et les chefs de parti, qui savent l'histoire des peuples, qui ont étudié d'un bout à l'autre l'histoire des révolutions, sont parfois affligés d'une maladie inconvenante. Cette maladie s'appelle la peur des masses, le manque de foi dans leurs facultés créatrices. Elle engendre parfois chez les chefs un certain aristocratism à l'égard des masses peu initiées à l'histoire des révolutions, mais appelées à démolir ce qui est vieux et à bâtir du neuf. La peur que les éléments ne se déchaînent, que les masses ne « démolissent beaucoup trop », le désir de jouer le rôle de gouvernante qui prétend instruire les masses par les livres, sans vouloir s'instruire elle-même auprès de ces masses : telle est la source de cette espèce d'aristocratism.

Lénine était tout l'opposé de ces chefs. Je ne connais pas d'autre révolutionnaire qui ait, comme Lénine, possédé une foi aussi profonde dans les forces créatrices du prolétariat et en la justesse révolutionnaire de son instinct de classe. Je ne connais pas d'autre révolutionnaire qui ait su, comme Lénine, flageller aussi impitoyablement les infatués critiques du « chaos de la révolution » et de la « bacchanale de l'action spontanée des masses ». Je me souviens qu'au cours d'un entretien, en réponse à la remarque d'un camarade que, « après la révolution, doit s'établir un ordre de choses normal » Lénine répliqua, sarcastique : « Il est malheureux que des hommes désireux d'être des révolutionnaires oublient que l'ordre de choses le plus normal dans l'histoire est celui de la révolution. »

De là ce dédain de Lénine pour tous ceux qui voulaient regarder de haut les masses et les instruire par les livres. De là l'effort constant de Lénine, disant qu'il fallait s'instruire auprès des masses, saisir leur action, étudier à fond l'expérience pratique de la lutte des masses. La foi dans les forces créatrices des masses est ce trait particulier de l'activité de Lénine, qui lui a permis de saisir la signification du mouvement spontané des masses et de l'orienter dans la voie de la révolution prolétarienne.

LE GÉNIE DE LA RÉVOLUTION

Lénine était né pour la révolution. Il fut véritablement le génie des explosions révolutionnaires et le plus grand maître dans l'art de diriger la révolution. Jamais il ne se sentait si à son aise, si joyeux qu'aux époques de secousses révolutionnaires. Je ne veux point dire par là que Lénine approuvât indifféremment toute secousse révolutionnaire, ni qu'il fût toujours et en toute circonstance partisan des explosions révolutionnaires. Pas du tout. Je veux dire simplement que la clairvoyance géniale de Lénine ne s'est jamais manifestée avec autant de plénitude et de netteté que pendant les explosions révolutionnaires. Aux tournants révolutionnaires, il s'épanouissait littéralement, il acquérait le don de double vue, il devinait le mouvement des classes et les zigzags probables de la révolution, comme s'il les lisait dans le creux de la main. Ce n'est pas sans raison que l'on disait dans notre Parti : « Ilitch sait nager dans les vagues de la révolution comme un poisson dans l'eau. » D'où la *clarté* « surprenante » des mots d'ordre tactiques de Lénine et *l'audace* « vertigineuse » de ses plans révolutionnaires.

Il me revient en mémoire deux faits éminemment caractéristiques et qui soulignent ce trait particulier de Lénine.

Premier fait. C'était à la veille de la Révolution d'Octobre, alors que des millions d'ouvriers, de paysans et de soldats, talonnés par la crise à l'arrière et au front, réclamaient la paix et la liberté ; que les généraux et la bourgeoisie préparaient la dictature militaire, en vue de mener la « guerre jusqu'au bout » ; que la prétendue « opinion publique », tous les prétendus « partis socialistes » étaient hostiles aux bolcheviks et les traitaient d'« espions allemands » ; que Kérenski tentait de rejeter le Parti bolchevik dans l'illégalité et y avait partiellement réussi ; que les armées encore puissantes et disciplinées de la coalition austro-allemande se dressaient face à nos armées fatiguées et en décomposition, et que les « socialistes » de l'Europe occidentale faisaient tranquillement bloc avec leurs gouvernements, en vue de mener « la guerre jusqu'à la victoire complète »... Que signifiait déclencher une insurrection en un pareil moment ? Déclencher une insurrection dans de telles conditions c'était jouer son va-tout. Cependant Lénine ne craignait pas de courir ce risque ; il savait, il voyait d'un œil lucide que l'insurrection était inévitable ; que l'insurrection triompherait ; que l'insurrection en Russie préparerait la fin de la guerre impérialiste ; que l'insurrection en Russie mettrait en branle les masses épuisées des pays d'Occident ; que l'insurrection en Russie transformerait la guerre impérialiste en guerre civile ; que de cette insurrection naîtrait la République des Soviets ; que la République des Soviets servirait de rempart au mouvement révolutionnaire dans le monde entier. On sait que cette prévision révolutionnaire de Lénine s'est accomplie avec une précision sans exemple.

Deuxième fait. C'était aux premiers jours qui suivirent la Révolution d'Octobre, quand le Conseil des commissaires du peuple voulut contraindre le général rebelle Doukhonine, commandant en chef des armées russes, à faire cesser les opérations militaires et entamer des pourparlers d'armistice avec les Allemands. Je me souviens que Lénine, Krylenko (le futur commandant en chef) et moi, nous nous rendîmes au Quartier général de Pétrograd pour nous entretenir par fil direct avec Doukhonine. Moment terrible. Doukhonine et le G.Q.G. refusèrent net d'exécuter l'ordre du Conseil des commissaires du peuple. Le personnel de commandement de l'armée se trouvait entièrement aux mains du G.Q.G. Quant aux soldats, on ignorait ce que dirait cette armée de douze millions d'hommes, soumise à ce qu'on appelait les organisations d'armée, hostiles au pouvoir des Soviets. On sait qu'une rébellion des élèves-officiers couvait à Pétrograd. En outre, Kérenski marchait sur la capitale. Il me souvient qu'après un court silence devant l'appareil, le visage de Lénine s'éclaira d'une flamme intérieure. Visiblement Lénine avait pris une décision. « Allons à la T.S.F., dit-il, elle nous rendra service : nous destituerons par un ordre spécial le général Doukhonine, à sa place nous nommerons Krylenko commandant en chef, et nous adresserons aux soldats, par-dessus la tête de leurs chefs, cet appel : isoler les généraux, cesser les opérations militaires, nouer contact avec les soldats austro-allemands et prendre en main propre la cause de la paix. » C'était faire un « saut dans l'inconnu ». Mais Lénine ne craignit pas de l'effectuer. Au contraire, il alla au-devant de lui, sachant que l'armée voulait la paix et qu'elle la conquerrait en balayant sur sa route tous les obstacles ; il savait que ce moyen d'affirmer la paix ne manquerait pas d'influer sur les soldats austro-allemands et donnerait libre cours à la volonté de paix sur tous les fronts sans exception. On sait que cette prévision révolutionnaire de Lénine devait également s'accomplir en tous points.

Une clairvoyance géniale, la faculté de saisir et de deviner rapidement le sens intime des événements en marche : tel est le trait de Lénine qui lui a permis d'élaborer une stratégie juste et une claire ligne de conduite, aux tournants du mouvement révolutionnaire.

Publié dans la *Pravda*, n° 34, 12 février 1924.
Lénine vu par Staline, 1946, pp. 35-48.

EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC LA PREMIÈRE DÉLÉGATION DES OUVRIERS AMÉRICAINS

LE 9 SEPTEMBRE 1927

Première question. — Quels principes nouveaux ont été pratiquement ajoutés au marxisme par Lénine et le Parti communiste ? Serait-il juste de dire que Lénine croyait en la « révolution créatrice », alors que Marx était plutôt enclin à attendre que le développement des forces économiques eût atteint son point culminant ?

Réponse. — Je pense que Lénine n'a « ajouté » au marxisme aucun « principe nouveau », pas plus qu'il n'a retranché aucun des « vieux » principes du marxisme. Lénine a été et reste le disciple le plus fidèle et le plus conséquent de Marx et d'Engels ; il s'inspire entièrement et sans réserve des principes du marxisme. Mais Lénine ne fut pas seulement le réalisateur de la doctrine de Marx et d'Engels. Il en fut aussi le continuateur. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire qu'il a développé plus avant la doctrine de Marx et d'Engels en tenant compte des nouvelles conditions du développement social, de la nouvelle phase du capitalisme, en tenant compte de l'impérialisme. Cela veut dire qu'en développant plus avant la doctrine de Marx dans les nouvelles conditions de la lutte de classes, Lénine a versé au trésor commun du marxisme un élément nouveau, en comparaison de ce qui a été donné par Marx et Engels, de ce qui pouvait être donné dans la période du capitalisme pré-impérialiste, et cet élément nouveau, versé par Lénine au trésor du marxisme, repose tout entier sur les principes établis par Marx et Engels. C'est en ce sens précisément que l'on dit chez nous que le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Voici quelques problèmes pour lesquels Lénine a apporté du nouveau, en développant plus avant la doctrine de Marx.

Premièrement, le problème du capitalisme de monopole, de l'impérialisme, nouvelle phase du capitalisme. Dans *Le Capital*, Marx et Engels ont fourni une analyse des bases du capitalisme. Mais Marx et Engels ont vécu à l'époque de la domination du capitalisme pré-monopoliste, à l'époque de l'évolution continue du capitalisme et de son extension « pacifique » sur tout le globe. Cette vieille phase s'est terminée à la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle, alors que Marx et Engels n'étaient plus en vie. On conçoit que Marx et Engels n'aient pu que conjecturer les nouvelles conditions de développement du capitalisme, conditions dont l'avènement se rattache à la nouvelle phase du capitalisme — venue en remplacement de la phase ancienne — à la phase impérialiste, monopoliste de son développement, où l'évolution continue du capitalisme a fait place à un développement du capitalisme par bonds, à un développement catastrophique ; où l'inégalité du développement et les contradictions du capitalisme se sont manifestées avec force ; où la lutte pour les débouchés et les marchés d'exportation des capitaux, étant donné le développement extrêmement inégal, a rendu inévitables les guerres impérialistes périodiques visant aux repartages périodiques du monde et des zones d'influence. Ici, ce qui fait le mérite de Lénine et, par conséquent, ce qu'il y a de nouveau chez lui, c'est que, partant des principes fondamentaux du *Capital*, il a donné de l'impérialisme, dernière phase du capitalisme, une analyse marxiste serrée ; il a dévoilé ses plaies et les conditions de sa perte certaine. C'est en partant de cette analyse que Lénine a établi sa thèse bien connue selon laquelle, dans les conditions de l'impérialisme, la victoire du socialisme est possible dans tels ou tels pays capitalistes pris isolément.

Deuxièmement, le problème de la dictature du prolétariat. L'idée maîtresse de la dictature du prolétariat, domination politique du prolétariat et moyen de renverser le pouvoir du capital par la violence, vient de Marx et d'Engels. Le nouveau chez Lénine, dans ce domaine, c'est que : a) il a découvert le pouvoir des Soviets⁷ comme forme d'Etat de la dictature du prolétariat, en utilisant à cet effet l'expérience de la Commune de Paris⁷ et de la Révolution russe ; b) il a supprimé les parenthèses dans la formule de la dictature du prolétariat relativement au problème des alliés du prolétariat, en définissant la dictature du prolétariat comme forme particulière de l'alliance de classe du prolétariat, qui est le dirigeant, avec les masses exploitées des classes non prolétariennes (de la paysannerie, etc.), qui sont dirigées ; c) il a souligné avec force que, dans la société divisée en classes, la dictature du prolétariat est le type suprême de la démocratie, une forme de la démocratie *prolétarienne* traduisant les intérêts de la majorité (les exploités), à l'opposé de la démocratie *capitaliste* traduisant les intérêts de la minorité (les exploités).

Troisièmement, le problème des formes et procédés de construction victorieuse du socialisme en période de dictature du prolétariat, en période de transition du capitalisme au socialisme, dans un pays entouré d'Etats capitalistes. Marx et Engels regardaient la période de dictature du prolétariat comme une période plus ou moins longue, pleine de collisions révolutionnaires et de guerres civiles, période pendant laquelle le prolétariat au pouvoir prend des mesures d'ordre économique, politique, culturel et d'organisation, nécessaires pour créer à la place de la vieille société capitaliste une société nouvelle, socialiste, une société sans classes, une société sans

Etat. Lénine s'est placé sans réserve sur le terrain de ces principes fondamentaux de Marx et d'Engels. Le nouveau chez Lénine, dans ce domaine, c'est que : a) il a démontré la possibilité de construire la société socialiste intégrale dans un pays de dictature du prolétariat, entouré d'Etats impérialistes, à la condition que ce pays ne serait pas étranglé par une intervention militaire des Etats capitalistes qui l'environnent ; b) il a tracé les voies concrètes d'une politique économique (« nouvelle politique économique »), à l'aide desquelles le prolétariat détenant les postes de commandement économiques (industrie, terre, transports, banques, etc.), allie l'industrie socialisée à l'agriculture (« alliance de l'industrie et de l'économie paysanne»), et mène ainsi toute l'économie nationale vers le socialisme ; c) il a indiqué les moyens concrets d'amener et d'attirer graduellement les masses paysannes essentielles dans la voie de la construction socialiste par la coopération, qui constitue entre les mains du prolétariat exerçant la dictature, le moyen le plus efficace pour transformer la petite économie paysanne et rééduquer les masses paysannes essentielles dans l'esprit du socialisme.

Quatrièmement, le problème de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, dans toute révolution populaire, aussi bien dans la révolution dirigée contre le tsarisme que dans celle dirigée contre le capitalisme. Marx et Engels ont ébauché dans ses grandes lignes l'idée de l'hégémonie du prolétariat. Le nouveau chez Lénine, ici, c'est qu'il a développé plus avant et amplifié cette ébauche jusqu'à en faire un système harmonieux de l'hégémonie du prolétariat, un système harmonieux de la direction des masses laborieuses de la ville et des campagnes assurée par le prolétariat, non seulement pour le renversement du tsarisme et du capitalisme mais aussi pour la construction socialiste sous la dictature du prolétariat. On sait que l'idée d'hégémonie du prolétariat, grâce à Lénine et à son Parti, a été magistralement appliquée en Russie. C'est ce qui explique entre autres, que la révolution en Russie a porté le prolétariat au pouvoir. Autrefois, il en allait généralement ainsi : les ouvriers se battaient sur les barricades pendant la révolution, ils versaient leur sang, ils jetaient bas l'ancien ordre de choses ; mais le pouvoir tombait entre les mains des bourgeois qui, ensuite, opprimaient et exploitaient les ouvriers. Il en fut ainsi en Angleterre et en France. Il en fut ainsi en Allemagne. En Russie les choses ont tourné autrement. Les ouvriers de chez nous n'étaient pas simplement une force de choc de la révolution. Tout en étant cette force de choc de la révolution, le prolétariat russe s'est appliqué à exercer l'hégémonie, la direction politique de toutes les masses exploitées de la ville et des campagnes, en les groupant autour de lui, en les arrachant à la bourgeoisie, en isolant celle-ci politiquement. D'autre part, le prolétariat russe, guide des masses exploitées, combattit sans cesse pour s'emparer du pouvoir et l'utiliser dans son propre intérêt contre la bourgeoisie, contre le capitalisme. C'est proprement ce qui explique que chaque action vigoureuse de la révolution en Russie, tant en octobre 1905 qu'en février 1917, faisait entrer en scène les Soviets des députés ouvriers, germes d'un nouvel appareil du pouvoir, appelé à réprimer la bourgeoisie, à l'opposé du Parlement bourgeois, vieil appareil du pouvoir, appelé à réprimer le prolétariat. La bourgeoisie chez nous a tenté par deux fois de rétablir le Parlement bourgeois et d'en finir avec les Soviets : en août 1917, à l'époque du « Pré-parlement », avant, la prise du pouvoir par les bolchéviks, et en janvier 1918, lors de l'« Assemblée constituante », après la prise du pouvoir par le prolétariat ; mais à chaque fois elle a essuyé une défaite. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie était déjà isolée politiquement ; les millions de travailleurs tenaient le prolétariat pour le chef unique de la révolution ; quant aux Soviets, ils avaient déjà été vérifiés et éprouvés par les masses, comme leur propre pouvoir ouvrier, et troquer ce pouvoir contre le Parlement bourgeois eût été un suicide pour le prolétariat. Il n'est donc pas étonnant que le parlementarisme bourgeois ne se soit pas acclimaté chez nous. Voilà pourquoi la révolution en Russie a porté le prolétariat au pouvoir. Tels sont les résultats qu'a donnés l'application du système léniniste de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution.

Cinquièmement, le problème national et colonial, Marx et Engels, analysant à l'époque les événements en Irlande, aux Indes, en Chine, dans les pays d'Europe centrale, en Pologne, en Hongrie, ont fourni les idées maîtresses marquant le point de départ dans la question nationale et coloniale. C'est de ces idées-là que Lénine s'est inspiré dans ses œuvres. Le nouveau chez Lénine, dans ce domaine, c'est que : a) il a réuni ces idées en un tout, en un système harmonieux de conceptions sur les révolutions nationales et coloniales à l'époque de l'impérialisme ; b) il a rattaché la question nationale et coloniale au problème du renversement de l'impérialisme ; c) il a proclamé la question nationale et coloniale partie intégrante du problème général de la révolution prolétarienne internationale.

Enfin, le problème du Parti du prolétariat. Marx et Engels ont tracé les grandes lignes de leur conception du Parti, détachement d'avant-garde du prolétariat sans lequel (sans le Parti) le prolétariat ne peut conquérir son émancipation, ni dans le sens de la prise du pouvoir, ni dans celui de la transformation de la société capitaliste. Le nouveau chez Lénine, dans ce domaine, c'est qu'il a développé plus avant cette esquisse en tenant compte des nouvelles conditions de lutte du prolétariat en période d'impérialisme ; il a montré que : a) le Parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat, en comparaison des autres formes d'organisation du prolétariat (syndicats, coopératives, organisation de l'Etat), dont il est appelé à coordonner et à diriger l'activité ; b) la dictature du prolétariat ne peut être réalisée que par le Parti qui en est la force directrice ; c) la dictature du prolétariat ne peut être complète que si elle est dirigée par un seul parti, le Parti communiste, lequel ne partage ni

ne doit partager la direction avec d'autres partis ; d) sans une discipline de fer dans le Parti, ne peuvent être accomplies les tâches de la dictature du prolétariat qui consistent à écraser les exploités et à transformer la société divisée en classes en société socialiste.

Voilà en ses grandes lignes ce que Lénine a apporté de nouveau dans ses œuvres, où se trouve concrétisée et développée plus avant la doctrine de Marx, en accord avec les nouvelles conditions de lutte du prolétariat dans la période de l'impérialisme. C'est pour cela que l'on dit chez nous : le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et des révolutions prolétariennes. Il suit de là que l'on ne saurait ni séparer le léninisme du marxisme, ni à plus forte raison l'opposer au marxisme.

La question posée par la délégation porte ensuite : « Serait-il juste de dire que Lénine croyait en la « révolution créatrice », alors que Marx était plutôt enclin à attendre que le développement des forces économiques eût atteint son point culminant ? » Je pense que cette affirmation serait absolument fautive. Je pense que toute révolution populaire, si elle est réellement populaire, est une révolution créatrice, puisqu'elle brise l'ancien ordre de choses et en crée, en fonde un nouveau. Evidemment, il ne saurait y avoir rien de créateur dans les « révolutions », s'il est permis de les appeler ainsi, qui se produisent parfois, disons, en Albanie, sous la forme de « soulèvements » d'opérette, de tribu à tribu. Mais ces « soulèvements » d'opérette, les marxistes ne les ont jamais considérés comme des révolutions. Il n'est évidemment pas question de « soulèvements » de ce genre, mais d'une révolution populaire de masse, qui dresse les classes opprimées contre les classes d'opresseurs. Or pareille révolution ne peut pas ne pas être créatrice. Marx et Lénine étaient justement pour cette révolution, et seulement pour cette révolution. Et l'on conçoit que pareille révolution ne puisse surgir dans des conditions quelconques, qu'elle ne puisse se déclencher que dans des conditions favorables bien déterminées d'ordre économique et politique.

Douzième question. — Pourriez-vous nous donner une brève caractéristique de la société future que le communisme s'efforce de créer ?

Réponse. — La caractéristique générale de la société communiste est donnée dans les travaux de Marx, d'Engels et de Lénine. Pour donner, en bref, l'anatomie de la société communiste, celle-ci sera une société : a) où il n'y aura pas de propriété privée des instruments et moyens de production, qui seront propriété sociale, collective ; b) où il n'y aura pas de classes ni de pouvoir d'Etat, mais où il y aura des travailleurs de l'industrie et de l'agriculture, s'administrant économiquement eux-mêmes, comme association libre de travailleurs ; c) où l'économie nationale organisée d'après un plan sera appuyée sur une technique supérieure, tant dans le domaine de l'industrie que dans celui de l'agriculture ; d) où il n'y aura pas de contraste entre la ville et les campagnes, entre l'industrie et l'agriculture ; e) où les produits seront répartis suivant le principe des vieux communistes français : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » ; f) où la science et les arts bénéficieront de conditions suffisamment favorables pour arriver à leur plein épanouissement ; g) où l'individu, libre du souci du pain quotidien et de la nécessité de chercher à plaire aux « puissants de ce monde » deviendra réellement libre. Et ainsi de suite. Il est clair que nous sommes encore loin de cette société.

En ce qui concerne les conditions internationales indispensables au triomphe complet de la société communiste, elles se formeront et croîtront au fur et à mesure de la croissance des crises révolutionnaires et des explosions révolutionnaires de la classe ouvrière dans les pays capitalistes. Il ne faut pas se représenter les choses de telle sorte, que la classe ouvrière d'un ou plusieurs pays marchera vers le socialisme et, à plus forte raison, vers le communisme, et que les capitalistes des autres pays la regarderont faire, en restant indifférents, les bras croisés. Encore moins faut-il se représenter que la classe ouvrière des pays capitalistes acceptera d'assister en simple spectateur au développement victorieux du socialisme dans tel ou tel pays. La vérité est que les capitalistes feront tout ce qui dépend d'eux pour étrangler ces pays. La vérité est que chaque pas sérieux accompli vers le socialisme, et à plus forte raison vers le communisme, dans tel ou tel pays, s'accompagnera nécessairement d'un élan irrésistible de la classe ouvrière des pays capitalistes vers la conquête de la dictature et du socialisme dans ces pays. Ainsi, au cours du développement ultérieur de la révolution internationale, il se formera deux centres à l'échelle mondiale : un centre socialiste qui attirera à soi les pays tendant au socialisme, et un centre capitaliste qui attirera à soi les pays tendant au capitalisme. La lutte de ces deux centres pour la possession de l'économie mondiale décidera du sort du capitalisme et du communisme dans le monde entier. Car la défaite définitive du capitalisme mondial est la victoire du socialisme dans l'arène de l'économie mondiale.

Publié dans la *Pravda*, n° 210, 15 septembre 1927

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES ÉLECTEURS DE LA CIRCONSCRIPTION STALINE DE MOSCOU

LE 11 DÉCEMBRE 1937, AU GRAND THÉÂTRE

Camarades, j'avoue que je n'avais pas l'intention de prendre la parole. Mais notre estimé Nikita Serguéévitch m'a pour ainsi dire amené de force à cette réunion : Fais un bon discours, m'a-t-il dit. Mais de quoi parler ? Un discours, mais lequel ? Tout ce qu'il fallait dire à la veille des élections a déjà été dit et redit dans les discours de nos camarades dirigeants Kalinine, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et beaucoup d'autres camarades responsables. Que pourrait-on ajouter encore à ces discours ?

Certaines questions relatives à la campagne électorale nécessitent, dit-on, des éclaircissements. Quels éclaircissements, sur quelles questions ? Tout ce qu'il fallait savoir a déjà été expliqué et ré-expliqué dans les messages que l'on connaît du Parti bolchevik, des Jeunesses communistes, du Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S., de la Société d'encouragement à la défense aéro-chimique, du Comité d'éducation physique. Que peut-on ajouter encore à ces explications ?

On pourrait sans doute faire un léger discours sur tout et sur rien. (*Rires.*) Cela amuserait peut-être le public. Il paraît que les spécialistes des discours de ce genre existent non seulement là-bas, dans les pays capitalistes, mais même chez nous, au pays des Soviets. (*Rires, applaudissements.*) Mais d'abord, je ne suis pas spécialiste de ce genre de discours. Et puis, est-ce bien le moment de nous amuser maintenant que nous tous, bolcheviks, nous avons de l'ouvrage « par-dessus la tête », comme on dit ? Ce n'est pas le moment, je pense.

Il est évident que dans ces conditions on ne fait pas un bon discours.

Mais, puisque je suis monté à la tribune, il faut bien au moins que je dise quelque chose. (*Vifs applaudissements.*)

Tout d'abord je tiens à marquer ma reconnaissance (*applaudissements*) aux électeurs pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. (*Applaudissements.*)

Ma candidature a été présentée à la députation et la commission électorale de la circonscription *Staline* de la capitale soviétique l'a enregistrée. C'est là, camarades, une preuve de grande confiance. Permettez-moi de vous dire ma profonde reconnaissance de bolchevik pour la confiance que vous avez témoignée au Parti bolchevik, dont je suis membre, et personnellement à moi, qui représente ce parti. (*Vifs applaudissements.*)

Je sais ce que confiance veut dire. Elle m'impose naturellement un supplément d'obligations et, par suite, un supplément de responsabilité. Eh bien, soit, les bolcheviks n'ont pas coutume de se soustraire à la responsabilité. Je l'accepte volontiers. (*Rafale d'applaudissements.*)

Pour ma part je tiens à vous assurer, camarades, que vous pouvez parfaitement vous en remettre au camarade *Staline*. (*Longue ovation enthousiaste. On crie : « Nous sommes tous avec le camarade Staline ! »*) Vous pouvez être certains que le camarade *Staline* saura remplir son devoir envers le peuple (*applaudissements*), envers la classe ouvrière (*applaudissements*), envers la paysannerie (*applaudissements*), envers les intellectuels (*applaudissements*).

Je tiens ensuite à vous féliciter, camarades, à l'occasion de la fête populaire qui vient, celle des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. (*Vifs applaudissements.*) Ce ne seront pas simplement des élections, camarades. Ce sera véritablement une fête pour le peuple entier, — pour nos ouvriers, nos paysans, nos intellectuels. (*Vifs applaudissements.*) Jamais le monde n'a connu d'élections aussi véritablement libres, aussi véritablement démocratiques. — jamais ! Il n'est point d'exemple analogue dans l'histoire. (*Applaudissements.*) La question n'est pas que nos élections seront générales, égales, secrètes et directes, encore que ce fait ait par lui-même une grande importance. La question est que nos élections générales seront les plus libres et les plus démocratiques, comparativement aux élections de tout autre pays du monde.

Les élections générales se font également dans un certain nombre de pays capitalistes, dits démocratiques. Mais dans quelles conditions s'y font-elles ? Au milieu des collisions de classes, de l'hostilité des classes, cependant

que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les banquiers et autres requins du capitalisme exercent une pression sur les électeurs. De telles élections, fussent-elles générales, égales, secrètes et directes, on ne saurait les dire parfaitement libres, parfaitement démocratiques.

Chez nous, dans notre pays, les élections se font au contraire dans des circonstances absolument différentes. Ici point de capitalistes, point de grands propriétaires fonciers ; par conséquent, point de pression exercée par ces classes possédantes sur les non-possédantes. Les élections se font chez nous dans une atmosphère de collaboration entre ouvriers, paysans, intellectuels, dans une atmosphère de confiance réciproque, je dirais même d'amitié réciproque, parce que nous n'avons pas de capitalistes, ni de grands propriétaires fonciers, ni d'exploitation, et il n'est personne à proprement dire pour faire pression sur le peuple, pour fausser sa volonté.

Voilà pourquoi nos élections sont les seules au monde qui soient véritablement libres et véritablement démocratiques. (*Vifs applaudissements.*)

De telles élections libres et véritablement démocratiques n'ont pu naître que du triomphe de l'ordre socialiste ; que du socialisme qui, chez nous, n'est plus simplement en construction, mais est déjà entré dans les habitudes, dans la vie quotidienne du peuple. Il y a quelque dix ans, on pouvait encore discuter sur la question de savoir si l'on peut ou non édifier chez nous le socialisme. Maintenant cette question ne se discute plus. Maintenant, c'est une question de faits, une question de la vie vivante, des us et coutumes qui pénètrent toute la vie du peuple. Nos fabriques et nos usines marchent sans les capitalistes. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme en action. Nos champs sont cultivés par les travailleurs de la terre, sans les grands propriétaires fonciers, sans les koulaks. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme dans la vie ; c'est ce que l'on appelle chez nous la vie libre, socialiste.

Et c'est sur cette base justement que sont nées les nouvelles élections, véritablement libres et véritablement démocratiques, sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Dès lors comment ne pas vous féliciter à l'occasion de la fête du peuple, à l'occasion des élections au Soviet suprême de l'Union soviétique ! (*Ovation enthousiaste de toute la salle.*)

Je voudrais ensuite, camarades, vous donner un conseil, un conseil de candidat-député à ses électeurs. Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même assez singulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec les électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jurent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses. C'est à croire que les députés dépendent entièrement des électeurs. Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout. Au lieu de la dépendance des députés vis-à-vis des électeurs, c'est leur entière indépendance. Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais ; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables ; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut : il est indépendant.

Ces relations, peut-on les regarder comme normales ? Pas du tout, camarades. Tenant compte de ce fait, notre Constitution a promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs.

Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (*Rires, applaudissements.*) Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion.

Enfin, encore un conseil de candidat-député à ses électeurs. Que faut-il en général exiger de ses députés, à ne prendre parmi les exigences possibles que les exigences les plus élémentaires ? Les électeurs, le peuple, doivent

exiger de leurs députés qu'ils restent à la hauteur de leurs tâches ; que dans leur travail ils ne descendent pas au niveau de petits bourgeois terre-à-terre ; qu'ils restent à leur poste d'hommes politiques de type léniniste ; qu'ils soient des hommes politiques aussi lucides et aussi déterminés que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils soient aussi intrépides dans le combat, aussi implacables pour les ennemis du peuple que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils soient exempts de toute panique, de toute ombre de panique quand les choses commencent à se compliquer et qu'un danger quelconque se dessine à l'horizon, qu'ils soient aussi exempts de toute ombre de panique que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils soient aussi sages et aussi étrangers à toute précipitation que l'était Lénine, quand il s'agira de résoudre des problèmes complexes, à propos desquels il faut savoir s'orienter largement et tenir largement compte de tous les inconvénients et de tous les avantages (*applaudissements*) ; qu'ils soient aussi droits et aussi honnêtes que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils aiment leur peuple comme l'aimait Lénine (*applaudissements*).

Pouvons-nous affirmer que les candidats-députés soient tous précisément des hommes politiques de ce genre ? Je ne le dirais pas. Il existe toute sorte de gens dans le monde, toute sorte d'hommes politiques. Il en est dont il est impossible de dire ce qu'ils sont : bons ou mauvais, braves ou sans courage ; s'ils sont entièrement pour le peuple ou s'ils sont pour les ennemis du peuple. Ils existent, ces gens-là, ces hommes politiques. On en trouve aussi chez nous, parmi les bolcheviks. Vous le savez bien, camarades, le soleil même n'est pas sans tache. (*Rires, applaudissements*.) A propos des gens de ce type indéterminé, et qui rappellent plutôt des philistins politiques que des hommes politiques, à propos des gens de ce type indéterminé, mal défini, le grand écrivain russe Gogol a dit avec assez de bonheur : « Des gens indéterminés, ni ci ni ça, impossible de savoir ce qu'ils sont, ni Bogdane à la ville, ni Sélyphane au village » (*rires, applaudissements*). A propos de ces gens et de ces hommes politiques indéterminés, on dit dans le peuple avec non moins de bonheur : « Des gens comme ci comme ça, ni chair ni poisson » (*rire général, applaudissements*), « ni un cierge pour le bon dieu, ni une fourche pour le diable » (*rire général, applaudissements j*).

Je n'affirmerais pas avec certitude que parmi les candidats-députés (naturellement, je les prie de m'excuser), et parmi nos hommes politiques, il ne s'en trouve pas qui ressemblent plutôt à des philistins politiques et dont le caractère, dont la physionomie évoque ce type d'hommes au sujet desquels le peuple dit : « ni un cierge pour le bon dieu, ni une fourche pour le diable » (*rires, applaudissements*).

Ce que je voudrais, camarades, c'est que vous exerciez une influence constante sur vos députés, que vous leur fassiez sentir la nécessité d'avoir toujours présente à l'esprit la grande figure du grand Lénine, et de limiter en toutes choses (*applaudissements*).

Les fonctions des électeurs ne prennent pas fin avec les élections. Elles continuent pendant toute la législature du Soviet suprême. J'ai déjà parlé de la loi qui confère aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui dévient du droit chemin. Par conséquent, le devoir et le droit des électeurs consistent à exercer un contrôle permanent sur leurs députés et à leur inculquer cette idée qu'ils ne doivent en aucun cas descendre au niveau de philistins politiques ; il faut que les électeurs inculquent à leurs députés cette idée qu'ils doivent ressembler au grand Lénine (*applaudissements*).

Tel est, camarades, le deuxième conseil que je voulais vous donner, conseil de candidat-député à ses électeurs. (*Rafale d'applaudissements prolongés, qui tourne en ovation. Tous les assistants, debout, portent leurs regards vers la loge du gouvernement où est passé le camarade Staline. Des acclamations retentissent : « Au grand Staline, hourra ! », « Au camarade Staline, hourra ! », « Vive le camarade Staline, hourra ! », « Vive le premier disciple de Lénine, candidat à la députation au Soviet de l'Union, le camarade Staline ! Hourra ! »*).

Publié dans la *Pravda* n° 340, 12 décembre 1937.
Lénine vu par Staline, 1946, pp. 71-79.

DISCOURS PRONONCÉ À LA RÉCEPTION DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU KREMLIN

17 MAI 1938

Camarades, permettez-moi de porter un toast à la science, à son épanouissement, à la santé des hommes de science. A l'épanouissement de la science, de celle que ne s'isole pas du peuple, ne se tient pas à l'écart du peuple, mais est prête à le servir, à lui transmettre toutes les conquêtes scientifiques ; qui sert le peuple non par contrainte, mais de bon gré et avec joie (*applaudissements*).

A l'épanouissement de la science, de celle qui ne permet point à ses vieux dirigeants en renom de s'enfermer présomptueusement dans la coquille des pontifes de la science, des monopolistes de la science ; qui comprend la signification, la portée, la toute-puissance de l'union des vieux et des jeunes travailleurs scientifiques ; qui ouvre de bon gré et avec joie toutes ses portes aux jeunes forces de notre pays et leur offre la possibilité de conquérir les sommets du savoir ; qui reconnaît que l'avenir appartient aux jeunes savants (*applaudissements*).

A l'épanouissement de la science, de celle dont les représentants comprennent la vigueur et la portée des traditions scientifiques établies et les utilisent judicieusement dans l'intérêt de la science, sans pour cela vouloir être les esclaves de ces traditions ; de cette science qui a l'audace et la volonté de briser les vieilles traditions, normes et conceptions lorsque, une fois périmées, elles entravent la marche en avant : de la science qui sait créer de nouvelles traditions, de nouvelles normes, de nouvelles conceptions (*applaudissements*).

La science a connu, au cours de son développement bien des hommes courageux qui ont su démolir les choses anciennes et faire du neuf, en dépit de tous les obstacles, envers et contre tout. Ces grands hommes de science, comme Galilée, Darwin et beaucoup d'autres, sont universellement connus. Je voudrais parler d'un de ces coryphées de la science, lequel est aussi le plus grand homme de notre temps. C'est Lénine, notre maître, notre éducateur (*applaudissements*). Rappelez-vous l'année 1917. Partant de l'analyse scientifique du développement social de la Russie, de l'analyse scientifique de la situation internationale, Lénine en vint à conclure que la seule issue à la situation était la victoire du socialisme en Russie. Conclusion plus qu'inattendue pour beaucoup d'hommes de science de cette époque. Plékhanov, homme de science éminent, disait alors avec mépris en parlant de Lénine, que celui-ci « délirait ». D'autres hommes de science non moins connus, prétendaient que « Lénine était atteint de folie », qu'on ferait bien de le reléguer le plus loin possible. Les hommes de science de tout ordre et de tout genre hurlaient alors contre Lénine, qu'ils accusaient de détruire la science. Mais Lénine ne craignit point de remonter le courant, de s'élever contre la routine. Et Lénine fut vainqueur (*applaudissements*).

Voilà l'exemple d'un homme de science qui lutte courageusement contre la science périmée et ouvre la voie à la science nouvelle.

Il arrive parfois que les voies nouvelles de la science et de la technique ne soient pas frayées par des hommes à renom universel dans la science, mais par des gens absolument inconnus du monde savant, par des gens ordinaires, des praticiens, des novateurs dans leur spécialité. Voici, à cette table, les camarades Stakhanov⁸ et Papanine⁹. Des hommes inconnus du monde savant et dépourvus de grades universitaires, des praticiens de leur métier. En est-il qui ignorent que Stakhanov et les stakhanovistes, dans leur activité industrielle pratique, ont renversé, parce que périmées, les normes établies par des savants et des techniciens connus, et en ont établi de nouvelles, conformes aux exigences de la science véritable et de la véritable technique ? En est-il qui ignorent que par leur travail pratique sur une banquise en dérive, Papanine et ses compagnons ont renversé, pour ainsi dire en passant, sans un effort particulier, — comme étant périmée, — l'idée que l'on se faisait autrefois de l'Arctique, et établi une conception nouvelle, conforme aux exigences de la science véritable ? Qui pourrait nier que Stakhanov et Papanine sont des novateurs dans la science, des hommes de notre science d'avant-garde ? Tels sont les « miracles » qui se font encore dans la science. J'ai parlé de la science. Mais il y a science et science. Celle dont j'ai parlé s'appelle science *d'avant-garde*.

A l'épanouissement de notre science d'avant-garde ! A la santé des savants d'avant-garde ! Vivent Lénine et le léninisme ! A la santé de Stakhanov et des stakhanovistes ! A la santé de Papanine et de ses compagnons ! (*Applaudissements*.)

Publié dans la *Pravda* n° 136, 19 mai 1938.
Lénine vu par Staline, 1946, pp. 33-36.

DISCOURS PRONONCÉ A LA REVUE DE L'ARMÉE ROUGE

LE 7 NOVEMBRE 1941 SUR LA PLACE ROUGE A MOSCOU

Camarades soldats et marins rouges, commandants et organisateurs politiques, ouvriers et ouvrières, kolkhoziens et kolkhoziennes, travailleurs intellectuels, frères et sœurs qui, à l'arrière de notre ennemi, êtes tombés momentanément sous le joug des bandits allemands, — nos glorieux partisans et partisanes qui détruisez les arrières des envahisseurs allemands !

Au nom du Gouvernement soviétique et de notre Parti bolchevik, je vous salue et vous félicite à l'occasion du 24^e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre.

Camarades, nous célébrons aujourd'hui le 24^e anniversaire de la Révolution d'Octobre en une heure très grave. L'agression perfide des bandits allemands et la guerre qu'ils nous ont imposée mettent en péril notre pays. Nous avons perdu temporairement une série de régions. L'ennemi est aux portes de Leningrad et de Moscou. Il comptait qu'au premier choc notre armée serait dispersée et notre pays mis à genoux. Mais l'ennemi s'est cruellement trompé. Malgré les insuccès temporaires, notre armée et notre flotte repoussent héroïquement les attaques ennemies sur toute la ligne du front, lui infligeant de lourdes pertes ; et notre pays — tout notre pays — a formé un seul camp de guerre pour assurer, de concert avec notre armée et notre flotte, la débâcle des envahisseurs allemands.

Il y a eu des jours où notre pays connut une situation encore plus pénible. Rappelez-vous l'année 1918, date à laquelle nous célébrions notre premier anniversaire de la Révolution d'Octobre. Les trois quarts de notre pays se trouvaient alors aux mains de l'intervention étrangère. Nous avons momentanément perdu l'Ukraine, le Caucase, l'Asie centrale, l'Oural, la Sibérie, l'Extrême-Orient. Nous n'avions pas d'alliés, nous n'avions pas d'Armée rouge, — nous étions seulement en train de la créer ; nous manquions de blé, d'armement, d'équipement. Quatorze Etats enserraient notre pays, mais nous ne nous laissions pas décourager, ni abattre. C'est dans le feu de la guerre que nous organisons alors notre Armée rouge et avons changé notre pays en un camp retranché. L'esprit du grand Lénine nous inspirait alors pour une guerre contre l'intervention étrangère. Et qu'est-il advenu ? Nous avons battu l'intervention, récupéré tous les territoires perdus et obtenu la victoire.

Maintenant la situation de notre pays est bien meilleure qu'il y a vingt-trois ans. Notre pays est de beaucoup plus riche maintenant en industrie, en denrées alimentaires et en matières premières, qu'il y a vingt-trois ans. Nous avons maintenant des alliés qui forment avec nous un front unique contre les envahisseurs allemands. Nous jouissons maintenant de la sympathie et du soutien de tous les peuples d'Europe tombés sous le joug de la tyrannie hitlérienne. Nous possédons maintenant une armée remarquable et une remarquable flotte, qui font un rempart de leurs corps pour sauvegarder la liberté et l'indépendance de notre Patrie. Nous n'éprouvons pas un sérieux manque de produits alimentaires, ni d'armement, ni d'équipement. Tout notre pays, tous les peuples de notre pays soutiennent notre armée, notre flotte ; ils les aident à battre les hordes d'invasion des fascistes allemands. Nos réserves en hommes sont inépuisables. L'esprit du grand Lénine et son victorieux drapeau nous exaltent aujourd'hui comme il y a vingt-trois ans, dans la guerre pour le salut de la Patrie.

Peut-on douter que nous pouvons et devons vaincre les envahisseurs allemands ?

L'ennemi n'est pas aussi fort que le représentent certains intellectuels apeurés. Le diable n'est pas si noir qu'on le fait. Qui peut nier que notre Armée rouge ait plus d'une fois mis en fuite les fameuses troupes allemandes prises de panique ? Si l'on en juge non pas d'après les déclarations fanfaronnes des propagandistes allemands, mais d'après la situation véritable de l'Allemagne, on comprendra sans peine que les envahisseurs fascistes allemands sont à la veille d'une catastrophe. La famine et la misère règnent actuellement en Allemagne ; en quatre mois de guerre l'Allemagne a perdu 4.500.000 soldats, son sang coule à flots, ses réserves en hommes sont près de s'épuiser, l'esprit d'indignation s'empare non seulement des peuples de l'Europe tombés sous le joug des envahisseurs allemands, mais aussi du peuple allemand lui-même, qui n'aperçoit pas la fin de la guerre. Les envahisseurs allemands tendent leurs dernières forces. Il est hors de doute que l'Allemagne ne peut soutenir longtemps une tension pareille. Encore quelques mois, encore six mois, peut-être une petite année, et l'Allemagne hitlérienne devra crouler sous le poids de ses forfaits.

Camarades soldats et marins rouges, commandants et organisateurs politiques, partisans et partisanes ! Le monde entier voit en vous une force capable d'anéantir les hordes d'invasion des bandits allemands. Les peuples asservis

de l'Europe, tombés sous le joug des envahisseurs allemands, vous regardent comme leurs libérateurs. Une grande mission libératrice vous est dévolue. Soyez donc dignes de cette mission. La guerre que vous menez est une guerre libératrice, une guerre juste. Puisse vous inspirer dans cette guerre le glorieux exemple de nos grands ancêtres Alexandre Nevski, Dimitri Donskoï, Kouzma Minine, Dimitri Pojarski, Alexandre Souvorov, Mikhaïl Koutouzov ! Que le drapeau victorieux du grand Lénine vous rallie sous ses plis !

Pour l'écrasement complet des envahisseurs allemands !

Mort aux usurpateurs allemands !

Vivent notre glorieuse Patrie, sa liberté, son indépendance !

Sous le drapeau de Lénine, en avant vers la victoire !

Publié dans la *Pravda*, n° 310, 8 novembre 1911.

J. Staline, Sur la grande Guerre de l'Union soviétique pour le salut de la Patrie, 1946, pp. 33-36.

V. LÉNINE - ŒUVRES CHOISIES

MARX ET LE MARXISME

LES TROIS SOURCES ET LES TROIS PARTIES CONSTITUTIVES DU MARXISME

La doctrine de Marx suscite, dans l'ensemble du monde civilisé, la plus grande hostilité et la haine de toute la science bourgeoise (aussi bien officielle que libérale), qui voit dans le marxisme quelque chose comme une « secte malfaisante ». On ne peut pas s'attendre à une autre attitude, car dans une société fondée sur la lutte des classes, il ne saurait y avoir de science sociale « impartiale ». *Toute* la science officielle et libérale *défend*, d'une façon ou de l'autre, l'esclavage salarié, cependant que le marxisme a déclaré une guerre implacable à cet esclavage. Demander une science impartiale dans une société fondée sur l'esclavage salarié, est d'une naïveté aussi puérile que de demander aux fabricants de se montrer impartiaux dans la question de savoir s'il convient de diminuer les profits du Capital pour augmenter le salaire des ouvriers.

Mais ce n'est pas tout. L'histoire de la philosophie et l'histoire de la science sociale montrent en toute clarté que le marxisme n'a rien qui ressemble à du « sectarisme » dans le sens d'une doctrine repliée sur elle-même et ossifiée, surgie à *l'écart* de la grande route du développement de la civilisation universelle. Au contraire, Marx a ceci de génial qu'il a répondu aux questions que l'humanité avancée avait déjà soulevées. Sa doctrine naquit comme la *continuation* directe et immédiate des doctrines des représentants les plus éminents de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme.

La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste. Elle est harmonieuse et complète ; elle donne aux hommes une conception cohérente du monde, inconciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise. Elle est le successeur légitime de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIX^e siècle : la philosophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français.

C'est à ces trois sources, aux trois parties constitutives du marxisme, que nous nous arrêterons brièvement.

I

Le *matérialisme* est la philosophie du marxisme. Au cours de toute l'histoire moderne de l'Europe et surtout à la fin du XVIII^e siècle, en France, où se déroulait une lutte décisive contre tout le fatras du moyen âge, contre la féodalité dans les institutions et dans les idées, le matérialisme fut l'unique philosophie conséquente, fidèle à tous les enseignements des sciences naturelles, hostile aux superstitions, au cagotisme, etc. Aussi les ennemis de la démocratie s'appliquèrent-ils de toutes leurs forces à « réfuter » le matérialisme, à le discréditer, à le calomnier ; ils défendaient les diverses formes de l'idéalisme philosophique qui de toute façon se réduit toujours à la défense ou au soutien de la religion.

Marx et Engels défendirent résolument le matérialisme philosophique, et ils montrèrent maintes fois ce qu'il y avait de profondément erroné dans toutes les déviations à l'égard de cette doctrine fondamentale. Leurs vues sont exposées avec le plus de clarté et de détails dans les ouvrages d'Engels : *Ludwig Feuerbach* et *l'Anti-Dühring*⁸, qui comme le *Manifeste du Parti communiste*, sont les livres de chevet de tout ouvrier conscient.

Mais Marx ne s'arrêta pas au matérialisme du XVIII^e siècle, il poussa la philosophie plus avant. Il l'enrichit des acquisitions de la philosophie classique allemande, surtout du système de Hegel, lequel avait conduit à son tour au matérialisme de Feuerbach. La principale de ces acquisitions est la *dialectique*, c'est-à-dire la théorie de l'évolution, dans son aspect le plus complet, le plus profond et le plus exempt d'étroitesse, théorie de la relativité de la connaissance de l'homme, qui reflète la matière en perpétuel développement. Les récentes découvertes des sciences naturelles — le radium, les électrons, la transformation des éléments — ont admirablement confirmé le matérialisme dialectique de Marx, en dépit des doctrines des philosophes bourgeois et de leurs « nouveaux » retours à l'ancien idéalisme pourri.

Approfondissant et développant le matérialisme philosophique, Marx le fit aboutir à son terme logique, et il l'étendit de la connaissance de la nature à la connaissance de la *société humaine*. Le *matérialisme historique* de Marx fut la plus grande conquête de la pensée scientifique. Au chaos et à l'arbitraire qui régnaient jusque-là dans

les conceptions de l'histoire et de la politique, succéda une théorie scientifique remarquablement cohérente et harmonieuse, qui montre comment, d'une forme d'organisation sociale, surgit et se développe, par suite de la croissance des forces productives, une autre forme, plus élevée, — comment, par exemple, le capitalisme naît du féodalisme.

De même que la connaissance de l'homme reflète la nature qui existe indépendamment de lui, c'est-à-dire, la matière en voie de développement, de même la *connaissance sociale* de l'homme (c'est-à-dire, différentes opinions et doctrines philosophiques, religieuses, politiques, etc.) reflète le *régime économique* de la société. Les institutions politiques s'érigent en superstructure sur une base économique. Nous voyons, par exemple, comment les différentes formes politiques des Etats européens modernes servent à renforcer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

La philosophie de Marx est un matérialisme philosophique achevé, qui a donné de puissants instruments de connaissance à l'humanité et à la classe ouvrière surtout.

II

Après avoir constaté que le régime économique constitue la base sur laquelle s'érige la superstructure politique, Marx réserve son attention surtout à l'étude de ce régime économique. L'œuvre principale de Marx, *Le Capital*, est consacrée à l'étude du régime économique de la société moderne, c'est-à-dire, capitaliste.

L'économie politique classique antérieure à Marx naquit en Angleterre, pays capitaliste le plus évolué. Adam Smith et David Ricardo, en étudiant le régime économique, marquèrent le début de la *théorie de la valeur-travail*. Marx continua leur œuvre. Il donna un fondement strictement scientifique à cette théorie et la développa de façon conséquente. Il montra que la valeur de toute marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production de cette marchandise.

Là où les économistes bourgeois voyaient des rapports entre objets (échange d'une marchandise contre une autre), Marx découvrit des *rapports entre hommes*. L'échange de marchandises exprime le lien établi par l'intermédiaire du marché entre les producteurs isolés. *L'argent* signifie que ce lien devient de plus en plus étroit, unissant en un tout indissoluble toute la vie économique des producteurs isolés. Le *capital* signifie le développement continu de ce lien : la force de travail de l'homme devient une marchandise. Le salarié vend sa force de travail au propriétaire de la terre, des usines, des instruments de production. L'ouvrier emploie une partie de la journée de travail à couvrir les frais de son entretien et de celui de sa famille (le salaire) ; l'autre partie, à travailler gratuitement, en créant pour le capitaliste la *plus-value*, source de profit, source de richesse pour la classe capitaliste.

La théorie de la *plus-value* constitue la pierre angulaire de la théorie économique de Marx.

Le capital créé par le travail de l'ouvrier pèse sur l'ouvrier, ruine les petits patrons et crée une armée de chômeurs. Dans l'industrie, la victoire de la grosse production est visible d'emblée ; nous observons d'ailleurs un phénomène analogue dans l'agriculture : la supériorité de la grosse exploitation agricole capitaliste augmente, l'emploi des machines se généralise, les exploitations paysannes voient se resserrer autour d'elles le nœud coulant du capital financier, elles déclinent et se ruinent sous le joug de leur technique arriérée. Dans l'agriculture, les formes de ce déclin de la petite production sont autres, mais le déclin lui-même est un fait incontestable.

Le capital qui bat la petite production, conduit à augmenter la productivité du travail et à créer une situation de monopole pour les associations de gros capitalistes. La production elle-même devient de plus en plus sociale, — des centaines de milliers et des millions d'ouvriers sont réunis dans un organisme économique coordonné, tandis qu'une poignée de capitalistes s'approprient le produit du travail commun. L'anarchie de la production grandit : crises, course folle à la recherche de débouchés, et, de là, existence non assurée pour la masse de la population.

Tout en augmentant la dépendance des ouvriers envers le capital, le régime capitaliste crée la grande puissance du travail unifié.

Marx a suivi le développement du capitalisme depuis les premiers rudiments de l'économie marchande, l'échange simple, jusqu'à ses formes supérieures, la grande production.

Et l'expérience de tous les pays capitalistes, vieux et neufs, montre nettement d'année en année, à un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, la justesse de cette doctrine de Marx.

Le capitalisme a vaincu dans le monde entier mais cette victoire n'est que le prélude de la victoire du Travail sur le Capital.

III

Lorsque le régime féodal fut renversé et que la « libre » société capitaliste vit le jour, il apparut tout de suite que cette liberté signifiait un nouveau système d'oppression et d'exploitation des travailleurs. Aussitôt diverses doctrines socialistes commencèrent à surgir, reflet de cette oppression et protestation contre elle. Mais le socialisme primitif était un socialisme *utopique*. Il critiquait la société capitaliste, la condamnait, la maudissait ; il rêvait de l'abolir, il imaginait un régime meilleur ; il cherchait à persuader les riches de l'immoralité de l'exploitation.

Mais le socialisme utopique ne pouvait indiquer une véritable issue. Il ne savait ni expliquer la nature de l'esclavage salarié en régime capitaliste, ni découvrir les lois de son développement, ni trouver la *force sociale* capable de devenir le créateur de la société nouvelle.

Cependant les révolutions orageuses qui accompagnèrent partout en Europe et principalement en France la chute de la féodalité, du servage, montraient avec toujours plus d'évidence que la *lutte des classes* est la base et la force motrice du développement.

Pas une seule liberté politique n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée. Pas un seul pays capitaliste ne s'est constitué sur une base plus ou moins libre, démocratique, sans qu'une lutte à mort n'ait mis aux prises les différentes classes de la société capitaliste.

Marx a ceci de génial qu'il fut le premier à dégager et à appliquer de façon conséquente l'enseignement que comporte l'histoire universelle. Cet enseignement, c'est la doctrine de la *lutte des classes*.

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les *intérêts* de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront toujours dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a *qu'un* moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent — et *doivent* de par leur situation sociale — devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau.

Seul le matérialisme philosophique de Marx a montré au prolétariat la voie à suivre pour sortir de l'esclavage spirituel où végétaient jusque-là toutes les classes opprimées. Seule la théorie économique de Marx a expliqué la situation véritable du prolétariat dans l'ensemble du régime capitaliste.

Les organisations prolétariennes indépendantes se multiplient dans le monde entier, de l'Amérique au Japon et de la Suède à l'Afrique du Sud. Le prolétariat s'instruit et s'éduque en menant sa lutte de classe ; il s'affranchit des préjugés de la société bourgeoise, il acquiert une cohésion de plus en plus grande et apprend à apprécier ses succès à leur juste valeur, il retrempe ses forces et grandit irrésistiblement.

Publié dans la revue Prosvéchtchénié N° 3, mars 1913.

LES DESTINÉES HISTORIQUES DE LA DOCTRINE DE KARL MARX

L'essentiel dans la doctrine de Marx, c'est qu'elle a mis en lumière le rôle historique mondial du prolétariat, comme bâtisseur de la société socialiste. Le cours des événements dans le monde a-t-il confirmé cette doctrine depuis qu'elle fut exposée par Marx ?

Marx l'avait formulée pour la première fois en 1844. *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, paru en 1848, en donne déjà un exposé complet et systématique, le meilleur jusqu'à ce jour. Depuis, l'histoire universelle se divise nettement en trois périodes principales : 1. de la Révolution de 1848² à la Commune de Paris (1871) ; 2. de la Commune de Paris à la Révolution russe (1905) ; 3. de la Révolution russe à nos jours.

Jetons un coup d'oeil sur les destinées de la doctrine de Marx à chacune de ces périodes.

I

Au début de la première période, la doctrine de Marx est loin d'être dominante. Elle n'est que l'une des très nombreuses fractions ou courants du socialisme. Les formes dominantes du socialisme sont celles qui au fond s'apparentent au populisme de chez nous : incompréhension de la base matérialiste du mouvement historique, incapacité de discerner le rôle et l'importance de chacune des classes de la société capitaliste, camouflage de la nature bourgeoise des réformes démocratiques à l'aide de différentes phrases pseudo-socialistes sur le « peuple », la « justice », le « droit », etc.

La Révolution de 1848 porte un coup mortel à toutes ces formes bruyantes, bigarrées, tapageuses du socialisme *d'avant* Marx. Dans tous les pays, la révolution montre à l'œuvre les différentes classes de la société. Le massacre des ouvriers par la bourgeoisie républicaine, dans les journées de juin 1848, à Paris, achève de fixer la nature socialiste du prolétariat, du prolétariat *seul*. La bourgeoisie libérale redoute l'indépendance de cette classe, cent fois plus que la pire réaction. Le libéralisme peureux rampe devant cette dernière. La paysannerie se contente de l'abolition des vestiges du féodalisme et se range du côté de l'ordre : elle ne balance que rarement entre la *démocratie ouvrière* et le *libéralisme bourgeois*. Toutes les doctrines sur le socialisme *hors* classes et la politique *hors* classes se révèlent un vain bavardage.

La Commune de Paris (1871) achève cette évolution des réformes bourgeoises ; c'est uniquement à l'héroïsme du prolétariat que doit son affermissement la République, c'est-à-dire cette forme d'organisation de l'Etat dans laquelle les rapports des classes se manifestent de la façon la moins dissimulée.

Dans tous les autres pays d'Europe, une évolution plus confuse et moins achevée conduit toujours au même résultat, à une société bourgeoise qui a pris sa forme définitive. A la fin de la première période (1848-1871), période de tempêtes et de révolutions, le socialisme *d'avant* Marx *meurt*. Des partis *prolétariens* indépendants naissent : la première Internationale (1864-1872) et la social-démocratie allemande.

II

La deuxième période (1872-1904) se distingue de la première par son caractère « pacifique », par l'absence de révolutions. L'Occident en a fini avec les révolutions bourgeoises. L'Orient n'est pas encore mûr pour ces révolutions.

L'Occident entre dans la période de préparation « pacifique » des transformations à venir. Partout se constituent des partis socialistes, à base prolétarienne, qui apprennent à utiliser le parlementarisme bourgeois, à créer leur presse quotidienne, leurs établissements d'éducation, leurs syndicats, leurs coopératives. La doctrine de Marx remporte une victoire complète et *s'étend en largeur*. Lentement mais sûrement se poursuivent la sélection et le rassemblement des forces du prolétariat, sa préparation aux batailles futures.

La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à *se déguiser* en marxistes. Le libéralisme, pourri à l'intérieur, tente de reprendre vie sous la forme de *l'opportunisme* socialiste. La période de préparation des forces pour les grandes batailles, ils l'interprètent comme une renonciation à ces batailles. L'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié se fait, selon eux, au prix de l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Ils prêchent lâchement la « paix sociale » (c'est-à-dire la paix avec l'esclavagisme), la renonciation à la lutte de classes, etc.

Ils ont de nombreux partisans parmi les parlementaires socialistes, les différents fonctionnaires du mouvement ouvrier et les intellectuels « sympathisants ».

III

Les opportunistes n'avaient pas encore fini de glorifier la « paix sociale » et la possibilité d'éviter les tempêtes sous la « démocratie », que s'ouvrait en Asie une nouvelle source de graves tempêtes mondiales. La révolution russe a été suivie des révolutions turque, persane, chinoise. Nous vivons aujourd'hui justement à l'époque de ces tempêtes et de leurs répercussions en Europe. Quel que soit le destin réservé à la grande République chinoise, qui excite aujourd'hui les appétits de toute sorte d'hyènes « civilisées », aucune force au monde ne pourra rétablir le vieux féodalisme en Asie, ni balayer de la surface de la terre le démocratisme héroïque des masses populaires dans les pays asiatiques et semi-asiatiques.

Les longs ajournements d'une lutte décisive contre le capitalisme en Europe ont poussé au désespoir et à l'anarchisme les gens peu soucieux des conditions de la préparation et du développement de la lutte de masse. Nous voyons maintenant combien ce désespoir anarchiste est myope et pusillanime.

Ce n'est pas du désespoir, c'est du courage qu'il faut puiser dans le fait que l'Asie forte de huit cents millions d'êtres humains a été entraînée dans la lutte pour les mêmes idéaux européens.

Les révolutions d'Asie nous ont montré la même veulerie et la même bassesse du libéralisme, le même rôle exceptionnel de l'indépendance des masses démocratiques, la même délimitation précise entre prolétariat et bourgeoisie de toute espèce. Celui qui, après l'expérience de l'Europe et de l'Asie, parle d'une politique *hors classes* et d'un socialisme *hors classes*, mérite simplement d'être mis en cage et exhibé à côté d'un kangourou australien.

Après l'Asie, l'Europe commence à se remuer mais pas à la manière asiatique. La période « pacifique » de 1872-1904 est à jamais révolue. La vie chère et l'emprise des trusts provoquent une aggravation sans précédent de la lutte économique, aggravation qui a secoué même les ouvriers anglais, les plus corrompus par le libéralisme. Une crise politique mûrit sous nos yeux même dans le plus « irréductible » pays de la bourgeoisie et des junkers, en Allemagne. La folie des armements et la politique impérialiste font de l'Europe actuelle une « paix sociale » qui ressemble bien plus à un baril de poudre. Cependant, la décomposition de *tous* les partis bourgeois et la maturation du prolétariat sont en progression constante.

Depuis l'apparition du marxisme, chacune des trois grandes époques de l'histoire universelle lui a apporté de nouvelles confirmations et de nouveaux triomphes. Mais l'époque historique qui vient apportera au marxisme, doctrine du prolétariat, un triomphe plus éclatant encore.

Publié dans la « Pravda », n° 50, le 1^{er} mars 1913.

MARXISME ET RÉVISIONNISME

Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essaierait certainement de les réfuter. Les théories des sciences naturelles, qui heurtaient les vieux préjugés de la théologie, ont suscité et suscitent encore une lutte forcenée. Rien d'étonnant si la doctrine de Marx, qui sert directement à éclairer et à organiser la classe avancée de la société moderne, indique les tâches de cette classe et démontre que par suite du développement économique, le régime actuel sera inévitablement remplacé par un nouvel ordre de choses, rien d'étonnant si cette doctrine a dû conquérir de haute lutte chaque pas fait sur le chemin de la vie.

Inutile de parler de la science et de la philosophie bourgeoises qu'enseignent officiellement des professeurs officiels pour abêtir la jeune génération des classes possédantes et la « dresser » contre les ennemis du dedans et du dehors. Cette science-là ne veut même pas entendre parler du marxisme qu'elle proclame réfuté et anéanti. Jeunes érudits, qui se font une carrière à réfuter le socialisme, et vieillards décrépits, gardiens du legs de tous les « systèmes » surannés possibles, attaquent Marx avec un zèle égal. La montée du marxisme, la propagation et l'affirmation de ses idées dans la classe ouvrière rendent nécessairement plus fréquentes et plus aiguës ces attaques de la bourgeoisie contre le marxisme qui, après chaque « exécution » par la science officielle, devient plus ferme, plus trempé et plus vivant que jamais.

Mais, même parmi les doctrines rattachées à la lutte de la classe ouvrière et répandues principalement dans le prolétariat, le marxisme est bien loin d'avoir, d'emblée, affermi sa position. Dans les cinquante premières années de son existence (à compter de 1840), le marxisme combattit les théories qui lui étaient foncièrement hostiles. De 1840 à 1845, Marx et Engels règlent leur compte aux jeunes hégéliens radicaux, qui s'en tenaient en philosophie à l'idéalisme. Vers la fin de la décade 1840-1850, la lutte s'engage dans le domaine des doctrines économiques, contre le proudhonisme. Les années 1850-1860 achèvent cette lutte : critique des partis et des doctrines qui se manifestèrent pendant la tourmente de 1848. De 1860 à 1870, la lutte passe du domaine de la théorie générale dans un domaine plus proche du mouvement ouvrier proprement dit : le bakouninisme est chassé de l'Internationale. Au début de la décade 1870-1880, en Allemagne, le proudhonien Mühlberger réussit quelque temps à se faire valoir ; vers 1880, c'est le tour du positiviste Dühring. Mais cette fois l'influence que l'un et l'autre exercent sur le prolétariat est tout à fait insignifiante. Dès lors le marxisme l'emporte indéniablement sur toutes les autres idéologies du mouvement ouvrier.

Aux environs de 1890 cette victoire, dans ses grandes lignes, est un fait accompli. Même dans les pays latins, où les traditions proudhoniennes se sont maintenues le plus longtemps, les partis ouvriers édifient en fait leurs programmes et leur tactique sur la base marxiste. L'organisation internationale du mouvement ouvrier ressuscitée sous forme de congrès internationaux périodiques se place, d'emblée et presque sans lutte, dans toutes les questions essentielles, sur le terrain du marxisme. Mais lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé mais la lutte continuait. Et dès le second demi-siècle d'existence du marxisme commence (après 1890) la lutte d'un courant hostile au marxisme au sein du marxisme.

L'ancien marxiste orthodoxe Bernstein, qui fit le plus de bruit et donna l'expression la plus complète des rectifications apportées à Marx, de la révision de Marx, du révisionnisme, a donné son nom à ce courant. Même en Russie où naturellement — par suite du retard économique du pays et de la prédominance de la population paysanne écrasée sous les survivances du servage — le socialisme non marxiste se maintint plus longtemps qu'ailleurs, même en Russie il dégénère manifestement, sous nos yeux, en révisionnisme. Dans la question agraire (programme de municipalisation des terres) comme dans les questions générales de programme et de tactique, nos social-populistes remplacent de plus en plus par des « rectifications » de Marx les restes moribonds de leur système cohérent à sa manière, et foncièrement hostile au marxisme, mais désormais caduc.

Le socialisme pré-marxiste est battu. Il poursuit la lutte, non plus sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme. Voyons donc quelle est la substance idéologique du révisionnisme.

En matière de philosophie, le révisionnisme a toujours marché à la remorque de la « science » professorale bourgeoise. Les professeurs « revenaient à Kant », et le révisionnisme d'emboîter le pas aux néo-kantiens. Les professeurs reprenaient les platitudes mille fois ressassées par les curés contre le matérialisme philosophique, et les révisionnistes, avec un sourire condescendant, marmonnaient (mot à mot selon le dernier *Handbuch*) que le matérialisme est depuis longtemps « réfuté ». Les professeurs traitaient Hegel en « chien crevé » et, prêchant eux-mêmes l'idéalisme, un idéalisme mille fois plus mesquin et plus plat que celui de Hegel, haussaient les

épaules d'un air de mépris devant la dialectique, aussitôt les révisionnistes allaient s'embourber derrière eux dans le marais de l'avalissement philosophique de la science, en remplaçant la dialectique « subtile » (et révolutionnaire) par une « évolution simple » (et de tout repos). Les professeurs assuraient leurs fins de mois en accommodant leurs systèmes idéalistes et « critiques » à la « philosophie » médiévale en vogue (c'est-à-dire à la théologie), et les révisionnistes de suivre s'efforçant de faire de la religion une « affaire privée », non pas à l'égard de l'Etat contemporain, mais à l'égard du parti de la classe avancée.

Inutile de parler du véritable sens de classe qu'avaient ces « rectifications » de Marx, la chose est claire par elle-même. Constatons seulement que, dans la social-démocratie internationale, Plékhanov fut le seul marxiste qui, du point de vue du matérialisme dialectique conséquent, ait fait la critique des incroyables platitudes débitées ici par les révisionnistes. Cela, il est d'autant plus nécessaire de le souligner avec force que, de nos jours, des tentatives foncièrement erronées sont accomplies pour faire passer le vieux fatras d'une philosophie réactionnaire sous le couvert d'une critique de l'opportunisme tactique de Plékhanov. *[Voir les Essais de philosophie marxiste par Bogdanov, Bazarov et autres. Il n'y a pas lieu d'analyser ici cet ouvrage. Je me borne donc pour l'instant à déclarer que, dans un avenir prochain, je montrerai dans une série d'articles ou dans une brochure spéciale, que tout ce qui est dit dans le texte des révisionnistes néo-kantiens vaut, en fait, également pour ces « nouveaux » révisionnistes néo-humistes et néo-berkeleyistes.¹¹]*

En matière d'économie politique, notons avant tout que les « rectifications » apportées par les révisionnistes furent beaucoup plus variées et circonstanciées ; on s'efforça d'agir sur le public par les « récentes données du développement économique ». On prétendit que la concentration de la production et l'évincement de la petite production par la grande ne s'observaient pas du tout dans l'agriculture, et que dans le commerce et l'industrie, ils ne s'effectuaient qu'avec une extrême lenteur. On prétendit que les crises se faisaient plus rares aujourd'hui, plus faibles, et que vraisemblablement les cartels et les trusts permettraient au capital de les supprimer tout à fait. On prétendit que la « théorie de la faillite » vers laquelle s'acheminait le capitalisme était inconsistante, les antagonismes de classe ayant tendance à s'éteindre, à s'atténuer. On prétendit enfin qu'il serait bon de corriger aussi la théorie de la valeur de Marx d'après Böhm-Bawerk.

La lutte contre les révisionnistes, dans ces questions, a donné à la pensée théorique du socialisme international une impulsion aussi féconde que la polémique d'Engels avec Dühring vingt ans plus tôt. Les arguments des révisionnistes furent examinés, faits et chiffres en main. Il fut démontré que les révisionnistes s'attachaient systématiquement à peindre en rosé la situation de la petite production moderne. Des données irréfutables attestent la supériorité technique et commerciale de la grosse *production* sur la petite, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Mais, dans cette dernière, la production marchande est beaucoup moins développée ; les statisticiens et les économistes contemporains ne savent guère, ordinairement, mettre à part les branches spéciales (parfois même les opérations) de l'agriculture qui traduisent l'intégration progressive de celle-ci dans le système *d'échanges* de l'économie mondiale. Sur les ruines de l'économie naturelle, la petite production se maintient au prix d'une sous-alimentation de plus en plus accentuée, d'une disette chronique, de l'allongement de la journée de travail, d'une baisse de la qualité du bétail et de son entretien, bref avec les moyens par lesquels la production artisanale tint tête à la manufacture capitaliste. Chaque pas fait en avant par la science et la technique sape inéluctablement, inexorablement, la base de la petite production dans la société capitaliste. La tâche de la science économique socialiste est donc d'analyser ce processus dans toutes ses formes, souvent complexes et enchevêtrées, de démontrer au petit producteur l'impossibilité pour lui de se maintenir en régime capitaliste, l'absence de perspectives de l'exploitation paysanne sous le capitalisme, la nécessité pour le paysan d'embrasser le point de vue du prolétaire. Sur ce point les révisionnistes péchaient, sous le rapport scientifique, par une généralisation superficielle de faits pris tendancieusement en dehors de leur liaison avec l'ensemble du régime capitaliste ; et sous le rapport politique, ils péchaient en appelant ou en poussant invariablement, qu'ils le voulaient ou non, le paysan à embrasser le point de vue du propriétaire (c'est-à-dire le point de vue de la bourgeoisie), au lieu de lui faire adopter le point de vue du prolétaire révolutionnaire.

Les choses allaient encore plus mal pour le révisionnisme en ce qui concerne la théorie des crises et la théorie de la faillite. Ce n'est que pendant un laps de temps très court, que seuls les moins clairvoyants ont pu songer à une refonte des principes de la doctrine de Marx, sous l'influence de quelques années d'essor et de prospérité industriels. La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque de crises n'était pas révolue : une crise succéda à la prospérité. Les formes, la succession, la physiologie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. Les cartels et les trusts, en unifiant la production, aggravaient en même temps aux yeux de tous l'anarchie de la production, l'incertitude du lendemain pour le prolétariat et l'oppression du capital ; ils envenimaient ainsi, à un degré inconnu jusque-là, les antagonismes de classe. Les formidables trusts modernes ont précisément démontré d'une façon saisissante et à une vaste échelle, que le capitalisme allait vers la faillite, tant au point de vue des différentes crises politiques et

économiques qu'au point de vue de l'effondrement total de l'ordre capitaliste. La récente crise financière en Amérique, l'aggravation effroyable du chômage dans toute l'Europe, sans parler de la crise industrielle imminente qu'annoncent de nombreux symptômes, ont abouti à ceci que les récentes « théories » des révisionnistes sont oubliées de tous, voire, paraît-il, de beaucoup de révisionnistes eux-mêmes. Seulement, il ne faut pas oublier les leçons que la classe ouvrière a tirées de cette instabilité typique d'intellectuel.

En ce qui concerne la théorie de la valeur, il suffit de dire que, hormis des soupirs et des allusions très nébuleuses à Böhm-Bawerk, les révisionnistes n'ont absolument rien donné et n'ont, par conséquent, laissé aucune trace dans le développement de la pensée scientifique.

En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme : la théorie de la lutte de classes. La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel privent de tout terrain la lutte de classes, nous a-t-on affirmé, et démentent le vieux principe du *Manifeste du Parti communiste* : les ouvriers n'ont pas de patrie. Dès l'instant où, dans la démocratie, c'est la « volonté de la majorité » qui prévaut, on ne saurait, paraît-il, ni envisager l'Etat comme un organisme de domination de classe, ni refuser les alliances avec la bourgeoisie progressive, social-réformatrice, contre les réactionnaires.

Il est incontestable que ces objections des révisionnistes se résument en un système de conceptions assez cohérent, savoir : de conceptions bourgeoises libérales connues de longue date. Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois supprimait les classes et les divisions en classes, puisque tous les citoyens sans distinction bénéficiaient du droit de vote, du droit de participation à la chose publique. Toute l'histoire européenne de la seconde moitié du XIX^e siècle, toute l'histoire de la révolution russe du début du XX^e siècle, montrent à l'évidence l'absurdité de ces conceptions. Avec la liberté du capitalisme « démocratique », les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Le parlementarisme n'empêche pas les républiques bourgeoises les plus démocratiques d'être des organes d'oppression de classe, il le fait apparaître avec plus d'évidence. Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions. Les événements du printemps de 1871 à Paris et ceux de l'hiver 1905 en Russie ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement. La bourgeoisie française, pour écraser le mouvement prolétarien, n'a pas hésité une seconde à passer un marché avec l'ennemi national, avec l'armée étrangère qui venait de ruiner sa patrie. Quiconque ne comprend pas l'inéluctable dialectique interne du parlementarisme et du démocratism bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit encore plus brutale qu'autrefois, faisant davantage intervenir la violence de masse, ne saura jamais mener sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces « conflits ». L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral (les cadets) dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer, ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. Le millerandisme français¹² – l'expérience la plus considérable en matière d'application de la tactique politique révisionniste, sur une grande échelle, à une échelle vraiment nationale – a donné du révisionnisme une appréciation pratique que le prolétariat du monde entier n'oubliera jamais.

Le complément naturel des tendances économiques et politiques du révisionnisme a été son attitude à l'égard du but final du mouvement socialiste. Le maître mot de Bernstein : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout », traduit la nature du révisionnisme mieux que quantité de longues dissertations. Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste. Et de l'essence même de cette politique découle ce fait évident qu'elle peut varier ses formes à l'infini, et que chaque question un peu « nouvelle », chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements — ce changement dût-il ne modifier la ligne essentielle du développement qu'à un degré infime et pour le plus court délai — engendreront, inévitablement et toujours, telles ou telles variétés du révisionnisme.

Ce qui rend le révisionnisme inévitable, ce sont les racines sociales qu'il a dans la société moderne. Le révisionnisme est un phénomène international. Pour tout socialiste un peu averti et pensant, il ne saurait y avoir le moindre doute que les rapports entre les orthodoxes et les bernsteiniens en Allemagne, entre les guesdistes et les jaussistes (aujourd'hui les broussistes surtout) en France ; entre la Fédération social-démocrate et le Parti

ouvrier indépendant en Angleterre ; entre de Brouckère et Vandervelde en Belgique, entre les intégralistes et les réformistes en Italie, entre les bolcheviks et les menchéviks en Russie, sont au fond partout de même nature, en dépit de l'immense diversité des conditions nationales et des facteurs historiques dans l'état actuel de tous ces pays. La « démarcation » au sein du socialisme international contemporain s'établit, en fait, dès aujourd'hui, suivant la *même* ligne dans les divers pays du monde, attestant par là un grand pas en avant, en comparaison de ce qui se passait il y a trente ou quarante ans alors que, dans les divers pays, des tendances dissemblables s'affrontaient au sein d'un socialisme international unique. Le « révisionnisme de gauche » qui apparaît aujourd'hui dans les pays latins comme un « syndicalisme révolutionnaire », s'adapte lui aussi au marxisme en le « corrigeant ». Labriola en Italie, Lagardelle en France en appellent à tout bout de champ de Marx mal compris à Marx bien compris.

Nous ne pouvons nous attarder ici à l'analyse de la substance idéologique de ce révisionnisme, qui est encore loin de s'être développé comme le révisionnisme opportuniste, ne s'est pas internationalisé et n'a pratiquement soutenu aucune bataille importante avec les partis socialistes d'aucun pays. Nous nous bornerons donc au « révisionnisme de droite », esquissé plus haut.

Qu'est-ce qui le rend inévitable dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que les particularités nationales et les degrés de développement du capitalisme ? Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent toujours les larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons. La petite production a engendré et continue d'engendrer constamment le capitalisme. Celui-ci crée inéluctablement de nouvelles « couches moyennes » (appendice de la fabrique, travail à domicile, petits ateliers disséminés dans tout le pays, en raison des nécessités de la grosse industrie, par exemple celle du cycle et de l'automobile, etc.). Ces nouveaux petits producteurs sont inéluctablement rejetés à leur tour dans les rangs du prolétariat. Dès lors il est parfaitement naturel que des conceptions petites-bourgeoises ne cessent de surgir dans les rangs des grands partis ouvriers. Dès lors il est parfaitement naturel qu'il doive en être et qu'il en sera toujours ainsi jusqu'aux péripéties mêmes de la révolution prolétarienne. Car ce serait une grave erreur de croire que pour que cette révolution s'accomplisse, une prolétarianisation « intégrale » de la majorité de la population soit nécessaire. Ce que nous traversons aujourd'hui, le plus souvent dans l'ordre des idées seulement, à savoir les mises en cause des rectifications théoriques de Marx, ce qui, à l'heure présente, ne se manifeste dans la pratique que pour certaines questions particulières du mouvement ouvrier, comme les divergences tactiques avec les révisionnistes et les scissions qui se produisent sur ce terrain, la classe ouvrière aura nécessairement à le subir dans des proportions incomparablement plus vastes, lorsque la révolution prolétarienne aura aggravé toutes les questions litigieuses, concentré toutes les divergences sur des points d'une valeur immédiate pour la détermination de la conduite des masses, nous aura obligés, dans le feu de la lutte, à séparer les ennemis des amis, à rejeter les mauvais alliés pour porter à l'ennemi des coups décisifs.

La lutte idéologique du marxisme révolutionnaire contre le révisionnisme, à la fin du XIX^e siècle, n'est que le prélude de grands combats révolutionnaires du prolétariat en marche vers la victoire totale de sa cause, en dépit de toutes les hésitations et faiblesses des éléments petits-bourgeois.

*Écrit dans la deuxième quinzaine de mars, au plus tard le 3(16) avril 1908
Publié entre le 25 septembre et le 2 octobre (8 et 15 octobre) 1908 dans le recueil « Karl Marx (1818-1883) »,
St.-Petersbourg, éd. O. et M. Kédrov*

LUTTE POUR LA CRÉATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE

CE QUE SONT LES «AMIS DU PEUPLE» ET COMMENT ILS LUTTENT CONTRE LES SOCIAL-DÉMOCRATES

(RÉPONSE AUX ARTICLES PARUS DANS LA REVUE ROUSSKOÏÉ BOGATSTVO CONTRE LES MARXISTES)

La revue *Rousskoïé Bogatstvo* a ouvert une campagne contre les social-démocrates. Déjà dans le n° 10 de l'année dernière, un des chefs de cette revue, M. N. Mikhaïlovski, annonçait qu'une « polémique » allait être engagée contre « nos marxistes ou social-démocrates, comme on les appelle ». Puis parut un article de M. S. Krivenko : « A propos des intellectuels isolés » (n° 12) et un autre de M. N. Mikhaïlovski : « Littérature et vie » (*Rousskoïé Bogatstvo*, n°s 1 et 2, 1894). Quant aux conceptions de la revue elle-même sur notre situation économique, elles ont été exposées avec le plus de détail par M. S. Ioujakov dans un article intitulé : « Les problèmes du développement économique de la Russie » (n°s 10 et 12). Ces messieurs qui, en général, prétendent représenter dans leur revue les idées et la tactique des véritables « amis du peuple », sont les ennemis jurés de la social-démocratie. Examinons de plus près ces « amis du peuple », leur critique du marxisme, leurs idées et leur tactique.

M. N. Mikhaïlovski porte surtout son attention sur les principes théoriques du marxisme ; aussi s'arrête-t-il spécialement à l'analyse de la conception matérialiste de l'histoire. Après avoir exposé dans ses traits généraux le contenu de la vaste littérature marxiste consacrée à cette doctrine, M. Mikhaïlovski ouvre sa critique par la tirade suivante :

« Tout d'abord, — dit-il, — une question se pose naturellement : dans quel ouvrage Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? Dans le *Capital* il nous a donné un modèle de synthèse où la force logique s'allie à l'érudition, à une étude méticuleuse de toute la littérature économique comme des faits correspondants. Il a exhumé les théoriciens de la science économique, depuis longtemps oubliés ou que personne ne connaît plus aujourd'hui, sans laisser hors de son attention les moindres détails de rapports faits par des inspecteurs de fabriques ou de témoignages d'experts devant diverses commissions ; en un mot, il a remué une surabondante documentation concrète, soit pour justifier, soit pour illustrer ses théories économiques. S'il a créé une conception « toute nouvelle » du processus historique, s'il a expliqué tout le passé de l'humanité d'un point de vue nouveau et dressé le bilan de toutes les théories philosophico-historiques qui ont existé jusqu'ici, il l'a fait évidemment avec le même soin : il a réellement passé en revue et soumis à une analyse critique toutes les théories connues du processus historique, et il a approfondi une quantité de faits tirés de l'histoire universelle. La comparaison avec Darwin, si courante dans la littérature marxiste, ne fait que confirmer cette idée. En quoi consiste toute l'œuvre de Darwin ? En quelques idées de généralisation, intimement liées entre elles et couronnant tout un mont Blanc de faits concrets. Où donc est l'œuvre correspondante de Marx ? Elle n'existe pas. Et cette œuvre ne fait pas seulement défaut chez Marx ; elle est inexistante dans toute la littérature marxiste, pourtant vaste et très répandue. »

Toute cette tirade est caractéristique au plus haut point ; elle montre combien le *Capital* et Marx sont peu compris du public. Ecrasés par la force convaincante de l'exposé, ils font la révérence à Marx, le louangent et laissent échapper en même temps le contenu essentiel de sa doctrine ; et comme si de rien n'était, ils reprennent le vieux refrain de la « sociologie subjective ». On ne peut s'empêcher de rappeler à ce propos l'épigramme très juste que Kautsky reproduit dans son livre sur la doctrine économique de Marx :

*Wer wird nicht einen Klopstock loben ?
Doch wird ihn jeder lesen ? Nein.
Wir wollen weniger erhoben
und fleissiger gelesen sein !*

[*Qui ne louerait pas un Klopstock ? Mais chacun le lira-t-il ? Non. Nous voulons être moins vantés, mais lus avec plus d'assiduité ! (Leasing). N. du Trad.]*

Justement ! M. Mikhaïlovski devrait louer Marx un peu moins et le lire avec plus d'assiduité, ou, mieux encore, approfondir davantage ce qu'il lit.

« Dans le *Capital*, Marx nous a donné un modèle de synthèse où la force logique s'allie à l'érudition », dit M. Mikhaïlovski. Dans cette phrase, M. Mikhaïlovski nous a donné un modèle de synthèse de phrase brillante et d'absence de contenu, a noté un marxiste. Et cette remarque est tout à fait juste. En effet, comment s'est manifestée cette force logique de Marx ? Quels ont été ses résultats ? On pourrait croire, en lisant la tirade précitée de M. Mikhaïlovski, que toute cette force était concentrée sur des « théories économiques » au sens le plus étroit du mot, rien de plus. Et pour faire ressortir encore les limites étroites du terrain sur lequel Marx développait sa force logique, M. Mikhaïlovski insiste sur les « menus détails », sur l'« étude méticuleuse », sur les « théoriciens que personne ne connaît », etc. Ainsi Marx n'aurait rien apporté d'essentiellement nouveau et qui vaille la peine d'être noté, dans les modalités de construction de ces théories ; il aurait laissé les limites de la science économique telles qu'elles étaient chez les anciens économistes, sans les élargir, sans apporter une conception « toute nouvelle » de cette science même. Or tous ceux qui ont lu le *Capital* savent que cela est faux d'un bout à l'autre. A ce propos, on ne peut s'empêcher de rappeler ce que M. Mikhaïlovski écrivait de Marx il y a 16 ans dans sa polémique avec le petit bourgeois M. I. Joukovski. Les temps étaient-ils autres ou les sentiments plus vifs, en tout cas le ton et le contenu des articles de M. Mikhaïlovski étaient absolument différents.

« Le but final de cet ouvrage est de montrer la loi de l'évolution [dans l'original : *Das ökonomische Bewegungsgesetz* — la loi économique du mouvement] de la société moderne », dit K. Marx de son *Capital*, et il se conforme strictement à ce programme ». C'est ainsi que parlait M. Mikhaïlovski en 1877. Examinons de plus près ce programme strictement conforme, comme le critique le reconnaît lui-même. Il consiste à « montrer la loi économique de l'évolution de la société moderne ».

Cette formule même nous place devant certaines questions qui demandent à être élucidées. Pourquoi Marx parle-t-il de la société « moderne », alors que tous les économistes qui l'ont précédé parlaient de la société en général ? Dans quel sens emploie-t-il le mot « moderne », par quels traits particuliers distingue-t-il cette société moderne ? Et plus loin, que veut dire : la loi économique de l'évolution de la société ? Nous sommes accoutumés à entendre dire aux économistes — et c'est là entre autres une des idées préférées des publicistes et économistes du milieu auquel appartient le *Rousskoïé Bogatstvo*, — que seule la production des valeurs est soumise uniquement à des lois économiques, cependant que la répartition, voyez-vous, dépend de la politique, de la nature de l'influence qu'exerceront sur la société les pouvoirs publics, les intellectuels, etc. Dans quel sens alors Marx parle-t-il de la loi économique du mouvement de la société, qu'il appelle ailleurs une loi de la nature — *Naturgesetz* ? Comment comprendre cela lorsque tant de sociologues de chez nous ont noirci des monceaux de papier, déclarant que la sphère des phénomènes sociaux est distincte de la sphère des phénomènes d'histoire naturelle, et qu'en conséquence une « méthode subjective de sociologie » absolument distincte doit être appliquée à l'analyse des premiers ?

Tous ces étonnements surgissent d'une façon naturelle et nécessairement, et bien entendu seuls de parfaits ignorants peuvent passer outre en parlant du *Capital*. Pour éclairer ces questions, citons d'abord un autre passage de la préface au *Capital*, quelques lignes plus bas :

« Ma conception, dit Marx, est que je vois dans le développement de la formation économique de la société un processus d'histoire naturelle. »

Un simple rapprochement des deux passages ci-dessus de la préface suffit pour montrer que là précisément est l'idée essentielle du *Capital*, et qu'elle est développée, comme nous venons de l'entendre, avec un rigoureux esprit de suite et avec une rare force logique. A ce propos, notons tout de suite deux choses : Marx ne parle que d'une seule « formation économique de la société », la formation capitaliste, c'est-à-dire qu'il dit n'avoir analysé la loi de l'évolution que de cette formation seule, et d'aucune autre. C'est là un premier point. En second lieu, notons les méthodes qu'emploie Marx pour élaborer ses déductions : ces méthodes consistaient, comme vient de nous le faire entendre M. Mikhaïlovski, dans une « étude méticuleuse des faits correspondants ».

Passons maintenant à l'analyse de cette idée essentielle du *Capital*, que notre philosophe subjectif a si habilement essayé d'éluder. En quoi consiste proprement la notion de formation économique de la société et dans quel sens le développement de cette formation peut-il et doit-il être considéré comme un processus d'histoire naturelle ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui devant nous. J'ai déjà montré que du point de vue des vieux (pas pour la Russie) économistes et sociologues, la notion de formation économique de la société est tout à fait superflue : ils parlent de société en général, ils discutent avec les Spencer sur la nature de la société en général, le but et l'essence de la société en général, etc. Dans leurs raisonnements, ces sociologues subjectifs s'appuient sur des arguments comme ceux-ci : le but de la société est de procurer des avantages à tous ses membres ; qu'en conséquence, l'équité demande telle ou telle organisation, et qu'un système qui ne correspond pas à cette

organisation idéale (« la sociologie doit partir d'une certaine utopie » — ces paroles d'un des auteurs de la méthode subjective, M. Mikhaïlovski, caractérisent à merveille la nature de leurs méthodes) est anormal et doit être supprimé. « La tâche essentielle de la sociologie, — déclare par exemple M. Mikhaïlovski, — est de déterminer les conditions sociales où tel ou tel besoin de la nature humaine reçoit satisfaction. » Comme vous le voyez, ce sociologue prend intérêt uniquement à une société qui satisfait à la nature humaine, et nullement à l'on ne sait quelles formations sociales qui, de plus, pourraient être basées sur un phénomène ne correspondant pas à la « nature humaine », comme l'asservissement de la majorité par la minorité. Vous voyez également que, du point de vue de ce sociologue, il ne peut être question de considérer le développement de la société comme un processus d'histoire naturelle. (Ce même Mikhaïlovski raisonne : « Après avoir reconnu qu'une chose est désirable ou indésirable, le sociologue doit trouver les conditions dans lesquelles le désirable peut être réalisé ou l'indésirable supprimé », « les conditions de la réalisation de tels ou tels idéals ». « Bien plus : il ne saurait être même question du développement, mais uniquement de diverses déviations du « désirable », de « vices » qui ont pu surgir dans l'histoire, du fait... du fait que les hommes ont manqué d'intelligence, n'ont pas su bien comprendre les exigences de la nature humaine et découvrir les conditions nécessaires à la réalisation d'un ordre de choses aussi raisonnable. Il est évident que l'idée fondamentale de Marx — le développement des formations économiques de la société est un processus d'histoire naturelle, — sape à la racine cette morale puérile qui prétend au titre de sociologie. Comment Marx a-t-il donc élaboré cette idée fondamentale ? En étudiant à part, parmi les diverses sphères de la vie sociale, la sphère économique, en étudiant à part, parmi tous les rapports de société, les *rappports de production*, comme étant fondamentaux, primordiaux et déterminant tous les autres rapports. Marx lui-même décrit ainsi le cours de son raisonnement sur ce problème :

« Le premier travail que j'entrepris pour résoudre les doutes qui m'assaillaient fut une révision critique de la *Philosophie du droit* de Hegel. Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques, ainsi que les formes de l'Etat, ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la soi-disant évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du XVIII^e siècle, embrasse le tout sous le nom de « société civile » ; mais que l'anatomie de la société civile est à chercher dans l'économie politique... Le résultat général auquel j'arrivai [par l'étude de celle-ci] ... peut brièvement se formuler ainsi : Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés ..., *rappports de production* qui correspondent à un degré de développement donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de la vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence ; c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. Des formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves pour ces forces. Alors s'ouvre une époque de révolutions sociales. Le changement de la base économique bouleverse plus ou moins lentement ou rapidement toute la formidable superstructure. Lorsqu'on étudie ces bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — constaté avec une précision propre aux sciences naturelles — des conditions économiques de la production, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques dans lesquelles les hommes conçoivent ce conflit et le combattent. De même qu'on ne peut juger un individu sur l'idée qu'il a de lui-même, on ne peut juger une semblable époque de bouleversements sur sa conscience ; mais il faut expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui oppose les forces productives de la société et les rapports de production... Esquissés à grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être désignés comme autant d'époques progressives de la formation économique de la société¹². »

Cette idée de matérialisme en sociologie était déjà par elle-même une idée géniale. Naturellement, ce n'était encore *pour le moment* qu'une hypothèse, mais une hypothèse qui, pour la première fois, permettait d'aborder les problèmes historiques et sociaux d'un point de vue strictement scientifique. Incapables qu'ils étaient jusque-là de s'abaisser jusqu'à la connaissance de rapports aussi simples et primordiaux que sont les rapports de production, les sociologues procédaient directement à l'analyse et à l'étude des formes politiques et juridiques. Ils se heurtaient au fait que ces formes surgissent de telles ou telles idées de l'humanité, à une époque donnée, — et ils n'allaient pas au delà. Ainsi, les relations sociales auraient été établies par les hommes consciemment. Mais cette déduction, qui a trouvé son expression accomplie dans l'idée du *Contrat social* (dont on retrouve des traces visibles dans tous les systèmes du socialisme utopique), était en contradiction complète avec toutes les observations historiques. Jamais — pas plus auparavant qu'aujourd'hui — les membres de la société ne se sont représenté l'ensemble des rapports sociaux au milieu desquels ils vivaient comme quelque chose de défini, d'entier, comme une chose pénétrée d'un principe fondamental ; au contraire, la masse s'adapte inconsciemment à ces rapports et est si loin de les concevoir comme des rapports sociaux historiques particuliers que, par exemple,

l'explication des rapports d'échange qui présidèrent à la vie des hommes pendant des siècles, n'a été donnée que ces tout derniers temps. Le matérialisme a supprimé cette contradiction en poussant l'analyse plus à fond jusqu'à l'origine même de ces idées sociales de l'homme ; et sa conclusion que le cours des idées dépend du cours des choses est seule compatible avec la psychologie scientifique. De plus, cette hypothèse a, d'un autre point de vue encore, élevé pour la première fois la sociologie au rang d'une science. Jusqu'ici les sociologues avaient de la peine à distinguer, dans le réseau complexe des phénomènes sociaux, ceux qui étaient importants et ceux qui ne l'étaient point (là est la racine du subjectivisme en sociologie) ; à cette distinction ils ne pouvaient trouver un critérium objectif. Le matérialisme a fourni un critérium parfaitement objectif en dégagant les « rapports de production » comme structure de la société, et en offrant la possibilité d'appliquer à ces rapports le critérium scientifique général de la répétition, — critérium qui, d'après les subjectivistes, était inapplicable à la sociologie. Tant qu'ils s'en tinrent aux rapports sociaux idéologiques (c'est-à-dire à des rapports qui, avant de se former, passent par la conscience [*Bien entendu, il s'agit là toujours uniquement des rapports sociaux et point d'autres.*] des hommes), ils ne purent découvrir la répétition et la régularité dans les phénomènes sociaux des différents pays, et leur science ne fut, dans le meilleur des cas, qu'une description de ces phénomènes, qu'un assemblage de matériaux bruts. L'analyse des rapports sociaux matériels (c'est-à-dire de ceux qui se forment sans passer par la conscience des hommes : en échangeant des produits, les hommes entrent en des rapports de production, sans même se rendre compte qu'il s'agit là de rapports sociaux de production), — l'analyse des rapports sociaux matériels permit aussitôt de constater la répétition et la régularité, et de généraliser les systèmes des divers pays pour arriver à une seule conception fondamentale : la *formation sociale*. Seule cette généralisation a permis de passer de la description des phénomènes sociaux (et de leur estimation du point de vue de l'idéal) à leur analyse strictement scientifique qui dégage, par exemple, ce qui distingue un pays capitaliste d'un autre et analyse ce qui leur est commun à tous. Troisièmement enfin, une autre raison pour laquelle cette hypothèse a, pour la première fois, rendu possible une sociologie *scientifique*, c'est qu'en réduisant les rapports sociaux aux rapports de production et ces derniers, au niveau des forces productives, on a assigné une base solide pour envisager le développement des formations sociales comme un processus d'histoire naturelle. Et il va de soi que sans un tel point de vue il ne peut être question de science sociale. (Les subjectivistes, par exemple, tout en admettant que les phénomènes historiques se conforment à des lois, étaient incapables de considérer leur évolution comme un processus d'histoire naturelle, — précisément parce qu'ils s'arrêtaient aux idées et buts sociaux de l'homme sans savoir réduire ces idées et ces buts aux rapports sociaux matériels.)

Et Marx, après avoir exprimé cette hypothèse après 1840, se met à étudier les faits (*nota bene*). Il prend une formation économique de la société — le système de l'économie marchande, — et sur la base d'une quantité prodigieuse de données (qu'il étudia pendant au moins vingt-cinq ans) fournit une analyse minutieuse des lois du fonctionnement de cette formation et de son développement. Cette analyse s'en tient uniquement aux rapports de production entre les membres de la société : sans jamais avoir recours, dans ses explications, à des facteurs placés en dehors des rapports de production, Marx permet de voir comment se développe l'organisation marchande de l'économie sociale ; comment elle se transforme en économie capitaliste et crée des classes antagoniques (cette fois dans le cadre des rapports de production), la bourgeoisie et le prolétariat ; comment elle développe la productivité du travail social et introduit par là un élément qui entre en contradiction irréductible avec les principes mêmes de cette organisation capitaliste.

Tel est le *squelette* du *Capital*. Mais le principal c'est que Marx ne se contente pas de ce squelette, qu'il ne s'en tient pas à la seule « théorie économique » au sens ordinaire du mot ; que tout en *expliquant* la structure et le développement d'une formation sociale donnée *exclusivement* par les rapports de production, il a toujours et partout analysé les superstructures correspondant à ces rapports de production, et revêtu le squelette de chair et de sang. Le succès considérable du *Capital* provient justement de ce que ce livre de l'« économiste allemand » a révélé au lecteur toute la formation sociale capitaliste comme une chose vivante — avec les faits de la vie courante, avec les manifestations sociales concrètes de l'antagonisme des classes inhérent aux rapports de production, avec la superstructure politique bourgeoise qui protège la domination de la classe des capitalistes, avec les idées bourgeoises de liberté, d'égalité, etc., avec les rapports de famille bourgeois. On comprend maintenant que la comparaison avec Darwin est tout à fait exacte : le *Capital* n'est autre chose que « quelques idées de généralisation, intimement liées entre elles et couronnant tout un mont Blanc de faits concrets ». Et si en lisant le *Capital*, le lecteur n'a pas su remarquer ces idées de généralisation, ce n'est pas la faute de Marx qui, même dans la préface, nous l'avons vu, attire l'attention sur ces idées. Bien plus, une telle comparaison n'est pas seulement juste du côté extérieur (qui, on ne sait trop pourquoi, intéressa particulièrement M. Mikhaïlovski), mais aussi du côté intérieur. De même que Darwin a mis fin à la conception selon laquelle les espèces d'animaux et de plantes n'étaient nullement liées entre elles, étaient accidentelles, « créées par Dieu » et immuables, et qu'il fut le premier à donner une base strictement scientifique à la biologie en établissant la variabilité et la continuité des espèces, de même Marx a mis fin à la conception selon laquelle la société est un agrégat mécanique d'individus qui subit toutes sortes de changements au gré des autorités (ou ce qui revient au même, au gré de la

société et du gouvernement) ; qui naît et se transforme, suivant le hasard ; il fut le premier à donner une base scientifique à la sociologie en établissant le concept de formation économique de la société comme un ensemble de rapports de production donnés ; en établissant que le développement de ces formations est un processus d'histoire naturelle.

Aujourd'hui — depuis la parution du *Capital* — la conception matérialiste de l'histoire n'est plus une hypothèse, mais une doctrine scientifiquement démontrée. Et tant que nous n'enregistrerons pas une autre tentative d'expliquer scientifiquement le fonctionnement et l'évolution d'une formation sociale — d'une formation sociale précisément et non des coutumes et habitudes d'un pays ou d'un peuple, ou même d'une classe, etc. — tentative qui, tout comme le matérialisme, serait capable de mettre de l'ordre dans les « faits correspondants », de tracer un tableau vivant d'une formation, et d'en donner une explication strictement scientifique, — la conception matérialiste de l'histoire sera synonyme de science sociale. Le matérialisme n'est pas « une conception scientifique de l'histoire par excellence », comme le croit M. Mikhaïlovski, mais la seule conception scientifique de l'histoire. Et maintenant pouvez-vous imaginer chose plus plaisante : il s'est trouvé des gens qui, après avoir lu le *Capital*, ont trouvé le moyen de ne pas y découvrir de matérialisme ! Où est-il ? interroge Mikhaïlovski avec une sincérité déconcertante.

Il a lu le *Manifeste communiste* et n'a pas remarqué que l'explication qu'on y donne des systèmes modernes — juridiques, politiques, familiaux, religieux, philosophiques — est une explication matérialiste ; que même la critique des théories socialistes et communistes cherche et trouve leurs racines dans tels ou tels rapports de production.

Il a lu la *Misère de la philosophie* et n'a pas remarqué que la sociologie de Proudhon y est analysée d'un point de vue matérialiste ; que pour critiquer la solution proposée par Proudhon des divers problèmes historiques, on y prend pour base les principes du matérialisme, et que les indications de l'auteur même quant aux sources où il faut puiser pour trouver la solution de ces problèmes, se réfèrent toutes aux rapports de production.

Il a lu le *Capital* et n'a pas remarqué qu'il avait devant lui un modèle d'analyse scientifique d'une formation sociale — la plus complexe — suivant la méthode matérialiste, modèle reconnu de tous et insurpassé. Et le voilà à méditer et à creuser ce problème profond : « Dans lequel de ses ouvrages Marx a-t-il exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? »

Quiconque connaît Marx lui répondrait par cette autre question : dans lequel de ses ouvrages Marx n'a-t-il pas exposé sa conception matérialiste de l'histoire ? Mais M. Mikhaïlovski ne sera sans doute informé des recherches matérialistes de Marx que lorsqu'elles seront classées avec la cote voulue dans quelque ouvrage historiosophique d'un Karéev¹⁴, sous la rubrique « Matérialisme économique ».

Mais le plus curieux de tout, c'est que M. Mikhaïlovski accuse Marx de n'avoir pas « analysé [sic !] toutes les théories connues du procès historique ». Voilà qui est tout à fait plaisant. En quoi consistaient les neuf dixièmes de ces théories ? En des constructions *a priori*, dogmatiques, abstraites, telles que : qu'est-ce que la société ? qu'est-ce que le progrès ? etc. (Je prends à dessein des exemples chers à l'esprit et au cœur de M. Mikhaïlovski). Mais ces théories ne valent déjà rien du fait même de leur existence, par leurs méthodes fondamentales, par leur métaphysique compacte et sans éclipse. Car, commencer par demander ce qu'est la société et ce qu'est le progrès, c'est commencer par la fin. Où prendrez-vous la notion de société et de progrès en général, si vous n'avez pas étudié une seule formation sociale en particulier, si vous n'avez même pas su établir cette notion, si vous n'avez même pas su entreprendre une étude sérieuse des faits, une analyse objective des rapports sociaux, quels qu'ils soient ? C'est là le trait le plus évident de la métaphysique, par laquelle toute science a commencé : tant que l'on n'a pas été capable d'aborder l'étude des faits, on a toujours inventé *a priori* des théories générales qui sont toujours restées stériles. Incapable qu'il était encore d'analyser en fait les processus chimiques, le chimiste-métaphysicien inventait une théorie sur la force de l'affinité chimique. Le biologiste-métaphysicien parlait de ce qu'était la vie et la force vitale. Le psychologue-métaphysicien raisonnait sur ce qu'était l'âme. Là, le procédé même était absurde. On ne saurait raisonner sur l'âme, sans expliquer en particulier les processus psychiques : ici le progrès doit consister précisément à rejeter les théories générales et les constructions philosophiques sur l'âme humaine et à savoir placer sur un terrain scientifique l'étude des faits caractérisant les divers processus psychiques. Aussi bien, l'accusation de M. Mikhaïlovski rappelle-t-elle le psychologue-métaphysicien qui, après s'être livré toute sa vie à des « recherches » sur l'âme humaine (sans savoir au juste expliquer le moindre phénomène psychique, même le plus simple), s'aviserait d'accuser un psychologue scientifique de n'avoir pas examiné toutes les théories connues sur l'âme humaine. Ce psychologue scientifique a rejeté, lui, les théories philosophiques sur l'âme et s'est mis à étudier directement le substratum matériel des phénomènes psychiques —

les processus nerveux — et a donné, disons, l'analyse et l'explication de tel ou tel processus psychique. Et notre psychologue-métaphysicien de lire et de louer cet ouvrage : la description des processus et l'étude des faits, dit-il, y sont bonnes. Mais il n'est pas satisfait. Permettez, s'écrie-t-il, en entendant parler autour de lui de la façon toute nouvelle dont ce savant conçoit la psychologie, de la méthode spéciale de psychologie scientifique. Mais permettez, s'échauffe le philosophe, dans quel écrit cette méthode est-elle donc exposée ? Cet ouvrage-ci ne contient « que des faits ». On n'y trouve pas la moindre allusion à la révision de « toutes les théories philosophiques connues sur l'âme ». Cet ouvrage n'est pas du tout conforme !

De même le *Capital* n'est évidemment pas un ouvrage conforme pour le sociologue-métaphysicien, qui ne remarque pas la stérilité des *a priori* touchant la société et ne comprend pas que de telles méthodes, au lieu d'étudier et d'expliquer, ne font que substituer frauduleusement à la notion de société les idées bourgeoises d'un mercanti anglais ou les idéaux socialistes petits-bourgeois d'un démocrate russe, et rien de plus. Et c'est pourquoi toutes ces théories philosophico-historiques, sitôt apparues, ont crevé comme des bulles de savon ; elles étaient tout au plus un symptôme des idées et rapports sociaux de leur temps, et ne pouvaient faire avancer d'un iota la *compréhension* par l'homme de rapports sociaux, isolés mais bien réels (et non de ceux qui « sont conformes à la nature humaine»). Le pas de géant réalisé par Marx dans ce domaine a consisté précisément en ceci qu'il a rejeté tous ces raisonnements sur la société et le progrès en général, et donné une analyse *scientifique d'une* société et d'un progrès, savoir : la société et le progrès capitalistes. Et M. Mikhaïlovski l'accuse d'avoir commencé par le commencement, et non par la fin, par l'analyse des faits et non par les conclusions finales, par l'étude de rapports sociaux particuliers historiquement définis, et non par des théories générales sur la nature de ces rapports sociaux en général ! Et il interroge : « Où est donc l'ouvrage conforme ? » O très sage sociologue subjectif !!

Si notre philosophe subjectif s'était contenté d'exprimer son embarras sur la question de savoir dans quel ouvrage le matérialisme se trouve démontré, il n'y aurait que demi-mal. Et quoique nulle part il n'ait trouvé ni une justification, ni même un exposé de la conception matérialiste de l'histoire (ou peut-être justement parce qu'il ne les a pas trouvés), il commence à attribuer à cette doctrine des prétentions qu'elle n'a jamais eues. Il cite un passage de Bloss, d'après lequel Marx a proclamé une *conception* toute nouvelle de l'histoire, et sans se gêner le moins du monde, il déclare ensuite que cette théorie prétend « avoir expliqué à l'humanité son passé », avoir expliqué « tout [sic !!] le passé de l'humanité », etc. Mais tout cela est archifaux ! La théorie prétend expliquer uniquement l'organisation capitaliste de la société, et nulle autre. Si l'application du matérialisme à l'analyse et à l'explication d'une seule formation sociale a donné de si brillants résultats, il est tout à fait naturel que le matérialisme en histoire n'est plus une hypothèse, mais une théorie scientifiquement vérifiée ; il est tout à fait naturel que la nécessité d'une telle méthode s'étend également aux autres formations sociales, même si elles n'ont pas été soumises à une étude spéciale des faits et à une analyse détaillée, de même que l'idée de transformisme¹⁵ qui a été prouvée pour un nombre suffisant de faits, s'étend à tout le domaine de la biologie bien qu'il n'ait pas encore été possible d'établir exactement la transformation de certaines espèces d'animaux et de plantes. Et de même que le transformisme ne prétend pas du tout expliquer « toute » l'histoire de la formation des espèces, mais simplement placer les méthodes de cette explication sur un terrain scientifique, de même le matérialisme en histoire n'a jamais eu la prétention d'expliquer tout, mais simplement d'indiquer la méthode, la « seule scientifique » pour employer l'expression, de Marx (*Capital*), d'expliquer l'histoire. On peut juger par là combien spirituelles, sérieuses et décentes sont les méthodes de polémique employées par M. Mikhaïlovski, lorsque tout d'abord il falsifie Marx en attribuant au matérialisme en histoire l'absurde prétention de vouloir « tout expliquer », d'avoir trouvé « la clé de toutes les serrures historiques » (prétention que Marx a, bien entendu, réfutée aussitôt et sous une forme très virulente dans sa « Lettre »¹⁶ sur les articles de Mikhaïlovski) ; puis il se met à jouer de ces prétentions que lui-même a inventées et reproduit fidèlement les pensées d'Engels. Fidèlement parce que, cette fois, il en donne une citation et non une paraphrase, à savoir que l'économie politique telle que l'entendent les matérialistes « doit encore être créée » ; que « tout ce que nous en avons reçu est limité » à l'histoire de la société capitaliste ; finalement il conclut que « ces mots restreignent sensiblement le champ d'action du matérialisme économique » ! De quelle naïveté infinie ou de quelle infinie présomption faut-il témoigner pour croire que de tels subterfuges peuvent passer inaperçus ! D'abord falsifier Marx, ensuite jouer de ses propres mensonges, et puis reproduire fidèlement telles pensées et avoir enfin l'insolence de déclarer qu'elles restreignent le champ d'action du matérialisme économique !

De quelle nature et de quelle qualité est le jeu de M. Mikhaïlovski, c'est ce que montre l'exemple suivant : « Marx ne les démontre nulle part » — c'est-à-dire les fondements de la théorie du matérialisme économique, déclare M. Mikhaïlovski. « Il est vrai que Marx entreprit d'écrire avec Engels un ouvrage d'un caractère philosopho-historique et historico-philosophique ; il l'écrivit même (1845-1846), mais il ne fut jamais publié¹⁷. Engels dit : La première partie de cet ouvrage « consiste en un exposé de la conception matérialiste de l'histoire, qui prouve seulement à quel point nos connaissances de l'histoire économique étaient encore insuffisantes »¹⁸. « Ainsi, conclut M. Mikhaïlovski, les principes fondamentaux du « socialisme scientifique » et de la théorie du

matérialisme économique ont été découverts, puis exposés dans le *Manifeste communiste* à un moment où, selon l'aveu même d'un des auteurs, Leurs connaissances en la matière étaient encore insuffisantes. »

Charmante critique, n'est-il pas vrai ? Engels dit que leurs connaissances en « histoire » économique étaient encore insuffisantes, et que c'est pour cette raison qu'ils n'ont pas publié leur ouvrage d'un caractère historico-philosophique « général ». Selon l'interprétation de M. Mikhaïlovski, leurs connaissances étaient encore insuffisantes « en la matière », c'est-à-dire pour élaborer les « points fondamentaux du socialisme scientifique », savoir pour une critique scientifique du régime « bourgeois », déjà exposée dans le *Manifeste*. De deux choses l'une : ou bien M. Mikhaïlovski est incapable de saisir la différence entre une tentative pour embrasser toute la philosophie de l'histoire et un essai pour expliquer scientifiquement le régime bourgeois ; ou bien il pense que Marx et Engels ne possédaient pas suffisamment de connaissances pour critiquer l'économie politique. Et dans ce cas il est vraiment cruel de sa part de ne pas nous faire connaître les raisons de cette insuffisance, ni ses propres amendements et additions. La décision de Marx et d'Engels de ne point publier d'ouvrage sur la philosophie de l'histoire et de concentrer tous leurs efforts sur l'analyse scientifique d'une seule organisation sociale témoigne simplement d'un très haut degré de probité scientifique. La décision de M. Mikhaïlovski de jouer là-dessus en y faisant cette petite addition que Marx et Engels auraient exposé leurs vues en reconnaissant eux-mêmes que leurs connaissances étaient insuffisantes pour les élaborer, relève simplement de procédés polémiques qui ne témoignent ni d'esprit ni du sentiment de la décence.

Autre exemple : « Engels, l'*alter ego* de Marx, a fait davantage pour justifier le matérialisme économique comme théorie de l'histoire, dit M. Mikhaïlovski, Il a écrit un ouvrage historique spécial : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat en relation (im Anschluss) avec des vues de Morgan*. Cet *Anschluss* est vraiment remarquable. Le livre de l'Américain Morgan¹⁹ a paru bien des années après que Marx et Engels eurent formulé les principes du matérialisme économique et tout à fait indépendamment de ce dernier. » Ainsi donc, « les matérialistes économiques se seraient joints » à ce livre, et puisqu'il n'existait pas de lutte de classe dans les temps préhistoriques, ils auraient apporté un « amendement » à la formule de la conception matérialiste de l'histoire, à savoir qu'à côté de la production des valeurs matérielles, le facteur déterminant serait la production de l'homme lui-même, c'est-à-dire la procréation, qui a joué un rôle primordial aux premiers âges lorsque la productivité du travail était encore très peu développée.

« C'est le grand mérite de Morgan, dit Engels, d'avoir trouvé dans les relations de clans des Indiens de l'Amérique du Nord la clé des principales énigmes, jusqu'alors insolubles, de la plus ancienne histoire²⁰ grecque, romaine et germanique. »

« Ainsi, proclame M. Mikhaïlovski à ce propos, on a découvert et proclamé vers 1850 une conception de l'histoire absolument nouvelle, matérialiste et vraiment scientifique, et qui a fait pour la science historique ce que la théorie de Darwin a fait pour les sciences naturelles modernes. » Mais cette conception, répète M. Mikhaïlovski, n'a jamais été scientifiquement prouvée. « Non seulement elle n'a pas été prouvée dans le domaine vaste et varié des faits concrets (le *Capital* « n'est pas » un ouvrage « conforme » : on n'y trouve que des faits et des recherches méticuleuses !), mais elle n'a pas été suffisamment justifiée ne serait-ce que par la critique et par l'élimination des autres systèmes philosophico-historiques. »

Le livre d'Engels *Herrn E. Dührings Umwälzung der Wissen-schaft [M. E. Dühring bouleverse la science (Anti-Dühring). N. du Trad.]* n'offre « que des tentatives spirituelles faites en passant » ; aussi M. Mikhaïlovski juge-t-il possible d'éluder complètement un grand nombre des questions essentielles traitées dans cet ouvrage, bien que ces « tentatives spirituelles » montrent avec beaucoup d'esprit le vide des sociologies qui « commencent par des utopies » ; bien que cet ouvrage contienne une critique détaillée de la « théorie de la violence », — théorie d'après laquelle les systèmes politico-juridiques déterminent les systèmes économiques, et que Messieurs les publicistes du *Rousskoïé Bogatstvo* professent avec tant de ferveur. A la vérité il est bien plus facile de jeter à propos d'une œuvre quelques phrases qui ne veulent rien dire, que d'analyser sérieusement au moins un seul des problèmes qui y trouvent une solution matérialiste. De plus, cela ne comporte aucun danger, car la censure ne permettra sans doute jamais de publier la traduction de ce livre, et M. Mikhaïlovski peut le qualifier de spirituel sans courir aucun risque pour sa philosophie subjective.

Plus caractéristique encore et plus édifiant (pour servir d'illustration à ceci que le langage a été donné à l'homme afin de dissimuler ses pensées ou de prêter au vide la forme de la pensée) est son jugement sur le *Capital* de Marx. « On trouve dans le *Capital* de brillantes pages d'histoire, mais [ce « mais » est savoureux ! Ce n'est pas même un simple « mais », c'est ce fameux « mais » qui, traduit en clair, veut dire : « on ne saute pas plus haut qu'on n'a les oreilles »] — en raison même de l'objet du livre, elles ne concernent qu'une période historique bien

déterminée ; loin d'affirmer les principes fondamentaux du matérialisme économique, elles ne font que toucher le côté économique d'un certain groupe de phénomènes historiques. » Autrement dit : le *Capital* — dont l'unique objet est d'étudier précisément la société capitaliste — comporte une analyse matérialiste de cette société et de ses superstructures, « mais » M. Mikhaïlovski préfère ne rien dire sur cette analyse : il ne s'agit ici, voyez-vous, que d'« une seule » période, cependant que M. Mikhaïlovski entend, lui, embrasser toutes les périodes, et les embrasser de façon à ne point parler d'aucune d'elles en particulier. Il va de soi que pour arriver à ce but — c'est-à-dire pour embrasser toutes les périodes sans au fond en toucher une seule, — il n'y a qu'une seule voie : celle des lieux communs et des phrases « brillantes », mais creuses. Et nul ne peut rivaliser avec M. Mikhaïlovski dans l'art de s'en tirer avec des phrases. Ainsi, d'après lui, il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter (séparément) à l'essence même des recherches de Marx pour la raison que Marx, lui, « loin d'affirmer les principes fondamentaux du matérialisme économique, ne fait que toucher le côté économique d'un certain groupe de phénomènes historiques ». Quelle profondeur de pensée ! « Il n'affirme pas », mais « ne fait que toucher » ! — Comme il est facile, en vérité, d'escamoter toute question sous une phrase ! Si Marx, par exemple, montre à plusieurs reprises comment les rapports des producteurs de marchandises forment la base de l'égalité civile, du libre contrat et autres fondements de l'Etat juridique, qu'est-ce à dire ? Affirme-t-il par là le matérialisme ou « ne fait-il que le toucher » ? Avec la modestie qui lui est propre, notre philosophe s'abstient de répondre sur le fond et tire directement des conclusions de ses « tentatives spirituelles » de parler brillamment pour ne rien dire.

« Rien d'étonnant, est-il dit dans cette conclusion, que pour une théorie qui prétendait expliquer l'histoire mondiale, quarante ans après sa proclamation, l'histoire ancienne des Grecs, des Romains et des Germains est demeurée une énigme. La clé de cette énigme a été fournie d'abord par un homme absolument étranger à la théorie du matérialisme économique et qui en ignorait tout, et puis à l'aide d'un facteur non économique. Le terme « production de l'homme lui-même », c'est-à-dire la procréation, ne laisse pas d'être amusant ; Engels s'en saisit afin de conserver au moins un lien lexicologique avec la formule essentielle du matérialisme économique. Force lui est cependant de reconnaître que durant des siècles la vie de l'humanité n'a pas obéi à cette formule. » En vérité, votre polémique, M. Mikhaïlovski, n'est pas compliquée ! La théorie consistait en ceci : pour « éclairer » l'histoire il faut chercher les bases dans les rapports sociaux matériels, et non idéologiques. Le manque de faits concrets n'a pas permis d'appliquer cette méthode à l'analyse de certains phénomènes fort importants de l'histoire ancienne de l'Europe, par exemple l'organisation gentile, qui, pour cette raison même, est restée une énigme. [*Là encore M. Mikhaïlovski ne manque pas une occasion de jouer là-dessus : Comment est-ce possible ? Une conception scientifique de l'histoire où l'histoire ancienne demeure une énigme ! M. Mikhaïlovski, un simple manuel vous fera connaître que l'organisation gentile est un des problèmes les plus difficiles et dont l'explication a fait surgir une profusion de théories.*] Et voilà que les riches documents recueillis en Amérique par Morgan lui permettent d'analyser la nature de l'organisation gentile ; il en conclut que l'explication doit en être cherchée dans les rapports matériels, et non dans les rapports idéologiques (juridiques ou religieux par exemple). Ce fait est évidemment une confirmation brillante de la méthode matérialiste, et rien de plus. Et lorsque M. Mikhaïlovski reproche à cette doctrine que, premièrement, la clé des énigmes historiques les plus difficiles a été trouvée par un homme « absolument étranger » à la théorie du matérialisme économique, on ne peut que s'étonner de l'incapacité où sont les gens de démêler ce qui parle en leur faveur et ce qui les contredit d'une façon flagrante. Deuxièmement, — raisonne notre philosophe, — la procréation n'est pas un facteur économique. Mais où avez-vous été chercher dans les œuvres de Marx ou d'Engels, qu'ils parlaient nécessairement du matérialisme économique ? Définissant leur conception du monde, ils l'appelaient simplement matérialisme. Leur idée fondamentale (exprimée avec une précision absolue, par exemple dans le passage précité de Marx) était que les rapports sociaux comportent des rapports matériels et des rapports idéologiques. Ces derniers ne sont qu'une superstructure érigée sur les premiers et s'établissant en dehors de la volonté et de la conscience de l'individu, comme (un résultat) une forme de l'activité de l'homme pour assurer son existence. L'explication des formes politico-juridiques, — dit Marx dans ce passage, — doit être recherchée dans les « conditions matérielles de la vie ». M. Mikhaïlovski croirait-il par hasard que les rapports de procréation s'identifient avec les rapports idéologiques ? Les explications fournies à ce sujet par M. Mikhaïlovski sont si caractéristiques qu'il vaut la peine de s'y arrêter. « Nous aurons beau nous ingénier, dit-il, à établir un lien, même lexicologique, entre la « procréation » et le matérialisme économique ; elle aura beau s'entrecroiser dans le réseau complexe des phénomènes de la vie sociale avec d'autres phénomènes, les phénomènes économiques y compris ; elle possède ses racines propres, physiologiques et psychiques. [Nous croyez-vous nés d'hier, M. Mikhaïlovski, pour nous conter que la procréation a des racines physiologiques ! ? Voyons, à qui voulez-vous en faire accroire ?] Et cela nous rappelle que les théoriciens du matérialisme économique sont en contradiction non seulement avec l'histoire, mais aussi avec la psychologie. Il est hors de doute que les relations de clans ont perdu leur importance dans l'histoire des pays civilisés ; mais on ne saurait guère affirmer la chose avec la même certitude pour les relations nettement sexuelles et familiales. Elles ont subi bien entendu des changements considérables sous la pression de la vie de plus en plus complexe en général ; mais avec une certaine habileté dialectique, on pourrait démontrer que non seulement les rapports juridiques, mais aussi les rapports

économiques eux-mêmes constituent une « superstructure » érigée sur les relations sexuelles et familiales. Nous ne nous arrêterons pas là-dessus ; néanmoins, nous indiquerons par exemple l'institution de l'héritage. »

Notre philosophe a pu sortir enfin de la sphère des phrases creuses [*Peut-on en effet appeler autrement un procédé qui consiste à reprocher aux matérialistes de s'être mis en contradiction avec l'histoire sans avoir essayé d'examiner littéralement une seule des nombreuses explications matérialistes fournies par les matérialistes sur les divers problèmes historiques, ou lorsqu'on dit que telle chose pourrait bien être démontrée, mais qu'on ne s'arrêtera pas là-dessus ?*] pour passer aux faits concrets pouvant être vérifiés et ne permettant pas d'« estomper » aussi facilement le fond de la question. Voyons donc comment notre critique de Marx démontre que l'institution de l'héritage est une superstructure érigée sur les relations sexuelles et familiales. « Ce sont les produits de la production économique, — raisonne M. Mikhaïlovski [«les produits de la production économique » !! Comme c'est intelligent ! comme cela sonne bien et quelle élégance de style !], qui sont transmis par héritage, et l'institution de l'héritage elle-même est conditionnée dans une certaine mesure par le fait de la concurrence économique. Mais, premièrement, les valeurs non matérielles sont également transmises par héritage, — ce qui s'exprime par les soins que l'on prend de l'éducation des enfants dans l'esprit de leurs pères... » Ainsi l'éducation des enfants fait partie de l'institution de l'héritage ! Par exemple, conformément à un article du Code civil russe, les « parents doivent s'efforcer de former par l'éducation domestique leurs mœurs [c'est-à-dire les mœurs des enfants] et aider à la réalisation des vues du gouvernement ».

Est-ce bien cela que notre philosophe entend par institution de l'héritage ? « En second lieu, même si l'on s'en tient exclusivement à la sphère économique, si l'institution de l'héritage est inconcevable sans les produits de la production transmis par héritage, elle est tout aussi inconcevable sans les produits de la « procréation », — sans eux et sans cet état psychique complexe et tendu qui leur est directement rattaché. » [Voyez un peu ce style : l'état psychique complexe « rattaché » aux produits de la procréation ! Mais c'est délicieux !] Ainsi l'institution de l'héritage est une superstructure qui s'élève au-dessus des relations familiales et sexuelles, l'héritage étant inconcevable sans la procréation ! Mais c'est une véritable découverte de l'Amérique ! Jusqu'à présent l'on croyait que la procréation pouvait tout aussi peu expliquer l'institution de l'héritage que la nécessité de prendre de la nourriture peut expliquer l'institution de la propriété. Jusqu'à présent l'on croyait généralement que si, par exemple, en Russie, à l'époque où florissait le système des fiefs²¹, la terre ne pouvait être transmise par hérédité (n'étant considérée que comme propriété conditionnelle), l'explication doit être cherchée dans les particularités de l'organisation sociale de ce temps. M. Mikhaïlovski croit sans doute que cela tient simplement au fait que la psychique se rattachant aux produits de la procréation du propriétaire terrien d'alors n'était pas suffisamment complexe.

Grattez un peu « l'ami du peuple », pourrions-nous dire en paraphrasant un apophtegme connu, et vous verrez apparaître le bourgeois. Car enfin, quel autre sens peuvent avoir les développements de M. Mikhaïlovski sur la connexité entre l'institution de l'héritage et l'éducation des enfants, la psychique de la procréation, etc., sinon celui que l'institution de l'héritage est aussi éternelle, nécessaire et sacrée que l'éducation des enfants ! Il est vrai que M. Mikhaïlovski a tenté de se ménager une porte de secours, en déclarant que « l'institution de l'héritage est jusqu'à un certain point conditionnée par le fait de la concurrence économique ». Mais ceci n'est rien d'autre qu'une tentative pour éluder la question sans y faire une réponse nette, tentative accomplie avec des armes débiles. Comment pourrions-nous tenir compte de cette remarque, quand on ne nous dit pas du tout jusqu'à « quel point » précisément l'héritage dépend de la concurrence, et que l'on ne nous explique pas du tout à quoi tient proprement cette liaison entre la concurrence et l'institution de l'héritage. En réalité, l'institution de l'héritage implique déjà la propriété privée, et cette dernière ne surgit qu'avec l'apparition de l'échange. Elle est basée sur la spécialisation naissante du travail social et l'aliénation des produits sur le marché. Aussi longtemps que, par exemple, tous les membres de la communauté indienne primitive ont fabriqué en commun tous les produits dont ils avaient besoin, la propriété privée a été impossible. Mais dès que la division du travail fit son apparition dans la communauté, et que chacun de ses membres commença à produire séparément un produit donné pour le revendre au marché, cette séparation matérielle des producteurs de marchandises trouva son expression dans l'institution de la propriété privée. La propriété privée et l'héritage sont tous deux des catégories d'un ordre social où des familles séparées, à effectif peu nombreux (monogames) se sont déjà formées et où l'échange a commencé à se développer. L'exemple de M. Mikhaïlovski démontre juste le contraire de ce qu'il voulait démontrer.

On trouve encore chez M. Mikhaïlovski une autre indication de fait, cette fois aussi une perle en son genre ! « En ce qui concerne les relations de clans, dit-il en continuant à corriger le matérialisme, elles ont pâli dans l'histoire des peuples civilisés, en partie il est vrai, sous les rayons de l'influence des formes de production [autre subterfuge, encore plus évident. Quelles formes de production précisément ? Phrase vide de sens !], en partie elles se sont dissoutes dans leur propre continuation et généralisation pour former des liens nationaux ». Ainsi,

les liens nationaux sont la continuation et la généralisation des relations de clans! M. Mikhaïlovski emprunte évidemment ses idées sur l'histoire de la société à ces contes d'enfants que l'on enseigne aux collégiens. L'histoire de la société, d'après cette doctrine des lieux communs, consiste en ce que d'abord il y eut la famille, cette cellule de toute société [*Idee purement bourgeoise : les familles disséminées et petites ne sont devenues prédominantes que sous le régime bourgeois ; elles faisaient complètement défaut aux temps préhistoriques. Rien n'est plus caractéristique pour un bourgeois que l'attribution des traits du régime actuel, à tous les temps et à tous les peuples.*] — puis la famille se serait agrandie pour devenir une tribu, et la tribu un Etat. Si M. Mikhaïlovski répète gravement ces puérilités, cela montre simplement que, à part tout le reste, il n'a pas même la moindre idée de la marche de l'histoire russe, par exemple. Si l'on pouvait parler de clans dans l'ancienne Russie, il ne fait pas de doute que déjà au moyen âge, à l'époque du tsarat de Moscovie, ces relations de clans n'existaient plus, c'est-à-dire que l'Etat se basait sur des associations locales, et non clanales : propriétaires terriens et monastères acceptaient les paysans venus des différentes localités, et les communautés ainsi formées étaient des associations purement territoriales. Cependant, on pouvait à peine parler de liens nationaux au sens propre du mot à cette époque : l'Etat était divisé en « territoriaux » distincts, souvent même en principautés qui conservaient des traces vivantes d'ancienne autonomie, des particularités d'administration, parfois leurs propres troupes (les boyards locaux partaient en guerre à la tête de leurs propres régiments), des frontières douanières à elles, etc. Seule la période moderne de l'histoire russe (depuis le XVII^e siècle à peu près) est marquée par la fusion effective de toutes ces régions, territoires et principautés, en un tout. Cette fusion n'est pas due, très honorable M. Mikhaïlovski, à des relations de clans ni même à leur continuation et généralisation ; elle est due à l'échange accru entre régions, au développement graduel des échanges de marchandises et à la concentration des petits marchés locaux en un seul marché de toute la Russie. Comme les dirigeants et les maîtres de ce processus étaient les gros marchands capitalistes, la création de ces liens nationaux n'était rien d'autre que la création de liens bourgeois. Par ses deux indications de fait, M. Mikhaïlovski n'a fait que se fustiger lui-même et ne nous a donné que des exemples de banalités bourgeoises. « Banalités », parce qu'il expliquait l'institution de l'héritage par la procréation et sa psychique, et la nationalité par les relations de clans; « bourgeoises », parce qu'il considérait les catégories et les superstructures d'une formation sociale historique déterminée (basée sur l'échange) comme des catégories aussi générales et éternelles que l'éducation des enfants et les liens sexuels « proprement dits ».

Chose caractéristique au plus haut point : dès que notre philosophe subjectif tente de passer de la phraséologie à des références basées sur des données concrètes, il glisse dans le bourbier. Et il a l'air de se sentir bien à l'aise dans cette position pas très propre : installé là, il fait le beau, envoyant tout autour des éclaboussures de boue. Il veut, par exemple, réfuter cette thèse que l'histoire est une suite d'épisodes de la lutte de classes, et, déclarant d'un air profond que c'est là une « extrémité », il dit :

« La fondation par Marx de l'Association internationale des Travailleurs, organisée pour mener la lutte de classe, n'a pas empêché les ouvriers français et allemands de s'entr'égorguer et de se dépouiller les uns les autres. » Ce qui prouve, dit-il, que le matérialisme s'est mis en contradiction « avec le démon de l'amour-propre national et de la haine nationale ». Une telle affirmation révèle de la part du critique une incompréhension absolue du fait que les intérêts très réels de la bourgeoisie commerciale et industrielle constituent la base principale de cette haine, et que parler du sentiment national comme d'un facteur indépendant, c'est escamoter le fond de la question. D'ailleurs, nous avons déjà vu quelle idée profonde notre philosophe a de la nationalité. M. Mikhaïlovski ne peut se référer à l'Internationale qu'avec une ironie à la Bourénine²² : « Marx est à la tête de l'Association internationale des Travailleurs, qui s'est disloquée, il est vrai, mais qui doit renaître. » Bien sûr, si l'on voit le *nec plus ultra* de la solidarité internationale dans le système du « juste » échange, comme le chroniqueur de la vie intérieure l'étale dans le numéro 2 du *Rousskoïe Bogatstvo* avec une platitude de philistin, et si l'on ne comprend pas que l'échange, juste ou injuste, suppose et renferme toujours la domination de la bourgeoisie et qu'à défaut de détruire l'organisation économique basée sur l'échange, il est impossible de faire cesser les collisions internationales, on comprend dès lors qu'on se contente de persifler l'Internationale. On comprend dès lors que M. Mikhaïlovski ne puisse arriver à assimiler cette simple vérité, qu'il n'est point d'autre moyen de combattre la haine nationale que celui qui consiste à organiser et à grouper la classe des opprimés pour la lutte contre la classe des oppresseurs dans chaque pays pris à part, à unir ces organisations ouvrières nationales en une seule armée ouvrière internationale pour la lutte contre le capital international. Quant à cette affirmation que l'Internationale n'a pas empêché les ouvriers de s'entr'égorguer, il suffit de rappeler à M. Mikhaïlovski les événements de la Commune qui ont révélé l'attitude véritable du prolétariat organisé envers les classes dirigeantes faisant la guerre.

Ce qui est particulièrement révoltant dans toute cette polémique de M. Mikhaïlovski, ce sont ses procédés. S'il n'est pas satisfait de la tactique de l'Internationale, s'il ne partage pas les idées au nom desquelles les ouvriers européens s'organisent, — qu'il en fasse au moins une critique franche et directe, en exposant ses propres idées sur ce qui serait une tactique plus rationnelle, des vues plus justes. Car enfin, on n'y trouve aucune objection

claire et précise ; ce ne sont que railleries absurdes répandues çà et là au milieu d'un débordement de phrases. Peut-on appeler cela autrement que de la boue ? surtout si l'on tient compte que la défense des idées et de la tactique de l'Internationale n'est pas permise légalement en Russie ? M. Mikhaïlovski use des mêmes procédés quand il polémise avec les marxistes russes : sans se donner la peine de formuler consciencieusement et avec exactitude telles ou telles de leurs thèses, afin de les soumettre à une critique directe et précise, il préfère se cramponner aux fragments d'argumentation marxiste parvenus à son oreille et les dénaturer. Jugez-en vous-mêmes :

« Marx était trop intelligent et trop érudit pour croire que c'était lui qui avait découvert l'idée de la nécessité et de la logique historiques des phénomènes sociaux... Aux degrés inférieurs de l'échelle marxiste [*Notons à propos de ce terme dénué de sens, que M. Mikhaïlovski met à part Marx (trop intelligent et trop érudit, — afin que notre critique puisse faire une critique franche et directe de l'une ou l'autre de ses thèses) ; ensuite il place Engels (« esprit moins créateur»), et puis des hommes plus ou moins indépendants, tel Kautsky, — et enfin les autres marxistes Eh bien, pareille classification peut-elle avoir quelque importance sérieuse ? Si la critique n'est pas satisfait des vulgarisateurs de Marx, qu'est ce qui l'empêche de les corriger d'après Marx ? Il n'en a garde. Il voulait évidemment faire de l'esprit, mais il n'en est résulté que platitude.*] on l'ignore (que « l'idée de la nécessité historique n'est pas une nouveauté inventée ou découverte par Marx, mais une vérité établie de longue date ») ou en tout cas l'on n'a qu'une vague idée de la force mentale et de l'énergie dépensées depuis des siècles à établir cette vérité. »

De telles assertions peuvent vraiment produire de l'effet sur un public qui entend parler de marxisme pour la première fois, et pour lequel le critique peut atteindre aisément son but : dénaturer, gloser et « vaincre » (c'est ainsi, dit-on, que les collaborateurs du *Rousskoïe Bogatstvo* parlent des articles de M. Mikhaïlovski). Quiconque connaît tant soit peu Marx apercevra aussitôt la fausseté et la duperie de ces procédés. On peut ne pas être d'accord avec Marx, mais on ne saurait nier qu'il a formulé avec la plus grande précision des vues qui constituaient « un fait nouveau » par rapport à celles des socialistes qui l'ont précédé.

Le fait nouveau consistait en ceci : les socialistes d'autrefois croyaient qu'il leur suffisait pour appuyer leurs conceptions, de montrer l'oppression des masses sous le régime existant, de montrer la supériorité d'un système où chacun recevrait ce qu'il a lui-même produit ; de montrer que ce système idéal est conforme à la « nature humaine », à la conception d'une vie raisonnable et morale, etc. Marx ne pouvait se contenter d'un tel socialisme, il ne se borna pas à caractériser le régime existant, à le juger, à le condamner ; il en donna une définition scientifique, en assignant à ce régime existant, qui varie selon les pays européens et non européens, une base commune : la formation sociale capitaliste dont il soumit les lois du fonctionnement et du développement à une analyse objective (il a montré la *nécessité* de l'exploitation sous ce régime). Il ne pouvait davantage se contenter de cette affirmation que seul le système socialiste est conforme à la nature humaine, — comme le déclaraient les grands socialistes utopistes et leurs pitoyables épigones, les sociologues subjectifs. Par cette même analyse *objective* du régime capitaliste, il a prouvé la *nécessité* de sa transformation en régime socialiste. (Pour la question de savoir comment il l'a prouvé et comment M. Mikhaïlovski y a répondu, nous aurons à revenir là-dessus). Là est la source de ces références à la nécessité, que l'on rencontre souvent chez les marxistes. La déformation apportée dans la question par M. Mikhaïlovski est évidente : il a laissé de côté tout le contenu réel de la théorie, toute son essence, et il a présenté les choses comme si toute la théorie se réduisait au seul mot de « nécessité » (« il ne suffit pas de l'invoquer elle seule dans les affaires pratiques et complexes»), comme si la *preuve* de cette théorie était dans le fait que c'est là une nécessité historique. En d'autres termes, n'ayant rien dit du contenu de la doctrine, il s'est attaché uniquement à son étiquette, et le voilà qui recommence à jouer de ce « cercle tout bonnement plat », auquel il s'est lui-même efforcé de réduire la doctrine de Marx. Nous n'allons pas bien entendu suivre ce jeu, parce que nous sommes suffisamment fixés là-dessus. Laissons-le se contorsionner pour l'amusement et la joie de M. Bourénine (qui n'a pas flatté en vain M. Mikhaïlovski dans le *Novoïe Vrémia*), laissons-le, après une révérence à Marx, japper surnoisement contre lui : « sa polémique contre les utopistes et les idéalistes, voyez-vous, est de toute façon unilatérale », c'est-à-dire sans même que les marxistes reprennent ses arguments. Nous ne pouvons appeler ces algarades que jappements, car il n'a été apporté absolument *aucune* objection concrète, définie et vérifiable contre cette polémique. De sorte que, malgré tout le plaisir que nous aurions à discuter sur ce thème, — cette controverse étant selon nous d'une extrême importance pour la solution des problèmes socialistes russes, — il nous est vraiment impossible de répondre à ces jappements, et nous ne pouvons que hausser les épaules en disant :

Le carlin doit être vraiment fort pour aboyer contre un éléphant !²³

Le raisonnement que tient ensuite M. Mikhaïlovski sur la nécessité historique n'est pas sans intérêt ; il révèle — en partie il est vrai — le bagage idéologique réel de « notre sociologue bien connu » (titre dont M. Mikhaïlovski jouit à l'égal de M. V.V., parmi les représentants libéraux de notre « société cultivée»). Il parle d'un « conflit entre l'idée de la nécessité historique et l'importance de l'activité individuelle » : les hommes publics se trompent, qui croient être une force agissante, — alors qu'on les « fait agir », qu'ils ne sont que « des marionnettes mues par les lois immanentes et mystérieuses de la nécessité historique ». Telle est, dit-il, la conclusion découlant de cette idée qu'il qualifie, pour cela, de « stérile » et de « diffuse ». Tous les lecteurs ne comprendront peut-être pas d'où M. Mikhaïlovski a tiré ces absurdités, ces marionnettes, etc. La vérité, c'est que l'un des chevaux de bataille de notre philosophe subjectif est l'idée du conflit entre le déterminisme et la morale, entre la nécessité historique et le rôle de la personnalité. Il a noirci là-dessus des monceaux de papier, laissant échapper quantité de sottises sentimentales et philistines pour résoudre ce conflit en faveur de la morale et du rôle de la personnalité. Il n'y a là en réalité aucun conflit : celui-ci a été inventé par M. Mikhaïlovski qui craint (non sans raison) que le déterminisme ne vienne priver de base cette morale petite-bourgeoise qui lui est si chère. L'idée de déterminisme qui établit la nécessité des actes humains et rejette la fable absurde du libre arbitre, n'abolit nullement ni la raison, ni la conscience de l'homme, ni le jugement de ses actes. Bien au contraire : seul le point de vue déterministe permet de porter un jugement rigoureusement juste, au lieu de tout rejeter sur le libre arbitre. De même l'idée de nécessité historique n'infirme en rien le rôle de la personnalité dans l'histoire : l'histoire tout entière est précisément formée d'actions de personnalités, qui sont sans nul doute des forces agissantes. La question qui se pose effectivement lorsqu'on juge l'activité publique d'un individu, est celle-ci : quelles conditions peuvent assurer le succès de cette activité ? où est la garantie que cette activité ne restera pas un acte isolé, noyé dans un océan d'actes contraires ? Là aussi se pose une question à laquelle social-démocrates et autres socialistes russes répondent différemment : comment l'activité visant à réaliser le régime socialiste doit-elle entraîner les masses pour pouvoir donner de sérieux résultats ? Il est évident que la réponse à cette question dépend directement de la conception que l'on a du groupement des forces sociales en Russie, de la lutte des classes, tous éléments dont se compose la réalité russe. Là encore M. Mikhaïlovski n'a fait que tourner autour de la question, sans essayer même de la poser avec précision et de la résoudre de quelque manière. La solution social-démocrate du problème part, comme on le sait, de ce point de vue que le système économique russe est une société bourgeoise ; que, pour en sortir, il n'y a qu'une issue, la seule qui découle nécessairement de la nature même du régime bourgeois, à savoir : la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Il est évident qu'une critique sérieuse aurait dû être dirigée ou bien contre cette opinion que notre régime est un régime bourgeois, ou bien contre la façon de concevoir la nature de ce régime et les lois de son développement. Mais M. Mikhaïlovski ne songe nullement à discuter de questions sérieuses. Il préfère s'en tirer avec des phrases creuses comme celle-ci : la nécessité est une parenthèse trop générale, etc. Evidemment, M. Mikhaïlovski, toute idée sera une parenthèse trop générale si vous commencez par en vider le contenu, comme on ferait d'un hareng saur, pour ensuite vous amuser avec la pelure ! Cette pelure qui recouvre les problèmes vraiment sérieux, d'actualité brûlante, est le sujet favori de M. Mikhaïlovski. Et c'est avec une fierté particulière qu'il souligne, par exemple, que le « matérialisme économique méconnaît ou éclaire faussement le problème des héros et de la foule », Voyez donc : la question de savoir comment est formée l'actualité russe, — de la lutte de quelles classes et sur quelle base, — est évidemment trop générale pour M. Mikhaïlovski ; aussi la passe-t-il sous silence. En revanche, la question de savoir quels rapports existent entre les héros et la foule — peu importe qu'il s'agisse d'une foule d'ouvriers, de paysans, de fabricants ou de gros propriétaires fonciers, — cette question l'intéresse au plus haut point. Ces questions sont peut-être « intéressantes », mais reprocher aux matérialistes d'orienter tous leurs efforts vers la solution de problèmes concernant directement la libération de la classe laborieuse, c'est se montrer amateur de science philistine, et rien de plus. Pour terminer sa « critique » (?) du matérialisme, M. Mikhaïlovski nous offre encore une tentative de fausser les faits, encore un subterfuge. Après avoir émis des doutes sur la justesse de l'opinion d'Engels que les économistes attirés²⁴ avaient fait le silence sur le *Capital* (doutes qu'il appuie par cet étrange argument qu'en Allemagne les universités sont nombreuses !), M. Mikhaïlovski dit : « Marx n'avait pas en vue précisément ce cercle de lecteurs (les ouvriers), il attendait quelque chose aussi des hommes de science. » C'est tout à fait faux, Marx comprenait parfaitement combien peu l'on pouvait compter sur l'impartialité et la critique scientifique des représentants bourgeois de la science. Et dans la postface à la deuxième édition du *Capital*, il s'exprime sur ce point d'une façon très nette. Voici ce qu'il dit :

« La meilleure récompense de mon travail, c'est que le *Capital* a été vite compris par les larges milieux de la classe ouvrière allemande. M. Meyer, qui dans les questions économiques s'en tient au point de vue bourgeois, a publié pendant la guerre franco-allemande une brochure où il exprime cette idée tout à fait juste, que le grand sens théorique [*der grosse theoretische Sinn*] considéré comme héréditaire chez les Allemands, s'est entièrement perdu dans les classes dites cultivées d'Allemagne ; par contre, il revit à nouveau dans la classe ouvrière de ce pays. »

Ce subterfuge concerne cette fois encore le matérialisme et est tout à fait dans le goût du premier échantillon. « La théorie [du matérialisme] n'a jamais été scientifiquement fondée et vérifiée. » Voilà la thèse. Et voici la

démonstration : « Certaines bonnes pages de contenu historique chez Engels, Kautsky et quelques autres (comme aussi dans l'ouvrage très apprécié de Bloss), pourraient se passer de l'étiquette de matérialisme économique, car [notez ce « car »] en fait [sic !] on y prend en considération la vie sociale dans son ensemble même quand la note économique domine dans cet accord. » Conclusion... : « Dans la science, le matérialisme économique ne s'est pas justifié. »

On connaît ça ! Pour démontrer l'inconsistance d'une théorie, M. Mikhaïlovski la dénature d'abord, en lui attribuant l'intention absurde de ne pas prendre en considération la vie sociale dans son ensemble, alors que tout au contraire les matérialistes (marxistes) ont été les premiers socialistes qui envisagèrent la nécessité d'analyser tous les aspects de la vie sociale, et non pas simplement son aspect économique. *[Cela apparaît très clairement dans le Capital et dans la tactique des social-démocrates, à l'opposé de la conception des anciens socialistes. Marx exigeait expressément que l'on ne s'en tînt pas au seul aspect économique. Esquissant le programme d'une revue dont on projetait la publication, Marx écrivait à Ruge, en 1843 : « Le principe socialiste, pris dans son ensemble, n'est également qu'un seul aspect... Nous devons aussi nous préoccuper de l'autre aspect, de l'existence théorique de l'homme ; par conséquent, faire de la religion, de la science, etc., l'objet de notre critique... De même que la religion est le sommaire des combats théoriques de l'humanité, de même l'Etat politique est le sommaire de ses combats pratiques. Ainsi, l'Etat politique exprime dans les limites de ses formes sub specie rei publicae (au point de vue politique) tous les combats, besoins et intérêts sociaux. Aussi, faire un objet de critique d'une question politique très spéciale, par exemple la différence entre le système des castes et le système représentatif, — n'est nullement descendre de la hauteur des principes. Car cette question exprime simplement en langage politique la différence entre la domination de l'homme et la domination de la propriété privée. Donc, le critique non seulement peut, mais doit toucher à ces questions politiques (qu'un enragé socialiste considère comme chose indigne) ».]* Puis il constate qu'« en fait » les matérialistes ont « bien » expliqué la vie sociale dans son ensemble par l'économie (fait qui visiblement confond l'auteur) ; finalement, il en arrive à la conclusion que le matérialisme « ne s'est pas justifié ». En revanche vos subterfuges, M. Mikhaïlovski, se sont justifiés pleinement !

C'est là tout ce que M. Mikhaïlovski avance pour « réfuter » le matérialisme. Il n'y a là, je le répète, aucune critique ; ce « est que bavardage vain et prétentieux. Demandez à n'importe qui : Quelles sont les objections élevées par M. Mikhaïlovski contre cette opinion que les rapports de production sont à la base de tous les autres ? Par quoi a-t-il réfuté la justesse de la notion — élaborée par Marx à l'aide de la méthode matérialiste — des formations sociales et du développement de ces formations selon un processus d'histoire naturelle ? Comment a-t-il prouvé que l'explication matérialiste de tels problèmes historiques, — ne serait-ce que celle fournie par les écrivains qu'il a nommés, — est fautive ? La réponse ne pourra être que celle-ci : Il n'a apporté aucune objection, n'a rien réfuté, n'a relevé aucune inexactitude. Il n'a fait que tourner autour du sujet, en cherchant à escamoter le fond de la question par des phrases, par des échappatoires futiles inventées pour la circonstance.

Il est difficile d'attendre quelque chose de sérieux d'un tel critique, lorsqu'il continue dans le n° 2 du *Rousskoïe Bogatstvo* à réfuter le marxisme. La seule différence est que sa faculté d'inventer des subterfuges s'est épuisée, et qu'il recourt à des subterfuges d'emprunt.

Pour commencer il péroré sur la « complexité » de la vie sociale : il n'est pas jusqu'au galvanisme qui ne soit rattaché au matérialisme économique, puisque les expériences de Galvani « ont fait impression » sur Hegel. Comme c'est spirituel ! On pourrait tout aussi bien établir des affinités entre M. Mikhaïlovski et l'empereur de Chine ! Que peut-on en déduire sinon que certaines gens trouvent du plaisir à dire des sottises ?!

« La nature du cours historique des choses, continue M. Mikhaïlovski, est en général insaisissable ; elle n'a pas été saisie non plus par la doctrine du matérialisme économique, encore que celle-ci repose, visiblement, sur deux piliers : sur la découverte de l'importance déterminante des formes de la production et de l'échange, et sur le « caractère absolu du processus dialectique. » Ainsi, les matérialistes s'appuient sur le « caractère absolu » du processus dialectique ! Autrement dit, ils basent leurs théories sociologiques sur les triades de Hegel. Nous voyons ici l'accusation banale que le marxisme accepte la dialectique hégélienne, accusation qui, semble-t-il, a été suffisamment ressassée par les critiques bourgeois de Marx. Incapables d'apporter quelque objection sur le fond même de la doctrine, ces messieurs se sont accrochés à la façon dont Marx s'exprimait, ils se sont attaqués à l'origine de la théorie, pensant par là en miner le fond même. Et M. Mikhaïlovski ne se gêne pas pour user de ces procédés. Un chapitre de l'*Anti-Dühring* d'Engels lui a servi de prétexte. Répondant à Dühring qui a attaqué la dialectique de Marx, Engels dit que Marx n'a jamais songé à « prouver » quoi que ce soit par les triades hégéliennes ; qu'il n'a fait qu'étudier et analyser le processus réel ; que, pour Marx, le seul critérium d'une théorie était sa conformité avec la réalité. Et s'il arrive parfois que le développement d'un phénomène social s'accorde

avec le schéma de Hegel : thèse, négation, négation de la négation, — il n'y a là rien d'étonnant puisque, d'une façon générale, la chose n'est pas rare dans la nature. Et Engels de citer des exemples empruntés à l'histoire naturelle (développement d'un grain de blé) et au domaine social, dans le genre de ceux-ci : il y a eu d'abord le communisme primitif, puis la propriété privée, et ensuite la socialisation capitaliste du travail ; ou bien : d'abord le matérialisme primitif, puis l'idéalisme, et enfin le matérialisme scientifique, etc. Il est évident pour tous que le centre de gravité dans l'argumentation d'Engels, c'est que les matérialistes doivent exposer avec exactitude et précision le véritable processus historique ; que l'insistance sur la dialectique, le choix des exemples prouvant l'exactitude de la triade, ne sont que des vestiges de l'hégélianisme d'où est sorti le socialisme scientifique, des vestiges de sa façon de s'exprimer. En effet, quand on déclare catégoriquement que « prouver » une chose à l'aide de triades est absurde, et que personne n'y a jamais songé, quelle signification peuvent avoir des exemples de processus « dialectiques » ? N'est-il pas évident que c'est là une allusion à l'origine de la doctrine, et rien de plus ? M. Mikhaïlovski s'en rend compte lui-même lorsqu'il dit qu'on ne doit pas blâmer une théorie pour son origine. Mais pour voir dans les développements d'Engels quelque chose de plus que l'origine de la théorie, il aurait évidemment fallu prouver que les matérialistes avaient résolu au moins un *problème* historique non sur la base de faits appropriés, mais au moyen des triades. M. Mikhaïlovski a-t-il essayé de le prouver ? Pas le moins du monde. Au contraire, il a été obligé de reconnaître que « Marx a tellement rempli de faits concrets le schéma dialectique vide qu'on peut l'enlever de ce contenu comme le couvercle d'un récipient, sans que rien soit changé » (nous parlerons plus loin de l'exception que fait ici M. Mikhaïlovski, en ce qui concerne l'avenir). S'il en est ainsi, pourquoi M. Mikhaïlovski s'occupe-t-il avec tant de zèle de ce couvercle qui ne change rien ? Pourquoi prétend-il que les matérialistes « s'appuient » sur l'inéluctabilité du processus dialectique ? Pourquoi, s'il lutte contre ce couvercle, déclare-t-il lutter contre un des « piliers » du socialisme scientifique, alors que c'est là une contre-vérité manifeste ?

Bien entendu, je n'irai pas examiner comment M. Mikhaïlovski analyse les exemples de triades, car, je le répète, cela n'a rien à voir avec le matérialisme scientifique, non plus qu'avec le marxisme russe. Mais il est intéressant de savoir : Quelles raisons avait tout de même M. Mikhaïlovski pour dénaturer ainsi l'attitude des marxistes envers la dialectique ? Il en avait deux : premièrement, M. Mikhaïlovski a entendu dire quelque chose, mais il n'y a rien compris ; deuxièmement, M. Mikhaïlovski a commis un nouveau subterfuge (ou plutôt il l'a emprunté à Dühring).

Ad 1. [Pour le premier point. N. du Trad.] En lisant les écrits marxistes, M. Mikhaïlovski s'est constamment heurté à la « méthode dialectique » dans la science sociale, à la « pensée dialectique », toujours dans la sphère des problèmes sociaux, — (la seule dont on s'occupe), etc. Dans la simplicité de son âme (encore si ce n'était que de la simplicité !), il s'est imaginé que cette méthode consistait à résoudre tous les problèmes sociologiques suivant les lois de la triade hégélienne. S'il avait accordé un petit peu plus d'attention à la chose, il se serait à coup sûr convaincu de l'absurdité de cette idée. Ce que Marx et Engels appelaient la méthode dialectique — par opposition à la méthode métaphysique — n'est ni plus ni moins que la méthode scientifique en sociologie, qui considère la société comme un organisme vivant, en perpétuel développement (et non comme quelque chose de mécaniquement lié et permettant ainsi toutes sortes de combinaisons arbitraires des divers éléments sociaux) ; organisme dont l'étude requiert une analyse objective des rapports de production constituant une formation sociale donnée, et une recherche des lois de son fonctionnement et de son développement. Nous tâcherons plus loin d'illustrer le rapport entre la méthode dialectique et la méthode métaphysique (à laquelle se rapporte, sans nul doute, la méthode subjective en sociologie), à l'aide d'exemples tirés des propres développements de M. Mikhaïlovski. Notons pour le moment que quiconque lira la définition et la description de la méthode dialectique soit chez Engels (dans sa polémique contre Dühring : *Socialisme utopique et socialisme scientifique*), soit chez Marx (diverses annotations au *Capital* et *Postface* de la deuxième édition ; *Misère de la philosophie*) verra qu'il n'est point question des triades de Hegel, et que tout y revient à considérer l'évolution sociale comme un processus naturel du développement des formations économiques sociales. Comme preuve, je citerai *in extenso* la description de la méthode dialectique donnée dans le *Vestnik Evropy* (le Messager de l'Europe)²⁵, année 1872, n° 5 (notice : «Le point de vue de la critique de l'économie politique de K. Marx »), et que Marx cite dans la *Postface* de la deuxième édition du *Capital*. Marx y dit que la méthode qu'il a employée dans le *Capital* a été mal comprise. « Les critiques allemands ont crié naturellement à la sophistique hégélienne. » Et afin d'illustrer plus clairement sa méthode, Marx en donne l'exposé dans la notice mentionnée :

« Un seul point importe à Marx, y est-il dit : découvrir la loi des phénomènes qu'il analyse... Ce qui lui importe surtout, c'est la loi du changement, de l'évolution de ces phénomènes, c'est-à-dire la transition d'une forme à une autre, d'un ordre de rapports sociaux à un autre... Aussi Marx ne se soucie-t-il que d'une chose : établir, par une recherche scientifique précise, la nécessité d'une organisation déterminée des conditions sociales, et constater, avec le maximum d'exactitude, les faits qui lui servent de point de départ et de point d'appui. Il lui suffit simplement, pour cela, de prouver, en même temps que la nécessité de l'ordre actuel, la

nécessité d'un ordre nouveau, qui doit inéluctablement naître du précédent, — que les hommes croient ou ne croient pas à cette nécessité, qu'ils en aient conscience ou non, peu importe. Marx considère l'évolution sociale comme un procès d'histoire naturelle régi par des lois qui ne dépendent pas de la volonté, ni de la conscience, ni des intentions des hommes, mais, au contraire, les déterminent. [Avis à MM. les subjectivistes qui dissocient l'évolution sociale de l'évolution de l'histoire naturelle, précisément parce que l'homme s'assigne des « buts » conscients et s'inspire d'idéals définis.] Si l'élément conscient joue dans l'histoire de la culture un rôle si subordonné, on conçoit que la critique qui a pour objet cette même culture, ne puisse s'appuyer à plus forte raison sur une forme ou un résultat quelconque de la conscience. En d'autres termes, son point de départ ne peut être l'idée, mais uniquement le phénomène extérieur objectif. La critique devra se borner à comparer, à confronter un fait, non pas avec l'idée, mais avec un autre fait. Ce qui lui importe, c'est que les deux faits soient étudiés avec toute la précision voulue, et qu'ils représentent, l'un par rapport à l'autre, des étapes différentes du développement ; et ce qui est nécessaire surtout, c'est une étude non moins précise des différents états, de leur succession, et de la liaison qui existe entre les divers degrés d'évolution. Marx n'admet précisément pas cette idée que les lois générales de la vie économique restent identiques, pour le passé comme pour le présent. Au contraire, chaque période historique possède ses lois propres. La vie économique est un phénomène analogue à celui que présente l'histoire de l'évolution dans les autres branches de la biologie. Les anciens économistes ne comprenaient pas la nature des lois économiques, quand ils les comparaient aux lois de la physique et de la chimie. Une analyse plus poussée montre que les organismes sociaux se distinguent entre eux aussi profondément que les organismes animaux ou végétaux. En s'assignant pour tâche d'étudier de ce point de vue l'organisation économique capitaliste, Marx formule, avec toute la rigueur scientifique, le but que doit poursuivre toute étude consciencieuse de la vie économique. La portée scientifique de cette étude, c'est d'expliquer les lois (historiques) particulières qui régissent l'apparition, l'existence, le développement et la mort d'un organisme social donné, et son remplacement par un autre plus élevé. »

Telle est la description de la méthode dialectique que Marx a tirée d'une foule de notices sur le *Capital*, publiées dans les journaux et revues, et qu'il a traduites en allemand parce que cette caractéristique de la méthode est — comme il le dit lui-même — parfaitement juste. La question se pose : y fait-on la moindre allusion aux triades, aux trichotomies, au caractère absolu du processus dialectique et autres absurdités auxquelles M. Mikhaïlovski fait la guerre d'une façon si chevaleresque ? Après cette description, Marx déclare nettement que sa méthode est « directement opposée » à la méthode de Hegel. Pour Hegel le développement de l'idée, conformément aux lois dialectiques de la triade, détermine le développement de la réalité. Bien entendu, on ne peut parler du rôle des triades et du caractère absolu du processus dialectique que dans ce sens. Pour moi, c'est le contraire, dit Marx : « l'idéal n'est que le reflet du matériel ». Ainsi donc tout se réduit à une « intelligence positive des choses existantes » et de leur développement nécessaire : il ne reste aux triades que le rôle du couvercle et de la pelure (« j'ai mis une certaine coquetterie à emprunter la langue de Hegel », déclare Marx dans cette même postface), auxquels seuls des philistins peuvent s'intéresser. On se demande maintenant : comment devons-nous juger d'un homme qui, désireux de critiquer un des « piliers » du matérialisme scientifique, c'est-à-dire la dialectique, s'est mis à parler de tout, même de grenouilles et de Napoléon, mais n'a rien dit de ce qu'est la dialectique, ni de la question de savoir si le développement de la société est vraiment un processus d'histoire naturelle ; si la conception matérialiste est juste, qui considère les formations économiques de la société comme des organismes sociaux particuliers ; si les méthodes d'analyse objective de ces formations sont exactes ; si vraiment les idées sociales ne déterminent pas le développement social, mais sont elles-mêmes déterminées par lui, etc. ? Peut-on admettre qu'il ne s'agisse là que d'un manque de compréhension ?

Ad 2. [Histoire critique de l'économie politique et du socialisme (3e éd., 1879, pp. 486-487). N. du Trad.] Après cette « critique » de la dialectique, M. Mikhaïlovski attribue à Marx ces méthodes de démonstration « au moyen » de la triade hégélienne et, bien entendu, il les combat victorieusement. « En ce qui concerne l'avenir, dit-il, les lois immanentes de la société sont établies d'une manière exclusivement dialectique. » (C'est là l'exception dont nous avons parlé plus haut.) Le raisonnement de Marx sur l'expropriation des expropriateurs, inévitable en vertu des lois du développement du capitalisme, porte « un caractère exclusivement dialectique ». L'« idéal » de Marx concernant la propriété commune de la terre et du capital « dans le sens de son inéluctabilité et de sa certitude, se place entièrement au bout de la chaîne hégélienne à trois anneaux ».

Cet argument est *pris entièrement* chez Dühring, qui s'en est servi dans sa *Kritische Geschichte der Nationalökonomie und des Sozialismus* (3-te Aufl., 1879. S. 486-487). Ce faisant, M. Mikhaïlovski ne dit pas un mot de Dühring. Mais peut-être est-il arrivé lui-même à cette idée de dénaturer Marx ?

Engels a donné une excellente réponse à Dühring, et comme il cite aussi la critique de Dühring, nous nous bornerons à cette réponse d'Engels, Le lecteur verra qu'elle s'applique entièrement à M. Mikhaïlovski.

« Cette esquisse historique [la genèse de ce qu'on appelle l'accumulation primitive du capital en Angleterre], dit Dühring, est encore ce qu'il y a relativement de meilleur dans le livre de Marx. Il en irait encore bien mieux si, en plus des béquilles savantes, elle ne s'appuyait encore sur les béquilles dialectiques. La négation de la négation de Hegel joue ici, faute de meilleurs et plus clairs arguments, le rôle de la sage-femme, qui fait sortir l'avenir des entrailles du passé. L'abolition de la propriété individuelle, qui s'est accomplie depuis le XVI^e siècle de la manière indiquée, est la première négation. Celle-ci sera suivie d'une seconde, caractérisée comme négation de la négation, et aussi comme restauration de la « propriété individuelle », mais sous une forme supérieure, fondée sur la possession collective du sol et des instruments de travail. Cette nouvelle « propriété individuelle » est aussi nommée par monsieur Marx « propriété commune » : ici se manifeste l'unité supérieure de Hegel, au sein de laquelle la contradiction est écartée [*aufgehoben* — terme spécial de Hegel], ce qui forme un jeu de mots et veut dire, à la fois surmontée et conservée.

«... L'expropriation des expropriateurs est donc pour ainsi dire le résultat automatique du développement de la réalité historique en ses aspects matériels extérieurs... Sur la foi des calembredaines hégéliennes comme la négation de la négation, un homme sensé se laisserait difficilement convaincre de la nécessité de la propriété commune du sol et du capital. La nébuleuse difformité des vues de Marx n'étonnera d'ailleurs pas ceux qui savent ce qu'on peut faire de ce matériel scientifique qu'est la dialectique de Hegel, ou plutôt ce qu'il en doit résulter d'extravagances. Remarquons expressément, pour les non-initiés, que chez Hegel la première négation joue le rôle du péché originel emprunté au catéchisme et la seconde, celui de l'unité supérieure qui conduit à la rédemption. Il est évident qu'on ne peut fonder la logique des faits sur ce subterfuge d'analogie emprunté à la religion... M. Marx reste tranquillement dans la nébuleuse vision de sa propriété à la fois individuelle et commune ; et il laisse à ses adeptes le soin de résoudre par eux-mêmes cette profonde énigme dialectique. » Ainsi parle M. Dühring.

« Ainsi, conclut Engels, Marx ne peut prouver la nécessité de la révolution sociale, de l'établissement d'une société fondée sur la propriété commune de la terre et des moyens de production créés par le travail, sans faire appel à la négation de la négation de Hegel ; en fondant sa théorie socialiste sur un subterfuge d'analogie emprunté à la religion, il arrive à ce résultat que dans la société future régnera une propriété à la fois individuelle et commune, comme unité supérieure hégélienne de la contradiction résolue. [*Que cette définition des conceptions de Dühring convienne entièrement à M. Mikhaïlovski, c'est ce que prouve encore le passage suivant de son article : « K. Marx devant le jugement de M. J. Joukovski ». Répondant à M. Joukovski qui voyait en Marx un défenseur de la propriété privée, M. Mikhaïlovski s'en réfère à ce schéma de Marx et l'explique de la manière suivante : « Dans son schéma, Marx a glissé deux tours de passe passe bien connus de la dialectique hégélienne : 1. Le schéma est bâti suivant la loi de la triade hégélienne : 2. la synthèse est basée sur l'identité des contraires : la propriété individuelle et la propriété commune. Donc le mot « individuel » a ici le sens particulier, purement conventionnel d'un élément du processus dialectique et l'on ne peut absolument rien fonder sur lui. » Ceci a été dit par un homme animé des meilleures intentions et qui défendait aux yeux du public russe le « sanguin » Marx, contre le bourgeois Joukovski. Et c'est avec ces meilleures intentions qu'il explique Marx comme si ce dernier basait sa conception du processus sur des « tours de passe-passe » ! M. Mikhaïlovski peut tirer de là une morale qui lui sera profitable, à savoir que, quelle que soit la chose que l'on entreprenne, les bonnes intentions à elles seules ne suffisent pas.]*

« Laissons de côté pour l'instant la négation de la négation et considérons cette « propriété à la fois individuelle et commune ». M. Dühring l'appelle « vision nébuleuse », et, si étonnant que cela paraisse, il a bien raison sous ce rapport. Mais le malheur est que ce n'est pas Marx qui se trouve dans cette « vision nébuleuse », mais encore une fois M. Dühring en personne... Corrigeant Marx d'après Hegel, il lui attribue l'unité supérieure de la propriété dont Marx n'a pas dit un mot.

« On lit dans Marx : « C'est la négation de la négation. Elle rétablit la propriété individuelle, mais sur la base des acquisitions de l'ère capitaliste : la coopération des travailleurs libres et leur propriété commune de la terre et des moyens de production créés par eux-mêmes. La transformation de la propriété privée de l'individu, fondée sur le travail personnel et morcelée, en propriété privée capitaliste, est évidemment un processus infiniment plus long, plus âpre et plus difficile que la transformation de la propriété privée capitaliste, qui repose déjà en fait sur un processus, social de production, en propriété sociale. » Voilà tout. L'état de choses créé par l'expropriation des expropriateurs est ainsi caractérisé comme le rétablissement de la propriété individuelle, mais « sur la base » de la propriété commune de la terre et des moyens de production créés par les travailleurs eux-mêmes. Pour celui qui comprend l'allemand [et le russe aussi, M. Mikhaïlovski, car la traduction est absolument fidèle], cela signifie que la propriété commune s'étend à la terre et aux autres moyens de production, et la propriété individuelle aux produits, c'est-à-dire aux objets de consommation. Et pour que la chose soit compréhensible même à des enfants de six ans, Marx suppose, page 56, une « association d'hommes libres, qui travaillent avec des moyens communs de production et dépensent consciemment leurs ... forces individuelles de travail comme une force de travail sociale », autrement dit une association organisée sur le plan socialiste, et il dit : « L'ensemble du produit de l'association est un produit social. Une partie de ce produit sert à nouveau de moyens de production. Elle reste sociale. » Mais l'autre partie est consommée comme moyen d'existence par les membres de l'association. « Aussi doit-elle être répartie entre eux. » Voilà qui doit pourtant être assez clair même pour M. Dühring.

« La propriété à la fois individuelle et commune, cette représentation confuse, cette extravagance qui résulte de la dialectique de Hegel, cette vision nébuleuse, cette profonde énigme dialectique, que Marx laisse à ses adeptes le soin de résoudre, c'est là encore une libre création et imagination de M. Dühring²⁶ ... »

« Quel rôle, poursuit Engels, joue donc chez Marx la négation de la négation ? » Pages 791 et suivantes il résume le résultat final des recherches économiques et historiques des cinquante pages qui précèdent sur ce qu'il appelle l'accumulation primitive du capital. Avant l'ère capitaliste, c'était la petite industrie, du moins en Angleterre, le travailleur ayant la propriété individuelle de ses moyens de production. Ce que l'on appelle l'accumulation primitive du capital consiste, ici, dans l'expropriation de ces producteurs immédiats, c'est-à-dire en la suppression de la propriété privée reposant sur le travail personnel. Cette suppression devient possible parce que la petite industrie dont nous avons parlé n'est compatible qu'avec une production et une société étroitement limitées par les conditions naturelles, et parce qu'à un certain degré de développement elle crée elle-même les conditions matérielles de sa propre suppression. Cette suppression, la transformation des moyens de production individuels et morcelés en moyens de production socialement concentrés, constitue l'histoire primitive du capital. Dès que les travailleurs sont changés en prolétaires, et leurs conditions de travail en capital ; dès que le mode de production capitaliste s'est mis sur ses pieds, la socialisation du travail qui se poursuit et la transformation de la terre et des autres moyens de production (en capital) et donc l'expropriation des propriétaires privés revêtent une forme nouvelle. « Ce qui reste alors à exproprier, ce n'est plus le travailleur exploitant par lui-même, c'est le capitaliste qui exploite de nombreux travailleurs. Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste même, par la concentration des capitaux. Un capitaliste tue les autres. Parallèlement à cette concentration, ou à l'expropriation de nombreux capitalistes par quelques-uns, on voit se développer la forme coopérative du processus du travail dans des proportions sans cesse accrues, l'application consciente de la science à la technologie, l'exploitation commune et méthodique du sol, la transformation des instruments de travail en instruments qu'on ne peut utiliser qu'en commun, et l'économie de tous les moyens de production utilisés comme moyens de production communs d'un travail social combiné. Tandis que diminue sans cesse le nombre des magnats du capital, qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, on voit croître la misère, l'oppression, la servitude, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la révolte de la classe ouvrière toujours plus nombreuse, instruite, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le capital devient une entrave pour le mode de production qui s'est épanoui avec lui et sous son égide. La concentration des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un degré où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. Celle-ci est déchirée. L'heure de la propriété capitaliste sonne. Les expropriateurs sont expropriés. »

« Et maintenant je demande au lecteur : où sont donc les savantes fioritures et arabesques dialectiques, où la confusion d'idées qui ramène toutes les distinctions à zéro, où les miracles dialectiques à l'intention des fidèles, où les dialectiques mystères et les contorsions conformes à la doctrine hégélienne du logos sans laquelle, selon M. Dühring, Marx n'aurait pu mener à bien son exposé ? Marx prouve simplement en s'aidant de l'histoire ; il résume ici brièvement ce qui suit : de même que naguère la petite industrie engendra par son propre développement les conditions de sa destruction ... de même aujourd'hui le mode de production capitaliste a lui-même engendré les conditions matérielles qui doivent le faire périr. C'est là un processus historique, et s'il est en même temps un processus dialectique, ce n'est pas la faute de Marx, si fatal que cela puisse paraître à M. Dühring.

« C'est seulement après en avoir fini avec sa démonstration historique et économique, que Marx continue : « Le mode de production et d'appropriation capitaliste, et donc la propriété privée capitaliste, est la première négation de la propriété individuelle fondée sur le travail personnel. La négation de la production capitaliste est engendrée par elle-même avec la nécessité d'un processus d'histoire naturelle. C'est la négation de la négation », etc. (comme cité plus haut).

« Ainsi, quand Marx appelle ce processus négation de la négation, l'idée ne lui vient pas d'y voir du même coup une preuve de sa nécessité historique. Bien au contraire : quand il a prouvé par l'histoire que ce processus s'est réellement produit en partie, et en partie doit se produire, c'est alors seulement qu'il le désigne comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée. Et c'est tout. Ainsi donc, M. Dühring attribue de nouveau à Marx ce que ce dernier n'a jamais dit, lorsqu'il prétend que la négation de la négation doit jouer ici le rôle de la sage-femme qui fait sortir l'avenir des entrailles du passé, ou que Marx exige que sur la foi de la loi de la négation de la négation²⁷ l'on se convainque de la nécessité de la possession commune du sol et du capital. » (P. 125.)

Le lecteur voit que cette admirable riposte d'Engels à Dühring se rapporte également en entier à M. Mikhaïlovski qui affirme, lui aussi, que l'avenir chez Marx se place uniquement au bout de la chaîne hégélienne et que la conviction de son inéluctabilité ne peut être fondée que sur la foi. *[Il ne paraît pas superflu de noter à ce propos que toute cette explication, Engels la donne dans le chapitre où il parle du grain d'orge, de la doctrine de Rousseau et d'autres exemples du processus dialectique. La seule confrontation de ces exemples avec les déclarations si nettes et si catégoriques d'Engels (et de Marx, à qui le manuscrit de cet ouvrage avait été lu*

préalablement) qu'il ne saurait être question de prouver quoi que ce soit par les triades, ou de faire intervenir dans la représentation du processus réel les « éléments conventionnels » de ces triades, — cette confrontation suffit amplement, semble-t-il, pour comprendre l'absurdité qu'il y a d'accuser le marxisme de dialectique hégélienne.]

Toute la différence entre Dühring et M. Mikhaïlovski se ramène aux deux points peu importants que voici : premièrement, Dühring, bien qu'il ne puisse parler de Marx sans avoir l'écume à la bouche, n'en a pas moins jugé nécessaire, au paragraphe suivant de son *Histoire*, de rappeler que Marx repousse catégoriquement dans sa *Postface* l'accusation d'hégélianisme. M. Mikhaïlovski, lui, ne dit pas un mot de l'exposé (cité plus haut) absolument clair et net que Marx fait de ce qu'il entend par méthode dialectique.

Deuxièmement. L'autre originalité de M. Mikhaïlovski, c'est qu'il a porté toute son attention sur l'emploi des temps. Pourquoi, en parlant de l'avenir, Marx emploie-t-il le présent ? demande notre philosophe avec un air de triomphe. Vous pouvez vous renseigner là-dessus dans n'importe quelle grammaire, très honorable critique : on vous dira que le présent s'emploie au lieu du futur, quand ce futur apparaît comme inévitable et certain. Mais pourquoi cela, pourquoi est-il certain ? s'inquiète M. Mikhaïlovski, en jouant une forte agitation de nature à justifier même un subterfuge. A cela aussi, Marx a fait une réponse très précise. On peut l'estimer insuffisante ou inexacte ; mais alors il faut montrer *en quoi précisément et pourquoi précisément* elle est inexacte, au lieu de débiter des sottises sur l'hégélianisme.

Il fut un temps où M. Mikhaïlovski non seulement savait lui-même en quoi consistait cette réponse, mais encore l'enseignait aux autres. M. Joukovski, écrivait-il en 1877, pouvait à juste titre considérer comme problématique la construction de Marx à propos de l'avenir, mais il « n'avait moralement pas le droit » d'éluder le problème de la socialisation du travail, « auquel Marx attache une importance considérable ». Naturellement ! En 1877, Joukovski n'avait moralement pas le droit d'éluder la question, mais en 1894, M. Mikhaïlovski a ce droit ! Peut-être *quod licet Jovi, non licet bovi* ?! [Ce qui est permis à Jupiter n'est pas permis au bœuf. N. du Trad.]

Je ne puis m'empêcher de rappeler ici un exemple curieux de la conception de cette socialisation, exprimée jadis par les *Otétchestvennyé Zapiski*²⁸. Dans le n° 7 de 1883, était insérée une *Lettre à la rédaction* d'un certain M. Postoronny²⁹, qui, tout comme M. Mikhaïlovski, considérait la « construction » de Marx sur l'avenir comme problématique. « Au fond, raisonne ce monsieur, la forme sociale du travail sous la domination du capital, se réduit à ceci : quelques centaines ou milliers d'ouvriers affluent, frappent, tourment, ajustent, chargent, tirent et accomplissent encore une quantité d'autres opérations dans un même local. Le caractère commun de ce régime est admirablement exprimé par le dicton : « Chacun pour soi et Dieu pour tous ». Que vient faire ici la forme sociale du travail ? »

On voit tout de suite que cet homme a compris de quoi il retourne ! « La forme sociale du travail » « se réduit » au « travail dans un même local » !! Et après des idées aussi saugrenues, énoncées avec cela dans l'une des meilleures revues russes, on veut nous assurer que la partie théorique du *Capital* est chose universellement admise par la science. Oui, dans son incapacité de présenter une objection un peu sérieuse au *Capital*, la « science universellement admise » s'est mise à lui tirer des coups de chapeau ; en même temps elle continuait à montrer la plus élémentaire ignorance et à répéter les vieilles fadaïses de l'économie scolaire. Arrêtons-nous un peu sur ce point pour montrer à M. Mikhaïlovski ce qui fait le fond du problème et qu'il a, selon son habitude, complètement laissé de côté.

La socialisation du travail par la production capitaliste, ce n'est pas du tout que des hommes travaillent dans un même local (ce n'est là qu'une parcelle du processus) ; mais que la concentration des capitaux est accompagnée d'une spécialisation du travail social, d'une réduction du nombre des capitalistes dans chaque industrie donnée et d'une augmentation du nombre d'industries distinctes ; que de nombreux processus fragmentaires de fabrication se fondent en un seul processus social de production. Lorsque, par exemple, à l'époque du tissage artisanal, les petits producteurs filaient eux-mêmes leur fil et tissaient des étoffes, nous avons un petit nombre d'industries (le filage et le tissage étaient confondus). Mais quand la production est socialisée par le capitalisme, le nombre d'industries distinctes augmente : d'un côté la filature de coton, de l'autre le tissage ; cette spécialisation et cette concentration de la fabrication appellent à leur tour de nouvelles industries : fabrication des machines, extraction de la houille, etc. Dans chaque industrie aujourd'hui plus spécialisée, le nombre des capitalistes diminue sans cesse. C'est dire que la liaison sociale entre les producteurs se renforce de plus en plus, que les producteurs se ramassent en un tout. Les petits producteurs isolés effectuaient chacun plusieurs opérations ; pour cette raison ils étaient relativement indépendants les uns des autres : si, par exemple, l'artisan semait lui-même le lin, filait et tissait lui-même, il était presque indépendant des autres. C'est ce régime de petits producteurs de marchandises

isolés (et lui seul) qui justifiait le dicton : « Chacun pour soi et Dieu pour tous », c'est-à-dire l'anarchie des fluctuations du marché. Il en va tout autrement avec la socialisation du travail obtenue du fait du capitalisme. Le fabricant qui produit des tissus, dépend du fabricant qui file le coton ; ce dernier, du capitaliste planteur qui a semé le coton, du propriétaire de l'usine de constructions mécaniques, du propriétaire de la mine de houille, etc., etc. Finalement il en résulte qu'aucun capitaliste ne peut se passer des autres. Il est clair que le dicton : « chacun pour soi » n'est plus applicable du tout à un pareil régime : ici chacun travaille pour tous et tous travaillent pour chacun (et il ne reste plus de place pour Dieu, ni comme fantaisie céleste, ni comme « veau d'or » terrestre). Le caractère du régime change complètement. Si du temps des petites entreprises morcelées, le travail s'arrêtait dans l'une d'elles, l'arrêt ne se répercutait que sur un petit nombre de membres de la société, ne provoquait pas de confusion générale et, pour cette raison, n'attirait pas l'attention générale, ne suscitait pas l'intervention de la société. Mais si un arrêt de ce genre se produit dans une grande entreprise consacrée à une industrie très fortement spécialisée et travaillant par conséquent pour toute la société ou à peu près, et dépendant à son tour de la société entière (j'envisage, pour simplifier, le cas où la socialisation a atteint son point culminant), alors le travail doit s'arrêter dans toutes les autres entreprises de la société, puisqu'elles ne peuvent recevoir les produits nécessaires que de cette entreprise seule, — puisqu'elles ne peuvent réaliser toutes leurs marchandises que si elles disposent des marchandises de cette entreprise-là. Ainsi, toutes les fabrications se fondent en un seul processus social de production, cependant que chacune d'elles est dirigée par un capitaliste, dépend de son bon vouloir et lui livre le produit social à titre de propriété privée. N'est-il pas évident que la forme de la production entre en contradiction insoluble avec la forme de l'appropriation ? N'est-il pas évident que cette dernière doit forcément s'adapter à la première, devenir également sociale, c'est-à-dire socialiste ? Et le spirituel philistin des *Otetchestvennyé Zapiski* réduit tout au travail dans un même local. En vérité, c'est bien ce qui s'appelle se mettre le doigt dans l'œil ! (Je n'ai décrit que le seul processus matériel, le seul changement des rapports de production, sans toucher au côté social du processus, à la réunion, au groupement et à l'organisation des ouvriers, car c'est là un phénomène dérivé, secondaire.)

S'il faut expliquer aux « démocrates » russes des choses aussi élémentaires, la cause en est qu'ils sont embourbés jusqu'aux oreilles dans les idées petites-bourgeoises, au point qu'ils ne sont absolument pas en état de se représenter un régime autre que le régime petit-bourgeois.

Revenons pourtant à M. Mikhaïlovski. Qu'a-t-il objecté aux faits et arguments sur lesquels Marx fondait sa conclusion sur l'inéluclabilité du régime socialiste, en vertu des lois mêmes du développement du capitalisme ? A-t-il montré qu'en réalité, avec l'organisation marchande de l'économie sociale, il n'y avait pas d'accroissement de la spécialisation du processus social du travail, pas de concentration des capitaux et des entreprises, pas de socialisation de tout le processus du travail ? Non, il n'a rien apporté pour réfuter ces faits. A-t-il ébranlé la thèse que l'anarchie est inhérente à la société capitaliste, que cette anarchie est incompatible avec la socialisation du travail ? Il n'a rien dit de tout cela. A-t-il essayé de démontrer que la réunion du processus de travail de tous les capitalistes en un seul processus de travail social pouvait s'accommoder de la propriété privée ? qu'il est à cette contradiction une issue possible et imaginable, autre que celle indiquée par Marx ? Non, il n'a pas dit un mot de tout cela.

Sur quoi donc repose sa critique ? Sur des subterfuges, des altérations et un torrent de phrases, qui ne sont que de vains hochets.

En effet. Peut-on appeler autrement les procédés d'un critique qui, après avoir accumulé au préalable quantité de sottises sur les enjambées triplement consécutives de l'histoire, pose à Marx d'un air sérieux cette question : « Et après ? » C'est-à-dire : comment évoluera l'histoire au delà du stade final du processus qu'il a esquissé ? Voyez donc : Marx, dès le début de son activité littéraire et révolutionnaire, a exposé avec une parfaite netteté ce qu'il exige de la théorie sociologique : elle doit représenter exactement le processus réel, et rien de plus (voir par exemple le *Manifeste communiste* sur le critérium de la théorie des communistes³⁰). Dans son *Capital*, il s'en est tenu rigoureusement à ce principe : s'étant assigné pour tâche l'analyse scientifique de la formation sociale capitaliste, il a mis un point quand il a eu prouvé que l'évolution de l'organisation, qui s'opère effectivement sous nos yeux, manifestait une tendance déterminée, à savoir : qu'elle devait inévitablement périr et se transformer en une organisation nouvelle, supérieure. Et M. Mikhaïlovski, laissant de côté tout le fond de la doctrine de Marx, pose cette question infiniment sottise : « Et après ? » Et d'un air profond il ajoute : « Je dois avouer franchement que je ne me représente pas très bien la réponse d'Engels. » En revanche, nous devons avouer franchement, M. Mikhaïlovski, que nous nous représentons très bien l'esprit et les procédés d'une pareille « critique » !

Ou bien encore ce raisonnement : « Au moyen âge, la propriété individuelle de Marx, basée sur le travail personnel, n'était pas un facteur unique, ni dominant, même en ce qui concerne les rapports économiques. Il y

avait bien autre chose à côté, sur quoi, cependant la méthode dialectique, dans l'interprétation de Marx (peut-être dans l'altération de M. Mikhaïlovski ?), ne propose pas de revenir ... Visiblement, tous ces schémas n'offrent pas l'image de la réalité historique, ni même de ses proportions seules ; ils satisfont simplement le penchant de l'esprit humain à concevoir tout objet dans ses états passé, présent et futur. » Même vos façons d'altérer la vérité, M. Mikhaïlovski, sont uniformes jusqu'à l'écœurement ! D'abord M. Mikhaïlovski a glissé dans le schéma de Marx — qui entend définir le processus réel du développement du capitalisme [*Si les autres traits du régime économique du moyen âge ont été laissés de côté, c'est qu'ils appartenaient à la formation sociale féodale, tandis que Marx n'étudie que la formation capitaliste. Sous sa forme pure, le processus de développement du capitalisme a effectivement commencé (par exemple en Angleterre) par le régime de petits producteurs de marchandises disséminés, et par leur propriété individuelle, fruit de leur travail.*] et rien d'autre — l'intention de prouver quelque chose par les triades ; ensuite, il constate que le schéma de Marx ne répond pas à ce plan, — que lui a attribué M. Mikhaïlovski (le troisième stade ne rétablit qu'un *seul* côté du premier et laisse tomber tous les autres), — et conclut le plus cavalièrement du Monde que « le schéma, visiblement, n'offre pas l'image de la réalité historique » !

Peut-on concevoir une polémique sérieuse avec un homme incapable (pour employer l'expression d'Engels à propos de Dühring), même à titre d'exception, de citer fidèlement ? Y a-t-il lieu d'objecter quand on assure le public que le schéma, « visiblement », ne répond pas à la réalité, et cela sans avoir tenté même de montrer en quoi que se soit son inexactitude ?

Au lieu de critiquer le contenu réel des vues marxistes, M. Mikhaïlovski exerce son esprit sur les catégories du passé, du présent et du futur. Engels, par exemple, émettant des objections aux « vérités éternelles » de M. Dühring, dit : « Quelle morale nous prêche-t-on aujourd'hui ? C'est d'abord la morale chrétienne-féodale ... A côté figure la morale bourgeoise moderne et à côté de celle-ci, la morale prolétarienne de l'avenir, de sorte que le passé, le présent et l'avenir ... fournissent, en fait de théories de la morale³¹, trois grands groupes, qui jouent simultanément et parallèlement. »

M. Mikhaïlovski raisonne à ce propos : « Je pense qu'à la base de toutes les triples divisions de l'histoire, en périodes, se trouvent précisément les catégories du passé, du présent et de l'avenir ». Quelle profondeur de pensée ! Mais qui donc ignore qu'à considérer n'importe quel phénomène social dans le processus de son développement, on y trouve toujours des vestiges du passé, des fondements du présent et des germes de l'avenir ? Mais est-ce que Engels, par exemple, pensait affirmer que l'histoire de la morale (il ne parlait que du « présent ») se réduisait aux trois moments indiqués ? que la morale féodale n'avait pas été précédée, par exemple, par la morale d'esclavage, et celle-ci par la morale de la communauté communiste primitive ? Au lieu de critiquer sérieusement la tentative faite par Engels pour voir clair dans les courants contemporains des idées morales en les expliquant du point de vue matérialiste, M. Mikhaïlovski nous offre la plus vide des phraséologies !

A propos de ces procédés d'une « critique » qui, chez M. Mikhaïlovski, commence par cette déclaration qu'il ignore dans quel ouvrage est exposée la conception matérialiste de l'histoire, il ne sera peut-être pas inutile de rappeler qu'il fut un temps où l'auteur connaissait un de ces ouvrages et savait mieux l'apprécier. En 1877, M. Mikhaïlovski portait ce jugement sur le *Capital* : « Si on enlève au *Capital* son lourd, grossier et inutile couvercle de dialectique hégélienne (Qu'est-ce que cette bizarrerie ? D'où vient qu'en 1877 la « dialectique hégélienne » était « inutile », et en 1894 le matérialisme s'appuie sur le « caractère absolu du processus dialectique »?), alors, indépendamment des autres mérites de cet ouvrage, nous y verrons une documentation admirablement étudiée pour résoudre la question générale du rapport des formes aux conditions matérielles de leur existence, et une excellente façon de poser cette question dans un certain domaine. » « Le rapport des formes aux conditions matérielles de leur existence », n'est-ce pas la question du rapport entre les différents côtés de la vie sociale, de la superstructure des rapports sociaux idéologiques aux rapports matériels, dont la doctrine du matérialisme donne une solution ? Poursuivons.

« A proprement parler, *tout le Capital* [c'est moi qui souligne] est consacré à l'étude du fait qu'une forme sociale, une fois apparue, se développe sans cesse, accentue ses traits typiques en se subordonnant, en s'assimilant les découvertes, les inventions, les perfectionnements des modes de production, les nouveaux débouchés, la science même, en les obligeant à travailler pour elle ; consacré enfin à l'étude du fait que cette forme donnée est incapable de supporter de nouveaux changements dans les conditions matérielles. »

Quelle chose étrange ! En 1877, *tout le Capital* était consacré à l'étude matérialiste d'une forme sociale donnée (qu'est-ce donc que le matérialisme, sinon l'explication des formes sociales par les conditions matérielles ?). Et en 1894 on ne sait même plus où, dans quel ouvrage, chercher l'exposé de ce matérialisme !

En 1877, le *Capital* contenait l'« étude » du fait que « cette forme donnée [c'est-à-dire capitaliste, n'est-il pas vrai ?] est incapable de supporter [remarquez-le bien !] de nouveaux changements dans les conditions matérielles ». Et en 1894 il se trouve qu'il n'y a plus aucune étude ; quant à cette conviction que la forme capitaliste est incapable de supporter le développement continu des forces productrices, elle repose « exclusivement sur la fin de la triade de Hegel » ! En 1877, M. Mikhaïlovski écrivait que « l'analyse du rapport d'une forme sociale donnée aux conditions matérielles de son existence restera *pour toujours* [souligné par moi] un monument de la puissance de logique et de la prodigieuse érudition de l'auteur ». Et en 1894 il déclare que la doctrine du matérialisme n'a jamais, ni nulle part, été vérifiée et fondée scientifiquement !

Quelle chose étrange ! Qu'est-ce que cela signifie, en vérité ? Qu'est-il arrivé ?

Il est arrivé deux choses : premièrement, le socialisme *russe*, le socialisme paysan d'après 1870, « boudant » la liberté pour son caractère bourgeois, combattant « les libéraux au front serein », qui faisaient tout pour masquer les antagonismes de la vie russe, rêvant d'une révolution paysanne, — s'est complètement décomposé ; il a donné naissance à ce vulgaire libéralisme petit-bourgeois, qui voit des « impressions réconfortantes » dans les tendances progressives de l'économie paysanne, oubliant que ces tendances sont accompagnées (et conditionnées) par une expropriation en masse des paysans. Deuxièmement, en 1877, M. Mikhaïlovski était tellement entraîné par son dessein de défendre le « sanguin » (c'est-à-dire le socialiste et le révolutionnaire) Marx contre les critiques libéraux, qu'il n'a pas remarqué l'incompatibilité de la méthode de Marx avec sa propre méthode. Mais voilà que Engels, dans ses articles et dans ses livres, voilà que les social-démocrates russes (chez Plékhanov, on rencontre fréquemment des remarques très justes à l'adresse de M. Mikhaïlovski) viennent l'éclairer sur cette contradiction inconciliable entre le matérialisme dialectique et sa propre sociologie subjective. Et M. Mikhaïlovski, au lieu de se remettre sérieusement à l'étude de la question, a tout simplement pris le mors aux dents. Au lieu d'applaudir Marx (comme en 1872 et 1877), il aboie maintenant après lui, en s'abritant derrière des louanges suspectes, mène grand bruit et fait dépense de salive contre les marxistes russes qui ne veulent pas se contenter de « la protection de l'économiquement plus faible », des dépôts de marchandises et des améliorations apportés dans les campagnes, des musées et des ateliers pour les artisans, et autres progrès petits-bourgeois bien intentionnés, mais entendent rester des « sanguins » partisans de la révolution sociale, et enseigner, diriger, organiser les éléments sociaux véritablement révolutionnaires.

Après cette légère digression dans le domaine d'un passé lointain, on peut, je crois, terminer l'analyse de la « critique » de la théorie de Marx par M. Mikhaïlovski. Essayons donc de faire le bilan, de résumer les « arguments » du critique.

La doctrine qu'il s'est mis en tête de démolir, s'appuie 1° sur une conception matérialiste de l'histoire et 2° sur la méthode dialectique.

En ce qui concerne la première, le critique a déclaré d'abord ne pas savoir dans quel ouvrage le matérialisme était exposé. N'ayant trouvé nulle part cet exposé, il a entrepris d'inventer lui-même une définition du matérialisme. Pour donner une idée des prétentions exagérées de ce matérialisme, il a inventé que les matérialistes prétendaient avoir expliqué tout le passé, le présent et l'avenir de l'humanité. Et lorsque plus tard, après confrontation avec la déclaration authentique des marxistes, il s'avéra qu'une seule formation sociale était regardée comme expliquée, — le critique décida que les matérialistes rétrécissaient le champ d'action du matérialisme, et qu'ainsi ils se battaient eux-mêmes. Pour donner une idée de la méthode d'élaboration de ce matérialisme, il a inventé que les matérialistes auraient eux-mêmes reconnu avoir des connaissances trop faibles pour élaborer le socialisme scientifique : en réalité Marx et Engels ont reconnu la faiblesse de leurs connaissances (en 1845-1846) touchant l'histoire économique en général, et ils n'ont jamais publié l'ouvrage prouvant la faiblesse de leurs connaissances. Après un tel prélude, on nous gratifie enfin d'une critique : le *Capital* a été démoli pour la raison qu'il ne se rapporte qu'à une seule période — tandis que le critique a besoin de toutes les périodes, — et parce qu'il n'affirme pas le matérialisme économique, mais ne fait simplement que l'effleurer. Arguments d'un poids et d'un sérieux si évidents, qu'il a bien fallu reconnaître que le matérialisme n'avait jamais été scientifiquement fondé. Ensuite on a cité contre le matérialisme ce fait qu'un homme absolument étranger à cette doctrine, et qui étudiait les temps préhistoriques dans un tout autre pays, est arrivé à des conclusions matérialistes. Pour montrer ensuite que la procréation a été absolument à tort mêlée au matérialisme, que ce n'est là qu'un subterfuge verbal, le critique entreprend de démontrer que les rapports économiques se superposent aux rapports sexuels et familiaux. Les indications que le critique sérieux fournit à ce propos pour la gouverne des matérialistes, nous ont enrichis de cette vérité profonde que l'héritage est impossible sans la procréation ; qu'au produit de cette procréation « s'annexe » une mentalité compliquée, et que les enfants sont élevés dans l'esprit des pères. Concurrément nous avons appris que les liens nationaux continuaient et généralisaient les liens de clans.

Poursuivant ses recherches théoriques sur le matérialisme, le critique a remarqué que le contenu de nombreux arguments des marxistes était que l'oppression et l'exploitation des masses sont « nécessaires » sous le régime bourgeois, et que ce régime doit « nécessairement » se transformer en régime socialiste. Là-dessus il s'empresse de déclarer que la nécessité est une parenthèse trop générale (à moins qu'on ne dise exactement ce que les gens tiennent pour nécessaire) et que, par conséquent, les marxistes sont des mystiques et des métaphysiciens. Le critique déclare également que la polémique de Marx contre les idéalistes est « unilatérale », mais il ne souffle mot sur l'attitude que ces idéalistes observent envers la méthode subjective, ni sur l'attitude du matérialisme dialectique de Marx à leur égard.

En ce qui concerne le deuxième pilier du marxisme, la méthode dialectique, — il a suffi d'une seule poussée du courageux critique pour abattre ce pilier. Poussée fort bien dirigée : le critique s'est dépensé et multiplié en efforts inouïs pour réfuter la possibilité de démontrer quoi que ce soit par le moyen des triades ; cependant, il s'est gardé de dire que la méthode dialectique ne consistait pas du tout dans les triades, mais dans la négation des méthodes de l'idéalisme et du subjectivisme en sociologie. Une autre poussée a été spécialement dirigée contre Marx : avec l'aide du valeureux M. Dühring, le critique attribue à Marx une absurdité invraisemblable : celle d'avoir voulu démontrer à l'aide de triades la perte inévitable du capitalisme, absurdité que notre critique a victorieusement combattue.

Voilà l'épopée des brillantes « victoires » de « notre sociologue bien connu » ! Combien « instructive » (Bouréine) est la contemplation de ces victoires, n'est-il pas vrai ? Impossible de ne pas parler ici d'une autre circonstance, qui n'a pas un rapport direct avec la critique de la doctrine de Marx, mais qui est extrêmement caractéristique pour comprendre les idéaux du critique et sa conception de la réalité. C'est son attitude envers le mouvement ouvrier d'Occident.

Nous avons reproduit plus haut la déclaration de M. Mikhaïlovski disant que le matérialisme ne s'était pas vérifié dans la « science » (peut-être dans la science des « amis du peuple » allemands ?), mais ce matérialisme, raisonne M. Mikhaïlovski, « se répand vraiment très vite dans la classe ouvrière ». Et comment M. Mikhaïlovski explique-t-il ce fait ? « En ce qui concerne le succès en étendue dont jouit le matérialisme économique, déclare-t-il, en ce qui concerne sa diffusion sous une forme qui n'a pas été vérifiée d'une façon critique, le centre de gravité de ce succès n'est pas dans la science, mais dans la pratique quotidienne établie par les perspectives d'avenir. » Quel autre sens peut avoir cette phrase mal venue sur la pratique « établie » par les perspectives d'avenir, sinon que le matérialisme s'étend, non parce qu'il explique exactement la réalité, mais parce qu'il se détourne de cette réalité au profit des perspectives ? Il est dit plus loin : « Ces perspectives n'exigent de la classe ouvrière allemande qui se les assimile — pas plus que de ceux qui prennent vivement part à son sort, — ni connaissances, ni travail critique de la pensée. Elles ne demandent que de la foi. » En d'autres termes, la diffusion du matérialisme et du socialisme scientifique en étendue vient de ce que cette doctrine promet aux ouvriers un avenir meilleur ! Mais il suffit de la connaissance la plus élémentaire de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier d'Occident, pour voir toute l'absurdité et la fausseté de cette explication. Chacun sait que le socialisme scientifique n'a en somme jamais tracé de perspectives d'avenir : il s'est borné à faire l'analyse du régime bourgeois contemporain, à étudier les tendances de l'évolution de l'organisation sociale capitaliste, et c'est tout.

« Nous ne disons pas au monde, — écrivait Marx dès 1843, et il a rempli exactement ce programme, — nous ne lui disons pas : « Abandonne les luttes, elles sont stupides » ; nous lui donnons le vrai mot d'ordre de lutte. Nous lui montrons seulement pour quoi il lutte en somme ; or la conscience est une chose que le monde *doit* acquérir, qu'il le veuille ou non.³² »

Chacun sait, par exemple, que le *Capital* — ce principal et fondamental ouvrage faisant l'exposé du socialisme scientifique — se limite aux allusions les plus générales quant à l'avenir, et n'examine que les éléments existants aujourd'hui et d'où se dégage le régime futur. Chacun sait que pour ce qui est des perspectives d'avenir, les anciens socialistes en ont donné infiniment plus, eux qui dépeignaient la société future dans tous les détails, désireux qu'ils étaient d'entraîner l'humanité par l'image d'un régime où les hommes n'ont plus besoin de lutter, où leurs rapports sociaux ne sont plus basés sur l'exploitation, mais sur de véritables principes de progrès, conformes à la nature humaine. Pourtant, malgré toute une phalange d'hommes de grand talent qui exposaient ces idées, et de socialistes des plus convaincus, leurs théories sont restées en dehors de la vie, et leurs programmes en dehors des mouvements politiques populaires, tant que la grande industrie mécanique n'a pas entraîné dans le tourbillon de la vie politique les masses du prolétariat ouvrier, et que n'a pas été trouvé le véritable mot d'ordre de sa lutte. Ce mot d'ordre a été trouvé par Marx, non pas « par un utopiste, mais par un savant austère et par moment même aride » (selon le jugement de M. Mikhaïlovski en des temps très lointains, en 1872) ; ce mot d'ordre a été trouvé, non point à l'aide de perspectives quelconques, mais par l'analyse

scientifique du régime bourgeois contemporain, par l'explication de la *nécessité* de l'exploitation sous un pareil régime, par l'étude des lois de son évolution, M. Mikhaïlovski peut évidemment assurer les lecteurs du *Rousskoïe Bogatstvo* que pour s'assimiler cette analyse, point n'est besoin de connaissances ni d'un travail de la pensée. Mais nous avons déjà vu chez lui (et nous verrons également chez son collaborateur économiste) une incompréhension si grossière des vérités élémentaires établies par cette analyse, qu'une telle déclaration ne peut bien entendu que faire sourire. Un fait reste indiscutable : c'est que le mouvement ouvrier se répand et s'accroît précisément là et dans la mesure où se développe la grande industrie capitaliste mécanisée ; la doctrine socialiste réussit lorsque, laissant là les raisonnements sur les conditions sociales conformes à la nature humaine, elle s'attache à l'analyse matérialiste des rapports sociaux contemporains, à l'explication de la nécessité du régime actuel d'exploitation.

Après avoir tenté d'éluider les causes réelles du succès du matérialisme dans les milieux ouvriers, en caractérisant d'une façon absolument contraire à la vérité l'attitude de cette doctrine envers les « perspectives », M. Mikhaïlovski raille de la façon la plus triviale, philistine, les idées et la tactique du mouvement ouvrier d'Occident. Comme nous l'avons vu, il a été absolument incapable d'apporter le moindre argument contre les preuves de Marx sur la transformation inévitable du régime capitaliste en régime socialiste par suite de la socialisation du travail ; néanmoins, il ironise avec le plus grand sans-gêne sur « l'armée des prolétaires » qui prépare l'expropriation des capitalistes, « après quoi toute lutte de classe prendra fin et la paix descendra sur la terre et sur les hommes de bonne volonté ». M. Mikhaïlovski, lui, connaît des voies infiniment plus simples et plus sûres pour réaliser le socialisme : il suffit que les « amis du peuple » indiquent un peu plus en détail les voies « claires et immuables » de l'« évolution économique désirée », et alors ces amis du peuple seront certainement « appelés » à résoudre les « problèmes économiques pratiques » (voir l'article de M. Ioujakov : « Problèmes de l'évolution économique de la Russie », *Rousskoïe Bogatstvo* n° 11). Mais pour l'instant... pour l'instant les ouvriers doivent attendre, s'en remettre aux amis du peuple et ne pas engager, avec « une assurance injustifiée », une lutte indépendante contre les exploités. Voulant définitivement frapper de mort cette « assurance injustifiée », notre auteur s'indigne pathétiquement de « cette science qui pourrait presque tenir dans un dictionnaire de poche ». Quelle horreur, en effet : la science — et des brochures social-démocrates d'un sou, pouvant tenir dans la poche !! N'est-il pas évident, à quel point est injustifiée l'assurance de ces gens qui n'apprécient la science qu'autant qu'elle enseigne aux exploités à lutter en toute indépendance pour leur émancipation, à se tenir à l'écart de tous les « amis du peuple » qui s'appliquent à estomper les antagonismes de classes, — l'assurance de ces gens qui prétendent tout prendre sur eux et, pour cela, exposent cette science dans des éditions à un sou qui choquent tant les philistins. Il en irait bien mieux si les ouvriers confiaient leur sort aux « amis du peuple » : ceux-ci leur montreraient la science véritable, universitaire et philistine, en de nombreux volumes ; ils leur feraient connaître par le menu l'organisation sociale conforme à la nature humaine, si seulement... les ouvriers voulaient bien attendre et ne commençaient pas eux-mêmes la lutte avec une assurance aussi injustifiée !

Avant de passer à la seconde partie de la « critique » de M. Mikhaïlovski, dirigée non plus contre la théorie de Marx en général, mais contre les social-démocrates russes en particulier, nous devons faire une petite digression. De même que M. Mikhaïlovski, en critiquant Marx, non seulement n'a pas tenté d'exposer de façon exacte la théorie de ce dernier, mais l'a formellement dénaturée, de même il altère sans aucune pudeur les idées des social-démocrates russes. Il importe de rétablir la vérité. Le plus commode serait de confronter les idées des anciens socialistes russes avec celles des social-démocrates. J'emprunte l'exposé des premières à l'article de M. Mikhaïlovski paru dans la *Rousskaïa Mysl* de 1892, n° 6, dans lequel il parlait aussi du marxisme (et il en parlait — faisons-lui ce reproche — sur un ton convenable, sans toucher aux questions qui ne peuvent dans une presse soumise à la censure, être traitées qu'à la Bourénine, — et sans traîner les marxistes dans la boue) ; et c'est en contre-partie, du moins en parallèle qu'il exposait ses idées à lui. Je ne veux nullement, bien entendu, offenser ni M. Mikhaïlovski, c'est-à-dire le compter au nombre des socialistes, ni les socialistes russes en mettant à leur niveau M. Mikhaïlovski : je pense seulement que *la marche de l'argumentation*, chez les uns et chez l'autre, est au fond la même, et que la différence est dans le degré de fermeté, de droiture, dans la logique des convictions.

Exposant les idées des *Otétchestvennyé Zapiski*, M. Mikhaïlovski écrivait : « Au nombre des idéaux politiques et moraux nous avons introduit la possession de la terre par le cultivateur et dès instruments de travail par le producteur ». Le point de départ, vous le voyez, est inspiré des meilleures intentions, est plein des meilleurs vœux... « Les formes médiévales de travail encore en vigueur chez nous [*Par formes médiévales de travail, expliquait ailleurs l'auteur, il faut entendre non seulement la possession foncière communale, l'industrie artisanale et les arts. Ce sont là sans contredit des formes médiévales ; mais il faut y ajouter tous les modes de possession du sol ou des instruments de production par le travailleur*]. » sont fortement ébranlées, mais nous ne voyions pas la raison d'en finir complètement avec elles pour nous conformer à des doctrines quelconques, libérales ou non libérales. »

Raisonnement bizarre ! N'importe quelles « formes de travail » ne peuvent être ébranlées que lorsqu'elles sont remplacées par d'autres ; et pourtant nous ne trouvons pas chez notre auteur (et nous ne trouverons d'ailleurs chez aucun de ses adeptes) la moindre tentative d'analyser ces nouvelles formes et de les expliquer, non plus que de rechercher les causes d'éviction des vieilles formes par les nouvelles. Encore plus bizarre est la seconde partie de la tirade : « nous ne voyions pas la raison d'en finir avec ces formes pour nous conformer à des doctrines ». De quels moyens disposons-« nous » donc (nous, les socialistes, — voir la réserve ci-dessus) pour « en finir » avec les formes de travail, c'est-à-dire pour remanier les rapports de production existant entre les membres de la société ? Ne serait-ce pas une idée absurde de vouloir refaire ces rapports selon une doctrine ? Écoutons plus loin : « notre tâche n'est pas de tirer des profondeurs de notre nation une civilisation absolument « originale » ; mais non plus de transposer chez nous l'ensemble de la civilisation occidentale, avec toutes les contradictions qui la déchirent : il faut prendre partout où l'on peut ce qu'il y a de bon ; et que ce bon soit national ou étranger, ce n'est plus une question de principe, mais de commodité pratique. La chose est évidemment si simple, si claire et si compréhensible qu'il est inutile d'en parler ». Et en effet, comme c'est simple ! « Prendre » partout ce qu'il y a de bon et le tour est joué ! Des formes médiévales, « prendre » la possession des moyens de production par le travailleur, et des formes nouvelles (capitalistes), « prendre » la liberté, l'égalité, l'instruction, la culture. Et tout est dit ! La méthode subjective en sociologie est là comme dans le creux de la main : la sociologie commence par l'utopie — la terre au travailleur — et indique les conditions pour réaliser ce qui est désirable : « prendre » ce qu'il y a de bon ici et là. Ce philosophe a une façon toute métaphysique de considérer les rapports sociaux comme un simple agrégat mécanique de telles ou telles institutions, comme un simple enchaînement mécanique de tels ou tels phénomènes. Il détache un de ces phénomènes — la possession de la terre par le cultivateur dans les formes médiévales, — et il s'imagine qu'on peut le transplanter dans toutes les autres formes, comme on porterait une brique d'un édifice à l'autre. Mais ce n'est pas là étudier les rapports sociaux, c'est défigurer la matière à étudier : car enfin, la réalité ne connaît pas cette possession du sol, séparée et indépendante, par le cultivateur, telle que vous l'avez prise : ce n'est qu'un des chaînons du régime de production à l'époque, qui consistait en ce que la terre était partagée entre les gros propriétaires fonciers, les seigneurs terriens, lesquels la répartissaient entre les paysans pour les exploiter, de sorte que la terre était une espèce de salaire en nature : elle donnait les produits nécessaires au paysan, afin que celui-ci puisse produire un sur-produit pour le seigneur terrien ; elle était le fonds qui permettait au paysan de s'acquitter de ses redevances au profit du propriétaire. Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas analysé ce système des rapports de production, et s'est-il borné à en détacher un seul phénomène, qu'il présentait ainsi sous un jour absolument faux ?

Parce que l'auteur ne sait pas traiter les questions sociales : il ne se propose même pas (je répète que je prends les raisonnements de M. Mikhaïlovski uniquement comme un exemple de critique de *tout* le socialisme russe) d'*expliquer* les « formes de travail » de l'époque, de les présenter comme un certain système de rapports de production, comme une certaine formation sociale. Pour parler le langage de Marx, la méthode dialectique lui est étrangère, qui veut que l'on regarde la société comme un organisme vivant, dans son fonctionnement et dans son évolution.

Sans se demander le moins du monde quelles sont les causes d'éviction des vieilles formes de travail par les nouvelles, il commet exactement la même erreur en traitant de ces nouvelles formes. Il lui suffit de constater que ces formes « ébranlent » la possession du sol par le cultivateur, c'est-à-dire, d'une façon générale, qu'elles séparent le producteur d'avec les moyens de production, — pour condamner cela comme n'étant pas conforme à l'idéal. Encore une fois, son raisonnement est tout à fait absurde : il détache un phénomène (la dépossession foncière), sans même chercher à le présenter comme un élément d'un autre système de rapports de production, basé sur *l'économie marchande* qui engendre nécessairement la concurrence entre producteurs de marchandises, l'inégalité, la ruine des uns et l'enrichissement des autres. Il a noté un des phénomènes, la ruine des masses, en écartant l'autre, l'enrichissement d'une minorité, et il s'est mis ainsi dans l'impossibilité de comprendre ni l'un ni l'autre.

Et c'est cette façon d'agir qu'il appelle : « chercher la réponse aux problèmes de la vie sous leur forme revêtue de chair et de sang » (*Rousskoïé Bogatstvo* n° 1, 1894), tandis que lui-même, au contraire, ne sachant ni ne voulant expliquer la réalité, la regarder en face, fuit honteusement ces problèmes de la vie, avec sa lutte du possédant contre le non-possédant, dans la sphère des utopies innocentes ; et c'est ce qu'il appelle « chercher la réponse aux problèmes de la vie dans la façon idéale dont ils sont posés par la réalité brûlante et complexe » (*R. B.* n° 1), alors qu'il n'a même pas tenté d'analyser et d'expliquer cette réalité.

Au lieu de cela il nous offre une utopie qu'il a inventée en arrachant de la façon la plus absurde tels éléments aux différentes formations sociales ; il a pris ceci au moyen âge, cela à la « nouvelle formation », etc. On comprend qu'une théorie ainsi basée ne pouvait pas ne pas rester en dehors de l'évolution sociale réelle, pour la simple raison que nos utopistes étaient obligés de vivre et d'agir, non pas sous un régime social composé d'éléments pris

de-ci de-là, mais sous un régime qui détermine les rapports du paysan avec le koulak (le moujik aisé), de l'artisan avec l'acheteur en gros, de l'ouvrier avec le fabricant, — régime qui était complètement incompris d'eux. Leurs tentatives et leurs efforts pour transformer ces rapports incompris selon leur idéal, ne pouvaient aboutir qu'à un échec.

Voilà, dans ses grandes lignes, un aperçu de l'état où se trouvait le problème du socialisme en Russie, au moment où « naquirent les marxistes russes ».

Ceux-ci commencèrent justement par faire la critique des méthodes subjectives des anciens socialistes ; non contents de constater l'exploitation et de la condamner, ils voulurent l'*expliquer*. Voyant que toute l'histoire de la Russie d'après la réforme³³ se résume dans la ruine des masses et dans l'enrichissement de la minorité ; observant l'expropriation gigantesque des petits producteurs au fur et à mesure du progrès technique général ; remarquant que ces tendances opposées surgissent et se renforcent là et pour autant que se développe et se fortifie l'économie marchande, ils ne pouvaient pas ne pas conclure qu'ils étaient en présence d'une organisation bourgeoise (capitaliste) de l'économie sociale, qui engendrait *nécessairement* l'expropriation et l'oppression des masses. C'est cette conviction qui déterminait directement leur programme : il consistait dans l'adhésion à cette lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, à la lutte des classes non possédantes contre les classes possédantes. Cette lutte est le principal contenu de la réalité économique de la Russie, depuis le village perdu jusqu'à la fabrique perfectionnée la plus moderne. Comment adhérer ? La réponse leur fut encore suggérée par la réalité même. Le capitalisme a conduit les principales branches d'industrie au stade de la grande industrie mécanisée ; en socialisant ainsi la production, il a créé les conditions matérielles du nouveau régime, et formé en même temps une nouvelle force sociale : la classe des ouvriers d'usine, le prolétariat des villes. Soumise à cette même exploitation bourgeoise qu'est, par sa nature économique, l'exploitation de toute la population laborieuse de Russie, cette classe est placée néanmoins dans des conditions particulièrement favorables pour son émancipation : il n'est plus rien qui la rattache à l'ancienne société entièrement fondée sur l'exploitation ; les conditions mêmes de son travail et le cadre de sa vie l'organisent, l'obligent à réfléchir, lui offrent la possibilité d'entrer dans la carrière de la lutte politique. Il est naturel que les social-démocrates aient porté toute leur attention et tous leurs espoirs sur cette classe ; que tout leur programme vise à développer sa conscience de classe, que toute leur activité tend à l'aider à s'élever jusqu'à la lutte politique directe contre le régime actuel et tend à entraîner dans cette lutte l'ensemble du prolétariat russe.

Voyons maintenant comment M. Mikhaïlovski fait la guerre aux social-démocrates. Qu'est-ce qu'il oppose à leurs vues théoriques ? à leur activité politique socialiste ?

Les vues théoriques des marxistes sont exposées par la critique de la façon suivante :

« La vérité, soi-disant d'après les marxistes, est que, conformément aux lois immanentes de la nécessité historique, la Russie développera sa production capitaliste, avec toutes les contradictions intérieures de cette dernière, avec l'absorption des petits capitaux par les gros ; et pendant ce temps le moujik arraché au sol se transformera en prolétaire, s'unira, « se socialisera », et le tour sera joué, l'humanité n'aura qu'à se laisser vivre. »

Les marxistes, voyez vous, ne se distinguent en rien des « amis du peuple » par leur façon de comprendre la réalité, mais seulement par l'idée qu'ils se font de l'avenir : il faut croire qu'ils ne s'occupent pas du tout du présent, mais seulement des « perspectives ». Que M. Mikhaïlovski pense précisément ainsi, cela ne fait point de doute : les marxistes, dit-il, « sont absolument convaincus qu'il n'y a rien d'utopique dans leurs prévisions d'avenir, mais que tout est pesé et mesuré selon les prescriptions de la science stricte » ; enfin, ce qui est encore plus clair : les marxistes « croient et professent l'infaillibilité du schéma historique abstrait ».

En un mot, nous sommes en présence de la plus banale et de la plus plate des accusations portées contre les marxistes, et qui servent depuis fort longtemps à ceux qui n'ont rien à objecter sur le fond de leurs idées. « Les marxistes professent l'infaillibilité du schéma historique abstrait » !!

Mais c'est pur mensonge et invention pure !

Nulle part aucun marxiste n'a jamais argumenté en ce sens qu'en Russie « il doit y avoir » le capitalisme, « parce que s'il a existé en Occident, etc. Aucun marxiste n'a jamais vu dans la théorie de Marx un schéma de la philosophie de l'histoire, obligatoire pour tous, quelque chose de plus que l'explication d'une certaine formation de l'économie sociale. Seul un philosophe subjectif, M. Mikhaïlovski, a trouvé moyen de faire preuve d'une

incompréhension de Marx au point de déceler chez lui une théorie philosophique générale, — ce qui lui valut cette réponse explicite de Marx, qu'il s'était trompé d'adresse. Jamais aucun marxiste n'a fondé ses conceptions social-démocrates sur autre chose que leur conformité avec la réalité et l'histoire des rapports économiques et sociaux existants, c'est-à-dire russes ; au reste, il ne pouvait les fonder autrement, parce que cette exigence de la théorie a été formulée d'une façon absolument nette et précise, et placée comme clef de voûte de toute la doctrine par le fondateur même du « marxisme », Marx.

Evidemment M. Mikhaïlovski peut réfuter tant qu'il lui plaît ces déclarations, en disant avoir entendu « de ses propres oreilles » professer le schéma historique abstrait. Mais qu'est-ce que cela peut nous faire, à nous social-démocrates, ou à qui que ce soit, que M. Mikhaïlovski ait entendu dire à ses interlocuteurs toutes sortes d'absurdités ? N'est-ce pas simplement la preuve qu'il est très heureux dans le choix de ses interlocuteurs, et rien de plus ? Il est très possible évidemment que ces interlocuteurs spirituels du spirituel philosophe se soient dits marxistes, social-démocrates, etc., mais qui ne sait qu'aujourd'hui (comme on l'a depuis longtemps remarqué) la première fripouille venue aime à se parer de « rouge » ? *[Tout cela a été écrit dans l'hypothèse que M. Mikhaïlovski a réellement entendu professer ces schémas historiques abstraits, et qu'il n'a rien déformé. Cependant j'estime absolument nécessaire de faire une réserve : je le donne pour ce que cela vaut.]* Et si M. Mikhaïlovski est tellement perspicace qu'il ne peut distinguer entre ces gens « travestis » et les marxistes, ou s'il a compris Marx avec tant de profondeur qu'il ne remarque pas le critérium, si fortement mis en relief, de toute sa doctrine (la formulation de « ce qui se passe sous nos yeux ») — cela prouve simplement, cette fois encore, que M. Mikhaïlovski n'est guère intelligent, et rien de plus.

Dans tous les cas, du moment qu'il a pris sur lui de polémiser dans la presse contre les « social-démocrates », il devait songer au groupe de socialistes qui depuis longtemps porte ce nom, et le porte seul — de sorte qu'on ne saurait le confondre avec d'autres, — et qui a ses représentants littéraires — Plékhanov et son cercle³⁴. Et s'il avait agi ainsi — il est évident que tout homme un peu convenable devait agir ainsi, — s'il avait consulté au moins le premier ouvrage social-démocrate, le livre de Plékhanov : *Nos divergences*, il y aurait vu, dès les premières pages, la déclaration catégorique faite par l'auteur au nom de tous les membres du cercle :

« Nous ne voulons en aucun cas couvrir notre programme de l'autorité d'un grand nom » (c'est-à-dire de l'autorité de Marx). Comprenez-vous ce que parler veut dire, M. Mikhaïlovski ? Comprenez-vous la différence entre la profession de schémas abstraits et la négation de toute autorité de Marx dans l'appréciation des choses russes ?

Comprenez-vous qu'en faisant passer pour marxiste le premier jugement que vous avez eu le bonheur d'entendre de la bouche de vos interlocuteurs, et en dédaignant la déclaration publiée par un des membres marquants de la social-démocratie au nom de tout le groupe, vous avez agi malhonnêtement ?!

Par la suite la déclaration se fait encore plus précise.

« Je le répète, dit Plékhanov, une divergence est possible entre les marxistes les plus conséquents, quant à l'appréciation de la réalité russe de nos jours » ; notre doctrine est « le premier essai d'application de cette théorie scientifique à l'analyse de rapports sociaux extrêmement complexes et confus. »

On ne saurait, je pense, être plus explicite : les marxistes empruntent incontestablement à la théorie de Marx les seuls procédés précieux sans lesquels il est impossible de comprendre les rapports sociaux ; par conséquent, le critérium de leur appréciation de ces rapports, ils ne le voient nullement dans des schémas abstraits et autres absurdités, mais dans la justesse de cette appréciation et sa conformité avec la réalité.

Ou peut-être croyez-vous qu'en faisant de pareilles déclarations l'auteur pensait différemment ? Mais c'est faux. La question qui l'occupait était celle-ci : « La Russie doit-elle passer par une phase capitaliste de développement ? » Par conséquent, la question n'était pas du tout formulée de façon marxiste, mais selon les méthodes subjectives de différents philosophes nationaux qui voyaient le critérium de ce doit, soit dans la politique des autorités, soit dans l'activité de la « société », soit dans l'idéal d'une société « conforme à la nature humaine », et autres balivernes de même nature. On se demande maintenant : Comment un homme professant des schémas abstraits devrait-il répondre à pareille question ? Il parlerait probablement de l'inévitabilité du processus dialectique, de l'importance philosophique générale de la théorie de Marx, de la nécessité pour chaque pays de passer par la phase... etc., etc.

Et comment a répondu Plékhanov ?

De la seule manière dont pouvait répondre un marxiste.

Il a complètement laissé de côté la question de ce doit comme oiseuse et ne pouvant intéresser que des subjectivistes ; et il a parlé tout le temps des rapports économiques et sociaux réels, de leur évolution réelle. C'est pourquoi il n'a pas donné de réponse directe à une question aussi mal posée. Au lieu de cela il a répondu : « La Russie *est entrée* dans la voie capitaliste. »

M. Mikhaïlovski, lui, disserte avec un air de connaisseur sur la profession du schéma historique abstrait, sur les lois immanentes de la nécessité, et autre galimatias invraisemblable ! Et il appelle cela de la « polémique contre les social-démocrates » !!

Décidément, je me refuse à comprendre : si c'est là un polémiste, qu'est-ce alors qu'un radoteur ?

Remarquons encore, toujours à propos du raisonnement cité plus haut de M. Mikhaïlovski, qu'il expose les vues des social-démocrates comme suit : « La Russie *développera* sa propre production capitaliste. » Visiblement, de l'avis de ce philosophe, la Russie n'a pas « sa propre » production capitaliste. L'auteur probablement partage cette opinion que le capitalisme russe se réduit à 1,5 million d'ouvriers, — nous reviendrons encore sur cette idée puérile de nos « amis du peuple », qui classent on ne sait où tous les autres modes d'exploitation du travail libre. « La Russie développera sa propre production capitaliste, avec toutes les contradictions intérieures de cette production ; pendant ce temps le moujik, arraché à la terre, se transformera en prolétaire. » Plus on avance, plus on trouve de perles ! Donc, en Russie, il n'y a pas de « contradictions intérieures » ? C'est-à-dire, pour parler franc, il n'y a pas d'exploitation de la masse du peuple par une poignée de capitalistes ? Il n'y a pas ruine de l'immense majorité de la population et enrichissement d'une poignée d'individus ? Le moujik attend encore d'être arraché à la terre ? Mais en quoi donc a consisté toute l'histoire de la Russie, après l'abolition du servage, sinon dans une expropriation en masse des paysans, d'une intensité sans exemple ? Il faut avoir du courage pour déclarer publiquement des choses pareilles ! Et M. Mikhaïlovski a ce courage : « Marx opérait sur un prolétariat tout prêt et un capitalisme tout prêt, tandis que nous devons encore les créer. » La Russie doit encore créer son prolétariat ?! En Russie, le seul pays où l'on puisse trouver une misère aussi désespérée des masses, une exploitation aussi éhontée du travailleur, ce pays que l'on comparait (à juste titre) avec l'Angleterre pour l'état de ses classes pauvres et où la famine frappant des millions d'hommes est un phénomène constant, à côté, par exemple, des exportations toujours croissantes de blé, — en Russie il n'y a pas de prolétariat !!

Je pense qu'on devrait de son vivant ériger une statue à M. Mikhaïlovski pour ces classiques paroles ! [*Peut-être, après tout, M. Mikhaïlovski essayera-t-il, là aussi, de se tirer d'affaire : Je n'ai jamais voulu dire qu'en Russie il n'y avait pas de prolétariat, mais simplement qu'il n'y avait pas de prolétariat capitaliste. Vraiment ? Mais que ne le disiez vous alors ? Toute la question consiste précisément en ceci : le prolétariat russe est-il ce prolétariat propre à l'organisation bourgeoise de l'économie sociale, ou un autre ? A qui la faute, si tout au long de deux articles, vous n'avez pas laissé échapper un seul mot sur cette question, la seule sérieuse et importante, et si vous avez préféré dire toutes sortes de sottises, et êtes allé même jusqu'à battre la breloque ?*]

Au reste nous verrons encore plus loin que c'est là une tactique constante et très conséquente des « amis du peuple » : fermer pharisaïquement les yeux sur la situation impossible des travailleurs de Russie, la représenter comme simplement « ébranlée », de sorte qu'il suffirait des efforts de la « société cultivée » et du gouvernement pour tout remettre dans la bonne voie. Ces paladins s'imaginent que s'ils ferment les yeux sur le fait que la situation de la masse laborieuse est mauvaise non parce qu'elle a été « ébranlée », mais parce que cette masse est soumise à un pillage éhonté de la part d'une poignée d'exploiteurs ; si, telles des autruches, ils cachent leur tête pour ne pas voir ces exploiters, — ces exploiters disparaîtront. Et lorsque les social-démocrates leur disent que c'est une honte et une lâcheté d'avoir peur de regarder la réalité en face ; lorsqu'ils prennent pour point de départ l'exploitation et disent que la seule explication possible en est dans l'organisation bourgeoise de la société russe, qui divise la masse du peuple en prolétariat et en bourgeoisie, et dans le caractère de classe de l'Etat russe, qui n'est autre chose qu'un organe de domination de cette bourgeoisie ; que, pour cette raison, *l'unique issue* est dans la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, — alors ces « amis du peuple » poussent les hauts cris : les social-démocrates veulent déposséder le peuple de la terre !! ils veulent détruire notre organisation économique nationale !!

Nous en venons maintenant au point le plus révoltant de toute cette « polémique » pour le moins inconvenante, — je veux dire à la « critique » (?) faite par M. Mikhaïlovski de l'activité politique des social-démocrates. Tout le monde comprend que l'action des socialistes et des agitateurs parmi les ouvriers ne peut faire l'objet d'une discussion loyale dans notre presse légale, et que la seule chose que puisse faire à cet égard une presse censurée

convenable, c'est de « se taire avec tact ». M. Mikhaïlovski a oublié cette règle très élémentaire, et n'a pas rougi de profiter du monopole qu'il a de s'adresser au public lisant, pour couvrir de boue les socialistes.

Mais on trouvera bien, en dehors des journaux légaux, les moyens de combattre ce critique sans vergogne.

« Si j'ai bien compris, dit M. Mikhaïlovski en faisant le naïf, les marxistes russes peuvent être divisés en trois catégories : les marxistes spectateurs (observateurs impassibles du processus) ; les marxistes passifs (qui simplement « adoucissent les douleurs de l'enfantement » : ils « ne s'intéressent pas au peuple fixé à la terre, et portent leur attention et leurs espoirs sur ceux qui sont déjà séparés des moyens de production ») et les marxistes actifs (qui insistent expressément pour que se poursuive la ruine des campagnes). »

Qu'est-ce que cela signifie ?! Monsieur le critique ne peut pourtant pas ignorer que les marxistes russes sont des socialistes qui partent de cette conception de la réalité qu'ils ont affaire à une société capitaliste, et que le seul moyen d'en sortir est la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Comment, de quel droit les confond-il avec je ne sais quelle vulgarité dénuée de sens ? Quel droit (moral évidemment) a-t-il d'étendre le terme de marxistes à des gens qui, visiblement, n'acceptent pas les principes les plus élémentaires et fondamentaux du marxisme, à des gens qui jamais ni nulle part ne sont intervenus comme un groupe distinct, qui jamais ni nulle part n'ont avoué aucun programme propre ?

M. Mikhaïlovski s'est ménagé une série d'échappatoires pour justifier des procédés aussi scandaleux.

« Peut-être, plaisante-t il avec la légèreté d'un godelureau mondain, ne sont-ils pas de véritables marxistes, mais ils se considèrent et se déclarent comme tels. » Où et quand ? Dans les salons libéraux et radicaux de Pétersbourg ? Dans des lettres privées ? Admettons. Mais alors causez avec eux dans vos salons et dans votre correspondance ! Tandis que vous intervenez publiquement et dans la presse contre des gens qui (sous la bannière du marxisme) ne sont jamais ni nulle part intervenus en public. Et après cela vous osez encore déclarer que vous polémisez contre les « social-démocrates » sachant que ce nom est porté par un *seul* groupe de socialistes révolutionnaires, et que personne ne saurait être confondu avec lui ! *[Je m'arrêterai sur la seule indication de fait qui se rencontre chez M. Mikhaïlovski. Quiconque lira son article devra reconnaître qu'il range même M. Skvortsov (l'auteur des « Causes économiques des famines ») parmi les « marxistes ». Et pourtant ce monsieur lui-même ne s'intitule pas ainsi ; la connaissance la plus élémentaire des ouvrages social-démocrates suffit pour voir que de leur point de vue, c'est le plus plat des bourgeois, et pas autre chose. Qu'est-ce que ce marxiste qui ne comprend pas que le milieu social pour lequel il projette ses progrès est le milieu bourgeois : que pour cette raison, toutes les « améliorations de la culture » qui s'observent effectivement même dans l'économie paysanne, signifient un progrès bourgeois améliorant la situation d'une minorité et prolétarisant les masses ! Qu'est-ce que ce marxiste qui ne comprend pas que l'Etat auquel il adresse ses projets, est un Etat de classe, capable seulement de soutenir la bourgeoisie et d'opprimer le prolétariat !]*

M. Mikhaïlovski biaise et se débat comme un collégien pris en faute : Je n'y suis pour rien, s'efforce-t-il de persuader le lecteur, « j'ai entendu de mes propres oreilles et vu de mes propres yeux ». Fort bien ! Nous croyons volontiers que vous n'avez sous les yeux que plats personnages et vauriens, mais que nous voulez-vous alors, à nous autres, social-démocrates ? Qui donc ignore « qu'à l'heure actuelle où » toute activité publique, pas seulement socialiste, mais tant soit peu indépendante et honnête, entraîne des poursuites politiques, pour une seule personne travaillant véritablement sous telle ou telle bannière — *Narodnaïa Volia*³⁵, marxisme ou, disons même, constitutionnalisme — on a plusieurs dizaines de phraseurs, couvrant de ce nom leur pusillanimité libérale, et encore peut-être quelques francs coquins qui arrangent leurs petites affaires ? N'est-il pas évident que seule la bassesse la plus vulgaire pourrait reprocher à l'une de ces tendances que sa bannière est souillée (pas en public, ni ouvertement) par toutes sortes de vauriens ? Tout l'exposé de M. Mikhaïlovski n'est qu'une chaîne continue d'altérations, de déformations et de subterfuges. Nous avons vu plus haut qu'il a complètement altéré les « vérités » sur lesquelles les social-démocrates se basent, qu'il les a exposées comme jamais aucun marxiste ne l'a fait et ne pouvait le faire. Et s'il avait exposé la conception véritable des social-démocrates sur la réalité russe il aurait été obligé de voir qu'il n'est *qu'une seule manière* de « se conformer » à ces vues : c'est de collaborer au développement de la conscience de classe du prolétariat, d'organiser et de grouper ce dernier pour la lutte politique contre le régime actuel. Au reste, il se réserve encore une ruse. D'un air d'innocence outragée, il lève pharisaïquement les yeux au ciel, et articule doucereusement : « Je suis très heureux d'entendre cela, mais je ne comprends pas contre quoi vous protestez » (c'est ce qu'il dit dans le n° 2 du *R. B.*). « Lisez plus attentivement mon jugement sur les marxistes passifs, et vous verrez ce que je dis : du point de vue éthique il n'y a rien à objecter. »

Naturellement, ce n'est là qu'un rabâchage d'anciens et pitoyables subterfuges.

Dites-moi, s'il vous plaît, comment qualifieriez-vous la conduite d'un homme qui déclarerait critiquer le populisme socialiste-révolutionnaire (l'autre ne s'était pas encore montré : je prends cette période-là), et qui dirait des choses dans le genre de celles-ci :

« Les populistes, si je comprends bien, se divisent en trois catégories : les populistes conséquents, qui adoptent entièrement les idées du moujik et, en pleine conformité avec ses désirs, généralisent les verges, le rossage des femmes, et d'une façon générale appliquent l'ignoble politique du gouvernement du knout et du bâton, laquelle a bien été appelée politique populaire ; ensuite, les populistes peureux qui ne s'intéressent pas à l'opinion du moujik et essaient seulement de transporter en Russie un mouvement révolutionnaire qui lui est étranger, par le moyen d'association, etc. — contre quoi, du reste, il n'y a rien à objecter du point de vue éthique, n'était le chemin glissant qui pourrait conduire le populiste peureux au populiste conséquent ou courageux ; enfin, les populistes courageux, qui réalisent dans toute son ampleur l'idéal populaire du moujik aisé, et s'installent en conséquence sur la terre pour être de vrais koulaks. » Tout homme qui se respecte qualifierait cela, naturellement, de bas et vil persiflage. Et si en outre l'homme qui énoncerait de pareilles choses ne pouvait pas être démenti par les populistes dans la même presse ; si, d'autre part, les idées de ces populistes n'avaient été exposées jusque-là qu'illégalement, de sorte que beaucoup ne s'en feraient pas une idée exacte et pourraient aisément croire tout ce qu'on leur dirait des populistes, tout le monde serait d'accord pour dire qu'un tel homme...

Au reste, M. Mikhaïlovski lui-même n'a peut-être pas encore complètement oublié le mot qu'il faudrait mettre ici.

En voilà assez ! Il y a encore bien des insinuations de ce genre chez M. Mikhaïlovski. Mais je ne connais pas de travail plus fatigant, plus ingrat, plus rebutant que de barboter dans cette fange, de rassembler les insinuations semées çà et là, de les confronter pour découvrir ne fût-ce qu'un seul argument un peu sérieux.

Assez !

*Avril 1894.
Publié en volume en 1894.*

LES TACHES DES SOCIAL-DÉMOCRATES RUSSES

La seconde moitié des années 90 a ceci de caractéristique, que les problèmes de la révolution russe y sont posés et résolus avec un regain d'activité remarquable. L'apparition du nouveau parti révolutionnaire, le *Narodnoïé Pravo*³⁶, l'influence croissante et les succès des social-démocrates, l'évolution intérieure de la *Narodnaïa Volia*, tout cela a provoqué une discussion active des questions de programme tant dans les cercles socialistes — intellectuels et ouvriers — que dans les publications illégales. Il suffit d'indiquer dans ce dernier domaine la *Question urgente* et le *Manifeste* (1894) du parti *Narodnoïé Pravo*, la *Feuille volante* du groupe *Narodnaïa Volia*³⁷, le *Rabotnik* publié à l'étranger par l'*Union des social-démocrates russes*³⁸, l'activité sans cesse croissante quant à l'édition de brochures révolutionnaires, principalement pour les ouvriers, en Russie, le travail d'agitation de l'organisation social-démocrate dite *Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*³⁹ à Saint-Petersbourg, en relation avec les mémorables grèves de Pétersbourg en 1896, etc.

A l'heure actuelle (fin 1897), la question la plus brûlante est, selon nous, celle de l'activité *pratique* des social-démocrates. Nous soulignons l'activité *pratique* du social-démocratisme, car en ce qui concerne la théorie, elle semble avoir déjà traversé la période la plus aiguë d'incompréhension obstinée de ses adversaires, de tendances renforcées à écraser le nouveau courant dès son apparition, d'une part, et de défense ardente des fondements du social-démocratisme, de l'autre. Aujourd'hui les vues théoriques des social-démocrates apparaissent suffisamment élucidées *dans leurs traits principaux et essentiels*. On ne saurait en dire autant du côté *pratique* du social-démocratisme, de son *programme* politique, de ses moyens d'action, de sa tactique, il nous semble que précisément dans ce domaine il règne le plus de malentendus et d'incompréhension réciproque, et c'est ce qui empêche un rapprochement complet avec le social-démocratisme, des révolutionnaires qui en théorie ont entièrement abdicqué les conceptions de la *Narodnaïa Volia* et qui, en pratique, ou bien en viennent par la force des choses à faire de la propagande et de l'agitation parmi les ouvriers, voire plus, à placer leur activité parmi les ouvriers sur le terrain de la *lutte de classes* ; ou bien ils cherchent à faire ressortir les tâches *démocratiques* pour en faire la base de tout le programme et de toute l'activité révolutionnaire. Si nous ne nous trompons pas, la dernière caractéristique convient pour les deux groupes révolutionnaires qui agissent actuellement en Russie à côté des social-démocrates : ceux de la *Narodnaïa Volia* et ceux de *Narodnoïé Pravo*.

Aussi jugeons-nous particulièrement opportun d'essayer d'expliquer les tâches *pratiques* de la social-démocratie et d'exposer les raisons pour lesquelles nous considérons son programme comme le plus rationnel d'entre les trois programmes en présence, et les objections qui lui sont opposées, comme fondées en grande partie sur un malentendu.

Comme on sait, l'activité pratique des social-démocrates s'assigne pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette lutte sous ses deux aspects : socialiste (lutte contre la classe des capitalistes, lutte qui vise à détruire le régime de classe et à organiser la société socialiste), et démocratique (lutte contre l'absolutisme, laquelle vise à conquérir pour la Russie la liberté politique et à démocratiser le régime politique et social de ce pays). Nous avons dit : *comme on sait*. En effet, dès leur apparition en tant que tendance sociale révolutionnaire distincte, les social-démocrates russes ont toujours indiqué avec une précision parfaite cet objectif de leur activité ; ils ont toujours souligné les deux aspects et le double contenu de la lutte de classe du prolétariat, ils ont toujours insisté sur la liaison indissoluble de leurs tâches socialistes et démocratiques, liaison nettement exprimée dans le nom qu'ils se sont donné. Néanmoins, même jusqu'à ce jour vous rencontrez souvent des socialistes qui se font une idée des plus fausses sur les social-démocrates qu'ils accusent de méconnaître la lutte politique, etc. Arrêtons-nous donc à la caractéristique des deux aspects de l'activité pratique de la social-démocratie russe.

Commençons par l'activité socialiste. Depuis que l'*Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* social-démocrate a entrepris son action parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg, on pourrait penser que le caractère de l'activité social-démocrate doive, sous ce rapport, être parfaitement clair. Le travail socialiste des social-démocrates russes consiste à faire la *propagande* de la doctrine du socialisme scientifique, à diffuser parmi les ouvriers une conception juste du régime économique de la société actuelle, des fondements et du développement de ce régime des différentes *classes* de la société russe, de leurs rapports, de la lutte de ces classes entre elles, du rôle de la classe ouvrière dans cette lutte, de son attitude envers les classes qui sont en déclin et celles qui se développent, envers le passé et l'avenir du capitalisme, de la tâche historique de la social-démocratie internationale et de la classe ouvrière russe. *L'agitation* parmi les ouvriers se trouve en étroite relation avec la propagande ; elle se place naturellement au premier plan, dans les conditions politiques actuelles de la Russie et étant donné le niveau de développement des masses ouvrières. L'agitation parmi les ouvriers consiste en ceci : les social-démocrates participent à toutes les manifestations spontanées de la lutte de la classe ouvrière, à tous les

conflits entre ouvriers et capitalistes pour la journée de travail, les salaires, les conditions de travail, etc., etc. Notre tâche est de fondre notre activité avec les questions pratiques, quotidiennes de la vie ouvrière, d'aider les ouvriers à s'orienter dans ces questions, d'attirer l'attention des ouvriers sur les principaux abus, de les aider à formuler avec plus d'exactitude et plus pratiquement les revendications qu'ils présentent à leurs patrons, de développer chez les ouvriers la conscience de leur solidarité, la conscience de leurs intérêts communs et de l'œuvre commune de tous les ouvriers russes, comme classe ouvrière unique formant une partie de l'armée mondiale du prolétariat. L'organisation de cercles parmi les ouvriers, l'établissement de relations régulières et clandestines entre eux et le groupe central des social-démocrates, la publication et la diffusion de la littérature ouvrière, l'organisation de l'envoi de correspondances de tous les centres du mouvement ouvrier, la publication et la diffusion de tracts d'agitation et de proclamations, la formation d'un contingent d'agitateurs expérimentés : telles sont, dans leurs traits généraux, les manifestations de l'activité socialiste de la social-démocratie russe.

Notre travail est, avant tout et par-dessus tout, orienté vers les ouvriers d'usine, les ouvriers des villes. La social-démocratie russe ne doit pas éparpiller ses forces ; elle doit porter ses efforts au sein du prolétariat industriel, le plus susceptible de s'assimiler les idées social-démocrates, le plus évolué intellectuellement et politiquement, le plus important par son nombre et par sa concentration dans les grands centres politiques du pays. Aussi la création d'une solide organisation révolutionnaire parmi les ouvriers d'usine, parmi les ouvriers des villes, est-elle la première et la plus pressante tâche de la social-démocratie, tâche dont il serait déraisonnable au plus haut point de se laisser distraire à l'heure actuelle. Mais, tout en reconnaissant la nécessité de concentrer nos forces parmi les ouvriers d'usine et condamnant l'éparpillement de ces forces, nous ne voulons pas du tout dire que la social-démocratie russe méconnaisse les autres couches du prolétariat et de la classe ouvrière russe. Il n'en est rien. L'ouvrier d'usine russe est, par les conditions mêmes de sa vie, constamment obligé de nouer les relations les plus étroites avec les artisans, ce prolétariat industriel répandu en dehors des fabriques dans les villes et les villages, et placé dans des conditions bien pires. L'ouvrier d'usine russe est également en contact direct avec la population rurale (souvent l'ouvrier d'usine a sa famille à la campagne) et, par conséquent, ne peut pas ne pas se rapprocher aussi du prolétariat rural, avec les millions d'ouvriers agricoles et de journaliers professionnels, de même que de cette paysannerie ruinée qui, se cramponnant à de misérables lopins de terre, est occupée à des corvées et à toute sorte de « gagne-pain » de hasard, c'est-à-dire à ce même travail salarié. Les social-démocrates russes tiennent pour inopportuniste d'orienter leurs forces vers les artisans et les ouvriers agricoles, mais ils n'entendent nullement négliger ce milieu et s'efforceront aussi d'éclairer les ouvriers d'avant-garde sur les questions relatives à la vie des artisans et des ouvriers agricoles, afin que ces ouvriers, lorsqu'ils se mettent en contact avec les couches plus arriérées du prolétariat, portent parmi eux également les idées de la lutte de classes, du socialisme et des tâches politiques de la démocratie russe, en général, et du prolétariat russe en particulier. Il n'est pas pratique d'envoyer des agitateurs auprès des artisans et des ouvriers agricoles, aussi longtemps qu'il reste une telle masse de travail à faire parmi les ouvriers d'usine, les ouvriers des villes ; mais dans une foule de cas, l'ouvrier socialiste entre involontairement en contact avec ce milieu, et il doit savoir profiter de ces occasions et comprendre les tâches générales de la social-démocratie en Russie. Aussi se trompent-ils profondément ceux qui accusent la social-démocratie russe d'étroitesse, de vouloir méconnaître la masse de la population travailleuse pour ne s'occuper que des ouvriers d'usine seuls. Au contraire, l'agitation parmi les couches avancées du prolétariat est le plus sûr et le seul moyen d'éveiller (à mesure que s'élargit le mouvement) le prolétariat russe tout entier. La diffusion du socialisme et de l'idée de lutte de classes parmi les ouvriers des villes ne manquera pas d'acheminer aussi ces idées par des canaux plus étroits, plus fragmentés. Il est nécessaire pour cela que lesdites idées prennent profondément racine dans un milieu mieux préparé et alimentent abondamment cette avant-garde du mouvement ouvrier russe et de la révolution russe. En orientant toutes ses forces vers l'action à mener parmi les ouvriers d'usine, la social-démocratie russe est disposée à soutenir ceux des révolutionnaires russes que la pratique conduit à placer l'action socialiste sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat ; ce faisant, elle ne dissimule aucunement qu'il n'est point d'alliances pratiques avec les autres fractions de révolutionnaires, qui puissent ou qui doivent mener à des compromis ou à des concessions en matière de théorie, de programme, de drapeau. Convaincus que seule la doctrine du socialisme scientifique et de la lutte de classes peut à l'heure actuelle être la théorie révolutionnaire servant de drapeau au mouvement révolutionnaire, les social-démocrates russes la diffuseront de toutes leurs forces et la protégeront contre les fausses interprétations ; ils se dresseront contre toutes les tentatives de rattacher le mouvement ouvrier encore jeune de la Russie, à des doctrines moins précises. Les développements théoriques démontrent, et l'activité pratique des social-démocrates montre que tous les *socialistes* en Russie doivent devenir *social-démocrates*.

Passons aux tâches *démocratiques* et au travail démocratique des social-démocrates. Répétons encore que ce travail se rattache *indissolublement* au travail socialiste. En faisant de la *propagande* parmi les ouvriers, les social-démocrates *ne peuvent* éluder les questions politiques et considéreraient toute tentative de les éluder ou même de les refouler comme une faute grave et une dérogation aux principes fondamentaux du social-démocratisme universel. A côté de la propagande du socialisme scientifique, les social-démocrates russes

s'assignent comme tâche de faire également la propagande des *idées démocratiques* dans les masses ouvrières, de propager la notion de l'absolutisme dans toutes ses manifestations, la notion de son contenu social, de la nécessité de renverser l'absolutisme, de l'impossibilité de lutter avec succès pour la cause ouvrière sans avoir obtenu la liberté politique et la démocratisation du régime politique et social de Russie. En faisant parmi les ouvriers un travail *d'agitation* basé sur les revendications *économiques* immédiates, les social-démocrates y associent étroitement l'agitation basée sur les besoins politiques immédiats, la détresse et les revendications de la classe ouvrière ; agitation contre le joug policier qui se manifeste dans chaque grève, dans chaque conflit entre ouvriers et capitalistes ; agitation contre les entraves aux droits des ouvriers comme citoyens russes en général, et comme classe la plus opprimée et la plus asservie en particulier ; agitation dirigée contre tout représentant marquant et laquais de l'absolutisme, qui entre en contact direct avec les ouvriers et montre nettement à la classe ouvrière son esclavage politique. S'il n'est pas une question de la vie ouvrière, dans le domaine de l'économie, qui ne doit être utilisée aux fins d'agitation économique, il n'est pas non plus de question, en matière politique, qui ne doit être l'objet d'une agitation politique. Ces deux formes d'agitation sont indissolublement liées dans l'activité des social-démocrates comme les deux côtés d'une médaille. L'agitation économique et l'agitation politique sont également indispensables au développement de la conscience de classe du prolétariat ; l'agitation économique et l'agitation politique sont également indispensables pour servir de guide à la lutte de classe des ouvriers russes, car toute lutte de classe est une lutte politique. L'une et l'autre formes d'agitation, éveillant la conscience des ouvriers, les organisant, les disciplinant, les éduquant en vue d'une activité solidaire et pour la lutte en faveur des idéals social-démocrates, permettront aux ouvriers d'essayer leurs forces dans les questions qui les touchent de près, en ce qui concerne leurs besoins immédiats elles leur permettront d'arracher des concessions partielles à leur ennemi, d'améliorer leur situation économique ; elles obligeront les capitalistes à compter avec la force des ouvriers organisés, elles obligeront le gouvernement à élargir les droits des ouvriers et à se montrer attentif à leurs revendications, en le maintenant dans une crainte permanente en face des masses ouvrières hostiles, dirigées par une solide organisation social-démocrate.

Nous avons montré le lien indissoluble qui unit la propagande *et* l'agitation *socialistes et démocratiques*, le parallélisme total de l'action révolutionnaire dans l'une et l'autre sphères. Mais il existe aussi une différence considérable entre les deux aspects d'activité et de lutte. Cette différence est que dans la lutte économique le prolétariat est absolument seul alors qu'il a contre lui et la noblesse terrienne et la bourgeoisie, qu'il bénéficie seulement de l'aide (pas toujours, tant s'en faut) des éléments de la petite bourgeoisie qui se sentent attirés vers le prolétariat. Tandis que, dans la lutte démocratique, *politique*, la classe ouvrière russe n'est pas seule ; à côté d'elle viennent se ranger tous les éléments d'opposition politique, les couches de la population et les classes qui sont hostiles à l'absolutisme et le combattent sous telles ou telles formes. *A côté* du prolétariat se rangent, de même, les éléments d'opposition de la bourgeoisie ou des classes instruites, ou de la petite bourgeoisie, ou des nationalités, religions ou sectes, etc., etc., persécutées par l'absolutisme. La question se pose tout naturellement : quels doivent être, premièrement, les rapports de la classe ouvrière avec ces éléments ? Et deuxièmement, ne doit-elle pas s'allier à eux pour une lutte commune contre l'absolutisme ? Puisque tous les social-démocrates reconnaissent que la révolution politique en Russie doit précéder la révolution socialiste, ne convient-il pas, après s'être allié à tous les éléments d'opposition politique pour la lutte contre l'absolutisme, d'ajourner pour l'instant le socialisme ? N'est-ce pas obligatoire pour renforcer la lutte contre l'absolutisme ?

Examinons ces deux questions.

En ce qui concerne l'attitude de la classe ouvrière comme combattant contre l'absolutisme, à l'égard de tous les autres groupes et classes d'opposition politique de la société, cette attitude est déterminée avec une parfaite précision par les principes essentiels du social-démocratisme, exposés dans le célèbre *Manifeste du Parti communiste*. Les social-démocrates soutiennent les classes progressives de la société contre les classes réactionnaires, la bourgeoisie contre les représentants de la propriété terrienne privilégiée et de caste, et contre le corps des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les convoitises réactionnaires de la petite bourgeoisie. Ce soutien ne suppose ni ne réclame aucun compromis avec les programmes et les principes non social-démocrates ; c'est le soutien d'un allié contre un ennemi *donné* ; si les social-démocrates prêtent ce soutien, c'est pour hâter la chute de l'ennemi commun ; mais ils n'attendent rien *pour eux-mêmes* de ces alliés temporaires et ne leur font aucune concession. Les social-démocrates soutiennent tout mouvement révolutionnaire contre le régime social actuel, toute nationalité opprimée, toute religion persécutée, toute catégorie sociale humiliée et ainsi de suite, dans leur lutte pour l'égalité des droits.

Le *soutien* de tous les éléments d'opposition politique se traduira dans la propagande des social-démocrates par ceci que, démontrant l'hostilité de l'absolutisme envers la cause ouvrière, les social-démocrates montreront en même temps que l'absolutisme est hostile à tels ou tels autres groupes sociaux ; ils montreront la solidarité de la classe ouvrière avec ces groupes *dans telles ou telles questions, pour telles ou telles tâches*, etc. En matière

d'agitation, ce soutien se traduira par ceci que les social-démocrates profiteront de toutes les manifestations du joug policier de l'absolutisme pour montrer aux ouvriers que ce joug pèse sur tous les citoyens russes en *général*, et, notamment, sur les représentants des catégories sociales, nationalités, religions, sectes, etc., particulièrement opprimées, et comment ce joug s'exerce plus spécialement sur la *classe ouvrière*. Enfin, dans la pratique, ce soutien se traduit par ceci, que les social-démocrates russes sont prêts à faire alliance avec les révolutionnaires d'orientation différente, en vue de réaliser tels ou tels objectifs partiels. Et cette volonté a été plus d'une fois pratiquement démontrée.

Nous en venons ainsi à la deuxième question. En montrant la solidarité de tels ou tels groupes d'opposition avec les ouvriers, les social-démocrates mettront toujours les ouvriers à part, ils s'attacheront à expliquer le caractère temporaire et conditionnel de cette solidarité ; ils souligneront constamment que le prolétariat est une classe à part, qui demain peut s'avérer l'adversaire de ses alliés d'aujourd'hui. On nous dira : « une telle indication *affaiblira* tous les combattants de la liberté politique, à l'heure actuelle ». Cette indication, répondrons-nous, *renforcera* tous les combattants de la liberté politique. Seuls sont forts les combattants qui s'appuient sur les intérêts réels *bien compris* de *classes* déterminées ; et tout escamotage de ces intérêts de classe, qui jouent dès à présent un rôle prédominant dans la société moderne, ne fera qu'affaiblir les combattants. Premier point. En second lieu, dans la lutte contre l'absolutisme, la classe ouvrière doit se mettre à part, car elle *seule* est jusqu'au bout l'ennemi conséquent et indéniable de l'absolutisme ; c'est entre elle *seule* et l'absolutisme que les compromis sont impossibles ; c'est dans la classe ouvrière *seule* que le démocratisme peut trouver un partisan absolu, qui ne se montrera pas indécis, qui ne regardera pas en arrière. Dans toutes les autres classes, dans tous les autres groupes et couches de la population, l'hostilité envers l'absolutisme *n'est pas absolue*, leur démocratisme regarde toujours en arrière. La bourgeoisie ne peut pas ne pas se rendre compte que l'absolutisme freine le développement industriel et social ; mais elle redoute la démocratisation complète du régime politique et social, et peut toujours faire alliance avec l'absolutisme contre le prolétariat. La petite bourgeoisie a une nature double ; se sentant attirée d'une part vers le prolétariat et le démocratisme, elle se sent attirée, de l'autre, vers les classes réactionnaires ; elle cherche à freiner l'histoire ; elle est capable de se laisser prendre aux expériences et aux manèges de l'absolutisme (par exemple, sous la forme de la « politique populaire » d'Alexandre III) ; elle est capable de faire alliance avec les classes gouvernantes contre le prolétariat, à *seule fin* de consolider sa situation de *petit possédant*. Les gens instruits, l'« intelligentsia » en général ne peut pas ne pas s'insurger contre la sauvage oppression policière de l'absolutisme, qui traque la pensée et le savoir ; mais les intérêts matériels de cette intelligentsia l'attachent à l'absolutisme, à la bourgeoisie, l'obligent à ne pas être conséquente, à faire des compromis, à vendre son ardeur révolutionnaire et d'opposition pour les émoluments que l'Etat lui paye, ou pour une part dans les bénéfices ou les dividendes. En ce qui concerne les éléments démocratiques appartenant aux nationalités opprimées ou confessant une religion persécutée, chacun sait et voit que les antagonismes de classe au sein de ces catégories de la population, sont beaucoup plus forts et plus profonds que la solidarité de toutes les classes de la catégorie correspondante, contre l'absolutisme et pour les institutions démocratiques. Le prolétariat seul peut être — et par sa position de classe il ne peut pas ne pas être — démocrate conséquent jusqu'au bout, ennemi résolu de l'absolutisme, incapable d'aucune concession, d'aucun compromis. Seul le prolétariat peut être un *combattant d'avant-garde* de la liberté politique et des institutions démocratiques ; car, premièrement, c'est sur le prolétariat que s'exerce le plus fortement l'oppression politique, qui ne permet aucun correctif à la situation de cette classe : celle-ci n'a ni accès au pouvoir suprême, ni même accès au corps des fonctionnaires, ni — Sa possibilité d'influer sur l'opinion publique. En second lieu, le prolétariat est seul capable de pousser *jusqu'au bout* la démocratisation du régime politique et social, puisqu'une telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers. Voilà pourquoi la *fusion* de l'activité démocratique de la classe ouvrière avec le démocratisme des autres classes et groupes, *affaiblirait* la vigueur du mouvement démocratique, *affaiblirait* la lutte politique, la rendrait moins résolue, moins conséquente, plus capable de compromis. Au contraire, la *mise à part* de la classe ouvrière, comme combattant d'avant-garde pour les institutions démocratiques, *renforcera* le mouvement démocratique, *renforcera* la lutte pour la liberté politique, car la classe ouvrière *stimulera* tous les autres éléments démocratiques et d'opposition politique ; elle poussera les libéraux vers les radicaux politiques, elle poussera les radicaux à la rupture décisive avec tout le régime politique et social de la société actuelle. Nous avons dit plus haut que tous les *socialistes* de Russie devaient devenir des *social-démocrates*. Nous ajoutons maintenant : Tous les *démocrates* véritables et conséquents de Russie doivent devenir des *social-démocrates*.

Illustrons notre pensée par un exemple. Prenons cette institution qu'est le corps des fonctionnaires, la bureaucratie, comme catégorie particulière de personnes spécialisées dans l'administration et placées dans une situation privilégiée par rapport au peuple. Depuis la Russie absolutiste, à demi asiatique, jusqu'à l'Angleterre cultivée, libre et civilisée, partout nous voyons cette institution, qui est un organisme indispensable de la société bourgeoise. A l'état arriéré de la Russie et à son absolutisme correspond la *servitude complète* du peuple devant les fonctionnaires, l'absence *totale* de contrôle sur la bureaucratie privilégiée. En Angleterre, il existe un puissant contrôle du peuple sur la chose publique ; mais là aussi ce contrôle *est loin d'être complet* ; là aussi la

bureaucratie conserve nombre de privilèges, elle est souvent le maître du peuple, et non son serviteur. En Angleterre aussi, nous voyons que les groupes sociaux puissants soutiennent les privilèges de la bureaucratie, font obstacle à la démocratisation complète de cette institution. Pourquoi cela ? Parce que le prolétariat a seul intérêt à cette démocratisation *complète* : les couches les plus avancées de la bourgeoisie défendent certaines prérogatives du corps des fonctionnaires, s'élèvent contre l'élection de tous les fonctionnaires, contre la suppression totale du cens, contre la responsabilité directe des fonctionnaires devant le peuple, etc. ; ces catégories sociales se rendent compte que le prolétariat utilisera cette démocratisation définitive *contre* la bourgeoisie. De même en Russie. Contre le corps des fonctionnaires russe tout puissant, irresponsable, vénal, sauvage, ignare et parasitaire, se dressent des couches très nombreuses, et des plus variées, du peuple russe. Mais en dehors du prolétariat il n'est *pas une seule* de ces catégories qui admette la démocratisation complète du corps des fonctionnaires, parce que toutes ces autres catégories (la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et l'« intelligentsia » en général) ont des attaches avec les fonctionnaires, parce que toutes ces catégories sont *apparentées* au corps des fonctionnaires russe. En est-il qui ignorent avec quelle facilité s'opère, dans la sainte Russie, la transformation de l'intellectuel radical, de l'intellectuel socialiste, en fonctionnaire du gouvernement impérial, — fonctionnaire qui se console à l'idée qu'il est « utile » dans les limites de la routine bureaucratique — fonctionnaire qui justifie par cette « utilité » son indifférentisme politique, sa servilité devant le gouvernement du *knout* et de la *nagaïka* ? Seul le *prolétariat* est irréductiblement hostile à l'absolutisme et à la bureaucratie russe, seul le *prolétariat* n'a aucune *attache* avec ces organismes de la société de la noblesse et de la bourgeoisie, seul le prolétariat est apte à leur vouer une haine implacable et à les combattre avec résolution.

Quand nous démontrons que le prolétariat, guidé dans sa lutte de classe par la social-démocratie, est le combattant d'avant-garde de la démocratie russe, nous nous heurtons à une opinion extrêmement répandue et fort étrange, selon laquelle la social-démocratie russe refoulerait à l'arrière-plan les questions politiques et la lutte politique. Comme on voit, cette opinion est diamétralement opposée à la vérité. Comment expliquer alors cette incompréhension surprenante des principes de la social-démocratie, principes maintes fois exposés dans le passé, et qui l'ont été dans les premières publications social-démocrates, dans les brochures et livres édités à l'étranger, par le groupe « Libération du Travail⁴⁰ ». Il nous semble qu'il faut chercher l'explication de ce fait surprenant dans les trois circonstances suivantes :

Premièrement, dans l'incompréhension générale des principes du social-démocratismes chez les représentants des vieilles théories révolutionnaires, qui sont habitués à baser programmes et plans d'activité sur des idées abstraites, au lieu de tenir compte des classes réelles agissant dans le pays et placées par l'histoire dans tels ou tels rapports. Précisément l'absence de cette étude réaliste des *intérêts* qui soutiennent la démocratie russe, pouvait seule faire naître l'opinion selon laquelle la social-démocratie russe laisserait dans l'ombre les tâches démocratiques des révolutionnaires russes.

Deuxièmement, dans l'incompréhension du fait que la réunion des problèmes économiques et politiques de l'activité socialiste et démocratique en un tout, en une seule *lutte de classe du prolétariat*, loin d'affaiblir, renforce le mouvement démocratique et la lutte politique qu'elle rapproche des intérêts réels des masses populaires ; du fond des « cabinets étroits de l'intelligentsia » elle fait sortir les problèmes politiques dans la rue, parmi les ouvriers et les classes laborieuses, en substituant aux idées abstraites de l'oppression politique les manifestations réelles de cette oppression, dont souffre le plus le prolétariat et sur la base desquelles la social-démocratie fait son travail d'agitation. Au radical russe il semble assez souvent que le social-démocrate qui, au lieu d'appeler ouvertement et directement les ouvriers d'avant-garde à la lutte politique, affirme la nécessité de développer le mouvement ouvrier, d'organiser la lutte de classe du prolétariat, — il lui semble que, ce faisant, le social-démocrate *s'écarte* de son démocratismes, qu'il refoule la lutte politique. Mais s'il est vrai qu'il y a là un *recul*, ce ne peut être que celui dont parle le proverbe français : « Il faut reculer pour mieux sauter ! » [*En français dans le texte. N. du Trad.*]

Troisièmement, le malentendu provient de ce que la notion même de « lutte politique » a une signification différente pour le partisan de la *Narodnaïa Volia* et le partisan du *Narodnoié Pravo* d'une part, et pour le social-démocrate, de l'autre. Les social-démocrates conçoivent autrement la lutte politique ; ils la conçoivent d'une façon *beaucoup plus large* que ne le font les représentants des vieilles théories révolutionnaires. Une illustration saisissante de cette thèse qui peut paraître paradoxale, nous est fournie par la *Feuille volante du groupe Narodnaïa Volia* n° 4, du 9 décembre 1895. En saluant de tout notre cœur cette publication, témoin que la pensée poursuit une activité profonde et fructueuse au sein des actuels partisans de la *Narodnaïa Volia*, nous ne pouvons nous empêcher de signaler l'article de P. L. Lavrov « Sur les questions de programme » (pp. 19-22), qui montre avec relief une autre façon de concevoir la lutte politique chez les partisans de la *Narodnaïa Volia* de la vieille orientation. [*L'article de P. L. Lavrov, publié au n° 4, n'est qu'un « extrait » d'une longue lettre de P. L. Lavrov destinée aux Documentations. Nous avons entendu dire que cet été (1897) ont paru à l'étranger, aussi bien cette*

lettre de P. L. Lavrov, in extenso, que la réponse de Plékhanov ; mais nous n'avons pu voir ni l'une ni l'autre. Nous ignorons de même si le n° 5 de la Feuille volante du groupe Narodnaïa Volia parut, dans lequel la rédaction promettait un éditorial au sujet de la lettre de P. L. Lavrov. Voir n° 4, p. 22, colonne 1, note.] « ...Ici, — écrit P. L. Lavrov en parlant du rapport entre le programme de la Narodnaïa Volia et celui des social-démocrates, — une seule question est essentielle, rien qu'une seule : Est-il possible, sous l'absolutisme, d'organiser un parti ouvrier fort et en dehors de l'organisation d'un parti révolutionnaire dirigé contre l'absolutisme ? » (p. 21, colonne 2). De même un peu plus haut (colonne 1) : « ...organiser un parti ouvrier russe sous la domination de l'absolutisme, sans organiser en même temps un parti révolutionnaire contre cet absolutisme. » Nous ne comprenons pas du tout ces distinctions, si cardinalement essentielles pour P. L. Lavrov. Comment cela ? « Un parti ouvrier en dehors d'un parti révolutionnaire dirigé contre l'absolutisme » ?? Le parti ouvrier lui-même n'est-il donc pas un parti révolutionnaire ? N'est-il pas dirigé contre l'absolutisme ? Le passage suivant de l'article de P. L. Lavrov donne l'explication de cette bizarrerie : « Force est de procéder à l'organisation d'un parti ouvrier russe alors qu'existe l'absolutisme avec toutes ses beautés. Si les social-démocrates réussissaient la chose, sans organiser du même coup un *complot* politique contre l'absolutisme, avec toutes les conditions que comporte un pareil *complot*, il est évident que leur programme politique serait le vrai programme des socialistes russes, puisque l'affranchissement des ouvriers se ferait par les ouvriers eux-mêmes. Mais cela est fort douteux, sinon impossible » (p. 21, colonne 1). Allons bon ! Pour le partisan de la Narodnaïa Volia, la notion de lutte politique équivaut à la notion de *complot* politique ! Il faut avouer que, dans ces paroles, P. L. Lavrov a réussi à montrer avec un parfait relief la différence essentielle entre la tactique de la lutte politique des partisans de la Narodnaïa Volia et la tactique de la lutte politique des social-démocrates. Les traditions du blanquisme⁴¹, de l'esprit de conspiration, sont terriblement fortes chez les partisans de la Narodnaïa Volia, fortes au point qu'ils ne peuvent se représenter la lutte politique autrement que sous la forme d'un complot politique. Or les social-démocrates ne pèchent pas par une telle étroitesse de vues ; ils ne croient pas aux complots ; ils pensent que l'époque des complots est depuis longtemps révolue ; que réduire la lutte politique à un complot, c'est d'une part la rétrécir outre mesure, et de l'autre choisir les procédés de lutte les moins heureux. Chacun comprend que la déclaration de P. L. Lavrov, prétendant que « l'activité de l'Occident sert de modèle absolu aux social-démocrates russes » (p. 21, colonne 1), n'est rien de plus qu'un procédé de polémique ; qu'en réalité les social-démocrates russes n'ont jamais oublié nos conditions politiques, jamais rêvé à la possibilité de créer ouvertement en Russie un parti ouvrier ; qu'ils n'ont jamais séparé les objectifs de la lutte pour le socialisme des objectifs de la lutte pour la liberté politique. Ils ont toujours pensé et continuent de penser que cette lutte doit être menée, non par des conspirateurs, mais par un parti révolutionnaire s'appuyant sur le mouvement ouvrier. Ils pensent que la lutte contre l'absolutisme ne doit pas consister à préparer des complots, mais à éduquer, à discipliner et organiser le prolétariat, à faire de l'agitation politique parmi les ouvriers, en vue de flétrir toute manifestation d'absolutisme, de clouer au poteau d'infamie tous les chevaliers du gouvernement policier et d'obliger ce dernier à faire des concessions. N'est-ce pas là justement l'activité de l'*Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière* de Saint-Petersbourg ? Cette organisation n'est-elle pas, précisément, un embryon du parti révolutionnaire qui s'appuie sur le mouvement ouvrier, dirige la lutte de classe du prolétariat, la lutte contre le capital et contre le gouvernement absolutiste, sans organiser des complots d'aucune sorte, et qui puise ses forces justement dans la *réunion* de la lutte socialiste et démocratique en une seule lutte de classe indivisible du prolétariat de Saint-Petersbourg ? L'activité de l'*Union*, malgré toute sa brièveté, n'a-t-elle pas prouvé déjà que le prolétariat guidé par la social-démocratie constitue une grande force politique, avec laquelle le gouvernement est obligé de compter dès à présent, et à laquelle il s'empresse de faire des concessions ? La loi du 2 juin 1897⁴², par la hâte qu'on a mise à l'appliquer, comme par son contenu, montre nettement l'importance qui s'y attache comme concession arrachée par le prolétariat, comme position conquise sur l'ennemi du peuple russe. Cette concession est très minime, la position très insignifiante ; c'est qu'aussi l'organisation du mouvement ouvrier qui a pu imposer cette concession, ne se distingue ni par son ampleur, ni par sa solidité, ni par son ancienneté, ni par la richesse de son expérience ou de ses ressources : l'*Union de lutte* n'a été fondée, comme on sait, qu'en 1895-1896, et ses appels aux ouvriers étaient de simples tracts tirés à la polycopie ou lithographies. Peut-on nier qu'une organisation analogue, qui grouperait au moins les plus grands centres du mouvement ouvrier de Russie (régions de Saint-Petersbourg, de Moscou-Vladimir, région du Sud et les principales villes comme Odessa, Kiev, Saratov etc.) ; qui posséderait un organe révolutionnaire et jouirait parmi les ouvriers russes d'une autorité égale à celle dont jouit l'*Union de lutte* parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg, — peut-on nier qu'une telle organisation serait un très puissant facteur politique dans la Russie actuelle, un facteur avec lequel le gouvernement ne pourrait pas ne pas compter, dans toute sa politique intérieure et extérieure ? En dirigeant la lutte de classe du prolétariat ; en développant l'esprit d'organisation et de discipline parmi les ouvriers ; en les aidant à lutter pour leurs besoins économiques immédiats et à conquérir sur le capital une position après l'autre ; en faisant l'éducation politique des ouvriers et poursuivant de façon méthodique et constante l'absolutisme, traquant tous les bachi-bouzouks tsaristes qui font peser sur le prolétariat la lourde poigne du gouvernement policier, — une telle organisation serait tout à la fois une organisation du parti ouvrier adaptée à nos conditions, et un parti révolutionnaire puissant dirigé contre l'absolutisme. Quant à disserter par

avance sur le moyen qu'emploiera cette organisation pour porter un coup décisif à l'absolutisme ; sur la question de savoir si elle préférera, par exemple, l'insurrection ou la grève politique de masse ou bien un autre procédé d'attaque, — dissenter par avance sur ce point et vouloir résoudre la question tout de suite, serait un vain doctrinarisme. Ce serait comme si des généraux organisaient un conseil militaire avant de rassembler des troupes, avant de les mobiliser et de les faire marcher contre l'ennemi. Et lorsque l'armée du prolétariat combattra sans défaillance et sous la direction d'une forte organisation social-démocrate, pour son affranchissement économique et politique, cette armée indiquera elle-même aux généraux les procédés et les moyens d'action. Alors, mais alors seulement, on pourra envisager le coup décisif à porter à l'absolutisme ; car la solution de ce problème dépend précisément de l'état du mouvement ouvrier, de son ampleur, des modalités de lutte élaborées par le mouvement, des particularités de l'organisation révolutionnaire qui dirige le mouvement, de l'altitude des autres éléments sociaux envers le prolétariat et l'absolutisme, des conditions de la politique extérieure et intérieure, — en un mot, de mille conditions qu'il est impossible et inutile de deviner à l'avance.

Aussi le jugement ci-après de P. L. Lavrov est-il également injuste au suprême degré :

« Or, s'ils (les social-démocrates) sont obligés de grouper, d'une façon ou d'une autre, non seulement les forces ouvrières pour la lutte contre le capital mais encore de rassembler les individualités et groupes révolutionnaires pour la lutte contre l'absolutisme, les social-démocrates russes, quel que soit le nom qu'ils se donnent, accepteront *en fait* (souligné par l'auteur) le programme de leurs adversaires, les partisans de *Narodnaïa Volia*. La différence dans la façon de concevoir la communauté rurale, les destinées du capitalisme en Russie, le matérialisme économique sont des points de détail très peu importants pour l'œuvre elle-même, et qui ne favorisent ou n'entravent que le règlement de problèmes particuliers, de procédés particuliers touchant la préparation des points essentiels, mais pas plus» (p. 21, colonne 1).

Il serait même étrange de vouloir contester cette dernière thèse, selon laquelle la différence dans la façon de concevoir les problèmes essentiels de la vie russe et du développement de la société russe, les problèmes essentiels de la compréhension de l'histoire, ne peut concerner que des « points de détail » ! On a dit depuis longtemps : sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire. Et il n'est guère besoin *aujourd'hui* de démontrer cette vérité. La théorie de la lutte de classe, la conception matérialiste de l'histoire russe et l'appréciation matérialiste de la situation économique et politique actuelle de la Russie, la reconnaissance de la nécessité de ramener la lutte révolutionnaire à des intérêts déterminés, d'une classe déterminée, en analysant les rapports de cette classe avec les autres, — appeler ces questions révolutionnaires d'importance des « points de détail » est si prodigieusement faux et inattendu de la part d'un vétéran de la *théorie* révolutionnaire, que nous sommes quasiment prêts à considérer ce passage comme un simple lapsus. En ce qui concerne la première partie de la tirade reproduite ici, son injustice est encore plus frappante. Déclarer dans la presse que les social-démocrates russes ne font que grouper les forces ouvrières pour la lutte contre le capital (c'est-à-dire pour la lutte économique seule !), sans rassembler les individualités et groupes révolutionnaires pour la lutte contre l'absolutisme, — c'est ou ne pas connaître ou ne pas vouloir connaître les faits universellement connus sur l'activité des social-démocrates russes. Ou peut être P. L. Lavrov ne tient-il pas les social-démocrates militant pratiquement en Russie pour des « individualités révolutionnaires » ou des « groupes révolutionnaires » ? ! Ou bien (et cette deuxième hypothèse est probablement plus juste) par « lutte » contre l'absolutisme il n'entend que les complots contre l'absolutisme ? (Rapproch. la p. 21, colonne 2 : «... il est question de ... l'organisation d'un *complot* révolutionnaire » ; souligné par nous) Peut être, d'après P. L. Lavrov, celui qui ne monte pas de complots politiques ne mène pas non plus la lutte politique ? Nous le répétons encore : une telle façon de voir correspond entièrement aux anciennes traditions de l'ancienne *Narodnaïa Volia*, mais elle ne correspond aucunement ni à l'idée qu'on se fait aujourd'hui de la lutte politique, ni à la réalité de nos jours.

Il nous reste à dire quelques mots des membres du *Narodnoïe Pravo*. P. L. Lavrov a parfaitement raison, à notre avis, lorsqu'il dit que les social-démocrates « recommandent les membres du *Narodnoïe Pravo* comme des gens plus francs, et sont prêts à les soutenir sans d'ailleurs fusionner avec eux » (p. 19, colonne 2) ; il faudrait seulement ajouter : comme des *démocrates* plus francs et *dans la mesure* où les membres du *Narodnoïe Pravo* s'affirment des démocrates conséquents. Malheureusement, cette condition est plutôt un avenir souhaitable qu'un présent réel. Les membres du *Narodnoïe Pravo* ont formulé le désir de débarrasser du populisme les tâches démocratiques, comme aussi de les débarrasser en général de tout lien avec les formes vieillies du « socialisme russe » ; mais il se trouve qu'eux-mêmes étaient loin d'être affranchis des vieux préjugés et loin d'être conséquents, lorsqu'ils ont nommé leur parti, parti de transformations exclusivement politiques — le parti « social (??!)-révolutionnaire » (voir leur *Manifeste* daté du 19 février 1894) et lorsqu'ils ont déclaré dans leur *Manifeste* que « dans la notion de droit du peuple entrait l'idée d'organisation de la production populaire » (force nous est de citer de mémoire), — introduisant ainsi en sourdine les mêmes préjugés du populisme. C'est pourquoi P. L. Lavrov n'avait peut-être pas tout à fait tort de les appeler des « politiciens de mascarade » (p. 20,

colonne 2). Mais peut être serait-il plus juste de considérer le narodopravisme comme une doctrine transitoire, à laquelle on ne peut refuser le mérite d'avoir rougi du particularisme des doctrines populistes et d'avoir engagé ouvertement la polémique contre les réactionnaires les plus odieux du populisme, qui, devant l'absolutisme policier et de classe, se permettent de dire que des transformations économiques et non politiques seraient à souhaiter (voir la *Question urgente*, édition du parti *Narodnoïé Pravo*). Si le parti *Narodnoïé Pravo* ne compte réellement personne d'autre que d'anciens socialistes, qui cachent leur drapeau socialiste pour des considérations de tactique, qui ne font que s'affubler du masque d'hommes politiques non socialistes (ainsi que le suppose P. L. Lavrov, p. 20, colonne 2), alors ce parti n'a évidemment aucun avenir. Mais si ce parti compte aussi de véritables hommes politiques non socialistes, des démocrates non socialistes, qui n'ont rien des politiciens de mascarade, — alors ce parti peut être d'une grande utilité, en cherchant à se rapprocher des éléments d'opposition politique de notre bourgeoisie, à éveiller la conscience politique de classe de notre petite bourgeoisie, des petits commerçants, des petits artisans, etc. ; de cette classe qui, partout en Europe occidentale, a joué son rôle dans le mouvement démocratique et a fait chez nous, en Russie, des progrès particulièrement rapides sous le rapport culturel et autre, pendant la période consécutive à la réforme, et qui ne peut pas ne pas sentir le joug du gouvernement policier, avec l'appui cynique qu'il prête aux gros usiniers, et aux gros atouts — monopoleurs de la finance et de l'industrie. Pour cela il faut seulement que les membres du *Narodnoïé Pravo* se donnent comme tâche précise de se rapprocher des diverses couches de la population, au lieu de se borner toujours à la même « intelligentsia », dont l'impuissance due à son détachement des intérêts réels des masses, est également reconnue dans la *Question urgente*. Pour cela il est indispensable que les narodopravtsy abandonnent toutes les prétentions à vouloir fusionner les éléments hétérogènes de la société et écarter le socialisme devant les tâches politiques ; qu'ils abandonnent la fausse honte entravant le rapprochement avec les couches bourgeoises de la nation, — c'est-à-dire qu'ils ne parlent pas seulement du programme des hommes politiques non socialistes, mais qu'ils agissent en conformité avec ce programme, en éveillant et développant la conscience de classe des groupes et des classes de la société, qui n'ont aucunement besoin du socialisme, mais qui sentent de plus en plus fort le joug de l'absolutisme et la nécessité de la liberté politique. La social-démocratie russe est encore très jeune. Elle ne fait que de sortir de cet état embryonnaire où les problèmes théoriques tenaient une place prédominante. Elle commence seulement à développer son activité pratique. Au lieu de critiquer les théories et programmes social-démocrates, les révolutionnaires des autres fractions doivent, par la force des choses, faire la critique de l'*activité pratique* des social-démocrates russes. Et il faut reconnaître que cette dernière critique se distingue de la façon la plus marquée de la critique de leur théorie ; elle s'en distingue au point qu'il a été possible de répandre ce bruit grotesque que l'*Union de lutte* de Saint-Petersbourg était une organisation non social-démocrate. La possibilité même d'un tel bruit montre à elle seule la fausseté des accusations, portées généralement contre les social-démocrates, de méconnaître la lutte politique. La possibilité même de ce bruit, atteste que beaucoup de révolutionnaires que la *théorie* des social-démocrates n'avait pu convaincre, commencent à être convaincus par l'*activité pratique* de ces derniers. Un champ d'action immense, à peine entamé, s'ouvre devant la social-démocratie russe. L'éveil de la classe ouvrière russe, son élan spontané vers le savoir, vers l'union, vers le socialisme, vers la lutte contre ses exploités et ses oppresseurs, se manifeste chaque jour avec toujours plus d'éclat et d'ampleur. Les progrès prodigieux réalisés ces derniers temps par le capitalisme russe, offrent la garantie que le mouvement ouvrier grandira sans cesse en largeur et en profondeur. A l'heure actuelle, nous traversons visiblement une période du cycle capitaliste où l'industrie « prospère », où le commerce est très actif, où les usines travaillent à plein et où, tels des champignons après la pluie, pousse une multitude de nouvelles usines, de nouvelles entreprises, de sociétés anonymes, de chemins de fer, etc., etc. Point n'est besoin d'être prophète pour prédire le krach inévitable (plus ou moins brusque) qui doit suivre cette « prospérité » de l'industrie. Ce krach ruinera la masse des petits patrons, jettera des masses d'ouvriers dans les rangs des chômeurs et posera, ainsi, devant toutes les masses ouvrières, sous une forme aiguë, les problèmes du socialisme et du démocratism, qui se posent depuis longtemps déjà à tout ouvrier conscient et réfléchi. Les social-démocrates russes doivent avoir soin que ce krach trouve le prolétariat russe plus conscient, plus uni, ayant la compréhension des tâches de la classe ouvrière russe, capable d'infliger une riposte à la classe des capitalistes qui, de nos jours, récoltent des profits exorbitants et cherchent constamment à faire retomber leurs pertes sur les ouvriers, — capable d'engager à la tête de la démocratie russe, une lutte décisive contre l'absolutisme policier, qui lie pieds et poings les ouvriers russes et le peuple russe tout entier.

Ainsi donc, à l'ouvrage, camarades ! Ne perdons pas un temps précieux ! Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour fortifier les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers en littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et groupes social démocrates, dispersés dans tous les coins de la Russie, en un seul *parti ouvrier social-démocrate* !

La brochure fut imprimée en 1898 à Genève.

FONDATION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE. APPARITION DES FRACTIONS BOLCHEVIQUE ET MENCHÉVIQUE DANS LE PARTI

QUE FAIRE ?

LES QUESTIONS BRÛLANTES DE NOTRE MOUVEMENT

... La lutte intérieure donne au parti la force et la vitalité ; la preuve la plus grande de la faiblesse du parti, c'est son amorphisme et l'absence de frontières nettement délimitées ; le parti se renforce en s'épurant... (Extrait d'une lettre de Lassalle à Marx, 24 juin 1852.)

PREFACE A LA 1^{re} ÉDITION

La brochure que nous présentons au lecteur devait, dans l'intention première de l'auteur, être consacrée au développement détaillé des idées exprimées dans l'article « Par où commencer ? » (*Iskra*, n° 4, mai 1901). Nous devons tout d'abord nous excuser auprès du lecteur pour le retard apporté à l'exécution de la promesse faite dans cet article (et répétée en réponse à de nombreuses questions et lettres privées). Une des raisons de ce retard fut la tentative d'unification de toutes les organisations social-démocrates à l'étranger, entreprise en juin 1901. Il était naturel que l'on attendît les résultats de cette tentative, car si elle avait réussi, il eût peut-être fallu exposer sous un angle un peu différent les points de vue de l'*Iskra* en matière d'organisation ; en tout cas, cette réussite eût donné l'espoir de mettre très rapidement fin à l'existence de deux tendances dans la social-démocratie russe. Cette tentative, le lecteur ne l'ignore pas, a échoué, et, comme nous essaierons de le démontrer plus loin, elle ne pouvait pas avoir une autre fin, après le nouveau coup de barre du *Rabotchéïé Diélo*, dans son numéro 10, vers l'économisme. Il était devenu absolument nécessaire d'engager une lutte décisive contre cette tendance vague et peu déterminée, mais en revanche d'autant plus persistante et susceptible de renaître sous les formes les plus variées. Ceci étant, le plan initial de cette brochure a été modifié et considérablement élargi.

Elle devait avoir pour thème principal les trois questions posées dans l'article « Par où commencer ? » Savoir : le caractère et le contenu essentiel de notre agitation politique ; nos tâches d'organisation ; le plan de construction menée par plusieurs bouts à la fois, d'une organisation de combat pour toute la Russie. Depuis longtemps ces problèmes intéressent l'auteur, qui s'est efforcé déjà de les soulever dans la *Rabotchaïa Gazéta*⁴³, lors d'une tentative, faite sans succès, pour renouveler ce journal (voir chap. V). Mais mon intention première de me borner dans cette brochure à l'analyse de ces trois questions et d'exposer mes vues, autant que possible, sous une forme positive sans recourir ou presque à la polémique, s'est avérée complètement irréalisable pour deux raisons. D'une part, l'économisme s'est révélé beaucoup plus vivace que nous ne le supposions (nous employons le terme économisme dans une acception large, comme il a été expliqué dans l'article de l'*Iskra*, n° 12 (décembre 1901) : « Entretien avec les défenseurs de l'économisme », article qui trace pour ainsi dire le canevas de la brochure que nous présentons au lecteur). Chose indéniable aujourd'hui, c'est que les différentes opinions émises sur ces trois problèmes s'expliquent beaucoup plus par l'opposition radicale de deux tendances dans la social-démocratie russe, que par des divergences de détail. D'autre part, la perplexité que suscita chez les économistes l'exposé méthodique de nos vues dans l'*Iskra* a montré à l'évidence que souvent nous parlons littéralement des langues différentes ; que, par suite, nous ne pourrions nous entendre sur rien si nous ne commençons pas *ab ovo* ; qu'il est nécessaire de tenter une « explication » méthodique aussi populaire que possible, illustrée de très nombreux exemples concrets, avec tous les économistes sur tous les points capitaux de nos divergences. Et j'ai résolu de faire cette tentative d'« explication », comprenant parfaitement qu'elle accroîtrait considérablement les dimensions de cette brochure et en retarderait la parution, mais je ne voyais aucun autre moyen de tenir la promesse que j'ai faite dans l'article « Par où commencer ? » Aux excuses concernant ce retard, je dois donc en ajouter d'autres, pour l'extrême insuffisance de la forme littéraire de cette brochure : j'ai dû travailler avec une précipitation extrême et j'ai, en outre, été fréquemment interrompu par toute sorte d'autres travaux.

L'analyse des trois questions indiquées plus haut continue de faire le fond de la brochure, mais il m'a fallu commencer par deux autres questions d'ordre plus général : pourquoi un mot d'ordre aussi « anodin » et « naturel » que celui de la « liberté de critique » est-il pour nous un vrai cri de guerre ? Pourquoi ne pouvons-nous pas nous entendre même sur la question fondamentale du rôle de la social-démocratie à l'égard du mouvement de masse spontané ? En outre, l'exposé de mes vues sur le caractère et le contenu de l'agitation politique est devenu une explication de la différence entre politique trade-unioniste et politique social-démocrate, et l'exposé de mes vues sur les tâches d'organisation, une explication de la différence entre le primitivisme qui satisfait les

économistes, et l'organisation des révolutionnaires, que nous considérons comme indispensable. Ensuite, j'insiste d'autant plus sur le « plan » d'un journal politique pour toute la Russie, que les objections qui y ont été faites sont plus inconsistantes et qu'on a moins répondu pour le fond à la question posée dans l'article « Par où commencer ? » : comment pourrions-nous entreprendre simultanément, par tous les bouts, la construction de l'organisation qui nous est nécessaire ? Enfin, dans la dernière partie de la brochure, j'espère montrer que nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour prévenir la rupture décisive avec les économistes, rupture devenue cependant inévitable ; que le *Rabotchéïé Diélo* a acquis une importance spéciale, « historique » si vous voulez, parce qu'il a exprimé le plus complètement et avec le plus de relief, non pas l'économisme conséquent, mais la dispersion et les errements qui ont été le trait distinctif de *toute une période* de l'histoire de la social démocratie russe ; que, par conséquent, pour trop développée qu'elle puisse paraître, la polémique avec le *Rabotchéïé Diélo* a sa raison d'être, car nous ne pouvons aller de l'avant sans liquider définitivement cette période.

V. Iline
Février 1902

I. DOGMATISME ET « LIBERTÉ DE CRITIQUE »

a) *Que signifie la « liberté de critique » ?*

La « liberté de critique » est sans conteste, de nos mots d'ordre actuels, le plus à la mode, celui qui revient le plus fréquemment dans les discussions entre socialistes et démocrates de tous les pays. Au premier abord, rien de plus étrange que de voir une des parties en litige se réclamer solennellement de la liberté de critique. Se peut-il que, dans les partis avancés, des voix se soient élevées contre la loi constitutionnelle qui, dans la plupart des pays européens, garantit la liberté de la science et de l'investigation scientifique ? « Il y a là-dessous autre chose ! » se dira nécessairement tout homme non intéressé à la discussion et qui a entendu ce mot d'ordre à la mode répété à tous les carrefours, mais n'a pas encore saisi le fond du désaccord. « Ce mot d'ordre est évidemment un de ces petits mots conventionnels qui, comme des sobriquets, sont consacrés par l'usage et deviennent presque des noms communs. »

En effet, ce n'est un mystère pour personne que, dans la social-démocratie internationale d'aujourd'hui [*A propos. C'est là un fait presque unique dans l'histoire du socialisme moderne et extrêmement consolant dans son genre : pour la première fois une dispute entre diverses tendances au sein du socialisme déborde le cadre national pour devenir international. Naguère, les discussions entre lassalliens⁴⁴ et eisenachiens, entre guesdistes et possibilistes, entre fabiens et social-démocrates, entre narodovoltsy et social-démocrates, restaient purement nationales, reflétaient des particularités essentiellement nationales, se déroulaient pour ainsi dire sur des plans différents. A l'heure présente (ceci apparaît clairement aujourd'hui), les fabiens anglais, les ministéralistes français, les bernsteiniens allemands, les critiques russes⁴⁵ forment tous une seule famille, se congratulent réciproquement, s'instruisent les uns auprès des autres et mènent campagne en commun contre le marxisme « dogmatique ». Peut être, dans cette première mêlée véritablement internationale avec l'opportunisme socialiste, la social-démocratie révolutionnaire internationale se fortifiera-t-elle assez pour mettre fin à la réaction politique qui sévit depuis longtemps en Europe.], il s'est formé deux tendances dont la lutte tantôt se ranime et brille d'une flamme éclatante, tantôt s'apaise et couve sous la cendre d'imposantes « résolutions de trêve ». En quoi consiste la « nouvelle » tendance qui « critique » l'ancien marxisme « dogmatique », c'est ce que Bernstein⁴⁶ a dit et ce que Millerand⁴⁷ a montré avec une netteté suffisante.*

Parti de révolution sociale, la social-démocratie doit se transformer en parti démocratique de réformes sociales. Cette revendication politique, Bernstein l'a entourée de toute une batterie de « nouveaux » arguments et considérations assez harmonieusement orchestrés. Il nie la possibilité de donner un fondement scientifique au socialisme et de prouver, du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire, sa nécessité et son inévitabilité ; il nie la misère croissante, la prolétarianisation et l'aggravation des antagonismes capitalistes ; il déclare inconsistante la conception même du « but final » et repousse catégoriquement l'idée de la dictature du prolétariat ; il nie l'opposition de principe entre le libéralisme et le socialisme ; il nie la *théorie de la lutte de classes*, soi-disant inapplicable à une société strictement démocratique, administrée selon la volonté de la majorité, etc.

Ainsi, le coup de barre décisif réclamé — de la social-démocratie révolutionnaire vers le social-réformisme bourgeois — était accompagné d'un revirement non moins décidé vers la critique bourgeoise de toutes les idées fondamentales du marxisme. Et comme cette critique était depuis longtemps dirigée contre le marxisme du haut de la tribune politique et de la chaire universitaire, en d'innombrables brochures et dans une série de savants

traités ; comme, depuis des dizaines d'années, elle était inculquée systématiquement à la jeune génération des classes instruites, il n'est pas étonnant que la « nouvelle » tendance « critique » dans la social-démocratie ait surgi du premier coup sous sa forme définitive, telle Minerve du cerveau de Jupiter. Dans son contenu, cette tendance n'a pas eu à se développer et à se former : elle a été transplantée directement de la littérature bourgeoise dans la littérature socialiste.

Poursuivons. Si la critique théorique de Bernstein et ses aspirations politiques présentaient encore pour certains des points obscurs, les Français se sont chargés de faire une démonstration pratique de la « nouvelle méthode ». Cette fois encore la France a justifié sa vieille réputation de « pays dans l'histoire duquel la lutte des classes, plus qu'ailleurs, était poussée résolument jusqu'au bout » (Engels, extrait de la préface au *18 Brumaire*⁴⁸ de Marx). Au lieu de théoriser, les socialistes français ont agi ; les conditions politiques de la France, plus évoluées sous le rapport démocratique, leur ont permis de passer immédiatement au « bernsteinisme pratique » avec toutes ses conséquences. Millerand a fourni un brillant exemple de ce bernsteinisme pratique ; aussi, avec quel zèle Bernstein et Vollmar sont-ils accourus pour défendre et louer Millerand ! En effet, si la social-démocratie n'est au fond que le parti des réformes et doit avoir le courage de le reconnaître ouvertement, le socialiste non seulement a le droit d'entrer dans un ministère bourgeois, mais il doit même s'y efforcer toujours. Si la démocratie signifie, dans le fond, la suppression de la domination de classe, pourquoi un ministre socialiste ne séduirait-il pas le monde bourgeois par des discours sur la collaboration des classes ? Pourquoi ne conserverait-il pas son portefeuille, même après que des meurtres d'ouvriers par les gendarmes ont montré pour la centième et la millième fois le véritable caractère de la collaboration démocratique des classes ? ... Et pour compenser cet abîme d'avilissement et d'autofustigation du socialisme devant le monde entier, pour compenser cette perversion de la conscience socialiste des masses ouvrières — seule base possible de la victoire — on nous offre de grandiloquents *projets* de réformes infimes, infimes au point qu'on obtenait davantage des gouvernements bourgeois !

Ceux qui ne ferment pas sciemment les yeux ne peuvent pas ne pas voir que la nouvelle tendance « critique » n'est, dans le j socialisme, qu'une nouvelle variété de *l'opportunisme*. Est si l'on juge des gens, non pas d'après le brillant uniforme qu'ils ont revêtu ou le nom à effet dont ils se sont affublés, mais par leur façon d'agir et les idées qu'ils propagent effectivement, il apparaîtra clairement que la « liberté de critique » est la liberté de l'opportunisme dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté de faire pénétrer dans le socialisme les idées bourgeoises et les éléments bourgeois.

La liberté est un grand mot, mais c'est sous le drapeau de la liberté de l'industrie qu'ont été menées les guerres les plus spoliatrices ; c'est sous le drapeau de la liberté du travail qu'on a dépouillé les travailleurs. L'expression « liberté de critique », telle qu'on l'emploie aujourd'hui, renferme le même mensonge. Des gens vraiment convaincus d'avoir poussé en avant la science ne réclameraient pas pour des conceptions nouvelles la liberté d'exister à côté des anciennes, mais le remplacement de celles-ci par celles-là. Or, les cris actuels de : « Vive la liberté de critique ! » rappellent trop la fable du tonneau vide.

Petit groupe compact, nous cheminons par une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis, et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu. Nous nous sommes unis en vertu d'une décision librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir constitué un groupe à part, et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation. Et certains d'entre nous de crier : Allons dans ce marais ! Et lorsqu'on leur fait honte, ils répliquent : Quels gens arriérés vous êtes ! N'avez-vous pas honte de nous dénier la liberté de vous inviter à suivre une voie meilleure ! Oh ! oui, messieurs, vous êtes libres non seulement de nous inviter, mais d'aller où bon vous semble, fût-ce dans le marais ; nous trouvons même que votre véritable place est précisément dans le marais, et nous sommes prêts, dans la mesure de nos forces, à vous aider à y transporter vos pénates. Mais alors lâchez-nous la main, ne vous accrochez pas à nous et ne souillez pas le grand mot de liberté, parce que, nous aussi, nous sommes « libres » d'aller où bon nous semble, libres de combattre aussi bien le marais que ceux qui s'y dirigent.

b) *Les nouveaux défenseurs de la « liberté de critique ».*

Et c'est ce mot d'ordre (« liberté de critique ») que le *Rabotchéié Diélo* (n° 10), organe de *l'Union des social-démocrates russes* à l'étranger, a formulé solennellement ces tout derniers temps ; non comme postulat théorique, mais comme revendication politique, comme réponse à la question : « L'union des organisations social-démocrates fonctionnant à l'étranger est-elle possible ? » — « Pour une union solide, la liberté de critique est indispensable » (p. 36).

De là deux conclusions bien nettes : 1° le *Rabotchéïé Diélo* assume la défense de la tendance opportuniste dans la social-démocratie internationale, en général ; 2° le *Rabotchéïé Diélo* réclame la liberté de l'opportunisme dans la social-démocratie russe. Examinons ces conclusions :

Ce qui déplaît « surtout » au *Rabotchéïé Diélo*, c'est la « tendance qu'ont l'*Iskra* et la *Zaria*⁴⁹ à pronostiquer la rupture entre la *Montagne* et la *Gironde* de la social-démocratie internationale ». [*La comparaison entre les deux tendances du prolétariat révolutionnaire tendance révolutionnaire et tendance opportuniste et les deux tendances de la bourgeoisie révolutionnaire du XVIII^e siècle (tendance jacobine — « la Montagne » — et tendance girondine a été faite dans l'éditorial du n° 2 de l'Iskra (février 1901). L'auteur de cet article est Plékhanov. Parler de « jacobinisme » dans la social-démocratie russe est encore aujourd'hui le thème favori à la fois des cadets, des « bezzaglavtsy⁵⁰ » [de la revue opportuniste *Bez Zaglavia, Sans Titre*] et des menchéviks. Mais que Plékhanov ait le premier usé de cette notion contre l'aile droite de la social-démocratie, c'est ce qu'aujourd'hui on préfère taire ou... oublier. (Note de Lénine dans l'édition de 1908. N. R.)*]

Parler d'une *Montagne* et d'une *Gironde* dans les rangs de la social-démocratie, écrit le rédacteur en chef du *Rabotchéïé Diélo*, B. Kritchevski, c'est faire une analogie historique superficielle, singulière sous la plume d'un marxiste : la *Montagne* et la *Gironde* ne représentaient pas des tempéraments ou des courants intellectuels divers, comme cela peut sembler aux historiens-idéologues, mais des classes ou des couches diverses : moyenne bourgeoisie d'une part, petite bourgeoisie et prolétariat de l'autre. Or, dans le mouvement socialiste contemporain, il n'y a pas collision d'intérêts de classe ; dans *toutes* (souligné par Kritchevski) ses variétés, y compris les bernsteiniens les plus avérés, il se place entièrement sur le terrain des intérêts de classe du prolétariat, de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation politique et économique (pp. 32-33).

Affirmation osée ! B. Kritchevski ignore-t-il le fait, depuis longtemps noté, que précisément la large participation de la *couche* d'« académiciens » au mouvement socialiste de ces dernières années, a assuré cette rapide diffusion du bernsteinisme ? Et l'essentiel, sur quoi l'auteur fonde-t-il son opinion pour déclarer que les « bernsteiniens les plus avérés » se placent, eux aussi, sur le terrain de la lutte de classe pour l'émancipation politique et économique du prolétariat ? On ne saurait le dire. Aucun argument, aucune raison pour appuyer sa défense résolue des bernsteiniens les plus avérés. L'auteur estime apparemment que, dès l'instant où il répète ce que disent d'eux-mêmes les bernsteiniens les plus avérés, son affirmation n'a pas besoin de preuves. Mais quoi de plus « superficiel » que cette façon de juger toute une tendance sur la foi de ce que disent d'eux-mêmes ceux qui la représentent ? Quoi de plus superficiel que la « morale » qui suit, sur les deux types ou chemins différents, et même diamétralement opposés, du développement du parti (pp. 34-35 du *Rabotchéïé Diélo*) ? Les social-démocrates allemands, voyez-vous, reconnaissent l'entière liberté de critique ; les Français ne la reconnaissent pas, et c'est leur exemple qui montre tout le « mal de l'intolérance ».

Précisément l'exemple de B. Kritchevski, répondrons-nous, montre qu'il est des gens qui, tout en s'intitulant marxistes, considèrent l'histoire exactement « à la manière d'Ilovaïski⁵¹ ». Pour expliquer l'unité du parti allemand et le morcellement du parti socialiste français, il n'est guère besoin de fouiller dans les particularités de l'histoire de l'un ou l'autre pays, de mettre en parallèle les conditions du semi-absolutisme militaire et du parlementarisme républicain ; d'examiner les conséquences de la Commune, de la loi d'exception contre les socialistes⁵² ; de comparer la situation et le développement économiques ; de tenir compte du fait que la « croissance sans exemple de la social-démocratie allemande » s'est accompagnée d'une lutte, d'une énergie sans exemple dans l'histoire du socialisme, non seulement contre les erreurs théoriques (Mülberger, Dühring [*Lorsque Engels attaqua Dühring, pour qui penchaient un assez grand nombre de social-démocrates allemands, les accusations de violence, d'intolérance, de manque de camaraderie dans la polémique, etc., s'élevèrent contre lui, même en public, au congrès du parti. Most, avec ses camarades, proposa (au congrès de 1877) de ne plus publier dans le Vorwärts⁵³ les articles d'Engels comme « sans intérêt pour l'immense majorité des lecteurs » ; Vahlteich déclara que l'insertion de ces articles avait fait grand tort au parti ; que Dühring lui aussi avait rendu des services à la social-démocratie : « Nous devons utiliser tout le monde dans l'intérêt du parti, et si les professeurs se disputent, le Vorwärts n'est pas là pour leur servir d'arène » (Vorwärts, n° 65, 6 juin 1877). Comme on le voit, c'est encore un exemple de défense de la « liberté de critique », exemple auquel feraient bien de réfléchir nos critiques légaux et opportunistes illégaux, qui aiment tant se référer aux Allemands !], les socialistes de la chaire), mais aussi contre les erreurs tactiques (Lassalle), etc., etc. Tout cela est superflu ! Les Français se querellent parce qu'ils sont intolérants ; les Allemands sont unis parce qu'ils sont de petits garçons bien sages.*

Et, remarquez-le bien, à l'aide de cette incomparable profondeur de pensée, on « récuse » un fait qui renverse entièrement la défense des bernsteiniens. Ces derniers se *placent-ils* sur le terrain de la lutte de classe du

prolétariat ? Question qui ne peut être résolue définitivement et sans retour que par l'expérience historique. Par conséquent, ce qui a le plus d'importance ici, c'est l'exemple de la France, seul pays où les bernsteiniens aient tenté d'agir comme une force autonome, aux chaleureux applaudissements de leurs collègues allemands (et en partie, des opportunistes russes : v. *Rab. Diélo*, n^{os} 2-3, pp. 83-84). Alléguer l'« intransigeance » des Français, — en dehors de sa valeur « historique » (au sens de Nozdrev⁵⁴), — c'est chercher simplement à étouffer sous des paroles acrimonieuses des faits extrêmement désagréables.

D'ailleurs, nous n'avons nulle intention d'abandonner les Allemands à B. Kritchevski et aux autres nombreux défenseurs de la « liberté de critique ». Si les « bernsteiniens les plus avérés » sont encore tolérés dans le parti allemand, c'est uniquement dans la mesure où ils se *soumettent* à la résolution de Hanovre, qui rejette délibérément les « amendements » de Bernstein, et à celle de Lubeck, qui (malgré toute sa diplomatie) contient un avertissement formel à l'adresse de Bernstein. On peut, au point de vue des intérêts du parti allemand, contester l'opportunité de cette diplomatie, se demander si, en l'occurrence, un mauvais accommodement vaut mieux qu'une bonne querelle ; on peut en un mot différer d'avis sur tel ou tel *moyen* de repousser le bernsteinisme, mais on ne saurait contester que le parti allemand l'a deux fois *repoussé*. Aussi bien, croire que l'exemple des Allemands confirme la thèse selon laquelle « les bernsteiniens les plus avérés se placent sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation économique et politique », c'est ne rien comprendre à ce qui se passe sous les yeux de tous.

Bien plus, nous l'avons déjà signalé, le *Rabotchéïé Diélo* intervient devant la social-démocratie *russe* pour réclamer la « liberté de critique » et défendre le bernsteinisme. Il a dû apparemment se convaincre que nos « critiques » et nos bernsteiniens étaient injustement offensés. Mais lesquels ? Par qui, où et quand ? Pourquoi injustement ? Là-dessus le *Rabotchéïé Diélo* se tait ; pas une fois il ne mentionne un critique ou un bernsteinien russe ! Il ne nous reste qu'à choisir entre les deux hypothèses possibles. *Ou bien* la partie injustement offensée n'est autre que le *Rabotchéïé Diélo* lui-même (ce qui est confirmé par ceci que les deux articles du n^o 10 parlent uniquement des offenses de la *Zaria* et de l'*Iskra* envers le *Rabotchéïé Diélo*). Et alors comment expliquer cette bizarrerie que le *Rabotchéïé Diélo*, qui a toujours récusé avec opiniâtreté toute solidarité avec le bernsteinisme, n'ait pu se défendre qu'en plaçant un mot en faveur des « bernsteiniens les plus avérés » et de la liberté de critique ? *Ou bien* ce sont des tiers qui ont été injustement offensés. Et alors quels motifs peut-on avoir pour ne les point nommer ?

Ainsi, nous voyons que le *Rabotchéïé Diélo* continue le jeu de cache-cache auquel il se livre (nous le montrerons plus loin) depuis qu'il existe. Et puis, remarquez cette *première* application pratique de la fameuse « liberté de critique ». Cette liberté s'est ramenée aussitôt, en fait, non seulement à l'absence de toute critique, mais aussi à l'absence de tout jugement indépendant. Le même *Rabotchéïé Diélo* qui tait, comme une maladie secrète (selon l'expression heureuse de Starover), l'existence d'un bernsteinisme russe, propose de guérir cette maladie *en recopiant purement et simplement* la dernière ordonnance allemande pour le traitement de la forme allemande de cette maladie ! Au lieu de liberté de critique, imitation servile... pis encore: simiesque ! Les manifestations de l'actuel opportunisme international, partout identique dans son contenu social et politique, varient selon les particularités nationales. Dans tel pays, les opportunistes se sont depuis longtemps groupés sous un drapeau particulier ; dans tel autre, dédaigneux de la théorie, ils mènent pratiquement la politique des radicaux socialistes ; dans un troisième, quelques membres du parti révolutionnaire passés au camp de l'opportunisme veulent arriver à leurs fins, non par une lutte ouverte pour des principes et une tactique nouvelle, mais par une dépravation graduelle, insensible et, si l'on peut dire, impunissable, de leur parti ; ailleurs enfin, ces transfuges emploient les mêmes procédés dans les ténèbres de l'esclavage politique, où le rapport entre l'activité « légale » et l'activité « illégale » etc., est tout à fait original. Faire de la liberté de critique et de la liberté du bernsteinisme la condition de l'union des social-démocrates russes, sans une analyse des manifestations concrètes et des résultats particuliers du bernsteinisme russe, c'est parler pour ne rien dire.

Essayons donc de dire nous-mêmes, au moins en quelques mots, ce que n'a pas voulu dire (ou peut-être n'a pas su comprendre) le *Rabotchéïé Diélo*.

c) La critique en Russie

A cet égard, la particularité essentielle de la Russie, c'est que le *début même* du mouvement ouvrier spontané d'une part, et de l'évolution de l'opinion publique avancée vers le marxisme, de l'autre a été marqué par la réunion d'éléments pertinemment hétérogènes sous un même drapeau pour la lutte contre l'ennemi commun (contre une philosophie politique et sociale surannée⁵⁵). Nous voulons parler de la lune de miel du « marxisme légal ». Ce fut un phénomène d'une extrême originalité, à la possibilité duquel personne n'aurait pu croire dans

les années 80 ou au début des années 90. Dans un pays autocratique, où la presse est complètement asservie, à une époque de réaction politique forcenée qui sévissait contre les moindres poussées de mécontentement et de protestation politiques, la théorie du marxisme révolutionnaire se fraya soudain la voie dans une littérature *soumise à la censure*, et cette théorie est exposée en langue ésoptique, mais compréhensible pour tous « ceux qui s'y intéressent ». Le gouvernement s'était habitué à ne considérer comme dangereuse que la théorie de la Narodnaïa Volia (révolutionnaire) ; il n'en remarquait pas, comme cela arrive d'ordinaire, l'évolution intérieure et se réjouissait de toute critique dirigée contre elle. Avant que le gouvernement se ressaisît, avant que la lourde armée des censeurs et des gendarmes eût découvert le nouvel ennemi et foncé sur lui, il se passa beaucoup de temps (beaucoup pour nous autres Russes). Or, pendant ce temps, des ouvrages marxistes étaient édités, les uns après les autres, des revues et des journaux marxistes se fondaient ; tout le monde littéralement devenait marxiste, on flattait les marxistes, on était aux petits soins pour eux, les éditeurs étaient enthousiasmés de la vente extrêmement rapide des ouvrages marxistes. On conçoit que parmi les marxistes débutants, plongés dans la grisaille du succès, il se soit trouvé plus d'un « écrivain enorgueilli⁵⁶ » ...

Aujourd'hui, l'on peut parler de cette période tranquillement, comme on parle du passé. Nul n'ignore que la floraison éphémère du marxisme à la surface de notre littérature provint de l'alliance d'éléments extrêmes avec des éléments très modérés. Au fond, ces derniers étaient des démocrates bourgeois, et cette conclusion (corroborée à l'évidence par leur évolution « critique » ultérieure) s'imposait à certains, du temps que l'« alliance » était encore intacte. [Allusion à l'article de K Toulina [pseudonyme de V, Lénine contre Strouvé, article tiré d'un rapport intitulé : *La réflexion du marxisme dans la littérature bourgeoise*. (Note de Lénine dans l'édition de 1908. N.R.)]

Mais s'il en est ainsi, à qui incombe la plus grande responsabilité du « trouble » ultérieur, sinon aux social-démocrates révolutionnaires qui ont fait cette alliance avec les futurs « critiques » ? Voilà la question, suivie d'une réponse affirmative, qu'on entend parfois dans la bouche de gens qui voient les choses de façon trop rectiligne. Mais ces gens ont bien tort. Seuls peuvent redouter des alliances temporaires, même avec des éléments incertains, ceux qui n'ont pas confiance en eux-mêmes. Aucun parti politique ne pourrait exister sans ces alliances. Or, l'union avec les marxistes légaux fut en quelque sorte la première alliance politique véritable réalisée par la social-démocratie russe. Cette alliance permit de remporter sur le populisme une victoire étonnamment rapide et assura une diffusion prodigieuse aux idées marxistes (vulgarisées, il est vrai). En outre, cette alliance ne fut pas conclue tout à fait sans « condition ». Témoin le recueil marxiste *Matériaux sur le développement économique de la Russie*⁵⁷, brûlé en 1895 par la censure. Si l'on peut comparer l'accord littéraire passé avec les marxistes légaux à une alliance politique, on peut comparer cet ouvrage à un contrat politique.

La rupture ne provint évidemment pas de ce que les « alliés » s'étaient avérés des démocrates bourgeois. Au contraire, les représentants de cette dernière tendance sont pour la social-démocratie des alliés naturels et désirables, pour autant qu'il s'agit de ses tâches démocratiques que la situation actuelle de la Russie porte au premier plan. Mais la condition nécessaire d'une telle alliance, c'est la pleine possibilité pour les socialistes de dévoiler devant la classe ouvrière l'opposition hostile de ses intérêts avec ceux de la bourgeoisie. Or, le bernsteinisme et la tendance « critique » auxquels se rallièrent en foule la plupart des marxistes légaux, enlevaient cette possibilité et pervertissaient la conscience socialiste en avilissant le marxisme, en prêchant la théorie de l'émoussement des antagonismes sociaux, en proclamant absurde l'idée de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat, en ramenant le mouvement ouvrier et la lutte de classes à un trade-unionisme étroit et à la lutte « réaliste » pour de menues réformes graduelles. Cela équivalait parfaitement à la négation, par la démocratie bourgeoise, du droit du socialisme à l'indépendance, et par conséquent son droit à l'existence : cela tendait en pratique à transformer le mouvement ouvrier, alors à ses débuts, en appendice du mouvement libéral.

Il est évident que dans ces conditions la rupture s'imposait. Mais l'« originalité » de la Russie fut que cette rupture amena simplement l'élimination des social-démocrates de la littérature « légale », la plus accessible au public et la plus répandue. Les « ex-marxistes » qui s'étaient groupés sous le « signe de la critique » et avaient presque obtenu le monopole de « l'exécution » du marxisme s'y étaient retranchés. Les devises : « contre l'orthodoxie » et « vive la liberté de critique » (reprises maintenant par le *Rabotchëïé Diélo*) devinrent aussitôt des mots à la mode. Que même censeurs et gendarmes n'aient pu résister à cette mode, c'est ce que montrent des faits tels que l'apparition de trois éditions russes du livre du fameux (fameux à la façon d'Erostrate) Bernstein ou la recommandation, par Zoubatov⁵⁸, des ouvrages de Bernstein, Prokopovitch, etc. (*Iskra*, n° 10). Les social-démocrates avaient alors la tâche déjà difficile par elle-même, et rendue incroyablement plus difficile encore par les obstacles purement extérieurs, de combattre le nouveau courant. Or, celui-ci ne se limitait pas à la littérature. L'évolution vers la « critique » se rencontrait avec l'engouement des social-démocrates praticiens pour l'« économisme ».

La naissance et le développement du lien et de la dépendance réciproque entre la critique légale et l'économisme illégal, est une question intéressante qui pourrait faire l'objet d'un article spécial. Il nous suffira de marquer ici l'existence incontestable de ce lien. Le fameux *Credo*⁵⁹ n'acquiesce à une célébrité aussi méritée que parce qu'il formulait ouvertement cette liaison et dévoilait incidemment la tendance politique fondamentale de l'« économisme » : aux ouvriers, la lutte économique (ou plus exactement : la lutte trade-unioniste, qui embrasse aussi la politique spécifiquement ouvrière) ; les intellectuels marxistes se fondront avec les libéraux pour la « lutte » politique. L'activité trade-unioniste « dans le peuple » fut l'accomplissement de la première moitié de la tâche ; la critique légale, de la seconde. Cette déclaration était une arme si précieuse contre l'économisme que si le *Credo* n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer.

Le *Credo* ne fut pas inventé ; il fut publié sans l'assentiment et peut-être même contre la volonté de ses auteurs. En tout cas, l'auteur de ces lignes, qui contribua à étaler au grand jour le nouveau « programme » [*Il s'agit de la protestation des 17 contre le Credo. L'auteur de ces lignes participa à la rédaction de cette protestation (fin 1899). La protestation et le Credo furent imprimés à l'étranger au printemps de 1900 On sait maintenant par un article de Mme Kouskova (dans le Byloïé, je crois) qu'elle était l'auteur du Credo. Et parmi les « économistes » de cette époque à l'étranger, un rôle marquant était joué par Prokopovitch. (Note de Lénine dans l'édition de 1908. N.R.)*], a eu l'occasion d'entendre regretter et déplorer que le résumé des vues des orateurs, jeté par eux sur le papier, ait été répandu en copies, décoré de l'étiquette de *Credo* et même publié dans la presse en même temps que la protestation ! Si nous rappelons cet épisode, c'est parce qu'il révèle un trait fort curieux de notre économisme : la crainte de la publicité. C'est bien là un trait de l'économisme en général, et pas seulement des auteurs du *Credo* : il s'est manifesté dans la *Rabotchaïa Mysl* — partisan le plus franc et le plus honnête de l'économisme, — et dans le *Rabotchéïé Diélo* (qui s'est élevé contre la publication de documents économistes dans le *Vade-mecum*⁶⁰), et dans le comité de Kiev qui n'a pas voulu, il y a deux ans, autoriser qu'on publiât sa « profession de foi⁶¹ », en même temps que la réfutation de cette dernière,—comme il s'est manifesté chez beaucoup, beaucoup de représentants de l'économisme.

Cette crainte de la critique que montrent les partisans de la liberté de critique ne saurait être expliquée uniquement par la ruse (quoique la ruse joue parfois un rôle : il n'est pas avantageux en effet d'exposer à l'attaque de l'adversaire les essais encore fragiles d'une tendance nouvelle !). Non, la majorité des économistes, avec une sincérité parfaite, voit sans bienveillance (et de par l'essence même de l'économisme ne peut que voir sans bienveillance) toutes les discussions théoriques, divergences de fractions, vastes problèmes politiques, projets d'organisation des révolutionnaires, etc. « On ferait bien d'écouler le tout à l'étranger » me dit un jour un des économistes assez conséquents, exprimant par là cette opinion extrêmement répandue (purement trade-unioniste, je le répète), que notre affaire c'est le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières de chez nous, de notre localité, — et que tout le reste, ce sont des inventions de doctrinaires, une « surestimation de l'idéologie », selon l'expression des auteurs de la lettre parue dans le n° 12 de l'*Iskra* à l'unisson avec le n° 10 du *Rabotchéïé Diélo*.

La question se pose maintenant : étant donné ces particularités de la « critique » et du bernsteinisme russes, quelle devait être la tâche de ceux qui, réellement, et non pas seulement en paroles, voulaient combattre l'opportunisme ? Tout d'abord, il fallait songer à reprendre le travail théorique, qui, à peine commencé à l'époque du marxisme légal, retombait maintenant sur les militants illégaux ; sans ce travail, la croissance normale du mouvement était impossible. Ensuite, il était nécessaire d'engager une lutte active contre la « critique » légale qui pervertissait à fond les esprits. Enfin, il fallait s'élever vigoureusement contre la dispersion et les flottements du mouvement pratique, en dévoilant et réfutant toute tentative de rabaisser, consciemment ou inconsciemment, notre programme et notre tactique.

Que le *Rabotchéïé Diélo* ne se soit acquitté ni de la première, ni de la deuxième, ni de la troisième de ces tâches, on le sait, et nous aurons plus loin à analyser en détail cette vérité bien connue, sous les angles les plus divers. Maintenant nous voulons simplement montrer la contradiction flagrante qui existe entre la revendication de la « liberté de critique » et les particularités de notre critique nationale et de notre économisme russe. Jetez en effet un coup d'œil sur la résolution par laquelle l'*Union des social-démocrates russes à l'étranger* a confirmé le point de vue du *Rabotchéïé Diélo* :

Dans l'intérêt du développement idéologique de la social-démocratie, nous jugeons la liberté de critiquer la théorie social-démocrate absolument nécessaire dans la littérature du parti, dans la mesure où cette critique ne contredit pas le caractère de classe et le caractère révolutionnaire de cette théorie. (*Deux congrès*, p. 10)

Et les motifs, c'est que cette résolution, « dans sa première partie, coïncide avec la résolution du congrès du Parti à Lubeck, au sujet de Bernstein » ... Dans la simplicité de leur cœur, « ceux de l'Union » ne remarquent même

pas quel *testimonium paupertatis* (certificat d'indigence) ils se décernent par ce plagiat ! ... « mais ... dans sa deuxième partie, elle circonscrit la liberté de critique plus étroitement que ne l'a fait le congrès de Lubeck ». Ainsi donc, la résolution de l'*Union* serait dirigée contre les bernsteiniens russes ? Autrement, il serait tout à fait absurde de s'en référer à Lubeck ! Mais il est faux qu'elle « circonscrive étroitement la liberté de critique ». Par leur résolution de Hanovre, les Allemands ont, point par point, repoussé *justement* les amendements de Bernstein et, par celle de Lubeck, ils ont donné un avertissement *personnel à Bernstein* en le nommant dans la résolution. Cependant nos « libres » imitateurs *ne font pas la moindre* allusion à *une seule* des manifestations de la « critique » et de l'économisme spécialement russes. Etant donné cette réticence, l'allusion abstraite au caractère de classe et au caractère révolutionnaire de la théorie laisse beaucoup plus de place aux fausses interprétations, surtout si l'Union se refuse à classer dans l'opportunisme la « tendance dite économiste » (*Deux congrès*, p. 8, § 1). Cela, soit dit en passant. L'important, c'est que les positions des opportunistes par rapport aux social-démocrates révolutionnaires sont diamétralement opposées en Allemagne et en Russie. En Allemagne, les social-démocrates révolutionnaires, comme on sait, s'affirment pour la conservation de ce qui est : pour l'ancien programme et l'ancienne tactique connus de tous et expliqués dans tous leurs détails par l'expérience de dizaines et de dizaines d'années. Or, les « critiques » veulent introduire des modifications et, comme ils sont une infime minorité et que leurs tendances révisionnistes sont très timides, on comprend pour quels motifs la majorité se borne à rejeter froidement leur « innovation ». En Russie, au contraire, critiques et économistes sont pour la conservation de ce qui est : « les critiques » veulent continuer à être considérés comme des marxistes et à jouir de la « liberté de critique » dont ils ont profité à tous égards (car au fond, ils n'ont jamais reconnu aucune cohésion dans le parti [*A elle seule, cette absence de cohésion véritable dans le parti et de tradition de parti constitue, entre la Russie et l'Allemagne, une différence cardinale qui devrait mettre tout socialiste sensé en garde contre l'imitation aveugle. Et voici un échantillon de ce à quoi peut aboutir la « liberté de critique » en Russie. Le critique russe Boulgakov fait au critique autrichien Hertz cette remontrance ; « Malgré toute l'indépendance de ses conclusions, Hertz sur ce point (la coopération) reste apparemment trop lié par l'opinion de son parti et, quoique en désaccord sur les détails, ne se résout pas à abandonner le principe général. » (Le capitalisme et l'agriculture, tome II, p. 287.) Un sujet d'un Etat politiquement asservi, dans lequel les 999/1000 de la population sont pervertis jusque dans la moelle des os par la servilité politique et n'ont aucune idée de l'honneur de parti et de la cohésion du parti, tance avec hauteur un citoyen d'un Etat constitutionnel, parce que celui-ci est trop « lié par l'opinion du parti » ! Il ne reste plus à nos organisations illégales qu'à se mettre à rédiger des résolutions sur la liberté de critique.] ; d'ailleurs, nous n'avions pas un organe de parti universellement reconnu et capable de « limiter », ne fût-ce que par un conseil, la liberté de critique) ; les économistes veulent que les révolutionnaires reconnaissent « les pleins droits du mouvement à l'heure actuelle » (*Rab. Diélo*, n° 10, p. 25), c'est-à-dire la « légitimité » de l'existence de ce qui existe ; que les « idéologues » ne cherchent pas à « faire dévier » le mouvement de la voie « déterminée par le jeu réciproque des éléments matériels et du milieu matériel » (lettre du n° 12 de l'*Iskra*) ; que l'on reconnaisse comme désirable la lutte « que les ouvriers peuvent mener dans les circonstances présentes », et comme possible celle « qu'ils mènent en réalité au moment présent » (annexe spéciale à la *Rabotchaïa Mysl*, p. 14). Mais nous, social-démocrates révolutionnaires, ce culte du spontané, c'est-à-dire de ce qui est « au moment présent », ne nous satisfait pas. Nous exigeons que soit modifiée la tactique qui a prévalu ces dernières années ; nous déclarons que « avant de nous unir et pour nous unir, il faut d'abord nous délimiter résolument et délibérément » (annonce de la publication de l'*Iskra*). En un mot, les Allemands s'en tiennent à l'état actuel des choses et repoussent les changements ; quant à nous, repoussant la soumission et la résignation à l'état de choses actuel, nous en réclamons le changement.*

C'est cette « petite » différence que nos « libres » copieurs de résolutions allemandes n'ont pas remarquée.

d) Engels et l'importance de la lutte théorique

« Le dogmatisme, le doctrinarisme », « l'ossification du parti, châtement inévitable de la compression forcée de la pensée », tels sont les ennemis contre lesquels entrent en lice les champions de la « liberté de critique » du *Rabotchéïé Diélo*. Nous sommes très heureux que cette question soit mise à l'ordre du jour ; seulement nous proposerions de la compléter par cette autre question : — Mais qui sont les juges ?

Nous avons devant nous deux prospectus d'éditions littéraires. Le premier : le « Programme du *Rabotchéïé Diélo* organe périodique de l'*Union des social-démocrates russes* » (tirage du n° 1 du *Rab. Diélo*). Le second : l'annonce de la reprise des éditions du groupe *Libération du Travail*. Tous deux sont datés de 1899, époque à laquelle la « crise du marxisme » était depuis longtemps déjà à l'ordre du jour. Pourtant, dans le premier ouvrage, on chercherait en vain des indications sur cette question et un exposé précis de la position que compte prendre le nouvel organe à cet égard. Du travail théorique et de ses tâches essentielles à l'heure présente, ce programme non plus que ses compléments adoptés par le III^e congrès de l'*Union* (en 1901) ne disent pas un mot (*Deux congrès*,

pp. 15-18). Durant tout ce temps, la rédaction du *Rabotchéïé Diélo* a laissé de côté les questions théoriques, quoiqu'elles émussent les social-démocrates du monde entier.

L'autre prospectus, au contraire, signale tout d'abord un relâchement de l'intérêt pour la théorie au cours de ces dernières années ; il réclame instamment « une attention vigilante pour le côté théorique du mouvement révolutionnaire du prolétariat » et exhorte à la « critique implacable des tendances anti-révolutionnaires, bernsteiniennes et autres », dans notre mouvement. Les numéros parus de la *Zaria* montrent comment ce programme a été exécuté.

Ainsi donc, l'on voit que les grandes phrases contre l'ossification de la pensée, etc., dissimulent l'insouciance et l'impuissance à faire progresser la pensée théorique. L'exemple des social-démocrates russes illustre d'une façon particulièrement frappante ce phénomène commun à l'Europe (et signalé depuis longtemps par les marxistes allemands) que la fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi ; elle signifie éclectisme et absence de principes. Ceux qui connaissent tant soit peu la situation de fait de notre mouvement ne peuvent pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou nulle ont adhéré au mouvement pour ses succès pratiques et sa portée pratique. On peut juger du manque de tact que montre le *Rabotchéïé Diélo* lorsqu'il sort d'un air triomphant cette définition de Marx : « Tout pas réel du mouvement pratique importe plus qu'une douzaine de programmes⁶². » Répéter ces mots en cette époque de débandade théorique équivaut à clamer à la vue d'un cortège funèbre : « Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ». D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx *condamne catégoriquement* l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir, écrivait Marx aux chefs du parti, passez des accords en vue d'atteindre les buts pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de « concessions » théoriques. Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il se trouve parmi nous des gens qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie !

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette vérité à une époque où l'engouement pour les formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode, de l'opportunisme. Pour la social-démocratie russe en particulier, la théorie acquiert une importance encore plus grande pour trois raisons trop souvent oubliées, savoir : Tout d'abord, notre parti ne fait encore que se constituer, qu'élaborer sa physionomie et il est loin d'en avoir fini avec les autres tendances de la pensée révolutionnaire, qui menacent de détourner le mouvement du droit chemin. Ces tout derniers temps justement, nous assistons, au contraire (comme Axelrod l'avait prédit depuis longtemps aux économistes), à une recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates. Dans ces conditions, une faute « sans importance » au premier abord peut entraîner les plus déplorables conséquences, et il faut être myope pour considérer comme inopportunes ou superflues les discussions de fraction et la délimitation rigoureuse des nuances. De la consolidation de telle ou telle « nuance » peut dépendre l'avenir de la social-démocratie russe pour de longues, très longues années.

Deuxièmement, le mouvement social-démocrate est, par son essence même, international. Il ne s'ensuit pas seulement que nous devons combattre le chauvinisme national. Il s'ensuit encore qu'un mouvement en train de naître dans un pays jeune ne peut être fructueux que s'il s'assimile l'expérience des autres pays. Or pour cela il ne suffit pas simplement de connaître cette expérience ou de se borner à recopier les dernières résolutions : il faut pour cela savoir faire l'analyse critique de cette expérience et la contrôler soi-même. Ceux qui se rendent compte combien s'est développé le mouvement ouvrier contemporain, et combien il s'est ramifié, comprendront quelle réserve de forces théoriques et d'expérience politique (et révolutionnaire) réclame l'accomplissement de cette tâche.

Troisièmement, la social-démocratie russe a des tâches nationales comme n'en a jamais eu aucun parti socialiste du monde. Nous aurons à parler plus loin des obligations politiques et d'organisation que nous impose cette tâche : libérer un peuple entier du joug de l'autocratie. Pour le moment, nous tenons simplement à indiquer que *seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde*. Or, pour se faire une idée un peu concrète de ce que cela veut dire, que le lecteur se souvienne des prédécesseurs de la social-démocratie russe, comme Herzen, Béliński, Tchernychevski et la brillante pléiade des révolutionnaires de 1870-1880 ; qu'il songe à l'importance mondiale qu'acquiert actuellement la littérature russe ; qu'il... mais, suffit !

Citons les remarques faites par Engels en 1874, sur l'importance de la théorie dans le mouvement social-démocrate. Engels reconnaît *non pas deux* formes à la grande lutte de la social-démocratie (politique et

économique), — comme cela se fait chez nous, — mais *trois, en mettant sur le même plan la lutte théorique*. Sa recommandation au mouvement ouvrier allemand, déjà vigoureux pratiquement et politiquement, est si instructive au point de vue des problèmes et discussions actuels, que, espérons-le, le lecteur ne nous en voudra pas de lui donner le long extrait de la préface à la brochure *Der deutsche Bauernkrieg [Dritter Abdruck, Leipzig 1875, Verlag der Genossenschaftsbuchdruckerei. (La guerre des paysans en Allemagne, troisième édition, Leipzig. N.R.)]* depuis longtemps devenue une rareté bibliographique :

Les ouvriers allemands ont deux avantages importants sur les ouvriers du reste de l'Europe. Le premier, c'est qu'ils appartiennent au peuple le plus théoricien de l'Europe et qu'ils ont conservé en eux-mêmes ce sens de la théorie, presque complètement perdu par les classes dites « instruites » d'Allemagne. Sans la philosophie allemande qui l'a précédé, en particulier sans celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand, le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé, ne se serait jamais constitué. Sans le sens théorique qui leur est inhérent, les ouvriers ne se seraient jamais assimilés à un tel point ce socialisme scientifique, comme c'est le cas à présent. Combien est immense cet avantage, c'est ce que montrent, d'une part, l'indifférence à toute théorie, qui est une des principales raisons pour lesquelles le mouvement ouvrier anglais progresse si lentement malgré la magnifique organisation de certains métiers, et, d'autre part, le trouble et les hésitations que le proudhonisme a provoqués, sous sa forme primitive, chez les Français et les Belges et, sous la forme caricaturale que lui a donnée Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens.

Le deuxième avantage est que les Allemands sont entrés dans le mouvement ouvrier presque les derniers. De même que le socialisme théorique allemand n'oubliera jamais qu'il repose sur Saint-Simon, Fourier et Owen — trois penseurs qui, malgré le caractère fantaisiste et utopique de leurs doctrines, sont parmi les plus grands esprits de tous les temps, et qui par leur génie ont anticipé sur d'innombrables vérités dont maintenant nous démontrons scientifiquement la justesse, — de même le mouvement ouvrier pratique d'Allemagne ne doit jamais oublier qu'il s'est développé grâce au mouvement anglais et français, dont il a pu utiliser la coûteuse expérience et éviter maintenant les fautes, inévitables alors dans la plupart des cas. Où serions-nous maintenant sans le modèle des trade-unions anglaises et de la lutte politique des ouvriers français, sans cette impulsion formidable qu'a donnée notamment la Commune de Paris ?

Il faut rendre justice aux ouvriers allemands : ils ont profité avec une rare intelligence des avantages de leur situation. Pour la première fois depuis que le mouvement ouvrier existe, la lutte est menée méthodiquement dans ses trois directions, coordonnées et liées entre elles : théorique, politique et économique-pratique (résistance aux capitalistes). C'est dans cette attaque pour ainsi dire concentrique que résident la force et l'invincibilité du mouvement allemand.

Cette situation avantageuse d'une part, le caractère essentiellement insulaire du mouvement anglais, ainsi que la répression infligée au mouvement français, de l'autre, font que les ouvriers allemands se trouvent maintenant à la tête de la lutte prolétarienne. Combien de temps les événements leur permettront-ils d'occuper ce poste d'honneur, on ne saurait le prédire. Mais aussi longtemps qu'ils l'occuperont, ils s'acquitteront comme il convient, il faut l'espérer, des obligations que ce poste leur impose. Pour cela ils devront redoubler d'énergie dans tous les domaines de la lutte et de l'agitation. Pour les chefs en particulier, leur devoir consistera à s'instruire de plus en plus dans toutes les questions théoriques, à se libérer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles de l'ancienne conception du monde, et à ne jamais perdre de vue que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être traité comme une science, c'est-à-dire être étudié. Il faut redoubler d'ardeur pour répandre parmi les masses ouvrières la conscience ainsi acquise et de plus en plus lucide, cimenter toujours plus fortement l'organisation du parti et celle des syndicats...

... Si les ouvriers allemands continuent à progresser ainsi, je ne dis pas qu'ils marcheront à la tête du mouvement — il n'est pas dans l'intérêt du mouvement que les ouvriers d'une seule nation quelconque marchent à sa tête — mais qu'ils occuperont une place honorable parmi les combattants et se tiendront prêts à tout moment, si de rudes épreuves ou de grands événements les obligent soudain à plus de courage, à plus de décision et d'énergie.

Paroles prophétiques. Quelques années plus tard, les ouvriers allemands étaient inopinément soumis à la rude épreuve de la loi d'exception contre les socialistes. Les ouvriers allemands se trouvèrent en effet armés pour affronter cette épreuve, et ils en sortirent victorieux.

Le prolétariat russe aura à subir des épreuves infiniment plus dures encore, il aura à combattre un monstre auprès duquel une loi d'exception dans un pays constitutionnel semble un pygmée. L'histoire nous assigne maintenant une tâche immédiate, la *plus révolutionnaire* de toutes les tâches *immédiates* du prolétariat de n'importe quel autre pays. L'accomplissement de cette tâche, la destruction du rempart le plus puissant, non seulement de la réaction européenne, mais aussi (nous pouvons maintenant le dire) de la réaction asiatique, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international. Et nous sommes en droit d'espérer que nous

obtiendrons ce titre honorable, mérité déjà par nos prédécesseurs, les révolutionnaires de 1870-80, si nous savons animer du même esprit de décision et de la même énergie sans bornes, notre mouvement, mille fois plus large et plus profond.

II. LA SPONTANÉITÉ DES MASSES ET LA CONSCIENCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Nous avons dit qu'il était nécessaire d'animer du même esprit de décision et de la même énergie sans bornes notre mouvement, infiniment plus large et plus profond que celui de 1870-1880. En effet, jusqu'à présent, personne encore, semble-t-il, n'avait douté que la force du mouvement contemporain ne fût dans l'éveil des masses (et principalement du prolétariat industriel), et sa faiblesse dans le manque de conscience et d'initiative des dirigeants révolutionnaires.

Néanmoins, ces tout derniers temps, une découverte stupéfiante menace de renverser sur ce point toutes les idées reçues. Elle est l'œuvre du *Rabotchéïé Diélo* qui, polémisant avec l'*Iskra* et la *Zaria*, ne s'est pas borné à des objections particulières et a tenté de ramener le « désaccord général » à sa racine profonde : à une « appréciation différente de l'importance relative de l'élément spontané et de l'élément « méthodique » conscient ». La thèse d'accusation du *Rabotchéïé Diélo* porte : « sous-estimation de l'importance de l'élément objectif ou spontané du développement » [*Rabotchéïé Diélo*, n° 10, sept. 1901, pp. 17 et 18. Souligné dans l'original.], Nous répondrons : si la polémique de l'*Iskra* et de la *Zaria* n'avait eu aucun autre résultat que d'amener le *Rabotchéïé Diélo* à découvrir ce « désaccord général », ce résultat à lui seul nous donnerait grandement satisfaction, tant cette thèse est significative, tant elle éclaire vivement le fond des divergences théoriques et politiques qui séparent aujourd'hui les social-démocrates russes.

Aussi la question des rapports entre la conscience et la spontanéité offre-t-elle un immense intérêt général et demande-t-elle une étude détaillée.

a) Début de l'essor spontané

Dans le chapitre précédent nous avons marqué l'engouement général des jeunes intellectuels russes pour la théorie marxiste vers 1895. C'est encore à peu près à cette époque que les grèves ouvrières, après la fameuse guerre industrielle de 1896 à Saint-Petersbourg, revêtirent un caractère généralisé. Leur extension dans toute la Russie attestait clairement combien profond était le mouvement populaire qui montait à nouveau. Et certes, si l'on veut parler de l'« élément spontané », c'est dans ce mouvement de grèves qu'il faut le voir avant tout. Mais il y a spontanéité et spontanéité. Il y eut en Russie des grèves et dans les années 70 et dans les années 60 (voire dans la première moitié du XIX^e siècle), grèves accompagnées de destructions « spontanées » de machines, etc. Comparées à ces « émeutes », les grèves après 1890 pourraient être qualifiées même de « conscientes », tant le mouvement ouvrier avait progressé dans l'intervalle. Ceci nous montre que l'« élément spontané » n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient. Les émeutes primitives exprimaient déjà un certain éveil de conscience : les ouvriers perdaient leur foi séculaire dans l'inébranlabilité du régime qui les accablait ; ils commençaient... je ne dirai pas à comprendre, mais à sentir la nécessité d'une résistance collective, et ils rompaient résolument avec la soumission servile aux autorités. Pourtant, c'était bien plus une manifestation de désespoir et de vengeance qu'une lutte. Les grèves d'après 1890 nous offrent bien plus d'éclairs de conscience : on formule des revendications précises, on tâche de prévoir le moment favorable, on discute certains cas et exemples des autres localités, etc. Si les émeutes étaient simplement la révolte de gens opprimés, les grèves systématiques étaient déjà des embryons — rien que des embryons — de la lutte de classe. Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir la conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social actuel, c'est-à-dire la conscience social-démocrate. Dans ce sens, les grèves d'après 1890, malgré l'immense progrès qu'elles représentaient par rapport aux « émeutes », demeuraient un mouvement purement spontané.

Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, livrée à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. [*Le trade-unionisme n'exclut pas le moins du monde toute « politique », comme on le pense parfois. Les trade-unions ont toujours mené une certaine agitation et une certaine lutte politiques (mais non social-démocrates). Dans le chapitre suivant, nous exposerons la différence entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate.*] Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques

élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Mars et Engels, étaient eux-mêmes par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois. De même en Russie, la doctrine théorique de la social-démocratie surgit d'une façon tout à fait indépendante de la croissance spontanée du mouvement ouvrier ; elle y fut le résultat naturel, inéluctable du développement de la pensée chez les intellectuels révolutionnaires socialistes. A l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire vers 1895, cette doctrine était non seulement le programme parfaitement établi du groupe *Libération du Travail*, mais avait gagné à soi la majorité de la jeunesse révolutionnaire de Russie.

Ainsi donc, il y avait à la fois un éveil spontané des masses ouvrières, éveil à la vie et à la lutte conscientes, et une jeunesse révolutionnaire qui, armée de la théorie social-démocrate, brûlait de se rapprocher des ouvriers. A ce propos, il importe particulièrement d'établir ce fait souvent oublié (et relativement peu connu), que les *premiers* social-démocrates de cette période, qui se *livraient avec ardeur à l'agitation économique* (en tenant strictement compte, à cet égard, des indications vraiment utiles de la brochure *De l'agitation*, encore manuscrite en ce temps-là), loin de considérer cette agitation comme leur seule tâche, assignaient dès *le début* à la social-démocratie russe en général les plus grandes tâches historiques, et en particulier la tâche du renversement de l'autocratie. Ainsi, par exemple, le groupe des social-démocrates de Pétersbourg, qui fonda *l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*, rédigea, dès la fin de 1895, le premier numéro d'un journal intitulé *Rabotchéïé Diélo*. Prêt à être imprimé, ce numéro fut saisi par les gendarmes au cours d'une descente effectuée dans la nuit du 8 au 9 décembre 1895, chez un des membres du groupe, Anat. Alex. Vanéev [*A. A. Vanéev est mort en 1899, en Sibérie orientale, d'une phtisie contractée pendant sa détention cellulaire en prison préventive. C'est pourquoi nous avons jugé possible de publier les renseignements cités dans le texte ci-dessus ; nous répondons de leur exactitude, car ils proviennent de gens ayant connu personnellement et intimement Vanéev.*], de sorte que le *Rabotchéïé Diélo* de la première formation ne put voir le jour. L'éditorial de ce journal (que peut-être dans une trentaine d'années une revue comme la *Rousskaïa Starina*⁶³ exhuma des archives du département de la police) exposait les tâches historiques de la classe ouvrière en Russie, mettant au premier plan de ces tâches la conquête de la liberté politique. Suivaient un article « A quoi pensent nos ministres ? » consacré à la dévastation policière des Comités d'instruction élémentaire, ainsi qu'une série de correspondances, non seulement de Pétersbourg, mais aussi d'autres localités de la Russie (par exemple, sur un massacre d'ouvriers dans la province de Iaroslavl). Ainsi ce « premier essai », si je ne m'abuse, des social-démocrates de 1890-1900 n'était pas un journal étroitement local, encore moins de caractère « économique » ; il s'efforçait d'unir la lutte gréviste au mouvement révolutionnaire dirigé contre l'autocratie et d'amener tous les opprimés, victimes de la politique d'obscurantisme réactionnaire, à soutenir la social-démocratie. Et pour quiconque connaît tant soit peu l'état du mouvement à cette époque, il est hors de doute qu'un tel journal eût rencontré toute la sympathie des ouvriers de la capitale et des intellectuels révolutionnaires, et aurait eu la plus large diffusion. L'insuccès de l'entreprise prouva simplement que les social-démocrates d'alors étaient incapables de répondre aux exigences de l'heure par manque d'expérience révolutionnaire et de préparation pratique. De même pour le *Rabotchi Listok de Saint-Pétersbourg*⁶⁴ et surtout pour la *Rabotchaïa Gazéta* et le *Manifeste* du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé au printemps de 1898 Il va de soi que l'idée ne nous vient même pas à l'esprit de reprocher aux militants d'alors leur manque de préparation. Mais pour profiter de l'expérience du mouvement et en tirer des leçons pratiques, il faut se rendre compte, jusqu'au bout, des causes et de l'importance de tel ou tel défaut. C'est pourquoi il importe éminemment d'établir qu'une partie (peut-être même la majorité) des social-démocrates militants de 1895-1898 considéraient avec juste raison comme possible, à cette époque-là, au début même du mouvement « spontané », de préconiser un programme et une tactique de combat des plus étendus. [*Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIXe siècle, l'Iskra ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications*]. Ainsi parlent les économistes dans leur *Lettre aux organes social démocrates russes (Iskra. N° 121. Mais les faits cités dans le texte prouvent que cette affirmation sur « l'absence de conditions » est diamétralement opposée à la vérité Non seulement vers 1900, mais aussi vers 1895, toutes les conditions étaient réunies pour permettre un travail autre que la lutte en faveur des petites revendications, toutes, sauf une préparation suffisante des dirigeants. Et voilà qu'au lieu de reconnaître ouvertement ce défaut de préparation chez nous, idéologues, dirigeants, les « économistes » veulent rejeter toute la faute sur l'« absence de conditions », sur l'influence du milieu matériel déterminant la voie dont aucun idéologue ne saurait faire dévier le mouvement. Qu'est-ce là, sinon une soumission servile au spontané, l'admiration des « idéologues » pour leurs propres fautes ?]*

Or le manque de préparation chez la plupart des révolutionnaires étant un phénomène parfaitement naturel, il ne pouvait susciter aucune appréhension particulière. Du moment que les tâches étaient bien posées et qu'on avait assez d'énergie pour essayer à nouveau de les accomplir, les insuccès momentanés n'étaient que demi-mal. L'expérience révolutionnaire et l'habileté organisatrice sont choses qui s'acquièrent. Il suffit qu'on veuille développer en soi les qualités nécessaires ! Il suffit qu'on prenne conscience de ses défauts, ce qui, en matière révolutionnaire, est plus que corriger à moitié.

Mais le demi-mal devint un mal véritable quand cette conscience commença à s'obscurcir (elle était pourtant très vive chez les militants des groupes mentionnés plus haut), quand apparurent des gens — et même des organes social-démocrates — prêts à ériger les défauts en qualités et tentant même de justifier *théoriquement* leur *soumission servile au spontané*, leur *culte du spontané*. Il est temps de faire le bilan de cette tendance, très inexactement caractérisée par le terme d'« économisme », trop étroit pour en exprimer le contenu.

b) *Le culte du spontané. La Rabotchaïa Mysl*

Avant de passer aux manifestations littéraires de ce culte, nous signalerons le fait caractéristique suivant (que nous tenons de la source indiquée plus haut), qui jette une certaine lumière sur la naissance et la croissance parmi les camarades militants de Pétersbourg, d'un désaccord entre les deux futures tendances de la social-démocratie russe. Au début de 1897, A. A. Vanéev et quelques-uns de ses camarades⁶⁵ eurent l'occasion de participer, avant leur départ pour l'exil, à une réunion privée où se rencontrèrent les « vieux » et les « jeunes » membres de l'*Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*. La conversation roula principalement sur l'organisation et, en particulier, sur le « statut de la caisse ouvrière », publié sous sa forme définitive dans le n° 9-10 du *Listok Rabotnika* (p. 46). Entre les « vieux » (les « décembristes⁶⁶ » comme les appelaient en manière de plaisanterie les social-démocrates pétersbourgeois) et quelques-uns des « jeunes » (qui plus tard collaborèrent activement à la *Rabotchaïa Mysl*), se manifesta aussitôt une divergence très nette et une polémique ardente s'engagea. Les « jeunes » défendaient les principes essentiels du statut tel qu'il a été publié. Les « vieux » disaient que ce n'était point là ce qu'il fallait au premier chef : qu'il fallait d'abord consolider l'*Union de lutte* pour en faire une organisation de révolutionnaires, à laquelle seraient subordonnés les diverses caisses ouvrières, les cercles de propagande parmi la jeunesse des écoles, etc. Il va de soi que les parties étaient loin de voir dans cette divergence le germe d'un désaccord profond ; elles la considéraient au contraire comme accidentelle et isolée. Mais ce fait montre que la naissance et l'extension de l'« économisme » en Russie également ne se firent pas sans une lutte contre les « vieux » social-démocrates (c'est ce qu'oublie souvent les économistes actuels). Et si cette lutte n'a pas laissé, dans la plupart des cas, de traces « documentaires », c'est *uniquement* parce que l'effectif des cercles en activité changeait avec une incroyable rapidité, qu'aucune tradition ne s'établissait et que, par suite, les divergences de vues ne se trouvaient consignées dans aucun document.

L'apparition de la *Rabotchaïa Mysl* tira l'économisme au grand jour, mais non pas du premier coup. Il faut se représenter concrètement les conditions de travail et l'existence éphémère des innombrables cercles russes (or celui-là seul qui a passé par là peut se représenter la chose concrètement), pour comprendre tout ce que comportait de fortuit le succès ou l'insuccès de la nouvelle tendance dans les différentes villes, et l'impossibilité, l'impossibilité absolue dans laquelle se sont longtemps trouvés partisans et adversaires de cette « nouvelle » tendance, de déterminer si elle était réellement une tendance distincte ou simplement l'expression d'un manque de préparation chez certains. Ainsi, les premiers numéros polycopiés de la *Rabotchaïa Mysl* restèrent même complètement inconnus de l'immense majorité des social-démocrates, et si nous avons maintenant la possibilité de nous référer à l'éditorial de son premier numéro, c'est uniquement parce que cet éditorial a été reproduit dans l'article de V. I. (*Listok Rabotnika*, n° 9-10, pp. 47 et suiv.) qui évidemment n'a pas manqué de louer avec zèle — avec un zèle inconsidéré — ce nouveau journal si nettement différent des journaux et projets de journaux cités plus haut. [Au fait, cet éloge de la *Rabotchaïa Mysl* en novembre 1898, quand l'économisme, à l'étranger surtout, avait définitivement pris corps, émanait du même V. I. qui devint bientôt un des rédacteurs du *Rabotchëïé Diélo*. Et ce journal niait encore, comme il continue à le faire, l'existence de deux tendances dans la social-démocratie russe !] Or, cet éditorial vaut la peine qu'on s'y arrête, tant il exprime avec relief *tout l'esprit* de la *Rabotchaïa Mysl* et de l'économisme en général.

Après avoir indiqué que les manches aux parements bleus⁶⁷ n'arrêteraient jamais les progrès du mouvement ouvrier, l'éditorial poursuit : «... Le mouvement ouvrier doit sa vitalité au fait que l'ouvrier lui-même se charge enfin de son sort, qu'il a arraché des mains de ses dirigeants. » Cette thèse fondamentale est ensuite développée dans tous ses détails. En réalité, les dirigeants (c'est-à-dire les social-démocrates, organisateurs de l'*Union de lutte*) avaient été arrachés par la police des mains, on peut le dire, des ouvriers [Le fait caractéristique suivant montre la justesse de cette comparaison. Lorsque, après l'arrestation des « décembristes » la nouvelle se répandit parmi les ouvriers de la route de Schlüsselbourg que les repérages étaient en partie l'œuvre du provocateur N Mikhaïlov (dentiste) qui était en rapports avec un des groupes étroitement liés aux « décembristes », les ouvriers indignés décidèrent de tuer Mikhaïlov.] ; et l'on veut nous faire croire que les ouvriers menaient la lutte contre ces dirigeants et s'étaient affranchis de leur joug ! Au lieu d'appeler à marcher en avant, à consolider l'organisation révolutionnaire et à étendre l'activité politique, on appela à revenir *en arrière*, vers la seule lutte trade-unioniste. On proclama que « la base économique du mouvement est obscurcie par la tendance à ne jamais oublier l'idéal politique », que la devise du mouvement ouvrier est la « lutte pour la situation économique » (!) ou, mieux encore, « les ouvriers pour les ouvriers » ; on déclara que les caisses de grève « valent mieux pour le

mouvement qu'une centaine d'autres organisations » (que l'on compare cette affirmation, remontant à octobre 1897, à la dispute des « décembristes » avec les jeunes, au début de 1897), etc. Les formules comme: Il faut mettre au premier plan non la « crème » des ouvriers, mais l'ouvrier « moyen », l'ouvrier du rang, ou comme : « Le politique suit toujours docilement l'économique » [*Tiré du même éditorial du premier numéro de la Rabotchaïa Mysl. On peut juger par là de la préparation théorique de ces « V. V. de la social-démocratie russe*⁶⁸ », qui reproduisaient cet aplatissement grossier du « matérialisme économique », alors que, dans leurs écrits, les marxistes faisaient la guerre au véritable V. V., depuis longtemps surnommé « l'artisan de la réaction », pour la même façon de comprendre les rapports entre le politique et l'économique !], etc., etc. acquièrent une vogue et eurent une influence irrésistible sur la masse des jeunes entraînés dans le mouvement et qui, pour la plupart, ne connaissaient que des fragments du marxisme tel qu'il était exposé légalement.

C'était là l'écrasement complet de la conscience par la spontanéité — par la spontanéité des « social-démocrates » qui répétaient les « idées » de Monsieur V. V.⁶⁹, la spontanéité des ouvriers séduits par cet argument qu'une augmentation, même d'un copeck par rouble, valait mieux que tout socialisme et toute politique, qu'ils devaient « lutter en sachant qu'ils le faisaient, non pas pour de vagues générations futures, mais pour eux-mêmes et pour leurs enfants » (éditorial du n° 1 de la *Rabotchaïa Mysl*). Les phrases de ce genre ont toujours été l'arme préférée des bourgeois d'Occident qui, haïssant le socialisme, travaillaient eux-mêmes (comme le « social-politique » allemand Hirsch) à transplanter chez eux le trade-unionisme anglais, et disaient aux ouvriers que seule la lutte professionnelle [*Les Allemands possèdent même un mot spécial : Nur Gewerkschaftler, pour désigner les partisans de la lutte « uniquement professionnelle ».*] est une lutte justement pour eux et pour leurs enfants, et non pour de vagues générations futures avec un vague socialisme futur. Et voici que les « V. V. de la social-démocratie russe » se mettent à répéter ces phrases bourgeoises.

Il importe de marquer ici trois points qui nous seront d'une grande utilité dans notre analyse des divergences actuelles. [*Nous soulignons actuelles pour les pharisiens qui hausseront les épaules en disant : il est facile maintenant de dénigrer la Rabotchaïa Mysl, mais tout cela c'est d'un passé lointain Mutato nomine de te fabula narratur (sous un autre nom. cette fable parle de toi. N.R.) répondrons nous à ces pharisiens modernes, dont l'asservissement complet aux idées de la Rabotchaïa Mysl sera démontré plus loin.*]

En premier lieu, l'écrasement de la conscience par la spontanéité, dont nous avons parlé, s'est aussi fait de façon spontanée. Cela semble un jeu de mots, mais c'est, hélas ! l'amère vérité. Ce qui a amené cet écrasement n'est pas une lutte déclarée de deux conceptions absolument opposées, ni la victoire de l'une sur l'autre, mais la disparition d'un nombre toujours plus grand de « vieux » révolutionnaires « cueillis » par les gendarmes et l'entrée en scène toujours plus fréquente des « jeunes » « V. V. de la social-démocratie russe ». Tous ceux qui, je ne dirai pas, ont participé au mouvement russe *contemporain*, mais en ont simplement respiré l'air, savent parfaitement qu'il en est ainsi. Et si néanmoins nous insistons particulièrement pour que le lecteur se rende bien compte de ce fait connu de tous, si, pour plus d'évidence en quelque sorte, nous rapportons certaines données sur le *Rabotchëïé Diélo* première formation, et sur la discussion entre « jeunes » et « vieux » au début de 1897, c'est uniquement parce que des gens qui se targuent d'« esprit démocratique » spéculent sur l'ignorance de ce fait dans le grand public (ou dans la jeunesse la plus juvénile). Nous reviendrons là-dessus.

Deuxièmement nous pouvons dès la première manifestation littéraire de l'économisme, observer un phénomène éminemment original et extrêmement caractéristique pour la compréhension de toutes les divergences entre social-démocrates d'à présent : les partisans du « mouvement purement ouvrier », les adeptes de la liaison la plus étroite et la plus « organique » (expression du *Rab. Diélo*) avec la lutte prolétarienne, les adversaires de tous les intellectuels non ouvriers (fussent-ils des intellectuels socialistes) sont obligés, pour défendre leur position, de recourir aux arguments des « seuls trade-unionistes » bourgeois. Cela nous montre que, dès le début, la *Rabotchaïa Mysl* s'est mise — inconsciemment — à réaliser le programme du *Credo*. Cela montre (ce que ne peut arriver à comprendre le *Rabotchëïé Diélo*), que tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, toute diminution du rôle de « l'élément conscient », du rôle de la social-démocratie signifie par là même — qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien — un renforcement de l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers. Tous ceux qui parlent de « surestimation de l'idéologie » [*Lettre des « économistes » dans le n° 12 de l'Iskra.*], d'exagération du rôle de l'élément conscient [*Rabotchëïé Diélo, n° 10.*], etc., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers « arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants ». Mais c'est une erreur profonde. Pour compléter ce que nous avons dit plus haut, rapportons encore les paroles profondément justes et significatives de Kautsky à propos du projet du nouveau programme du parti social démocrate autrichien [*Neue Zeit, 1901-1902, XX, I, n° 3, p. 79. Le projet de la commission dont parle K. Kautsky a été adopté (à la fin de l'année dernière) par le congrès de Vienne sous une forme un peu modifiée.*]

Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la *conscience* (souligné par K. K.) de sa nécessité. Et voilà que ces critiques objectent que l'Angleterre, pays à développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. Le projet de programme donne à croire que la commission qui a élaboré le programme autrichien partage aussi ce point de vue soi disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte : « Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience » de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Et cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme. Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne, et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre ; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois* (souligné par K. K.) : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (von *ausßen Hineingetragenes*) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (*urwüchsig*). Aussi le vieux programme de Hainfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement : de remplir le prolétariat) la *conscience* de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et l'a accolée à la thèse citée plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée ...

Du moment qu'il ne saurait être question d'une idéologie indépendante, élaborée par les masses ouvrières elles-mêmes au cours de leur mouvement [*Certes, il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme, comme des Proudhon et des Weitling ; en d'autres termes, ils n'y participent que dans la mesure où ils parviennent à acquérir la connaissance plus ou moins parfaite de leur époque, et à l'augmenter. Or, pour que les ouvriers y parviennent plus souvent, il faut s'efforcer le plus possible d'élever le niveau de la conscience des ouvriers en général : il faut qu'ils ne se confinent pas dans le cadre artificiellement rétréci de la « littérature pour ouvriers » et apprennent à comprendre de mieux en mieux la littérature pour tous. Il serait même plus juste de dire, au lieu de « se confinent », on les confine, parce que les ouvriers eux-mêmes lisent et voudraient lire tout ce qu'on écrit aussi pour les intellectuels, et seuls quelques (pitoyables) intellectuels pensent qu'il suffit de parler « aux ouvriers » de la vie de l'usine et de rabâcher ce qu'ils savent depuis longtemps.*], le problème se pose *uniquement ainsi* : idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste. Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une « troisième » idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). C'est pourquoi *tout* rapetissement de l'idéologie socialiste, *tout éloignement* vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologie bourgeoise. On parle de spontanéité. Mais le développement *spontané* du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise, *il s'effectue justement selon le programme du Credo*, car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la *Nur-Gewerkschaftlerei* ; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie. C'est pourquoi notre tâche, celle de la social-démocratie, est de *combattre la spontanéité*, de *détourner* le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire. Par conséquent, la phrase des auteurs de la lettre « économique » du n° 12 de l'*Iskra*, affirmant que tous les efforts des idéologues les plus inspirés ne sauraient faire dévier le mouvement ouvrier de la voie déterminée par l'action réciproque des éléments matériels et du milieu matériel, *équivalait exactement à abandonner le socialisme* et si ces auteurs étaient capables de méditer jusqu'au bout, avec logique et sans peur, ce qu'ils disent, comme doit le faire quiconque s'engage sur le terrain de l'action littéraire et sociale, il ne leur resterait qu'à « croiser sur leurs poitrines vides leurs bras inutiles » et... à laisser le champ d'action aux sieurs Strouvé et Prokopovitch qui tirent le mouvement ouvrier « dans le sens du moindre effort », c'est-à-dire dans le sens du trade-unionisme bourgeois, ou bien aux sieurs Zoubatov, qui le tirent dans le sens de l' « idéologie » cléricopolicière.

Souvenez-vous de l'Allemagne. Quel a été le mérite historique de Lassalle devant le mouvement ouvrier allemand ? C'est d'avoir *détourné* ce mouvement de la voie du trade-unionisme progressiste et du coopératisme vers lesquels il se dirigeait spontanément (*avec la collaboration bienveillante des Schulze-Delitzsch⁷⁰ et consorts*). Pour accomplir cette tâche, il a fallu tout autre chose que des phrases sur la sous-estimation de

l'élément spontané, sur la tactique-processus, sur l'action réciproque des éléments et du milieu, etc. Il a fallu pour cela *une lutte acharnée contre la spontanéité*, et ce n'est qu'après de longues, très longues années de cette lutte que l'on est parvenu, par exemple, à faire de la population ouvrière de Berlin, rempart du parti progressiste, une des meilleures citadelles de la social-démocratie. Et cette lutte est loin d'être terminée à ce jour (comme pourraient le croire les gens qui étudient l'histoire du mouvement allemand d'après Prokopovitch, et la philosophie de ce mouvement d'après Strouvé). Maintenant encore la classe ouvrière allemande est, si l'on peut s'exprimer ainsi, partagée entre plusieurs idéologies : une partie des ouvriers est groupée dans les syndicats ouvriers catholiques et monarchistes ; une autre, dans les syndicats Hirsch-Duncker⁷¹, fondés par les partisans bourgeois du trade-unionisme anglais ; une troisième, dans les syndicats social-démocrates. Cette dernière partie est infiniment plus nombreuse que toutes les autres, mais l'idéologie social-démocrate n'a pu obtenir et ne pourra conserver cette suprématie que par une lutte inlassable contre toutes les autres idéologies.

Mais pourquoi — demandera le lecteur — le mouvement spontané, qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination de l'idéologie bourgeoise ? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède infiniment plus de moyens de diffusion. [On dit souvent : *la classe ouvrière va spontanément au socialisme. Cela est parfaitement juste en ce sens que, plus profondément et plus exactement que toutes les autres, la théorie socialiste détermine les causes des maux de la classe ouvrière ; c'est pourquoi les ouvriers se l'assimilent si aisément, si toutefois cette théorie ne capitule pas elle-même devant la spontanéité, si toutefois elle se soumet cette spontanéité. Cela est généralement sous-entendu, mais le Rabotchëïé Diélo oublie justement ou dénature ce sous-entendu La classe ouvrière est attirée spontanément vers le socialisme, mais l'idéologie bourgeoise la plus répandue (et constamment ressuscitée sous les formes les plus variées) n'en est pas moins celle qui, spontanément, s'impose surtout à l'ouvrier.] Plus le mouvement socialiste dans un pays est jeune, et plus il faut combattre énergiquement toutes les tentatives faites pour consolider l'idéologie non socialiste, plus résolument il faut mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseillers qui crient à la « surestimation de l'élément conscient », etc. Avec le *Rabotchëïé Diélo*, les auteurs de la lettre économique fulminent à l'unisson contre l'intolérance propre à l'enfance du mouvement. Nous répondons : Oui, en effet, notre mouvement est encore dans son enfance, et pour hâter sa virilité, il doit justement se cuirasser d'intolérance à l'égard de ceux qui, par leur culte de la spontanéité, retardent son développement. Rien de plus ridicule et de plus nuisible que de trancher du vieux militant qui depuis longtemps déjà a passé par toutes les phases décisives de la lutte !*

Troisièmement, le premier numéro de la *Rabotchaïa Mysl* nous montre que la dénomination d'« économisme » (à laquelle bien entendu nous n'avons pas l'intention de renoncer, puisque de toute façon ce vocable a déjà obtenu droit de cité) ne traduit pas assez exactement le fond de la nouvelle tendance. La *Rabotchaïa Mysl* ne nie pas entièrement la lutte politique : le statut de la caisse, qu'elle publie dans son premier numéro, parle de lutte contre le gouvernement. La *Rabotchaïa Mysl* estime seulement que « le politique suit toujours docilement l'économique ». (Et le *Rabotchëïé Diélo* donne une variante à cette thèse, affirmant dans son programme qu'« en Russie plus que dans tout autre pays, la lutte économique est inséparable de la lutte politique ».) Ces thèses de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchëïé Diélo* sont absolument fausses, si par politique, on entend la politique social-démocrate. Très souvent la lutte économique des ouvriers, comme nous l'avons déjà vu, est liée (non pas indissolublement, il est vrai) à la politique bourgeoise, cléricale ou autre. Les thèses du *Rabotchëïé Diélo* sont justes si, par politique on entend la politique trade-unioniste, c'est-à-dire l'aspiration générale des ouvriers à obtenir de l'Etat des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne suppriment pas encore cette situation, c'est-à-dire qui ne suppriment pas la soumission du travail au capital. Cette aspiration est en effet commune et aux trade-unionistes anglais hostiles au socialisme, et aux ouvriers catholiques, et aux ouvriers de « Zoubatov », etc. Il y a politique et politique. Ainsi donc, l'on voit que la *Rabotchaïa Mysl* nie moins la lutte politique qu'elle ne s'incline devant sa spontanéité, son inconscience. Reconnaisant entièrement la lutte politique qui surgit spontanément du mouvement ouvrier lui-même (ou plutôt : les desiderata et revendications politiques des ouvriers), elle se refuse absolument à élaborer elle-même une politique social-démocrate spécifique, répondant aux tâches générales du socialisme et aux conditions russes actuelles. Plus loin nous montrerons que c'est aussi la faute commise par le *Rabotchëïé Diélo*.

c) Le « groupe de l'autolibération⁷² » et le « Rabotchëïé Diélo »

Si nous avons analysé avec force détails l'éditorial peu connu et presque oublié aujourd'hui du premier numéro de la *Rabotchaïa Mysl*, c'est qu'il a le premier de tous et avec le plus de relief exprimé le courant général, qui plus tard allait apparaître au grand jour sous la forme d'une infinité de petits ruisselets. V. I. avait parfaitement raison lorsque, louant ce premier numéro et cet éditorial de la *Rabotchaïa Mysl*, il en constatait « la fougue et le brio » (*Listok Rabotnika* n° 9-10, p. 49). Tout homme fort de son opinion et croyant apporter du nouveau, écrit avec « fougue » et il écrit de telle sorte qu'il exprime sa manière de voir avec relief. Seuls les gens habitués à

rester assis entre deux chaises, manquent de « fougue » ; seuls ces gens-là, après avoir loué hier la fougue de la *Rabotchaïa Mysl*, sont aujourd'hui capables de reprocher à ses adversaires « leur fougue polémique ».

Sans nous arrêter au « Supplément spécial à la *Rabotchaïa Mysl* » (nous aurons dans la suite, à divers propos, à nous reporter à cette œuvre qui expose avec le plus de logique les idées des économistes), nous nous bornerons à signaler sommairement l'*Appel du groupe d'autolibération des ouvriers* (mars 1899), reproduit dans le *Nakanouné* de Londres (n° 7, juin 1899). Les auteurs de cet appel disent très justement que « la Russie ouvrière, qui *ne fait encore que de s'éveiller* et de regarder autour d'elle, *s'accroche d'instinct aux premiers* moyens de lutte *qui s'offrent à elle* », mais ils en tirent la même conclusion erronée que la *Rabotchaïa Mysl*, oubliant que l'instinctif est précisément l'inconscient (le spontané), auquel les socialistes doivent venir en aide ; que les « premiers » moyens de lutte « qui s'offrent » seront toujours, dans la société contemporaine, les moyens de lutte trade-unionistes et la « première » idéologie, l'idéologie bourgeoise (trade-unioniste). Ces auteurs ne « nient » pas non plus la politique, ils disent seulement (seulement !) après Monsieur V. V., que la politique est une superstructure et que, par conséquent, « l'agitation politique doit être la superstructure de l'agitation en faveur de la lutte économique, qu'elle doit surgir sur le terrain de cette lutte et marcher derrière elle ».

Quant au *Rabotchéïé Diélo*, il a commencé son activité directement par la « défense » des économistes. Après avoir énoncé une *contre-vérité manifeste* en déclarant, dès son premier numéro (n° 1, pp. 141-142), « ignorer de quels jeunes camarades parlait Axelrod », qui, dans sa brochure que l'on connaît [*Les tâches actuelles et la tactique des social-démocrates russes (Genève, 1898). Deux lettres à la Rabotchaïa Gazéta, écrites en 1897.*], donnait un avertissement aux économistes, le *Rabotchéïé Diélo* a dû, au cours de sa polémique avec Axelrod et Plékhanov au sujet de cette contre-vérité, reconnaître qu'« en feignant de ne pas savoir de qui il s'agissait, il voulait *défendre* tous les plus jeunes social-démocrates de l'étranger contre cette accusation injuste » (l'accusation d'étroitesse portée contre les économistes par Axelrod). En réalité, cette accusation était parfaitement juste, et le *Rabotchéïé Diélo* savait fort bien qu'elle visait entre autres V. I-ne, membre de sa rédaction. Je ferai remarquer à ce propos que, dans la polémique en question, Axelrod avait entièrement raison et le *Rabotchéïé Diélo* entièrement tort dans l'interprétation de ma brochure *Les tâches des social-démocrates russes*. Cette brochure a été écrite en 1897, dès avant l'apparition de la *Rabotchaïa Mysl*, alors que je considérais à bon droit comme dominante la tendance *initiale* de l'Union pétersbourgeoise de lutte, telle que je l'ai caractérisée plus haut. Effectivement, cette tendance fut prépondérante tout au moins jusque vers le milieu de 1898. Aussi le *Rabotchéïé Diélo* n'était-il nullement fondé pour démentir l'existence et le danger de l'économisme, à se référer à une brochure exposant des vues qui furent *supplantées* à Saint-Pétersbourg en 1897-1898, par les vues « économistes ».

Mais le *Rabotchéïé Diélo* n'a pas seulement « défendu » les économistes ; il a constamment dévié lui-même vers leurs principales erreurs. Ce qui était à l'origine de cette déviation, c'était l'interprétation équivoque de la thèse suivante de son programme : « Le phénomène essentiel de la vie russe, appelé principalement à *déterminer les tâches* (souligné par nous) et le caractère de l'activité littéraire de l'Union, est, à notre avis, le *mouvement ouvrier de masse* (souligné par le *Rabotchéïé Diélo*), qui a surgi ces dernières années. » Que le mouvement de masse soit un phénomène très important, cela est hors de discussion. Mais toute la question est de savoir comment comprendre la « détermination des tâches » par ce mouvement de masse. Elle peut être comprise de deux façons : *ou bien* l'on s'incline devant la spontanéité de ce mouvement, c'est-à-dire que l'on ramène le rôle de la social-démocratie à celui d'une simple servante du mouvement ouvrier comme tel (ainsi l'entendent la *Rabotchaïa Mysl*, le « Groupe de l'autolibération » et les autres économistes) ; *ou bien* l'on admet que le mouvement de masse nous impose de *nouvelles* tâches théoriques, politiques et d'organisation, beaucoup plus compliquées que celles dont on pouvait se contenter avant l'apparition du mouvement de masse. Le *Rabotchéïé Diélo* a toujours penché et penche pour la première interprétation : il n'a jamais parlé avec précision de nouvelles tâches, et il a toujours raisonné comme si ce « mouvement de masse » nous *débarrassait* de la nécessité de concevoir nettement et d'accomplir les tâches qu'il impose. Il suffira d'indiquer que le *Rabotchéïé Diélo* a jugé impossible d'assigner comme *première* tâche au mouvement ouvrier de masse le renversement de l'autocratie, tâche qu'il a abaissée (au nom du mouvement de masse) au niveau de la lutte pour les revendications politiques immédiates (*Réponse*, p. 25).

Laissant de côté l'article de B. Kritchevski, rédacteur en chef du *Rabotchéïé Diélo* — « La lutte économique et politique dans le mouvement russe » — paru au n° 7, article où se retrouvent les mêmes erreurs [*Voici, par exemple, comment se trouve énoncée dans cet article, la « théorie des stades » ou la théorie du « zigzag tâtonnant » dans la lutte politique : « Les revendications politiques, communes par leur caractère à toute la Russie, doivent néanmoins, dans les premiers temps (ceci a été écrit en août 1900 !) correspondre à l'expérience tirée de la lutte économique par la couche donnée (sic) d'ouvriers. Ce n'est que (!) sur le terrain de cette expérience que l'on peut et doit entreprendre l'agitation politique », etc. (p. 11). A la page 4, s'élevant contre les*

accusations, selon lui absolument injustifiées, d'hérésie économiste, l'auteur s'exclame pathétiquement : « *Quel est le social-démocrate qui ignore que, conformément à la doctrine de Marx et d'Engels, les intérêts économiques des différentes classes jouent un rôle décisif dans l'histoire et que, par conséquent, la lutte du prolétariat pour ses intérêts économiques doit, en particulier, avoir une importance primordiale pour son développement de classe et sa lutte émancipatrice ?* » (souligné par nous). Ce « par conséquent » est absolument déplacé. De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, il ne s'ensuit nullement que la lutte économique (= professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, « décisifs », des classes ne peuvent être satisfaits, en général, que par des transformations politiques radicales ; en particulier, l'intérêt économique capital du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat. B Kritchewski répète le raisonnement des « V V de la social-démocratie russe » (le politique vient après l'économique, etc.) et des bernsteiniens de la social démocratie allemande (c'est justement par un raisonnement analogue que Voltmann, par exemple, cherchait à démontrer que les ouvriers doivent commencer par acquérir la « force économique » avant de songer à la révolution politique).], nous passerons directement au n° 10 du *Rabotchéïé Diélo*. Certes, nous n'examinerons pas une à une les objections de B. Kritchewski et de Martynov contre la *Zaria* et l'*Iskra*. Ce qui nous intéresse ici, c'est uniquement la position de principe occupée par le *Rabotchéïé Diélo* dans son n 10. Ainsi nous n'examinerons pas ce fait curieux que le *Rabotchéïé Diélo* voit une « contradiction fondamentale » entre la thèse suivante :

La social-démocratie ne se lie pas les mains, ne restreint pas son activité à un plan ou procédé de lutte politique quelconque, élaboré à l'avance ; elle admet tous les moyens de lutte pourvu qu'ils correspondent aux forces réelles du parti, etc. (*Iskra*, n° 1).

et la thèse que voici :

S'il n'existe pas une organisation forte, rompue à la lutte politique et sachant la mener à tout moment et quelles que soient les circonstances, il ne saurait être question d'aucun plan d'action systématique, éclairé par des principes fermes et rigoureusement appliqués, le seul qui mérite le nom de tactique. (*Iskra*, n° 4).

Confondre la reconnaissance *en principe* de tous les moyens, de tous les plans et procédés de lutte, pourvu qu'ils soient rationnels, avec la nécessité de se guider à *un moment politique donné* d'après un plan appliqué rigoureusement, si l'on veut parler tactique, équivalait à confondre la reconnaissance par la médecine de tous les systèmes de traitement, avec la nécessité de s'en tenir à un système déterminé dans le traitement d'une maladie donnée. Mais c'est que le *Rabotchéïé Diélo* souffre lui-même de la maladie que nous avons appelée le culte du spontané et ne veut admettre aucun « système de traitement » de *cette* maladie. Aussi a-t-il fait cette découverte remarquable que « la tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme » (n° 10, p. 18) ; que la tactique est « *le processus d'accroissement des tâches du parti qui croissent en même temps que lui* » (p. 11, souligné par le *Rabotchéïé Diélo*). Ce dernier apophtegme a toutes les chances de devenir un apophtegme fameux, monument indestructible de la « tendance » du *Rabotchéïé Diélo*. A la question : « où aller ? » cet organe dirigeant répond : le mouvement est le processus de variation de distance entre le point de départ et les points suivants du mouvement. Cette réflexion d'une incomparable profondeur n'est pas seulement curieuse (il ne vaudrait pas alors la peine de s'y arrêter), elle est encore le *programme de toute une tendance*, programme que la *Rabotchaïa Mysl* (dans l'*Annexe spéciale*) a exprimé en ces termes : est désirable la lutte qui est possible ; est possible celle qui se livre au moment présent. C'est là précisément la tendance de l'opportunisme illimité, qui s'adapte passivement à la spontanéité.

« La tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme ! » Mais c'est calomnier le marxisme, c'est en faire une caricature analogue à celle que nous opposaient les populistes dans leur guerre contre nous. C'est rabaisser l'initiative et l'énergie des militants conscients, alors que le marxisme stimule au contraire formidablement l'initiative et l'énergie du social-démocrate, en lui ouvrant les plus larges perspectives, en mettant (si l'on peut s'exprimer ainsi) à sa disposition les forces prodigieuses des millions et des millions d'ouvriers qui se dressent « spontanément » pour la lutte ! Toute l'histoire de la social-démocratie internationale fourmille de plans formulés par tel ou tel chef politique, plans qui attestent la clairvoyance des uns et la justesse de leurs vues en matière de politique et d'organisation, ou qui dévoilent la myopie et les erreurs politiques des autres. Lorsque l'Allemagne connut un des plus grands revirements de l'histoire : formation de l'Empire, ouverture du Reichstag, octroi du suffrage universel, Liebknecht avait un plan de politique et d'action social-démocrates en général, et Schweitzer en avait un autre. Quand la loi d'exception s'abattit sur les socialistes allemands, Most et Hasselmann avaient un plan : l'appel pur et simple à la violence et à la terreur ; Höchberg, Schramm et (en partie) Bernstein en avaient un autre : les social-démocrates ayant, par leur violence déraisonnable et leur révolutionnisme, provoqué la loi qui les frappait, devaient maintenant, par une conduite exemplaire, obtenir leur pardon ; enfin, il existait un troisième plan : celui des hommes qui préparaient et réalisaient la publication d'un organe illégal. Quand on jette

un coup d'œil rétrospectif, avec un recul de plusieurs années, alors que la lutte pour le choix du chemin à suivre est terminée et que l'histoire s'est définitivement prononcée sur la valeur de la route choisie, il n'est certes pas difficile de faire preuve de profondeur en déclarant sentencieusement que les tâches du parti croissent en même temps que ce dernier. Mais, aux heures de trouble [*Ein Jahr der Verwirrung* (« Une année de trouble »), c'est ainsi que Mehring a intitulé le chapitre de son *Histoire de la social-démocratie allemande dans lequel il décrit les hésitations et l'indécision manifestées au début par les socialistes dans le choix d'une « tactique plan » correspondant aux conditions nouvelles.*], quand les « critiques » et économistes russes rabaissent la social-démocratie au niveau du trade-unionisme et que les terroristes prêchent avec ardeur l'adoption d'une « tactique-plan » qui ne fait que reprendre les anciennes erreurs, — s'en tenir dans un pareil moment à de telles sentences, c'est se décerner « un certificat d'indigence ». Au moment où de nombreux social-démocrates russes manquent justement d'initiative et d'énergie, manquent « d'envergure dans la propagande, l'agitation et l'organisation politiques » [*Voir l'éditorial de l'Iskra n°1.*], manquent de « plans » pour une organisation plus large du travail révolutionnaire, — dire dans un pareil moment que « la tactique-plan contredit l'esprit fondamental du marxisme », c'est non seulement avilir théoriquement le marxisme, mais pratiquement *tirer le parti en arrière*.

Le social-démocrate révolutionnaire — nous enseigne plus loin le *Rabotchéïé Diélo* — n'a pour tâche que d'accélérer par son travail conscient le développement objectif, et non de le supprimer ou de le remplacer par des plans subjectifs. *L'Iskra*, en théorie, sait tout cela. Mais l'importance considérable que le marxisme attribue avec raison au travail révolutionnaire conscient, l'entraîne en fait, par suite de son doctrinarisme tactique, à *sous-estimer l'importance de l'élément objectif ou spontané du développement* (p. 18).

Nous voilà derechef devant une confusion théorique extraordinaire, digne des sieurs V. V. et consorts. Mais, demanderons-nous à notre philosophe, en quoi peut donc consister la « sous-estimation » du développement objectif chez l'auteur de plans subjectifs ? Evidemment, à perdre de vue que ce développement objectif crée ou consolide, ruine ou affaiblit telles ou telles classes, couches, groupes, nations, groupes de nations, etc., déterminant par là même tel ou tel groupement politique international de forces, telle ou telle position des partis révolutionnaires, etc. Mais la faute de cet auteur sera dès lors d'avoir sous-estimé non pas l'élément spontané, mais au contraire l'élément *conscient*, car il aura manqué de la « conscience » nécessaire pour une juste compréhension du développement objectif. C'est pourquoi le seul fait de parler d'« appréciation de l'importance relative » (souligné dans le *Rabotchéïé Diélo*) de la spontanéité et de la conscience ; révèle une absence complète de « conscience ». Si certains « éléments spontanés du développement » sont accessibles en général à la conscience humaine, l'appréciation erronée de ces éléments équivaudra à une « sous-estimation de l'élément conscient ». Et s'ils sont inaccessibles à la conscience, nous ne les connaissons pas et nous ne pouvons en parler. Que veut donc B. Kritchovski ? S'il trouve erronés les « plans subjectifs » de *L'Iskra* (il les déclare en effet erronés), il devrait montrer de quels faits objectifs précisément ces plans ne tiennent pas compte, et accuser *L'Iskra* de *manque de conscience*, de « sous-estimation de l'élément conscient », pour parler sa langue. Mais si, mécontent des plans subjectifs, il n'a pas d'autres arguments que ceux de la « sous-estimation de l'élément spontané » (!), il ne fait que prouver par là que : 1° théoriquement, il comprend le marxisme à la façon des Karéev et des Mikhaïlovski, si justement raillés par Beltov⁷³ ; 2° pratiquement, il est entièrement satisfait des « éléments spontanés du développement » qui ont entraîné nos marxistes légaux dans le bernsteinisme et nos social-démocrates dans l'économisme, et qu'il est « moult fâché » contre ceux qui ont décidé de *détourner* à tout prix la social-démocratie russe des voies du développement « spontané ».

Le *Rabotchéïé Diélo* accuse *L'Iskra* et la *Zaria* « d'opposer au mouvement leur programme comme un esprit planant au-dessus du chaos informe » (p. 29). Mais quel est le rôle de la social-démocratie, si ce n'est d'être « l'esprit » qui, non seulement plane au-dessus du mouvement spontané, mais *élève* ce dernier *jusqu'à « son programme »* ? Ce n'est pourtant pas de se traîner à *la queue* du mouvement : chose inutile dans le meilleur des cas, et, dans le pire, extrêmement nuisible pour le mouvement. Le *Rabotchéïé Diélo*, lui, ne se borne pas à suivre cette « tactique-processus » ; il l'érige même en principe, de sorte que sa tendance devrait être qualifiée plutôt non d'opportunisme, mais de *queuisme* (du mot queue). Force est de reconnaître que des gens fermement décidés à toujours marcher à la queue du mouvement, sont absolument et à jamais garantis contre le défaut de « sous-estimer l'élément spontané du développement ».

Ainsi, nous l'avons constaté, l'erreur fondamentale de la « nouvelle tendance » de la social-démocratie russe est de s'incliner devant la spontanéité, de ne pas comprendre que la spontanéité de la masse exige de nous, social-démocrates, une haute conscience. Au fur et à mesure que l'élan spontané des masses s'accroît et que le mouvement s'élargit, le besoin de haute conscience dans le travail théorique, politique et d'organisation de la social-démocratie augmente infiniment plus vite encore.

L'élan spontané des masses en Russie a été (il l'est encore) si rapide que la jeunesse social-démocrate s'est avérée incapable d'accomplir ces tâches gigantesques. Le manque de préparation, voilà notre malheur à nous tous, le malheur de *tous* les social-démocrates russes. L'élan des masses n'a cessé de grandir et de s'étendre de proche en proche ; loin de s'interrompre là où il a une fois commencé, il s'est étendu à de nouvelles localités, à de nouvelles couches de la population (le mouvement ouvrier a provoqué un redoublement d'effervescence parmi la jeunesse studieuse, les intellectuels en général, et même les paysans). Les révolutionnaires, eux, *retardaient* sur la progression du mouvement, et dans leurs « théories » et dans leur activité ; ils n'ont pas su créer une organisation fonctionnant sans solution de continuité, capable de *diriger* le mouvement tout entier.

Dans le premier chapitre, nous avons constaté que le *Rabotchëïé Diélo* rabaisse nos tâches théoriques et répète « spontanément » la devise à la mode : « liberté de critique » ; mais ceux qui la répètent n'ont pas eu assez de « conscience » pour comprendre l'opposition diamétrale existant entre les positions des « critiques » opportunistes et des révolutionnaires en Allemagne et en Russie.

Dans les chapitres suivants, nous verrons comment ce culte de la spontanéité s'est exprimé dans le domaine des tâches politiques et dans le travail d'organisation de la social-démocratie.

III. POLITIQUE TRADE-UNIONISTE ET POLITIQUE SOCIAL-DÉMOCRATE

Encore une fois, nous commencerons par louer le *Rabotchëïé Diélo*. « Littérature de dénonciation et lutte prolétarienne », c'est ainsi que Martynov a intitulé son article du *Rabotchëïé Diélo* (n° 10) sur les divergences avec *l'Iskra*.

« Nous ne pouvons nous borner à dénoncer l'état de choses qui entrave son développement (du parti ouvrier). Nous devons également faire écho aux intérêts courants et urgents du prolétariat » (p. 63). (C'est ainsi que Martynov formule le fond de ces divergences.) « *L'Iskra...* est effectivement l'organe de l'opposition révolutionnaire, qui dénonce notre régime et principalement notre régime politique... Nous autres travaillons et travaillerons pour la cause ouvrière, en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne ». (*Ibid.*) On ne saurait qu'être reconnaissant à Martynov de cette formule. Elle acquiert un intérêt général éminent du fait qu'elle embrasse, au fond, non seulement nos divergences de vues avec le *Rabotchëïé Diélo*, mais toutes les divergences qui existent, d'une façon générale, entre nous et les « économistes » sur la question de la lutte politique. Nous avons déjà montré que les « économistes » ne nient pas absolument la « politique », mais qu'ils ne font que dévier de la conception social-démocrate vers la conception trade-unioniste de la politique. C'est ainsi exactement que dévie Martynov ; et nous voulons bien le prendre, lui, comme *spécimen* des erreurs économistes dans la question qui nous occupe. Nous nous efforcerons de montrer que ni les auteurs du *Supplément spécial à la Rabotchaïa Mysl* ni ceux de la proclamation du *Groupe de l'autolibération*, ni ceux enfin de la lettre économique du n° 12 de *l'Iskra* ne sont en droit de nous reprocher ce choix.

a) L'agitation politique et son rétrécissement par les économistes

Nul n'ignore que l'extension et la consolidation de la lutte économique [*Afin d'éviter tout malentendu, nous faisons remarquer que, dans l'exposé qui va suivre, nous entendons toujours par « lutte économique », selon le vocabulaire en usage chez nous, la « lutte économique pratique » qu'Engels, dans la citation donnée plus haut, a appelée la « résistance aux capitalistes » et qui, dans les pays libres, est appelée lutte professionnelle, syndicale ou trade-unioniste.*] des ouvriers russes, ont marché de pair avec l'éclosion de la « littérature » de divulgations économiques (concernant les usines et la vie professionnelle). Les « feuilles volantes » dénonçaient principalement le régime des usines, et bientôt une véritable passion pour les divulgations se manifesta parmi les ouvriers. Dès que ces derniers virent que les cercles social-démocrates voulaient et pouvaient leur fournir des feuilles volantes d'un nouveau genre, disant toute la vérité sur leur vie misérable, leur labeur accablant et leur asservissement, ils firent en quelque sorte pleuvoir les correspondances des fabriques et des usines. Cette « littérature de dénonciation » faisait sensation non seulement dans la fabrique dont la feuille volante fustigeait le régime, mais dans toutes les entreprises où l'on avait eu vent des faits dénoncés. Or, comme les besoins et les souffrances des ouvriers des différentes entreprises et professions ont beaucoup de points communs, la « vérité sur la vie ouvrière » ravissait *tout le monde*. Une véritable passion de « se faire imprimer » s'empara des ouvriers les plus arriérés, noble passion pour cette forme embryonnaire de guerre contre tout le régime social basé sur le pillage et l'oppression. Et les « feuilles volantes » étaient réellement, dans l'immense majorité des cas, une déclaration de guerre, parce que leurs divulgations excitaient vivement les ouvriers, les poussaient à réclamer la suppression des abus les plus criants et à soutenir leurs revendications par des grèves. En fin de compte, les usiniers eux-mêmes furent si bien obligés de voir dans ces tracts une déclaration de guerre que, fréquemment, ils

ne voulurent pas attendre la guerre elle-même. Comme toujours, par le seul fait de leur publication, ces révélations acquéraient de la vigueur, exerçaient une forte pression morale. Il n'était pas rare que la seule apparition d'un tract fit obtenir aux ouvriers satisfaction totale ou partielle. En un mot, les divulgations économiques (d'usines) étaient et restent encore un levier important de la lutte économique. Et il en sera ainsi tant qu'existera le capitalisme, qui pousse nécessairement les ouvriers à l'autodéfense. Dans les pays européens les plus avancés, il arrive maintenant encore que la dénonciation des conditions scandaleuses de travail dans un métier peu connu ou dans une branche du travail à domicile oubliée de tous, donne l'éveil à la conscience de classe, à la lutte professionnelle et à la diffusion du socialisme. [Dans ce chapitre, nous parions uniquement de la lutte politique et de la façon plus ou moins large dont on la conçoit. C'est pourquoi nous ne signalerons qu'en passant, à titre de curiosité, le reproche que fait le *Rabotchéïé Diélo* à l'*Iskra* de « réserve excessive » à l'égard de la lutte économique (Deux congrès, p. 27, rabâché par Martynov dans sa brochure *Social-démocratie et classe ouvrière*). Si MM. les accusateurs mesuraient (comme ils aiment le faire) en kilos ou en feuilles d'impression la rubrique de la vie économique de l'*Iskra* pendant l'année dernière, et la comparaient à la même rubrique du *Rabotchéïé Diélo* et de la *Rabotchaïa Mysl* réunis, ils constateraient sans peine que, même sous ce rapport, ils sont en retard sur nous. Chose évidente, c'est que le sentiment de cette simple vérité les fait recourir à des arguments qui montrent nettement leur trouble. « Qu'elle le veuille ou non (!), écrivent-ils, l'*Iskra* est obligée (!) de tenir compte des besoins impérieux de l'existence et d'insérer tout au moins (!) des correspondances sur le mouvement ouvrier » (Deux congrès, p. 27). En fait d'argument-massue contre nous, ç'en est un !]

L'immense majorité des social-démocrates russes a été, ces derniers temps, presque entièrement absorbée par l'organisation de ces divulgations d'usines. Il suffit de songer à la *Rabotchaïa Mysl* pour voir jusqu'où allait cette absorption ; on oubliait qu'au fond cette activité n'était pas encore *en elle-même* social-démocrate, mais seulement trade-unioniste. Les divulgations concernaient uniquement les rapports des ouvriers d'une *profession donnée* avec leurs patrons, et n'avaient d'autre résultat que d'apprendre à ceux qui vendaient leur force de travail, à vendre plus avantageusement cette « marchandise » et à lutter contre l'acheteur sur le terrain d'une transaction purement commerciale. Ces divulgations (à condition d'être convenablement utilisées par l'organisation des révolutionnaires) pouvaient servir de point de départ et d'élément constitutif de l'action social-démocrate ; mais elles pouvaient aussi (et même elles devaient, si l'on s'inclinait devant la spontanéité) aboutir à la lutte « uniquement professionnelle » et à un mouvement ouvrier non social-démocrate. La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour la suppression de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat comme force politique organisée. Il s'ensuit donc que, non seulement les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique. Sur ce point, après la première offensive de la *Zaria* et de l'*Iskra* contre l'économisme, « tous sont d'accord » *maintenant* (accord parfois seulement verbal, comme nous le verrons plus loin).

La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas *d'expliquer* aux ouvriers leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de leur *expliquer* l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme *cette* oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique etc., etc., n'est-il pas évident que *nous n'accomplirons pas notre tâche* qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si *nous ne nous chargeons pas d'organiser une vaste campagne politique de dénonciation* de l'autocratie ? En effet, pour faire de l'agitation au sujet des manifestations concrètes d'oppression, il faut dénoncer ces manifestations (de même que pour mener l'agitation économique, il fallait dénoncer les abus commis dans les usines).

C'est clair, je pense. Mais il s'avère justement que la nécessité de développer *dans tous les sens* la conscience politique n'est reconnue « de tous » qu'en paroles. Il s'avère ici que le *Rabotchéïé Diélo*, loin de se charger d'organiser lui-même une vaste campagne de dénonciations politiques (ou de prendre l'initiative en vue de cette organisation) s'est mis à *tirer en arrière l'Iskra* qui s'était attelée à cette tâche. Ecoutez plutôt : « La lutte politique de la classe ouvrière n'est que [justement elle n'est pas que] la forme la plus développée, la plus large et la plus effective de la lutte économique » (programme du *Rabotchéïé Diélo*, « R. D. », n° 1, p. 3). « Maintenant il s'agit pour les social-démocrates de savoir comment donner à la lutte économique elle-même, autant que possible, un caractère politique » (Martynov, dans le n 10, p 42). « La lutte économique est le moyen le plus

largement applicable pour entraîner les masses dans la lutte politique active » (résolution du congrès de l'Union⁷⁴ et « amendements » : *Deux congrès*, pp. 11 et 17). Le *Rabotchéïé Diélo*, comme on voit, depuis sa naissance jusqu'aux dernières « instructions de la rédaction », a toujours été pénétré de ces thèses, qui toutes expriment évidemment un point de vue unique sur l'agitation et la lutte politique. Considérez cette idée du point de vue de l'opinion qui règne chez tous les économistes : l'agitation politique doit *venir après* l'agitation économique. Est-il vrai que la lutte économique soit en général [*Nous disons « en général », car le Rabotchéïé Diélo, en l'occurrence, traite des principes généraux et des tâches générales de l'ensemble du parti. Certes, pratiquement, il est des cas où le politique doit venir après l'économique, mais il n'y a que des économistes pour parler de cela dans une résolution destinée à toute la Russie il y a aussi des cas où l'on peut, « dès le début », mener une agitation politique « seulement sur le terrain économique » ; néanmoins, le Rabotchéïé Diélo a été amené à conclure que « cela n'est nullement nécessaire » (Deux congrès, p 11) Dans le chapitre suivant, nous montrerons que la tactique des « politiques » et des révolutionnaires, loin de méconnaître les tâches trade-unionistes de la social-démocratie, est seule capable d'assurer l'accomplissement méthodique de ces tâches.*] « le moyen le plus largement applicable » pour entraîner les masses dans la lutte politique ? C'est absolument faux. Toutes les manifestations, *quelles qu'elles soient*, de l'oppression policière et de l'arbitraire absolutiste, et non pas seulement celles qui sont liées à la lutte économique, ne sont pas un moyen « moins largement applicable » pour un pareil « entraînement ». Pourquoi les zemskié natchalniki⁷⁵ et les punitions corporelles infligées aux paysans, la corruption des fonctionnaires et la façon dont la police traite le « bas peuple » des villes, la lutte contre les affamés, la campagne d'excitations contre l'aspiration du peuple aux lumières et à la science, l'extorsion des impôts, la persécution des sectes, le dressage des soldats et le régime de caserne infligé aux étudiants et aux intellectuels libéraux, — pourquoi toutes ces manifestations de l'oppression et mille autres encore, qui ne sont pas liées directement à la lutte « économique », seraient-elles en général des moyens et des occasions *moins* « largement applicables » d'agitation politique, d'entraînement de la masse à la lutte politique ? Tout au contraire : dans la somme totale des occasions quotidiennes où l'ouvrier souffre (pour lui-même ou pour ses proches) de son asservissement, de l'arbitraire et de la violence, les cas d'oppression policière s'appliquant précisément à la lutte professionnelle ne sont, certainement, qu'une faible quantité. Pourquoi alors *restreindre* à l'avance l'envergure de l'agitation politique en ne proclamant « le plus largement applicable », qu'un *seul* moyen à côté duquel, pour le social-démocrate, il devrait y en avoir d'autres qui, d'une façon générale, ne sont pas moins « largement applicables » ?

L'Union considère comme chose d'importance le fait d'avoir remplacé par l'expression « le moyen le plus largement applicable », l'expression « le meilleur moyen », qui figure dans la résolution correspondante du IV^e congrès de l'Union ouvrière juive (*Bund*). A la vérité, nous serions embarrassés de dire laquelle de ces deux résolutions est la meilleure : à notre avis elles sont *plus mauvaises l'une que l'autre*. L'Union comme le *Bund* dévie (peut-être même en partie inconsciemment, sous l'influence de la tradition) vers une interprétation économiste, trade-unioniste de la politique. Que la chose se fasse au moyen des mots « le meilleur » ou « le plus largement applicable », au fond, cela ne change rien à l'affaire. Si l'Union avait dit que « l'agitation politique sur le terrain économique » est le moyen le plus largement appliqué (et non « applicable »), elle aurait raison pour une certaine période de développement de notre mouvement social-démocrate. Elle aurait raison précisément en ce qui concerne les *économistes*, en ce qui concerne beaucoup (sinon la plupart) des praticiens de 1898-1901 ; en effet, ces économistes-praticiens *appliquaient* l'agitation politique (si tant est qu'ils l'aient appliquée d'une façon quelconque), *presque exclusivement sur le terrain économique*. Gomme nous l'avons vu, la *Rabotchaïa Mysl* et le « groupe de l'auto-libération » admettaient, eux aussi, et même recommandaient une agitation politique *de ce genre* ! Le *Rabotchéïé Diélo* devait *condamner résolument* ce fait que l'agitation économique, utile en elle-même, était accompagnée d'un rétrécissement nuisible de la lutte politique ; or au lieu de cela, il proclame le moyen le plus appliqué (*par les économistes*) comme le plus *applicable* !

Quel est dans la bouche de Martynov le sens concret, réel, de la tâche qu'il assigne à la social-démocratie : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » ? La lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre le patronat, pour *vendre* avantageusement leur *force de travail*, pour améliorer leurs conditions de travail et d'existence. Cette lutte est nécessairement une lutte professionnelle, parce que les conditions de travail sont extrêmement variées selon les professions et, partant, la lutte pour *l'amélioration* de ces conditions doit forcément être menée par profession (par les syndicats en Occident, par les unions professionnelles provisoires et au moyen de feuilles volantes en Russie, etc.). Donner « à la lutte économique elle-même un caractère politique », c'est donc chercher à faire aboutir les mêmes revendications professionnelles, à améliorer les conditions de travail dans chaque profession, par des « mesures législatives et administratives » (comme s'exprime Martynov à la page suivante, page 43 de son article). C'est précisément ce que font et ont toujours fait tous les syndicats ouvriers. Lisez l'ouvrage de savants sérieux (et d'opportunistes « sérieux ») comme les époux Webb⁷⁶, et vous verrez que depuis longtemps les syndicats ouvriers d'Angleterre ont compris et accomplissent la tâche qui est de « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » ; que depuis longtemps ils

luttent pour la liberté de grève, la suppression des obstacles juridiques de tout genre et de tout ordre au mouvement coopératif et syndical, la promulgation de lois pour la protection de la femme et de l'enfant, l'amélioration des conditions du travail par une législation sanitaire, industrielle, etc.

Ainsi donc, sous son aspect « terriblement » profond et révolutionnaire, la phrase pompeuse : « Donner à la lutte économique *elle-même* un caractère politique », dissimule en réalité la tendance traditionnelle à *rabaisser* la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste ! Sous couleur de corriger l'étroitesse de *l'Iskra*, qui préfère — voyez-vous cela ? — « révolutionner le dogme plutôt que de révolutionner la vie » [*Rabotchéïé Diélo*, n° 10, p. 60. *C'est la variante apportée par Martynov à l'application de la thèse* : « *Chaque pas du mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes* », application faite à l'état chaotique actuel de notre mouvement, et que nous avons déjà caractérisée plus haut. Au fond, ce n'est que la traduction russe de la fameuse phrase de Bernstein : « *Le mouvement est tout, le but final n'est rien.* »], on nous sert comme quelque chose de nouveau la *lutte pour les réformes économiques*. En réalité, la phrase : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » n'implique rien de plus que la lutte pour les réformes économiques. Et Martynov lui-même aurait pu arriver à cette conclusion bien simple s'il avait médité fies propres paroles. « Notre parti, dit-il en braquant son arme la plus terrible contre *l'Iskra*, pourrait et devrait exiger du gouvernement des mesures législatives et administratives concrètes contre l'exploitation économique, le chômage, la famine, etc. » (*Rabotchéïé Diélo*, n° 10, pp. 42, 43). Revendiquer des mesures concrètes, n'est-ce pas revendiquer des réformes sociales ? Et nous prenons une fois encore à témoin le lecteur impartial : calomnions-nous les *rabotchéïélentsy* (que l'on me pardonne ce vocable disgracieux en usage !) en les qualifiant de bernsteiniens déguisés lorsqu'ils prétendent que leur *désaccord* avec *l'Iskra* porte sur la nécessité de lutter pour des réformes économiques ?

La social-démocratie révolutionnaire a toujours compris et comprend dans son activité la lutte pour les réformes. Mais elle use de l'agitation « économique » non seulement pour exiger du gouvernement des mesures de toute sorte, mais aussi (et surtout) pour exiger de lui qu'il cesse d'être un gouvernement autocratique. En outre, elle croit devoir présenter au gouvernement cette revendication *non seulement* sur le terrain de la lutte économique, mais aussi sur le terrain de toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, de la vie politique et sociale. En un mot, elle subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme. Martynov, lui, ressuscite sous une autre forme la théorie des stades et s'efforce de prescrire pour ainsi dire à la lutte politique de prendre, sans plus, la voie économique. Préconisant, lors de la poussée révolutionnaire, la lutte pour les réformes comme une « tâche » soi-disant spéciale, il tire le parti en arrière et fait le jeu de l'opportunisme « économiste » et libéral.

Poursuivons. Après avoir pudiquement dissimulé la lutte pour les réformes sous la formule pompeuse : « Donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », Martynov a mis en avant, comme quelque chose de particulier, les *seules réformes économiques* (et même les seules réformes à l'intérieur de l'usine). Pourquoi l'a-t-il fait ? Nous l'ignorons. Peut être par mégarde ? Mais s'il n'avait pas songé uniquement aux réformes « usinières », toute sa thèse, que nous venons de citer plus haut, perdrait son sens. Peut être parce qu'il ne juge possibles et probables de la part du gouvernement que les « concessions » dans le domaine économique ? [*P. 43* : « *Si nous recommandons aux ouvriers de présenter certaines revendications économiques au gouvernement, dit Martynov, c'est évidemment parce que, dans le domaine économique, le gouvernement autocratique est prêt, par nécessité, à faire certaines concessions* ».] Si oui, c'est une étrange erreur ; les concessions sont possibles et se font aussi dans le domaine législatif, quand il s'agit de verges, de passeports, de rachats, de sectes, de la censure, etc. Les concessions (ou pseudo-concessions) « économiques » sont évidemment les moins chères et les plus avantageuses pour le gouvernement, car il espère par là gagner la confiance des masses ouvrières. Mais c'est précisément pourquoi nous, social-démocrates, *ne devons* en aucune façon et en rien donner lieu à cette opinion (ou à ce malentendu) que les réformes économiques nous tiennent le plus à cœur et que nous les considérons comme les plus importantes, etc. « De telles revendications — dit Martynov parlant des revendications législatives et administratives concrètes qu'il a posées plus haut — ne seraient pas un son creux, parce que, promettant des résultats tangibles, elles pourraient être activement soutenues par la masse ouvrière »... Nous ne sommes pas des économistes, oh ! non ! Simplement, nous rampons devant la « tangibilité » des résultats concrets aussi servilement que le font MM. Bernstein, Prokopovitch, Strouvé, R. M. et *tutti quanti* ! Simplement nous laissons entendre (avec Narcisse Tou-porylov⁷⁷) que tout ce qui ne « promet pas de résultats tangibles » n'est qu'un « son creux » ! Simplement nous nous exprimons comme si la masse ouvrière était incapable (et n'avait pas dès à présent prouvé sa capacité, en dépit de ceux qui rejettent sur elle leur propre philistinisme), de soutenir activement *toute* protestation contre l'autocratie, même celle qui *ne lui promet absolument aucun résultat tangible* !

« Outre son importance révolutionnaire directe, la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement (« la lutte économique contre le gouvernement » !) a encore l'utilité de faire penser constamment les ouvriers à leur asservissement politique » (Martynov, p. 44). Ce n'est pas afin de répéter pour la centième ou la millième fois ce que nous avons dit plus haut que nous citons cette phrase mais afin de remercier tout particulièrement Martynov de cette nouvelle et excellente formule : « La lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement ».

Quelle merveille ! Avec quel talent inimitable, avec quelle magistrale élimination de tous les différents partiels, de toutes les variétés de nuances entre économistes, se trouve exprimée ici, en une proposition brève et limpide, *toute l'essence* de l'économisme, depuis l'appel conviant les ouvriers à la « lutte politique qu'ils mènent dans l'intérêt général en vue d'améliorer le sort de tous les ouvriers » [*Rabotchaïa Mysl, supplément spécial, p. 14.*], en passant par la théorie des stades, pour finir par la résolution du congrès sur le « moyen le plus largement applicable », etc. « La lutte économique contre le gouvernement » est précisément la politique trade-unioniste, qui est encore très, très loin de la politique social-démocrate.

b) Comment Martynov a approfondi Plékhanov

Depuis que Plékhanov a écrit l'opuscule en question (*Des tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie*), il a coulé beaucoup d'eau, raconte Martynov. Les social-démocrates qui ont dirigé pendant dix ans la lutte économique de la classe ouvrière... n'ont pas encore eu le temps de donner un large fondement théorique à la tactique du parti. Maintenant, cette question est venue à maturité, et, si nous voulions fonder théoriquement notre tactique, nous devrions à coup sûr approfondir considérablement les principes tactiques qu'a développés jadis Plékhanov... Nous devrions maintenant établir la différence entre la propagande et l'agitation autrement que ne l'a fait Plékhanov. (Martynov vient de rapporter les mots de Plékhanov : « Le propagandiste inculque beaucoup d'idées à une seule personne ou à un petit nombre de personnes ; l'agitateur n'inculque qu'une seule idée ou qu'un petit nombre d'idées ; en revanche il les inculque à toute une masse de personnes ».) Par propagande, nous entendrions l'explication révolutionnaire du régime actuel tout entier, ou de ses manifestations partielles, qu'elle soit faite sous une forme accessible à quelques individus seulement où à la masse, peu importe. Par agitation, au sens strict du mot (sic !), nous entendrions le fait d'appeler les masses à certains actes concrets, le fait de contribuer à l'intervention révolutionnaire directe du prolétariat dans la vie sociale.

Nos félicitations à la social-démocratie russe — et internationale — qui reçoit ainsi, grâce à Martynov, une nouvelle terminologie plus stricte et plus profonde. Jusqu'à présent, nous pensions (avec Plékhanov et tous les chefs du mouvement ouvrier international) qu'un propagandiste, s'il traite par exemple le problème du chômage, doit expliquer la nature capitaliste des crises, montrer ce qui les rend inévitables dans la société moderne, montrer la nécessité de la transformation de cette société en société socialiste, etc. En un mot, il doit donner « beaucoup d'idées », un si grand nombre d'idées que, du premier coup, toutes ces idées prises dans leur ensemble ne pourront être assimilées que par un nombre (relativement) restreint de personnes. Traitant la même question, l'agitateur, lui, prendra le fait le plus connu de ses auditeurs et le plus frappant, par exemple une famille sans-travail morte de faim, la mendicité croissante, etc., et, s'appuyant sur ce fait connu de tous, il fera tous ses efforts pour donner à la « masse » une *seule idée* : celle de la contradiction absurde entre l'accroissement de la richesse et l'accroissement de la misère ; il s'efforcera de susciter le mécontentement, l'indignation de la masse contre cette injustice criante, laissant au propagandiste le soin de donner une explication complète de cette contradiction. C'est pourquoi le propagandiste agit principalement par *l'écrit*, l'agitateur de *vive voix*. D'un propagandiste, on n'exige pas les mêmes qualités que d'un agitateur. Nous dirons de Kautsky et de Lafargue, par exemple, qu'ils sont des propagandistes, tandis que Bebel et Guesde sont des agitateurs. Distinguer un troisième domaine ou une troisième fonction de l'activité pratique, fonction qui consisterait à « appeler les masses à certains actes concrets », est la plus grande des absurdités, car l'« appel », acte isolé, ou bien est le complément naturel et inévitable du traité théorique, de la brochure de propagande, du discours d'agitation, ou bien est une fonction purement d'exécution. En effet, prenons par exemple la lutte actuelle des social-démocrates allemands contre les droits de douane sur les grains. Le théoricien rédige une étude spéciale sur la politique douanière, où il « appelle », disons, à lutter pour des traités de commerce et pour la liberté du commerce ; le propagandiste en fait autant dans une revue, et l'agitateur dans des discours publics. Les « actes concrets » de la masse sont, en l'occurrence, la signature d'une pétition adressée au Reichstag contre l'élévation des droits sur les grains. L'appel à cette action émane indirectement des théoriciens, des propagandistes et des agitateurs, et directement des ouvriers qui colportent les listes de pétition dans les fabriques et au domicile des particuliers. De « la terminologie de Martynov », il résulte que Kautsky et Bebel seraient tous deux des propagandistes, et les porteurs de listes, des agitateurs. C'est bien cela ?

Cet exemple des Allemands me rappelle le mot allemand *Verbalhornung*, littéralement: « balhornisation ». Jean Balhorn était un éditeur qui vivait au XVI^e siècle, à Leipzig ; il publia un abécédaire où, selon l'habitude, figurait entre autres images, un coq ; mais ce coq, il le représentait sans ergots et avec deux œufs près de lui. Sur la couverture, il avait ajouté : « Edition *corrigée* de Jean Balhorn. » Depuis ce temps-là, les Allemands qualifient de *Verbalhornung* une « correction » qui en fait est le contraire d'une amélioration. L'histoire de Balhorn me revient malgré moi à l'esprit lorsque je vois comment les Martynov « approfondissent » Plékhanov ...

Pourquoi notre Martynov a-t-il « imaginé » cette terminologie confuse ? Pour montrer que l'*Iskra*, « de même que Plékhanov, il y a une quinzaine d'années, ne considère qu'un côté des choses » (p. 39). « Dans l'*Iskra*, pour l'instant du moins, les tâches de la propagande relèguent à l'arrière-plan celles de l'agitation » (p. 52). Si l'on traduit cette dernière phrase de la langue de Martynov en langage humain (car l'humanité n'a pas encore eu le temps d'adopter la terminologie qui vient d'être découverte) on obtient l'affirmation suivante : dans l'*Iskra*, les tâches de la propagande et de l'agitation politiques relèguent à l'arrière-plan celle qui « consiste à poser au gouvernement des revendications concrètes de mesures législatives et administratives » « promettant des résultats tangibles » (autrement dit, des revendications de réformes sociales, s'il est permis une petite fois encore d'employer l'ancienne terminologie de l'ancienne humanité, qui n'est pas encore à la hauteur de Martynov). Que le lecteur compare à cette thèse la tirade suivante :

Ce qui nous frappe dans ces programmes [les programmes des social-démocrates révolutionnaires], c'est qu'ils mettent constamment au premier plan les avantages de l'action des ouvriers au Parlement [inexistant chez nous] et méconnaissent totalement [par suite de leur nihilisme révolutionnaire] l'importance qu'aurait la participation des ouvriers aux assemblées législatives patronales — existantes chez nous — consacrées aux affaires de l'usine... ou même simplement leur participation à l'administration municipale ...

L'auteur de cette tirade exprime un peu plus ouvertement avec un peu plus de clarté et de franchise, l'idée à laquelle Martynov est arrivé par sa propre intelligence. Cet auteur, c'est R. M. du *Supplément spécial à la Rabotchaïa Mysl* (p. 15).

c) *Les révélations politiques et « l'éducation de l'activité révolutionnaire »*

Dressant contre l'*Iskra* sa « théorie » de « l'élévation de l'activité de la masse ouvrière », Martynov a dévoilé en fait sa tendance à *rabaisser* cette activité, en déclarant que le meilleur moyen, le moyen principal, « le plus largement applicable », de la susciter, le champ véritable de cette activité était cette même lutte économique devant laquelle rampaient tous les économistes. Erreur caractéristique, car elle est loin d'être propre au seul Martynov. En réalité, une « élévation de l'activité de la masse ouvrière » n'est possible *que si nous ne nous bornons pas à « l'agitation politique sur le terrain économique »*. Or, l'une des conditions essentielles de l'extension nécessaire de l'agitation politique, c'est d'organiser des révélations politiques dans *tous les domaines*. *Seules* ces révélations peuvent former la conscience politique et susciter l'activité révolutionnaire des masses. C'est pourquoi cette activité est une des fonctions les plus importantes de la social-démocratie internationale tout entière, car la liberté politique ne supprime nullement les révélations mais en modifie seulement un peu la direction. C'est ainsi par exemple que le parti allemand, grâce à sa campagne infatigable de révélations politiques, fortifie particulièrement ses positions et étend son influence. La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre *tous* abus, *toute* manifestation d'arbitraire, d'oppression, de violence, *quelles que soient les classes* qui en sont victimes, et à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non d'un autre. La conscience des masses ouvrières ne peut être une conscience de classe véritable si les ouvriers n'apprennent pas à profiter des faits et événements politiques concrets et actuels pour observer *chacune* des autres classes sociales dans *toutes* les manifestations de leur vie intellectuelle, morale et politique, s'ils n'apprennent pas à appliquer pratiquement l'analyse et le critérium matérialistes à *toutes* les formes de l'activité et de la vie de *toutes* les classes, catégories et groupes de la population. Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate ; car, pour se bien connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de *toutes* les classes de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique ... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. Voilà pourquoi nos économistes qui prêchent la lutte économique comme le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans le mouvement politique, font œuvre profondément nuisible et profondément réactionnaire dans ses résultats pratiques. Pour devenir social-démocrate, l'ouvrier doit se représenter clairement la nature économique, la physionomie politique et sociale du gros propriétaire foncier et du pope, du dignitaire et du paysan, de l'étudiant et du vagabond, connaître leurs côtés forts et leurs côtés faibles, savoir démêler le sens des formules courantes et des sophismes de toute sorte, dont

chaque classe et chaque couche sociale *recouvre* ses appétits égoïstes et sa « nature » véritable ; savoir distinguer quels intérêts reflètent les institutions et les lois et comment elles les reflètent. Or, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier pourra puiser cette « représentation claire » : il ne la trouvera que dans des exposés vivants, dans des révélations encore toutes chaudes sur ce qui se passe à un moment donné autour de nous, dont on parle ou chuchote entre soi et qui se manifeste par tels ou tels faits, chiffres, verdicts, etc., etc. Ces révélations politiques embrassant tous les domaines sont la condition nécessaire et *fondamentale* pour former les masses en vue de leur activité révolutionnaire.

Pourquoi l'ouvrier russe manifeste-t-il encore si peu son activité révolutionnaire en face des violences sauvages exercées par la police contre le peuple, en face de la persécution des sectes, des voies de fait sur les paysans, des abus scandaleux de la censure, des tortures infligées aux soldats, de la guerre faite aux initiatives les plus anodines en matière de culture et ainsi de suite ? Serait-ce parce que la « lutte économique » ne l'y « fait pas penser », parce que cela lui promet peu de « résultats tangibles », lui donne peu de résultats « positifs » ? Non, prétendre cela, c'est, nous le répétons, vouloir rejeter sa faute sur autrui, son propre philistinisme (ou bernsteinisme) sur la masse ouvrière. Si jusqu'à présent, nous n'avons pas su organiser des campagnes de révélations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement des masses. Que nous le fassions (nous devons et pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra *ou sentira* que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie ; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même ; aujourd'hui, il « chahutera » les censeurs, demain il manifestera devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte paysanne, après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition, etc. Nous avons encore fait très peu, presque rien pour *jeter* dans les masses ouvrières des révélations d'actualité et embrassant tous les domaines. Beaucoup d'entre nous n'ont même pas encore conscience de cette *obligation* qui leur incombe, et ils traînent inconsciemment à la suite de la « lutte obscure, quotidienne » dans le cadre étroit de la vie d'usine. Dans ces conditions, dire : « *L'Iskra* a tendance à sous-estimer l'importance de la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne, comparée à la propagande des idées brillantes et achevées » (Martynov, p. 61), c'est tirer le parti en arrière, c'est défendre et glorifier notre impréparation, notre retard.

Quant à appeler les masses à l'action, cela se fera automatiquement, dès qu'il y aura une agitation politique énergique et des révélations vivantes et précises. Prendre quelqu'un en flagrant délit et le flétrir immédiatement devant tous et partout, voilà qui agit plus efficacement que n'importe quel « appel », et agit souvent de façon qu'il est impossible, dans la suite, d'établir qui a proprement « appelé » la foule et qui a proprement lancé tel ou tel plan de manifestation, etc. On ne peut appeler la foule non à l'action en général, mais à une action concrète que sur le lieu même de l'action ; on ne peut appeler les autres à agir que si l'on donne soi-même et immédiatement l'exemple. Notre devoir à nous, publicistes social-démocrates, est d'approfondir, d'élargir et de renforcer les révélations politiques et l'agitation politique.

Au fait, en ce qui concerne les « appels ». Le *seul organe* qui, *avant* les événements du printemps, ait *appelé* les ouvriers à intervenir activement dans une question qui ne leur *promettait* absolument aucun *résultat tangible*, comme l'incorporation forcée d'étudiants dans l'armée, *a été l'Iskra*. Immédiatement après la publication de l'arrêté du 11 janvier sur « l'incorporation de 183 étudiants comme simples soldats », *l'Iskra*, *avant* toute manifestation, a publié un article à ce sujet (n° 2, février) et *appelé* ouvertement « l'ouvrier à venir en aide à l'étudiant » ; elle a appelé « le peuple » à relever l'insolent défi du gouvernement. Nous demandons à tous et à chacun : comment expliquer ce fait remarquable que Martynov qui parle tant des « appels », qui érige même les « appels » en une forme spéciale d'activité, n'ait soufflé mot de *cet* appel ?

Nos économistes, y compris le *Rabotchëïé Diélo*, ont eu du succès parce qu'ils se pliaient à la mentalité des ouvriers arriérés. Mais l'ouvrier social-démocrate, l'ouvrier révolutionnaire (le nombre de ces ouvriers augmente sans cesse) repoussera avec indignation tous ces raisonnements sur la lutte pour des revendications « qui promettent des résultats tangibles », etc. ; car il comprendra que ce ne sont que des variations sur le vieux refrain du copeck d'augmentation par rouble. Cet ouvrier dira à ses conseillers de la *Rabotchaïa Mysl* et du *Rabotchëïé Diélo* : Vous avez tort messieurs, de vous donner tant de peine et de vous mêler avec trop de zèle de choses dont nous nous acquittons nous-mêmes, et de vous dérober à l'accomplissement de vos propres tâches. Il n'est pas du tout intelligent de dire, comme vous faites, que la tâche des social-démocrates est de donner un caractère politique à la lutte économique elle-même ; ceci n'est que le commencement, ce n'est pas la tâche essentielle des social-démocrates ; car dans le monde entier, la Russie y comprise, *c'est souvent la police elle-même qui commence à donner* à la lutte économique un caractère politique ; les ouvriers apprennent eux-mêmes à comprendre pour qui est le gouvernement. [*La thèse d'après laquelle il faut « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique » traduit de la façon la plus frappante le culte de la spontanéité dans le domaine de*

l'activité politique. Très souvent, la lutte économique revêt un caractère politique de façon spontanée, c'est-à-dire sans l'intervention de ce « bacille révolutionnaire que sont les intellectuels », sans l'intervention des social-démocrates conscients. Ainsi, la lutte économique des ouvriers en Angleterre a revêtu, de même, un caractère politique sans la moindre participation des socialistes. Mais la tâche des social-démocrates ne se borne pas à l'agitation politique sur le terrain économique ; leur tâche est de transformer cette politique trade-unioniste en une lutte politique social-démocrate, de profiter des lueurs de conscience politique que la lutte économique a fait pénétrer dans l'esprit des ouvriers pour élever ces derniers à la conscience politique social-démocrate. Or, au lieu d'élever et de faire progresser la conscience politique qui s'éveille spontanément, les Martynov se prosternent devant la spontanéité et répètent, répètent à en devenir écœurants, que la lutte économique « fait penser » les ouvriers à leur asservissement politique. Il est regrettable que cet éveil spontané de la conscience politique trade-unioniste ne vous « fasse pas penser », vous, messieurs, à vos, tâches de social-démocrates !] En effet, la « lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement » que vous exaltez comme si vous aviez découvert une nouvelle Amérique, est menée dans quantité de trous perdus de la Russie par les ouvriers eux-mêmes, qui ont entendu parler de grèves, mais ignorent probablement tout du socialisme. Notre « activité » à nous autres ouvriers, activité que vous vous obstinez à vouloir soutenir en lançant des revendications concrètes qui promettent des résultats tangibles, existe déjà chez nous ; et dans notre action syndicale ordinaire, de tous les jours, nous présentons nous-mêmes ces revendications concrètes, la plupart du temps sans aucune aide des intellectuels. Mais cette activité ne nous suffit pas ; nous ne sommes pas des enfants que l'on peut nourrir avec la bouillie de la seule politique « économique » ; nous voulons savoir tout ce que savent les autres, nous voulons connaître en détail tous les côtés de la vie politique et participer activement à chaque événement politique. Pour cela il faut que les intellectuels nous répètent un peu moins ce que nous savons bien nous-mêmes [Pour bien montrer que tout ce discours des ouvriers aux économistes n'est pas une pure invention de notre part, nous nous référerons à deux témoins connaissant de très près le mouvement ouvrier et le moins enclins à faire preuve de partialité pour nous, « dogmatiques », puisque l'un d'eux est un économiste (qui considère même le Rabotchëï Diélo comme un organe politique !) et l'autre un terroriste. Le premier est l'auteur d'un article remarquable de vie et de vérité : « Le mouvement ouvrier pétersbourgeois et les tâches pratiques de la social-démocratie » (Rabotchëï Diélo, n° 6). Il divise les ouvriers en : 1° révolutionnaires conscients ; 2° couche intermédiaire et 3° le reste, la masse. Or « il arrive souvent » que la couche intermédiaire « s'intéresse plus aux questions politiques qu'à ses intérêts économiques directs, dont la liaison avec les conditions sociales générales a été comprise depuis longtemps »... La Rabotchaiâ Mysl « est âprement critiquée » : « C'est toujours la même chose, dit-on ; il y a longtemps que nous savons tout cela, que nous l'avons lu » ; « dans la rubrique politique, il n'y a toujours rien » (pp. 30-31). La troisième couche elle-même, « la masse ouvrière plus sensible, plus jeune, moins pervertie par le cabaret et l'église, et qui n'a presque jamais la possibilité de se procurer un ouvrage politique, parle à tort et à travers des manifestations de la vie politique, médite les renseignements fragmentaires qui lui parviennent sur l'émeute des étudiants », etc. Quant au terroriste, il écrit : ... « Ils lisent une ou deux fois quelques menus faits de la vie d'usine dans les villes qu'ils ne connaissent pas, puis Us cessent... C'est ennuyeux... Ne pas parler de l'Etat dans un journal ouvrier... c'est traiter l'ouvrier en petit enfant... L'ouvrier n'est pas un enfant. » (Svoboda, organe du groupe révolutionnaire-socialiste, pp. 69 et 70.), et qu'ils nous donnent un peu plus de ce que nous ignorons encore, de ce que notre expérience « économique », à l'usine, ne nous apprendra jamais : les connaissances politiques. Ces connaissances, vous pouvez les acquérir, vous autres intellectuels, et il est de votre devoir de nous les fournir en quantité cent et mille fois plus grande que vous ne l'avez fait jusqu'ici, non pas de nous les fournir seulement sous forme de raisonnements, brochures et articles (auxquels il arrive souvent d'être — pardonnez nous notre franchise ! — un peu ennuyeux), mais absolument sous forme de révélations vivantes sur ce que notre gouvernement et nos classes dominantes font précisément à l'heure actuelle dans tous les domaines de la vie. Acquitez-vous avec un peu plus de zèle de cette tâche qui est la vôtre et parlez moins « d'élever l'activité de la masse ouvrière ». De l'activité, nous en avons beaucoup plus que vous ne pensez, et nous savons soutenir par une lutte ouverte, par des combats de rue même, des revendications qui ne promettent aucun « résultat tangible » ! Et ce n'est pas à vous d'« élever » notre activité, car l'activité est justement ce qui vous manque. Ne vous inclinez pas tant devant la spontanéité et songez un peu plus à élever votre activité à vous, messieurs !

d) Ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme

Nous avons confronté plus haut, dans une note, un économiste et un terroriste non social-démocrate qui par hasard se sont trouvés être solidaires. Mais d'une façon générale, il existe entre eux une liaison interne, non pas accidentelle mais nécessaire, sur laquelle nous aurons à revenir justement à propos de l'éducation de l'activité révolutionnaire. Economistes et terroristes d'aujourd'hui ont une racine commune, savoir *ce culte de la spontanéité* dont nous avons parlé au chapitre précédent comme d'un phénomène général, et dont nous allons examiner l'influence sur l'action et la lutte politiques. Au premier abord, notre affirmation peut paraître paradoxale, si grande semble la différence entre ceux qui mettent au premier plan la « lutte obscure, quotidienne

» et ceux qui préconisent la lutte exigeant le plus d'abnégation, la lutte de l'individu isolé. Mais ce n'est nullement un paradoxe. Economistes et terroristes s'inclinent devant deux pôles opposés de la tendance spontanée : les économistes devant la spontanéité du « mouvement ouvrier pur », les terroristes devant la spontanéité de l'indignation la plus ardente d'intellectuels qui ne savent pas ou ne peuvent pas lier en un tout, le travail révolutionnaire et le mouvement ouvrier. Il est difficile en effet à ceux qui ont perdu la foi en cette possibilité ou qui n'y ont jamais cru, de trouver une autre issue que le terrorisme à leur indignation et à leur énergie révolutionnaire. Ainsi donc, le culte de la spontanéité n'est, dans les deux tendances indiquées par nous, que le *commencement de la réalisation* du fameux programme du *Credo* : les ouvriers mènent leur « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » (que l'auteur du *Credo* nous pardonne d'exprimer sa pensée dans la langue de Martynov ! Nous nous jugeons en droit de le faire, puisque dans le *Credo* aussi il est dit que dans la lutte économique les ouvriers « ont affaire au régime politique ») et les intellectuels mènent la lutte politique par leurs propres forces, et naturellement au moyen de la terreur ! C'est là une *déduction* absolument logique et inévitable sur laquelle on ne saurait trop insister, *quand bien même ceux* qui commencent à réaliser ce programme *ne comprendraient pas eux-mêmes* le caractère inévitable de cette conclusion. L'activité politique a sa logique, indépendante de la conscience de ceux qui, avec les meilleures intentions du monde, font appel ou bien à la terreur, ou bien demandent que l'on donne à la lutte économique elle-même un caractère politique. L'enfer est pavé de bonnes intentions et, en l'occurrence, les bonnes intentions n'empêchent pas qu'on se laisse entraîner vers la « ligne du moindre effort », vers la ligne du programme *purement bourgeois* du *Credo*. En effet, ce n'est pas par hasard non plus que beaucoup de libéraux russes — libéraux déclarés ou libéraux portant le masque du marxisme — sympathisent de tout cœur avec le terrorisme et s'efforcent à l'heure actuelle de soutenir la poussée de la mentalité terroriste.

L'apparition du groupe « révolutionnaire socialiste *Svoboda* », qui s'est assigné pour tâche d'aider par tous les moyens le mouvement ouvrier, mais a inscrit à son *programme* le terrorisme ainsi que sa propre émancipation, pour ainsi dire, à l'égard de la social-démocratie, a confirmé une fois de plus la remarquable clairvoyance de P. Axelrod qui, *dès la fin de 1897*, avait prédit, *prédit à la lettre* ce résultat des errements social-démocrates (« A propos des objectifs actuels et de la tactique») et esquissé ses célèbres « Deux perspectives ». Toutes les discussions et divergences ultérieures de nos social-démocrates russes sont contenues, comme la plante dans la graine, dans ces deux perspectives. [*Martynov « se représente un autre dilemme, plus réel (?) » (La social-démocratie et la classe ouvrière, p. 19) : « Ou bien la social-démocratie assume la direction immédiate de la lutte économique du prolétariat et la transforme par là (!) en lutte de classe révolutionnaire... » « Par là », c'est-à-dire probablement par la direction immédiate de la lutte économique. Que Martynov veuille bien indiquer où il a vu que par le seul fait de diriger la lutte professionnelle, on ait pu transformer le mouvement trade-unioniste en mouvement révolutionnaire de classe ? Ne comprendra-t-il pas que, pour réaliser cette « transformation », nous devons nous mettre activement à la « direction immédiate » de l'agitation politique sous toutes ses formes ?... « Ou bien, cette autre perspective : la social-démocratie abandonne la direction de la lutte économique des ouvriers et, par là même... se rogne les ailes »... D'après l'opinion, citée plus haut, du Rabotchéï Diélo, c'est l'Iskra qui « abandonne cette direction ». Mais, comme nous l'avons vu, l'Iskra fait beaucoup plus que le Rabotchéï Diélo pour diriger la lutte économique, dont d'ailleurs elle ne se contente pas, et au nom de laquelle elle ne restreint pas ses tâches politiques.]*

On conçoit de même que, de ce point de vue, le *Rabotchéï Diélo*, qui n'a pas résisté à la spontanéité de l'économisme, n'a pu résister non plus à la spontanéité du terrorisme. Chose intéressante à signaler, c'est l'argumentation originale que la *Svoboda* donne à l'appui du terrorisme. Elle « nie complètement » le rôle d'intimidation de la terreur (*la Renaissance du révolutionnisme*, p. 64) ; par contre elle met en valeur son « caractère excitatif ». Ceci est caractéristique d'abord comme un des stades de la désagrégation et de la décadence de ce traditionnel cercle d'idées (présocial-démocrate), qui faisait qu'on s'en tenait au terrorisme. Reconnaître que maintenant il est impossible d'« intimider » et, par suite, de désorganiser le gouvernement par le terrorisme, c'est au fond condamner complètement le terrorisme comme méthode de lutte, comme sphère d'activité consacrée par un programme. En second lieu, cette argumentation est encore plus caractéristique comme un spécimen d'incompréhension de nos tâches urgentes dans F« éducation de l'activité révolutionnaire des masses ». La *Svoboda* préconise le terrorisme comme moyen d'« exciter » le mouvement ouvrier, de lui donner « une vigoureuse impulsion ». Il serait difficile d'imaginer une argumentation se réfutant elle-même avec plus d'évidence ! On se demande : y a-t-il donc si peu de ces faits scandaleux dans la vie russe qu'il faille inventer des moyens d'« excitation » spéciaux ? D'autre part, il est évident que ceux qui ne sont pas excités ni excitable même par l'arbitraire russe, verront aussi, « en se mettant les doigts dans le nez », le duel du gouvernement avec une poignée de terroristes. Or, justement, les masses ouvrières sont très excitées par les infamies de la vie russe, mais nous ne savons pas recueillir, si l'on peut s'exprimer ainsi, et concentrer toutes les gouttelettes et les petits ruisseaux de l'effervescence populaire, qui suintent à travers la vie russe en quantité infiniment plus grande que nous ne nous le représentons ni ne le croyons, mais qu'il importe de réunir en un *seul* torrent gigantesque. Que la

chose soit réalisable, c'est ce que prouve irréfutablement l'essor prodigieux du mouvement ouvrier et la soif, notée déjà plus haut, que manifestent les ouvriers pour la littérature politique. Pour ce qui est des appels au terrorisme, ainsi que des appels pour donner à la lutte économique elle-même un caractère politique, ce ne sont que des prétextes divers pour *se dérober* au devoir le plus impérieux des révolutionnaires russes : organiser l'agitation politique sous toutes ses formes. La *Svoboda* veut *remplacer* l'agitation par le terrorisme, reconnaissant ouvertement que « dès que commencera une agitation énergique et renforcée parmi les masses, le rôle excitatif de la terreur aura été joué » (p. 68 de *la Renaissance du révolutionnisme*). C'est ce qui montre précisément que terroristes et économistes *sous-estiment* l'activité révolutionnaire des masses, en dépit de l'évident témoignage des événements du printemps [*Le printemps de 1901 fut marqué par de grandes manifestations de rue. (Note de Lénine dans l'édition de 1908. N.R.)*] : les uns se lancent à la recherche de « excitants » artificiels, les autres parlent de « revendications concrètes ». Les uns comme les autres n'accordent pas une attention suffisante au développement de *leur propre activité* en matière d'agitation politique et d'organisation de révélations politiques. Or, il n'y a rien qui puisse *remplacer* cela, ni maintenant, ni à quelque moment que ce soit.

e) La classe ouvrière, combattant d'avant-garde pour la démocratie

Nous avons vu que l'agitation politique la plus large et, par suite, l'organisation de vastes campagnes de dénonciations politiques sont une tâche absolument nécessaire, la tâche *la plus impérieusement* nécessaire de l'activité, si cette activité est véritablement social-démocrate. Mais nous sommes arrivés à cette conclusion en partant *uniquement* du besoin le plus pressant de la classe ouvrière, besoin de connaissances politiques et d'éducation politique. Or, cette façon de poser la question, à elle seule, serait trop étroite, car elle méconnaîtrait les tâches démocratiques générales de toute social-démocratie en général et de la social-démocratie russe actuelle en particulier. Pour éclairer le plus concrètement possible cette thèse, essayons d'aborder la question du point de vue le plus « familier » aux économistes, du point de vue pratique. « Tout le monde est d'accord » qu'il est nécessaire de développer la conscience politique de la classe ouvrière. La question est de savoir *comment* s'y prendre et ce qu'il faut pour cela. La lutte économique « fait penser » les ouvriers uniquement à l'attitude du gouvernement envers la classe ouvrière ; aussi, *quelques efforts que nous fassions* pour « donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », *nous ne pourrions jamais*, dans le cadre de cet objectif, développer la conscience politique des ouvriers (jusqu'au niveau de la conscience politique social-démocrate), *car ce cadre lui-même est trop étroit*. La formule de Martynov nous est précieuse, non point parce qu'elle est une illustration du talent confusionniste de son auteur, mais parce qu'elle traduit avec relief l'erreur capitale de tous les économistes, à savoir la conviction que l'on peut développer la conscience politique de classe des ouvriers, pour ainsi dire *de l'intérieur* de leur lutte économique, c'est-à-dire en partant uniquement (ou du moins principalement) de cette lutte, en se basant uniquement (ou du moins principalement) sur cette lutte. Cette façon de voir est radicalement fautive, et c'est parce que les économistes, furieux de notre polémique contre eux, ne veulent pas réfléchir sérieusement à la source de nos divergences, qu'il se produit ceci : nous ne nous comprenons littéralement pas et parlons des langues différentes.

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier *que de l'extérieur*, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de *toutes* les classes et couches de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de *toutes* les classes entre elles. C'est pourquoi, à la question : que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques ? — on ne saurait donner simplement la réponse dont se contentent, la plupart du temps, les praticiens, sans parler de ceux qui penchent vers l'économisme, à savoir : « aller aux ouvriers ». Pour apporter aux *ouvriers* la connaissance politique, les social-démocrates doivent *aller dans toutes les classes de la population*, ils doivent envoyer *dans toutes les directions* des détachements de leur armée.

Si nous avons choisi cette formule anguleuse, si notre langage est acéré, simplifié à dessein, ce n'est nullement pour le plaisir d'énoncer des paradoxes, mais bien pour « faire penser » les économistes aux tâches qu'ils dédaignent de façon aussi impardonnable, à la différence existant entre la politique trade-unioniste et la politique social-démocrate et qu'ils ne veulent pas comprendre. Aussi demanderons-nous au lecteur de ne pas s'impatienter, et de nous suivre attentivement jusqu'au bout.

Considérez le type de cercle social-démocrate le plus répandu depuis quelques années, et voyez-le à l'œuvre. Il a des « liaisons avec les ouvriers » et s'en tient là, éditant des feuilles volantes où il flagelle les abus dans les usines, le parti pris du gouvernement envers les capitalistes et les violences de la police. Dans les réunions avec les ouvriers, c'est sur ces sujets que roule ordinairement la conversation, elle ne sort presque pas de là ; les

conférences et causeries sur l'histoire du mouvement révolutionnaire, sur la politique intérieure et extérieure de notre gouvernement, sur l'évolution économique de la Russie et de l'Europe, sur la situation de telles ou telles classes dans la société contemporaine, etc., sont d'une extrême rareté, et personne ne songe à nouer et à développer systématiquement des relations avec les autres classes de la société. A dire vrai, l'idéal du militant, pour les membres d'un pareil cercle, se rapproche la plupart du temps beaucoup plus du secrétaire de trade-union que du chef politique socialiste. En effet, le secrétaire d'une trade-union anglaise par exemple, aide constamment les ouvriers à mener la lutte économique, il organise des révélations sur la vie de l'usine, explique l'injustice des lois et règlements entravant la liberté de grève, la liberté de piquetage (pour prévenir tous et chacun qu'il y a grève dans une usine donnée) ; il montre le parti pris de l'arbitre qui appartient aux classes bourgeoises, etc., etc. En un mot, tout secrétaire de trade-union mène et aide à mener la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Et l'on ne saurait trop insister que *ce n'est pas* encore là du social-démocratie ; que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le *tribun populaire* sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau complet de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer *devant tous* ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à *tous* et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat. Comparez, par exemple, des militants comme Robert Knight (le secrétaire et leader bien connu de l'Union des chaudronniers, une des trade-unions les plus puissantes d'Angleterre) et Wilhelm Liebknecht. Essayez de leur appliquer les oppositions auxquelles Martynov réduit ses divergences avec l'*Iskra*. Vous verrez — je commence à feuilleter l'article de Martynov — que R. Knight a beaucoup plus « appelé les masses à des actions concrètes déterminées » (p. 39), et que W. Liebknecht s'est occupé davantage de « présenter sous un jour révolutionnaire tout le régime actuel ou ses manifestations partielles » (pp. 38-39) ; que R. Knight « a formulé les revendications immédiates du prolétariat et indiqué les moyens de les faire aboutir » (p. 41), et que W. Liebknecht, en s'acquittant de cette tâche également, ne s'est pas refusé non plus à « diriger en même temps faction des différentes couches d'opposition ... », à « leur dicter un programme d'action positif » (p. 41) [*Ainsi, pendant la guerre franco-prussienne, Liebknecht dicta un programme d'action à toute la démocratie, comme l'avaient fait, dans une mesure plus large encore, Marx et Engels en 1848.*] ; que R. Knight s'est efforcé précisément de « donner autant que possible à la lutte économique elle-même un caractère politique » (p. 42) et a parfaitement su « poser au gouvernement des revendications concrètes promettant des résultats tangibles » (p. 43), alors que W. Liebknecht s'est beaucoup plus occupé de « révélations » « étroites » (p. 40) ; que R. Knight a accordé plus d'importance « à la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne » (p. 61), et W. Liebknecht à la « propagande d'idées brillantes et achevées » (p. 61) ; que W. Liebknecht a fait du journal qu'il dirigeait, précisément « l'organe de l'opposition révolutionnaire, dénonçant notre régime, et principalement le régime politique, dans la mesure où il est en opposition avec les intérêts des couches les plus diverses de la population » (p. 63) ; tandis que R. Knight « a travaillé pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne » (p. 63) — si l'on entend la « liaison étroite et organique » dans le sens de ce culte de la spontanéité que nous avons étudié plus haut à propos de Kritchevski et de Martynov, — et il a « restreint la sphère de son action », naturellement persuadé comme Martynov que « par là même il compliquait cette action » (p. 63). En un mot, vous verrez que, *de facto*, Martynov rabaisse la social-démocratie au niveau du trade-unionisme, non pas sans doute faute de vouloir du bien à la social-démocratie, mais simplement parce qu'il s'est un peu trop hâté d'approfondir Plékhanov au lieu de se donner la peine de le comprendre.

Mais revenons à notre exposé. S'il est, autrement qu'en paroles, pour le développement intégral de la conscience politique du prolétariat, le social-démocrate, avons-nous dit, doit « aller dans toutes les classes de la population ». La question se pose : comment faire ? Avons-nous des forces suffisantes pour cela ? Existe-t-il un terrain pour ce travail dans toutes les autres classes ? Cela ne sera-t-il pas ou n'amènera-t-il pas un abandon du point de vue de classe ? Arrêtons-nous à ces questions.

Nous devons « aller dans toutes les classes de la population » comme théoriciens, comme propagandistes, comme agitateurs et comme organisateurs. Nul ne doute que le travail théorique des social-démocrates doit s'orienter vers l'étude de toutes les particularités de la situation sociale et politique des différentes classes. Mais on fait très, très peu sous ce rapport, beaucoup moins qu'on ne fait pour l'étude des particularités de la vie à l'usine. Dans les comités et les cercles, on rencontre des gens qui se spécialisent dans l'étude de quelque production sidérurgique, mais on ne rencontre presque pas d'exemples de membres d'organisation qui (obligés, comme cela arrive souvent, de quitter pour telle ou telle raison l'action pratique) s'occuperaient spécialement de recueillir des documents sur une question d'actualité de notre vie sociale et politique, pouvant fournir à la social-démocratie l'occasion de travailler dans les autres catégories de la population. Quand on parle de la faible préparation de la plupart des dirigeants actuels du mouvement ouvrier, on ne peut s'empêcher de rappeler également la préparation dans ce sens, car elle aussi est due à la compréhension « économiste » de « la liaison

organique étroite avec la lutte prolétarienne ». Mais le principal, évidemment, c'est la *propagande* et *l'agitation* dans toutes les couches du peuple. Pour le social-démocrate d'Occident, cette tâche est facilitée par les réunions et assemblées populaires auxquelles assistent *tous ceux* qui le désirent, par l'existence du Parlement, où il parle devant les députés de *toutes* les classes. Nous n'avons ni Parlement, ni liberté de réunion, mais nous savons néanmoins organiser des réunions avec les ouvriers qui veulent entendre un *social-démocrate*. Nous devons savoir aussi organiser des assemblées avec les représentants de toutes les classes de la population qui désireraient entendre un *démocrate*. Car n'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que « les communistes appuient tout mouvement révolutionnaire⁷⁸ », que nous devons par conséquent exposer et souligner les *tâches démocratiques générales devant tout le peuple*, sans dissimuler un seul instant nos convictions socialistes. N'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que son devoir est d'être *le premier* à poser, aiguïser et résoudre *toute* question démocratique générale.

« Mais tous, sans exception, sont d'accord là-dessus ! » — interrompt le lecteur impatient — et la nouvelle instruction à la rédaction du *Rabotchéïé Diélo*, adoptée au dernier congrès⁷⁹ de l'Union, déclare tout net : « Doivent être utilisés pour la propagande et l'agitation politique tous les phénomènes et événements de la vie sociale et politique qui touchent le prolétariat soit directement comme classe à part, soit comme *avant-garde de toutes les forces révolutionnaires en lutte pour la liberté* ». (*Deux congrès*, p. 17, souligné par nous.) Ce sont là, en effet, d'excellentes et très justes paroles, et nous nous tiendrions pour entièrement satisfaits si le *Rabotchéïé Diélo* les comprenait, s'il n'en émettait pas en même temps d'autres qui les contredisent.

En effet, examinez de près le raisonnement que voici, de Martynov. Il déclare (p. 40) que la tactique accusatrice de l'*Iskra* est unilatérale, que « quelles que soient la méfiance et la haine que nous semions envers le gouvernement, nous n'atteindrons pas notre but tant que nous n'aurons pas développé une énergie sociale suffisamment active pour son renversement ». Voilà bien, soit dit entre parenthèses, la préoccupation — que nous connaissons déjà — d'intensifier l'activité des masses et de vouloir restreindre la sienne propre. Mais la question n'est pas là, maintenant. Donc, Martynov parle ici d'énergie *révolutionnaire* (« pour le renversement »). A quelle conclusion arrive-t-il donc ? Comme en temps ordinaire les différentes couches sociales tirent inévitablement chacune de son côté, « il est clair par conséquent que nous, social-démocrates, ne pouvons pas simultanément diriger l'activité intense des diverses couches d'opposition, nous ne pouvons pas leur dicter un programme d'action positif, nous ne pouvons pas leur indiquer les moyens de lutter de jour en jour pour leurs intérêts... Les couches libérales s'occuperont elles-mêmes de cette lutte active pour leurs intérêts immédiats, qui les mettra face à face avec notre régime politique» (p. 41). Ainsi donc, après avoir parlé d'énergie révolutionnaire, de lutte active pour le renversement de l'autocratie, Martynov dévie aussitôt vers l'énergie professionnelle, vers la lutte active pour les intérêts immédiats ! Il va de soi que nous ne pouvons diriger la lutte des étudiants, des libéraux, etc., pour leurs « intérêts immédiats » ; mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait, très respectable économiste ! Il s'agissait de la participation possible et nécessaire des différentes couches sociales au renversement de l'autocratie ; et *cette* « activité intense des diverses couches d'opposition », non seulement nous *pouvons* mais nous devons absolument la diriger, si nous voulons être l'« avant-garde ». Quant à mettre nos étudiants, nos libéraux, etc., « face à face avec notre régime politique », ils ne seront pas seuls à y pourvoir ; c'est surtout la police et les fonctionnaires de l'autocratie qui s'en chargeront. Mais « nous », si nous voulons être des démocrates avancés, nous devons avoir soin de faire penser ceux qui, proprement, ne sont mécontents que du régime universitaire, ou seulement du régime des *zemstvos*⁸⁰, etc., à ceci que tout le régime politique ne vaut rien. *Nous* devons assumer l'organisation d'une ample lutte politique sous la direction de *notre* parti, afin que toutes les couches d'opposition, quelles qu'elles soient, puissent prêter et prêtent effectivement à cette lutte, ainsi qu'à notre parti, l'aide dont elles sont capables. Des praticiens social-démocrates, *nous* devons former des chefs politiques sachant diriger toutes les manifestations de cette lutte aux multiples aspects, sachant au moment utile « dicter un programme d'action positif » aux étudiants en effervescence, aux *zemtsy* mécontents, aux sectaires indignés, aux instituteurs lésés, etc, etc. C'est pourquoi Martynov a *tout à fait tort* quand il affirme que « à leur égard, nous ne pouvons jouer *qu'un rôle négatif* de dénonciateur du régime... Nous *ne* pouvons *que* dissiper leurs espérances dans les différentes commissions gouvernementales » (souligné par nous). Ce disant, Martynov montre *qu'il ne comprend rien de rien* au rôle véritable de l'« avant-garde » révolutionnaire. Et si le lecteur prend cela en considération, il comprendra le *sens véritable* de la conclusion suivante de Martynov : « l'*Iskra* est l'organe de l'opposition révolutionnaire, elle dénonce notre régime, et principalement notre régime politique, dans la mesure où il heurte les intérêts des diverses couches de la population. Quant à nous, nous travaillons et travaillerons pour la cause ouvrière en liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne. En restreignant la sphère de notre influence, nous compliquons par là l'influence elle-même » (p. 63). Le sens véritable de cette conclusion est celui-ci : l'*Iskra* veut *élever* la politique trade-unioniste de la classe ouvrière (politique à laquelle, par malentendu, par impréparation ou par conviction, se bornent si souvent chez nous les praticiens) au niveau de la politique social-démocrate. Or le *Rabotchéïé Diélo* veut *abaisser* la politique social-démocrate au niveau de la

politique trade-unioniste. Et il assure encore à tous et à chacun que « ce sont des positions parfaitement compatibles dans l'œuvre commune » (p. 63). *O sanctu simplicitas !*

Poursuivons. Avons-nous assez de forces pour pousser notre propagande et notre agitation dans *toutes* les classes de la population ? Certes, oui. Nos économistes, qui sont souvent portés à le nier, perdent de vue le pas de géant accompli par notre mouvement de 1894 (environ) à 1901. En véritables «suiveurs» qu'ils sont, ils vivent souvent avec les idées de la période, depuis longtemps révolue, du début de notre mouvement. En effet, nous étions alors étonnamment faibles, notre résolution était naturelle et légitime à vouloir nous consacrer entièrement au travail parmi les ouvriers et à condamner sévèrement toute déviation de cette ligne ; car il s'agissait alors uniquement de nous consolider dans la classe ouvrière. Maintenant une masse prodigieuse de forces est entraînée dans le mouvement ; nous voyons venir à nous les meilleurs représentants de la jeune génération des classes instruites ; partout et toujours, sont obligés de résider dans les provinces des gens qui ont déjà pris ou veulent prendre part au mouvement, et qui tendent vers la social-démocratie (tandis qu'en 1894 on pouvait compter sur ses doigts les social-démocrates russes). Un des plus graves défauts de notre mouvement — en politique et en matière d'organisation — est que nous *ne savons pas* occuper toutes ces forces, leur assigner le travail qui leur convient (nous reviendrons d'ailleurs là-dessus dans le chapitre suivant). L'immense majorité de ces forces est dans l'impossibilité totale « d'aller aux ouvriers », de sorte qu'il ne saurait être question du danger de voir détourner des forces de notre œuvre essentielle. Et pour fournir aux ouvriers une initiation politique véritable, complète et pratique, il faut que nous ayons « nos hommes », des social-démocrates, partout et toujours, dans toutes les couches sociales, sur toutes les positions, permettant de connaître les ressorts intérieurs du mécanisme de notre Etat. Et il nous faut ces hommes-là, non seulement pour la propagande et l'agitation, mais encore et surtout pour l'organisation.

Existe-t-il un terrain pour agir dans toutes les classes de la population ? Ceux qui ne voient pas cela montrent que leur conscience retarde sur l'élan spontané des masses. Chez les uns, le mouvement ouvrier a suscité et continue de susciter le mécontentement ; chez les autres, il éveille l'espoir en l'appui de l'opposition ; à d'autres enfin, il donne la conscience de l'impossibilité du régime autocratique, voué à la faillite. Nous ne serions des « politiques » et des social-démocrates qu'en paroles (comme cela se produit très souvent dans la réalité), si nous ne comprenions pas que notre tâche est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement, de rassembler et d'étudier, d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fût-elle embryonnaire. Sans compter que des millions et des millions de paysans travailleurs, de petits producteurs autonomes, de petits artisans, etc. écouteront toujours avidement la propagande d'un social-démocrate tant soit peu avisé. Mais est-il une seule classe de la population où il n'y ait pas des hommes, des cercles et des groupes mécontents de l'oppression et de l'arbitraire, et par suite, accessibles à la propagande du social-démocrate, interprète des aspirations démocratiques les plus urgentes ? A qui voudra se représenter concrètement cette agitation politique du social-démocrate dans *toutes* les classes et catégories de la population, nous indiquerons les *révélations politiques*, au sens large du mot, comme principal moyen de cette agitation (mais pas le seul, bien entendu).

Nous devons, écrivais-je dans mon article « Par où commencer ? » (*Iskra* n° 4, mai 1901) dont nous aurons à parler plus loin en détail, éveiller dans toutes les couches tant soit peu conscientes du peuple, la passion des *révélations politiques*. Si les voix qui s'élèvent pour dénoncer le régime sont politiquement si faibles, si rares et si timides actuellement, nous ne devons pas nous en émouvoir. La cause n'en est nullement dans une résignation en bloc à l'arbitraire policier. La cause en est que les gens capables de faire des révélations et prêts à les faire, n'ont pas de tribune d'où ils pourraient parler, pas d'auditoire qui écouterait passionnément et encouragerait les orateurs ; qu'ils ne voient nulle part dans le peuple une force à laquelle il vaille la peine de porter plainte contre le «tout-puissant» gouvernement russe... Nous sommes en mesure maintenant et nous avons le devoir de créer une tribune pour dénoncer le gouvernement tsariste devant le peuple entier ; et cette tribune doit être un journal social-démocrate.

Cet auditoire idéal pour les révélations politiques est précisément la classe ouvrière, qui a besoin avant et par-dessus tout de connaissances politiques étendues et vivantes, et qui est la plus capable de profiter de ces connaissances pour entreprendre une lutte active, dût-elle ne promettre aucun « résultat tangible ». Or, la tribune pour ces révélations *devant le peuple entier*, ce ne peut être qu'un journal intéressant toute la Russie. « Sans un organe politique, on ne saurait concevoir dans l'Europe actuelle un mouvement méritant le nom de mouvement politique. » Et la Russie, de ce point de vue, se rattache incontestablement à l'Europe actuelle. La presse est depuis longtemps devenue chez nous une force ; sinon le gouvernement ne dépenserait pas des dizaines de milliers de roubles à l'acheter et à subventionner toutes sortes de Katkov et de Mechtcherski. Et le fait n'est pas nouveau que, dans la Russie autocratique, la presse illégale a rompu les barrières de la censure et *obligé* les organes légaux et conservateurs à parler d'elle ouvertement. Il en a été ainsi entre 1870 et 1880 et même entre 1850 et 1860. Or combien plus larges et plus profondes sont aujourd'hui les couches populaires prêtes à lire la

presse illégale et à y apprendre « à vivre et à mourir », pour employer l'expression d'un ouvrier, auteur d'une lettre adressée à l'*Iskra* (n° 7). Les révélations politiques sont une déclaration de guerre *au gouvernement* au même titre que les révélations économiques sont une déclaration de guerre aux fabricants. Et cette déclaration de guerre a une portée morale d'autant plus grande que la campagne de dénonciations est plus vaste et plus vigoureuse, que la *classe sociale qui déclare la guerre pour commencer la guerre*, est plus nombreuse et plus décidée. C'est pourquoi les révélations politiques sont par elles-mêmes un moyen puissant pour *décomposer* le régime adverse, un moyen pour détacher de l'ennemi ses alliés fortuits ou temporaires, un moyen pour semer l'hostilité et !a méfiance entre les participants permanents au pouvoir autocratique.

Seul le parti qui *organisera* véritablement des révélations *intéressant le peuple entier* pourra devenir, de nos jours, l'avant-garde des forces révolutionnaires. Or ces mots : « intéressant le peuple entier » ont un contenu très vaste. L'immense majorité des révéléateurs qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière (car pour être une avant-garde, il faut justement entraîner les autres classes) sont des politiques lucides et des hommes de sang-froid et de sens pratique. Ils savent parfaitement combien il est dangereux de « se plaindre » même d'un petit fonctionnaire, à plus forte raison du « tout-puissant » gouvernement russe. Et ils ne *nous* adresseront leur, plainte que lorsqu'ils verront qu'elle peut vraiment avoir un effet, que nous sommes une *force politique*. Pour devenir aux yeux du public une force politique, il ne suffit pas de coller l'étiquette « avant-garde » sur une théorie et une pratique d'arrière-garde ; il faut travailler beaucoup et avec opiniâtreté à *élever* notre conscience, notre esprit d'initiative et notre énergie.

Mais, nous demandera et nous demande le partisan follement zélé de la « liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne », si nous devons prendre sur nous d'organiser contre le gouvernement des révélations intéressant véritablement le peuple entier, en quoi donc se manifestera le caractère de classe de notre mouvement ? — Justement en ce que l'organisation de ces révélations sera notre œuvre à nous, social-démocrates ; en ce que tous les problèmes soulevés dans l'agitation seront éclairés dans un esprit constamment social-démocrate et sans la moindre concession aux déformations, volontaires ou non, du marxisme ; en ce que cette ample agitation politique sera menée par un parti unissant en un tout indissoluble, l'offensive contre le gouvernement au nom de tout le peuple, l'éducation révolutionnaire du prolétariat en même temps que la sauvegarde de son indépendance politique, la direction de la lutte économique de la classe ouvrière, l'utilisation des collisions spontanées avec ses exploités, collisions qui dressent et amènent sans cesse dans notre camp de nouvelles couches du prolétariat !

Mais l'un des traits les plus caractéristiques de l'économisme est précisément qu'il ne comprend pas cette liaison, bien plus, cette coïncidence du besoin le plus urgent du prolétariat (ample éducation politique au moyen des révélations et de l'agitation politiques) avec les nécessités de l'ensemble du mouvement démocratique. Cette incompréhension se manifeste non seulement dans les phrases « de Martynov », mais aussi dans différents passages, de signification absolument identique, où les économistes se réfèrent à un soi-disant point de vue de classe. Voici, par exemple, comment s'expriment les auteurs de la lettre « économiste » publiée dans le n° 12 de l'*Iskra* [*Le manque de place ne nous a pas permis de donner dans l'Iskra une ample réponse à cette lettre extrêmement caractéristique pour des économistes. Nous avons été très heureux de sa publication, car il y avait déjà longtemps que nous entendions dire de différents côtés que l'Iskra déviait du point de vue de classe, et nous n'attendions que l'occasion favorable ou l'expression précise de cette accusation courante pour y répondre. Or, ce n'est pas par la défensive, mais par des contre-attaques que nous avons coutume de riposter aux attaques.*] :

« Ce même défaut fondamental de l'*Iskra* (surestimation de l'idéologie) est la cause de son inconséquence en ce qui touche l'attitude de la social-démocratie envers les différentes classes et tendances sociales. Arrivée au moyen de constructions théoriques »... (et non par suite de « l'accroissement des tâches du Parti qui croissent en même temps que lui » ...) « à la nécessité d'engager immédiatement la lutte contre l'absolutisme, et sentant probablement toute la difficulté de cette tâche pour les ouvriers dans la situation actuelle »... (pas seulement sentant, mais sachant fort bien que cette tâche paraît moins difficile aux ouvriers qu'aux intellectuels « économistes » — qui les traitent en petits enfants, — puisque les ouvriers sont prêts à se battre même pour des revendications ne promettant, pour parler la langue de l'inoubliable Martynov, aucun « résultat tangible ») ... « mais n'ayant pas !a patience d'attendre que des forces suffisantes pour cette lutte se soient accumulées, l'*Iskra* commence à chercher des alliés dans les rangs des libéraux et des intellectuels »...

Oui, oui, nous avons en effet perdu toute « patience » pour « attendre » le temps heureux, que nous promettent depuis longtemps les « conciliateurs » de toute sorte, où nos économistes cesseront de rejeter la faute de *leur* propre retard sur les ouvriers, de justifier leur propre manque d'énergie par la prétendue insuffisance de forces chez les ouvriers. En quoi, demanderons-nous à nos économistes, doit consister « l'accumulation de forces par les ouvriers en vue de cette lutte » ? N'est-il pas évident que c'est dans l'éducation politique des ouvriers, dans la

dénonciation, devant eux, de *tous* les aspects de notre odieuse autocratie ? Et n'est-il pas clair que, *justement pour ce travail*, il nous faut « dans les rangs des libéraux et des intellectuels », des « alliés » prêts à nous apporter leurs révélations sur la campagne politique menée contre les éléments actifs des zemstvos, les instituteurs, les statisticiens, les étudiants, etc. ? Est-il vraiment si difficile de comprendre cette « savante mécanique » ? P. B. Axelrod ne vous répète-t-il pas depuis 1897 : « La conquête par les social-démocrates russes de partisans et d'alliés directs ou indirects parmi les classes non prolétariennes est déterminée avant tout et principalement par le caractère que prend la propagande parmi le prolétariat même » ? Or, Martynov et les autres économistes se figurent encore maintenant que les ouvriers doivent *d'abord* « par la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » accumuler des forces (pour la politique trade-unioniste) et *ensuite* seulement « passer » — sans doute de « la préparation (trade-unioniste) de l'activité », à l'activité social-démocrate !

«... Dans ses recherches, continuent les économistes, *l'Iskra* s'écarte souvent du point de vue de classe ; elle estompe les antagonismes de classe et met au premier plan la communauté de mécontentement contre le gouvernement, quoique les causés et le degré de ce mécontentement soient très différents chez les « alliés ». Il en est ainsi, par exemple, de l'attitude de *l'Iskra* envers les zemstvos »... *L'Iskra* « promet [soi-disant] aux nobles mécontents des aumônes gouvernementales, l'aide de la classe ouvrière, cela sans souffler mot de l'antagonisme de classe qui sépare ces deux couches de la population ». Que le lecteur se reporte aux articles « L'autocratie et les zemstvos » (n°s 2 et 4 de *l'Iskra*) auxquels, *vraisemblablement*, les auteurs de cette lettre font allusion, et il verra que ces articles [*Entre ces articles, l'Iskra a publié (n° 3) un article spécial sur les antagonismes de classes dans nos campagnes.*] sont consacrés à l'attitude du gouvernement envers la « molle agitation du zemstvo bureaucratique censitaire », envers « l'initiative des classes possédantes elles-mêmes ». Dans cet article il est dit que l'ouvrier ne saurait rester indifférent à la lutte du gouvernement contre le zemstvo, et les éléments actifs des zemstvos sont invités à laisser là leurs suaves discours et à prononcer des paroles fermes et catégoriques, lorsque la social-démocratie révolutionnaire se dressera de toute sa taille devant le gouvernement. Avec quoi ne sont pas d'accord les auteurs de la lettre ? On ne saurait le dire. Pensent-ils que l'ouvrier « ne comprendra pas » les mots « classes possédantes » et « zemstvo bureaucratique censitaire » ? que le fait de *pousser* les éléments actifs des zemstvos à abandonner les discours anodins pour des paroles fermes soit une « surestimation de l'idéologie » ? S'imaginent-ils que les ouvriers peuvent « accumuler des forces » pour la lutte contre l'absolutisme s'ils ne connaissent pas l'attitude de l'absolutisme *également* envers le zemstvo ? Encore une fois on ne saurait le dire. Une chose est claire, c'est que les auteurs n'ont qu'une idée très vague des tâches politiques de la social-démocratie. Cela ressort avec encore plus de clarté de la phrase que voici : « Telle est également [c'est-à-dire «voilant» aussi «les antagonismes de classe»] l'attitude de *l'Iskra* envers le mouvement des étudiants. » Au lieu d'exhorter les ouvriers à affirmer par une manifestation publique que le véritable foyer de violences, d'arbitraire et de dépravation n'est pas la jeunesse universitaire, mais le gouvernement russe (*Iskra*, n° 2). Nous aurions dû, vraisemblablement, publier des développements inspirés de la *Rabotchaïa Mysl* ! Et ce sont ces opinions-là qu'émettent des social-démocrates en automne 1901, après les événements de février et de mars, à la veille d'un nouvel essor du mouvement d'étudiants, essor qui montre bien que, dans ce domaine aussi, la protestation « spontanée » contre l'autocratie *devance* la direction consciente du mouvement par la social-démocratie. L'impulsion instinctive qui pousse les ouvriers à défendre les étudiants passés à tabac par la police et les cosaques devance l'activité consciente de l'organisation social-démocrate !

« Cependant, dans d'autres articles, continuent les auteurs de la lettre, *l'Iskra* condamne en termes énergiques tout compromis et prend la défense, par exemple, de l'intolérance des guesdistes. » Nous conseillons à ceux qui soutiennent d'ordinaire avec tant de présomption et de légèreté, que les divergences de vues parmi les social-démocrates d'aujourd'hui ne sont pas essentielles et ne justifient pas une scission, — de méditer sérieusement ces paroles. Les gens qui affirment que nous n'avons presque rien fait encore pour montrer l'hostilité de l'autocratie envers les classes les plus diverses, pour révéler aux ouvriers l'opposition des catégories les plus différentes de la population à l'autocratie, — ces gens peuvent-ils travailler utilement dans une même organisation avec des gens qui voient dans cette tâche « un compromis », vraisemblablement un compromis avec la théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » ?

Nous avons à l'occasion du quarantième anniversaire de l'affranchissement des paysans⁸¹ parlé de la nécessité d'introduire la lutte de classe dans les campagnes (n° 3) et à propos du mémoire secret de Witte, nous avons décrit l'incompatibilité qui existe entre l'autonomie administrative locale et l'autocratie (n° 4) ; nous avons, à propos de la nouvelle loi, attaqué le servagisme, les propriétaires terriens et le gouvernement qui les sert (n° 8). et acclamé le congrès illégal des zemstvos, en encourageant les éléments actifs des zemstvos à abandonner les démarches humiliantes pour passer à la lutte (n° 8) ; nous avons encouragé les étudiants qui commençaient à comprendre la nécessité de la lutte politique et l'ont entreprise (n° 3) et, en même temps, nous avons fustigé « l'inintelligence phénoménale » des partisans du mouvement « exclusivement étudiantin », lesquels exhortaient les étudiants à ne pas participer aux manifestations de rue (n° 3, à propos du message du Comité exécutif des

étudiants de Moscou, du 25 février) ; nous avons dénoncé les « rêves absurdes », le « mensonge et l'hypocrisie » des fripons libéraux du journal *Rossia* (n° 5), et en même temps nous avons signalé la fureur du gouvernement des geôliers qui « réglait leur compte à de paisibles littérateurs, à de vieux professeurs et savants, à des libéraux notoires des *zemstvos* » (n° 5 : « Un raid de police contre la littérature ») ; nous avons révélé le sens véritable du programme « d'amélioration par l'Etat des conditions de vie des ouvriers » et salué l'« aveu précieux » : « il vaut mieux par des réformes d'en haut prévenir les revendications d'en bas, que d'attendre cette dernière éventualité » (n° 6) ; nous avons encouragé les statisticiens protestataires (n° 7) et blâmé les statisticiens briseurs de grève (n° 9). Voir dans cette tactique un obscurcissement de la conscience de classe du prolétariat et un *compromis avec le libéralisme*, c'est montrer qu'on ne comprend absolument rien au véritable sens du programme du *Credo* et de *facto* appliquer précisément ce programme, qu'on a beau répudier ! En effet, *par là même*, on traîne la social-démocratie à « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement », et l'on *s'efface devant le libéralisme*, en renonçant à intervenir activement et à définir son attitude, son attitude social-démocrate dans *chaque* question « libérale ».

f) *Encore une fois « calomnieurs », encore une fois « mystificateurs »*

Ces amabilités appartiennent, le lecteur s'en souvient, au *Rabotchëï Diélo*, qui répond ainsi à notre accusation portée contre lui, de « préparer indirectement le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise ». Dans la simplicité de son cœur, le *Rabotchëï Diélo* a décidé que cette accusation n'était qu'un procédé de polémique. Ces méchants dogmatiques, a-t-il pensé, ont pris le parti de nous débiter toute sorte de choses désagréables ; or, que peut-il y avoir de plus désagréable que d'être l'instrument de la démocratie bourgeoise ? Et d'imprimer, en gros caractères, un « démenti » : « Calomnie non déguisée » (*Deux congrès*, p. 30), « mystification » (p. 31), « mascarade » (p. 33). Comme Jupiter (quoiqu'il ne lui ressemble guère), le *Rabotchëï Diélo* se fâche précisément parce qu'il a tort et, par ses injures hâtives, il prouve qu'il est incapable de saisir le fil de la pensée de ses adversaires. Et cependant, il n'est guère besoin de réfléchir longuement pour comprendre la raison qui fait que *tout* culte de la spontanéité du mouvement de masse, *tout* rabaissement de la politique social-démocrate au niveau de la politique trade-unioniste, équivaut justement à préparer le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise. Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer (et n'engendre infailliblement) que le trade-unionisme ; or la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière. La participation de la classe ouvrière à la lutte politique et même à la révolution politique ne fait nullement encore de sa politique une politique social-démocrate.

Pour le *Rabotchëï Diélo*, la démocratie bourgeoise en général n'est en Russie qu'un « fantôme » (*Deux congrès*, p. 32). [On invoque ici « les conditions concrètes russes, qui poussent fatalement le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire ». Les gens ne veulent pas comprendre que la voie révolutionnaire du mouvement ouvrier peut encore ne pas être la voie social-démocrate ! En effet, toute la bourgeoisie occidentale sous l'absolutisme « poussait », poussait consciemment les ouvriers dans la voie révolutionnaire. Nous, social-démocrates, ne pouvons pas nous contenter de cela. Et si nous rabaissons d'une façon ou de l'autre la politique social-démocrate au niveau d'une politique spontanée, trade-unioniste, nous faisons justement par là le jeu de la démocratie bourgeoise.] Heureux hommes ! Comme l'autruche, ils se cachent la tête sous l'aile et s'imaginent que tout ce qui les entoure a disparu. Des publicistes libéraux qui, chaque mois, annoncent triomphalement que le marxisme se désagrège ou même a disparu ; des journaux libéraux (*Péterbourgskié Vedomosti*, *Rousskié Vedomosti*, et beaucoup d'autres), où l'on encourage les libéraux qui portent aux ouvriers la conception brentanienne⁸² de la lutte de classe et la conception trade-unioniste de la politique ; la pléiade des critiques du marxisme, critiques dont les tendances véritables ont été si bien révélées dans le *Credo* et dont la marchandise littéraire circule seule, sans tribut ni taxe, à travers la Russie ; la recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates, surtout après les événements de février et de mars, tout cela est peut-être un fantôme ? Tout cela n'a absolument aucun rapport avec la démocratie bourgeoise !

Le *Rabotchëï Diélo*, de même que les auteurs de la lettre économiste, dans le numéro 12 de *l'Iskra*, devraient bien « se demander pourquoi les événements du printemps ont provoqué une telle recrudescence des tendances révolutionnaires non social-démocrates, au lieu de renforcer l'autorité et le prestige de la social-démocratie ». La raison, c'est que nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche, que l'activité des masses ouvrières a dépassé la nôtre, que nous n'avons pas eu de dirigeants et d'organisateur révolutionnaires suffisamment préparés, connaissant parfaitement l'état d'esprit de toutes les couches d'opposition et sachant prendre la tête du mouvement, transformer une manifestation spontanée en manifestation politique, en élargir le caractère politique, etc. Tant qu'il en sera ainsi, les révolutionnaires non social-démocrates, plus souples, plus énergiques, exploiteront nécessairement notre retard, et les ouvriers, quelles que soient leur énergie et leur abnégation dans les combats contre la police et la troupe, quelque révolutionnaire que soit leur action, ne seront qu'une force de

soutien des révolutionnaires non social-démocrates, ils seront l'arrière-garde de la démocratie bourgeoise, et non l'avant-garde social-démocrate. Prenez la social-démocratie allemande, à laquelle nos économistes veulent emprunter ses seuls côtés faibles. Pourquoi n'y a-t-il *pas un seul* événement politique en Allemagne qui ne contribue à renforcer l'autorité et le prestige de la social-démocratie ? Parce que la social-démocratie est toujours la première à donner l'appréciation la plus révolutionnaire de cet événement, à soutenir toute protestation contre l'arbitraire. Elle ne se berce pas d'illusions que la lutte économique fera penser les ouvriers à leur servitude sociale, et que les conditions concrètes poussent fatalement le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire. Elle s'immisce dans tous les domaines et dans toutes les questions de la vie sociale et politique : elle intervient lorsque Guillaume refuse de confirmer un progressiste bourgeois élu maire (nos économistes n'ont pas encore eu le temps d'apprendre aux Allemands que c'est là, à vrai dire, un compromis avec le libéralisme !), et lorsqu'on fait une loi contre les images et les ouvrages « immoraux », et lorsque le gouvernement exerce une pression afin d'obtenir la nomination de certains professeurs, etc., etc. Partout les social-démocrates sont au premier rang, excitant le mécontentement politique dans toutes les classes, secouant les endormis, stimulant les traînants, fournissant une ample documentation pour développer la conscience politique et l'activité politique du prolétariat. Le résultat, c'est que ce champion politique d'avant-garde force le respect même des ennemis conscients du socialisme, et il n'est pas rare qu'un document important des sphères, non seulement bourgeoises, mais bureaucratiques et de la cour, parvienne on ne sait par quel miracle dans la salle de rédaction du « *Vorwärts* ».

IV. LE PRIMITIVISME DES ÉCONOMISTES ET L'ORGANISATION DES RÉVOLUTIONNAIRES

Les affirmations déjà examinées plus haut du *Rabotchéïé Diélo*, déclarant que la lutte économique est le moyen le plus largement applicable d'agitation politique, que notre tâche consiste aujourd'hui à donner à la lutte économique elle-même un caractère politique, etc., reflètent une conception étroite de nos tâches, non seulement en matière politique, mais encore en matière *d'organisation*. Pour conduire « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement », nul besoin d'une organisation centralisée pour toute la Russie (qui par conséquent ne saurait se constituer au cours d'une telle lutte), pour grouper dans un seul assaut commun toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, d'opposition politique, de protestation et d'indignation, — nul besoin d'une organisation de révolutionnaires professionnels, dirigée par les chefs politiques véritables du peuple entier. D'ailleurs, cela se conçoit. Toute institution a sa structure naturellement et inévitablement déterminée par le contenu de son action. C'est pourquoi, par ses assertions analysées plus haut, le *Rabotchéïé Diélo* consacre et légitime l'étroussure non seulement de l'action politique, mais encore du travail d'organisation. En l'occurrence, comme toujours, la conscience chez lui s'incline devant la spontanéité. Or le culte des formes d'organisation qui s'élaborent spontanément, le fait d'ignorer combien étroit et primitif est notre travail d'organisation, à quel point nous sommes encore « novices » dans ce domaine important, le fait d'ignorer tout cela, dis-je, est une véritable maladie de notre mouvement. Ce n'est évidemment pas une maladie de décadence, c'est une maladie de croissance. Mais, précisément aujourd'hui que la vague de révolte spontanée déferle, pourrait-on dire, jusqu'à nous, dirigeants et organisateurs du mouvement, ce qu'il faut surtout c'est la lutte la plus irréconciliable contre la moindre tentative de défendre notre retard, de légitimer l'étroussure en cette matière ; il faut surtout éveiller chez tous ceux qui participent au travail pratique ou s'apprêtent seulement à y participer, le mécontentement à l'égard du *primitivisme* qui règne chez nous et la volonté ferme de nous en débarrasser.

a) *Qu'est-ce que le primitivisme ?*

Essayons de répondre à cette question en esquisant le tableau de l'activité d'un cercle social-démocrate typique entre 1894 et 1901. Nous avons déjà signalé l'engouement général de la jeunesse studieuse d'alors pour le marxisme. Certes, cet engouement visait non seulement et moins le marxisme, comme théorie, que la réponse donnée à la question « que faire ? », que l'appel à se mettre en campagne contre l'ennemi. Et les nouveaux combattants se mettaient en campagne avec une préparation et un équipement étonnamment primitifs. Dans la plupart des cas, il n'y avait presque pas d'équipement et pas du tout de préparation. On allait à la guerre comme des moujiks qui auraient à peine quitté la charrue, avec simplement un gourdin à la main. Sans liaison aucune avec les vieux militants, sans liaison aucune avec les cercles des autres localités, ni même des autres quartiers (ou des établissements d'enseignement) de sa propre ville, sans coordination aucune des différentes parties du travail révolutionnaire, sans aucun plan d'action systématique à plus ou moins longue échéance, un cercle d'étudiants entre en contact avec des ouvriers et se met à l'œuvre. Le cercle développe progressivement une propagande et une agitation de plus en plus intenses ; il s'attire ainsi, par le seul fait de son action, la sympathie d'assez larges milieux ouvriers, la sympathie d'une certaine portion de la société instruite, qui lui fournit de l'argent et met à la disposition du « Comité » des groupes toujours nouveaux de jeunes. Le prestige du « Comité » (ou de l'Union de lutte) augmente, son champ d'action grandit, et il étend son activité d'une façon tout à fait spontanée : les personnes qui, il y a un an ou quelques mois, prenaient la parole dans les cercles d'étudiants pour

répondre à la question : « où aller ? » ; qui nouaient et entretenaient des relations avec les ouvriers, confectionnaient et lançaient des feuilles volantes, établissent des relations avec d'autres groupes de révolutionnaires, se procurent de la littérature, entreprennent l'édition d'un journal local, commencent à parler d'une manifestation à organiser, passent enfin aux opérations militaires déclarées (et cette action militaire déclarée pourra être, selon les circonstances, la première feuille d'agitation, et le premier numéro d'un journal, et la première manifestation). D'ordinaire, ces opérations entraînent dès leur départ l'effondrement immédiat et complet. Immédiat et complet, parce que ces opérations militaires n'étaient pas le résultat d'un plan systématique, médité à l'avance et établi à la longue, plan de lutte opiniâtre et durable, mais simplement le développement spontané d'un travail de cercle conforme à la tradition ; parce que la police, il va de soi, connaissait presque toujours tous les principaux dirigeants du mouvement local, qui avaient déjà « fait parler d'eux » sur les bancs de l'Université, et que, guettant le moment le plus favorable pour elle d'une descente, elle avait, à dessein, laissé le cercle grandir et s'étendre pour avoir un *corpus delicti* tangible, et laissé chaque fois à bon escient quelques individus connus d'elle « pour la graine » (c'est l'expression technique employée, autant que je sache, à la fois par les nôtres et par les gendarmes). On ne peut s'empêcher de comparer cette guerre à une marche de bandes de paysans armés de gourdins, contre une armée moderne. Et l'on ne peut que s'étonner de la vitalité d'un mouvement qui grandissait, s'étendait et remportait des victoires malgré une absence complète de préparation chez les combattants. Le caractère primitif de l'armement était, il est vrai, non seulement inévitable au début, mais *même légitime* historiquement, puisqu'il permettait d'attirer un grand nombre de combattants. Mais dès que commencèrent les opérations militaires sérieuses (elles commencèrent, à proprement parler, avec les grèves de l'été 1896), les lacunes de notre organisation militaire se firent de plus en plus sentir. Après un moment de surprise et une série de fautes (comme d'en appeler à l'opinion publique des méfaits des socialistes ou de déporter les ouvriers des capitales dans les centres industriels de province), le gouvernement ne fut pas long à s'adapter aux nouvelles conditions de lutte et sut disposer aux points convenables ses détachements de provocateurs, d'espions et de gendarmes, munis de tous les perfectionnements. Les coups de filet devinrent si fréquents, atteignirent une telle quantité de personnes, vidèrent si bien les cercles locaux, que la masse ouvrière perdit littéralement tous ses dirigeants, le mouvement devint incroyablement désordonné, et il fut impossible d'établir aucune continuité ni aucune coordination dans le travail. La dispersion extraordinaire des militants locaux, la composition fortuite des cercles, le défaut de préparation et l'étroitesse de vues dans les questions théoriques, politiques et d'organisation furent le résultat inévitable des conditions décrites. En certains endroits même, voyant notre manque de retenue et de discrétion, les ouvriers en vinrent, par méfiance, à s'écarter des intellectuels : ces derniers, disaient-ils, provoquent trop inconsidérément les arrestations !

Que ce primitivisme ait été finalement ressenti de tous les social-démocrates sensés comme une véritable maladie, tout militant tant soit peu initié au mouvement le sait. Mais pour que le lecteur non initié ne croie pas que nous « construisons » artificiellement un stade particulier ou une maladie particulière du mouvement, nous en appellerons au témoin déjà invoqué une fois. Qu'on ne nous en veuille pas pour cette longue citation.

Si le passage graduel à une action pratique plus large, écrit B...v dans le n° 6 du *Rabotchéïé Diélo*, passage qui est en fonction directe de la période générale de transition que traverse le mouvement ouvrier russe, est un trait caractéristique ... il est encore un autre trait non moins intéressant dans l'ensemble du mécanisme de la révolution ouvrière russe. Nous voulons parler de *l'insuffisance de forces révolutionnaires propres à l'action*, [Tous les passages soulignés le sont par nous.] qui se fait sentir non seulement à Pétersbourg, mais dans toute la Russie. A mesure que le mouvement ouvrier s'accroît ; que la masse ouvrière se développe ; que les grèves deviennent plus fréquentes : que la lutte de masse des ouvriers se fait plus ouvertement, lutte qui renforce les persécutions gouvernementales, arrestations, expulsions et déportations, ce *manque de forces révolutionnaires hautement qualifiées devient plus sensible et n'est sans doute pas sans influer sur la profondeur et le caractère général du mouvement* Beaucoup de grèves se déroulent sans que les organisations révolutionnaires exercent sur elles une action directe et énergique... on manque de feuilles d'agitation et de littérature illégale ... les cercles ouvriers restent sans agitateurs... En outre, le défaut d'argent se fait continuellement sentir. En un mot, la *croissance du mouvement ouvrier dépasse la croissance et le développement des organisations révolutionnaires*. L'effectif des révolutionnaires agissants est trop insignifiant pour pouvoir influer sur toute la masse ouvrière en effervescence, pour donner aux troubles ne serait-ce qu'une ombre d'harmonie et d'organisation ... Tels cercles, tels révolutionnaires ne se sont pas unis, pas groupés : ils ne forment pas une organisation unique, forte et disciplinée, aux parties méthodiquement développées ... Et après avoir fait cette réserve que l'apparition immédiate de nouveaux cercles à la place de ceux qui ont été détruits, « prouve uniquement la vitalité du mouvement... mais ne démontre pas encore l'existence d'une quantité suffisante de militants révolutionnaires parfaitement avertis », l'auteur conclut : « Le manque de préparation pratique des révolutionnaires pétersbourgeois influe aussi sur les résultats de leur travail. Les derniers procès, particulièrement ceux des groupes de l'*Autolibération* et de la *Lutte du travail contre le capital*, ont montré nettement qu'un jeune agitateur non familiarisé avec les conditions du travail et, par suite, de l'agitation dans une usine déterminée, ignorant des

principes de l'action clandestine et ayant appris [voire ?] seulement les principes généraux de la social-démocratie, peut travailler quelque quatre, cinq, six mois. Après quoi c'est l'arrestation qui entraîne souvent l'effondrement de toute ou d'une partie de l'organisation. Un groupe peut-il dès lors travailler avec profit et succès lorsque son existence est limitée à quelques mois ? Il est évident que l'on ne saurait attribuer entièrement les défauts des organisations existantes à la période transitoire ... il est évident que la quantité et surtout la qualité de l'effectif des organisations en activité jouent ici un rôle important, et la tâche première de nos social-démocrates... doit être *d'unir réellement les organisations entre elles, avec une sélection rigoureuse de leurs membres*».

b) Primitivisme et ékonomisme

Il faut maintenant nous arrêter à une question que, certainement, tout lecteur se pose déjà. Ce primitivisme, maladie de croissance qui affecte *l'ensemble* du mouvement, peut-il être mis en connexion avec l'ékonomisme considéré comme *une* des tendances de la social-démocratie russe ? Nous croyons que oui. Le manque de préparation pratique, de savoir-faire dans le travail d'organisation nous est réellement commun à *tous*, même à ceux qui dès le début s'en sont toujours tenus au point de vue du marxisme révolutionnaire. Et certes, nul ne saurait imputer à crime aux praticiens ce manque de préparation. Mais le « primitivisme » n'est pas seulement dans le manque de préparation : il est aussi dans l'étroitesse de l'ensemble du travail révolutionnaire en général, dans l'incompréhension du fait que cette étroitesse empêche la constitution d'une bonne organisation de révolutionnaires ; enfin — et c'est le principal — il est dans les tentatives de justifier cette étroitesse et de l'ériger en « théorie » particulière, c'est-à-dire dans le culte de la spontanéité, en cette matière également. Dès les premières tentatives de ce genre, il devint évident que le primitivisme était lié à l'ékonomisme et que nous ne nous débarrasserions pas de notre étroitesse dans le travail d'organisation, avant de nous être débarrassés de l'ékonomisme en général (c'est-à-dire de la conception étroite de la théorie du marxisme, du rôle de la social-démocratie et de ses tâches politiques). Or, ces tentatives ont été faites dans deux directions. Les uns se sont mis à dire : la masse ouvrière n'a pas encore formulé elle-même des tâches politiques aussi étendues et aussi urgentes que celles que lui « imposent » les révolutionnaires ; elle doit encore lutter pour les revendications politiques *immédiates*, mener « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » [*Rabotchaïa Mysl et Rabotchéïé Diélo, en particulier la « Réponse » à Plékhanov.*] (et à cette lutte « accessible » au mouvement de masse correspond naturellement une organisation « accessible » même à la jeunesse la moins préparée). D'autres, éloignés de tout « graduellisme », ont déclaré : on peut et l'on doit « accomplir la révolution politique », mais point n'est besoin pour cela de créer une forte organisation de révolutionnaires éduquant le prolétariat par une lutte ferme et obstinée ; il suffit pour cela que nous nous saisissions tous du gourdin « accessible » et familier. Pour parler sans allégories, il nous faut organiser la grève générale [*Qui fera la révolution politique ?, brochure publiée en Russie dans le recueil La lutte prolétarienne, et rééditée par le comité de Kiev.*] ou stimuler par « un terrorisme excitatif [*Renaissance du révolutionnisme et Svoboda.*] le mouvement ouvrier un peu « endormi ». Ces deux tendances (opportuniste et « révolutionniste ») s'inclinent devant le primitivisme dominant, ne croient pas à la possibilité de s'en délivrer, ne voient pas notre tâche pratique, la première et la plus urgente : créer une *organisation de révolutionnaires* capable d'assurer à la lutte politique l'énergie, la fermeté et la continuité !

Nous venons de rapporter les paroles de B-v : « La croissance du mouvement ouvrier dépasse la croissance et le développement des organisations révolutionnaires. » Cette « communication précieuse d'un observateur bien placé » (opinion émise par la rédaction du *Rabotchéïé Diélo* sur l'article de B. v) est pour nous doublement précieuse. Elle montre que nous avons raison de voir la cause fondamentale de la crise actuelle de la social-démocratie russe dans le *retard des dirigeants* (« idéologues », révolutionnaires, social-démocrates) sur *l'élan spontané des masses*. Elle montre qu'il n'y a que défense et glorification du primitivisme dans tous ces raisonnements des auteurs de la lettre ékonomiste (*Iskra*, n° 12), B. Kritchevski et Martynov, sur le danger qu'il y a à sous-estimer le rôle de l'élément spontané, de la lutte obscure et quotidienne, la tactique-processus, etc. Ces gens qui ne peuvent sans faire la moue prononcer le mot de « théoricien » ; qui appellent « sens de la vie » leur idolâtrie devant le défaut de préparation et de développement pour les choses de la vie, montrent en fait leur ignorance de nos tâches *pratiques* les plus urgentes. Aux gens attardés, on crie : Au pas ! Pas trop vite ! A ceux qui, dans le travail d'organisation, manquent d'énergie et d'initiative, à ceux qui manquent de « plans » de perspectives larges et hardies, on lance à la tête la « tactique-processus » ! Notre faute capitale est de *rabaisser* nos tâches politiques et *d'organisation* aux intérêts immédiats, « tangibles », « concrets » de la lutte économique courante, et l'on ne cesse de nous chanter : il faut donner à la lutte économique elle-même un caractère politique ! Encore une fois : c'est là exactement un « sens de la vie » comparable à celui du héros de l'épopée populaire qui clamait à la vue d'un cortège funèbre : « Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ! »

Qu'on se souvienne de l'incomparable présomption vraiment digne de Narcisse avec laquelle ces sages moralisaient Plékhanov : « Les tâches politiques, au sens réel et *pratique* du mot, c'est-à-dire au sens d'une lutte

pratique, rationnelle et victorieuse pour les revendications politiques, sont d'une façon générale [sic !] inaccessibles aux *cercles* ouvriers » (Réponse de la rédaction du *Rab. Diélo*, p. 24). Il y a cercles et cercles, messieurs ! Evidemment, les tâches politiques sont inaccessibles à un cercle de « primitifs », tant que ces derniers n'ont pas senti leur primitivisme et ne s'en sont pas délivrés. Mais si par dessus le marché ces primitifs sont épris de leur primitivisme, s'ils écrivent le mot « pratique » absolument en italique et s'imaginent qu'être pratique, c'est ravalier nos tâches au niveau des masses les plus arriérées, alors évidemment ces primitifs-là sont incurables et les *tâches politiques* leur sont réellement *inaccessibles*. Mais à un cercle de coryphées, comme Alexéev et Mychkine, Khaltourine et Jéliabov, les tâches politiques sont accessibles au sens le plus vrai, le plus pratique du mot, et cela précisément parce que et pour autant que leur propagande ardente trouve un écho dans la masse qui s'éveille spontanément ; pour autant que son énergie bouillante est imitée et soutenue par l'énergie de la classe révolutionnaire Plékhanov avait mille fois raison lorsqu'il a non seulement signalé l'existence de cette classe révolutionnaire et prouvé que son éveil spontané à l'action était inéluctable, infaillible, mais a assigné même aux « cercles ouvriers » une haute et vaste tâche politique. Quant à vous, vous invoquez le mouvement de masse qui a surgi depuis lors, pour *rabaisser* cette tâche, pour *restreindre* le champ d'action et l'énergie des « cercles ouvriers ». Qu'est-ce là, sinon l'attachement du primitif à son primitivisme ? Vous vous targuez de votre esprit pratique, et vous ne voyez pas le fait connu de chaque praticien russe : quelles merveilles peut accomplir en matière révolutionnaire l'énergie non seulement d'un cercle, mais même d'un individu isolé. Croyez-vous par hasard qu'il ne puisse y avoir dans notre mouvement des coryphées du genre de ceux d'après 1870 ? Pourquoi cela ? Parce que nous sommes peu préparés ? Mais nous nous préparons, nous continuerons de nous préparer et nous serons prêts. Il est vrai qu'à la surface de cette eau stagnante qu'est la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement », il s'est, hélas, formé de la moisissure : des gens sont apparus qui se mettent à genoux pour adorer la spontanéité, la révèrent et contemplent religieusement (selon l'expression de Plékhanov) le « dos » du prolétariat russe. Mais nous saurons nous débarrasser de cette moisissure. Précisément aujourd'hui, le révolutionnaire russe, guidé par une théorie vraiment révolutionnaire, s'appuyant sur une classe vraiment révolutionnaire qui s'éveille spontanément à l'action, peut enfin — enfin ! — se redresser de toute sa taille et déployer toutes ses forces de géant. Pour cela il faut seulement que, parmi la masse des praticiens et la masse plus nombreuse encore des gens qui rêvent d'action pratique depuis les bancs de l'école, toute tentative de rabaisser nos tâches politiques et de restreindre l'envergure de notre travail d'organisation soit accueillie par la raillerie et le mépris. Et nous arriverons à ce qu'il en soit ainsi, soyez tranquilles, messieurs !

Mais si le lecteur voulait voir les perles de l'attachement « économiste » au primitivisme, il lui faudrait naturellement s'adresser, non pas au *Rabotchëï Diélo*, éclectique et instable, mais à la *Rabotchaïa Mysl*, logique et résolue. « Deux mots maintenant sur ce qu'on appelle, à proprement dire, les intellectuels révolutionnaires », écrit la *Rabotchaïa Mysl* dans le *Supplément spécial*, p. 13. Ils ont, il est vrai, plus d'une fois prouvé en fait qu'ils sont tout prêts à « engager le corps à corps décisif avec le tsarisme ». Seulement, le malheur est que, traqués sans merci par la police politique, nos intellectuels révolutionnaires ont pris la lutte contre cette police politique pour une lutte politique contre l'autocratie. C'est pourquoi la question : « Où prendre des forces pour la lutte contre l'autocratie ? » n'est pas encore élucidée pour eux.

Ce dédain de la lutte contre la police, de la part d'un adorateur (au sens péjoratif du mot) du mouvement *spontané*, n'est-il pas admirable ? Il est prêt à *justifier* notre maladresse dans l'action clandestine par l'argument que, dans un mouvement de masse spontané, la lutte contre la police politique n'a, en somme, pas d'importance pour nous !! Très peu nombreux sont ceux qui souscriront à cette conclusion monstrueuse, tant les défauts de nos organisations révolutionnaires sont douloureusement ressentis par tous. Mais si Martynov par exemple n'y souscrit pas, c'est uniquement parce qu'il ne sait pas aller jusqu'au bout de sa pensée ou qu'il n'en a pas le courage. En effet, si la masse pose des revendications concrètes promettant des résultats tangibles, est-ce là une « tâche » qui exige que l'on se préoccupe particulièrement de la création d'une organisation de révolutionnaires, solide, centralisée, combative ? La masse qui ne « lutte point contre la police politique » ne s'acquitte-t-elle pas elle-même de cette « tâche » ? Bien plus, cette tâche serait-elle exécutable si, outre de rares dirigeants, des ouvriers qui (dans leur grande majorité) *ne sont* nullement *capables* de « lutter contre la police politique », ne s'en chargeaient eux aussi ? Ces ouvriers, élément moyen de la masse, sont capables de montrer une énergie et une abnégation prodigieuses dans une grève, dans un combat de rue avec la police et la troupe ; ils sont capables (et eux seuls le peuvent) de *décider* de l'issue de tout notre mouvement ; mais justement la lutte contre la police *politique* exige des qualités spéciales, exige des révolutionnaires *de profession*. Et nous devons veiller à ce que la masse ouvrière non seulement « mette en avant » des revendications concrètes, mais encore « mette en avant », de plus en plus nombreux, de ces révolutionnaires de profession. Nous voilà donc amenés à la question des rapports entre l'organisation des révolutionnaires professionnels et le mouvement purement ouvrier. Cette question, peu développée dans la littérature, nous a beaucoup occupés, nous. « politiques », dans nos entretiens et discussions avec les camarades qui penchent plus ou moins vers l'économisme. Cette question vaut la peine

qu'on s'y arrête. Mais d'abord, terminons par une autre citation l'illustration de notre thèse sur la liaison du primitivisme avec l'économisme.

« Le groupe *Libération du Travail*, écrivait N.N. dans sa « Réponse », réclame la lutte directe contre le gouvernement sans chercher à savoir où est la force matérielle pour cette lutte, sans indiquer *la voie qu'elle doit suivre*. » Et soulignant ces derniers mots, l'auteur fait à propos du mot « voie » la remarque suivante : « Ce fait ne saurait être expliqué par des buts de travail clandestin, car dans le programme il ne s'agit pas d'un complot, mais d'un *mouvement de masse*. Or la masse ne peut suivre des voies secrètes. Une grève secrète est-elle possible ? Une manifestation ou une pétition secrètes sont-elles possibles ? » (*Vademecum*, p. 59). L'auteur aborde de près et cette « force matérielle » (organisateur¹-de grèves et de manifestations) et les « voies » de la lutte, mais il est déconcerté et perplexe, car il « s'incline » devant le mouvement de masse, c'est-à-dire qu'il le considère comme un facteur nous *libérant* de l'activité révolutionnaire qui est la nôtre, et non comme un facteur destiné à encourager et à *stimuler* notre activité révolutionnaire. Une grève secrète est impossible, pour ses participants et pour ceux qu'elle touche directement. Mais pour la masse des ouvriers russes, cette grève peut rester (et elle reste la plupart du temps) « secrète », car le gouvernement prendra soin de couper toute communication avec les grévistes, il prendra soin de rendre impossible toute diffusion de renseignements sur la grève C'est alors qu'il faut une « lutte contre la police politique », lutte spéciale qui ne pourra jamais être menée activement par une masse aussi considérable que celle qui participe à la grève. Cette lutte doit être organisée « selon toutes les règles de l'art » par des professionnels de l'action révolutionnaire. De ce que la masse est entraînée spontanément dans le mouvement, l'organisation de cette lutte n'en est pas *moins nécessaire*. Au contraire, elle n'en devient que *plus nécessaire* ; car nous, socialistes, nous manquerions à notre premier devoir envers la masse si nous ne savions empêcher la police de rendre secrète (et si parfois nous ne préparions secrètement nous-mêmes) une grève ou une manifestation quelconque. Nous *sommes en état* de la faire précisément parce que la masse qui s'éveille spontanément à l'action fera *surgir également de son sein* un nombre de plus en plus grand de « révolutionnaires de profession » (si toutefois nous ne convions pas sur tous les tons les ouvriers à piétiner sur place).

c) *L'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires*

Si dans l'idée de « lutte économique contre le patronat et le gouvernement », le social-démocrate englobe celle de la lutte politique, il est naturel de s'attendre à ce qu'il englobe plus ou moins l'idée d'« organisation des révolutionnaires » dans l'idée d'« organisation des ouvriers ». Et c'est ce qui arrive effectivement, de sorte que, en parlant organisation, nous parlons des langues absolument différentes. Je me souviens, par exemple, d'une conversation que j'eus un jour avec un économiste assez conséquent, que je n'avais pas connu autrefois. La conversation tomba sur la brochure : *Qui fera la révolution politique ?* Nous convînmes rapidement que son défaut capital était de méconnaître les problèmes d'organisation. Nous pensions déjà être d'accord, mais... l'entretien se poursuivant, nous nous aperçûmes que nous parlions de choses différentes. Mon interlocuteur accusait l'auteur de méconnaître les caisses de grèves, sociétés de secours mutuels, etc. ; quant à moi, je parlais de l'organisation de révolutionnaires indispensable pour « faire » la révolution politique Et dès que cette divergence se fut révélée, je ne me souviens pas de m'être jamais trouvé d'accord sur aucune question de principe avec cet économiste.

Quelle était donc la source de nos divergences ? Mais justement que les économistes dévient constamment du social-démocratisme vers le trade-unionisme dans les tâches d'organisation comme dans les tâches politiques. La lutte politique de la social démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement. De même — (et de ce fait), l'organisation d'un parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un *autre genre* que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être, en premier lieu, professionnelle ; en second lieu, la plus large possible ; en troisième lieu, la moins clandestine possible (ici et plus loin, je ne parle, bien entendu, que de la Russie autocratique). Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire (c'est pourquoi d'ailleurs, parlant d'une organisation *des révolutionnaires*, je songe aux révolutionnaires social-démocrates). Devant cette caractéristique commune aux membres d'une telle organisation, *doit absolument s'effacer toute distinction entre ouvriers et intellectuels*, et à plus forte raison entre les diverses professions des uns et des autres. Nécessairement cette organisation ne doit pas être très étendue, et il faut qu'elle soit la plus clandestine possible. Arrêtons-nous sur ces trois points distinctifs.

Dans les pays de liberté politique, la différence entre l'organisation syndicale et l'organisation politique est parfaitement claire, comme l'est aussi la différence entre les trade-unions et la social-démocratie. Certes, les rapports de cette dernière avec les trade-unions varient inévitablement de pays à pays selon les conditions

historiques, juridiques et autres ; ils peuvent être plus ou moins étroits, complexes, etc. (ils doivent être à notre avis le plus étroits et le moins complexes possible) ; mais il ne saurait être question dans les pays libres d'identifier l'organisation syndicale avec celle du parti social-démocrate. Or en Russie, le joug de l'autocratie efface, au premier abord, toute distinction entre l'organisation social-démocrate et l'association syndicale ouvrière car *toutes* les associations syndicales ouvrières et *tous* les cercles sont interdits, et la grève, manifestation et arme principales de la lutte économique des ouvriers, est considérée comme un crime de droit commun (parfois même comme un délit politique!). Ainsi donc la situation chez nous, d'une part, « incite » vivement les ouvriers qui mènent la lutte économique à s'occuper de questions politiques et, d'autre part, « incite » les social-démocrates à confondre le trade-unionisme et le social-démocratisme (et nos Kritchevski, Martynov et Cie, qui ne tarissent pas sur « l'incitation » du premier genre, ne remarquent pas « l'incitation » du second genre). En effet, que l'on se représente des gens absorbés pour les quatre-vingt-dix-neuf centièmes par « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Les uns, pendant *toute* la durée de leur activité (de 4 à 6 mois), ne seront jamais incités à songer à la nécessité d'une organisation plus complexe de révolutionnaires ; d'autres, vraisemblablement, seront « incités » à songer à la littérature bernsteinienne, relativement répandue, et en tireront la conviction que ce qui a une importance essentielle, c'est la « marche progressive de la lutte obscure, quotidienne ». D'autres enfin se laisseront peut-être séduire par l'idée de donner au monde un nouvel exemple de « liaison étroite et organique avec la lutte prolétarienne », de liaison du mouvement syndical et du mouvement social-démocrate. Ces gens-là feront ce raisonnement : plus tard un pays entre dans l'arène du capitalisme, et donc dans celle du mouvement ouvrier, et plus les socialistes peuvent participer au mouvement syndical et le soutenir ; moins il peut et il doit y avoir de syndicats non social-démocrates. Jusqu'ici ce raisonnement est parfaitement juste, mais le malheur est qu'on va plus loin et qu'on rêve d'une fusion complète du social-démocratisme et du trade-unionisme. Nous allons voir par l'exemple du statut de l'Union de lutte de Saint-Pétersbourg l'influence nuisible que ces rêves exercent sur nos plans d'organisation.

Les organisations ouvrières pour la lutte économique doivent être des organisations syndicales. Tout ouvrier social-démocrate doit, autant que possible, soutenir ces organisations et y travailler activement. Bon. Mais il n'est point de notre intérêt d'exiger que les social-démocrates seuls puissent être membres des unions « corporatives » : cela restreindrait notre influence sur la masse. Laissons participer à l'union corporative tout ouvrier qui comprend la nécessité de s'unir pour lutter contre le patronat et le gouvernement. Le but même des unions corporatives ne saurait être atteint, si ces unions corporatives n'étaient pas des organisations très *larges*. Et plus larges seront ces organisations, plus large aussi sera notre influence sur elles, influence exercée non seulement par le développement « spontané » de la lutte économique, mais aussi par l'action consciente et directe des membres-socialistes de l'union sur leurs camarades. Mais dans une organisation à effectifs nombreux, une action strictement clandestine est impossible (car elle exige beaucoup plus de préparation qu'il n'en faut pour participer à la lutte économique). Comment concilier cette contradiction entre la nécessité d'un effectif nombreux et d'une action strictement clandestine ? Comment faire pour que les organisations corporatives soient le moins clandestines possible ? D'une façon générale, il ne peut y avoir que deux moyens : ou bien la légalisation des associations corporatives (qui dans certains pays a précédé la légalisation des associations socialistes et politiques), ou bien le maintien de l'organisation secrète, mais « libre », peu fixée, *lose*, comme disent les Allemands, au point que, pour la masse des membres, le régime clandestin soit réduit presque à zéro.

La légalisation des associations ouvrières non socialistes et non politiques a déjà commencé en Russie, et il est hors de doute que chaque pas de notre mouvement ouvrier social-démocrate en progression rapide, multipliera et encouragera les tentatives de cette légalisation, tentatives émanant surtout des partisans du régime établi, mais aussi des ouvriers eux-mêmes et des intellectuels libéraux. Le drapeau de la légalisation a déjà été arboré par les Vassiliev et les Zoubatov ; les Ozérov et les Worms lui ont déjà promis et fourni leur concours, et parmi les ouvriers on rencontre déjà des adeptes de la nouvelle tendance. Force nous est donc, désormais, de tenir compte de cette tendance. Comment en tenir compte ? Il ne peut guère y avoir là-dessus deux opinions parmi les social-démocrates. Nous devons dénoncer constamment toute participation des Zoubatov et des Vassiliev, des gendarmes et des popes à cette tendance, et éclairer les ouvriers sur les intentions véritables de ces participants. Nous devons dénoncer aussi toute note conciliatrice et « harmonique » qui percerait dans les discours des libéraux aux assemblées publiques des ouvriers, que ces notes modulées le soient par des gens sincèrement convaincus que la collaboration pacifique des classes est désirable, qu'ils aient le désir de se faire bien voir des autorités, ou qu'ils soient simplement des maladroits. Nous devons enfin mettre les ouvriers en garde contre les pièges que leur tend souvent la police qui, à ces assemblées publiques et dans les sociétés autorisées, cherche à repérer les « hommes ayant le feu sacré » et à profiter des organisations légales pour introduire des provocateurs aussi dans les organisations illégales.

Mais ce faisant, nous ne devons pas oublier que la légalisation du mouvement ouvrier ne profitera pas *en fin de compte* aux Zoubatov, mais à nous. Au contraire, justement par notre campagne de dénonciations nous séparons

l'ivraie du bon grain. Quelle est l'ivraie, nous l'avons déjà indiqué. Le bon grain, c'est que l'attention de couches d'ouvriers encore plus larges, et des plus arriérées est attirée sur les questions politiques et sociales ; c'est de nous libérer, nous révolutionnaires, de fonctions qui au fond sont légales (diffusion d'ouvrages légaux, secours mutuels, etc.) et qui, en se développant, nous donneront infailliblement une documentation de plus en plus abondante pour l'agitation. En ce sens nous pouvons et devons dire aux Zoubatov et aux Ozérov : Travaillez, messieurs, travaillez ! Dès l'instant que vous dressez des pièges aux ouvriers — par la provocation directe ou par le « strouvisme », moyen « honnête » de corrompre les ouvriers, — nous nous chargeons de vous démasquer. Dès l'instant que vous faites véritablement un pas en avant — ne fût-ce que sous la forme du plus «timide zigzag » — mais un pas en avant tout de même, nous vous dirons : faites donc ! Un véritable élargissement, même en miniature, du champ d'action des ouvriers, constitue un véritable pas en avant. Et tout élargissement de ce genre ne peut que nous profiter : il hâtera l'apparition d'associations légales, où ce ne seront pas les provocateurs qui pêcheront les socialistes, mais les socialistes qui pêcheront des adeptes. En un mot, ce qu'il nous faut maintenant, c'est combattre l'ivraie. Ce n'est pas à nous de cultiver en chambre le bon grain dans des pots. En arrachant l'ivraie nous nettoions par là même le terrain et permettons au bon grain de germer. Et pendant que les Afanassi Ivanovitch et les Pulchérie Ivanovna⁸³ s'occupent de culture en chambre, nous devons préparer des moissonneurs sachant aujourd'hui arracher l'ivraie, demain moissonner le bon grain.

Ainsi, nous ne pouvons, au moyen de la légalisation, résoudre le problème de la création d'une organisation syndicale la moins clandestine et la plus large possible (mais nous serions très heureux que les Zoubatov et les Ozérov nous en offrent la possibilité, même partielle ; aussi devons-nous lutter contre eux avec le maximum d'énergie!). Reste la voie des organisations syndicales secrètes, et nous devons, par tous les moyens, aider les ouvriers qui s'engagent déjà (nous le savons de source sûre) dans cette voie. Les organisations syndicales peuvent non seulement être d'une immense utilité pour le développement et l'accentuation de la lutte économique, mais elles peuvent encore devenir un auxiliaire très précieux de l'agitation politique et de l'organisation révolutionnaire. Pour arriver à ce résultat, pour orienter le mouvement syndical naissant dans la voie que souhaite la social-démocratie, il faut avant tout bien comprendre l'absurdité du plan d'organisation qu'exaltent, voilà bientôt cinq ans, les économistes pétersbourgeois. Ce plan est exposé dans le *Statut de la caisse ouvrière* de juillet 1897 (*List. Rab.*, n° 9-10, p. 46, dans le n° 1 de la *Rabotchaïa Mysl*) et dans le *Statut de l'organisation ouvrière syndicale* d'octobre 1900 (feuille détachée, imprimée à Saint-Petersbourg et mentionnée dans le n° 1 de *l'Iskra*). Ces deux statuts ont un défaut essentiel : ils exposent tous les détails d'une vaste organisation ouvrière, qu'ils confondent avec l'organisation des révolutionnaires. Prenons le deuxième statut, le mieux élaboré. Il comporte cinquante-deux paragraphes : 23 paragraphes exposent l'organisation, le mode de gestion et les fonctions des « cercles ouvriers » qui seront organisés dans chaque fabrique (« pas plus de 10 personnes ») et éliront des « groupes centraux (de fabrique) ». Le paragraphe 2 porte : « Le groupe central observe tout ce qui se passe dans la fabrique ou l'usine, et tient la chronique des événements. » « Le groupe central rend compte de l'état de la caisse, chaque mois, à tous les cotisants » (paragraphe 17), etc. 10 paragraphes sont consacrés à l'« organisation de quartier » et 19 à l'extrême enchevêtrement du *Comité de l'organisation ouvrière* et du *Comité de l'Union de lutte de Saint-Petersbourg* (délégués de chaque quartier et des « groupes exécutifs », « groupes de propagandistes pour les relations avec la province, pour les relations avec l'étranger, pour la gestion des dépôts, des éditions, de la caisse »). La social-démocratie assimilée aux « groupes exécutifs » en ce qui concerne la lutte économique des ouvriers ! Il serait difficile de démontrer avec plus de relief comment la pensée de l'économiste dévie du social-démocratisme vers le trade-unionisme, combien peu il se rend compte que le social-démocrate doit avant tout songer à organiser des révolutionnaires capables de diriger toute la lutte émancipatrice du prolétariat. Parler de l'« émancipation politique de la classe ouvrière », de la lutte contre l'« arbitraire tsariste » et rédiger de pareils statuts, c'est ne rien comprendre, mais absolument rien, aux véritables tâches politiques de la social-démocratie. Aucun de la cinquantaine de paragraphes ne révèle la moindre trace de compréhension de la nécessité de faire dans les masses une agitation politique des plus larges, éclairant tous les côtés de l'absolutisme russe, toute la physionomie des différentes classes sociales en Russie. D'ailleurs, avec un tel statut, non seulement les buts politiques, mais même les buts trade-unionistes du mouvement ne sauraient être atteints puisqu'ils exigent une organisation *par profession*, ce dont le statut ne dit rien. Mais le plus caractéristique, c'est peut-être la surprenante lourdeur de tout ce « système », qui entend rattacher chaque fabrique au « comité » par un lien continu de règlements uniformes, minutieux jusqu'au ridicule, avec un système électoral à trois degrés. En serrée dans l'étroit horizon de l'économisme, la pensée se perd dans les détails qui exhalent une forte odeur de paperasse et de bureaucratie. En réalité, les trois quarts de ces paragraphes ne sont, bien entendu, jamais appliqués ; en revanche, une pareille organisation « clandestine », avec un groupe central dans chaque fabrique, facilite aux gendarmes les vastes coups de filet. Les camarades polonais ont déjà passé par cette phase du mouvement ; il fut un temps où ils se passionnaient tous pour fonder partout des caisses ouvrières ; mais ils renoncèrent bientôt à cette idée, s'étant convaincus qu'ils faisaient simplement la partie belle aux gendarmes. Si nous voulons de larges organisations ouvrières et ne voulons pas de larges rafles, si nous ne voulons pas faire le jeu des gendarmes, nous devons faire en sorte que ces organisations n'aient rien d'une

organisation officielle, réglementée. Mais alors pourront-elles fonctionner ? Considérez un peu ces fonctions : «... Observer tout ce qui se passe à l'usine et tenir la chronique des événements » (par. 2 du statut). Cette fonction nécessite-t-elle une réglementation minutieuse ? Ce but ne sera-t-il pas mieux atteint par des correspondances dans la presse illégale sans que des groupes d'aucune sorte soient spécialement constitués à cet effet ? ... « Diriger la lutte des ouvriers pour améliorer leur situation à l'usine » (par. 3). Pour cela non plus, pas besoin de règlement. Une simple conversation suffit à un agitateur tant soit peu intelligent pour savoir exactement quelles sont les revendications que veulent formuler les ouvriers ; puis, les connaissant, il saura les transmettre à une organisation restreinte — et non large — de révolutionnaires qui éditera un tract approprié. «... Organiser une caisse... avec cotisation de 2 copecks par rouble » (par. 9) et rendre compte de l'état de la caisse, chaque mois, à tous les cotisants (par. 17) ; exclure les membres qui ne payent pas leurs cotisations (par. 10), etc. Voilà pour la police un véritable paradis, car rien n'est plus facile que de voir clair dans tout ce travail clandestin de la « caisse centrale de fabrique », de confisquer l'argent et de mettre à l'ombre toute l'élite. Ne serait-il pas plus simple de lancer des timbres de un ou deux copecks à l'estampille d'une certaine organisation (très restreinte et très secrète), ou encore, sans aucun timbre, de faire des collectes, dont un journal illégal donnerait le résultat en une langue convenue ? On arriverait tout aussi bien au but et les gendarmes auraient cent fois plus de mal à démêler les fils de l'organisation.

Je pourrais continuer cette analyse du statut, mais je crois en avoir dit assez. Un petit noyau compact, composé des ouvriers les plus sûrs, les plus expérimentés et les mieux trempés, un noyau ayant des hommes de confiance dans les principaux quartiers, et relié selon toutes les règles de l'action clandestine la plus stricte, à l'organisation des révolutionnaires, pourra parfaitement, avec le plus large concours de la masse et sans réglementation aucune, s'acquitter de *toutes* les fonctions qui incombent à une organisation, syndicale et, au surplus, les accomplir justement de la façon la plus désirable pour la social-démocratie. C'est seulement ainsi que l'on pourra *consolider* et développer, en dépit de tous les gendarmes, le mouvement syndical *social-démocrate*.

On m'objectera qu'une organisation *large* au point de n'avoir aucun règlement, pas même de membres connus et enregistrés, ne peut être qualifiée d'organisation. Peut-être bien ; je ne cours pas après les qualifications. Mais tout ce qui est nécessaire, cette « organisation sans membres » le fera, et elle assurera dès le début une liaison solide entre nos futurs trade-unions et le socialisme. Et ceux qui sous l'absolutisme veulent une organisation *large* d'ouvriers avec élections, comptes rendus, suffrage universel, etc., sont tout bonnement d'incurables utopistes.

La morale à tirer est simple : si nous commençons par établir une solide, une forte organisation de révolutionnaires, nous pourrons assurer la stabilité du mouvement dans son ensemble, atteindre à la fois les buts social-démocrates et les buts trade-unionistes proprement dits. Tandis que si nous commençons par constituer une organisation ouvrière large, soi-disant la plus « accessible » à la masse (en réalité, cette organisation sera la plus accessible aux gendarmes et elle rendra les révolutionnaires accessibles à la police), nous n'atteindrons ni l'un ni l'autre de ces buts, nous ne nous débarrasserons pas de notre primitivisme et, par notre morcellement, par nos effondrements continuels, nous ne ferons que rendre plus accessibles à la masse les trade-unions du type Zoubatov et Ozérov.

Quelles devront être proprement les fonctions de cette organisation de révolutionnaires ? Nous en parlerons en détail. Mais auparavant examinons encore un raisonnement bien typique de notre terroriste qui, une fois de plus (triste destinée !), voisine de près avec l'économiste La *Svoboda* (n° 1), revue pour les ouvriers, renferme un article intitulé « L'organisation », dont l'auteur cherche à défendre ses amis, les économistes ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk.

Mauvaise chose, dit-il, qu'une foule silencieuse, inconsciente ; mauvaise chose qu'un mouvement qui ne vient pas d'en bas. Voyez : dans une ville universitaire, lorsque les étudiants, à l'époque des fêtes ou pendant l'été, rentrent chez eux, le mouvement ouvrier s'arrête. Un mouvement ouvrier ainsi stimulé du dehors peut-il être une force véritable ? Evidemment non . Il n'a pas encore appris à marcher tout seul, on le tient en lisières. Et il en va ainsi de tout : les étudiants partent, le mouvement cesse ; on cueille les plus capables, la crème, et le lait aigrit ; on arrête le « Comité », et aussi longtemps qu'un nouveau comité n'est pas formé, c'est une nouvelle accalmie ; et on ne sait pas encore ce que sera ce nouveau comité ; peut-être ne ressemblera-t-il pas du tout à l'ancien : celui-ci disait une chose, celui-là dira le contraire. Le lien entre hier et demain est brisé, l'expérience du passé n'instruit pas l'avenir. Et tout cela parce que le mouvement n'a pas de racines en profondeur, dans la foule ; parce que le travail est fait non pas par une centaine d'imbéciles, mais par une dizaine de « têtes intelligentes ». Une dizaine d'hommes tombent facilement dans la gueule du loup ; mais lorsque l'organisation englobe la foule, lorsque tout vient de la foule, aucun zèle ne saurait venir à bout du mouvement. (page 63).

La description est juste. Il y a là un bon tableau de notre primitivisme. Mais les conclusions, par leur illogisme et leur manque de tact politique, sont dignes de la *Rabotchaïa Mysl*. C'est le comble de l'illogisme, car l'auteur confond la question philosophique, historique et sociale des « racines » du mouvement « en profondeur » avec le problème d'organisation technique d'une lutte plus efficace contre les gendarmes. C'est le comble du manque de tact politique, car au lieu d'en appeler des mauvais dirigeants aux bons dirigeants, l'auteur en appelle des dirigeants en général à la « foule ». C'est encore une façon de nous tirer en arrière sous le rapport de l'organisation, de même qu'on veut nous faire rétrograder politiquement, en substituant à l'agitation politique la terreur excitative. A la vérité, je me trouve devant un véritable *embarras de richesses* [En français dans le texte. N. du Trad.] ; je ne sais par où commencer l'analyse de l'imbroglio que nous sert la *Svoboda*. Pour plus d'évidence, j'essaierai de commencer par un exemple. Prenez les Allemands. Vous n'irez pas nier, j'espère, que chez eux l'organisation englobe la foule, que tout vient de la foule, que le mouvement ouvrier a appris en Allemagne à marcher tout seul. Et pourtant, comme cette foule de millions d'hommes sait apprécier sa « dizaine » de chefs politiques éprouvés, comme elle y tient ! Que de fois, au Parlement, les députés des partis adverses n'ont-ils pas harcelé les socialistes : « Ah ! vous êtes de jolis démocrates ! Le mouvement de la classe ouvrière, vous n'en faites que parler ; en réalité, c'est toujours la même équipe de meneurs qui se met en avant. Pendant des années, pendant des dizaines d'années, c'est toujours le même Bebel, toujours le même Liebknecht ! Mais vos délégués, soi-disant élus par les ouvriers, sont plus inamovibles que les fonctionnaires nommés par l'empereur ! » Mais les Allemands accueillaient par un sourire de mépris ces tentatives démagogiques d'opposer aux « meneurs » la « foule », d'éveiller en cette dernière les instincts mauvais, les instincts de vanité et d'enlever au mouvement sa solidité et sa stabilité en sapant la confiance de la masse envers la dizaine de « têtes intelligentes ». Les Allemands sont assez développés politiquement, ils ont suffisamment amassé d'expérience politique pour comprendre que, sans une « dizaine » de chefs de talent (les talents ne surgissent pas par centaines) éprouvés, professionnellement préparés et instruits par une longue pratique, parfaitement d'accord entre eux, aucune classe de la société moderne ne peut mener résolument la lutte. Les Allemands ont eu, eux aussi, leurs démagogues, qui flattaient les « centaines d'imbéciles » en les plaçant au-dessus des « dizaines de « têtes intelligentes » ; qui glorifiaient le « poing musclé » de la masse, poussaient (comme Most ou Hasselmann) cette masse à des actes « révolutionnaires » irréflechis et semaient la méfiance à l'égard des chefs fermes et résolus. Et c'est seulement grâce à une lutte opiniâtre, implacable, contre les éléments démagogiques de tout genre et de tout ordre au sein du socialisme, que le socialisme allemand a tant grandi et s'est fortifié. Or, en cette période où toute la crise de la social-démocratie russe s'explique par le fait que les masses, spontanément éveillées, n'ont pas de dirigeants suffisamment préparés, développés et expérimentés, nos sages viennent nous dire sentencieusement avec la profondeur de pensée d'un jeannot : « Mauvaise chose qu'un mouvement qui ne vient pas d'en bas ! »,

« Un comité d'étudiants n'est pas ce qu'il nous faut : il est instable. » Tout à fait juste ! Mais la conclusion qui en découle, c'est qu'il faut un comité de *révolutionnaires* professionnels, un comité composé de gens — ouvriers ou étudiants, peu importe ! — qui auront su faire leur éducation de révolutionnaires professionnels. Tandis que votre conclusion à vous, c'est qu'il ne faut pas stimuler du dehors le mouvement ouvrier ! Dans votre ingénuité politique, vous ne remarquez même pas que vous faites le jeu de nos économistes et de notre primitivisme. Permettez-moi de vous poser une question : comment nos étudiants ont-ils « stimulé » nos ouvriers ? *Uniquement* en leur portant le peu de connaissances politiques qu'ils avaient eux-mêmes, les bribes d'idées socialistes qu'ils avaient pu recueillir (car la principale nourriture spirituelle de l'étudiant contemporain, le marxisme légal, n'a pu lui donner que l'a b c, que des bribes). Il n'y a pas eu trop, mais au contraire trop peu, scandaleusement, honteusement peu, de *cette* « stimulation du dehors » dans notre mouvement ; car jusqu'ici nous n'avons fait que mijoter avec trop de zèle dans notre jus, que nous incliner trop servilement devant l'élémentaire « lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement ». Nous, révolutionnaires de profession, nous devons nous occuper et nous nous occuperons cent fois plus de *cette* « stimulation ». Mais justement parce que vous employez cette expression odieuse de « stimulation du dehors », qui inspire inévitablement à l'ouvrier (du moins à un ouvrier aussi peu développé que vous l'êtes vous-même) la méfiance envers *tous* ceux qui lui apportent du dehors les connaissances politiques et l'expérience révolutionnaire, et suscite en lui le désir instinctif d'envoyer promener *tous* ces gens-là, — vous vous montrez un *démagogue* ; or les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière.

Parfaitement ! Et ne criez pas trop vite aux procédés, « inadmissibles entre camarades » de ma polémique ! Je ne songe pas à suspecter la pureté de vos intentions ; j'ai déjà dit que l'on pouvait devenir démagogue, uniquement par ingénuité politique. Mais j'ai montré que vous étiez descendu jusqu'à la démagogie.

Et je ne me lasserai jamais de répéter que les démagogues sont les pires ennemis de la classe ouvrière. Les pires, précisément, parce qu'ils attisent les mauvais instincts de la foule, et qu'il est impossible aux ouvriers non développés de reconnaître ces ennemis, qui se présentent, et parfois sincèrement, comme leurs amis. Les pires,

parce que, dans cette période de dispersion et de flottements où notre mouvement se cherche encore, rien n'est plus facile que d'entraîner démagogiquement la foule, que seules les épreuves les plus amères pourront ensuite convaincre de son erreur. Voilà pourquoi le mot d'ordre de l'heure pour les social-démocrates russes doit être la lutte résolue contre la *Svoboda* tombée dans la démagogie, et contre le *Rabotchéï Diélo*, tombé, lui aussi, dans la démagogie (nous reviendrons encore là-dessus [*Notons seulement ici que tout ce que nous avons dit au sujet de la « stimulation du dehors », ainsi que de tous les raisonnements ultérieurs de la Svoboda concernant l'organisation, se rapporte entièrement à tous les économistes, y compris les « rabotchédiéltensy », qui, en partie, ont activement préconisé et défendu les mêmes façons de voir sur les problèmes d'organisation, et en partie ont versé dans le même sens*].)

« Il est plus facile de se saisir d'une dizaine de « têtes intelligentes » que d'une centaine d'imbéciles. » Cette magnifique vérité (qui nous vaudra toujours les applaudissements de la centaine d'imbéciles) vous paraît évidente uniquement parce que, dans votre raisonnement, vous avez sauté d'une question à l'autre. Vous aviez commencé et vous avez continué à parler de l'arrestation du « comité », de « l'organisation », et maintenant vous sautez à une autre question, à l'arrachement des « racines en profondeur » du mouvement. Certes, notre mouvement est insaisissable parce qu'il a des centaines et des centaines de milliers de racines en profondeur ; mais la question n'est point là. Même maintenant, malgré tout notre primitivisme, il est impossible de « se saisir » de nous, de nos « racines en profondeur » ; et pourtant nous avons à déplorer et ne pouvons pas ne pas déplorer des arrestations d'« organisations », qui empêchent toute continuité dans le mouvement. Or, si vous posez la question de la mainmise sur les *organisations* et que vous vous en teniez à cette question, je vous dirai qu'il est beaucoup plus difficile de se saisir d'une dizaine de « têtes intelligentes » que d'une centaine d'imbéciles. Et je soutiendrai cette thèse, quoi que vous fassiez pour exciter la foule contre mon « antidémocratisme », etc. Par « têtes intelligentes », en matière d'organisation, il faut entendre uniquement, comme je l'ai indiqué maintes fois, les *révolutionnaires professionnels*, étudiants ou ouvriers d'origine, peu importe. Or, j'affirme : 1° qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants, stable et qui assure la continuité du travail ; 2° que plus nombreuse est la masse entraînée spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide (sinon il sera plus facile aux démagogues d'entraîner les couches arriérées de la masse) ; 3° qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire ; 4° que, dans un pays autocratique, plus nous *restreindrons* l'effectif de cette organisation au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage de la lutte contre la police politique, plus il sera difficile de « se saisir » d'une telle organisation et 5° d'autant plus *nombreux* seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active.

J'invite nos économistes, nos terroristes et nos « économistes terroristes » [*Ce terme serait peut-être plus juste que le précédent en ce qui concerne la Svoboda, car, dans la Renaissance du révolutionnisme, on défend le terrorisme et, dans l'article envisagé, l'économisme. Il y a loin de la coupe aux lèvres ! peut-on dire en général de la Svoboda La Svoboda a d'excellentes aptitudes pour faire de bon travail, elle est animée des meilleurs intentions, et pourtant elle n'aboutit qu'à la confusion principalement parce que, préconisant la continuité de l'organisation, la Svoboda ne veut rien savoir de la continuité de la pensée révolutionnaire et de la théorie social-démocrate. S'efforcer de ressusciter le révolutionnaire professionnel (la Renaissance du révolutionnisme) et proposer pour cela d'abord la terreur excitative et ensuite l'« organisation des ouvriers moyens » [Svoboda n° 1, pp. 66 et suiv.] à réfuter ces thèses, dont je ne développerai en ce moment que les deux dernières. La question de savoir s'il est plus facile de se saisir d'une « dizaine de têtes intelligentes » ou d'une « centaine d'imbéciles » se ramène à la question que j'ai analysée plus haut : une *organisation* de masse au régime strictement clandestin est-elle possible ? Nous ne pourrions jamais donner à une organisation large le caractère clandestin sans lequel il ne saurait être question d'une lutte résolue et suivie contre le gouvernement. La concentration de toutes les fonctions clandestines entre les mains du plus petit nombre possible de révolutionnaires professionnels ne signifie nullement que ces derniers « penseront pour tous », que la foule ne prendra pas une part active au *mouvement*. Au contraire, la foule fera surgir ces révolutionnaires professionnels en nombre toujours plus grand, car alors elle saura qu'il ne suffit pas à quelques étudiants et à quelques ouvriers menant la lutte économique de se rassembler pour constituer un « comité », mais qu'il est nécessaire pendant des années de faire son éducation de révolutionnaire professionnel, et la foule « pensera » à cette éducation et sortira de son primitivisme. La centralisation des fonctions clandestines de *l'organisation* ne signifie nullement la centralisation de toutes les fonctions du *mouvement*. Loin de diminuer, la collaboration active de la masse la plus large à la littérature illégale *décuplera* lorsqu'une « dizaine » de révolutionnaires professionnels centraliseront entre leurs mains l'édition clandestine de cette littérature. Alors, et alors seulement, nous obtiendrons que la lecture des publications illégales, la collaboration à ces publications et même, jusqu'à un certain point, leur*

diffusion, *cesseront presque d'être clandestines* : la police aura bientôt compris l'absurdité et l'impossibilité de poursuites judiciaires et administratives contre chaque détenteur ou propagateur de publications répandues à des milliers d'exemplaires. Et cela est vrai non seulement pour la presse, mais aussi pour toutes les fonctions du mouvement, jusques et y compris les manifestations. La participation la plus active et la plus large de la masse à une manifestation, loin d'avoir à en souffrir, gagnera beaucoup si une « dizaine » de révolutionnaires éprouvés, au moins aussi bien dressés professionnellement que notre police, en centralisent tous les côtés clandestins : édition de tracts, élaboration d'un plan approximatif, nomination d'un état-major de dirigeants pour chaque quartier de la ville, chaque groupe d'usines, chaque établissement d'enseignement, etc. (On objectera, je le sais, que mes vues n'ont « rien de démocratique », mais je réfuterai plus loin en détail cette objection qui n'est rien moins qu'intelligente.) La centralisation des fonctions les plus clandestines par l'organisation des révolutionnaires, loin d'affaiblir enrichira et étendra l'action d'une foule d'autres organisations qui s'adressent au grand public et qui, pour cette raison, sont aussi peu réglementées et aussi peu clandestines que possible : syndicats ouvriers, cercles ouvriers d'instruction et de lecture de publications illégales, cercles socialistes, et aussi cercles démocratiques pour *toutes* les autres couches de la population, etc., etc. Ces cercles, syndicats et organisations, sont nécessaires partout ; il faut qu'ils soient *le plus* nombreux et que leurs fonctions soient le plus variées possible ; mais il est absurde et nuisible de les *confondre* avec l'organisation des *révolutionnaires*, d'effacer la ligne de démarcation qui existe entre eux, d'éteindre dans la masse le sentiment déjà incroyablement affaibli que, pour « servir » un mouvement de masse, il faut des hommes qui se consacrent spécialement et entièrement à l'activité social-démocrate et qui, patiemment, opiniâtrement, *fassent leur éducation* de révolutionnaires professionnels.

Oui, ce sentiment s'est incroyablement affaibli. *Par notre primitivisme, nous avons compromis le prestige des révolutionnaires en Russie* : c'est là notre péché capital en matière d'organisation. Un révolutionnaire mou, hésitant dans les problèmes théoriques, borné dans son horizon, justifiant son inertie par la spontanéité du mouvement de masse ; plus semblable à un secrétaire de trade-union qu'à un tribun populaire, incapable de présenter un plan hardi et de grande envergure qui force le respect même de ses adversaires, un révolutionnaire inexpérimenté et maladroit dans son art professionnel — la lutte contre la police politique, — est-ce là un révolutionnaire, voyons ? Non, ce n'est qu'un pitoyable manouvrier.

Qu'aucun praticien ne m'en veuille pour cette épithète sévère : en ce qui concerne l'impréparation, je m'applique cette épithète à moi-même tout le premier. J'ai travaillé dans un cercle⁸⁴ qui s'assignait des tâches très vastes, multiples ; nous tous, membres de ce cercle, nous souffrions, jusqu'à en éprouver une véritable douleur, de sentir que nous n'étions que des manouvriers à ce moment historique où l'on eût pu dire, en modifiant un mot célèbre : Donnez-nous une organisation de révolutionnaires, et nous retournerons la Russie ! Plus souvent j'ai à me rappeler ce sentiment cuisant de honte que j'éprouvai alors, et plus je sens monter en moi une amertume contre ces pseudo-social-démocrates dont la propagande « déshonore le titre de révolutionnaire », et qui ne comprennent pas que notre tâche n'est pas de rabaisser le révolutionnaire au niveau du manouvrier, mais *d'élever* les manouvriers au niveau des révolutionnaires.

d) Ampleur du travail d'organisation

Comme nous l'avons vu, B...v parle du « manque de forces révolutionnaires propres à l'action, qui se fait sentir non seulement à Pétersbourg, mais dans toute la Russie ». Je ne crois guère qu'il s'en trouve pour contester ce fait. Mais il s'agit de l'expliquer. B...v écrit :

Nous ne chercherons pas à approfondir les raisons historiques de ce phénomène ; nous dirons seulement que, démoralisée par une réaction politique prolongée et divisée par les changements économiques qui se sont accomplis et s'accomplissent encore, la société ne fournit qu'un *nombre infiniment restreint de personnes aptes au travail révolutionnaire* ; nous dirons que la classe ouvrière en fournissant des révolutionnaires-ouvriers complète en partie les rangs des organisations illégales, mais que le nombre de ces révolutionnaires ne répond pas aux nécessités de l'époque. D'autant plus que l'ouvrier, de par sa situation, alors qu'il est occupé onze heures et demie par jour à l'usine, ne peut remplir principalement que des fonctions d'agitateur. Tandis que la propagande et l'organisation, la reproduction et la livraison de la littérature illégale, la publication de proclamations, etc., incombent forcément pour une grande part, à un nombre infime d'intellectuels, (*Rabotchëï Diélo*, n° 6, pp. 38-39.)

Sur bien des points, nous ne sommes pas d'accord avec cette opinion de B...v ; en particulier, les mots soulignés par nous montrent à l'évidence que, ayant beaucoup souffert de notre primitivisme (comme tout praticien qui pense tant soit peut), B...v ne peut trouver, subjugué qu'il est par l'économisme, une issue à cette situation intolérable. Non, la société fournit un *très grand nombre* d'hommes aptes au « travail », mais nous ne savons pas

les utiliser tous. L'état critique, l'état transitoire de notre mouvement sous ce rapport peut être formulé ainsi : *on manque d'hommes alors que les hommes sont là en masse*. Des hommes en quantité parce que la classe ouvrière et des couches de plus en plus variées de la société fournissent chaque année un nombre toujours plus grand de mécontents, prêts à protester et à concourir, selon leurs forces, à la lutte contre l'absolutisme, dont le caractère intolérable n'est pas encore ressenti par tous, mais l'est cependant par une masse toujours plus grande et avec une acuité toujours plus marquée. Et en même temps, il n'y a point d'hommes, parce qu'il n'y a pas de dirigeants, pas de chefs politiques, pas de talents capables d'organiser un travail à la fois large et coordonné, harmonieux, permettant d'utiliser toutes les forces, même les plus insignifiantes. « La croissance et le développement des organisations révolutionnaires » dépassent non seulement la croissance du mouvement ouvrier — B...v le reconnaît de même, — mais encore la croissance de l'ensemble du mouvement démocratique dans toutes les couches du peuple. (Au reste, il est probable qu'aujourd'hui, B...v souscrirait à ce complément de sa conclusion.) Le cadre du travail révolutionnaire est trop étroit comparativement à la large base spontanée du mouvement, trop comprimé par la pauvre théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Or, aujourd'hui ce ne sont pas seulement des agitateurs politiques, mais aussi des social-démocrates-organiseurs qui doivent « aller dans toutes les classes de la population ». *[Ainsi, dans les milieux militaires, on remarque ces derniers temps une accentuation incontestable de l'esprit démocratique, en partie à cause de la fréquence, toujours plus grande, des combats de rue contre des « ennemis » comme les ouvriers et les étudiants. Et, dès que nos forces nous le permettront, nous devons accorder l'attention la plus sérieuse à la propagande et à l'agitation parmi les soldats et les officiers, à la création d'« organisations militaires » affiliées à notre Parti.]* Les social-démocrates pourraient parfaitement répartir les milliers de fonctions fragmentaires de leur travail d'organisation entre les représentants des classes les plus diverses : nul praticien, je crois, n'en doutera. Le manque de spécialisation, que B...v déplore amèrement et à si juste titre, est l'un des plus grands défauts de notre technique. Plus les diverses « opérations » de l'œuvre commune seront petites, et plus on pourra trouver de personnes capables de les exécuter (et complètement incapables, dans la plupart des cas, de devenir des révolutionnaires professionnels) ; plus il sera difficile à la police « de se saisir » de tous ces « militants spécialisés », plus il lui sera malaisé de monter avec le délit insignifiant d'un individu une « affaire » d'importance justifiant les fonds dépensés par l'Etat pour l'Okhrana. Et en ce qui concerne le nombre des personnes prêtes à nous fournir leur concours, nous avons déjà signalé, dans le précédent chapitre, le changement colossal qui s'est produit sous ce rapport depuis cinq ans. Mais, d'un autre côté, pour grouper toutes ces menues fractions en un tout, pour ne pas fragmenter en même temps que les fonctions, le mouvement lui-même, pour inspirer à l'exécuteur de menues fonctions la foi dans la nécessité et dans l'importance de son travail, foi sans laquelle il ne fera jamais rien *[Un camarade me racontait un jour qu'un inspecteur d'usine, qui avait aidé la social démocratie et était prêt à continuer, se plaignait amèrement de ne pas savoir si ses « informations » parvenaient à l'organisme révolutionnaire central, si son concours était nécessaire et dans quelle mesure ses menus services étaient utilisables. Tout praticien pourrait citer des cas semblables, où notre primitivisme nous a enlevé des alliés. Or, non seulement les employés et les fonctionnaires des usines, mais ceux des postes, des chemins de fer, de la douane, de la noblesse, du clergé et de toutes autres institutions, jusques et y compris la police et la Cour elle-même, pourraient nous rendre et nous rendraient de « menus » services dont le total serait d'une valeur inappréciable. Si nous avions dès maintenant un parti véritable, une organisation véritablement combative de révolutionnaires, nous ne nous précipiterions pas sur ces « auxiliaires », nous ne nous hâterions pas de les entraîner, toujours et nécessairement, au coeur de l'« action illégale » ; bien au contraire, nous les ménagerions, nous formerions même spécialement des hommes pour ces fonctions, sachant que nombre d'étudiants pourraient être beaucoup plus utiles au parti comme fonctionnaires « auxiliaires » que comme révolutionnaires « à court terme ». Mais je le répète, seule une organisation déjà parfaitement solide et disposant de forces actives en quantité suffisante a le droit d'appliquer cette tactique.]*, pour tout cela il faut justement avoir une forte organisation de révolutionnaires éprouvés. Avec une telle organisation, la foi en la force du parti s'affermira et se répandra d'autant plus largement que cette organisation sera plus clandestine ; or, à la guerre, ce qui importe par-dessus tout, on le sait, c'est non seulement d'inspirer à son armée la confiance en ses propres forces, mais aussi d'en imposer à l'ennemi et à tous les éléments *neutres* ; une neutralité bienveillante peut parfois décider du succès. Avec une telle organisation, placée sur une base théorique ferme et disposant d'un organe social-démocrate, il n'y aura pas à craindre que le mouvement soit dévoyé par les nombreux éléments du «dehors», qui y auront adhéré (au contraire, c'est maintenant, avec le primitivisme qui domine chez nous, que nous voyons nombre de social-démocrates s'imaginant être seuls de bons social-démocrates, tirer le mouvement vers le *Credo*). En un mot, la spécialisation présuppose nécessairement la centralisation ; elle l'exige absolument.

Mais B...v lui-même, qui a si bien montré toute la nécessité de la spécialisation, en mesure insuffisamment la valeur, selon nous, dans la deuxième partie du raisonnement cité. Le nombre des révolutionnaires issus des milieux ouvriers est insuffisant, dit-il. Cette observation est parfaitement juste et nous soulignons encore une fois que la « précieuse communication d'un proche observateur » confirme entièrement nos vues sur les causes de la crise actuelle de la social-démocratie, et, partant, sur les moyens d'y remédier. Ce ne sont pas simplement les

révolutionnaires qui, en général, sont en retard sur l'élan spontané des masses ; même les ouvriers révolutionnaires sont en retard sur l'élan spontané des masses ouvrières. Or, ce *fait* confirme avec évidence, même au point de vue « pratique », non seulement l'absurdité mais aussi le *caractère politique réactionnaire* de la « pédagogie » qui nous est si souvent servie à propos de nos devoirs envers les ouvriers. Il atteste que notre obligation première et impérieuse est de contribuer à former des révolutionnaires ouvriers qui, *sous le rapport de leur activité dans le parti*, soient au même niveau que les révolutionnaires intellectuels. (Nous soulignons : sous le rapport de l'activité dans le parti, car, sous les autres rapports, atteindre à ce même niveau est, pour les ouvriers, chose beaucoup moins facile et beaucoup moins urgente, bien que nécessaire.) C'est pourquoi il faut nous attacher *principalement à élever* les ouvriers au niveau des révolutionnaires, et non nous *abaisser* nous-mêmes au niveau de la « masse ouvrière », comme le veulent les économistes, et absolument au niveau de l'« ouvrier moyen », comme le veut la *Svoboda* (qui, sous ce rapport, se hausse au deuxième de gré de la « pédagogie » économiste). Loin de moi la pensée de nier la nécessité d'une littérature populaire pour les ouvriers, et d'une autre particulièrement populaire (mais non vulgaire, bien entendu) pour les ouvriers les plus arriérés. Mais ce qui me révolte, c'est cette juxtaposition continuelle de la pédagogie aux questions de politique, aux questions d'organisation. Car enfin, messieurs les champions de « l'ouvrier moyen », au fond vous insultez plutôt l'ouvrier à vouloir toujours vous *pencher* vers lui avant de lui parler de politique ouvrière ou d'organisation ouvrière. Redressez-vous donc pour parler de choses sérieuses, et laissez la pédagogie aux pédagogues, et non aux politiques et aux organisateurs ! N'y a-t-il pas de même parmi les intellectuels des éléments avancés, des éléments « moyens » et une « masse » ? Ne reconnaissent-ils pas tous la nécessité d'une littérature populaire pour les intellectuels, et ne publie-t-on pas cette littérature ? Mais figurez-vous que, dans un article sur l'organisation des étudiants ou des collégiens, l'auteur, du ton d'un homme qui vient de faire une découverte, rabâche que ce qu'il faut tout d'abord, c'est une organisation des « étudiants moyens ». Il fera à coup sûr rire de lui, et ce sera justice. Donnez-nous, lui dira-t-on, quelques idées sur l'organisation, si vous en avez, et laissez-nous le soin de voir quels sont parmi nous les éléments « moyens », supérieurs ou inférieurs. Et si vous n'avez pas d'idées à *vous* sur l'organisation, tous vos discours sur « la masse » et sur les éléments « moyens » seront simplement fastidieux. Comprenez donc que les questions de « politique » et d'« organisation » sont en elles-mêmes si sérieuses qu'on ne saurait les traiter autrement qu'avec un extrême sérieux : on peut et on doit *préparer* les ouvriers (ainsi que les étudiants et les collégiens) de façon à *pouvoir aborder* devant eux ces questions, mais du moment que vous les avez abordées, donnez-nous une vraie réponse, ne faites pas machine arrière, vers les « moyens » ou vers « la masse », ne vous en tenez pas quittes avec des phrases ou des anecdotes. [*Svoboda*, n° 1, article « L'organisation » (p. 66) : « La masse ouvrière appuyera de tout son poids toutes les revendications qui seront formulées au nom du Travail russe » (naturellement, Travail avec une majuscule). Et l'auteur de s'exclamer : « Je ne suis point du tout hostile aux intellectuels, mais »... (c'est ce mais que Chtchédrine a traduit par le dicton : on ne saute pas plus haut qu'on a les oreilles !) ... « mais je suis toujours terriblement outré, quand quelqu'un vient me dire une foule de belles et excellentes choses, exigeant que je les accepte pour leur (sa ?) beauté et autres mérites semblables » (p. 62). Moi aussi, cela me « fâche toujours terriblement »...]

Pour se préparer entièrement à sa tâche, l'ouvrier révolutionnaire doit devenir aussi un révolutionnaire professionnel. C'est pourquoi B ... v n'a pas raison lorsqu'il dit que l'ouvrier, étant occupé onze heures et demie à l'usine, la plupart des autres fonctions révolutionnaires (sauf l'agitation) « incombent *forcément* à un nombre infime d'intellectuels ». Ce n'est pas du tout « forcément » ; il en est ainsi par suite de notre état arriéré ; c'est parce que nous ne comprenons pas notre devoir, qui est d'aider tout ouvrier se faisant remarquer par ses capacités, à devenir agitateur *professionnel*, organisateur, propagandiste, colporteur, etc., etc. Sous ce rapport, nous gaspillons honteusement nos forces, nous ne savons pas ménager ce qu'il faut cultiver et développer avec une sollicitude particulière. Voyez les Allemands : ils ont cent fois plus de forces que nous, mais ils comprennent parfaitement que les ouvriers « moyens » ne fournissent pas trop souvent des agitateurs vraiment capables, etc. C'est pourquoi ils s'efforcent de placer immédiatement tout ouvrier capable dans des conditions lui permettant de développer à fond et d'appliquer ses aptitudes : ils en font un agitateur professionnel, ils l'encouragent à élargir son champ d'action, à l'étendre d'une seule usine à toute la profession, d'une seule localité à l'ensemble du pays. Ainsi cet ouvrier acquiert de l'expérience et de l'habileté professionnelle ; il élargit son horizon et ses connaissances ; il observe de près les chefs politiques éminents des autres localités et des autres partis ; il s'efforce de s'élever lui-même à leur niveau et d'allier en soi la connaissance du milieu ouvrier et l'ardeur de la foi socialiste à la compétence professionnelle, sans laquelle le prolétariat *ne peut* mener une lutte tenace contre un ennemi parfaitement dressé. C'est ainsi, et seulement ainsi, que les Bebel et les Auer surgissent de la masse ouvrière. Mais ce qui, pour une grande part, se fait tout seul dans un pays politiquement libre, doit être réalisé chez nous systématiquement par nos organisations. Tout agitateur ouvrier tant soit peu doué et « donnant des espérances », *ne doit pas* travailler onze heures à l'usine. Nous devons prendre soin qu'il vive aux frais du parti, qu'il puisse, quand il le faudra, passer à l'action clandestine, changer de localité, sinon il n'acquerra pas grande expérience, il n'élargira pas son horizon, il ne saura pas tenir même quelques années dans la lutte contre les gendarmes. Plus large et plus profonde devient la poussée spontanée des masses ouvrières, et plus celles-ci

mettent en avant non seulement d'agitateurs de talent, mais d'organiseurs, de propagandistes de talent et de « praticiens », au meilleur sens du mot (comme il y en a si peu parmi nos intellectuels, pour la plupart assez apathiques et nonchalants à la manière russe). Lorsque nous aurons des détachements d'ouvriers révolutionnaires spécialement préparés (et, bien entendu, de « toutes les armes » de l'action révolutionnaire) par un long apprentissage, aucune police politique du monde ne pourra en avoir raison, parce que ces détachements d'hommes dévoués corps et âme à la révolution jouiront de la confiance illimitée des masses ouvrières. Et nous commettons une *faute* en ne « poussant » pas assez les ouvriers sur cette voie commune à eux et aux « intellectuels », de l'apprentissage révolutionnaire professionnel, en les tirant trop souvent en arrière par nos discours stupides sur ce qui est « accessible » à la masse ouvrière, aux « ouvriers moyens », etc.

Sous ce rapport aussi, l'étrécissement du travail d'organisation est en connexion indéniable, intime (bien que l'immense majorité des « économistes » et des praticiens débutants n'en aient pas conscience) avec le rétrécissement de notre théorie et de nos tâches politiques. Le culte de la spontanéité fait que nous craignons de nous écarter même d'un pas de ce qui est « accessible » à la masse ; de nous élever trop au-dessus de la simple satisfaction de ses besoins directs et immédiats. Ne craignez rien, messieurs ! Souvenez-vous qu'en matière d'organisation, nous sommes si bas qu'il est absurde de penser que nous *puissions* jamais nous élever *trop haut* !

e) L'organisation « conspiratrice » et le « démocratism »

Et c'est justement ce que craignent par-dessus tout les gens — très nombreux parmi nous — chez qui le « sens des réalités » est extrêmement développé et qui accusent ceux qui s'en tiennent à ce point de vue, d'abonder dans le sens de la « *Narodnaïa Volia* », de ne pas comprendre le « démocratism », etc. Il faut nous arrêter à ces accusations, que le *Rabotchéïé Diélo*, lui aussi, a naturellement reprises.

L'auteur de ces lignes sait fort bien que les économistes pétersbourgeois accusaient déjà la *Rabotchaïa Gazéta* de donner dans le « narodovolisme » (ce qui est compréhensible, si on la compare à la *Rabotchaïa Mysl*). Aussi bien, nous n'avons nullement été étonnés d'apprendre d'un camarade, peu après l'apparition de l'*Iskra*, que les social-démocrates de la ville de X ... l'appelaient organe de la *Narodnaïa Volia*. Cette accusation n'avait évidemment rien que de flatteur pour nous, car quel est le social-démocrate digne de ce nom, que les économistes n'ont pas accusé de « narodovolisme » ?

Ces accusations proviennent d'un double malentendu. D'abord l'on connaît si mal chez nous l'histoire du mouvement révolutionnaire que toute idée concernant une organisation de combat centralisée et déclarant résolument la guerre au tsarisme, est taxée de « narodovolisme ». Mais l'excellente organisation que possédaient les révolutionnaires de 1870-1880 et qui devrait nous servir de modèle à tous, a été créée non point par les partisans de la *Narodnaïa Volia*, mais par les *zemplévoltsy*⁸⁵, qui se sont ensuite scindés en *tchernopérédieltsy* et en *narodovoltsy*. Ainsi donc, voir dans une organisation révolutionnaire de combat un héritage spécifique des *narodovoltsy* est absurde historiquement et logiquement, car *toute* tendance révolutionnaire, si elle vise sérieusement à la lutte, ne peut se passer d'une organisation de ce genre. Cela n'a pas été la faute, mais au contraire le grand mérite historique des *narodovoltsy*, de s'être efforcés de gagner *tous* les mécontents à leur organisation et d'orienter celle-ci vers la lutte décisive contre l'autocratie. Leur faute a été de s'appuyer sur une théorie qui, au fond, n'était nullement révolutionnaire, et de n'avoir pas su ou de n'avoir pas pu lier indissolublement leur mouvement à la lutte de classes au sein de la société capitaliste en développement. Et seule, l'incompréhension la plus grossière du marxisme (ou sa « compréhension » dans l'esprit du « strouvisme ») pouvait amener à croire que la naissance d'un mouvement ouvrier de masse spontané nous *libère* de l'obligation de créer une organisation révolutionnaire aussi bonne, incomparablement meilleure même que celle des *zemplévoltsy*. Au contraire, ce mouvement nous impose précisément cette obligation, car la lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable « lutte de classe » du prolétariat que lorsqu'elle sera dirigée par une forte organisation de révolutionnaires.

En second lieu, il en est beaucoup — y compris apparemment B. Kritchevski (*Rab. Diélo*, n° 10 p. 18) — qui interprètent faussement la polémique que les social-démocrates ont toujours faite contre la conception « conspiratrice » de la lutte politique. Nous nous sommes élevés et, bien entendu, nous nous élèverons toujours contre la *limitation* de la lutte politique à la conspiration [*Cf. Les tâches des social-démocrates russes, p. 21, dans la polémique avec P. L. Lavrov.*], mais cela ne signifie nullement, comme bien l'on pense, que nous nions la nécessité d'une forte organisation révolutionnaire. Ainsi, par exemple, dans la brochure mentionnée en note, on trouve, à côté de la polémique contre ceux qui voudraient ramener la lutte politique à la conspiration, l'esquisse d'une organisation (présentée comme l'idéal social-démocrate) assez forte pour pouvoir, « afin de porter un coup décisif à l'absolutisme, recourir » et à l'« insurrection » et à tout « autre procédé d'attaque ». [*Les*

tâches des soc.-dém, russes. Preuve de plus que le *Rabotchéïé Diélo* ou bien ne comprend pas ce qu'il dit, ou bien change d'opinion « selon le vent ». Ainsi, dans le *Rabotchéïé Diélo*, n° 1 nous voyons la phrase suivante imprimée en italique : « L'exposé de la brochure, dit-il, coïncide entièrement avec le programme de la rédaction du *Rabotchéïé Diélo* » (p. 142). Vraiment ! Le refus d'assigner comme première tâche au mouvement de masse le renversement de l'autocratie coïnciderait avec le point de vue des Tâches ? La théorie de la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement » coïnciderait avec celle des Tâches ? De même la théorie des stades ? Au lecteur de juger de la stabilité des principes d'un organe qui comprend d'une façon aussi originale les « coïncidences ».] A ne considérer que sa forme, cette forte organisation révolutionnaire dans un pays autocratique peut être qualifiée de « conspiratrice », car le secret lui est nécessaire au plus haut point. Il lui est si indispensable qu'il détermine toutes les autres conditions (effectifs, choix des membres, leurs fonctions, etc.). C'est pourquoi nous serions bien naïfs de craindre qu'on ne nous accuse, nous social-démocrates, de vouloir créer une organisation conspiratrice. Pareille accusation est aussi flatteuse pour tout ennemi de l'économisme, que l'accusation de « narodovolisme ».

Mais, nous objectera-t-on, une organisation si puissante et si strictement secrète, concentrant entre ses mains tous les fils de l'action clandestine, organisation nécessairement centralisée, peut trop facilement se lancer dans une attaque prématurée ; elle peut forcer inconsidérément le mouvement, avant que la chose soit rendue possible et nécessaire par les progrès du mécontentement politique, par la force de l'effervescence et de l'irritation existant dans la classe ouvrière, etc. A cela nous répondrons : — Abstraitement parlant, on ne saurait évidemment nier qu'une organisation de combat puisse engager à la légère une bataille qui peut aboutir à une défaite, laquelle ne se produirait pas dans d'autres conditions. Mais il est impossible de se borner en l'occurrence à des considérations abstraites, car tout combat implique d'abstraites éventualités de défaite, et il n'est d'autre moyen de les diminuer que de se préparer systématiquement au combat. Et si l'on pose la question sur le terrain concret de la situation russe d'aujourd'hui, on arrive à cette conclusion positive qu'une organisation révolutionnaire forte est absolument nécessaire justement pour donner de la stabilité au mouvement et le prémunir contre l'éventualité d'attaques irréfléchies. Maintenant que cette organisation nous manque et que le mouvement révolutionnaire spontané fait des progrès rapides, on observe déjà deux extrêmes (qui comme de juste, « se touchent ») : un économisme tout à fait inconsistant et le prône de la modération, ou bien un « terrorisme excitatif » non moins inconsistant, cherchant « dans un mouvement qui progresse et se fortifie, mais est encore plus près de son point de départ que de sa fin, à provoquer artificiellement les symptômes de la fin de ce mouvement ». (V. Zassoulitch, *Zaria*, n° 2-3, p. 353.) L'exemple du *Rabotchéïé Diélo* montre qu'il y a déjà des social-démocrates qui cèdent devant ces deux extrêmes. La chose n'a rien d'étonnant car, abstraction faite des autres circonstances, « la lutte économique contre le patronat et le gouvernement » ne satisfera jamais un révolutionnaire, et les deux extrêmes opposés apparaîtront toujours tantôt ici, tantôt là. Seule une organisation de combat centralisée, pratiquant avec fermeté la politique social-démocrate et donnant pour ainsi dire satisfaction à tous les instincts et aspirations révolutionnaires, est en état de prémunir le mouvement contre une attaque inconsidérée et d'en préparer une autre promettant le succès.

On nous objectera ensuite que notre point de vue sur l'organisation est en contradiction avec le « principe démocratique ». Autant l'accusation précédente était d'origine spécifiquement russe, autant celle-ci a un caractère spécifiquement étranger. Seule une organisation résidant à l'étranger (*l'Union* des social-démocrates russes) pouvait donner entre autres à sa rédaction l'instruction suivante :

Principe d'organisation. Dans l'intérêt du bon développement et de l'union de la social-démocratie, il convient de souligner, de renforcer, de revendiquer le principe d'une large démocratie dans l'organisation du parti, ce qui est d'autant plus nécessaire que des tendances antidémocratiques se sont révélées dans les rangs de notre parti. (*Deux congrès*, p. 18)

Comment le *Rabotchéïé Diélo* lutte contre les « tendances antidémocratiques » de *l'Iskra*, nous le verrons au chapitre suivant. Pour l'instant, examinons de plus près ce « principe » mis en avant par les économistes. Le « principe d'une large démocratie » implique, tout le monde en conviendra probablement, deux conditions *sine qua non* : premièrement l'entière publicité, et deuxièmement l'élection à toutes les fonctions. Il serait ridicule de parler de démocratisation sans une publicité complète, non limitée aux membres de l'organisation. Nous appellerons le parti socialiste allemand une organisation démocratique, car tout s'y fait ouvertement, jusqu'aux séances du congrès du parti ; mais personne ne qualifiera d'organisation démocratique un parti recouvert du voile du secret pour tous ceux qui n'en sont pas membres. Pourquoi alors poser le « principe d'une large démocratie », quand la condition essentielle de ce principe est *inexécutable* pour une organisation clandestine ? Ce « large principe » n'est plus en l'occurrence qu'une phrase sonore, mais creuse. Bien plus. Cette phrase atteste une incompréhension totale de nos tâches immédiates en matière d'organisation. Tout le monde sait combien chez nous la « large » masse des révolutionnaires garde mal le secret. Nous avons vu avec quelle amertume s'en plaint

B...v, qui réclame avec juste raison une « sélection rigoureuse des membres » (*Rab. Diélo*, n° 6, p. 42). Et voilà que des gens qui se vantent de leur « sens des réalités » viennent *souligner* dans une pareille situation, non pas la nécessité d'un secret rigoureux et d'une sélection sévère (partant, plus restreinte) des membres, mais le « principe d'une *large* démocratie » ! C'est ce qui s'appelle se mettre le doigt dans l'œil.

Il n'en va pas mieux du deuxième indice du démocratismes : le principe électif. Condition qui va de soi dans les pays de liberté politique. « Sont membres du parti tous ceux qui reconnaissent les principes de son programme et soutiennent le parti dans la mesure de leurs forces », dit le premier paragraphe des statuts du parti social-démocrate allemand. Et comme l'arène politique est visible pour tous, telle la scène d'un théâtre pour les spectateurs, chacun sait par les journaux et les assemblées publiques si telle ou telle personne reconnaît ou non le parti, le soutient ou lui fait opposition. On sait que tel militant politique a eu tel ou tel début, qu'il a fait telle ou telle évolution, qu'à tel moment difficile de sa vie il s'est comporté de telle façon, qu'il se signale par telles ou telles qualités ; aussi *tous les* membres du parti peuvent-ils, en connaissance de cause, élire ce militant ou ne pas l'élire à tel ou tel poste du parti. Le contrôle général (au sens strict du mot) de chaque pas fait par un membre du parti dans sa carrière politique, crée un mécanisme fonctionnant automatiquement et assurant ce qu'on appelle en biologie la « persistance du plus apte ». Grâce à cette « sélection naturelle », résultat d'une publicité absolue, de l'élection et du contrôle général, chaque militant se trouve en fin de compte « classé sur sa planchette », assume la tâche la plus appropriée à ses forces et à ses capacités, supporte lui-même toutes les conséquences de ses fautes et démontre devant tous son aptitude à comprendre ses fautes et à les éviter.

Essayez un peu de faire tenir ce tableau dans le cadre de notre autocratie ! Est-il concevable chez nous que tous ceux « qui reconnaissent les principes du programme du parti et soutiennent ce dernier dans la mesure de leurs forces », contrôlent chaque pas fait par des révolutionnaires clandestins ? Que tous fassent un choix parmi ces derniers, alors que le révolutionnaire est *obligé*, dans l'intérêt du travail, de dissimuler aux neuf dixièmes de ces « tous », qui il est. Qu'on réfléchisse un peu au sens véritable des formules grandiloquentes lancées par le *Rabotchéïé Diélo*, et l'on comprendra que le « large démocratismes » de l'organisation du Parti, dans les ténèbres de l'autocratie, sous le régime de la sélection pratiquée par les gendarmes, n'est qu'un *hochet inutile et nuisible*. C'est un hochet inutile car, en fait, aucune organisation révolutionnaire n'a jamais appliqué, et ne pourra jamais appliquer malgré tout son bon vouloir, un *large démocratismes*. C'est un hochet nuisible, car les tentatives pour appliquer en fait le « principe de large démocratismes » ne font que faciliter les larges coups de filet de la police et perpétuer le règne du primitivisme, détourner la pensée des praticiens de leur tâche sérieuse, impérieuse, qui est de faire leur éducation de révolutionnaires professionnels, vers-la rédaction de statuts « bureaucratiques » détaillés sur les systèmes d'élections. Ce n'est qu'à l'étranger, où souvent des hommes s'assemblent qui n'ont pas la possibilité de faire œuvre utile, pratique, qu'a pu se développer, surtout dans les petits groupes, cette manie de « jouer au démocratismes ».

Pour montrer au lecteur combien précieux est le procédé dont use le *Rabotchéïé Diélo*, en préconisant ce séduisant « principe » qu'est le démocratismes dans l'œuvre révolutionnaire, nous nous référerons cette fois encore à un témoin. Ce témoin, E. Sérébriakov, directeur du *Nakanouné* de Londres, montre nettement un faible pour le *Rabotchéïé Diélo* et une aversion marquée pour Plékhanov et les « plékhanoviens » ; dans ses articles sur la scission de *l'Union des social-démocrates russes* à l'étranger, le *Nakanouné* a pris résolument le parti du *Rabotchéïé Diélo* et a déversé un flot de doléances contre Plékhanov. D'autant plus précieux nous est ce témoignage sur cette question. Dans l'article intitulé « Sur l'appel du groupe d'autolibération des ouvriers » (*Nakanouné*, n° 7, juillet 1899), E. Sérébriakov, signalant « l'inconvenance » qu'il y a à soulever les questions « de prestige, de primauté, de soi-disant aréopage dans un mouvement révolutionnaire sérieux », écrit entre autres :

Mychkine, Rogatchev, Jéliabov, Mikhaïlov, Perovskaïa, Figner et autres ne se sont jamais considérés comme des chefs. Personne ne les a élus ni nommés, et pourtant ils étaient en réalité des chefs, car en période de propagande comme en période de lutte contre le gouvernement, ils assumaient le plus difficile du travail, allaient aux endroits les plus dangereux, et leur activité était la plus fructueuse. Et cette primauté n'était pas le résultat de leur désir, mais de la confiance des camarades qui les entouraient, en leur intelligence, leur énergie et leur dévouement. Il serait trop naïf de redouter je ne sais quel aréopage (et si on ne le redoute pas, pourquoi en parler ?) qui dirigerait d'autorité le mouvement. Qui donc lui obéirait ?

Nous demandons au lecteur : Quelle différence y a-t-il entre un « aréopage » et des « tendances antidémocratiques » ? Et n'est-il pas évident que le « séduisant » principe d'organisation du *Rabotchéïé Diélo* est aussi naïf qu'inconvenant ? Naïf, parce que l'« aréopage » ou les gens à « tendances antidémocratiques » ne seront tout bonnement obéis par personne, dès l'instant que « les camarades qui les entourent n'auront pas confiance en leur intelligence, leur énergie et leur dévouement ». Inconvenant, comme procédé démagogique spéculant sur la vanité des uns, sur l'ignorance chez d'autres, de l'état véritable du mouvement, sur l'impréparation et l'ignorance

de l'histoire du mouvement révolutionnaire, chez d'autres encore. Le seul principe sérieux en matière d'organisation, pour les militants de notre mouvement, doit être : secret rigoureux, choix rigoureux des membres, préparation de révolutionnaires professionnels. Ces qualités étant réunies, nous aurons quelque chose de plus que le « démocratisation » : une entière confiance fraternelle entre révolutionnaires. Or, ce quelque chose de plus nous est absolument nécessaire, car il ne saurait être question de le remplacer chez nous, en Russie, par le contrôle démocratique général. Et ce serait une grosse erreur de croire que l'impossibilité d'un contrôle véritablement « démocratique » rend les membres de l'organisation révolutionnaire incontrôlables : ceux-ci, en effet, n'ont pas le temps de songer aux formes puériles du démocratisation (démocratisation au sein d'un noyau restreint de camarades ayant les uns dans les autres une entière confiance), mais ils sentent très vivement leur *responsabilité*, sachant d'ailleurs par expérience que, pour se débarrasser d'un membre indigne, une organisation de révolutionnaires véritables ne reculera devant aucun moyen. En outre, il existe chez nous, dans le milieu révolutionnaire russe (et international), une opinion publique assez développée, ayant une longue histoire et qui châtie avec une implacable rigueur tout manquement aux devoirs de camaraderie (or le « démocratisation », démocratisation véritable et non puéril, est un élément constitutif de cette notion de camaraderie !). Que l'on tienne compte de tout cela et l'on comprendra combien ces discours et ces résolutions sur les « tendances antidémocratiques » sentent le renfermé et l'émigration, avec ses prétentions au généralat !

Il convient de remarquer en outre que la naïveté, autre source de ces discours, provient également de l'idée confuse que l'on se fait de la démocratie. L'ouvrage des époux Webb sur les trade-unions anglaises renferme un curieux chapitre sur la « démocratie primitive ». Les auteurs y racontent que les ouvriers anglais, dans la première période d'existence de leurs unions, considéraient comme une condition nécessaire de la démocratie la participation de tous les membres à tous les détails de l'administration : non seulement toutes les questions étaient résolues par le vote de tous les membres, mais les fonctions mêmes étaient exercées par tous les membres à tour de rôle. Il fallut une longue expérience historique pour que les ouvriers comprissent l'absurdité d'une telle conception de la démocratie et la nécessité d'institutions représentatives d'une part, et de fonctionnaires syndicaux de l'autre. Il fallut plusieurs faillites financières de caisses syndicales pour faire comprendre aux ouvriers que la question du rapport proportionnel entre les cotisations versées et les secours délivrés ne pouvait être résolue par le seul vote démocratique, et que cette question exigeait aussi l'avis d'un spécialiste en matière d'assurances. Prenez ensuite le livre de Kautsky sur le parlementarisme et la législation populaire, et vous verrez que les conclusions de ce théoricien marxiste concordent avec les enseignements de la longue pratique des ouvriers « spontanément » unis. Kautsky s'élève résolument contre la conception primitive de la démocratie de Rittinghausen, raille les gens prêts à réclamer, au nom de cette démocratie, que « les journaux populaires soient rédigés directement par le peuple », prouve la nécessité de journalistes, de parlementaires *professionnels*, etc., pour la direction social-démocrate de la lutte de classe du prolétariat, attaque le « socialisme des anarchistes et des littérateurs » qui, « visant à l'effet », préconisent la législation populaire directe et ne comprennent pas que son application est très relative dans la société actuelle.

Ceux qui ont travaillé pratiquement dans notre mouvement savent combien la conception « primitive » de la démocratie est répandue parmi la jeunesse studieuse et les ouvriers. Il n'est pas étonnant que cette conception pénètre aussi dans les statuts et la littérature. Les économistes du type bernsteinien écrivaient dans leurs statuts : « § 10. Toutes les affaires intéressant l'ensemble de l'organisation sont décidées à la majorité des voix de tous ses membres. » Les économistes du type terroriste répètent après eux : « Il faut que les décisions des comités aient passé par tous les cercles avant de devenir des décisions valables » (*Svoboda*, n° 1, p. 67). Remarquez que cette revendication concernant l'application étendue du référendum *s'ajoute* à celle qui veut que *toute* l'organisation soit construite sur le principe électif ! Loin de nous, bien entendu, la pensée de condamner pour cela des praticiens qui ont été trop peu en mesure de s'initier à la théorie et à la pratique des organisations véritablement démocratiques. Mais quand le *Rabotchëï Diélo*, qui prétend à un rôle dirigeant, se borne, en de pareilles conditions, à une résolution sur le principe d'une large démocratie, comment ne pas dire qu'il « vise » simplement « à l'effet » ?

f) Travail à l'échelle locale et nationale

Si les reproches de non-démocratisation et de caractère conspiratif, adressés à l'organisation dont le plan a été exposé ici, sont dénués de tout fondement, il reste une question qu'on agite très fréquemment et qui mérite un examen détaillé. C'est le problème du rapport entre le travail local et le travail national. La formation d'une organisation centralisée, demande-t-on avec inquiétude, n'entraînera-t-elle pas le déplacement du centre de gravité du premier vers le second ? Cela ne nuira-t-il pas au mouvement, puisque notre liaison avec la masse ouvrière sera affaiblie et, d'une façon générale, la stabilité de l'agitation locale, ébranlée ? A cela nous répondrons que, ces dernières années, notre mouvement souffre précisément de ce que les militants locaux sont absorbés à l'excès par le travail local ; qu'il est absolument nécessaire, par conséquent, de déplacer un peu le

centre de gravité vers le travail à l'échelle nationale ; que ce déplacement, loin d'affaiblir notre liaison avec la masse et de nuire à la stabilité de notre agitation locale, ne fera que les renforcer. Prenons la question de l'organe central et des organes locaux ; demandons au lecteur de ne pas oublier que la presse n'est pour nous qu'un *exemple* illustrant l'action révolutionnaire infiniment plus large et diverse, en général.

Pendant la première période du mouvement de masse (1896-1898), les militants locaux font une tentative pour mettre sur pied un organe pour toute la Russie : la *Rabotchaïa Gazéta* ; dans la période suivante (1898-1900), le mouvement fait un immense pas en avant,, mais l'attention des dirigeants est entièrement absorbée par les organes locaux. Si on fait le compte de tous ces organes locaux, il se trouvera [*Voir le « Rapport au congrès de Paris » (p. 14) : c Depuis cette époque (1897) jusqu'au printemps 1900 il a paru en différents endroits trente numéros de journaux divers ... En moyenne, plus d'un numéro par mois. »*] que l'on publie, en chiffres ronds, un numéro par mois. N'est-ce pas là une illustration saisissante de notre primitivisme ? Cela ne montre-t-il pas à l'évidence que notre organisation révolutionnaire retarde sur l'élan spontané du mouvement ? Si le *même nombre* de numéros de journaux avait été publié, non par des groupes locaux dispersés, mais par une organisation unique, nous aurions non seulement économisé une masse de forces, mais notre travail eût été infiniment plus stable et plus suivi. Voilà une constatation bien simple que perdent trop souvent de vue les praticiens qui travaillent *activement* d'une façon presque exclusive dans les organes locaux (il en est ainsi, hélas, encore aujourd'hui dans l'énorme majorité des cas) et les publicistes qui font preuve ici d'un donquichottisme étonnant. Le praticien se contente ordinairement d'objecter qu'il est « difficile » [*Cette difficulté n'est qu'apparente. En réalité, il n'est pas de cercle local qui ne puisse remplir telle ou telle fonction dans une entreprise intéressante toute la Russie. « Ne dites pas : je ne peux pas, mais dites : je ne veux pas. »*] aux militants locaux de s'occuper de monter un journal pour tout le pays, et qu'il vaut mieux avoir des journaux locaux que n'en avoir aucun. Certes cela est parfaitement juste et pour reconnaître l'énorme importance et l'énorme utilité des organes locaux *en général*, il n'est point de praticien qui puisse nous en remontrer. Mais il n'est pas question de cela ; il s'agit de savoir s'il n'est pas possible de remédier à cet éparpillement, à ce primitivisme attesté si nettement par la parution de trente numéros de journaux locaux dans toute la Russie, en deux années et demie.

Ne vous contentez donc pas d'une thèse incontestable, mais trop générale sur l'utilité des journaux locaux en général, et ayez également le courage de reconnaître ouvertement leurs côtés négatifs révélés par l'expérience de deux années et demie. Cette expérience atteste que, vu nos conditions, les journaux locaux sont, dans la plupart des cas, instables au point de vue des principes, sans portée politique, excessivement onéreux quant à la dépense de forces révolutionnaires, absolument insatisfaisants au point de vue technique (je ne parle pas, bien entendu, de la technique de l'impression, mais de la fréquence et de la régularité de la parution). Et tous les défauts indiqués ne sont pas un effet du hasard, mais le résultat inévitable de ce morcellement qui, d'une part, explique la prédominance des journaux locaux dans la période envisagée et, d'autre part, *est entretenu* par cette prédominance. Une organisation locale *n'est vraiment pas en état* d'assurer la stabilité de son journal au point de vue des principes et de le hausser au niveau d'un organe politique ; elle *n'est pas en état* de rassembler et d'utiliser une documentation suffisante pour éclairer toute notre vie politique. Quant à l'argument auquel on a ordinairement recours dans les pays libres pour justifier la nécessité de nombreux journaux locaux — modicité du prix de revient quand l'impression est faite par des ouvriers de l'endroit, ampleur et rapidité plus grandes d'information de la population locale — cet *argument*, comme l'atteste l'expérience, se retourne chez nous *contre* les journaux locaux. Ces derniers coûtent beaucoup trop cher, comme dépense de forces révolutionnaires, et paraissent à des intervalles *extrêmement* espacés pour la simple raison qu'un journal *illégal*, si petit qu'il soit, réclame un immense appareil clandestin, possible uniquement dans un grand centre usinier, impossible à mettre debout dans un atelier d'artisan. Le caractère rudimentaire de l'appareil clandestin permet ordinairement (tout praticien connaît une foule de cas de ce genre) à la police, après la parution et la diffusion d'un ou deux numéros, d'opérer un *vaste* coup de filet et de balayer net toutes choses, au point que tout est à recommencer. Un bon appareil clandestin exige une bonne préparation professionnelle des révolutionnaires et une division rigoureusement logique du travail. Or, ce sont là deux conditions absolument impossibles pour une organisation locale, si forte qu'elle soit à l'heure actuelle. Sans parler des intérêts généraux de notre mouvement (éducation socialiste et politique conséquente des ouvriers), ce n'est *pas par des organes locaux* que les intérêts spécialement locaux *sont le mieux défendus* ; cela ne paraît un paradoxe qu'à première vue ; mais en réalité, c'est un fait irréfutablement prouvé par l'expérience de deux années et demie, dont nous avons parlé. Tout le monde en conviendra, si toutes les énergies locales qui ont sorti trente numéros de journaux avaient travaillé à un seul journal, ce dernier aurait facilement tiré soixante, sinon cent numéros et, par conséquent, reflété plus complètement toutes les particularités purement locales du mouvement. A la vérité, ce degré d'organisation n'est pas facile à atteindre, mais il faut bien que nous prenions conscience de sa nécessité, que chaque cercle local y songe et y *travaille activement*, sans attendre une impulsion du dehors, sans se laisser séduire par l'accessibilité, par la proximité d'un organe local, proximité qui, notre expérience révolutionnaire le prouve, est en grande partie illusoire.

Et les publicistes qui ne voient pas ce qu'il y a là d'illusoire, qui se croient particulièrement proches des praticiens et se tirent d'affaire avec ce raisonnement étonnamment facile et étonnamment vide : il faut des journaux locaux, il faut des journaux régionaux, il faut des journaux pour toute la Russie ; ces publicistes rendent un mauvais service au travail pratique. En principe, tout cela est nécessaire évidemment, mais il faut pourtant songer aussi aux conditions du milieu et du moment, lorsqu'on s'attaque à un problème d'organisation concret. En effet, n'est-ce pas du donquichottisme de dire, comme la *Svoboda* (n° 1, p. 68) lorsqu'elle « traite spécialement la *question du journal* » : « A notre avis, toute agglomération ouvrière un peu considérable doit avoir son journal ouvrier à elle. Son propre journal à elle, et non apporté du dehors. » Si ce publiciste ne veut pas réfléchir au sens de ses paroles, au moins réfléchissez-y pour lui, lecteur : combien y a-t-il en Russie de dizaines, sinon de centaines « d'agglomérations ouvrières un peu considérables », et quelle perpétuation de notre primitivisme ce serait, si toute organisation locale se mettait réellement à éditer son propre journal ! Comme ce morcellement faciliterait la tâche à la gendarmerie : cueillir — sans un effort « un peu considérable », les militants locaux dès le début de leur activité, avant qu'ils aient eu le temps de devenir de vrais révolutionnaires ! Dans un journal pour toute la Russie, continue l'auteur, les machinations des fabricants et « les menus faits de la vie d'usine dans diverses villes autres que celle du lecteur », ne seraient pas du tout intéressants, mais « l'habitant d'Orel ne ressentira aucun ennui à lire ce qui se passe à Orel. Il connaît chaque fois ceux qu'on « attrape », ceux qu'on « entreprend », et son esprit travaille » (p. 69). Oui, certes, l'esprit de l'habitant d'Orel travaille, mais l'imagination de notre publiciste aussi « travaille » trop. Est-il opportun de défendre ainsi une pareille mesquinerie ? C'est à quoi il ferait bien de réfléchir. Certes, les révélations sur la vie des usines sont nécessaires et importantes, nous le reconnaissons mieux que personne, mais il faut se souvenir que nous en sommes arrivés à une situation où les Pétersbourgeois en ont assez de lire la correspondance pétersbourgeoise du journal pétersbourgeois *Rabotchaïa Mysl*. Pour les révélations d'usines, nous avons toujours eu et *devrons toujours avoir* des feuilles volantes sur place, — mais en ce qui concerne le type de notre *journal*, nous devons l'élever et non le rabaisser au niveau d'une feuille d'usine. Quand il s'agit d'un «journal», il nous faut révéler non pas tant les « menus faits » que les vices essentiels, particuliers à la vie d'usine, révélations portant sur des exemples saillants et susceptibles par conséquent d'intéresser *tous* les ouvriers et tous les dirigeants du mouvement, d'enrichir véritablement leurs connaissances, d'élargir leur horizon, d'éveiller à la vie une nouvelle région, une nouvelle catégorie professionnelle d'ouvriers.

« Ensuite, dans le journal local on peut saisir toutes chaudes les machinations du patronat d'usine, ou des autorités. Au contraire, avec un journal central éloigné, la nouvelle met longtemps à parvenir et, quand le journal paraît, l'événement est oublié : « Quand donc était-ce, du diable si on s'en souvient ! » Les trente numéros publiés en deux années et demie proviennent, selon la même source, de six villes. Cela fait en moyenne *un numéro tous les six mois*, par ville. En supposant même que notre publiciste irréflecti *triple* le rendement du travail local (ce qui serait absolument faux pour une ville moyenne, car notre primitivisme empêche une augmentation considérable du rendement), nous n'aurons qu'un numéro tous les deux mois et, par conséquent, il ne saurait être question de « saisir toutes chaudes » les nouvelles. Mais il suffit que dix organisations locales s'unissent et confient à leurs délégués la fonction active d'organiser un journal commun, pour qu'on puisse « saisir » non pas les menus faits, mais les abus criants et typiques de *toute la Russie*, cela tous les quinze jours.

C'est ce dont ne peuvent douter ceux qui connaissent la situation dans nos organisations. Quant à prendre l'ennemi en flagrant délit, si on en parle sérieusement, et non pour la beauté du style, un journal illégal ne saurait même y songer : on ne peut le faire qu'au moyen de feuilles volantes ; car la plupart du temps, on ne dispose que d'un ou deux jours (par exemple, quand il s'agit d'une courte grève ordinaire, d'une bagarre à l'usine, d'une manifestation quelconque, etc.).

« L'ouvrier ne vit pas seulement à l'usine, il vit aussi dans la ville », poursuit notre auteur, en s'élevant du particulier au général avec un rigoureux esprit de suite, qui ferait honneur à Boris Kritchevski lui-même. Et il indique les questions à traiter : les Doumas municipales, hôpitaux, écoles, et il déclare qu'un journal ouvrier ne saurait passer sous silence les affaires municipales. Cette condition est par elle-même excellente, mais elle montre bien de quelles abstractions vides de sens on se contente trop souvent lorsqu'on traite des journaux locaux. D'abord si, dans « toute agglomération ouvrière un peu considérable », on fondait en effet des journaux avec une rubrique municipale aussi détaillée que le demande la *Svoboda*, cela aboutirait infailliblement, dans nos conditions russes, à de véritables mesquineries ; affaiblirait le sentiment que nous avons de l'importance d'un assaut révolutionnaire général contre l'autocratie ; renforcerait les germes très vivaces — plutôt dissimulés ou comprimés qu'extirpés — de la tendance rendue célèbre par le mot fameux sur les révolutionnaires qui parlent trop du Parlement inexistant et trop peu des Doumas municipales existantes. Infailliblement, disons-nous, en soulignant ainsi que ce n'est pas cela que veut la *Svoboda*, mais le contraire. Les bonnes intentions seules ne sont pas suffisantes. Pour que les affaires municipales soient traitées sous une bonne perspective, par rapport à l'ensemble de notre travail, il faut *d'abord* que cette perspective soit parfaitement définie, fermement établie non

par de simples raisonnements, mais aussi par une foule d'exemples ; il faut qu'elle acquière la solidité d'une *tradition*. Nous en sommes encore loin, et pourtant il faut, *commencer* par là, avant qu'on puisse songer à une large presse locale, ou en parler.

En second lieu, pour écrire vraiment bien et de façon intéressante sur les affaires municipales, il faut bien les connaître, et pas seulement par les livres. Or il n'y a presque pas, *dans toute la Russie*, de social-démocrates possédant cette connaissance. Pour écrire dans un journal (et non dans une brochure populaire) sur les affaires de la ville et de l'Etat, il faut avoir une documentation neuve, multiple, recueillie et élaborée par un homme compétent. Or, pour recueillir et élaborer une pareille documentation, il ne suffit pas de la « démocratie primitive » d'un cercle primitif, dans lequel tout le monde s'occupe de tout et s'amuse à des référendums. Il faut pour cela un état-major d'écrivains spécialistes, de correspondants spécialistes, une armée de reporters social-démocrates nouant partout des relations, sachant pénétrer tous les « secrets d'Etat » (dont le fonctionnaire russe se targue tellement et qu'il divulgue avec tant de facilité), sachant se faufiler dans toutes les « coulisses », une armée de gens obligés « de par leurs fonctions » d'être omniprésents et omniscients. Et nous, parti de lutte contre toute oppression économique, politique, sociale, nationale, nous pouvons et devons trouver, rassembler, instruire, mobiliser et mettre en marche cette armée d'hommes omniscients. Mais encore faut-il le faire ! Or, non seulement nous n'avons rien fait en ce sens dans la plupart des localités, mais souvent nous ne *comprendons* même pas la nécessité de le faire. Que l'on cherche dans notre presse social-démocrate des articles vivants et intéressants, des correspondances qui dévoilent nos grandes et petites affaires diplomatiques, militaires, religieuses, municipales, financières, etc., etc., on n'y trouvera *presque rien* ou très peu de chose. *[Voilà pourquoi même l'exemple d'organes locaux très bien faits confirme entièrement notre point de vue. Ainsi, le Ioujny Rabotchi [l'Ouvrier du Sud]⁸⁶ est un excellent journal, qui ne saurait être accusé d'instabilité au point de vue des principes. Mais comme il paraît rarement et qu'il est l'objet de nombreux coups de filet, il n'a pu donner au mouvement local ce qu'il se proposait. Ce qui est le plus nécessaire au parti à l'heure présente — étude doctrinale des problèmes fondamentaux du mouvement et ample agitation politique, — l'organe local n'a pas été à même de s'en acquitter. Et ce qu'il a donné de meilleur, comme les articles sur les congrès des propriétaires de mines, le chômage, etc. n'était pas d'un intérêt strictement local, mais général, pour toute la Russie et non pour le Sud seulement. Dans toute notre presse social-démocrate, nous n'avons pas eu d'articles comme ceux-là.]*

Voilà pourquoi « je suis toujours terriblement outré quand quelqu'un vient me dire une foule de belles et excellentes choses » sur la nécessité d'avoir, « dans les agglomérations ouvrières un peu considérables », des journaux dénonçant les abus qui se produisent et dans les usines, et dans l'administration municipale, et dans l'Etat.

La prédominance de la presse locale sur la presse centrale est une marque d'indigence ou d'opulence. D'indigence, quand le mouvement n'a pas encore fourni des forces suffisantes pour la production en grand, quand il végète encore dans le primitivisme et qu'il est presque submergé par les « menus faits de la vie d'usine ». D'opulence, quand le mouvement a *déjà réussi complètement* à s'acquitter de ses multiples tâches de divulgation et d'agitation, et que le besoin se fait sentir d'avoir, parallèlement à un organe central, de nombreux organes locaux. Et ce que signifie la prépondérance des organes locaux chez nous à l'heure actuelle, je laisse à chacun le soin d'en décider. Quant à moi, pour éviter tout malentendu, je formulerai d'une façon précise ma conclusion. Jusqu'à présent, la majorité de nos organisations locales songe presque exclusivement à des organes locaux ; elle ne s'occupe activement que de ces derniers, ou peu s'en faut. Chose anormale. Il faut au contraire que la majorité des organisations locales songe principalement à la création d'un organe pour toute la Russie, et qu'elle s'en occupe. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, nous ne pourrons pas mettre sur pied *un seul* journal tant soit peu capable de servir véritablement le mouvement par une *ample* agitation de presse. Et quand il en sera ainsi, les relations normales entre l'organe central indispensable et les indispensables organes locaux s'établiront d'elles-mêmes.

A première vue il peut sembler que la nécessité de reporter le centre de gravité, du travail local vers le travail à l'échelle nationale, n'est pas indiquée pour le domaine de la lutte économique pure. Ici, l'ennemi direct des ouvriers, ce sont les employeurs isolés ou des groupes d'employeurs non reliés par une organisation rappelant, même de loin, une organisation purement militaire, rigoureusement centralisée, dirigée dans les moindres détails par une volonté unique, comme l'est celle du gouvernement russe, notre ennemi direct dans la lutte politique.

Mais il n'en est point ainsi. La lutte économique, — nous l'avons montré maintes fois, — est une lutte professionnelle et c'est pourquoi elle exige le groupement des ouvriers par profession, et non pas uniquement aux lieux de travail. Et ce groupement professionnel est d'autant plus pressant que les employeurs se hâtent de se grouper en sociétés et syndicats de toutes sortes. Notre morcellement et notre primitivisme entravent nettement ce rassemblement, qui nécessite une organisation de révolutionnaires unique pour toute la Russie et capable

d'assumer la direction de syndicats ouvriers à l'échelle nationale. Nous avons exposé plus haut le type d'organisation appropriée ; ajoutons tout de suite quelques mots seulement au sujet de notre presse.

Nul ne conteste que tout journal social-démocrate ne doive renfermer une *rubrique* de la lutte syndicale (économique). Mais la croissance du mouvement syndical nous oblige de même à envisager la création d'une presse syndicale. Il nous semble pourtant qu'à de rares exceptions près, il ne saurait encore être question en Russie d'une telle presse : c'est du luxe, et nous manquons fréquemment de pain quotidien. En matière de presse syndicale, la forme la mieux adaptée aux conditions présentes du travail illégal, la forme dès aujourd'hui nécessaire serait la *brochure syndicale*. Il faudrait y recueillir, y grouper systématiquement de la documentation légale [La documentation légale est d'une importance particulière à cet égard, et nous sommes très loin de savoir la recueillir et l'utiliser avec méthode. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec de la documentation légale seule, on peut encore à peu près écrire une brochure syndicale, et qu'il est impossible de le faire avec de la documentation illégale seule. En recueillant parmi les ouvriers de la documentation illégale, sur des questions comme celles que traite la *Rabotchaïa Mysl*, nous gaspillons inutilement les forces des révolutionnaires (que remplaceraient facilement dans ce travail des militants légaux), sans jamais obtenir de bonne documentation. En effet, les ouvriers connaissent d'ordinaire un seul atelier d'une seule grande usine, presque toujours les résultats économiques, mais non les conditions et normes générales de leur travail : ils ne peuvent acquérir les connaissances que possèdent les employés d'usine, inspecteurs, médecins d'usine, etc. et qui sont éparpillées dans de menues correspondances journalistiques et dans des publications spéciales des industries, des services sanitaires, des *zemstvos*, etc. J'ai toujours présente à l'esprit ma « première expérience », que je n'aurais jamais recommencée. Durant des semaines, je questionnai « de parti pris » un ouvrier qui venait chez moi, sur tous les détails du régime de la grande usine où il travaillait. Je parvins, à grand-peine il est vrai, à faire la description de cette usine (d'une seule usine !). Mais parfois, à la fin de notre entretien, l'ouvrier en essuyant la sueur de son front, me disait avec un sourire : « Il m'est plus facile de faire des heures supplémentaires que de répondre à vos questions ! » Plus nous mènerons énergiquement la lutte révolutionnaire, et plus le gouvernement sera obligé de légaliser une partie de notre travail « syndical », ce qui nous déchargera d'autant.] et illégale sur les conditions de travail dans tel ou tel métier, les diverses conditions dans les différentes régions de la Russie, les principales revendications des ouvriers d'une profession donnée, les insuffisances de la législation qui la concerne ; sur les exemples frappants de la lutte économique des ouvriers de telle ou telle corporation ; sur les débuts, l'état actuel et les besoins de leur organisation syndicale, etc. D'abord ces brochures dispenseraient notre presse social-démocrate d'une masse de détails professionnels qui n'intéressent spécialement que les ouvriers d'un métier donné. Deuxièmement, elles fixeraient les résultats de notre expérience dans la lutte syndicale, conserveraient la documentation recueillie, qui aujourd'hui se perd littéralement dans la masse des feuilles volantes et des correspondances fragmentaires ; elles généraliseraient cette documentation. Troisièmement, elles pourraient servir en quelque sorte de guide aux agitateurs, puisque les conditions de travail sont relativement lentes à changer, les revendications essentielles des ouvriers d'un métier donné sont très stables (comparez les revendications des tisseurs de la région de Moscou en 1885 et celles des tisseurs de la région de Pétersbourg en 1896). Le résumé de ces revendications et de ces besoins pourrait, des années durant, être un excellent manuel pour l'agitation économique dans les localités retardataires ou parmi les catégories d'ouvriers arriérés. Les exemples de grèves victorieuses dans telle région, les données illustrant un niveau supérieur de vie, de meilleures conditions de travail dans telle ou telle localité, encourageraient les ouvriers d'autres localités à des luttes toujours nouvelles. Quatrièmement, en prenant l'initiative de généraliser la lutte professionnelle et en renforçant ainsi la liaison du mouvement syndical russe avec le socialisme, la social-démocratie veillerait en même temps à ce que notre action trade-unioniste n'occupe une partie ni trop petite ni trop grande de l'ensemble de notre travail social-démocrate. Il est très difficile, parfois même impossible, à une organisation locale isolée des organisations des autres villes, d'observer une juste proportion (et l'exemple de la *Rabotchaïa Mysl* montre à quelle monstrueuse exagération dans le sens du trade-unionisme on peut arriver). Mais une organisation de révolutionnaires pour toute la Russie, qui s'en tiendrait constamment au point de vue du marxisme, dirigerait toute la lutte politique et disposerait d'un état-major d'agitateurs professionnels, ne sera jamais embarrassée pour établir cette juste proportion.

V. « PLAN » D'UN JOURNAL POLITIQUE POUR TOUTE LA RUSSIE

« La plus grosse erreur de l'*Iskra* sous ce rapport », écrit B Kritchevski, qui nous reproche de tendre, « en isolant la théorie de la pratique, à transformer la première en une doctrine morte » (*Rab. Diélo*, n° 10, p. 30), « est son « plan » d'une organisation générale du parti » (c'est-à-dire l'article : « Par où commencer ? »). Martynov fait chorus avec lui et déclare que « la tendance de l'*Iskra* à diminuer l'importance de la marche progressive de la lutte obscure quotidienne, par rapport à la propagande d'idées brillantes et achevées ... a abouti au plan d'organisation du parti, proposé dans l'article « Par où commencer ? » publié dans le n° 4 de ce journal » (*Ibid.*, p. 61). Enfin, ces tout derniers temps, à ceux qu'indigne ce « plan » (les guillemets doivent exprimer l'ironie à

son égard) est venu se joindre L. Nadiéjdine qui, dans une brochure que nous venons de recevoir : *A la veille de la révolution* (éditée par le « groupe socialiste révolutionnaire » *Svoboda* que l'on connaît déjà) déclare que « parler maintenant d'une organisation rattachée par des liens à un journal pour toute la Russie, c'est faire de l'abstraction et un travail de cabinet » (p. 126), c'est faire de la « littérature », etc.

La solidarité de notre terroriste avec les partisans de la marche « progressive de la lutte obscure, quotidienne » ne saurait nous étonner : nous avons indiqué les racines de cette parenté dans les chapitres précédents sur la politique et l'organisation. Mais il est à remarquer dès maintenant que L. Nadiéjdine, et lui seul, a tenté consciencieusement de pénétrer le sens de l'article qui lui a déplu et d'y répondre quant au fond, alors que le *Rab. Diélo* n'a rien dit du fond et n'a cherché qu'à embrouiller la question par une foule de procédés démagogiques indignes. Si peu agréable que ce soit, il nous faut perdre du temps d'abord à nettoyer ces écuries d'Augias. [Le paragraphe a) *Qui s'est offensé de l'article « Par où commencer ? » est omis dans la présente édition, car il était consacré exclusivement à la polémique contre le Rabotchéié Délo et le Bund au sujet des tentatives de l'Iskra de « commander » etc. Il était dit, entre autres, dans ce paragraphe que le Bund lui-même avait invité, à l'époque de 1898-1899, les membres du groupe Iskra à reprendre la publication d'un organe central du Parti et à organiser un « laboratoire littéraire ».]*

b) *Un journal peut-il être un organisateur collectif ?*

L'article « Par où commencer ? » a cela d'essentiel qu'il pose *précisément* cette question et la résout par l'affirmative. La seule personne qui, à notre connaissance, ait essayé d'analyser la question quant au fond et de prouver la nécessité de la résoudre négativement, c'est L. Nadiéjdine, dont nous reproduisons en entier les arguments.

... La façon dont l'*Iskra* (n° 4) envisage la nécessité d'un journal pour toute la Russie nous plaît fort, mais nous ne pouvons en aucune manière reconnaître que ce point de vue doive s'identifier au titre de l'article « Par où commencer ? » C'est là, indéniablement, une chose d'une extrême importance, mais ce n'est pas elle, ni toute une série de feuilles populaires, ni une montagne de proclamations qui peuvent jeter les fondements d'une organisation de combat pour tel moment révolutionnaire. Il importe d'aborder la création de fortes organisations politiques locales. Celles-ci nous manquent, puisque nous avons surtout travaillé parmi les ouvriers cultivés, alors que les masses ont mené à peu près exclusivement la lutte économique. *Si nous n'avons pas de fortes organisations politiques locales bien éduquées, à quoi servirait un journal pour toute la Russie, fût-il parfaitement organisé ?* Un buisson ardent qui brûle sans se consumer, et qui n'enflamme personne ! Autour de ce journal, pour ce journal, le peuple se rassemblera et s'organisera dans l'action ; ainsi pense l'*Iskra*. *Mais il lui est beaucoup plus aisé de se rassembler et de s'organiser autour d'une œuvre plus concrète !* Celle-ci peut et doit être : créer des journaux locaux sur une vaste échelle, préparer dès à présent les forces ouvrières aux manifestations ; les organisations locales mèneront une action constante parmi les sans-travail (diffuser énergiquement parmi eux des feuilles volantes et des tracts ; convoquer les sans-travail aux réunions, les exhorter à la résistance au gouvernement, etc.). Il faut entreprendre sur place un travail politique vivant ; et lorsque sur ce terrain réel l'union deviendra nécessaire, elle ne sera pas artificielle, elle ne restera pas sur le papier. Ce n'est pas avec des journaux que l'on peut unifier, sur le plan de la Russie, le travail local (*A la veille de la Révolution*, p. 54).

Nous avons souligné dans cette tirade éloquentes les passages qui font le mieux ressortir la fausse idée que l'auteur se fait de notre plan et, en général, la fausseté du point de vue qu'il oppose ici à l'*Iskra*. Sans de fortes organisations politiques locales bien éduquées, le meilleur journal pour toute la Russie ne servirait à rien. C'est tout à fait juste. Le malheur est précisément que pour *éduquer* de fortes organisations politiques *il n'y a pas d'autre moyen* qu'un journal pour toute la Russie. L'auteur n'a pas remarqué la déclaration essentielle de l'*Iskra* : celle qui *précède* l'exposé de son « plan ». Il faut « appeler à former une organisation révolutionnaire capable d'unir toutes les forces et de diriger le mouvement, *non seulement d'une façon nominale, mais effective, c'est-à-dire qu'elle doit être toujours prête à soutenir toute protestation et toute effervescence, qu'elle utilisera pour multiplier et consolider les forces militaires propres à livrer la bataille décisive* ». Maintenant, poursuit l'*Iskra*, après les événements de février et de mars, tout le monde s'accordera en principe là-dessus ; or ce qu'il nous faut, ce n'est pas une solution de principe, mais une *solution pratique de la question*. Il faut établir tout de suite un plan précis de construction pour que, immédiatement et de *tous côtés*, tout le monde puisse se mettre à cette construction. Or, de la solution pratique, l'on veut encore nous ramener en arrière, vers cette grande vérité juste en principe, incontestable, mais absolument insuffisante et incompréhensible pour la grande masse des travailleurs : « éduquer de fortes organisations politiques » ! Ce n'est plus de cela qu'il s'agit, respectable auteur, mais de la *façon* dont il convient de faire l'éducation, et de l'achever.

Il est faux que « nous ayons travaillé surtout parmi les ouvriers cultivés, et que les masses aient mené à peu près exclusivement la lutte économique ». Sous cette forme, cette affirmation dévie vers la tendance radicalement fautive qu'a toujours la *Svoboda* à opposer les ouvriers cultivés à la « masse ». Durant ces dernières années, les ouvriers cultivés eux aussi ont mené chez nous « à peu près exclusivement la lutte économique ». C'est là un premier point. D'autre part, les masses n'apprendront jamais à mener la lutte politique, tant que nous n'aiderons pas à *former* des dirigeants pour cette lutte, aussi bien parmi les ouvriers cultivés que parmi les intellectuels. Or, de tels dirigeants *ne* peuvent s'éduquer *qu'en* s'initiant à l'appréciation quotidienne et méthodique de *tous* les aspects de notre vie politique, de *toutes les tentatives* de protestation et de lutte des différentes classes à différents propos. C'est pourquoi parler d'« éduquer des organisations politiques » et en même temps *opposer* « la besogne paperassière » d'un journal politique au « travail politique local vivant » est tout bonnement ridicule ! *L'Iskra* ne cherche-t-elle pas à rajuster le « plan » de son journal au « plan » qui consiste à réaliser un « esprit combatif » permettant de soutenir à la fois le mouvement des sans-travail, les soulèvements paysans, le mécontentement des zemstsy, « l'indignation de la population contre l'arbitraire des bachi-bouzouks tsaristes », etc. Mais tous ceux qui connaissent le mouvement savent fort bien que l'immense majorité des organisations locales *ne songe même pas à cela* ; que beaucoup de projets de « travail politique vivant », indiqués ici n'ont encore *jamais* été mis à exécution par aucune organisation ; que, par exemple, la tentative d'attirer l'attention sur la croissance du mécontentement et des protestations parmi les intellectuels des zemstvos déconcerte aussi bien Nadiéjdine (« Seigneur ! N'est-ce pas aux zemstsy que cet organe est destiné ? », *A la veille de la révolution*, p. 129) que les économistes (lettre de *L'Iskra* n° 12) et de nombreux praticiens. Dans ces conditions on ne peut « commencer » *que* par ceci : inciter les gens à *penser* à tout cela, à totaliser et à généraliser toutes les manifestations d'effervescence et de lutte active. A une époque où l'on avilit les tâches social-démocrates, on ne peut *commencer* le « travail politique vivant » *que* par une agitation politique vivante, impossible sans un journal pour toute la Russie, paraissant fréquemment et judicieusement diffusé.

Ceux qui ne voient dans le « plan » de *L'Iskra* que de la « littérature » n'en ont pas du tout compris le fond ; ils ont pris pour le but ce qui, au moment actuel, n'est que le moyen le plus indiqué. Ces gens n'ont pas pris la peine de réfléchir à deux comparaisons qui illustraient ce plan d'une façon saisissante. La création d'un journal politique pour toute la Russie — était-il dit dans *L'Iskra* — doit être le *fil conducteur* : en le suivant, nous pourrions sans cesse développer, approfondir et élargir cette organisation (c'est-à-dire l'organisation révolutionnaire, toujours prête à soutenir toute protestation et toute effervescence). Dites-moi, s'il vous plaît : lorsque les maçons posent en différents points les pierres d'un édifice immense, aux formes absolument inédites, ils tendent un fil qui les aide à trouver la place juste, leur indique le but final de tout le travail, leur permet de mettre en œuvre non seulement chaque pierre, mais même chaque morceau de pierre qui, cimenté avec le morceau qui précède et celui qui suit, donnera la ligne définitive et totale. Est-ce là un travail « paperassier » ? N'est-il pas évident que nous traversons aujourd'hui dans notre Parti une période où, ayant des pierres et des maçons, il nous manque justement ce fil visible à tout le monde et auquel chacun pourrait s'en tenir ? Laissons crier ceux qui soutiennent qu'en tendant le fil, nous voulons commander : s'il en était ainsi, messieurs, nous aurions intitulé notre journal, au lieu de *L'Iskra* n° 1, *Rabotchaïa Gazéta* n° 3, comme nous le proposaient quelques camarades et comme nous *aurions pleinement eu le droit de le faire* Mais nous ne l'avons pas fait, parce que nous voulions avoir les mains libres pour combattre sans merci tous les pseudo-social-démocrates ; du moment que notre fil a été tendu correctement, nous voulions qu'il fût approuvé pour sa rectitude même, et non pour avoir été tendu par un organe officiel.

« L'unification de l'activité locale par des organes centraux est une question qui tourne dans un cercle vicieux, dit sentencieusement Nadiéjdine. Pour cette unification, il faut des éléments homogènes ; or, cette homogénéité elle-même ne peut être créée que par quelque chose qui unifie ; mais ce quelque chose ne peut être que le produit de fortes organisations locales qui, à l'heure actuelle, ne se distinguent pas précisément par l'homogénéité. » Vérité aussi respectable et aussi incontestable que celle qui affirme la nécessité d'éduquer de fortes organisations politiques ! Mais vérité non moins stérile ! *Toute* question « tourne dans un cercle vicieux » car toute la vie politique est une chaîne sans fin composée d'un nombre infini de maillons. L'art de l'homme politique consiste précisément à trouver le maillon et à s'y cramponner bien fort, le maillon qu'il est le plus difficile de vous faire tomber des mains, le plus important au moment donné et garantissant le mieux à son possesseur la possession de la chaîne entière. Si nous avions un groupe de maçons expérimentés, suffisamment entraînés au travail collectif pour pouvoir sans cordeau poser les pierres où il convient (à parler abstraitement, ce n'est pas du tout impossible), nous pourrions peut-être nous saisir d'un autre maillon. Le malheur est précisément que nous n'avons pas encore de ces maçons expérimentés et entraînés au travail collectif ; que, fréquemment, les pierres sont posées au petit bonheur, au mépris du cordeau, sans être cimentées l'une à l'autre, au point que l'ennemi n'a qu'à souffler dessus pour les disperser, non comme des pierres, mais comme des grains de sable.

Autre comparaison : « Le journal n'est pas seulement un propagandiste et un agitateur collectifs, mais aussi un organisateur collectif. Sous ce dernier rapport, on *peut le comparer aux échafaudages* qu'on élève autour d'un édifice en construction, qui en marquent les contours, facilitent les communications entre les constructeurs, les aident à répartir la tâche entre eux et à se rendre compte des résultats d'ensemble, obtenus par le travail bien organisé. » [*Martynov qui cite la première phrase de ce passage dans le Rabotchéï Diélo (n° 10, p. 62) en omet justement la seconde, comme s'il voulait montrer son désir de ne pas toucher au fond de la question ou son incapacité à le comprendre.*] Ne semble-t-il pas qu'il y ait là de la part d'un littérateur, d'un homme spécialisé dans le travail de cabinet, une exagération de son rôle ? Les échafaudages ne sont nullement nécessaires pour la bâtisse elle-même ; ils sont faits avec un matériel de qualité inférieure ; ils sont dressés pour un temps relativement court et jetés au feu dès que l'édifice est terminé dans ses grandes lignes. En ce qui concerne la construction d'organisations révolutionnaires, l'expérience atteste (par exemple, dans la période de 1870-80) que l'on réussit parfois à construire sans échafaudages. Mais maintenant nous ne saurions même nous représenter qu'il soit possible d'élever sans échafaudages l'édifice dont nous avons besoin.

Nadiéjdine n'en convient pas, il dit : « Autour de ce journal, pour ce journal, le peuple se rassemblera et s'organisera dans l'action ; ainsi pense l'*Iskra*. Mais il aura beaucoup plus vite fait de se rassembler et de s'organiser autour d'un travail *plus concret* ! » Oui, oui, « beaucoup plus vite fait autour d'un travail plus concret »... Le proverbe russe dit : Ne crache pas dans le puits, tu auras besoin de son eau pour te désaltérer. Mais il est des gens qui ne dédaignent pas de se désaltérer à un puits où l'on a craché. Dans cette recherche du plus concret, quelles vilénies nos remarquables « critiques du marxisme » légaux et les admirateurs illégaux de la *Rabotchaïa Mysl* n'ont-ils pas été amenés à dire et à écrire ! Comme tout notre mouvement est comprimé par notre étroitesse, notre manque d'initiative et de hardiesse, justifiés par les arguments traditionnels dans le genre de celui-ci : « On aura beaucoup plus vite fait de se rassembler autour d'un travail plus concret » ! Et Nadiéjdine qui se considère comme particulièrement doué du sens de la « réalité », qui condamne si sévèrement les hommes « de cabinet », qui reproche à l'*Iskra* (avec des prétentions à l'esprit) sa faiblesse de voir partout de l'économisme, qui s' imagine être très au-dessus de cette division en orthodoxes et en critiques, Nadiéjdine ne remarque pas que par ses arguments il fait le jeu de cette étroitesse qui l'indigne et qu'il boit à même le puits où l'on a le plus craché ! L'indignation la plus sincère contre l'étroitesse, le désir le plus ardent de désabuser ceux qui la révèrent ne sont pas encore suffisants, si celui qui s'indigne vogue sans voiles et sans gouvernail, et s'il se raccroche « instinctivement », comme les révolutionnaires de 1870-1880 au « terrorisme excitatif », au « terrorisme agraire », au « tocsin », etc. Voyons maintenant ce quelque chose de « plus concret » autour de quoi, pense-t-il, « on aura beaucoup plus vite fait » de se rassembler et de s'organiser : 1° journaux locaux ; 2° préparation de manifestations ; 3° action parmi les sans-travail. On voit du premier coup que toutes ces choses-là sont prises au hasard, au petit bonheur, uniquement pour dire quelque chose, car, de quelque façon qu'on les considère, ce serait une totale inconséquence d'y trouver quoi que ce soit de particulièrement susceptible de « rassembler et d'organiser ». D'ailleurs, le même Nadiéjdine déclare deux pages plus loin : « Il serait temps pour nous de constater simplement ce fait : en province, le travail est infime, les comités ne font pas le dixième de ce qu'ils pourraient faire... les centres d'unification que nous possédons actuellement ne sont que fiction, bureaucratisme révolutionnaire, manie de se donner mutuellement du général, et il en sera ainsi tant que ne seront pas constituées de fortes organisations locales. » Ces paroles, bien qu'exagérées, renferment incontestablement une grande part d'amère vérité ; mais comment Nadiéjdine ne voit-il pas que le travail local infime est fonction de l'étroitesse de vues des militants, du peu d'envergure de leur action, toutes choses inévitables avec le manque de préparation des militants confinés dans le cadre des organisations locales ? Aurait-il oublié, comme l'auteur de l'article de la *Svoboda* sur l'organisation, que les débuts d'une large presse locale (1898) ont été accompagnés d'un renforcement particulier de l'économisme et du « primitivisme » ? Et si même l'on pouvait organiser tant soit peu convenablement une « large presse locale » (nous avons montré plus haut que c'était impossible, sauf des cas tout-à-fait exceptionnels), même alors les organes locaux ne pourraient pas « rassembler et organiser » toutes les forces des révolutionnaires en vue de l'assaut *général* contre l'autocratie, en vue de la direction de la lutte *commune*. N'oubliez pas qu'il s'agit là *uniquement* d'un journal comme « facteur de rassemblement », d'organisation, et que nous pourrions répondre à Nadiéjdine, champion du morcellement, par la question ironique qu'il nous pose lui-même : « Aurions-nous reçu en héritage 200.000 organisateurs révolutionnaires ? » En outre, on ne saurait *opposer* la « préparation de manifestations » au plan de l'*Iskra*, pour la simple raison que ce plan prévoit justement les plus larges manifestations *comme un des objectifs* à atteindre ; mais il s'agit ici de choisir le *moyen* pratique. Cette fois encore Nadiéjdine s'est fourvoyé ; il a oublié que seule une troupe déjà « rassemblée et organisée » peut « préparer » des manifestations (qui jusqu'à présent, dans l'immense majorité des cas, se sont déroulées de façon absolument spontanée). Or, ce que justement *nous ne savons pas faire*, c'est rassembler et organiser. « Action parmi les sans-travail ». Toujours la même confusion, puisqu'il s'agit d'une opération militaire d'une troupe mobilisée, et non d'un plan de mobilisation de la troupe. A quel point Nadiéjdine, ici encore, sous-estime le tort que nous fait notre morcellement, l'absence chez nous de « 200.000 organisateurs », c'est ce que l'on verra tout à l'heure. Beaucoup (Nadiéjdine de ce nombre) ont reproché à l'*Iskra* de fournir de

maigres renseignements sur le chômage, de ne donner que des correspondances fortuites sur les choses les plus ordinaires de la vie rurale. Le reproche est fondé ; mais ici l'*Iskra* est « coupable sans avoir péché », Nous nous efforçons de « tendre » également notre « fil » à travers la campagne ; mais presque nulle part il n'y a de maçons ; il nous *faut* encourager *tous ceux* qui nous communiquent même les faits les plus ordinaires, dans l'espoir que cela augmentera le nombre de nos collaborateurs dans ce domaine et *nous apprendra à nous tous* à choisir enfin des faits véritablement saillants. Mais la documentation est si restreinte qu'à moins de l'étendre à toute la Russie nous n'avons rien pour nous instruire. Certes, un homme possédant les capacités d'agitateur de Nadiéjdine et s.a connaissance de la vie des vagabonds pourrait, par son agitation parmi les sans-travail, rendre des services inestimables au mouvement ; mais cet homme-là enterrerait son talent s'il ne prenait soin de mettre *tous* les camarades russes au courant de tous les détails de son action, afin de donner un exemple et un enseignement à des gens qui, dans leur masse, ne savent même pas encore entreprendre cette tâche nouvelle pour eux.

Tout le monde sans exception parle aujourd'hui de l'importance qui s'attache à l'unification, de la nécessité de « rassembler et d'organiser » ; mais la plupart du temps on n'a aucune idée de la façon dont il faut s'y prendre : par où commencer et comment réaliser cette unification. On reconnaîtra sans doute que pour « unifier » par exemple les cercles de quartier d'une ville, il faut des *institutions communes*, c'est-à-dire non pas seulement l'étiquette commune d'« union », mais un travail *commun* véritable, un échange de matériaux, d'expériences et de forces, une répartition des fonctions pour toute l'activité dans la ville, pas seulement par quartiers, mais par spécialités. On conviendra qu'un sérieux appareil clandestin ne fera pas ses frais (s'il est permis d'employer cette expression commerciale) s'il est limité aux « ressources » (matérielles et humaines, bien entendu) d'un seul quartier, et que le talent d'un spécialiste ne pourra se déployer sur un champ d'action aussi restreint. Il en est de même pour l'union des différentes villes, car l'histoire de notre mouvement social-démocrate a déjà montré et *montre* que le champ d'action d'une localité isolée est extrêmement étroit: nous l'avons prouvé plus haut en détail par l'exemple de l'agitation politique et du travail d'organisation. Il faut — c'est une nécessité indispensable, — il faut avant tout élargir ce champ d'action, créer une liaison *effective* entre les villes en vue d'un travail *régulier commun*, car le morcellement comprime les facultés de ceux qui, « renfermés comme dans un trou » (selon l'expression de l'auteur d'une lettre à l'*Iskra*), ignorent ce qui se passe dans le monde, ne savent pas auprès de qui s'instruire, comment acquérir l'expérience, comment satisfaire leur soif d'une action étendue. Et je persiste à soutenir que l'on ne peut *commencer* à créer cette liaison *effective* qu'avec un journal commun, entreprise unique et régulière pour toute la Russie, qui résumera les activités les plus variées ; ce faisant, on *incitera* les gens à progresser constamment dans *toutes* les voies nombreuses qui mènent à la révolution, comme tous les chemins mènent à Rome. Si nous voulons nous unir non pas seulement en paroles, il faut que chaque cercle local *prélève sur-le-champ*, mettons le quart de ses forces pour la participation *active* à l'œuvre *commune*. Et le journal lui montre aussitôt le dessin général, les proportions et le caractère de cette œuvre ; il lui montre les lacunes qui se font le plus fortement sentir dans l'action menée à l'échelle nationale, les endroits où l'agitation fait défaut et où la liaison est faible, les rouages de l'immense mécanisme commun que ce cercle pourrait réparer ou changer. Un cercle qui n'a pas encore travaillé, et cherche à s'employer, pourrait commencer non comme un artisan isolé dans son petit atelier, ne connaissant ni l'évolution antérieure de l'« industrie », ni l'état général des moyens de production industrielle, mais comme le collaborateur d'une vaste entreprise qui *reflète* la poussée révolutionnaire générale contre l'autocratie. Et plus chaque rouage serait parfait, plus nombreux seraient les travailleurs employés à différents détails de l'œuvre commune, et plus notre réseau serait dense, moins les coups de filet inévitables provoqueraient de trouble dans nos rangs.

A elle seule, la fonction de diffusion du journal commencerait à créer une liaison *effective* (si ce journal était digne de ce nom, c'est-à-dire s'il paraissait régulièrement, et non pas une fois par mois, comme les grandes revues, mais quatre fois par mois). Les relations de ville à ville pour les besoins de la cause révolutionnaire sont aujourd'hui une grande rareté, et en tout cas une exception ; elles deviendraient alors la règle et assureraient bien entendu, non seulement la diffusion du journal, mais aussi (ce qui est beaucoup plus important) l'échange d'expériences, de documentation, de forces et de ressources. Le travail d'organisation prendrait une ampleur beaucoup plus considérable, et le succès obtenu dans une localité encouragerait constamment à perfectionner le travail, inciterait à profiter de l'expérience déjà acquise par les camarades militant sur un autre point du pays. Le travail local gagnerait infiniment en étendue et en variété ; des révélations politiques et économiques recueillies dans toute la Russie fourniraient un aliment intellectuel aux ouvriers de toutes professions et de tous *degrés de développement* ; elles fourniraient matière et prétexte à causeries et conférences sur les questions les plus variées, suscitées par les allusions de la presse légale, les conversations en société et les communiqués « pudiques » du gouvernement. Chaque effervescence, chaque manifestation serait appréciée et examinée sous toutes ses faces, en tous les points de la Russie ; elle provoquerait le désir de ne pas rester en arrière des autres, de faire mieux que les autres — (nous, socialistes, ne récusons pas du tout l'émulation et la « concurrence » !) — de préparer consciemment ce qui, la première fois, s'est fait en quelque sorte spontanément, de profiter des conditions favorables de temps ou de lieu pour modifier le plan d'attaque, etc. En outre, cette vivification du travail local ne

conduirait pas à cette tension « mortelle » et désespérée de *toutes* les forces, à cette mobilisation de *tous* nos hommes, à laquelle nous oblige ordinairement aujourd'hui toute manifestation ou tout numéro de journal local : d'une part, la police aurait beaucoup plus de mal à découvrir les « racines », ne sachant pas dans quelle localité les chercher ; d'autre part, le travail commun régulier apprendrait aux hommes à proportionner une attaque *donnée* à l'état des forces de tel ou tel détachement de notre armée commune (ce à quoi presque personne ne songe aujourd'hui, car les attaques se produisent spontanément neuf fois sur dix), et faciliterait le « transport » non seulement de la littérature de propagande, mais des forces révolutionnaires d'un endroit à l'autre. Ces forces aujourd'hui se font la plupart du temps exterminer sur ce champ d'action restreint qu'est le travail local. Mais alors on aurait la possibilité et l'occasion constante de déplacer d'un bout à l'autre du pays tout agitateur ou organisateur un peu capable. Après avoir débuté par de petites tournées pour les affaires du parti et aux frais du parti, les militants s'habitueraient à passer entièrement au service de ce dernier qui les entretiendrait ; ils deviendraient des révolutionnaires professionnels et se prépareraient au rôle de véritables chefs politiques.

Et si réellement nous parvenions à obtenir que la totalité ou la majeure partie des comités, groupes et cercles locaux, s'associent activement à l'œuvre commune, nous pourrions à très bref délai mettre sur pied un hebdomadaire, régulièrement diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Ce journal serait comme une partie d'un gigantesque soufflet de forge qui attise chaque étincelle de la lutte de classe et de l'indignation populaire, pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre encore très innocente et encore très minime par elle-même, mais régulière et *commune* dans toute l'acception du mot, se recruterait systématiquement et s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés. Sur les échafaudages ou les tréteaux de cette organisation commune en construction, nous verrions monter bientôt, sortant des rangs de nos révolutionnaires, des Jéliabov social-démocrates, et, sortant des rangs de nos ouvriers, des Bebel russes qui, à la tête de cette armée mobilisée, soulèveraient tout le peuple pour faire justice de la honte et de la malédiction qui pèsent sur la Russie.

Voilà à quoi il nous faut rêver !

« Il faut rêver ! » J'écris ces mots, et tout à coup j'ai peur. Je me vois siégeant au « congrès d'unification⁸⁷ », avec en face de moi les rédacteurs et collaborateurs du *Rabotchéïé Diélo*. Et voilà que le camarade Martynov se lève et, menaçant, m'adresse parole : « Permettez ! Une rédaction autonome a-t-elle encore le droit de rêver sans en avoir référé aux comités du Parti ? » Puis, c'est le camarade Kritchevski qui se dresse et (approfondissant philosophiquement le camarade Martynov, lequel a depuis longtemps approfondi le camarade Plékhanov) continue plus menaçant encore : « J'irai plus loin. Je vous demande : un marxiste a-t-il en général le droit de rêver, s'il n'a pas oublié que, d'après Marx, l'humanité s'assigne toujours des tâches réalisables et que la tactique est le processus d'accroissement des tâches du Parti qui croissent en même temps que lui ? »

La seule idée de ces questions menaçantes me donne le frisson, et je ne pense qu'à une chose : où me cacher. Essayons de nous retrancher derrière Pissarev.

« Il y a désaccord et désaccord, écrivait Pissarev au sujet du désaccord entre le rêve et la réalité. Mon rêve peut dépasser le cours naturel des événements, ou bien il peut donner un coup de barre dans une direction où le cours naturel des événements ne peut jamais conduire. Dans le premier cas, le rêve ne fait aucun tort ; il peut même soutenir et renforcer l'énergie du travailleur... Rien, dans de tels rêves, ne peut pervertir ou paralyser la force de travail. Bien au contraire. Si l'homme était complètement dépourvu de la faculté de rêver ainsi, s'il ne pouvait de temps à autre devancer le présent et contempler en imagination le tableau entièrement achevé de l'œuvre qui s'ébauche entre ses mains, je ne saurais décidément me représenter quel mobile ferait entreprendre à l'homme et mener à bien de vastes et fatigants travaux dans l'art, la science et la vie pratique... Le désaccord entre le rêve et la réalité n'a rien de nocif, si toutefois l'homme qui rêve croit sérieusement à son rêve, s'il observe attentivement la vie, compare ses observations à ses châteaux en Espagne et, d'une façon générale, travaille consciencieusement à la réalisation de son rêve. Lorsqu'il y a contact entre le rêve et la vie, tout est pour le mieux. »

Des rêves de cette sorte, il y en a malheureusement trop peu dans notre mouvement. Et la faute en est surtout aux représentants de la critique légale et du « suivisme » illégal, qui se targuent de leur pondération, de leur « sens » du « concret ».

c) *De quel type d'organisation avons-nous besoin ?*

Par ce qui précède, le lecteur voit que notre « tactique-plan » consiste à récuser *l'appel* immédiat à l'assaut, à réclamer l'organisation d'un « siège régulier de la forteresse ennemie », autrement dit : à réclamer la

concentration de tous les efforts en vue de rassembler, d'organiser et de *mobiliser* une troupe permanente. Lorsque nous avons raillé le *Rabotchéïé Diélo*, qui d'un bond abandonnait l'économisme pour pousser des clameurs sur la nécessité de l'assaut (clameurs qui ont retenti en *avril* 1901, dans le n° 6 du *Listok Rabotchévo Diéla*), il s'est naturellement abattu sur nous, nous accusant de « doctrinarisme », d'incompréhension du devoir révolutionnaire, d'appel à la prudence, etc. Certes, ces accusations ne nous ont nullement étonnés dans la bouche de gens qui, n'ayant pas de principes stables, se dérobent derrière la profonde « tactique-processus » ; elles ne nous ont point étonnés non plus de la part de Nadiéjdine qui n'a, pour les fermes principes de programme et de tactique, que le plus superbe mépris.

On dit que l'histoire ne se répète pas. Mais Nadiéjdine cherche de toutes ses forces à la répéter et copie avec ardeur Tkatchev en dénigrant « l'éducation révolutionnaire », en clamant la nécessité de « sonner le tocsin », en préconisant le « point de vue spécial de la veille de la révolution », etc. Il oublie vraisemblablement le mot connu que, si l'original d'un événement historique est une tragédie, sa copie n'en est qu'une farce. La tentative de prise du pouvoir, préparée par la propagande de Tkatchev et réalisée par la terreur, instrument d'« épouvante » et qui réellement épouvantait à l'époque, était majestueuse, tandis que le terrorisme « excitatif » de ce Tkatchev au petit pied est simplement ridicule, ridicule surtout lorsqu'il le complète par son projet d'organisation des travailleurs moyens.

« Si l'*Iskra*, écrit Nadiéjdine, sortait de sa sphère de littérature, elle verrait que ce sont là (par exemple, la lettre d'ouvrier publiée dans le n° 7 de l'*Iskra*, etc.) des symptômes attestant que l'« assaut » est très, très proche, et que parler maintenant [sic !] d'une organisation rattachée par des liens à un journal pour toute la Russie, c'est faire de l'abstraction et un travail de cabinet. » Voyez un peu cette confusion inimaginable ! D'une part, on préconise le terrorisme excitatif et « l'organisation des travailleurs moyens », tout en déclarant qu'on aura « beaucoup plus vite fait » de se grouper autour de quelque chose de « plus concret », par exemple autour de journaux locaux ; d'autre part, on prétend que parler « maintenant » d'une organisation pour toute la Russie, c'est faire de l'abstraction, c'est-à-dire, pour être plus franc et plus simple, qu'il est « maintenant » déjà trop tard ! Et pour une « large organisation de journaux locaux », il n'est pas trop tard, respectable M. Nadiéjdine ? Comparez à cela le point de vue et la tactique de l'*Iskra* : le terrorisme excitatif, c'est de l'enfantillage ; parler de l'organisation spéciale des travailleurs moyens et d'une *large* organisation de journaux locaux, c'est ouvrir les portes toutes grandes à l'économisme. Il faut parler d'une organisation unique de révolutionnaires pour toute la Russie et il ne sera pas trop tard pour en parler jusqu'au jour même où commencera l'assaut véritable, et non formulé sur le papier.

Oui, continue Nadiéjdine, en ce qui concerne l'organisation, notre situation n'est rien moins que brillante ; oui, l'*Iskra* a parfaitement raison de dire que le gros de nos forces militaires est constitué par des volontaires et des insurgés... Que vous jugiez sainement de l'état de nos forces, c'est bien. Mais pourquoi oublier que *la foule n'est nullement (mec nous et que, par conséquent, elle ne nous demandera pas* quand il faudra ouvrir les hostilités, elle se jettera dans « l'émeute »... Lorsque la foule interviendra elle-même avec sa force destructrice spontanée, elle *peut* bien broyer, refouler la « troupe permanente », dans laquelle vous proposiez, mais où vous n'avez pas eu le *temps*, de procéder à une organisation rigoureusement systématique. (Souligné par nous.)

Etonnante logique ! Précisément parce que « la foule n'est pas avec nous », il est déraisonnable et inconvenant de proclamer « l'assaut » immédiat, car l'assaut est l'attaque d'une troupe permanente et non l'explosion spontanée d'une foule. Précisément parce que la foule *peut* broyer et refouler la troupe régulière, il faut absolument que notre travail d'« organisation rigoureusement systématique » dans la troupe permanente « marche aussi vite » que l'élan spontané, car plus nous aurons « pris le temps » de procéder à cette organisation, plus il y aura de chances pour que la troupe régulière ne soit pas broyée par la foule, mais qu'elle marche en avant, en tête de la foule. Nadiéjdine fait fausse route, parce qu'il se figure que cette troupe organisée systématiquement agit d'une façon qui la détache de la foule, alors qu'elle s'occupe exclusivement d'une agitation politique étendue et multiforme, c'est-à-dire d'un travail qui justement tend à *rapprocher et à fusionner en un tout* la force destructive spontanée de la foule et la force destructive consciente de l'organisation des révolutionnaires. La vérité, messieurs, c'est que vous rejetez la faute sur des innocents ; car c'est précisément le groupe *Svoboda* qui, en introduisant le terrorisme au *programme*, appelle par là même à créer une organisation de terroristes ; or une telle organisation empêcherait vraiment notre troupe de se rapprocher de la foule qui, malheureusement n'est pas encore avec nous, et, malheureusement ne nous demande pas ou nous demande très rarement quand et comment il faut ouvrir les hostilités.

« Nous ne verrons pas plus venir la révolution, continue Nadiéjdine à épouvanter l'*Iskra*, que nous n'avons vu venir les événements actuels, événements qui nous sont tombés comme une tuile sur la tête. » Cette phrase, avec

celles que nous avons citées plus haut, nous montre bien l'absurdité du « point de vue de la veille de la révolution » [Voir : *A la veille de la révolution*, p. 62.], imaginé par la *Svoboda*. Ce « point de vue » particulier se réduit, proprement, à proclamer qu'il est « maintenant » trop tard pour délibérer et se préparer. Mais alors, ô respectable ennemi de la « littérature », pourquoi avoir écrit 132 pages d'impression sur « les problèmes de théorie » [D'ailleurs, dans son *Coup d'œil sur les problèmes de théorie*, L. Nadiéjdine n'a presque rien dit de la théorie, sauf le passage suivant, extrêmement curieux du « point de vue de la veille de la révolution » : « La bernsteiniade, dans son ensemble, perd en ce moment de son acuité ; de même qu'il nous est parfaitement égal de savoir si M Adamovitch démontrera que M Strouvé a mérité la croix ou, inversement, si M. Strouvé, réfutant Adamovitch refusera de prendre sa retraite, — car l'heure décisive de la révolution approche » (p. 110.). Il serait difficile d'illustrer avec plus de relief l'insouciance sans bornes de L. Nadiéjdine pour la théorie. Nous avons proclamé être à la « veille de la révolution » ; c'est pourquoi il nous est « parfaitement égal » que les orthodoxes réussissent ou non à déloger définitivement les critiques de leur position !! Et notre homme sage ne remarque pas que c'est précisément pendant la révolution que nous aurons besoin des résultats de notre lutte théorique contre les critiques, pour combattre résolument leurs positions pratiques !] et de tactique » ? Ne pensez-vous pas que du « point de vue de la veille de la révolution » il eût mieux valu lancer 132.000 feuilles volantes avec ce bref appel : « Sus à l'ennemi ! »

Ceux qui risquent le moins de ne pas apercevoir la révolution sont précisément ceux qui mettent, comme le fait l'*Iskra*, l'agitation politique parmi tout le peuple, à la base de leur programme, de leur *tactique* et de leur *travail d'organisation*. Loin de n'avoir pas vu venir les événements du printemps, les gens qui dans toute la Russie s'occupent à tresser les fils d'une organisation rattachée à un journal pour toute la Russie, nous ont donné au contraire la possibilité de les prédire. Ils n'ont pas laissé passer non plus, sans les voir, les manifestations décrites dans les numéros 13 et 14 de l'*Iskra* : au contraire, comprenant fort bien leur devoir de seconder l'élan spontané de la foule, ils y ont participé et ont aidé en même temps, par leur journal, tous les camarades russes à se rendre compte du caractère de ces manifestations et à en utiliser l'expérience. S'ils sont encore vivants, ils verront venir la révolution qui exigera de nous, avant et par-dessus tout que nous ayons de l'expérience en matière d'agitation, que nous sachions soutenir (soutenir à la manière social-démocrate) toutes les protestations, diriger le mouvement spontané et le préserver des fautes de ses amis comme des embûches de ses ennemis !

Nous voilà arrivés à la dernière considération qui nous fait insister tout particulièrement sur un plan d'organisation autour d'un journal pour toute la Russie, par la collaboration de tous à ce journal commun. Seule une telle organisation assurera à l'organisation social-démocrate de combat la *souplesse* indispensable, c'est-à-dire la faculté de s'adapter immédiatement aux conditions les plus variées et rapidement changeantes de la lutte, la faculté « d'une part d'éviter la bataille en terrain découvert avec un ennemi numériquement supérieur, qui a concentré ses forces sur un seul point, et d'autre part, de profiter de l'incapacité manœuvrière de l'ennemi pour l'attaquer à l'endroit et au moment où il s'y attend le moins ». [Iskra, n° 4 « Par où commencer ? » — « Les révolutionnaires porteurs de culture, qui n'adoptent pas le point de vue de la veille de la révolution, ne se laissent nullement troubler par la longueur du travail », écrit Nadiéjdine (p 62). A ce sujet, nous ferons cette remarque : si nous ne savons pas élaborer une tactique politique, un plan d'organisation prévus absolument pour une très longue période et assurant, par le processus même de ce travail, l'aptitude de notre Parti à se trouver à son poste et à faire son devoir dans les circonstances les plus inattendues, si rapide que soit le cours des événements, nous ne serons que de pitoyables aventuriers politiques. Seul Nadiéjdine, qui d'hier s'intitule social-démocrate, peut oublier que la social-démocratie a pour but la transformation radicale des conditions de vie de l'humanité tout entière, et que, par suite, il n'est pas permis à un social-démocrate de se laisser « troubler » par la longueur du travail.] Ce serait une très grave erreur si, en bâtissant l'organisation du Parti, on ne comptait que sur des explosions et des combats de rues, ou sur « la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne ». Nous devons *toujours* faire notre travail quotidien et toujours être prêts à tout, parce que très souvent il est presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'explosion et des périodes d'accalmie ; et quand il est possible de les prévoir, on ne peut en tirer partie pour remanier l'organisation ; car dans un pays autocratique, la situation change du jour au lendemain : il suffit parfois d'un raid nocturne des janissaires tsaristes. Et l'on ne saurait (comme se l'imaginent apparemment les Nadiéjdine) se représenter la révolution elle-même sous la forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profonde. C'est pourquoi l'activité essentielle de notre Parti, le foyer de son activité doit être un travail qui est possible et nécessaire aussi bien dans les périodes des plus violentes explosions que dans celles de pleine accalmie, c'est-à-dire un travail d'agitation politique unifiée pour toute la Russie, qui mettrait en lumière tous les aspects de la vie et s'adresserait aux plus grandes masses. Or ce travail *ne saurait se concevoir* dans la Russie actuelle sans un journal intéressant le pays entier et paraissant très fréquemment. L'organisation qui se constituera d'elle-même autour de ce journal, l'organisation de ses *collaborateurs* (au sens large du mot, c'est-à-dire de tous ceux qui travaillent pour lui) sera prête à *tout*, aussi

bien à sauver l'honneur, le prestige et la continuité dans le travail du Parti aux moments de pire « dépression » révolutionnaire, qu'à préparer, fixer et réaliser l'*insurrection armée du peuple*.

Qu'on se représente en effet le cas, très courant chez nous, d'une rafle dans une ou plusieurs localités. Comme *toutes* les organisations locales ne travaillent pas à une *seule* œuvre régulière commune, ces rafles sont souvent suivies d'une suspension d'activité de plusieurs mois. Mais si toutes avaient une œuvre commune, il suffirait, même alors que le coup de filet serait très grave, de quelques semaines, à deux ou trois hommes énergiques, pour rattacher à l'organisme central les nouveaux cercles de jeunes, qui, on le sait, surgissent très rapidement, même aujourd'hui, et qui surgiraient et se mettraient en rapport avec ce centre encore plus vite, si cette œuvre commune, qui souffre des coups de filet, était bien connue de tous.

Qu'on se représente, d'autre part, une insurrection populaire. Tout le monde conviendra sans doute aujourd'hui que nous devons y songer et nous y préparer. Mais *comment* nous y préparer ? Vous ne voudriez tout de même pas qu'un Comité central désigne des agents dans toutes les localités pour préparer l'insurrection ? Si même nous avons un Comité central et qu'il prît cette mesure, il n'obtiendrait rien dans les conditions actuelles de la Russie. Au contraire, un réseau d'agents qui se serait formé de lui-même en travaillant à la création et à la diffusion d'un journal commun, ne devrait pas « attendre les bras croisés » le mot d'ordre de l'insurrection ; il accomplirait justement une œuvre régulière, qui lui garantirait en cas d'insurrection le plus de chances de succès. Œuvre qui renforcerait les liens avec les masses ouvrières les plus profondes et toutes les couches de la population mécontentes de l'autocratie, ce qui est si important pour l'insurrection. C'est en travaillant à cette œuvre qu'on apprendrait à apprécier exactement la situation politique générale, et par suite, à bien choisir le moment favorable pour l'insurrection. C'est cette œuvre qui apprendrait à *toutes* les organisations locales à réagir simultanément en face des problèmes, incidents ou événements politiques qui passionnent toute la Russie ; à répondre à ces « événements » de la façon la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle possible. Car enfin, l'insurrection est la « riposte » la plus énergique, la plus uniforme et la plus rationnelle faite par le peuple tout entier au gouvernement. C'est cette œuvre qui apprendrait enfin à toutes les organisations révolutionnaires, sur tous les points de la Russie, à entretenir entre elles les relations les plus régulières et en même temps les plus clandestines, relations qui créent l'unité *effective* du Parti et sans lesquelles il est impossible de débattre collectivement un plan d'insurrection, comme de prendre, à la veille de cette dernière, les mesures préparatoires nécessaires, qui doivent être tenues dans le plus strict secret.

En un mot, le « plan d'un journal politique pour toute la Russie » n'est pas une œuvre abstraite de personnes atteintes de doctrinarisme et d'esprit de littérature (comme ont pu le croire des gens qui n'y ont pas assez réfléchi) ; c'est au contraire le plan le plus pratique pour qu'on puisse, de tous côtés, se préparer aussitôt à l'insurrection, sans oublier un instant le travail ordinaire, quotidien.

CONCLUSION

L'histoire de la social-démocratie russe se divise nettement en trois périodes.

La première embrasse une dizaine d'années, de 1884 à 1894 environ. Cette période a vu naître et se fortifier la théorie et le programme de la social-démocratie. Les partisans de la nouvelle tendance en Russie se chiffraient par unités. La social-démocratie existait sans mouvement ouvrier ; elle en était, comme parti politique, à la période intra-utérine.

La deuxième période dure trois ou quatre ans, de 1894 à 1898. La social-démocratie vient au monde comme mouvement social, comme poussée des masses populaires, comme parti politique. C'est la période d'enfance et d'adolescence. Rapide comme une épidémie, l'engouement général pour la lutte contre les populistes se répand parmi les intellectuels, et ceux-ci vont aux ouvriers ; chez les ouvriers, c'est un engouement général pour les grèves. Le mouvement fait d'immenses progrès. La plupart des dirigeants, de tout jeunes hommes, étaient encore loin d'avoir atteint cet « âge de 35 ans » que M. Mikhaïlovski considérait comme une sorte de limite naturelle. Aussi, en raison de leur jeunesse, n'étaient-ils pas préparés au travail pratique et durent-ils quitter très vite la scène. Mais leur travail, la plupart du temps, eut une grande envergure. Beaucoup d'entre eux avaient commencé leur évolution révolutionnaire comme les partisans de la *Narodnaïa Volia*. Presque tous, dès la prime adolescence, s'étaient enthousiasmés pour les héros du terrorisme. Pour se soustraire à la séduction de cette tradition héroïque, il leur fallut lutter, rompre avec des hommes qui voulaient à tout prix rester fidèles à la *Narodnaïa Volia*, et que ces jeunes social-démocrates estimaient hautement. Cette lutte les obligea à s'instruire, à lire des œuvres illégales de toutes tendances, à s'occuper activement des problèmes du *populisme* légal. Formés dans cette lutte, les social-démocrates allèrent au mouvement ouvrier sans oublier « un instant » ni la théorie

marxiste qui les avait éclairés de sa lumière éclatante, ni la tâche du renversement de l'autocratie. La création du parti au printemps de 1898 fut l'acte le plus saillant, et en même temps, le *dernier* acte des social-démocrates de cette période.

La troisième période, comme nous l'avons vu, s'annonce dès 1897 et remplace définitivement la précédente en 1898 (1898 — ?). Période de dispersion, de désagrégation, d'erremments. La voix mue chez l'adolescent. Pendant cette période, la voix de la social-démocratie elle aussi s'est mise à muer, à sonner faux, — d'une part dans les œuvres de MM. Strouvé et Prokopovitch, Boulgakov et Berdiaév ; d'autre part, chez V. I... ne et R. M., chez B. Kritchevski et Martynov. Mais seuls les dirigeants allaient chacun de leur côté et reculaient : quant au mouvement, il continuait de croître et de faire d'immenses progrès. La lutte prolétarienne englobait de nouvelles couches d'ouvriers ; elle s'étendait à toute la Russie, contribuant indirectement à ranimer l'esprit démocratique parmi les étudiants et les autres catégories de la population. Mais la conscience des dirigeants avait fléchi devant la poussée spontanée, large et puissante ; dès lors, l'élément prédominant parmi les social-démocrates était représenté par des militants nourris presque uniquement de littérature marxiste « légale », d'autant plus insuffisante que la spontanéité de la masse exigeait d'eux une plus grande conscience. Non seulement les dirigeants retardaient au point de vue théorique (« liberté de critique ») comme au point de vue pratique (« primitivisme »), mais ils s'efforçaient de justifier leur retard par toute sorte de raisons supérieures. Le social-démocratie était ravalé au niveau du trade-unionisme, tant par les brentaniens de la littérature légale que par les « suiveurs » de la littérature illégale. Le programme du *Credo* commençait à se réaliser, surtout lorsque le « primitivisme » des social-démocrates ranima les tendances révolutionnaires non social-démocrates.

Et si le lecteur me reproche de m'être trop longuement occupé d'un journal comme le *Rabotchéïé Diélo*, je répondrai : Si le *Rabotchéïé Diélo* a acquis une importance « historique », c'est qu'il a reflété le plus vivement « l'esprit » de cette troisième période. [*Je pourrais également répondre par le proverbe allemand : « Den Sack schlägt man, den Esel meint man » (On bat le chien devant le lion). Le Rabotchéïé Diélo n'a pas été le seul à s'engouer pour la « critique » en vogue ; il y avait aussi la grande masse des praticiens et des théoriciens, qui se sont empêtrés dans le problème de la spontanéité, ont dévié de la conception social-démocrate de nos tâches politiques et d'organisation vers la conception trade-unioniste.*] Ce n'est pas R. M., conséquent avec lui-même, mais les Kritchevski et les Martynov tournant à tous les vents, qui pouvaient exprimer véritablement la dispersion et les errements, l'empressement à faire des concessions et à la « critique », et à « l'économisme », et au terrorisme. Ce qui caractérise cette période, ce n'est pas le mépris hautain manifesté pour la pratique par un adorateur de l'« absolu » c'est le praticisme mesquin allié à une totale insouciance de la théorie. Les héros de cette période avilissaient les « grands mots » plutôt qu'ils ne les niaient : avec eux le socialisme scientifique cessait d'être une théorie révolutionnaire intégrale, pour se transformer en une mixture diluée « librement » avec l'eau claire de chaque nouveau manuel allemand ; le mot d'ordre de « lutte de classes » n'incitait pas à une action toujours plus large et toujours plus énergique, mais servait d'émollient. Car, disait-on, « la lutte économique est indissolublement liée à la lutte politique » ; l'idée de parti n'appelait pas à créer une organisation révolutionnaire de combat, mais justifiait une sorte de « bureaucratisme révolutionnaire » et un entraînement puéril pour les formes « démocratiques ».

Quand la troisième période fera-t-elle place à la quatrième (qu'annoncent déjà, en tout cas, de nombreux présages) ? Nous l'ignorons. Du domaine de l'histoire, nous passons ici dans le domaine du présent et, partiellement, dans celui de l'avenir. Mais nous croyons fermement que la quatrième période aboutira à consolider le marxisme militant ; que la social-démocratie russe sortira de sa crise fortifiée et plus virile ; que l'arrière-garde des opportunistes sera « relevée » par l'avant-garde véritable de la classe la plus révolutionnaire.

Appelant à effectuer cette « relève » et résumant tout ce qui vient d'être exposé plus haut, nous pouvons, à la question : Que faire ? répondre brièvement :

En finir avec la troisième période.

Publié en volume à Stuttgart en 1902.

UN PAS EN AVANT, DEUX PAS EN ARRIÈRE

(LA CRISE DANS NOTRE PARTI)

PRÉFACE A LA PREMIÈRE ÉDITION

Lorsqu'une lutte prolongée, opiniâtre et ardente se poursuit, il arrive d'ordinaire un moment où les points litigieux centraux et essentiels commencent à apparaître, dont la solution déterminera l'issue définitive de la campagne et auprès desquels les menus et insignifiants épisodes de la lutte sont de plus en plus refoulés à l'arrière-plan.

Il en est ainsi de la lutte, qui se livre au sein de notre Parti et qui, depuis six mois déjà, fixe l'attention de tous les membres du Parti. Précisément parce qu'il m'a fallu dans l'étude que je présente au lecteur sur l'ensemble de la lutte, faire allusion à quantité de détails [*Omis dans la présente édition.*] d'un intérêt insignifiant et à de nombreuses querelles mesquines n'offrant au fond aucun intérêt, je voudrais dès le début attirer l'attention du lecteur sur deux points vraiment centraux, essentiels, d'un intérêt éminent et d'une portée historique incontestable ; questions politiques les plus urgentes qui figurent à l'ordre du jour de notre Parti.

La première de ces questions concerne la signification politique de la division de notre Parti en « majorité » et « minorité », division qui se fit au deuxième congrès du Parti et qui relégua bien loin en arrière toutes les divisions antérieures des social-démocrates russes.

La deuxième question concerne la signification de principe de la position de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation, pour autant qu'il s'agisse vraiment d'une position de principe.

La première question est celle du point de départ de la lutte dans notre Parti, de son origine, de ses causes, de son caractère politique fondamental. La deuxième question est celle du résultat final de cette lutte, de son issue, du bilan que l'on obtient en additionnant tout ce qui a trait aux principes et en soustrayant tout ce qui a trait aux mesquines querelles. La première question se résout par une analyse de la lutte au congrès du Parti ; la deuxième, par l'analyse du nouveau contenu doctrinal de la nouvelle *Iskra*. L'une et l'autre de ces analyses, qui constituent les neuf dixièmes de ma brochure, mènent à cette conclusion que la « majorité » est l'aile révolutionnaire de notre Parti, et la « minorité » en est l'aile opportuniste ; les divergences qui séparent actuellement ces deux ailes concernent surtout les problèmes d'organisation, et non les questions de programme ou de tactique ; le nouveau système de conceptions qui, dans la nouvelle *Iskra*, apparaît d'autant plus clairement qu'elle s'efforce d'accentuer sa position et que celle-ci s'épure de toutes ces vaines querelles sur la cooptation, c'est de l'opportunisme dans les problèmes d'organisation.

Le principal défaut de la littérature dont nous disposons sur la crise dans notre Parti est, en ce qui concerne l'étude et l'interprétation des faits, l'absence à peu près totale d'une analyse des procès-verbaux du congrès, et en ce qui touche la mise en lumière des principes fondamentaux du problème d'organisation, c'est le manque d'analyse sur le lien qui existe indéniablement entre l'erreur essentielle des camarades Martov et Axelrod dans la manière de formuler le premier paragraphe des statuts du Parti et de défendre cette formule d'une part, et d'autre part, tout le « système » (pour autant qu'il puisse être question, ici, d'un système) des principes actuels de l'*Iskra* dans la question d'organisation. Visiblement, la nouvelle rédaction de l'*Iskra* ne remarque même pas ce lien, quoique l'importance de la discussion sur le paragraphe premier ait été signalée maintes fois dans les publications de la « majorité ». Aujourd'hui les camarades Axelrod et Martov ne font en réalité qu'aggraver, développer et étendre leur erreur initiale sur le paragraphe premier. En réalité, toute la position des opportunistes en matière d'organisation s'est révélée déjà dans la discussion sur le paragraphe premier : leur soutien d'une organisation du Parti déliquescence et manquant de cohésion, leur hostilité envers l'idée (l'idée « bureaucratique ») de l'édification du Parti de haut en bas, en partant du Congrès du Parti et des organismes créés par lui, leur tendance à procéder de bas en haut, en permettant à tout professeur, à tout collégien et à « tout gréviste » de se déclarer membre du Parti, leur hostilité à l'égard du « formalisme » qui exige d'un membre du Parti qu'il appartienne à une organisation reconnue par le Parti, leur inclination pour la mentalité d'intellectuel bourgeois prêt à « ne reconnaître que platoniquement les rapports d'organisation », leur penchant pour la profondeur d'esprit opportuniste et les phrases anarchistes, leur tendance vers l'autonomisme contre le centralisme ; en un mot, tout ce qui fleurit aujourd'hui avec tant de luxuriance dans la nouvelle *Iskra*, en contribuant de plus en plus à élucider à fond et d'une manière évidente l'erreur initiale.

Quant aux procès-verbaux du congrès du Parti, la négligence vraiment imméritée dont ils sont l'objet ne peut provenir que de ce que nos discussions sont envenimées par de vaines querelles, et peut-être encore de ce que ces procès-verbaux contiennent trop de dures vérités. Les procès-verbaux du congrès du Parti offrent l'image de la situation véritable dans notre Parti, image unique en son genre, incomparable par son exactitude, sa plénitude, sa diversité, sa richesse et son authenticité, — une image des conceptions, de l'état d'esprit et des plans, tracée par les participants mêmes du mouvement, une image reflétant les nuances politiques dans le Parti et montrant leur force relative, leur jeu réciproque et leur lutte. Les procès-verbaux du congrès du Parti, et eux seuls, nous montrent dans quelle mesure nous avons véritablement réussi à balayer toutes les survivances des vieux liens qui nous attachaient au système des cercles de propagande, et à leur substituer un seul grand lien, celui du Parti. Tout membre du Parti désireux de participer consciemment aux affaires de son Parti est tenu d'étudier avec soin notre congrès du Parti. Je dis bien : étudier, car la simple lecture de la quantité de matériaux bruts que renferment les procès-verbaux est insuffisante pour donner une image du congrès. Ce n'est que par une étude minutieuse et personnelle que l'on peut (et que l'on doit) arriver à ce que les résumés succincts des discours, les extraits secs des débats, les petites controverses sur des questions secondaires (secondaires en apparence) se fondent en un tout ; et que le profil de chaque orateur marquant apparaisse comme vivant devant les membres du Parti ; que la physionomie politique de chacun des groupes de délégués au congrès du Parti se révèle avec précision. L'auteur de ces lignes estimera que son travail n'aura pas été vain s'il réussit à donner au moins une impulsion à l'étude, vaste et personnelle, des procès-verbaux du congrès du Parti.

Encore un mot sur les adversaires de la social-démocratie. Ils exultent et font les pitres à la vue de nos discussions ; évidemment, ils s'efforceront, pour les faire servir à leurs fins, de brandir tels passages de ma brochure consacrée aux défauts et aux lacunes de notre Parti. Les social-démocrates russes sont déjà suffisamment rompus aux batailles pour ne pas se laisser troubler par ces coups d'épingle, pour poursuivre, malgré cela, leur travail d'autocritique et continuer à dévoiler sans ménagement leurs propres lacunes qui seront comblées nécessairement et sans faute par la croissance du mouvement ouvrier. Que messieurs nos adversaires essaient donc de nous offrir de la situation *véritable* de leurs propres « partis », une image qui ressemblerait même de loin à celle que présentent les procès-verbaux de notre deuxième congrès !

N. Lénine
Mai 1904

a) LA PRÉPARATION DU CONGRÈS

Dès le début, dans une Communication datant de 1900 et qui avait précédé la publication du journal, *l'Iskra* déclarait qu'avant de nous unir il fallait nous délimiter. *L'Iskra* s'est attachée à faire de la conférence de 1902 une réunion privée, et non point un congrès du Parti. [Voir les procès-verbaux du deuxième congrès, p. 20.] *L'Iskra* a agi avec beaucoup de circonspection dans l'été et l'automne de 1902, lorsqu'elle renouvela le Comité d'organisation⁸⁸ élu à cette conférence. Finalement, le travail de démarcation fut accompli, nous l'avons tous reconnu nous-mêmes. Le Comité d'organisation a été constitué tout à la fin de 1902. *L'Iskra* salue sa consolidation et déclare — dans son *éditorial* du n° 32 — que la réunion du congrès du Parti est d'une nécessité *des plus urgentes*, des plus immédiates. Aussi, ce qu'on peut nous reprocher le moins, c'est d'avoir précipité la convocation du deuxième congrès. Nous nous sommes laissés guider par cette règle : regarder à deux fois avant de décider.

b) L'IMPORTANCE DES GROUPEMENTS AU CONGRÈS

Quelle fut donc la tâche principale du congrès ? Celle de créer un parti *véritable* sur les principes et les bases d'organisation qui avaient été formulés et élaborés par *l'Iskra*. Que le congrès dût travailler justement dans ce sens, la chose avait été déterminée d'avance par les trois années d'activité de *l'Iskra* et du fait que celle-ci avait été reconnue par la majorité des comités. Le programme et l'orientation de *l'Iskra* devaient devenir le programme et l'orientation du Parti ; les plans de *l'Iskra* en matière d'organisation devaient être consacrés par les statuts d'organisation du Parti. Mais il va de soi qu'un tel résultat ne pouvait être obtenu sans lutte : la plénitude de représentation au congrès assura aussi la présence d'organisations qui avaient combattu résolument *l'Iskra* (le Bund et le *Rabotchéïé Diélo*), ainsi que d'organisations qui, tout en reconnaissant verbalement *l'Iskra* comme organe dirigeant, poursuivaient en fait leurs propres plans et se distinguaient par leur manque de stabilité au point de vue des principes (le groupe *l'Ouvrier du Sud* et les délégués de certains comités rattachés à lui). Dans ces conditions, le congrès ne pouvait manquer de devenir *un champ de bataille pour la victoire de la tendance de l'Iskra*. Que le congrès ait été réellement un champ de bataille, c'est ce qui apparaîtra clairement pour quiconque lira avec un peu d'attention les procès-verbaux. Notre tâche à nous est de suivre scrupuleusement les principaux

groupes qui se sont révélés au congrès dans les diverses questions et de rétablir, d'après les données précises des procès-verbaux, la physionomie politique de chacun de ces groupes essentiels du congrès. Qu'étaient précisément ces groupes, tendances et nuances qui devaient, sous la direction de *l'Iskra*, fusionner au congrès pour former un seul parti ? Voilà ce que nous devons montrer par une analyse des débats et du vote. Elucider ce point est d'une importance cardinale aussi bien pour établir ce que sont en réalité nos social-démocrates, que pour comprendre la cause des divergences.

c) DÉBUT DU CONGRÈS. L'INCIDENT DU COMITÉ D'ORGANISATION

Le mieux, pour faire l'analyse des débats et des votes du congrès, c'est de suivre l'ordre des séances et de noter successivement toutes les nuances politiques qui se dessinent toujours plus nettes. Nous ne nous écarterons de l'ordre chronologique qu'en cas de nécessité absolue pour examiner ensemble certaines questions étroitement liées ou certains groupements de même nature. Pour plus d'impartialité nous tâcherons de noter *tous* les votes importants, en laissant naturellement de côté une quantité de votes sur des questions de détail, qui ont pris à notre congrès énormément de temps (en partie à cause de notre inexpérience et de la mauvaise répartition de la matière entre les commissions et les séances plénières, en partie par suite de retards voulus confinés à l'obstruction).

La première question ayant suscité des débats qui révélèrent diverses nuances, fut celle de la place à donner (dans l'« ordre du jour » du congrès) au point suivant : « la position du Bund dans le Parti » (pp. 29-33 des procès-verbaux). Du point de vue des iskristes, défendu par Plékhanov, Martov, Trotski et moi, il ne pouvait y avoir aucun doute à ce sujet. L'abandon du Parti par le Bund a montré à l'évidence la justesse de notre point de vue : si le Bund n'a pas voulu marcher avec nous, ni admettre les principes d'organisation que partageait, avec *l'Iskra*, la majorité du Parti, il était inutile et contraire au bon sens d'« affecter » de marcher ensemble, et de faire traîner ainsi le congrès (comme l'ont fait les bundistes). Nos publications avaient déjà éclairé le problème, et il était évident pour tout membre un peu réfléchi du Parti qu'il ne restait qu'à poser ouvertement la question et à faire le choix en toute franchise et loyauté : autonomie (on marche ensemble) ou fédération (on se sépare).

Evasifs dans toute leur politique, les bundistes ont voulu ici encore se dérober, en retardant le règlement de la question. Le camarade Akimov se joint à eux : il formule aussitôt, probablement au nom de tous les partisans du *Rabotchéïé Diélo*, leurs divergences avec *l'Iskra* sur le terrain d'organisation (p. 31 des procès-verbaux). Du côté du Bund et du *Rabotchéïé Diélo* se place le camarade Makhov (deux voix du Comité de Nikolaïev qui, peu avant, s'était déclaré solidaire de *l'Iskra* !). Pour le camarade Makhov la question n'est pas claire du tout, et le « point névralgique » pour lui, c'est aussi la « question de la structure démocratique ou, au contraire [remarquez-le bien!], du centralisme ».

Ainsi, contre les iskristes s'élèvent le Bund, le *Rabotchéïé Diélo* et le camarade Makhov, réunissant ensemble les dix voix qui se sont prononcées contre nous (p. 33). 30 voix se sont prononcées *pour*, et c'est, comme nous le verrons tout à l'heure, autour de ce chiffre que balancent souvent les voix des iskristes. Onze voix se sont abstenues, ne se ralliant visiblement ni à l'un ni à l'autre des « partis » en lutte. Il est intéressant de noter que, au moment du vote sur le § 2 des statuts du Bund (le rejet du § 2 a provoqué le départ du Bund), votes et abstentions étaient également au nombre de 10 (p. 289 des procès-verbaux) ; et ce sont les 3 membres du *Rabotchéïé Diélo* (Brouker, Martynov et Akimov) et le camarade Makhov qui se sont abstenus. Il est évident que le vote sur la *place* à réserver à la question du Bund a donné un groupement qui *n'avait rien d'accidentel*. Il est évident que tous ces camarades étaient en désaccord avec *l'Iskra*, non seulement sur ce point technique de l'ordre de succession, mais aussi *sur le fond*.

Après le vote sur la place réservée dans l'ordre du jour à la question du Bund, s'est posée la question du groupe *Borba* [Lutte], qui a amené elle aussi à un groupement fort intéressant ; cette question est d'ailleurs étroitement liée à la question la plus « délicate » du congrès : la composition personnelle des institutions centrales. La commission chargée de déterminer la composition du congrès se prononce contre l'invitation du groupe *Borba*, conformément à une décision *deux fois répétée* du Comité d'organisation (v. pp. 383 et 375 du procès-verbal) et au rapport de ses *représentants à la commission* (p. 35).

Le camarade Iégorov, *membre du Comité d'organisation*, déclare que « la question de la *Borba* [remarquez-le bien: de la *Borba*, et non de tel ou tel de ses membres] est nouvelle pour lui », et il demande une suspension de séance. Comment se fait-il qu'une question deux fois tranchée par le Comité d'organisation pût être nouvelle pour un de ses membres ? Mystère. Pendant l'interruption, le Comité d'organisation, tel que par hasard il se trouvait présent au congrès (plusieurs de ses membres, vieux membres de *l'Iskra*, étaient absents), se réunit en séance (p. 40 du procès-verbal). Les débats s'ouvrent sur la *Borba*. Les partisans du *Rabotchéïé Diélo* se

prononcent pour (Martynov, Akimov et Brouker, pp. 36-38). Les iskristes (Pavlovitch, Sorokine, Lange, Trotski, Martov, etc.) se prononcent contre. Le congrès se divise à nouveau de la façon que l'on sait déjà. La lutte autour de la *Borba* s'engage, opiniâtre ; le camarade Martov prononce un discours particulièrement circonstancié (p. 38) et « agressif ». Signalant très justement « l'inégalité de la représentation » des groupes russes et des groupes de l'étranger, il estime qu'il n'est guère « bon » d'accorder au groupe de l'étranger un « privilège » (paroles d'or, particulièrement instructives aujourd'hui, après les événements qui ont suivi le congrès !). Il indique qu'il ne faut pas encourager « le chaos en matière d'organisation, caractérisé par un morcellement que ne justifie aucune considération de principe ».

En dehors des partisans du *Rabotchéï Diélo*, personne jusqu'à la clôture de la liste des orateurs, ne s'est prononcé ouvertement et de façon motivée en faveur de la *Borba* (p. 40).

Après la clôture de la liste des orateurs, alors qu'on ne peut plus se prononcer sur *le fond*, le camarade Iégorov « demande avec insistance que soit entendue la décision qui vient d'être adoptée par le Comité d'organisation ». Rien d'étonnant si les membres du congrès s'indignent d'un pareil procédé, et si le camarade Plékhanov qui préside « s'étonne que le camarade Iégorov puisse insister sur sa demande ». De deux choses l'une : il faut ou bien se prononcer franchement et nettement devant tout le congrès sur le fond de la question, ou bien ne pas se prononcer du tout. Mais laisser d'abord clore la liste des orateurs, pour ensuite, sous prétexte de « discours de conclusion », présenter au congrès une *nouvelle* motion du Comité d'organisation, précisément sur la question que l'on vient de discuter, c'est un vrai coup de Jarnac !

La séance est reprise l'après-midi, et le bureau, toujours perplexe, décide de s'écarter de la « forme » et de recourir à un dernier moyen, dont on ne se sert dans les congrès qu'à la dernière extrémité : une « explication amicale ». Popov, représentant du Comité d'organisation, donne lecture de la décision du C.O., adoptée par tous ses membres contre un seul, Pavlovitch (p. 43), et proposant au congrès d'inviter Riazanov.

Pavlovitch déclare qu'il nie la légitimité de la réunion du Comité d'organisation ; que la nouvelle décision du C.O. « contredit sa décision précédente ». Cette déclaration déchaîne une tempête. Le camarade Iégorov, également membre du C.O. et membre du groupe l'*Ouvrier du Sud*, évite de répondre sur le fond de la question et essaye de faire dévier le débat vers la discipline. Pavlovitch aurait violé la discipline du Parti (!) puisque le C.O. après avoir examiné sa protestation, avait résolu « de ne pas porter à la connaissance du congrès l'opinion personnelle de Pavlovitch ». Les débats dévient sur la discipline du Parti. Et Plékhanov, aux vifs applaudissements du congrès, fait la leçon au camarade Iégorov : « *Nous ne reconnaissons pas de mandats impératifs* » (p. 42, cf. page 379, Règlement du congrès, paragraphe 7 ; « Les pouvoirs des délégués ne doivent pas être limités par des mandats impératifs. Dans l'exercice de leurs pouvoirs, ils sont complètement libres et indépendants »). « Le congrès est l'instance suprême du Parti. » Donc, celui-là transgresse la discipline du Parti et le règlement du congrès qui, d'une façon ou d'une autre, empêche un délégué de s'adresser *directement* au congrès sur *toutes* les questions de la vie du Parti, sans réserve ni exception. La controverse se ramène par conséquent au dilemme : cercles ou Parti ? Limitation des droits des délégués au congrès, au nom de droits ou règlements imaginaires de toutes sortes de collèges ou cercles, ou dissolution *complète* non seulement verbale mais effective, devant le congrès, de *toutes* les instances inférieures, des anciens petits groupes, jusqu'à ce que soient créés de véritables organismes du Parti, Le lecteur voit d'ici l'immense signification de principe de cette discussion au début même (troisième séance) d'un congrès qui s'était proposé de reconstituer pratiquement le Parti. Dans ce débat s'est concentré pour ainsi dire le conflit entre les anciens cercles et petits groupes (dans le genre de l'*Ouvrier du Sud*) et le Parti renaissant. Et les groupes anti-iskristes de se manifester aussitôt : le bundiste Abramson, le camarade Martynov, ardent allié de l'actuelle rédaction de l'*Iskra*, et notre vieille connaissance, le camarade Makhov, — tous se prononcent pour Iégorov et le groupe l'*Ouvrier du Sud* contre Pavlovitch. Le camarade Martynov qui, aujourd'hui, rivalise d'ardeur avec Martov et Axelrod, pour afficher son « démocratisme » en matière d'organisation, évoque même... l'armée, où l'on ne peut en appeler à une instance supérieure que par l'intermédiaire de l'instance inférieure !! Le vrai sens de cette opposition anti-iskriste « compacte » était limpide pour tous ceux qui assistaient au congrès ou qui avaient suivi avec attention la vie intérieure de notre Parti avant le congrès. L'objectif de l'opposition (objectif dont tous les membres n'avaient peut-être pas toujours conscience et que parfois ils soutenaient par inertie) était de défendre l'indépendance, le particularisme, les intérêts de paroisse des petits groupes, contre leur absorption par un large parti, fondé sur les principes de l'*Iskra*.

C'est de ce point de vue que le camarade Martov, qui en ce temps-là n'était pas encore allié à Martynov, a lui aussi abordé la question. Le camarade Martov se gendarme délibérément, et avec juste raison, contre ceux qui, « dans leur conception de la discipline du Parti, ne vont pas au delà des obligations du révolutionnaire envers le

groupe d'ordre *inférieur* dont il est membre ». « Aucun groupement *par contrainte* [l'italique est de Martov] n'est admissible dans un parti unifié », déclare-t-il aux champions du régime des petits cercles, sans prévoir que par ces mots il fustige sa propre conduite politique à la fin du congrès et après le congrès ...

d) DISSOLUTION DU GROUPE *L'OUVRIER DU SUD*

La répartition des voix dans la question du Comité d'organisation peut sembler fortuite. Mais une telle opinion serait erronée, et pour la dissiper nous nous écarterons de l'ordre chronologique et examinerons tout de suite un incident qui, bien que s'étant produit à la fin du congrès, est très étroitement lié au précédent. Cet incident, c'est la dissolution du groupe *L'Ouvrier du Sud*. Contre la tendance iskriste en matière d'organisation — cohésion parfaite des forces du Parti et suppression du chaos qui les fractionne en les dispersant — se sont affirmés ici les intérêts d'un des groupes, lequel, tant qu'il n'y avait pas de parti véritable, avait fait œuvre utile, mais s'est trouvé être superflu après la centralisation du travail. Si l'on ne tient compte que des intérêts de cercle, le groupe *L'Ouvrier du Sud* avait autant de droits que l'ancienne rédaction de *l'Iskra* à conserver sa « continuité » et son inviolabilité. Mais si l'on tient compte des intérêts du Parti, ce groupe devait se soumettre à la répartition de ses forces « dans les organisations correspondantes du Parti » (p. 313, fin de la résolution adoptée par le congrès). Du point de vue des intérêts de cercle, du point de vue du « philistin », c'était forcément « chose délicate » (expression des camarades Roussov et Deutsch) que la dissolution d'un groupe utile qui, pas plus que l'ancienne direction de *l'Iskra*, ne voulait se laisser dissoudre. Du point de vue des intérêts du Parti, c'était chose indispensable que cette dissolution, cette « résorption » dans le Parti (expression de Goussev). Le groupe *L'Ouvrier du Sud* déclara tout net qu'il « n'estimait pas utile » de se proclamer dissous et qu'il exigeait « que le congrès se prononçât catégoriquement », et cela « immédiatement : oui ou non ». Là-dessus le groupe *L'Ouvrier du Sud* invoqua cette même « continuité » à laquelle en appelait la vieille rédaction de *l'Iskra* ... après sa dissolution ! « Bien que nous tous — chacun pris à part — formions un parti unique, dit le camarade Légorov, ce parti n'en est pas moins composé de toute une série d'organisations, avec lesquelles il faut compter *comme avec des grandeurs historiques*... Si une semblable organisation *n'est pas nuisible au Parti, il est inutile de la dissoudre*. »

Ainsi une importante question *de principe* a été posée de façon très précise, et tous les iskristes — tant que les intérêts de leur propre cercle n'ont pas pris le dessus — se sont catégoriquement prononcés contre les éléments instables (à ce moment les bundistes et deux des membres du *Rabotchéïé Diélo* n'étaient plus au congrès ; très certainement ils auraient soutenu avec la dernière énergie la nécessité de « compter avec les grandeurs historiques »). Le vote donna 31 pour, 5 contre et 5 abstentions (les quatre voix des membres du groupe *L'Ouvrier du Sud*, plus une voix, probablement celle de Bélov, à en juger par ses précédentes déclarations, p. 308). Un groupe de 10 voix, nettement hostile au plan d'organisation conséquent de *l'Iskra* et défendant le principe des cercles contre celui d'un parti, se dessine très nettement. Au cours des débats, les iskristes posent cette question justement sur le terrain des principes (voir le discours de Lange, p. 315) ; ils se prononcent contre le primitivisme et la dispersion, se refusent à tenir compte des « sympathies » de telle ou telle organisation ; ils déclarent ouvertement : « Si les camarades de *L'Ouvrier du Sud*, il y a une année ou deux, s'en étaient plus strictement tenus aux principes, l'unification du Parti et le triomphe des principes du programme que nous avons sanctionnés ici, auraient été obtenus plus tôt. » Dans le même esprit se prononcent Orlov et Goussev, et Liadov, et Mouraviev, et Roussov, et Pavlovitch, et Glébov et Gorine. Les iskristes de la « minorité » non seulement ne se dressent pas contre ces plaintes précises, plusieurs fois présentées au congrès, au sujet de l'insuffisante fermeté de principe de la politique et de la « ligne » de *L'Ouvrier du Sud*, de Makhov et des autres ; non seulement ils ne font pas la moindre réserve à ce sujet, mais au contraire, en la personne de Deutsch, ils s'y associent résolument, condamnant le « chaos » et approuvant « la franchise avec laquelle la question avait été posée » (p. 315) par le camarade Roussov.

La question de la dissolution de *L'Ouvrier du Sud* a provoqué chez ce groupe une indignation terrible, dont les traces demeurent au procès-verbal (il ne faut pas oublier que les procès-verbaux ne donnent qu'une pâle image des débats, car au lieu des discours complets, ils ne fournissent que de brefs résumés ou extraits). Le camarade Légorov a même qualifié de « mensonge » la simple mention du groupe *Rabotchaïa Mysl* à côté de *L'Ouvrier du Sud*, — illustration saisissante de l'attitude qui dominait au congrès envers l'économisme conséquent. Et même beaucoup plus tard, à la 37^e séance, Légorov parle de la dissolution de *L'Ouvrier du Sud* avec la plus grande irritation (p. 356) ; il demande qu'on inscrive au procès-verbal que, lors des débats sur *L'Ouvrier du Sud*, les membres de ce groupe n'ont été consultés ni sur les ressources à affecter aux éditions, ni sur le contrôle de l'organe central et du Comité central. Le camarade Popov, pendant les débats à propos de *L'Ouvrier du Sud*, fait allusion à la majorité compacte qui aurait décidé d'avance du sort de ce groupe. « *Maintenant*, dit-il (p. 316), *après les discours des camarades Goussev et Orlov, tout est clair*. » Le sens de ces paroles est net : maintenant

que les iskristes se sont prononcés et ont présenté une résolution, tout est clair, c'est-à-dire qu'il est clair que l'Ouvrier du *Sud* sera dissous, contre sa volonté.

e) L'INCIDENT A PROPOS DE L'ÉGALITÉ DES LANGUES

Reprenons l'ordre des séances du congrès.

Nous avons pu nous convaincre maintenant qu'avant même qu'on ait passé à l'examen des questions, quant au fond, il s'était dessiné au congrès non seulement un groupe bien défini d'anti-iskristes (8 voix), mais aussi un groupe d'éléments intermédiaires, instables, prêts à soutenir ces 8 et à les porter jusqu'à 16-18 environ.

La question de la place du Bund dans le Parti, débattue au congrès avec trop, beaucoup trop de détails, s'est réduite à l'adoption d'une thèse de principe, la solution pratique étant remise jusqu'à l'examen des liens d'organisation. Attendu que dans Les publications d'avant le congrès une assez grande place avait été réservée à l'étude des questions s'y rapportant, la discussion au congrès même n'a pas donné grand'chose de nouveau. Toutefois l'on ne peut s'empêcher de marquer que les partisans du *Rabotchéïé Diélo* (Martynov, Akimov et Brouker), tout en acquiesçant à la résolution de Martov, ont fait cette réserve qu'ils la trouvaient insuffisante, et qu'ils n'étaient pas d'accord sur les conclusions qui en découlaient (pp. 69, 73, 83, 86).

De la question du Bund, le congrès est passé à celle du programme. Les débats ont ici principalement roulé sur des amendements de détail offrant peu d'intérêt. Du point de vue des principes, l'opposition anti-iskriste ne s'est manifestée que dans la campagne du camarade Martynov contre la fameuse question de la spontanéité et de la conscience. Naturellement les bundistes et les membres du *Rabotchéïé Diélo*, au grand complet, se déclarèrent pour Martynov. L'inconsistance de ses objections a été démontrée, entre autres, par Martov et Plékhanov. A titre de curiosité, nous indiquerons qu'aujourd'hui la rédaction de l'*Iskra* a passé du côté de Martynov et dit le contraire de ce qu'elle disait au congrès !

Laissons de côté les débats sur la reconnaissance de l'*Iskra* comme organe central et le commencement des débats sur les statuts (il sera plus commode d'en traiter lors de l'examen des statuts dans leur ensemble), et passons aux nuances de principe apparues dans la discussion du programme. Soulignons avant tout un détail des plus caractéristiques : les débats sur la représentation proportionnelle. Le camarade Iégorov de l'*Ouvrier du Sud* proposait de l'introduire dans le programme et défendait son point de vue d'une façon telle qu'il s'attira une juste remarque de Possadovski (iskriste de la minorité) sur une « sérieuse divergence ». « Il est certain, déclare le camarade Possadovski, que nous ne sommes pas d'accord sur un point essentiel : *faut-il soumettre notre politique future à tels ou tels grands principes démocratiques auxquels nous accorderons une valeur absolue*, ou bien tous les principes démocratiques doivent-ils être subordonnés uniquement aux intérêts de notre Parti ? Je me prononce catégoriquement pour ce dernier point de vue. » Plékhanov « se solidarise entièrement » avec Possadovski, et s'élève en termes encore plus précis et plus catégoriques contre « la valeur absolue des principes démocratiques », contre leur interprétation « abstraite ». « Nous pouvons envisager l'hypothèse, dit-il, où nous, social-démocrates, nous nous prononcerons contre le suffrage universel. Il fut un temps où la bourgeoisie des républiques italiennes privait de leurs droits politiques les personnes appartenant à la noblesse. Le prolétariat révolutionnaire pourrait limiter les droits politiques des classes supérieures, de même que celles-ci ont jadis limité ses droits politiques à lui. » Le discours de Plékhanov est accueilli par des applaudissements et des huées. Et, comme il proteste contre le *Zwischenruf* : « Il n'y a pas de quoi huer », et prie les camarades de ne pas se gêner, le camarade Iégorov se lève et dit : « Du moment que de pareils discours provoquent des applaudissements, j'estime de mon devoir de les accueillir par des huées. » Avec le camarade Goldblatt (délégué du Bund), le camarade Iégorov se prononce contre les vues de Possadovski et de Plékhanov. Malheureusement, les débats furent clos et la question ainsi soulevée à leur occasion fut escamotée.

Les divergences sont apparues d'une façon encore plus frappante dans la question de « l'égalité des langues » (p. 171 et suivantes du procès-verbal). Sur ce point, les débats sont moins éloquentes que les votes : en faisant le compte, on arrive au chiffre incroyable de *seize* ! Pourquoi cela ? Pour savoir s'il suffit de marquer dans le programme l'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, etc., *et de la langue*, ou s'il faut dire : « liberté de la langue » ou « égalité des langues » ? Au congrès de la Ligue, le camarade Martov a assez bien caractérisé cet épisode en disant qu'« une discussion insignifiante sur la rédaction d'un point du programme avait pris une importance de principe, parce que la moitié du congrès était prête à renverser la commission du programme ». C'est tout à fait cela. Le prétexte du conflit était réellement sans importance ; néanmoins celui-ci a pris un vrai caractère *de principe*, et, partant, des formes effroyablement acharnées, allant : jusqu'à la tentative de « renverser » la commission du programme, jusqu'à suspecter de vouloir « *tromper le congrès* » (ce dont Iégorov

souçonnait Martov !), jusqu'à des échanges d'observations personnelles de la nature la plus... injurieuse (p. 178). Le camarade Popov a même « exprimé son regret de voir, à propos de vétilles, se créer une *pareille atmosphère* » (c'est moi qui souligne, p. 182), atmosphère qui régna durant 3 séances (16, 17 et 18).

Toutes ces expressions sont éminemment précises ; elles dénotent résolument ce fait expressif que l'atmosphère de « suspicion » et de formes de lutte des plus acharnées (le « renversement »), atmosphère dont la création fut plus tard, au congrès de la Ligue, imputée à la majorité des iskristes ! — existait en réalité *bien avant que nous fussions divisés en majorité et minorité*. Ce ne sont ni les violences de parole, ni les mots d'esprit qui ont provoqué le conflit ; ils n'ont été qu'un *symptôme* de ce fait que des « contradictions » existent au sein du groupement politique du congrès, qu'il y avait là des germes de conflit, un manque de cohésion intérieure qui, avec une force immanente, perçait à la moindre occasion, *même insignifiante*.

Du point de vue dont je considère le congrès, l'acharnement : extrême du conflit *de principe* surgi pour un motif « insignifiant » s'explique parfaitement et ne pouvait être évité. Du moment que, durant le congrès, la lutte s'est poursuivie *sans cesse* entre iskristes et anti-iskristes ; du moment qu'entre eux deux se trouvaient des éléments instables et que ces derniers, avec les anti-iskristes, formaient le tiers des suffrages (8 + 10 = 18 voix sur 51, d'après mes calculs évidemment approximatifs), il est bien compréhensible et bien naturel que *toute défection des iskristes, fût-ce une faible minorité*, pouvait donner la victoire à la tendance anti-iskriste et suscitait par conséquent une lutte « forcenée ». Ce n'est point là le résultat d'acribles plaisanteries ou d'attaques, mais le résultat d'une combinaison politique. Ce ne sont pas les violences de paroles qui ont provoqué le conflit politique, c'est l'existence, entre les groupements mêmes du congrès, d'un conflit politique qui a provoqué les violences et les attaques : c'est dans cette opposition que réside notre principale divergence de principe avec Martov quant à l'appréciation de la portée politique du congrès et de ses résultats.

Le congrès a enregistré trois exemples particulièrement marquants de séparation d'un nombre insignifiant d'iskristes d'avec leur majorité : l'égalité des langues, le paragraphe premier des statuts et les élections. Et dans chacun des trois cas, une lutte acharnée s'est livrée qui, en fin de compte, a conduit à la crise actuelle, si aiguë, du Parti. Pour comprendre le sens politique de cette crise et de cette lutte, il faut examiner les groupements politiques d'après les nuances qui se sont affrontées au congrès.

La bataille a commencé par une discussion entre le camarade Martov et le leader des bundistes, le camarade Liber (pp. 171-172). Martov démontre que la revendication de l'« égalité des citoyens » est suffisante. La « liberté des langues » est repoussée, mais on met aussitôt en avant « l'égalité des langues », et le camarade Légorov part en guerre en commun avec Liber. Martov déclare que c'est du *fétichisme* « quand des orateurs insistent sur l'égalité des nationalités et reportent l'inégalité dans le domaine de la langue. Or, la question doit être examinée d'un tout autre côté : il existe l'inégalité des nationalités, laquelle s'exprime entre autres par ceci que des gens appartenant à une certaine nation sont privés du droit d'user de leur langue maternelle» (p. 172).

Le groupement des délégués dans cette lutte apparaît plus clairement que jamais grâce à l'abondance des votes nominatifs. Il y en a eu trois. Contre le noyau iskriste, se dressent constamment, comme un seul homme, tous les anti-iskristes (8 voix) et, avec de très légers flottements, tout le centre (Makhov, Lvov, Légorov, Popov, Medvédev, Ivanov, Tsarev, Bélov ; seuls les deux derniers avaient hésité au commencement, tantôt s'abstenant, tantôt votant avec nous, et n'ont pris définitivement position qu'au troisième vote). Des iskristes, se détache une partie — principalement les Caucasiens (3, avec 6 voix) —, ce qui en fin de compte donne l'avantage à l'orientation «fétichiste». Au troisième vote, quand les partisans des deux tendances eurent bien défini leurs positions, 3 Caucasiens avec 6 voix se détachèrent des iskristes de la majorité pour rejoindre le camp opposé ; 2 avec 2 voix, Possadovski et Kostitch, abandonnent les iskristes de la minorité ; dans les deux premiers votes, étaient passés au camp adverse ou s'étaient abstenus : Lenski, Stépanov et Gorski de la majorité iskriste, et Deutsch de la minorité. *La défection de 8 voix iskristes (sur un nombre total de 33) donna l'avantage à la coalition des anti-iskristes et des éléments instables*. Voilà en ce qui concerne les groupements du congrès le *fait essentiel* qui s'est répété (seulement *d'autres* iskristes se sont détachés) lors du vote sur le paragraphe premier des statuts et pendant les élections.

f) LE PROGRAMME AGRAIRE

L'inconséquence, quant aux principes, des anti-iskristes et du « centre » s'est encore manifestée d'une façon saisissante dans les débats sur le programme agraire, qui ont pris beaucoup de temps au congrès (pp. 190-226 du procès-verbal) et ont soulevé nombre de questions extrêmement intéressantes.

Comme il fallait s'y attendre, la campagne contre le programme est ouverte par le camarade Martynov (après des remarques de détail faites par les camarades Liber et Iégorov). Il présente ce vieil argument qu'en corrigeant « précisément cette injustice historique⁸⁹ », « nous consacrons » indirectement, prétend-il, « d'autres injustices historiques », etc. De son côté se range aussi le camarade Iégorov pour qui même « la signification de ce programme n'est pas claire. Est-ce un programme pour nous, c'est-à-dire fixe-t-il les revendications que nous présentons, ou bien voulons-nous le rendre populaire » (!?!?). Le camarade Liber « voudrait faire les mêmes remarques que le camarade Iégorov ». Le camarade Makhov intervient avec l'énergie qui lui est coutumière, en déclarant que la « majorité [?] des orateurs ne comprend pas du tout ce qu'est le programme présenté et quels buts il poursuit ». Ce programme, voyez-vous, « pourrait difficilement passer pour un programme agraire social-démocrate » ; il... « joue, dirait-on, à la correction des injustices historiques » ; il porte « une teinte de démagogie et d'esprit d'aventure ». La confirmation théorique de cette philosophie c'est, comme d'habitude, l'outrance et la simplification du marxisme vulgaire : les iskristes voudraient soi-disant « manœuvrer les paysans comme un tout homogène ; mais comme les paysans sont depuis longtemps [?] déjà divisés en classes, la présentation d'un programme unique a pour conséquence inévitable que ce programme dans son ensemble devient démagogique et, à son application, se transformera en aventure » (202). Le camarade Makhov « révèle sans le faire exprès » la cause véritable de l'attitude négative qu'observent à l'égard de notre programme agraire beaucoup de social-démocrates prêts à reconnaître l'*Iskra* (comme Makhov lui-même l'a reconnue), mais qui n'ont absolument pas réfléchi à son orientation, à sa position théorique et pratique. C'est bien en effet la vulgarisation du marxisme, dans un phénomène aussi compliqué et multiple que la forme actuelle de l'économie du paysan russe, qui a fait et fait encore que ce programme n'est pas compris ; la faute n'en est nullement aux divergences de détail. Et ce point de vue du marxisme vulgaire a vite réuni les leaders des éléments anti-iskristes (Liber et Martynov) et du « centre » (Iégorov et Makhov). Le camarade Iégorov a de même exprimé franchement l'un des traits caractéristiques de l'*Ouvrier du Sud* et des groupes ou cercles gravitant vers lui, à savoir : l'incompréhension de la portée du mouvement paysan, l'incompréhension du fait que le côté faible de nos social-démocrates pendant les premières et fameuses révoltes paysannes⁹⁰ n'était pas la surestimation, mais plutôt la sous-estimation de ces mouvements (ainsi d'ailleurs que le manque de forces pour les utiliser). « Je suis loin de partager l'engouement de la rédaction pour le mouvement paysan, a dit le camarade Iégorov, engouement qui, après les troubles paysans, s'est emparé de nombreux social-démocrates. » Le camarade Iégorov n'a malheureusement pas pris la peine d'expliquer au congrès, de façon un peu précise, en quoi a consisté cet engouement de la *rédaction*, non plus que de donner des indications concrètes sur les matériaux écrits, fournis par l'*Iskra*. De plus, il a oublié que *tous* les points essentiels de notre programme agraire ont été développés dans l'*Iskra* dès son troisième numéro, c'est-à-dire *longtemps avant* les troubles paysans.

Tous ceux qui « reconnaissaient » l'*Iskra* autrement qu'en paroles, ne feraient pas mal d'accorder un peu plus d'attention à ses principes théoriques et tactiques !

« Non, parmi les paysans nous ne pouvons pas faire grand'chose » ! s'exclame le camarade Iégorov. Et il explique ensuite cette exclamation, non pas comme une protestation contre tel ou tel « engouement » particulier, mais comme une négation de toute notre position : « Cela signifie donc que notre mot d'ordre ne peut faire concurrence à un mot d'ordre d'aventurier. » Formule éminemment caractéristique de cette absence de principes qui ramène tout à une « concurrence » entre mots d'ordre de différents partis ! Et cela est dit après que l'orateur s'est déclaré « satisfait » des explications théoriques où il est dit que nous visons à un succès durable dans l'agitation, sans nous laisser troubler par des succès temporaires, et qu'un succès durable (en dépit des hauts cris des « concurrents »... d'une minute) est impossible sans que soit assignée au programme une ferme base théorique (p. 196). Quelle confusion est ainsi révélée ! On se déclare « satisfait », et puis on reprend aussitôt les propositions vulgaires héritées du vieil économisme, pour qui la « concurrence entre mots d'ordre » décidait toutes les questions non seulement du programme agraire, mais de tout le programme et de toute la tactique de la lutte économique et politique. « Vous n'obligerez pas l'ouvrier agricole — disait le camarade Iégorov — à lutter aux côtés du paysan riche pour les *otrezki*⁹¹ qui, en grande partie, se trouvent déjà entre les mains de ce paysan riche. »

Toujours la même simplification, proche parente de notre économisme opportuniste, qui affirmait qu'il est impossible d'« obliger » le prolétaire à lutter pour ce qui est en grande partie détenu par la bourgeoisie et qui tombera entre ses mains, en plus grande partie encore, à l'avenir. Toujours la même vulgarisation, qui oublie les particularités russes des rapports capitalistes ordinaires entre ouvriers agricoles et paysans riches. Aujourd'hui les lots enlevés jadis aux paysans pèsent en fait sur l'ouvrier agricole *aussi*, et point n'est besoin de l'« obliger » à lutter pour se libérer de son asservissement. Ceux qu'il faut « obliger », ce sont certains intellectuels ; il faut les obliger à envisager leurs tâches plus largement ; les obliger à ne plus employer des formules stéréotypées en examinant des questions concrètes ; les obliger à compter avec la conjoncture historique, qui complique et modifie nos objectifs.

Seul le préjugé que le moujik est bête, préjugé qui perce, selon la juste remarque de Martov (p. 202) dans les discours de Makhov et autres adversaires du programme agraire, — seul ce préjugé peut expliquer cet oubli, chez nos adversaires, des conditions d'existence réelles de notre ouvrier agricole.

Après avoir simplifié la question jusqu'à cette opposition toute nue : ouvrier et capitaliste, les représentants de notre « centre » se sont efforcés, comme de juste, de rejeter leur étroitesse sur le moujik. Le camarade Makhov disait : « C'est précisément parce que je considère le moujik intelligent dans la mesure étroite de son point de vue de classe, que je crois qu'il tiendra pour l'idéal petit-bourgeois de la mainmise et du partage. » Ici l'on confond visiblement deux choses : la caractéristique du point de vue de classe du moujik, considéré comme un petit bourgeois, et le rétrécissement de ce point de vue, sa réduction à une « mesure étroite ». C'est dans cette réduction que consiste l'erreur des Iégorov et des Makhov (tout comme l'erreur des Martynov et des Akimov consistait à réduire à une « mesure étroite » le point de vue du prolétaire). Pourtant, la logique et l'histoire nous enseignent que le point de vue de classe petit-bourgeois peut être plus ou moins étroit, plus ou moins progressif, précisément à cause de la position double qui est celle du petit bourgeois. Et notre tâche n'est pas du tout de laisser tomber les bras de découragement devant l'étroitesse (la « bêtise ») du moujik ou sa soumission au « préjugé », mais au contraire d'élargir constamment son point de vue, d'aider son jugement à vaincre son préjugé.

Le point de vue du « marxisme » vulgaire sur la question agraire en Russie, a trouvé son expression culminante dans les derniers mots du discours de principe du camarade Makhov, fidèle défenseur de la vieille rédaction de l'*Iskra*. Ce n'est pas sans raison que ces mots ont été accueillis par des applaudissements ... ironiques, il est vrai. « Je ne sais vraiment pas ce qu'il convient d'appeler un malheur », disait le camarade Makhov, indigné de la remarque de Plékhanov que le mouvement en faveur d'un partage noir⁹² n'était nullement pour nous effrayer, que nous ne ferions rien pour entraver ce mouvement progressif (bourgeoisement progressif). « Mais cette révolution, s'il est permis de l'appeler ainsi, ne sera pas révolutionnaire. Je dirais mieux : ce ne sera plus une révolution, mais une réaction (*rîres*), une révolution dans le genre d'une émeute... Pareille révolution nous rejeterait en arrière, et il nous faudrait du temps pour revenir au point où nous en sommes aujourd'hui. Or maintenant nous possédons beaucoup plus que lors de la révolution française (*applaudissements ironiques*) ; nous possédons le Parti social-démocrate » (*rîres*)...

Ainsi, nous voyons que même dans les questions purement de principe, soulevées par le programme agraire, le groupement que nous connaissons déjà s'est immédiatement fait sentir. Les anti-iskristes (8 voix) partent en campagne au nom du marxisme vulgaire ; les chefs du « centre », les Iégorov et les Makhov, leur emboîtent le pas, trébuchant et glissant continuellement vers le même point de vue étroit. C'est pourquoi il est tout naturel que sur certains paragraphes du programme agraire, le vote donne des chiffres de 30 à 35 voix pour (pp. 225 et 226), c'est-à-dire justement le chiffre approximatif que nous avons eu dans la discussion sur la place à assigner à la question du Bund, dans l'incident du Comité d'organisation et à propos de la fermeture de l'*Ouvrier du Sud*. Il suffit que soit soulevée une question sortant un peu de l'ordinaire et des cadres établis, exigeant tant soit peu une application originale de la théorie de Marx à des rapports économiques et sociaux originaux et nouveaux (nouveaux pour les Allemands), — pour qu'aussitôt les iskristes capables de se mettre à la hauteur de la situation ne représentent plus que les trois cinquièmes des voix, et que tout le « centre » se range immédiatement aux côtés des Liber et des Martynov.

Les débats sur le programme agraire font ressortir la lutte soutenue par les iskristes contre les deux cinquièmes bien comptés du congrès. Les délégués caucasiens ont occupé ici une position parfaitement juste, en grande partie sans doute grâce à leur connaissance approfondie des formes locales des innombrables survivances féodales, qui les a prémunis contre les oppositions stériles et scolastiquement abstraites dont se contentaient les Makhov. Contre Martynov et Liber, contre Makhov et Iégorov, se sont dressés et Plékhanov, et Goussev (qui a confirmé qu'il lui était assez souvent « arrivé de rencontrer parmi les camarades militant en Russie » « un point de vue aussi pessimiste »... que celui du camarade Iégorov... « sur notre travail dans les campagnes »), et Kostrov, et Karski, et Trotski. Ce dernier indique avec raison que les « bienveillants conseils » des critiques du programme agraire « sentent trop le *philistin* ».

Parlant des arguments qui sentent le « philistin », Trotski indique que « dans la période révolutionnaire qui vient, nous devons nous lier avec les paysans »... « En face de cette tâche, le scepticisme et la « perspicacité » politique de Makhov et de Iégorov sont plus nuisibles que la pire myopie. » Le camarade Kostitch, autre iskriste de la minorité, a fort bien parlé « du manque d'assurance, de l'instabilité de principe » du camarade Makhov, — caractéristique qui convient on ne peut mieux à notre « centre ». « Dans son pessimisme, Makhov rejoint Iégorov, quoiqu'il y ait entre eux des nuances, — continue le camarade Kostitch. — Il oublie que les social-

démocrates travaillent déjà parmi les paysans, qu'ils dirigent leur mouvement dans la mesure où la chose est possible. Et par ce pessimisme, ils rétrécissent l'étendue de notre travail » (p. 210).

Pour en finir avec les débats du congrès sur le programme, relevons encore de courtes discussions sur le soutien à accorder aux courants d'opposition. Dans notre programme il est dit explicitement que le Parti social-démocrate soutient « tout mouvement *d'opposition*, ou révolutionnaire *dirigé contre le régime social et politique existant en Russie* ». Il semblerait que cette dernière réserve montre assez clairement *quels* sont les courants d'opposition que nous soutenons. Et pourtant *ici de même* les différentes nuances depuis longtemps constituées dans notre Parti, se sont fait sentir aussitôt, encore qu'il fût bien difficile de supposer que sur une question aussi remâchée il pût subsister « des doutes et des malentendus » ! C'est évidemment qu'il s'agissait non pas de malentendus, mais de *nuances*. Makhov, Liber et Martynov ont immédiatement sonné l'alarme...

Encore une fois Makhov débute par une simplification vulgaire du marxisme. « Chez nous — déclare-t-il — la seule classe révolutionnaire est le prolétariat. » Et de cette thèse exacte il tire immédiatement une conclusion fautive : « Les autres classes sont comme ci, comme ça, elles n'ont rien à voir là-dedans (*rire général*)... Oui, elles n'ont rien à voir là-dedans, et ne cherchent qu'à tirer profit de nous. Je ne suis pas pour qu'on les soutienne » (p. 226). Cette formule inouïe que Makhov a donnée de sa position, a troublé beaucoup (de ses partisans). Mais au fond Liber et Martynov sont d'accord avec lui, puisqu'ils proposent de supprimer le mot « d'opposition » ou d'en limiter la portée par cette adjonction : « d'opposition démocratique ». Contre cet amendement de Martynov, s'est insurgé avec raison Plékhanov. « Nous devons critiquer les libéraux — dit-il —, démasquer leur caractère indécis. C'est vrai... Mais, en démasquant l'étroitesse et la médiocrité de tous les mouvements autres que le mouvement social-démocrate, nous avons le devoir d'expliquer au prolétariat que, en comparaison de l'absolutisme, même une constitution qui n'accorderait pas le suffrage universel serait un pas en avant, et que, par conséquent, il ne doit pas préférer le régime existant à une constitution de ce genre. » Les camarades Martynov, Liber et Makhov ne sont pas d'accord là-dessus et défendent leur position, qu'attaquent Axelrod, Starover, Trotski et encore une fois Plékhanov. Le camarade Makhov a trouvé moyen, une fois de plus, de se battre lui-même. D'abord il a déclaré que les autres classes (hormis le prolétariat) sont « comme ci, comme ça » et qu' « il n'est pas pour qu'on les soutienne ». Ensuite il s'est radouci et a admis que « tout en étant au fond réactionnaire, la bourgeoisie est souvent révolutionnaire, par exemple quand il s'agit de combattre la féodalité et ses vestiges ». « Mais il y a des groupes, continuait-il, qui sont toujours [?] réactionnaires, par exemple les artisans. » Voilà les perles de théorie auxquelles en sont arrivés ces leaders de notre « centre », ceux-là mêmes qui plus tard, l'écume aux lèvres, ont défendu la vieille rédaction ! Ce sont les artisans qui, même en Occident, où l'organisation corporative était si forte, ont fait preuve, comme d'ailleurs les autres petits bourgeois des villes, d'un esprit particulièrement révolutionnaire à l'époque de la chute de l'absolutisme. Pour un social-démocrate russe surtout, il est ridicule de répéter sans réfléchir ce que les camarades d'Occident disent des artisans actuels, un siècle ou un demi-siècle après la chute de l'absolutisme. Affirmer que dans le domaine politique les artisans russes sont plus réactionnaires que la bourgeoisie, c'est simplement répéter une phrase toute faite, apprise par cœur. [L'autre leader de ce même groupe du « centre », le camarade Iégorov, s'est prononcé ailleurs à propos de la résolution d'Axelrod sur les socialistes-révolutionnaires (p. 359), sur l'aide à accorder aux courants d'opposition. Le camarade Iégorov a vu une « contradiction » entre soutenir tout mouvement révolutionnaire ou d'opposition, comme il est dit dans le programme, et condamner les socialistes-révolutionnaires et les libéraux. Abordant la question sous une autre forme et d'un point de vue un peu différent, le camarade Sorov a fait preuve ici de la même compréhension étroite du marxisme et de la même attitude hésitante, semi hostile envers la position « admise » par lui de l'Iskra, que les camarades Makhov, Liber et Martynov.]

g) LES STATUTS DU PARTI

Après le programme, le congrès est passé aux statuts du Parti (nous laissons de côté la question de l'organe central, ainsi que les rapports des délégués, qui malheureusement n'ont pu être présentés sous une forme satisfaisante par la majeure partie de ces derniers). Inutile de dire que la question des statuts avait pour nous tous une importance considérable. En effet, l'Iskra avait agi dès le début non seulement en qualité d'organe littéraire, mais aussi en qualité de cellule *d'organisation*. Dans l'éditorial du numéro quatre (« Par où commencer ? »), l'Iskra avait préconisé tout un plan d'organisation et elle a appliqué ce plan invariablement, de façon systématique durant *trois années*. Lorsque le deuxième congrès du Parti eut reconnu l'Iskra comme organe central, sur les trois paragraphes de considérants de la résolution (p. 147), deux étaient consacrés *précisément à ce plan d'organisation et aux idées de l'Iskra en matière d'organisation* : son rôle dans la direction du travail *pratique* du Parti, et son rôle dirigeant dans le travail d'unification. Il est donc tout naturel que le travail de l'Iskra ainsi que toute l'œuvre d'organisation du Parti, du rétablissement *réel* du Parti, *ne pouvaient pas* être considérés comme achevés avant que le Parti tout entier eût reconnu et fixé formellement certaines idées en matière d'organisation. C'est cette tâche que devaient remplir les statuts d'organisation du Parti.

Les idées fondamentales que l'*Iskra* entendait mettre à la base de l'organisation du Parti, se ramenaient en substance aux deux suivantes. La première, l'idée du centralisme, établissait en principe le mode de solution de la masse des problèmes d'organisation, particuliers et de détail. La seconde — le rôle spécial du journal, de l'organe dirigeant idéologique, — tenait compte des besoins momentanés et particuliers du mouvement ouvrier social-démocrate en Russie, sous un régime d'esclavage politique, avec création, à l'étranger, d'une base *initiale* d'opération, pour l'assaut révolutionnaire. La première idée, concernant exclusivement les principes, devait imprégner tous les statuts ; la seconde, comme idée particulière, engendrée par des circonstances temporaires de lieu et de mode d'action, se traduisait par un écart *apparent* du centralisme, par la création de deux *centres* : *organe central et Comité central*. Ces deux idées fondamentales de l'*Iskra* touchant l'organisation du Parti, ont été développées par moi dans un éditorial de l'*Iskra* (n° 4) intitulé : « Par où commencer ? » et dans : *Que faire ?* ; et enfin, expliquées par le menu, presque sous la forme de statuts, dans la « Lettre à un camarade ». Il ne restait plus en somme que le travail de rédaction pour formuler les paragraphes du statut qui devait faire passer dans la vie ces idées si la reconnaissance de l'*Iskra* ne demeurait pas sur le papier, n'était pas seulement une phrase conventionnelle.

h) DÉBATS SUR LE CENTRALISME, AVANT LA SCISSION ENTRE ISKRISTES

Avant de passer à la formule du § 1 des statuts, question vraiment intéressante et révélant indéniablement diverses nuances d'opinions, nous nous arrêterons encore un peu aux courts débats généraux relatifs aux statuts, qui ont occupé la 14^e séance du congrès et une partie de la 15^e. Le camarade Martov *se rallia* à mon point de vue (p. 157) dans les questions d'organisation, en faisant des réserves seulement sur deux points *particuliers*. Par contre, les anti-iskristes comme le « centre » sont aussitôt partis en campagne contre les deux idées *fondamentales* du plan d'organisation de l'*Iskra* (et, par suite, de l'ensemble des statuts) : et contre le centralisme, et contre les «deux centres». Mon projet des statuts fut taxé par le camarade Liber de « méfiance organisée ». Il y a vu (de même que les camarades Popov et Iégorov) du *décentralisme* en deux centres. Le camarade Akimov exprima le désir d'élargir la compétence des comités locaux, notamment de leur laisser « le droit de changer » eux-mêmes « leur effectif ». « Il est indispensable de leur donner une plus grande liberté d'action... Les comités locaux doivent être élus par les militants actifs de la localité, tout comme le Comité central est élu par les représentants de toutes les organisations actives de Russie. Mais si l'on ne peut pas admettre même cela, qu'on limite le nombre des membres envoyés par le Comité central dans ces comités locaux... » (p. 158). Comme vous voyez, le camarade Akimov suggère là un argument contre « l'hypertrophie du centralisme », mais le camarade Martov fait la sourde oreille à ces suggestions autorisées en attendant que sa défaite touchant la composition des organismes centraux le pousse à suivre Akimov. A ce moment-là, le « monstrueux centralisme » n'était attaqué que par ceux à qui le centralisme de l'*Iskra* était manifestement *désavantageux* : Akimov, Liber, Goldblatt ; à leur suite *marchaient* avec prudence et circonspection (de façon à pouvoir toujours revenir en arrière) Iégorov (voyez pp. 156 et 276), d'autres encore. A ce moment-là, l'immense majorité du Parti se rendait compte que c'étaient les intérêts de paroisse, les intérêts de cercle du « Bund », de l'*Ouvrier du Sud*, etc., qui les poussaient à protester contre le centralisme.

Prenez par exemple le discours du camarade Goldblatt (pp. 160-161). Il murmure contre mon centralisme « monstrueux » qui conduirait à « anéantir » les organisations inférieures ; qui serait « entièrement pénétré du désir d'accorder au centre un pouvoir illimité, un droit illimité d'intervenir en toutes choses » ; qui ne laisserait aux organisations qu'« un seul droit, celui d'obéir sans murmurer aux ordres venant d'en haut », etc. « Le centre créé d'après ce projet se trouvera dans un espace vide ; il n'y aura autour de lui aucune périphérie, mais simplement une masse amorphe où opéreront ses agents d'exécution. » On a ri du Bund qui, tout en bataillant contre *notre* centralisme, accorde à son *propre* centre des droits illimités *encore plus nettement* spécifiés (par exemple, celui d'introduire et d'exclure des membres, et même celui de ne pas admettre tels délégués aux congrès).

Dans la question des deux centres, le groupement n'a pas été moins net : en face de *tous* les partisans de l'*Iskra*, se dressent et Liber, et Akimov, et Popov, et Iégorov. Le plan des deux centres découlait automatiquement des idées que l'*ancienne Iskra* avait toujours développées sur l'organisation (et qui, *en paroles*, avaient été approuvées par les Popov et les Iégorov !). La politique de l'*ancienne Iskra* était en désaccord absolu avec les plans de l'*Ouvrier du Sud*, avec les plans visant à créer un organe populaire parallèle, et à en faire un organe pratiquement prédominant. Voilà où est la source de cette contradiction, étrange à première vue, que tous les anti-iskristes et tout le marais sont pour un centre unique, c'est-à-dire *pour un centralisme soi-disant plus prononcé*. Certes, il y avait (surtout dans le marais) des délégués qui ne comprenaient guère à quoi conduiraient et devaient conduire, par la force des choses, les plans d'organisation de l'*Ouvrier du Sud*. Mais ce qui les poussait dans le camp des anti-iskristes, c'était leur nature même, indécise et sans assurance.

Parmi les discours des iskristes au cours de *ces* débats (qui précédèrent la scission entre iskristes) sur les statuts, les plus remarquables sont les discours du camarade Martov (son « adhésion » à mes idées sur l'organisation) et de Trotski. Ce dernier a fait aux camarades Akimov et Liber cette réponse : « Les statuts, a-t-il dit (le camarade Akimov), ne définissent pas avec assez de précision la sphère de compétence du Comité central. Je ne suis, pas d'accord. Au contraire, cette définition est précise et signifie : si le Parti est un tout, il faut lui assurer un contrôle sur les comités locaux. Le camarade Liber a dit que les statuts sont, pour employer mon expression, de la « méfiance organisée ». C'est vrai. Seulement j'avais employé cette expression en parlant des statuts proposés par les représentants du *Bund*, et qui étaient une « méfiance organisée » de la part d'une portion du Parti vis-à-vis de l'ensemble du Parti. Nos statuts à nous sont la méfiance organisée du Parti envers tous ses éléments, c'est-à-dire un contrôle sur toutes les organisations locales, régionales, nationales et autres » (p. 158).

i) LE PARAGRAPHE 1 DES STATUTS

Nous reproduisons dans la note [*Au paragraphe premier de mon projet : « Peuvent être membres dit » Parti tous ceux qui en reconnaissent le programme, soutiennent matériellement le Parti et adhèrent à l'une de ses organisations » Le paragraphe premier de la formule proposée par Martov au congrès et adoptée par ce dernier, porte : « Peuvent être membres du Parti ouvrier social démocrate tous ceux qui en reconnaissent le programme, soutiennent matériellement le Parti et lui prêtent une aide personnelle régulière sous la direction d'une de ses organisations. »*] les différentes formules autour desquelles se sont engagés d'intéressants débats au congrès. Ces débats ont occupé près de deux séances et se sont terminés par *deux* votes *nominaux* (pendant tout le congrès il n'y a eu, si je ne me trompe, que huit votes nominaux ; on n'a procédé à ces votes que dans des cas particulièrement importants, à cause de la perte de temps énorme qu'ils entraînent). La question touchée ici était sans nul doute une question de principe. L'intérêt du congrès pour les débats était immense. Au vote ont participé *tous* les délégués, fait rare à notre congrès (comme en général à tous les grands congrès), et qui témoigne aussi de l'intérêt qu'y prenaient les participants au débat.

Qu'est-ce qui faisait le fond de la question débattue ? J'ai déjà dit au congrès, et j'ai répété dans la suite plus d'une fois que « je ne considère pas du tout notre divergence (sur le § 1) comme fondamentale au point que la vie ou la mort du Parti en dépende. Pour un mauvais paragraphe des statuts, nous ne mourrons pas, loin de là » ! (p. 250). Par elle-même cette divergence, bien que révélant des nuances de principe, ne pouvait en aucune façon, provoquer le désaccord (ou en réalité, pour parler sans détours, la scission) qui s'est produit après le congrès. Mais toute *petite* divergence peut devenir *grande* si on y insiste, si on la place au premier plan, si on se *met* à en rechercher toutes les racines et ramifications. Toute *petite* divergence peut prendre une importance *énorme*, si elle sert de point de départ à une *volte-face* vers certaines conceptions erronées et si celles-ci, du fait de nouvelles divergences complémentaires, se combinent avec des actes *anarchistes* conduisant le Parti à la scission.

C'est ce qui arriva dans le cas présent. *Aujourd'hui*, la question *se présente* comme suit : la formule de Martov, défendue par Axelrod, s'est-elle ressentie de son (ou de leur) inconsistance, hésitation, déliquescence politique, comme je l'ai dit au congrès du Parti (p. 333) ; de son (ou de leur) déviation vers le jaressisme et l'anarchisme, comme l'a jugé Plékhanov au congrès de la Ligue (page 102 et suivantes du procès-verbal de la Ligue) ? Ou bien ma formule à moi, défendue par Plékhanov, s'est-elle ressentie d'une conception fautive, bureaucratique, formaliste, autoritaire et non social-démocrate du centralisme ? *Opportunisme et anarchisme* ou *bureaucratisme et formalisme* ? C'est ainsi que se *présente* la question, *aujourd'hui* que la petite divergence est devenue grande. Et en examinant *quant au fond* les arguments pour et contre ma formule, c'est *cette* façon d'envisager le problème qu'il faut *avoir en vue*, façon qui nous a été imposée par les événements.

Abordons l'examen de ces arguments par une analyse des débats du congrès. Le premier discours, celui du camarade Légorov, n'est intéressant que parce que sa position (*non liquet*, cela n'est pas encore clair pour moi, je ne sais pas encore où est la vérité) caractérise fort bien l'attitude de beaucoup de délégués qui avaient du mal à se retrouver dans les détails d'une question réellement neuve et assez complexe. Le discours suivant, celui d'Axelrod, pose d'emblée la question de principe. C'est le premier discours doctrinal, ou plutôt le premier discours véritable d'Axelrod au congrès ; et il est difficile de reconnaître pour particulièrement réussi son début avec le fameux « professeur ». « Je crois — disait le camarade Axelrod — qu'il nous faut distinguer les notions : parti et organisation. Or, ici, on confond ces deux notions. Cette confusion est dangereuse. » Tel est le premier argument contre ma formule. Examinez-le de plus près. Si je dis que le parti doit être une *somme* (non une simple somme arithmétique, mais un complexe) *d'organisations* [*Le mot « organisation » comporte généralement deux sens : large et étroit. Au sens étroit, il signifie une cellule distincte de la collectivité humaine, pour peu qu'elle ait sa forme propre. Au sens large, il signifie la somme de ces cellules réunies en un tout. Ainsi*

la flotte, l'armée ou l'Etat sont à la fois une somme d'organisations (au sens étroit du mot) et une variété d'organisation sociale (au sens large du mot). Le département de l'instruction publique est une organisation (au sens large du mot), et il est composé d'une série d'organisations (au sens étroit du mot). De même le parti est une organisation, doit être une organisation (au sens large du mot) ; mais en même temps le parti doit être composé de toute une série d'organisations diverses (au sens étroit du mot). Par conséquent, le camarade Axelrod, parlant de distinguer les notions — parti et organisation, — premièrement n'a pas tenu compte de la différence entre le sens large et le sens étroit du mot organisation en second lieu, il n'a pas remarqué qu'il confondait Lui-même dans le même tas les éléments organisés et inorganisés.], cela veut-il dire que je « confonds » les notions : parti et organisation ? Evidemment non. J'exprime par là, d'une façon absolument claire et précise que je désire, que j'exige que le parti, comme avant-garde de la classe, soit une chose le plus possible organisée, que le parti ne reçoive que des éléments susceptibles d'un minimum d'organisation. Au contraire, mon contradicteur confond dans le parti les éléments organisés et inorganisés, ceux que l'on peut diriger et ceux qui ne se prêtent pas à la direction, les éléments avancés et ceux qui sont incorrigiblement arriérés, car les arriérés corrigibles peuvent faire partie de l'organisation. C'est cette confusion qui est véritablement dangereuse. Le camarade Axelrod invoque ensuite les « organisations strictement clandestines et centralistes du passé » (*Zemlia i Volia* et *Narodnaïa Volia*) : c'est qu'autour d'elles « se groupaient quantité de gens qui n'appartenaient pas à l'organisation, mais qui l'aidaient d'une façon ou de l'autre, et étaient considérés comme membres du parti. . . Ce principe doit être appliqué encore plus strictement dans l'organisation social-démocrate ». Nous voilà amenés à un des pivots de la question : « ce principe » est-il vraiment un principe social-démocrate, — principe qui permet à ceux qui n'appartiennent à aucune organisation du parti, mais qui seulement l'aident d'une façon ou de l'autre », de s'appeler membres du parti ? Et Plékhanov donne la seule réponse possible à cette question : « Axelrod a eu tort en nous renvoyant à 1870-1880. Il y avait à l'époque un centre bien organisé et admirablement discipliné. Ce centre avait autour de lui des organisations de différents degrés, créées par lui-même ; et ce qui était en dehors de ces organisations n'était que chaos et anarchie. Les éléments composants de ce chaos s'intitulaient membres du parti, mais la chose loin d'y gagner, ne faisait qu'y perdre. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas imiter l'anarchie de 1870-1880, mais l'éviter. » Ainsi « ce principe », que le camarade Axelrod a voulu donner comme social-démocrate, est en réalité un principe anarchique. Pour réfuter cela, il faut montrer la possibilité du contrôle, de la direction et de la discipline en dehors de l'organisation ; il faut montrer la nécessité qu'il y a à ce que les « éléments du chaos » se voient attribuer le nom de membres du parti. Les défenseurs de la formule du camarade Martov n'ont montré ni pu montrer *ni ceci ni cela*. Le camarade Axelrod a cité, à titre d'exemple, « un professeur qui se considère social-démocrate et le proclame ». Pour aller jusqu'au bout de la pensée contenue dans cet exemple, il aurait fallu que le camarade Axelrod dit ensuite : les social-démocrates organisés considèrent-ils eux-mêmes ce professeur comme un social-démocrate ? Comme il n'a pas posé cette autre question, Axelrod a laissé son argumentation au beau milieu. En effet, de deux choses l'une. Ou les social-démocrates organisés reconnaissent le professeur en question pour un social-démocrate, — alors pourquoi ne l'admettraient-ils pas dans telle ou telle organisation social-démocrate ? C'est seulement après cette admission que les « déclarations » du professeur seront conformes à ses actes et ne seront pas des phrases creuses (ce à quoi se réduisent trop fréquemment les déclarations professorales). Ou bien les social-démocrates organisés ne reconnaissent pas le professeur pour un social-démocrate — et alors il est absurde, dénué de sens et nuisible de lui conférer le droit de porter le titre d'honneur et plein de responsabilité de membre du parti. Il s'agit donc d'appliquer avec esprit de suite le principe d'organisation ou de consacrer le chaos et l'anarchie. Construisons-nous le parti avec le noyau déjà constitué et soudé de social-démocrates, noyau qui a créé, par exemple, le congrès du parti, et qui doit étendre et multiplier les organisations du parti ; ou bien nous contentons-nous de cette phrase rassurante : tous ceux qui nous aident sont membres du parti ? « Si nous adoptons la formule de Lénine — poursuivait Axelrod — nous jetterons par-dessus bord des gens qui, bien que ne pouvant pas être acceptés directement dans l'organisation, n'en sont pas moins des membres du parti. » La confusion des notions, dont le camarade Axelrod voulait m'accuser, apparaît ici nettement chez lui-même ; il tient déjà comme un fait acquis, que tous ceux qui nous aident sont des membres du parti, alors que c'est précisément le point contesté, et que les contradicteurs doivent d'abord prouver la nécessité et l'utilité d'une telle interprétation. Quel est le sens de cette phrase si terrible à première vue : jeter par-dessus bord ? Si l'on ne considère comme membres du parti que les adhérents aux organisations reconnues pour appartenir au parti, les gens qui ne peuvent entrer « directement » dans aucune de ces organisations peuvent cependant militer dans une organisation qui, placée en dehors du parti, y est néanmoins rattachée. Par conséquent, il ne saurait être question de jeter par-dessus bord, c'est-à-dire d'écarter du travail et de la participation au mouvement. Au contraire, plus fortes seront toutes nos organisations du parti englobant de véritables social-démocrates, moins il y aura d'hésitation et d'instabilité à l'intérieur du parti, et plus large, plus variée, plus riche et plus féconde sera l'influence du parti sur les éléments de la masse ouvrière qui l'environnent et sont dirigés par lui. Il n'est pas permis en effet de confondre le parti, avant-garde de la classe ouvrière, avec toute la classe. Or, c'est justement dans cette confusion (caractéristique pour l'ensemble de notre économisme opportuniste) que tombe Axelrod lorsqu'il dit : « Nous créons naturellement, avant tout, une organisation des éléments les plus actifs du parti, une organisation de révolutionnaires ; mais, parti de classe,

nous devons penser à ne pas laisser en dehors du parti ceux qui, consciemment, quoique peut-être sans se montrer tout à fait actifs, se rattachent à ce parti. » D'abord, au nombre des éléments actifs du Parti ouvrier social-démocrate, on ne verra point uniquement les organisations de révolutionnaires, *mais toute une série* d'organisations ouvrières reconnues comme organisations du parti. En second lieu, pour quelle raison et en vertu de quelle logique a-t-on pu, du fait que nous sommes le parti de la classe, conclure qu'il ne fallait pas faire de différence entre ceux qui *appartiennent* au parti et ceux qui *s'y rattachent* ? C'est le contraire qui est vrai : étant donné les différents degrés de conscience et d'activité, il importe d'établir une différence dans le degré de rapprochement du parti. Nous sommes le parti de la classe, et c'est pourquoi *presque toute la classe* (et en temps de guerre, à l'époque de la guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre Parti, doit se serrer le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme⁹³ et du « suivisme » que de penser que sous le capitalisme presque toute la classe ou la classe tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquiescer le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son parti social-démocrate. Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible à la conscience des couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute, ou toute la classe ouvrière. Et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Mais ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et toutes les masses qui gravitent autour de lui ; que d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde de *hausser* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. Et c'est justement agir ainsi que d'effacer la différence entre les rattachés et les adhérents, entre les éléments conscients et actifs — et ceux qui nous aident.

Alléguer que nous sommes le parti de la classe *pour justifier* la déliquescence organique, *pour justifier* la confusion de l'organisation et de la désorganisation, c'est répéter la faute de Nadiéjdine, qui confondait « la question philosophique, historique et sociale des « racines » du mouvement « en profondeur » avec le problème d'organisation technique ». C'est cette confusion qui, sur l'initiative d'Axelrod, a été répétée des dizaines de fois par les orateurs qui défendaient la formule de Martov. « Plus sera répandue l'appellation de membre du Parti, et mieux cela vaudra », dit Martov, sans expliquer cependant quelle utilité il y aurait à généraliser une *appellation* qui ne répondrait pas au contenu. Peut-on nier que le contrôle des membres n'appartenant pas à l'organisation du Parti soit une fiction ? La large diffusion d'une fiction n'est pas utile, mais nuisible, « Nous ne pouvons que nous réjouir si chaque gréviste, chaque manifestant, en prenant la responsabilité de ses actes, peut se déclarer membre du Parti » (p. 229). Vraiment ? *Chaque gréviste* doit avoir le droit de *se déclarer membre du Parti* ? Par cette thèse, le camarade Martov pousse d'un coup son erreur à l'absurde, en *ravalant* le social-démocratisme au *grévisme* et en répétant les mésaventures des Akimov. Nous ne pouvons que nous réjouir si la social-démocratie réussit à diriger chaque grève, car c'est son devoir immédiat et absolu de diriger toutes les manifestations de la lutte de classe du prolétariat, et la grève est une des manifestations les plus profondes et les plus vigoureuses de cette lutte. Mais nous serons des suiveurs si nous admettons qu'on *identifie* cette forme de lutte initiale, *ipso facto* trade-unioniste, sans plus, avec la lutte social-démocrate sous tous ses aspects, avec la lutte consciente. Nous *légaliserons* en opportunistes *ce qui est notoirement faux*, si nous donnons à chaque gréviste le droit de « se déclarer membre du Parti », car pareille « déclaration », *dans la grande majorité des cas*, sera une déclaration *mensongère*. Nous nous bercerons de rêves à la Manilov si — avec l'incroyable dispersion, oppression et abêtissement qui, sous le capitalisme, continueront inévitablement à peser sur des couches extrêmement larges d'ouvriers « non spécialisés », non qualifiés — nous entreprenons de nous persuader nous-mêmes et de persuader les autres que *chaque gréviste* peut être social-démocrate et membre du Parti social-démocrate. Justement l'exemple du « *gréviste* » montre avec une clarté particulière la différence entre la *volonté révolutionnaire* de diriger chaque grève en social-démocrate, et la *phraséologie opportuniste* déclarant *chaque* gréviste membre du Parti. Nous sommes le parti de la classe, du fait que nous dirigeons *effectivement* en social-démocrates presque toute ou même toute la classe du prolétariat ; mais il faut être un Akimov pour en déduire que nous devons identifier *en paroles* le parti et la classe.

« Je ne crains pas l'organisation conspiratrice », a dit dans le même discours le camarade Martov ; mais, ajoutait-il, « l'organisation conspiratrice n'a pour moi de sens qu'à la condition d'être enveloppée d'un grand parti ouvrier social-démocrate » (p. 239). Il fallait dire pour être précis : à la condition d'être enveloppée d'un vaste *mouvement* ouvrier social-démocrate. Sous cette forme, la phrase de Martov n'est pas seulement indiscutable, c'est un véritable truisme. Si je m'arrête sur ce point, c'est uniquement parce que du truisme de Martov les orateurs suivants ont tiré cet argument *très courant et très vulgaire*, que Lénine veut « limiter l'effectif du parti à l'effectif des conspirateurs ». Cette conclusion, qui ne peut que faire sourire, a été tirée et par le camarade Possadovski et par Popov ; et lorsque Martynov et Akimov l'ont reprise, son véritable caractère est apparu clairement, je veux dire son caractère de phrase opportuniste. Actuellement, ce même argument est développé dans la nouvelle *Iskra* par Axelrod, pour faire connaître aux lecteurs les nouvelles conceptions de la nouvelle rédaction sur l'organisation. Déjà au congrès, dès la première séance où fut examiné le paragraphe premier, je me

suis aperçu que les contradicteurs voulaient se servir de cette arme à bon marché, et c'est pourquoi dans mon discours j'ai donné cet avertissement (p. 240) : « Il ne faut pas croire que les organisations du Parti ne doivent comprendre que des révolutionnaires professionnels. Nous avons besoin des organisations les plus diverses, de toutes sortes, de tous rangs et de toutes nuances, depuis des organisations extrêmement étroites et clandestines jusqu'à de très larges et très libres *lose Organisationen* ». [En allemand dans Le texte russe. N. du Trad.] C'est une vérité si patente et si évidente que j'ai jugé inutile de m'y arrêter...

Je l'avais déjà signalé dans *Que faire ?* et j'ai développé cette idée de façon plus concrète dans la « Lettre à un camarade ». Les cercles d'usine, écrivais-je, « sont particulièrement importants pour nous, car la force principale du mouvement est dans la bonne organisation des ouvriers dans les *grandes* usines, étant donné que les grandes usines (et les grandes fabriques) englobent cette partie de la classe ouvrière qui est non seulement la plus forte numériquement, mais aussi la partie prédominante par son influence, par son développement, par son aptitude au combat. Chaque entreprise doit être notre citadelle... Le sous-comité d'usine doit s'efforcer d'englober toute l'entreprise, une portion aussi grande que possible des ouvriers, dans un réseau de cercles (ou d'agents) de toutes sortes... Il faut que tous les groupes, cercles, sous-comités, etc. soient considérés comme des institutions du comité ou comme ses filiales. Les uns exprimeront directement leur désir d'être incorporés au Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et ils y seront incorporés à *condition d'être ratifiés* par le comité ; ils assumeront (par mandat du comité ou en accord avec lui) certaines fonctions, s'engageront à obéir aux directives des organismes du Parti, *recevront les droits attachés à la qualité de membres du Parti*, seront les premiers candidats au comité, etc. D'autres *n'entreront pas* dans le P.Q.S.D.R. ; ils resteront à l'état de cercles fondés par des membres du Parti, ou rattachés à tel ou tel groupe du Parti, etc. » (pp. 17-18). Les mots soulignés par moi font particulièrement ressortir que l'idée de ma formule du § 1 est déjà nettement exprimée dans ma « Lettre à un camarade ». Les conditions d'admission au Parti sont expressément indiquées ici : 1) un certain degré d'organisation et 2) la ratification du comité du Parti. Une page plus loin, j'indique à peu près les groupes et organisations qui doivent (ou ne doivent pas) être introduits dans le Parti et pour quelles raisons : « Les groupes de colporteurs doivent appartenir au P.O.S.D.R. et connaître un certain nombre de ses membres et de ses fonctionnaires. Un groupe qui étudie les conditions professionnelles de travail et établit les catégories de revendications professionnelles n'adhère pas nécessairement au P.O.S.D.R. Un groupe d'étudiants, d'officiers, d'employés qui travaillent à leur éducation *avec le concours* d'un ou deux membres du Parti, parfois même ne doit rien savoir de l'appartenance de ceux-ci au Parti, etc. » (pp. 18-19).

D'après le degré d'organisation en général, et de clandestinité en particulier, on peut distinguer à peu près les catégories suivantes : 1) les organisations de révolutionnaires ; 2) les organisations d'ouvriers, aussi larges et aussi variées que possible (je me borne à la seule classe ouvrière, mais je suppose comme allant de soi que certains éléments des autres classes en feront également partie, dans certaines conditions). Ces deux catégories forment le Parti. Puis : 3) les organisations d'ouvriers se rattachant au Parti ; 4) les organisations d'ouvriers ne se rattachant pas au Parti, mais soumises en fait à son contrôle et à sa direction ; 5) les éléments non organisés de la classe ouvrière qui en partie obéissent également, du moins pendant les grandes manifestations de la lutte de classe, à la direction de la social-démocratie. Voilà à peu près comment la chose se présente selon moi. Au contraire, du point de vue du camarade Martov, les limites du Parti restent absolument indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du Parti ». Quelle est l'utilité de cette imprécision ? La large diffusion d'une « appellation ». Elle a ceci de nuisible qu'elle comporte l'idée *désorganisatrice* de la confusion de la classe avec le Parti.

Pour illustrer les principes généraux que nous avons posés, jetons encore un rapide coup d'œil sur la suite des débats du congrès au sujet du § 1. La camarade Brouker (à la joie du camarade Martov) se prononce pour ma formule, mais *son* alliance avec moi, à la différence de l'alliance du camarade Akimov avec Martov, apparaît fondée sur un malentendu. La camarade Brouker « n'est pas d'accord avec l'ensemble des statuts et avec tout leur esprit » (p. 239), et elle défend ma formule comme le *fondement du démocratism*e souhaité par les partisans du *Rabotchëï Diélo*. La camarade Brouker ne s'est pas encore haussée jusqu'à ce point de vue que, dans la lutte politique, il faut parfois choisir *le moindre mal*. La camarade Brouker ne s'est pas aperçue qu'il est inutile de défendre le démocratism dans un congrès tel que le nôtre. Akimov s'est montré plus perspicace. Il a posé parfaitement la question lorsqu'il a reconnu que « les camarades Martov et Lénine discutent sur la question de savoir laquelle (des formules) atteint le mieux leur but commun » (p. 252). « Brouker et moi, continue-t-il, voulons choisir celle *qui atteint le moins au but*. Sous ce rapport, je choisis la formule de Martov. » Et le camarade Akimov a expliqué avec franchise que « leur but même » (à Plékhanov, à Martov et à moi : création d'une organisation dirigeante de révolutionnaires), il le tient pour « irréalisable et nuisible » ; que tout comme Martynov [Le camarade Martynov veut du reste se distinguer du camarade Akimov : il veut prouver que conspirateur ne signifie pas conspiratif, que la différence entre ces mots cache une différence de notions. Mais ni Martynov, ni Axelrod qui marche maintenant sur ses traces, n'ont expliqué en quoi consiste cette différence.

Martynov « fait comme si » je ne m'étais pas prononcé résolument, par exemple dans *Que faire ?* (ainsi que dans les « Tâches ») contre la « limitation de la lutte politique à la conspiration ». Le camarade Martynov veut forcer les auditeurs à oublier que ceux que j'ai combattus ne voyaient pas la nécessité d'une organisation de révolutionnaires, comme le camarade Akimov ne la voit pas encore.] il défend l'idée des économistes sur l'inutilité d'une « organisation de révolutionnaires ». Il est « pleinement convaincu que la vie fera malgré tout irruption dans notre organisation du Parti, même si vous lui barrez la route avec la formule de Martov ou avec celle de Lénine ». Cette conception « suiviste » de la « vie » ne vaudrait pas la peine qu'on s'y arrête, si nous ne l'avions pas rencontrée également chez Martov. Le second discours de Martov (p. 245) est en général si intéressant qu'il vaut la peine de l'examiner en détail.

Premier argument de Martov : le contrôle des organisations du Parti sur les membres du Parti n'appartenant pas à ces organisations, « est réalisable dans la mesure où le comité ayant chargé quelqu'un d'une fonction, est à même de la surveiller » (p. 245). Cette thèse est éminemment caractéristique, car elle « trahit », si l'on peut dire, à qui est nécessaire et à qui servira en *réalité* la formule de Martov : aux intellectuels isolés ou aux groupes ouvriers et aux masses ouvrières ? La vérité est que deux interprétations de la formule de Martov sont possibles : 1) est en droit de « se déclarer » membre du Parti (ce sont les propres termes du camarade Martov) quiconque lui prête un concours personnel régulier, sous la direction d'une de ses organisations ; 2) chaque organisation du Parti a le droit de reconnaître comme membre du Parti quiconque lui prête un concours personnel régulier sous sa direction. Seule la première interprétation donne la possibilité réelle à « chaque gréviste » de se dire membre du Parti, et c'est pourquoi elle seule a immédiatement conquis les cœurs des Liber, des Akimov et des Martynov. Mais cette interprétation est manifestement une phrase, car elle englobe toute la classe ouvrière, et la différence entre le Parti et la classe se trouve effacée ; on ne peut parler que « symboliquement » de contrôler et de diriger « chaque gréviste ». Voilà pourquoi Martov, dans son second discours, a dévié aussitôt vers la deuxième interprétation (bien que, soit dit entre parenthèses, elle ait été formellement repoussée par le congrès, qui a rejeté la résolution Kostitch, p. 225) : le comité attribuera des fonctions et en surveillera l'accomplissement. Naturellement, ces missions spéciales ne concerneront jamais la masse des ouvriers, les milliers de prolétaires (dont parlent Axelrod et Martynov) ; souvent elles seront confiées précisément aux professeurs mentionnés par Axelrod, aux collégiens dont se préoccupaient Liber et Popov (p. 241), à cette jeunesse révolutionnaire dont parlait Axelrod dans son second discours (p. 242). En un mot : ou bien la formule de Martov restera lettre morte, phrase creuse, ou bien elle profitera principalement et presque exclusivement « aux intellectuels, tout imprégnés d'individualisme bourgeois » et qui ne veulent pas entrer dans l'organisation. En paroles, la formule de Martov défend les intérêts des larges couches du prolétariat ; en fait, cette formule servira les intérêts des intellectuels bourgeois, qui craignent la discipline et l'organisation prolétariennes. Nul n'osera nier que ce qui caractérise, d'une façon générale, les intellectuels en tant que couche particulière dans les sociétés capitalistes contemporaines, c'est justement l'individualisme et l'inaptitude à la discipline et à l'organisation (voir, par exemple, les articles connus de Kautsky sur les intellectuels). C'est ce qui entre autres distingue désavantageusement cette couche sociale d'avec le prolétariat ; c'est aussi ce qui explique la mollesse et l'instabilité des intellectuels, dont le prolétariat a si souvent à se ressentir. Et cette particularité des intellectuels est intimement liée aux conditions ordinaires de leur vie, à leurs conditions de travail, qui se rapprochent sous bien des rapports des conditions d'existence de la petite bourgeoisie (travail individuel ou en très petites collectivités, etc.). Enfin, ce n'est pas non plus par hasard que justement les défenseurs de la formule Martov aient dû citer, à titre d'exemple, les professeurs et les collégiens ! Dans les débats sur le § 1, ce ne sont pas les champions d'une lutte prolétarienne élargie qui se sont élevés contre les champions d'une organisation essentiellement conspiratrice, comme le pensaient Martynov et Axelrod, mais les partisans de l'individualisme des intellectuels bourgeois qui se sont heurtés aux partisans de l'organisation et de la discipline prolétariennes.

Le camarade Popov a dit : « Partout, à Saint-Petersbourg comme à Nikolaev ou à Odessa, il y a, selon le témoignage des représentants de ces villes, des dizaines d'ouvriers qui diffusent des publications, qui font de l'agitation orale et qui ne peuvent pas être membres de l'organisation. On peut les rattacher à l'organisation, mais non les considérer comme membres » (p. 241). Pourquoi ne peuvent-ils pas être membres de l'organisation ? C'est le secret du camarade Popov. J'ai déjà cité plus haut un passage de la « Lettre à un camarade », montrant que justement l'admission de tous ces ouvriers (par centaines et non par dizaines) dans les organisations est possible et nécessaire, et que beaucoup de ces organisations peuvent et doivent adhérer au Parti.

Second argument de Martov : « Pour Lénine, il n'y a pas dans le Parti d'autres organisations que celles du Parti »... Tout à fait juste ! ... « Pour moi, au contraire, ces organisations doivent exister. La vie crée et multiplie les organisations plus vite que nous ne pouvons les admettre dans la hiérarchie de notre organisation combative de révolutionnaires professionnels »... C'est faux à deux égards : 1) la « vie » produit beaucoup moins de sérieuses organisations de révolutionnaires qu'il ne nous en faut à nous, au mouvement ouvrier ; 2) notre Parti doit être une hiérarchie non seulement des organisations de révolutionnaires, mais aussi de la masse des organisations

ouvrières... « Lénine croit que le Comité central ne confirmera dans le titre d'organisations du Parti que celles qui seront absolument sûres au point de vue des principes.

Mais la camarade Brouker comprend très bien que la vie [sic !] reprendra ses droits, et que le Comité central, pour ne pas laisser une foule d'organisations en dehors du Parti, sera obligé de les légaliser en dépit de leur caractère très peu sûr. C'est précisément pour cela que Brouker se joint à Lénine »... Il est évident que si le Comité central était *nécessairement* composé de gens qui ne se laissent pas guider par leur opinion propre, mais par le qu'en-dira-t-on, la « vie » reprendrait « ses droits » en ce sens que les éléments les plus arriérés du Parti prendraient le dessus. Mais il est impossible d'invoquer une seule raison *sensée* qui puisse obliger un Comité centra! *raisonnable* à introduire dans le Parti des éléments « peu sûrs ». C'est précisément en parlant de la « vie » qui « produit » des éléments peu sûrs, que Martov met en évidence le caractère opportuniste de son plan d'organisation !... « Quant à moi, je pense, poursuit-il, que si une telle organisation (pas tout à fait sûre) consent à accepter le programme et le contrôle du Parti, nous pouvons l'introduire dans le Parti, sans en faire pour cela une organisation du Parti. Je considérerais comme un grand triomphe de notre Parti, si par exemple quelque association d'« indépendants » décidait qu'elle accepte le point de vue de la social-démocratie et son programme et qu'elle adhère au Parti, ce qui toutefois ne signifierait pas que nous acceptions cette association dans l'organisation du Parti... Voilà à quelle confusion aboutit la formule de Martov : des organisations sans-parti qui appartiennent au Parti ! Représentez-vous seulement son schéma : le Parti = 1) des organisations de révolutionnaires, 2) des organisations d'ouvriers, reconnues comme organisations du Parti, 3) des organisations d'ouvriers non reconnues comme organisations du Parti (principalement les organisations d'« indépendants »), 4) des isolés remplissant diverses fonctions, professeurs, collégiens, etc., 5) « chaque gréviste ». A côté de ce plan remarquable, on ne peut placer que les paroles du camarade Liber : « Notre tâche n'est pas seulement d'organiser une organisation [!!] ; nous pouvons et devons organiser un parti » (p. 241). Oui, évidemment, nous pouvons et nous devons le faire ; mais alors ce qu'il nous faut, ce n'est pas prononcer des paroles dénuées de sens sur l'« organisation d'organisations », mais *exiger formellement* des membres du Parti qu'ils travaillent effectivement à *l'organisation*. Parler d'« organiser un parti » et défendre cette façon de masquer sous le nom de parti le manque d'organisation et la débandade, c'est parler pour ne rien dire.

« Notre formule — dit Martov — exprime la tendance à créer entre l'organisation de révolutionnaires et les masses un certain nombre d'organisations. » Mais non ! Cette tendance véritablement obligatoire, c'est justement ce que la formule de Martov *n'exprime pas*, car elle *n'offre aucun stimulant à s'organiser*, elle n'exige pas qu'on s'organise, elle ne distingue pas entre ce qui est organisé et ce qui ne l'est pas. Elle ne donne qu'une *dénomination*, et à ce propos on ne peut s'empêcher de rappeler les paroles d'Axelrod : « Il n'est pas de décrets par lesquels on puisse leur interdire (aux cercles de la jeunesse révolutionnaire, etc.), ainsi qu'aux individus, de se dire social-démocrates [sainte vérité !] ou même de se considérer comme élément constitutif du Parti »... Cette fois, c'est *absolument faux* ! Faire défense à quelqu'un de se dire social-démocrate est impossible et *inutile*, car ce mot n'exprime *proprement* qu'un système de convictions, et non des rapports déterminés d'organisation. Interdire à des cercles isolés ou à des individus de « se considérer comme élément constitutif du Parti » est possible et nécessaire, lorsque ces cercles et individus portent préjudice à la cause du Parti, le corrompent ou le désorganisent. Il serait ridicule de parler du *Parti*, comme d'un tout, comme d'une grandeur politique, si ce parti ne pouvait pas « interdire par décret » à un cercle de « se considérer comme une partie » du tout ! A quoi bon alors fixer les modes et conditions d'exclusion du Parti ? Axelrod a pratiquement poussé à l'absurde l'erreur fondamentale de Martov ; il a même érigé cette erreur *en théorie opportuniste* lorsqu'il a ajouté : « Dans la formule de Lénine, le § 1 est en contradiction de principe avec la nature même [!!], avec les tâches du Parti social-démocrate du prolétariat » (p. 243). Cela signifie — ni plus ni moins — que présenter au Parti des exigences plus élevées qu'à la classe, c'est se mettre en contradiction de principe avec la nature même des tâches du prolétariat. Rien d'étonnant si Akimov a défendu avec tant de vigueur pareille *théorie* !

Pour être juste signalons que le camarade Axelrod, qui *maintenant* veut transformer cette formule erronée et penchant manifestement vers l'opportunisme, en un noyau de *nouvelles* conceptions, s'était au contraire déclaré pendant le congrès disposé à « marchander », en disant : « Mais je remarque que j'enfonçe une porte ouverte parce que le camarade Lénine, avec ses cercles de périphérie considérés comme parties intégrantes de l'organisation du Parti, vient au-devant de ma demande »... (pas seulement avec les cercles de périphérie, mais aussi avec toutes sortes d'associations ouvrières ; cf. p. 242 du procès-verbal, discours du camarade Strakhov, et les passages cités plus haut de la « Lettre à un camarade »)...« Restent les isolés, mais là aussi nous pourrions encore marchander. » J'ai répondu à Axelrod que, d'une façon générale, je ne m'opposais pas aux marchandages ; aujourd'hui je me dois d'expliquer ce que j'entendais par là. C'est en ce qui concerne précisément les isolés, tous ces professeurs, ces collégiens et autres, que je serais le moins disposé aux concessions ; mais si l'on exprimait un doute en ce qui concerne les organisations ouvrières, je consentirais (malgré le mal-fondé absolu de ces doutes que j'ai démontré plus haut) à ajouter à mon § 1 une remarque dans le genre de celle-ci : « Les

organisations ouvrières acceptant le programme et les statuts du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, doivent être en aussi grand nombre que possible comprises parmi les organisations du Parti. » Certes, à parler strictement, un tel désir peut avoir sa place non pas dans les statuts qui doivent se borner à des définitions juridiques, mais dans des commentaires, dans des brochures (j'ai déjà rappelé que, longtemps avant les statuts, j'avais donné des explications en ce sens dans mes brochures) ; mais du moins une semblable remarque ne renfermerait pas l'ombre de ces idées *fausses*, pouvant conduire à la désorganisation, pas l'ombre de ces raisonnements *opportunistes*, de ces « *conceptions anarchistes* » que la formule du camarade Martov contient indubitablement. *[Au nombre de ces raisonnements, qui ne manquent pas de surgir lorsqu'on essaye de motiver la formule de Martov, appartient notamment cette phrase de Trotski (pp. 248 et 346) que « l'opportunisme naît de causes plus complexes (ou : est déterminé par des causes plus profondes) que tel ou tel point des statuts ; il est provoqué par le niveau de développement relatif de la démocratie bourgeoise et du prolétariat » ... La question n'est pas que tels points des statuts peuvent engendrer l'opportunisme. Il faut, à l'aide de ces statuts, forger une arme plus ou moins tranchante contre l'opportunisme. Plus ses causes sont profondes, plus cette arme doit être tranchante. Aussi justifier par les « causes profondes » de l'opportunisme une formule qui lui ouvre la porte, c'est du suivisme de la plus belle eau. Lorsque Trotski était contre Liber, il comprenait que les statuts sont une « méfiance organisée » du tout envers la partie, de l'avant-garde envers le détachement retardataire. Mais sitôt passé du côté de Liber, Trotski a oublié tout cela et même s'est mis à justifier la faiblesse et la précarité de l'organisation de cette méfiance (de la méfiance envers l'opportunisme) par des « causes complexes », par le « niveau de développement du prolétariat », etc. Autre argument de Trotski : « Pour la jeunesse intellectuelle, organisée de telle ou telle façon, il est beaucoup plus facile de s'inscrire soi-même [souligné par moi] dans les listes du Parti ». Justement. Voilà pourquoi la formule d'après laquelle les éléments inorganisés se déclarent eux-mêmes membres du Parti, pêche par son imprécision d'intellectuel, et non la mienne qui supprime le droit de « s'inscrire soi-même » dans les listes. Trotski dit que si le Comité central « ne reconnaît pas » l'organisation des opportunistes, c'est seulement en raison du caractère des personnes ; et puisque ces personnes sont connues comme individualités politiques, elles ne sont pas dangereuses ; on peut les exclure du Parti par un boycottage général. Cela n'est vrai que dans les cas où il faut exclure du Parti (et encore n'est-ce vrai qu'à moitié, car un parti organisé exclut par un vote, et non par le boycottage). C'est tout à fait faux pour les cas, beaucoup plus fréquents, où il est absurde d'exclure, où il faut simplement contrôler. Aux fins de contrôle, le Comité central peut intentionnellement admettre dans le Parti, à des conditions déterminées, une organisation pas tout à fait sûre, mais apte au travail, pour la mettre à l'épreuve, pour essayer de l'orienter sur le chemin de la vérité, pour paralyser par sa direction ses déviations partielles, etc. Une admission de ce genre n'est pas dangereuse, si d'une façon générale, il n'est pas permis de « s'inscrire soi-même » sur les listes du Parti. Elle sera souvent utile pour obtenir une expression (et une discussion) publique, responsable, contrôlée, des conceptions fausses et des tactiques erronées. « Mais si les définitions juridiques doivent correspondre aux rapports réels, il faut repousser la formule de Lénine », dit Trotski. Et cette fois encore il parle en opportuniste. Les rapports réels ne sont pas inertes ; ils vivent et se développent. Les définitions juridiques peuvent correspondre à un développement progressif de ces rapports, mais elles peuvent aussi (si ces définitions sont mauvaises) « correspondre » à une régression ou à une stagnation. Ce dernier cas est justement le « cas » du camarade Martov.]*

La dernière expression entre guillemets appartient à Pavlovitch, qui a qualifié avec juste raison *d'anarchisme* le fait de reconnaître comme membres des gens « *irresponsables* et *s'inscriront* eux-mêmes dans le Parti ». Pavlovitch explique ma formule à Liber : « Traduite en clair », elle signifie : « Dès l'instant que tu veux être membre du Parti, tu dois reconnaître aussi les rapports d'organisation, et pas seulement platoniquement. » Pavlovitch a signalé avec non moins de raison la contradiction entre la formule de Martov et la thèse indiscutable du socialisme scientifique, invoquée si mal à propos par le même Martov : « Notre Parti est l'interprète conscient d'un processus inconscient. » C'est bien cela. Et c'est bien pourquoi on aurait tort de vouloir que « chaque gréviste » puisse s'intituler membre du Parti ; car si « chaque grève » n'était pas simplement l'expression élémentaire d'un puissant instinct de classe et de la lutte de classe menant inévitablement à la révolution sociale ; si elle était l'*expression consciente* de ce processus, alors... alors la grève générale ne serait pas une phrase anarchiste, alors notre Parti *s'identifierait* immédiatement, d'un seul coup, avec toute la classe ouvrière et, par suite, en finirait d'un seul coup avec *toute la société bourgeoise*. Pour être *vraiment* un interprète conscient, le Parti doit savoir établir des rapports d'organisation *assurant un certain niveau* de conscience et élevant systématiquement ce niveau. « Si l'on suit la voie de Martov — dit Pavlovitch — il faut tout d'abord supprimer l'article sur la reconnaissance du *programme*, car pour accepter un programme il faut l'assimiler, le comprendre... Reconnaître le programme implique un niveau assez élevé de conscience politique. » Nous n'admettrons jamais que le *soutien* de la social-démocratie, la *participation* à la lutte dirigée par elle, soient artificiellement *limités* par des exigences quelconques (assimilation, compréhension, etc.), car cette *participation* en elle-même, par le seul fait qu'elle s'exprime, *élève* et la conscience et les instincts d'organisation ; mais dès l'instant que *nous nous*

sommes réunis en Parti pour un travail systématique, nous devons nous préoccuper d'assurer les conditions de ce travail.

Que l'avertissement de Pavlovitch touchant le programme n'ait pas été superflu, on a pu s'en rendre compte aussitôt à cette même séance. Akimov et Liber, qui avaient fait voter la formule de Martov [Il y avait pour elle 28 voix, et 22 contre. Sur 8 anti-iskristes, 7 furent pour Martov, un pour moi. Sans l'appui des opportunistes, Martov n'aurait pas fait passer sa formule opportuniste.] ont aussitôt révélé leur véritable nature, en demandant (pp. 254-255) qu'on n'exigeât (pour « être membre » du Parti) qu'une reconnaissance platonique du programme lui-même, de ses « principes fondamentaux ». « La proposition d'Akimov est parfaitement logique du point de vue de Martov », a observé Pavlovitch.

Le groupement des voix sur le § 1 des statuts a révélé un phénomène du même genre que pendant l'incident à propos de l'égalité des langues : la défection d'un quart (environ) de la majorité iskriste rend possible la victoire des anti-iskristes, que suit le « centre ».

(Les paragraphes *j*, *k*, *l*, *m* ont été supprimés dans la présente édition ; ils ne contiennent presque exclusivement que l'exposé de menues controverses sur des détails des statuts ou sur la composition des organismes centraux du Parti. Ni l'un ni l'autre n'offrait d'intérêt ni pour le lecteur de nos jours ni d'importance pour éclaircir les divergences entre la « minorité » et la « majorité ». Nous ne reproduisons que la fin du paragraphe *m*, relatif à une question de tactique envisagée au II^e congrès) :

... La seule discussion intéressante — mais malheureusement trop courte — sur le fond, s'engagea à propos de la résolution de Starover sur les libéraux. A en juger par les signatures (pp. 357 et 358), elle fut adoptée par le congrès parce que trois partisans de la « majorité » (Braun, Orlov et Ossipov) avaient voté à la fois *pour elle* et pour la résolution de Plékhanov, sans voir de contradiction irréductible entre ces deux résolutions. De prime abord, il n'y a pas de contradiction irréductible entre elles, puisque celle de Plékhanov établit un principe général, exprime une attitude précise au point de vue des principes et de la tactique envers le *libéralisme bourgeois en Russie* et que celle de Starover essaie d'établir *les conditions concrètes* dans lesquelles sont *admissibles* des « *accords temporaires* » avec les « *tendances libérales ou démocratiques libérales* ». Les sujets des deux résolutions sont différents. Mais celle de Starover manque justement *de précision politique* ; elle est donc sans valeur et sans importance. Elle ne *définit pas le contenu social du libéralisme russe* ; elle n'indique pas les *tendances politiques déterminées* qui le reflètent ; elle n'éclaire pas le prolétariat sur les objectifs *fondamentaux* de sa propagande et de son agitation à l'égard de ces *tendances déterminées* ; elle confond (en raison de son défaut de précision) des choses aussi différentes que le mouvement universitaire et l'*Osvoboždění*⁹⁴ ; elle se montre trop étroite et casuistique en prescrivant *trois conditions concrètes* dans lesquelles sont *admissibles* les « *accords temporaires* ». Dans ce cas comme dans beaucoup d'autres, le défaut de précision politique conduit à la casuistique. L'absence de principe général et le désir de dénombrer les « conditions » aboutissent à une énumération étroite et, rigoureusement parlant, *inexacte* de ces conditions. En effet, examinez ces trois conditions de Starover : 1° « les *tendances libérales ou démocratiques libérales* » doivent « *déclarer nettement et sans équivoque* que, dans leur lutte contre le gouvernement autocratique, elles se placent résolument du côté de la social-démocratie russe ». Quelle différence y a-t-il entre les *tendances libérales et démocratiques libérales* ? La résolution ne fournit pas de données pour répondre à cette question. N'est-ce pas en ceci que les *tendances libérales* marquent la position des couches politiquement les moins progressives de la bourgeoisie alors que les *tendances démocratiques libérales* marquent la position des couches les plus progressives de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ? Si oui, comment le camarade Starover peut-il admettre que les couches bourgeoises les moins progressives (mais progressives tout de même, sinon on ne pourrait pas parler de libéralisme) « se placent résolument du côté de la social-démocratie » ?? Cela est absurde, et si même les représentants de cette tendance le « *déclaraient nettement et sans équivoque* » (hypothèse tout à fait impossible), nous, parti du prolétariat, nous aurions le devoir de ne pas ajouter foi à leurs déclarations. Etre libéral et se placer résolument du côté de la social-démocratie, voilà deux choses qui s'excluent.

Ensuite. Admettons le cas suivant : les « *tendances libérales ou démocratiques libérales* » déclareront nettement et sans équivoque que, dans leur lutte contre l'autocratie, elles se placent résolument du côté des *socialistes-révolutionnaires*. Hypothèse bien moins invraisemblable (étant donné la nature démocratique bourgeoise de la tendance des *socialistes-révolutionnaires*) que celle du camarade Starover. Sa résolution, vu son caractère imprécis et casuistique, implique que, *dans ces cas, des accords temporaires* avec des libéraux de ce genre sont *inadmissibles*. Pourtant, cette conclusion nécessaire qui se dégage de la résolution du camarade Starover conduit à une thèse *nettement fautive*. Les *accords temporaires* sont *admissibles* et avec les *socialistes-révolutionnaires* (voyez à ce sujet la résolution du congrès), et *par conséquent* avec les libéraux, qui se rangeraient du côté des *socialistes-révolutionnaires*.

Deuxième condition : si ces tendances « n'inscrivent pas dans leurs programmes des revendications contrariant les intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie en général, ou obscurcissant leur conscience ». Là encore même erreur : il n'a jamais existé et il ne peut exister de tendances démocratiques libérales qui n'inscrivent pas dans leur programme des revendications contrariant les intérêts de la classe ouvrière et obscurcissant la conscience du prolétariat. Même une des fractions les plus démocratiques de notre tendance démocratique libérale, celle des socialistes-révolutionnaires, formule dans son programme, où la confusion règne comme dans tous les programmes libéraux, des revendications contrariant les intérêts de la classe ouvrière et obscurcissant sa conscience. De ce fait il faut déduire la *nécessité* de « démasquer l'étroitesse et l'insuffisance du mouvement émancipateur de la bourgeoisie » mais non point l'inadmissibilité des accords temporaires.

Enfin, la troisième « condition » du camarade Starover (que les libéraux démocrates fassent du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret le mot d'ordre de leur lutte) est *fausse* elle aussi dans la formule générale qui lui est donnée : *il ne serait pas raisonnable* de déclarer que les accords temporaires et particuliers sont en tout état de cause inadmissibles avec des tendances démocratiques libérales, qui prendraient comme devise une constitution censitaire, une constitution « tronquée » en général. C'est au fond parmi ces tendances que l'on pourrait ranger celle de ces messieurs de l'*Osvobodjénié* ; mais se lier les mains, en interdisant d'avance les « accords temporaires », fût-ce avec les libéraux les plus timides, ce serait faire preuve d'une myopie politique incompatible avec les principes du marxisme.

Bilan : la résolution du camarade Starover, signée également des camarades Martov et Axelrod, est *erronée* ; et le troisième congrès fera bien de l'annuler. Son défaut, c'est l'*imprécision politique* de la position théorique et tactique, c'est l'esprit casuistique des « conditions » pratiques qu'elle impose. Elle *confond deux questions* : 1. le devoir que nous avons de démasquer « les traits antirévolutionnaires et anti-prolétariens » de toute tendance démocratique libérale et de les *combattre* et 2. les *conditions* dans lesquelles sont possibles des *accords* temporaires et particuliers avec n'importe laquelle de ces tendances. Cette résolution ne donne pas ce qu'il faut (l'analyse du contenu social du libéralisme) ; elle donne ce qu'il ne faut pas (la liste des « conditions »). Il est absurde de vouloir en général, dans un congrès du Parti, élaborer les « conditions » concrètes d'accords temporaires, en l'absence d'un partenaire déterminé, qui doit être le sujet de ces accords éventuels. Et si même ce « sujet » était là, il serait cent fois plus rationnel de laisser le soin de préciser les « conditions » d'un accord temporaire aux organismes centraux du Parti, ainsi d'ailleurs que le congrès l'a fait pour la « tendance » de messieurs les socialistes-révolutionnaires (voyez les modifications apportées par Plékhanov à la fin de la résolution d'Axelrod, pages 362 et 15 des procès-verbaux).

Quant aux objections présentées par la « minorité » contre la résolution de Plékhanov, voici l'unique argument invoqué par Martov : la résolution de Plékhanov « se termine par une conclusion pitoyable : il faut démasquer un littérateur. N'est-ce pas « s'armer d'une massue pour abattre une mouche » ? » (page 358). Cet argument, où l'absence de pensée est dissimulée sous un mot cinglant — « conclusion pitoyable » — nous fournit un nouvel exemple de phraséologie prétentieuse.

D'abord, la résolution de Plékhanov parle de « démasquer devant le prolétariat l'étroitesse et l'insuffisance du mouvement émancipateur de la bourgeoisie, partout où cette étroitesse et cette insuffisance pourront se manifester ». Aussi est-ce pure fadaise que d'affirmer, comme le fait le camarade Martov (au congrès de la Ligue, page 88 des procès-verbaux), que « toute l'attention doit être portée contre un seul libéral, contre Strouvé ». En second lieu, comparer monsieur Strouvé à une « mouche », quand il s'agit de la possibilité d'accords temporaires avec les libéraux russes, c'est sacrifier à un mot mordant l'évidence politique la plus élémentaire. Non, monsieur Strouvé n'est pas une mouche, mais une grandeur politique ; et s'il l'est, ce n'est pas que personnellement il soit une grande figure. Sa qualité de grandeur politique, il la tient de sa position de seul représentant du libéralisme russe, libéralisme tant soit peu apte au travail et organisé, dans le monde illégal. Aussi bien, parler des libéraux russes et de l'attitude de notre Parti à leur égard, sans songer à monsieur Strouvé et à l'*Osvobodjénié*, c'est parler pour ne rien dire. Ou peut-être le camarade Martov essaiera-t-il de nous indiquer au moins *une seule et unique* « tendance libérale ou démocratique libérale » en Russie, qui puisse à l'heure actuelle, même de loin, se comparer à la tendance de l'*Osvobodjénié* ? Il serait curieux de voir comment le camarade Martov s'y prendrait !

« Le nom de Strouvé ne dit rien aux ouvriers », a dit Kostrov à l'appui de Martov. Cet argument, n'en déplaise aux camarades Kostrov et Martov, est dans l'esprit d'Akimov. C'est quelque chose comme le prolétariat au génitif⁹⁵.

Quels sont les ouvriers auxquels « le nom de Strouvé ne dit rien » (ainsi que le nom de l'*Osvobodjénié*, mentionné dans la résolution de Plékhanov à côté du nom de Strouvé) ? Ce sont les ouvriers qui connaissent fort peu ou ne connaissent pas du tout les « tendances libérales ou libérales démocratiques » en Russie. Je le demande : quelle doit être l'attitude de notre congrès vis-à-vis de ces ouvriers ? Doit-il charger des membres du Parti de faire connaître à ces ouvriers l'unique tendance libérale bien définie, existant en Russie, ou bien *passer sous silence* un nom peu connu de ces ouvriers justement à cause de leur peu de connaissances en politique ? Si Kostrov, après avoir fait le premier pas à la suite d'Akimov, ne veut pas faire le second pas, il tranchera à coup sûr cette question dans le premier sens. Et l'ayant tranchée dans le premier sens, il verra combien son argument était sans consistance. *Ce qui est certain*, c'est que les mots : « Strouvé » et « *Osvobodjénié* », dans la résolution de Plékhanov, *peuvent donner* aux ouvriers infiniment plus que les mots : « tendance libérale ou démocratique libérale » dans la résolution de Starover.

A l'heure actuelle l'ouvrier russe ne peut connaître pratiquement les tendances politiques un peu précises de notre libéralisme autrement que par l'*Osvobodjénié*. Les publications libérales légales ne valent rien ici, parce que trop nuageuses. Et c'est contre les gens de l'*Osvobodjénié* que nous devons diriger avec le plus de zèle possible (et devant des masses ouvrières aussi vastes que possible) l'arme de notre critique, afin qu'au moment de la prochaine révolution le prolétariat russe puisse, par une véritable critique des armes paralyser les tentatives inévitables de ces messieurs de l'*Osvobodjénié* pour rétrécir le caractère démocratique de la révolution.

n) TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA LUTTE AU CONGRÈS. L'AILE RÉVOLUTIONNAIRE ET L'AILE OPPORTUNISTE DU PARTI

Il nous faut maintenant résumer le tout afin de pouvoir, en nous basant sur *tous* les documents du congrès, répondre à la question suivante : quels éléments, groupes et nuances ont fini par constituer la majorité et la minorité qui allaient devenir, pour un temps, la division fondamentale dans notre Parti ? Il est nécessaire de faire le bilan de la riche documentation ayant trait aux nuances de principe, de théorie et de tactique, que nous offrent les procès-verbaux du congrès. Sans un « relevé » général, sans un tableau d'ensemble de tout le congrès et de tous les principaux groupements lors des votes, cette documentation reste trop morcelée, éparse, de sorte qu'à première vue tels ou tels groupements paraissent accidentels, surtout pour quiconque ne se donne pas la peine *d'étudier*, en toute indépendance et par le détail, les procès-verbaux du congrès (en est-il beaucoup parmi les lecteurs qui se soient donné cette peine ?).

Dans les comptes rendus du parlement anglais, on retrouve souvent le mot caractéristique de *division*. La Chambre s'est « divisée » en majorité et minorité, dit-on sur le vote d'une question. La « division » de notre Chambre social-démocrate lors de la discussion des diverses questions au congrès, nous fournit sur la lutte au sein du Parti, sur ses nuances d'opinion et ses groupes, un tableau *incomparable, d'une plénitude et d'une précision unique en son genre*.

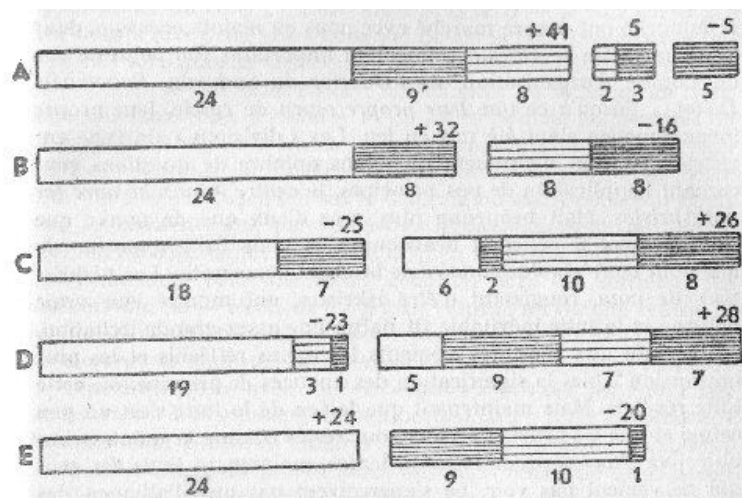
Pour rendre ce tableau plus net, pour obtenir un vrai *tableau*, et non un amas de faits et d'incidents décousus, épars et isolés, pour mettre fin aux interminables et stupides discussions sur certains votes (qui a voté pour l'un, qui a soutenu l'autre?), j'ai essayé de représenter, sous forme de *diagramme, tous les principaux* types de « divisions » à notre congrès. Ce procédé à coup sûr paraîtra étrange à bien des gens, mais je doute fort que l'on puisse trouver une autre méthode permettant vraiment de généraliser et de résumer d'une manière aussi complète et aussi précise. Quand il y a eu vote nominal, on peut déterminer avec une précision absolue si tel ou tel délégué a voté pour ou contre une proposition ; pour certains votes importants qui ne sont pas nominaux, on peut sans trop s'éloigner de la vérité, en se basant sur les procès-verbaux, élucider la question avec un haut degré de probabilité. Et si l'on prend en considération *tous* les votes nominaux, de même que les votes non nominaux sur des questions de quelque importance (en tenant compte, par exemple, de l'ampleur et de la passion des débats), on aura un tableau de la lutte intérieure de notre Parti, une image aussi objective que possible, étant donné la documentation dont nous disposons. De plus, au lieu de donner une image photographique, c'est-à-dire celle de chaque vote pris séparément, nous tâcherons de faire un tableau, c'est-à-dire que nous indiquerons tous les principaux *types* de votes, en laissant de côté les exceptions et variations relativement peu importantes, qui ne feraient qu'embrouiller les choses.

En tout cas, chacun pourra, en se basant sur les procès-verbaux, vérifier le moindre détail de notre tableau, le compléter par tel vote que l'on voudra, en un mot le critiquer non seulement par des arguments, des doutes ou invocations d'exemples isolés, mais en traçant un *tableau différent* avec la même documentation à l'appui.

En portant sur le diagramme tous les délégués qui auront pris part au vote, nous indiquerons avec différentes hachures les quatre groupes fondamentaux que nous avons suivis en détail tout le long des débats au congrès, à savoir : 1. les iskristes de la majorité ; 2. les iskristes de la minorité ; 3. le « centre » et 4. les anti-iskristes. Nous avons constaté des différences entre ces groupes, quant aux nuances de principe, *dans une foule d'exemples* ; et s'il en est à qui les *noms* de ces groupes déplaisent, parce que rappelant trop aux amateurs de zigzags l'organisation de l'*Iskra* et la tendance de l'*Iskra*, nous leur dirons que le nom importe peu. Maintenant que nous avons repéré les nuances à travers *tous* les débats du congrès, il est aisé de substituer aux appellations de parti, déjà établies et devenues familières (appellations qui blessent l'oreille de certains), la caractéristique *de ce qui fait le fond des nuances entre les groupes*. Une telle substitution nous donnerait pour ces mêmes quatre groupes les appellations suivantes : 1. les social-démocrates révolutionnaires conséquents ; 2. les petits opportunistes ; 3. les opportunistes moyens et 4. les grands opportunistes (grands à l'échelle russe).

Passons à la description détaillée des types de vote « photographiés » dans ce diagramme.

TABLEAU D'ENSEMBLE DE LA LUTTE AU II^e Congrès du P.O.S.D.R. 1903



Désignation des Groupes :

- Iskristes de la majorité
- Iskristes de la minorité
- Centre
- Anti-iskristes

Les chiffres précédés d'une croix (+) ou d'un trait (-) indiquent respectivement le nombre des voix recueillies pour ou contre sur certaines questions. Les chiffres sous les barres indiquent le nombre des voix recueillies par chacun des quatre groupes. Le caractère des votes pour chacun des groupes de A à E est donné dans le texte.

Le premier type de vote (A) englobe les cas où le « centre » a marché avec les iskristes contre les anti-iskristes ou une partie d'entre eux. Il comprend le vote sur le programme dans son ensemble (seul Akimov s'est abstenu, les autres étaient pour), le vote sur la résolution de principe condamnant la fédération (tous, à l'exception de cinq bundistes, ont voté pour), le vote sur le paragraphe 2 des statuts du Bund (cinq bundistes contre nous, cinq abstentions : Martynov, Akimov, Brouker et Makhov, ce dernier avec deux voix ; les autres avec nous) ; *c'est ce vote qui figure dans le diagramme A*. Ensuite, les *trois* votes sur la proposition sanctionnant l'*Iskra* comme organe central du Parti étaient aussi du même type : la rédaction (cinq voix) s'est abstenue ; lors des trois votes, deux furent contre (Akimov et Brouker) ; en outre, lors du vote des *motifs* sanctionnant l'*Iskra*, cinq bundistes et Martynov s'abstinrent. [Pourquoi précisément a-t-on choisi pour le diagramme le vote sur le paragraphe 2 des statuts du Bund ? Parce que le vote sanctionnant l'*Iskra* est moins complet, alors que les votes sur le programme et la fédération touchent à des décisions politiques définies d'une façon moins concrète. D'une façon générale, choisir l'un ou l'autre parmi les votes de même type ne changera rien aux traits essentiels du tableau, comme chacun peut s'en rendre compte aisément en faisant des changements appropriés.]

Le type de vote envisagé répond à une question d'importance, du plus vif intérêt : quand le « centre » du congrès a-t-il suivi les iskristes ? Ou bien lorsque, à peu d'exceptions près, *les anti-iskristes eux aussi étaient avec nous* (adoption du programme, confirmation de l'*Iskra* indépendamment des motifs), ou bien lorsqu'il s'agissait de *déclarations* qui n'obligeaient pas encore directement à une attitude politique précise (reconnaître le travail d'organisation de l'*Iskra* n'oblige pas encore à appliquer en fait, aux groupes particuliers, sa politique en matière d'organisation ; rejeter le principe d'une fédération n'empêche pas de s'abstenir quand est posée la question d'un projet concret de fédération, comme nous l'avons vu par l'exemple de Makhov).

Nous avons déjà vu plus haut, en parlant de la signification des groupements au congrès en général, combien cette question était mal présentée dans l'exposé officiel de l'officielle *Iskra* qui (par la bouche de Martov) *estompe, escamote* la différence entre les iskristes et le « centre », entre les social-démocrates révolutionnaires conséquents et les opportunistes en invoquant *des cas où les anti-iskristes eux-mêmes ont marché avec nous !* Même les opportunistes allemands et français les plus à « droite » dans les partis social-démocrates, ne votent jamais contre dans des questions comme *l'adoption du programme dans son ensemble*.

Le deuxième type de vote (B) comprend les cas où les iskristes, conséquents ou non, ont marché ensemble contre tous les anti-iskristes et tout le « centre ». C'étaient principalement les cas où il s'agissait d'appliquer les plans concrets et définis de la politique de l'*Iskra* ; de reconnaître l'*Iskra en fait, et pas seulement en paroles*. Ici se rapportent l'*incident* du Comité d'organisation [*C'est ce vote qui figure dans le diagramme B : les iskristes avaient obtenu 32 voix, la résolution bundiste 16. Notons que parmi les votes de ce type, il n'y a pas un seul vote nominal. La répartition des votes par délégués ne peut être établie — avec un haut degré de probabilité — que par des données de deux genres : 1. dans les débats, les orateurs des deux groupes d'iskristes se prononcent pour, les orateurs anti-iskristes et le centre, contre ; 2. le nombre de voix « pour » est toujours très proche de 33. Il ne faut pas oublier non plus qu'en analysant les débats au congrès, nous avons noté, outre les votes, de nombreux cas où le « centre » a marché avec les anti-iskristes (les opportunistes) contre nous. Par exemple : la valeur absolue des revendications démocratiques, l'appui aux éléments d'opposition, la restriction du centralisme, etc.], la mise en première place de la question relative à la situation du Bund dans le Parti, la dissolution du groupe l'*Ouvrier du Sud*, deux votes sur le programme agraire et enfin, sixièmement, le vote contre l'Union des social-démocrates russes à l'étranger (*Rabotchëï Diélo*), c'est-à-dire la reconnaissance de la Ligue comme seule organisation du Parti à l'étranger. Le vieux système des cercles, celui d'avant la formation du Parti, les intérêts des organisations ou petits groupes opportunistes, la compréhension étroite du marxisme s'affrontaient ici avec la politique conséquente et strictement conforme aux principes de la social-démocratie révolutionnaire. Les iskristes de la minorité ont encore marché avec nous en mainte occasion, dans toute une série de votes extrêmement importants (du point de vue du Comité d'organisation, de l'*Ouvrier du Sud*, du *Rabotchëï Diélo*) ... jusqu'à ce que leur propre esprit de cercle, leur propre inconséquence aient été mis en jeu. Les « divisions » du type envisagé montrent clairement que dans nombre de questions concernant l'application de nos principes, le centre a marché avec les anti-iskristes, était beaucoup plus près d'eux que de nous ; que pratiquement il penchait beaucoup plus pour l'aile opportuniste que pour l'aile révolutionnaire de la social-démocratie. Les « iskristes » de nom, rougissant d'être iskristes, ont montré leur vraie nature ; et la lutte inévitable fit naître une assez grande irritation, qui cachait aux yeux des éléments les moins réfléchis et les plus impressionnables la signification des nuances de principe que cette lutte révélait. Mais maintenant que le feu de la lutte s'est un peu calmé et que les procès-verbaux sont restés comme la quintessence objective d'une série de luttes ardentes, maintenant seuls des gens qui ne veulent pas voir, ne s'aperçoivent pas que l'alliance des Makhov et des Iégorov avec les Akimov et les Liber n'était pas un effet du hasard, et ne pouvait l'être.*

Ce qui caractérise le troisième type de votes au congrès, représenté par les trois dernières parties du diagramme (C, D et E), c'est qu'une faible partie des iskristes se détache et passe du côté des anti-iskristes qui, pour cette raison, remportent la victoire (tant qu'ils restent au congrès). Pour montrer avec une exactitude absolue le développement de cette coalition de la minorité iskriste avec les anti-iskristes, nous indiquons les trois types essentiels de votes *nominatifs* de ce genre. C — le vote sur l'égalité des langues (nous prenons le dernier des trois votes nominaux sur cette question, comme étant le plus complet). Tous les anti-iskristes et le centre tout entier se dressent comme un mur contre nous, alors qu'une partie de la majorité et une partie de la minorité se séparent des iskristes. *On ne voit pas encore quels iskristes sont capables de former une coalition définitive et solide avec la « droite » opportuniste du congrès*. Puis, vient le type D — le vote sur le § 1 des statuts (des deux votes nous indiquons le plus précis, celui qui s'est fait sans aucune abstention). *La coalition se dessine avec plus de relief et se fait plus solide* : les iskristes de la minorité sont déjà tous aux côtés d'Akimov et de Liber ; parmi les iskristes de la majorité il n'y en a qu'un tout petit nombre, ce qui compense les trois délégués du « centre » et l'anti-iskriste passés de notre côté. Un simple coup d'œil sur le diagramme suffit pour voir quels sont les éléments qui, par hasard et momentanément, ont passé tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et quels sont ceux qui *marchaient irrésistiblement vers une solide coalition avec les Akimov*. Au dernier vote (E — élections à l'organe central, au

Comité central et au Conseil du Parti), *qui représente justement la division définitive en majorité et minorité*, on aperçoit clairement la fusion totale de la minorité iskriste avec *tout* le « centre » et avec les *restes* des anti-iskristes. A ce moment, des huit anti-iskristes, *seule* la camarade Brouker était restée au congrès (Akimov lui avait déjà expliqué sa faute et elle avait pris la place qui lui revenait de droit parmi les *partisans de Martov*). Le départ des sept *opportunistes les plus à « droite »* décida du sort des élections contre Martov. [*Les sept opportunistes qui se sont retirés du IIe congrès étaient les cinq bundistes (le Bund est sorti du Parti après que le II^e Congrès a repoussé le principe fédératif) et les deux délégués du Rabotchéï Diélo, Martynov et Akimov. Ces deux derniers ont quitté le congrès après que la Ligue iskriste a été reconnue comme la seule organisation du Parti à l'étranger, c'est-à-dire après qu'a été dissoute l'« Union des social-démocrates russes » du Rabotchéï Diélo à l'étranger. (Notes de Lénine à l'édition de 1908. N. R.)*]

Et maintenant, forts des données objectives concernant les votes de *chaque type*, faisons le bilan du congrès.

On a beaucoup parlé du caractère « *fortuit* » de la majorité à notre congrès. Le diagramme montre clairement qu'en *un sens*, mais en un seul, la majorité peut être qualifiée de fortuite : dans ce sens précisément que le retrait des sept délégués les plus opportunistes de la « *droite* » a été *fortuit*. Pour autant que ce retrait a été fortuit, *pour autant* (mais pas plus) notre majorité a été fortuite elle aussi. Un simple coup d'œil sur le diagramme montrera, mieux que de longues dissertations, de quel côté auraient été, *auraient dû être* ces sept délégués. [*Nous verrons plus loin qu'après le congrès le camarade Akimov et le comité de Voronège, qui a le plus de parenté avec le camarade Akimov, ont nettement exprimé leur sympathie à la « Minorité ».*] Mais l'on se demande : jusqu'à quel point peut-on vraiment considérer le retrait de ces sept délégués comme fortuit ? Question que n'aiment pas à se poser les gens qui parlent volontiers du caractère « *fortuit* » de la majorité. Question désagréable. Est-ce par hasard que les représentants les plus résolus de l'aile *droite* de notre Parti se sont retirés du congrès, et non ceux de l'aile *gauche* ? Est-ce par hasard que les *opportunistes* se sont retirés, et non les *social-démocrates révolutionnaires* conséquents ? Ce retrait « *fortuit* » n'est-il pas en liaison quelconque avec la lutte contre l'aile opportuniste qui s'est livrée pendant tout le congrès, et qui apparaît avec cette évidence dans notre diagramme ?

Il suffit de poser ces questions si désagréables à la minorité pour comprendre quel fait *recouvrent* ces propos sur le caractère fortuit de la majorité. C'est ce fait certain et indiscutable que *la minorité était composée des membres de notre Parti les plus portés vers l'opportunisme*. La minorité était constituée par les éléments du Parti *les moins stables* en théorie, — *les moins conséquents au point de vue des principes*. Elle était formée précisément de l'aile *droite* du Parti. La division en majorité et minorité est la continuation directe et inévitable de cette division de la social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste, en Montagne et Gironde, division qui ne date point d'hier, qui n'est pas propre au seul Parti ouvrier russe, et qui ne disparaîtra certes pas de sitôt.

Ce fait est d'une importance capitale pour expliquer les causes et les différents stades de nos divergences. Essayer *d'esquiver* ce fait en niant ou voilant la lutte au congrès et les nuances de principe qui s'y sont manifestées, c'est se décerner un brevet de complète indigence intellectuelle et politique. Et pour *réfuter* ce fait il faut, *premièrement*, montrer que le tableau général des votes et des « divisions » à notre congrès du Parti est différent de celui que j'apporte ; il faut, *deuxièmement*, montrer que, dans toutes les questions sur lesquelles le congrès s'est « *divisé* », les social-démocrates révolutionnaires les plus conséquents, ceux qui en Russie avaient pris le nom d'iskristes, *avaient tort quant au fond*.

Le fait que la minorité était composée des éléments du Parti les plus opportunistes, les moins stables et les moins conséquents donne entre autres une réponse aux nombreuses réflexions et objections adressées à la majorité par des gens qui connaissent mal la question ou ne l'ont pas suffisamment creusée. N'est-il pas futile, nous dit-on, de vouloir expliquer les *divergences* par une petite faute de Martov et d'Axelrod ? Oui, messieurs, la faute de Martov n'était pas grande (je l'ai moi-même déclaré au congrès dans le feu de la lutte) ; mais cette petite faute *pouvait causer (et a déjà causé)* beaucoup de tort, le camarade Martov s'étant laissé gagner par des délégués qui avaient commis *toute* une *série d'erreurs* et qui, sur toute une série de questions, avaient montré un penchant vers l'opportunisme et une absence de fermeté quant aux principes. Que Martov et Axelrod aient manqué de stabilité, voilà un fait individuel et de peu d'importance ; par contre, fait non individuel, *mais concernant le Parti* et qu'on *ne saurait dire de peu d'importance*, c'est qu'une minorité très, très importante a été formée de *tous* les éléments les moins stables, *de tous ceux* qui ne reconnaissaient nullement la tendance de *l'Iskra* et la combattaient directement, ou qui la reconnaissaient en paroles, mais en réalité suivaient constamment les anti-iskristes.

N'est-il pas ridicule de vouloir *expliquer* les divergences par la domination de l'esprit de cercle racorni et le philistinisme révolutionnaire dans le petit cercle de la vieille rédaction de *l'Iskra* ? Non, cela n'est pas ridicule,

car tous ceux de notre Parti qui, pendant la durée du congrès, ont lutté en faveur de *tout système de cercles* ; tous ceux qui en général étaient incapables de s'élever au-dessus du philistinisme révolutionnaire ; tous ceux qui invoquaient le caractère « historique » du philistinisme et de l'esprit de cercle pour justifier et conserver ce mal, — ceux-là ont prêté leur appui à cet esprit de cercle individuel. On pourrait encore à la rigueur considérer comme fortuit le fait que d'étroits intérêts de cercle l'aient emporté sur les intérêts du Parti, dans le petit cercle de la rédaction de *l'Iskra*. Mais ce n'est pas par hasard que, pour défendre cet esprit de cercle, se sont dressés comme un seul homme les Akimov et Brouker, auxquels était aussi chère (sinon plus) la « continuité historique » du célèbre comité de Voronège et de la fameuse Organisation « ouvrière » de Pétersbourg⁹⁶, les Iégorov qui pleuraient aussi amèrement, sinon davantage, le « meurtre » du *Rabotchéïé Diélo* que le « meurtre » de l'ancienne rédaction, les Makhov, etc., etc. Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es, — dit la sagesse populaire. Dis-moi qui est ton allié politique, qui vote pour toi, je te dirai quelle est ta *physionomie politique*.

La faute peu grave de Martov et d'Axelrod est restée et aurait pu rester *peu grave*, tant qu'elle ne servit pas de point de départ à une *alliance solide* entre eux et toute l'aile opportuniste de notre Parti, tant qu'elle ne conduisit pas du fait de cette alliance à des *survivances* d'opportunisme, à la *revanche* de tous ceux que *l'Iskra* avait combattus et qui saisissaient avec joie l'occasion de pouvoir *décharger leur colère* sur les partisans conséquents de la social-démocratie révolutionnaire. Les événements qui suivirent le congrès ont justement abouti à ce fait que nous voyons se manifester dans la nouvelle *Iskra* des survivances d'opportunisme, la revanche des Akimov et des Brouker (cf. la feuille publiée par le comité de Voronège), le ravissement des Martynov auxquels il est enfin (enfin !) donné, dans *l'Iskra* exécrée, la possibilité de lancer une ruade à l'« ennemi » exécré pour tous les griefs du passé, quels qu'ils soient.

Pris en soi, il n'y avait absolument rien de terrible et rien de critique, ni même d'anormal, dans le fait que le congrès (et le Parti) se soit divisé en une gauche et une droite, en une aile révolutionnaire et une aile opportuniste. Au contraire, toutes ces dix dernières années de l'histoire de la social-démocratie russe (et pas seulement russe) ont conduit nécessairement, inéluctablement à cette division. Qu'une série d'erreurs très *peu graves* commises par l'aile droite, de divergences peu importantes (relativement) aient provoqué la division, cette circonstance (qui paraît choquante pour un observateur superficiel et un esprit philistin) a été un *grand pas en avant pour tout notre Parti*. Auparavant, notre désaccord portait sur de graves questions, qui, parfois, pouvaient même justifier une scission ; aujourd'hui nous nous sommes mis d'accord sur tous les points graves et importants ; ce qui nous sépare maintenant, ce sont simplement des *nuances* sur lesquelles on peut et l'on doit discuter, mais pour lesquelles il serait absurde et puéril de se séparer (comme l'a très justement dit le camarade Plékhanov dans un article intéressant, intitulé « Ce qu'il ne faut pas faire » ; nous y reviendrons d'ailleurs). *Maintenant* que l'*attitude anarchiste* de la minorité, après le congrès, a presque conduit à une scission dans le Parti, on peut rencontrer souvent des sages qui vous disent : était-ce bien la peine de se battre au congrès pour des bagatelles comme l'incident du Comité d'organisation, la dissolution du groupe l'*Ouvrier du Sud* ou de celui du *Rabotchéïé Diélo*, le paragraphe 1^{er}, la dissolution de l'ancienne rédaction, etc. ? Raisonner de la sorte, c'est introduire en fait un point de vue de cercle dans les affaires du Parti : la lutte de *nuances* dans le Parti est *inévitabile et nécessaire* tant qu'elle ne conduit pas à l'anarchie et à la scission, tant qu'elle se livre dans les *limites* approuvées d'un commun accord par tous les camarades et membres du Parti. Et *notre lutte* au congrès contre l'aile droite du Parti, contre Akimov et Axelrod, contre Martynov et Martov, *ne sortait nullement de ces limites*. Il suffit de rappeler que lorsque les camarades Martynov et Akimov s'apprétaient à quitter le congrès nous étions tous prêts à écarter de toutes les manières l'idée d'une « offense », nous avons tous voté (par 32 voix) la résolution de Trotski invitant ces camarades à tenir les explications pour satisfaisantes et à retirer leur déclaration.

(Les paragraphes o et p ne sont pas reproduits dans cette édition, car ils parlent de la lutte engagée autour de la composition des organismes centraux après le congrès, c'est-à-dire quelque chose où les principes s'affirmaient le moins, et où apparaissaient le plus les controverses.)

q) LA NOUVELLE ISKRA. L'OPPORTUNISME DANS LES PROBLÈMES D'ORGANISATION

Pour analyser la position de principe de la nouvelle *Iskra* il faut, sans nul doute, prendre comme base les deux feuillets d'Axelrod. [*Ces feuillets firent partie du recueil « Iskra en deux ans », II^e partie, p. 122 et suivantes. (St. Pétersbourg, 1906.)*] Nous l'avons exposé plus haut, en détail, le sens concret [*Ce « sens concret » est relatif à la lutte du congrès et à celle qui le suivit autour de la composition des organismes centraux dont l'exposé a été supprimé dans la présente édition.*] de plusieurs de ses locutions favorites. Essayons maintenant d'en faire abstraction, de suivre le développement de la pensée qui a conduit la « minorité » (pour tel ou tel motif futile ou mesquin) à adopter ces mots d'ordre-là et non point d'autres, et d'examiner la portée de principe de ces mots d'ordre indépendamment de leur origine, indépendamment de la « cooptation ». Nous vivons maintenant

sous le signe des concessions : faisons donc une concession au camarade Axelrod et « prenons au sérieux » sa théorie.

La thèse fondamentale d'Axelrod (n° 57 de *l'Iskra*) est celle-ci : « Dès le début notre mouvement recelait deux tendances opposées ; l'antagonisme de ces deux tendances devait nécessairement se développer et se refléter sur notre mouvement, au fur et à mesure que celui-ci se développerait lui-même. » Savoir : « Le but prolétarien du mouvement (en Russie) est en principe le même que celui de la social-démocratie d'Occident. » Mais chez nous l'action sur les masses ouvrières émane « d'un élément social qui leur est étranger » — les intellectuels radicaux. Ainsi donc, Axelrod constate un antagonisme entre deux tendances, l'une prolétarienne, l'autre intellectuelle radicale, dans notre Parti.

En cela, Axelrod a certainement raison. Que cet antagonisme existe (et pas seulement dans le parti social-démocrate russe), la chose ne fait pas de doute. Bien plus. Nul n'ignore que cet antagonisme explique, pour une grande part, la division de la social-démocratie contemporaine en social-démocratie révolutionnaire (orthodoxe) et opportuniste (révisionniste, ministérialiste, réformiste), division qui s'est nettement manifestée en Russie également au cours de ces dix dernières années. Tout le monde sait aussi que la social-démocratie orthodoxe exprime les tendances prolétariennes du mouvement, tandis que la social-démocratie opportuniste exprime les tendances intellectuelles démocratiques.

Mais, arrivé à ce fait de notoriété publique, Axelrod, effrayé, recule. Il ne fait pas *la moindre tentative* pour analyser la question de savoir comment s'est manifestée cette division dans l'histoire de la social-démocratie russe en général, et notamment à notre congrès du Parti, — bien qu'il écrive justement à propos du congrès ! Comme toute la rédaction de la nouvelle *Iskra*, Axelrod a une *peur mortelle* des procès-verbaux de ce congrès. Cela ne doit pas nous étonner, après tout ce qui a été exposé plus haut, mais de la part d'un « théoricien » qui prétend étudier les diverses tendances de notre mouvement, c'est un cas original de *phobie de la vérité*. Après avoir écarté, en vertu de cette particularité qui lui est propre, la documentation la plus récente et la plus exacte sur les tendances de notre mouvement, Axelrod cherche le salut en d'agréables rêveries : « Le marxisme légal ou demi-marxisme n'a-t-il pas donné un chef littéraire à nos libéraux ? Pourquoi cette gamme espiègle qu'est l'Histoire ne donnerait-elle pas à la démocratie bourgeoise révolutionnaire un chef venant de l'école du marxisme révolutionnaire orthodoxe ? » A propos de ce rêve, agréable pour Axelrod, nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que, s'il arrive à l'Histoire de faire des gamineries, cela ne justifie pas encore les *gamineries de pensée* d'un homme qui entreprend d'analyser l'histoire. Quand le chef du demi-marxisme laissait percer le libéral, les gens qui voulaient (*et savaient*) approfondir ses « tendances », se référaient non pas aux espiègleries possibles de l'Histoire, mais à des dizaines et des centaines de traits de la psychologie et de la logique de ce chef, aux particularités de toute sa physionomie littéraire qui trahissaient une projection du marxisme dans la littérature bourgeoise. Si Axelrod, qui a prétendu analyser les « tendances prolétariennes et révolutionnaires générales de notre mouvement » n'a *rien* su trouver, *mais rien du tout*, pour montrer et démontrer l'existence de tendances précises chez tels ou tels représentants de cette aile orthodoxe qu'il déteste, — il n'a fait que se délivrer à lui-même, *solemnellement, un certificat d'indigence*. Il faut croire que les affaires d'Axelrod vont bien mal, s'il ne lui reste plus qu'à invoquer les espiègleries possibles de l'Histoire !

Une autre référence d'Axelrod — aux « Jacobins » cette fois — est encore plus instructive. Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que la division de l'actuelle social-démocratie en aile révolutionnaire et aile opportuniste a depuis longtemps déjà, et pas seulement en Russie, donné lieu à des « analogies historiques empruntées à l'époque de la grande Révolution française ». Axelrod n'ignore pas, vraisemblablement, que les *Girondins de l'actuelle social-démocratie* recourent toujours et partout aux termes de « jacobinisme », « blanquisme », etc., pour caractériser leurs adversaires. N'imitons pas Axelrod dans sa phobie de la vérité, et considérons les procès-verbaux de notre congrès : peut-être y trouverons-nous ce qu'il faut pour analyser et contrôler les tendances que nous étudions et les analogies que nous examinons ?

Premier exemple. La discussion sur le programme au congrès du Parti. Akimov («entièrement d'accord» avec Martynov) déclare : « L'alinéa relatif à la conquête du pouvoir politique (dictature du prolétariat) a été, comparativement à tous les autres programmes social-démocrates, rédigé de telle façon qu'il peut être interprété, — comme il l'a été effectivement par Plékhanov, — en ce sens que le rôle des dirigeants de l'organisation devra refouler et isoler de cette organisation la classe dirigée par elle C'est ce qui fait que nos tâches politiques sont formulées exactement comme celles de la *Narodnaïa Volia* » (p. 124 du procès-verbal). Plékhanov et d'autres iskristes répliquent à Akimov et l'accusent d'opportunisme. Axelrod ne trouve-t-il pas que cette discussion nous montre (dans les faits et non pas dans d'imaginaires espiègleries de l'Histoire) l'antagonisme existant entre les

actuels Jacobins et les *actuels Girondins* de la social-démocratie ? Et si Axelrod a parlé des Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé (à cause de ses erreurs) en la compagnie des *Girondins* de la social-démocratie ?

Deuxième exemple. Le camarade Possadovski pose la question d'un « sérieux désaccord » sur la « question essentielle » de la « valeur absolue des principes démocratiques » (p. 169). Avec Plékhanov, il nie leur valeur absolue. Les leaders du « centre » ou du marais (Iégorov) et des anti-iskristes (Goldblatt) protestent résolument ; ils voient chez Plékhanov une « imitation de la tactique bourgeoise » (p. 170). *C'est justement l'idée d'Axelrod sur le lien entre l'orthodoxie et la tendance bourgeoise*, avec cette seule différence que chez Axelrod cette idée reste suspendue dans l'air, tandis que chez Goldblatt elle est rattachée à un débat précis. Encore une fois, Axelrod ne trouve-t-il pas que cette controverse, elle aussi, nous montre à l'évidence dans notre congrès l'antagonisme entre Jacobins et Girondins de l'actuelle social-démocratie ? Si Axelrod crie contre les Jacobins, n'est-ce pas parce qu'il s'est trouvé en la compagnie des Girondins ?

Troisième exemple. La discussion sur le § 1 des statuts. Qui défend les « *tendances prolétariennes dans notre mouvement* », qui souligne que l'ouvrier ne craint pas l'organisation, que le prolétaire ne sympathise pas avec l'anarchie, qu'il apprécie ce stimulant « organisez-vous ! » ; qui met en garde contre les intellectuels bourgeois, tout pénétrés d'opportunisme ? Les *Jacobins de la social-démocratie*. Et qui introduit dans le Parti les intellectuels radicaux, qui prend soin des professeurs, des collégiens, des isolés, de la jeunesse radicale ? *Le Girondin Axelrod avec le Girondin Liber*.

Avec quelle maladresse Axelrod se défend de la « fausse accusation d'opportunisme », ouvertement répandue au congrès de notre Parti contre la majorité du groupe « Libération du Travail » ! Il se défend de telle sorte qu'il confirme l'accusation en reprenant la rengaine à la Bernstein sur le jacobinisme, le blanquisme, etc. ! Il crie au danger du côté des intellectuels radicaux, pour faire oublier les discours qu'il a tenus au congrès et qui ne respiraient que sollicitude pour ces mêmes intellectuels.

Les « mots terribles » de jacobinisme, etc. n'expriment absolument rien, si ce n'est de l'*opportunisme*. Le Jacobin lié indissolublement à l'*organisation* du prolétariat, *devenu conscient* de ses intérêts de classe, c'est justement le *social-démocrate révolution-noire*. Le Girondin qui soupire après les professeurs et les collégiens, qui redoute la dictature du prolétariat, qui rêve à la valeur absolue des exigences démocratiques, c'est justement l'*opportuniste*. Seuls les opportunistes peuvent encore, à notre époque, voir un danger dans les organisations conspiratrices, quand l'idée de ramener la lutte politique aux proportions d'un complot, a été mille fois répudiée dans les écrits, réfutée et éliminée depuis longtemps par la vie, quand l'importance cardinale de l'agitation politique de masse a été expliquée et rabâchée jusqu'à l'écoeurement. Le vrai motif de cette peur de la conspiration, du blanquisme, n'est pas tel ou tel trait du mouvement pratique (comme Bernstein et C^{ie} cherchent depuis longtemps — mais en vain — à le faire croire), mais la timidité girondine de l'intellectuel bourgeois, dont la mentalité perce si souvent chez les actuels social-démocrates. Rien de plus comique que les efforts faits par la nouvelle *Iskra* pour dire une *parole neuve* (cent fois répétée en son temps), en mettant en garde contre la tactique des révolutionnaires conspirateurs français de 1840 et 1860 (n° 62, éditorial). Dans un prochain numéro de l'*Iskra*, les Girondins de l'actuelle social-démocratie nous indiqueront sans doute un groupe de conspirateurs français des années 40, pour lequel l'importance de l'agitation politique dans les masses ouvrières, l'importance des journaux ouvriers comme moyen d'action du Parti sur la classe aurait été un abc depuis longtemps appris, assimilé.

La tendance de la nouvelle *Iskra* à reprendre, sous prétexte de nouveauté, des vérités élémentaires déjà ressassées n'est rien moins qu'un effet du hasard ; c'est la conséquence inévitable de la situation où se trouvent Axelrod et Martov, tombés dans l'aile opportuniste de notre Parti. Noblesse oblige. Force leur est de répéter les phrases opportunistes ; force leur est de *reculer* pour essayer de découvrir dans un *passé lointain* une justification quelconque de leur position, indéfendable du point de vue de la lutte au congrès et *des* nuances ou divisions du Parti qui s'y sont révélées. Aux profondes élucubrations d'Akimov sur le jacobinisme et le blanquisme, Axelrod joint des lamentations à la Akimov en prétendant que non seulement les « économistes », mais aussi les « politiques », ont fait preuve d'« étroitesse », d'« engouement » excessif, etc. Quand on lit ces jugements grandiloquents dans la nouvelle *Iskra*, qui se targue d'être au-dessus de toutes ces étroitesse *et* engouements, on se demande avec stupeur : De qui font-ils le portrait ? Où entendent-ils ces discours ? Mais qui donc ignore que la division des social-démocrates russes en économistes et en politiques a fait son temps ? Parcourez l'*Iskra* de la dernière ou des deux dernières années avant le congrès du Parti, et vous verrez que la lutte contre l'« économisme » s'apaise et cesse complètement dès 1902 ; vous verrez que par exemple en juillet 1903 (n° 43), on parle de l'« époque de l'économisme » comme d'une époque « définitivement révolue » ; que l'économisme est considéré comme « définitivement enterré », et l'engouement des politiques est regardé comme de l'atavisme caractérisé. Pour quel motif la nouvelle rédaction de l'*Iskra* revient-elle à cette division

définitivement enterrée ? Nous serions-nous battus au congrès avec les Akimov pour les fautes qu'ils ont commises il y a deux ans dans le *Rabotchéïé Diélo* ? Si nous l'avions fait, nous aurions été de parfaits imbéciles. Mais chacun sait qu'il n'en a pas été ainsi ; que nous les avons combattus non pour leurs fautes anciennes, définitivement enterrées, du *Rabotchéïé Diélo*, mais pour les *fautes nouvelles* qu'ils ont commises dans leurs jugements et leurs votes au congrès. Ce n'est pas d'après leur position dans le *Rabotchéïé Diélo*, mais d'après leur position au congrès que nous avons jugé des erreurs effectivement abandonnées et de celles qui persistent encore et nécessitent une discussion. Au moment du congrès, la vieille division en économistes et politiques n'existait déjà plus, mais des tendances opportunistes diverses subsistaient, qui s'exprimèrent au cours des débats et des votes sur nombre de questions, et qui amenèrent finalement une nouvelle division du Parti en « majorité » et « minorité ». La vérité, c'est que la nouvelle rédaction de *l'Iskra* s'efforce, pour des raisons faciles à comprendre, de voiler le lien qui existe entre cette nouvelle division et l'opportunisme *actuel* dans notre Parti. C'est ce qui fait qu'elle est obligée de reculer, de remonter de la nouvelle division à l'ancienne. Incapable d'expliquer l'origine politique de la nouvelle division (ou désirant, par esprit de concession, jeter un voile [Voir l'article de Plékhanov sur l'« économisme » (*Iskra*, n° 53). Dans le sous-titre de cet article s'est glissée, semble-t-il, une petite coquille. Au lieu de : « Réflexions à haute voix sur le II^e congrès du Parti », lisez : « Sur le congrès de la Ligue » ou, si l'on veut, « Sur la cooptation ». Autant il est opportun dans certaines conditions de se montrer conciliant pour telles ou telles prétentions personnelles, autant il est inadmissible (du point de vue du Parti, et non du point de vue petit bourgeois) de mêler les questions qui émeuvent le Parti, de substituer à la nouvelle faute de Martov et d'Axelrod évoluant de l'orthodoxie vers l'opportunisme la faute ancienne (que personne, si ce n'est la nouvelle *Iskra*, n'évoque plus maintenant) des Martynov et des Akimov prêts peut-être aujourd'hui — sur de nombreux points du programme et de la tactique — à s'orienter de l'opportunisme vers l'orthodoxie.] sur cette origine), elle ressasse tout ce qui a été dit de l'ancienne division depuis longtemps enterrée. Chacun sait que la nouvelle division part d'un désaccord en matière d'organisation, désaccord qui a commencé par une controverse sur les principes d'organisation (§ 1 des statuts) et qui s'est terminé par une « pratique » digne des anarchistes. L'ancienne division en économistes et en politiques était due à un désaccord portant principalement sur les questions de *tactique*.

Cet abandon des questions capitales plus complexes et vraiment actuelles de la vie du Parti pour des questions depuis longtemps résolues et artificiellement exhumées, la nouvelle *Iskra* s'efforce de les justifier par une plaisante philosophie, qui n'est que du suivisme. A l'instar d'Axelrod, toute la prose de la nouvelle *Iskra* est marquée, comme d'un trait rouge, de cette profonde « idée », que le contenu est plus important que la forme ; que le programme et la tactique importent plus que l'organisation ; que la « vitalité d'une organisation est en proportion directe du volume et de la valeur du contenu qu'elle apportera au mouvement » ; que le centralisme n'est pas « une chose qui se suffit à elle-même », que ce n'est pas un « talisman universel », etc. Grandes et profondes vérités ! En effet, le programme importe plus que la tactique, et la tactique importe plus que l'organisation. L'alphabet importe plus que l'étymologie, et l'étymologie plus que la syntaxe. Mais que dire des gens qui ayant échoué à leur examen de syntaxe, font aujourd'hui les importants et tirent vanité de ce qu'il leur faut redoubler la petite classe ? Sur les principes d'organisation, Axelrod a raisonné en opportuniste (§ 1) ; dans l'organisation il a agi en anarchiste. Et maintenant il approfondit la social-démocratie : les raisins sont trop verts ! En somme, qu'est-ce que l'organisation ? Ce n'est qu'une forme. Qu'est-ce que le centralisme ? Ce n'est pas un talisman. Qu'est-ce que la syntaxe ? C'est assurément moins important que l'étymologie, ce n'est qu'un moyen d'assembler les éléments de l'étymologie... « Le camarade Alexandrov ne conviendra-t-il pas avec nous, demande triomphalement la nouvelle rédaction de *l'Iskra*, qu'en élaborant un programme, le congrès a beaucoup plus contribué à la centralisation de l'action du Parti qu'en adoptant des statuts, si parfaits fussent-ils ? » (n° 56, annexe). Il faut espérer que cet apophtegme classique acquerra une célébrité historique au moins aussi grande et aussi durable que la phrase fameuse de Kritchevski sur la social-démocratie qui, comme l'humanité, s'assigne toujours des tâches réalisables. La profondeur de la nouvelle *Iskra* est exactement du même calibre. Pourquoi a-t-on raillé la phrase de Kritchevski ? Parce que ce dernier, avec une banalité qu'il essayait de faire passer pour de la philosophie, cherchait à justifier l'erreur d'une partie des social-démocrates dans les questions de tactique, et leur incapacité à poser correctement les problèmes politiques. Il en est exactement de même pour la nouvelle *Iskra* qui, déclarant que le programme est plus important que les statuts, et que les questions de programme sont plus importantes que les questions d'organisation, cherche à justifier l'erreur d'une partie des social-démocrates dans les questions d'organisation, l'instabilité d'intellectuel qui a conduit certains camarades jusqu'à la phraséologie anarchiste. N'est-ce pas là une idéologie de « suiveurs » ? N'est-ce pas là se vanter d'avoir redoublé la petite classe ?

L'adoption du programme contribue plus à la centralisation du travail que l'adoption des statuts. Comme ce lieu commun donné pour de la philosophie sent son intellectuel radical, beaucoup plus près du bourgeois décadent que du social-démocrate ! Car le mot de centralisation dans cette phrase fameuse est pris cette fois en un sens tout à fait *symbolique*. Si les auteurs de cette phrase ne savent pas ou ne veulent pas penser, ils devraient du

moins se rappeler ce simple fait : que l'adoption du programme d'accord avec les bundistes, non seulement n'a pas amené la centralisation de notre travail commun, mais ne nous a pas même préservés de la scission. L'unité dans les questions de programme et de tactique est la condition nécessaire, mais insuffisante, de l'unification du Parti, de la centralisation de son travail (Seigneur Dieu ! quelles vérités élémentaires on est obligé de rabâcher, en ce temps où toutes les notions sont confondues). Pour obtenir ce dernier résultat, il faut encore l'unité d'organisation, qui est impossible, dans un parti dépassant tant soit peu le cadre étroit d'un cercle, sans des statuts formulés, sans soumission de la minorité à la majorité, de la partie au tout. Tant que nous n'avons pas d'unité dans les questions fondamentales de programme et de tactique, nous disions tout net que nous vivions à l'époque de la dispersion et des cercles ; nous déclarions franchement qu'avant de nous unir, il fallait nous délimiter ; nous ne parlions pas des formes d'organisation commune, nous traitions exclusivement des questions nouvelles (elles l'étaient alors) de la lutte contre l'opportunisme en matière de programme et de tactique. Maintenant cette lutte, de notre aveu à tous, assure déjà une unité suffisante, formulée dans le programme et dans les résolutions du Parti sur la tactique ; aujourd'hui il nous faut faire le pas suivant, et nous l'avons fait d'un commun accord : nous avons élaboré les *formes* d'une organisation unique fondant ensemble tous les cercles. On nous a ramenés vers la conduite anarchiste, vers la phrase anarchiste, vers le rétablissement du cercle au lieu de la rédaction du Parti, et l'on justifie ce pas en arrière en disant que l'alphabet est plus utile au parler correct que la connaissance de la syntaxe !

La philosophie des « suiveurs », qui a fleuri il y a trois ans dans la question de tactique, renaît maintenant, appliquée aux questions d'organisation. Prenez ces arguments de la nouvelle rédaction : « L'orientation social-démocrate combative, d'après le camarade Alexandrov, doit être assurée dans le Parti non pas uniquement par la lutte idéologique, mais encore par des formes déterminées d'organisation. » La rédaction déclare sentencieusement : « Ce rapprochement de la lutte idéologique et des formes d'organisation n'est pas mauvais. La lutte idéologique est un processus, tandis que les formes d'organisation ne sont que ... des formes » (je vous jure que c'est imprimé tel quel dans le n° 56, supplément, page 4, première colonne, en bas !) « destinées à revêtir un contenu changeant, toujours en développement, — le travail pratique du Parti en développement ». Cette fois cela tient de l'anecdote : qu'un boulet est un boulet et qu'une bombe est une bombe. La lutte idéologique est un processus et les formes d'organisation ne sont que des formes revêtant un contenu ! Il s'agit de savoir si notre lutte idéologique revêtira des formes *plus hautes*, les formes d'une organisation de parti obligatoire pour tous, ou les formes de l'ancienne dispersion et des anciens cercles. On nous a ramenés des formes supérieures à des formes plus primitives ; et l'on affirme pour se justifier que la lutte idéologique est un processus, et que les formes ne sont que des formes ! Ainsi exactement, au temps jadis, Kritchewski nous ramenait de la tactique-plan à la tactique-processus.

Prenez ces phrases prétentieuses de la nouvelle *Iskra* sur « l'éducation du prolétariat par lui-même », phrases dirigées contre ceux que la forme soi-disant empêche de voir le contenu (n 58, éditorial). N'est-ce point de l'Akimov n° 2 ? L'Akimov n° 1 avait justifié le retard d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates à poser les problèmes de tactique, en alléguant le contenu plus « profond » de la « lutte prolétarienne », la nécessité pour le prolétariat de faire son éducation lui-même. L'Akimov n° 2 justifie l'état arriéré d'une certaine partie des intellectuels social-démocrates en ce qui concerne la théorie et la pratique de l'organisation, par la raison non moins profonde que l'organisation n'est qu'une forme et que toute la question est dans l'éducation du prolétariat par lui-même. Le prolétariat ne craint pas l'organisation, ni la discipline, messieurs qui n'oubliez pas les petites gens. Le prolétariat n'aura cure que MM. les professeurs et lycéens, qui ne désirent pas adhérer à une organisation, soient reconnus membres du Parti parce qu'ils travaillent sous le contrôle d'une organisation. Le prolétariat est préparé à l'organisation par toute son existence de façon beaucoup plus radicale que bien des intellectuels. Le prolétariat qui a tant soit peu compris notre programme et notre tactique ne justifiera pas le manque d'organisation par la raison que la forme est moins importante que le contenu. Ce n'est pas le prolétariat, mais *certaines intellectuels* de notre Parti qui manquent de *self-education* quant à l'organisation et à la discipline, quant à la haine et au mépris de la phrase anarchiste. Les Akimov n° 2 calomnient également le prolétariat en disant qu'il n'est pas préparé à l'organisation, tout comme les Akimov n° 1 l'avaient calomnié en disant qu'il n'était pas préparé à la lutte politique. Le prolétaire qui est devenu un social-démocrate conscient et qui se sent membre du Parti, repoussera le « suivisme » en matière d'organisation avec le même mépris qu'il l'a fait pour les questions de tactique.

Prenez enfin cette profonde pensée du « Praticien » de la nouvelle *Iskra* : « Comprise dans son vrai sens, l'idée d'une organisation centralisée « de combat » — qui coordonnerait et centraliserait *l'activité* » (en italique pour souligner la profondeur) « des révolutionnaires, ne prend corps naturellement que si cette activité s'exerce » (comme c'est neuf et intelligent !) ; « l'organisation même, en tant que forme » (tenez-vous bien !) « ne peut se développer que *parallèlement* » (c'est l'auteur qui souligne, comme partout ailleurs, dans cette citation) « au travail révolutionnaire qui en constitue le contenu » (n° 57). Cela ne vous rappelle-t-il pas encore et encore ce

jean-jean, ce personnage de l'épopée populaire russe qui, à la vue d'un convoi funèbre, s'écriait : Je vous souhaite d'en avoir toujours à porter ? Certes, il ne se trouvera pas un seul praticien (sans guillemets) dans notre Parti pour ne pas comprendre que c'est précisément la forme de notre activité (c'est-à-dire l'organisation) qui retarde depuis longtemps — qui retarde terriblement — sur le contenu, et que les cris : Au pas ! N'allez pas trop vite ! adressés aux retardataires, ne peuvent venir que des jean-jean du Parti. Essayez de comparer, par exemple, notre Parti au Bund. Il est hors de doute que le contenu [*Sans parler du fait que le contenu du travail de notre Parti n'a été fixé (dans le programme, etc.), au congrès, dans l'esprit de la social démocratie révolutionnaire, qu'au prix d'une lutte contre ces mêmes anti-iskristes et ce même marais dont les représentants l'emportent numériquement dans notre « minorité ».*] du travail de notre Parti est infiniment plus riche, plus divers, plus large et plus profond que celui du Bund. Plus considérable, l'envergure théorique ; plus développé, le programme ; plus étendue et plus profonde, l'action sur les masses ouvrières (et non sur les seuls artisans organisés) ; plus variées, la propagande et l'agitation ; plus vif, le rythme du travail politique chez les leaders et chez les simples militants ; plus grandioses, les mouvements *populaires* lors des manifestations et des grèves générales ; plus énergique, l'activité parmi les éléments non prolétariens. Et la « forme » ? La « forme » de notre travail retarde, par rapport à celle du Bund, épouvantablement ; elle retarde au point de crever les yeux, de faire monter le rouge de la honte au front de quiconque ne traite pas les affaires de son Parti « en se mettant les doigts dans le nez ». Le retard de l'organisation du travail par rapport à son contenu est notre point faible : il l'était bien avant le congrès, bien avant la constitution du Comité d'organisation. L'état rudimentaire et le peu de solidité de la forme ne permettent pas de faire de sérieux progrès quant au développement du contenu, provoquent un marasme scandaleux, conduisent au gaspillage des forces et fait que les actes ne correspondent pas aux paroles. Tous ont souffert mille morts de cette inconséquence, — et voilà que les Axelrod et les « Praticiens » de la nouvelle *Iskra* viennent nous prêcher philosophiquement : la forme ne doit se développer de façon naturelle que parallèlement au contenu ! Voilà où conduit une légère erreur en matière d'organisation (§ 1), si l'on s'avise d'*approfondir* une chose absurde et de chercher un fondement philosophique à une phrase opportuniste : A pas prudents, à zigzags tâtonnants ! — nous avons entendu ce refrain appliqué aux questions de tactique ; nous l'entendons aujourd'hui, appliqué à l'organisation. Le *suivisme en matière d'organisation* est un produit naturel et inévitable de la psychologie de l'*individualiste anarchiste*, qui veut ériger en un *système de conceptions*, en *divergences de principe* particulières ses déviations anarchistes (au début peut-être accidentelles). Au congrès de la Ligue, nous avons vu les débuts de cet anarchisme ; dans la nouvelle *Iskra*, nous voyons des tentatives pour l'ériger en un système de conceptions. Ces tentatives confirment admirablement l'opinion émise déjà au congrès du Parti sur la différence des points de vue de l'intellectuel bourgeois qui se rallie à la social-démocratie, et du prolétaire qui a pris conscience de ses intérêts de classe.

Ainsi le même « Praticien » de la nouvelle *Iskra*, avec la profondeur d'esprit que nous lui connaissons, m'accuse de concevoir le Parti comme une « immense fabrique » avec à sa tête un directeur, le Comité central (n° 57, supplément). Le « Praticien » ne soupçonne même pas que le mot terrible qu'il lance trahit du coup la psychologie de l'intellectuel bourgeois, qui ne connaît ni la pratique ni la théorie de l'organisation prolétarienne. Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble être un épouvantail, pas autre chose, est la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation, l'a mis à la tête de toutes les autres catégories de la population laborieuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme, qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette « école » de la fabrique. La crainte mortelle de cette école, l'incompréhension absolue de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien les méthodes de pensée qui reflètent les conditions d'existence petites-bourgeoises, engendrent cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appellent *Edelanarchismus*, c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur « distingué », l'anarchisme de grand seigneur, dirais-je. Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du Parti lui semble une monstrueuse « fabrique » ; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un « asservissement » (cf. les feuilletons d'Axelrod) ; la division du travail sous la direction d'un centre lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en « rouages et ressorts » (et il voit une forme particulièrement intolérable de cette transformation dans la transformation des rédacteurs en collaborateurs) ; le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse (à l'adresse des « formalistes ») que l'on pourrait se passer entièrement de statuts.

C'est incroyable, mais c'est ainsi et c'est bien l'observation édifiante que le camarade Martov m'adresse dans le n° 58 de *l'Iskra*, en invoquant, pour plus de poids, mes propres paroles de la « Lettre à un camarade ». N'est-ce point là de l'« anarchisme de grand seigneur » ? N'est-ce pas pratiquer le « suivisme » que de *justifier*, par des

exemples empruntés à l'époque de la dispersion et des cercles, la conservation et la glorification du régime des cercles et de l'anarchie à une époque où s'est constitué le Parti ?

Pourquoi auparavant n'avions-nous pas besoin de statuts ? Parce que le Parti était formé de cercles isolés, qui n'avaient entre eux aucune liaison organique. Passer d'un cercle à un autre dépendait uniquement du « bon vouloir » de tel individu, qui n'avait par devers lui aucune expression nettement définie de la volonté d'un tout. Les questions controversées, à l'intérieur des cercles, n'étaient pas tranchées d'après des statuts, « *mais par la lutte et la menace de s'en aller* », comme je l'écrivais dans la « Lettre à un camarade », en m'appuyant sur l'expérience d'une série de cercles en général, et en particulier de notre propre groupe de six rédacteurs. A l'époque des cercles, la chose était naturelle et inévitable ; mais il ne venait à l'esprit de personne de la vanter, de voir là un idéal ; tous se plaignaient de cette dispersion ; tous en souffraient et attendaient avec impatience la fusion des cercles dispersés en un parti formellement organisé. Et maintenant que la fusion s'est faite, on nous tire en arrière ; on nous sert, sous couleur de principes d'organisation supérieurs, une phraséologie anarchiste ! Aux gens accoutumés à l'ample robe de chambre et aux pantoufles de la molle et familiale existence d'un cercle, un statut formel paraît étriqué, gênant, accablant, subalterne, bureaucratique, asservissant et étouffant pour le libre « processus » de la lutte idéologique. L'anarchisme de grand seigneur ne comprend pas qu'un statut formel est nécessaire précisément pour remplacer les liens étroits des cercles par la large liaison du Parti. Le lien, à l'intérieur des cercles ou entre eux, ne devait ni ne pouvait revêtir une forme précise, car il était fondé sur l'esprit de camaraderie ou sur une « confiance » incontrôlée et non motivée. La liaison du Parti ne peut et ne doit reposer ni sur l'une ni sur l'autre, mais sur un statut formel, rédigé « bureaucratiquement » (du point de vue de l'intellectuel débraillé), dont seule la stricte observation nous prémunit contre l'arbitraire et les caprices des cercles, contre le régime des querelles institué dans les cercles et appelé libre « processus » de la lutte idéologique.

La rédaction de la nouvelle *Iskra* tire argument contre Alexandrov en affirmant avec gravité que la « confiance est une chose délicate qu'on ne peut enfoncer de force dans les cœurs et dans les têtes » (n° 56, supplément). Elle ne comprend pas qu'en mettant au premier plan la question de la confiance, — de la confiance *tout court*, — elle trahit une fois de plus son anarchisme de grand seigneur et son suivisme en matière d'organisation. Quand j'étais uniquement membre d'un cercle, du collège des six rédacteurs ou de l'organisation de l'*Iskra*, j'avais le droit, afin de justifier par exemple mon refus de travailler avec X., d'invoquer uniquement ma défiance incontrôlée, non motivée. Devenu membre du Parti, *je n'ai pas le droit* d'invoquer uniquement une vague défiance, car ce serait ouvrir toute grande la porte à toutes les inconséquences et à toutes les extravagances des anciens cercles ; je suis *obligé* de motiver ma « confiance » ou ma « défiance » par un argument formel, c'est-à-dire de me référer à telle ou telle disposition formellement établie de notre programme, de notre tactique, de nos statuts. Mon devoir est de ne plus me borner à un « je fais confiance » ou « je ne fais pas confiance » incontrôlé, mais de reconnaître que mes décisions, comme du reste toutes les décisions d'une portion quelconque du Parti sont *comptables* envers l'ensemble du Parti ; je dois suivre la voie *formellement prescrite* pour exprimer ma « défiance », pour faire triompher les idées et les désirs qui découlent de cette défiance. De la « confiance » incontrôlée, propre aux *cercles*, nous nous sommes élevés à la conception d'un *parti* qui réclame l'observation de formes et motifs déterminés pour exprimer et pour *éprouver* la confiance. Or, voilà que la rédaction nous tire en arrière et appelle son suivisme conceptions nouvelles en matière d'organisation !

Voyez comment notre rédaction, dite rédaction du Parti, raisonne à propos des groupes littéraires qui pourraient exiger d'y être représentés : « Nous ne nous indignons pas ; nous n'invoquerons pas à grands cris la discipline », — nous en remontent ces anarchistes grands seigneurs, qui toujours et partout ont manifesté leur dédain de la discipline. Ils disent : si le groupe est sérieux, on « se mettra d'accord » [*sic* !] ; sinon on fera fi de ses exigences.

Pensez donc, quel haut esprit de noblesse s'affirme ici contre le vulgaire formalisme « de fabrique » ! En réalité, c'est un replâtrage de la phraséologie des cercles, servi au Parti par une rédaction qui sent qu'elle n'est pas un organisme du Parti, mais un débris des anciens cercles. La fausseté intérieure de cette position conduit inéluctablement à cette philosophie *anarchiste* qui érige en *principe* de l'organisation social-démocrate la dispersion, qu'en paroles on déclare pharisaïquement avoir fait son temps. Point n'est besoin d'aucune hiérarchie, de collèges ou instances supérieurs et inférieurs dans le Parti: pour l'anarchisme de grand seigneur, pareille hiérarchie semble une invention bureaucratique des ministères, des départements, etc. (voyez le feuillet d'Axelrod) ; point n'est besoin d'aucune soumission de la partie au tout, d'aucune définition « bureaucratique et formelle » des procédés de *parti* pour « s'entendre » ou se délimiter ; que les vieilles chamailleries de cercles soient sanctifiées « par de la phraséologie sur les méthodes « authentiquement social-démocrates » d'organisation !

Voilà où le prolétaire, qui a été à l'école de la « fabrique », peut et doit donner une leçon à l'individualisme anarchique.

L'ouvrier conscient est depuis longtemps sorti des langes : le temps n'est plus où il fuyait l'intellectuel comme tel. L'ouvrier conscient sait apprécier ce plus riche bagage de connaissances, ce plus vaste horizon politique qu'il trouve chez les intellectuels social-démocrates. Mais, à mesure que se forme chez nous un véritable parti, l'ouvrier conscient doit apprendre à distinguer entre la psychologie du combattant de l'armée prolétarienne et la psychologie de l'intellectuel bourgeois, qui fait parade de la phrase anarchiste ; il doit apprendre à *exiger* l'accomplissement des obligations incombant aux membres du Parti, — non seulement des simples adhérents, mais aussi des « gens d'en haut » ; il doit apprendre à accabler de son mépris le suivisme dans les questions d'organisation, comme il le méprisait jadis dans les questions de tactique.

Le girondisme et l'anarchisme de grand seigneur se rattachent étroitement à un dernier trait caractéristique de la position de la nouvelle *Iskra* dans les questions d'organisation : c'est la défense de l'*autonomisme* contre le centralisme. Tel est, au point de vue des principes, le sens que comportent (si elles en comportent un) les lamentations à propos du bureaucratisme et de l'autocratie, les regrets sur « le dédain immérité envers les non-iskristes » (qui ont défendu l'autonomisme au congrès), les clameurs comiques à propos de la « soumission absolue », les plaintes amères sur le « régime du bon plaisir », etc, etc. Dans tous les partis l'aile opportuniste défend et justifie toujours tout retard en matière de programme, de tactique et d'organisation. La défense du retard de la nouvelle *Iskra* en matière d'organisation (suivisme) est intimement liée à la défense de l'*autonomisme*. A la vérité, l'autonomisme est déjà tellement discrédité après les trois années de propagande de l'ancienne *Iskra*, que la nouvelle *Iskra* se fait encore scrupule de se prononcer ouvertement en sa faveur ; elle nous assure encore de ses sympathies pour le centralisme, mais elle ne le prouve qu'en écrivant le mot « centralisme » en italique. En réalité, la critique la plus superficielle des « principes » du quasi-centralisme « authentiquement social-démocrate » (et non anarchique ?) de la nouvelle *Iskra* y découvre à chaque instant le point de vue de l'autonomisme. N'est-il pas clair maintenant qu'en matière d'organisation Axelrod et Martov ont évolué vers Akimov ? Ne l'ont-ils pas reconnu solennellement eux-mêmes par leurs paroles significatives sur le « dédain immérité envers les non-iskristes » ? Et n'est-ce pas l'autonomisme qu'Axelrod et ses amis ont défendu au congrès du Parti ?

C'est l'autonomisme (sinon l'anarchisme) que Martov et Axelrod défendaient au congrès de la Ligue, quand avec un zèle qui ne laissait pas d'être plaisant, ils cherchaient à démontrer que la partie ne doit pas être soumise au tout ; qu'elle est autonome dans la détermination de ses rapports avec le tout ; que les statuts de la Ligue à l'étranger, qui forment ces rapports, sont valables contre la volonté de la majorité du Parti, contre la volonté du centre du Parti. C'est l'autonomisme que Martov défend aujourd'hui ouvertement dans les colonnes de la nouvelle *Iskra* (n° 60) à propos de l'introduction par le Comité central de membres dans les comités locaux. Je ne parlerai point des sophismes enfantins par lesquels Martov a défendu l'autonomisme au congrès de la Ligue et le défend aujourd'hui dans la nouvelle *Iskra*. Mais je tiens à noter ici que cette tendance indéniable à *défendre l'autonomisme contre le centralisme* est un trait caractéristique de l'opportunisme dans les questions d'organisation.

La seule tentative pour *analyser* la notion de bureaucratisme vient de la nouvelle *Iskra* (n° 53), qui oppose le « principe *démocratique* formel » (c'est l'auteur qui souligne) au « principe *bureaucratique* formel ». Cette opposition (malheureusement aussi peu développée et peu expliquée que l'allusion aux non-iskristes) renferme un grain de vérité. Le bureaucratisme *versus* [Envers. N. du Trad.] *démocratisme*, c'est bien le centralisme *versus* autonomisme ; c'est le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire par rapport au principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie. Ce dernier s'élève de la base au sommet, et par suite il défend partout où il est possible et autant qu'il est possible, l'autonomisme, le « *démocratisme* » qui va (chez ceux qui font du zèle à l'excès) jusqu'à l'anarchisme. Le premier descend du sommet à la base, préconisant l'extension des droits et des pleins pouvoirs du centre par rapport à la partie. Dans la période de la dispersion et des cercles, ce sommet dont la social-démocratie révolutionnaire voulait faire son point de départ dans le domaine de l'organisation, était nécessairement un des cercles, le plus influent par son activité et sa constance révolutionnaire (en l'espèce, l'organisation de l'*Iskra*). A l'époque du rétablissement de l'unité véritable du Parti et de la dissolution, dans cette unité, des cercles qui ont fait leur temps, ce sommet est nécessairement le *congrès du Parti*, organisme suprême de ce dernier. Le congrès groupe dans la mesure du possible tous les représentants des organisations actives et, en nommant les institutions centrales (souvent de façon à satisfaire plutôt les éléments avancés que les éléments retardataires du Parti, à être du goût plutôt de l'aile révolutionnaire que de l'aile opportuniste), il en fait le sommet jusqu'au congrès suivant. Il en est ainsi du moins chez les Européens de la social-démocratie, quoique peu à peu, non sans peine, non sans lutte ni sans querelles, cette coutume odieuse aux anarchistes commence à s'étendre de même aux Asiates de la social-démocratie.

Il est éminemment intéressant de noter que tous ces traits de principe de l'opportunisme dans les questions d'organisation (autonomisme, anarchisme de grand seigneur ou d'intellectuel, suivisme et girondisme) se retrouvent *mutatis mutandis* (toutes proportions gardées) dans tous les partis social-démocrates du monde où existe la division en aile révolutionnaire et aile opportuniste (et où n'existe-t-elle pas ?). C'est ce qui est apparu, ces tout derniers temps, avec un singulier relief dans le parti social-démocrate allemand, lorsque l'échec subi dans la 20^e circonscription électorale de Saxe (incident Göhre) [*Göhre avait été élu au Reichstag le 16 juin 1903 dans la 15^e circonscription de Saxe ; mais après le congrès de Dresde, il démissionna, les électeurs de la 20^e circonscription, vacante depuis la mort de Rosenov, voulurent à nouveau proposer la candidature de Göhre. La direction centrale du Parti et le comité central d'agitation de Saxe s'y opposèrent et, n'ayant pas le droit d'interdire officiellement la candidature de Göhre, obtinrent toutefois son désistement. Aux élections, les social-démocrates essuyèrent un échec.*] avait mis à l'ordre du jour les principes d'organisation du Parti. Ce qui a surtout contribué à soulever la question de principe à propos de cet incident, c'est le zèle des opportunistes allemands. Göhre (ancien pasteur, auteur du livre connu *Drei Monate Fabrikarbeiter* [*Trois mois de travail en usine. (N. du Trad.)*], un des « héros » du congrès de Dresde) est lui-même un opportuniste acharné, et l'organe des opportunistes allemands conséquents *Sozialistische Monatshefte* a aussitôt «pris sa défense».

L'opportunisme dans le programme est naturellement lié à l'opportunisme dans la tactique et à l'opportunisme dans les questions d'organisation. Wolfgang Heine s'est chargé d'exposer le « nouveau » point de vue. Pour donner au lecteur une idée de la physionomie de cet intellectuel typique .qui, en adhérant à la social-démocratie, y a apporté sa mentalité d'opportuniste, il me suffira de dire que Wolfgang Heine est un peu moins qu'un Akimov allemand et un peu plus qu'un Iégorov allemand.

Wolfgang Heine est parti en campagne dans les *Sozialistische Monatshefte* avec non moins de pompe que le camarade Axelrod dans la nouvelle *Iskra*. Quel titre significatif que celui de son article : « Remarques démocratiques à propos de l'incident Göhre » (n° 4, avril, *Sozialistische Monatshefte*). Et le sujet n'est pas moins étourdissant. W. Heine s'y élève contre « l'atteinte portée à l'autonomie de la circonscription électorale », défend le « principe démocratique », proteste contre l'ingérence d'une « autorité nommée » (c'est-à-dire de la direction centrale du Parti) dans le libre choix des délégués par le peuple. Il ne s'agit pas ici d'un incident fortuit, nous apprend sentencieusement le camarade W. Heine, mais de toute une « tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le Parti », tendance qui se serait fait jour antérieurement, mais qui aujourd'hui devient particulièrement dangereuse. Il faut « reconnaître en principe que les institutions locales du Parti sont génératrices de sa vie » (plagié sur la brochure du camarade Martov : *Encore une fois en minorité*). Il ne faut pas * s'habituer à ceci, que toutes Ses décisions politiques importantes émanent d'un seul centre » ; il faut mettre le Parti en garde contre « une politique doctrinaire qui perd contact avec la vie » (emprunté au discours du camarade Martov au congrès du Parti, passage où il déclare que « la vie reprendra ses droits »)... « Si l'on pénètre au fond des choses — dit Heine qui développe en profondeur son argumentation —, si l'on fait abstraction des conflits de personnes qui, ici comme toujours, n'ont pas joué un rôle infime, on verra dans cet acharnement contre les *révisionnistes* (c'est l'auteur qui souligne ; il semble vouloir distinguer entre la lutte contre le révisionnisme et la lutte contre les révisionnistes), on y verra principalement la défiance des officiels du Parti envers l'« élément étranger » (W. Heine n'a visiblement pas encore lu la brochure sur la lutte contre l'état de siège, et c'est pourquoi il se sert d'un anglicisme : *Outsidertum*) ; « on y verra la défiance de la tradition envers ce qui sort de l'ordinaire, de l'institution impersonnelle envers ce qui est individuel, en un mot, on y verra cette même tendance que nous avons déjà caractérisée plus haut comme une tendance au bureaucratisme et au centralisme dans le Parti ».

La notion de « discipline » inspire à W. Heine la même généreuse indignation qu'à Axelrod. ... « On a reproché — écrit-il — aux révisionnistes de manquer de discipline pour avoir écrit dans les *Sozialistische Monatshefte*, organe que l'on ne voulait même pas reconnaître comme social-démocrate, parce qu'il n'est pas *sous le contrôle du Parti*. Déjà cette tentative de rétrécir la notion de « social-démocrate », cette *discipline* exigée dans le domaine de la production des idées, où doit régner la liberté absolue » (qu'on se rappelle : la lutte idéologique est un processus, et les formes d'organisation ne sont que des formes), « témoignent d'une tendance au bureaucratisme et à l'étouffement de l'individualité ». Et longtemps encore, W. Heine fulmine sur tous les tons contre cette tendance exécrée à fonder « une grande organisation *unique*, la plus centralisée possible, une tactique *unique*, une théorie *unique* » ; il fulmine contre ceux qui réclament l'« obéissance absolue », la « soumission aveugle », il fulmine contre le « centralisme simpliste », etc., etc., — exactement « comme Axelrod ».

Le débat soulevé par W. Heine s'est enflammé, et comme dans le Parti allemand aucune querelle de cooptation n'encombra la discussion, comme les Akimov allemands affirment leur physionomie non seulement dans les congrès, mais aussi régulièrement dans un organe distinct, le débat s'est vite réduit à une analyse des tendances

de principe de l'orthodoxie et du révisionnisme dans la question d'organisation. K. Kautsky est intervenu (*Neue Zeit*, 1904, n° 28, article intitulé « Wahlkreis und Partei » — « Circonscription électorale et parti ») comme représentant de la tendance révolutionnaire (accusée, bien entendu, comme chez nous, d'esprit « dictatorial », « inquisiteur ») et autres choses terribles. « L'article de W. Heine, déclare Kautsky, traduit la pensée de toute l'orientation révisionniste ». Ce n'est pas seulement en Allemagne, mais aussi en France et en Italie, que les opportunistes sont corps et âme pour l'autonomisme, pour le relâchement de la discipline du Parti, pour la réduire à zéro ; partout leurs tendances aboutissent à la *désorganisation*, à faire dégénérer le « principe démocratique » en *anarchisme*. « Démocratie n'est pas absence de pouvoir — enseigne K. Kautsky aux opportunistes dans la question d'organisation — démocratie n'est pas anarchie ; c'est la suprématie de la masse sur ses mandataires, à la différence des autres formes de pouvoir, où les pseudo-serviteurs du peuple sont en réalité ses maîtres ». K. Kautsky examine minutieusement le rôle désorganisateur de l'autonomisme opportuniste dans les différents pays ; il montre que précisément l'adhésion à la social-démocratie d'une « masse d'éléments bourgeois » [A titre d'exemple Kautsky cite Jaurès. A mesure qu'ils dévient vers l'opportunisme, de tels hommes « devaient inéluctablement considérer la discipline du Parti comme un rétrécissement inadmissible de leur libre personnalité ».] renforce l'opportunisme, l'autonomisme et les tendances à violer la discipline ; il rappelle encore et encore que « l'organisation est une arme avec laquelle le prolétariat s'émancipera » ; que « l'organisation est pour le prolétariat l'arme de la lutte de classe ».

En Allemagne, où l'opportunisme est plus faible qu'en France et en Italie, « les tendances autonomistes n'ont guère abouti jusqu'ici qu'à des déclamations plus ou moins pathétiques contre les dictateurs et les grands inquisiteurs, contre les excommunications [*Bannstrahl, anathème. C'est l'équivalent allemand de « l'état de siège » et des « lois d'exception ». C'est le « mot terrible » des opportunistes allemands.*] et les recherches d'hérésies, qu'à des tiraillements et des querelles sans fin, dont l'analyse ne conduirait qu'à des disputes incessantes ».

Rien d'étonnant qu'en Russie, où l'opportunisme dans le Parti est encore plus faible qu'en Allemagne, les tendances autonomistes aient enfanté moins d'idées et plus de « déclamations pathétiques » et de mauvaises querelles.

Rien d'étonnant que Kautsky arrive à cette conclusion : « Dans aucune autre question peut-être le révisionnisme de tous les pays, malgré toutes ses diversités et la variété de ses nuances, n'a autant d'homogénéité que dans la question d'organisation ». Formulant les tendances fondamentales de l'orthodoxie et du révisionnisme dans ce domaine, K. Kautsky, lui aussi, use de ce « mot terrible » : bureaucratisme *versus* (contre) démocratism. « On nous dit, écrit K. Kautsky, que donner à la direction du Parti le droit d'influer sur le choix du candidat (aux élections législatives) par le moyen des circonscriptions locales, c'est « attenter scandaleusement au principe démocratique, qui veut que toute l'activité politique s'exerce de bas en haut, par l'initiative des masses, et non de haut en bas, par la voie bureaucratique... » Mais s'il est un principe vraiment démocratique, c'est celui-ci : la majorité doit primer la minorité, et non le contraire ».

L'élection des députés au Parlement, par quelque circonscription que ce soit, est chose d'importance pour l'ensemble du Parti, qui doit influer sur la nomination des candidats, au moins par l'entremise d'hommes de confiance du Parti (*Vertrauensmänner*). « Quiconque trouve cette façon de faire trop bureaucratique ou centraliste, n'a qu'à proposer que les candidats soient désignés par vote direct de tous les membres du Parti (*sämtliche Parteige-nossen*). Mais du moment que ce procédé est impraticable, il est inutile de se plaindre d'un manque de démocratism, quand la fonction envisagée, comme beaucoup d'autres qui concernent le Parti tout entier, est exercée par un ou plusieurs organismes du Parti ». Selon le « droit coutumier » du Parti allemand, des circonscriptions électorales « s'entendaient bien « avant encore », en toute camaraderie » avec la direction du Parti pour proposer tel ou tel candidat. « Mais le Parti est devenu déjà trop grand pour que ce droit coutumier tacite suffise. Le droit coutumier cesse d'être un droit, quand on cesse de le reconnaître comme quelque chose qui va de soi ; quand le contenu de ses définitions et son existence même sont contestés. Dès lors il devient absolument nécessaire de formuler avec exactitude ce droit, de le codifier »,... de le « fixer plus exactement dans les statuts (*statutarische Festlegung*), et de renforcer en même temps la discipline (*grössere Straffheit*) de l'organisation. »

L'on voit ainsi, dans un autre cadre, cette même lutte de l'aile opportuniste et de l'aile révolutionnaire sur la question d'organisation, ce même conflit de l'autonomisme et du centralisme, du démocratism et du « bureaucratisme », des tendances au relâchement de la discipline et au renforcement de la discipline rigoureuse de l'organisation, de la psychologie de l'intellectuel inconstant et du prolétaire conséquent, de l'individualisme intellectuel et de la cohésion prolétarienne. La question se pose : quelle a été dans ce conflit l'attitude de la *démocratie bourgeoise*, pas celle que l'histoire — cette espiègle gamine — n'a fait que promettre de montrer un

jour, sous le sceau du secret, au camarade Axelrod, mais la véritable, la réelle démocratie bourgeoise, qui a aussi en Allemagne des représentants non moins savants et non moins observateurs que ces messieurs de l'*Osvoždění* ? La démocratie bourgeoise d'Allemagne a immédiatement réagi à la nouvelle querelle et, comme en Russie, comme toujours, comme partout : elle a aussitôt pris fait et cause pour l'aile opportuniste du Parti social-démocrate. Le grand organe du capital boursier d'Allemagne, la *Gazette de Francfort*, a lancé un retentissant éditorial (*Frankf. Ztg.*, 7 avril 1904, n° 97, *Abendblatt*), qui montre que les plagiats scandaleux commis sur Axelrod deviennent tout bonnement une sorte de maladie de la presse allemande. Les farouches démocrates de la Bourse francfortoise flagellent l'« autocratie » dans le Parti social-démocrate, la « dictature du Parti », la « domination autocratique des chefs hiérarchiques du Parti », ces « excommunications » par lesquelles on veut « châtier pour ainsi dire tout le révisionnisme », (rappelez-vous la « fausse accusation d'opportunisme »), cette « obéissance aveugle », cette « discipline qui tue », cette « soumission servile », cette transformation des membres du Parti en « cadavres politiques » (voilà qui est bien plus fort que les ressorts et rouages !). « Toute originalité personnelle — s'écrient pleins d'indignation les chevaliers de la Bourse en présence du régime antidémocratique de la social-démocratie —, toute manifestation de l'individualité doit être, voyez-vous, l'objet de persécutions, parce qu'elle menace de conduire au régime français, au jaressisme et au millerandisme, comme l'a déclaré tout net Sindermann, qui a rapporté sur cette question » au congrès des social-démocrates saxons.

Ainsi, pour autant que les nouveaux vocables de la nouvelle *Iskra* sur la question d'organisation ont une signification de principe, il est hors de doute que cette signification est opportuniste. Cette conclusion est confirmée également par toute l'analyse du congrès de notre Parti, qui s'est divisé en aile révolutionnaire et aile opportuniste, ainsi que par l'exemple de tous les partis social-démocrates européens, dont l'opportunisme en matière d'organisation se traduit par les mêmes tendances, les mêmes accusations, et presque toujours par les mêmes vocables. Evidemment, les particularités nationales des différents partis et la diversité des conditions politiques dans les divers pays laissent leur empreinte et font que l'opportunisme allemand ne ressemble pas le moins du monde à l'opportunisme français, ni ce dernier à l'opportunisme italien, ni l'opportunisme italien à l'opportunisme russe. Mais la similitude de la division fondamentale de tous ces partis en aile révolutionnaire et aile opportuniste, la similitude dans la façon de penser et les tendances de l'opportunisme en matière d'organisation, ressortent clairement malgré toute la diversité des conditions dont nous venons de parler. *[Personne ne contestera plus aujourd'hui que l'ancienne division des social-démocrates russes en économistes et en politiques, dans les questions tactiques, s'identifiait avec la division de toute la social-démocratie internationale en opportunistes et en révolutionnaires, bien que la différence soit très grande entre les camarades Martynov et Akimov, d'une part, et les camarades von Vollmar et von Elm, ou Jaurès et Millerand, d'autre part. Non moins incontestable est la similitude des divisions fondamentales sur la question d'organisation, malgré l'énorme différence de conditions entre un pays privé de droits politiques et un pays politiquement libre. Il est extrêmement caractéristique que la rédaction de la nouvelle Iskra, si attachée aux principes, ayant touché un mot du débat qui s'est institué entre Kautsky et Heine (n° 64), a craintivement éludé la question des tendances de principe de tout opportunisme et de toute orthodoxie dans la question d'organisation.]* Les nombreux intellectuels radicaux, parmi nos marxistes et nos social-démocrates, font que l'opportunisme engendré par leur mentalité s'est manifesté et continue inévitablement de se manifester dans les domaines les plus variés et sous les formes les plus diverses. Nous avons combattu l'opportunisme dans les problèmes essentiels de notre conception du monde, dans les questions de programme ; et la complète divergence des buts à atteindre a conduit inéluctablement à une séparation irrévocable entre les social-démocrates et les libéraux, qui avaient corrompu notre marxisme légal. Nous avons combattu l'opportunisme dans les questions de tactique, et nos divergences avec les camarades Kritchovski et Akimov dans ces questions moins importantes n'étaient, naturellement, que temporaires et n'ont pas entraîné la formation de divers partis. Nous devons maintenant vaincre l'opportunisme de Martov et d'Axelrod dans les questions d'organisation, qui sont, évidemment, encore moins essentielles que les questions de programme et de tactique, mais apparaissent à l'heure actuelle au premier plan de notre vie du Parti.

Lorsqu'on parle de la lutte contre l'opportunisme, il ne faut jamais oublier le trait caractéristique de tout l'opportunisme moderne dans tous les domaines : ce qu'il a de vague, d'indécis et d'insaisissable. De par sa nature, l'opportuniste évite toujours de poser les questions d'une manière claire et décisive ; il recherche toujours la résultante, il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui s'excluent, cherchant à « se mettre d'accord » avec l'un et avec l'autre, et réduisant ses divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents, etc., etc. Opportuniste dans les questions de programme, Ed. Bernstein est « d'accord » avec le programme révolutionnaire du Parti et, bien que désirant sans nul doute une « réforme radicale » de celui-ci, il la croit inopportune, sans utilité et moins importante que l'élucidation des « principes généraux » de la « critique » (lesquels consistent surtout à emprunter sans esprit critique des principes et des vocables à la démocratie bourgeoise), Opportuniste dans les questions de tactique, von Vollmar est également d'accord avec

l'ancienne tactique de la social-démocratie révolutionnaire ; lui aussi se borne plutôt à des déclamations, à de légères modifications et moqueries, sans formuler aucune tactique « ministérielle » précise. Opportunistes dans les questions d'organisation, les camarades Martov et Axelrod, eux non plus, n'ont donné jusqu'ici, malgré des mises en demeure expresses, aucune thèse précise susceptible d'être « fixée dans les statuts » ; eux aussi auraient souhaité, absolument souhaité, une « réforme radicale » de nos statuts d'organisation (*Iskra*, n° 58, p. 2, colonne 3), mais ils préféreraient s'occuper d'abord des « questions d'organisation d'ordre général » (parce que si une réforme vraiment radicale de nos statuts, centralistes nonobstant le paragraphe premier, était faite dans l'esprit de la nouvelle *Iskra*, elle conduirait inéluctablement à l'autonomisme ; or le camarade Martov ne veut évidemment pas s'avouer à lui-même qu'en *principe* il penche pour l'autonomisme). Aussi leur attitude « de principe » dans les questions d'organisation passe-t-elle par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel : ce qui prédomine, ce sont de candides déclamations pathétiques contre l'autocratie et le bureaucratisme, contre l'obéissance aveugle, les ressorts et rouages, — déclamations candides au point qu'il y est encore très, très difficile de démêler véritablement le côté principe du côté cooptation. Mais plus cela va, et plus les choses se compliquent : les essais d'analyse et de définition exacte du maudit « bureaucratisme » conduisent inévitablement à l'autonomisme ; les essais d'« approfondissement » et de justification aboutissent nécessairement à la défense de l'état arriéré, au « suivisme », à des phrases girondistes. Enfin, apparaît le principe de *l'anarchisme*, comme le seul principe vraiment déterminé et qui, par conséquent, dans la pratique, ressort avec un relief particulier (la pratique est toujours en avance sur la théorie).

Mépris de la discipline — autonomisme — anarchisme, telle est l'échelle que, en matière d'organisation, notre opportunisme descend ou remonte, sautant d'un degré à l'autre et se dérochant avec habileté à toute formulation précise de ses principes. [*Ceux qui se rappellent les débats sur le paragraphe premier verront clairement aujourd'hui que l'erreur du camarade Martov et du camarade Axelrod sur ce paragraphe conduit inévitablement, quand on la développe et l'approfondit, à l'opportunisme en matière d'organisation. L'idée fondamentale du camarade Martov — chacun peut se considérer comme membre du Parti — est précisément un faux « démocratisme » ; c'est l'idée de la construction du Parti de la base au sommet. Mon idée, par contre, est « bureaucratique » en ce sens que le Parti se construit du sommet à la base, du congrès du Parti aux diverses organisations du Parti. Psychologie d'intellectuel bourgeois, phrases anarchistes, philosophie opportuniste, « suiviste », tout cela est apparu dès la discussion du § 1. Martov parle du « travail idéologique qui a commencé » à la nouvelle *Iskra*. Cela est vrai en ce sens que lui et Axelrod orientent véritablement la pensée dans une direction nouvelle, à commencer par le paragraphe premier. Le malheur cependant est que cette direction est opportuniste. Plus ils orienteront leur « travail » dans cette direction, plus ce travail sera exempt de querelles sur la cooptation, et plus ils s'enfonceront dans le marais.] C'est exactement la même gradation qui apparaît, avec l'opportunisme, dans les questions de programme et de tactique : raillerie de l'« orthodoxie », de l'étroitesse et de l'immobilité — « critique » révisionniste et ministérielle — démocratie bourgeoise.*

On constate une relation psychologique étroite entre cette haine de la discipline et le ton *d'offense* qui perce, traînant et sans discontinuer, dans les écrits de tous les opportunistes contemporains en général et de notre minorité en particulier. Ils se voient persécutés, opprimés, expulsés, refoulés, assiégés, maltraités. Ces mots renferment bien plus de vérité psychologique et politique que ne l'a sans doute présumé l'auteur même de cette aimable et spirituelle plaisanterie à propos des refouleurs et des refoulés. Considérons en effet les procès-verbaux de notre congrès du Parti ; vous verrez que la minorité est composée de tous les offensés, de tous ceux qui, un jour et pour une raison quelconque, furent offensés par la social-démocratie révolutionnaire. On y trouve les bundistes et les gens du *Rabotchéïé Diélo*, que nous avons « offensés » au point qu'ils ont quitté le congrès ; les gens de l'*Ouvrier du Sud*, mortellement offensés par la destruction des organisations en général et de la leur en particulier ; on y trouve le camarade Makhov, que l'on a offensé chaque fois qu'il a pris la parole (car, à chaque fois, il ne manquait pas de se couvrir de ridicule) ; on y trouve enfin le camarade Martov et le camarade Axelrod, que l'on a offensés en les « accusant fausement d'opportunisme » pour le paragraphe premier des statuts et en leur infligeant la défaite aux élections. Et tous ces âpres griefs ne furent point la conséquence fortuite d'inadmissibles mots d'esprit, d'attaques acerbes, d'une polémique acharnée, de claquemets de portes, de poings brandis, comme tant de philistins le croient encore aujourd'hui, mais la conséquence politique inéluctable de tout le travail idéologique de l'*Iskra* durant trois années. Et si, durant ces trois années, nous n'avons pas seulement parlé à tort et à travers, mais exprimé des convictions qui doivent se changer en actes, nous ne pouvions faire autrement que de combattre les anti-iskristes et le « marais » au congrès. Et lorsqu'avec le camarade Martov qui, visière levée, se battait au premier rang, nous avons blessé quantité de gens, il ne nous restait plus qu'à mortifier un peu, un tout petit peu, le camarade Axelrod et le camarade Martov, pour que la coupe débordât. La quantité se changea en qualité. D'où négation de la négation. Tous les offensés, oublieux des comptes qu'ils avaient à régler entre eux, se jetèrent en sanglotant dans les bras les uns des autres et levèrent le drapeau de l'« insurrection contre le léninisme ». [*Cette expression étonnante est du camarade Martov.*]

L'insurrection est une chose excellente, quand les éléments avancés se dressent contre les éléments réactionnaires. Lorsque l'aile révolutionnaire se dresse contre l'aile opportuniste, cela est bien. Lorsque l'aile opportuniste se dresse contre l'aile révolutionnaire, cela est mal. Le camarade Plékhanov se voit obligé de participer à cette vilaine affaire en qualité de prisonnier de guerre, pour ainsi dire. Il s'efforce de « décharger sa colère » en péchant des phrases maladroites chez l'auteur de telle ou telle résolution en faveur de la « majorité » ; ce faisant il s'exclame : « Pauvre camarade Lénine ! Ils sont jolis, ses partisans orthodoxes ! » (*Iskra*, n° 63, supplément.) Eh bien, camarade Plékhanov, je puis vous dire que si moi je suis pauvre, la rédaction de la nouvelle *Iskra* est tout à fait misérable. Si pauvre que je sois, je ne suis pas encore tombé dans une misère telle qu'il me faille fermer les yeux sur le congrès du Parti et, pour exercer mon esprit, rechercher des matériaux dans les résolutions de gens de comités. Si pauvre que je sois, je suis mille fois plus riche que ceux dont les partisans ne laissent pas échapper telle ou telle phrase maladroite, mais qui dans toutes les questions d'organisation, de tactique ou de programme s'en tiennent obstinément et fermement à des principes opposés à ceux de la social-démocratie révolutionnaire. Si pauvre que je sois, je n'en suis pas encore à *dissimuler au public* les éloges que me décernent ces partisans. Or la rédaction de la nouvelle *Iskra* s'y voit obligée. Savez-vous, lecteur, ce qu'est le comité de Voronège du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ? Si vous l'ignorez, lisez les procès-verbaux du congrès du Parti. Vous y verrez que l'orientation de ce comité est parfaitement exprimée par les camarades Akimov et Brouker qui, au congrès, ont combattu sur toute la ligne l'aile révolutionnaire du Parti, et que tous, depuis le camarade Plékhanov jusqu'au camarade Popov, ont été maintes fois rangés parmi les opportunistes.

Eh bien, voilà ce que déclare ce comité de Voronège dans sa feuille de janvier (n° 12, janvier 1904) :

Un grand événement, très important pour notre Parti qui croît sans cesse, a eu lieu l'année dernière : le II^e congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, congrès des représentants de ses organisations, s'est réuni. La convocation d'un congrès du Parti est chose très compliquée et, sous la monarchie, très dangereuse et difficile. Aussi, rien d'étonnant si elle a été *très imparfaite*, et si, tout en se déroulant sans encombre, le congrès n'a pu répondre à toutes les exigences du Parti. Les camarades qui avaient été chargés par la Conférence de 1902 de convoquer le congrès, étaient arrêtés et *celui-ci fut organisé par des hommes qui ne représentaient qu'une seule des tendances de la social-démocratie russe — les iskristes. De nombreuses organisations social-démocrates, mais non-iskristes, n'avaient pas été invitées à prendre part aux travaux du congrès : c'est là une des raisons pour lesquelles* l'élaboration du *programme* et des *statuts* du Parti par le congrès fut *extrêmement déficiente*. Les délégués ont reconnu eux-mêmes qu'il y avait de grandes lacunes dans les statuts, lacunes « susceptibles d'entraîner de dangereux malentendus ». Au congrès, les iskristes eux-mêmes se sont scindés, et nombre de militants éminents de notre P.O.S.D.R. qui, jusque-là, s'étaient montrés pleinement d'accord avec le programme d'action de *l'Iskra*, ont reconnu que beaucoup de ses points de vue, défendus *principalement par Lénine et Plékhanov*, étaient impraticables. Bien que ces derniers l'aient emporté au congrès, la force de la vie pratique, les exigences du travail réel, auquel prennent également part tous les non-iskristes, ont vite fait de corriger les fautes des théoriciens et après le congrès, elles ont déjà apporté de sérieux amendements. *L'Iskra a fortement changé et promet* de se montrer attentive aux revendications des militants de la social-démocratie en général. De cette façon, bien que *les travaux du congrès doivent être révisés* au prochain congrès ; qu'ils soient, comme les délégués ont pu s'en rendre compte eux-mêmes, insatisfaisants et *ne puissent être, pour cette raison, acceptés par le Parti comme des décisions indiscutables*, — le congrès a néanmoins fait la lumière sur la situation dans le Parti, il a fourni une riche documentation susceptible de développer l'activité du Parti dans le domaine de la théorie et de l'organisation et il a été une expérience instructive des plus importantes pour le travail d'ensemble du Parti. Les décisions du congrès et les statuts élaborés par lui seront *pris en considération* par toutes les organisations, mais nombreuses sont celles qui *éviteront de s'en inspirer exclusivement*, vu leurs imperfections manifestes. Au comité de Voronège, où l'on comprend bien l'importance du travail général du Parti, toutes les questions rattachées à l'organisation du congrès ont trouvé un vif *écho*. Le comité conçoit toute l'importance de ce qui s'est passé au congrès ; *il se félicite du tournant opéré dans l'Iskra*, devenue organe central (organe principal).

« Quoique la situation dans le Parti et au Comité central ne nous donne pas *encore* satisfaction, nous sommes convaincus que, par un commun effort, le difficile travail d'organisation du Parti se perfectionnera. En réponse aux faux bruits qui courent, le comité de Voronège informe les camarades qu'il ne saurait être question pour lui de quitter le Parti. Le comité de Voronège comprend parfaitement quel précédent, quel dangereux exemple offrirait une organisation ouvrière telle que le comité de Voronège, si elle quittait le P.O.S.D.R., *quel reproche ce geste comporterait pour le Parti*, et combien cela serait désavantageux aux organisations ouvrières qui pourraient suivre cet exemple. Nous ne devons pas provoquer de nouvelles scissions, mais chercher constamment à grouper tous les ouvriers et socialistes conscients en un seul Parti. Ajoutons que le II^e congrès n'a pas été un congrès constitutif, mais un congrès ordinaire. L'exclusion du Parti ne peut être prononcée que par le tribunal du Parti, et aucune organisation, pas même le Comité central, n'a le droit d'exclure du Parti une organisation social-démocrate. Bien plus. Le II^e congrès a adopté le paragraphe 8 des statuts d'après lequel toute organisation est autonome (indépendante) dans ses affaires locales. Aussi le *comité de Voronège a-t-il pleinement le droit d'appliquer ses vues d'organisation et de les défendre au sein du Parti.* »

La rédaction de la nouvelle *Iskra*, qui cite cette feuille dans son n° 61, n'a reproduit que la seconde partie de la tirade ci-dessus, celle que nous donnons en gros caractères ; quant à la première partie, en petits caractères, la rédaction a préféré l'omettre. Elle avait honte.

r) QUELQUES MOTS SUR LA DIALECTIQUE. DEUX RÉVOLUTIONS

Si nous jetons un coup d'oeil d'ensemble sur le développement de la crise dans notre Parti, nous verrons aisément qu'à peu d'exceptions près, la composition des deux camps adverses est toujours restée à peu près la même. Ça été une lutte entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste de notre Parti. Mais cette lutte a passé par les stades les plus divers, et quiconque veut comprendre l'abondante littérature qui s'est déjà accumulée, la masse des indications fragmentaires, des citations arrachées à leur contexte, des accusations diverses, etc., etc., doit étudier de près les particularités de chacun de ces stades.

Dans chacun de ces stades, les circonstances de la lutte et le but immédiat de l'attaque sont essentiellement différents ; chaque stade est, pour ainsi dire, une bataille particulière dans une campagne militaire générale. On ne peut rien comprendre à notre lutte avant d'avoir étudié les conditions concrètes de chacune de ces batailles. Cela fait, nous verrons très bien que le développement suit en vérité la voie dialectique, celle des contradictions : la minorité devient majorité, et la majorité devient minorité ; chaque camp passe de la défensive à l'offensive et de l'offensive à la défensive ; on « nie » le point de départ de la lutte idéologique (sur le § 1) et on lui substitue les envahissantes querelles. [*Le problème difficile de la démarcation entre querelles et divergences de principe se résout maintenant de lui-même : tout ce qui a trait à la cooptation est querelle ; tout ce qui a trait à l'analyse de la lutte au congrès, à la discussion sur le § 1 et sur le tournant vers l'opportunisme et l'anarchisme est divergence de principe.*] Puis commence la « négation de la négation » et, après avoir trouvé un moyen de « faire bon ménage », tant bien que mal, dans les divers organismes centraux du Parti, nous revenons au point de départ : à la lutte purement idéologique ; dès lors cette « thèse », enrichie de tous les résultats de « l'antithèse », devient la plus haute synthèse où une erreur isolée, fortuite, sur le paragraphe premier, s'amplifie jusqu'aux proportions d'un quasi-système d'opinions opportunistes en matière d'organisation, où la liaison entre ce phénomène et la division fondamentale de notre Parti en aile révolutionnaire et aile opportuniste, apparaît pour tout le monde avec toujours plus de clarté. En un mot, ce n'est pas seulement l'avoine qui pousse d'après Hegel ; les social-démocrates russes eux aussi se battent entre eux d'après Hegel.

Mais la grande dialectique de Hegel, que le marxisme a fait sienne après l'avoir remise sur ses pieds, ne doit jamais être confondue avec le procédé vulgaire consistant à justifier les zigzags des hommes politiques qui, dans le Parti, passent de l'aile révolutionnaire à l'aile opportuniste, — avec la manière vulgaire de mettre dans le même sac telles déclarations, telles étapes du développement des divers stades d'un même processus. La véritable dialectique ne justifie pas les erreurs personnelles ; elle étudie les tournants inéluctables, en prouvant leur inéluctabilité par une étude détaillée et concrète de ce développement. Le principe fondamental de la dialectique est qu'il n'existe pas de vérité abstraite, la vérité est toujours concrète... Et il ne faut pas confondre non plus la grande dialectique hégélienne avec cette vulgaire sagesse, si bien exprimée dans le dicton italien : *mettere la coda dove non va il capo* (mettre la queue où la tête ne passe pas).

Le bilan du développement dialectique de la lutte dans notre Parti se réduit à deux révolutions. Le congrès du Parti a été une véritable révolution, comme l'a très justement remarqué Martov dans sa brochure *Encore une fois en minorité*. Les beaux esprits de la minorité ont aussi raison, quand ils disent : le monde est mû par des révolutions, et c'est pourquoi nous avons fait une révolution ! Ils ont vraiment fait une révolution après le congrès ; et il est vrai aussi que le monde, en thèse générale, est mû par des révolutions. Mais la signification concrète de chaque révolution concrète n'est pas encore définie par cet aphorisme général ; il est des révolutions qui sont comme la réaction, dirons-nous en paraphrasant l'expression inoubliable de l'inoubliable Makhov. Il faut savoir si c'est l'aile révolutionnaire ou l'aile opportuniste du Parti qui a été la force réelle ayant accompli la révolution ; il faut savoir si ce sont les principes révolutionnaires ou les principes opportunistes qui ont animé les combattants, pour pouvoir établir si l'une ou l'autre des révolutions concrètes a fait avancer ou reculer le « monde » (notre Parti).

Notre congrès du Parti a été un événement unique en son genre, sans précédent dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Pour la première fois, un parti révolutionnaire clandestin a pu sortir des ténèbres de l'illégalité pour paraître au grand jour, et montrer à tous et à chacun la marche et l'issue de notre lutte au sein du Parti, la physionomie de notre Parti et de chacun de ses éléments, un peu marquants, dans les questions de programme, de tactique et d'organisation. Pour la première fois, nous avons pu nous libérer des traditions de ce relâchement de discipline et du philistinisme révolutionnaire propres au système des cercles ; réunir des dizaines

de groupes les plus divers, souvent très hostiles les uns aux autres, uniquement liés entre eux par la force d'une idée et prêts (prêts en principe) à sacrifier leur particularisme et leur indépendance de groupe au profit d'un tout grandiose, le *Parti* que, véritablement, nous sommes en train de constituer pour la première fois. Mais en politique les sacrifices ne s'obtiennent pas pour rien ; il faut les gagner de haute lutte. Inévitablement, la bataille autour de la dissolution des organisations a été des plus acharnées. Le vent frais de la lutte ouverte et libre s'est fait tourbillon. Celui-ci a balayé — et il a bien fait ! — tout ce qui subsistait encore de tous les intérêts, sentiments et traditions de cercle, et il a créé pour la première fois de véritables collègues compétents dans le Parti. Mais il y a loin du nom à la chose. Sacrifier en principe l'esprit de cercle au profit du Parti est une chose ; autre chose est de renoncer à son cercle. Le vent frais s'est avéré encore trop frais pour des gens habitués à l'atmosphère renfermée du philistinisme. « Le Parti n'a pu résister à son premier congrès », comme s'est exprimé très justement (exprimé très justement, par mégarde) le camarade Martov dans son *Encore une fois en minorité*. Le sentiment de dépit causé par l'exécution des organisations a été trop fort. Le furieux tourbillon a soulevé la vase qui dormait tout au fond du courant de notre Parti, et cette vase a pris sa revanche. Le vieil esprit de cercle racorni l'a emporté sur l'esprit du Parti encore jeune. Battue à plate couture, l'aile opportuniste de notre Parti, renforcée accidentellement par le butin que représentait pour elle Akimov, l'a emporté — provisoirement bien entendu — sur l'aile révolutionnaire.

Le résultat de tout cela, c'est la nouvelle *Iskra*, obligée d'étendre et d'aggraver l'erreur commise par ses rédacteurs au congrès du Parti. La vieille *Iskra* enseignait les vérités de la lutte révolutionnaire. La nouvelle *Iskra* enseigne la sagesse vulgaire : se montrer conciliant et facile à vivre. La vieille *Iskra* était l'organe de l'orthodoxie militante. La nouvelle *Iskra* nous apporte des survivances d'opportunisme, principalement dans les questions d'organisation. La vieille *Iskra* a mérité l'honneur d'être détestée des opportunistes de Russie et d'Europe occidentale. La nouvelle *Iskra* « est devenue plus sage » et cessera bientôt de rougir des louanges que lui prodiguent les opportunistes extrêmes. La vieille *Iskra* marchait droit au but et ses actes ne démentaient pas ses paroles. Le vice intérieur de la position de la nouvelle *Iskra* engendre inévitablement l'hypocrisie politique, indépendamment même de la volonté ou de la conscience de qui que ce soit. Elle clame contre l'esprit de cercle, mais c'est pour couvrir la victoire de l'esprit de cercle sur l'esprit du Parti. Elle condamne pharisaïquement la scission, comme si, pour prévenir la scission dans un parti tant soit peu organisé, on pouvait imaginer un moyen autre que la soumission de la minorité à la majorité. Elle proclame la nécessité de tenir compte de l'opinion publique révolutionnaire et, dissimulant les louanges des Akimov, elle s'occupe de mesquins commérages sur les comités de l'aile révolutionnaire du Parti.

Quelle honte ! Comme ils ont déshonoré notre vieille *Iskra* !

Un pas en avant, deux pas en arrière... Cela se voit dans la vie des individus, dans l'histoire des nations et dans le développement des partis. Ce serait la plus criminelle des lâchetés que de douter un instant du triomphe certain et complet des principes de la social-démocratie révolutionnaire, de l'organisation prolétarienne et de la discipline du Parti. Nous avons déjà bien des conquêtes à notre actif ; nous devons continuer la lutte sans nous laisser décourager par les revers ; lutter avec fermeté et mépriser les procédés petits-bourgeois des querelles de cercles ; faire tout ce qui est en notre pouvoir pour préserver le lien qui unit dans le Parti tous les social-démocrates de Russie, lien établi au prix de tant d'efforts. Par un travail opiniâtre et systématique, faire connaître pleinement et en conscience, à tous les membres du Parti, et notamment aux ouvriers, les obligations des membres du Parti, la lutte au II^e congrès du Parti, toutes les causes et péripéties de nos divergences, le rôle funeste de l'opportunisme qui, dans le domaine de l'organisation comme en ce qui concerne notre programme et notre tactique, se dérobe, impuissant devant la psychologie bourgeoise, adopte sans esprit critique le point de vue de la démocratie bourgeoise, émousse l'arme de la lutte de classe du prolétariat.

Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile pour le capital, rejeté constamment « dans les bas-fonds » de la misère noire, d'une sauvage inculture et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique basée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. A cette armée ne pourront résister ni le pouvoir décrépité de l'autocratie russe, ni le pouvoir en décrépitude du capital international. Cette armée resserrera ses rangs de plus en plus, en dépit de tous les zigzags et pas en arrière, malgré la phraséologie opportuniste des girondins de l'actuelle social-démocratie, en dépit des louanges pleines de suffisance, prodiguées à l'esprit de cercle arriéré, en dépit du clinquant et du battage de l'anarchisme *d'intellectuel*.

Publié en volume à Genève en mai 1904

PÉRIODE DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE ET DE LA PREMIÈRE RÉVOLUTION RUSSE

DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

PRÉFACE

En période de révolution il est très difficile de suivre les événements ; ils fournissent une quantité prodigieuse de nouveaux éléments pour apprécier les mots d'ordre tactiques des partis révolutionnaires. Cette brochure a été écrite avant les événements d'Odessa. [*La mutinerie du cuirassé « Prince Potemkine ».* (Note de Lénine à l'édition de 1907. (N. R.))] Nous avons déjà indiqué dans le *Prolétari* (n° 9, « La révolution instruit ») [*Voir Œuvres, t. 9, p. 148. (N. R.)*] que ces événements ont obligé, jusqu'à ceux des social-démocrates qui ont créé la théorie de l'insurrection-processus et rejeté la propagande en faveur d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, à passer ou à commencer de passer en fait du côté de leurs contradicteurs. La révolution instruit sans nul doute avec une promptitude et une profondeur qui paraissent invraisemblables aux époques d'évolution politique paisible. Et ce qui importe surtout, c'est qu'elle instruit non seulement les dirigeants, mais aussi les masses.

Il est hors de doute que la révolution enseignera aux masses ouvrières de Russie le social-démocratisme. La révolution confirmera dans la pratique le programme et la tactique de la social-démocratie, en montrant la nature véritable des diverses classes sociales, le caractère bourgeois de notre démocratie et les aspirations véritables de la paysannerie, révolutionnaire dans le sens démocratique bourgeois, porteuse non pas de l'idée de « socialisation », mais d'une nouvelle lutte de classe entre la bourgeoisie paysanne et le prolétariat rural. Les vieilles illusions du vieux populisme qui transparaissent si manifestement, par exemple, dans le projet de programme du « parti socialiste-révolutionnaire », aussi bien en ce qui concerne le développement du capitalisme en Russie qu'à propos de la démocratie de notre « société » et de la portée d'une victoire complète du soulèvement paysan, toutes ces illusions seront impitoyablement et définitivement dissipées par la révolution. Celle-ci donnera aux différentes classes leur premier, leur véritable baptême politique. Ces classes sortiront de la révolution avec une physionomie politique bien définie, mise en évidence non seulement par les programmes et les mots d'ordre tactiques de leurs idéologues, mais aussi dans l'action politique directe des masses.

Il est certain que la révolution nous instruira, qu'elle instruira les masses populaires. Mais ce dont il s'agit pour un parti politique engagé dans la lutte, c'est de savoir si nous saurons enseigner quelque chose à la révolution. Saurons-nous mettre à profit la justesse de notre pensée social-démocrate, notre liaison avec le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, pour marquer la révolution d'une empreinte prolétarienne, pour l'amener à une victoire vraiment décisive en fait et non en paroles, pour paralyser l'instabilité, l'ambiguïté et la perfidie de la bourgeoisie démocratique ?

Tous nos efforts doivent concourir à ce but. Le succès dépend, d'une part, de notre juste appréciation de la situation politique, de la justesse de nos mots d'ordre tactiques et, d'autre part, de l'appui qu'apporteront à ces mots d'ordre les forces de combat réelles, celles des masses ouvrières. Tout le travail quotidien, régulier, courant de toutes les organisations et de tous les groupes de notre Parti - propagande, agitation et organisation - tend à consolider et à développer les liens avec les masses. Ce travail est toujours nécessaire, mais au moment de la révolution, il ne peut - moins que jamais - être considéré comme suffisant. Dans pareil moment, la classe ouvrière aspire d'instinct à l'action révolutionnaire du grand jour, et nous devons savoir définir de façon juste les objectifs de cette action, pour ensuite les faire connaître et comprendre aussi largement que possible. N'oublions pas que le pessimisme courant à l'égard de notre liaison avec les masses dissimule aujourd'hui assez souvent des idées bourgeoises sur le rôle du prolétariat dans la révolution. Nous avons sans doute encore beaucoup, beaucoup à faire pour éduquer et organiser la classe ouvrière, mais le tout est maintenant de savoir où doit être le centre de gravité politique de cette éducation et de cette organisation. Dans les syndicats et les associations légales ou bien dans l'insurrection armée, dans la création d'une armée et d'un gouvernement révolutionnaires ? La classe ouvrière s'éduque et s'organise dans les deux cas. Les deux choses sont évidemment nécessaires. Le tout est pourtant de savoir, dans la révolution actuelle, où se feront pour l'essentiel l'éducation et l'organisation de la classe ouvrière. Dans les syndicats et associations légales ou dans l'insurrection ?

L'issue de la révolution dépend de ceci : la classe ouvrière jouera-t-elle le rôle d'un auxiliaire de la bourgeoisie, puissant par l'assaut qu'il livre à l'autocratie, mais impuissant politiquement, ou dirigera-t-elle la révolution

populaire ? Les représentants conscients de la bourgeoisie s'en rendent parfaitement compte. Aussi *l'Osvobodjénie*⁹⁷ loue-t-il dans la social-démocratie les idées d'Akimov⁹⁸, l'« économisme » qui met *maintenant* au premier plan les syndicats et les associations légales. Aussi M. Strouvé se félicite-t-il (n° 72 de *l'Osvobodjénie*) des orientations akimoviennes qui se font jour dans la nouvelle *Iskra*⁹⁹. Aussi réserve-t-il tout son courroux à l'exécrable étroitesse révolutionnaire des résolutions du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Des mots d'ordre tactiques corrects de la social-démocratie ont maintenant, pour la direction des masses, une importance particulière. Rien n'est plus dangereux que de vouloir amoindrir en temps de révolution la portée des mots d'ordre tactiques strictement conformes aux principes. Ainsi, *l'Iskra*, dans son n° 104, passe en fait du côté de ses contradicteurs au sein de la social-démocratie, mais en même temps, parle avec dédain de la portée des mots d'ordre et des décisions tactiques qui devancent la vie, qui prolongent la direction dans laquelle, en dépit des insuccès, des erreurs, etc., se fait le mouvement. Au contraire, l'élaboration de décisions tactiques correctes a une importance énorme pour un parti qui veut diriger le prolétariat dans un esprit rigoureusement marxiste et non pas simplement se laisser remorquer par les événements. Les résolutions du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et celles de la conférence de la fraction dissidente du Parti [*Les bolcheviks ont seuls participé au III^e Congrès du P.O.S.D.R. (Londres, mai 1905). Les menchéviks ont seuls participé à la « conférence » de Genève (même époque) ; nous les appelons souvent dans cette brochure « gens de la nouvelle Iskra », car, continuant à publier l'Iskra, ils ont déclaré par la bouche de leur ami politique d'alors, Trotski, qu'entre la vieille Iskra et la nouvelle il y a un abîme. (Note de Lénine à l'édition de 1907. N. R.)*] nous offrent les expressions les plus exactes, les plus approfondies, les plus complètes des vues sur la tactique non point telles qu'elles échappent à la plume de tel ou tel auteur, mais telles que les ont adoptées les représentants responsables du prolétariat social-démocrate. Avec son programme précis, adopté par tous ses membres, notre Parti est en avance sur tous les autres. Il doit aussi donner aux autres partis l'exemple d'une observation rigoureuse de ses résolutions tactiques, contrairement à l'opportunisme de la bourgeoisie démocratique de *l'Osvobodjénie* et à la phraséologie révolutionnaire des socialistes-révolutionnaires qui ont attendu la révolution pour formuler un « projet » de programme et se demander pour la première fois si c'était bien à une révolution bourgeoise qu'ils assistaient.

Voilà pourquoi nous considérons comme la tâche la plus urgente de la social-démocratie révolutionnaire d'étudier avec soin les résolutions tactiques du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et de la conférence, d'y relever les entorses possibles aux principes du marxisme et de se rendre bien compte des objectifs concrets du prolétariat social-démocrate dans la révolution démocratique. Tel est l'objet de la présente brochure. Enfin, la vérification de notre tactique du point de vue des principes du marxisme et des enseignements de la révolution est nécessaire pour quiconque veut réellement préparer l'unité de tactique comme base de l'unité parfaite à venir de l'ensemble du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et ne pas se borner à des exhortations.

N. Lénine
Juillet 1905.

1. UNE QUESTION POLITIQUE URGENTE

La question de la convocation d'une Assemblée constituante nationale est à l'ordre du jour en cette période révolutionnaire que nous vivons. Comment la résoudre ? Les opinions divergent. Trois tendances politiques se manifestent. Le gouvernement du tsar admet qu'il est nécessaire de convoquer les représentants du peuple, mais ne veut en aucun cas admettre que leur Assemblée soit véritablement représentative et constituante. A en croire les informations de la presse sur les travaux de la commission Boulyguine¹⁰⁰, il consentirait à une Assemblée consultative élue sans liberté de propagande et avec un système électoral étroitement censitaire ou strictement de caste. Le prolétariat révolutionnaire, pour autant qu'il est dirigé par la social-démocratie, exige que tout le pouvoir soit remis à l'Assemblée constituante ; dans ce but il ne cherche pas simplement à obtenir le suffrage universel et l'entière liberté de propagande, mais encore le renversement immédiat du gouvernement tsariste et son remplacement par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Enfin, la bourgeoisie libérale, qui exprime ses vœux par la bouche des chefs du parti dit « constitutionnel-démocrate », ne réclame pas le renversement du gouvernement du tsar, ne formule pas le mot d'ordre de gouvernement provisoire, n'exige pas que de véritables garanties protègent la liberté et la régularité entières des élections, afin que l'assemblée des représentants soit réellement représentative et réellement constituante. Au fond, la bourgeoisie libérale, seul appui social sérieux de la tendance de *l'Osvobodjénie*, recherche un accommodement aussi pacifique que possible entre le tsar et le peuple révolutionnaire, accommodement qui lui donnerait le plus de pouvoir à elle, la bourgeoisie, et le moins au peuple révolutionnaire, prolétariat et paysannerie.

Telle est présentement la situation politique. Telles sont les trois tendances politiques principales correspondant aux trois principales forces sociales de la Russie d'aujourd'hui. Nous avons parlé maintes fois dans le *Prolétari* (n^{os} 3, 4 et 5) [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 8, pp. 491-500, 518-525. (N. R.)] de la façon dont les gens de l'*Osvoboždění* dissimulent sous des phrases pseudo-démocratiques leur politique équivoque ou plutôt, en termes plus simples et plus directs, leur politique de trahison de la révolution. Voyons maintenant comment les social-démocrates tiennent compte des objectifs de l'heure. Les deux résolutions adoptées tout récemment par le III^e Congrès du P.O.S.D.R. et la « conférence » de la fraction dissidente du Parti constituent à cet égard d'excellentes pièces pour en juger. La question de savoir laquelle de ces résolutions tient mieux compte de la situation politique et définit mieux la tactique du prolétariat révolutionnaire revêt une énorme importance. Et tout social-démocrate désireux de s'acquitter consciemment de ses obligations de propagandiste, d'agitateur et d'organisateur, doit étudier cette question avec toute l'attention requise, en laissant entièrement de côté les considérations étrangères au fond du problème.

On entend par tactique d'un parti sa conduite politique, c'est-à-dire le caractère, l'orientation, les méthodes de son activité politique. Le congrès du parti adopte des résolutions tactiques afin de déterminer exactement la conduite politique du parti dans son ensemble, en face de problèmes nouveaux ou d'une nouvelle situation politique. Une situation nouvelle de cette nature a été créée par la révolution qui a commencé en Russie, c'est-à-dire par la séparation totale, résolue et manifeste de l'immense majorité du peuple d'avec le gouvernement du tsar. Le problème nouveau est de savoir quels sont les moyens pratiques de réunir une assemblée vraiment représentative et vraiment constituante (sur le plan théorique cette question a été depuis longtemps, et avant tous les autres partis, résolue officiellement par la social-démocratie dans son programme). Si le peuple est en désaccord avec le gouvernement et si les masses ont pris conscience de la nécessité d'instituer un nouvel ordre de choses, le parti qui s'est assigné pour but de renverser le gouvernement, doit nécessairement se demander par quel gouvernement il remplacera l'ancien, celui qu'il s'agit de renverser. Une *nouvelle* question surgit : celle du gouvernement révolutionnaire provisoire. Pour y répondre d'une façon complète, le parti du prolétariat conscient doit élucider : 1) l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire dans la révolution en cours et dans toute la lutte du prolétariat en général ; 2) son attitude envers le gouvernement provisoire révolutionnaire ; 3) les conditions précises de la participation de la social-démocratie à ce gouvernement ; 4) les conditions d'une pression à exercer *par en bas* sur ce gouvernement, c'est-à-dire si la social-démocratie n'y est pas représentée. Sous ce rapport, la conduite politique du parti ne sera nette, ferme et conforme à ses principes que si toutes ces questions sont éclaircies.

Voyons donc comment ces questions ont été tranchées par la résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R. En voici le texte complet :

« Résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire.

Considérant :

1. que les intérêts immédiats du prolétariat, de même que les intérêts de sa lutte pour les buts finals du socialisme, exigent une liberté politique aussi complète que possible et, par conséquent, la substitution de la république démocratique à la forme autocratique de gouvernement ;
2. que la république démocratique en Russie ne peut être instaurée qu'à l'issue d'une insurrection populaire victorieuse, dont l'organe sera le gouvernement révolutionnaire provisoire seul capable d'assurer la liberté entière de la propagande électorale et de convoquer une Assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret, et exprimant réellement la volonté du peuple ;
3. que cette révolution démocratique en Russie, loin de l'affaiblir, renforcera, étant donné le régime social et économique actuel, la domination de la bourgeoisie qui tentera infailliblement, à un moment donné, sans reculer devant rien, de ravir au prolétariat russe la plus grande partie possible de ses conquêtes de la période révolutionnaire,

le III^e Congrès du P.O.S.D.R. décide :

- a) il est indispensable de répandre dans la classe ouvrière une vision concrète de la marche la plus probable de la révolution, avec l'apparition nécessaire, à un certain moment, d'un gouvernement révolutionnaire provisoire dont

le prolétariat exigera qu'il satisfasse toutes les revendications politiques et économiques immédiates de notre programme (programme minimum) ;

b) en fonction du rapport des forces et d'autres facteurs impossibles à déterminer d'avance avec précision, on pourrait admettre la participation de mandataires de notre Parti à un gouvernement révolutionnaire provisoire, en vue de lutter sans merci contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires et de défendre les intérêts propres de la classe ouvrière ;

c) les conditions indispensables de cette participation sont : le contrôle rigoureux du Parti sur ses mandataires et la sauvegarde constante de l'indépendance de la social-démocratie qui, aspirant à une révolution socialiste totale, est, de ce fait même, irréductiblement hostile à tous les partis bourgeois ;

d) indépendamment de la possibilité d'une participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, il importe de gagner les couches les plus larges possible du prolétariat à l'idée de la nécessité d'une pression constante du prolétariat armé et dirigé par la social-démocratie sur le gouvernement provisoire, dans le but de protéger, de consolider et d'élargir les conquêtes de la révolution. »

2. QUE NOUS APPORTE LA RÉOLUTION DU III^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. SUR LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE ?

La résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R., comme son titre l'indique, est entièrement et exclusivement consacrée à la question du gouvernement révolutionnaire provisoire. C'est dire que la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire apparaît ici comme une partie de ce problème. D'un autre côté on n'y parle que du gouvernement révolutionnaire provisoire, et de nulle autre chose ; c'est dire qu'on n'y traite pas du tout, par exemple, de la « conquête du pouvoir » en général, etc. Le congrès a-t-il eu raison d'écarter cette dernière question et d'autres semblables ? Oui, sans aucun doute, car la situation politique de la Russie ne met nullement pareilles questions à l'ordre du jour. Au contraire, le peuple entier a inscrit à l'ordre du jour le renversement de l'autocratie et la convocation de l'Assemblée constituante. Les congrès du Parti doivent entreprendre de résoudre non les problèmes soulevés à tort ou à raison par tel ou tel auteur, mais ceux qui ont une sérieuse importance politique, étant donné les conditions de l'heure et l'évolution objective de la société.

Quelle importance le gouvernement révolutionnaire provisoire a-t-il pour la révolution actuelle et pour la lutte du prolétariat en général ? La résolution du congrès l'explique en indiquant dès le début la nécessité d'une « liberté politique aussi complète que possible », tant du point de vue des intérêts immédiats du prolétariat que de celui des « buts finals du socialisme ». Or, pour que la liberté politique soit complète, il faut que l'autocratie tsariste soit remplacée par une république démocratique, ce que le programme de notre Parti a déjà reconnu. Il fallait, pour satisfaire à nos principes et à la logique, souligner dans la résolution du congrès le mot d'ordre de république démocratique, car le prolétariat, combattant d'avant-garde de la démocratie, revendique justement la liberté complète ; en outre, il était d'autant plus opportun de le souligner que, précisément à l'heure actuelle, nous voyons des monarchistes, et plus précisément le parti dit constitutionnel- « démocrate » ou de *Osvobodjénie*, se couvrir du drapeau de la « démocratie ». Pour instaurer la république, il faut absolument une Assemblée de représentants du peuple, élue nécessairement par le peuple entier (sur la base du suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret) et constituante. C'est ce que reconnaît plus loin la résolution du congrès. Mais elle ne se borne pas à cela. Pour instituer un nouveau régime « exprimant réellement la volonté du peuple », il ne suffit pas de qualifier de constituante l'Assemblée des représentants. Il faut encore que cette Assemblée ait le pouvoir et la force de « constituer ». Conscient de ce fait, le congrès ne s'est pas borné à formuler purement et simplement dans sa résolution le mot d'ordre d'« Assemblée constituante » ; il a précisé les conditions matérielles qui seules permettront à cette Assemblée d'accomplir véritablement sa tâche. Il était urgent et indispensable d'indiquer les conditions dans lesquelles une Assemblée constituante de nom peut devenir constituante de fait, car la bourgeoisie libérale, représentée par le parti constitutionnel-monarchiste, déforme sciemment, nous l'avons maintes fois signalé, le mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale et le réduit à une phrase creuse.

La résolution du congrès dit que *seul* un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui serait l'organe de l'insurrection populaire victorieuse, est capable d'assurer la liberté complète de la propagande électorale et de convoquer une assemblée exprimant réellement la volonté du peuple. Cette thèse est-elle correcte ? Celui qui s'aviserait de la contester devrait soutenir que le gouvernement du tsar peut ne pas tendre la main à la réaction, qu'il est capable de rester neutre pendant les élections, qu'il peut se soucier de l'expression véritable de la volonté du peuple. Ces affirmations sont tellement absurdes que personne ne s'aviserait de les soutenir ouvertement, mais nos gens de *Osvobodjénie*, justement, les colportent en cachettes sous le pavillon libéral. Quelqu'un doit

convoquer l'Assemblée constituante ; quelqu'un doit assurer la liberté et la procédure régulière des élections ; quelqu'un doit investir pleinement cette Assemblée de la force et du pouvoir : seul un gouvernement révolutionnaire, organe de l'insurrection, peut sincèrement le vouloir et se montrer capable de tout faire pour le réaliser. Le gouvernement du tsar s'y opposera inévitablement. Un gouvernement libéral qui aurait conclu un marché avec le tsar et ne s'appuierait pas entièrement sur l'insurrection populaire ne pourrait ni vouloir sincèrement ces choses ni les accomplir, en eût-il le désir le plus sincère. La résolution du congrès donne ainsi le seul mot d'ordre démocratique correct et parfaitement conséquent.

Mais l'appréciation de l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire serait incomplète et fautive si l'on perdait de vue le caractère de classe de la révolution démocratique. Aussi la résolution ajoute-t-elle que la révolution affermira la domination de la bourgeoisie. Cela est inévitable avec le régime économique et social actuel, c'est-à-dire le régime capitaliste. Et l'affermissement de la domination bourgeoise sur un prolétariat jouissant de quelque liberté politique aura nécessairement pour résultat une lutte acharnée entre la bourgeoisie et le prolétariat pour le pouvoir, la première faisant des tentatives désespérées pour « ravir au prolétariat ses conquêtes de la période révolutionnaire ». C'est pourquoi le prolétariat, qui combat pour la démocratie en avant et à la tête de tous, ne doit pas oublier un instant les nouvelles contradictions inhérentes à la démocratie bourgeoise, non plus que la lutte nouvelle.

L'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire a donc été parfaitement définie dans la partie de la résolution que nous venons d'examiner : et dans son rapport à la lutte pour la liberté et pour la République, et dans son rapport à l'Assemblée constituante, et dans son rapport à la révolution démocratique qui déblaye le terrain pour une nouvelle lutte de classes.

On peut ensuite se demander quelle position le prolétariat doit-il adopter en général à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire ? A cela la résolution du congrès répond tout d'abord en recommandant expressément au Parti de travailler à convaincre la classe ouvrière de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. La classe ouvrière doit prendre conscience de cette nécessité. Tandis que la bourgeoisie « démocratique » laisse dans l'ombre la question du renversement du gouvernement tsariste, nous devons la mettre au premier plan et insister sur la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Bien plus, nous devons exposer le programme d'action de ce gouvernement, programme conforme à la situation historique objective et aux tâches de la démocratie prolétarienne. Il s'agit là de *tout* le programme minimum de notre Parti, programme des transformations politiques et économiques immédiates, parfaitement réalisables, d'un côté, sur le terrain des rapports économiques et sociaux actuels, et nécessaires, d'un autre, pour faire un nouveau pas en avant, pour réaliser le socialisme.

De cette façon, la résolution éclaire parfaitement le caractère et l'objectif du gouvernement révolutionnaire provisoire. Par ses origines et son caractère essentiel, ce gouvernement doit être l'organe de l'insurrection populaire. Son rôle, d'un point de vue formel, consistera à convoquer une Assemblée nationale constituante. Son activité, pour le fond, à réaliser le programme minimum de la démocratie prolétarienne, seul capable d'assurer les intérêts du peuple soulevé contre l'autocratie.

On objectera peut-être que le gouvernement provisoire, précisément parce qu'il est provisoire, ne saurait appliquer un programme positif que le peuple entier n'aurait pas encore approuvé. Cette objection ne serait qu'un sophisme de réactionnaire et d'« autocratophile ». N'appliquer aucun programme positif, c'est tolérer le régime féodal d'une autocratie pourrie. Seul un gouvernement de traîtres à la révolution, et non un gouvernement organe de l'insurrection populaire, pourrait tolérer un semblable régime. Ce serait se moquer du monde que de proposer de renoncer à l'application effective de la liberté de réunion tant que cette liberté n'aurait pas été reconnue par l'Assemblée constituante, sous le prétexte que celle-ci pourrait bien ne pas la reconnaître ! Ce ne serait pas moins se moquer du monde que de s'élever contre l'application immédiate du programme minimum par le gouvernement révolutionnaire provisoire.

Notons enfin que la résolution, en assignant au gouvernement révolutionnaire provisoire la tâche d'appliquer ce programme minimum, écarte par là même l'idée absurde, semi-anarchiste, de l'application immédiate du programme maximum, de la conquête du pouvoir pour la révolution socialiste. Le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat (condition subjective indissolublement liée à la condition objective) rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière. Seuls les gens les plus ignares peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique en cours ; seuls les optimistes les plus naïfs peuvent oublier que la masse des ouvriers ne sait encore que bien peu de chose des objectifs du socialisme et des moyens de le

réaliser. Or, nous sommes tous convaincus que l'émancipation des ouvriers ne peut être que l'œuvre des ouvriers eux-mêmes ; sans la conscience et l'organisation des masses, sans la préparation et l'éducation de celles-ci par la lutte de classe déclarée contre la bourgeoisie tout entière, il ne saurait être question de révolution socialiste.

Et pour répondre aux objections anarchistes prétendant que nous ajournons la révolution socialiste, nous dirons : nous ne l'ajournons pas, nous faisons le premier pas vers elle par le seul moyen possible et par le seul chemin sûr, à savoir : par le chemin de la république démocratique. Qui veut marcher au socialisme par une autre voie que celle de la démocratie politique en arrive infailliblement à des conclusions absurdes et réactionnaires, tant dans le sens économique que dans le sens politique. A des ouvriers venant nous demander, le moment venu, si on ne pourrait pas appliquer le programme maximum, nous leur rappellerions combien les masses populaires, d'esprit démocratique, sont encore fermées au socialisme, combien les antagonismes de classes sont encore peu développés, combien les prolétaires sont encore inorganisés. Organisez donc des centaines de milliers d'ouvriers dans toute la Russie, ralliez les sympathies de millions de travailleurs autour de votre programme ! Essayez de le faire sans vous contenter de phrases anarchistes, sonores, mais creuses, et vous verrez aussitôt que la réussite de cette œuvre d'organisation, que la généralisation de cette éducation socialiste dépendent de la mise en œuvre aussi complète que possible des transformations démocratiques.

Poursuivons. Une fois élucidées l'importance du gouvernement révolutionnaire provisoire et l'attitude du prolétariat envers lui, les questions suivantes se posent : notre participation à ce gouvernement (action par en haut) est-elle admissible et dans quelles conditions ? Quelle doit être notre action par en bas ? La résolution fournit des réponses précises à ces deux questions. Elle déclare tout net que sur le plan des principes la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire (en période de révolution démocratique, en période de lutte pour la république) est *admissible*. Par cette déclaration, nous nous séparons définitivement et des anarchistes, qui, par principe, répondent à cette question par la négative, et des suiveurs de la social-démocratie (comme Martynov et les gens de la nouvelle *Iskra*), qui pensaient nous *effrayer* par la nécessité où nous pourrions nous trouver de participer au pouvoir. Par cette déclaration, le III^e Congrès du P.O.S.D.R. a définitivement repoussé la thèse de la nouvelle *Iskra*, prétendant que la participation des social-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire serait une variété de millerandisme, que la chose est inadmissible par principe, car ce serait consacrer le régime bourgeois, etc.

Mais admettre, sur le plan des principes, la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire ne résout pas encore, cela va de soi, la question de son opportunité.

Dans quelles conditions ce nouvel aspect de la lutte, la lutte « par en haut », reconnu par le congrès du Parti, s'impose-t-il ? Il n'est pas possible, on le conçoit, de parler dès maintenant de conditions concrètes telles que le rapport des forces, etc. ; et la résolution se refuse comme de juste à déterminer par avance ces conditions. Nul homme raisonnable ne prendra sur lui de prédire quoi que ce soit à l'heure actuelle au sujet de la question qui nous intéresse. On peut et on doit définir l'objet et le caractère de notre participation. C'est ce que fait la résolution ; elle fixe deux objectifs à cette participation : 1^o une lutte sans merci contre les tentatives contre-révolutionnaires et 2^o la défense des intérêts propres de la classe ouvrière. Au moment où les bourgeois libéraux se mettent à parler avec zèle de la psychologie de la réaction (voir la très édifiante « Lettre ouverte » de M. Strouvé dans le n^o 71 de *l'Osvobodjénie*), s'efforçant d'intimider le peuple révolutionnaire et de l'inciter à se montrer conciliant à l'égard de l'autocratie, il est particulièrement à propos que le parti du prolétariat vienne rappeler la nécessité qu'il y aura de livrer une guerre véritable à la contre-révolution. Les grands problèmes de la liberté politique et de la lutte de classe ne sont tranchés en définitive que par la force, et nous devons prendre soin de préparer et d'organiser cette force et de l'employer activement, non seulement pour la défensive, mais aussi pour l'offensive. La longue période de réaction politique presque ininterrompue qui règne en Europe depuis la Commune de Paris nous a trop accoutumés à n'envisager l'action que « par en bas » ; elle nous a trop habitués au spectacle d'une lutte uniquement défensive. Incontestablement, nous sommes entrés aujourd'hui dans une nouvelle époque ; une ère de bouleversements politiques et de révolutions a commencé. Dans une période comme celle que traverse la Russie, il n'est pas permis de se contenter de poncifs. Il faut propager l'idée de l'action par en haut ; il faut se préparer aux actions les plus énergiques, à l'offensive ; il faut étudier les conditions et les formes de ces actions. La résolution du congrès fait ressortir deux de ces conditions : l'une concerne le côté formel de la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire (contrôle rigoureux du Parti sur ses mandataires) ; l'autre, le caractère même de cette participation (ne pas perdre de vue un instant le but de la révolution socialiste intégrale).

Ainsi, après avoir précisé tous les aspects de la politique de notre Parti dans l'action « par en haut » — ce nouveau moyen de lutte presque inconnu jusqu'ici —, la résolution prévoit également le cas où il ne nous serait

pas possible d'agir par en haut. Dans tous les cas nous avons le devoir d'agir par en bas sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Pour exercer cette pression par en bas, le prolétariat doit être armé — car en temps de révolution les choses en arrivent très vite à la guerre civile déclarée — et dirigé par la social-démocratie. La pression armée du prolétariat a pour but de « sauvegarder, consolider et élargir les conquêtes de la révolution », c'est-à-dire les conquêtes qui, du point de vue des intérêts du prolétariat, doivent consister dans la réalisation de tout notre programme minimum.

Nous en avons fini avec notre rapide examen de la résolution du III^e Congrès sur le gouvernement révolutionnaire provisoire. Comme le lecteur le voit, cette résolution dégage l'importance de cette question nouvelle, l'attitude à son égard du Parti du prolétariat et la politique du Parti au-dedans comme au-dehors du gouvernement révolutionnaire provisoire.

Voyons maintenant la résolution correspondante de la « conférence ».

3. QU'EST-CE QUE LA «VICTOIRE DÉCISIVE DE LA RÉVOLUTION SUR LE TSARISME» ?

La résolution de la « conférence » est consacrée au problème « de la conquête du pouvoir et de la participation au gouvernement provisoire » [Le lecteur pourra rétablir le texte complet de cette résolution d'après les citations données aux pages 400, 403, 407, 431 et 433 de la présente brochure. (Note de Lénine à l'édition de 1907. Voir le présent recueil, pp. 57, 62, 66, 94, 97. - (N. R.)). Dans cette façon de poser la question il y a déjà, nous l'avons signalé, de la confusion. Tout d'abord la question est posée étroitement : on n'envisage que notre participation au gouvernement provisoire, et non les tâches du Parti, en général, à l'égard du gouvernement révolutionnaire provisoire. Par ailleurs, deux questions d'une nature absolument différente sont confondues : notre participation à l'une des phases de la révolution *démocratique* et la révolution *socialiste*. En effet, la « conquête du pouvoir » par la social-démocratie est précisément la révolution socialiste et ne peut être rien d'autre, si l'on emploie ces mots dans leur sens propre et habituel. Et si on les interprète comme la conquête du pouvoir non pas pour une révolution socialiste, mais pour une révolution démocratique, à quoi bon parler non seulement de participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, mais de « conquête du pouvoir » *en général* ? Il est certain que nos « conférents » ne savaient pas très bien eux-mêmes ce dont ils devaient exactement parler : de révolution démocratique ou de révolution socialiste. Les lecteurs avertis savent que c'est le camarade Martynov qui a inauguré cette confusion d'idées dans ses fameuses *Deux dictatures*. Les gens de la nouvelle *Iskra* ne se souviennent pas volontiers de la façon dont la question était posée (dès avant le 9 janvier¹⁰¹) dans cet écrit « suiviste » type ; cependant l'influence idéologique qu'il a exercée sur la conférence ne saurait être mise en doute.

Mais laissons de côté le titre de la résolution. Son contenu nous révèle des erreurs autrement profondes et graves. Voici la première partie du texte :

« La victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être marquée soit par la formation d'un gouvernement provisoire issu de l'insurrection populaire victorieuse, soit par l'initiative révolutionnaire de telle ou telle institution représentative qui déciderait, sous la pression révolutionnaire directe du peuple, d'organiser une Assemblée constituante nationale. »

Ainsi, l'on nous dit que la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être une insurrection victorieuse, et... la décision que prendrait une institution représentative d'organiser l'Assemblée constituante ! Comment ? Qu'est-ce à dire ? La victoire décisive peut être marquée par la « décision » d'organiser une Assemblée constituante ? ? Et cette « victoire » figure à côté de la constitution d'un gouvernement provisoire « issu d'une insurrection populaire victorieuse » !! La conférence n'a pas remarqué que l'insurrection populaire *victorieuse* et la *constitution* d'un gouvernement provisoire signifient la victoire *effective* de la révolution, tandis que la « décision » d'organiser une Assemblée constituante n'est pour la révolution qu'une victoire *en paroles*.

La conférence des mencheviks néo-iskristes est tombée dans l'erreur où tombent constamment les libéraux, les gens de l'*Osvobodjénie*. Ces derniers font deux phrases sur l'Assemblée « constituante » et ferment pudiquement les yeux sur le fait que la force et le pouvoir restent entre les mains du tsar ; ils oublient que pour « constituer », il faut avoir la *force* de constituer. La conférence a également oublié que d'une « décision » de représentants, quels qu'ils soient, à l'application de cette décision il y a encore loin. La conférence a également oublié qu'aussi longtemps que le pouvoir restera entre les mains du tsar, toutes les décisions de tous les représentants, quels qu'ils soient, se réduiront à des bavardages aussi creux et pitoyables que les « décisions » du fameux parlement de Francfort, lors de la révolution allemande de 1848. Ce qui valut précisément aux libéraux genre *Osvobodjénie*

de Francfort les cruels sarcasmes dont Marx, porte-parole du prolétariat, les cinglait dans sa *Nouvelle Gazette Rhénane*, c'est qu'ils prononçaient de belles paroles, adoptaient toutes sortes de « décisions » démocratiques, « instituaient » des libertés de tout genre, mais en fait laissaient le pouvoir dans les mains du roi et n'organisaient pas la lutte armée contre la force militaire dont celui-ci disposait. Et pendant que les précurseurs locaux de l'*Osvobodjénié* discouaient, le roi guettait le moment propice, augmentait ses forces militaires, si bien que la contre-révolution, s'appuyant sur une force réelle, battit à plate couture les démocrates avec toutes leurs belles « décisions ».

La conférence a identifié à une victoire décisive une chose à laquelle manque justement la condition décisive de la victoire. Comment des social-démocrates, reconnaissant le programme républicain de notre Parti, ont-ils pu tomber dans cette erreur ? Pour comprendre ce fait singulier, il faut nous rapporter à la résolution du III^e Congrès sur la fraction dissidente du Parti. [Voici le texte intégral de cette résolution : « Le congrès constate qu'au sein du P.O.S.D.R., depuis sa lutte contre l'économisme, se sont conservées des nuances apparentées à l'économisme à des degrés variables et sous différents rapports, et dont la tendance générale est d'amoindrir le rôle de l'élément conscient dans la lutte prolétarienne et de le subordonner à l'élément spontané. En matière d'organisation, les représentants de ces nuances formulent théoriquement le principe de l'organisation-processus, qui ne correspond pas à une action méthodique du Parti ; en pratique ils commettent systématiquement dans une foule de cas, des infractions à la discipline du Parti ; dans d'autres cas, adressant aux éléments les moins conscients du Parti leur propagande d'une large application du principe électif, sans tenir compte des conditions objectives de la réalité russe, ils s'efforcent de ruiner les seules bases actuellement possibles de la liaison entre organisations du Parti. Dans les questions de tactique, ils manifestent le désir de restreindre le champ d'activité du Parti, se prononçant contre une tactique rigoureusement indépendante à l'égard des partis bourgeois libéraux, contre la possibilité et l'utilité, pour notre Parti, d'assumer le rôle d'organisateur dans l'insurrection populaire, contre la participation du Parti au gouvernement révolutionnaire démocratique provisoire, quelles que soient les conditions. Le Congrès invite tous les membres du Parti à poursuivre partout une lutte idéologique intense contre ces abandons partiels des principes de la social-démocratie révolutionnaire ; mais en même temps il tient pour admissible d'affiliation aux organisations du Parti de personnes partageant dans telle ou telle mesure ces opinions, à la condition expresse qu'elles reconnaissent les congrès du Parti et les statuts du Parti, et qu'elles se soumettent sans réserve à la discipline du Parti. » (Note de Lénine à l'édition de 1907. N. R.)] Cette résolution constate que divers courants « apparentés à l'économisme » subsistent dans notre Parti. Nos conférents (qui, en effet, ne sont pas pour rien sous l'influence idéologique de Martynov) dissertent sur la révolution exactement dans le même esprit que les économistes auparavant sur la lutte politique ou la journée de huit heures. Les économistes avançaient aussitôt leur « théorie des stades » : 1^o lutte pour les droits ; 2^o agitation politique ; 3^o lutte politique, ou bien 1^o journée de dix heures ; 2^o journée de neuf heures ; 3^o journée de huit heures. On connaît assez les résultats que donnait cette « tactique-processus ». Maintenant, on nous propose de diviser d'avance la révolution aussi, bien soigneusement, en trois stades : 1^o le tsar convoque une institution représentative ; 2^o cette institution représentative « décide » sous la pression du « peuple » d'organiser une Assemblée constituante ; 3^o... sur le troisième stade les menchéviks n'ont pas encore réussi à s'entendre ; ils ont oublié que la pression révolutionnaire du peuple se heurte à la pression contre-révolutionnaire du tsarisme, ce qui fait que la « décision » reste inappliquée ou bien que c'est la victoire ou la défaite de l'insurrection populaire qui, une fois de plus, décide de la chose. La résolution de la conférence ressemble exactement au raisonnement suivant des économistes : la victoire décisive des ouvriers peut être marquée soit par la conquête révolutionnaire de la journée de huit heures, soit par l'octroi de la journée de dix heures et la « décision » de passer à la journée de neuf heures... Exactement la même chose.

Peut-être nous objectera-t-on que les auteurs de la résolution ne pensaient pas *identifier* la victoire de l'insurrection et la « décision » d'une institution représentative convoquée par le tsar ; qu'ils voulaient simplement prévoir la tactique du Parti dans les deux cas. A quoi nous répondrons : 1^o Le texte de la résolution qualifie, explicitement et sans équivoque, de « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », la *décision* d'une institution représentative. Peut-être cela vient-il d'une mauvaise formulation ? Peut-être pourrait-on la corriger d'après les procès-verbaux, mais tant qu'elle n'aura pas été corrigée, cette formulation ne pourra avoir qu'un sens, et ce sens est entièrement celui de l'*Osvobodjénié*. 2^o La démarche de l'*Osvobodjénié*, que rejoignent les auteurs de la résolution, se manifeste avec infiniment plus de relief encore dans d'autres écrits néo-iskristes. Ainsi l'organe du comité de Tiflis, le *Social-Démocrate* (publié en géorgien ; il a été comblé de louanges dans le n^o 100 de l'*Iskra*), en arrive tout simplement à dire, dans un article intitulé « Le Zemski Sobor et notre tactique », que la « tactique » « qui fait le pivot de notre action du Zemski Sobor » (sur la convocation duquel, rappelons-le pour notre part, nous ne savons encore rien de précis !) « nous est plus avantageuse » que la « tactique » de l'insurrection armée et de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous reviendrons plus loin sur cet article. 3^o On ne peut rien objecter à l'examen préalable de la tactique du Parti en cas de victoire de la révolution comme en cas de défaite, en cas de succès de l'insurrection et au cas où l'insurrection ne pourrait

s'amplifier en une force sérieuse. Il est possible que le gouvernement du tsar réussisse à convoquer une assemblée représentative en vue de conclure un marché avec la bourgeoisie libérale ; la résolution du III^e Congrès, prévoyant cette éventualité, parle tout net de « politique hypocrite », de « pseudo-démocratie » et de « formes caricaturales de représentation populaire dans le genre du Zemski Sobor ». [Voici le texte de cette résolution sur l'attitude du Parti envers la tactique du gouvernement à la veille de la révolution : « Considérant que le gouvernement, afin de se maintenir en place, dans la période révolutionnaire que nous vivons, aggrave les mesures habituelles de répression principalement dirigées contre les éléments conscients du prolétariat, et en même temps 1^o essaie, par des concessions et des promesses de réformes, de corrompre politiquement la classe ouvrière et de la détourner ainsi de la lutte révolutionnaire ; 2^o donne, dans le même but, à son hypocrite politique de concessions des formes pseudo-démocratiques, à commencer par l'invitation faite aux ouvriers d'élire leurs représentants à des commissions et conférences, pour finir par la création de formes caricaturales de représentation populaire, dans le genre du Zemski Sobor ; 3^o organise les Cent-Noirs et dresse contre la révolution tout ce qu'il y a dans le peuple comme éléments réactionnaires en général inconscients ou aveuglés par les haines de race et de religion. Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. décide d'inviter toutes les organisations du Parti à : a) démasquer le but réactionnaire des concessions du gouvernement ; souligner dans la propagande et l'agitation, d'une part, leur caractère forcé et, de l'autre, l'impossibilité absolue pour l'autocratie de consentir des réformes de nature à satisfaire le prolétariat ; b) mettre à profit la campagne électorale pour éclairer les ouvriers sur l'objet véritable de pareilles mesures du gouvernement et démontrer la nécessité pour le prolétariat de convoquer, par la voie révolutionnaire, une assemblée constituante élue au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret ; c) organiser le prolétariat pour l'application immédiate, par la voie révolutionnaire, de la journée de huit heures et des autres revendications pressantes de la classe ouvrière ; d) organiser la résistance armée aux Cent-Noirs et, d'une façon générale, à tous les éléments réactionnaires dirigés par le gouvernement. » (Note de Lénine à l'édition de 1907. N. R.)] A noter que ce n'est pas dans la résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire qu'on en parle, car cela n'a rien à voir avec lui. Le cas dont nous parlons repousse le problème de l'insurrection et de la constitution d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, il le modifie, etc. Or, ce dont il s'agit maintenant, ce n'est pas de la possibilité de toutes sortes de combinaisons, de victoire et de défaite, de chemins droits et de chemins détournés. Ce dont il s'agit, c'est de l'inadmissibilité pour un social-démocrate de semer la confusion dans les idées des ouvriers sur le vrai chemin de la révolution, de l'inadmissibilité d'appeler, à la manière de l'*Osvobodjénie*, victoire décisive une chose à laquelle manque la condition *essentielle* de la victoire. Peut-être n'obtiendrons-nous pas non plus d'un seul coup la journée de huit heures, peut-être devons-nous suivre pour y arriver un long chemin détourné, mais que diriez-vous de celui qui appellerait victoires des ouvriers un état d'impuissance, de faiblesse du prolétariat, *incapable* de s'opposer aux lenteurs, aux attermolements, aux marchandages, à la trahison et à la réaction ? Il se peut que la révolution russe se termine par une « constitution avortée », comme l'a dit un jour le *Vpériod*. [Le journal *Vpériod* a commencé à paraître à Genève à partir de janvier 1905, comme organe de la fraction bolchevique du Parti. De janvier à mai sortirent 18 numéros. A dater de mai, le *Prolétari*, organe central du P.O.S.D.R., remplaça *Vpériod* en vertu d'une décision du III^e Congrès du P.O.S.D.R. (Ce congrès s'était tenu au mois de mai à Londres ; les menchéviks n'y étaient pas venus, ayant organisé leur « conférence » à Genève.) (Note de Lénine à l'édition de 1907. N. R.)] Mais s'ensuit-il que ceci puisse justifier le social-démocrate qui, à la veille de la lutte décisive, qualifierait cet avorton de « victoire décisive sur le tsarisme » ? Il est même possible, au pis aller, que nous n'arrivions pas à conquérir la république et que nous n'obtenions même qu'un fantôme de constitution, une constitution « à la Chipov¹⁰² » ; mais s'ensuit-il que le social-démocrate soit excusable de négliger notre mot d'ordre de république ?

Certes, les néo-iskristes n'en sont pas encore là. Mais ce qui montre avec force jusqu'à quel point ils ont perdu l'esprit révolutionnaire, jusqu'à quel point une stérile casuistique leur dissimule les objectifs actuels du combat, c'est que dans leur résolution ils ont *oublié* justement de mentionner la République ! C'est invraisemblable, mais c'est un fait. Les diverses résolutions de la conférence confirment, répètent, commentent, étudient en détail tous les mots d'ordre de la social-démocratie, sans omettre l'élection par les ouvriers dans les entreprises de mandataires de fabrique et de délégués ; mais dans la résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire on n'a pas trouvé l'occasion d'évoquer la république. Parler de la « victoire » de l'insurrection populaire et de la constitution d'un gouvernement provisoire, sans indiquer le rapport entre ces « mesures », ces actes, et la conquête de la république, c'est écrire des résolutions non pour diriger la lutte du prolétariat, mais pour se traîner à la remorque du mouvement prolétarien.

Résumons-nous. La première partie de la résolution : 1^o n'a fait aucune lumière sur l'importance qu'aura le gouvernement révolutionnaire provisoire dans la lutte pour la république, dans la garantie de la réunion d'une Assemblée réellement constituante et représentant réellement le peuple entier ; 2^o a semé une véritable confusion dans la conscience démocratique du prolétariat, en identifiant à une victoire décisive de la révolution sur le tsarisme un état de choses où justement la condition essentielle d'une victoire véritable fait encore défaut.

4. LIQUIDATION DE LA MONARCHIE ET RÉPUBLIQUE

Passons à la partie suivante de cette résolution :

« ... Dans l'un et l'autre cas cette victoire sera le début d'une nouvelle phase de l'époque révolutionnaire.

La tâche spontanément assignée à cette nouvelle phase par les conditions objectives du développement social est de liquider définitivement le régime monarchique des castes au cours de la lutte que se livreront les éléments de la société bourgeoise politiquement libérée, pour leurs intérêts sociaux et pour la possession directe du pouvoir.

Aussi le gouvernement provisoire qui se chargerait d'accomplir les tâches de cette révolution, bourgeoise par son caractère historique, devrait-il, tout en arbitrant la lutte entre les classes antagonistes de la nation en voie de libération, non seulement faire progresser la révolution, mais combattre ceux de ses facteurs qui menacent les assises du régime capitaliste. »

Arrêtons-nous à ce passage qui forme une partie distincte de la résolution. L'idée maîtresse des développements que nous venons de citer coïncide avec celle qui est exposée au point 3 de la résolution du Congrès. Mais la comparaison de ces passages des résolutions fait tout de suite ressortir la différence capitale qui existe entre elles. La résolution du Congrès, qui définit en deux mots la base économique et sociale de la révolution, reporte toute l'attention sur la lutte nettement déterminée des classes autour de conquêtes précises et met au premier plan les objectifs du combat prolétarien. La résolution de la conférence décrit longuement, confusément et obscurément la base économique et sociale de la révolution, parle en termes très vagues de la lutte pour des conquêtes précises et laisse absolument dans l'ombre les objectifs de combat du prolétariat. La résolution de la conférence parle de la liquidation de l'ancien régime au cours de la lutte que se livrent les divers éléments de la société. La résolution du Congrès dit que nous, parti du prolétariat, devons procéder à cette liquidation ; que la fondation d'une république démocratique sera la seule liquidation réelle de l'ancien régime ; que nous devons conquérir cette république ; que nous nous battons pour elle et pour une liberté complète, non seulement contre l'autocratie, mais aussi contre la bourgeoisie lorsque celle-ci tentera (et elle n'y manquera pas) de nous arracher nos conquêtes. La résolution du Congrès appelle au combat une classe déterminée, en lui assignant un objectif immédiat nettement déterminé. La résolution de la conférence traite d'une lutte qui met aux prises des forces diverses. Des deux résolutions, l'une traduit la psychologie de la lutte active, l'autre, celle de la contemplation passive ; l'une est d'un bout à l'autre un appel à l'activité vivante ; l'autre, une stérile casuistique. Toutes deux déclarent que la révolution en cours n'est pour nous qu'une première étape qui sera suivie d'une seconde ; mais l'une en déduit qu'il faut parcourir d'autant plus vite cette première étape, d'autant plus vite la liquider, conquérir la république, écraser impitoyablement la contre-révolution et préparer le terrain pour l'étape suivante. L'autre résolution se répand, pour ainsi dire, en descriptions prolixes de cette première étape et (passez-moi la vulgarité de l'expression) en pourlèche l'idée. La résolution du Congrès prend pour préambule ou premier postulat les vieux et toujours actuels points de vue marxistes (sur le caractère bourgeois de la révolution démocratique), elle en déduit les tâches progressistes de la classe d'avant-garde, qui combat à la fois pour la révolution démocratique et pour la révolution socialiste. La résolution de la conférence en reste à un simple préambule, le remâchant et raffinant à son propos.

Cette différence est justement celle qui depuis longtemps divise en deux ailes le marxisme russe : ratiocineurs et militants à l'époque révolue du marxisme légal, économistes et politiques du début du mouvement de masse. Du postulat irrécusable du marxisme sur les racines économiques profondes de la lutte de classe en général et de la lutte politique en particulier, les économistes tiraient cette conclusion originale qu'il fallait tourner le dos à la lutte politique et en freiner le développement, en diminuer l'ampleur, en amoindrir les objectifs. Les politiques, au contraire, tiraient des mêmes postulats une conclusion différente, à savoir que plus profondes sont aujourd'hui les racines de notre lutte, et plus large, plus hardie, plus résolue, plus énergique doit être cette lutte. Le même débat s'offre maintenant à nous, dans des circonstances nouvelles et sous une autre forme. Partant des postulats que la révolution démocratique n'est pas encore — tant s'en faut — la révolution socialiste, qu'elle n'« intéresse » pas uniquement — tant s'en faut — les non-possédants, qu'elle a sa source profonde dans les nécessités et les besoins inéluctables de la société bourgeoise *tout entière*, nous en tirons la conclusion que la classe d'avant-garde doit proposer ses objectifs démocratiques avec d'autant plus de hardiesse, les formuler jusqu'au bout avec d'autant plus de netteté, qu'elle doit préconiser le mot d'ordre direct de république, faire admettre au plus grand nombre la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire et celle d'écraser impitoyablement la contre-révolution. Tandis que nos contradicteurs, les gens de la nouvelle *Iskra*, déduisent de ces mêmes postulats qu'il ne faut pas formuler jusqu'au bout les revendications démocratiques ; qu'on peut ne pas faire figurer la république au nombre des mots d'ordre pratiques ; qu'il est permis de ne pas affirmer la nécessité d'un

gouvernement révolutionnaire provisoire ; que la simple décision de convoquer l'Assemblée constituante peut être appelée une victoire décisive ; que la lutte avec la contre-révolution peut ne pas être formulée comme une tâche urgente, mais noyée dans une allusion nébuleuse (et inexactly formulée, comme nous le verrons tout à l'heure) à la « lutte que se livreront des éléments ». Ce n'est pas un langage d'hommes politiques, c'est le langage d'on ne sait quelle commission d'archivistes !

Et plus vous considérez avec attention certaines formules de la résolution de la nouvelle *Iskra*, mieux vous découvrirez les particularités essentielles que nous venons d'indiquer. On nous parle, par exemple, d'une « lutte que se livreront les éléments de la société bourgeoise politiquement libérée ». Nous souvenant du sujet de sa résolution (le gouvernement révolutionnaire provisoire), nous demandons avec étonnement : du moment qu'on emploie le terme de lutte, comment peut-on faire le silence sur les éléments qui *asservissent* politiquement la société bourgeoise ? Les « conférents » pensent-ils que du moment qu'ils ont supposé la victoire de la révolution, ces éléments ont déjà disparu ? L'idée serait absurde en général et elle serait le fait d'une très grande naïveté politique, de myopie politique en particulier. La contre-révolution, vaincue par la révolution, ne disparaîtra pas ; au contraire, elle commencera inévitablement une nouvelle lutte, plus acharnée encore. Dans la résolution que nous consacrons à l'analyse des tâches que nous assignerait la victoire de la révolution, nous avons le devoir de porter une très grande attention à la nécessité de repousser les offensives contre-révolutionnaires (et nous l'avons fait dans la résolution du Congrès), au lieu de noyer ces tâches politiques pressantes, urgentes, immédiates d'un parti de combat dans des considérations générales sur ce qui *suivra* l'époque révolutionnaire actuelle et sur ce qui se passera quand sera réalisée une « société politiquement libérée ». De même que les économistes invoquaient les vérités premières sur la subordination du politique à l'économique pour dissimuler leur incompréhension des tâches politiques de l'heure, de même les néo-iskristes invoquent les lieux communs sur la lutte au sein d'une société politiquement libérée pour dissimuler leur incompréhension des tâches révolutionnaires immédiates que nous assigne la libération politique de cette société.

Voyez l'expression : « Liquidier définitivement le régime monarchique des castes. » Liquidier définitivement la monarchie, c'est, traduit en clair, fonder la république démocratique. Mais cette expression paraît trop simple et trop limpide à notre excellent Martynov et à ses admirateurs. Ils veulent absolument « approfondir », dire les choses « de façon plus intelligente ». Il en résulte un effort comique de parturition intellectuelle, d'une part. D'autre part, au lieu d'un mot d'ordre, c'est une description ; au lieu d'un vaillant appel à la marche en avant, c'est un mélancolique coup d'oeil rétrospectif. On dirait que nous ne sommes pas en présence d'hommes vivants qui veulent se battre tout de suite, sans retard, pour la république, mais en présence de momies pétrifiées qui *sub specie æternitatis* [Du point de vue de l'éternité. (N. R.)] envisagent la question du point de vue du *plusquamperfectum*. [Plus-que-parfait, temps révolu. (N. R.)]

Poursuivons : « le gouvernement provisoire... se chargerait d'accomplir les tâches de cette... révolution bourgeoise »... C'est là qu'on voit tout de suite que nos « conférents » sont passés à côté de la question concrète qui se pose aux dirigeants politiques du prolétariat. A la question concrète du gouvernement révolutionnaire provisoire s'est superposée dans leur champ visuel celle des gouvernements successifs qui s'acquitteront des tâches de la révolution bourgeoise en général. Si vous désirez examiner la question du point de vue « historique », l'exemple de n'importe quel pays d'Europe vous montrera que c'est justement une série de gouvernements nullement « provisoires » qui ont accompli les tâches historiques de la révolution bourgeoise ; que les gouvernements qui avaient vaincu la révolution étaient obligés néanmoins d'accomplir les tâches historiques de la révolution vaincue. Mais ce qui s'appelle « gouvernement révolutionnaire provisoire », ce n'est pas du tout ce dont vous parlez ; on appelle ainsi le gouvernement d'une époque révolutionnaire, celui qui succède immédiatement au gouvernement renversé et s'appuie sur l'insurrection populaire, et non sur des institutions représentatives émanant du peuple. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est l'organe de la lutte pour la victoire immédiate de la révolution, pour la répression immédiate des tentatives contre-révolutionnaires, et nullement un instrument destiné à accomplir les tâches historiques de la révolution bourgeoise en général. Laissons, messieurs, aux futurs historiens de la future *Rousskaïa Starina* le soin de déterminer quelles tâches de la révolution bourgeoise nous aurons accomplies, vous et nous, ou tel ou tel gouvernement ; même dans trente ans il ne sera pas trop tard pour s'en occuper ; tandis qu'aujourd'hui nous avons à donner des mots d'ordre et des indications pratiques concernant la lutte pour la république et la participation la plus énergique du prolétariat à cette lutte.

Les dernières dispositions de la partie citée de la résolution sont insuffisantes pour les mêmes raisons. L'expression est très malheureuse, ou tout au moins maladroite, qui dit que le gouvernement provisoire devrait « arbitrer » la lutte réciproque des classes antagonistes : des marxistes ne devraient pas se servir d'une formule aussi libérale, aussi bien dans le style de *l'Osvoboždénie*, qui laisse à penser que sont possibles des gouvernements « arbitrant » la lutte de classes, au lieu d'être l'instrument de cette lutte... Ce gouvernement

devrait « non seulement faire progresser la révolution, mais combattre ceux de ses facteurs qui menacent les assises du régime capitaliste ». Ce « facteur » est justement le prolétariat au nom de qui parle la résolution ! Au lieu de dire comment le prolétariat doit en ce moment « faire progresser la révolution » (au-delà du terme que voudrait lui assigner la bourgeoisie constitutionnaliste) ; au lieu de proposer une méthode de préparation au combat contre la bourgeoisie quand celle-ci se retournera contre les conquêtes de la révolution, on nous sert une description générale du processus, sans rien dire des objectifs concrets de *notre* activité. Le mode d'exposition de leurs pensées par les néo-iskristes nous rappelle l'appréciation que donne Marx (dans ses « thèses » célèbres sur Feuerbach) de l'ancien matérialisme, étranger à la dialectique. Les philosophes, disait Marx, ne faisaient *qu'interpréter* le monde de diverses façons ; or, il s'agit de le *transformer*. Les gens de la nouvelle *Iskra*, eux aussi, peuvent décrire et expliquer assez bien la lutte qui se déroule sous leurs yeux ; mais ils sont tout à fait incapables de formuler, dans cette lutte, un mot d'ordre correct. Marchant avec zèle, mais incapables d'exercer la direction, ils ravalent la conception matérialiste de l'histoire par leur méconnaissance du rôle actif, dirigeant que peuvent et doivent jouer dans l'histoire les partis qui ont compris les conditions matérielles de la révolution et se sont mis à la tête des classes d'avant-garde.

5. COMMENT «FAIRE PROGRESSER LA RÉVOLUTION» ?

Voici un autre passage de la résolution :

« Dans ces conditions, la social-démocratie doit s'efforcer de conserver pendant toute la durée de la révolution une position qui lui assurerait le mieux la possibilité de faire progresser la révolution, ne lui lierait pas les mains dans la lutte contre la politique inconséquente et intéressée des partis bourgeois, et la protégerait contre le danger de se résorber dans la démocratie bourgeoise.

Aussi la social-démocratie ne doit-elle pas se donner pour but de s'emparer du pouvoir ou de le partager dans le gouvernement provisoire ; elle doit demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire. »

Le conseil d'adopter une attitude assurant le mieux la possibilité de faire progresser la révolution nous plaît infiniment. Nous voudrions seulement que ce bon conseil fût accompagné d'une indication précise sur la façon dont la social-démocratie doit faire progresser la révolution en ce moment, dans la situation politique présente, en cette époque de rumeurs, d'hypothèses, de conversations et de projets de convocation d'une représentation nationale. Peut-il aujourd'hui faire progresser la révolution, celui qui ne comprend pas le danger de la théorie prônée par l'*Osvobodjénié* de « l'entente » du peuple et du tsar ; celui qui appelle victoire la seule « décision » de convoquer l'Assemblée constituante ; celui qui ne s'assigne pas pour tâche une propagande active en faveur d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ; celui qui laisse dans l'ombre le mot d'ordre de République démocratique ? En fait, ces gens *font rétrograder la révolution* parce qu'ils en sont restés, en *politique pratique*, au niveau de la *position de l'« Osvobodjénié »* ! A quoi sert qu'ils reconnaissent un programme exigeant le remplacement de l'autocratie par une république, quand le mot d'ordre de lutte pour la république fait défaut dans la résolution tactique définissant les objectifs actuels et immédiats du Parti, en période révolutionnaire ? Ce qui caractérise actuellement la position des partisans de l'*Osvobodjénié*, la position de la bourgeoisie constitutionnaliste, c'est justement que l'on considère comme une victoire décisive la décision de convoquer une Assemblée constituante nationale et que l'on se garde sagement de parler de gouvernement révolutionnaire provisoire et de République ! Pour faire progresser la révolution, c'est-à-dire pour conduire celle-ci au-delà du terme que lui assigne la bourgeoisie monarchiste, il faut préconiser activement, souligner, mettre au premier plan des mots d'ordre *excluant l'« inconséquence »* de la démocratie bourgeoise. Ces mots d'ordre, en ce moment, *ne sont qu'au nombre de deux* :

1° gouvernement révolutionnaire provisoire, et 2° République, parce que le mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale a été *repris* par la bourgeoisie monarchiste (voir le programme de l'*Union de l'Osvobodjénié*) et repris précisément pour escamoter la révolution, pour en empêcher la victoire complète, pour qu'un marché de maquignons puisse se conclure entre la grande bourgeoisie et le tsarisme. Et nous voyons que, des deux mots d'ordre seuls capables de faire progresser la révolution, la conférence oublie complètement le mot d'ordre de République et fait de celui de gouvernement révolutionnaire provisoire l'équivalent direct du mot d'ordre d'Assemblée constituante nationale, formulé par l'*Osvobodjénié*, en les qualifiant l'un et l'autre de « victoire décisive de la révolution » !!

Oui, tel est le fait incontestable qui servira, nous en sommes certains, de point de repère à l'historien futur de la social-démocratie russe. Une conférence social-démocrate adopte en mai 1905 une résolution disant des choses

excellentes sur la nécessité de faire progresser la révolution démocratique, mais qui en réalité la fait rétrograder et ne va pas au-delà des mots d'ordre démocratiques de la bourgeoisie monarchiste.

Les gens de la nouvelle *Iskra* nous reprochent volontiers de méconnaître le danger que court le prolétariat de se résorber dans la démocratie bourgeoise. Nous voudrions bien voir quelqu'un se charger de justifier ce reproche en se fondant sur le texte des résolutions adoptées par le III^e Congrès du P.O.S.D.R. Nous répondrons à nos contradicteurs : Agissant au sein de la société bourgeoise, la social-démocratie ne peut participer à la vie politique sans marcher, dans tel ou tel cas particulier, *aux côtés* de la démocratie bourgeoise. Mais la différence entre vous et nous, c'est que nous marchons aux côtés de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, sans nous confondre avec elle ; tandis que vous marchez aux côtés de la *bourgeoisie libérale et monarchiste*, sans d'ailleurs non plus vous confondre avec elle. *Tels sont les laits.*

Vos mots d'ordre tactiques à vous, formulés au nom de la conférence, *coïncident* avec ceux du parti « constitutionnel-démocrate », c'est-à-dire du *parti de la bourgeoisie monarchiste*, sans que vous remarquiez cette coïncidence, sans que vous vous en rendiez compte, ce qui fait que vous vous trouvez en réalité *à la remorque des gens de l' « Osvobodjénié »*.

Nos mots d'ordre tactiques, à nous, formulés au nom du III^e Congrès du P.O.S.D.R., coïncident avec ceux de la bourgeoisie révolutionnaire démocratique et républicaine. Cette bourgeoisie, la petite bourgeoisie, ne forme pas encore en Russie de grand parti populaire. [*Les « socialistes-révolutionnaires » forment plutôt un groupe d'intellectuels terroristes que l'embryon d'un tel parti, bien que l'activité objective de ce groupe consiste précisément à réaliser les tâches de la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine.*] Mais il faut ne rien comprendre à ce qui se passe actuellement en Russie pour douter de l'existence des éléments de ce parti. Notre intention est de diriger (au cas où la grande révolution russe se développerait avec succès) non seulement le prolétariat organisé par le Parti social-démocrate, mais encore cette petite bourgeoisie susceptible de marcher à nos côtés.

Par sa résolution, la conférence *tombe* inconsciemment au niveau de la bourgeoisie libérale et monarchiste. Par sa résolution, le Congrès du Parti *élève* consciemment à son niveau les éléments de la démocratie révolutionnaire capables de lutte et non de maquignonnage.

Ces éléments sont surtout nombreux dans la paysannerie. Sans commettre d'erreur grave, nous pouvons, lors de la répartition des groupes sociaux importants selon leurs tendances politiques, identifier la démocratie révolutionnaire et républicaine avec la masse des paysans, naturellement dans le sens où on peut identifier la classe ouvrière avec la social-démocratie, sous les mêmes réserves et avec les mêmes conditions sous-entendues. Autrement dit, nous pouvons aussi formuler nos conclusions dans les termes suivants : par ses mots d'ordre *politiques intéressant toute la nation* [*Nous ne parlons pas des mots d'ordre spécialement paysans, auxquels sont consacrées des résolutions appropriées.*] la conférence *tombe* inconsciemment, à l'heure de la révolution, *au niveau de la masse des grands propriétaires fonciers*. Par ses mots d'ordre politiques intéressant toute la nation, le Congrès du Parti *élève les masses des paysans au niveau de la révolution*. Quant à celui qui nous accusera de manifester dans ces conclusions un penchant pour le paradoxe, nous le mettrons au défi de réfuter la thèse suivante : si nous n'avons pas la force de faire la révolution jusqu'au bout, si la révolution *s'achève* sur une « victoire décisive » comprise à la manière de *l'Osvobodjénié*, c'est-à-dire sur la convocation par le tsar d'une assemblée représentative qui ne pourrait être appelée constituante que par dérision, alors ce sera une révolution dans laquelle les *propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie* auront la prépondérance. Au contraire, s'il nous est donné de vivre une révolution vraiment grande, si l'Histoire ne permet pas cette fois qu'il y ait « avortement », si nous avons la force de faire la révolution jusqu'au bout, jusqu'à la victoire décisive, et non pas dans le sens où l'entendent *l'Osvobodjénié* et la nouvelle *Iskra*, on aura alors une révolution dans laquelle la prépondérance sera du côté de l'élément paysan et prolétarien. D'aucuns verront peut-être dans le fait d'admettre l'hypothèse de cette prépondérance une répudiation de l'idée du caractère bourgeois de la révolution imminente. Cela est fort possible étant donné l'abus que fait *l'Iskra* de l'idée d'une révolution bourgeoise. Aussi n'est-il pas du tout superflu de s'arrêter à cette question.

6. D'OÙ VIENT POUR LE PROLÉTARIAT LE DANGER D'AVOIR LES MAINS LIÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE INCONSÉQUENTE ?

Les marxistes sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie que les transformations démocratiques du régime politique, ainsi que les transformations sociales et économiques dont la Russie éprouve la nécessité, loin d'impliquer par elles-mêmes la remise en cause du

capitalisme, de la domination de la bourgeoisie, déblaieront, au contraire, véritablement, pour la première fois, la voie d'un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme en Russie ; pour la première fois elles rendront possible dans ce pays la domination de la bourgeoisie comme classe. Les socialistes-révolutionnaires ne peuvent comprendre cette idée, parce qu'ils ignorent l'a b c des lois du développement de la production marchande et capitaliste, et ne voient pas que même le triomphe complet de l'insurrection paysanne, même une nouvelle répartition de toutes les terres conformément aux intérêts et selon les désirs de la paysannerie (le « partage noir » ou quelque chose d'analogue), loin de supprimer le capitalisme, relancerait au contraire son développement et hâterait la différenciation de classes au sein de la paysannerie. L'incompréhension de cette vérité fait des socialistes-révolutionnaires les idéologues inconscients de la petite bourgeoisie. La social-démocratie doit insister sur cette vérité, dont la signification en théorie comme en politique pratique est inappréciable, car il en découle l'obligation de sauvegarder l'entière indépendance de classe du parti du prolétariat dans le mouvement « démocratique général » d'aujourd'hui.

Mais il n'en découle nullement que la révolution *démocratique* (bourgeoise par son contenu économique et social) ne soit pas d'un *immense* intérêt pour le prolétariat. Il n'en découle nullement que la révolution démocratique ne puisse revêtir aussi bien une forme avantageuse surtout pour le gros capitaliste, le manitou de la finance, le propriétaire foncier « éclairé », qu'une forme avantageuse pour le paysan et pour l'ouvrier.

Les gens de la nouvelle *Iskra* comprennent d'une manière radicalement fautive le sens et la portée de la catégorie : révolution bourgeoise. On voit constamment percer dans leurs réflexions l'idée que la révolution bourgeoise est une révolution qui ne peut donner que ce qui est avantageux à la bourgeoisie. Or, rien de plus faux que cette idée-là. La révolution bourgeoise est une révolution qui ne sort pas du cadre du régime économique et social bourgeois, c'est-à-dire capitaliste. La révolution bourgeoise exprime les besoins du capitalisme en développement ; bien loin de ruiner les bases du capitalisme, elle les élargit et les affermit. Cette révolution traduit par conséquent non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi ceux de toute la bourgeoisie. La domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière étant inévitable en régime capitaliste, on peut dire à bon droit que la révolution bourgeoise traduit moins les intérêts du prolétariat que ceux de la bourgeoisie. Mais l'idée qu'elle ne traduit pas du tout les intérêts du prolétariat est franchement absurde. Cette idée absurde se résume dans l'ancestrale théorie populiste, selon laquelle la révolution bourgeoise étant contraire aux intérêts du prolétariat, nous n'avons pas besoin d'une liberté politique bourgeoise. Ou bien encore elle se résume dans l'anarchisme, qui condamne toute participation du prolétariat à la politique bourgeoise, à la révolution bourgeoise, au parlementarisme bourgeois. Dans le domaine de la théorie, c'est l'oubli des principes élémentaires du marxisme quant au développement inévitable du capitalisme sur la base de la production marchande. Le marxisme nous enseigne qu'une société fondée sur la production marchande et pratiquant des échanges avec les nations capitalistes civilisées, doit inévitablement s'engager elle-même, à un certain stade de son développement, dans la voie du capitalisme. Le marxisme a rompu sans retour avec les élucubrations des populistes et des anarchistes qui pensaient, par exemple, que la Russie pourrait éviter le développement capitaliste, sortir du capitalisme ou sauter par-dessus autrement que par la lutte de classe se livrant sur le terrain et dans les limites de ce même capitalisme.

Toutes ces thèses du marxisme ont été démontrées et ressassées dans leurs moindres détails, d'une façon générale et plus particulièrement en ce qui concerne la Russie. Elles montrent que l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le développement du capitalisme est *réactionnaire*. Dans des pays tels que la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que de l'insuffisance de son développement. La classe ouvrière est donc *absolument intéressée* au développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme. Il lui est absolument *avantageux* d'éliminer tous les vestiges du passé qui s'opposent au développement large, libre et rapide du capitalisme. La révolution bourgeoise est précisément une révolution qui balaie de la façon la plus décidée les vestiges du passé, les vestiges de la féodalité (qui comprennent non seulement l'autocratie, mais encore la monarchie) et assure au mieux le développement le plus large, le plus libre et le plus rapide du capitalisme.

Aussi la révolution *bourgeoise* présente-t-elle *pour le prolétariat les plus grands avantages*. La révolution bourgeoise est *absolument* indispensable, dans l'intérêt du prolétariat. Plus elle sera complète et décisive, plus elle sera conséquente, et mieux sera assurée la possibilité pour le prolétariat de lutter pour le socialisme, contre la bourgeoisie. Cette conclusion ne peut paraître nouvelle, étrange ou paradoxale qu'à ceux qui ignorent l'a b c du socialisme scientifique. Or, de cette conclusion il ressort notamment que la révolution bourgeoise est, *dans un certain sens, plus avantageuse* au prolétariat qu'à la bourgeoisie. Voici dans quel sens précis cette affirmation est incontestable : il est avantageux pour la bourgeoisie de s'appuyer sur certains vestiges du passé contre le prolétariat, par exemple sur la monarchie, l'armée permanente, etc. Il est avantageux pour la bourgeoisie que la révolution bourgeoise ne balaie pas trop résolument tous les vestiges du passé, qu'elle en laisse subsister

quelques-uns, autrement dit que la révolution ne soit pas tout à fait conséquente, n'aille pas jusqu'au bout, ne se montre pas résolue et implacable. Les social-démocrates expriment souvent cette idée d'une manière un peu différente, en disant que la bourgeoisie trahit sa propre cause, que la bourgeoisie trahit la cause de la liberté, que la bourgeoisie est incapable de démocratisation conséquente. Pour la bourgeoisie, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise s'accomplissent plus lentement, plus graduellement, plus prudemment, moins résolument, par des réformes et non par une révolution ; que ces transformations soient aussi respectueuses que possible à l'égard des institutions « vénérables » de la féodalité (la monarchie par exemple) ; que ces transformations stimulent aussi peu que possible l'initiative révolutionnaire et l'énergie de la plèbe, c'est-à-dire de la paysannerie et surtout des ouvriers. Car autrement il serait d'autant plus facile aux ouvriers de « changer leur fusil d'épaule », comme disent les Français, c'est-à-dire de retourner contre la bourgeoisie elle-même les armes que la révolution bourgeoise leur aura fournies, les libertés qu'elle aura introduites, les institutions démocratiques qui auront surgi sur le terrain débarrassé de la féodalité.

Pour la classe ouvrière, au contraire, il est plus avantageux que les transformations nécessaires dans le sens de la démocratie bourgeoise soient acquises précisément par la voie révolutionnaire et non par celle des réformes, car la voie des réformes est celle des atteroiements, des tergiversations et de la mort lente et douloureuse des parties gangrenées de l'organisme national. Les prolétaires et les paysans sont ceux qui souffrent les premiers et le plus de cette gangrène. La voie révolutionnaire est celle de l'opération chirurgicale la plus prompte et la moins douloureuse pour le prolétariat, celle qui consiste à amputer résolument les parties gangrenées, celle du minimum de concessions et de précautions à l'égard de la monarchie et de ses institutions infâmes et abjectes, où la gangrène s'est mise et dont la puanteur empoisonne l'atmosphère.

Ce n'est donc pas uniquement pour des considérations de censure ou par peur des autorités que notre presse libérale bourgeoise déplore l'éventualité d'une voie révolutionnaire, qu'elle craint la révolution et en agite l'épouvantail devant le tsar, qu'elle se préoccupe d'éviter la révolution, qu'elle rampe et se prosterne dans l'espoir d'obtenir des réformes misérables, fondements de la voie réformiste. Ce n'est pas là seulement le point de vue des *Rousskié Viédomosti*, du *Syn Otéchestva*, de *Nacha Jizn*, de *Nachi Dni*, c'est aussi celui de *Osvobodjénié* illégal et libre. La situation même de la bourgeoisie, en tant que classe dans la société capitaliste, engendre inévitablement son manque d'esprit de suite dans la révolution démocratique. La situation même du prolétariat, en tant que classe, l'oblige à être démocrate avec esprit de suite. La bourgeoisie regarde en arrière, redoutant le progrès démocratique qui menace de renforcer le prolétariat. Celui-ci n'a à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner, avec la démocratie. Aussi, plus la révolution bourgeoise est conséquente dans ses transformations démocratiques, et moins elle se borne à celles qui ne sont avantageuses qu'à la bourgeoisie. Plus la révolution bourgeoise est conséquente, et plus elle assure d'avantages au prolétariat et à la paysannerie dans la révolution démocratique.

Le marxisme apprend au prolétaire non pas à s'écarter de la révolution bourgeoise, à se montrer indifférent à son égard, à en abandonner la direction à la bourgeoisie, mais au contraire à y participer de la façon la plus énergique, à mener la lutte la plus résolue pour la démocratie prolétarienne conséquente, pour l'achèvement de la révolution. Nous ne pouvons pas nous évader du cadre démocratique bourgeois de la révolution russe, mais nous pouvons l'élargir dans des proportions énormes ; nous pouvons et nous devons, dans ce cadre, combattre pour les intérêts du prolétariat, pour ses besoins immédiats et pour assurer les conditions dans lesquelles il pourra se préparer à la victoire totale. Il y a démocratie bourgeoise et démocratie bourgeoise. Et ce monarchiste des *zemstvos*¹⁰³, partisan d'une Chambre haute, qui « réclame » le suffrage universel tout en négociant sous main, en sourdine, avec le tsarisme une constitution tronquée, est un démocrate bourgeois. Et ce paysan qui, les armes à la main, marche contre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires et propose avec son « républicanisme naïf » de « chasser le tsar » [*Voir le n° 71 de l'Osvobodjénié*, p. 337, note 2.] est aussi un démocrate bourgeois. La démocratie bourgeoise peut être ce qu'elle est en Allemagne, et aussi ce qu'elle est en Angleterre, ce qu'elle est en Autriche, et aussi ce qu'elle est aux Etats-Unis ou en Suisse. Il serait beau, le marxiste auquel, à l'époque de la révolution démocratique, aurait échappé cette différence de degrés et de formes de la démocratie et qui se bornerait à « ratiociner » pour démontrer que tout de même il s'agit d'une « révolution bourgeoise », des fruits d'une « révolution bourgeoise ».

Or, de ces ratiocineurs qui se glorifient de leur myopie, les néo-iskristes nous fournissent un beau spécimen. Ils se bornent justement à des dissertations sur le caractère bourgeois de la révolution là et au moment où il faudrait savoir discerner entre les deux démocraties bourgeoises : révolutionnaire républicaine et libérale monarchiste, sans parler de la différence entre la démocratie bourgeoise inconséquente et la démocratie prolétarienne conséquente. Ils se contentent, comme s'ils passaient leur vie sous une « cloche de verre¹⁰⁴ », de propos mélancoliques sur le « processus de lutte entre les classes antagonistes », alors qu'il s'agit d'imprimer une *direction démocratique* à la révolution actuelle, de souligner les mots d'ordre *démocratiques d'avant-garde*, à la

différence des mots d'ordre traîtres de M. Strouvé et C^{ie} ; de montrer nettement et crûment les tâches immédiates de la lutte vraiment révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, à la différence du maquignonnage libéral des propriétaires fonciers et des fabricants. Tel est maintenant le fond de la question qui vous a échappé, messieurs : notre révolution s'achèvera-t-elle par une victoire réellement grandiose ou simplement par un misérable compromis ? Aboutira-t-elle à la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie, ou la verra-t-on « se vider de ses forces » dans une constitution libérale à la Chipov ?

Il peut paraître à première vue qu'en posant cette question nous nous écartons tout à fait de notre sujet. Mais en réalité, c'est là que réside la cause profonde de la divergence de principe qui, dès à présent, s'est nettement dessinée entre la tactique social-démocrate du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et la tactique établie à la conférence des néo-iskristes. Ces derniers ont fait maintenant non pas deux, mais trois pas en arrière ; ils ont ressuscité les erreurs de l'économisme dans des problèmes infiniment plus complexes, plus importants et plus vitaux pour le parti ouvrier, problèmes qui concernent la tactique de ce parti au moment de la révolution. C'est pourquoi nous devons apporter à l'analyse de ce problème toute l'attention nécessaire.

Le passage cité de la résolution des néo-iskristes évoque le danger que court la social-démocratie de se lier les mains dans la lutte contre la politique inconséquente de la bourgeoisie et de se résorber dans la démocratie bourgeoise. L'idée de ce danger se retrouve dans tous les écrits spécifiquement néo-iskristes ; elle est, en vérité, le pivot des divergences de principe dans la scission de notre Parti (depuis que dans cette scission la question du retour à l'économisme a pris complètement le pas sur les éléments de polémique mesquine). Nous aussi, nous reconnaissons sans ambages que ce danger est réel et que, maintenant surtout, au plus fort de la révolution russe, il est devenu particulièrement grave. A nous tous, théoriciens, ou, en ce qui me concerne, je préférerais dire hommes de plume de la social-démocratie, incombe la tâche urgente et grosse de responsabilités de rechercher de *quel côté* ce danger menace réellement. Car la source de nos divergences, ce n'est pas la question de savoir si ce danger existe, mais s'il est dû à ce qu'on appelle le suivisme de la « minorité » ou à ce qu'on appelle le révolutionnisme de la « majorité ».

Pour écarter toute fausse interprétation et tout malentendu, faisons d'abord remarquer que le danger dont nous parlons est d'ordre objectif et non subjectif ; qu'il n'est pas dans la position formelle que la social-démocratie occupera au cours de la lutte, mais dans l'issue matérielle de toute la lutte révolutionnaire d'aujourd'hui. La question n'est pas de savoir si tels ou tels groupes social-démocrates voudront se résorber dans la démocratie bourgeoise, et s'ils s'aperçoivent qu'ils se résorbent. Il n'en est même pas question. Nous ne soupçonnons aucun social-démocrate de nourrir un semblable désir ; du reste, ici, il ne s'agit nullement de désirs. Il ne s'agit pas non plus de savoir si, tout au long de la révolution, tels ou tels groupes social-démocrates garderont vis-à-vis de la démocratie bourgeoise leur indépendance formelle, leur personnalité, leur autonomie. Ils peuvent non seulement proclamer cette « indépendance », mais même la garder formellement et néanmoins, *il peut advenir* qu'ils auront les mains liées dans la lutte contre l'inconséquence de la bourgeoisie. Le bilan politique final de la révolution peut être que la social-démocratie, bien qu'ayant gardé son « indépendance » formelle et sa physionomie propre comme organisation, comme parti, apparaîtra en pratique dépendante, incapable de marquer les événements de l'empreinte de son indépendance prolétarienne ; elle s'avérera si faible que, d'une façon générale, sa « résorption » dans la démocratie bourgeoise sera, en dernière analyse, un fait d'histoire.

Là est le véritable danger. Voyons maintenant ce qui nous en menace : la déviation à droite de la social-démocratie sous les espèces de la nouvelle *Iskra*, comme nous le pensons, ou sa déviation à gauche sous les espèces de la « majorité », de *Vpériod*, etc., comme le pensent les néo-iskristes.

Cette question, nous l'avons déjà indiqué, est tranchée par l'action objective combinée des diverses forces sociales. Le caractère de ces forces a été déterminé sur le plan théorique par l'analyse marxiste de la réalité russe ; maintenant, il est manifesté dans la pratique par l'action au grand jour des groupes et des classes au cours de la révolution. Or, toute l'analyse théorique faite par les marxistes longtemps avant l'époque que nous vivons, et toutes les observations pratiques concernant le cours des événements révolutionnaires nous montrent que les conditions objectives rendent possibles deux voies et deux issues de la révolution russe. La transformation démocratique bourgeoise du régime économique et politique de la Russie est certaine, inéluctable. Aucune force au monde ne pourrait empêcher cette transformation. Mais l'action combinée des forces réelles accomplissant cette transformation peut aboutir à un double résultat ou à une double forme. De deux choses l'une : 1) ou tout finira par une « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ; 2) ou les forces manqueront pour une victoire décisive et tout finira par un compromis entre le tsarisme et les éléments les plus « inconséquents » et les plus « égoïstes » de la bourgeoisie. La variété infinie des détails et des agencements possibles, que nul n'est en mesure de prévoir, se réduit en somme à l'une ou à l'autre de ces deux issues.

Examinons donc ces issues, d'abord au point de vue de leur signification sociale, puis au point de vue de la situation de la social-démocratie (de sa « résorption » ou de ses « mains liées ») dans l'un et l'autre cas.

Qu'est-ce que la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » ? Nous avons déjà vu que les néo-iskristes emploient cette expression sans en saisir même la portée politique immédiate. Ils semblent encore moins comprendre le contenu de classe de cette notion. Car enfin nous, marxistes, nous ne devons en aucun cas nous griser des *mots* « révolution » ou « grande révolution russe », comme le font maintenant de nombreux démocrates révolutionnaires (dans le genre de Gapone). Nous devons nous faire une idée exacte des forces sociales réelles qui s'opposent au « tsarisme » (force parfaitement réelle et parfaitement compréhensible pour tous), et qui sont capables de remporter sur lui une « victoire décisive ». Ces forces ne peuvent être ni la grande bourgeoisie, ni les grands propriétaires fonciers, ni les fabricants, ni la « société » qui suit *l'Osvobodjénie*. Nous voyons qu'ils ne veulent même pas de cette victoire décisive. Nous savons qu'ils sont incapables, par leur situation de classe, de soutenir une lutte décisive contre le tsarisme : la propriété privée, le capital, la terre sont à leurs pieds un trop lourd boulet pour qu'ils puissent engager une lutte décisive. Ils ont trop besoin, contre le prolétariat et la paysannerie, du tsarisme avec son appareil policier et bureaucratique, avec ses forces militaires, pour aspirer à sa destruction. Non, la force capable de remporter une « victoire décisive sur le tsarisme » ne peut être que le *peuple*, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, si l'on prend les grandes forces essentielles et si l'on répartit entre l'un et l'autre la petite bourgeoisie rurale et citadine (qui fait partie du « peuple », elle aussi). La « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », c'est la *dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie*. Les néo-iskristes n'échapperont pas à cette conclusion depuis longtemps indiquée par le *Vpériod*. Il n'y a personne d'autre pour remporter une victoire décisive sur le tsarisme.

Et cette victoire sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra de toute nécessité s'appuyer sur la force armée, sur l'armement des masses, sur l'insurrection, et non sur telles ou telles institutions constituées « légalement », par la « voie pacifique ». Ce ne peut être qu'une dictature, parce que les transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoqueront de la part des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et du tsarisme, une résistance désespérée. Sans dictature, il serait impossible de briser cette résistance, de faire échouer les tentatives de la contre-révolution. Cependant ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (avant que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux fondements du capitalisme. Elle pourra, dans le meilleur des cas, procéder à une redistribution radicale de la propriété foncière au profit de la paysannerie, introduire la démocratie de façon totale et conséquente jusques et y compris la proclamation de la république ; extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie des usines, les survivances du despotisme asiatique ; commencer à améliorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de vie ; enfin, *last but not least* [*Le dernier, mais non le moindre.*], étendre l'incendie révolutionnaire à l'Europe. Cette victoire ne fera encore nullement de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste ; la révolution démocratique ne sortira pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois ; mais cette victoire n'en aura pas moins une portée immense pour le développement futur de la Russie et du monde entier. Rien ne stimulera davantage l'énergie révolutionnaire du prolétariat mondial, rien n'abrégera autant son chemin vers la victoire complète que cette victoire décisive de la révolution commencée en Russie.

Dans quelle mesure cette victoire est probable, cela est une autre question. Nous ne sommes pas du tout enclins à un optimisme inconsidéré à cet égard ; nous n'oublions nullement les extrêmes difficultés de cette tâche ; mais, en allant au combat, nous devons souhaiter la victoire et savoir indiquer le vrai chemin qui y conduit. Les tendances pouvant nous amener à cette victoire se manifestent incontestablement. Il est vrai que notre influence, l'influence social-démocrate sur la masse du prolétariat, est encore très, très insuffisante ; l'influence révolutionnaire exercée sur la masse paysanne est infime ; la dispersion, le manque de culture, l'ignorance du prolétariat et surtout de la paysannerie sont encore effroyables. Mais la révolution fait un travail rapide d'éducation et de rassemblement. Chacun de ses progrès réveille la masse et l'attire avec une force irrésistible précisément vers le programme révolutionnaire, le seul qui exprime intégralement et de façon conséquente ses intérêts réels, ses intérêts vitaux.

Une loi de la mécanique dit que l'action égale la réaction. Dans l'histoire, la force destructrice d'une révolution dépend, elle aussi, dans une mesure appréciable, de la force et de la durée de la répression qu'ont subie les aspirations à la liberté ; elle dépend de la profondeur de l'antagonisme entre la « superstructure » archaïque de la société et les forces vives de l'époque envisagée. De même la situation politique internationale apparaît, à bien des égards, on ne peut plus favorable à la révolution russe. Le soulèvement des ouvriers et des paysans a déjà commencé ; il est dispersé, spontané, faible, mais il démontre indéniablement et sans conteste l'existence de forces capables d'une lutte décisive et qui marchent vers une victoire décisive.

Que ces forces se révèlent insuffisantes, et le tsarisme aura le temps de conclure le marché que préparent déjà, de deux côtés, les Boulyguine et les Strouvé. Tout se terminera alors par une constitution tronquée, ou même - en mettant les choses au pis - par une parodie de constitution. Ce sera aussi une « révolution bourgeoise », mais une fausse couche, un avorton, un nabot. La social-démocratie ne se fait pas d'illusions, elle connaît la nature perfide de la bourgeoisie ; elle ne se découragera pas et n'abandonnera pas son travail opiniâtre, patient et soutenu d'éducation du prolétariat dans l'esprit de classe, même aux jours les plus mornes d'une prospérité constitutionnelle bourgeoise à la Chipov. Ce dénouement serait plus ou moins semblable à celui de presque toutes les révolutions démocratiques de l'Europe au XIX^e siècle, et le développement de notre Parti suivrait alors un sentier ardu, pénible, long, mais familier et déjà battu.

Voyons maintenant dans laquelle de ces deux éventualités la social-démocratie aurait effectivement les mains liées face à une bourgeoisie inconséquente et intéressée ; serait effectivement « résorbée » ou presque résorbée dans la démocratie bourgeoise.

Il suffit de poser clairement cette question pour y répondre aussitôt sans la moindre difficulté.

Si la bourgeoisie réussit à faire échouer la révolution russe par un compromis avec le tsarisme, c'est alors justement que la social-démocratie aura les mains liées devant une bourgeoisie inconséquente ; la social-démocratie sera dès lors « résorbée » dans la démocratie bourgeoise, en ce sens que le prolétariat ne réussira pas à marquer fortement la révolution de son empreinte et à régler à la manière prolétarienne ou, comme disait autrefois Marx, « à la plébéienne » son compte au tsarisme.

Si la révolution arrive à une victoire décisive, nous réglerons son compte au tsarisme, à la manière jacobine ou, si vous le préférez, à la plébéienne. « Tout le terrorisme français, écrivait Marx en 1848 dans la célèbre *Nouvelle Gazette Rhénane*, n'a été qu'un moyen plébéen de se débarrasser des ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit-bourgeois. » (voyez Marx, *Nachlass*, édité par Mehring, t. III, p. 211¹⁰⁵.) Ceux qui, à l'époque de la révolution démocratique, agitent aux yeux des ouvriers social-démocrates russes l'épouvantail du « jacobinisme », ont-ils jamais réfléchi à ces mots de Marx ?

Les girondins de la social-démocratie russe contemporaine, les néo-iskristes, ne fusionnent pas avec les gens de l'*Osvoboždénie*, mais le caractère de leurs mots d'ordre les met en réalité à la remorque de ceux-ci. Et les gens de l'*Osvoboždénie*, c'est-à-dire les représentants de la bourgeoisie libérale, veulent en finir avec l'autocratie sans rien brusquer, par la voie des réformes, en faisant des concessions, sans léser l'aristocratie, la noblesse, la cour, avec précaution et sans faire de casse, avec amabilité et politesse, en grands seigneurs et en mettant des gants blancs (comme ceux que M. Pétroukévitch, à une réception des « représentants du peuple » (?) par Nicolas le Sanglant, emprunta à un bachi-bouzouk. Voyez le n° 5 du *Prolétari*¹⁰⁶).

Les jacobins de la social-démocratie contemporaine — les bolcheviks, les partisans de *Vpériod*¹⁰⁷, les partisans du Congrès ou du *Prolétari*, je ne sais plus comment les désigner — veulent élever, par leurs mots d'ordre, la petite bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, et tout particulièrement la paysannerie, à la conception démocratique conséquente du prolétariat, celui-ci gardant son entière indépendance de classe. Ils veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, règle « à la plébéienne » leur compte à la monarchie et à l'aristocratie, en exterminant sans merci les ennemis de la liberté, en réprimant par la force leur résistance, sans faire aucune concession au legs maudit du servage, de l'asiatisme, des atteintes à la dignité de l'homme.

Cela ne signifie pas que nous voulions à toute force copier les jacobins de 1793 et faire nôtres leurs idées, leur programme, leurs mots d'ordre, leurs méthodes d'action. Pas du tout. Il n'est pas ancien, notre programme, il est nouveau, c'est le programme minimum du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Nous avons un mot d'ordre nouveau : la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Nous aurons aussi, si nous vivons assez pour voir la vraie victoire de la révolution, de nouvelles méthodes d'action, conformes au caractère et aux objectifs du parti de la classe ouvrière aspirant à une révolution socialiste intégrale. Par cette comparaison, nous voulons simplement expliquer que les représentants de la classe avancée du XX^e siècle, ceux du prolétariat, c'est-à-dire les social-démocrates, se divisent en deux ailes (opportuniste et révolutionnaire), tout comme les représentants de la classe avancée du XVIII^e siècle, ceux de la bourgeoisie, se divisaient en girondins et jacobins.

Au cas seulement d'une victoire complète de la révolution démocratique, le prolétariat n'aura pas les mains liées dans sa lutte contre la bourgeoisie inconséquente ; dans ce seul cas, il ne se « résorbera » pas dans la démocratie

bourgeoise, mais marquera toute la révolution de son empreinte prolétarienne ou, plus exactement, prolétarienne et paysanne.

En un mot, pour que le prolétariat n'ait pas les mains liées dans la lutte contre la démocratie bourgeoise inconséquente, il faut qu'il soit assez fort et conscient pour élever la paysannerie à la conscience révolutionnaire, pour diriger son offensive et réaliser ainsi, de son propre chef, une démocratie prolétarienne conséquente.

C'est ainsi que se pose la question — si mal résolue par les néo-iskristes — du danger d'avoir finalement les mains liées dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente. La bourgeoisie sera toujours inconséquente. Rien de plus naïf et de plus stérile que de vouloir tracer des conditions ou des clauses [*Ce qu'avait voulu faire Starover dans sa résolution annulée par le III^e Congrès, et ce que tente de faire la conférence dans une résolution qui n'est pas mieux réussie.*] qui, si elles étaient remplies, permettraient de considérer la démocratie bourgeoise comme un ami sincère du peuple. Seul le prolétariat peut combattre avec esprit de suite pour la démocratie. Mais il ne peut vaincre dans ce combat que si la masse paysanne se rallie à sa lutte révolutionnaire. Si, pour ce faire, le prolétariat manque de forces, la bourgeoisie se trouvera à la tête de la révolution démocratique et lui confèrera un caractère inconséquent et égoïste. Rien ne peut empêcher ce dénouement, si ce n'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion indéniable : c'est précisément la tactique de la nouvelle *Iskra* qui, par sa signification objective, *fait le jeu de la démocratie bourgeoise*. Quand on préconise des formes d'organisation floues au point d'admettre le plébiscite, le principe des ententes, de couper du Parti les publications de parti, quand on minimise les tâches de l'insurrection armée, quand on mêle les mots d'ordre politiques généraux du prolétariat révolutionnaire et ceux de la bourgeoisie monarchiste, quand on défigure les conditions de la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme », on aboutit précisément à la politique du suivisme qui, à l'heure de la révolution, désoriente le prolétariat, le désorganise et sème la confusion dans son esprit, qui rabaisse la tactique de la social-démocratie, au lieu de montrer le seul chemin conduisant à la victoire et de rallier au mot d'ordre du prolétariat tous les éléments révolutionnaires et républicains du peuple.

Afin de confirmer cette conclusion à laquelle nous amène l'analyse de la résolution, abordons la même question sous d'autres angles. Voyons d'abord la manière dont illustre la tactique de la nouvelle *Iskra*, dans le *Social-Démocrate* géorgien un menchévik peu subtil, mais franc. Voyons ensuite qui profite en réalité, dans la situation politique actuelle, des mots d'ordre de la nouvelle *Iskra*.

7. LA TACTIQUE DE L'« ÉLIMINATION DES CONSERVATEURS DU SEIN DU GOUVERNEMENT »

L'article de l'organe du « comité » menchévik de Tiflis que nous citons plus haut (n° 1 du *Social-Démocrate*) s'intitule : « Le Zemski Sobor et notre tactique ». L'auteur n'a pas encore tout à fait oublié notre programme ; il formule le mot d'ordre de République, mais il fait sur la tactique les réflexions suivantes :

« On peut indiquer deux voies pour atteindre ce but (la République) : ou bien ne prêter aucune attention au Zemski Sobor convoqué par le gouvernement, et infliger les armes à la main une défaite à ce dernier, former un gouvernement révolutionnaire et convoquer l'Assemblée constituante. Ou bien proclamer que le Zemski Sobor est le centre de notre action, en exerçant les armes à la main une pression sur sa composition et sur son activité, et l'obliger par la force à se proclamer Assemblée constituante ou à faire convoquer celle-ci par son entremise. Ces deux tactiques diffèrent très nettement. Voyons donc laquelle des deux est la plus avantageuse pour nous. »

C'est ainsi que les néo-iskristes de Russie exposent les idées exprimées par la suite dans la résolution que nous avons analysée. Ces lignes étaient écrites, remarquez-le bien, avant Tsou-Shima¹⁰⁸, lorsque le « projet » Boulyguine n'avait pas encore vu le jour. Les libéraux eux-mêmes perdaient patience et marquaient leur défiance dans les colonnes de la presse légale ; or, le social-démocrate néo-iskriste s'est montré plus confiant que les libéraux. Il annonce que le Zemski Sobor « est en voie de convocation » et témoigne une si grande confiance au tsar qu'il propose de faire de ce Zemski Sobor encore inexistant (ou peut-être d'une « Douma d'Etat » ou d'une « Assemblée législative consultative » ?) le centre de notre action. Plus franc et moins tortueux que les auteurs de la résolution adoptée par la conférence, notre militant de Tiflis ne considère pas les deux « tactiques » (qu'il expose avec une candeur inimitable) comme identiques, mais déclare la seconde « plus avantageuse ». Écoutez :

« Première tactique. Comme vous le savez, la révolution qui se prépare est une révolution bourgeoise, c'est-à-dire que la modification du régime actuel qu'elle tend à réaliser est souhaitée, en plus du prolétariat, par toute

la société bourgeoise. Toutes les classes sont opposées au gouvernement, jusqu'aux capitalistes eux-mêmes. En un certain sens, le prolétariat en lutte et la bourgeoisie en lutte marchent ensemble et s'attaquent ensemble, de côtés différents, à l'autocratie. Le gouvernement ici est tout à fait isolé et privé des sympathies de la société. Aussi est-il très facile de l'anéantir. L'ensemble du prolétariat de Russie n'est pas encore assez conscient et organisé pour pouvoir faire la révolution à lui seul. Si, d'ailleurs, il le pouvait, il ferait une révolution prolétarienne (socialiste), et non bourgeoise. Nous avons donc intérêt à ce que le gouvernement demeure sans alliés, ne puisse pas diviser l'opposition ni s'adjoindre la bourgeoisie et isoler le prolétariat... »

Ainsi, il est de l'intérêt du prolétariat que le gouvernement du tsar ne puisse pas le séparer de la bourgeoisie ! N'est-ce pas par erreur que l'organe géorgien a été appelé le *Social-Démocrate*, au lieu d'être appelé *Osvobodjénié* ? Et remarquez cette superbe philosophie de la révolution démocratique ! Ne voyons-nous pas ici de nos yeux le pauvre militant de Tiflis complètement désaxé par l'interprétation casuistique et suiviste de l'idée de « révolution bourgeoise » ? Discutant la question de l'isolement possible du prolétariat dans la révolution démocratique il *oublie*... il oublie un détail... la paysannerie ! Parmi les alliés possibles du prolétariat, il connaît et trouve à son goût les propriétaires fonciers des zemstvos, mais il ne connaît pas les paysans. Et cela au Caucase ! Eh bien, n'avions-nous pas raison de dire que la nouvelle *Iskra* tombe, par ses raisonnements, au niveau de la bourgeoisie monarchiste au lieu d'élever jusqu'à elle, en qualité d'alliée, la paysannerie révolutionnaire ?

« ...Dans le cas contraire, la défaite du prolétariat et la victoire du gouvernement sont inévitables. Et c'est à cela que tend justement l'autocratie. On n'en peut douter, elle gagnera à soi, dans son Zemski Sobor, les représentants de la noblesse, des zemstvos, des villes, des universités et autres institutions bourgeoises. Elle s'efforcera de les amadouer par de menues concessions et de se les concilier. Ainsi affermie, elle dirigera tous ses coups contre la masse ouvrière demeurée isolée. Notre devoir est de parer à cette issue malheureuse. Mais peut-on y réussir par le premier procédé ? Admettons que nous n'ayons fait aucune attention au Zemski Sobor, que nous ayons commencé tout seuls à nous préparer à l'insurrection et que nous soyons un beau jour descendus en armes dans la rue. Et voilà qu'au lieu d'un ennemi, nous en rencontrons deux : le gouvernement et le Zemski Sobor. Pendant que nous nous préparions, ils ont eu le temps de s'entendre, de passer un accord, d'élaborer une Constitution qui leur est avantageuse et de se partager le pouvoir. Cette tactique est nettement avantageuse au gouvernement, et nous devons la répudier avec la dernière énergie... »

Voilà qui est franc ! Il faut renoncer résolument à la « tactique » de préparation de l'insurrection, parce que le gouvernement transigerait « pendant ce temps » avec la bourgeoisie ! Pourrait-on trouver, dans les anciens écrits de l'« économisme » le plus impénitent, quelque chose d'analogue à cette façon de déshonorer la social-démocratie révolutionnaire ? C'est un fait que des soulèvements et des troubles éclatent çà et là parmi les ouvriers et les paysans. Le Zemski Sobor n'est qu'une promesse de Boulyguine. Et le *Social-Démocrate* de la ville de Tiflis de décider : renonçons à la tactique de préparation de l'insurrection et attendons qu'il y ait un « centre d'action », le Zemski Sobor...

«... La seconde tactique, au contraire, consiste à placer le Zemski Sobor sous notre surveillance, à ne pas lui permettre d'agir à son gré et de s'entendre avec le gouvernement. » [Et quel moyen avez-vous de ravir ainsi aux membres des zemstvos leur libre arbitre ? Ne serait-ce pas un « papier de tournesol » d'un genre particulier ?]

« Nous soutenons le Zemski Sobor dans la mesure où il combat l'autocratie, et nous le combattons quand il s'accorde de l'autocratie. Par une intervention énergique et par la force nous divisons les députés [Grands dieux ! La voilà, la tactique « approfondie » ! La force nous manque pour nous battre dans la rue, mais nous pouvons « diviser les députés » par la « force ». Ecoutez, camarade de Tiflis, mentir est bien, mais en toute chose il y a un terme à ne pas dépasser...], ralliant les radicaux autour de nous, éliminant du gouvernement les conservateurs et engageant ainsi le Zemski Sobor tout entier dans la voie révolutionnaire. Grâce à cette tactique, le gouvernement restera tout le temps isolé, l'opposition sera forte et l'institution d'un régime démocratique sera facilitée d'autant. »

Parfaitement ! Que l'on vienne dire maintenant que nous exagérons l'évolution des gens de la nouvelle *Iskra* vers une variété des plus vulgaires de l'économisme. Ils en sont déjà arrivés au mode d'emploi de la fameuse poudre tue-mouches : attrapez la mouche, saupoudrez-la et la voilà qui crève. Diviser *par la force* les députés du Zemski Sobor, « éliminer du gouvernement les conservateurs », et le Zemski Sobor *tout entier* s'engagera dans la *voie révolutionnaire*... Cela sans la moindre insurrection armée « jacobine », mais en tout bien tout honneur, presque parlementairement, en « exerçant une pression » sur les membres du *Zemski Sobor*.

Pauvre Russie ! On a dit qu'elle porte toujours les chapeaux démodés que l'Europe a jetés au rancart. Nous n'avons pas encore de Parlement, Boulyguine lui-même ne nous l'a pas encore promis, mais du crétinisme parlementaire, nous en avons tant et plus.

« ...Comment cette intervention doit-elle se faire ? Avant tout, nous exigeons que le Zemski Sobor soit élu au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. La liberté complète de propagande électorale, c'est-à-dire la liberté de réunion, de parole et de presse, l'inviolabilité des électeurs et des candidats et la remise en liberté de tous les criminels politiques, doit être consacrée par la loi [*Par Nicolas ?*], en même temps que sera proclamé [*Dans l'Iskra ?*] ce régime électorale. La date des élections doit être reculée autant que possible, afin que nous ayons assez de temps pour informer et préparer le peuple. Et puisque l'établissement du règlement relatif à la convocation du Zemski Sobor a été confié à une commission présidée par le ministre de l'Intérieur Boulyguine, nous devons également exercer une pression sur cette commission et sur ses membres. [*Voilà ce que signifie la tactique : « éliminer du gouvernement les conservateurs » !*] Si la commission Boulyguine refuse de satisfaire nos revendications [*Mais c'est impossible avec une tactique aussi juste et aussi profondément méditée de notre part !*] et ne donne de droit d'élire des députés qu'aux possédants, nous devons intervenir dans ces élections, obliger par la voie révolutionnaire les électeurs à envoyer des candidats d'avant-garde au Zemski Sobor, et là réclamer une Assemblée constituante. Nous devons enfin par tous les moyens, par des manifestations, par des grèves, et s'il le faut, par l'insurrection, obliger le Zemski Sobor à convoquer l'Assemblée constituante, ou à se proclamer telle. Le prolétariat en armes doit être le défenseur de l'Assemblée constituante, et tous deux [*Le prolétariat en armes et les conservateurs « éliminés du gouvernement » !*] marcheront vers la République démocratique. Telle est la tactique social-démocrate, elle seule nous assurera la victoire. »

Que le lecteur se garde de penser que cet incroyable galimatias n'est qu'un essai de plume de quelque néo-iskriste irresponsable et sans influence. Non, ces choses-là ont été écrites dans *l'organe* de tout un comité néo-iskriste, celui de Tiflis. Et ce n'est pas tout. Ce galimatias est *nettement approuvé par i«Iskra»*. Voici ce que nous lisons dans le n° 100 de ce journal à propos du *Social-Démocrate* :

« Le n° 1 est rédigé dans un sigle vif et avec talent. On y sent la main habile, experte d'un rédacteur doublé d'un écrivain... On peut dire avec certitude que le journal s'acquittera brillamment de la tâche qu'il s'est assignée. »

Oui, si cette tâche est de montrer nettement à tous et à chacun l'entière décomposition idéologique de la tendance de la nouvelle *Iskra*, alors en effet elle a été remplie « brillamment ». Nul n'aurait su marquer avec plus de « vivacité, de talent et d'habileté » l'abaissement des gens de la nouvelle *Iskra* au niveau de l'opportunisme bourgeois libéral.

8. L'IDÉOLOGIE DE L'« OSVOBOJDÉNIÉ » ET CELLE DE LA NOUVELLE «ISKRA»

Nous en venons maintenant à une autre confirmation éclatante de la signification politique de l'idéologie de la nouvelle *Iskra*.

Dans un article remarquable, excellent, aussi édifiant que possible : « Comment se retrouver » (*Osvoboždéníé* n° 71), M. Strouvé part en guerre contre le « révolutionnisme du programme » de nos partis extrêmes. M. Strouvé est surtout mécontent de moi. [*« En comparaison du « révolutionnisme » de MM. Lénine et de ses camarades, le « révolutionnisme » de la social-démocratie de l'Europe occidentale, celui de Bebel et même de Kautsky, est de l'opportunisme ; mais les bases de ce révolutionnisme déjà adouci sont, elles aussi, sapées et minées par l'histoire. »*] M. Strouvé y va fort. Mais il a tort de penser que je suis prêt à supporter tout ce qu'il voudra bien dire de moi. Il me suffit de lui adresser un défi qu'il ne sera jamais en mesure de relever. Où et quand ai-je appelé opportunisme le « révolutionnisme de Bebel et de Kautsky » ? Où et quand ai-je prétendu créer dans la social-démocratie internationale une tendance particulière, non identique à celle de Bebel et de Kautsky ? Où et quand a-t-on vu surgir des divergences de vues entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky, de l'autre, je parle de divergences de vues se rapprochant tant soit peu par leur sérieux de celles qui, par exemple, surgirent entre Bebel et Kautsky, sur la question agraire, à Breslau. Que M. Strouvé essaie de répondre à ces trois questions. Et voici ce que nous dirons aux lecteurs. La bourgeoisie libérale use toujours et partout du procédé qui consiste à persuader ses adeptes dans un pays donné que les social-démocrates de ce pays sont les plus déraisonnables, tandis que leurs camarades du pays voisin sont des « petits garçons bien sages ». La bourgeoisie allemande a des centaines de lois donné en exemple aux Bebel et Kautsky les socialistes français, ces « petits garçons bien sages ». La bourgeoisie française donnait récemment en exemple aux socialistes français le « petit garçon bien sage » Bebel. Vieux procédé, M. Strouvé ! Vous ne prenez à cet hameçon que des enfants et des ignorants. La complète solidarité de la social-démocratie révolutionnaire internationale dans toutes les grandes questions de

programme et de tactique est un fait absolument incontestable.] Quant à moi, je suis on ne peut plus content de M. Strouvé : je ne saurais désirer de meilleur allié dans la lutte contre l'économisme renaissant de la nouvelle *Iskra* et le manque complet de principes des « socialistes-révolutionnaires ». Nous verrons une autre fois de quelle façon M. Strouvé et *l'Osvobodjénié* ont fait la preuve pratique de l'essence réactionnaire des « amendements » apportés au marxisme dans le projet de programme des socialistes-révolutionnaires. Nous avons déjà parlé à maintes reprises du service appréciable que M. Strouvé m'a rendu en toute bonne foi et loyauté chaque fois qu'il a approuvé *en principe* les néo-iskristes. [*Rappelons au lecteur que l'article « Ce qu'il ne faut pas faire » (Iskra n° 52) fut salué à grand fracas par l'Osvobodjénié comme un « tournant significatif » vers un esprit de conciliation à l'égard des opportunistes. L'Osvobodjénié a particulièrement approuvé les tendances de principe de la nouvelle Iskra dans une note sur la scission des social-démocrates russes. Parlant de la brochure de Trotski Nos tâches politiques, l'Osvobodjénié a indiqué l'analogie des idées de cet auteur avec les idées qu'exprimaient autrefois, par la parole et par l'écrit, les gens du Rabotchéié Diélo - Kritchevski, Martynov, Akimov (voir le tract : « Un libéral obligeant », édité par Vpériod). (Œuvres, t. 7, pp. 507-510. N.R.) l'Osvobodjénié a salué la publication de la brochure de Martynov sur les deux dictatures (voir la note parue dans le n° 9 de Vpériod). (Œuvres, t. 8, pp. 220-221. N.R.) Enfin, les plaintes tardives de Starover au sujet de l'ancien mot d'ordre de l'ancienne Iskra « se délimiter d'abord, puis s'unir », ont été, de la part de l'Osvobodjénié, l'objet d'une approbation spéciale.] Parlons-en une fois de plus.*

L'article de M. Strouvé renferme une série de déclarations extrêmement intéressantes ; nous ne pouvons les mentionner ici qu'en passant. M. Strouvé se prépare à « créer une démocratie russe en s'appuyant non sur la lutte, mais sur la collaboration de classes » : les « intellectuels socialement privilégiés » (par exemple, la « noblesse cultivée », devant laquelle M. Strouvé fait ses courbettes avec la grâce vraiment mondaine d'un... laquais) apporteront le « poids de leur position sociale » (le poids du sac d'écus) à ce parti « hors classes ». M. Strouvé exprime le désir de faire connaître à la jeunesse la fausseté de ce « lieu commun radical selon lequel la bourgeoisie épouvantée aurait vendu le prolétariat et la cause de la liberté ». (Nous nous félicitons vivement de ce désir. Rien ne confirmera mieux ce « lieu commun » marxiste que la guerre que lui déclare M. Strouvé. Faites donc, M. Strouvé, ne renvoyez pas aux calendes grecques l'exécution de votre magnifique projet !)

Il importe, pour traiter notre sujet, de noter quels sont les mots d'ordre *pratiques* que combat actuellement ce représentant de la bourgeoisie russe, doué d'un instinct politique aussi sûr et sensible aux moindres variations du temps. C'est d'abord le mot d'ordre de républicanisme. M. Strouvé est fermement convaincu que ce mot d'ordre est « inintelligible et étranger à la masse du peuple » (il oublie d'ajouter : intelligible, mais désavantageux pour la bourgeoisie !). Nous voudrions bien voir quelle réponse les ouvriers feraient à M. Strouvé dans nos cercles et nos réunions de masse ! Ou bien les ouvriers ne seraient pas le peuple ? Et les paysans ? Il leur arrive, d'après M. Strouvé, de professer un « républicanisme naïf » (« chasser le tsar »), mais la bourgeoisie libérale est persuadée que ce républicanisme *naïf* fera place non pas à un républicanisme conscient, mais à un monarchisme conscient ! *Ça dépend ? [En français dans le texte. (N.R.)]*, M. Strouvé, ça dépend encore des circonstances. Le tsarisme comme la bourgeoisie ne peuvent faire autrement que de s'opposer à une amélioration radicale de la situation des paysans aux dépens des terres seigneuriales, et la classe ouvrière ne peut faire autrement que de soutenir la paysannerie dans cette question.

En second lieu, M. Strouvé assure que « dans la guerre civile celui qui commence aura toujours tort ». Cette idée touche de près aux tendances de la nouvelle *Iskra* dont nous avons parlé plus haut. Certes, nous ne dirons pas qu'il soit *toujours* avantageux d'attaquer dans la guerre civile. Non. La tactique défensive est parfois obligatoire, *pour un temps*. Mais formuler une assertion semblable à celle de M. Strouvé et l'appliquer à la Russie de 1905, c'est justement nous montrer un fragment de « lieu commun radical » (« la bourgeoisie s'épouvante et vend la cause de la liberté »). Quiconque ne veut pas maintenant s'attaquer à l'autocratie, à la réaction, quiconque ne se prépare pas à cette agression, ne la préconise pas, se dit à tort partisan de la révolution.

M. Strouvé condamne les mots d'ordre de « travail clandestin » et d'« émeute » (cette « insurrection en miniature »). M. Strouvé dédaigne l'un et l'autre, du point de vue de l'« accès aux masses » ! Nous lui demanderons s'il peut nous montrer de la propagande pour l'émeute par exemple dans *Que faire ? [Voir V. Lénine, Œuvres, t. 5, pp. 353-534. (N.R.)]*, cet écrit de « révolutionniste » infiniment extrémiste à son avis. Quant au « travail clandestin », la différence est-elle bien grande entre nous et M. Strouvé par exemple ? Ne collaborons-nous pas tous deux à un journal « illégal », « clandestinement » introduit en Russie, à l'intention de groupes « secrets » de *l'Union de l'Osvobodjénié* ou du P.O.S.D.R. ? Nos réunions ouvrières de masse sont souvent « clandestines », avouons ce péché. Et les réunions de ces messieurs de *l'Osvobodjénié* ? Avez-vous de quoi vous enorgueillir, M. Strouvé, devant les méprisables partisans du méprisable travail clandestin ?

Un travail rigoureusement clandestin, c'est, il est vrai, celui de fournir des armes aux ouvriers. Cette fois M. Strouvé est plus explicite. Ecoutez-le : « Quant à l'insurrection armée ou à la révolution, au sens technique de ce mot, seule la propagande du programme démocratique dans les masses peut créer les conditions sociales et psychologiques qu'exige l'insurrection armée générale. Ainsi, même du point de vue qui fait de l'insurrection armée le couronnement *inéluçtable* de la lutte actuelle pour la libération — point de vue qui n'est pas le mien —, l'essentiel, le plus nécessaire, c'est de faire pénétrer les idées de transformation démocratique dans les masses. »

M. Strouvé cherche à éluder la question. Il parle de l'inéluçtabilité de l'insurrection, au lieu de parler de sa nécessité pour la victoire de la révolution. L'insurrection non préparée, spontanée, éparsée, a déjà commencé. Nul ne peut garantir qu'elle aboutira à une insurrection armée générale et complète du peuple, car cela dépend de l'état des forces révolutionnaires (qu'on ne peut évaluer exactement qu'en cours de lutte), de la conduite du gouvernement et de la bourgeoisie, ainsi que de diverses autres circonstances qu'il est impossible de prévoir exactement. Point n'est besoin de parler d'inéluçtabilité, dans le sens de cette certitude absolue d'un événement concret à laquelle tendent les propos de M. Strouvé. Il faut, pour marquer que vous êtes avec la révolution, parler de la question de savoir si l'insurrection est *nécessaire pour la victoire* de la révolution, s'il est nécessaire de la préconiser activement, cette insurrection, d'en faire la propagande, de la préparer sans retard et avec énergie. M. Strouvé doit pouvoir saisir cette différence car enfin il ne substitue pas, par exemple, à la nécessité, indiscutable pour tout démocrate, du suffrage universel, la question discutable et non essentielle pour tout homme politique de savoir si la conquête de ce suffrage est inéluçtable dans la présente révolution. En éludant la question de la nécessité de l'insurrection, M. Strouvé révèle les dessous les plus cachés de la position politique de la bourgeoisie libérale. D'abord la bourgeoisie préfère s'entendre avec l'autocratie plutôt que de l'écraser ; et, en tout cas, elle laisse aux ouvriers le soin de lutter les armes à la main (deuxième point). Telle est la signification *réelle* de cette dérobade de M. Strouvé. Voilà pourquoi il *marche à reculons*, esquivant le problème de la nécessité de l'insurrection et préférant s'occuper de ses conditions « sociales et psychologiques » et de la « propagande » préliminaire. Exactement comme les bavards bourgeois qui, en 1848, s'occupaient dans le Parlement de Francfort à rédiger des résolutions, déclarations, décisions, à faire de la « propagande de masse » et à préparer les « conditions sociales et psychologiques » dans un moment où il s'agissait de mettre en échec la force armée du gouvernement ; où le mouvement avait « amené la nécessité » d'une lutte armée ; où la seule action exercée par la parole (cent fois indispensable en période de préparation) était devenue vile inertie et couardise bourgeoises, de même, M. Strouvé esquivé, en se couvrant de *phrases*, le problème de l'insurrection. M. Strouvé nous montre à merveille ce que nombre de social-démocrates s'obstinent à ne pas voir : que l'heure de la révolution diffère des heures ordinaires, quotidiennes, des périodes de gestation de l'histoire, en ce que l'état d'esprit, l'effervescence, la conviction des masses doivent se traduire et se traduisent par *l'action*.

Le révolutionnisme vulgaire ne comprend pas que la parole, elle aussi, est un acte ; cette vérité est incontestable, appliquée à l'histoire *en général* ou aux époques historiques pendant lesquelles l'action politique déclarée des masses fait défaut ; or celle-ci ne peut être artificiellement suscitée ni suppléée par des putschs. Le suivisme des révolutionnaires ne comprend pas que lorsque l'heure de la révolution a sonné, lorsque la vieille « superstructure » sociale craque de toutes parts, lorsque l'action politique au grand jour des classes et des masses édifiant pour soi une nouvelle superstructure est devenue un fait, lorsque la guerre civile a commencé, se contenter *comme autrefois* de la « parole » sans formuler le *mot d'ordre net* du passage à l'« action », esquiver alors l'action en invoquant les « conditions psychologiques » et la « propagande » en général, c'est verser dans la théorie morte et stérile, dans la casuistique, ou livrer la révolution et la trahir. Les bavards démocrates bourgeois de Francfort offrent un exemple historique inoubliable de cette trahison ou de cette casuistique bornée.

Voulez-vous que nous expliquions cette différence entre le révolutionnisme vulgaire et le suivisme des révolutionnaires par des exemples empruntés à l'histoire du mouvement social-démocrate de Russie ? Cette explication, la voici. Rappelez-vous les années 1901-1902, si proches encore et qui nous paraissent aujourd'hui de l'histoire ancienne. Les manifestations avaient commencé. Le révolutionnisme vulgaire se mit à crier à l'« assaut » (*Rabotchéïé Diélo*), des « tracts sanglants » furent publiés (de provenance berlinoise, si j'ai bonne mémoire) ; on dénonçait l'illusion littéraire, spéculative d'un journal pour toute la Russie comme moyen de propagande (Nadejdine). Le suivisme des révolutionnaires prêchait alors, par contre, que la « lutte économique était le *meilleur* moyen de faire de l'agitation politique ». Quelle fut l'attitude de la social-démocratie révolutionnaire ? Elle combattit ces deux tendances. Elle condamna le putschisme et les cris de « à l'assaut », car tout le monde voyait clairement ou du moins aurait dû voir que l'intervention directe des masses était encore à venir. Elle condamna le suivisme et formula même sans ambages le mot d'ordre d'insurrection armée du peuple entier, non pas dans le sens d'un appel direct (M. Strouvé n'eût pas trouvé chez nous, en ce temps-là, d'appel à l'« émeute »), mais comme une conclusion *nécessaire*, comme une « propagande » (dont M. Strouvé vient juste de se rappeler : il est toujours en retard de quelques années, ce bon M. Strouvé), dans le sens où elle préparait ces mêmes « conditions sociales et psychologiques » dont les représentants de la bourgeoisie mercantile,

désespérée, parlent tant aujourd'hui, « mélancoliquement et hors de propos ». Alors la propagande et l'agitation, l'agitation et la propagande étaient vraiment mises au premier plan par la force objective des choses. *Alors* le travail en vue de créer un journal politique destiné au pays tout entier, et dont la parution hebdomadaire paraissait un idéal, pouvait être la pierre de touche de la préparation de l'insurrection (et *Que faire ?* le présentait ainsi). *Alors* les mots d'ordre : agitation de masse *au lieu* d'actions armées immédiates ; préparation des conditions sociales et psychologiques nécessaires à l'insurrection *au lieu* du putschisme, étaient les seuls mots d'ordre corrects de la social-démocratie révolutionnaire. *Maintenant* ces mots d'ordre sont dépassés par les événements, le mouvement les a laissés derrière ; ils ne sont plus que du fatras, des vieilleries bonnes tout au plus à voiler l'hypocrisie de l'*Osvobodjénie* et le suivisme de la nouvelle *Iskra* !

Mais je me trompe peut-être ? Peut-être que la révolution n'est pas encore commencée ? Que l'heure de l'action politique directe des classes n'est pas encore venue ? Que la guerre civile n'est pas encore là et la critique des armes ne doit pas être dès à présent le successeur, l'héritier, l'exécuteur testamentaire, l'aboutissant *nécessaire* et obligatoire de l'arme de la critique ?

Regardez autour de vous, mettez-vous à la fenêtre de votre cabinet pour pouvoir répondre à ces questions. Le gouvernement n'a-t-il pas déjà commencé lui-même la guerre civile en fusillant partout, en niasse, des citoyens paisibles et sans armes ? Les Cent-Noirs armés n'interviennent-ils pas en qualité d'« argument » de l'autocratie ? La bourgeoisie- la bourgeoisie même - n'a-t-elle pas reconnu la nécessité d'une milice civile ? M. Strouvé lui-même, qui est d'une circonspection et d'une modération idéales, ne dit-il pas (hélas, il ne le dit que pour dire quelque chose !) que le « caractère déclaré des actions révolutionnaires » (comme nous y allons maintenant !) « est aujourd'hui une des conditions les plus importantes de l'influence éducatrice exercée sur les masses populaires » ?

Celui qui a des yeux pour voir ne peut douter de la manière dont le problème de l'insurrection armée doit être posé aujourd'hui par les partisans de la révolution. Voyez donc les *trois* façons de poser cette question que donnent les organes de la presse libre, capables d'influencer tant soit peu les *masses*.

Première façon. La résolution du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. [*En voici le texte intégral* : « *Considérant que* : 1) *le prolétariat étant, de par sa situation, la classe révolutionnaire la plus avancée et la seule conséquente, est par là même appelé à jouer un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire démocratique général de Russie* ; 2) *ce mouvement a déjà conduit, à l'heure présente, à la nécessité d'une insurrection armée* ; 3) *le prolétariat prendra inévitablement à cette insurrection la part la plus énergique et qui décidera du sort de la révolution en Russie* ; 4) *le prolétariat ne peut jouer dans cette révolution un rôle dirigeant que groupé en une force politique, une et indépendante, sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate qui le guide dans sa lutte, au point de vue idéologique comme au point de vue pratique* ; 5) *seul l'accomplissement de ce rôle peut assurer au prolétariat les conditions les plus avantageuses dans la lutte pour le socialisme contre les classes possédantes de la Russie démocratique bourgeoise, le III^e Congrès du P.O.S.D.R. reconnaît que : organiser le prolétariat pour la lutte directe contre l'autocratie par l'insurrection armée est, dans la période révolutionnaire actuelle, une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du Parti. Aussi le congrès charge-t-il toutes les organisations du Parti : a) de faire comprendre au prolétariat, par la propagande et l'agitation, non seulement la signification politique de la prochaine insurrection armée, mais aussi son aspect d'organisation pratique ; b) de faire comprendre par cette propagande et cette agitation le rôle des grèves politiques de masse, qui peuvent avoir une grande importance au début et au cours même de l'insurrection ; c) de prendre les mesures les plus énergiques pour armer le prolétariat et élaborer le plan de l'insurrection armée et de la direction immédiate de celle-ci. Des groupes spéciaux de militants seront formés à cette fin, au fur et à mesure des besoins.* » (Note de Lénine à l'édition de 1907. N.R.)] Il est reconnu et proclamé hautement que le mouvement révolutionnaire démocratique général *a déjà conduit à la nécessité* d'une insurrection armée. L'organisation du prolétariat en vue de l'insurrection est d'ores et déjà mise à l'ordre du jour comme une des tâches principales, essentielles et *nécessaires* du Parti. Les mesures *les plus énergiques* seront prises afin d'armer le prolétariat et d'assurer la direction immédiate de l'insurrection.

Deuxième façon. La déclaration de principe faite dans l'*Osvobodjénie* par le « chef des constitutionnalistes russes » (la *Frankfurter Zeitung*, organe très influent de la bourgeoisie européenne, décernait récemment ce titre à M. Strouvé), ou chef de la bourgeoisie progressiste russe. Il ne partage pas le point de vue selon lequel l'insurrection est inévitable. Le travail clandestin et l'émeute sont les procédés spécifiques d'un révolutionnisme déraisonnable. Le républicanisme est une méthode servant à étourdir. L'insurrection armée n'est en somme qu'une question technique, la propagande de masse et la préparation de conditions sociales et psychologiques étant « l'essentiel et le plus urgent ».

Troisième façon. La résolution de la conférence néo-iskriste. Notre tâche est de préparer l'insurrection. La possibilité d'une insurrection régie par un plan est exclue. Les conditions favorables à l'insurrection sont créées par la désorganisation du gouvernement, par notre agitation, par notre organisation. Alors seulement les « préparatifs techniques de combat peuvent acquérir une signification plus ou moins sérieuse ».

Et c'est tout ? C'est tout. L'insurrection est-elle indispensable ? C'est ce que les dirigeants néo-iskristes du prolétariat ne savent pas encore. Organiser le prolétariat pour la lutte immédiate, est-ce une tâche pressante ? C'est ce qu'ils ne voient pas encore clairement. Point n'est besoin d'appeler aux mesures les plus énergiques ; il est beaucoup plus important (en 1905 et non en 1902) d'expliquer dans leurs grandes lignes les conditions dans lesquelles ces mesures « peuvent » acquérir une signification « plus ou moins sérieuse »...

Voyez-vous maintenant, camarades de la nouvelle *Iskra*, où vous a conduits votre volte-face vers le martynovisme ? Comprenez-vous que votre philosophie politique n'est qu'une réédition de celle de *l'Osvobodjénie* ? Que vous vous trouvez (malgré vous et sans que vous vous en doutiez) à la remorque de la bourgeoisie monarchiste ? Vous rendez-vous compte maintenant qu'en ressassant des lieux communs et en vous perfectionnant dans la casuistique, vous avez perdu de vue que, pour nous servir des termes ineffables de l'ineffable article de Piotr Strouvé, le « caractère déclaré des *actions* révolutionnaires est aujourd'hui une des conditions les plus importantes de l'influence éducatrice exercée sur les masses populaires » ?

9. QU'EST-CE QU'UN PARTI D'EXTRÊME OPPOSITION PENDANT LA RÉVOLUTION ?

Revenons à la résolution sur le gouvernement provisoire. Nous avons montré que la tactique des néo-iskristes, loin de faire progresser la révolution - et c'est pourtant ce qu'ils entendaient obtenir par leur résolution -, la fait rétrograder. Nous avons montré que c'est justement cette tactique qui *lie les mains* à la social-démocratie dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente, sans la prémunir contre la résorption dans la démocratie bourgeoise. On conçoit que des fausses prémisses de la résolution résultent des conclusions fausses : « Aussi la social-démocratie ne doit-elle pas se donner pour but de s'emparer du pouvoir ou de le partager dans le gouvernement provisoire ; elle doit demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire. » Voyez la première moitié de cette conclusion qui se rapporte aux buts à atteindre. Les néo-iskristes assignent-ils pour but à l'activité de la social-démocratie la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme ? Oui. Ils ne savent pas formuler correctement les conditions de la victoire décisive, ils versent dans les formulations de *l'Osvobodjénie*, mais ils s'assignent pourtant ce but. Ensuite, rattachent-ils le gouvernement provisoire à l'insurrection ? Oui, ils l'y rattachent directement, en disant que le gouvernement provisoire est « issu de l'insurrection populaire victorieuse ». Se proposent-ils enfin de diriger l'insurrection ? Oui, comme M. Strouvé, ils se dérobent pour ne pas avoir à reconnaître la nécessité et l'urgence de l'insurrection, mais en même temps, ils disent, à la différence de M. Strouvé, que la « social-démocratie entend la *soumettre* (l'insurrection) à son influence et à sa *direction*, et l'utiliser dans l'intérêt de la classe ouvrière ».

Comme cela se tient, n'est-il pas vrai ? Nous nous assignons pour *but* de soumettre l'insurrection des masses prolétariennes et *non prolétariennes* à notre influence, à notre direction, de l'utiliser au mieux de nos intérêts. Nous nous assignons donc pour but de diriger, pendant l'insurrection, et le prolétariat, et la bourgeoisie révolutionnaire, et la petite bourgeoisie («groupes non prolétariens») - c'est-à-dire de « *partager* » la direction de l'insurrection entre la social-démocratie et la bourgeoisie révolutionnaire. Nous nous assignons pour but la *victoire* de l'insurrection, victoire qui doit amener à la formation d'un gouvernement provisoire (« issu de l'insurrection populaire victorieuse»). *Aussi...* aussi ne devons-nous pas nous assigner pour but de nous emparer du pouvoir ou de le partager au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire !!

Nos amis n'arrivent pas à mettre les choses bout à bout. Ils balancent entre le point de vue de M. Strouvé, qui se dérobe à l'insurrection, et celui de la social-démocratie révolutionnaire, qui invite à s'atteler à cette tâche pressante. Ils balancent entre l'anarchisme, qui condamne en principe, comme trahison envers le prolétariat, toute participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, et le marxisme, qui exige cette participation à la condition que la social-démocratie exerce une influence dirigeante sur l'insurrection. [Voir le n°3 du *Prolétari*. « *Sur le gouvernement révolutionnaire provisoire* » deuxième article. (V. Lénine, *Ceuvres*, tome 8, pp. 478-486. N.R.)] Ils n'ont aucune position propre : ni celle de M. Strouvé, qui souhaite un compromis avec le tsarisme et doit, par conséquent, se dérober et biaiser dans la question de l'insurrection, ni celle des anarchistes, qui condamnent toute action « par en haut » et toute participation à la révolution bourgeoise. Les néo-iskristes confondent le compromis avec le tsarisme et la victoire sur le tsarisme. Ils veulent participer à la révolution bourgeoise. Ils ont pris une certaine avance sur les *Deux dictatures* de Martynov. Ils acceptent même de diriger l'insurrection du peuple, pour renoncer à cette direction aussitôt après la victoire (ou, peut-être, immédiatement

avant la victoire ?), c'est-à-dire *de façon à ne pas recueillir les fruits de la victoire*, et les laisser tous à la bourgeoisie. C'est ce qu'ils appellent « utiliser l'insurrection dans l'intérêt de la classe ouvrière »...

Point n'est besoin de nous arrêter plus longtemps sur ce brouillamini. Il est plus utile d'en rechercher l'origine dans cette formule qui dit : « demeurer le parti d'extrême opposition révolutionnaire ».

Nous sommes en présence d'une des thèses de la social-démocratie révolutionnaire internationale qui nous sont familières. Cette thèse est parfaitement correcte. Elle est devenue un lieu commun pour tous les adversaires du révisionnisme ou de l'opportunisme dans les pays parlementaires. Elle a acquis droit de cité, comme riposte légitime et nécessaire au « crétinisme parlementaire », au millerandisme, au bernsteinisme¹⁰⁹, au réformisme italien genre Turati. Nos braves néo-iskristes ont appris par cœur cette excellente formule et l'appliquent avec zèle... *tout à fait hors de propos*. Les catégories de la lutte parlementaire, ils les introduisent dans des résolutions rédigées pour des conditions où il n'y a aucune espèce de parlement. L'idée d'« opposition », expression et reflet d'une situation politique dans laquelle personne ne parle sérieusement de *l'insurrection*, est absurdement appliquée à une situation dans laquelle l'insurrection *a commencé* et où tous les partisans de la révolution pensent à assurer la direction de l'insurrection et en parlent. Le vœu de « demeurer » au même point qu'auparavant, c'est-à-dire de se borner à l'action « par en bas », est exprimé avec pompe et fracas *au moment précis* où la révolution affirme la nécessité, en cas de victoire de l'insurrection, d'agir *par en haut*.

Non, décidément, les gens de la nouvelle *Iskra* n'ont pas de chance ! Même quand ils formulent une thèse juste de la social-démocratie, ils ne savent pas l'appliquer correctement. Ils n'ont pas réfléchi à la façon dont les termes et les notions de la lutte parlementaire changent, se transforment en leurs contraires quand la révolution a commencé, en l'absence d'un parlement, alors qu'il y a la guerre civile, alors que se produisent des flambées insurrectionnelles. Ils n'ont pas vu que, dans les conditions envisagées, les amendements sont proposés au moyen de manifestations de rue, les interpellations sont faites par l'offensive de citoyens armés, l'opposition au gouvernement est réalisée par le renversement violent de ce dernier.

Comme ce héros bien connu de nos contes populaires qui répétait les bons conseils juste au moment où ils n'étaient pas de mise, nos admirateurs de Martynov répètent les leçons du parlementarisme du temps de paix juste au moment où eux-mêmes sont obligés de constater que les hostilités ont éclaté. Rien de plus singulier que cette manière de formuler, avec un air important, le mot d'ordre d'« extrême opposition » dans une résolution qui commence par traiter de la « victoire décisive de la révolution » et de l'« insurrection populaire » ! Mais réfléchissez donc, messieurs : que signifie former l'« extrême opposition » en période d'insurrection ? Est-ce dénoncer le gouvernement ou le renverser ? Est-ce voter contre le gouvernement ou défaire ses troupes au cours d'une bataille rangée ? Est-ce refuser des crédits au gouvernement ou s'emparer révolutionnairement du Trésor pour le faire servir aux besoins de l'insurrection, pour armer les ouvriers et les paysans, pour convoquer l'Assemblée constituante ? Ne commencez-vous pas à comprendre, messieurs, que l'idée d'« extrême opposition » n'exprime que des actions négatives : dénoncer, voter contre, refuser ? Et pourquoi cela ? Parce que cette notion ne se rapporte qu'à la lutte parlementaire, et cela à une époque où personne ne s'assigne pour but immédiat de la lutte une « victoire décisive ». Ne commencez-vous pas à comprendre que sous ce rapport tout change de façon radicale à partir du moment où le peuple politiquement opprimé prend résolument l'offensive, sur toute la ligne, dans une lutte acharnée pour la victoire ?

Les ouvriers nous demandent : faut-il se mettre énergiquement à cette œuvre urgente qu'est l'insurrection ? Comment faire pour que l'insurrection commencée soit victorieuse ? Comment mettre la victoire à profit ? Quel programme pourra-t-on et devra-t-on appliquer alors ? Approfondissant le marxisme, les gens de la nouvelle *Iskra* répondent : demeurer le parti d'extrême opposition révolutionnaire... Eh bien, n'avions-nous pas raison de traiter ces paladins de virtuoses du philistinisme ?

10. LES «COMMUNES RÉVOLUTIONNAIRES» ET LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE

La conférence des néo-iskristes ne s'est pas maintenue sur les positions de l'anarchisme auxquelles était arrivée la nouvelle *Iskra* (rien que « par en bas » et non « par en bas et par en haut »). L'absurdité qu'il y avait à admettre l'insurrection sans en admettre la victoire, sans admettre la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire, crevait par trop les yeux. Aussi la résolution de la conférence a-t-elle introduit des réserves et des restrictions dans la solution du problème offerte par Martynov et Martov. Examinons ces réserves exposées dans la partie suivante de la résolution.

« Il est évident que cette tactique (« demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire ») n'exclut pas du tout l'opportunité d'une prise partielle, épisodique du pouvoir et de la formation de communes révolutionnaires dans telle ou telle ville, dans telle ou telle région, à seule fin de contribuer à l'extension de l'insurrection et à la désorganisation du gouvernement. »

S'il en est ainsi, l'action par en bas n'est plus la seule admise en principe, et l'on admet aussi l'action par en haut. S'il en est ainsi, la thèse exposée par L. Martov dans l'article que l'on sait (*Iskra* n° 93) s'effondre et la tactique du journal *Vpériod* — non seulement « par en bas », mais aussi « par en haut » — est reconnue correcte.

Ensuite, la prise du pouvoir (même partielle, épisodique, etc.) suppose évidemment que la social-démocratie et le prolétariat ne sont pas les seuls à agir. Car le prolétariat n'est pas le seul à être intéressé et à participer activement à la révolution démocratique. Car l'insurrection est « populaire », comme il est dit au début de la résolution que nous examinons, et des « groupes non prolétariens » (ainsi s'exprime la résolution des « conférents » sur l'insurrection) — c'est-à-dire la bourgeoisie — y participent aussi. Ainsi donc, le principe qui dit que toute participation des socialistes au gouvernement révolutionnaire provisoire, de concert avec la petite bourgeoisie, constituait une trahison envers la classe ouvrière, est *jeté par-dessus bord par la conférence*, ce que souhaitait *Vpériod*. Une « trahison » ne cesse pas d'être une trahison parce qu'elle est partielle, épisodique, régionale, etc. Ainsi donc l'identification de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire avec le jaressisme vulgaire est *jetée par-dessus bord* par la conférence, ce que souhaitait *Vpériod*. Un gouvernement ne cesse pas d'être un gouvernement du fait que son pouvoir, au lieu de s'étendre à de nombreuses villes, ne s'étend qu'à une seule, au lieu de s'étendre à de nombreuses régions, ne s'étend qu'à une seule région, ou parce que ce gouvernement porte tel ou tel nom. Ainsi donc la façon de *poser la question de principe*, préconisée par la nouvelle « *Iskra* », a été abandonnée par la conférence.

Voyons si les restrictions apportées par la conférence à la formation - formation admise en principe aujourd'hui - des gouvernements révolutionnaires et à la participation à ces gouvernements, sont rationnelles. En quoi la notion d'« épisodique » diffère-t-elle de la notion de « provisoire », nous l'ignorons. Nous craignons qu'un mot étranger et « nouveau » ne serve ici qu'à masquer le manque de clarté dans les idées. Cela paraît « plus profond », mais ce n'est en réalité que plus obscur et plus confus. En quoi l'« opportunité » de la « prise du pouvoir » partielle dans une ville ou dans une région diffère-t-elle de la participation au gouvernement révolutionnaire provisoire de l'Etat tout entier ? N'y a-t-il pas parmi les « villes » une ville comme Pétersbourg, théâtre des événements du 9 janvier ? N'y a-t-il pas parmi les régions une région comme le Caucase, plus grand que bien des Etats ? Les tâches qui troublaient autrefois la nouvelle *Iskra* — comment régler la question des prisons, de la police, du Trésor, etc., etc. — ne s'imposent-elles pas à nous avec la « prise du pouvoir » même dans une seule ville, à plus forte raison dans une région ? Personne ne niera, évidemment, que si nos forces ne sont pas suffisantes, si le succès de l'insurrection est incomplet, si sa victoire n'est pas décisive, la formation de gouvernements révolutionnaires provisoires partiels, dans certaines villes, etc., est possible. Mais s'agit-il de cela, messieurs ? Ne parlez-vous pas vous-mêmes, au début de votre résolution, de « victoire décisive de la révolution » et d'« insurrection populaire victorieuse » ?? Depuis quand les social-démocrates assument-ils le rôle des anarchistes : disperser l'attention et les buts du prolétariat ? Le diriger vers des objectifs « partiels » et non vers un objectif général, unique et complet ? Supposant la « prise du pouvoir » dans une ville, vous parlez vous-mêmes de l'« extension de l'insurrection », à une autre ville, osons-nous croire ? à toutes les villes, il est permis de l'espérer ? Vos déductions, messieurs, sont aussi précaires et fortuites, contradictoires et confuses que vos postulats. Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. a donné une réponse complète et précise à la question du gouvernement révolutionnaire provisoire en général. Cette réponse vaut également pour tous les gouvernements provisoires partiels. Par contre, la solution de la conférence met artificiellement et arbitrairement l'accent sur *une partie* de la question, et veut *se dérober* (sans y réussir) à l'ensemble du problème, semant ainsi la confusion.

Qu'est-ce que les « communes révolutionnaires » ? Cette idée diffère-t-elle de celle du « gouvernement révolutionnaire provisoire » et si oui, en quoi ? Messieurs les conférents eux-mêmes l'ignorent. Leur conception révolutionnaire confuse les amène, comme il arrive souvent, à la *phraséologie révolutionnaire*. Oui, l'emploi du terme « commune révolutionnaire » dans une résolution de représentants de la social-démocratie n'est que de la phraséologie révolutionnaire, et rien de plus. Marx a maintes fois condamné ces sortes de phrases dans lesquelles des termes « séduisants » appartenant à un *passé révolu*, masquent les objectifs de l'avenir. Tout séduisant qu'il soit, un terme qui a joué son rôle dans l'histoire devient en pareil cas du clinquant inutile et nuisible, un hochet. Nous devons faire comprendre d'une façon claire et sans équivoque aux ouvriers et au peuple tout entier *pourquoi* nous voulons instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire, *quelles sont précisément les transformations* que nous réaliserons dès demain, en cas d'issue victorieuse de l'insurrection populaire qui a déjà commencé, si nous exerçons sur le pouvoir une influence décisive. Telles sont les questions qui doivent préoccuper les dirigeants politiques.

Le III^e Congrès du P.O.S.D.R. répond en toute clarté à ces questions ; il donne le programme complet de ces transformations : le programme minimum de notre Parti. Tandis que le mot « commune » ne donne aucune réponse et ne fait que rebattre les oreilles d'un son lointain... ou d'un son creux. Plus la Commune de Paris de 1871 nous est chère, moins il nous est permis d'y faire référence en nous dispensant d'examiner ses fautes et les conditions particulières dans lesquelles elle se trouva placée. Agir de la sorte serait suivre l'exemple absurde des blanquistes, raillés par Engels, et qui canonisaient (dans leur « manifeste » de 1874) la moindre action de la *Commune*. Que dira le confèrent à l'ouvrier qui l'interrogera sur cette « commune révolutionnaire » mentionnée dans la résolution ? Il ne pourra lui dire qu'une chose : c'est que l'histoire connaît sous ce nom un gouvernement ouvrier qui, à l'époque, ne savait ni ne pouvait distinguer entre les éléments des révolutions démocratique et socialiste, qui confondait les tâches de la lutte pour la république avec les tâches de la lutte pour le socialisme, qui ne parvint pas à mettre sur pied une offensive militaire énergique contre Versailles, qui commit la faute de ne pas s'emparer de la Banque de France, etc. En un mot, que vous invoquiez dans votre réponse la Commune de Paris ou toute autre commune, vous devrez répondre : ce fut un gouvernement *comme ne doit pas être le nôtre*. Belle réponse, en vérité ! Passer sous silence le programme pratique du Parti, donner hors de propos des leçons d'histoire dans une résolution, tout cela n'atteste-t-il pas la casuistique d'un exégète et l'impuissance du révolutionnaire ? Tout cela ne révèle-t-il pas précisément la faute que l'on a cherché en vain à nous imputer et qui consiste à confondre les révolutions démocratique et socialiste, entre lesquelles aucune « commune » n'a jamais su distinguer ?

L'élargissement de l'insurrection et la désorganisation du pouvoir sont présentés comme les fins « exclusives » du gouvernement provisoire (si fâcheusement appelé ici commune). Ce terme d'« exclusives » élimine, par définition, toutes les autres tâches : il est un relent de la théorie absurde du « seulement par en bas ». Ecarter de la sorte les autres tâches, c'est encore une fois faire preuve de myopie et d'irréflexion. La « commune révolutionnaire », c'est-à-dire le pouvoir révolutionnaire, fût-il installé dans une seule ville, devra nécessairement s'acquitter (ne serait-ce que provisoirement, « partiellement, épisodiquement ») de *toutes* les tâches de l'État, et se cacher la tête sous l'aile, ici, serait le comble de la déraison. Ce pouvoir devra légaliser la journée de huit heures, instituer l'inspection ouvrière dans les fabriques, établir l'enseignement obligatoire et gratuit, introduire l'élection des magistrats, créer des comités paysans, etc. ; en un mot, il y a une série de réformes qu'il devra absolument réaliser. Assimiler ces réformes à l'idée de « contribution à l'élargissement de l'insurrection » serait jouer sur les mots et augmenter sciemment la confusion, là où il faut une pleine clarté.

La partie finale de la résolution néo-iskriste, si elle ne nous offre pas de nouvelles occasions de critiquer les principes de l'« économisme » ressuscité dans notre Parti, illustre, sous un aspect un peu différent, ce qui a été dit plus haut.

Voici cette partie :

« Dans un cas seulement la social-démocratie devrait, de sa propre initiative, consacrer ses efforts à s'emparer du pouvoir et à le conserver le plus longtemps possible : ce serait au cas où la révolution aurait gagné les pays avancés de l'Europe occidentale, pays où les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme sont arrivées à une certaine (?) maturité. Dans ce cas, le cadre historique limité de la révolution russe pourrait se trouver considérablement élargi, et il deviendrait possible d'entrer dans la voie des transformations socialistes.

C'est en fondant sa tactique sur le maintien de la social-démocratie, durant toute la période révolutionnaire, dans la situation d'un parti d'extrême opposition révolutionnaire vis-à-vis de tous les gouvernements appelés à se succéder au cours de la révolution, que la social-démocratie peut se préparer le mieux également à utiliser le pouvoir gouvernemental, si ce dernier tombe (??) entre ses mains. »

L'idée maîtresse ici, c'est celle que *Vpériod* formula maintes fois en disant que nous ne devons pas craindre (comme le fait Martynov) la victoire complète de la social-démocratie dans la révolution démocratique, c'est-à-dire la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, car cette victoire nous permettra de soulever l'Europe ; et le prolétariat socialiste européen, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste. Mais voyez combien cette idée est appauvrie dans le texte des néo-iskristes. Ne nous arrêtons pas aux détails, à cette idée absurde d'un pouvoir « tombant » entre les mains d'un parti conscient qui considère la prise du pouvoir comme une tactique nuisible ; au fait qu'en Europe les conditions nécessaires au socialisme sont arrivées non pas à une certaine maturité, mais tout simplement à maturité ; au fait que le programme de notre Parti ne connaît pas de transformations socialistes, mais uniquement la révolution socialiste. Occupons-nous de la différence essentielle, fondamentale, entre la pensée de *Vpériod* et celle de la résolution. *Vpériod* assignait au prolétariat révolutionnaire de Russie une tâche active : vaincre dans la lutte pour la démocratie et tirer parti de cette victoire pour porter la révolution en Europe. La résolution ne

comprend pas ce rapport qui existe entre notre « victoire décisive » (pas au sens de la nouvelle *Iskra*) et la révolution en Europe. Aussi ne parle-t-elle ni des tâches du prolétariat ni des perspectives de sa victoire, mais d'une possibilité, en général : « Au cas où la révolution aurait gagné... » *Vpériod* indiquait en termes clairs et précis — et ces indications sont entrées dans la résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R. — de quelle façon l'on peut et l'on doit justement « utiliser le pouvoir gouvernemental » dans l'intérêt du prolétariat, en tenant compte de ce qui est immédiatement réalisable dans la phase actuelle du développement social, et de ce qu'il faut réaliser d'abord en qualité de préalable démocratique à la lutte pour le socialisme. Là encore, la résolution de la conférence se traîne lamentablement à la remorque, disant que l'on « peut se préparer à utiliser » le pouvoir, mais est incapable de dire *comment* on le « peut », *comment* « se préparer » et *comment* « utiliser ». Nous sommes sûrs, par exemple, que les néo-iskristes « peuvent se préparer à utiliser » le rôle dirigeant à l'intérieur du Parti ; mais la vérité est que, jusqu'à présent, leur expérience de cette utilisation, leur préparation ne promettent pas grand-chose en fait de transformation de cette possibilité en réalité.

Vpériod a dit en termes précis en quoi réside exactement la réelle « possibilité de conserver le pouvoir » : dans la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, dans la force de leurs masses conjuguées, capable de l'emporter sur toutes les forces de la contre-révolution, dans l'inévitable coïncidence de leurs intérêts quand il s'agit de transformations *démocratiques*. Sur ce point encore la résolution de la conférence ne donne rien de positif et ne fait qu'escamoter la question. La possibilité de garder le pouvoir en Russie ne doit-elle pas être conditionnée par la composition des forces sociales dans le pays même et par les facteurs de la révolution démocratique qui est en cours chez nous ? La victoire du prolétariat en Europe (de l'extension de la révolution en Europe à la victoire du prolétariat il y a encore une certaine distance) ne provoquera-t-elle pas une lutte contre-révolutionnaire acharnée de la bourgeoisie russe ? La résolution des néo-iskristes ne souffle mot de cette force contre-révolutionnaire, dont l'importance a été marquée dans la résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R. Si nous ne pouvions nous appuyer sur la paysannerie en même temps que sur le prolétariat dans la lutte pour la République et la démocratie, la « conservation du pouvoir » serait une entreprise désespérée. Mais si elle ne l'est pas, si la « victoire décisive de la révolution sur le tsarisme » nous ouvre cette possibilité, nous devons la signaler ; nous devons engager activement à en faire une réalité ; nous devons donner des mots d'ordre pratiques non seulement *pour le cas* où la révolution s'étendrait à l'Europe, mais aussi *pour* étendre la révolution à l'Europe. L'argument du « cadre historique limité de la révolution russe » ne fait que dissimuler chez les suivistes de la social-démocratie une conception limitée de tâches de cette révolution démocratique et du rôle d'avant-garde du prolétariat dans cette révolution !

Une des objections au mot d'ordre de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » est que la dictature suppose l'« unité de volonté » (*Iskra* n° 95), alors qu'il ne saurait y avoir unité de volonté entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Cette objection est sans valeur, car elle repose sur une conception abstraite, « métaphysique », de l'« unité de volonté ». La volonté peut être une sous tel rapport et ne pas l'être sous tel autre. Le défaut d'unité dans les questions du socialisme et dans la lutte pour le socialisme n'exclut pas l'unité de volonté dans les problèmes de la démocratie et dans la lutte pour la République. L'oublier serait oublier la différence logique et historique entre la révolution démocratique et la révolution socialiste. L'oublier serait oublier le caractère *populaire* de la révolution démocratique : caractère « populaire » *sous-entend* « unité de volonté » dans la mesure justement où la révolution démocratique satisfait aux besoins et aux exigences du peuple entier. Au-delà des limites de la démocratie, il ne saurait plus être question d'unité de volonté entre le prolétariat et la bourgeoisie paysanne. La lutte de classes est inévitable entre eux, mais sur le terrain de la République démocratique, ce sera la lutte populaire la plus vaste et la plus profonde *pour le socialisme*. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, comme tout ce qui existe au monde, a un passé et un avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges. Dans la lutte contre ce passé, dans la guerre à la contre-révolution, l'« unité de volonté » du prolétariat et de la paysannerie est possible, parce qu'il y a unité d'intérêts.

Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, c'est la lutte du salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme. Ici l'unité de volonté est impossible. [*Le développement du capitalisme, amplifié et accéléré par la liberté, ne manquera pas de mettre vite un terme à cette unité de volonté, d'autant plus promptement que la contre-révolution et la réaction seront plus promptement écrasées.*] Nous ne sommes plus ici sur le chemin qui va de l'autocratie à la République, mais sur celui qui mène de la République démocratique petite-bourgeoise au socialisme.

Il est certain que dans toute situation historique concrète s'entrecroisent les éléments appartenant au passé et à l'avenir ; les deux chemins se confondent. Le travail salarié, avec sa lutte contre la propriété privée, existe également sous l'autocratie ; il prend même naissance sous le servage. Mais cela ne nous empêche nullement de distinguer, au point de vue logique et historique, des grandes phases de développement. N'opposons-nous pas

tous la révolution bourgeoise à la révolution socialiste ? N'insistons-nous pas tous, sans réserve, sur la nécessité de distinguer rigoureusement entre elles ? Or, peut-on nier que des éléments partiels de l'une et de l'autre révolution s'entrecroisent dans l'histoire ? L'Europe n'a-t-elle pas connu, à l'époque des révolutions démocratiques, divers mouvements et tentatives socialistes ? Et la future révolution socialiste de l'Europe n'aura-t-elle pas encore beaucoup, beaucoup à faire dans le sens de la démocratie ?

Jamais, à aucun moment, le social-démocrate ne doit oublier l'inévitable lutte de classe du prolétariat pour le socialisme contre la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, si démocratiques, si républicaines qu'elles puissent être. Cela est incontestable. De là, la nécessité absolue d'un parti social-démocrate distinct et indépendant, rigoureusement imprégné d'esprit de classe. De là, le caractère provisoire de notre thèse « frapper ensemble » avec la bourgeoisie, l'obligation de surveiller de près « l'allié comme un ennemi », etc. Tout cela non plus ne saurait susciter le moindre doute. Mais il serait ridicule et réactionnaire d'en conclure que nous devons oublier, méconnaître volontairement ou dédaigner des tâches urgentes de l'époque présente, fussent-elles passagères et momentanées. La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche momentanée et passagère, mais vouloir la méconnaître ou la dédaigner reviendrait à trahir le socialisme et à servir la réaction. La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est incontestablement pour les socialistes qu'une tâche passagère et momentanée, mais il serait simplement réactionnaire de vouloir méconnaître cette tâche à l'époque de la révolution démocratique.

Les tâches politiques concrètes doivent être situées dans un milieu concret. Tout est relatif, tout passe, tout change. La social-démocratie allemande n'inscrit pas la République à son programme. La situation y est telle qu'on ne saurait guère séparer pratiquement cette question de celle du socialisme (bien qu'Engels, en 1891, dans ses remarques sur le projet du programme d'Erfurt, ait mis en garde — pour l'Allemagne également — contre le danger de sous-estimer le rôle de la République et de la lutte pour la République !). Pour la social-démocratie russe, il n'y a pas été même question d'éliminer du programme et de la propagande la revendication de la République, car il ne saurait être question chez nous d'une liaison indissoluble entre le problème de la République et celui du socialisme. Le social-démocrate allemand de 1898 qui ne met pas au premier plan la question spéciale de la République est un phénomène naturel, qui ne provoque ni étonnement ni blâme. Le social-démocrate allemand qui, en 1848, eût laissé dans l'ombre la question de la République, eût été tout bonnement traître à la révolution. Il n'y a pas de vérité abstraite. La vérité est toujours concrète.

Un jour viendra où la lutte contre l'autocratie russe sera terminée et l'époque de la révolution démocratique résolue pour la Russie ; dès lors il sera même ridicule de parler d'« unité de volonté » entre le prolétariat et la paysannerie, de dictature démocratique, etc. Nous envisagerons alors directement la dictature socialiste du prolétariat, et nous en parlerons en détail. Mais aujourd'hui le parti de la classe d'avant-garde ne peut que tendre avec la plus grande énergie à la victoire décisive de la révolution démocratique sur le tsarisme. Et cette victoire décisive n'est autre chose que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Note

1° Rappelons au lecteur que dans sa polémique avec *Vpériod*, *l'Iskra* s'est référée entre autres à une lettre qu'Engels écrivit à Turati et dans laquelle il mettait en garde le (futur) chef des réformistes italiens de ne pas confondre la révolution démocratique et la révolution socialiste. La prochaine révolution en Italie, écrivait Engels à propos de la situation politique de ce pays en 1894, sera petite-bourgeoise, démocratique, et non socialiste. *L'Iskra* reprochait à *Vpériod* de s'écarter du principe établi par Engels. Ce reproche n'était pas fondé, puisque *Vpériod* (n° 14) [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 8, pp. 275-294. (N.R.)] avait reconnu, dans son entier, la justesse de la théorie de Marx sur la différence qui existe entre les trois principales forces des révolutions au XIX^e siècle. Selon cette théorie, contre l'ancien régime, contre l'autocratie, le féodalisme, le servage, se dressent 1) la grosse bourgeoisie libérale ; 2) la petite bourgeoisie radicale ; 3) le prolétariat. La première mène uniquement la lutte pour une monarchie constitutionnelle ; la seconde, pour la république démocratique, - le dernier, pour la révolution socialiste. La faillite politique guette le socialiste qui confondrait la lutte petite-bourgeoise pour une révolution démocratique complète avec la lutte prolétarienne pour une révolution socialiste. Cette mise en garde de Marx est absolument juste. Mais c'est précisément pour cette raison que le mot d'ordre de « communes révolutionnaires » est erroné, car les communes dont l'histoire fait mention ont justement confondu révolution démocratique et révolution socialiste. Par contre, notre mot d'ordre : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie nous prémunit entièrement contre cette faute. Reconnaisant comme certain le caractère bourgeois d'une révolution incapable de dépasser *directement* le cadre d'une révolution simplement démocratique, notre mot d'ordre *pousse en avant* cette révolution ; il s'attache à lui

conférer les formes les plus avantageuses au prolétariat ; il s'attache, par conséquent, à utiliser au maximum la révolution démocratique en vue de mieux assurer le succès de la lutte ultérieure du prolétariat pour le socialisme.

11. COMPARAISON RAPIDE ENTRE CERTAINES RÉOLUTIONS DU III^e CONGRÈS DU P.O.S.D.R. ET DE LA « CONFÉRENCE »

La question du gouvernement révolutionnaire provisoire se trouve à l'heure actuelle au centre des préoccupations tactiques de la social-démocratie. Il n'est ni possible ni indispensable de s'arrêter aussi longuement sur les autres résolutions de la conférence. Nous nous bornerons à indiquer brièvement quelques points confirmant la divergence de principe examiné plus haut quant à l'orientation tactique des résolutions du III^e Congrès du P.O.S.D.R. et de celles de la conférence.

Considérons l'attitude envers la tactique du gouvernement à la veille de la révolution. Vous trouverez une fois de plus une ample réponse dans la résolution du III^e Congrès. Cette résolution tient compte de toute la diversité des conditions et des problèmes de ce moment particulier : dénonciation de l'hypocrisie des concessions gouvernementales, utilisation des « formes caricaturales de représentation populaire », application révolutionnaire des revendications impérieuses de la classe ouvrière (la journée de huit heures en premier lieu) et enfin riposte aux Cent-Noirs. Dans les résolutions de la conférence, la question se trouve dispersée dans plusieurs chapitres : la « riposte aux forces ténébreuses de la réaction » n'est mentionnée que dans l'exposé des motifs de la résolution sur l'attitude envers les autres partis. La participation aux élections des institutions représentatives est considérée séparément des « compromis » du tsarisme avec la bourgeoisie. Au lieu d'engager à introduire la journée de huit heures par la voie révolutionnaire, une résolution spéciale, au titre retentissant de « Sur la lutte économique », ne fait que répéter (après des mots ronflants et creux sur la « place centrale que tient la question ouvrière dans la vie sociale russe ») le vieux mot d'ordre d'agitation pour l'« introduction de la journée de huit heures par la voie législative ». L'insuffisance de ce mot d'ordre actuellement dépassé est trop évidente pour que nous ayons à la démontrer.

En ce qui concerne l'action politique au grand jour, le III^e Congrès tient compte de la prochaine modification *radicale* de notre activité. On ne peut en aucune façon négliger l'activité clandestine et le développement de l'appareil illégal du Parti : ce serait faire le jeu de la police et ce serait avantageux au possible pour le gouvernement. Mais on ne peut pas ne pas penser dès maintenant à une action au grand jour. Il faut *préparer* sans tarder les formes convenables de cette action et donc, à cet effet, un appareil particulier, moins clandestin. Il faut utiliser les associations légales et semi-légales pour en faire, dans la mesure du possible, les points d'appui du futur Parti ouvrier social-démocrate légal de Russie.

Là encore la conférence morcelle la question sans formuler aucun mot d'ordre complet. La palme revient au mandat ridicule donné à la Commission d'organisation de veiller à l'utilisation des littérateurs légaux. Une décision franchement inepte est celle qui tend à « soumettre à notre influence les journaux démocratiques se proposant de prêter concours au mouvement ouvrier ». C'est ce que se proposent tous nos journaux libéraux légaux, dont l'immense majorité appartient à la tendance de *l'Osvobodjénie*. Pourquoi la rédaction de *l'Iskra* ne commencerait-elle pas par suivre elle-même son propre conseil et ne nous montrerait-elle pas à titre d'exemple comment il faut soumettre *l'Osvobodjénie* à l'influence social-démocrate ? Au lieu du mot d'ordre : utiliser les associations légales pour en faire les points d'appui du Parti, on nous donne d'abord un conseil isolé, relatif aux organisations uniquement « professionnelles » (participation obligatoire des membres du Parti) et, en second lieu, le conseil de diriger les « organisations révolutionnaires des ouvriers », appelées aussi « organisations encore mal définies », appelées aussi « clubs ouvriers révolutionnaires ». Comment s'est-il fait que les « clubs » se trouvent classés parmi les organisations encore mal définies ? Quels sont d'ailleurs ces « clubs » ? Allah le sait. Au lieu de directives claires et précises émanant de l'organisme supérieur du Parti, on nous offre des ébauches d'idées et des brouillons de gens de plume. Nous n'avons aucun tableau d'ensemble montrant que le Parti commence à adopter une base absolument différente pour toute son activité.

La « question paysanne » est traitée d'une manière tout à fait différente par le congrès du Parti et par la conférence. Le congrès a élaboré une résolution sur l'« attitude envers le mouvement paysan », et la conférence, sur le « travail parmi les paysans ». Dans le premier cas, on met en avant le problème de la direction de tout ce vaste mouvement démocratique et révolutionnaire au mieux des intérêts de la lutte de toute la nation contre le tsarisme. Dans l'autre, il ne s'agit que de « travailler » au sein d'une couche déterminée de la population. Dans le premier cas, on formule le mot d'ordre pratique essentiel de l'agitation : organisation immédiate de comités paysans révolutionnaires pour l'application de toutes les transformations démocratiques. Dans l'autre, il s'agit d'« exiger » de l'Assemblée constituante la « formation de comités ». Pourquoi devons-nous absolument attendre

cette Assemblée constituante ? Sera-t-elle réellement constituante ? Sera-t-elle bien solide sans la formation préalable et simultanée de comités paysans révolutionnaires ? La conférence a omis d'envisager toutes ces questions. Toutes ses décisions portent, en effet, l'empreinte de cette idée que nous retrouvons partout dans ses travaux et selon laquelle nous ne devons faire dans la révolution bourgeoise que notre travail particulier, sans nous proposer de diriger l'ensemble du mouvement démocratique ni d'en assumer la direction de façon indépendante. De même que les économistes inclinaient toujours à réserver aux social-démocrates la lutte économique, aux libéraux la lutte politique, de même les néo-iskristes, dans tous leurs raisonnements, tendent à nous attribuer une place plutôt modeste à l'écart de la révolution bourgeoise, dont la réalisation active reviendrait à la bourgeoisie.

Enfin, on ne saurait passer sous silence les résolutions sur l'attitude à l'égard des autres partis. La résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R. affirme la nécessité de démasquer toute étroitesse et toute insuffisance du mouvement de libération bourgeois sans avoir la prétention naïve d'énumérer, d'un congrès à l'autre, toutes les manifestations possibles de cette étroitesse et d'établir une ligne de démarcation entre les bons et les mauvais bourgeois. La conférence, renouvelant la faute de Starover, s'obstine à chercher cette ligne de démarcation et développe la fameuse théorie du « papier de tournesol ». Starover partait d'une très bonne idée : poser à la bourgeoisie des conditions sévères. Il n'oubliait qu'une chose, c'est que toute tentative de séparer d'avance les démocrates bourgeois méritant l'approbation, l'entente, etc., de ceux qui ne les méritent pas, mène à une « formule » que les événements ne tardent pas à faire passer par-dessus bord, et qui porte le trouble dans la conscience de classe du prolétariat. Le centre de gravité passe de l'unité réelle dans la lutte aux déclarations, aux promesses, aux mots d'ordre. Starover estimait que le « suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret » était un de ces mots d'ordre essentiels. Moins de deux ans ont passé, et le « papier de tournesol » s'est révélé inopérant, les gens de l'*Osvobodjénié* ont repris à leur compte le mot d'ordre de suffrage universel sans pour cela se rapprocher le moins du monde de la social-démocratie. Au contraire, ce mot d'ordre leur sert à induire les ouvriers en erreur et à les détourner du socialisme.

Les néo-iskristes posent maintenant des « conditions » encore « plus sévères » ; ils « exigent » des ennemis du tsarisme le « soutien énergique et sans équivoque (!?) de toute action résolue du prolétariat organisé », etc., jusques et y compris la « participation active à l'auto-armement du peuple ». La ligne de démarcation a donc été sensiblement reculée ; et pourtant cette ligne *est de nouveau périmée* ; elle s'est d'emblée révélée inadéquate. Pourquoi, par exemple, le mot d'ordre de République fait-il défaut ? Comment expliquer que les social-démocrates « exigent » des démocrates bourgeois, dans l'intérêt d'une « guerre révolutionnaire implacable contre tous les fondements du régime de la monarchie et des castes », tout ce que l'on voudra sauf de lutter pour la république ?

L'« Union de Libération de Russie » (voir le n^o 4 du *Prolétari*) [Le n^o 4 du *Prolétari*, paru le 4 juin 1905, contenait un long article intitulé : « Une nouvelle union ouvrière révolutionnaire », (Voir V. Lénine, *Œuvres*, tome 8, pp. 505-517. N.R.) L'article résumait le contenu des appels lancés par la nouvelle organisation qui s'est donné le nom d'« Union de Libération de Russie » et se proposait, au moyen de l'insurrection armée, de convoquer l'Assemblée constituante. Puis, l'article définit l'attitude de la social-démocratie à l'égard de ces unions sans-parti. Nous ignorons complètement dans quelle mesure cette union était réelle et ce qui en advint pendant la révolution. (Note de Lénine à l'édition de 1907. N.R.)] est là pour attester que nous ne critiquons pas pour le plaisir, que l'erreur des néo-iskristes a une signification politique des plus vitales. Ces « ennemis du tsarisme » répondront à toutes les « exigences » posées par la nouvelle *Iskra*. Or, nous avons montré que l'esprit de l'*Osvobodjénié* imprègne le programme (ou plutôt l'absence de programme) de l'« Union de Libération de Russie » et que les gens de l'*Osvobodjénié* peuvent aisément la prendre à la remorque. La conférence déclare cependant à la fin de sa résolution que la « social-démocratie continuera à combattre, comme des *amis hypocrites du peuple*, tous les partis politiques qui, sous le drapeau du libéralisme et de la démocratie, se refusent à soutenir effectivement la lutte révolutionnaire du prolétariat ». Loin de s'y refuser, l'« Union de Libération de Russie » propose énergiquement ce soutien. Est-ce une garantie que ses chefs, bien qu'appartenant à l'*Osvobodjénié*, ne sont pas des « amis hypocrites du peuple » ?

Vous voyez qu'en rédigeant d'avance des « conditions » et en présentant des « exigences » comiques par leur impuissance qui veut paraître redoutable, les néo-iskristes se mettent d'emblée dans une posture ridicule. Leurs conditions et leurs exigences apparaissent insuffisantes dès qu'il s'agit d'embrasser la réalité vivante. Leur course aux formules est sans espoir, car il n'est point de formule qui puisse saisir toutes les manifestations de l'hypocrisie, de l'inconséquence et de l'étroitesse de la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit ni de « papier de tournesol », ni de formes, ni de revendications écrites et imprimées, ni de délimitation établie d'avance au sein des « amis du peuple » entre hypocrites et sincères ; il s'agit de l'unité réelle de la lutte, de la critique incessante à laquelle les social-démocrates doivent soumettre chaque pas « hésitant » accompli par la démocratie bourgeoise.

Ce qu'il faut pour « grouper réellement toutes les forces sociales intéressées à la transformation démocratique », ce n'est pas rédiger des « points » comme ceux auxquels la conférence a travaillé avec tant de zèle et en vain, c'est savoir formuler des mots d'ordre vraiment révolutionnaires. Pour cela il faut des mots d'ordre qui élèvent au niveau du prolétariat la bourgeoisie révolutionnaire et républicaine, au lieu d'abaisser les tâches du prolétariat au niveau de la bourgeoisie monarchiste. Il faut pour cela la participation la plus énergique à l'insurrection, et non des subterfuges de casuistes qui se déroberont à la tâche pressante de l'insurrection armée.

12. LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE PERDRA-T-ELLE DE SON ENVERGURE SI LA BOURGEOISIE S'EN DÉTOURNE ?

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites quand nous avons reçu les résolutions de la conférence des néo-iskristes du Caucase, publiées par *l'Iskra*. Pour la bonne bouche [En français dans le texte. (N.R.)] nous n'aurions pu imaginer une meilleure documentation.

La rédaction de *l'Iskra* fait remarquer judicieusement : « Sur la question fondamentale de tactique, la conférence du Caucase a pris une décision *analogue* (en effet !) à celle de la conférence de Russie » (c'est-à-dire néo-iskriste). « La question concernant l'attitude de la social-démocratie envers le gouvernement révolutionnaire provisoire a été résolue par les camarades du Caucase dans le sens d'un désaveu complet de la nouvelle méthode prônée par le groupe *Vpériod* et par les délégués du soi-disant congrès qui y ont adhéré. » « Il faut reconnaître comme *très heureuse* la formule que la conférence a donnée de la tactique du parti prolétarien dans la révolution bourgeoise. »

Ce qui est vrai est vrai. Nul n'aurait pu formuler de façon plus « heureuse » l'erreur capitale des néo-iskristes. Nous reproduisons cette formule en entier, en relevant entre parenthèses d'abord les fleurs, puis les fruits présentés à la fin.

Résolution de la conférence des néo-iskristes du Caucase sur le gouvernement provisoire :

« Estimant que notre tâche est d'utiliser la période révolutionnaire pour approfondir (évidemment ! on ferait bien d'ajouter : approfondir à la manière de Martynov !) la conscience social-démocrate du prolétariat (seulement pour approfondir la conscience, et non pour conquérir la République ? Quelle compréhension « profonde » de la révolution !), la conférence, désireuse de garantir au Parti toute liberté de critiquer le régime étatico-bourgeois en voie de formation (il ne nous appartient pas de garantir la République ! Il nous appartient seulement de garantir la liberté de critique. Les idées anarchistes entraînent un langage anarchiste : le régime « étatico-bourgeois » !), se prononce contre la formation d'un gouvernement provisoire social-démocrate et contre la participation à ce gouvernement {rappelez-vous la résolution bakouniniste¹¹⁰ que cite Engels, adoptée dix mois avant la révolution espagnole : voir n° 3 du *Prolétari*}; elle estime que le plus rationnel est d'exercer une pression du dehors (par en bas, et non par en haut) sur le gouvernement provisoire bourgeois, afin de démocratiser autant que possible (!) le régime d'Etat. La conférence estime que la formation par les social-démocrates d'un gouvernement provisoire ou leur entrée dans ce gouvernement conduirait, d'une part, à détacher du Parti social-démocrate les grandes masses prolétariennes qu'il aurait déçues, car la social-démocratie, malgré la prise du pouvoir, ne serait pas en mesure de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière aussi longtemps que le socialisme ne serait pas institué (la République n'est pas un besoin vital ! Dans leur candeur, les auteurs ne remarquent pas qu'ils emploient un langage purement anarchiste comme s'ils n'iaient la nécessité de prendre part aux révolutions bourgeoises !); d'autre part, *elle obligerait les classes bourgeoises à se détourner de la révolution, dont elle amoindrirait ainsi l'envergure.* »

C'est là que gît le lièvre. C'est là que les idées anarchistes se mêlent (comme c'est aussi toujours le cas chez les bernsteiniens d'Occident) au plus pur opportunisme. Pensez donc : ne pas entrer au gouvernement provisoire parce que cela obligerait la bourgeoisie à se détourner de la révolution dont l'envergure serait ainsi amoindrie ! Mais ne sommes-nous pas en présence, ici, de toute la philosophie néo-iskriste, sous un aspect pur et logique : la révolution étant bourgeoise, nous devons nous incliner devant la platitude bourgeoise et lui céder le pas. Si nous nous laissons guider, ne serait-ce que partiellement, ne serait-ce qu'une minute, par cette idée que notre participation peut amener la bourgeoisie à se détourner de la révolution, ne cédon-nous pas entièrement la primauté dans la révolution aux classes bourgeoises ? Nous livrons complètement par là le prolétariat à la tutelle de la bourgeoisie (tout en conservant notre entière « liberté de critique » !), l'obligeant à la douceur et à la modération, afin que la bourgeoisie ne se détourne pas. Nous castrons les besoins les plus vitaux du prolétariat, précisément ses besoins politiques, que n'ont jamais bien compris les économistes et leurs épigones ; nous les castrons pour que la bourgeoisie ne se détourne pas. Nous passons entièrement du terrain de la lutte révolutionnaire pour l'application de la démocratie dans les limites nécessaires au prolétariat, sur le terrain des

marchandages avec la bourgeoisie ; nous trahissons nos principes, nous trahissons la révolution pour acheter à la bourgeoisie son libre consentement (« afin qu'elle ne se détourne pas »).

En deux petites lignes, les néo-iskristes du Caucase ont su exprimer toute l'essence de la tactique de trahison de la révolution, de transformation du prolétariat en un misérable appendice des classes bourgeoises. La tendance que nous avons dégagée plus haut des erreurs de la nouvelle *Iskra* s'érige maintenant devant nous en un principe clair et déterminé : à la remorque de la bourgeoisie monarchiste. La proclamation de la République devant amener (et amenant déjà, exemple : M. Strouvé) la bourgeoisie à se détourner, donc à bas la lutte pour la République. Toute revendication démocratique présentée par le prolétariat énergiquement et dans toute son ampleur devant toujours et partout dans le monde amener la bourgeoisie à se détourner, donc cachez-vous dans vos trous, camarades ouvriers, n'agissez que du dehors, ne songez pas à utiliser pour la révolution les instruments et les moyens du régime « étatico-bourgeois », et conservez votre « liberté de critique ».

L'erreur fondamentale dans la façon même de comprendre le terme de « révolution bourgeoise » s'est fait jour ici. La « façon » dont il est compris par Martynov et la nouvelle *Iskra* aboutit tout droit à livrer la cause du prolétariat entre les mains de la bourgeoisie.

Quiconque a oublié l'ancien économisme, quiconque ne l'étudie pas ou ne s'en souvient pas, a de la peine à sentir ce relent qui revient aujourd'hui. Rappelez-vous le *Credo*¹¹¹ à la Bernstein. Des vues et des programmes « purement prolétariens » les gens déduisaient ceci : A nous, social-démocrates, l'économique, la véritable action ouvrière, la liberté de critiquer toute politiciannerie, le véritable approfondissement du travail social-démocrate. Aux libéraux, la politique. Dieu nous garde de tomber dans le « révolutionnisme » : cela obligerait la bourgeoisie à se détourner. Quiconque relira en entier le *Credo* ou le Supplément au n° 9 de la *Rabotchaïa Mysl* (septembre 1899) pourra suivre tout le cours de ce raisonnement.

Aujourd'hui, même raisonnement, mais sur une plus large échelle, et appliqué cette fois à l'appréciation de toute la « grande » révolution russe, hélas ! avilie et réduite par avance à l'état de caricature par les théoriciens du philistinisme orthodoxe ! A nous, social-démocrates, la liberté de critiquer, l'approfondissement de la conscience, l'action du dehors. A elles, aux classes bourgeoises, la liberté d'agir, le champ libre pour la direction révolutionnaire (lisez : libérale), la liberté d'appliquer des « réformes » par en haut.

Ces vulgarisateurs du marxisme n'ont jamais médité les paroles de Marx sur la nécessité de remplacer l'arme de la critique par la critique des armes. Invoquant en vain le nom de Marx ils rédigent en fait des résolutions tactiques absolument dans l'esprit des bavards bourgeois de Francfort, qui critiquaient librement l'absolutisme, approfondissaient la conscience démocratique et ne comprenaient pas que le temps de la révolution est celui de l'action, de l'action à la fois par en haut et par en bas. Réduisant le marxisme à une casuistique, ils ont fait de l'idéologie de la classe révolutionnaire d'avant-garde, la plus décidée et la plus énergique, l'idéologie de ses éléments les moins évolués, qui esquivent les tâches démocratiques révolutionnaires difficiles et les réservent à messieurs les Strouvé.

Si, par suite de l'entrée de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire, les classes bourgeoises se détournent de la révolution, elles en « amoindriront l'envergure ».

Vous entendez, ouvriers russes : l'envergure de la révolution sera plus grande si elle est faite — à moins que les social-démocrates ne les effraient — par messieurs les Strouvé qui veulent transiger avec le tsarisme, et non le vaincre. L'envergure de la révolution sera plus grande si, des deux dénouements possibles de cette révolution, esquissés plus haut, c'est le premier qui se réalise, c'est-à-dire si la bourgeoisie monarchiste arrive à s'entendre avec l'autocratie sur une « constitution » à la Chipov !

Les social-démocrates qui écrivent des choses aussi déshonorantes dans des résolutions destinées à diriger l'ensemble du Parti ou qui approuvent ces « heureuses » résolutions, sont aveuglés par une casuistique qui a vidé le marxisme de tout ce qu'il a de vivant, au point qu'ils ne remarquent pas comment ces résolutions transforment en phraséologie tout ce qu'ils disent de juste par ailleurs. Prenez n'importe quel article de *l'Iskra*, prenez même la fameuse brochure de notre célèbre Martynov, vous entendrez parler de l'insurrection *populaire*, de la nécessité de mener la révolution *jusqu'au bout*, de la volonté de s'appuyer sur les *couches profondes du peuple* dans la lutte contre la bourgeoisie inconséquente. Mais toutes ces bonnes choses se changent en une pitoyable phraséologie dès l'instant où vous acceptez ou approuvez l'idée d'un « amoindrissement de l'envergure de la révolution » si la bourgeoisie s'en désintéresse. De deux choses l'une, messieurs : ou nous devons nous efforcer de faire la révolution avec le peuple et de remporter une victoire complète sur le tsarisme, *malgré* la bourgeoisie

inconséquente, égoïste et lâche ; ou nous n'admettons pas ce « malgré », nous craignons que la bourgeoisie « ne se détourne », et livrons dès lors le prolétariat et le peuple à la bourgeoisie, à une bourgeoisie inconséquente, égoïste et lâche.

Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Ne criez pas qu'on vous accuse de trahir sciemment. Non, vous avez toujours glissé inconsciemment vers le borbier, et vous voilà maintenant enlisés comme les économistes d'autrefois, entraînés irrésistiblement et sans retour sur la pente de l'« approfondissement » du marxisme jusqu'à le réduire à des « ratiocinations » antirévolutionnaires, sans âme et sans vie.

De quelles forces sociales réelles dépend l'« envergure de la révolution » ? Y avez-vous réfléchi, messieurs ? Laissons de côté les forces de la politique extérieure et des combinaisons internationales, qui ont pris maintenant une tournure très avantageuse pour nous, mais que nous retranchons toutes de notre examen, et à juste titre, puisque nous nous occupons des forces intérieures de la Russie. Examinez ces forces sociales intérieures. Contre la révolution se dressent l'autocratie, la cour, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée, une poignée d'aristocrates. Plus l'indignation est profonde dans le peuple, et moins l'armée est sûre, plus l'hésitation grandit chez les fonctionnaires. Poursuivons. Maintenant la bourgeoisie est au fond pour la révolution : elle prodigue des discours sur la liberté, parle de plus en plus souvent au nom du peuple et même au nom de la révolution. [*La lettre ouverte de M. Strouvé à Jaurès, récemment publiée par ce dernier dans l'Humanité et par M. Strouvé dans le n° 72 de l'Osvobodjénié, est intéressante à cet égard.*] Mais nous autres marxiste, nous savons tous par la théorie et observons chaque jour et à toute heure, par l'exemple de nos libéraux, des gens de nos zemstvos, et des gens de l'Osvobodjénié, que la bourgeoisie s'affirme pour la révolution d'une façon inconséquente, égoïste et lâche. La masse de la bourgeoisie se rangera inévitablement aux côtés de la réaction, de l'autocratie, contre la révolution, contre le peuple dès que seront satisfaits ses intérêts mesquins et égoïstes, dès qu'elle « se sera détournée » du démocratisme conséquent (*et elle s'en détourne dès aujourd'hui !*). Reste le « peuple », c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie ; seul le prolétariat est capable d'aller avec fermeté jusqu'au bout, car il va bien au-delà de la révolution démocratique. C'est pourquoi le prolétariat est au premier rang dans la lutte pour la République, repoussant avec mépris le conseil stupide, indigne de lui, de compter avec la désaffection possible de la bourgeoisie. La paysannerie renferme une masse d'éléments semi-prolétariens à côté de ses éléments petits-bourgeois. Ceci la rend instable, elle aussi, et oblige le prolétariat à se grouper en un parti de classe strictement défini. Mais l'instabilité de la paysannerie diffère radicalement de l'instabilité de la bourgeoisie, car, à l'heure actuelle, la paysannerie est moins intéressée à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres seigneuriales, une des formes principales de cette propriété. Sans devenir pour cela socialiste, sans cesser d'être petite-bourgeoise, la paysannerie est capable de devenir un partisan décidé, et des plus radicaux, de la révolution démocratique. Elle le deviendra inévitablement si seulement le cours des événements révolutionnaires qui font son éducation n'est pas interrompu trop tôt par la trahison de la bourgeoisie et la défaite du prolétariat. A cette condition, la paysannerie deviendra inévitablement le rempart de la révolution et de la République, car seule une révolution entièrement victorieuse pourra *tout* lui donner dans le domaine des réformes agraires, *tout ce que* la paysannerie désire, ce dont elle rêve, ce qui lui est vraiment nécessaire, non pour la suppression du capitalisme, comme se le figurent les « socialistes-révolutionnaires », mais pour sortir de l'abjection du demi-servage, des ténèbres de l'abrutissement et de la servitude, pour améliorer ses conditions d'existence autant que faire se peut dans le cadre de l'économie marchande.

Ce n'est pas tout. Ce qui attache la paysannerie à la révolution, ce n'est pas seulement la réforme agraire radicale, mais encore l'ensemble de ses intérêts généraux, permanents. Même dans la lutte contre le prolétariat, la paysannerie a besoin de la démocratie, car seul le régime démocratique peut traduire exactement ses intérêts et lui donner la prépondérance, à elle qui est la masse, qui est la majorité. Plus la paysannerie sera instruite (et depuis la guerre avec le Japon elle s'instruit avec une rapidité que beaucoup ne soupçonnent pas, habitués qu'ils sont à mesurer l'instruction à la toise scolaire), plus elle s'affirmera avec esprit de suite et de décision pour une révolution démocratique intégrale, parce que la souveraineté du peuple ne constitue pas pour elle, comme pour la bourgeoisie, une menace, mais, au contraire, un avantage. La république démocratique deviendra son idéal dès qu'elle commencera à se libérer de son monarchisme naïf car le monarchisme conscient de la bourgeoisie maquignonne (avec sa Chambre haute, etc.) signifie pour la paysannerie autant de servitude, autant d'oppression et autant d'ignorance, sous les dehors d'un vague vernis constitutionnel à l'européenne.

Voilà pourquoi la bourgeoisie, comme classe, se réfugie naturellement et immanquablement sous l'aile du parti monarchiste libéral, tandis que la paysannerie, comme masse, se met sous la direction du parti révolutionnaire et républicain. Voilà pourquoi la bourgeoisie est incapable de mener la révolution démocratique jusqu'au bout, alors que la paysannerie en est capable. Et nous devons l'y aider de toutes nos forces.

On m'objectera : cela n'est pas à démontrer, c'est l'a b c que tous les social-démocrates comprennent parfaitement. Non, ceux-là ne le comprennent pas qui peuvent parler d'« amoindrissement de l'envergure » de la révolution si la bourgeoisie s'en détourne. Ces gens-là répètent des phrases apprises dans notre programme agraire, mais sans en comprendre le sens ; car autrement ils ne redouteraient pas l'idée de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, qui découle nécessairement de toute la conception marxiste et de notre programme ; autrement ils ne borneraient pas l'envergure de la grande révolution russe à l'envergure de la bourgeoisie. Les résolutions concrètes antimarxistes et antirévolutionnaires de ces gens éclipsent leurs phrases marxistes et révolutionnaires abstraites.

Qui comprend véritablement le rôle de la paysannerie dans la révolution russe victorieuse ne dira jamais que l'envergure de la révolution diminuera quand la bourgeoisie s'en sera détournée. Car le véritable essor de la révolution russe ne commencera vraiment, la révolution n'atteindra vraiment la plus grande envergure possible dans le cadre d'un mouvement démocratique bourgeois que lorsque la bourgeoisie s'en sera détournée et que la masse paysanne, marchant de conserve avec le prolétariat, assumera un rôle révolutionnaire actif. Pour être menée jusqu'au bout d'une façon conséquente, notre révolution démocratique doit s'appuyer sur des forces capables de paralyser l'inconséquence inévitable de la bourgeoisie (c'est-à-dire capables justement de « l'obliger à se détourner », ce que craignent dans leur simplicité les partisans caucasiens de *l'Iskra*).

Le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la révolution socialiste, en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétariens de la population, pour briser par la force la résistance de la bourgeoisie et paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite bourgeoisie. Telles sont les tâches du prolétariat, celles mêmes que les gens de la nouvelle *Iskra* présentent d'une façon si étriquée dans tous leurs raisonnements et toutes leurs résolutions sur l'envergure de la révolution.

Gardons-nous d'oublier une circonstance que l'on perd souvent de vue quand on traite de cette « envergure ». Gardons-nous d'oublier qu'il est question ici, non pas de la difficulté du problème, mais de la direction dans laquelle sa solution doit être cherchée et trouvée. Il ne s'agit pas de savoir s'il est facile ou difficile de rendre puissante et invincible l'envergure de la révolution, mais de la façon dont il faut s'y prendre pour arriver à ce résultat. Le désaccord porte précisément sur le caractère fondamental de l'activité, sur son orientation même. Nous soulignons ce fait, parce que les gens inattentifs ou de mauvaise foi confondent trop souvent deux questions différentes : la question du chemin à prendre, c'est-à-dire du choix à faire entre deux voies différentes, et la question de la facilité ou de la proximité du but à atteindre par le chemin choisi.

Nous n'avons pas du tout abordé cette dernière question dans notre exposé précédent, car elle n'a pas suscité de désaccords ni de divergences au sein du Parti. Mais il va de soi que cette question est d'elle-même extrêmement importante et mérite de retenir la plus grande attention de tous les social-démocrates. Ce serait faire preuve d'un optimisme impardonnable que d'oublier combien il est difficile de mettre en mouvement les masses de la classe ouvrière, et avec elles celles de la paysannerie. Ce sont ces difficultés qui ont fait échouer bien des fois les efforts faits pour mener jusqu'au bout la révolution démocratique ; et c'était principalement la bourgeoisie inconséquente et cupide qui triomphait, qui « en retirait un capital » — la défense que la monarchie lui assurait contre le peuple — et « sauvagardait l'innocence » du libéralisme... c'est-à-dire du courant de *l'Osvobodjénie*. Mais difficulté n'est pas impossibilité. Ce qui importe, c'est d'être sûr d'avoir pris le bon chemin. Cette certitude centuple l'énergie et l'enthousiasme révolutionnaires, qui peuvent faire des miracles.

La comparaison entre la résolution des néo-iskristes caucasiens et celle du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie fait aussitôt ressortir la profondeur du désaccord qui existe entre les social-démocrates de nos jours sur la question du chemin à suivre. La résolution du congrès déclare : la bourgeoisie est inconséquente ; elle ne manquera pas de chercher à nous arracher les conquêtes de la révolution. Aussi préparez-vous énergiquement à la lutte, camarades ouvriers ; armez-vous, gagnez à vous la paysannerie. Nous ne céderons pas sans combat nos conquêtes révolutionnaires à la bourgeoisie cupide. La résolution des néo-iskristes caucasiens dit : La bourgeoisie est conséquente, elle peut se détourner de la révolution. Aussi, camarades ouvriers, ne songez pas, s'il vous plaît, à faire partie du gouvernement provisoire, car alors la bourgeoisie se détournerait certainement de la révolution, dont l'envergure se trouverait amoindrie !

Les uns disent : Faites avancer la révolution jusqu'au bout, malgré la résistance ou la passivité de la bourgeoisie inconséquente.

Les autres disent : Ne pensez pas à mener vous-mêmes la révolution jusqu'au bout, car alors la bourgeoisie inconséquente ne manquerait pas de s'en détourner.

Ne sommes-nous pas en présence de deux chemins diamétralement opposés ? N'est-il pas évident que l'une de ces deux tactiques exclut nécessairement l'autre ? Que la première est la seule tactique correcte de la social-démocratie révolutionnaire, la seconde étant au fond dans le pur esprit de *l'Osvobodjénie* ?

13. CONCLUSION. OSERONS-NOUS VAINCRE ?

Les personnes superficiellement informées de la situation au sein de la social-démocratie russe ou qui la jugent du dehors, sans connaître tout au long l'histoire de notre lutte à l'intérieur du Parti depuis l'époque de l'économisme, se contentent très souvent — devant nos divergences de tactique qui se sont bien accusées maintenant, surtout depuis le III^e Congrès — d'invoquer simplement l'existence de deux tendances naturelles, inévitables, parfaitement conciliables dans tout mouvement social-démocrate. L'une, dit-on, souligne surtout l'importance de l'activité ordinaire, courante, quotidienne, la nécessité de développer la propagande et l'agitation, de se préparer, d'approfondir le mouvement, etc. L'autre souligne les objectifs de combat, les objectifs politiques d'ordre général et les objectifs révolutionnaires du mouvement, proclame la nécessité de l'insurrection armée, formule les mets d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire et de gouvernement révolutionnaire provisoire. Il ne faut exagérer ni dans un sens ni dans l'autre ; ici et là (comme d'ailleurs partout dans le monde), les extrêmes sont fâcheux, etc., etc.

Cependant les banales vérités du sens commun (et « politique » entre guillemets) que l'on retrouve sans nul doute dans les raisonnements de ce genre, cachent trop souvent l'incompréhension des besoins immédiats, des besoins impérieux du Parti. Considérez les divergences tactiques actuelles des social-démocrates russes. Il va de soi que le fait de souligner surtout l'importance de l'activité quotidienne, ordinaire, comme fait la nouvelle *Iskra* dans ses raisonnements sur la tactique, ne pourrait représenter par lui-même aucun danger ni susciter aucune divergence de vues sur les mots d'ordre tactiques. Mais il suffit de comparer les résolutions du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à celles de la conférence pour que cette divergence saute aux yeux.

De quoi s'agit-il donc ? De ceci d'abord qu'il ne suffit pas d'indiquer, en termes généraux et abstraits, l'existence de deux courants dans le mouvement et le péril de toute exagération. Il faut savoir concrètement de quoi souffre ce mouvement à l'heure présente, en quoi consiste aujourd'hui le danger politique réel pour le Parti. Deuxièmement, il faut savoir au moulin de quelles forces politiques réelles apportent l'eau les mots d'ordre tactiques, ou peut-être l'absence de mots d'ordre. Ecoutez les néo-iskristes, et vous arriverez à cette conclusion que le Parti social-démocrate court le risque de jeter pardessus bord la propagande et l'agitation, la lutte économique et la critique de la démocratie bourgeoise, d'être outre mesure préoccupé de la préparation militaire, des attaques armées, de la prise du pouvoir, etc. Or, en réalité, c'est d'un tout autre côté qu'un danger menace le Parti. Quiconque connaît de près l'état du mouvement, quiconque l'observe attentivement et d'une façon réfléchie, ne peut manquer d'apercevoir ce qu'il y a de risible dans les craintes de la nouvelle *Iskra*. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie a d'ores et déjà assigné à toute son activité un cadre solide et immuable qui assure sans réserve la concentration des forces sur la propagande et l'agitation, sur les petites réunions et les rassemblements de masse, sur la diffusion de tracts et de brochures, sur le soutien de la lutte économique et des mots d'ordre de cette lutte. Il n'est pas un comité du Parti, pas un comité de rayon, pas une réunion générale des militants, pas un groupe d'usine qui ne consacre, sans cesse et constamment, quatre-vingt-dix-neuf pour cent de son attention, de ses forces et de son temps à ces fonctions, exercées déjà depuis 1895 environ. Seuls peuvent l'ignorer des gens tout à fait étrangers au mouvement. Seuls, des gens très naïfs ou mal informés peuvent prendre pour argent comptant le rabâchage auquel s'adonnent si gravement les néo-iskristes, de choses depuis longtemps établies.

La vérité est que, chez nous, loin de demeurer à l'excès préoccupé des tâches de l'insurrection, des mots d'ordre de politique générale, des problèmes de direction de l'ensemble de la révolution populaire, on *retarde* précisément à cet égard. Cela saute aux yeux, c'est notre point le plus faible, et c'est là le danger réel auquel s'expose le mouvement, qui peut dégénérer - et dégénère çà et là - de mouvement révolutionnaire véritable en un mouvement révolutionnaire verbal. Parmi les centaines et les centaines d'organisations, de groupes et de cercles accomplissant le travail du Parti, vous n'en trouverez pas un qui ne poursuive depuis sa fondation l'activité quotidienne dont les sages de la nouvelle *Iskra* nous parlent avec l'air de gens qui ont découvert des vérités nouvelles. Et, au contraire, vous ne trouverez qu'un pourcentage infime de groupes et de cercles qui, ayant pris conscience des tâches de l'insurrection armée, ont entrepris de les exécuter, qui se sont rendu compte de la

nécessité de diriger dans son ensemble la révolution populaire contre le tsarisme et de la nécessité de formuler à cette fin tels mots d'ordre d'avant-garde, et non tels autres.

Nous sommes incroyablement en retard sur les tâches d'avant-garde, proprement révolutionnaires, qui nous incombent ; nous n'en avons pas encore pris conscience dans une foule de cas ; nous avons laissé çà et là la démocratie bourgeoise révolutionnaire profiter de notre retard en ce domaine pour s'affirmer. Mais les écrivains de la nouvelle *Iskra*, le dos tourné aux événements et aux nécessités du temps, répètent avec obstination : n'oubliez pas vos anciens devoirs ! Ne vous laissez pas entraîner par les nouveaux ! C'est le refrain invariable de toutes les résolutions essentielles de la conférence, tandis que dans les résolutions du congrès vous lisez invariablement : tout en confirmant nos anciens devoirs (mais ne nous bornant pas à les rabâcher pour cette raison justement qu'ils sont anciens, déjà résolus et consacrés par nos écrits, par nos résolutions et par notre expérience), nous nous assignons une tâche nouvelle, nous concentrons notre attention sur elle, nous formulons un nouveau mot d'ordre, nous exigeons des social-démocrates vraiment révolutionnaires qu'ils travaillent immédiatement à l'appliquer.

Ainsi se présente en réalité la question des deux courants dans la tactique de la social-démocratie. L'époque révolutionnaire a suscité des tâches nouvelles, que seuls les aveugles n'aperçoivent pas. Et ces tâches nouvelles, certains social-démocrates les admettent résolument et les inscrivent à l'ordre du jour, disant : l'insurrection armée est urgente, préparez-vous-y sans retard et énergiquement, rappelez-vous qu'elle est nécessaire à la victoire décisive, formulez les mots d'ordre de République, de gouvernement provisoire, de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. D'autres social-démocrates reculent, piétinent, écrivent des préfaces au lieu de formuler des mots d'ordre, ressassent longuement et fastidieusement les vieux objectifs au lieu de les confirmer et d'indiquer de nouveaux devoirs ; ils cherchent à se dérober aux objectifs nouveaux, sans savoir déterminer les conditions d'une victoire décisive, sans savoir donner les seuls mots d'ordre répondant au désir de remporter une victoire totale.

Le résultat politique de ce suivisme est visible. La fable du rapprochement de la « majorité » du Parti ouvrier social-démocrate de Russie avec la démocratie révolutionnaire bourgeoise demeure une fable qu'aucun fait politique, aucune résolution autorisée des « bolcheviks », aucun acte du III^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne confirme. Cependant que la bourgeoisie opportuniste et monarchiste, représentée par *Osvobojdénéi*, se félicite depuis longtemps des tendances « de principe » de la nouvelle *Iskra*, et aujourd'hui se sert tout bonnement de leur eau pour faire tourner son moulin, reprenant tous les petits mots de la nouvelle *Iskra*, toutes ses petites idées dirigées contre la « conspiration » et l'« émeute », contre l'exagération du côté « technique » de la révolution, contre la formulation sans détours du mot d'ordre d'insurrection armée, contre le « révolutionnisme » des revendications extrémistes, etc., etc. La résolution adoptée par toute une conférence de social-démocrates « menchévique » au Caucase, et approuvée par la rédaction de la nouvelle *Iskra* dresse sans équivoque le bilan de toute cette politique : Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas de la révolution, au cas où le prolétariat participerait à la dictature démocratique révolutionnaire ! Cela dit tout. C'est ainsi que se trouve définitivement consacrée la transformation du prolétariat en caudataire de la bourgeoisie monarchiste. C'est ainsi qu'a été démontrée, non par une déclaration personnelle sans portée, mais par une résolution sciemment approuvée par toute une tendance, la *portée politique* du suivisme de la nouvelle *Iskra*.

Quiconque méditera ces faits comprendra la signification véritable de cette opinion courante qu'il existe deux aspects, deux tendances dans le mouvement social-démocrate. Prenez la bernsteiniade pour étudier ces tendances sur une vaste échelle. Les bernsteiniens ont eux aussi affirmé et affirment encore qu'ils sont les seuls à comprendre les besoins véritables du prolétariat, la nécessité d'accroître ses forces, d'approfondir le travail, de préparer les éléments de la société nouvelle, la nécessité de la propagande et de l'agitation. Nous exigeons que l'on reconnaisse hautement ce qui est ! déclare Bernstein, qui, ce disant, consacre le « mouvement » *sans* « but final », consacre la tactique uniquement défensive, et prêche la tactique fondée sur la crainte « que la bourgeoisie ne se détourne ». Les bernsteiniens, eux aussi, ont poussé de hauts cris devant le « jacobinisme » des social-démocrates révolutionnaires, devant les « littérateurs » qui ne comprennent pas l'« initiative ouvrière », etc., etc. En réalité, comme chacun sait, les social-démocrates révolutionnaires n'ont jamais pensé à négliger le minutieux travail quotidien, la préparation des forces, etc., etc. Ils exigeaient simplement que l'on prît nettement conscience du but final, que l'on déterminât avec précision les tâches révolutionnaires ; ils entendaient élever les couches semi-prolétariennes et semi-petites-bourgeoises au niveau révolutionnaire du prolétariat, au lieu d'abaisser ce niveau à des considérations opportunistes : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas. » La question : *dürfen wir siegen ?* — n'est-il pas dangereux de vaincre ? — exprimait peut-être avec le plus de relief ce dissentiment entre l'aile opportuniste intellectuelle et l'aile révolutionnaire prolétarienne du Parti. Etrange à première vue, cette question a pourtant été posée et devait l'être, car les opportunistes redoutaient la victoire,

cherchaient à en détourner le prolétariat par la crainte, prophétisaient ses conséquences funestes, raillaient les mots d'ordre appelant ouvertement à la victoire.

La même division essentielle en tendance opportuniste intellectuelle et tendance révolutionnaire prolétarienne existe chez nous, avec cette seule différence capitale qu'il s'agit d'une révolution non pas socialiste, mais démocratique. La question absurde au premier abord : « Oserons-nous vaincre ? » est également posée chez nous. Elle l'a été par Martynov dans ses *Deux dictatures*, qui nous prophétisent les conséquences funestes d'une insurrection que nous aurions bien préparée et menée à bonne fin. Elle l'a été par tous les écrits des néo-iskristes sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, non sans que l'on tentât constamment, avec zèle, mais en vain, de confondre la participation de Millerand à un gouvernement opportuniste bourgeois, avec la participation de Varlin à un gouvernement révolutionnaire petit-bourgeois. Cette question a été consacrée par la résolution : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas ! » Et maintenant Kautsky, par exemple, a beau vouloir ironiser en disant que nos discussions sur le gouvernement révolutionnaire provisoire font penser au partage de la peau de l'ours qu'on n'a pas tué, cette ironie montre seulement de quelle façon des social-démocrates même intelligents et révolutionnaires peuvent se fourvoyer quand ils parlent de choses qu'ils ne connaissent que par ouï-dire. Les social-démocrates allemands ne sont pas encore trop près de tuer l'ours (de faire la révolution socialiste) mais la discussion sur le point de savoir s'ils « oseront » le tuer a eu une énorme importance de principe, aussi bien que politique et pratique. Les social-démocrates russes ne sont pas encore trop près d'être en mesure de « tuer leur ours » (de faire la révolution démocratique), mais la question de savoir s'ils « oseront » le tuer a pour tout l'avenir de la Russie et pour l'avenir de la social-démocratie russe une très grosse importance. Il ne saurait être question de former énergiquement et avec succès une armée et de la diriger, sans avoir la conviction que nous « oserons » vaincre.

Voyez nos anciens « économistes ». Eux aussi criaient que leurs adversaires étaient des conspirateurs, des jacobins (voir le *Rabotchéïé Diélo*, surtout le n° 10, et le discours de Martynov au II^e Congrès, au cours des débats sur le programme) ; qu'ils se détachaient des masses en se jetant dans la politique, qu'ils oubliaient les bases du mouvement ouvrier, qu'ils ne tenaient pas compte de l'initiative ouvrière, etc., etc. Or, en fait, ces partisans de l'« initiative ouvrière » étaient des intellectuels opportunistes qui imposaient aux ouvriers leur conception étroite et philistine des tâches du prolétariat. En fait, les adversaires de l'économisme — chacun peut s'en convaincre par l'exemple de l'ancienne *Iskra* — n'ont négligé et rejeté à l'arrière-plan aucun des aspects de l'activité social-démocrate ; ils n'ont nullement oublié la lutte économique et ont su poser en même temps, dans toute leur ampleur, les problèmes politiques les plus impérieux, les plus pressants, et s'opposer ainsi à la transformation du parti ouvrier en un appendice « économique » de la bourgeoisie libérale.

Les économistes avaient appris par cœur que le politique a pour base l'économique : ils avaient « compris » la chose en ce sens qu'il fallait abaisser la lutte politique au niveau de la lutte économique. Les néo-iskristes ont appris par cœur que la révolution démocratique a pour base économique la révolution bourgeoise ; ils ont « compris » la chose en ce sens qu'il faut abaisser les tâches démocratiques du prolétariat au niveau de la modération bourgeoise, à la limite au-delà de laquelle « la bourgeoisie se détournerait ». Les économistes sous prétexte d'approfondir le travail, sous prétexte d'initiative ouvrière et de politique de classe pure, livraient en réalité la classe ouvrière aux politiciens bourgeois libéraux, c'est-à-dire qu'ils conduisaient le Parti dans une voie qui, objectivement, menait à ce dénouement-là. Sous les mêmes prétextes, les néo-iskristes livrent en fait à la bourgeoisie les intérêts du prolétariat dans la révolution démocratique, c'est-à-dire qu'ils engagent le Parti dans une voie qui, objectivement, mène à ce dénouement-là. Les économistes croyaient que le rôle dirigeant dans la lutte politique appartenait à proprement parler aux libéraux et non aux social-démocrates. Les néo-iskristes croient que la réalisation active de la révolution démocratique n'est pas le fait des social-démocrates, mais à proprement parler celui de la bourgeoisie démocratique, car le rôle dirigeant et la participation prépondérante du prolétariat « amoindrirait l'envergure » de la révolution.

En un mot, les néo-iskristes sont les épigones de l'économisme tant par leur origine, qui remonte au II^e Congrès du Parti, que par la façon dont ils déterminent aujourd'hui les objectifs tactiques du prolétariat dans la révolution démocratique. Eux aussi forment l'aile opportuniste intellectuelle du Parti. Dans le domaine de l'organisation, ils ont débuté par un individualisme anarchique d'intellectuels pour finir par la « désorganisation-processus », en consacrant, dans les « Statuts » adoptés par la conférence, le manque de liaison entre les publications et l'organisation du Parti, les élections indirectes, à quatre degrés ou peu s'en faut, le système des plébiscites bonapartistes¹¹² au lieu de la représentation démocratique, enfin le principe d'une « entente » entre la partie et le tout. En ce qui concerne la tactique du Parti, ils ont glissé sur la même pente. Ils proclamaient, dans le « plan de campagne des zemstvos », que les interventions devant les membres des zemstvos constituaient le « type supérieur de manifestation », et ne voyaient sur la scène politique (à la veille du 9 janvier !) que deux forces actives : le gouvernement et la démocratie bourgeoise. Ils « approfondissaient » la tâche pressante de l'armement

en remplaçant le mot d'ordre direct et pratique par un appel destiné à insuffler le désir ardent de s'armer. Ils dénaturent et émoussent maintenant, dans leurs résolutions officielles, les problèmes de l'insurrection armée, du gouvernement provisoire, de la dictature démocratique révolutionnaire. « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas ! », cet accord final de leur dernière résolution projette une lumière éclatante sur la voie dans laquelle ils cherchent à entraîner le Parti.

La révolution démocratique en Russie est, par sa nature économique et sociale, une révolution bourgeoise. Cette juste thèse marxiste, il ne suffit pas simplement de la répéter. Il faut savoir la comprendre et savoir l'appliquer aux mots d'ordre politiques. Toute la liberté politique en général, en tant qu'elle est fondée sur les rapports actuels de production, c'est-à-dire les rapports capitalistes, est une liberté bourgeoise. La revendication de liberté traduit avant tout les intérêts de la bourgeoisie. Ses représentants ont été les premiers à formuler cette revendication. Ses partisans ont partout usé en maîtres de la liberté obtenue, l'accommodant aux normes de modération et de bienséance de la bourgeoisie, en la combinant avec la répression, des plus raffinées en temps de paix et féroce ment brutales au moment de la tourmente, qu'ils exercent à l'encontre du prolétariat révolutionnaire.

Mais seuls les émeutiers populistes, les anarchistes et « économistes » pouvaient en conclure à la négation ou à la minimisation de la lutte pour la liberté. Ces doctrines d'intellectuels philistins n'ont jamais pu être imposées au prolétariat que pour un temps et en dépit de sa résistance. Le prolétariat a toujours senti d'instinct qu'il avait besoin de la liberté politique, qu'il en avait besoin plus que personne, bien que cette liberté dût affermir et organiser directement la bourgeoisie. Le prolétariat attend son salut, non pas du renoncement à la lutte de classe, mais du développement et de l'extension de cette lutte, du progrès de la conscience, de l'organisation, de l'esprit de décision. Quiconque minimise les tâches de la lutte politique fait du social-démocrate, tribun populaire, un secrétaire de trade-union. Quiconque minimise les tâches du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise fait du social-démocrate, chef de la révolution populaire, un meneur de syndicat ouvrier libre.

Oui, de la révolution *populaire*. La social-démocratie a combattu et combat à bon droit l'abus que la démocratie bourgeoise fait du mot peuple. Elle exige que ce mot ne serve plus à dissimuler l'incompréhension des antagonismes de classes au sein du peuple. Elle insiste sur la nécessité impérieuse d'une complète indépendance de classe pour le parti du prolétariat. Mais si elle décompose le « peuple » en « classes », ce n'est pas pour que la classe d'avant-garde se replie sur elle-même, s'assigne un cadre étroit, castré son activité de peur que les maîtres économiques du monde ne se détournent ; c'est pour que la classe d'avant-garde, qui n'aura plus à souffrir de l'ambiguïté, de l'inconstance, de l'indécision des classes intermédiaires, puisse combattre avec d'autant plus d'énergie et d'autant plus d'enthousiasme, pour la cause du peuple entier, à la tête du peuple entier.

Voilà ce que ne comprennent pas si souvent les néo-iskristes d'aujourd'hui, qui remplacent la formulation de mots d'ordre politiques actifs dans la révolution démocratique par la seule répétition sentencieuse de l'expression « de classe », sur tous les modes et sur tous les tons !

La révolution démocratique est bourgeoise. Le mot d'ordre de partage noir, ou de terre et liberté — mot d'ordre le plus répandu dans les masses paysannes ignorantes et asservies, mais qui cherchent passionnément la lumière et le bonheur — est bourgeois. Mais nous, marxistes, nous devons savoir qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir pour le prolétariat et pour la paysannerie d'autre chemin vers la liberté véritable que celui de la liberté bourgeoise et du progrès bourgeois. Nous ne devons pas oublier que pour rapprocher le socialisme il n'y a pas et il ne peut y avoir aujourd'hui d'autre moyen qu'une entière liberté politique, qu'une république démocratique, que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. En notre qualité de représentants de la classe d'avant-garde, de la seule classe révolutionnaire, révolutionnaire sans réserve, sans hésitation, sans coup d'oeil en arrière, nous devons poser devant le peuple entier les problèmes de la révolution démocratique avec le plus d'ampleur, de hardiesse et d'initiative possible. Les minimiser, c'est en matière de théorie faire du marxisme une caricature, le dénaturer à la manière des philistins ; dans la politique pratique, c'est remettre la cause de la révolution entre les mains de la bourgeoisie qui se détournera inévitablement de l'accomplissement conséquent de la révolution. Les difficultés qui font obstacle à la victoire totale de la révolution sont très grandes. Nul ne pourra blâmer les représentants du prolétariat, s'ils font tout ce qui est en leur pouvoir, et si tous leurs efforts se brisent contre la résistance de la réaction, contre la trahison de la bourgeoisie, contre l'ignorance des masses. Mais tous et chacun — et le prolétariat conscient le premier — blâmeront la social-démocratie si elle affaiblit l'énergie révolutionnaire de la révolution démocratique, si elle affaiblit l'enthousiasme révolutionnaire par peur de vaincre, par crainte de voir la bourgeoisie se détourner.

Les révolutions, disait Marx, sont les locomotives de l'histoire⁷³. La révolution est la fête des opprimés et des exploités. Jamais la masse populaire ne peut se montrer un créateur aussi actif du nouvel ordre social que pendant la révolution. En ces époques, le peuple est capable de faire des miracles si l'on se place au point de vue étroit, petit-bourgeois, du progrès graduel. Mais il faut encore que les dirigeants des partis révolutionnaires sachent à ces moments-là formuler leurs tâches avec le plus d'ampleur et de hardiesse ; il faut que leurs mots d'ordre devancent toujours l'initiative révolutionnaire des masses, leur servant de phare, leur montrant dans toute sa grandeur et dans toute sa beauté notre idéal démocratique et socialiste, leur indiquant le chemin le plus court et le plus direct vers une victoire complète absolue, décisive. Laissons les opportunistes bourgeois de *l'Osvobodjénié* imaginer — par peur de la révolution et du droit chemin — des voies détournées, des biais, des compromis. Si l'on nous entraîne de force dans ces chemins, nous saurons bien faire notre devoir même en ce modeste travail quotidien. Mais qu'une lutte implacable décide d'abord de la voie à suivre. Nous serons des lâches et des traîtres à la révolution, si nous ne mettons pas à profit cette énergie des masses en liesse, cet enthousiasme révolutionnaire, afin de lutter implacablement et sans défaillance pour le droit chemin, pour le chemin décisif. Libre aux opportunistes bourgeois de méditer lâchement sur la réaction future. Les ouvriers ne se laisseront pas effrayer par l'idée que la réaction entend se faire terrible, et que la bourgeoisie entend se détourner. Les ouvriers n'attendent pas de transactions, ne demandent pas d'aumônes ; ils veulent écraser sans pitié les forces de réaction, c'est-à-dire instituer la *dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie*.

Il est certain que le vaisseau de notre Parti court plus de périls pendant l'orage que pendant la calme « croisière » du progrès libéral, lorsque les exploités pressurent la classe ouvrière avec une lenteur torturante. Il est certain que les tâches de la dictature démocratique révolutionnaire sont mille fois plus pénibles et plus complexes que celles de l'« extrême opposition » et de la seule lutte parlementaire. Mais celui qui, en ce moment de révolution, peut sciemment préférer la calme croisière et le chemin sans danger de l'« opposition », fera mieux de renoncer pour un temps à l'activité social-démocrate, d'attendre la fin de la révolution, quand la fête sera passée, quand le travail quotidien aura repris, quand sa façon de voir quotidienne et bornée ne sera plus une dissonance aussi odieuse, une déformation aussi monstrueuse des tâches de la classe d'avant-garde.

A la tête du peuple entier, et surtout de la paysannerie, pour la liberté totale, pour une révolution démocratique conséquente, pour la République ! A la tête de tous les travailleurs et de tous les exploités, pour le socialisme ! Telle doit être pratiquement la politique du prolétariat révolutionnaire, tel est le mot d'ordre de classe qui doit dominer et déterminer la solution de tous les problèmes tactiques, toutes les actions pratiques du parti ouvrier pendant la révolution.

POSTFACE

ENCORE UNE FOIS L'IDÉOLOGIE DE L'OSVOBJÉNIÉ, ENCORE UNE FOIS L'IDÉOLOGIE DE LA NOUVELLE ISKRA

Les numéros 71-72 de *l'Osvobodjénié* et 102-103 de *l'Iskra* nous apportent une documentation nouvelle, des plus abondantes, sur la question à laquelle nous avons consacré le paragraphe 8 de notre brochure. Comme il nous est absolument impossible d'utiliser ici toute cette riche documentation, nous ne nous arrêterons que sur l'essentiel : premièrement, sur la question de savoir quel genre de « réalisme » de la social-démocratie est loué par *l'Osvobodjénié* et pourquoi celui-ci doit le louer ; en second lieu, sur le rapport des notions de révolution et de dictature.

1. CE QUE LES RÉALISTES LIBÉRAUX BOURGEOIS LOUENT CHEZ LES « RÉALISTES » SOCIAL-DÉMOCRATES

Dans les articles intitulés : « La scission de la social-démocratie russe » et « Le triomphe du bon sens » (*Osvobodjénié* n° 72), les représentants de la bourgeoisie libérale formulent sur la social-démocratie un jugement très précieux pour les prolétaires conscients. Nous ne saurions trop recommander à tout social-démocrate de lire ces articles *in extenso* et d'en méditer chaque phrase. Voyons d'abord les principales thèses de ces deux articles :

« Il est assez difficile pour un observateur non initié, dit *l'Osvobodjénié*, de saisir le sens politique réel de la divergence de vues qui a scindé le Parti social-démocrate en deux fractions. Il n'est pas tout à fait exact, il n'est pas suffisant en tout cas de dire de la « majorité » qu'elle est plus radicale et plus intransigeante que la « minorité », laquelle admet dans l'intérêt de la cause certains compromis. Du moins les dogmes traditionnels de l'orthodoxie marxiste sont peut-être observés avec plus de zèle encore par la fraction minoritaire que par la

fraction de Lénine. La définition suivante nous paraît donc plus exacte : la « majorité » est surtout caractérisée en politique par un révolutionnisme abstrait, par l'esprit de rébellion, le désir de provoquer par tous les moyens le soulèvement de la masse populaire et de s'emparer aussitôt du pouvoir au nom de cette masse ; ceci rapproche dans une certaine mesure les « léninistes » des socialistes-révolutionnaires et donne dans leur conscience la priorité à l'idée d'une révolution populaire russe sur celle de la lutte de classe. Récusant en pratique bien des étroitesse de la doctrine social-démocrate, les « léninistes » sont d'autre part profondément marqués de l'étroitesse du révolutionnisme ; ils se refusent à tout travail pratique autre que la préparation immédiate de l'insurrection; ils méconnaissent par principe toutes les formes de l'agitation légale et semi-légale et tous les modes de compromis d'utilité immédiate avec les autres courants d'opposition. La minorité, au contraire, s'en tenant avec fermeté au dogme marxiste, sauvegarde en même temps les éléments réalistes de la conception marxiste du monde. L'idée maîtresse de cette fraction, c'est l'opposition des intérêts du « prolétariat » aux intérêts de la bourgeoisie. Mais, d'autre part, elle conçoit la lutte du prolétariat — naturellement dans certaines limites dictées par les dogmes immuables de la social-démocratie — avec une lucidité réaliste et la claire conscience de toutes les conditions et tâches concrètes de cette lutte. Les deux fractions n'appliquent pas leur point de vue essentiel avec un esprit de suite rigoureux, étant liées dans leur œuvre créatrice, idéologique et politique par les formules rigoureuses du catéchisme social-démocrate qui empêchent les « léninistes » d'être des révoltés véritables à l'instar de certains au moins des socialistes-révolutionnaires, et les « iskristes » d'être les guides pratiques du mouvement politique réel de la classe ouvrière. »

Et l'écrivain de *l'Osvoboždění*, après avoir résumé le contenu des principales résolutions, précise par quelques remarques concrètes à leur sujet, ses « idées » générales. Comparée au III^e Congrès, dit-il, « la conférence de la minorité adopte une attitude tout à fait différente envers l'insurrection armée ». « L'attitude envers l'insurrection armée » conditionne la divergence des résolutions sur le gouvernement provisoire. « Le même désaccord se manifeste en ce qui concerne l'attitude envers les syndicats ouvriers. Les « léninistes » dans leurs résolutions n'ont pas mentionné une seule fois ce point de départ essentiel de l'éducation politique et de l'organisation de la classe ouvrière. La minorité, au contraire, a élaboré une résolution très sérieuse. » A l'égard des libéraux, les deux fractions seraient unanimes ; mais le III^e Congrès « répète à peu près textuellement la résolution de Plékhanov, adoptée au II^e Congrès, sur l'attitude à l'égard des libéraux, et repousse la résolution de Starover, plus favorable aux libéraux, adoptée par le même congrès ». Si les résolutions du congrès et de la conférence sur le mouvement paysan sont dans l'ensemble à peu près du même ordre, « la « majorité » souligne davantage l'idée de la confiscation révolutionnaire des terres seigneuriales et autres, tandis que la « minorité » entend faire de la revendication des réformes démocratiques, dans l'administration et dans l'Etat, la base de son agitation ».

L'Osvoboždění cite enfin une résolution menchévique, publiée dans le n° 100 de *l'Iskra*, dont le paragraphe principal porte : « Considérant que le seul travail clandestin n'assure pas en ce moment à la masse une participation suffisante à la vie du Parti, et qu'il conduit dans une certaine mesure à opposer la masse, comme telle, au Parti en tant qu'organisation illégale, il faut que ce dernier prenne en main la conduite de l'action syndicale des ouvriers sur le terrain légal, en rattachant étroitement cette action aux tâches de la social-démocratie. » Et *l'Osvoboždění* de s'exclamer, à propos de cette résolution : « Nous nous félicitons vivement de cette résolution, qui est un triomphe du bon sens, le dessillement d'une partie de la social-démocratie en matière de tactique. »

Le lecteur connaît maintenant toutes les opinions essentielles de *l'Osvoboždění*. Ça serait naturellement une très grande faute que de les considérer conformes à la vérité objective. Tout social-démocrate y découvrira aisément, à chaque pas, des erreurs. Il serait naïf d'oublier que toutes ces appréciations reflètent profondément les intérêts et le point de vue de la bourgeoisie libérale ; que dans ce sens, elles sont absolument partiales et tendancieuses. Elles reflètent les idées de la social-démocratie de la façon dont un miroir concave ou convexe réfléchit les objets. Mais ce serait une erreur plus grande encore d'oublier que ces jugements déformés au gré de la bourgeoisie traduisent, en définitive, les intérêts véritables de la bourgeoisie, laquelle, en tant que classe, comprend certainement à merveille quelles tendances de la social-démocratie lui sont avantageuses, proches, chères, sympathiques, et quelles autres lui sont nuisibles, indifférents, étrangères, antipathiques. Le philosophe ou l'écrivain bourgeois ne comprendra jamais bien la social-démocratie ni menchévique ni bolchevique. Mais si c'est un observateur tant soit peu intelligent, son instinct de classe ne le trompera pas et il saisira au fond toujours avec justesse — encore qu'il présente les choses à contresens — la portée que revêtent pour la bourgeoisie les diverses tendances qui se manifestent au sein de la social-démocratie. C'est pourquoi l'instinct de classe de notre ennemi, son jugement de classe méritent toujours de retenir l'attention la plus sérieuse de tout prolétaire conscient.

Que nous dit donc, par la bouche des gens de *l'Osvoboždění*, l'instinct de classe de la bourgeoisie russe ?

Il marque d'une façon absolument précise la satisfaction que lui procurent les tendances du néo-iskrisme ; il le loue pour son réalisme, sa lucidité, pour le triomphe du bon sens, le sérieux de ses résolutions, le dessillement en matière de tactique, le sens pratique, etc. ; et il se montre mécontent des tendances du III^e Congrès dont il blâme l'étroitesse, le révolutionnisme, l'esprit de rébellion, la répudiation des compromis d'une utilité immédiate, etc. L'instinct de classe de la bourgeoisie lui suggère justement ce qui a été démontré maintes fois dans nos écrits, à l'aide des données les plus précises, à savoir que les néo-iskristes forment l'aile opportuniste, et leurs adversaires l'aile révolutionnaire de la social-démocratie russe d'aujourd'hui. Les libéraux ne peuvent pas ne pas se montrer sympathiques aux tendances des premiers, ils ne peuvent pas ne pas condamner les tendances des seconds. Idéologues de la bourgeoisie, les libéraux comprennent parfaitement que le «sens pratique, la lucidité, le sérieux» de la classe ouvrière, c'est-à-dire la limitation de son champ d'action au cadre du capitalisme, des réformes, de la lutte syndicale, etc., profitent à la bourgeoisie. Dangereuses et redoutables pour, la bourgeoisie sont l'« étroitesse révolutionniste » du prolétariat et sa volonté de conquérir, au nom de ses intérêts de classe, un rôle dirigeant dans la révolution populaire russe.

Que tel soit véritablement le sens du mot « réalisme » pour les gens de *l'Osvobodjénie*, c'est ce que prouve entre autres l'emploi qu'en ont fait auparavant *l'Osvobodjénie* et M. Strouvé. *L'Iskra* elle-même a dû reconnaître cette signification du « réalisme » à la manière de *l'Osvobodjénie*. Rappelez-vous, par exemple, l'article intitulé « Il est temps ! » dans le supplément au numéro 73-74 de *l'Iskra*. L'auteur de cet article (interprète conséquent des conceptions du « marais » au II^e Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie) a émis cette opinion explicite que « Akimov a plutôt été au congrès le spectre de l'opportunisme que son représentant véritable ». Et la rédaction de *l'Iskra* se vit aussitôt obligée de rectifier l'auteur de l'article « Il est temps ! », en déclarant dans une note ce qui suit :

« On ne saurait se rallier à cette opinion. Les vues du camarade Akimov sur les questions de programme pèchent évidemment par opportunisme, ce que la critique de *l'Osvobodjénie* reconnaît à son tour dans un des derniers numéros en faisant observer que le camarade Akimov appartient à la tendance « réaliste », lisez : révisionniste. »

Ainsi, *l'Iskra* sait parfaitement elle-même que le « réalisme » de *l'Osvobodjénie*, c'est de l'opportunisme, et rien d'autre. Et si, s'attaquant aujourd'hui au « réalisme libéral », *l'Iskra* (dans le n^o 102) ne dit pas comment les libéraux l'ont louée pour son réalisme, ce silence s'explique par le fait que de tels éloges sont pires que tous les blâmes. Ces éloges (qui n'ont pas été décernés par hasard ni pour la première fois par *l'Osvobodjénie*) prouvent en fait la parenté du réalisme libéral et des tendances du « réalisme » (lisez : opportunisme) social-démocrate qui percent dans chaque résolution des néo-iskristes, et tiennent à la fausseté de toute leur position tactique.

En effet, la bourgeoisie de la Russie a pleinement démontré déjà son inconséquence et son égoïsme dans la révolution « populaire », elle les a démontrés par les réflexions de monsieur Strouvé, par le ton et le contenu de la masse des journaux libéraux, par le caractère de l'action politique de la masse des membres des zemstvos, de la masse des intellectuels et, en général, des divers partisans de MM. Troubetskoï, Pétrounkévitch, Roditchev et C^{ie}. Certes, la bourgeoisie ne comprend pas toujours avec clarté, mais, d'une façon générale, saisit parfaitement grâce à son instinct de classe cette vérité que, d'une part, le prolétariat et le « peuple » sont utiles à sa révolution comme chair à canon, comme bélier contre l'autocratie ; mais que, d'autre part, le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire seraient pour elle terriblement dangereux au cas où ils remporteraient une « victoire décisive sur le tsarisme » et mèneraient jusqu'au bout la révolution démocratique. Aussi la bourgeoisie fait-elle tous ses efforts pour que le prolétariat se contente d'un rôle « modeste » dans la révolution, pour qu'il soit plus sobre, plus pratique, plus réaliste, et fonde son action sur le principe : « Pourvu que la bourgeoisie ne se détourne pas. »

Les bourgeois cultivés savent parfaitement qu'ils n'arriveront pas à liquider le mouvement ouvrier. Ils se gardent donc de se présenter en adversaires de ce mouvement de la lutte de classe du prolétariat. Non, ils tirent même leur chapeau au droit de grève, à la lutte de classe civilisée ; ils comprennent le mouvement ouvrier et la lutte de classe à la Brentano et à la Hirsch-Duncker. Autrement dit, ils sont tout à fait disposés à « concéder » aux ouvriers le droit de grève et d'association (que les ouvriers ont pratiquement déjà presque conquis eux-mêmes), pourvu que les ouvriers renoncent à l'« esprit de rébellion », au « révolutionnisme étroit », à l'hostilité envers les « compromis d'une utilité immédiate », à la prétention et à la volonté de marquer la « révolution populaire russe » de l'empreinte de leur lutte de classe, du sceau de l'intransigeance prolétarienne, de sa résolution prolétarienne, du « jacobinisme plébéien ». Aussi les bourgeois instruits de la Russie entière s'efforcent-ils par mille voies et moyens – livres [Cf. *Prokopovitch : La Question ouvrière en Russie.*], conférences, discours, causeries, etc., etc. - d'inculquer aux ouvriers la sobriété (bourgeoise), l'esprit pratique (libéral), le réalisme (opportuniste), la lutte de classe (à la Brentano), l'organisation syndicale (à la Hirsch-Duncker), etc. Les deux derniers mots d'ordre sont particulièrement commodes pour les bourgeois du parti « constitutionnel-démocrate » ou de *l'Osvobodjénie*,

puisqu'ils concordent en apparence avec les mots d'ordre marxistes ; puisqu'il suffit d'une petite réticence et d'une légère déformation pour les confondre aisément avec les mots d'ordre social-démocrates, parfois même les faire passer pour tels. Ainsi l'organe libéral légal *Rassvet* (dont nous tâcherons d'entretenir un jour plus en détail les lecteurs du *Proletari*) tient assez souvent sur la lutte de classes, sur la possibilité pour le prolétariat d'être dupé par la bourgeoisie, sur le mouvement ouvrier, sur l'initiative du prolétariat, etc., etc., des propos si « hardis » que le lecteur inattentif et l'ouvrier peu évolué peuvent aisément prendre le « social-démocratie » de ce journal pour argent comptant. Or, ce n'est pas en réalité qu'une contrefaçon bourgeoise du social-démocratie, qu'une falsification opportuniste et une déformation de l'idée de lutte de classes.

A la base de cette falsification bourgeoise gigantesque (par l'étendue de son action sur les masses) se trouve la tendance à réduire le mouvement ouvrier principalement à un mouvement syndical, à le tenir loin de toute politique indépendante (c'est-à-dire révolutionnaire et orientée vers la dictature démocratique), à « donner la priorité dans leur conscience — celle des ouvriers — à l'idée de la lutte de classes sur celle de la révolution populaire russe ».

Le lecteur le voit, nous avons retourné la formule de *l'Osvobodjénie*. Formule excellente, qui exprime parfaitement deux points de vue sur le rôle du prolétariat dans la révolution démocratique, le point de vue bourgeois et le point de vue social-démocrate. La bourgeoisie veut réduire le prolétariat au seul mouvement syndical et « donner ainsi la priorité dans sa conscience à l'idée de la lutte de classes (*à la Brentano*) sur celle de la révolution populaire russe », tout comme les auteurs bernsteiniens du *Credo* donnaient dans la conscience des ouvriers la priorité à l'idée d'un mouvement « purement ouvrier » sur celle de la lutte politique. La social-démocratie entend, au contraire, développer la lutte de classe du prolétariat jusqu'à lui faire assumer le rôle dirigeant dans la révolution populaire russe, c'est-à-dire amener cette révolution à la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

Notre révolution est celle du peuple entier, dit la bourgeoisie au prolétariat. C'est pourquoi tu dois, en tant que classe distincte, te contenter de la lutte de classe ; tu dois au nom du « bon sens » porter ton attention principalement sur les syndicats et leur légalisation ; tu dois considérer justement ces syndicats comme le « point de départ essentiel de ton éducation politique et de ton organisation » ; tu dois, à l'heure de la révolution, élaborer surtout des résolutions « sérieuses », dans le genre de celle des néo-iskristes ; tu dois prendre grand soin des résolutions « plus favorables aux libéraux » ; tu dois préférer les dirigeants qui ont tendance à devenir des « guides pratiques du mouvement politique réel de la classe ouvrière » ; tu dois « sauvegarder les éléments réalistes de la conception marxiste du monde » (si malheureusement tu es déjà contaminé par les « formules rigoureuses » de ce catéchisme « non scientifique »).

Notre révolution est celle du peuple entier, dit la social-démocratie au prolétariat. C'est pourquoi, en tant que classe la plus avancée et la seule révolutionnaire jusqu'au bout, tu dois tendre non seulement à y participer avec la plus grande énergie, mais y tenir un rôle dirigeant. C'est pourquoi tu ne dois pas t'enfermer dans les limites d'une lutte de classe étroitement conçue, réduite notamment au mouvement syndical, mais t'efforcer au contraire d'élargir le cadre et le contenu de la lutte de classe *jusqu'à y taire entrer*, non seulement *toutes* les tâches de la révolution russe présente, démocratique et populaire, mais aussi celles de la future révolution socialiste. C'est pourquoi, sans méconnaître le mouvement syndical, sans refuser d'utiliser la moindre marge de légalité, tu dois, à l'époque de la révolution, mettre au premier plan les tâches de l'insurrection armée, de la formation d'une armée révolutionnaire et d'un gouvernement révolutionnaire, seul chemin conduisant à la victoire complète du peuple sur le tsarisme, à la conquête d'une République démocratique et d'une véritable liberté politique.

Il serait superflu de marquer la position ambiguë, inconséquente, et, naturellement, sympathique à la bourgeoisie, que, sur cette question, les néo-iskristes ont adoptée dans leurs résolutions par suite de leur « ligne » erronée.

II. NOUVEL «APPROFONDISSEMENT» DE LA QUESTION PAR LE CAMARADE MARTYNOV

Passons aux articles de Martynov parus dans les numéros 102 et 103 de *l'Iskra*. Il va de soi que nous ne répondrons pas à Martynov quand il tente de démontrer la fausseté de notre interprétation de divers passages empruntés à Engels et à Marx, et l'exactitude de la sienne. Ces tentatives sont si peu sérieuses, les subterfuges de Martynov sont si évidents, la question est si claire qu'il ne serait pas intéressant d'y revenir une fois de plus. Tout lecteur réfléchi discernera sans difficulté les manoeuvres grossières du repli opéré sur toute la ligne par Martynov, surtout lorsque aura paru la traduction complète de la brochure d'Engels : *Les bakouninistes à l'œuvre*, et de celle de Marx : *Adresse du Comité central à la Ligue des communistes*, mars 1850, préparée par un groupe

de collaborateurs du *Prolétari*. Il suffit de citer un passage de l'article de Martynov pour rendre son repli évident au lecteur.

L'Iskra « reconnaît, écrit Martynov dans le n° 103, la formation d'un gouvernement provisoire comme une des voies possibles et adéquates du développement de la révolution ; elle nie l'utilité de la participation des social-démocrates au gouvernement provisoire *bourgeois*, au nom précisément de la conquête future de la machine de l'Etat pour la révolution socialiste ». En d'autres termes : *L'Iskra* a reconnu maintenant l'absurdité de toutes les craintes que lui inspiraient la responsabilité du gouvernement révolutionnaire pour le Trésor et les banques, ainsi que le danger et l'impossibilité de se charger des « prisons », etc. *L'Iskra* continue cependant de brouiller les choses, confondant la dictature démocratique et la dictature socialiste. Confusion inévitable qui sert à couvrir ce repli.

Mais, parmi les semeurs de confusion de la nouvelle *Iskra*, Martynov figure au premier rang, il sème la confusion, s'il est permis de s'exprimer ainsi, avec talent. Embrouillant la question par ses efforts pour l'« approfondir », il en arrive presque toujours à « forger » de nouvelles formules qui révèlent à merveille toute la fausseté de sa position. Rappelez-vous comme il « approfondissait » Plékhanov à l'époque de l'économisme et créait d'inspiration cette formule : « lutte économique contre les patrons et le gouvernement ». Il serait difficile de trouver dans les écrits des économistes une expression plus heureuse de tout ce que cette tendance a de faux. De même aujourd'hui, Martynov sert avec zèle la nouvelle *Iskra* et nous fournit, presque chaque fois qu'il prend la parole, une documentation nouvelle et magnifique permettant d'apprécier la fausseté de la position prise par la nouvelle *Iskra*. Il déclare dans le numéro 102 que Lénine « a insensiblement substitué l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature » (p. 3, colonne 2).

C'est à ce point que se réduisent, en somme, toutes les accusations que dressent contre nous les néo-iskristes. Quelle reconnaissance ne devons-nous pas à Martynov pour cette accusation ! Quel inappréciable service ne nous rend-il pas dans notre lutte contre les néo-iskristes, en formulant ainsi son accusation ! Décidément, nous devrions demander à la rédaction de *L'Iskra* de lancer plus souvent Martynov contre nous, afin d'« approfondir » les attaques contre le *Prolétari* et de les formuler « au point de vue des vrais principes ». Car plus Martynov s'évertue à creuser les principes, moins cela lui réussit et plus il montre nettement les bévues du néo-iskrisme, plus il réussit sur lui-même et sur ses amis l'utile opération pédagogique dite *reductio ad absurdum* (réduction à l'absurde des principes de la nouvelle *Iskra*).

Vpériod et *Prolétari* « substituent » l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature. *L'Iskra* ne veut pas de cette « substitution ». C'est bien ainsi, très honorable camarade Martynov ! Vous avez par mégarde émis une grande vérité. Vous avez confirmé par une nouvelle formule notre affirmation que *L'Iskra* se traîne à la remorque de la révolution, dévie vers une définition des tâches de celle-ci digne de *Osvoboždění*, tandis que *Vpériod* et *Prolétari* lancent des mots d'ordre qui font progresser la révolution démocratique.

Vous ne saisissez pas, camarade Martynov ? Vu l'importance de la question, nous prendrons la peine de vous en fournir une explication étendue.

Ce qui fait entre autres le caractère bourgeois de la révolution démocratique, c'est que diverses classes, divers groupes et milieux sociaux qui reconnaissent parfaitement la propriété privée et l'économie marchande, et sont incapables de sortir de ce cadre, en arrivent par la force des choses à reconnaître l'incapacité de l'autocratie et du régime féodal tout entier, et se rallient à la revendication de la liberté. Avec cela le caractère bourgeois de *cette* liberté exigée par la « société » et que défendent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes par un torrent de mots (rien que de mots !) ressort de plus en plus clairement. En même temps apparaît avec une évidence croissante la différence radicale entre la lutte des ouvriers et celle de la bourgeoisie pour la liberté, entre le démocratisme prolétarien et le démocratisme libéral. La classe ouvrière et ses représentants conscients progressent et poussent en avant cette lutte, sans crainte de la mener jusqu'au bout et aspirant même à dépasser de loin le terme le plus éloigné de la révolution démocratique. La bourgeoisie, inconséquente et cupide, n'accorde qu'une adhésion partielle et hypocrite aux mots d'ordre de liberté. Toutes les tentatives de marquer par un trait spécial, par des « paragraphes » spécialement élaborés (dans le genre de ceux de la résolution de Starover ou de la conférence) la limite au-delà de laquelle commence l'hypocrisie des amis bourgeois de la liberté, ou, si l'on veut, cette trahison de la liberté par ses amis bourgeois sont inexorablement vouées à l'insuccès ; car la bourgeoisie, placée entre deux feux (l'autocratie et le prolétariat), est capable de changer de mille façons et de mille manières sa position et ses mots d'ordre s'adaptant un peu à gauche, un peu à droite, avec force marchandages et maquignonnages. La tâche du démocratisme prolétarien n'est pas d'inventer de ces «

paragraphe » mort-nés, mais de critiquer sans se lasser la situation politique en voie de développement, de démasquer les inconséquences et les trahisons, toujours nouvelles et imprévisibles, de la bourgeoisie.

Rappelez-vous l'histoire des déclarations politiques de M. Strouvé dans la presse illégale, l'histoire de la guerre que lui firent les social-démocrates, et vous saisissez sur le vif la façon dont la social-démocratie, champion du démocratisme prolétarien, s'est acquittée de cette tâche. M. Strouvé a commencé par formuler un mot d'ordre tout à fait à la Chipov : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir » (voir mon article de *Zaria*. « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibal du libéralisme »). La social-démocratie le dénonça et le repoussa vers un programme nettement constitutionnaliste. Quand ces « poussées » eurent produit leur effet grâce à la marche particulièrement rapide des événements révolutionnaires, la lutte s'orienta vers le problème *suivant* du démocratisme : pas seulement une constitution en général, mais à tout prix le suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret. Quand nous eûmes « conquis » sur l'« adversaire » cette nouvelle position (admission du suffrage universel par l'*Union de l'Osvobodjénie*), nous continuâmes notre assaut, en dévoilant l'hypocrisie et l'ambiguïté du système des deux Chambres, l'acceptation incomplète du suffrage universel par les gens de l'*Osvobodjénie*, leur démocratisme de maquignon attesté par leur *monarchisme*, autrement dit : la *trahison* des intérêts de la grande révolution russe par ces héros du sac d'écus que sont les hommes de l'*Osvobodjénie*.

Enfin, le fol entêtement de l'autocratie, les progrès gigantesques de la guerre civile, la situation sans issue à laquelle les monarchistes avaient acculé la Russie, commencèrent à agir sur les cerveaux les plus réfractaires. La révolution devenait un *fait*. Il n'était plus besoin d'être un révolutionnaire pour la reconnaître. En réalité le gouvernement autocratique se décomposait — et il continue de se décomposer — aux yeux de tous. Comme un libéral (M. Grédeskoul) l'a très justement fait observer dans la presse légale, il s'est créé un état de fait d'insoumission à ce gouvernement. Malgré toute sa force apparente, l'autocratie a révélé son impuissance ; les événements de la révolution en cours repoussaient, refoulaient simplement cet organisme parasitaire qui pourrissait sur pied. Contraints de fonder leur activité (ou plutôt leur négoce politique) sur les rapports existants et établis de fait, les bourgeois libéraux *commencent à se rendre à la nécessité de reconnaître la révolution*. Non parce qu'ils sont des révolutionnaires, mais malgré le fait qu'ils n'en sont pas. Ils le font par nécessité et à leur corps défendant, voyant avec rage les succès de la révolution, accusant d'esprit révolutionnaire l'autocratie qui ne veut pas transiger, mais lutter à mort. Mercantis nés, ils exècrent la lutte et la révolution, mais les circonstances les obligent à se placer sur le terrain de la révolution, car ils n'ont pas le choix.

Nous assistons à un spectacle hautement édifiant et du plus haut comique. Les prostituées du libéralisme bourgeois veulent se draper dans la toge du révolutionnaire. Les gens de l'*Osvobodjénie* — *risum teneatis, amici!* [*Retenez-vous de rire, amis.*] — commencent à parler au nom de la révolution ! Les voilà qui nous assurent qu'ils « ne craignent pas la révolution » (M. Strouvé dans le n° 72 de l'*Osvobodjénie*) !!! Les gens de l'*Osvobodjénie* ont la prétention de « se mettre à la tête de la révolution » !!!

Ce fait éminemment significatif caractérise, mieux encore que le progrès du libéralisme bourgeois, les succès réels grandissants du mouvement révolutionnaire qui *a su* s'imposer. La bourgeoisie même commence à se rendre compte qu'il est plus avantageux de se placer sur le terrain de la révolution, tant l'autocratie est ébranlée. Mais, d'autre part, ce fait attestant l'élévation de l'ensemble du mouvement à un degré nouveau, un degré supérieur, nous assigne des tâches également nouvelles, également supérieures. Cette reconnaissance de la révolution par la bourgeoisie ne saurait être sincère, indépendamment de la bonne foi individuelle de tel ou tel de ses idéologues. Cette dernière ne peut pas ne pas apporter, à ce stade supérieur du mouvement aussi bien son égoïsme et son esprit d'inconséquence, ses marchandages et la mesquinerie de ses stratagèmes réactionnaires. Nous devons aujourd'hui formuler *autrement* les tâches *concrètes* immédiates de la révolution, au nom de notre programme et comme développement de ce programme. Ce qui suffisait hier *ne suffit plus aujourd'hui*. Hier peut-être il suffisait que la revendication de la reconnaissance de la révolution figurât comme mot d'ordre démocratique d'avant-garde. Aujourd'hui ce n'est plus assez. La révolution a su se faire reconnaître même par M. Strouvé. Aujourd'hui la classe d'avant-garde se doit de définir exactement le *contenu même* des tâches immédiates et impérieuses de cette révolution. En reconnaissant la révolution, les Strouvé ne se font pas faute de laisser percer une fois de plus le bout de leurs oreilles d'ânes et reprennent la vieille antienne sur la possibilité d'une issue pacifique, sur l'appel de *Nicolas*¹¹³, invitant ces messieurs de l'*Osvobodjénie* à accéder au pouvoir, etc., etc. Ces messieurs de l'*Osvobodjénie* reconnaissent la révolution pour l'escamoter et la trahir avec le moins de risque possible. A nous d'indiquer maintenant au prolétariat et au peuple entier l'insuffisance du mot d'ordre de révolution ; de montrer la nécessité d'une définition claire et sans équivoque, logique et résolue du *contenu même* de la révolution. Or cette définition nous est offerte justement par un mot d'ordre, seul capable d'exprimer avec exactitude la « victoire décisive » de la révolution, celui de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

L'abus des mots est un phénomène des plus ordinaires en politique. Les partisans du libéralisme bourgeois anglais, par exemple, se sont appelés plus d'une fois « socialistes » (« nous sommes tous des socialistes maintenant » — « We ail are socialists now », a dit Harcourt) ; il en est de même des partisans de Bismarck et des amis du pape Léon XIII. Le mot « révolution » prête également très bien aux abus, et ceux-ci sont inévitables lorsque le mouvement arrive à un certain stade de développement. Quand M. Strouvé s'est mis à parler au nom de la révolution, nous avons pensé malgré nous à Thiers. Quelques jours avant la révolution de Février, ce gnome monstrueux, ce représentant le plus achevé de la corruption politique de la bourgeoisie, flairait l'approche d'un soulèvement populaire. Et de déclarer alors, du haut de la tribune parlementaire, *qu'il était du parti de la révolution* ! (Voir la *Guerre civile en France* de Marx.) Le sens politique de l'adhésion de l'*Osvobodjénié* au parti de la révolution est *absolument identique* à l'« adhésion » de Thiers. Lorsque les Thiers russes se mettent à parler de leur appartenance au parti de la révolution, cela signifie que le mot d'ordre de révolution est insuffisant, qu'il ne veut rien dire et ne définit aucune tâche, car la révolution est un fait accompli et les éléments les plus hétérogènes se sont mis de son côté.

Qu'est-ce en effet que la révolution du point de vue marxiste ? C'est la démolition par la violence d'une superstructure politique surannée dont la non-correspondance aux nouveaux rapports de production a, à un certain moment, amené la faillite. L'antagonisme qui existe entre l'autocratie d'une part et tout le régime de la Russie capitaliste, tous les besoins de son développement démocratique bourgeois de l'autre, a provoqué aujourd'hui une faillite d'autant plus forte que cet antagonisme s'est artificiellement maintenu plus longtemps. La superstructure craque de tous côtés, cède sous la poussée, faiblit. Le peuple doit lui-même, par le truchement des représentants des classes et groupes les plus divers, édifier une nouvelle superstructure. A un moment donné du développement, la caducité de la vieille superstructure apparaît à chacun en toute évidence. Tout le monde reconnaît la révolution. Et il s'agit maintenant de définir les *classes qui, précisément*, doivent construire la nouvelle superstructure, et *comment* elles doivent la construire. Sans cette définition le mot d'ordre de révolution est au moment présent vide de sens, car la faiblesse de l'autocratie fait que même les grands-ducs et les *Moskovskié Viédomosti* deviennent « révolutionnaires » ! Sans une telle définition il ne saurait être question d'objectifs démocratiques d'avant-garde pour la classe d'avant-garde. Or cette définition est dans le mot d'ordre de dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Ce mot d'ordre précise à la fois les classes sur lesquelles peuvent et doivent s'appuyer les nouveaux « constructeurs » de la nouvelle superstructure, son caractère (dictature « démocratique » à la différence de la dictature socialiste) et les moyens de la construire (par la dictature, c'est-à-dire en réprimant par la force toute résistance par la force, en armant les classes révolutionnaires du peuple). Celui qui, aujourd'hui, n'admet pas le mot d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire, le mot d'ordre d'armée révolutionnaire, de gouvernement révolutionnaire, de comités paysans révolutionnaires, ne comprend absolument rien aux tâches de la révolution, est incapable de déterminer ses tâches nouvelles et plus hautes, dictées par l'heure, ou bien trompe le peuple, trahit la révolution en abusant du mot d'ordre de « révolution ».

Le premier cas concerne le camarade Martynov et ses amis, le deuxième M. Strouvé et tout le parti «constitutionnel-démocratique» des zemstvos.

Le camarade Martynov a été si sagace et si spirituel qu'il nous a accusés d'avoir « substitué » l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature, précisément au moment où le développement de la révolution exigeait d'exprimer ses tâches par le mot d'ordre de dictature ! En réalité le camarade Martynov a de nouveau eu le malheur de rester en arrière, bloqué sur l'avant-dernière marche, de *se retrouver au niveau de l'« Osvobodjénié »*, car aujourd'hui reconnaître la « révolution » (en paroles) et refuser d'admettre la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie (c'est-à-dire la révolution en fait) répond précisément à la politique de l'*Osvobodjénié*, c'est-à-dire aux intérêts de la bourgeoisie monarchiste libérale. Par la bouche de M. Strouvé, la bourgeoisie libérale se prononce maintenant en faveur de la révolution. Le prolétariat conscient exige, par la bouche des social-démocrates révolutionnaires, la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Alors le sage de la nouvelle *Iskra* se mêle à la discussion et s'écrie : N'allez pas « substituer » l'une à l'autre les notions de révolution et de dictature ! Eh bien, n'est-il pas vrai que par suite de leur position fautive les gens de la nouvelle *Iskra* sont condamnés à se traîner sans cesse à la remorque de l'*Osvobodjénié* ?

Nous venons de montrer que les gens de l'*Osvobodjénié* gravissent un à un (non sans être encouragés par les poussées de la social-démocratie) les degrés conduisant à la reconnaissance de la démocratie. L'objet de notre discussion avec eux fut d'abord ceci : chipovisme (des droits et un zemstvo investi du pouvoir) ou constitutionnalisme ? Ensuite : suffrage restreint ou suffrage universel ? Puis : reconnaissance de la révolution ou marché de maquignon avec l'autocratie ? Et enfin, maintenant : reconnaissance de la révolution sans dictature du prolétariat et de la paysannerie ou reconnaissance de la revendication de dictature de ces classes dans la révolution démocratique ? Il est possible et probable que les gens de l'*Osvobodjénié* (ceux d'aujourd'hui ou leurs

successeurs à l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, peu importe) graviront encore un degré, c'est-à-dire qu'ils reconnaîtront avec le temps le mot d'ordre de dictature également (ce sera peut-être à l'époque où le camarade Martynov aura gravi un degré supplémentaire). Il en sera même nécessairement ainsi, si la révolution russe progresse et remporte une victoire décisive.

Quelle sera alors l'attitude de la social-démocratie ? La victoire complète de la révolution actuelle marquera la fin de la révolution démocratique et le début d'une lutte énergique pour la révolution socialiste. La satisfaction des revendications de la paysannerie actuelle, l'écrasement total de la réaction, la conquête de la république démocratique, marqueront la fin certaine du révolutionnisme de la bourgeoisie, et même de la petite bourgeoisie, et le début d'une lutte véritable du prolétariat pour le socialisme. Plus la révolution démocratique sera complète, et plus cette nouvelle lutte se déroulera rapide, large, nette et résolue. Le mot d'ordre de dictature « démocratique » exprime justement ce caractère historique limité de la révolution actuelle et la nécessité d'une lutte nouvelle, sur le terrain d'un nouvel ordre de choses, pour la libération complète de la classe ouvrière de toute oppression et de toute exploitation. En d'autres termes : quand la bourgeoisie démocratique, la petite bourgeoisie, aura encore gravi un degré, quand ce n'est pas simplement la révolution, mais la victoire complète de la révolution qui sera devenue un fait acquis, alors nous « substituerons » (provoquant peut-être les terribles clameurs des futurs Martynov) au mot d'ordre de dictature démocratique celui de dictature socialiste du prolétariat, c'est-à-dire de révolution socialiste intégrale.

III. LA REPRÉSENTATION BOURGEOISE VULGAIRE DE LA DICTATURE ET LA CONCEPTION DE MARX

Mehring raconte, dans les notes dont il a fait suivre son édition des articles de Marx, parus en 1848 dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, que les publications bourgeoises adressaient notamment à ce journal le reproche suivant : la *Nouvelle Gazette Rhénane* aurait exigé l'« institution immédiate de la dictature comme seul moyen de réaliser la démocratie » (Marx, *Nachlass*, t. III, p. 53). Du point de vue bourgeois vulgaire, les notions de dictature et de démocratie s'excluent l'une l'autre. Ne comprenant pas la théorie de la lutte des classes, accoutumé à voir sur la scène politique les mesquines querelles des divers groupes et coteries de la bourgeoisie, le bourgeois entend par dictature l'abolition de toutes les libertés et de toutes les garanties de la démocratie, l'arbitraire généralisé, l'abus généralisé du pouvoir dans l'intérêt personnel du dictateur. Au fond, c'est cette conception bourgeoise vulgaire qui transparaît également chez notre Martynov, alors que, pour terminer sa « nouvelle campagne » dans la nouvelle *Iskra*, il explique le penchant de *Vpériod* et de *Prolétari* pour le mot d'ordre de dictature par le fait que Lénine « désire passionnément tenter sa chance » (*Iskra* n° 103, p. 3, 2^e colonne). Il ne sera pas inutile de nous arrêter aux conceptions de la *Nouvelle Gazette Rhénane* afin d'expliquer à Martynov la différence qui existe entre la dictature d'une classe et celle d'un individu, entre les tâches de la dictature démocratique et celles de la dictature socialiste.

« Après la révolution, écrivait la *Nouvelle Gazette Rhénane* le 14 septembre 1848, toute organisation provisoire de l'Etat exige la dictature, et une dictature énergique. Nous avons dès le début reproché à Camphausen (président du Conseil après le 18 mars 1848) de ne pas avoir agi dictatorialement, ni brisé et liquidé sur-le-champ les restes des anciennes institutions. Et c'est ainsi que, pendant que M. Camphausen se berçait d'illusions constitutionnelles, le parti vaincu (c'est-à-dire le parti de la réaction) renforçait ses positions dans la bureaucratie et dans l'armée, et s'enhardissait même, çà et là, jusqu'à reprendre ouvertement la lutte. »

Ces paroles, dit avec raison Mehring, résument en quelques thèses ce qui a été abondamment développé par la *Nouvelle Gazette Rhénane* en de longs articles sur le ministre Camphausen. Que nous disent donc ces paroles de Marx ? Que le gouvernement révolutionnaire provisoire *doit* agir dictatorialement (thèse que n'a jamais pu comprendre l'*Iskra*, dans sa sainte horreur du mot d'ordre de dictature) ; que la tâche de cette dictature est de détruire les restes des anciennes institutions (justement ce qui est indiqué en toute clarté dans la résolution du III^e Congrès du P.O.S.D.R. sur la lutte avec la contre-révolution, et ce qui est omis dans la résolution de la conférence, comme nous l'avons montré plus haut). Enfin, troisièmement, il résulte de ces paroles que Marx flagellait les démocrates bourgeois pour leurs « illusions constitutionnelles » à l'époque de la révolution et de la guerre civile déclarée. Le sens véritable de ces lignes ressort particulièrement de l'article du 6 juin 1848, publié dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*. « Une Assemblée nationale constituante, écrivait Marx, doit être avant tout une assemblée active, révolutionnairement active. Or, l'Assemblée de Francfort se livre à des exercices scolaires de parlementarisme et laisse au gouvernement le soin d'agir. Admettons que ce savant concile réussisse, après mûre réflexion, à arrêter l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions. Que vaudront l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions si, entre-temps, les gouvernements allemands ont déjà mis la baïonnette à l'ordre du jour ? »

Voilà le sens du mot d'ordre de dictature. On peut voir d'ici quelle eût été l'attitude de Marx envers les résolutions qualifiant de victoire décisive la « décision d'organiser l'Assemblée constituante », ou invitant à « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire » !

Les grands problèmes de la vie des peuples ne sont tranchés que par la force. Les classes réactionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à « mettre la baïonnette à l'ordre du jour », comme l'autocratie russe l'a fait et continue de le faire systématiquement, inflexiblement, toujours et partout, depuis le 9 janvier. Et du moment qu'une telle situation s'est créée, que la baïonnette figure réellement en tête de l'ordre du jour politique, que l'insurrection s'est révélée nécessaire et urgente, les illusions constitutionnelles et les exercices scolaires de parlementarisme ne servent plus qu'à couvrir la trahison de la révolution par la bourgeoisie, la façon dont la bourgeoisie « se détourne » de la révolution. C'est justement le mot d'ordre de dictature que la classe véritablement révolutionnaire doit alors formuler.

A propos des tâches de cette dictature, Marx écrivait déjà dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* : « L'Assemblée nationale aurait dû agir dictatorialement contre les vellétés réactionnaires des gouvernements caducs. Elle eût acquis alors dans l'opinion populaire une force contre laquelle se seraient brisées toutes les baïonnettes... Or cette Assemblée fatigue le peuple allemand par des discours ennuyeux au lieu de l'entraîner à sa suite ou d'être entraînée par lui. » L'Assemblée nationale aurait dû, de l'avis de Marx, « éliminer du régime existant de fait en Allemagne tout ce qui est contraire au principe de la souveraineté du peuple », puis « consolider le terrain révolutionnaire sur lequel elle se tient et prémunir contre toutes les attaques la souveraineté du peuple, conquise par la révolution ».

Par conséquent, les tâches que Marx assignait en 1848 au gouvernement révolutionnaire ou à la dictature impliquaient avant tout la révolution *démocratique* : mesures de défense à l'égard de la contre-révolution et élimination effective de tout ce qui est contraire à la souveraineté du peuple. Ce n'est là rien d'autre que la dictature démocratique révolutionnaire.

Poursuivons. Quelles sont les classes qui, de l'avis de Marx, pouvaient et devaient s'acquitter de cette tâche (réaliser jusqu'au bout le principe de la souveraineté du peuple et repousser les attaques de la contre-révolution ?). Marx parle du « peuple ». Mais nous savons qu'il a toujours combattu sans merci les illusions petites-bourgeoises sur l'unité du « peuple », sur l'absence de lutte de classe au sein du peuple. En employant le mot « peuple », Marx n'estompait pas les distinctions de classe ; il réunissait dans ce terme des éléments bien définis, capables de faire la révolution jusqu'au bout.

Après la victoire du prolétariat berlinois du 18 mars, écrivait la *Nouvelle Gazette Rhénane*, les résultats de la révolution se sont révélés doubles : « D'une part, l'armement du peuple, la liberté d'association, la souveraineté du peuple conquise en fait ; de l'autre, le maintien de la monarchie et le ministère Camphausen-Hansemann, c'est-à-dire un gouvernement de représentants de la grande bourgeoisie. Ainsi, la révolution a eu deux sortes de résultats qui devaient inévitablement aboutir à une rupture. Le peuple a vaincu ; il a conquis des libertés d'un caractère résolument démocratique ; mais la domination effective n'a pas passé dans ses mains, elle a passé dans les mains de la grande bourgeoisie. En un mot, la révolution n'a pas été menée jusqu'au bout. Le peuple a laissé aux représentants de la grande bourgeoisie le soin de former le ministère, et ces représentants de la grande bourgeoisie ont démontré aussitôt leurs desseins en proposant une alliance à la vieille noblesse prussienne et à la bureaucratie. Arnim, Canitz et Schwerin sont entrés dans le ministère.

« Par crainte du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique, la grande bourgeoisie, antirévolutionnaire dès le début, a conclu avec la réaction une alliance défensive et offensive. » (souligné par nous).

Ainsi, non seulement la « décision d'organiser l'Assemblée constituante », mais même la convocation effective de cette Assemblée est encore insuffisante pour la victoire décisive de la révolution ! Même après une victoire partielle dans la lutte armée (victoire des ouvriers berlinois sur la troupe, le 18 mars 1848), une révolution « inachevée », une révolution « qui n'est pas menée jusqu'au bout » est possible. De quoi dépend donc l'achèvement de la révolution ? De ceci : dans quelles mains passe la domination effective, dans celles des Pétroukévitch et des Roditchev, je voulais dire des Camphausen et des Hansemann, ou bien dans les mains du *peuple*, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique. Dans le premier cas la bourgeoisie aura le pouvoir, et le prolétariat la « liberté de critique », la liberté de « demeurer le parti de l'extrême opposition révolutionnaire ». Aussitôt après la victoire, la bourgeoisie conclura une alliance avec la réaction (ce qui de même arriverait en Russie inévitablement, si, par exemple, les ouvriers pétersbourgeois ne remportaient qu'une

victoire partielle dans un combat de rue contre la troupe, et laissaient à MM. Pétroukévitch et consorts le soin de former le gouvernement). Dans le second cas, la dictature démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire la victoire complète de la révolution, deviendrait possible.

Reste à déterminer de façon plus précise ce que Marx entendait proprement par «bourgeoisie démocratique» (demokratische Bürgerschaft), qu'il comprenait avec les ouvriers dans la notion de peuple, l'opposant à la grande bourgeoisie.

Le passage suivant d'un article de la *Nouvelle Gazette Rhénane* du 29 juillet 1848, fournit une réponse claire à cette question :

«... La Révolution allemande de 1848 n'est qu'une parodie de la Révolution française de 1789. Le 4 août 1789, trois semaines après la prise de la Bastille, le peuple français eut raison, en une seule journée, de toutes les servitudes féodales.

Le 11 juillet 1848, quatre mois après les barricades de mars, les servitudes féodales ont eu raison du peuple allemand. *Teste Gierke cum Hansemanno.* [« Témoins : MM. Gierke et Hansemann ». Hansemann représentait au ministère le parti de la grande bourgeoisie (en russe Troubetskoï ou Roditchev, etc.) Gierke, ministre de l'Agriculture dans le cabinet Hansemann, avait élaboré le projet « hardi » d'une « abolition des servitudes féodales » soi-disant « sans rachat », projet qui ne prévoyait en réalité que l'abolition des menues redevances peu importantes et le maintien ou le rachat des redevances plus substantielles. M. Gierke fait penser à nos Kabloukov, Manouïlov, Herzenstein et à tous les autres amis libéraux bourgeois du moujik qui veulent l'« extension de la propriété terrienne paysanne » mais ne veulent pas léser les grands propriétaires fonciers.]

La bourgeoisie française de 1789 n'abandonna pas un instant ses alliés, les paysans. Elle savait qu'à la base de sa domination était l'abolition de la féodalité dans les campagnes, la création d'une classe libre de paysans propriétaires (grundbesitzenden). La bourgeoisie allemande de 1848 trahit sans aucun scrupule les paysans, ses alliés les plus naturels, qui sont la chair de sa chair et sans lesquels elle est impuissante en face de la noblesse. Le maintien de droits féodaux, leur consécration sous l'apparence (illusoire) d'un rachat, tel est le résultat de la révolution allemande de 1848. La montagne a accouché d'une souris. »

Passage très instructif qui nous donne quatre thèses importantes : 1° La Révolution allemande inachevée diffère de la Révolution française achevée en ce que la bourgeoisie a trahi non seulement la démocratie en général, mais encore la paysannerie en particulier. 2° La réalisation complète d'une révolution démocratique a pour base la création d'une classe libre de paysans. 3° Créer cette classe, c'est abolir les servitudes féodales, détruire la féodalité ; ce n'est point encore la révolution socialiste. 4° Les paysans sont les alliés «les plus naturels » de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la bourgeoisie démocratique qui, sans eux, est « impuissante » face à la réaction.

Toutes ces thèses, modifiées conformément à nos particularités nationales concrètes, le servage étant substitué à la féodalité, s'appliquent entièrement à la Russie de 1905. Il est certain que les enseignements tirés de l'expérience allemande, éclairée par Marx, ne peuvent nous conduire à aucun autre mot d'ordre pour une victoire décisive de la révolution que celui de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Il est certain que les principales parties constituantes de ce «peuple» que Marx opposait en 1848 à la réaction récalcitrante et à la bourgeoisie félonne sont le prolétariat et la paysannerie. Il est certain que chez nous également, en Russie, la bourgeoisie libérale et ces messieurs de l'*Osvobodjénie* trahissent et trahiront la paysannerie, c'est-à-dire qu'ils se tiendront quittes avec une pseudo-réforme, qu'ils se rangeront du côté des grands propriétaires fonciers dans la lutte décisive entre ces derniers et la paysannerie. Seul le prolétariat est capable de soutenir jusqu'au bout la paysannerie dans cette lutte. Enfin, il est certain que chez nous de même, en Russie, le succès de la lutte paysanne, c'est-à-dire le passage de toute la terre aux paysans, marquera une révolution démocratique complète, car il est la base sociale de la révolution amenée à son terme, mais nullement la révolution socialiste ni la « socialisation » dont parlent les idéologues de la petite bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires. Le succès de l'insurrection paysanne, la victoire de la révolution démocratique déblaieront simplement la voie en vue d'une lutte véritable et résolue pour le socialisme, sur le terrain de la République démocratique. La paysannerie, comme classe de propriétaires terriens, jouera dans cette lutte le même rôle de trahison et d'inconstance que la bourgeoisie joue maintenant dans la lutte pour la démocratie. Oublier cela, c'est oublier le socialisme, se leurrer soi-même et les autres sur les intérêts véritables et les tâches du prolétariat.

Pour ne pas laisser de lacune dans l'exposé des conceptions de Marx en 1848, il importe de noter un trait essentiel qui distingue la social-démocratie allemande d'alors (ou le Parti communiste du prolétariat, pour emprunter la langue de l'époque) de la social-démocratie russe d'aujourd'hui. Laissons la parole à Mehring :

« La *Nouvelle Gazette Rhénane* est entrée dans l'arène politique comme un « organe de la démocratie ». Il est impossible de ne pas voir l'idée qui traverse tous ses articles. Mais, dans son activité directe, elle défendait plus les intérêts de la révolution bourgeoise contre l'absolutisme et la féodalité que les intérêts du prolétariat contre ceux de la bourgeoisie. On trouvera peu de chose dans ses colonnes sur le mouvement spécifiquement ouvrier pendant la révolution, bien qu'il ne faille pas oublier qu'à côté d'elle paraissait deux fois par semaine, sous la rédaction de Moll et Schapper, l'organe spécial de l'Union ouvrière de Cologne. En tout cas, ce qui saute aux yeux du lecteur contemporain, c'est le peu d'intérêt que portait la *Nouvelle Gazette Rhénane* au mouvement ouvrier allemand de l'époque, quoique le militant le plus capable de ce mouvement, Stephan Born, eût été l'élève de Marx et d'Engels à Paris et à Bruxelles et également correspondant de leur journal à Berlin (en 1848). Born raconte dans ses *Souvenirs* que Marx et Engels ne lui adressèrent jamais un mot de désapprobation pour sa propagande ouvrière. Mais les déclarations postérieures d'Engels permettent de supposer qu'ils étaient mécontents, pour le moins, des méthodes de cette propagande. Leur mécontentement était fondé, pour autant que Born était obligé de faire nombre de concessions à la conscience de classe, encore très arriérée, du prolétariat dans la plus grande partie de l'Allemagne, concessions qui ne résistaient pas à la critique du point de vue du *Manifeste Communiste*. Leur mécontentement n'était pas fondé, pour autant que Born réussissait tout de même à maintenir à un niveau relativement élevé la propagande qu'il dirigeait... Sans doute, Marx et Engels avaient historiquement et politiquement raison lorsqu'ils estimaient que l'intérêt capital de la classe ouvrière consistait avant tout à stimuler le plus possible la révolution bourgeoise... Néanmoins, nous trouvons une preuve remarquable de la façon dont l'instinct élémentaire du mouvement ouvrier sait redresser les conceptions des plus grands penseurs, dans le fait qu'ils se prononcèrent en avril 1849 pour une organisation spécifiquement ouvrière et décidèrent de participer au congrès ouvrier, organisé principalement par le prolétariat d'Est-Elbe (Prusse orientale). »

Ainsi, ce n'est qu'en avril 1849, après une année environ de publication d'un journal révolutionnaire (la *Nouvelle Gazette Rhénane* avait commencé à paraître le 1^{er} juin 1848), que Marx et Engels se prononcèrent pour une organisation ouvrière à part ! Ils s'étaient bornés jusque-là à diriger un « organe de la démocratie » qu'aucun lien d'organisation ne rattachait à un parti ouvrier indépendant ! Ce fait, monstrueux et inconcevable de notre point de vue actuel, nous montre clairement la différence énorme entre le parti ouvrier allemand de cette époque et le Parti ouvrier social-démocrate russe de nos jours. Ce fait nous montre combien les traits prolétariens du mouvement, le courant prolétarien, se sont fait moins sentir dans la révolution démocratique allemande (par suite de l'état arriéré de l'Allemagne en 1848, et sous le rapport économique et sous le rapport politique : morcellement de l'Etat). Il ne faut pas oublier cela quand on examine les nombreuses déclarations de Marx, à cette époque et un peu plus tard, sur la nécessité d'une organisation indépendante pour le parti du prolétariat. Il fallut presque une année d'expérience de la révolution démocratique pour que Marx pût arriver à cette conclusion pratique, à tel point toute l'atmosphère en Allemagne, à cette époque, était philistine, petite-bourgeoise. Pour nous, cette conclusion est d'acquis solide et déjà ancien d'un demi-siècle d'expérience de la social-démocratie internationale, l'acquis avec lequel nous avons *commencé* l'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. C'est ainsi, par exemple, qu'il ne saurait être question chez nous de journaux révolutionnaires du prolétariat se trouvant en marge du Parti social-démocrate du prolétariat et pouvant s'affirmer, ne fût-ce qu'une minute, comme de simples « organes de la démocratie ».

Mais la contradiction qui ne faisait encore que de s'esquisser entre Marx et Stephan Born existe chez nous sous une forme d'autant plus développée que le courant prolétarien s'affirme plus puissant dans le flot démocratique de notre révolution. Parlant du mécontentement probable que la propagande de Stephan Born devait susciter chez Marx et Engels, Mehring s'exprima en termes trop mitigés et évasifs. Voici ce qu'Engels écrivait au sujet de Born en 1885 (dans la préface aux *Enthüllungen über den Kommunistenprozess zu Köln*. Zurich 1885) [*Révélations sur le procès des communistes de Cologne*. (N.R.)] :

« Les membres de la *Ligue des communistes* étaient partout à la tête du mouvement démocratique le plus avancé, démontrant ainsi que la Ligue était une excellente école d'action révolutionnaire. « Le typographe Stephan Born, qui avait été membre actif de la Ligue à Bruxelles et à Paris, avait fondé à Berlin une « Fraternelle ouvrière » (Arbeiterverbrüderung) qui prit un développement assez considérable et subsista jusqu'en 1850. Born, jeune homme de talent, se hâta pourtant un peu trop d'agir en qualité d'homme politique. Il « fraternisa » avec un ramassis d'éléments disparates (Kreti und Plethi) à seule fin de rassembler une foule autour de lui. Il n'était nullement de ceux qui savent faire l'unité dans les tendances contradictoires et la lumière dans le chaos. C'est pourquoi dans les publications officielles de la Fraternelle on trouve à tout instant une confusion et un mélange des conceptions du *Manifeste Communiste* avec des réminiscences et des desiderata corporatistes, avec des lambeaux d'idées empruntées à Louis Blanc et à Proudhon, avec une défense du protectionnisme, etc. ; en un mot ces gens voulaient contenter tout le monde (Allen ailes sein). *Ils*

s'occupaient surtout d'organiser des grèves, des syndicats, des coopératives de production, oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord par une victoire politique le seul terrain où ces œuvres eussent pu trouver un fondement solide (souligné par nous). Et quand les victoires de la réaction firent sentir aux chefs de cette Fraternelle la nécessité d'une participation directe à la lutte révolutionnaire, il va de soi que la masse peu développée, groupée autour d'eux, les abandonna. BORN prit part à l'insurrection de Dresde, en mai 1849, et ne dut son salut qu'à un heureux hasard. Quant à la Fraternelle, elle subsista à l'écart du grand mouvement politique du prolétariat comme une association distincte, existant surtout sur le papier et jouant un rôle si secondaire que la réaction ne jugea nécessaire de la supprimer qu'en 1850 et ne ferma ses filiales que de longues années après. BORN (dont le vrai nom était Buttermilch) ne réussit pas à devenir un homme politique ; il devint un petit professeur suisse qui traduit maintenant, non point Marx en langue corporative, mais le béat Renan en un allemand édulcoré. »

*[En traduisant Engels j'ai commis sur ce point une erreur dans la première édition, ayant pris Buttermilch (lait caillé. - N.R.) non pour un nom propre mais pour un nom commun. Cette erreur a naturellement procuré un plaisir extrême aux menchéviks. Koltsov a écrit que « j'avais approfondi Engels » (reproduit dans le recueil *En deux ans*) ; Plékhanov rappelle aujourd'hui encore cette erreur dans le *Tovarichtch*. En un mot, on a trouvé un excellent prétexte pour escamoter la question des deux tendances du mouvement ouvrier de 1848 en Allemagne : la tendance BORN. (apparentée à nos économistes) et la tendance marxiste. Il est plus que naturel qu'on exploite l'erreur d'un contradicteur, même quand il ne s'agit que du nom de BORN. Mais escamoter au moyen de correctifs à la traduction le fond du problème, la question des deux tactiques, c'est abandonner la partie. (Note de Lénine à l'édition de 1907. N.R.)]*

Voilà comment Engels jugeait les deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique !

Nos néo-iskristes, eux aussi, penchent vers l'« économisme » avec tant de zèle et si peu de raison qu'ils s'attirent les éloges de la bourgeoisie monarchiste pour leur « éveil intellectuel ». Ils rassemblent, eux aussi, autour d'eux les éléments les plus disparates, flattant les « économistes », séduisant démagogiquement la masse arriérée par des mots d'ordre d'« initiative », de « démocratie », d'« autonomie », etc., etc.

Leurs syndicats ouvriers aussi n'existent souvent que dans les pages de la nouvelle *Iskra*, bien digne de Khlestakov¹¹⁴. Leurs mots d'ordre et leurs résolutions montrent la même incompréhension des tâches du « grand mouvement politique du prolétariat ».

Écrit en juin-juillet 1905

Publié pour la première fois par le C.C. du P.O.S.D.R. en brochure à Genève en juillet 1905

NOTE AU CHAPITRE 10 DE LA BROCHURE *DEUX TACTIQUES* (A insérer au § 10.)

1° Rappelons au lecteur que dans sa polémique avec *Vpériod*, *L'Iskra* s'est référée entre autres à une lettre qu'Engels écrivit à Turati et dans laquelle il mettait en garde le (futur) chef des réformistes italiens de ne pas confondre la révolution démocratique et la révolution socialiste. La prochaine révolution en Italie, écrivait Engels à propos de la situation politique de ce pays en 1894, sera petite-bourgeoise, démocratique, et non socialiste. *L'Iskra* reprochait à *Vpériod* de s'écarter du principe établi par Engels. Ce reproche n'était pas fondé, puisque *Vpériod* (n° 14) avait reconnu, dans son ensemble, la justesse de la théorie de Marx sur la différence qui existe entre les trois principales forces des révolutions au XIX^e siècle. Selon cette théorie, contre l'ancien régime, — l'autocratie, le féodalisme, le servage, — se dressent 1) la grosse bourgeoisie libérale ; 2) la petite bourgeoisie radicale ; 3) le prolétariat. La première mène uniquement la lutte pour une monarchie constitutionnelle ; la seconde, pour la république démocratique ; le dernier, pour la révolution socialiste. La faillite politique guette le socialiste qui confondrait la lutte petite-bourgeoise pour une révolution démocratique complète avec la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste. Cette mise en garde de Marx est absolument juste. Mais précisément pour cette raison le mot d'ordre de « communes révolutionnaires » est erroné, car les communes dont l'histoire fait mention ont justement confondu révolution démocratique et révolution socialiste. Par contre, notre mot d'ordre : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie nous prémunit entièrement contre cette faute. Reconnaisant comme certain le caractère bourgeois d'une révolution qui n'était pas capable de sortir *directement* du cadre d'une révolution simplement démocratique, notre mot d'ordre *pousse en avant* cette révolution-là ; il s'attache à lui conférer les formes les plus avantageuses au prolétariat ; il s'attache, par conséquent à utiliser au maximum la révolution démocratique en vue de mieux assurer le succès de la lutte ultérieure du prolétariat pour le socialisme.

Écrit en juin-juillet 1905.

Publié en 1926 dans le Recueil Lénine t. V.

L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A L'ÉGARD DU MOUVEMENT PAYSAN

L'importance considérable du mouvement paysan dans la révolution démocratique que traverse la Russie a déjà été commentée, maintes et maintes fois, par toute la presse social-démocrate. Le III^e congrès du P.O.S.D.R. a adopté, comme on sait, une résolution spéciale sur ce point, afin de déterminer avec plus de précision et d'unifier l'activité de l'ensemble du parti du prolétariat conscient, précisément à l'égard du mouvement paysan actuel. Bien que cette résolution ait été préparée d'avance (le premier projet en fut publié dans le n° 11 de *Vpériod*, le 23 (10) mars dernier) ; bien qu'elle ait été minutieusement rédigée par le congrès du Parti, qui s'est efforcé de formuler les vues déjà établies de toute la social-démocratie russe, — la résolution a néanmoins provoqué l'étonnement d'un certain nombre de camarades militant en Russie. Le comité de Saratov l'a proclamée, à l'unanimité, inacceptable (voir le n° 10 du *Prolétari*). Le désir que nous avons formulé alors d'obtenir l'explication de ce verdict n'a malheureusement pas été satisfait jusqu'ici. Nous savons seulement que le comité de Saratov a de même déclaré inacceptable la résolution agraire de la conférence néo-iskriste, — donc, ce qui ne l'a pas satisfait, c'est ce qu'il y a de commun dans les deux résolutions, et non point ce qui les distingue l'une de l'autre.

Un nouveau document sur cette question c'est la lettre qu'on nous a fait tenir d'un camarade de Moscou (lettre publiée sous la forme d'un tract tiré à la polycopie). Nous la reproduisons in extenso :

LETTRE OUVERTE AU COMITÉ CENTRAL ET AUX CAMARADES MILITANT A LA CAMPAGNE

Camarades, l'organisation régionale du comité de Moscou a abordé de près le travail parmi les paysans. Le manque d'expérience quant à l'organisation de ce travail, les conditions particulières des campagnes de la région centrale, de même que le manque de précision des directives contenues dans les résolutions du III^e congrès, sur ce point, et l'absence presque totale d'indications, aussi bien dans la presse périodique que dans la presse générale sur le travail parmi les paysans, nous obligent à demander au Comité central de nous envoyer des directives détaillées, tant théoriques que pratiques ; quant à vous, camarades, qui faites le même travail, nous vous prions de nous communiquer les données pratiques que vous a fournies votre expérience.

Nous tenons à vous faire part de l'étonnement qu'a provoqué chez nous la lecture de la résolution du III^e congrès sur « l'attitude à l'égard du mouvement paysan », ainsi que le plan d'organisation que nous commençons dès aujourd'hui à appliquer dans nos campagnes.

« § a) Faire connaître aux grandes masses du peuple que la social-démocratie s'assigne comme tâche de soutenir avec la plus grande énergie toutes les mesures révolutionnaires prises par la paysannerie et capables d'améliorer sa situation, mesures allant jusqu'à la confiscation des terres appartenant aux grands propriétaires fonciers, à l'Etat, à l'Eglise, aux couvents et la couronne. » (Extrait de la résolution du III^e congrès du P.O.S.D.R.)

Ce paragraphe, d'abord ne dit pas clairement comment les organisations du parti feront et doivent faire la propagande. Celle-ci exige avant tout une organisation qui approche de très près ceux que l'on veut toucher par la propagande. Cette organisation prendra-t-elle la forme de comités du prolétariat rural ? ou bien d'autres voies d'organisation sont-elles possibles, tant pour la propagande orale que pour la propagande écrite ? La question reste en suspens.

On peut en dire autant de la promesse d'un soutien énergique. Soutenir, et soutenir énergiquement, n'est de même possible que lorsqu'on possède une organisation sur place. La question d'un « soutien énergique » nous paraît en général très vague. La social-démocratie peut-elle soutenir l'expropriation des terres seigneuriales mises en valeur de la façon la plus intensive, à l'aide de machines, de cultures supérieures, etc. ? Le passage de ces terres entre les mains de propriétaires petits-bourgeois, si important qu'il soit d'améliorer leur situation, marquerait un pas en arrière au point de vue du développement capitaliste d'une exploitation donnée. Demeurant des social-démocrates, nous devrions à notre avis faire dans ce paragraphe relatif au « soutien », cette réserve : « si l'expropriation de ces terres et leur transformation en propriété paysanne (petite-bourgeoise) constitue une forme supérieure du développement de l'exploitation de ces terres ».

Et plus loin :

« § d) Travailler à l'organisation autonome du prolétariat agricole, à sa fusion avec le prolétariat des villes sous le drapeau du Parti social-démocrate et faire participer ses représentants aux comités paysans. »

La dernière partie de ce paragraphe suscite des doutes. En effet, les organisations démocratiques bourgeoises telles que *l'Union des paysans* et Ses organisations utopiques réactionnaires, telles que celles des socialistes révolutionnaires, organisent sous leurs drapeaux aussi bien les éléments bourgeois de la paysannerie que ses éléments prolétariens. En introduisant dans ces comités « paysans » nos représentants choisis dans les organisations du prolétariat rural, nous nous contredirions nous-mêmes, nous contredirions nos idées sur le *bloc*, etc.

Il nous paraît que là encore des amendements sont nécessaires, et des amendements très sérieux.

Telles sont les quelques remarques d'ordre général concernant la résolution du III^e congrès. Il est à souhaiter qu'elles soient examinées au plus vite et de la façon la plus détaillée.

En ce qui concerne le plan de l'organisation « rurale » dans notre organisation régionale, nous sommes obligés de travailler dans des conditions dont les résolutions du III^e congrès ne disent absolument rien. Il importe de marquer avant tout que le champ de notre activité — la province de Moscou et les districts attenants des provinces voisines — est par excellence une région industrielle, où l'artisanat est relativement faible et la population *exclusivement* agricole insignifiante. De vastes manufactures, avec 10.000 à 15.000 ouvriers, alternent avec de petites fabriques, qui, dispersées dans les bourgs et les villages écartés, occupent de 500 à 1.000 ouvriers. Ces conditions devaient créer, semble-t-il, un terrain très propice à la social-démocratie ; mais la réalité montre que de telles conditions, considérées à vol d'oiseau, ne résistent pas à la critique. Jusqu'à présent notre « prolétariat » ne s'est pas détaché de la terre, dans son immense majorité, bien que certaines fabriques comptent de 40 à 50 années d'existence. La « campagne » le tient si fort que tous les facteurs psychologiques et autres que le travail collectif fait naître chez le prolétariat « pur », ne peuvent se développer chez notre prolétariat. L'économie agricole de nos « prolétaires » revêt on ne sait quelles formes bâtarde. Un tisserand travaillant à la fabrique loue un ouvrier pour labourer son lopin de terre. Sur ce même lopin travaillent sa femme (si elle n'est pas à la fabrique), ses enfants, ses vieux parents, les invalides de la famille ; et il travaillera lui-même, lorsqu'il sera vieux ou estropié, ou chassé pour son esprit turbulent ou son inconduite politique. Ces « prolétaires »-là, il est difficile de les appeler prolétaires. Par leur situation économique ils sont paupérisés. Par leur idéologie, de petits bourgeois. Ils sont ignorants et conservateurs. C'est parmi eux que sont recrutés les « Cent-Noirs ». Depuis peu, pourtant, leur conscience commence à s'éveiller. Grâce au contact assuré par le prolétariat « pur », nous tirons cette masse obscure de son sommeil séculaire, et non sans succès. Nos contacts se multiplient, ils s'affermissent par endroits, les éléments paupérisés se soumettent à notre influence et s'assimilent notre idéologie, tant à la fabrique qu'à la campagne. Et nous estimons qu'implanter des organisations dans un milieu qui n'est pas « purement » prolétarien, ne sera pas contraire à l'orthodoxie. Nous n'avons pas d'autre milieu, et si nous insistons sur l'orthodoxie, si nous n'organisons que le « prolétariat » rural, il nous faudra dissoudre notre organisation et les organisations voisines. Nous savons qu'il nous sera difficile de combattre la soif d'expropriation des fonds de terre labourables et autres laissés à l'abandon par les propriétaires fonciers, ou bien les terres que les pères en capuchon et en soutane n'ont pas su mettre en valeur comme il faut. Nous savons que la démocratie bourgeoise, à commencer par la fraction monarchiste « démocrate » (il en existe une dans le district de Rouza) pour finir par l'Union « paysanne », nous disputera l'influence sur les « éléments paupérisés », mais nous dresserons ces derniers contre les premières. Nous utiliserons toutes les forces social-démocrates de la région, — intellectuels et ouvriers-prolétaires, — pour organiser et affermir nos comités social-démocrates de « paupérisés ». Nous nous conformerons au plan que voici : nous installerons dans tous les chefs-lieux de district ou dans tous les grands centres industriels un comité de district de l'organisation régionale du Parti. Le comité de district, outre le travail d'organisation dans les fabriques et les usines de son secteur, formera des comités « paysans ». Ces derniers, eu égard aux nécessités de l'action clandestine, ne comprendront qu'un petit nombre de membres, choisis parmi les paysans paupérisés les plus révolutionnaires et les plus doués. Là où il y a des fabriques et des paysans, il est indispensable de les organiser dans un seul comité de sous-groupe.

Ce comité doit avant tout se faire une idée claire et nette du milieu : A. Rapports agraires : 1^o lots des paysans, fermage, forme de possession (communautaire, familiale, etc.) ; 2^o les terres environnantes : a) leurs propriétaires ; b) leur étendue ; c) rapports entre les paysans et ces terres ; d) conditions de jouissance : 1^o paiement en travail ; 2^o loyer très élevé des « otrezki » etc. ; e) endettement envers les koulaks, les propriétaires fonciers, etc. B. Redevances, impôts, taux des impositions foncières sur les terres des paysans et celles des propriétaires fonciers. C. Métiers auxiliaires et artisanat, passeport, embauchages d'hiver¹¹⁵, etc. D. Fabriques et usines : conditions de travail. 1^o salaires ; 2^o journée de travail ; 3^o attitude de l'administration ; 4^o conditions d'habitation, etc. E. Les autorités : administrateurs de district, anciens de village, greffiers, juges cantonaux, gardes, pope. F. Les zemstvos : élus des paysans ; employés : instituteur, médecin ; bibliothèques, écoles, débits de thé. G. Les assemblées cantonales : leur composition et la conduite des affaires. H. Les organisations : *l'Union paysanne*, les socialistes-révolutionnaires, les social-démocrates.

Ces renseignements pris, le comité paysan social-démocrate est tenu de faire adopter, dans les réunions de paysans, les décisions qui découleront de telle ou telle situation anormale. En outre, ce comité développe

intensément la propagande et l'agitation des idées de la social-démocratie dans les masses, organise des cercles d'études, des réunions improvisées, des rassemblements, diffuse proclamations et publications, recueille des fonds pour la caisse du Parti et entretient des relations avec l'organisation régionale, par l'intermédiaire du groupe de district.

Si nous réussissons à organiser un certain nombre de comités de ce genre, le succès de la social-démocratie sera assuré.

Un organisateur régional.

Il va de soi que nous ne prendrons pas sur nous d'élaborer les directives pratiques détaillées dont parle ce camarade ; c'est l'affaire des militants de base et du centre de direction pratique russe. Notre intention est de profiter de la lettre substantielle du camarade de Moscou pour expliquer la résolution du III^e congrès et les tâches immédiates du Parti en général. La lettre montre que les malentendus suscités par la résolution du III^e congrès ne sont dus qu'en partie à des doutes d'ordre théorique. Ils ont une autre source dans la question *nouvelle*, jamais posée antérieurement, des rapports entre les « comités paysans révolutionnaires » et les « comités social-démocrates » militant dans la paysannerie. Le fait même de poser cette dernière question témoigne du progrès considérable de l'action social-démocrate parmi la paysannerie. A l'ordre du jour s'inscrivent déjà des questions plus ou moins détaillées, suscitées par les besoins pratiques du travail d'agitation « dans la campagne », lequel s'étend et prend des formes permanentes, solides. L'auteur de la lettre oublie plus d'une fois que, reprochant à la résolution du congrès son manque de clarté, il y cherche, au fond, la réponse à une question que le congrès du Parti n'a pas posée et ne pouvait poser.

Ainsi, par exemple, l'auteur n'a pas tout à fait raison de dire que la propagande de nos idées et le soutien du mouvement paysan ne sont possibles « que » s'il y a une organisation sur place. Evidemment, ces organisations-là sont souhaitables et, quand le travail se développe, nécessaires ; mais ce travail est possible et nécessaire même lorsque ces organisations font défaut. Dans toute notre activité, même quand nous n'avons affaire qu'au prolétariat des villes, nous ne devons pas perdre de vue la question paysanne ; nous devons diffuser la déclaration faite *par l'ensemble du parti du prolétariat conscient* à son III^e congrès : nous soutenons l'insurrection paysanne. Les paysans doivent en être informés par nos publications, par l'intermédiaire des ouvriers, d'organisations spéciales, etc. Les paysans doivent savoir que le prolétariat social-démocrate *ne reculera*, pour réaliser ce soutien, devant aucune confiscation du sol (c'est-à-dire devant l'expropriation sans indemnité aux propriétaires).

L'auteur de la lettre soulève ici une question théorique : Ne convient-il pas de limiter, en faisant une réserve spéciale, l'expropriation des grands domaines et leur transformation en « propriété paysanne petite-bourgeoise » ? Mais en proposant cette réserve l'auteur restreint arbitrairement le sens de la résolution du III^e congrès. *Il n'est dit nulle part*, dans cette résolution, que le Parti social-démocrate s'engage à soutenir la remise des terres confisquées précisément à des propriétaires petits-bourgeois. La résolution dit : Nous soutenons « jusques et y compris la confiscation », c'est-à-dire jusques et y compris l'aliénation sans indemnité ; mais à qui donner les biens aliénés, la résolution ne tranche pas cette question. Ce n'est pas par hasard que celle-ci reste pendante : les articles publiés par *Vpériod* (n^{os} 11, 12, 15) montrent que l'on estimait déraisonnable de la trancher par anticipation. Il y était dit, par exemple, qu'en République démocratique la social-démocratie ne peut prendre aucun engagement d'abstention, ni se laisser lier les mains dans le problème de la nationalisation du sol.

En effet, à la différence des socialistes-révolutionnaires petits-bourgeois, l'essentiel pour nous *maintenant*, c'est le côté démocratique révolutionnaire des insurrections paysannes et l'organisation particulière du prolétariat rural en un parti de classe. L'essentiel n'est plus maintenant dans les projets fantaisistes de « partage noir » ou de nationalisation ; l'essentiel, c'est que la paysannerie sache comprendre et entreprendre la démolition *révolutionnaire* de l'ancien régime. Aussi les socialistes-révolutionnaires insistent-ils sur la « socialisation », etc., tandis que nous insistons sur les *comités paysans révolutionnaires* : sans eux, disons-nous, toutes les transformations sont nulles. Avec eux et en s'appuyant sur eux, la *victoire de l'insurrection paysanne* est possible.

Nous devons soutenir de toutes les manières l'insurrection paysanne jusques et y compris la confiscation des terres, *mais nullement jusques et y compris toute sorte de projets petits-bourgeois*. Nous soutenons le mouvement paysan dans la mesure où il est démocratique révolutionnaire. Nous nous préparons (nous nous préparons à l'instant même, sans délai) à le combattre dès qu'il deviendra réactionnaire, anti-prolétarien. L'essence même du marxisme tient dans ce double objectif, que seuls des gens qui n'entendent rien au marxisme peuvent vouloir simplifier ou aplatir, jusqu'à en faire un simple et unique objectif.

Prenons un exemple concret. Admettons que l'insurrection paysanne ait triomphé. Les comités paysans révolutionnaires et le gouvernement révolutionnaire provisoire (qui s'appuie en partie sur ces mêmes comités) peuvent opérer à leur gré la confiscation de la grande propriété. Nous sommes pour la confiscation, nous l'avons déjà dit. Mais à qui conseillerons-nous de remettre les terres confisquées ? Sur ce point nous ne nous sommes pas lié les mains, et nous ne ferons jamais des déclarations comme celles que propose imprudemment l'auteur de la lettre. Il oublie que la résolution du III^e congrès parle d'« *épurer le contenu démocratique révolutionnaire du mouvement paysan en le libérant de tout alliage réactionnaire* ». Premier point. En second lieu, elle affirme la nécessité d'« *une organisation autonome du prolétariat rural, dans tous les cas et dans toutes les circonstances* ». Telles sont nos directives. Il y aura toujours des alliages réactionnaires dans le mouvement paysan ; et d'avance, nous leur déclarons la guerre. L'antagonisme de classe entre le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne est inévitable, et d'avance nous le dénonçons, nous l'expliquons, *nous nous préparons à combattre sur ce terrain*. La question de savoir à qui et comment remettre les terres confisquées peut très bien devenir l'une des causes de cette lutte. Et nous ne cherchons pas à escamoter cette question, nous ne promettons pas de partage égalitaire, de « socialisation », etc. ; nous disons : là, nous aurons à combattre encore, à combattre de nouveau, nous combattrons sur un nouveau terrain et avec d'autres alliés ; là nous marcherons, n'en doutez pas, avec le prolétariat rural, avec toute la classe ouvrière *contre* la bourgeoisie paysanne. Dans la pratique, cela peut signifier soit le passage des terres à la classe des petits propriétaires paysans, là où prévaut la grande, l'asservissante propriété féodale, et où n'existent pas encore les conditions matérielles de la grosse production socialiste ; soit la nationalisation, à la condition de la victoire complète de la révolution démocratique ; soit encore la remise des grands domaines capitalistes à des *associations ouvrières*, car, la révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt, — et dans la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé, — la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêterons pas à moitié chemin.

Si nous ne faisons pas de promesses de « socialisation » immédiate, à l'instant même, c'est précisément parce que nous connaissons les conditions véritables du problème, et qu'au lieu de dissimuler, nous révélons la nouvelle lutte de classe, qui mûrit dans les profondeurs de la paysannerie.

Nous commençons par soutenir jusqu'au bout, par tous les moyens, jusques et y compris la confiscation, le paysan en général contre le propriétaire foncier ; nous soutenons ensuite (ou plutôt en même temps) le prolétariat contre le paysan en général. Calculer dès *maintenant* le rapport des forces au sein de la paysannerie, au « lendemain » de la révolution (démocratique), est une vaine utopie. Sans donner dans l'esprit d'aventure, sans trahir notre conscience scientifique, sans courir après une popularité facile nous ne pouvons dire et ne disons *qu'une chose* : de toutes nos forces nous aiderons la paysannerie à faire la révolution démocratique, *afin qu'il nous soit d'autant plus facile* à nous, parti du prolétariat, de passer aussi vite que possible à une tâche nouvelle et supérieure, — à la révolution socialiste. Nous ne promettons aucune harmonie, aucune égalisation, aucune « socialisation » à la suite de la victoire de l'insurrection paysanne *actuelle* ; au contraire, nous « promettons » une nouvelle lutte, une nouvelle inégalité, une nouvelle révolution, à laquelle d'ailleurs tendent nos efforts. Notre doctrine est moins « sucrée » que les contes bleus des socialistes-révolutionnaires ; mais quiconque veut qu'on ne lui serve que de l'eau sucrée ferait bien d'aller aux socialistes-révolutionnaires. A ces gens-là nous dirons : Bon vent.

Ce point de vue marxiste tranche aussi, à notre avis, la question des comités. *Il ne doit pas y avoir*, pensons-nous, de comités *paysans social-démocrates* : s'ils sont social-démocrates, c'est qu'ils ne sont pas seulement paysans ; s'ils sont paysans, c'est qu'ils ne sont pas purement prolétariens, social-démocrates. Il y a quantité d'amateurs pour confondre ces deux métiers, nous ne sommes pas de ceux-là. Partout où c'est possible, nous nous efforcerons d'organiser nos comités à nous, les comités du *Parti ouvrier social-démocrate*. Y entreront paysans, pauvres, intellectuels, prostituées (un ouvrier nous demandait récemment par lettre pourquoi l'on ne ferait pas un travail d'agitation parmi les prostituées), soldats, instituteurs, ouvriers, — bref *tous les social-démocrates, et rien que les social-démocrates*. Ces comités poursuivront l'action social-démocrate dans toute son ampleur, en s'efforçant néanmoins d'organiser spécialement, à part, le prolétariat rural ; car la social-démocratie est le parti de classe du prolétariat. Tenir pour « contraires à l'orthodoxie », les efforts tendant à organiser un prolétariat qui ne s'est pas encore tout à fait dégagé des diverses survivances du passé, *c'est tomber dans une très grave erreur*, et nous aimerions à croire que les passages correspondants de la lettre reposent sur un simple malentendu. Le prolétariat des villes, le prolétariat industriel formera inmanquablement le noyau central de notre parti ouvrier social-démocrate ; mais nous devons attirer vers notre parti, instruire, organiser tous les travailleurs et tous les exploités, comme le dit d'ailleurs notre programme, tous sans exception : artisans, pauvres, mendiants, domestiques, vagabonds, prostituées, à la condition expresse, bien entendu, que ce soit eux qui adhèrent à la social-démocratie, et non l'inverse ; que ce soit eux qui adoptent le point de vue du prolétariat, et non le prolétariat qui adopte le leur.

Mais alors que viennent faire ici les comités paysans révolutionnaires ? demandera le lecteur. C'est donc qu'il n'en faut pas ? Si, il en faut. Notre idéal : des comités purement social-démocrates partout, dans tous les villages, et puis leur entente avec *tous* les éléments, groupes, cercles paysans démocratiques révolutionnaires en vue de la formation de comités révolutionnaires. Ici, l'analogie est complète avec l'indépendance du Parti ouvrier social-démocrate dans les villes et son alliance avec tous les démocrates révolutionnaires en vue de l'insurrection. Nous sommes pour l'insurrection de la paysannerie. Nous sommes absolument contre le mélange et la fusion d'éléments sociaux hétérogènes et de partis hétérogènes. Nous voulons que la social-démocratie stimule vers l'insurrection *toute* la démocratie révolutionnaire ; qu'elle l'aide *toute* à s'organiser ; *qu'elle soit* à ses côtés, — mais sans se confondre avec elle, — sur les barricades dans les villes, contre les propriétaires fonciers et la police dans les campagnes.

Cet article a été publié le 14 (1^{er}) septembre 1905 dans le Prolétari, n° 16.

LES ENSEIGNEMENTS DE L'INSURRECTION DE MOSCOU

Le livre *Moscou en décembre 1905* (M. 1906) vient on ne peut plus à son heure. La tâche immédiate du Parti ouvrier est de s'assimiler l'expérience de l'insurrection de décembre. Par malheur, cet ouvrage est un tonneau de miel avec une cuillerée de goudron : une documentation fort intéressante, bien qu'incomplète, et des conclusions incroyablement négligées, incroyablement banales. Nous reviendrons sur ces conclusions ; pour l'instant, interrogeons la grande actualité politique, les leçons de l'insurrection de Moscou.

Les formes essentielles du mouvement de décembre à Moscou ont été la grève pacifique et les manifestations. L'immense majorité des ouvriers n'ont participé activement qu'à ces formes de la lutte. Mais précisément le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps ; que le mouvement déborde avec une force instinctive, irrésistible, ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme suprême de la lutte : l'insurrection.

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience, ils pressentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. Le 6 décembre, le Soviet des députés ouvriers décidait qu'on « s'efforcerait de changer la grève en insurrection armée ». Mais aucune des organisations ne s'y était préparée. Même le Conseil réuni des groupes de combat parlait (*le 9 décembre !*) de l'insurrection comme d'une affaire encore lointaine, et il est certain que les batailles de rue se livraient sans qu'il y fût pour quelque chose, sans même qu'il y prît part. Les organisations s'étaient laissées *devancer* par la croissance et l'extension du mouvement.

C'est avant tout sous la pression des circonstances objectives apparues après octobre, que la grève allait se changer en insurrection. On ne pouvait plus prendre le gouvernement au dépourvu par une grève générale ; il avait déjà monté une contre-révolution prête à agir militairement. Le cours général de la révolution russe après octobre et la succession des événements à Moscou lors des journées de décembre ont confirmé, de façon saisissante, une des grandes thèses de Marx : la révolution progresse en suscitant une contre-révolution forte et unie¹¹⁶, c'est-à-dire qu'elle oblige l'ennemi à recourir à des moyens de défense de plus en plus extrêmes ; elle élabore ainsi des moyens d'attaque de plus en plus puissants.

Les 7 et 8 décembre : grève pacifique, grandes manifestations pacifiques. Le 8 au soir : siège de l'*Aquarium*¹¹⁷. Le 9, dans la journée : place Strastnaïa les dragons chargent la foule. Le soir, mise à sac de la maison de Fidler. L'exaltation monte. La foule inorganisée de la rue dresse, tout à fait spontanément, sans trop d'assurance, les premières barricades.

Le 10 : l'artillerie ouvre le feu sur les barricades et sur la foule. Maintenant on dresse, sans hésitation, des barricades non pas isolément, mais absolument en masse. Toute la population est dans la rue ; les principales artères de la ville se couvrent de barricades. Pendant plusieurs jours, c'est une guerre de partisans obstinée entre les groupes de combat et la troupe, qui n'en peut plus ; Doubassov¹¹⁸ se voit obligé d'implorer du renfort. Le 15 décembre seulement, les forces gouvernementales l'emportent définitivement et, le 17, le régiment Séménovski écrase la Presnia, dernier rempart de l'insurrection.

De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Pardessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, — acquisition faite en décembre 1905 et, comme les précédentes, achetée au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale où il était, le mouvement s'est élevé à un degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller *jusqu'au bout* dans sa résistance : c'est ainsi qu'il a formidablement rapproché le moment où la révolution elle aussi ira jusqu'au bout dans l'emploi de ses moyens d'offensive. La réaction ne peut aller *au delà* du bombardement des barricades, des maisons et de la foule. La Révolution ira au delà des groupes de combat de Moscou, elle a du champ, et quel champ en étendue et en profondeur. Et la révolution a fait du chemin depuis décembre. La crise révolutionnaire a maintenant une base infiniment plus large ; il n'y a plus qu'à affiler encore le tranchant du glaive.

Le changement des conditions objectives de la lutte, qui imposait la nécessité de passer de la grève à l'insurrection, fut ressenti par le prolétariat bien avant que par ses dirigeants. La pratique, comme toujours, a pris le pas sur la théorie. La grève pacifique et les manifestations avaient cessé aussitôt de satisfaire les ouvriers, qui demandaient : Et après ? exigeant une action plus décidée. L'ordre de dresser des barricades parvint dans les

quartiers avec un retard sensible, au moment où au centre de la ville on les élevait déjà. En masse les ouvriers se mirent à l'ouvrage, mais ils ne *s'en contentèrent pas*, ils demandaient : Et après ? — ils réclamaient une action décidée. Nous, dirigeants du prolétariat social-démocrate, nous nous identifîâmes, en décembre, à ce capitaine qui avait si absurdement disposé ses bataillons que la majeure partie de ses troupes ne put participer activement au combat. Les ouvriers cherchaient des directives pour une action de masse décidée, et ils n'en trouvaient point.

Ainsi, rien de plus myope que le point de vue de Plékhanov, repris par tous les opportunistes et selon lequel il ne fallait pas entreprendre cette grève inopportune, « il ne fallait pas prendre les armes ». Au contraire, il fallait prendre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et dans un esprit plus offensif ; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique, et la nécessité d'une lutte armée intrépide et implacable. Aujourd'hui nous devons enfin reconnaître ouvertement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques ; nous devons faire de l'agitation dans les masses les plus profondes en faveur de l'insurrection armée, sans escamoter la question sous prétexte de « degrés préliminaires », sans jeter un voile là-dessus. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et désespérée, comme objectif immédiat de l'action future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple.

Telle est la première leçon des événements de décembre. La seconde concerne le caractère de l'insurrection, la façon de la conduire, les conditions dans lesquelles la troupe passe au peuple. Sur ce dernier point, une opinion très étroite s'est accréditée dans l'aile droite de notre Parti. Il est impossible, paraît-il, de lutter contre une armée moderne ; il faut que l'armée devienne révolutionnaire. Certes, si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même, il ne saurait même être question de lutte sérieuse. Bien entendu, l'action dans l'armée est nécessaire. Mais il ne faut pas se figurer cette volte-face de la troupe comme un acte simple et isolé, résultant de la persuasion, d'une part, et du réveil de la conscience, de l'autre. L'insurrection de Moscou montre à l'évidence ce que cette conception a de routinier et de stérile. En réalité, l'indécision de la troupe, inévitable dans tout mouvement vraiment populaire, conduit, lorsque la lutte révolutionnaire s'accroît, à une véritable *lutte pour la conquête de l'armée*. L'insurrection de Moscou nous montre précisément la lutte la plus implacable, la plus forcenée de la réaction et de la révolution pour conquérir l'armée. Doubassov a déclaré lui-même que 5.000 hommes seulement sur les 15.000 de la garnison de Moscou étaient sûrs. Le gouvernement cherchait à retenir les hésitants par les mesures les plus diverses, les plus désespérées : il les persuadait, les flattait, les achetait en leur distribuant des montres, de l'argent, etc. ; il les enivrait d'eau-de-vie, les trompait, les terrorisait ; il les enfermait dans les casernes, les désarmait, il leur arrachait par la trahison ou la violence les soldats dont on doutait le plus. Et il faut avoir le courage d'avouer en toute franchise que sous ce rapport, nous nous sommes laissés devancer par le gouvernement. Pour conquérir les troupes qui hésitaient nous n'avons pas su utiliser les forces dont nous disposions, dans une lutte aussi active, courageuse, aussi intrépide et irrésistible que celle engagée et menée à bonne fin par le gouvernement. Nous nous sommes attachés et nous nous attacherons encore avec plus de ténacité « à travailler » idéologiquement l'armée. Mais nous ne serions que de pitoyables pédants, si nous oublions qu'au moment de l'insurrection il faut lutter aussi matériellement pour gagner l'armée.

Le prolétariat de Moscou nous a fourni, dans les journées de décembre, d'admirables leçons de « préparation » idéologique de la troupe : par exemple, le 8 décembre, place Strastnaïa, lorsque la foule cerna les cosaques, se mêla à eux, fraternisa avec eux et les décida à se retirer. Ou encore le 10, à Presnia, lorsque deux jeunes ouvrières, portant le drapeau rouge au milieu d'une foule de 10.000 personnes, se jetèrent au-devant des cosaques en criant : « Tuez-nous ! Nous vivantes, vous n'aurez pas notre drapeau ! » Et les cosaques, décontenancés, tournèrent bride, tandis que la foule criait : « Vivent les cosaques ! » Ces exemples de vaillance et d'héroïsme doivent rester gravés à jamais dans la conscience des prolétaires.

Mais voici des exemples illustrant notre infériorité par rapport à Doubassov. Le 9 décembre, rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa, des soldats défilent au chant de la *Marseillaise* : ils vont se joindre aux insurgés. Les ouvriers leur envoient des délégués. Mala-khov en personne s'élança vers eux à bride abattue. Les ouvriers arrivent trop tard, Malakhov¹¹⁹ les avait prévenus. Il y va d'un discours ardent, fait hésiter les soldats, les fait cerner par des dragons, conduire à la caserne où ils seront enfermés. Malakhov est arrivé à temps, nous en retard. Et pourtant en deux jours, 150.000 hommes s'étaient levés à notre appel, qui auraient pu et dû organiser un service de patrouilles dans les rues. Malakhov a fait cerner les soldats par des dragons ; nous, nous n'avons pas fait cerner les Malakhov par les lanceurs de bombes. Nous aurions pu et dû le faire : depuis longtemps déjà la presse social-démocrate (l'ancienne *Iskra*) avait dit qu'en temps d'insurrection, notre devoir est d'exterminer impitoyablement les chefs civils et militaires. Ce qui s'est produit rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa s'est renouvelé apparemment, dans les grandes lignes, devant les casernes Nesvijskié et Kroutitskié, et lorsque le prolétariat tenta d'« enlever » ceux du régiment d'Iékatérinoslav, et lors de l'envoi de délégués auprès des sapeurs d'Alexandrov, et à la réexpédition de l'artillerie de Rostov dirigée sur Moscou, et pendant le désarmement des sapeurs à Kolomna, et

ainsi de suite. Au moment de l'insurrection nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche dans la lutte pour gagner à nous les troupes indécises.

Décembre a confirmé une autre thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art est *l'offensive* — une offensive d'un courage intrépide et d'une inébranlable fermeté. Cette vérité nous ne l'avons pas suffisamment comprise. Nous n'avons pas assez appris nous-même ni enseigné aux masses cet art, cette règle de l'offensive à tout prix. Maintenant nous devons, de toute notre énergie, rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper sur les mots d'ordre politiques, il faut aussi se grouper sur le problème de l'insurrection armée. Quiconque s'y oppose, ou refuse de s'y préparer, doit être impitoyablement chassé des rangs des partisans de la révolution, renvoyé dans le camp de ses adversaires, des traîtres ou des lâches, car le jour approche où la force des événements et les circonstances de la lutte nous obligeront à distinguer, à ce signe, nos amis et nos ennemis. Ce n'est pas la passivité que nous devons prêcher, ni simplement l'« attente » du moment où la troupe « passera » à nous ; non, nous devons, comme on sonne le tocsin, proclamer la nécessité d'une offensive intrépide et d'une attaque à main armée, la nécessité d'exterminer les chefs et de lutter de la façon la plus énergique pour gagner à nous les troupes indécises.

La troisième grande leçon que nous a donnée Moscou a trait à la tactique et à l'organisation de nos forces, en vue de l'insurrection. La tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire, — c'est Engels qui a répété cette vérité et l'a mise toute mâchée dans la bouche des marxistes. La technique militaire n'est plus ce qu'elle était au milieu du XIX^e siècle. Opposer la foule à l'artillerie et défendre des barricades avec des revolvers serait une sottise. Et Kautsky avait raison lorsqu'il écrivait qu'il est temps, après Moscou, de réviser les conclusions d'Engels, et que Moscou a créé « *une nouvelle tactique des barricades* ». Cette tactique était celle de la guerre de partisans. L'organisation qu'elle supposait, c'étaient de tout petits détachements mobiles : groupes de dix, de trois et même de deux hommes. On rencontre souvent aujourd'hui, chez nous, des social-démocrates qui ricanent quand on parle de ces groupes de cinq ou de trois. Mais ricaner n'est qu'un moyen facile de fermer les yeux sur ce *nouveau* problème de la tactique et de l'organisation requises pour les batailles de rues, face à la technique militaire moderne. Lisez attentivement le récit de l'insurrection de Moscou, messieurs, et vous comprendrez quel rapport ont les « groupes de cinq » avec le problème de la « nouvelle tactique des barricades ».

Cette tactique Moscou l'a formulée, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle lui ait donné un développement, une extension assez large, qu'elle en ait fait une véritable tactique de masse. Les combattants étaient peu nombreux ; la masse ouvrière n'avait pas reçu le mot d'ordre d'attaques audacieuses et n'a pas agi dans ce sens ; les détachements de partisans étaient trop uniformes, leur armement et leurs procédés insuffisants ; ils ne savaient guère diriger les foules. Nous devons rattraper et nous rattraperons le temps perdu en étudiant l'expérience de Moscou, en la diffusant dans les masses, en éveillant le génie créateur des masses elles-mêmes dans le sens du développement de cette expérience. Et la guerre de partisans, la terreur générale qui en Russie se répandent partout presque sans discontinuer depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique, au moment de l'insurrection. Cette terreur exercée par les masses, la social-démocratie doit l'admettre et l'incorporer à sa tactique ; elle doit, bien entendu, l'organiser et la contrôler, la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire en général ; elle doit écarter, éliminer sans merci cette façon de faire tourner la guerre de partisans en « gueuserie », déformation dont les Moscovites ont si bien, si implacablement fait justice lors de l'insurrection, et les Lettons pendant les fameuses Républiques lettones¹²⁰.

La technique militaire, en ces tout derniers temps, enregistre de nouveaux progrès. La guerre japonaise a fait apparaître la grenade à main. Les manufactures d'armes ont jeté sur le marché le fusil automatique. L'une et l'autre sont déjà employés avec succès dans la révolution russe, mais dans des proportions qui sont loin d'être suffisantes. Nous pouvons et devons profiter des perfectionnements techniques, apprendre aux détachements ouvriers la fabrication en grand des bombes, les aider, ainsi que nos groupes de combat, à se pourvoir d'explosifs, d'amorces et de fusils automatiques. Si la masse ouvrière prend part à l'insurrection dans les villes ; si nous attaquons l'ennemi en masse ; si nous menons une lutte adroite et décidée pour conquérir la troupe, qui hésite encore davantage après l'expérience de la Douma, depuis Svéaborg et Cronstadt¹²¹ ; si la participation des campagnes à la lutte commune est assurée, — la victoire sera à nous lors de la prochaine insurrection armée de toute la Russie !

Développons donc plus largement notre activité et définissons nos tâches avec plus de hardiesse, en nous assimilant les enseignements des grandes journées de la révolution russe. A la base de notre activité est une juste appréciation des intérêts des classes et des nécessités du développement du peuple à l'heure présente. Autour du mot d'ordre : renversement du pouvoir tsariste et convocation de l'Assemblée constituante par un gouvernement

révolutionnaire, nous groupons et grouperons une partie toujours plus grande du prolétariat, de la paysannerie et de l'armée. Développer la conscience des masses reste, comme toujours, la base et le contenu principal de tout notre travail. Mais n'oublions pas qu'aux moments comme celui que traverse la Russie, à ce devoir général, constant et essentiel, s'ajoutent des devoirs particuliers, spéciaux. Ne soyons pas des pédants et des philistins, ne tournons pas le dos à ces tâches particulières du moment, à ces tâches spéciales qu'impliquent les formes actuelles de lutte, — en invoquant vainement des devoirs constants et immuables, quels que soient les temps et les circonstances.

Rappelons-nous que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles vont à une lutte armée implacable et sanglante. Le mépris de la mort doit se répandre parmi les masses et assurer la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être la plus énergique : l'attaque et non la défense doit devenir le mot d'ordre des masses ; l'extermination implacable de l'ennemi deviendra leur objectif ; l'organisation de combat sera mobile et souple ; les éléments hésitants de l'armée seront entraînés dans la lutte active. Le Parti du prolétariat conscient remplira son devoir dans cette grande lutte.

Publié le 11 septembre (29 août) 1906 dans le n° 2 du Prolétari.

BOYCOTTAGE

Les social-démocrates de l'aile gauche doivent remettre en question le boycottage de la Douma d'Etat. Il ne faut pas oublier que nous avons toujours posé cette question concrètement, par rapport à une situation politique déterminée. Ainsi, le *Proletari* (de Genève) écrivait déjà : « Il serait ridicule de jurer qu'on n'utilisera pas même une Douma de Boulyguine », si elle pouvait naître. Quant à la Douma de Witte¹²², nous lisons dans la brochure : *La Douma d'Etat et la social-démocratie* (N. Lénine et F. Dan) 1906, dans un article de N. Lénine : « Nous devons absolument remettre en discussion et très sérieusement la question de la tactique... La situation n'est plus la même que du temps de la Douma de Boulyguine ».

Dans la question du boycottage, la différence essentielle entre la social-démocratie révolutionnaire et la social-démocratie opportuniste est la suivante. Les opportunistes se bornent à appliquer à tous les cas une commune mesure empruntée à une période particulière du socialisme allemand¹²³. Nous devons utiliser les institutions représentatives ; la Douma étant une institution de ce genre, le boycottage serait de l'anarchisme ; il faut aller à la Douma. Voilà à quel syllogisme enfantin se réduisent tous les raisonnements de nos menchéviks et notamment de Plékhanov. La résolution des menchéviks sur l'importance des institutions représentatives en période révolutionnaire (voyez le n° 2 des *Partiinyyé Izvestia*) fait ressortir le caractère routinier, antihistorique, de leur argumentation.

Les social-démocrates révolutionnaires, eux, font porter le centre de gravité de la question sur un examen attentif d'une situation politique donnée. On ne peut embrasser tous les objectifs de l'époque révolutionnaire russe en copiant les modèles allemands, choisis d'une manière tendancieuse dans une période récente, et en négligeant les leçons des années 1847-1848. On ne peut rien comprendre à la marche de notre révolution, si l'on se borne à opposer purement et simplement le boycottage « anarchiste » à la participation aux élections, préconisée par les social-démocrates. Mettez-vous donc à l'étude de l'histoire de la révolution russe, messieurs.

Cette histoire a *prouvé* que le boycottage de la Douma de Boulyguine était la seule tactique juste, entièrement confirmée par les événements. Quiconque l'oublie, quiconque traite du boycottage en passant sous silence les enseignements de la Douma de Boulyguine (comme le font toujours les menchéviks), se délivre un certificat d'indigence attestant qu'il ne sait pas expliquer, ni apprécier, une des époques les plus importantes et les plus riches en événements, de la révolution russe. La tactique du boycottage envers la Douma de Boulyguine tenait un compte exact et du moral du prolétariat révolutionnaire, et des particularités objectives de l'heure qui allaient provoquer fatalement une explosion générale.

Passons à la *seconde* leçon de l'histoire, à la Douma cadette de Witte. Aujourd'hui, c'est la mode parmi les intellectuels social-démocrates de faire amende honorable pour le boycottage de cette Douma. Elle s'est réunie et elle a servi indirectement, mais indubitablement, la cause de la révolution, — en voilà assez pour qu'on reconnaisse humblement avoir eu tort de la boycotter.

Mais c'est là ne voir qu'un côté des choses, et c'est de la myopie. On ne tient pas compte de quantité de faits très importants qui se sont produits avant la Douma de Witte, pendant cette Douma et après sa dissolution. Rappelez-vous que la loi sur les élections à cette Douma fut publiée le 11 décembre, alors que les insurgés luttèrent, les armes à la main, pour l'Assemblée constituante. Rappelez-vous que *même le « Natchalo » menchévik* écrivait alors : « Le prolétariat balayera la Douma de Witte *comme* il a balayé celle de Boulyguine. » Dans ces conditions, le prolétariat ne pouvait ni ne devait sans combat remettre aux mains du tsar la convocation de la première institution représentative de Russie. Le prolétariat devait lutter pour empêcher que l'autocratie ne fût renforcée par un emprunt¹²⁴ que garantirait la Douma de Witte. Le prolétariat devait lutter contre les illusions constitutionnelles sur lesquelles se basaient *exclusivement*, au printemps de 1906, la campagne électorale des cadets et les élections parmi les paysans. A cette époque où l'on exagérait sans mesure l'importance de la Douma, il était impossible de mener cette lutte autrement que par le boycottage. A quel point la *propagation* des illusions constitutionnelles était intimement liée à la participation à la campagne électorale et aux élections du printemps de 1906, l'exemple de nos menchéviks le montre on ne peut mieux. Il suffit de se rappeler que dans la résolution du IV^e congrès (congrès d'unification) du P.O.S.D.R., la Douma était appelée un « *pouvoir* », malgré les avertissements des bolcheviks ! Autre exemple : Plékhanov, ne doutant de rien, écrivait : « Le gouvernement *tombera* dans l'abîme quand il aura fait dissoudre la Douma. » Avec quelle rapidité s'est justifiée la réplique adressée alors à Plékhanov : il faut se préparer à faire *tomber* l'ennemi dans l'abîme, et ne pas espérer, à la façon des cadets, qu'il y « tombe » de lui-même.

Le prolétariat devait s'efforcer par tous les moyens de sauvegarder l'indépendance de sa tactique dans notre révolution, c'est-à-dire marcher avec les paysans conscients contre la bourgeoisie monarchiste libérale, hésitante et traîtresse. Or, par suite de diverses circonstances, objectives et subjectives, cette tactique eût été *impossible* si l'on avait participé aux élections de la Douma de Witte : participer aux élections eût été pour le Parti ouvrier, dans l'immense majorité des régions de la Russie, soutenir tacitement les cadets. Le prolétariat ne pouvait ni ne devait adopter une tactique électorale équivoque, artificielle, tactique de « ruse » et de désarroi, d'élections sans objet, d'élections à la Douma, mais pas pour la Douma. Or, c'est un fait historique que ne dissimuleront ni les réticences, ni les faux-fuyants et les échappatoires des menchéviks, c'est un fait qu'aucun d'entre eux, pas même Plékhanov, *n'a pu*, dans la presse, exhorter les gens à aller à la Douma. C'est un fait que dans la presse, il n'y a *pas eu un seul* appel pour aller à la Douma. C'est un fait que les menchéviks eux-mêmes, dans la feuille du Comité central unifié du P.O.S.D.R., ont admis officiellement le boycottage, réduisant la discussion à la *seule* question de savoir quand il fallait boycotter, à quel stade. C'est un fait que les menchéviks ont reporté le pivot de la question non sur les élections à la Douma, mais sur les élections *comme telles*, et même sur la procédure électorale, comme moyen de s'organiser *pour* l'insurrection, *pour* balayer la Douma et les événements ont justement démontré l'impossibilité d'agiter les masses lors des élections et une certaine possibilité de le faire seulement de l'intérieur de la Douma.

Quiconque essaiera de considérer bien attentivement et d'apprécier tous ces faits complexes, objectifs et subjectifs, comprendra que le Caucase n'a été qu'une exception confirmant la règle. Il comprendra que se répandre en discours contrits et expliquer le boycottage comme une « incartade de jeunesse », c'est apprécier les événements de la façon la plus étroite, la plus superficielle, la plus bornée.

La dissolution de la Douma a montré de toute évidence que, dans les conditions du printemps de 1906, le boycottage était, somme toute, une tactique incontestablement juste, et qu'il a été utile. C'est *seulement* par le boycottage que la social-démocratie pouvait, dans les circonstances *d'alors*, remplir son devoir : mettre en garde le peuple, comme il se doit, contre la Constitution tsariste ; critiquer comme il se doit le charlatanisme électoral des cadets. Critique et avertissements ont été brillamment justifiés par la dissolution de la Douma.

Voici un petit exemple pour illustrer ce qui précède. Au printemps de 1906, M. Vodovozov, ce demi-cadet, demi-menchévik, défendait avec acharnement les élections et la nécessité d'appuyer les cadets. Hier (11 août) il écrivait dans le *Tovarichtch*¹²⁵ que les cadets « ont voulu être un parti parlementaire dans un pays sans Parlement, et un parti constitutionnel dans un pays sans Constitution » ; que « toute la nature du Parti cadet a déterminé la contradiction essentielle entre son programme qui était radical et sa tactique qui ne l'était pas du tout ».

Les bolcheviks ne pouvaient espérer de triomphe plus complet que cet aveu d'un cadet de gauche ou plékhanovien de droite.

Mais, tout en repoussant catégoriquement les *mea-culpa* pusillanimes et bornés ; tout en repoussant la sottise explication du boycottage par une « incartade de jeunesse », nous sommes loin de songer à nier les *nouveaux* enseignements donnés par la Douma des cadets. Craindre de les reconnaître ouvertement et d'en tenir compte, serait du pédantisme. L'histoire a montré que lorsque se réunit la Douma, la possibilité se présente de faire une agitation utile à l'intérieur et autour de cette Douma ; que la tactique de rapprochement avec la paysannerie révolutionnaire contre les cadets est possible au sein de la Douma. Cela semble un paradoxe, mais telle est pourtant l'ironie de l'histoire : c'est précisément la Douma des cadets qui a montré aux masses la justesse de cette tactique, — disons-le pour être bref, — « anticadette ». L'histoire a démenti implacablement toutes les illusions constitutionnelles et toute la « foi en la Douma ». Mais l'histoire a aussi démontré l'utilité certaine, quoique modeste pour la révolution, d'une institution de ce genre, comme tribune d'agitation, pour révéler la vraie « nature interne » des partis politiques, etc.

Conclusion, il serait ridicule de fermer les yeux sur la réalité. Le moment est justement venu pour les social-démocrates révolutionnaires d'abandonner le boycottage. Nous ne refuserons pas d'aller à la seconde Douma, lorsqu'elle sera (ou « si » elle est) convoquée. Nous ne refuserons pas d'utiliser cette arène de lutte, sans nous exagérer son modeste rôle mais, au contraire, en la subordonnant, comme nous l'enseigne l'histoire, à une autre forme de lutte : grèves, insurrection, etc. Nous convoquerons le V^e congrès du Parti ; nous y déciderons qu'en cas *d'élections* il faudra conclure pour quelques semaines un accord électoral avec les troudeviks (sans ce congrès, l'unité voulue dans la campagne électorale serait impossible, les « blocs avec d'autres partis » étant catégoriquement interdits par une décision du IV^e congrès). Et nous battons les cadets à plate couture.

Mais cette conclusion est encore loin, bien loin de résoudre dans toute sa complexité le problème qui nous est posé. C'est à dessein que nous avons souligné les mots : « *en cas* d'élections », etc. Nous ne savons pas encore si une seconde Douma sera convoquée, quand auront lieu les élections, quel sera le droit de vote, quelle sera alors la situation. Aussi notre conclusion pêche-t-elle par une extrême généralité : elle est nécessaire pour dresser le bilan du passé, pour profiter des enseignements de ce passé, pour poser correctement les questions de tactique à venir ; mais elle est encore très insuffisante pour résoudre les problèmes précis de notre tactique de demain.

Seuls les cadets et leurs « similaires » de tout acabit, peuvent aujourd'hui se contenter d'une pareille conclusion, se donner le « mot d'ordre » de soupirer après une nouvelle Douma, démontrer au gouvernement qu'il est désirable de la convoquer le plus rapidement possible, etc. Seuls des traîtres à la révolution, conscients ou inconscients, peuvent *maintenant* orienter tous leurs efforts pour que le nouvel essor inévitable du moral et de l'effervescence, se traduise par des élections, et non par la lutte : grève générale ou insurrection.

Nous en arrivons au pivot du problème de la tactique social-démocrate actuelle. Le fond de la question n'est plus, aujourd'hui, de savoir si, en général, nous devons participer aux élections. Répondre ici par « oui » ou par « non », serait ne rien dire de la tâche essentielle de l'heure. La situation politique en août 1906 ressemble extérieurement à celle d'août 1905 ; mais, depuis, un pas immense a été fait : on voit bien plus nettement les forces en présence, de l'un et de l'autre côté, les formes de la lutte, et, enfin, les délais nécessaires à telle ou telle manœuvre stratégique si l'on peut s'exprimer ainsi.

Le plan du gouvernement est clair. Il a calculé très juste, en fixant la date de la convocation de la Douma sans fixer, *contrairement à la loi*, la date des élections. Le gouvernement ne veut pas se lier les mains, ni découvrir son jeu. D'abord, il gagne du temps pour réfléchir et modifier la loi électorale ; ensuite, et c'est le plus important, il se réserve de fixer les élections à une date où seront bien définis le caractère et l'intensité du nouvel essor. Le gouvernement entend fixer la date (et peut-être aussi la forme des élections), de façon à *morceler et à débilitier l'insurrection qui monte*. Le gouvernement raisonne juste : si tout est calme, nous ne convoquerons peut-être pas du tout la Douma, ou bien nous reviendrons aux lois de Boulyguine. Et s'il se produit un puissant mouvement, on pourra essayer de le morceler, en fixant provisoirement les élections, afin de détourner de la lutte révolutionnaire directe les poltrons et les benêts.

Les libéraux obtus (voyez le *Tovarichtch* et la *Retch*) comprennent si peu la situation qu'ils se jettent eux-mêmes dans les filets tendus par le gouvernement. Ils se mettent en quatre pour « démontrer » la nécessité d'une Douma et l'*utilité* d'orienter l'essor du mouvement vers les élections. Cependant eux-mêmes ne peuvent nier que la question de savoir quelle forme revêtira la lutte immédiate, reste en suspens. La *Retch* d'aujourd'hui (12 août) avoue : « Ce que les paysans diront en automne... on ne le sait pas encore ». « Avant septembre-octobre, moment où l'on sera définitivement fixé sur l'état d'esprit des paysans, il est difficile de faire des prévisions générales. »

Les bourgeois libéraux restent fidèles à eux-mêmes, ils ne veulent ni ne peuvent contribuer activement à choisir les formes de lutte ou à orienter l'esprit des paysans dans un sens ou dans l'autre. L'intérêt de la bourgeoisie exige, non pas le renversement du vieux pouvoir, mais un relâchement de ce pouvoir et la nomination d'un ministère libéral.

L'intérêt du prolétariat exige le renversement complet du vieux pouvoir tsariste et la convocation d'une Assemblée constituante souveraine. Il exige l'intervention la plus active afin d'aider les paysans à se décider, afin de choisir les formes de lutte les plus décisives et le moment le plus propice. Nous ne devons en aucun cas retirer ou voiler notre mot d'ordre : convocation d'une Assemblée constituante par la voie révolutionnaire, c'est-à-dire par le truchement d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Nous devons faire tous nos efforts pour élucider les conditions de l'insurrection, pour la combiner avec la grève, pour grouper et préparer à cette fin toutes les forces révolutionnaires, etc. Nous devons résolument nous engager dans la voie tracée par les appels que l'on connaît *A l'armée et à la flotte* et *Aux paysans*, signés par le « bloc » de toutes les organisations révolutionnaires, y compris le groupe des troudiviks. Nous devons enfin veiller tout particulièrement à ce que le gouvernement, en fixant la date des élections, ne puisse en aucun cas ni morceler, ni arrêter, ni débilitier l'insurrection qui monte. Sous ce rapport, les leçons de la Douma des cadets s'imposent à nous : la campagne pour la Douma est une forme subordonnée, secondaire, de la lutte ; la forme essentielle, vu les conditions objectives du moment, reste l'action révolutionnaire directe des grandes masses populaires.

Certes, subordonner la campagne pour la Douma à la lutte principale, réserver à cette campagne la seconde place, en prévision d'une issue défavorable ou d'un ajournement de la bataille jusqu'au lendemain de l'expérience d'une deuxième Douma, — c'est toujours, pourrait-on dire, la vieille tactique de boycottage. Formellement,

pareille définition peut se soutenir, car la « préparation aux élections » — outre le travail toujours obligatoire d'agitation et de propagande — se réduit à des préparatifs matériels de détail ; et il est très rare qu'ils puissent se faire longtemps avant les élections. Nous ne voulons pas discuter sur les mots ; mais, au fond, c'est là un *développement* conséquent de l'ancienne tactique et non sa *répétition*, c'est une déduction de l'ancien boycottage, ce n'en est pas la réédition.

Résumons. Il faut tenir compte de l'expérience de la Douma des cadets et diffuser ses enseignements dans les masses. Il faut démontrer l'« inutilité » de la Douma, la nécessité d'une Assemblée constituante, l'instabilité des cadets ; il faut exiger des troudoviks qu'ils s'affranchissent du joug des cadets ; il faut soutenir les premiers contre les seconds. Il faut immédiatement reconnaître la nécessité d'un accord électoral entre social-démocrates et troudoviks en cas des nouvelles élections. Il faut nous opposer de toutes nos forces au plan du gouvernement, qui est de morceler le mouvement insurrectionnel en annonçant des élections. En soutenant avec encore plus de vigueur ses mots d'ordre révolutionnaires éprouvés, la social-démocratie doit tendre tous ses efforts pour grouper plus étroitement tous les éléments et toutes les classes révolutionnaires, afin de transformer l'essor probable et prochain du mouvement révolutionnaire en une insurrection du peuple entier contre le gouvernement tsariste.

L'article fut publié le 3 septembre (21 août) 1906 dans le Prolétari n° 1.

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION

Cinq ans se sont écoulés depuis le jour où, en octobre 1905, la classe ouvrière de Russie a porté le premier coup vigoureux à l'autocratie tsariste. Le prolétariat dressa, en ces grandes journées, des millions de travailleurs pour la lutte contre leurs oppresseurs. En quelques mois de 1905, il sut conquérir des améliorations que les ouvriers avaient attendues vainement, pendant des dizaines d'années, de leurs « supérieurs ». Le prolétariat avait conquis pour l'ensemble du peuple russe, bien que pour un court délai, des libertés jamais vues en Russie, — liberté de la presse, liberté de réunion, d'association. Il balaya sur son chemin la Douma falsifiée de Boulyguine, il arracha au tsar le manifeste sur la constitution et rendit une fois pour toutes impossible le gouvernement de la Russie sans institutions représentatives.

Les grandes victoires du prolétariat s'avèrent des demi-victoires, parce que le pouvoir tsariste n'avait pas été renversé. L'insurrection de décembre se termina par une défaite, et l'autocratie tsariste retira une à une les conquêtes de la classe ouvrière, à mesure que faiblissait sa poussée, que faiblissait la lutte des masses. En 1906 les grèves ouvrières, les troubles parmi les paysans et les soldats étaient beaucoup plus faibles qu'en 1905, mais cependant encore très forts. Le tsar fit dissoudre la première Douma, pendant laquelle la lutte du peuple avait repris son développement ; mais il n'osa pas modifier d'emblée la loi électorale. En 1907 la lutte des ouvriers faiblit encore plus et le tsar, après avoir fait dissoudre la deuxième Douma, opéra un coup d'Etat (3 juin 1907) ; il viola les promesses les plus solennelles qu'il avait faites de ne pas promulguer de lois sans le consentement de la Douma ; il modifia la loi électorale de sorte que la majorité dans la Douma revint immanquablement aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, au parti des Cent-Noirs et à leurs valets.

Les victoires comme les défaites de la révolution ont fourni de grandes leçons historiques au peuple russe. En célébrant le cinquième anniversaire de 1905, nous tâcherons de comprendre le contenu essentiel de ces enseignements.

La *première leçon, fondamentale*, est que *seule* la lutte révolutionnaire des masses est capable d'obtenir des améliorations un peu sérieuses à la vie des ouvriers et à la direction de l'Etat. Aucune « sympathie » des hommes instruits pour les ouvriers, aucune lutte héroïque des terroristes isolés, n'ont pu miner l'autocratie tsariste et l'omnipotence des capitalistes. Seule la lutte des ouvriers eux-mêmes, seule la lutte commune de millions d'hommes a pu atteindre ce résultat ; et lorsque *cette* lutte se relâchait, on retirait aussitôt aux ouvriers leurs conquêtes. La révolution russe a confirmé ce qui se chante dans l'hymne international des ouvriers :

*« Il n'est point de sauveurs suprêmes,
Ni Dieu, ni César, ni tribun ;
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes,
Décrétons le salut commun. »*

La *deuxième leçon* est qu'il ne suffit pas de miner, de limiter le pouvoir tsariste. Il faut le *supprimer*. Tant que le pouvoir tsariste n'est pas supprimé, les concessions du tsar seront toujours précaires. Le tsar faisait des concessions lorsque la poussée de la révolution s'accroissait ; il reprenait toutes les concessions faites, lorsque la poussée faiblissait. Seule la conquête de la république démocratique, le renversement du pouvoir tsariste, le passage du pouvoir entre les mains du peuple, peuvent délivrer la Russie des violences et de l'arbitraire des fonctionnaires, de la Douma des Cent-Noirs et des octobristes, de l'omnipotence des grands propriétaires fonciers et de leurs valets, à la campagne. Si les calamités dont souffrent les paysans et les ouvriers sont aujourd'hui, après la révolution, encore plus dures qu'auparavant, c'est une rançon qu'ils payent parce que la révolution a été faible, parce que le pouvoir tsariste n'a pas été renversé. L'année 1905, et puis les deux premières Doumas et leur dissolution ont beaucoup appris au peuple ; elles lui ont appris tout d'abord à lutter en commun pour les revendications politiques. Le peuple, en s'éveillant à la vie politique, avait d'abord exigé de l'autocratie des concessions : que le tsar convoquât la Douma ; que le tsar remplaçât les anciens ministres par de nouveaux ; que le tsar « donnât » le suffrage universel. Mais l'autocratie ne faisait pas et ne pouvait faire de telles concessions. Aux demandes de concessions, l'autocratie répondait par la baïonnette. Et c'est alors que le peuple commença à se rendre compte de la nécessité de *lutter* contre le pouvoir autocratique. Aujourd'hui Stolypine¹²⁶ et la Douma noire des maîtres et seigneurs enfoncent, pourrait-on dire, avec encore plus de force, cette idée dans la tête des paysans. Ils l'enfoncent et finiront par l'enfoncer.

L'autocratie tsariste a également tiré de la révolution une leçon pour elle-même. Elle a compris qu'il n'était plus possible de compter sur la foi des paysans dans le tsar. Elle affermit maintenant son pouvoir par une alliance

avec les propriétaires fonciers cent-noirs et les fabricants octobristes. Pour renverser l'autocratie tsariste, il faut que la poussée de la lutte révolutionnaire des masses soit, aujourd'hui, beaucoup plus vigoureuse qu'en 1905.

Cette poussée beaucoup plus vigoureuse est-elle possible ? La réponse à cette question nous amène à la *troisième et principale* leçon de la révolution : nous avons vu *comment* agissent les différentes classes du peuple russe. Avant 1905, beaucoup croyaient que tout le peuple aspirait également à la liberté et voulait une liberté égale ; du moins l'immense majorité ne se rendait pas du tout compte que les diverses classes du peuple russe envisagent différemment la lutte pour la liberté et ne revendiquent pas la même liberté. La révolution a dissipé le brouillard. A la fin de 1905, et puis aussi pendant les première et deuxième Dumas, *toutes* les classes de la société russe se sont affirmées ouvertement. Elles se sont fait voir à l'œuvre ; elles ont montré quelles étaient leurs véritables aspirations, pour quoi elles pouvaient lutter et de quelle force, de quelle ténacité et de quelle énergie elles étaient capables dans cette lutte.

Les ouvriers d'usine, le prolétariat industriel a mené la lutte la plus résolue et la plus opiniâtre contre l'autocratie. Le prolétariat a commencé la révolution par le 9 janvier et par des grèves de masse. Le prolétariat a mené la lutte jusqu'au bout, en se dressant dans l'insurrection armée de décembre 1905, pour la défense des paysans que l'on frappait, torturait, fusillait. Le nombre des ouvriers en grève, en 1905, était d'environ *trois millions* (avec les cheminots, les employés des postes, etc., il y en avait certainement jusqu'à quatre millions) ; en 1906, un million ; en 1907, $\frac{3}{4}$ de million. Le monde n'avait encore jamais vu un mouvement gréviste de cette force. Le prolétariat russe a montré quelles forces intactes renferment les masses ouvrières, lorsque s'annonce une véritable crise révolutionnaire. La vague gréviste de 1905, la plus grande que le monde ait connue, était loin d'avoir épuisé toutes les forces de combat du prolétariat. Ainsi dans la région industrielle de Moscou il y avait 567.000 ouvriers d'usine et 540.000 grévistes ; dans celle de Pétersbourg, 300.000 ouvriers d'usine et un million de grévistes. C'est donc que les ouvriers de la région de Moscou sont encore loin d'avoir développé une ténacité dans la lutte, pareille à celle des ouvriers de Pétersbourg. Et dans la province de Livonie (Riga), sur 50.000 ouvriers il y avait 250.000 grévistes, c'est-à-dire que chaque ouvrier avait fait grève en moyenne plus de cinq fois en 1905. A l'heure actuelle, la Russie entière ne compte certainement pas moins de trois millions d'ouvriers d'usine, de mineurs et de cheminots. Et ce chiffre augmente chaque année. Avec un mouvement aussi fort que celui de Riga en 1905, ils pourraient mettre en ligne une armée de *15 millions de grévistes*.

Aucun pouvoir tsariste n'eût pu tenir en face d'une telle poussée. Mais chacun comprend que cette dernière ne saurait être provoquée artificiellement, au gré des socialistes ou des ouvriers d'avant-garde. Elle n'est possible que lorsque le pays entier est emporté par la crise, par l'indignation, par la révolution. Pour préparer cet assaut, il est nécessaire d'entraîner à la lutte les couches d'ouvriers les plus retardataires, de mener pendant des années et des années un vaste travail, opiniâtre et tenace, de propagande, d'agitation et d'organisation, en créant et consolidant toute sorte d'unions et d'organisations du prolétariat.

Par la vigueur de sa lutte, la classe ouvrière de Russie marchait en tête de toutes les autres classes du peuple russe. Les conditions mêmes de la vie des ouvriers les rendent aptes à la lutte et les incitent à combattre. Le capital rassemble les ouvriers par masses importantes dans les grandes villes ; il les groupe, leur apprend à s'unir dans l'action. A chaque pas les ouvriers se trouvent face à face avec leur principal ennemi : la classe des capitalistes. En combattant cet ennemi, l'ouvrier devient *socialiste*, arrive à comprendre la nécessité de réorganiser entièrement toute la société, de supprimer entièrement toute misère et toute oppression. En devenant socialistes, les ouvriers luttent avec un courage indéfectible contre tout ce qui se met en travers de leur chemin, et avant tout contre le pouvoir tsariste et les propriétaires féodaux.

Les paysans se sont dressés eux aussi pour la lutte contre les propriétaires fonciers et le gouvernement, dans la révolution ; mais leur lutte était beaucoup plus faible. On a établi que la majorité des ouvriers d'usine (jusqu'à $\frac{3}{5}$) avait participé à la lutte révolutionnaire, aux grèves ; chez les paysans, rien que la minorité : certainement pas plus d'un cinquième ou d'un quart. Dans leur lutte, les paysans étaient moins opiniâtres, plus dispersés, moins conscients, gardant encore assez souvent l'espoir en la bonté du petit-père le tsar. A vrai dire, en 1905-1906, les paysans ont simplement fait peur au tsar et aux propriétaires fonciers. Or, il ne s'agit pas de leur faire peur ; il s'agit de les *supprimer* ; leur gouvernement — le gouvernement *tsariste* — il faut le faire disparaître de la surface de la terre. Aujourd'hui, Stolypine et la Douma noire des grands propriétaires fonciers s'appliquent à faire des paysans riches de nouveaux gros fermiers-propriétaires, alliés du tsar et des Cent-Noirs. Mais plus le tsar et la Douma aident les paysans riches à ruiner la masse des paysans, plus consciente devient cette masse, moins elle conservera sa foi dans le tsar, sa foi d'esclaves-serfs, la foi d'hommes opprimés et ignorants. Chaque année le nombre des ouvriers ruraux augmente à la campagne, — ils n'ont pas où chercher leur salut, si ce n'est dans une alliance avec les ouvriers des villes, en vue d'une lutte, commune. Chaque année le nombre des paysans ruinés

définitivement, paupérisés et affamés, augmente à la campagne ; des millions et des millions d'entre eux, lorsque le prolétariat des villes se soulèvera, engageront une lutte plus décisive, plus cohérente contre le tsar et les grands propriétaires fonciers.

La bourgeoisie libérale, c'est-à-dire les libéraux parmi les propriétaires fonciers, fabricants, avocats, professeurs, etc., ont également pris part à la révolution. Ils forment le parti de la « liberté du peuple » (c.-d., cadets). Ils ont beaucoup promis au peuple et fait beaucoup de bruit dans leurs journaux sur la liberté. Leurs députés étaient en majorité à la première et à la deuxième Douma. Ils promettaient d'obtenir la liberté « par la voie pacifique », ils condamnaient la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Les paysans et beaucoup des députés paysans (« troudoviks ») croyaient à ces promesses ; dociles et soumis, ils suivaient les libéraux, se tenant à l'écart de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Là était l'erreur la plus grande des paysans (et de beaucoup de citoyens) pendant la révolution. D'une main les libéraux aidaient, — et encore très, très rarement, — à la lutte pour la liberté ; mais ils tendaient toujours l'autre au tsar, auquel ils promettaient de garder et d'affermir son pouvoir, de réconcilier les paysans avec les propriétaires fonciers, de « pacifier » les ouvriers « turbulents ».

Lorsque la révolution en vint à la lutte décisive contre le tsar, à l'insurrection de décembre 1905, les libéraux trahirent lâchement, tous tant qu'ils étaient, la liberté du peuple et abandonnèrent la lutte. L'autocratie tsariste profita de cette trahison de la liberté du peuple par les libéraux ; il profita de l'ignorance des paysans qui, sur bien des points, faisaient confiance aux libéraux, et battit les ouvriers insurgés. Le prolétariat une fois battu, ni les Doumas d'aucune sorte, ni les discours sucrés des cadets, ni aucune de leurs promesses n'empêchèrent le tsar de supprimer tout ce qui restait des libertés, de rétablir l'autocratie et la toute-puissance des propriétaires féodaux.

Les libéraux en furent pour leurs frais. Les paysans avaient reçu une rude, mais utile leçon. Il ne saurait y avoir de liberté en Russie, tant que les grandes masses du peuple font confiance aux libéraux, croient à la possibilité d'une « paix » avec le pouvoir tsariste et se tiennent à l'écart de la lutte révolutionnaire des ouvriers. Aucune force au monde n'empêchera l'avènement de la liberté en Russie, quand la masse du prolétariat des villes se dressera pour la lutte, refoulera les libéraux hésitants et traîtres, entraînera derrière elle les ouvriers des campagnes et la paysannerie ruinée.

Le prolétariat de Russie se dressera pour cette lutte, il se mettra de nouveau à la tête de la révolution. C'est ce que garantit toute la situation économique de la Russie, toute l'expérience des années de révolution.

Il y a cinq ans le prolétariat portait un premier coup à l'autocratie tsariste. Le peuple russe vit briller pour lui les premiers rayons de la liberté. Maintenant l'autocratie tsariste est rétablie ; derechef les féodaux règnent et gouvernent : partout des violences sont exercées à nouveau sur les ouvriers et les paysans ; partout, c'est le despotisme asiatique des autorités, les lâches brimades infligées au peuple. Mais ces dures leçons n'auront pas été vaines. Le peuple russe n'est plus ce qu'il était avant 1905. Le prolétariat l'a dressé pour la lutte. Le prolétariat le conduira à la victoire.

Publié le 12 novembre (30 octobre) 1910, dans la n° 1 de Rabotchaïa Gazéta.

PÉRIODE DE LA RÉACTION STOLYPINIENNE. LES BOLCHEVIKS SE CONSTITUENT EN UN PARTI MARXISTE INDÉPENDANT

NOTES POLITIQUES

Les chauvins sont à l'œuvre. Ils s'acharnent à faire courir des bruits sur les armements des Japonais, dont 600 bataillons seraient concentrés en Mandchourie pour attaquer la Russie. La Turquie pousserait activement ses armements pour lui déclarer la guerre dès le printemps prochain. Au Caucase une insurrection serait en préparation, en vue de le détacher de la Russie (il ne manquerait plus que l'on criât aux machinations des Polonais !). Les persécutions contre la Finlande sont attisées par des histoires fantastiques sur ses armements. Une violente campagne est menée contre l'Autriche à propos de la construction d'une voie ferrée en Bosnie. La presse russe redouble d'attaques contre l'Allemagne, laquelle travaillerait à dresser la Turquie contre la Russie. La campagne ne se fait pas seulement dans la presse russe, mais aussi dans la française, dont la dévotion monnayée au gouvernement de Russie a été si fort à propos évoquée récemment à la Douma par un député social-démocrate.

Les journaux bourgeois sérieux d'Occident se refusent à reconnaître que toute cette campagne n'est que le fruit de l'imagination des folliculaires ou une entreprise malhonnête visant à faire sensation. Non, c'est assurément des « cercles dirigeants » — lisez : du gouvernement tsariste des Cent-Noirs ou de la bande secrète de la Cour, comme la fameuse « Chambre étoilée », — qu'émanent le mot de passe singulièrement précis, la « ligne » systématique, quelque chose comme une « orientation nouvelle ». Le fait d'avoir interdit l'accès de la commission de la défense nationale de la Douma à tous les députés qui ne sont pas membres de cette commission, c'est-à-dire non seulement aux partis révolutionnaires, mais aussi au parti cadet, est mis par la presse étrangère en relation directe avec cette campagne de chauvinisme ; on raconte même que le gouvernement russe, afin de marquer son plein mépris pour le « constitutionnalisme », a l'intention de demander des crédits pour le renforcement des troupes de couverture, non pas à l'ensemble de la Douma, mais à la commission ultra-réactionnaire et octobriste.

Voici quelques passages empruntés aux journaux européens, nullement socialistes, et que l'on ne saurait soupçonner d'optimisme à l'égard de la révolution russe :

Les victoires allemandes sur la France (en 1870) ont rallumé, ainsi que l'a constaté un jour Bismarck, l'ambition des hommes de guerre russes qui eux aussi ont allongé le bras vers les lauriers militaires. Pour des raisons politiques, religieuses et historiques, la Turquie, semble-t-il, a été l'objet tout rêvé à cet effet (guerre avec la Turquie, 1877-1878). Assurément le même point de vue est partagé aujourd'hui par certains milieux russes, oublieux des leçons de la guerre japonaise et qui méconnaissent les véritables besoins de leur pays. Comme dans les Balkans il n'y a plus de « petits frères » à libérer, il faut songer à d'autres moyens susceptibles d'agir sur l'opinion russe. Et ces moyens, il faut bien le dire, sont plus maladroits que ceux d'autrefois : on veut représenter la Russie entourée d'ennemis intérieurs et extérieurs.

Les milieux dirigeants russes tendent à affermir leur situation par de vieux procédés : écraser par la violence le mouvement d'émancipation au dedans et détourner l'attention du peuple de la déplorable situation du pays, en réveillant les sentiments nationalistes, en suscitant des conflits diplomatiques dont il est impossible de prévoir l'issue.

Quel est donc le sens de cette nouvelle ligne de conduite chauvine dans la politique de l'absolutisme contre-révolutionnaire ? Seuls des hommes qui sentent le sol se dérober définitivement sous leurs pieds peuvent, après Tsou-Shima et Moukden¹²⁷, se lancer dans une telle politique. En dépit de tous les efforts tentés, l'expérience de deux années de réaction *n'a pas donné* à l'autocratie des Cent-Noirs le moindre appui plus ou moins sûr à l'intérieur du pays, ni formé aucun nouvel élément social susceptible, *économiquement*, de rénover l'autocratie. *Hors de là*, il n'est pas d'atrocités ni de frénésie contre-révolutionnaires capables de maintenir l'ordre politique actuel en Russie.

Stolypine, et les propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, et les octobristes se rendent compte qu'à moins de créer de nouveaux appuis sociaux, il leur est impossible de se maintenir au pouvoir. D'où leur politique visant à ruiner à fond le paysan, à détruire par la violence la communauté rurale pour déblayer la voie devant le capitalisme agraire, *coûte que coûte*. Les plus savants, les plus instruits, les plus « humanitaires » des libéraux russes, tels que les professeurs des *Rousskié Viédomosti* — se montrent à cet égard infiniment plus obtus que

tous les Stolypine. « Il n'y aura rien d'étonnant, — déclare l'éditorial du 1^{er} février du journal en question, — si, au moment où, par exemple, se décidera le sort des règlements provisoires de novembre, les communautaires-sla-vophiles d'hier appuient les tentatives faites par le ministère pour détruire la communauté par l'aliénation de la terre au profit d'économies privées... Il est même permis de supposer que les buts défensifs communs à la majorité conservatrice de la Douma et au ministère les inciteront l'une et l'autre à prendre des mesures plus agressives même que les fameux oukases de 1906... Tableau vraiment surprenant : avec le concours des représentants des partis conservateurs, le gouvernement conservateur prépare une réforme radicale dans le domaine des rapports agraires, — lequel domaine est moins que tout autre susceptible de brusques changements, — décidé à cette mesure radicale par d'abstraites considérations de préférence pour une forme de propriété plutôt que pour une autre. » Ouvrez les yeux, monsieur le professeur, — secouez la poussière des archives du « populisme » ancestral, — et regardez ce qu'ont fait deux années de révolution. Stolypine ne vous a pas seulement vaincu par la force physique, mais aussi parce qu'il a parfaitement compris le besoin le plus pressant du développement économique, la nécessité impérieuse de briser l'ancienne forme de propriété terrienne. Le grand « revirement », opéré à jamais par la révolution, est que l'autocratie des Cent-Noirs, qui *pouvait* autrefois s'appuyer sur les formes médiévales de la propriété terrienne est *contrainte* aujourd'hui, contrainte à tous égards et sans recul possible, de travailler avec une hâte fébrile à leur destruction. Car elle a compris que sans la *démolition* de l'ancien régime agraire *il n'est point d'issue* à la contradiction qui, plus que tout, explique la révolution russe : les formes les plus désuètes de propriété foncière, la campagne la plus inculte, le capitalisme industriel et financier le plus avancé !

Ainsi, — nous demanderont avec stupeur les populistes, — vous êtes partisans de la législation agraire de Stolypine ? — Oh ! non, tranquillisez-vous ! Nous sommes absolument contre *toutes* les formes de l'ancienne propriété terrienne en Russie, seigneuriale et parcellaire. Nous sommes absolument pour la destruction violente de ce vieux système, caduc et pourri, dont les relents empoisonnent tout ce qui est nouveau, — nous sommes pour la *nationalisation* bourgeoise de la terre — seul mot d'ordre conséquent de la révolution bourgeoise, seule mesure pratique qui aiguille cette démolition historiquement nécessaire contre les grands propriétaires fonciers, en favorisant parmi la masse paysanne la formation de libres possesseurs de la terre qu'ils cultivent.

La révolution bourgeoise russe a ceci de particulier que la politique révolutionnaire dans cette question essentielle de la révolution qu'est la question agraire est réalisée par les ultra-réactionnaires et par les paysans avec les ouvriers. Tandis que les avocats et les professeurs libéraux préconisent cette chose absurde, utopique, non viable, à savoir : concilier deux méthodes opposées s'excluant l'une l'autre — méthodes de *destruction* de ce qui est périmé, — et les concilier de telle sorte qu'il n'y ait, en général, de démolition aucune. Ou bien la victoire de l'insurrection paysanne et la refonte totale des anciennes formes de propriété foncière au profit de la paysannerie rénouvée par la révolution, c'est-à-dire confiscation des terres seigneuriales et proclamation de la République ; ou bien la refonte stolyпинienne qui elle aussi rénove, — rénove en fait la vieille propriété terrienne en l'adaptant aux rapports capitalistes, mais uniquement dans l'intérêt des propriétaires fonciers, en ruinant à fond la masse paysanne, en la chassant de force du village, en expulsant, en exterminant par la famine, la prison, le bagne, les fusillades et les tortures, l'élite de la jeunesse paysanne. Il n'est pas facile à une minorité d'exercer une telle politique à l'égard de la majorité, mais elle n'est pas impossible au point de vue économique. Nous devons aider le peuple à en prendre nettement conscience. Mais la tentative par une réforme prudente de démêler, dans la paix et sans violence, cet écheveau de contradictions médiévales, incroyablement embrouillé par des siècles d'histoire russe, est un rêve archi-stupide que seuls peuvent concevoir les cerveaux les plus racornis. Les nécessités économiques appellent certainement et amèneront certainement en Russie la plus « brutale révolution » dans le régime agraire. La question historique est seulement de savoir qui, des propriétaires fonciers conduits par le tsar et Stolypine ou des masses paysannes guidées par le prolétariat, accomplira cette révolution.

Le « bloc de l'opposition », tel est le thème d'actualité de la presse politique russe. Le journal policier-stolyпинien *Rossia* exulte : « Bloc ? c'est dire que les cadets eux aussi sont des révolutionnaires ; sus aux cadets ! » Le journal des cadets, *La Retch*, tout pénétré du désir fonctionnariste de démontrer que les cadets sont capables d'être aussi modérés que les octobristes, pince les lèvres, déverse des flots d'indignation « morale » au sujet des tentatives peu scrupuleuses de l'accuser de révolutionnisme. Il déclare : Certes, nous saluons la formation d'un bloc de l'opposition, mais ce bloc doit être un mouvement de « *gauche à droite* » (éditorial du 2 février).

« Nous avons l'expérience des fautes et déceptions politiques. Lorsque l'opposition fait bloc, elle le fait, naturellement, sur le programme-minimum du plus modéré des partis qui la composent. »

Ce programme est parfaitement clair : hégémonie du libéralisme bourgeois, voilà nos conditions, disent les cadets, — à la manière de Falloux répondant en 1871 à Thiers qui lui demandait son appui : La monarchie, voilà mes conditions.

La *Stolitchnaïa Potchta*¹²⁸, comprenant qu'il ne serait guère commode, qu'il serait incongru de dire tout franc ces choses-là, « n'est pas d'accord » avec la *Retch* ; elle s'en tire par de vagues allusions à l'« état d'esprit d'avant-octobre » (cette censure maudite qui gêne tout programme politique clair !), et, au fond, par une invite à marchander. Puisque la *Retch* veut diriger, que les révolutionnaires veulent diriger (le nouveau bloc), n'y aurait-il pas un pourboire pour mes petits services d'honnête courtier ?

« Le bloc » ; — nous témoignons nos plus vives sympathies à ce mot d'ordre, surtout lorsqu'on y fait allusion — quand ce ne serait qu'une, simple allusion ! — à l'« état d'esprit d'avant-octobre ». Mais l'histoire ne se répète pas, très aimables politiciens ! Et les leçons que nous a fournies « l'histoire de trois années », il n'est point de force qui puisse les effacer de la conscience des différentes classes. Ces leçons sont d'une richesse incomparable, tant par leur contenu positif (formes, caractère, conditions de la victoire remportée en 1905 dans leur lutte *de masse* par les ouvriers et les paysans), — que par leur contenu négatif (effondrement de deux Doumas, c'est-à-dire effondrement des illusions constitutionnelles et de l'hégémonie des cadets).

Ceux qui désirent étudier systématiquement, méditer, s'assimiler, appliquer *ces* leçons parmi les masses, — nous les en félicitons, nous sommes entièrement acquis « au bloc », — au bloc formé pour une lutte implacable contre les renégats de la révolution. Pas d'accord ? C'est que nos chemins bifurquent.

Le vieux mot d'ordre d'« avant-octobre » est excellent, et (n'en déplaise à M-d-m du recueil *Nacha Mysl* !) nous ne le rejeterons pas (« Assemblée constituante»). Mais il est insuffisant. Il est trop formel. On n'y perçoit pas, posés pratiquement, les graves problèmes de la vie. Nous le compléterons par la grande leçon des trois grandes années. Notre « programme-minimum », le « programme de notre bloc » est simple et clair : 1° confiscation de toutes les terres seigneuriales ; 2° République. Quant à l'Assemblée constituante, il nous la faut *telle* qu'elle nous permette de réaliser ce programme.

L'histoire des deux Doumas, des Doumas cadettes, a montré d'une façon saisissante que la véritable lutte des forces sociales, — cette lutte dont on n'a pas toujours eu conscience et qui ne s'est pas toujours extériorisée, mais qui a toujours exercé une action décisive sur toutes les grandes solutions politiques, qui a toujours balayé comme poussière les tours de passe-passe des profanes naïfs et charlatanesques du « constitutionnalisme », — cette lutte s'est poursuivie entièrement et sans réserve autour des deux « objectifs » signalés par nous. Ce ne sont pas les théories abstraites, mais l'expérience réelle de la lutte de nos masses populaires, dans les réelles conditions de l'autocratie des seigneurs terriens russes, qui nous a montré en fait que ces mots d'ordre précisément sont inéluctables. A quiconque est capable de les assimiler, nous proposons de « faire bande à part » et de « frapper ensemble », de frapper l'ennemi qui dévaste la Russie, qui extermine des milliers de ses meilleurs hommes.

« Vous resterez seuls avec un tel programme de bloc. » Ce n'est pas vrai.

Lisez les discours des députés paysans sans-parti aux deux premières Doumas, et vous comprendrez que notre programme de bloc ne fait que formuler leurs desiderata, leurs besoins, les indispensables déductions élémentaires qu'ils comportent. A ceux qui ne les comprennent pas, — depuis les cadets jusqu'à Péchékhonov (lui aussi, nous écrit-on de Moscou, y a préconisé le bloc), — nous ferons la guerre au nom du « bloc ».

Ce sera une guerre à outrance. Nous avons su travailler durant de longues années avant la révolution. Ce n'est pas sans raison qu'on a dit de nous : fermes comme le roc. Les social-démocrates ont constitué un parti prolétarien qui ne se laissera pas décourager par l'échec d'un premier assaut militaire ; il ne perdra pas la tête, il ne se laissera pas aller aux aventures. Ce parti marche vers le socialisme, sans se lier lui-même ni lier son sort à l'issue de telle ou telle période de révolutions bourgeoises. Et c'est la raison pour laquelle il est à l'abri des faiblesses des révolutions bourgeoises. Et ce parti prolétarien marche à la victoire.

Publié le 26 (13) février 1908 dans le numéro 21 du *Prolétari*.

DE CERTAINES PARTICULARITÉS DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DU MARXISME

Notre doctrine, disait Engels de lui-même et de son célèbre ami, n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Cette formule classique souligne avec force et de façon saisissante cet aspect du marxisme que l'on perd de vue à tout instant. Dès lors, nous faisons du marxisme une chose unilatérale, difforme et morte ; nous le vidons de sa quintessence, nous sapons ses bases théoriques fondamentales — la dialectique, la doctrine de l'évolution historique, multiforme et pleine de contradictions ; nous affaiblissons son lien avec les problèmes pratiques précis de l'époque, susceptibles de se modifier à chaque nouveau tournant de l'histoire.

Or, de nos jours précisément, parmi ceux qu'intéressent les destinées du marxisme en Russie, on rencontre très fréquemment des gens qui perdent de vue cet aspect du marxisme. Pourtant, tout le monde se rend compte qu'en ces dernières années la Russie a traversé de brusques tournants qui modifiaient avec une rapidité vraiment étonnante, la situation, la situation sociale et politique qui détermine d'une manière directe et immédiate les conditions de l'action et, par conséquent, les tâches de cette action. Bien entendu, je ne parle pas des tâches générales et essentielles qui ne changent pas aux tournants de l'Histoire, dès l'instant que ne se modifie pas le rapport fondamental des classes. Il est bien évident que cette orientation générale de l'évolution économique (et pas seulement économique) de la Russie, de même que le rapport fondamental des différentes classes de la société russe, ne s'est pas modifiée, par exemple au cours de ces six dernières années.

Mais les tâches de l'action immédiate se sont très nettement modifiées pendant cette période, de même que la situation sociale et politique concrète ; *dès lors, les divers aspects du marxisme, qui est une doctrine vivante, ne pouvaient pas ne pas apparaître au premier plan.*

Pour plus de clarté, voyons quels furent les changements intervenus dans la situation sociale et politique concrète en ces six dernières années. Il est aisé de constater que cette période se divise nettement en deux triennats : l'un se termine à peu près dans l'été de 1907 ; l'autre, dans l'été de 1910. Le premier triennat est caractérisé, du point de vue purement théorique, par une transformation rapide des traits essentiels du régime politique de la Russie, transformation s'opérant à une allure très inégale, l'amplitude des oscillations étant très forte dans les deux sens. La base sociale et économique de ces changements de la « superstructure » a été l'action de masse, ouverte et imposante, de *toutes* les classes de la société russe dans les domaines *les plus divers* (à la Douma, en dehors de la Douma, dans la presse, dans les syndicats, dans les réunions, etc.), action de masse comme on en voit rarement dans l'histoire.

Par contre, le deuxième triennat est caractérisé — nous nous bornons cette fois, répétons-le, à un point de vue « sociologique » purement théorique — par une évolution si lente qu'elle équivaut presque à la stagnation. Aucune transformation tant soit peu sensible du régime politique. Aucune ou presque aucune action des *classes*, franche et variée, dans la plupart des « arènes » où cette action s'est faite dans la période précédente.

La similitude de ces deux périodes, c'est que l'évolution de la Russie est restée, dans l'une comme dans l'autre, l'ancienne évolution capitaliste. La contradiction entre cette évolution économique et l'existence de tout un ensemble d'institutions féodales, à caractère médiéval, ne fut pas supprimée ; elle resta la même et, loin de s'effacer, s'aggrava plutôt en se laissant infiltrer par des éléments partiellement bourgeois dans telles ou telles institutions.

La différence entre l'une et l'autre période, c'est que pendant la première figura, à l'avant-scène de l'action historique, la question de savoir à quel résultat aboutiraient les transformations rapides et inégales mentionnées ci-dessus. Le fond de ces transformations ne pouvait pas ne pas être bourgeois, en raison du caractère capitaliste de l'évolution de la Russie. Mais il y a bourgeoisie et bourgeoisie. La moyenne et la grande bourgeoisie, qui s'en tenaient à un libéralisme plus ou moins modéré, redoutaient, en raison même de leur situation sociale, les transformations rapides et s'employaient à conserver des fragments importants des vieilles institutions, tant dans le régime agraire que dans la « super-structure » politique. La petite bourgeoisie rurale s'entrecroisant avec la paysannerie qui vit « du travail de ses mains », ne pouvait pas ne pas aspirer à des transformations bourgeoises d'un *autre genre*, laissant beaucoup moins de place aux survivances féodales de toute sorte. Les ouvriers salariés, dans la mesure où ils s'intéressaient consciemment à ce qui se passait autour d'eux ne pouvaient manquer de se fixer une attitude bien définie devant ce heurt de deux tendances diverses qui, toutes deux, bien que restées dans le cadre du régime bourgeois, déterminaient des formes absolument différentes de ce régime, une rapidité différente de son évolution, une ampleur différente de ses effets progressifs.

Ainsi, la période triennale qui vient de s'écouler a mis au premier plan du marxisme, non par hasard mais par nécessité, les questions que l'on a coutume d'appeler questions de tactique. Rien n'est plus erroné que cette opinion selon laquelle les discussions et les divergences de vues sur ces problèmes auraient été des discussions d'« intellectuels », une « lutte pour l'influence sur le prolétariat encore peu averti », une « adaptation des intellectuels au prolétariat », comme le croient les gens des *Vékhi*¹²⁹ et leurs amis. Au contraire, c'est parce que cette classe a atteint sa maturité qu'elle n'a pu rester insensible au choc de deux tendances distinctes de toute l'évolution bourgeoise de la Russie, et que les idéologues de cette classe devaient nécessairement donner des définitions théoriques correspondant (de près ou de loin, par image directe ou renversée) à ces diverses tendances.

Au cours du deuxième triennat, il n'a pas été question du choc des diverses tendances de l'évolution bourgeoise de la Russie, ces deux tendances ayant été écrasées par les « réacteurs¹³⁰ », rejetées en arrière, refoulées en elles-mêmes, étouffées pour un temps. Les réacteurs moyenâgeux n'emplissaient pas seulement l'avant-scène ; ils emplissaient aussi le cœur des plus larges milieux de la société bourgeoise par un sentiment d'abattement et de renoncement, qui est celui des *Vékhi*. Ce ne fut pas le choc de deux méthodes de réforme, mais la perte de toute confiance en une réforme quelconque, l'esprit de « soumission » et de « repentir », l'engouement pour les doctrines antisociales, la mode du mysticisme, etc. : voilà ce qui restait à la surface.

Et ce changement singulièrement rapide ne fut ni un hasard, ni uniquement le résultat d'une pression « extérieure ». La période précédente avait remué si profondément les couches de la population restées, pendant des générations, pendant des siècles, à l'écart des problèmes politiques, — restées étrangères à ces problèmes, — que la « révision de toutes les valeurs », un nouvel examen des problèmes fondamentaux, un nouvel intérêt pour la théorie, pour l'abc, pour l'étude des rudiments, surgit de façon naturelle et inévitable. Les millions, réveillés brusquement de leur long sommeil et placés aussitôt devant les problèmes les plus importants, ne purent se maintenir longtemps à cette hauteur ; ils ne purent se passer d'une pause, d'un retour aux questions élémentaires, d'une nouvelle préparation qui leur permît de « s'assimiler » les leçons d'une si riche substance et d'offrir la possibilité à des masses, infiniment plus imposantes, d'avancer encore, cette fois d'un pas beaucoup plus ferme, plus conscient, plus assuré, plus droit.

La dialectique du développement historique fut telle que dans la première période, il s'était agi de réaliser des réformes immédiates dans tous les domaines de la vie du pays ; et dans la seconde période, d'élaborer l'expérience acquise, de la faire assimiler par des milieux plus larges, de la faire pénétrer, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans le sous-sol, dans les rangs retardataires des différentes classes.

Précisément parce que le marxisme n'est pas un dogme mort, une doctrine achevée, toute prête, immuable, mais un guide vivant pour l'action, il ne pouvait manquer de refléter le changement singulièrement rapide des conditions de la vie sociale. Ce changement eut pour résultat une désagrégation profonde, le désarroi, des flottements de toutes sortes, en un mot : une grave crise *intérieure* du marxisme. Une action vigoureuse contre cette désagrégation, une lutte énergique et opiniâtre pour la défense des *principes* du marxisme s'inscrit à nouveau à l'ordre du jour. Les couches extrêmement larges des classes qui ne peuvent éviter le marxisme pour formuler leurs tâches, se l'étaient assimilé à l'époque précédente de la façon la plus unilatérale, la plus difforme ; elles ont retenu tels ou tels « mots d'ordre », telles ou telles réponses aux questions tactiques, *sans comprendre* les critères marxistes de ces réponses. La « révision de toutes les valeurs » dans les différents domaines de la vie sociale conduisit à la « révision » des principes philosophiques les plus abstraits et les plus généraux du marxisme. L'influence de la philosophie bourgeoise, en ses nuances idéalistes les plus variées, se fit sentir dans l'épidémie du machisme qui se répandit parmi les marxistes¹³¹. La répétition de « mots d'ordre » appris par cœur, mais ni compris, ni médités, conduisit à répandre largement une phraséologie creuse ; celle-ci aboutissait pratiquement à des tendances foncièrement contraires au marxisme et petites-bourgeoises, comme l'« otzovisme¹³² », franc ou inavoué, ou le point de vue reconnaissant l'otzovisme comme une « nuance légitime » du marxisme.

D'un autre côté, les tendances des *Vékhi*, l'esprit d'abandon qui s'est emparé des couches les plus larges de la bourgeoisie, ont pénétré aussi la tendance qui veut faire rentrer la théorie et la pratique marxistes dans le cadre de la « modération et de l'ordre ». Il n'y est resté de marxiste que la phraséologie, qui recouvre les raisonnements tout imprégnés d'esprit libéral sur la « hiérarchie », l'« hégémonie », etc.

Le cadre de cet article ne peut certes pas comporter l'examen de ces développements. Il suffit de les signaler pour illustrer ce qui a été dit plus haut sur la gravité de la crise traversée par le marxisme, sur le lien qui la rattache à toute la situation sociale et économique de l'époque présente. On ne peut tourner le dos aux questions soulevées

par cette crise. Rien n'est plus néfaste, plus contraire aux principes que de vouloir les éluder avec des phrases. Il n'y a rien de plus important que l'union de *tous* les marxistes ayant conscience de la profondeur de la crise et de la nécessité de la combattre pour défendre les bases théoriques du marxisme et ses principes fondamentaux, que l'on dénature de toutes parts en propageant l'influence bourgeoise sur les différents « compagnons de route » du marxisme.

Le triennat précédent a fait participer consciemment à la vie sociale de larges milieux qui, aujourd'hui, ne font souvent que commencer véritablement à prendre connaissance du marxisme. La presse bourgeoise engendre à ce sujet beaucoup plus d'erreurs qu'avant, et elle les diffuse plus largement. Dès lors, la désagrégation au sein du marxisme devient particulièrement dangereuse. Aussi bien, comprendre ce qui rend cette désagrégation inévitable en ce moment et se grouper pour la combattre avec fermeté, constitue dans l'acception rigoureusement exacte du terme, la tâche imposée aux marxistes par notre époque.

Publié le 5 janvier 1911 (23 décembre 1910) dans le n° 2 du journal bolchevik légal Zvezda.

STOLYPINE ET LA RÉVOLUTION

La mise à mort du pendeur en chef Stolypine a coïncidé avec l'apparition d'une série de symptômes marquant la fin de la première phase de l'histoire de la contre-révolution russe. C'est pourquoi l'événement du 1^{er} septembre, très peu important en soi, met de nouveau à l'ordre du jour une question de première importance : le contenu et le rôle de notre contre-révolution. Parmi le chœur des réactionnaires qui encensent servilement Stolypine ou fouillent dans l'histoire des intrigues de la bande noire qui fait la loi en Russie, — dans le chœur des libéraux qui hochent la tête devant le coup de feu « sauvage et insensé » (il faut évidemment ranger aussi parmi les libéraux les ex-social-démocrates du *Diélo Jizni* qui ont employé l'expression rebattue que nous citons entre guillemets), on perçoit certaines notes d'un contenu de principe vraiment sérieux. On s'essaye à regarder la « période stolyпинienne » de l'histoire russe comme une chose formant un tout.

Stolypine fut le chef du gouvernement de la contre-révolution pendant près de cinq ans, de 1906 à 1911. Ce fut là, en effet, une période originale et riche en événements instructifs. Extérieurement, elle peut être caractérisée comme la période de préparation et d'accomplissement du coup d'Etat du 3 juin 1907. C'est dans l'été de 1906, précisément, alors que Stolypine, ministre de l'Intérieur, se présentait devant la I^{re} Douma, que commença la préparation de ce coup d'Etat, lequel a porté maintenant tous ses fruits dans tous les domaines de notre vie sociale. On se demande : sur quelles forces sociales s'appuyaient les auteurs de ce coup d'Etat, ou quelles étaient les forces qui les dirigeaient ? Quel a été le contenu social et économique de la période du « 3 juin » ? — La « carrière » personnelle de Stolypine fournit un matériel édifiant et des illustrations intéressantes sur cette question.

Propriétaire foncier et maréchal de la noblesse, Stolypine devient gouverneur de province en 1902, sous Plehve¹³³ ; il se « signale » aux yeux du tsar et de sa camarilla ultra-réactionnaire en exerçant contre les paysans une répression féroce qui va jusqu'à la torture (province de Saratov) ; il organise des bandes de Cent-Noirs et des pogroms en 1905 (pogrom de Balachev) ; il devient ministre de l'Intérieur en 1906 et président du conseil après la dissolution de la première Douma d'Etat. Telle est, très rapidement résumée, la biographie politique de Stolypine. Et cette biographie du chef du gouvernement contre-révolutionnaire, est en même temps celle de la classe qui a accompli notre contre-révolution, et dont Stolypine ne fut qu'un fondé de pouvoir ou un commis. Cette classe, c'est la noble gentilhommerie russe avec, à sa tête, le premier gentilhomme et le plus grand propriétaire foncier de Russie, Nicolas Romanov. Cette classe, ce sont les trente mille propriétaires féodaux qui détiennent 70 millions de déciatines de terre dans la Russie d'Europe, c'est-à-dire autant qu'en possèdent dix millions de foyers paysans. Les latifundia détenus par cette classe constituent la base de l'exploitation féodale qui, sous des formes et des noms divers (corvées, servitudes, etc.) règne dans le traditionnel centre russe du pays. La « pénurie de terre » du paysan russe (pour employer l'expression favorite des libéraux et des populistes) n'est que l'autre face de l'*abondance de terre* de cette classe. La question agraire qui a été le point central de notre révolution de 1905, se ramenait à la question que voici : la grande propriété foncière continuera-t-elle d'exister, — dans ce cas les paysans misérables, indigents, affamés, abêtis et opprimés continueraient *nécessairement* de former la masse de la population ; ou bien la masse de la population saura-t-elle conquérir des conditions de vie tant soit peu humaines, tant soit peu semblables aux libres conditions de vie européennes, chose *irréalisable* sans la destruction révolutionnaire de la grande propriété foncière et de la monarchie terrienne qui s'y rattache indissolublement.

La biographie politique de Stolypine est le reflet, l'expression fidèle des conditions d'existence de la monarchie tsariste. Stolypine ne pouvait agir autrement qu'il n'a agi dans la situation où s'est trouvée la monarchie au moment de la révolution. La monarchie *ne pouvait* agir d'une autre manière lorsqu'il apparut clairement et que l'expérience confirma avec une netteté absolue en 1905 *avant* la Douma, comme en 1906, *pendant* la Douma, que l'immense, l'écrasante majorité de la population avait désormais conscience de l'impossibilité absolue de concilier ses intérêts avec le maintien de la classe des grands propriétaires fonciers, et qu'elle tendait à la destruction de cette classe. Il n'y a rien de plus superficiel et de plus faux que les allégations des écrivains cadets, prétendant que les attaques dirigées contre la monarchie étaient, chez nous, la manifestation d'un révolutionnisme d'« intellectuels ». Au contraire, les conditions objectives étaient telles que la lutte des paysans contre la grande propriété foncière posait nécessairement la question de la vie ou de la mort de notre monarchie terrienne. Le tsarisme *devait* livrer une lutte à mort, il *devait* chercher d'autres moyens de défense, en dehors d'une bureaucratie complètement débilitée et d'une armée affaiblie par les défaites militaires et la décomposition intérieure. Dans ces conditions, il ne restait à la monarchie tsariste qu'une chose : organiser les éléments ultra-réactionnaires de la population et monter des pogroms. L'indignation hautement morale que manifestent nos libéraux en parlant des pogroms apparaît forcément, pour tout révolutionnaire, comme quelque chose de profondément pitoyable et de profondément lâche, — surtout quand cette condamnation hautement morale des

pogroms s'allie à cette idée que des négociations et des accords sont parfaitement possibles avec les fauteurs de pogroms. La monarchie ne pouvait pas ne pas se défendre contre la révolution, mais la monarchie *russe*, féodale, semi-asiatique des Romanov, n'a pu se défendre autrement que par les moyens les plus ignobles, les plus répugnants, les plus lâchement féroces : non pas une condamnation hautement morale, mais le soutien le plus complet et le plus dévoué de la révolution, l'organisation de la révolution pour le *renversement* de cette monarchie, — voilà le moyen — le seul digne et le seul raisonnable pour tout socialiste et pour tout démocrate, — de combattre les pogroms.

Le fauteur de pogroms Stolypine se prépara aux fonctions ministérielles de la seule manière dont pouvaient s'y préparer les gouverneurs tsaristes : en torturant les paysans, en organisant des pogroms, tout en dissimulant habilement cette « pratique » asiatique sous un vernis, par des phrases, des poses et des gestes à l'« européenne ».

Et les chefs de notre bourgeoisie libérale qui, au nom d'une morale supérieure, condamnent les pogroms, ont engagé des pourparlers avec les fauteurs de pogroms, reconnaissant à ces derniers non seulement le droit à l'existence, mais encore l'hégémonie dans l'organisation de la Russie nouvelle et dans son gouvernement ! La mise à mort de Stolypine a donné lieu à toute une série de révélations et d'aveux intéressants se rapportant à cette question. Voyez, par exemple, les lettres de Witte et de Goutchkov à propos des pourparlers que le premier mena avec des « hommes publics » (lisez : avec les chefs de la bourgeoisie monarchiste libérale modérée) touchant la composition du ministère après le 17 octobre 1905. Aux pourparlers engagés avec Witte — selon toute apparence ces négociations durèrent longtemps, car Goutchkov parle dans ses lettres de « journées accablantes de pourparlers qui se prolongent » — prirent part Chipov, Troubetskoï, Ouroussov, M. Stakhovitch, c'est-à-dire les futurs artisans *et* du parti cadet, *et* du parti de la « rénovation pacifique¹³⁴ », *et* du parti octobriste. Ils se séparèrent, dit-on, à cause de Dournovo que les « libéraux » ne voulaient pas admettre comme ministre de l'Intérieur, alors que Witte en faisait une question *sine qua non*. Ajoutons qu'Ouroussov, étoile des cadets à la I^{re} Douma, se fit l'« ardent défenseur de la candidature de Dournovo ». Lorsque le prince Obolenski posa la candidature de Stolypine « les uns approuvèrent, les autres déclarèrent ne pas le connaître ». « Je me rappelle parfaitement, — écrit Goutchkov, — que *personne n'émit* l'opinion négative dont parle le comte Witte dans ses lettres. »

Aujourd'hui la presse des cadets, voulant souligner son « démocratisme » (tenez-vous bien !), surtout peut-être en raison des élections pour la I^{re} curie de Pétersbourg, où le candidat cadet combattait l'octobriste, cherche à donner un coup d'épingle à Goutchkov au sujet des pourparlers d'alors. « Bien souvent, MM. les octobristes commandés par Goutchkov, — écrit la *Retch* du 28 septembre, — sont devenus, pour complaire aux autorités, les collègues des partisans de M. Dournovo ! Bien souvent les regards dirigés vers les autorités, ils ont tourné le dos à l'opinion publique. » L'éditorial des *Rousskié Viédomosti* de cette même date répète sur différents tons le même reproche des cadets à l'adresse des octobristes.

Mais, permettez, MM. les cadets : quel droit *avez-vous* de faire des reproches aux octobristes, si *vos* hommes ont pris part à ces mêmes pourparlers où ils allèrent jusqu'à défendre Dournovo ? En plus d'Ouroussov, *tous* les cadets n'étaient-ils pas, en novembre 1905, dans la position de gens aux « regards dirigés vers les autorités » et « tournant le dos à l'opinion publique » ? Jamais coup de pied de jument ne fit mal à cheval ; ce n'est pas une lutte de principes, c'est de la concurrence entre partis également sans principes, — voilà ce qu'il *faut* dire des griefs que les cadets font aujourd'hui aux octobristes au sujet des « pourparlers » de la fin de 1905. Une controverse de ce genre ne sert qu'à masquer ce fait, vraiment important, historiquement indiscutable, que *toutes* les nuances de la bourgeoisie libérale, depuis les octobristes jusqu'aux cadets, avaient « *les regards dirigés vers tes autorités* » et tournaient le « dos » à la *démocratie* depuis que notre révolution avait pris un caractère véritablement populaire, c'est-à-dire depuis qu'elle était devenue une révolution démocratique par la composition de ses participants actifs. La période stolypinienne de la contre-révolution russe a justement ceci de caractéristique que la bourgeoisie libérale se détourna de la démocratie, que Stolypine *put* ainsi *rechercher* le concours, la sympathie, les conseils tantôt auprès de l'un, tantôt auprès de l'autre représentant de cette bourgeoisie. N'eût été cette situation, Stolypine n'aurait pas pu réaliser l'hégémonie du conseil de la noblesse unifiée sur la bourgeoisie d'esprit contre-révolutionnaire, avec le concours, la sympathie, le soutien actif ou passif de cette bourgeoisie.

Cet aspect de la question mérite une attention particulière, car c'est justement ce que perdent de vue — ou ignorent intentionnellement — notre presse libérale et les organes de la politique ouvrière libérale comme le *Diélo Jizni*. Stolypine n'est pas seulement le représentant de la dictature des terriens féodaux. S'en tenir à cette caractéristique serait ne rien comprendre aux particularités et à la signification de la « période stolypinienne ». Stolypine est le ministre d'une époque où dans *toute* la bourgeoisie libérale, jusques et y compris la bourgeoisie cadette, dominait un état d'esprit contre-révolutionnaire ; où les féodaux *pouvaient* s'appuyer et s'appuyaient sur

cet état d'esprit ; où ils *pouvaient* faire et faisaient leurs offres (de la main et du cœur) aux chefs de cette bourgeoisie ; où ils *pouvaient* voir, même dans ceux de ces chefs qui étaient le plus « à gauche », une « opposition de Sa Majesté¹³⁵ », où ils *pouvaient* se baser et se basaient sur l'évolution des chefs idéologiques du libéralisme vers eux, vers la réaction, vers la lutte contre la démocratie et le vil discrédit de celle-ci. Stolypine est le ministre d'une époque où les terriens féodaux, dégagés de toutes les illusions et espérances romantiques sur le moujik « patriarcal », pratiquaient énergiquement, à la plus vive allure, une politique *bourgeoise* dans la vie du paysan agriculteur, *recherchant* ainsi des alliés parmi les nouveaux éléments bourgeois de la Russie en général et de la Russie paysanne en particulier. Stolypine s'efforçait de verser dans les vieilles outres le vin nouveau, de transformer l'ancienne autocratie en monarchie bourgeoise. Et la faillite de la politique de Stolypine est la faillite du tsarisme dans cette dernière voie — la *dernière concevable* pour le tsarisme. La monarchie terrienne d'Alexandre III avait essayé de prendre appui sur le village « patriarcal » et, d'une façon générale, sur le « train de vie patriarcal » russe ; la révolution brisa définitivement *cette* politique. La monarchie terrienne de Nicolas II essaya, après la révolution, de s'appuyer sur le sentiment contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et sur la politique agraire bourgeoise pratiquée par ces mêmes terriens ; la faillite de ces tentatives, aujourd'hui évidente même pour les cadets, même pour les octobristes, est la faillite de la *dernière* politique *possible* pour le tsarisme.

La dictature du terrien féodal ne fut pas dirigée, sous Stolypine, contre le peuple tout entier, y compris tout le « tiers état », toute la bourgeoisie. Non, cette dictature fut placée dans les meilleures conditions ; la bourgeoisie octobriste la servait en conscience ; les propriétaires fonciers et la bourgeoisie avaient une institution représentative où leur bloc détenait une majorité assurée, ce qui leur permettait de négocier et de pactiser avec le trône ; MM. Strouvé et autres gens des *Vékhi*, en proie à l'hystérie, traînaient dans la boue la révolution et forgeaient une idéologie propre à réjouir le cœur d'Antonius de Volhynie ; M. Mi-lioukov proclamait l'opposition cadette « opposition de Sa Majesté » (de sa majesté le dernier féodal). Et néanmoins, malgré ces conditions très favorables à messieurs Romanov, malgré ces conditions les plus favorables qu'on puisse concevoir au point de vue du rapport des forces sociales dans la Russie capitaliste du XX^e siècle, malgré tout cela, la politique de Stolypine a fait faillite ; Stolypine a été mis à mort au moment où frappe à la porte le nouveau fossoyeur — plus exactement le fossoyeur rassemblant des forces nouvelles — de l'absolutisme tsariste.

Ce qui caractérise avec un relief particulier les rapports de Stolypine avec les chefs de la bourgeoisie et inversement, c'est l'époque de la I^{re} Douma. « La période de mai à juillet 1906 — écrit la *Retch* — a été décisive dans la carrière de Stolypine. » Quel fut donc le centre de gravité de cette période ?

« Le centre de gravité de cette période — déclare l'organe officiel du parti cadet — ne résida pas évidemment dans les manifestations à la Douma. »

Aveu précieux s'il en fut, n'est-il pas vrai ? Que de lances furent rompues à l'époque avec les cadets pour décider si l'on pouvait voir dans les « manifestations à la Douma » le « centre de gravité » de cette période ! Que de paroles furieuses, de hautaines leçons doctrinaires renfermait alors la presse cadette à l'adresse des social-démocrates qui affirmaient, au printemps et en été 1906, que le centre de gravité de l'époque *ne résidait pas* dans les manifestations à la Douma ! Que de reproches furent lancés alors à toute la « société » russe par la *Retch* et la *Douma*, parce que la société rêvait d'une « Convention » et ne s'extasiait pas assez devant les victoires remportées par les cadets dans la lice « parlementaire » de la première Douma ! Cinq années ont passé. Il faut donner une appréciation générale de l'époque de la première Douma, et les cadets, avec la même facilité que s'ils changeaient de gants, proclament que « le centre de gravité de cette période ne résida pas évidemment dans les manifestations à la Douma ».

Evidemment non, messieurs ! Quel fut donc le centre de gravité ?

... « Dans la coulisse — nous dit la *Retch* — se déroulait une lutte aiguë entre les représentants de deux courants. L'un recommandait de chercher un accord avec la représentation nationale, sans reculer même devant la formation d'un « ministère cadet ». L'autre exigeait un geste brutal, la dissolution de la Douma d'Etat et la modification de la loi électorale. C'est ce programme qu'entendait faire aboutir le conseil de la noblesse unifiée, qui s'appuyait sur de puissantes influences... » « Stolypine hésita quelque temps. Il y a des faits qui montrent qu'il proposa à deux reprises à Mouromtsev, par l'intermédiaire de Kryjanovski, d'examiner la possibilité d'un ministère cadet, avec la participation de Stolypine comme ministre de l'Intérieur. Mais il n'est pas douteux que dans le même temps Stolypine se trouvait en rapports avec le conseil de la noblesse unifiée. »

C'est ainsi qu'écrivent l'histoire MM. les chefs cultivés, lettrés, érudits des libéraux ! Conclusion : le « centre de gravité » *n'était pas* dans les manifestations, mais dans la lutte entre deux courants au sein de la camarilla tsariste

ultra-réactionnaire ! Le conseil de la noblesse unifiée — c'est-à-dire, non pas un individu, non pas Nicolas Romanov, non pas « un courant » des « *hautes sphères* », mais *une classe déterminée*. — passa sur-le-champ et sans délai à une politique d'« offensive ». Les cadets voient clairement, nettement, leurs rivaux *de droite*. Mais ce qui était à *gauche* des cadets, avait disparu de leur champ visuel. Les « *hautes sphères* », le conseil de la noblesse unifiée et les cadets, faisaient l'histoire ; — le bas peuple, *évidemment*, n'y prenait aucune part ! A une classe déterminée (la noblesse) s'opposait le parti de la « *liberté du peuple* », parti *au-dessus* des classes, et les « *hautes sphères* » (c'est-à-dire le petit-père le tsar) hésitaient.

Peut-on s'imaginer un aveuglement de classe plus intéressé ? une plus grande déformation de l'Histoire et un oubli aussi total des vérités élémentaires de la science historique ? une confusion, un mélange de classe, de parti et de personnalités plus pitoyables ?

Il n'est pire aveugle que celui qui *ne veut pas* voir la démocratie et ses forces.

Le centre de gravité de l'époque de la première Douma ne résidait pas, *évidemment*, dans les manifestations à la Douma. Il résidait dans la lutte de classes en dehors de celle-ci, dans la lutte des terriens féodaux et de *leur* monarchie contre la masse du peuple, contre les ouvriers et les paysans. Juste à ce moment, le mouvement révolutionnaire de masse monte de nouveau : grèves en général, grèves politiques, troubles paysans et révoltes militaires prirent une extension menaçante au printemps et dans l'été de 1906. *Voilà pourquoi*, messieurs les historiens cadets, les « *hautes sphères* » hésitaient : la lutte entre les courants au sein de la bande tsariste devait décider si l'on pouvait *sur-le-champ* faire le coup d'Etat, dans la situation présente des forces de la révolution, ou s'il fallait *attendre* encore, mener encore la bourgeoisie par le nez.

La première Douma convainquit amplement les terriens (Romanov, Stolypine et C^{ie}) qu'il ne saurait y avoir de paix entre eux et les masses paysannes et ouvrières. Et cette conviction qu'ils acquirent correspondait à la réalité objective. Restait à résoudre une question secondaire : quand et comment modifier la loi électorale, d'emblée ou petit à petit ? La bourgeoisie balançait, mais toute sa conduite — même celle de la bourgeoisie cadette — montrait qu'elle craignait cent fois plus la révolution que la réaction. C'est pourquoi les terriens daignèrent inviter les chefs de la bourgeoisie (Mouromtsev, Heiden, Goutchkov et C^{ie}) à des conférences, pour voir s'il n'était pas possible de former *ensemble* un ministère. Et la bourgeoisie *tout entière*, y compris les cadets, allait conférer avec le tsar, avec les fauteurs de pogroms, avec les chefs de la bande noire sur les moyens de combattre la révolution, — mais depuis la fin de 1905 la bourgeoisie n'a jamais envoyé aucun de ses partis conférer avec les chefs de la révolution, pour savoir *comment* renverser l'absolutisme et la monarchie.

Voilà la leçon capitale de la période « *stolypinienne* » de l'Histoire russe. Le tsarisme invitait la bourgeoisie à des conférences quand la révolution paraissait encore une force, — et peu à peu il repoussa loin de lui, à coups de botte de soldat, *tous* les chefs de la bourgeoisie, d'abord Mouromtsev et Milioukov, puis Heiden et Lvov, et enfin Goutchkov, lorsque la révolution cessa d'exercer sa pression d'en bas. La différence, entre les Milioukov, les Lvov et les Goutchkov est absolument insignifiante ; elle porte sur l'ordre de succession dans lequel les chefs de la bourgeoisie tendaient leurs joues aux... « *baisers* » de Romanov-Pourichkévitch-Stolypine et recevaient ces... « *baisers* ».

Stolypine a quitté la scène juste au moment où la monarchie ultra-réactionnaire avait retiré tout le profit possible des sentiments contre-révolutionnaires de l'ensemble de la bourgeoisie russe. Aujourd'hui cette bourgeoisie, repoussée, souillée, qui s'était salie elle-même en répudiant la démocratie, la lutte des masses, la révolution, — demeure plongée dans le désarroi et dans la perplexité, devant les symptômes d'une nouvelle révolution qui monte. Stolypine a donné au peuple *russe* une excellente leçon : marcher à la liberté en renversant la monarchie tsariste sous la conduite du prolétariat, — ou aller en esclavage chez les Pourichkévitch, les Markov, les Tolmatchev, sous la conduite idéologique et politique des Milioukov et des Goutchkov.

Publié le 31 (18) octobre 1911 dans le Social-Démocrate, n° 24.

LE COURANT DE LIQUIDATION ET LE GROUPE DES LIQUIDATEURS¹³⁶

Considérant :

1° que le P.O.S.D.R. mène depuis près de quatre ans une lutte décisive contre le courant liquidateur qui, à la conférence du Parti, en décembre 1908, fut défini comme une

« tentative d'une certaine portion des intellectuels du Parti pour liquider l'organisation existante du P.O.S.D.R. et pour la remplacer par un groupement informe dans le cadre de la légalité coûte que coûte, cette légalité dût-elle s'acheter au prix d'une renonciation manifeste au programme, à la tactique et aux traditions du Parti ;

2° que dans son Assemblée plénière de janvier 1910 le Comité central, continuant la lutte contre ce courant, l'a unanimement proclamé une manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat et a posé comme condition de l'unité véritable du Parti et de la fusion des anciennes fractions bolchevique et menchévique, la rupture complète avec le courant de liquidation et l'obligation de surmonter définitivement cette déviation bourgeoise du socialisme ;

3° que malgré toutes les décisions du Parti et les engagements pris à la session plénière de janvier 1910 par les représentants de toutes les fractions, une partie des social-démocrates groupée autour des revues *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni* a pris ouvertement la défense d'un courant reconnu par l'ensemble du Parti pour un produit de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ;

4° que les anciens membres du Comité central, M...I, Iouri et Roman ont non seulement refusé d'entrer au Comité central, au printemps de 1910, mais même de venir assister, ne fût-ce qu'à une seule de ses réunions pour coopter de nouveaux membres, et ont déclaré ouvertement qu'ils considéraient l'existence même du Comité central du Parti comme « nuisible » ;

5° que précisément après la session plénière de 1910, lesdites principales publications des liquidateurs, *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*, se sont tournées résolument et sur toute la ligne vers le courant de liquidation, ne se contentaient pas de « ravalier » (malgré les décisions de la session plénière) « l'importance du parti illégal », mais allaient même jusqu'à nier l'existence du Parti, le qualifier de « cadavre », le déclarer liquidé, proclamer comme une « utopie réactionnaire » la restauration du parti illégal, couvrir le parti illégal de calomnies et d'injures dans leurs revues légales, inviter *les* ouvriers à considérer les cellules et la hiérarchie du Parti comme « périmées », etc. ;

6° qu'à l'opposé des partisans du maintien du Parti illégal, qui dans toute la Russie se sont unis sans distinction de fractions, en vue de convoquer la conférence du Parti, les liquidateurs, s'étant constitués en petits groupes tout à fait indépendants, se sont scindés même là où prédominent les menchéviks-partitsy¹³⁷ du Parti illégal (Iékatérinoslav, Kiev) et ont catégoriquement refusé tout contact avec les organisations locales du P.O.S.D.R. ; — la conférence déclare que le groupe représenté par *Nacha Zaria* et *Diélo Jizni*, par sa conduite s'est *définitivement mis hors du Parti*.

La conférence invite tous les partisans du maintien du Parti illégal, sans distinction de tendances et de nuances, à combattre le courant de liquidation, à montrer tout le tort qu'il porte à l'œuvre de libération de la classe ouvrière, et à contribuer de toutes leurs forces au rétablissement et au renforcement du P.O.S.D.R. illégal.

Publié en 1912 dans la brochure La Conférence panrusse du P.O.S.D.R., 1912.

QUESTIONS EN LITIGE

LE PARTI LÉGAL ET LES MARXISTES

I. LA DÉCISION DE 1908

La lutte qui se poursuit entre la *Pravda* et le *Loutch*¹³⁸ apparaît inutile et peu compréhensible pour beaucoup d'ouvriers. Il est naturel que les articles de polémique dans tels numéros du journal, sur certaines questions, parfois assez spéciales, ne donnent pas une idée complète de l'objet et du contenu de la lutte. De là, le mécontentement légitime des ouvriers.

Or, la question de la tendance liquidatrice autour de laquelle se poursuit la lutte est, en ce moment, une des questions les plus importantes et les plus actuelles du mouvement ouvrier. On n'est pas un ouvrier conscient si l'on n'a pas fait ample connaissance avec cette question ; si l'on ne s'est pas fait une opinion précise sur ce point. L'ouvrier désireux de décider par lui-même des destinées de son parti, ne se dérobera pas à la polémique, si même, à première vue, elle n'est pas tout à fait intelligible ; il s'attachera sérieusement à rechercher la vérité et la découvrira.

Comment découvrir la vérité ? Comment se retrouver dans des opinions et des affirmations qui se contredisent les unes les autres ?

Tout homme sensé comprend que, si la lutte se poursuit ardente autour d'un objet, il est indispensable, pour établir la vérité, de ne pas se borner aux déclarations des parties intéressées, mais de vérifier soi-même *faits* et *documents*, d'établir soi-même s'il y a des dépositions de *témoins*, et si ces dépositions sont dignes de foi.

Faire cela n'est certes pas toujours facile. Il est beaucoup plus « facile » d'accepter de confiance ce qu'on aura l'occasion, ce qu'il sera *donné* d'entendre, ce que l'on proclame plus « ouvertement », et ainsi de suite. Mais les gens qui se contentent de cela, on les appelle des hommes « légers », de peu de poids, et personne ne les prend au sérieux. Sans se livrer *soi-même* à un certain travail, il est impossible de découvrir la vérité, dans aucune question sérieuse ; et quiconque redoute l'effort, se prive lui-même de la possibilité de découvrir la vérité.

Aussi nous adressons-nous uniquement à ceux des ouvriers qui ne craignent pas cet effort, qui sont décidés à juger des choses *par eux-mêmes* et à tâcher de *trouver les faits, les documents, les témoignages*.

Tout d'abord la question se pose de savoir ce qu'est le courant de liquidation. D'où vient ce mot, et que signifie-t-il ?

Le *Loutch* dit que la liquidation du Parti, c'est-à-dire la dissolution, la destruction du Parti, l'abdication du Parti est simplement une invention maligne. Ce sont, prétendent-ils, les bolcheviks « fractionnistes » qui ont inventé la chose contre les menchéviks ! La *Pravda* dit que l'ensemble du Parti condamne le courant de liquidation, et le combat depuis plus de quatre ans. Qui a raison ? Comment trouver la vérité ? L'unique moyen, évidemment, est de chercher les faits et les documents dans l'*histoire* du Parti durant les quatre dernières années, de 1908 à 1912, époque à laquelle les liquidateurs *se sont définitivement détachés* du Parti.

Ces quatre années précisément, alors que les liquidateurs actuels *étaient encore* dans le Parti, constituent la période la plus importante, permettant de *vérifier* où et comment est apparue l'idée de liquidation.

De là, la première et principale conclusion : quiconque parle de liquidation en *éludant* les faits et les documents du Parti pour la période 1908-1911, cache la vérité aux ouvriers.

Quels sont donc les faits et les documents du Parti ? Tout d'abord la *décision du Parti*, prise en décembre 1908¹³⁹. Les ouvriers, s'ils ne veulent pas qu'on les traite en enfants que l'on gave de fables et de contes bleus, doivent demander à leurs conseillers, dirigeants ou représentants, s'il y a eu une *décision du Parti* à propos du courant de liquidation, prise en décembre 1908, et en quoi elle consiste.

Cette décision *condamne* le courant de liquidation et *explique* en quoi il consiste.

Le courant de liquidation, c'est la « tentative d'une certaine portion des intellectuels du Parti pour *liquider* (c'est-à-dire dissoudre, détruire, abolir, faire cesser) l'organisation existante du Parti, et pour la remplacer par un groupement informel dans le cadre de la légalité (c'est-à-dire de la loi, de l'existence « ouverte ») « coûte que coûte, cette légalité dût elle s'acheter au prix d'une *renonciation manifeste au programme, à la tactique* et aux traditions (c'est-à-dire à l'expérience passée) du Parti ».

Telle fut, il y a plus de quatre ans, la *décision* du Parti sur le courant de liquidation.

Cette décision montre nettement ce qu'est, au fond, le courant liquidateur et pourquoi il est condamné. C'est au fond *l'abdication* de l'« action clandestine », sa liquidation, son *remplacement* par un groupement informel dans le cadre de la légalité coûte que coûte. Ainsi le parti condamne *non point* le travail légal, non point l'affirmation de sa nécessité. Il condamne — et condamne sans réserve — le *remplacement* du vieux parti par quelque chose d'informel, de « légal » et qu'on ne peut appeler un parti.

Le Parti ne peut exister s'il ne défend pas son existence, s'il ne lutte pas résolument contre ceux qui le liquident, qui le suppriment, qui ne le reconnaissent pas, qui l'abdiquent. Cela est évident.

A celui qui abdique le parti existant, au nom d'on ne sait quel parti nouveau, il faut dire : essayez, bâtissez un nouveau parti, mais vous ne pouvez rester membre du vieux parti, du parti actuel, existant. Tel est le sens de la décision prise par le Parti en décembre 1908 ; et il est évident qu'il ne pouvait y avoir d'autre décision en ce qui concerne l'existence du Parti.

La liquidation est certes *rattachée* par un lien idéologique *au reniement, à l'abdication du programme et de la tactique, à l'opportunisme*. C'est ce qu'indique la fin de la décision citée plus haut. Mais la liquidation n'est pas *seulement* de l'opportunisme. Les opportunistes mènent le Parti dans une voie fautive, dans la voie bourgeoise, dans la voie d'une politique ouvrière libérale, mais ils *n'abdiquent pas* le Parti lui-même, ils ne le liquident pas. La liquidation est un *opportunisme* qui va jusqu'à *abdiquer* le Parti. On conçoit que le Parti ne puisse exister s'il *englobe* ceux qui n'en admettent pas l'existence. On conçoit aussi bien qu'abdiquer l'action clandestine, dans les conditions actuelles, c'est abdiquer le vieux parti.

La question se pose : quelle est l'attitude des liquidateurs à l'égard de cette décision du Parti, prise en 1908 ?

Là est le pivot du problème ; là est la vérification de la sincérité et de l'honnêteté politique des liquidateurs.

Il ne s'en trouvera pas un seul, à moins de devenir fou, pour nier que cette décision du Parti a été prise et n'a pas été annulée.

Et les liquidateurs de se dérober, soit en éludant la question et en *faisant silence* devant les ouvriers sur la décision du Parti, prise en 1908, soit en proclamant (en y adjoignant souvent des mots injurieux), que ce sont les bolcheviks qui ont fait passer cette décision.

Mais les mots injurieux ne font que trahir la faiblesse des liquidateurs. Il existe des *décisions du Parti* qu'ont fait passer les *menchéviks*, — par exemple la décision relative à la municipalisation, adoptée à Stockholm, en 1906¹⁴⁰. Cela est de notoriété publique. Beaucoup de bolcheviks ne partagent pas cette décision. Mais il n'en est point parmi eux pour nier que c'est une *décision du Parti*. De même la décision de 1908 sur le courant liquidateur est une *décision du Parti*. Tous les subterfuges, dans cette question, marquent simplement la volonté d'induire les ouvriers en erreur.

Celui qui entend reconnaître le Parti, non pas seulement en paroles, ne tolérera ici aucune dérobade et arrivera à connaître la vérité sur la *décision du Parti* touchant le courant de liquidation. A cette décision se sont joints, depuis 1909, *tous les menchéviks* partisans du maintien du Parti illégal, avec, en tête, Plékhanov qui, dans sa publication *Dnevnik* comme dans tout un ensemble d'autres publications marxistes, avait expliqué maintes fois, et d'une façon parfaitement précise, que quiconque travaille à liquider le Parti n'en saurait être membre.

Plékhanov était et restera un menchévik. Donc, les références habituelles des liquidateurs invoquant le caractère « bolchévik » de la décision du Parti, en 1908, sont doublement fausses.

Plus nombreux sont les mots injurieux dirigés contre Plékhanov, et que nous trouvons chez les liquidateurs dans le *Loutch* et dans *Nacha Zaria*, et plus nette est la preuve que les liquidateurs sont de mauvaise foi, qu'ils cherchent par le tapage, les cris et le scandale à obscurcir la vérité. Au début, l'on réussit quelquefois par ces procédés à abasourdir les novices ; mais les ouvriers finiront par démêler les choses eux-mêmes, et se détourneront bientôt devant ces injures.

L'unité des ouvriers est-elle nécessaire ? Oui, elle est nécessaire !

L'unité des ouvriers est-elle possible sans l'unité de l'organisation ouvrière ? Il est évident qu'elle est impossible.

Qu'est-ce qui gêne l'unité du parti ouvrier ? Les discussions sur le courant liquidateur.

Les ouvriers doivent donc voir clair dans ces discussions pour décider *eux-mêmes* du sort de leur parti, et le *sauvegarder*.

Le premier pas à faire pour y arriver, c'est de prendre connaissance de la *première* décision du *Parti* sur le courant de liquidation. Cette décision, les ouvriers doivent la connaître à fond et la méditer attentivement, en rejetant toutes les tentatives d'éluder la question ou de la faire dévier. En méditant cette décision, tout ouvrier commence à comprendre ce qu'est, au fond, le courant liquidateur, pourquoi cette question est si importante et si « angoissante », pourquoi elle se pose au Parti depuis plus de quatre années de réaction.

Dans notre prochain article nous examinerons une autre décision importante du Parti sur le courant liquidateur, prise il y a trois ans et demi environ ; nous passerons ensuite aux faits et documents qui déterminent l'état actuel de la question.

II. LA DÉCISION DE 1910

Dans notre premier article (*Pravda*, n° 289), nous avons reproduit le premier et principal document que doivent connaître les ouvriers désireux de découvrir la vérité dans les discussions actuelles, à savoir : la décision du Parti sur le courant liquidateur, prise en décembre 1908.

Maintenant nous allons présenter et examiner une autre décision du Parti, non moins importante, sur la même question, qui a été prise il y a trois ans et demi, en janvier 1910¹⁴¹. Cette décision a une importance particulière, parce qu'ayant été adoptée à *l'unanimité* : tous les bolcheviks sans exception, puis tous ceux que l'on appelle les gens du *Vpériod*¹⁴², et enfin (c'est là le plus important), *tous* les menchéviks et les liquidateurs actuels sans exception, de même que tous les marxistes « nationaux » (c'est-à-dire juifs, polonais et lettons) ont adopté cette décision.

Nous reproduisons ici en entier le passage essentiel de cette décision :

La situation historique du mouvement social-démocrate à l'époque de la contre révolution bourgeoise engendre inévitablement, comme manifestation de l'influence bourgeoise sur le prolétariat, d'une part, la négation du Parti social-démocrate illégal, l'abaissement de son rôle et de son importance, des tentatives pour écarter les tâches et mots d'ordre de programme et de tactique de la social démocratie conséquente, etc. ; d'autre part, la négation du travail de la social-démocratie à la Douma et de l'utilisation des possibilités légales, l'incompréhension de l'importance de l'un et de l'autre, l'inaptitude à adapter la tactique social démocrate conséquente aux conditions historiques particulières du moment, etc. L'élément inaliénable de la tactique social-démocrate dans ces conditions, consiste à surmonter les deux déviations en élargissant et en approfondissant le travail social-démocrate dans tous les domaines de la lutte de classe du prolétariat, et à expliquer le danger de ces déviations.

Cette décision montre nettement qu'il y a trois ans et demi tous les marxistes avaient dû reconnaître, à *l'unanimité*, dans tous les courants d'idées sans exception, deux *déviations* de la tactique marxiste. Les deux déviations furent reconnues *dangereuses*. On ne les expliquait pas par un effet du hasard, ni par le mauvais vouloir de telles ou telles personnes, mais par la « *situation historique* » du mouvement ouvrier à l'époque que nous vivons.

Bien plus. La décision unanime du Parti parle de l'origine *de classe* et de la portée de ces déviations. Car les marxistes ne se contentent pas de donner une indication abstraite et sans objet sur la décadence et la

désagrégation : tous voient que dans le cerveau de bien des partisans de la démocratie et du socialisme règnent la décadence, le scepticisme, le découragement, la perplexité. Il ne suffit pas de reconnaître ce fait. Il faut comprendre quelle est l'origine *de classe* de ce désarroi et de cette désagrégation, quels sont les intérêts *de classe* des milieux non prolétariens, qui alimentent la « dissension » parmi les amis du prolétariat.

A cette question importante le Parti a répondu, dans sa décision d'il y a trois ans et demi : les *déviations* du marxisme sont engendrées par la « contre-révolution bourgeoise » ; elles sont engendrées par « *l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat* ».

Quelles sont donc ces déviations qui menacent de livrer le prolétariat à l'influence de la bourgeoisie ? L'une de ces déviations, rattachée au « vperedovisme » et consistant à nier le travail de la social-démocratie à la Douma, ainsi que l'utilisation des possibilités légales, a *presque complètement disparu*. Il n'est plus de social-démocrate en Russie pour prêcher ces vues erronées, contraires au marxisme. Les « vperedovtsy » (y compris Alexinski et autres) travaillent maintenant à la *Pravda*, à côté des menchéviks-partisans du maintien du Parti illégal.

L'autre *déviations* signalée dans la décision du Parti est précisément le courant *liquidateur*. La preuve, c'est qu'on y parle de « négation » de l'action clandestine et d'« abaissement » de son rôle et de sa portée. Enfin, nous avons un document éminemment précis, publié il y a *trois ans*, et que personne n'a démenti, document émanant de *tous* les marxistes « nationaux » et de Trotski (les liquidateurs n'auraient pu imaginer de meilleurs témoins) ; ce document déclare formellement que, « dans le fond, il serait bon de nommer courant de *liquidation* le courant d'idées signalé dans la résolution, et *qu'il est nécessaire de combattre*»...

Voilà donc le fait essentiel, éminemment important, que doivent connaître tous ceux qui désirent voir clair dans les discussions actuelles : il y a trois ans et demi le Parti reconnaissait à *l'unanimité* que le courant de *liquidation* était une déviation « dangereuse » du marxisme, une déviation qu'il était nécessaire de combattre et qui traduisait « *l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat* ».

Les intérêts de la bourgeoisie hostile à la démocratie ou d'esprit contre-révolutionnaire en général, exigent que soit *liquidé*, dissous le vieux parti du prolétariat. La bourgeoisie propage et soutient, par tous les moyens, toutes les idées visant à la *liquidation* du parti de la classe ouvrière. La bourgeoisie s'efforce de pousser à l'abandon des tâches anciennes, pour les « écourter », les rogner, les écorner, les vider de leur substance, afin de substituer la conciliation ou l'entente avec les Pourichkévitich et C^{ie} à la suppression catégorique des fondements de leur pouvoir.

Le courant de liquidation consiste justement à faire passer dans le milieu prolétarien ces idées bourgeoises d'abdication et de reniement.

Telle est la signification *de classe* du courant liquidateur qu'indique à *l'unanimité* la décision du Parti, prise il y a trois ans et demi. C'est là que le Parti aperçoit le plus grand mal et le plus grand danger du courant liquidateur, son action néfaste sur le mouvement ouvrier, sur le rassemblement du parti de la classe ouvrière, indépendant (en fait et non en paroles).

Le courant de liquidation ne tend pas seulement à liquider (c'est-à-dire à dissoudre, à détruire) le vieux parti de la classe ouvrière ; il tend aussi à détruire *l'indépendance de classe* du prolétariat, à corrompre sa conscience par des idées *bourgeoises*. Nous traduirons en clair cette appréciation du courant de liquidation dans notre prochain article, dans lequel nous reproduirons en entier les principaux arguments du *Loutch* des liquidateurs. Et maintenant, résumons brièvement ce qui vient d'être dit, Les tentatives des « loutchistes » en général, de messieurs F. Dan et Potressov en particulier, pour présenter les choses comme si le « courant liquidateur » n'était qu'une invention, ne sont que des subterfuges surprenants d'hypocrisie et calculés sur un manque total d'information chez les lecteurs du *Loutch*. En réalité, outre la décision du Parti, prise en 1908, il y a la décision *unanime* du Parti, prise en 1910 ; celle-ci donne une ample appréciation du courant liquidateur, qu'elle dit être une déviation bourgeoise, dangereuse et funeste pour la classe ouvrière, du chemin prolétarien. Seuls les ennemis de la classe ouvrière peuvent dissimuler ou éluder cette appréciation donnée par le Parti.

III. L'ATTITUDE DES LIQUIDATEURS DEVANT LES DÉCISIONS DE 1908 ET 1910

Dans l'article précédent (*Pravda*, n° 95 [299]), nous avons reproduit textuellement la décision unanime du Parti relative au courant liquidateur, comme manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Cette décision, nous l'avons dit, fut adoptée en *janvier 1910*. Voyons maintenant la conduite de ceux des liquidateurs qui ont le courage de prétendre aujourd'hui, qu'il n'y a eu et qu'il n'y a aucun courant de liquidation.

En février 1910, dans le n° 2 de la revue *Nacha Zaria* qui commençait à paraître à l'époque, M. Potressov écrivait explicitement que « le *Parti*, en tant que hiérarchie (c'est-à-dire échelle ou système) cohérente et organisée » « d'institutions », « *n'existe pas* », et qu'il est impossible de liquider « *ce qui n'existe plus en fait*, comme un tout organisé » (voir p. 61 de *Nacha Zaria*, a 2, 1910).

Cela était dit un mois, si ce n'est moins, *après* la décision unanime du Parti !!

Et en mars 1910 une autre revue de liquidateurs, avec les mêmes collaborateurs : — Potressov, Dan, Martynov, Iéjov, Martov, Lévitiski et consorts, à savoir la revue *Vozrojdénié*, — soulignait et expliquait en style populaire les paroles de monsieur Potressov :

Il n'y a rien à liquider et, ajouterons-nous (c'est-à-dire la rédaction du *Vozrojdénié*) pour notre part, rêver de rétablir cette hiérarchie sous sa forme ancienne, clandestine, est simplement une utopie nuisible, réactionnaire, qui atteste la perte du flair politique chez les représentants du parti autrefois le plus réaliste. (*Vozrojdénié*, 1910, n° 5, p. 51.)

Le Parti n'existe pas, et c'est une utopie nuisible que de vouloir le rétablir. Rien de plus évident, de plus précis. Voilà une abdication claire et nette du Parti Ont abdiqué (et invité les ouvriers à abdiquer) des hommes qui ont abandonné l'action clandestine et « rêvaient » d'un parti légal.

Cet abandon de l'action clandestine a été ensuite soutenu, d'une façon tout à fait précise et ouverte par P. B. Axelrod en 1912 et dans *Nevski Golos* (1912, n° 6), et dans *Nacha Zaria* (n° 6, 1912).

Etant donné cette situation dans le Parti, parler de « non-fractionnisme », écrivait P B Axelrod, c'est s'identifier à l'autruche... c'est s'abuser soi même et abuser les autres... Se constituer, se grouper en fraction est le premier devoir impérieux des partisans de la réforme ou plus exactement de la révolution dans le parti.

Ainsi P. B. Axelrod est nettement pour la *révolution dans le Parti*, c'est-à-dire pour la suppression du vieux parti et pour la fondation d'un parti nouveau.

En 1913, l'éditorial non signé du n° 101 du *Loutch* disait explicitement que « ça et là on voit même revivre et grandir dans le milieu ouvrier, des sympathies pour l'action clandestine », et que c'est là un « *fait à déplorer* ». L'auteur de cet article, L. Sédov, a reconnu lui-même que l'article « a provoqué le mécontentement » même parmi les partisans de la tactique du *Loutch* (*Nacha Zaria* n° 3, 1913, p. 49). Ajoutons que les explications fournies par L Sédov lui-même étaient telles, qu'elles provoquèrent un nouveau mécontentement, cette fois encore d'un partisan du *Loutch*, savoir An¹⁴³, qui dans le n° 181 de cet organe s'élève contre Sédov An proteste contre l'affirmation de Sédov prétendant crue « l'action clandestine est un obstacle à la cristallisation politique de notre mouvement, à la construction d'un parti ouvrier social-démocrate ». An raille L. Sédov qui fait preuve d'« imprécision » dans la question de savoir si l'action clandestine est, oui ou non, désirable.

La rédaction du *Loutch* a fait suivre l'article de An d'une ample postface, dans laquelle elle prend parti *pour Sédov*, estimant que An « a tort de critiquer L. Sédov ».

Nous examinerons aussi, en leur lieu et place, les arguments de la rédaction du *Loutch* et les erreurs liquidatrices de An lui-même. La question n'est pas là pour l'instant. Nous avons à apprécier attentivement la conclusion fondamentale, essentielle, qui ressort des documents cités par nous.

En 1908 comme en 1910, l'ensemble du Parti condamne et repousse le courant de liquidation, en expliquant dans les détails et avec précision l'origine de classe et le danger de ce courant. *Tous* les journaux et revues des liquidateurs : *Vozrojdénié* (1909-1910), *Nacha Zaria* (1910-1913), *Nevski Golos* (1912) et *Loutch* (1912-1913), *tous* répètent, *après* les décisions les plus expresses et même unanimes du parti, des idées et des arguments qui renferment des tendances *manifestement* liquidatrices.

Même les partisans du Loutch sont obligés de se déclarer en désaccord avec ces arguments, avec cette propagande. Voilà un fait. Par conséquent, c'est simplement manquer de scrupule que de crier aux « excitations »

contre les liquidateurs, comme le font Trotski, Sernkovski et beaucoup d'autres protecteurs de la liquidation ; car c'est là une criante déformation de la vérité.

La vérité démontrée par les documents que j'ai produits pour plus de *cinq années* (1908-1913) est que les liquidateurs continuent, au mépris de toutes les décisions du Parti, à noircir et à traquer le Parti, c'est-à-dire l'« action clandestine ».

Cette vérité, tout ouvrier qui veut démêler *lui-même*, le plus sérieusement possible, les questions litigieuses et angoissantes du Parti et les résoudre *par lui-même*, doit se l'assimiler avant tout, en s'attachant à étudier et à vérifier par ses propres moyens les décisions mentionnées du Parti et les arguments des liquidateurs. Celui-là seul mérite le titre de membre du Parti et d'artisan du parti ouvrier, qui étudie attentivement, médite et décide par lui-même des problèmes et des *destinées* de son parti. On ne saurait rester indifférent à la question de savoir si c'est le Parti qui est « coupable » d'« excitations » (c'est-à-dire d'attaques trop violentes et injustifiées) contre les liquidateurs, ou si ce sont les liquidateurs qui sont coupables de *violier directement* les décisions du Parti, de *prêcher obstinément la liquidation, c'est-à-dire la destruction* du Parti.

Il est clair qu'un parti ne saurait subsister sans lutter de toutes ses forces contre les destructeurs du parti.

Maintenant que nous avons produit les documents sur cette question essentielle, nous passerons, dans un prochain article, à l'appréciation du contenu *idéologique* de la propagande d'un « parti légal ».

IV. LA SIGNIFICATION DE CLASSE DU COURANT LIQUIDATEUR

Nous avons montré dans les articles précédents (*Pravda*, n°s 289, 299 et 314), que tous les marxistes, en 1908 comme en 1910, avaient condamné sans retour le courant liquidateur, comme une abdication du passé. Les marxistes ont expliqué à la classe ouvrière que la liquidation tend à faire passer dans le prolétariat l'influence de la bourgeoisie. Or *toutes* les publications des liquidateurs, de 1909 à 1913 inclusivement, ont violé et continuent de violer d'une façon criante les décisions des marxistes.

Considérons le mot d'ordre : « parti ouvrier légal » ou « lutte pour un parti légal », que défendent jusqu'ici les liquidateurs du *Loutch* et de *Nacha Zaria*.

Ce mot d'ordre est-il marxiste, prolétarien, ou est-il libéral, bourgeois ?

La réponse à cette question il faut la chercher, non dans l'état d'esprit, ni dans les plans des liquidateurs ou des autres groupes, mais dans l'analyse du rapport des forces sociales, en Russie, à l'époque où nous vivons. La portée des mots d'ordre n'est pas déterminée par les desseins de leurs auteurs, mais précisément par le rapport des forces de *toutes* les classes du pays.

Les propriétaires féodaux et *leur* « bureaucratie » sont hostiles à tout changement dans le sens de la liberté politique. Cela se conçoit. La bourgeoisie par sa situation économique dans un pays arriéré et semi-féodal, *ne peut pas* ne pas aspirer à la liberté. Mais la bourgeoisie redoute l'activité populaire *plus* que la réaction. Cette vérité a été démontrée avec une netteté particulière par l'année 1905, et la classe ouvrière l'a parfaitement comprise ; seuls ne l'ont pas comprise les intellectuels opportunistes et semi-libéraux.

La bourgeoisie est libérale et contre-révolutionnaire. De là son *réformisme* impuissant et misérable jusqu'au ridicule. Rêves de réformes et crainte d'avoir à régler sérieusement les comptes avec les féodaux, qui non seulement n'accordent pas de réformes, mais même retirent celles déjà accordées. Propagande de réformes et crainte du mouvement populaire. Tendance à refouler les féodaux, et crainte de perdre *leur* aide, crainte de perdre ses privilèges. C'est sur ce rapport des classes qu'a été bâti le système du 3 juin, lequel donne l'omnipotence aux féodaux et les privilèges à la bourgeoisie.

La situation sociale du prolétariat exclut totalement pour lui la possibilité de « partager » les privilèges ou la *crainte* de les voir perdre par qui que ce soit. C'est pourquoi le réformisme étroitement égoïste, mesquin et obtus, est entièrement étranger au prolétariat. Quant à la masse paysanne — qui d'une part est infiniment opprimée et au lieu de bénéficier de privilèges subit des famines répétées, et d'autre part est certainement petite-bourgeoise, — elle oscille inévitablement entre les libéraux et les ouvriers.

Telle est la situation objective.

De cette situation il ressort avec évidence que le mot d'ordre de parti ouvrier légal est, par son origine de classe, celui des libéraux contre-révolutionnaires. Il ne contient rien d'autre que du réformisme : pas la moindre allusion au fait que le prolétariat — seule classe parfaitement démocratique — a conscience que sa tâche est de lutter contre les libéraux pour l'influence sur toute la démocratie ; pas la moindre idée sur la suppression de la base même de tous les privilèges des féodaux, de la « bureaucratie », etc. ; pas la moindre idée des fondements communs de la liberté politique et de la constitution démocratique. En revanche, il renferme une abdication tacite du passé et, partant, le reniement et la dissolution (liquidation) du parti ouvrier.

En bref : ce mot d'ordre apporte dans le milieu ouvrier, à l'époque de contre-révolution, la *propagande justement de ce que* la bourgeoisie libérale *fait* dans son milieu, C'est pourquoi, si les liquidateurs n'avaient pas existé, les intelligents bourgeois progressistes *auraient dû* trouver ou embaucher des intellectuels, afin qu'ils aillent porter cette propagande dans la classe ouvrière !

Seuls des hommes sans cervelle peuvent comparer les *paroles* des liquidateurs aux *motifs* de ces derniers il faut comparer leurs *paroles* aux *actes* de la bourgeoisie libérale et à sa situation objective.

Considérez ces *actes*. En 1902 la bourgeoisie est *pour* l'action clandestine. Strouvé est délégué par la bourgeoisie pour publier le clandestin *Osvobodjénie*. Lorsque le mouvement ouvrier aboutit au 17 octobre¹⁴⁴, les libéraux et les cadets abandonnent l'action clandestine, et puis l'abdiquent, la proclament chose inutile, insensée, un péché et une œuvre impie (*Vékhi*). *Au lieu* de l'action clandestine, c'est, chez la bourgeoisie libérale, la *lutte pour un parti légal*. C'est là un fait historique que viennent confirmer les tentatives inlassables de légalisation des cadets (1905-1907) et des progressistes (1913).

Chez les cadets, nous voyons une « action légale et son organisation secrète » ; le débonnaire, c'est-à-dire l'inconscient liquidateur A. Vlassov, n'a fait que résumer « en ses propres termes » les faits et gestes des cadets.

Pourquoi donc les libéraux ont-ils abdiqué l'action clandestine et adopté le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » ? Serait-ce parce que Strouvé est un traître ? Non Bien au contraire. Strouvé a tourné casaque, parce que toute la bourgeoisie a opéré un tournant. Et elle l'a fait 1° parce qu'elle a reçu des privilèges et que le 11 décembre 1905 et même le 3 juin 1907¹⁴⁵, elle s'est vu attribuer le rôle d'opposition *tolérée* ; 2° parce qu'elle-même a été saisie d'une peur mortelle devant le mouvement populaire. Le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal », si on le traduit du langage de la « haute politique » en une langue simple et claire, veut dire ceci :

— Messieurs les propriétaires fonciers ! Ne pensez pas que nous voulions votre mort. Non Serrez-vous un peu pour que nous, bourgeois, nous puissions aussi nous asseoir (parti légal). Nous vous défendrons alors cinq fois plus « intelligemment », plus subtilement, plus «scientifiquement » que les Timochkine et les saints-pères de Sabler¹⁴⁶.

Imitant les cadets, les petits bourgeois, les populistes ont adopté le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal ». En août 1906 M. Péchékhonov et C^{ie} du *Rousskoïé Bogatsivo* abdiquent l'action clandestine, proclament la « lutte pour un parti légal » et amputent leur programme des mots d'ordre démocratiques conséquents, des mots d'ordre « clandestins ».

Le bavardage réformiste de ces petits bourgeois sur un « parti large et légal » a eu pour résultat qu'ils sont restés — manifestement pour tous — sans *aucun* parti, *sans aucune* liaison avec les masses ; quant aux cadets, ils ont même cessé de rêver d'une telle liaison.

C'est ainsi, et seulement ainsi, par l'analyse de la situation des classes, par l'histoire générale de la contre-révolution que l'on peut arriver à *comprendre* le courant de liquidation. Les liquidateurs, ce sont des intellectuels petits-bourgeois, que la bourgeoisie a envoyés semer la perversion libérale dans le milieu ouvrier. Les liquidateurs sont traîtres au marxisme et traîtres à la démocratie. Le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » chez eux (chez les libéraux comme chez les populistes) sert à masquer leur abdication du passé et leur *rupture avec la classe ouvrière*. Ce fait a été démontré et par les élections de la curie ouvrière à la IV^e Douma, et par l'histoire de la fondation du journal ouvrier *Pravda*. Il est apparu manifestement pour tous que seuls se trouvaient en liaison avec les masses, les gens qui n'avaient pas abdiqué le passé, qui avaient su utiliser uniquement dans

l'esprit de ce passé, et afin de le renforcer, de le consolider et de le développer, le « travail légal » et les « possibilités » de toute sorte.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement à l'époque du système du 3 juin.

Nous reviendrons dans un prochain article sur les « amputations » faites au programme et à la tactique par les liquidateurs (c'est-à-dire par les libéraux).

V. LE MOT D'ORDRE DE LUTTE POUR UN PARTI LÉGAL

Dans l'article précédent (*Pravda* n° 123), nous avons vu la signification objective — c'est-à-dire déterminée par le rapport des classes, du mot d'ordre de « parti légal » ou de « lutte pour un parti légal ». Ce mot d'ordre est la répétition servile de la tactique de la bourgeoisie, pour qui il est l'expression juste de son abdication de la révolution ou de son esprit contre-révolutionnaire.

Considérons certaines tentatives, particulièrement répandues chez les liquidateurs, pour défendre le mot d'ordre de « lutte en faveur d'un parti légal ». Maevski, Sédov et Dan, ainsi que tous les « loutchistes », s'appliquent à confondre le *parti* légal avec le travail légal ou l'*activité* légale. Cette confusion est simplement de la sophistique, une comédie, une mystification du lecteur.

D'abord, l'activité légale des social-démocrates de la période 1904-1913 est une *fait*. Le parti légal est une *phrase* des intellectuels, qui masque leur abdication du Parti. Ensuite, le Parti a maintes fois condamné le courant de liquidation, c'est-à-dire le mot d'ordre d'un parti légal. Mais, loin de condamner l'activité légale, le Parti a, au contraire, condamné ceux qui abandonnaient ou abdiquaient cette activité. Troisièmement, en 1904-1907, l'activité légale était *particulièrement* développée chez *tous* les social-démocrates. Mais *il n'est pas un seul* courant d'opinion ni *une seule* fraction de la social-démocratie, qui ait formulé alors le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » !

C'est là un fait historique. Quiconque veut *comprendre* le courant de liquidation doit méditer ce fait.

L'absence d'un mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » a-t-elle entravé l'activité légale en 1904-1907 ? Pas du tout.

Pourquoi ce mot d'ordre n'est-il pas apparu à l'époque chez les social-démocrates ? Justement parce qu'à l'époque la contre-révolution n'était pas encore déchaînée, qui allait entraîner une partie des social-démocrates dans un opportunisme extrême. Il était *trop évident*, à ce moment-là, que le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » était une phrase opportuniste, une abdication de l'« action clandestine ».

Réfléchissez donc, messieurs, à la signification de ce tournant historique : à l'époque de 1905, alors que l'activité légale reçoit un brillant développement, le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » *n'existe pas* ; à l'époque de contre-révolution, alors que l'activité légale se développe faiblement, on voit apparaître chez une partie des social-démocrates (à la suite de la bourgeoisie), le mot d'ordre d'abdication de l'« action clandestine » et de « lutte pour un parti légal ».

La signification et la portée de classe d'un tel tournant peuvent-elles être encore obscures ?

Enfin, quatrième et principal point. L'activité légale peut être (et est) *de deux genres*, orientée dans deux directions diamétralement opposées : l'une est faite pour la défense du passé, entièrement *dans l'esprit et au nom* des mots d'ordre et de la tactique de ce passé ; l'autre est faite *contre* le passé, en vue de son abdication, de l'avilissement de son rôle, de ses mots d'ordre, et ainsi de suite.

L'existence de ces deux aspects, hostiles et inconciliables quant aux principes, de l'activité légale est le fait historique le plus incontestable pour l'époque allant de 1906 (les cadets et M. Péchékhonov et consorts) à 1913 (*Loutch, Nacha Zaria*). Peut-on, par conséquent, écouter sans sourire le naïf (ou l'homme qui, pour un temps, fait le naïf) lorsqu'il dit : de quoi discuter, si les uns et les autres se livrent à une activité légale ? Ce dont on discute ici, cher ami, c'est justement de la question de savoir s'il faut mener cette activité en vue de défendre l'« action clandestine » et dans l'esprit de cette dernière, ou bien en vue de diminuer la portée de cette action, contre elle, et dans un esprit qui n'est pas le sien ! La discussion porte uniquement — « *uniquement* ! » — sur la question de

savoir si tel travail légal se fait dans un esprit libéral ou dans un esprit démocratique conséquent. La discussion porte « uniquement » sur la question de savoir si l'on peut se *contenter* d'un travail légal : rappelez-vous monsieur le libéral Strouvé, qui ne s'en était pas contenté en 1902, mais qui s'en est parfaitement « contenté » en 1906-1913 !

Nos liquidateurs du *Loutch* n'arrivent pas à comprendre que le mot d'ordre de « lutte pour un parti légal » consiste à Caire passer dans le milieu ouvrier les idées libérales (strouvistes), affublées de ces loques que sont les vocables « quasi marxistes ».

Ou bien prenez encore le raisonnement de la rédaction du *Loutch* elle-même, dans sa réponse à An (n° 181) :

... Le Parti social-démocrate ne groupe pas simplement les camarades peu nombreux que la réalité oblige à faire l'action clandestine. Car enfin, si le *Parti* se limitait à son effectif clandestin, combien de membres compterait-il? Deux ou trois centaines? Et où donc seraient passés les milliers, sinon les dizaines de milliers d'ouvriers qui portent pratiquement sur leurs épaules tout le poids du travail social-démocrate ?

A l'homme qui pense, ce seul raisonnement suffit pour reconnaître des libéraux dans ses auteurs. D'abord, ils disent une contre-vérité manifeste au sujet de l'« effectif clandestin » : il ne compte pas des « centaines », mais bien au delà. En second lieu, dans le monde entier, les effectifs du Parti sont « *restreints* », comparativement au nombre des ouvriers faisant un travail social-démocrate. En Allemagne, par exemple, le Parti social-démocrate ne compte qu'un million d'adhérents. Or, aux élections, il réunit près de 5 millions de voix, et les prolétaires sont au nombre de 15 millions environ. La proportion des effectifs du Parti par rapport au nombre des social-démocrates est déterminée dans les différents pays par les différentes conditions historiques. Troisièmement, nous n'avons *rien* qui puisse remplacer l'« action clandestine ». Par conséquent, le *Loutch* invoque *contre* le Parti les ouvriers *sans-parti* ou *hors-parti*. Procédé habituel du libéral qui s'applique à détacher la masse de son avant-garde *consciente*. Le *Loutch* ne comprend pas le rapport entre le *Parti* et la *classe*, comme ne le comprenaient pas les « économistes » de 1895-1901. Quatrièmement, le « travail social-démocrate » chez nous, pour l'instant, n'est un travail véritablement *social-démocrate* que s'il est mené *dans l'esprit* du passé, au nom de ses mots d'ordre.

Les raisonnements du *Loutch* sont des raisonnements d'intellectuels libéraux qui, ne désirant pas entrer dans l'organisation du parti existant véritablement, s'emploient à *détruire* cette organisation, en dressant contre elle la foule de sans-parti, éparse et peu consciente. Ainsi en usent les libéraux allemands, qui prétendent, que les social-démocrates ne sont pas les représentants du prolétariat parce qu'ils en groupent un quinzième « seulement » dans le « parti » !

Voyez ce raisonnement, encore plus coutumier, du *Loutch* : « nous » sommes pour un parti légal, « comme en Europe ». Les libéraux et les liquidateurs veulent une constitution et un parti légal « comme en Europe » *aujourd'hui*, mais ils ne veulent pas du chemin que l'Europe a suivi pour arriver à cet aujourd'hui.

Le liquidateur et bundiste Kossovski, dans le *Loutch*, nous recommande l'exemple des Autrichiens. Il oublie seulement que les Autrichiens ont leur constitution *depuis 1867*, et qu'elle n'aurait pu exister 1° sans le mouvement de 1848, 2° sans la profonde crise que l'Etat traversa dans les années 1859-1866, quand *la faiblesse* de la classe ouvrière permit à Bismarck et consorts de *se tirer d'embaras* au moyen de la fameuse « révolution par en haut ». Que résulte-t-il donc des enseignements de Kossovski, Dan, Larine et de tous les « loutchistes » ?

Simplement ceci, qu'ils aident à résoudre notre crise *nécessairement* dans, l'esprit d'une « révolution par en haut » ! Mais ce travail qu'ils font *est* justement le « travail » d'un parti ouvrier stolypinien¹⁴⁷.

Où que l'on regarde, c'est partout, chez les liquidateurs, abdication et du marxisme et de la démocratie.

Dans un prochain article nous examinerons en détail leur raisonnement sur la nécessité d'amputer nos mots d'ordre, les mots d'ordre social-démocrates.

VI

Nous avons à examiner l'amputation des mots d'ordre marxistes par les liquidateurs. Pour cela, le mieux serait de prendre les décisions de leur conférence d'août ; mais pour des raisons que l'on comprend, l'examen de ces

décisions n'est possible que dans notre presse de l'étranger. Or ici, force nous est de prendre le *Loutch* qui, dans l'article de L. S. (n° 108 [194]), a fait un exposé remarquablement exact de toute l'essence, de tout l'esprit de liquidation.

Monsieur L. S. écrit :

... Le député Mouranov ne reconnaît pour l'instant que trois revendications partielles, ces trois piliers sur lesquels, comme on le sait, a été fondée la plate-forme électorale des léninistes : démocratisation complète du régime politique, journée de huit heures et remise de la terre aux paysans. La *Pravda*, elle aussi, continue de s'en tenir à ce point de vue. Or, nous autres, de même que toute la social démocratie européenne (lisez : « nous, comme aussi Milioukov, qui nous assure que nous avons, Dieu merci, une constitution »), nous voyons dans la formulation de revendications partielles un moyen d'agitation qui ne peut avoir de succès que lorsqu'il tient compte de la lutte quotidienne des masses ouvrières. Nous ne jugeons possible de formuler, précisément comme une revendication partielle devant attirer actuellement l'attention de la social-démocratie, que ce qui, d'une part, a une importance de principe pour le développement du mouvement ouvrier, et, d'autre part, peut devenir actuel pour la masse. Des trois revendications formulées par la *Pravda*, une seule — la journée de huit heures — joue et peut jouer un rôle dans la lutte quotidienne des ouvriers. Les deux autres revendications peuvent, actuellement, être l'objet d'une propagande, mais non l'objet d'une agitation. A propos de la différence qu'il y a entre propagande et agitation, voyez les brillantes pages de la brochure *la Lutte contre la famine* de G. V. Plékhanov (L. S. tombe à côté : il lui est « douloureux » d'évoquer la polémique de Plékhanov en 1899-1902 avec les « économistes », que lui, L. S., recopie !) Outre la journée de huit heures, une revendication partielle imposée tant par les nécessités du mouvement ouvrier que par tout le cours de la vie russe, est la revendication de la liberté de coalition, de la liberté de toute l'organisation, avec la liberté de réunion, de parole orale et écrite, qui s'y rattache.

Telle est la tactique des liquidateurs. Ni ce que L. S. dit être la « démocratisation complète, etc. », ni ce qu'il appelle « remise de la terre aux paysans » *n'est*, voyez-vous, « actuel pour la masse », *n'est* imposé par les « nécessités du mouvement ouvrier », non plus que « par tout le cours de la vie russe » ! Combien vieux sont ces raisonnements et comme ils sont bien connus de ceux qui se rappellent (*l'histoire* de la pratique marxiste russe, ses longues années de lutte contre les « économistes » qui abdiquaient les tâches de la démocratie ! Avec quel talent le *Loutch* recopie les vues de Prokopovitch et de Kouskova, qui tentèrent *alors* d'entraîner les ouvriers dans la voie libérale !

Mais examinons de plus près le raisonnement du *Loutch*. Du point de vue du bon sens, ce raisonnement touche simplement à la folie. Peut-on en effet, sans avoir perdu la raison, affirmer que ladite revendication « paysanne » (c'est-à-dire dirigée au profit des paysans) *ne soit pas* « actuelle pour la masse » ? *ne soit pas* « imposée par les nécessités du mouvement ouvrier et par tout le cours de la vie russe » ? Cela n'est pas seulement une contre-vérité, c'est une criante absurdité. Toute l'histoire du XIX^e siècle en Russie, tout le « cours de la vie russe » *ont mis en avant* cette question, *l'ont rendue* actuelle, — actuelle au plus haut point, et *toute* la législation russe s'en est ressentie. Comment le *Loutch* a-t-il pu arriver à cette monstrueuse contre-vérité ?

Il devait y arriver, parce que subjugué par la politique *libérale* ; or les libéraux restent fidèles à eux-mêmes lorsqu'ils rejettent (ou bien refoulent, à l'exemple du *Loutch*) la revendication paysanne. La bourgeoisie libérale le fait parce que sa situation *de classe* l'oblige à s'accommoder aux propriétaires fonciers et à s'affirmer contre le mouvement populaire.

Le *Loutch* apporte aux ouvriers les idées des propriétaires fonciers libéraux et commet une trahison à l'égard de la paysannerie démocratique.

Poursuivons. Est-ce que, vraiment, la liberté d'association est seule « actuelle » ? Et l'inviolabilité de la personne ? Et la suppression du bon plaisir et de l'arbitraire ? Et le suffrage universel, etc. ? Et la Chambre unique ? Et tout le reste ? Tout ouvrier un peu instruit et qui se rappelle le passé récent, sait parfaitement que tout cela est actuel. Dans des milliers d'articles et de discours, tous les libéraux reconnaissent que tout cela est actuel. Pourquoi donc le *Loutch* déclare-t-il actuelle une seule *liberté*, fût-elle importante *entre toutes*, tandis que les conditions fondamentales de la liberté politique, de la démocratie et du régime constitutionnel, il les a rayées, refoulées, reléguées aux archives de la « propagande », il les a retranchées de l'agitation ?

Pour la raison, mais pour la raison seule, que le *Loutch* n'accepte pas *ce qui est inacceptable pour les libéraux*.

Au point de vue de ce qui est actuel pour les masses, des nécessités du mouvement ouvrier, et du cours de la vie russe, il *n'existe pas* de différence entre les trois revendications de Mouranov et de la *Pravda* (disons pour être bref : les revendications des marxistes conséquents). Les revendications ouvrières, paysannes et de politique générale sont *pareillement* actuelles pour les masses ; elles ont été *pareillement* imposées tout à la fois par les nécessités du mouvement ouvrier et par « tout le cours de la vie russe ». Au point de vue du caractère « partiel », cher à notre adorateur de la modération et de la ponctualité, toutes les trois revendications sont aussi pareilles : elles sont « partielles » par rapport au but final, mais elles sont très élevées, par exemple, par rapport à l'« Europe » en général.

Comment se fait-il donc que le *Loutch* accepte la journée de huit heures et repousse le reste ? Pourquoi a-t-il décidé, *aux lieu et place* des ouvriers, que la journée de huit heures « joue un rôle » dans leur lutte quotidienne, tandis que les revendications de politique générale et les revendications paysannes *ne jouent pas* ce rôle ? Les faits nous disent, d'une part, que les ouvriers, dans leur lutte de tous les jours, formulent des revendications de politique générale aussi bien que des revendications paysannes, et que, d'autre part, ils *luttent* souvent pour des réductions plus modestes de la journée de travail.

Quelle en est donc la raison ?

La raison en est dans le réformisme du *Loutch*, qui *rejette* comme d'habitude sur les « masses », sûr le « cours de l'histoire », etc., toute cette étroitesse libérale qui est bien la sienne.

D'une façon générale, le réformisme consiste en ceci : les gens se contentent de faire de l'agitation pour des changements qui ne réclament pas la suppression des bases essentielles de la vieille classe dominante, pour des changements *compatibles* avec le *maintien* de ces bases. La journée de huit heures est compatible avec le maintien du pouvoir du capital. Les libéraux russes, pour attirer les ouvriers, sont prêts eux-mêmes à souscrire (« dans la mesure du possible ») à cette revendication. Quant aux revendications pour lesquelles le *Loutch* ne veut pas « faire de l'agitation », elles sont *incompatibles* avec le maintien des bases du régime féodal, précapitaliste.

Le *Loutch* bannit de son agitation justement ce qui est inacceptable pour les libéraux, qui ne veulent pas supprimer le pouvoir des propriétaires fonciers, qui ne veulent que partager le pouvoir et les privilèges. Le *Loutch* bannit justement ce qui est incompatible du point de vue du réformisme.

Là gît le lièvre.

Ni Mouranov, ni la *Pravda*, ni tous les marxistes ne repoussent les revendications partielles. Sottises que tout cela. Exemple : les assurances. Ce que nous repoussons, c'est la *mystification* du peuple par des bavardages sur les revendications partielles, par le *réformisme*. Dans la Russie d'aujourd'hui, nous repoussons le *réformisme libéral* comme utopique, égoïste et mensonger, comme reposant sur des illusions constitutionnelles, comme étant tout imprégné de l'esprit de servilité devant les propriétaires fonciers. Voilà le fin fond du problème que le *Loutch* embrouille et dissimule sous des phrasés sur les « revendications partielles » en général, bien qu'il reconnaisse lui-même que ni Mouranov ni la *Pravda* ne repoussent certaines « revendications partielles ».

Le *Loutch* tronque les mots d'ordre marxistes, les adapte à l'étroite mesure réformiste libérale, faisant ainsi passer les idées bourgeoises dans le milieu ouvrier.

La lutte des marxistes contre les liquidateurs n'est pas autre chose que l'expression de la lutte des ouvriers avancés contre les bourgeois libéraux, pour l'influence sur les masses populaires, pour leur instruction et leur éducation politiques.

Publié en 1913 dans les numéros suivants de la Pravda : n° 85 (289) du 25 (12) avril ; n° 95 (299) du 9 mai (26 avril) ; n° 110 (314) du 28 (15) mai ; n° 123 (327) du 12 juin (30 mai) ; n° 124 (328) du 13 juin (31 mai) n° 126 (330) du 15 (2) juin 1913.

LA VIOLATION DE L'UNITÉ AUX CRIS DE : VIVE L'UNITÉ !

Les questions du mouvement ouvrier actuel sont, à maints égards, des questions angoissantes, surtout pour les représentants de ce qui fut l'hier (c'est-à-dire l'étape historique qui vient de passer) de ce mouvement. Parmi ces questions figurent tout d'abord, celles relatives à ce qu'on appelle le fractionnisme, la scission, etc. Assez souvent l'on peut entendre les participants intellectuels du mouvement ouvrier, demander avec émotion, nervosité et presque de l'hystérie, qu'on ne touche pas à ces questions angoissantes. Pour ceux qui ont vécu les longues années de lutte des diverses tendances parmi les marxistes, par exemple, depuis 1900-1901, bien des raisonnements sur ces questions angoissantes peuvent apparaître, naturellement, comme des répétitions superflues.

Mais ils ne sont guère nombreux, aujourd'hui, parmi les marxistes, les participants des quatorze années de lutte (et à plus forte raison des dix-huit — dix-neuf années de lutte, si on remonte aux premiers symptômes de l'apparition de l'« économisme »). L'immense majorité des ouvriers qui, de nos jours, remplissent les rangs des marxistes ne se souviennent plus de la lutte d'autrefois, ou bien ne la connaissent pas du tout. Pour cette immense majorité (au reste, l'enquête de notre revue l'a également prouvé), les questions angoissantes sont d'un très grand intérêt. Et nous avons l'intention de nous arrêter à ces questions, que la *Borba*, « revue ouvrière hors-fraction » de Trotski, soulève *comme* à nouveau (et réellement à nouveau pour la jeune génération d'ouvriers).

I. DU « FRACTIONNISME »

Trotski déclare que sa nouvelle revue est un organe « non fractionniste ». Ces mots, il leur réserve la première place dans les annonces, il les souligne de toutes les manières dans *les* éditoriaux tant de la *Borba* elle-même que de la *Stvernaïa Rabotchaïa Gazéta* des liquidateurs, dans laquelle, avant la parution de *Borba*, Trotski avait publié un article au sujet de cette revue.

Qu'est-ce donc que le « non-fractionnisme » ?

La *Revue ouvrière* de Trotski est une revue de Trotski *pour* les ouvriers ; car il n'y a trace, dans cette revue, ni d'initiative ouvrière, ni de liaison avec les organisations ouvrières. Désireux d'être populaire, Trotski, dans sa revue pour les ouvriers, explique aux lecteurs les mots « territoire », « facteur », etc.

Fort bien. Alors, pourquoi ne pas expliquer aussi aux ouvriers le mot : « non-fractionnisme » ? Serait-il *plus* compréhensible que les mots territoire et facteur ?

Non. Là n'est pas la question. La vérité est qu'au moyen de cette étiquette de « non-fractionnisme », les pires représentants des pires vestiges du fractionnisme *induisent en erreur* la jeune génération des ouvriers. Il vaut la peine de s'y arrêter.

Le fractionnisme est le principal trait distinctif du Parti social-démocrate, à une époque historique déterminée. Laquelle précisément ? De 1903 à 1911 inclusivement.

Pour expliquer le plus clairement possible en quoi consistait le fractionnisme, il faut se rappeler les conditions concrètes des années 1906-1907, par exemple. A ce moment le Parti formait un tout ; il n'y avait pas de scission, mais il était divisé en fractions, c'est-à-dire que dans le parti unique existaient *en fait deux* fractions, deux organisations pratiquement distinctes. Les organisations ouvrières à la base étaient unes ; mais pour chaque question sérieuse, les deux fractions élaboraient deux tactiques ; leurs défenseurs discutaient entre eux dans les organisations ouvrières communes (par exemple lors de la discussion du mot d'ordre : ministère de la Douma ou ministère cadet en 1906 ; ou lors des élections au congrès de Londres, en 1907), et les questions étaient résolues *à la majorité*. L'une des fractions a été battue au congrès commun de Stockholm (1906), l'autre au congrès commun de Londres (1907).

Voilà des faits universellement connus dans l'histoire du marxisme organisé, en Russie.

Il suffit de rappeler ces faits universellement connus pour voir le criant mensonge que répand Trotski.

Depuis 1912, c'est-à-dire depuis plus de deux ans, *il n'y a plus* de fractions, en Russie, parmi les marxistes organisés ; on ne discute plus sur la tactique dans les organisations *communes*, aux *conférences* et congrès communs. Il y a rupture *complète* entre le Parti qui a officiellement déclaré, en janvier 1912, que les liquidateurs *ne* lui appartenaient plus, — et les liquidateurs. [Voir le présent volume, pp. 256. (N. R.)] Trotski qualifie bien souvent cet état de choses de « scission ». Plus loin nous parlerons spécialement de cette définition. Mais ce qui est certain, c'est que le mot « fractionnisme » *n'est pas conforme à la vérité*.

Ce mot, nous l'avons déjà dit, est la répétition faite sans esprit critique, répétition inintelligente, absurde, *de ce qui était vrai hier*, c'est-à-dire à une époque révolue. Et lorsque Trotski nous parle du « chaos de la lutte fractionniste » (voir le n° 1, pp. 5, 6 et bien d'autres encore), on voit tout de suite *précisément quel* passé révolu parle par sa bouche.

Voyez la situation actuelle du point de vue du jeune ouvrier russe, qui représente aujourd'hui, en Russie, les neuf dixièmes des marxistes organisés. Le jeune ouvrier russe aperçoit devant lui *trois* manifestations massives de différentes conceptions ou tendances dans le mouvement ouvrier : celle des « pravdistes¹⁴⁸ » groupés autour d'un journal tirant à 40.000 exemplaires, celle des « liquidateurs » (15.000 exemplaires) et celle des populistes de gauche (10.000 exemplaires). Les chiffres concernant les tirages montrent au lecteur le caractère *de masse* de certaine propagande.

Il est permis de se demander : Que vient faire ici le « chaos » ? Trotski, on le sait, aime les phrases sonores et creuses ; mais le vocable « chaos » *n'est pas simplement* une phrase ; il est, *en outre*, la transplantation (plus exactement, une vaine tentative de transplanter) sur le terrain russe de l'époque actuelle, des rapports de l'époque *d'hier*, pratiqués à *l'étranger*. Là est le fond de la question.

Il n'existe point de « chaos » dans la lutte des marxistes contre les populistes. Cela, il faut espérer que *même* Trotski n'osera le prétendre. La lutte des marxistes contre les populistes se poursuit depuis plus de trente ans, depuis la naissance même du marxisme. Le motif de cette lutte, c'est la divergence capitale des Intérêts et des vues de deux classes différentes : prolétariat et paysannerie. Le « chaos » — si chaos il y a — n'existe que dans l'esprit des originaux qui ne comprennent pas cette vérité.

Que reste-t-il alors ? Le « chaos » de la lutte des marxistes contre les liquidateurs ? Cette fois encore cela est faux car on ne saurait appeler chaos la lutte contre un *courant* que l'ensemble du Parti a reconnu comme tel, et condamné depuis 1908. Et quiconque ne se montre pas insouciant envers l'histoire du marxisme en Russie sait que le courant liquidateur — même en ce qui concerne la composition des chefs et des participants — est lié indissolublement et de la façon la plus étroite au « menchévisme » (1903-1908) et à l'« économisme » (1894-1903). Ainsi donc, là encore, nous sommes en présence d'une histoire de près de vingt années. Considérer l'histoire de son propre parti comme un « chaos », c'est montrer qu'on a la tête vide, de façon impardonnable.

Mais voyez la situation actuelle *du point de vue* de Paris ou de Vienne. Tout change aussitôt. *Outre* les « pravdistes » et les « liquidateurs », il y a *au moins cinq* « fractions » russes, c'est-à-dire des groupes distincts, qui entendent se réclamer d'un seul et même parti social-démocrate : le groupe de Trotski, les deux groupes *Vpériod*, les « bolchéviks-partitsy¹⁴⁹ » et les « menchéviks-partitsy ». A Paris et à Vienne (je prends à titre d'exemple deux centres particulièrement importants), tous les marxistes le savent fort bien.

Là, Trotski a raison en un sens : c'est vraiment du fractionnisme, c'est en vérité le chaos !

Le « fractionnisme », c'est-à-dire l'unité nominale (en *paroles*, tous sont du même parti) et le morcellement réel (en fait, tous les groupes sont indépendants, ils entrent les uns avec les autres en pourparlers et passent des accords, comme des puissances souveraines).

Le « chaos », c'est-à-dire 1° l'absence de données objectives pouvant être vérifiées, sur la liaison de ces fractions avec le mouvement ouvrier de Russie, et 2° l'absence de documents permettant de juger de la véritable physionomie idéologique et politique de ces fractions. Voyez la période des deux années entières : 1912 et 1913. Comme on le sait, ce furent des années de reprise et d'essor du mouvement ouvrier, lorsque tout courant ou tendance ayant tant soit peu un caractère *de masse* (et ceux-là seuls comptent en politique) *ne pouvait pas ne pas* influencer sur les élections à la IV^e Douma, sur le mouvement gréviste, sur les journaux légaux, sur les syndicats, sur la campagne d'assurances sociales, etc. Pas une, pas une seule de ces cinq fractions de l'étranger, en cette

période de deux années, ne s'est signalée absolument par rien de marquant, *dans aucune* des manifestations de masse, que nous avons indiquées tout à l'heure, du mouvement ouvrier de Russie.

C'est un fait que chacun peut aisément vérifier.

Et ce fait montre que nous avons raison en qualifiant Trotski de représentant des « pires vestiges du fractionnisme ».

Non fractionniste en paroles, Trotski est pertinemment, pour tous ceux qui connaissent un peu le mouvement ouvrier de Russie, le représentant de la « *fraction* Trotski » ; il y a là du fractionnisme, puisque ses deux indices essentiels sont réunis : 1° reconnaissance nominale de l'unité et 2° séparatisme de groupe, en fait. Il y a là un reste de fractionnisme, car il est impossible d'y découvrir rien de sérieux dans le sens d'une liaison avec le mouvement ouvrier de masse en Russie.

Enfin, c'est la pire espèce de fractionnisme, car il n'y a là *aucune* précision idéologique, ni politique. On ne saurait dénier cette précision ni aux pravadistes (même notre adversaire déterminé L. Martov reconnaît qu'il y a chez nous de la « cohésion et de la discipline » autour des décisions formelles que tout le monde connaît, sur toutes les questions), ni aux liquidateurs (ils ont, du moins les plus marquants d'entre eux, une physionomie très précise : une physionomie libérale, et non marxiste).

On ne saurait dénier une certaine précision à une partie des fractions qui, comme celle de Trotski, n'ont une existence réelle que du point de vue de Vienne-Paris, et non du point de vue de la Russie, Sont précises, par exemple, les théories *machistes* du groupe machiste *Vpériod* ; est précise, chez les « menchéviks-partitsy », la négation résolue de ces théories et la défense du marxisme, à côté de la condamnation théorique des liquidateurs.

Tandis que chez Trotski il n'y a aucune précision politique et idéologique, car le brevet de « non-fractionnisme » (nous le verrons tout à l'heure plus en détail) n'est qu'un brevet de liberté complète de *voltiger* d'une fraction à l'autre et vice versa.

Résultat :

1° Trotski n'explique ni ne comprend la portée historique des divergences *idéologiques* entre les courants et fractions du marxisme, bien que ces divergences remplissent vingt années d'histoire de la social-démocratie et concernent les principaux problèmes d'actualité (comme nous le montrerons encore) ;

2° Trotski n'a pas compris les particularités essentielles du *fractionnisme*, comme reconnaissance nominale de l'unité et division réelle ;

3° Sous la bannière du « non-fractionnisme », Trotski défend une des fractions à l'étranger, particulièrement dépourvues d'idées et privées de toute base dans le mouvement ouvrier de Russie.

Tout ce qui brille n'est pas or. Il y a beaucoup de clinquant et de tapage dans les phrases de Trotski ; mais de contenu, point.

II. DE LA SCISSION

On nous objectera : « Si vous, les pravadistes, n'avez pas de fractionnisme, c'est-à-dire la reconnaissance nominale de l'unité et, en fait, la division, — vous avez quelque chose de pis, c'est le scissionnisme ». Ainsi parle Trotski qui, ne sachant pas creuser sa pensée et joindre ses phrases par les deux bouts, tantôt clame contre le fractionnisme, tantôt crie : « La scission fait l'une après l'autre des conquêtes qui sont autant de suicides » (n° 1, p. 6).

Cette déclaration ne peut avoir qu'un sens : « c'est que les *pravadistes* font une conquête après l'autre » (c'est un fait objectif que l'on peut vérifier ; il est établi par l'étude du mouvement ouvrier de masse en Russie, par exemple, en 1912 et 1913), mais *moi Trotski*, je condamne les pravadistes : 1° comme des scissionnistes et 2° comme des politiciens pratiquant le suicide.

Voyons ce qu'il en est.

Tout d'abord, remercions Trotski : il n'y a pas longtemps (d'août 1912 à février 1914) il suivait F. Dan qui, comme on le sait, menaçait de « tuer » l'anti-liquidation et exhortait les autres à le faire. Maintenant Trotski ne menace pas de « tuer » notre tendance (et notre parti, — ne vous fâchez pas, citoyen Trotski, car c'est la vérité !), il se contente de vaticiner qu'elle se tuera *elle-même* !

C'est beaucoup moins fort, n'est-il pas vrai ? C'est presque du « non-fractionnisme », vous ne trouvez pas ?

Mais trêve de plaisanteries (bien que la plaisanterie soit le seul moyen de répliquer en termes mitigés à la phraséologie insupportable de Trotski).

Le « suicide » est une simple phrase, une phrase creuse, du « trotskisme » et rien de plus.

Le scissionnisme est une grave accusation politique. Cette accusation portée contre nous est répétée de mille manières et par les liquidateurs, et par tous les groupes énumérés plus haut, qui du point de vue de Paris et de Vienne, existent incontestablement.

Ils répètent tous cette grave accusation politique avec une légèreté étonnante. Voyez Trotski. Il a reconnu que « la scission fait (lisez : que les pravdistes font) l'une après l'autre des conquêtes qui sont autant de suicides ». Et il ajoute :

De nombreux ouvriers avancés, dans un état de désarroi politique complet, deviennent bien souvent eux-mêmes des agents actifs de la scission (n° 1, p. 6).

Peut-on traiter la question avec plus de légèreté ?

Vous nous accusez de scissionnisme, alors que dans l'arène du mouvement ouvrier de Russie nous ne voyons absolument rien que de la liquidation. Ainsi, vous trouvez que notre attitude à l'égard de la liquidation est erronée ? En effet, *tous* les groupes de l'étranger, que nous avons nommés plus haut, si forte que soit la distinction entre eux, sont justement d'accord pour affirmer que notre attitude à l'égard du courant de liquidation est erronée, « scissionniste ». Là est aussi la ressemblance (et le rapprochement politique essentiel) de *tous* ces groupes avec les liquidateurs.

Si notre attitude à l'égard du courant de liquidation est erronée au point de vue de la théorie, au point de vue des principes, Trotski aurait dû le dire *explicitement*, le déclarer *nettement*, indiquer sans détour en quoi il la trouve erronée. Or, Trotski esquivé depuis des *années* ce point capital.

Si, pratiquement, à travers l'expérience du mouvement, notre attitude à l'égard de la liquidation est démentie, il faut analyser cette expérience, — ce que Trotski ne fait pas non plus. « De nombreux ouvriers avancés, avoue-t-il, deviennent des *agents actifs* de la scission » (lisez : agents actifs de la ligne des pravdistes, de leur tactique, de leur système, de leur organisation).

Mais à quoi tient ce fait regrettable qui, de l'aveu de Trotski, est confirmé par l'expérience, savoir : que des ouvriers *avancés, nombreux* avec cela, s'affirment pour la *Pravda* ?

Cela tient au « désarroi politique complet » de ces ouvriers avancés, répond Trotski.

Certes, cette explication est extrêmement flatteuse pour Trotski, pour toutes les cinq fractions de l'étranger et pour les liquidateurs. Trotski aime beaucoup à donner, « avec l'air savant d'un connaisseur » et en usant de phrases pompeuses et sonores, une explication flatteuse pour lui, Trotski, des phénomènes historiques. Si de « nombreux ouvriers avancés » deviennent des « agents actifs » d'une ligne politique, de la ligne du Parti, qui ne concorde pas avec la ligne de Trotski, ce dernier résout la question sans se gêner, d'emblée et sans détour : ces ouvriers avancés se trouvent « dans un état de désarroi politique complet », alors que lui, Trotski, est sans doute « dans un état » de fermeté politique, de lucidité et de justesse de ligne !... Et c'est ce même Trotski qui, se frappant la poitrine, fulmine contre le fractionnisme, contre l'esprit de cercle, contre cette façon — propre à un intellectuel — d'imposer sa volonté aux ouvriers !...

Vraiment, lorsqu'on lit ces choses-là, on se demande malgré soi si ces paroles ne viennent pas d'une maison de fous ?

La question du courant liquidateur et de sa condamnation a été posée par le Parti devant les « ouvriers avancés » depuis 1908 ; et la question de la « scission » avec un groupe de liquidateurs nettement déterminé (le groupe *Nacha Zaria*), c'est-à-dire l'impossibilité d'édifier le Parti autrement que sans ce groupe et contre lui, cette dernière question fut posée il y a plus de deux ans, en janvier 1912. Les ouvriers avancés se sont prononcés, dans leur immense majorité, *pour* le soutien de la « ligne de janvier (1912) ». Trotski lui-même reconnaît ce fait, lorsqu'il parle des « conquêtes » et des « nombreux ouvriers avancés ». Et Trotski s'en tient quitte, en *traitant* simplement ces ouvriers avancés de « scissionnistes », « en état de désarroi politique » !

Les gens qui n'ont pas perdu la raison tireront de ces faits une autre conclusion. Là où la *majorité* des ouvriers conscients s'est groupée autour de décisions claires et précises, il y a *unité* d'opinions et d'actions, il y a parti et esprit du parti.

Là où nous avons vu les liquidateurs « destitués de leurs postes » par les ouvriers, ou une demi-douzaine de groupes de l'étranger qui, en deux ans, n'ont prouvé *rien* leur liaison avec le mouvement ouvrier de masse en Russie, là règne le désarroi, le *scissionnisme*. En essayant aujourd'hui de persuader les ouvriers *de ne pas exécuter les décisions* de ce « tout » que les marxistes-pravdistes reconnaissent, Trotski *tente* de désorganiser le mouvement et de provoquer la scission.

Tentatives impuissantes, mais il faut bien démasquer les chefs trop présomptueux de petits groupes d'intellectuels, qui, tout en faisant la scission, crient à la scission ; qui, après avoir pendant plus de deux ans subi une *défaite totale* auprès des « ouvriers avancés », *crachent* avec une impudence inouïe sur les décisions et la volonté de ces ouvriers avancés, en *les* déclarant en état de « désarroi politique ». Ne sont-ce pas là les procédés de Nozdrev et de Petit-Judas Golovlev¹⁵⁰ ?

En notre qualité de publiciste, nous ne nous laisserons pas de répéter, en réponse aux cris répétés sur la scission, des données *précises*, irréfutées et irréfutables. A la II^e Douma, la curie ouvrière a donné 47 % de députés bolcheviks ; à la III^e, 50 % ; à la IV^e, 67 %.

Voilà où est la majorité des « ouvriers avancés », voilà où est le Parti, voilà où est l'unité d'idées et d'actions de la majorité des ouvriers conscients.

Les liquidateurs objectent (voir Boulkine, L. M., au n° 3 de *Nacha Zaria*) que nous prenons argument des curies de Stolypine. C'est là une objection inintelligente et de mauvaise foi. Les Allemands mesurent leurs succès par les élections effectuées d'après la loi électorale de Bismarck, qui écarte les femmes. Il faudrait avoir perdu la raison pour en faire le reproche aux marxistes allemands, qui mesurent leurs succès sous le régime électoral *existant*, sans approuver aucunement ses restrictions réactionnaires.

Nous de même. Sans défendre les curies, ni le système des curies, nous avons mesuré nos succès sous le régime électoral *existant*. Les curies ont existé sous toutes les trois Doumas (II^e, III^e, IV^e) ; et à *l'intérieur* de la même curie ouvrière, à *l'intérieur* de la social-démocratie, il s'est produit un déplacement *total* contre les liquidateurs. Quiconque n'entend pas s'abuser soi-même et abuser les autres, doit reconnaître ce fait objectif de la victoire de *l'unité ouvrière* contre les liquidateurs.

L'autre objection n'est pas moins « intelligente » : « pour tel ou tel bolchevik ont voté (ou bien ont pris part aux élections) des menchéviks et des liquidateurs ». Parfait ! Mais cela n'est-il pas vrai aussi pour les 53 % des députés *non* bolcheviks de la II^e Douma, pour les 50 % de la III^e Douma, pour les 33 % de la IV^e Douma ?

Si l'on pouvait, au lieu des renseignements sur les députés, en recueillir sur les électeurs ou les délégués ouvriers, etc., nous nous en servirions volontiers. Mais de tels renseignements, plus détaillés, *n'existent pas* ; par conséquent, les « objecteurs » jettent simplement de la poudre aux yeux du public.

Et les données sur les groupes ouvriers qui ont aidé les journaux des diverses tendances ? En deux ans (1912 et 1913), 2.801 groupes étaient pour la *Pravda* et 740 pour le *Loutch*. [Au 1^{er} avril 1914, le recensement préliminaire a établi 4.000 groupes pour la *Pravda* (depuis le 1^{er} janvier 1912) et 1.000 pour les liquidateurs avec tous leurs alliés.] Tout le monde peut vérifier ces chiffres, et personne n'a essayé de les réfuter.

Où donc est ici *l'unité d'action et de volonté de la majorité* des « ouvriers avancés », et où est la *violation* de la volonté de la majorité ?

Le « non-fractionnisme » de Trotski, c'est justement le scissionnisme, dans le sens de la violation la plus impudente de la volonté de la majorité des ouvriers.

III. DE LA DÉSAGRÉGATION DU BLOC D'AOUT

Mais il est encore un autre moyen, un moyen très important, de vérifier la justesse et la véracité des accusations de scissionnisme lancées par Trotski.

Vous estimez que ce sont les « léninistes » qui sont des scissionnistes ? Bon. Admettons que vous ayez raison.

Mais si vous avez raison, pourquoi tous les autres groupes et fractions n'ont-ils pas prouvé, *sans* les « léninistes » et *contre* les « scissionnistes », la possibilité de faire l'unité avec les liquidateurs ?... Si nous sommes des scissionnistes, comment se fait-il que vous, les unificateurs, ne vous soyez pas unis entre vous et avec les liquidateurs ? Car alors vous auriez montré *en fait* aux ouvriers que l'unité était possible et utile !...

Rappelons la chronologie.

En janvier 1912, les « léninistes » « scissionnistes » déclarent qu'ils sont le parti, *sans* les liquidateurs et *contre* eux.

En mars 1912 *s'unissent* contre les « scissionnistes », dans leurs feuilles russes et dans les colonnes du journal social-démocrate allemand *Vorwärts*, tous les groupes et « fractions » : liquidateurs, trotskistes, vpérédoctsy, « bolchéviks-partitsy » et « menchéviks-partitsy ». D'un commun accord, unanimes, avec ensemble et d'une seule voix, tous nous traitent d'« usurpateurs », de « mystificateurs » et nous gratifient d'autres qualificatifs non moins tendres, non moins caressants.

Fort bien, messieurs ! Mais rien n'était plus facile que de vous unir *contre* les « usurpateurs » et de donner aux « ouvriers avancés » un exemple *d'unité*. Est-ce que les ouvriers avancés, s'ils avaient vu d'un côté l'unité de tous contre les usurpateurs, l'unité des liquidateurs et des non-liquidateurs et, d'un autre côté, les *seuls* «usurpateurs», les «scissionnistes», etc., — est-ce qu'ils n'auraient pas soutenu les premiers ? ?

Si les divergences ont été simplement inventées ou grossies, etc., par les « léninistes », et qu'en réalité l'unité est *possible* entre liquidateurs, plékhanoviens, vpérédoctsy, trotskistes et autres, pourquoi en deux ans ne l'avez-vous pas prouvé par *votre* exemple ?

En août 1912, se réunit la conférence des « unificateurs ». Aussitôt commença la *division* : les plékhanoviens refusèrent net de s'y rendre ; les vpérédoctsy s'y rendirent, mais pour se retirer en protestant et en dénonçant le caractère fictif de toute l'entreprise.

Se sont « unis » les liquidateurs, les Lettons, les trotskistes (Trotski et Semkovski), les Caucasiens¹⁵¹, le groupe des sept¹⁵². Se sont-ils vraiment unis ? Alors même nous avions déclaré que non, que ce n'était qu'un camouflage de la liquidation. Les événements nous ont-ils donné tort ?

Exactement un an et demi plus tard, en février 1914, il se trouve :

1° Que le groupe des sept se désagrège : Bourianov l'abandonne.

2° Que dans le nouveau « groupe des six » qui restait, Tchkhéidzé et Touliakov, ou un autre, ne peuvent s'entendre sur la réponse à faire à Plékhanov. Ils déclarent dans la presse qu'ils lui répondront, *mais ils ne peuvent le faire*.

3° Que Trotski qui, depuis bien des mois déjà, s'est en fait retiré du *Loutch*, *se rétracte* en publiant une revue « à lui », *Borba*. En qualifiant cette revue de « non fractionniste », Trotski dit par là (clairement pour tous ceux qui

sont un peu au courant de la question) que *Nacha Zaria* et le *Loutch se sont avérés*, selon lui, Trotski, « fractionnistes », c'est-à-dire mauvais unificateurs.

Si vous êtes un unificateur, aimable Trotski, si vous déclarez possible l'unité avec les liquidateurs ; si vous vous en tenez avec eux à la position des « idées fondamentales formulées en août 1912 » (*Borba*, n° 1, p. 6. Note de la rédaction), pourquoi ne vous êtes-vous *pas vous-même* uni aux liquidateurs dans *Nacha Zaria* et dans le *Loutch* ?

Lorsque, avant la parution de la revue de Trotski, la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* publia une note virulente disant que la physionomie de la revue n'était pas clairement « dégagée » et que « dans les milieux marxistes on avait suffisamment parlé d'elle », le *Pout Pravdy* (n° 37) dut naturellement dénoncer le mensonge : « dans les milieux marxistes on avait parlé » de la note secrète de Trotski *contre* les loutchistes ; la physionomie de Trotski et son départ du bloc d'août sont parfaitement « dégagés ».

4° An, le chef bien connu des liquidateurs caucasiens, qui avait à un moment donné attaqué L. Sédov (ce qui lui valut une semonce publique de la part de F. Dan et consorts), fait maintenant son apparition dans *Borba*. Une question reste « à dégager » : si c'est Trotski ou Dan que les Caucasiens veulent suivre aujourd'hui.

5° Les marxistes lettons qui, dans le « bloc d'août », formaient seuls une organisation incontestée, l'ont *officiellement* quitté, en déclarant (en 1914) dans la résolution de leur dernier congrès que

la tentative faite par les conciliateurs pour s'unir à tout prix avec les liquidateurs (conférence d'août 1912) se révéla inutile, les unificateurs eux-mêmes sont tombés sous la dépendance idéologique et politique des liquidateurs.

C'est ce qu'a déclaré, après un an et demi d'expérience, une organisation qui s'en tient elle-même à la position de *neutralité*, et ne veut se lier à *aucun* des deux centres. Cette décision de gens *neutres* devrait avoir d'autant plus de poids pour Trotski.

Cela suffit, je pense ?

Ceux-là mêmes qui nous accusaient de scissionnisme, de ne pas vouloir ou de ne pas savoir nous accommoder des liquidateurs, ne s'en sont pas accommodés *eux-mêmes*. Le bloc d'août s'est avéré une fiction, et il s'est désagrégé.

En cachant à ses lecteurs cette désagrégation, Trotski les trompe.

L'expérience de nos adversaires a prouvé que nous avons raison et qu'il était impossible de travailler avec les liquidateurs.

IV. LES CONSEILS D'UN CONCILIEUR AU « GROUPE DES SEPT »

L'éditorial du n° 1 de *Borba* « La scission de la fraction de la Douma », contient les conseils d'un conciliateur au groupe des sept députés à tendances liquidatrices (ou qui penchent vers le courant de liquidation) de la Douma d'Etat. Le fond de ces conseils est la phrase suivante :

s'adresser d'abord au groupe des six¹⁵³ chaque fois qu'il y aura nécessité d'un accord avec les autres fractions... (p-29).

Voilà un conseil raisonnable et qui, entre autres, est la cause visible des divergences entre Trotski et les liquidateurs loutchistes. Dès le commencement de la lutte des deux fractions à la Douma, depuis la résolution de la conférence d'été¹⁵⁴ (1913), les pravdistes s'en sont tenus précisément à ce point de vue. La fraction ouvrière social-démocrate de Russie avait déclaré à maintes reprises dans la *presse*, même après la scission, qu'elle continuait à s'en tenir à cette position, malgré les refus répétés du «groupe des sept ».

Dès le début, depuis la résolution de la conférence d'été, nous avons pensé et continuons de penser que les *accords* sur les questions du travail à la *Douma* sont désirables et possibles : si de tels accords ont été maintes fois pratiqués avec les démocrates paysans petits-bourgeois (troudoviks), ils sont, bien entendu, d'autant plus possibles et nécessaires avec les politiques ouvriers libéraux petits-bourgeois.

Il ne faut pas exagérer les divergences ; il faut regarder la réalité bien en face : le « groupe des sept », ce sont des gens qui oscillent vers le courant de liquidation ; qui hier encore suivaient entièrement Dan, et aujourd'hui portent un regard anxieux de Dan sur Trotski, et inversement. Les liquidateurs forment un groupe de légalistes, qui s'est séparé du Parti et fait une politique ouvrière libérale. Comme ils répudient l'« action clandestine », il ne saurait être question, avec ce groupe, d'aucune unité dans les choses touchant à l'œuvre de construction du Parti et au mouvement ouvrier. Quiconque ne pense pas ainsi se trompe lourdement, car il ne tient pas compte des profonds changements qui se sont produits depuis 1908.

Mais pour certaines questions, des *accords* sont évidemment admissibles avec ce groupe hors-parti ou à côté du Parti : ce groupe également, nous *devons* toujours l'obliger, comme les troudiviks, à faire son choix entre la politique ouvrière (pravdiste) et la politique libérale. Par exemple, en ce qui concerne la lutte pour la liberté de la presse, des hésitations se sont manifestées nettement chez les liquidateurs entre la façon libérale de poser la question, en niant ou oubliant la presse non censurée, et la politique opposée, la politique ouvrière.

Dans le cadre de la politique à la *Douma*, où ne sont pas posées directement les questions les plus graves de l'activité *en dehors de la Douma*, des accords avec le groupe des sept députés ouvriers libéraux sont possibles et désirables. Sur ce point, Trotski est passé *des* liquidateurs à la position de la conférence d'été (1913) du Parti.

Il ne faut pas oublier toutefois que, de son point de vue, le groupe hors-parti entend par accords tout autre chose que ce qu'entendent ordinairement par là les hommes du Parti. Pour ceux qui ne sont pas du Parti, faire un « accord » à la Douma, c'est « *élaborer* une résolution ou une ligne tactique ». Pour ceux du Parti, l'accord est une tentative pour *entraîner* les autres à l'application de la ligne du Parti.

Les troudiviks, par exemple, n'ont pas de parti. Par accord, ils entendent l'« élaboration » pour ainsi dire « libre » d'une ligne aujourd'hui avec les cadets, demain avec les social-démocrates. Or nous, par accord avec les troudiviks, nous entendons tout autre chose ; nous avons des décisions du parti sur toutes les questions importantes de tactique, et nous n'abandonnerons jamais ces décisions ; quant à passer des accords avec les troudiviks, cela signifie pour nous les *gagner* à nous, les *persuader* que nous avons raison ; c'est *ne pas renoncer* à l'action commune contre les Cent-Noirs et les libéraux.

A quel point Trotski a oublié (ce n'est pas pour rien qu'il a fait un séjour chez les liquidateurs !) cette distinction élémentaire entre le point de vue des hommes du Parti et le point de vue des sans-parti sur les accords, c'est ce que montre le raisonnement ci-dessous :

Il est nécessaire que des hommes de confiance de l'Internationale convoquent les deux parties de notre représentation parlementaire scindée, et qu'ils examinent avec elles les points qui les unissent et ceux qui les divisent... Une résolution tactique détaillée pourrait être élaborée, qui formulerait les principes de la tactique parlementaire... (n° 1, pp. 29-30).

Voilà un exemple caractéristique, le plus typique de la façon dont les liquidateurs posent la question ! La revue de Trotski oublie le Parti : vaut-il la peine, en effet, de songer à pareille bagatelle ?

Lorsqu'en Europe (Trotski aime à parler d'eupéanisme hors de propos) des partis différents font un accord ou s'unissent, les choses se passent ainsi : leurs représentants s'assemblent et établissent avant tout les points de divergence (c'est justement ce que l'Internationale avait mis à l'ordre du jour pour la Russie, sans introduire aucunement dans la résolution l'affirmation irréfléchie de Kautsky : « il n'y a plus de vieux parti ! »). Après avoir élucidé les points de divergence, les représentants arrêtent les *décisions* (résolutions, conditions, etc.) sur les problèmes de tactique, d'organisation etc., qui doivent être *présentées aux congrès des deux partis*. Si l'on réussit à établir un projet de décisions communes, les congrès décident si elles doivent être adoptées ou non ; si l'on formule des propositions différentes, les congrès des deux partis les examinent de même, en dernier ressort.

Ne sont « sympathiques » aux liquidateurs et à Trotski que les modèles *européens* d'opportunisme, et non point les modèles de l'esprit de parti européen.

Les députés à la Douma élaboreront une « résolution tactique détaillée » !! Les « ouvriers avancés » russes, dont Trotski est si mécontent, — et pour cause, — peuvent voir nettement, par cet exemple, jusqu'où en vient la ridicule manie des projets parmi les petits groupes de l'étranger, à Paris et à Vienne, qui ont persuadé Kautsky lui-même qu'en Russie « il n'y a plus de parti ».

Mais si parfois l'on réussit à tromper les étrangers sur ce point, les « ouvriers avancés » russes (au risque de susciter un nouveau mécontentement du terrible Trotski) riront au nez de ces faiseurs de projets.

« Les résolutions tactiques détaillées, leur diront-ils, sont élaborées chez nous par les congrès et les conférences du Parti (nous ignorons ce qu'il en est chez vous, les sans-parti), par exemple ceux de 1907, 1908, 1910, 1912 et 1913. Nous ferons connaître volontiers aux étrangers non initiés, de même qu'aux Russes oublieux, les décisions de notre parti ; et c'est d'autant plus volontiers que nous demanderons aux représentants du « groupe des sept » ou du « bloc d'août » ou aux « hommes de la lévitsa¹⁵⁵ » ou à n'importe qui, de nous faire connaître les résolutions de leurs congrès ou conférences, de poser devant leur prochain congrès la question précise de l'attitude à prendre à l'égard de nos résolutions ou à l'égard de la résolution du congrès letton neutre de 1914, etc. »

Voilà ce que diront les « ouvriers avancés » de Russie à tous ces faiseurs de projets ; voilà ce qu'ont *déjà dit*, par exemple, dans la presse marxiste, les marxistes organisés de Pétersbourg. Il est loisible à Trotski de méconnaître ces conditions écrites pour les liquidateurs ? Tant pis pour Trotski. Notre devoir est de prévenir le lecteur et de lui montrer combien ridicule est cette manie des projets d'« unification » (sur le modèle de l'« unification » d'août ?), qui ne veut pas compter avec la volonté de la majorité des ouvriers conscients de Russie.

V. LES CONCEPTIONS LIQUIDATRICES DE TROTSKI

Trotski s'est appliqué à parler le moins possible sur le fond de ses conceptions dans sa nouvelle revue. Le *Pout Pravdy* (n° 37) a déjà marqué que, ni sur l'action clandestine, ni sur le mot d'ordre de lutte pour un parti légal etc., Trotski n'a soufflé mot. Voilà entre autres pourquoi nous parlons de *pire* fractionnisme dans le cas où une organisation séparée entend se constituer, *sans* avoir aucune physionomie idéologique ni politique.

Mais si Trotski n'a pas voulu exposer ses conceptions explicitement, un grand nombre de passages de sa revue montrent quelles sont les idées qu'il répand en secret, sous le manteau.

Dans le premier éditorial du premier numéro, nous lisons :

La social-démocratie d'avant la révolution n'était chez nous un parti *ouvrier* que par ses idées, par ses objectifs. En réalité, c'était une organisation d'intellectuels marxistes qui menaient derrière eux la classe ouvrière en train de s'éveiller... (5).

C'est là le refrain libéral et liquidateur connu dès longtemps, et qui, en fait, sert de préambule au *reniement* du Parti. Ce refrain est fondé sur une altération des faits historiques. Déjà les grèves de 1895-1896 avaient créé un mouvement ouvrier *de niasse*, lié à la social-démocratie dans le domaine idéologique comme dans celui de l'organisation. Et les « intellectuels qui *menaient derrière eux* la classe ouvrière » vers ces grèves, vers cette agitation économique et non économique !!?

Ou bien encore : voici des données précises sur les crimes commis contre l'Etat pour 1901-1903, comparativement à l'époque antérieure :

Sur 100 participants au mouvement de libération (poursuivis pour crimes contre l'Etat), il y avait :

Epoques	Dans l'agriculture	Dans l'industrie et le commerce	Professions libérales et étudiants	Occupations non déterminées et sans occupation
1884-1890	7,1	16,1	63,3	19,9
1901-1903	9,0	46,1	28,7	8,0

Nous voyons qu'aux années 80, lorsqu'il *n'y avait pas* encore de parti social-démocrate en Russie, et que le mouvement était « populiste », les intellectuels prédominaient : ils forment plus de la moitié des participants.

Le tableau change complètement en 1901-1903, quand le parti social-démocrate existe déjà et que la vieille *Iskra* fait son travail. Les intellectuels ne forment plus cette fois que la *minorité* parmi les participants au mouvement ;

les *ouvriers* (« industrie et commerce») sont déjà bien plus nombreux que les intellectuels; les ouvriers et les paysans réunis font plus de la moitié du chiffre total.

C'est précisément dans la lutte des tendances, à l'intérieur du marxisme, que s'affirme *l'aile* petite-bourgeoise intellectuelle de la social-démocratie, en commençant par l'« économisme » (1895-1903), pour continuer par le « menchévisme » (1903-1908) et le « courant liquidateur » (1908-1914). Trotski reprend les calomnies des liquidateurs contre le Parti et se garde de toucher à l'histoire de la lutte des tendances à l'intérieur du Parti, lutte qui se poursuit depuis vingt ans. Voici un autre exemple :

La social-démocratie russe en ce qui concerne son attitude envers le parlementarisme, a passé par ces mêmes trois stades ... (comme dans les autres pays) ... d'abord le « boycottisme »... ensuite la reconnaissance en principe de la tactique parlementaire, mais ... (un « mais » magnifique, le même « mais » que Tchatchérine traduisait par la phrase : les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a la tête, pas plus haut !) ... uniquement dans un but d'agitation ... et, enfin, en portant à la tribune de la Douma ... les revendications immédiates... (n° 1, p. 34).

Nouvelle altération liquidatrice de l'histoire. La distinction entre le second et le troisième stade a été inventée pour pouvoir faire passer en contrebande la défense du réformisme et de l'opportunisme. Le boycottisme, comme stade dans « l'attitude de la social-démocratie envers le parlementarisme », n'a existé *ni* en Europe (il y avait là et il y subsiste l'anarchisme), *ni* en Russie, où le boycottage par exemple de la Douma Boulyguine visait *uniquement* une institution déterminée, n'a *jamais* été rattaché au « parlementarisme » ; il fut engendré par la lutte particulière entre le libéralisme et le marxisme pour continuer l'assaut. Comment cette lutte s'est répercutée sur la lutte des deux tendances dans le marxisme, Trotski n'en souffle mot !

Si l'on touche à l'histoire, il faut expliquer les problèmes concrets et les racines sociales des diverses tendances ; quiconque désirera étudier en marxiste la lutte de classes et la lutte de tendances autour de la participation à la Douma Boulyguine, y verra les racines de la politique ouvrière libérale. Mais Trotski « touche » à l'histoire afin *d'esquiver* les problèmes concrets et *d'inventer* une justification ou un semblant de justification pour les opportunistes actuels !

... En fait, toutes les tendances, écrit-il, appliquent les mêmes méthodes de lutte et de construction. ... Les cris sur le danger libéral dans notre mouvement ouvrier sont simplement une grossière caricature sectaire de la réalité (n° 1, pp. 5 et 35).

Voilà une défense très claire et très virulente des liquidateurs. Nous nous permettrons cependant de prendre, ne serait-ce qu'un seul petit fait parmi les plus récents. Trotski ne lance que des phrases. Nous aimerions, quant à nous, voir les ouvriers méditer eux-mêmes sur ce fait.

C'est un fait que la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*, dans son numéro du 13 mars, écrivait :

Au lieu de souligner la tâche précise et concrète qui se pose devant la classe ouvrière : obliger la Douma à repousser le projet de loi (sur la presse) — on préconise une formule confuse de lutte pour les « mots d'ordre non tronqués », en même temps qu'on fait de la réclame à la presse illégale, réclame qui ne peut qu'affaiblir la lutte des ouvriers pour leur presse légale.

Voilà un document qui constitue une défense claire et précise de la politique des liquidateurs et une critique de la politique des pravdistes. Eh bien ? S'en trouvera-t-il parmi les personnes un peu initiées pour affirmer que les deux tendances appliquent dans cette question « les mêmes méthodes de lutte et de construction » ? S'en trouvera-t-il parmi les personnes un peu initiées pour affirmer que les liquidateurs *ne* pratiquent *pas* ici une politique ouvrière *libérale* ? que le danger libéral dans le mouvement ouvrier est ici de pure invention ?

Si Trotski évite les faits et les indications concrètes, c'est parce que ceux-ci réfutent implacablement toutes ses exclamations virulentes et ses phrases pompeuses. Evidemment, il est très facile de prendre une pose et de dire : « C'est une grossière caricature sectaire ». Il n'est pas difficile non plus d'ajouter quelques mots encore plus forts, encore plus pompeux sur l'« affranchissement de l'influence du fractionnisme conservateur ».

Seulement, n'est-ce pas user d'un moyen trop facile ? Cette arme n'a-t-elle pas été tirée de l'arsenal de l'époque où Trotski brillait devant les collégiens ?

Les « ouvriers avancés » à qui Trotski en veut, souhaiteront cependant qu'on leur réponde haut et clair : Approuvez-vous la « méthode de lutte et de construction », nettement formulée dans l'appréciation ci-dessus d'une campagne politique concrète ? oui ou non ? Si oui, c'est de la politique ouvrière libérale, c'est une trahison envers le marxisme et le Parti ; parler de « paix » ou d'« unité » avec une *telle* politique, avec les groupes qui rappliquent, c'est s'abuser soi-même et abuser les autres.

Non ? Alors dites-le franchement. Parce qu'avec des phrases on ne saurait ni étonner, ni satisfaire, ni intimider l'ouvrier d'aujourd'hui.

Au fait : la politique préconisée par les liquidateurs dans le passage cité, est stupide même du point de vue libéral ; car l'adoption d'une loi par la Douma dépend des « octobristes-membres des zemstvos » genre Bennigsen, qui déjà a découvert son jeu dans la commission.

Les vieux participants au mouvement marxiste en Russie connaissent bien la figure de Trotski, et pour eux il ne vaudrait pas la peine d'en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne la connaît pas. Et il faut bien en parler, car c'est une figure typique pour tous les cinq petits groupes de l'étranger qui, de fait, balancent également entre les liquidateurs et le Parti.

Au temps de la vieille *Iskra* (1901-1903), ces hésitants et transfuges du camp des « économistes » dans celui des « iskristes », et vice versa, avaient reçu un surnom : les « transfuges de Touchino » (c'est ainsi qu'à l'époque trouble, dans la vieille Russie, on appelait les guerriers qui passaient d'un camp à l'autre).

Lorsque nous parlons de liquidation, nous désignons un certain courant idéologique, formé pendant des années, et que ses racines rattachent — au cours des vingt années de l'histoire du marxisme — au « menchévisme » et à l'« économisme », à la politique et à l'idéologie d'une classe déterminée, la bourgeoisie libérale.

Les « transfuges de Touchino » se déclarent au-dessus des fractions pour la seule raison qu'ils « empruntent » les idées, aujourd'hui à une fraction, demain à une autre. Trotski était un « iskriste » farouche en 1901-1903, et Riazanov a dit de lui qu'il avait joué au congrès de 1903 le rôle de « matraque de Lénine ». A la fin de 1903, Trotski est un farouche menchévik, c'est-à-dire qu'il avait passé des iskristes aux « économistes » ; il proclame : « entre la vieille *Iskra* et la nouvelle, il y a un abîme ». En 1904-1905 il quitte les menchéviks et occupe une position indécise : tantôt il collabore avec Martynov (un « économiste »), tantôt il proclame l'absurde théorie gauchiste de la « révolution permanente ». En 1906-1907, il se rapproche des bolcheviks, et au printemps de 1907 il se déclare solidaire de Rosa Luxembourg.

A l'époque de désagrégation, après de longs flottements « non fractionnistes » il oblique de nouveau à droite et, en août 1912, il fait bloc avec les liquidateurs. Maintenant il s'en écarte à nouveau, mais *au fond* il reprend leurs petites idées.

De tels types sont caractéristiques comme débris des formations historiques d'hier, lorsque le mouvement ouvrier de masse, en Russie, sommeillait encore et que le premier petit groupe venu avait « toute latitude » de figurer un courant, un groupe, une fraction, en un mot une « puissance » parlant de s'unir avec les autres.

Il faut que la jeune génération ouvrière sache bien à qui elle a affaire, lorsqu'elle entend formuler des prétentions inouïes à des gens qui ne veulent absolument compter *ni* avec les décisions du Parti, lesquelles ont fixé et établi dès 1908 l'attitude à observer envers le courant de liquidation, *ni* avec l'expérience du mouvement ouvrier actuel de Russie, qui a créé en fait *l'unité* de la majorité en partant de la reconnaissance absolue des décisions indiquées.

Publié en mai 1914 dans le n° 5 de la revue Prosvéchtchénié.

LES ANNÉES D'ESSOR DU MOUVEMENT OUVRIER A LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE IMPÉRIALISTE

A LA MÉMOIRE DE HERZEN

Cent années se sont écoulées depuis la naissance de Herzen. Toute la Russie libérale le commémore : elle passe strictement sous silence les graves problèmes du socialisme, elle dissimule avec soin ce qui distinguait le *révolutionnaire* Herzen du libéral. La presse de droite elle aussi parle de Herzen ; elle assure mensongèrement qu'à la fin de sa vie Herzen a répudié la révolution. Quant aux discours, libéraux et populistes, prononcés à l'étranger sur Herzen, partout règne la phrase. Le Parti ouvrier doit évoquer le souvenir de Herzen, non pour glorifier banalement sa mémoire, mais pour comprendre les tâches qui lui incombent, pour comprendre la place véritable assignée par l'histoire à l'écrivain, qui a joué un rôle considérable dans la préparation de la révolution russe. Herzen appartenait à la génération des révolutionnaires de la première moitié du siècle passé, issus de la noblesse, des seigneurs terriens. Les nobles ont donné à la Russie des Biron et des Arak-tchéev¹⁵⁶, une infinité d'« officiers ivrognes, de pourfendeurs, de joueurs de cartes, de héros de la foire, de piqueurs, de spadassins, de bourreaux, de propriétaires de sérail », ainsi que de placides Manilov¹⁵⁷. « Et parmi eux — écrivait Herzen — ont grandi les hommes du 14 décembre¹⁵⁸, la phalange des héros, nourris comme Romulus et Rémus, avec le lait d'un fauve... C'étaient des preux chevaliers authentiques, trempés de pur acier de la tête aux pieds, des combattants héroïques qui, consciemment, ont accepté une mort certaine pour réveiller à une vie nouvelle la jeune génération et purifier les enfants nés au milieu des cruautés et de la servilité. »

Herzen appartenait au nombre de ces enfants. L'insurrection des décembristes l'a réveillé et « purifié ». Dans la Russie féodale des années 40, il a su s'élever à une hauteur qui le plaçait au niveau des plus grands penseurs de son temps. Il s'est assimilé la dialectique d'Hegel. Il a compris qu'elle était « l'algèbre de la révolution ». Il est allé plus loin qu'Hegel, à la suite de Feuerbach, au matérialisme. La première de ses « lettres sur l'étude de la nature », — « Empirisme et idéalisme », — écrite en 1844, nous montre un penseur qui, même aujourd'hui, dépasse d'une tête la multitude des naturalistes-empiriques et les innombrables philosophes, idéalistes et semi-idéalistes modernes. Herzen a abordé de près le matérialisme dialectique et s'est arrêté devant le matérialisme historique. C'est cet « arrêt » qui a provoqué la faillite morale de Herzen après la défaite de la révolution de 1848. Herzen avait déjà quitté la Russie, et il observait cette révolution directement. Il était alors démocrate, révolutionnaire, socialiste. Mais son « socialisme » était une des formes et variétés du socialisme bourgeois et petit-bourgeois, si nombreuses à l'époque de 1848, et qui furent définitivement anéanties aux journées de juin¹⁵⁹. Au fond, ce n'était point du socialisme, c'était une phrase placide, une rêverie débonnaire, dont revêtaient leur esprit révolutionnaire *d'alors* la démocratie bourgeoise, ainsi que le prolétariat encore soumis à son influence.

La faillite morale de Herzen, son profond scepticisme et son pessimisme après 1848 marquaient la faillite des *illusions bourgeoises* dans le socialisme. Le drame moral de Herzen fut le résultat, le reflet de cette grande époque historique où l'esprit révolutionnaire de la démocratie bourgeoise se mourait *déjà* (en Europe), cependant que l'esprit révolutionnaire du prolétariat socialiste n'était *pas encore* arrivé à sa maturité. C'est ce que n'ont pas compris et ne pouvaient comprendre les chevaliers du verbalisme libéral russe, qui, aujourd'hui, dissimulent leur esprit contre-révolutionnaire sous des phrases fleuries sur le scepticisme de Herzen. Pour ces chevaliers qui ont trahi la révolution russe de 1905, oublieux qu'ils étaient du titre glorieux de *révolutionnaire*, le scepticisme est une forme de transition de la démocratie au libéralisme, à ce libéralisme servile, infâme, crasseux, et féroce, qui a fusillé des ouvriers en 48, rétabli des trônes renversés, applaudi à Napoléon III, et que Herzen a *maudit*, ne pouvant comprendre sa nature de classe.

Chez Herzen le scepticisme était une forme de transition des illusions du démocratism bourgeois « au-dessus des classes » à la lutte de classe du prolétariat, lutte sévère, implacable, invincible. Témoin : les *Lettres à un vieux camarade*, à Bakounine, écrites un an avant la mort de Herzen, en 1869. Herzen rompt avec l'anarchiste Bakounine. Il est vrai que dans cette rupture Herzen ne voit encore qu'une divergence de tactique, au lieu d'y voir un abîme entre la conception du prolétaire sûr de la victoire de sa classe, et celle du petit bourgeois désespérant de son salut. Il est vrai que là encore Herzen reprend les vieilles phrases démocratiques bourgeoises, comme quoi le socialisme doit adresser également « sa propagande au travailleur et au patron, au cultivateur et au petit bourgeois ». Néanmoins, en rompant avec Bakounine, Herzen a porté ses regards non vers le libéralisme, mais vers l'*Internationale*, vers cette Internationale que dirigeait Marx, — vers cette Internationale qui avait commencé à « rassembler les bataillons » du prolétariat, à grouper le « monde ouvrier » qui répudie « le monde de ceux qui vivent sans travailler » !

N'ayant pas compris l'essence démocratique bourgeoise de l'ensemble du mouvement de 1848 et de toutes les formes du socialisme d'avant Marx, Herzen à plus forte raison n'a pu comprendre la nature bourgeoise de la révolution russe. Herzen est le fondateur du socialisme « russe », du « populisme ». Herzen voyait du « socialisme » dans l'affranchissement du paysan auquel on laisserait *son lot de terre*, dans la possession agraire communale et dans la conception paysanne du « droit à la terre ». Maintes fois il s'est plu à développer ses idées sur ce thème.

En réalité, dans cette doctrine de Herzen, comme d'ailleurs dans le populisme russe tout entier — y compris le populisme suranné des actuels « socialistes-révolutionnaires », — il n'y a pas *un grain* de socialisme. C'est là une phraséologie aussi placide, une rêverie aussi débonnaire — revêtant *l'esprit révolutionnaire* de la démocratie paysanne bourgeoise en Russie, — que le sont les diverses formes du « socialisme de 48 », en Occident. Plus les paysans auraient obtenu de terre en 1861 et moins cher ils l'auraient obtenue, et plus le pouvoir des propriétaires terriens féodaux aurait été affaibli, plus le capitalisme en Russie aurait pris un développement rapide, libre et large. L'idée du « droit à la terre » et du « partage égalitaire du sol » n'est rien d'autre que la formulation des aspirations révolutionnaires égalitaires des paysans, qui luttent pour le renversement complet du pouvoir des propriétaires fonciers, pour la complète suppression de la grosse propriété terrienne.

La révolution de 1905 l'a entièrement confirmé : d'une part, le prolétariat a combattu comme force indépendante à la tête de la lutte révolutionnaire, en créant un parti social-démocrate ouvrier ; d'autre part, les paysans révolutionnaires (les « troudoviks » et l'« union paysanne »), qui luttèrent pour toutes les formes de suppression de la grosse propriété terrienne, y compris « l'abolition du droit de propriété privée sur la terre », ont combattu justement en patrons, en petits entrepreneurs.

A l'heure actuelle, les controverses sur la « nature socialiste » du droit à la terre, etc., ne servent qu'à *obscurcir* et à voiler une question historique réellement sérieuse et importante : distinguer entre les *intérêts* de la bourgeoisie libérale et ceux de la paysannerie révolutionnaire dans la révolution *bourgeoise* russe ; autrement dit, entre la tendance libérale et la tendance démocratique, la tendance « conciliatrice » (monarchiste) et la tendance républicaine dans cette révolution. C'est cette question qu'a posée le *Kolokol* de Herzen, si l'on étudie le fond des choses, et non les phrases, — si l'on envisage la lutte de classe comme base des « théories » et des doctrines, et non inversement.

Herzen a créé à l'étranger une presse russe libre, et c'est là son grand mérite. La *Polarnaïa Zvezda* a repris la tradition des décembristes. Le *Kolokol* (1857-1887) a combattu avec âpreté pour l'affranchissement des paysans. Le silence d'esclave était rompu.

Mais Herzen appartenait à un milieu de féodaux, de seigneurs terriens. Il avait quitté la Russie en 1847, il n'avait pas vu le peuple révolutionnaire et ne pouvait pas avoir foi en lui. De là sa manière libérale d'un appel aux classes « supérieures ». De là ses nombreuses lettres doucereuses, parues dans le *Kolokol* et adressées à Alexandre II le Pendeur, et que l'on ne saurait lire aujourd'hui sans dégoût. Tchernychevski, Dobrolioubov, Serno-Soloviévitch, qui représentaient une nouvelle génération de révolutionnaires, les révolutionnaires-roturiers, avaient mille fois raison lorsqu'ils reprochaient à Herzen ces déviations du démocratisme *vers* le libéralisme. Cependant, il est juste de dire que malgré toutes les oscillations de Herzen entre le démocratisme et le libéralisme, le démocrate l'a finalement emporté.

Lorsqu'un des types les plus répugnants de la goujaterie libérale, Kavéline, qui avait admiré le *Kolokol* pour ses tendances *libérales*, s'est élevé contre la Constitution, a attaqué l'agitation révolutionnaire, s'est dressé contre la « violence » et les appels à la violence, s'est mis à prêcher la patience, Herzen *rompit* avec ce sage libéral. Herzen s'attaqua à son « pamphlet chétif, absurde et nuisible », écrit pour « servir, sous main, de guide au gouvernement libéralisant » ; il attaque les « sentences politico-sentimentales » de Kavéline, qui taxent « le peuple russe d'imbécillité, et le gouvernement d'intelligence ». Le *Kolokol* a publié un article intitulé : « Oraison funèbre », dans lequel il flétrissait les « professeurs qui, av3c leurs minuscules idées chétives mais hautaines, tissaient une toile pourrie ; les ex-professeurs, autrefois braves gens, mais aigris plus tard, lorsqu'ils virent que la saine jeunesse ne pouvait partager leurs scrofuleuses conceptions ». Kavéline s'est vite reconnu dans ce portrait.

Quand Tchernychevski fut arrêté, l'infâme libéral Kavéline écrivait : « Les arrestations selon moi n'ont rien de révoltant... le parti révolutionnaire estime que tous les moyens sont bons pour renverser le gouvernement ; et celui-ci se défend par des moyens à lui. » Herzen répondit, eût-on dit, à ce cadet en parlant du procès de Tchernychevski : « Et voilà que des misérables, des hommes-bêlants, des hommes-limaces prétendent qu'il ne faut pas vilipender cette bande d'assassins et de fripouilles qui nous gouverne. »

Lorsque le libéral Tourguéniev écrivait une lettre privée à Alexandre II en l'assurant de ses sentiments de loyauté, et fit don de deux pièces d'or au profit des soldats blessés lors de l'écrasement de l'insurrection polonaise, le *Kolokol* parla de la « Madeleine aux bandeaux blancs (genre masculin) qui écrit à l'empereur pour lui dire que le sommeil la fuyait, tourmentée qu'elle était à l'idée que l'empereur ignorait les remords qu'elle éprouvait ». Et Tourguéniev s'y est vite reconnu.

Lorsque toute la bande des libéraux russes s'est détournée de Herzen parce qu'il avait défendu la Pologne ; lorsque toute la « société éclairée » s'est détournée du *Kolokol*, Herzen ne se laissa pas démonter. Il continua de défendre la liberté de la Pologne et de flétrir les pacificateurs, les bourreaux, les pendeurs d'Alexandre II. Herzen a sauvé l'honneur de la démocratie russe. « Nous avons sauvé l'honneur du nom russe, écrivit-il à Tourguéniev, et cela nous a valu d'être attaqué par la majorité moutonnaire. »

Lorsque parvint la nouvelle qu'un serf avait tué un seigneur pour avoir attenté à l'honneur de sa fiancée, Herzen ajouta dans le *Kolokol* : « Et il a bien fait ! ». A la nouvelle que des commissaires militaires allaient être nommés pour procéder à « l'affranchissement » « pacifique » des paysans, Herzen écrivait : « Le premier colonel intelligent qui, à la tête de sa troupe, passera aux côtés des paysans au lieu de les réprimer, montera sur le trône des Romanov. » Lorsque le colonel Reiteren s'était donné la mort à Varsovie (1860) pour ne pas servir d'auxiliaire aux bourreaux, Herzen écrivit : « S'il y a quelqu'un à fusiller, ce sont les généraux qui font tirer sur des foules sans armes. » Lorsqu'on eût massacré à Bezdna 50 paysans et exécuté leur chef Antoine Pétrou (12 avril 1861), Herzen écrivit dans le *Kolokol*:

Ah ! si mes paroles pouvaient parvenir jusqu'à toi, travailleur et martyr de la terre russe ! ... comme je t'aurais appris à mépriser les pasteurs spirituels qui t'ont été imposés par le synode de Pétersbourg et par le tsar allemand ... Tu hais le propriétaire foncier, tu hais le fonctionnaire, tu les crains, et tu as bien raison; mais tu crois encore en le tsar et en l'archevêque... ne les crois pas. Le tsar est avec eux, et ils servent le tsar. Tu le vois maintenant, toi, père du jeune homme assassiné à Bezdna, toi, fils de celui qui a été tué à Penza ... Tes pasteurs sont aussi ignorants, aussi pauvres que toi ... Tel fui ce moine (pas l'archevêque Antoine mais Antoine de Bezdna) qui, à Kazan, s'est fait tuer pour toi... Les corps de tes saints-pères ne feront pas quarante-huit miracles, la prière adressée à eux ne guérira pas le mal de dents, mais le souvenir vivant de ces pasteurs peut faire ce seul miracle : t'affranchir.

Ainsi apparaissent la lâcheté et la bassesse des calomnies que déversent sur Herzen nos libéraux retranchés dans la presse « légale » servile : ils exaltent ses côtés faibles et passent sous silence' ses côtés forts. Ce n'est point la faute de Herzen, mais bien plus son malheur de n'avoir pas pu voir le peuple révolutionnaire de la Russie même, dans les années 40. Lorsqu'il le vit aux *années 60*, il se rangea sans peur aux côtés de la démocratie révolutionnaire contre le libéralisme. Il lutta pour la victoire du peuple sur le tsarisme, et non pour une entente de la bourgeoisie libérale avec le tsar des féodaux. Il a levé l'étendard de la révolution.

En commémorant Herzen, nous apercevons nettement trois générations, trois classes qui ont agi dans la révolution russe. Ce sont d'abord les nobles et les seigneurs terriens, les décembristes et Herzen. Le cercle de ces révolutionnaires est restreint. Ils sont très éloignés du peuple. Mais leur œuvre n'est pas perdue. Les décembristes ont réveillé Herzen. Herzen a développé une agitation révolutionnaire.

Celle-ci a été reprise, élargie, renforcée, retremée par les révolutionnaires-roturiers, à commencer par Tchernychevski et en finissant par les héros de la *Narodnaïa Volia*¹⁶⁰. Le cercle des lutteurs s'est élargi, leur liaison avec le peuple s'est resserrée. Herzen les appelait : « Les jeunes pilotes de la future tempête. » Mais ce n'était pas encore la tempête elle-même. La tempête, c'est le mouvement des masses elles-mêmes. Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, s'est mis à leur tête et, pour la première fois, a dressé des millions de paysans pour une lutte révolutionnaire déclarée. Le premier assaut de la tempête eut lieu en 1905. Le prochain assaut monte sous nos yeux.

En commémorant Herzen, le prolétariat apprend à connaître par son exemple la grande signification de la théorie révolutionnaire ; à comprendre que le dévouement absolu à la révolution et la propagande révolutionnaire faite dans le peuple ne sont pas perdus même alors que des décades entières séparent les semailles d'avec la moisson ; à déterminer le rôle des différentes classes dans la révolution russe et internationale. Enrichi de cette expérience, le prolétariat s'ouvrira un chemin vers l'union libre avec les ouvriers socialistes de tous les pays, après avoir écrasé l'infâme, la monarchie tsariste, contre laquelle Herzen a le premier levé le grand drapeau de la lutte, en adressant aux masses la *parole russe libre*.

Publié le 8 mai (25 avril) 1912 dans le n° 26 du *Social Démocrate*.

LES PARTIS POLITIQUES EN RUSSIE

Les élections pour la Douma d'Etat obligent tous les partis à intensifier leur agitation, à rassembler leurs forces pour faire élire le plus grand nombre possible de députés de « leur » parti.

A cet effet, on déploie chez nous comme dans tous les autres pays une réclame électorale sans vergogne. Tous les partis bourgeois, c'est-à-dire ceux qui montent la garde autour des privilèges économiques des capitalistes, font de la réclame à leurs partis respectifs exactement comme les capitalistes font de la réclame à leurs marchandises. Regardez les annonces commerciales publiées dans les journaux, et vous verrez que les capitalistes inventent pour leurs marchandises les noms les plus « sensationnels », les plus tapageurs, les plus à la mode, et qu'ils les vantent avec un sans-gêne absolu, sans reculer devant aucun mensonge ni aucune supercherie.

Le public — du moins dans les grandes villes et dans les centres de commerce — est habitué depuis longtemps à la réclame commerciale, et sait ce qu'elle vaut. Malheureusement, la réclame politique induit en erreur infiniment plus de monde, il est beaucoup plus difficile de la démasquer, le mensonge s'ancre ici bien plus solidement. Les appellations des partis — en Europe comme chez nous — sont choisies parfois avec le but manifeste de servir de réclame ; les « programmes » des partis sont couramment rédigés à seule fin de tromper le public. Bien souvent, plus il y a de liberté politique dans un pays capitaliste, plus il y a de démocratisme, c'est-à-dire plus il y a de pouvoir populaire et de représentants du peuple, et plus impudente est la réclame que font les partis.

Mais ceci étant, comment s'orienter dans la lutte des partis ? Cette lutte, avec ses mensonges et sa réclame ne prouve-t-elle pas que les institutions représentatives, les parlements, les assemblées des représentants du peuple sont en général inutiles et même nuisibles, comme le prétendent les réactionnaires avérés, ennemis du parlementarisme ? Non point. Avec l'absence d'institutions représentatives, *il g a encore beaucoup plus* de mensonges, d'hypocrisie politique, de supercheries de toute sorte, et le peuple a beaucoup moins de ressources pour démasquer le mensonge et trouver la vérité. Pour s'orienter dans la lutte des partis, il ne faut pas les croire sur parole ; il faut étudier l'histoire véritable des partis, étudier bien moins ce que les partis disent d'eux-mêmes que ce qu'ils *font*, comment ils s'y prennent pour résoudre différents problèmes politiques, comment *ils se comportent* dans les questions qui touchent aux intérêts vitaux des différentes classes sociales : propriétaires fonciers, capitalistes, paysans, ouvriers, etc. Plus un pays possède de liberté politique, plus ses institutions représentatives sont stables et démocratiques, et plus il est facile aux masses populaires de s'orienter dans la lutte des partis et de *s'initier à la politique*, c'est-à-dire d'apprendre à dénoncer le mensonge et à trouver la vérité.

C'est surtout à l'époque des crises profondes qui ébranlent tout un pays, que l'on voit apparaître nettement la division de toute société en partis politiques. Les gouvernements sont alors obligés de chercher un appui dans les différentes classes de la société ; l'âpre lutte fait rejeter les phrases, tout ce qui est mesquin, superficiel ; les partis tendent toutes leurs forces, font appel aux *masses* populaires qui, guidées par leur sûr instinct, éclairées par l'expérience de la lutte ouverte, suivent les partis qui représentent les intérêts de telle ou telle classe.

Ces crises déterminent toujours pour de nombreuses années et même pour de nombreuses décades le groupement politique des forces sociales d'un pays. En Allemagne, par exemple, les guerres de 1866 et 1870 furent cette crise ; en Russie, ce furent les événements de 1905. Il est impossible de comprendre la nature de nos partis politiques, impossible de démêler quelles *classes* tel ou tel parti représente en Russie, sans revenir aux événements de cette année-là.

C'est par les partis d'extrême droite que nous commencerons notre aperçu sur les partis politiques de Russie.

A l'extrême droite, nous trouvons l'Union du peuple russe. Le programme de ce parti est exposé comme suit dans l'organe de cette Union, le *Rousskoïé Znamia*, publié par A. Doubrovine :

L'Union du peuple russe qui, le 3 juin 1907 s'est vue honorée d'un appel que le tsar lui avait adressé du haut du trône en lui demandant d'être son fidèle appui, de donner à tous et en toutes occasions l'exemple de la légalité et de l'ordre, professe que la volonté du tsar ne peut être accomplie qu'aux conditions suivantes ; 1) lorsque se sera pleinement manifestée Sa force de l'autocratie tsariste, indissolublement et organiquement liée à l'Eglise orthodoxe russe, organisée selon les canons ; 2) lorsque la nationalité russe dominera non seulement dans les provinces intérieures, mais aussi à la périphérie ; 3) lorsque la Douma d'Etat, composée exclusivement de Russes, sera la principale auxiliaire de l'autocrate dans son œuvre politique ; 4) lorsqu'on appliquera avec rigueur les principes fondamentaux de l'Union du peuple russe concernant les Juifs et 5) lorsqu'on aura congédié les fonctionnaires ennemis du pouvoir tsariste autocrate.

Nous avons recopié fidèlement cette déclaration solennelle de la *droite*, d'abord pour faire connaître l'original aux lecteurs, et ensuite parce que les motifs essentiels exposés ici valent pour tous les partis de la majorité de la III^e Douma, c'est-à-dire aussi bien pour les « nationalistes » que pour les octobristes. C'est ce que nous allons voir tout à l'heure.

Au fond, le programme de l'Union du peuple russe reprend le vieux mot d'ordre de l'époque du servage — religion orthodoxe, autocratie, nationalisme. Pour ce qui est de la reconnaissance ou de la négation des principes « constitutionnels » dans le régime politique russe, question par laquelle on distingue habituellement l'Union du peuple russe des autres partis qui la suivent, il importe de noter que cette Union *n'est pas du tout* contre les institutions représentatives en général. Le programme que nous venons de reproduire montre que l'Union du peuple russe est pour une Douma d'Etat jouant le rôle d'« auxiliaire ».

La particularité de la constitution russe — si l'on peut dire — est définie par l'organe de Doubrovine correctement, c'est-à-dire conformément à la situation de fait. Nationalistes et octobristes, dans leur politique réelle, s'en tiennent justement à cette position. La discussion engagée entre ces partis au sujet de la « constitution », n'est en somme qu'une discussion sur des mots : la « droite » n'est pas contre la Douma ; seulement elle s'attache à souligner que la Douma doit être une « auxiliaire » sans droits définis. Les nationalistes et les octobristes ne réclament pas de droits rigoureusement déterminés pour la Douma ; ils ne songent pas le moins du monde à des garanties réelles. Et les « constitutionnalistes » de l'octobriste s'accommodent fort bien des « adversaires de la constitution » au sujet de la constitution du 3 juin.

La haine contre les allogènes en général et les Juifs en particulier s'inscrit dans le programme des Cents-Noirs ouvertement, avec clarté et précision. Comme toujours, ils ne font qu'exprimer avec plus de brutalité, de sans-gêne et d'effronterie ce que les autres partis gouvernementaux cachent avec plus ou moins de « pudeur » ou de diplomatie.

En réalité, tous ceux qui connaissent un peu l'activité de la III^e Douma, ainsi que les organes de presse tels que *Novoïe Vremia*, *Sviet*, *Golos Moskvy*, etc., savent que les nationalistes et les octobristes participent eux aussi à la campagne d'excitation contre les allogènes.

La question se pose : quelle est la base sociale des partis de droite ? quelle est la classe que la droite représente et qu'elle sert ?

Retour aux mots d'ordre du servage, défense de tout ce qui est périmé, moyenâgeux dans la vie russe ; ils sont pleinement satisfaits de la constitution du 3 juin — constitution des *grands propriétaires fonciers* — ils défendent les privilèges de la noblesse et des fonctionnaires, — tout cela répond clairement à notre question. La droite, c'est le parti des propriétaires féodaux, du conseil de la noblesse unifiée. Ce n'est pas pour rien que ce conseil a joué un rôle aussi important, mieux : un rôle dirigeant dans la dissolution de la II^e Douma, dans la modification de la loi électorale et dans le coup d'Etat du 3 juin.

Pour montrer la force économique de cette classe en Russie, il suffit de signaler un fait essentiel, établi par les chiffres de la statistique agraire *gouvernementale* de 1905, publiée par le ministère de l'Intérieur.

Dans la Russie d'Europe moins de 30.000 propriétaires fonciers détiennent 70.000.000 de déciatines, *autant que* 10.000.000 de familles paysannes parmi celles qui ont les plus petits lots de terre. Ce qui fait qu'un grand propriétaire foncier détient, en moyenne, près de 2.300 déciatines, tandis qu'un paysan pauvre ne dispose que de 7 déciatines pour toute sa famille.

Il est tout naturel, il est certain que le paysan ne peut pas vivre de ce «lot», qu'il est voué à une mort lente. Des famines répétées — comme celle de l'année en cours — frappent des millions de paysans ; elles continuent, avec chaque mauvaise récolte, à détruire en Russie l'économie paysanne. Les paysans sont obligés de prendre à bail la terre des propriétaires fonciers moyennant des *corvées* de toute sorte. Pour acquitter le fermage, le paysan doit cultiver avec son cheval et ses outils la terre du propriétaire foncier. C'est le même servage, moins le nom. Possédant des superficies de 2.300 déciatines, les propriétaires fonciers ne peuvent pas, la plupart du temps, exploiter leur terre autrement que par le système de servitude, c'est-à-dire par le système des corvées. Les propriétaires fonciers ne font cultiver qu'une partie de leurs immenses domaines par des ouvriers salariés.

Ensuite, c'est toujours la même classe de nobles-seigneurs terriens qui fournit à l'Etat l'immense majorité des fonctionnaires supérieurs et moyens. Les privilèges des fonctionnaires en Russie, c'est l'autre face des privilèges et du pouvoir terrien des nobles-seigneurs. On conçoit donc que le conseil de la noblesse unifiée et les partis de « droite » qui défendent la politique des vieilles traditions féodales, le font non pas par hasard, mais inévitablement, non par suite de la « mauvaise volonté » de certaines personnes, mais sous la pression des *intérêts* d'une *classe* infiniment puissante. La vieille classe dirigeante — les épigones des propriétaires fonciers, tout en restant comme avant la classe dirigeante, a créé à son usage un parti approprié : l'« Union du peuple russe » ou la « droite » de la Douma d'Etat et du Conseil d'Etat.

Mais puisque les institutions représentatives existent, puisque les *masses* sont déjà descendues dans l'arène politique, comme elles l'ont fait chez nous en 1905, tout parti doit nécessairement dans telle mesure ou telle autre en appeler au peuple. Mais avec quels arguments les partis de droite peuvent-ils en appeler au peuple ?

Bien entendu, ils ne peuvent pas défendre ouvertement les intérêts des grands propriétaires fonciers. Ils parlent en général de la nécessité de conserver le vieil ordre de choses ; ils font tous leurs efforts pour exciter la méfiance envers les allogènes, envers les Juifs surtout ; ils poussent les gens tout à fait incultes, tout à fait ignorants à faire des pogroms, à traquer le « youtre ». Ils cherchent à dissimuler les privilèges de la noblesse, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers en discourant sur l'« oppression » des Russes par les allogènes.

Tel est le parti de la « droite ». Un de ses membres, Pourichkévitich, l'orateur le plus en vue de la droite, à la III^e Douma, a beaucoup travaillé et avec succès pour *montrer* au peuple *ce* que veut la droite, *comment* elle agit, *qui* elle sert. Pourichkévitich est un agitateur de talent.

A côté de la « droite » qui compte à la III^e Douma 46 députés, se trouvent les « nationalistes » qui ont 91 députés. La nuance qui les distingue de la droite est tout à fait insignifiante : au fond, ce ne sont pas deux partis ; c'est un seul parti qui a divisé entre ses membres le « travail » d'excitation contre l'allogène, le « cadet » (le libéral), le démocrate, etc. Ils *font* la même besogne, les uns plus brutalement, les autres avec plus de tact. D'ailleurs, il est *avantageux* au gouvernement que les gens de P« extrême » droite, capables de tous les scandales, de tous les pogroms, qui ont fait assassiner Hertzstein, Iollos, Karavaev, se tiennent un peu à l'écart et fassent mine, *eux*, de « critiquer » — de la droite — le gouvernement... Ce qui distingue la droite et les nationalistes ne saurait avoir une importance sérieuse.

Les *octobristes* ont à la III^e Douma 131 députés, y compris, bien entendu, les « octobristes de droite ». Sans se distinguer sensiblement de la droite dans la politique actuelle, les octobristes s'en distinguent cependant par ceci qu'en plus du propriétaire foncier, ce parti est à la dévotion du gros capitaliste, du marchand traditionnel, de la bourgeoisie qui, effrayée de voir les ouvriers et, à leur suite, les paysans s'éveiller à une vie indépendante, s'est délibérément tournée vers la défense du vieux régime. Il y a en Russie des capitalistes — et en assez grand nombre — qui traitent les ouvriers exactement comme les seigneurs traitaient leurs anciens serfs ; l'ouvrier, le commis ne sont pour eux que de la valetaille, des domestiques. Nul ne saura mieux défendre le vieux régime que les partis de droite, les nationalistes et les octobristes. Il y a aussi des capitalistes qui ont revendiqué la « constitution » en 1904 et 1905, au congrès des zemstvos et des municipalités, mais qui, pour *combattre* les ouvriers, sont tout disposés à accepter la constitution du trois juin.

Le parti des octobristes est un parti contre-révolutionnaire, le principal parti des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

C'est le parti dirigeant de la III^e Douma : 131 octobristes et 137 droitiers et nationalistes y forment une solide majorité.

La loi électorale du 3 juin 1907 *a assuré* la majorité aux propriétaires fonciers et aux gros capitalistes : dans *tous* les collèges électoraux de province qui envoient des députés à la Douma, la majorité est formée par les propriétaires fonciers et par les électeurs de la première curie urbaine (c'est-à-dire la curie des gros capitalistes). Dans 28 collèges électoraux de province, la majorité est formée même par les propriétaires fonciers seuls. Toute la politique du gouvernement du 3 juin a été réalisée avec l'aide du parti octobriste, qui est ainsi responsable de tous les péchés et de tous les crimes de la III^e Douma.

En paroles, dans leur programme, les octobristes défendent la « constitution » et même... les libertés ! En réalité, ce parti a soutenu toutes les dispositions prises contre les ouvriers (le projet de loi sur les assurances sociales, par

exemple, — rappelez-vous le *président* de la commission parlementaire pour la question ouvrière, le baron Tisenhausen !), contre les paysans, contre la limitation de l'arbitraire et de l'asservissement. Les octobristes sont un parti gouvernemental comme les nationalistes. Cette circonstance ne change pas le moins du monde de ce que de temps en temps — avant les élections surtout ! — les octobristes tiennent des discours d'« opposition ». Partout où il existe des parlements, on a constaté dès longtemps et l'on constate toujours que les partis bourgeois jouent à l'opposition ; ce jeu est inoffensif pour eux, puisque aucun gouvernement ne le prend au sérieux ; il leur est quelquefois utile devant l'électeur qu'il est bon d'« amadouer » avec des discours d'opposition.

Cependant les spécialistes et les virtuoses experts à jouer à l'opposition, forment le principal parti d'opposition à la troisième Douma, le parti c.à.d., les *constitutionnalistes* « *démocrates* », le parti de la « liberté du peuple ».

Comédie, le nom seul de ce parti qui en fait *n'est nullement* un parti démocratique, *nullement* un parti populaire, un parti non point de la liberté, mais d'une demi-liberté, sinon d'un quart de liberté.

En réalité, c'est le parti de la bourgeoisie monarchiste libérale, qui craint le mouvement populaire bien plus qu'elle ne craint la réaction.

Le démocrate a confiance dans le peuple ; il a confiance dans le mouvement des masses, il y contribue de toutes les manières, bien qu'il se fasse souvent (tels les démocrates bourgeois, les troudoviks) une fausse idée de l'importance de ce mouvement dans le cadre du régime capitaliste. Le démocrate aspire plus sincèrement à en finir avec *tout* le passé moyenâgeux.

Le libéral craint le mouvement des masses ; il l'entrave et il défend *sciemment* certaines institutions médiévales — essentielles — afin de s'assurer un appui contre la masse, surtout contre les ouvriers. Partager le pouvoir avec les Pourichkévitich — au lieu de détruire toutes les bases du pouvoir des Pourichkévitich, — voilà à quoi aspirent les libéraux. Tout pour le peuple, tout par le peuple, dit le petit bourgeois démocrate (le paysan, y compris le troudovik), qui veut de bonne foi détruire toutes les bases du régime Pourichkévitich et qui ne comprend pas la portée de la lutte des ouvriers salariés contre le capital. Par contre, le but véritable de la bourgeoisie monarchiste libérale, c'est de partager avec Pourichkévitich le pouvoir *sur* les ouvriers et sur les petits patrons.

A la I^e et à la II^e Douma les cadets avaient la majorité ou une situation prépondérante. Ils s'en sont servis pour jouer une comédie absurde et sans gloire : à droite, ils ont joué au loyalisme et au ministérialisme (car enfin, nous pouvons régler pacifiquement tous les antagonismes : ne pas gêner le paysan et ne pas froisser Pourichkévitich) ; à gauche, au démocratism. A droite, les cadets ont obtenu finalement, à l'issue de cette comédie, un coup de botte. A gauche, ils se sont acquis la réputation méritée de traîtres à la liberté du peuple. Dans les deux premières Doumas ils ont constamment lutté, non seulement contre la démocratie ouvrière, mais aussi contre les troudoviks. Il suffit de rappeler que le projet troudovik relatif aux comités agraires locaux (I^e Douma), ce projet démocratique élémentaire, démocratique rudimentaire, les cadets *l'ont fait couler*, en défendant la *prépondérance* du grand propriétaire foncier et du fonctionnaire *sur* le paysan dans les commissions agraires !

A la III^e Douma, les cadets ont joué à « l'opposition responsable », à l'opposition de Sa Majesté.¹⁶¹ Et c'est pour cette raison qu'ils ont voté maintes fois les budgets du gouvernement (les « démocrates » !), ils ont fait comprendre aux octobristes que leur principe de rachat « forcé » (forcé pour les paysans) était sans danger, inoffensif — rappelez-vous le discours de Bérézovski n° 1 — ils ont envoyé Karaoulov à la tribune pour prononcer des discours « dévots » ; ils ont renié le mouvement des masses, ils ont fait appel aux couches « supérieures » et *empêché de parler* les basses couches (lutte des cadets *contre* les députés ouvriers dans la question des assurances sociales), etc. etc.

Les cadets sont le parti du libéralisme contre-révolutionnaire. Par leur prétention au rôle d'« opposition responsable », c'est-à-dire reconnue, légale, *admise* à faire concurrence aux octobristes, opposition non au régime du trois juin, mais du régime du trois juin, par cette prétention les cadets se sont définitivement compromis en tant que « démocrates ». L'impudente propagande dans l'esprit des *Vékhi* faite par les idéologues cadets, les Strouvé, Izgoev et Cie¹⁶² portés aux nues par Rosanov et par Antonius de Volhynie¹⁶³, et le rôle d'« opposition responsable » à la III^e Douma, voilà deux aspects de la même médaille. La bourgeoisie monarchiste libérale, tolérée par les Pourichkévitich désire s'asseoir à côté de Pourichkévitich.

Aujourd'hui le bloc des cadets avec les « progressistes », conclu pour les élections à la IV^e Douma, a confirmé une fois de plus que les cadets étaient profondément contre-révolutionnaires. Les progressistes n'ont pas la moindre prétention au démocratisation ; ils ne soufflent mot sur la nécessité de combattre l'ensemble du régime du 3 juin ; ils ne rêvent d'aucun « suffrage universel ». Ce sont des libéraux modérés, qui ne cachent pas leur parenté avec les octobristes. L'alliance des cadets et des progressistes doit ouvrir les yeux même aux plus aveugles d'entre les « thuriféraires cadets » sur la nature véritable du parti cadet.

La *bourgeoisie démocratique* en Russie est représentée par les populistes de toutes nuances, depuis les socialistes-révolutionnaires les plus radicaux jusqu'aux socialistes populaires et les troudoviks. Tous ils emploient volontiers des phrases « socialistes » mais il n'est pas permis à un ouvrier conscient de se tromper sur la signification de ces phrases. En réalité, il *n'y a pas une goutte* de socialisme dans le « droit à la terre », non plus que dans la « répartition égalitaire » et la « socialisation du sol ». C'est ce que doit comprendre quiconque sait que l'abolition de la propriété privée de la terre et son partage nouveau, fût-il le plus « équitable », loin de compromettre la production marchande, le pouvoir du marché, de l'argent, du capital, les développe au contraire encore plus largement.

Mais les phrases sur le « principe du travail » et sur le « socialisme populiste » expriment la foi profonde (et le désir sincère) du démocrate en la possibilité et la nécessité d'abolir *toutes* les formes médiévales agraires, et aussi politiques. Si les libéraux (les cadets) désirent partager avec les Pourichkévitich le pouvoir politique et les privilèges politiques, les populistes sont des démocrates justement parce qu'ils désirent et doivent désirer, à l'heure actuelle, anéantir *tous* les privilèges attachés à la possession du sol et *tous* les privilèges politiques.

La situation de la paysannerie russe, dans sa grande masse, est telle qu'elle ne saurait même songer à passer avec les Pourichkévitich un compromis (parfaitement possible, faisable, et tout *proche* pour les libéraux). Voilà pourquoi le démocratisation de la petite bourgeoisie a en Russie, pour bien longtemps encore, ses racines dans les masses, et la réforme agraire de Stolypine, cette politique bourgeoise des Pourichkévitich dirigée contre le moujik, n'a jusqu'ici rien créé de solide, si ce n'est... la famine qui a frappé 30 millions d'hommes.

Les millions de petits cultivateurs affamés ne peuvent pas ne pas aspirer à une *autre* réforme agraire, réforme démocratique, qui, sans sortir du cadre du régime capitaliste, sans abolir l'esclavage salarié *peut* balayer de la face de la terre russe les formes *médiévales*.

Les troudoviks sont infiniment faibles à la III^e Douma, mais ils représentent les *masses*. Les oscillations des troudoviks entre les cadets et la démocratie ouvrière découlent nécessairement de la position de classe des petits cultivateurs ; et la difficulté extrême à les grouper, à les organiser et les éduquer fait que les troudoviks, en tant que parti, ont un caractère extrêmement imprécis et amorphe. C'est pourquoi les troudoviks aidés par l'« otzovisme » stupide des populistes de gauche offrent l'image lamentable d'un parti liquidé.

La différence entre les troudoviks et nos liquidateurs quasi-marxistes, c'est que les premiers sont liquidateurs par faiblesse, les seconds par mauvaise foi. Venir en aide aux faibles démocrates petits-bourgeois, les arracher à l'influence des libéraux, former un camp de la démocratie contre les cadets contre-révolutionnaires, et non pas simplement contre les droites : telle est la tâche de la démocratie ouvrière.

Quant à cette dernière, qui avait sa fraction à la III^e Douma, nous ne pouvons dire ici que peu de choses.

Partout en Europe, les partis de la classe ouvrière se sont formés en s'arrachant à l'influence de l'idéologie démocratique générale, en apprenant à discerner entre la lutte des ouvriers salariés contre le capital et la lutte contre le féodalisme, entre autres afin d'accentuer cette dernière lutte, afin de la débarrasser de tout élément d'hésitation et d'incertitude. En Russie la démocratie ouvrière s'est nettement séparée tant du libéralisme que de la démocratie bourgeoise (de la tendance troudovique) pour le grand profit de la cause de la démocratie en général.

Le courant de liquidation dans la démocratie ouvrière (*Nacha Zaria* et *Jivoïé Diélo*) partage la faiblesse des troudoviks, glorifie l'amorphisme, aspire au rôle d'opposition « tolérée », rejette l'hégémonie des ouvriers, se borne à *parler* d'organisation « légale » (en accablant celle qui ne l'est pas) ; il prêche une politique ouvrière libérale. Il est évident que ce courant provient de la décadence et de l'état d'abattement propres à l'époque de contre-révolution, et il est clair que ce courant se sépare de la démocratie ouvrière.

Les ouvriers conscients, sans rien liquider, en se groupant pour contrecarrer les influences libérales, en s'organisant comme classe, en développant toutes les formes possibles de groupement syndical, etc., agissent et comme les représentants du *salariat* contre le capital et comme les représentants de la démocratie conséquente contre l'ensemble du régime périmé en Russie et contre toutes les concessions à faire à ce régime.

A titre d'illustration, nous publions les données relatives à la composition politique de la III^e Douma, que nous empruntons à l'« Annuaire » officiel de la Douma, 1912.

LES PARTIS A LA III^e DOUMA

Grands propriétaires fonciers :

Droite — 46
Nationalistes — 74
Nationalistes indépendants — 17
Octobristes de droite — 11
Octobristes — 120
Total des partis gouvernementaux — 268

Bourgeoisie :

Progressistes — 36
Cadets — 52
Union polonaise — 11
Groupe des Polonais, Lituaniens et Biélorussiens — 7
Groupe musulman — 9
Total des libéraux — 115

Démocratie bourgeoise : Groupe troudivik — 14

Démocratie ouvrière : Social-démocrates — 13

Total des démocrates — 27

Sans parti — 27

Total — 437

La III^e Douma comptait deux majorités : 1) la droite et les octobristes = 268 sur 437 ; 2) octobristes et libéraux = 120 + 115 = 235 sur 437. Les deux majorités étaient contre-révolutionnaires

Publié le 23 (10) mai dans le n° 5 du journal Nevskaja Zvezda [Etoile de la Néva]

L'ESSOR RÉVOLUTIONNAIRE

La grève grandiose déclenchée au mois de mai par le prolétariat de Russie et les manifestations de rue qui s'y rattachent, les tracts révolutionnaires et les discours révolutionnaires prononcés devant des foules d'ouvriers ont montré avec éclat que la Russie est entrée dans une phase d'essor de la révolution.

Cet essor n'a rien d'inattendu. Non, il était préparé depuis longtemps par toutes les conditions de la vie russe ; les grèves de masse provoquées par les fusillades de la Léna¹⁶⁴ et le 1^{er} mai ont marqué son avènement définitif. Le triomphe momentané de la contre-révolution était indissolublement lié au déclin de la lutte des masses ouvrières. Le nombre des grévistes donne une idée de l'étendue de cette lutte, idée approximative il est vrai, mais absolument objective et précise.

Au cours des dix années qui ont précédé la révolution, de 1895 à 1904, le nombre de grévistes était en moyenne de 43.000 par an (en chiffres ronds). En 1905, 2.750.000 ; en 1906, 1 million ; en 1907, 750.000. Les trois années de la révolution ont été marquées par un essor du mouvement gréviste du prolétariat, *tel que le monde n'en avait encore jamais vu*. Son déclin, qui commença en 1906 et 1907, s'est définitivement précisé en 1908 : 175.000 grévistes. Le coup d'Etat du 3 juin 1907, qui rétablit l'autocratie du tsar en alliance avec la Douma des propriétaires fonciers cent-noirs et des gros bonnets du commerce et de l'industrie, fut le résultat certain d'une dépression de l'énergie révolutionnaire des masses.

Les trois années de 1908 à 1910 furent marquées par le déchaînement de la contre-révolution des Cent-Noirs, par la trahison de la bourgeoisie libérale, par l'abatement et la décadence au sein du prolétariat. Le nombre des grévistes ne cessait de diminuer, tombant à 60.000 en 1909 et à 50.000 en 1910.

Mais dès la fin de 1910 un tournant très net s'annonce. Les manifestations à l'occasion de la mort du libéral Mouromtsev et de Léon Tolstoï de même que le mouvement d'étudiants montrent clairement que le vent a tourné ; qu'un certain revirement est survenu dans l'esprit des masses démocratiques. En 1911, les masses ouvrières passent graduellement à *l'offensive* : le nombre des grévistes atteint les 100.000. Partout des signes apparaissent, témoignant que la lassitude, la torpeur causées par le triomphe de la contre-révolution disparaissent, et que de nouveau *l'on est sollicité* vers la révolution. Résumant la situation, la Conférence nationale du P.O.S.D.R., tenue en janvier 1912, constatait « un commencement d'animation politique dans les larges milieux de la démocratie et, en premier lieu, parmi le prolétariat. Les grèves ouvrières de 1910 à 1911, le début des manifestations et meetings prolétariens, le début d'un mouvement parmi la démocratie bourgeoise des villes (grèves d'étudiants), etc., tout cela montre que l'esprit révolutionnaire des masses contre le régime du 3 juin va croissant ». (Voyez l'« Information » sur la Conférence, p. 18.)

Vers le deuxième trimestre de l'année en cours, cet état d'esprit s'était accru au point de s'affirmer dans l'action des masses, et il a suscité un essor *révolutionnaire*. Le cours des événements depuis dix-huit mois montre à l'évidence que cet essor n'a rien d'accidentel, que son avènement est tout à fait logique et qu'il est forcément déterminé par tout le développement antérieur de la Russie.

Le massacre de la Léna fut un stimulant pour transformer l'esprit révolutionnaire des masses en essor révolutionnaire des masses. Rien de plus faux que l'assertion libérale reprise à la suite des liquidateurs par Trotski dans la *Pravda* de Vienne, assertion suivant laquelle « la lutte pour la liberté de coalition est à la *base* du drame de la Léna comme du puissant retentissement qu'il eut dans le pays ». La liberté de coalition n'était ni la revendication spécifique, ni la revendication principale de la grève de la Léna. Ce n'est nullement l'absence de liberté de coalition que la fusillade de la Léna a révélée, mais l'absence de liberté... contre les provocations, la servitude et l'arbitraire généralisés.

Le massacre de la Léna, comme nous l'avons déjà établi dans le numéro 26 du *Social-Démocrate*, fut l'image saisissante de *tout* le régime de la monarchie du 3 juin. Ce qui caractérise les événements de la Léna ce n'est point la lutte pour un des *droits* du prolétariat, fût-ce le plus cardinal, le plus important. Ce qui les caractérise c'est, sous *tous* les rapports, l'absence complète de la légalité la plus élémentaire. Le caractère, c'est qu'un provocateur, un espion, un agent de la police secrète, un valet du tsar se soit engagé dans la voie des fusillades en masse, sans aucune raison politique. L'arbitraire qui pèse sur toute la vie russe, la désespérance et l'impossibilité de toute lutte pour les différents *droits*, l'incorrigibilité de la monarchie du tsar et de tout son régime, voilà précisément ce qu'ont révélé les événements de la Léna avec tant d'éclat, *enflammant* les masses du feu *révolutionnaire*.

Si les libéraux se sont mis et se mettent en quatre pour présenter les événements de la Léna et les grèves de mai comme un mouvement syndical et une lutte en faveur des « droits », il en va tout autrement pour quiconque n'est pas aveuglé par des discussions pareilles à celles des libéraux (et des liquidateurs). Le caractère *révolutionnaire* de la grève de masse apparaît clairement, caractère particulièrement souligné dans le manifeste du 1^{er} mai, publié à Pétersbourg par divers groupes social-démocrates (et même par un groupe d'ouvriers socialistes-révolutionnaires). Manifeste que nous reproduisons intégralement dans notre chronique et qui reprend les mots d'ordre lancés en janvier 1912 par la Conférence nationale du P.O.S.D.R.

Au reste, ce n'est point dans les mots d'ordre qu'il faut chercher la confirmation essentielle du caractère révolutionnaire des grèves de la Léna et des grèves de mai. Les mots d'ordre n'ont fait que *formuler* ce qu'attestaient les faits. Les grèves de masse gagnant une région après l'autre, leur développement considérable, la rapidité de propagation, le courage des ouvriers, la fréquence des meetings et des discours révolutionnaires, la revendication de la suppression des amendes pour avoir fêté le 1^{er} mai, la combinaison de la grève politique et de la grève économique, que nous connaissons depuis la première révolution russe : tout cela montre à l'évidence le vrai caractère du mouvement, c'est-à-dire de *l'essor révolutionnaire des masses*.

Voyez l'expérience de 1905. Les événements nous montrent que la *tradition* de la grève révolutionnaire de masse *n'est pas morte* parmi les ouvriers, et que ceux-ci s'en sont aussitôt emparés pour la faire revivre. La vague de grèves qui déferla sur la Russie en 1905, et dont la puissance n'a pas d'égale au monde, compta 810 000 grévistes au premier trimestre et 1.277.000 au quatrième, la grève économique étant combinée avec la grève politique. D'après des estimations approximatives, près de 300 000 ouvriers ont participé aux grèves de la Léna, 400 000 à celles de mai ; et le nombre des grèves ne fait qu'augmenter. A chaque édition, les journaux — même libéraux — annoncent que l'incendie des grèves gagne de proche en proche. Le deuxième trimestre de 1912 n'est pas encore tout à fait passé, et cependant l'on peut constater dès à présent que, à en juger par l'extension du mouvement gréviste, le début de l'essor révolutionnaire de 1912 *n'est pas moindre, mais plus grand même* que le début de l'essor révolutionnaire de 1905 !

La révolution russe a, la première, développé sur une vaste échelle cette méthode prolétarienne d'agitation, ce moyen d'éveiller, de grouper et d'entraîner dans la lutte les masses. Cette méthode le prolétariat, aujourd'hui, l'applique de nouveau et d'une main plus ferme encore. Aucune force au monde ne serait capable de réaliser ce que l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat réalise par cette méthode. Un immense pays, d'une population de 150 millions d'habitants, disséminée sur un vaste territoire, morcelée, opprimée, asservie, ignorante, protégée contre toute « influence pernicieuse » par les autorités, par une nuée de policiers, d'espions, — ce pays *tout entier* entre en effervescence. Les couches les plus retardataires des ouvriers et des paysans entrent en contact direct ou indirect avec les grévistes. On voit apparaître subitement des centaines de milliers d'agitateurs révolutionnaires, dont l'influence est infiniment accrue du fait qu'ils sont étroitement liés à la base, aux masses ; qu'ils restent dans leurs rangs, luttent pour les besoins les plus pressants de *chaque* famille ouvrière ; qu'ils savent lier cette lutte immédiate pour les besoins matériels pressants à une protestation politique et à la lutte contre la monarchie. Car la contre-révolution a fait naître parmi des millions et des dizaines de millions d'hommes une haine implacable contre la monarchie, un commencement de compréhension du rôle qu'elle joue ; et maintenant le mot d'ordre des ouvriers avancés de la capitale — Vive la république démocratique ! — se répand, après chaque grève, par des milliers de canaux, dans les couches retardataires, dans les provinces reculées, dans le « peuple », « au fin fond de la Russie ».

Très caractéristiques sont les propos que tient sur la grève le libéral Sévérianine, auxquels les *Rousskié Viédomosti* font bon accueil, et que s'empresse de reproduire la *Retch* ;

Les ouvriers ont-ils quelque raison de mêler des revendications économiques ou autres (!) à la grève du 1^{er} mai ? interroge M. Sévérianine, et il répond : j'ose affirmer qu'ils n'en ont aucune. On ne peut et l'on ne doit commencer une grève économique qu'après avoir soigneusement pesé ses chances... Aussi bien il n'y a, le plus souvent, aucune raison de lier de telles grèves précisément au premier mai... Et n'est ce pas plutôt étrange : nous célébrons la journée internationale des travailleurs et à cette occasion nous exigeons une augmentation de 10 % sur le calicot de telles et telles sortes.

Ainsi raisonne un libéral ! Et cette platitude sans nom, cette bassesse et cette abjection est acceptée avec sympathie par les journaux libéraux « les meilleurs », ceux qui se prétendent démocratiques !

La cupidité la plus grossière du bourgeois, la plus basse lâcheté du contre-révolutionnaire, voilà ce que cachent les phrases à effet d'un libéral. Il voudrait qu'on ne touche pas aux coffres-forts du patronat. Il voudrait une

manifestation bien « ordonnée » et « inoffensive » en faveur de la « liberté de coalition » ! Or, au lieu de tout cela, le prolétariat entraîne les masses dans une grève *révolutionnaire*, qui lie intimement le politique à l'économique, une grève qui attire les couches les plus arriérées par le succès de la lutte en faveur d'une amélioration immédiate de la vie des ouvriers, et qui, en même temps, soulève le peuple *contre la monarchie du tsar*.

Oui, l'expérience de 1905 a créé une grande, une profonde tradition, celle des grèves de masse. Et il ne faut pas oublier à quoi aboutissent ces grèves en Russie. Les grèves de masse persistantes sont indissolublement liées, chez nous, à *l'insurrection armée*.

Que l'on n'aille pas mal interpréter ces mots. Il ne s'agit point là d'un *appel* à l'insurrection. Pareil appel serait chose bien déraisonnable à l'heure présente. Il s'agit d'établir une *liaison* entre une grève et une insurrection en Russie.

Comment l'insurrection s'est-elle *développée* en 1905 ? Premièrement, les grèves de masse, les démonstrations et les meetings multipliaient les collisions de la foule avec la police et la troupe. Deuxièmement, les grèves de masse ont poussé les paysans à des soulèvements partiels, sporadiques, à demi spontanés. Troisièmement, les grèves de masse ont rapidement gagné l'armée et la marine, provoquant des collisions sur le terrain économique («révoltes» des «fayots» et autres), et puis des insurrections. Quatrièmement, la contre-révolution *elle-même* commençait la guerre civile par des pogroms, des massacres de démocrates, etc.

Si la révolution de 1905 s'est terminée par une défaite, ce n'est pas parce qu'elle est ailée « trop loin », ou que l'insurrection de décembre était « artificielle », comme se l'imaginent les renégats parmi les libéraux, etc. Au contraire, la raison de sa défaite provient de ce que l'insurrection n'a pas été *assez* loin ; de ce que la conscience de sa nécessité n'était pas suffisamment répandue ni solidement ancrée chez les classes révolutionnaires ; de ce que l'insurrection n'a pas été unanime, décisive, organisée, simultanée, agressive.

Voyons maintenant si l'on observe à l'heure actuelle des signes de *croissance de l'insurrection*. Pour ne pas se laisser emporter trop loin par l'enthousiasme révolutionnaire, prenons les *octobristes* à témoin. L'Union allemande des octobristes de Pétersbourg appartient en majeure partie aux octobristes « de gauche » et aux octobristes « constitutionnels », que les cadets aiment particulièrement et qui sont très capables (en comparaison des autres octobristes et cadets) d'observer avec plus d'« objectivité » les événements, sans chercher à effrayer les autorités par le spectre de la révolution.

L'organe de ces octobristes, la *St. Petersburger Zeitung*, écrivait dans son aperçu sur la politique de la semaine le 6 (19) mai :

Voici le mois de mai. Indépendamment du temps, ce mois est ordinairement peu agréable pour les habitants de la capitale, car il commence par la « fête » des *prolétaires*. Cette année, les ouvriers se trouvant encore sous l'impression des manifestations de la Léna, le 1er mai était particulièrement dangereux. Saturé par toutes sortes de rumeurs sur les grèves et les manifestations, l'air de la capitale sentait l'orage. Notre fidèle police était visiblement agitée ; elle opérait des perquisitions, procédait à des arrestations, alertait de forts détachements afin d'empêcher les manifestations de rue ! Le fait que la police n'a rien trouvé de plus intelligent que de perquisitionner les rédactions des journaux ouvriers et d'en arrêter les rédacteurs, ne témoigne guère d'une connaissance trop profonde des fils qui faisaient mouvoir les régiments de marionnettes ouvrières. Or ces fils existent. Témoin la discipline de la grève et beaucoup d'autres circonstances. C'est ce qui rend si redoutable cette grève de mai, la plus grande que l'on ait jamais vue jusqu'ici : y ont participé 100000 ou même 150.000 ouvriers de grands et petits ateliers. Cela n'a été qu'une paisible parade, mais la cohésion de cette armée était remarquable. D'autant plus qu'à côté de l'agitation récente des ouvriers, d'autres symptômes inquiétants ont pu être notés. Sur divers bâtiments de notre flotte, des *matelots* ont été arrêtés pour propagande révolutionnaire. A en juger par les informations parues dans la presse, la situation est loin d'être bonne sur nos navires de guerre, déjà peu nombreux ... Les *cheminots*, eux aussi, provoquent des inquiétudes. Nulle part, il est vrai, on n'a enregistré même de vellétés de grève, cependant des arrestations aussi saillantes que celle, par exemple, du sous-chef d'une gare de la ligne Nicolas, A. A. Ouchakov, montrent que là aussi il y a quelque danger. Les tentatives révolutionnaires de masses ouvrières sans maturité ne peuvent évidemment qu'exercer une mauvaise influence sur l'issue des élections à la Douma. Ces vellétés sont d'autant plus absurdes que... « le tsar a fait nommer Manoukhine et le Conseil d'Etat a approuvé l'assurance ouvrière » !!

Ainsi raisonne l'octobriste allemand. Indiquons de notre côté qu'en ce qui concerne les marins, nous avons reçu des informations locales précises, témoignant que le *Novoié Vrémia* a exagéré, grossi les choses. *L'Okhrana* « travaille » manifestement à coups de provocations. Des tentatives prématurées d'insurrection seraient archi-

déraisonnables. L'avant-garde ouvrière doit comprendre que les conditions essentielles d'une insurrection armée opportune — c'est-à-dire victorieuse en Russie, c'est, pour la classe ouvrière, de s'assurer l'appui de la paysannerie démocratique et la participation active de l'armée.

Les grèves de masse aux époques révolutionnaires ont leur force logique. Elles jettent des centaines de milliers, des millions d'étincelles dans toutes les directions, cependant que tout autour est disséminée la matière inflammable : irritation la plus extrême, souffrances inouïes de la faim, arbitraire sans nom, outrages impudents et cyniques envers les « pauvres », le « moujik », le simple soldat Ajoutez à cela la frénésie des persécutions et des pogroms déchaînés contre les Juifs par les Cent-Noirs, persécutions que soutient et dirige sous main la clique de la cour du stupide et sanglant Nicolas Romanov ... « Il en a été et il en sera toujours ainsi¹⁶⁵ », paroles symptomatiques prononcées par le ministre Makarov, et qui se retournent contre lui-même, contre sa classe et contre son tsar des propriétaires fonciers !

L'essor révolutionnaire des masses impose de grandes responsabilités à tout ouvrier social-démocrate, à tout démocrate honnête. « Soutenir de toutes les manières le mouvement naissant des masses (il faudrait dire aujourd'hui : le mouvement *révolutionnaire* des masses *qui a commencé*) et assurer son extension sous les mots d'ordre du Parti, appliqués sans réserve » : c'est ainsi que la Conférence nationale du P.O.S.D.R. a défini ces responsabilités. Les mots d'ordre du Parti — république démocratique, journée de 8 heures, confiscation de toutes les terres appartenant aux grands propriétaires fonciers — doivent devenir les mots d'ordre de l'*ensemble* de la démocratie, ceux de la révolution *du peuple*.

Pour soutenir et étendre le mouvement des masses, il faut de l'*organisation et encore de l'organisation*. Sans un parti illégal, on ne peut mener ce travail, et il est inutile de s'attarder là-dessus. Tout en soutenant et développant l'offensive des masses, il faut soigneusement tenir compte de l'expérience de 1905 et, affirmant la nécessité et l'inéluctabilité de l'insurrection, prévenir et contenir toute tentative *prématurée* de ce genre. L'extension des grèves de masse, l'entraînement des autres classes à la lutte, l'état des organisations, le moral des masses, tous ces indices marqueront d'eux-mêmes le moment où toutes les forces devront s'unir dans un assaut unanime, décisif, agressif, intrépide de la révolution contre la monarchie du tsar.

Sans une révolution victorieuse, pas de liberté en Russie.

Sans le renversement de la monarchie du tsar par l'insurrection des prolétaires et des paysans, pas de révolution victorieuse en Russie.

Publié le 17 (4) juin 1912 dans le numéro 27 du Social-Démocrate.

DEUX UTOPIES

Utopie est un mot grec : *u* en grec signifie non, et *topos*, lieu. L'utopie est un lieu inexistant, une fantaisie, une invention, un conte.

L'utopie en politique est un genre de souhait que l'on ne saurait aucunement réaliser, ni maintenant, ni plus tard, — un souhait qui ne prend pas appui sur les forces sociales, ni ne s'étaye de la croissance, du développement des forces politiques, des forces de classe.

Moins il y a de liberté dans un pays, plus pauvrement se manifeste la lutte ouverte des classes, plus bas est le niveau d'instruction des *masses*, — plus facilement surgissent d'ordinaire les utopies politiques, et plus longtemps elles se maintiennent.

Dans la Russie de nos jours, deux genres d'utopies politiques se maintiennent le plus solidement et exercent, par leur attrait, une certaine influence sur les masses. C'est l'utopie libérale et l'utopie populiste.

L'utopie libérale prétend que l'on pourrait par la paix et la bonne entente, sans léser personne, sans destituer les Pourichkévitich, sans une lutte de classe acharnée et poussée jusqu'au bout, obtenir des améliorations tant soit peu sérieuses en Russie, dans sa liberté politique, dans la situation des masses du peuple travailleur. C'est l'utopie de la *paix* entre une Russie libre et les Pourichkévitich.

L'utopie populiste est une rêverie d'intellectuel-populiste et de paysan-troudovik, prétendant que l'on pourrait, par un nouvel et juste partage de toutes les terres, *supprimer* le pouvoir et la domination du capital, supprimer l'esclavage salarié, — ou que l'on pourrait *maintenir* un partage « équitable », « égalitaire » du sol, sous la domination du capital, sous le pouvoir de l'argent, sous le régime de la production marchande.

Qu'est-ce qui a engendré ces utopies ? Pourquoi se maintiennent elles assez solidement dans la Russie de nos jours ?

Elles ont été engendrées par les intérêts des classes qui mènent la lutte contre le vieil ordre de choses, contre la féodalité, l'arbitraire, en un mot « contre les Pourichkévitich », — et qui, dans cette lutte, n'occupent pas une position indépendante. L'utopie, les rêveries sont les fruits de cette dépendance, de cette *faiblesse*. La rêverie est la part des *faibles*.

La bourgeoisie libérale dans son ensemble, les intellectuels bourgeois libéraux surtout, ne peuvent pas ne pas aspirer à la liberté et à la légalité ; car sans cela, la domination de la bourgeoisie n'est pas complète, n'est pas absolue, n'est pas assurée. Mais la bourgeoisie craint le mouvement des masses *plus* que la réaction. D'où la *faiblesse* surprenante, incroyable, du libéralisme en politique, son impuissance totale. D'où une succession interminable d'équivoques, de mensonges, d'hypocrisies, de peureuses dérobades dans toute la politique des libéraux, qui *doivent* jouer au démocratism pour gagner à soi les masses et qui, en même temps, sont profondément antidémocratiques, profondément hostiles au mouvement des masses, à leurs initiatives, à leur manière de « faire l'assaut du ciel¹⁶⁶ », comme l'a dit un jour Marx, en parlant d'un des mouvements de masse européens du siècle passé.

L'utopie du libéralisme est celle de l'impuissance dans l'œuvre d'émancipation politique de la Russie ; l'utopie du cupide gros-sac, qui entend partager « pacifiquement » les privilèges avec les Pourichkévitich et présente ce noble désir comme une théorie de la victoire « pacifique » de la démocratie russe. L'utopie libérale rêve de vaincre les Pourichkévitich sans leur infliger de défaite, de les briser sans leur faire de mal. Il est clair que *cette* utopie est nuisible, non seulement parce que c'est une utopie, mais aussi parce qu'elle *pervertit* la conscience démocratique des masses. Les masses qui croient à *cette* utopie ne conquerront jamais la liberté ; de telles masses sont indignes de la liberté ; de telles masses ont parfaitement mérité d'être bafouées par les Pourichkévitich.

L'utopie des populistes et des troudoviks est la rêverie du petit patron qui tient le milieu entre le capitaliste et l'ouvrier salarié, et pense qu'il est possible de supprimer l'esclavage salarié sans lutte de classes. Lorsque la libération économique deviendra pour la Russie une question *actuelle*, aussi immédiate, aussi directe que l'est aujourd'hui celle de la libération politique, l'utopie des populistes s'avérera *non moins* nuisible que l'utopie des libéraux.

Mais aujourd'hui la Russie en est encore à l'époque de sa transformation bourgeoise, et non prolétarienne : ce qui est venu à *complète* maturité, ce n'est pas la question de l'affranchissement économique du prolétariat, mais celle de la liberté politique, c'est-à-dire (au fond) la question de la liberté bourgeoise complète.

Et dans cette dernière question, l'utopie des populistes joue un rôle historique d'un genre particulier Utopie en ce qui touche la question de savoir ce que doivent être (et seront) les conséquences économiques du nouveau partage des terres, elle est le compagnon de route et le *symptôme* du grand essor *démocratique* des masses paysannes, c'est-à-dire des masses qui composent la *majorité* de la population de la Russie bourgeoise-féodale d'aujourd'hui (Dans la Russie purement bourgeoise, comme dans l'Europe purement bourgeoise, la paysannerie ne formera pas la majorité de la population.)

L'utopie des libéraux pervertit la conscience démocratique des masses. L'utopie des populistes, en pervertissant leur conscience *socialiste*, est le compagnon de route, le symptôme, voire en partie l'expression de leur essor démocratique.

La dialectique de l'histoire est que les populistes et les trouroviks proposent et réalisent, comme remède anticapitaliste, une mesure capitaliste éminemment conséquente et énergique dans la question agraire en Russie. L'« égalitarisme » du nouveau partage des terres est une utopie ; mais la rupture complète, indispensable pour le *nouveau* partage, avec toutes les vieilles formes de propriété terrienne — seigneuriale, par lots concédés et « de l'Etat », — est, pour un pays comme la Russie, la mesure économique progressive, la plus nécessaire, la plus impérieuse dans le sens démocratique bourgeois.

Il ne faut pas oublier le mot remarquable d'Engels :

Ce qui est faux dans un sens économique formel peut être vrai dans le sens historique universel¹⁶⁷.

Engels a formulé cette thèse profonde au sujet du socialisme utopique : ce socialisme était « faux » dans le sens économique formel. Ce socialisme était « faux » lorsqu'il proclamait que la plus-value était une *injustice* du point de vue des lois de l'échange

Contre *ce* socialisme, les théoriciens de l'économie politique bourgeoise avaient raison dans Se sens économique formel, car la plus-value dérive des lois de l'échange d'une façon parfaitement « naturelle », d'une façon parfaitement « juste ».

Mais le socialisme utopique avait *raison* dans le sens historique universel, car il était le symptôme, l'interprète, le précurseur de la classe qui, engendrée par le capitalisme, s'est développée dès lors vers le début du XX^e siècle, en une force imposante, capable de mettre fin au capitalisme, et qui s'achemine de façon irrésistible vers ce dénouement.

Il importe de se rappeler la thèse profonde d'Engels lorsqu'on veut apprécier l'utopie contemporaine, populiste ou trourovique en Russie (peut-être pas seulement en Russie, mais dans toute une série d'Etats asiatiques qui traversent, au XX^e siècle, des révolutions bourgeoises).

Le *démocratisme* populiste, faux dans un sens économique formel, est une vérité dans le sens *historique* ; faux comme utopie socialiste, *ce* démocratisme est une *vérité* de cette lutte démocratique originale historiquement déterminée des masses paysannes, qui constitue un élément inséparable de la transformation bourgeoise et la condition de sa victoire complète.

L'utopie libérale désapprend la lutte aux masses paysannes. L'utopie populiste traduit leur volonté de lutte, leur promettant en cas de victoire un million de bienfaits, alors qu'en réalité cette victoire ne leur en donnera qu'une centaine. Mais n'est-il pas naturel que les millions d'hommes qui marchent à la lutte et qui, depuis des siècles vivent dans d'incroyables ténèbres, dans le besoin, la misère, la crasse, l'abandon, la dépression s'exagèrent au décuple les fruits de la victoire éventuelle ?

L'utopie libérale masque la cupidité des nouveaux exploiters, désireux de partager les privilèges avec les anciens exploiters. L'utopie populiste traduit la volonté qu'ont les millions de travailleurs de la petite bourgeoisie, d'en finir *une fois pour toutes* avec les anciens exploiters, les exploiters féodaux ; elle est l'espoir trompeur de pouvoir supprimer « du même coup » les exploiters nouveaux, capitalistes.

Il est clair que les marxistes, hostiles à *toute* utopie, doivent défendre l'indépendance de la classe qui peut lutter avec *abnégation* contre le féodalisme, justement parce qu'elle n'a pas « trempé l'ongle » même d'un centième, dans la propriété qui fait de la bourgeoisie un adversaire hésitant et souvent un allié des féodaux. Les paysans ont « trempé l'ongle » dans la petite production marchande ; ils *peuvent*, avec un concours favorable de circonstances historiques, obtenir la suppression la plus complète du féodalisme ; mais ils manifesteront *toujours*, non par hasard, mais inévitablement, certains flottements entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre le libéralisme et le marxisme.

Il est clair que les marxistes doivent dégager avec soin de la coquille des utopies populistes, le noyau sain et précieux du démocratisme de combat, sincère et résolu, des masses paysannes.

Dans la vieille littérature marxiste de 1880-1890, on découvre une tendance constante à dégager ce précieux noyau démocratique. Un jour les historiens étudieront avec méthode cette tendance et découvriront sa liaison avec ce qui a reçu le nom de « bolchévisme », dans la première décade du XX^e siècle.

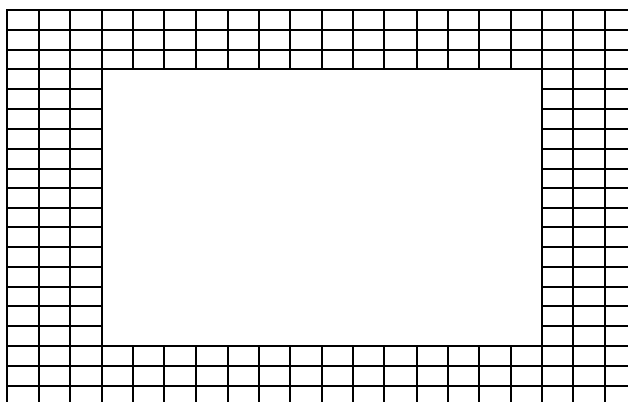
Écrit en octobre 1912. Publié en 1924, dans le n° 1 de la revue Jizn.

LA GRANDE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SEIGNEURIALE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE EN RUSSIE

A l'occasion du tout récent anniversaire du 19 février 1861¹⁶⁸ il ne sera pas superflu de rappeler la répartition actuelle des terres dans la Russie d'Europe.

La dernière statistique officielle de la répartition des terres dans la Russie d'Europe a été publiée par le ministère de l'Intérieur et concerne l'année 1905.

Cette statistique établit qu'il y avait alors près de 30 000 (en chiffre rond) grands propriétaires fonciers, détenant chacun plus de 500 déciatines de terre ; la terre en leur possession se chiffrait par 70.000.000 de déciatines environ.



10 000 000 environ de foyers de paysans pauvres possèdent à eux tous une *même quantité* de terre.

En moyenne, il y a donc pour un grand propriétaire foncier environ 330 familles de paysans pauvres, et chaque famille paysanne possède près de 7 (*sept*) déciatines, tandis que chaque grand propriétaire possède près de 2.300 (*deux mille trois cents*) déciatines.

C'est pour illustrer cette situation que le dessin ci-dessus a été établi.

Le grand rectangle blanc du milieu représente le domaine d'un grand propriétaire foncier, les petits carrés, tout autour, ce sont les petits terrains des paysans.

Il y a 324 petits carrés, et la surface du rectangle blanc égale 320 petits carrés.

Publié le 15 (2) mars 1913 dans le journal Pravda, n° 51 (255).

L'EUROPE ARRIÉRÉE ET L'ASIE AVANCÉE

Ces mots juxtaposés semblent un paradoxe. Qui ne sait pas que l'Europe est avancée et que l'Asie est arriérée ? Pourtant, les mots qui forment le titre de cet article renferment une amère vérité.

L'Europe civilisée et avancée, avec sa technique brillamment développée, avec sa riche et multiple culture et sa Constitution, est arrivée à un moment historique où la bourgeoisie qui commande, soutient, par crainte du prolétariat grandissant en nombre et en force, tout ce qui est arriéré, agonisant, moyenâgeux. La bourgeoisie en voie de disparition s'allie à toutes les forces périmées ou périlicant pour maintenir l'esclavage salarié ébranlé.

Dans l'Europe avancée commande la bourgeoisie, qui soutient tout ce qui est arriéré. De nos jours l'Europe est avancée, non pas *grâce* à la bourgeoisie, mais *malgré* elle ; car seul le prolétariat voit augmenter les millions de combattants qui forment son armée en lutte pour un avenir meilleur ; lui seul garde et répand une haine implacable pour tout ce qui est arriéré, pour la sauvagerie, les privilèges, l'esclavage et l'humiliation de l'homme par l'homme.

Dans l'Europe « avancée », *seul* le prolétariat est une classe *avancée*. Tandis que la bourgeoisie encore en vie est prête à tous les actes de sauvagerie, de férocité et à tous les crimes pour sauvegarder l'esclavage capitaliste en perdition.

On ne saurait guère fournir un exemple plus frappant de cette putréfaction de *toute* la bourgeoisie européenne, que celui de son soutien de la *réaction* en Asie, pour les buts intéressés des brasseurs d'affaires de la finance et des escrocs capitalistes.

En Asie croît, s'étend et se fortifie partout un puissant mouvement démocratique. La bourgeoisie y est *encore* avec le peuple, contre la réaction. Des *centaines* de millions d'hommes s'éveillent à la vie, à la lumière, à la liberté. Quel enthousiasme ce mouvement universel provoque dans le cœur de tous les ouvriers conscients, qui savent que le chemin du collectivisme passe par la démocratie ! De quelle sympathie sont pénétrés tous les démocrates honnêtes pour la jeune Asie !

Et l'Europe « avancée » ? Elle pille la Chine et aide les ennemis de la démocratie, les ennemis de la liberté en Chine !

Voici un petit calcul simple, mais édifiant. Le nouvel emprunt de Chine a été contracté *contre* la démocratie chinoise: L'« Europe » est *pour* Yuan Chi Kaï qui prépare la dictature militaire. Et pourquoi le soutient-elle ? Parce qu'elle fait une bonne affaire. L'emprunt a été contracté pour une somme d'environ 250 millions de roubles, au cours de 84 pour 100. Cela veut dire que les bourgeois d'« Europe » *payent* aux Chinois 210 millions de roubles, tandis qu'ils font payer au public 225 millions. Voilà d'un seul coup, en quelques semaines, un bénéfice net de 75 *millions de roubles* ! N'est-ce pas, en effet, un bénéfice « *net* » ?

Et si le peuple chinois ne reconnaît pas l'emprunt ? La Chine n'est-elle pas une République, et la majorité du parlement n'est-elle pas *contre* l'emprunt ?

Oh, alors, l'Europe « avancée » poussera des cris à propos de « civilisation », d'« ordre », de « culture », de « Patrie » ! Alors elle fera donner du *canon* et écrasera la République de l'Asie « arriérée », en alliance avec l'aventurier, le traître et l'ami de la réaction Yuan Chi Kaï !

Toute l'Europe qui commande, toute la bourgeoisie européenne *fait alliance* avec toutes les forces de la réaction et du moyen âge, en Chine.

En revanche toute la jeune Asie, c'est-à-dire des centaines de millions de travailleurs d'Asie ont un allié sûr dans le prolétariat de tous les pays civilisés. Nulle force au monde ne pourra empêcher sa victoire, qui affranchira les peuples d'Europe comme les peuples d'Asie.

Publié le 31 (18) mai 1913 dans le journal Pravda, n° 113 (317).

DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Le paragraphe 9 du programme des marxistes russes, qui traite du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, a provoqué ces derniers temps (ainsi que nous l'avions déjà indiqué dans le *Prosvièchtchénié*¹⁶⁹) toute une campagne des opportunistes. Le liquidateur russe Semkovski, dans la feuille liquidatrice de Péters-bourg, le bundiste Liebmann et le socialiste nationaliste ukrainien Iourkévitich, dans leurs organes respectifs, ont attaqué véhémentement ce paragraphe pour lequel ils affectent le plus profond dédain. Nul doute que cette « invasion d'éléments multinationaux » de l'opportunisme contre notre programme marxiste ne soit étroitement liée aux actuels flottements nationalistes en général. Aussi estimons-nous opportun de procéder à une analyse minutieuse de la question soulevée. Notons seulement qu'aucun des opportunistes mentionnés n'a produit un seul argument qui lui soit propre : tous ils se bornent à répéter ce que Rosa Luxembourg¹⁷⁰ avait dit en 1908-1909 dans son long article en langue polonaise : « La question nationale et l'autonomie. » Ce sont aussi les arguments « originaux » de cet auteur que nous aurons le plus souvent à considérer dans le cours de notre exposé

1. QU'EST-CE QUE LA LIBRE DISPOSITION DES NATIONS ?

Cette question se pose tout naturellement d'abord, lorsqu'on essaye d'envisager en marxiste ce qu'on appelle la libre disposition. Que faut-il entendre par là ? Chercherons-nous la réponse dans les définitions juridiques tirées de toutes sortes de « notions générales » de droit ? Ou faut-il la chercher dans l'étude historico-économique des mouvements nationaux ?

Rien d'étonnant que les Semkovski, Liebmann et Iourkévitich ne se soient pas même avisés de poser cette question ; ils s'en tiennent quittes pour dénigrer simplement le « manque de clarté » du programme marxiste, et ils ignorent même apparemment, dans leur simplicité, que le programme russe de 1903 comme aussi la résolution du congrès international tenu à Londres en 1896 (nous reviendrons là-dessus en détail) traitent de la libre disposition des nations. Ce qui est bien plus étonnant, c'est que Rosa Luxembourg, qui a tant déclamé sur le caractère prétendument abstrait et métaphysique de ce paragraphe, soit elle même tombée dans ce péché d'abstraction et de métaphysique. Elle se perd constamment dans des considérations générales sur la libre disposition (jusqu'à spéculer de façon tout à fait plaisante sur la manière dont il faut reconnaître la volonté d'une nation), sans nulle part poser explicitement cette question : le fond du problème est-il dans les définitions juridiques ou dans l'expérience des mouvements nationaux du monde entier ?

Poser d'une façon précise cette question, qu'un marxiste ne peut éluder, ruinerait d'emblée les neuf dixièmes des arguments de Rosa Luxembourg. Ce n'est pas la première fois que des mouvements nationaux apparaissent en Russie, et ils ne sont pas propres à ce pays seul. Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme s'est accompagnée de mouvements nationaux. La base économique de ces mouvements, c'est que, pour une victoire complète de la production marchande, il fallait que la bourgeoisie conquît le marché intérieur ; il fallait que s'unissent en Etat les territoires dont la population parle la même langue, et que soit écarté tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est un grand moyen de communication entre les hommes. L'unité de la langue, le libre développement de cette dernière sont une des conditions les plus importantes d'échanges commerciaux vraiment libres, vraiment larges et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec tout patron, grand ou petit, avec tout vendeur et tout acheteur.

La formation *d'Etats nationaux* qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent ; et pour toute l'Europe occidentale — bien mieux, pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est *typique*, normal en période capitaliste, c'est donc l'Etat national.

Par conséquent, si nous voulons, sans jouer sur les définitions juridiques, sans « inventer » de notions abstraites, mais en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, comprendre ce qu'est la libre disposition des nations, nous ne pouvons manquer d'aboutir à cette conclusion : par libre disposition des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec des collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants.

Nous verrons par la suite pour quelles autres raisons encore il serait faux d'entendre par droit de libre disposition autre chose que le droit d'exister comme Etat distinct. Maintenant, nous devons nous arrêter sur ceci : comment

Rosa Luxemburg a tenté d'«esquiver» l'inévitable conclusion touchant les causes économiques profondes de la tendance à constituer un Etat national ? Rosa Luxemburg connaît fort bien la brochure de Kautsky : *Nationnlität und Internationalität* (supplément de la *Neue Zeit*, n° 1, 1907-8, traduite en russe dans la revue *Naoutchnaïa Mysl*, Riga 1910). Elle sait que Kautsky, après avoir minutieusement analysé au § 4 de cette brochure la question de l'Etat national, est arrivé à la conclusion qu'Otto Bauer « sous-estime la force de la tendance à constituer un Etat national » (p. 23 de la brochure citée). Rosa Luxemburg cite elle-même ces mots de Kautsky : « L'Etat national est la forme d'Etat *qui correspond le mieux* aux conditions modernes » (c'est-à-dire du capitalisme, de la civilisation, du progrès économique, à la différence des conditions moyenâgeuses, d'avant le capitalisme, etc.) ; « il est la forme dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches » (c'est-à-dire assurer le développement le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme). A cela il faut ajouter cette remarque finale de Kautsky, plus précise encore, que les Etats à composition nationale hétérogène (Etats dits de nationalités, à la différence des Etats nationaux) sont « toujours des Etats dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou peu développée » (arriérée). Il va sans dire que Kautsky emploie le terme d'anormal exclusivement dans le sens d'incompatibilité avec ce qui est le mieux adapté aux exigences du capitalisme en développement.

Et maintenant, demandera-t-on, quelle est la position de Rosa Luxemburg à l'égard de ces conclusions historico-économiques de Kautsky ? Sont-elles justes ou erronées ? Qui a raison : Kautsky avec sa théorie historico-économique ou Bauer, dont la théorie, en son essence, est psychologique ? Quel lien rattache « l'opportunisme national » incontestable de Bauer, sa défense de l'autonomie culturelle-nationale, ses entraînements nationalistes (« il y a çà et là une accentuation du facteur national », ainsi que s'est exprimé Kautsky), sa « forte exagération du facteur national et son oubli total du facteur international » (Kautsky), à sa sous-estimation de la force de la tendance à la constitution d'un Etat national ?

Rosa Luxemburg n'a pas même posé cette question. Elle n'a pas remarqué ce lien. Elle n'a pas médité *l'ensemble* des conceptions théoriques de Bauer. Elle n'a pas même confronté du tout les théories historico-économique et psychologique dans la question nationale. Elle s'est bornée aux remarques suivantes contre Kautsky :

... Cet Etat national « le meilleur » n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité (*Przegląd Socjal-Demokratyczny*¹⁷¹, 1908, n° 6, p. 499).

Et à l'appui de cette déclaration péremptoire, suivent des raisonnements qui prétendent que le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoire pour les petits peuples « le droit de disposer d'eux-mêmes ». « Peut-on parler sérieusement, — s'écrie Rosa Luxemburg, — de la « libre disposition » des Monténégrins, des Bulgares, des Roumains, des Serbes, des Grecs, en partie même des Suisses, formellement indépendants, mais dont l'indépendance elle-même est le produit de la lutte politique et du jeu diplomatique du concert européen » ?! (p. 500). Ce qui correspond le mieux aux conditions, « ce n'est pas l'Etat national, comme le pense Kautsky, mais l'Etat de proie ». Et de citer quelques dizaines de chiffres sur la grandeur des colonies appartenant à l'Angleterre, à la France, etc.

Lorsqu'on lit de semblables raisonnements, on ne peut que s'étonner de la capacité de l'auteur à ne pas comprendre *le pourquoi de la chose*. Enseigner à Kautsky d'un air sentencieux que les petits États dépendent économiquement des grands ; qu'entre les États bourgeois la lutte se poursuit pour écraser et spolier les autres nations ; qu'il existe un impérialisme et des colonies, c'est raffiner ridiculement et d'une façon puérile, car tout cela n'a pas le moindre rapport avec la question. Non seulement les petits Etats, mais aussi la Russie par exemple, dépendent entièrement, au point de vue économique, de la puissance du capital financier impérialiste des « riches » pays bourgeois. Non seulement les Etats-miniatures des Balkans, mais aussi l'Amérique du XIX^e siècle était économiquement une colonie de l'Europe, ainsi que Marx le disait déjà dans le *Capital*. Tout cela, bien entendu, Kautsky et chaque marxiste le savent parfaitement, mais cela est décidément hors de propos dans la question des mouvements nationaux et de l'Etat national.

Au problème de la libre disposition politique des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, Rosa Luxemburg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques. Cela est aussi intelligent que si, lors de la discussion de la revendication-programme sur la suprématie du Parlement, c'est-à-dire de l'Assemblée des représentants du peuple dans l'Etat bourgeois, on entreprenait d'exposer sa conviction absolument juste de la suprématie du gros capital, quel que soit le régime, dans un pays bourgeois.

Nul doute qu'une portion considérable de l'Asie, la partie du monde la plus peuplée, ne se trouve dans la situation soit de colonies des « grandes puissances », soit d'Etats extrêmement dépendants et nationalement opprimés. Cette circonstance universellement connue infirme-t-elle en quoi que ce soit ce fait incontestable qu'en Asie même, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide du capitalisme n'existent qu'au Japon, c'est-à-dire uniquement dans un Etat national indépendant ? Cet Etat est bourgeois ; aussi a-t-il lui-même commencé à opprimer d'autres nations et à asservir des colonies ; nous ignorons si l'Asie parviendra, avant la faillite du capitalisme, à constituer un système d'Etats nationaux indépendants, à l'instar de l'Europe. Mais une chose est incontestable, c'est qu'en éveillant l'Asie, le capitalisme a suscité, là aussi, partout des mouvements nationaux ; que ces mouvements tendent à constituer des Etats nationaux en Asie ; que précisément de tels Etats assurent au capitalisme les meilleures conditions de développement. L'exemple de l'Asie témoigne *en faveur de Kautsky, contre Rosa Luxembourg*.

L'exemple des Etats balkaniques, lui aussi, témoigne contre elle, car chacun voit aujourd'hui que les meilleures conditions de développement du capitalisme dans les Balkans se créent précisément dans la mesure où des Etats nationaux indépendants se constituent dans cette péninsule.

Ainsi l'exemple de toute l'humanité civilisée la plus avancée, celui des Balkans et celui de l'Asie démontrent, en dépit de Rosa Luxembourg, l'absolue justesse de la thèse de Kautsky : l'Etat national est la règle et la « norme » du capitalisme ; l'Etat à composition nationale hétérogène n'est qu'un stade arriéré ou une exception. Du point de vue des rapports entre nationalités, l'Etat national offre incontestablement les meilleures conditions pour le développement du capitalisme. Cela ne signifie évidemment pas qu'un tel Etat, sur le terrain des rapports bourgeois, exclut l'exploitation et l'oppression de nations. Cela veut dire seulement que des marxistes ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Cela veut dire que dans le programme des marxistes, la « libre disposition des nations » *ne peut* avoir, du point de vue historico-économique, d'autre signification que la libre disposition politique, l'indépendance en tant qu'Etat, la formation d'un Etat national.

Quant aux conditions qui, du point de vue marxiste, c'est-à-dire du point de vue de classe du prolétariat, président au soutien de la revendication démocratique bourgeoise d'un « Etat national », nous y reviendrons tout à l'heure. Nous nous bornons pour l'instant à définir la *notion* de « libre disposition », et il nous faut seulement noter encore que Rosa Luxembourg *sait* ce que renferme cette notion (« Etat national »), alors que ses partisans opportunistes, les Liebmann, les Semkovski, les Iourkévitch *ignorent même cela !*

2. POSITION HISTORIQUE CONCRÈTE DE LA QUESTION

Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige qu'on la pose dans un cadre historique *déterminé* ; et puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

Qu'est-ce que cette exigence absolue du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

C'est avant tout qu'il faut distinguer strictement entre deux époques du capitalisme, lesquelles, du point de vue des mouvements nationaux, diffèrent radicalement. D'une part, c'est l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, époque où se constitue une société et un Etat démocratiques bourgeois, alors que pour la première fois les mouvements nationaux deviennent des mouvements de masse, entraînent d'une façon ou d'une autre *toutes* les classes de la population à la politique par la voie de la presse, par la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part, nous sommes en présence d'une époque où se sont pleinement constitués les Etats capitalistes avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, — époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train », en relation avec la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant de plus en plus et brassant les nations déjà entièrement entraînées dans le mouvement des échanges, met au premier plan l'antagonisme entre le Capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

Certes, chacune de ces époques n'est point séparée de l'autre par une muraille ; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires. De plus, les différents pays se distinguent encore par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la distribution de celle-ci, etc., etc. Il ne peut même être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné, sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et conditions politiques concrètes.

C'est ici que nous touchons du doigt le point le plus faible des raisonnements de Rosa Luxembourg. Elle s'applique avec un zèle peu commun à orner son article d'un assemblage d'expressions « vigoureuses » contre le § 9 de notre programme, qu'elle déclare trop « général », « cliché », « phraséologie métaphysique » et ainsi de suite. Il serait tout naturel d'attendre d'un auteur qui condamne si bien la métaphysique (au sens marxiste du mot, c'est-à-dire l'antidialectique) et les abstractions stériles, qu'il nous fournisse un modèle d'examen historique concret de la question. Il s'agit du programme national des marxistes d'un pays déterminé : la Russie ; d'une époque déterminée : le début du XX^e siècle. Rosa Luxembourg, vraisemblablement, pose la question : *quelle* époque *historique* traverse la Russie, *quelles* sont les particularités *concrètes* du problème national et des mouvements nationaux de *ce* pays à *cette* époque ?

De tout cela Rosa Luxembourg ne dit absolument rien ! Vous ne trouverez pas chez elle l'ombre d'une analyse de la question de savoir comment se pose le problème national *en Russie*, à l'époque historique envisagée ; quelles sont les particularités de la Russie à cet égard ?

On nous dit que la question nationale se pose dans les Balkans autrement qu'en Irlande ; que Marx appréciait de telle et telle manière les mouvements nationaux polonais et tchèque dans les conditions concrètes de 1848 (page d'extraits empruntés à Marx) ; qu'Engels appréciait de telle et telle manière la lutte des cantons forestiers de Suisse contre l'Autriche et la bataille de Morgarten, en 1315 (page de citations tirées d'Engels, avec commentaires correspondants de Kautsky) ; que Lassalle considérait comme réactionnaire la guerre des paysans en Allemagne au XVI^e siècle, etc.

On ne saurait dire que ces remarques et citations brillent par la nouveauté, mais il est en tout cas intéressant pour le lecteur de se rappeler une fois encore comment Marx, Engels et Lassalle abordaient, eux, l'analyse des questions historiques concrètes des différents pays. Et lorsqu'on relit ces citations si instructives de Marx et d'Engels, on voit très nettement dans quelle situation ridicule Rosa Luxembourg s'est elle-même placée. Elle prêche avec éloquence et sévérité la nécessité d'une analyse historique concrète de la question nationale dans les différents pays aux différentes époques, — et elle ne fait pas *la moindre* tentative pour déterminer *quel* stade historique de développement du capitalisme traverse la *Russie* au début du XX^e siècle, *quelles* sont les *particularités* de la question nationale dans ce pays. Rosa Luxembourg montre, par des exemples, comment *d'autres* ont analysé la question en marxistes, soulignant ainsi comme à dessein que souvent l'enfer est pavé de bonnes intentions, et que de bons conseils servent à couvrir le refus ou l'incapacité de les mettre pratiquement à profit.

Voici l'un de ces rapprochements instructifs. S'élevant contre le mot d'ordre d'indépendance de la Pologne, Rosa Luxembourg se réfère à son ouvrage de 1893, où elle démontrait le rapide « développement industriel de la Pologne » écoulant ses produits manufacturés en Russie. Inutile de dire que cela ne prouve encore absolument rien pour la question du *droit* de libre disposition ; que cela démontre uniquement la disparition de la vieille Pologne seigneuriale, etc. Or Rosa Luxembourg passe constamment de façon insensible à cette conclusion que, parmi les facteurs unissant la Russie à la Pologne, prédomineraient dès à présent les facteurs purement économiques des rapports capitalistes modernes.

Mais voici que notre Rosa passe à la question de l'autonomie et — bien que son article soit intitulé « La question nationale et l'autonomie » *en général* — elle entreprend de démontrer le droit *exclusif* du royaume de Pologne à l'autonomie (voir à ce sujet le *Prosviétchchénié* 1913, n° 12). Afin de confirmer le droit de la Pologne à l'autonomie, Rosa Luxembourg caractérise le régime politique de la Russie, d'après des indices apparemment économiques, politiques, moraux et sociologiques, comme un ensemble de traits dont la somme nous fournit la notion de « despotisme asiatique » (n° 12 du *Przegląd*, p. 137).

Chacun sait qu'un régime politique de ce genre jouit d'une très grande stabilité alors que dans l'économie du pays prédominent des traits entièrement patriarcaux, précapitalistes, et un développement encore insignifiant de l'économie marchande et de la différenciation des classes. Si donc dans un pays dont le régime politique se distingue par un caractère précapitaliste nettement marqué, il existe une région nationalement délimitée où le capitalisme se développe *rapidement*, plus est rapide ce développement capitaliste, et plus forte est la

contradiction entre celui-ci et le régime précapitaliste de l'Etat, plus probable est la séparation de la région avancée d'avec l'ensemble, — région liée au tout par des attaches qui ne sont pas « capitalistes modernes », mais d'un « despotisme asiatique ».

Ainsi Rosa Luxembourg s'est montrée parfaitement incapable de joindre les deux bouts, même dans la question de la structure sociale du pouvoir en Russie, par rapport à la Pologne bourgeoise ; quant à la question des particularités historiques concrètes des mouvements nationaux en Russie, elle ne l'a pas même posée. C'est sur cette question que nous allons nous arrêter.

3. LES PARTICULARITÉS CONCRÈTES DE LA QUESTION NATIONALE EN RUSSIE ET LA REFORGE DÉMOCRATIQUE BOURGEOISE DE CE PAYS

... « En dépit de l'élasticité du principe du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui est le plus pur lieu commun, étant évidemment applicable, dans une égale mesure, non seulement aux peuples habitant la Russie, mais aussi aux nations habitant l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse et la Suède, l'Amérique et l'Australie, nous ne le trouvons pas dans un seul programme des partis socialistes d'aujourd'hui »... (n° 6 du *Przeglad*, p. 483,)

Voilà ce qu'écrivait Rosa Luxembourg au début de sa campagne contre le § 9 du programme marxiste. Nous donnons à entendre que ce point du programme n'est que « le plus pur lieu commun », Rosa Luxembourg tombe elle-même dans cette faute, en déclarant avec une plaisante désinvolture que ce point serait « évidemment applicable dans une égale mesure » à la Russie, à l'Allemagne, etc.

Il est évident, répondrons-nous, que Rosa Luxembourg a résolu de nous offrir dans son article un répertoire des fautes de logique qui conviendraient pour les devoirs de lycéens. Car la tirade de Rosa Luxembourg n'est qu'un non-sens et insulte à la position historique concrète de la question.

Si l'on interprète le programme marxiste non point d'une façon puérile, mais en marxiste, il est fort aisé de comprendre qu'il concerne les mouvements nationaux démocratiques bourgeois. S'il en est ainsi — et il en est certainement ainsi — il s'ensuit « évidemment » que ce programme concerne « en général », comme un « lieu commun », etc., tous les cas de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Non moins évidente serait également pour Rosa Luxembourg, si elle voulait bien réfléchir un peu, cette conclusion que notre programme concerne *uniquement* les cas où nous sommes en présence d'un pareil mouvement.

Si elle avait médité toutes ces choses évidentes, Rosa Luxembourg aurait compris sans trop de peine que ce qu'elle avait dit était absurde. *Nous* accusant d'avancer un « lieu commun », elle produit *contre nous* cet argument qu'il n'est rien dit de la libre disposition des nations dans le programme des pays où *il n'existe pas* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois. Argument d'une intelligence remarquable !

Comparer le développement politique et économique des différents pays, ainsi que leurs programmes marxistes, est d'une importance considérable du point de vue du marxisme, car la nature-capitaliste générale des Etats modernes aussi bien que la loi générale de leur développement ne sauraient être contestées. Il faut du savoir-faire pour établir pareille comparaison. La condition la plus élémentaire est d'élucider la question de savoir si les époques historiques du développement des pays comparés *se prêtent à la comparaison*. Ainsi, seuls de parfaits ignorants (tel le prince E. Troubetskoï dans la *Rousskaïa Mysl*¹⁷²) peuvent « comparer » le programme agraire des marxistes de Russie à ceux de l'Europe occidentale, car notre programme fournit une réponse à la question d'une transformation agraire *démocratique bourgeoise*, dont il n'est pas même parlé dans les pays d'Occident.

Il en est de même pour la question nationale. Dans la plupart des pays d'Occident, elle est depuis longtemps résolue. Il est ridicule de chercher une réponse à des questions inexistantes dans les programmes d'Occident. Ici Rosa Luxembourg a perdu de vue l'essentiel : la différence entre les pays où les transformations démocratiques bourgeoises sont depuis longtemps terminées, et ceux où elles ne le sont pas encore.

L'essentiel est dans cette différence. La totale méconnaissance de celle-ci fait de l'interminable article de Rosa Luxembourg un assemblage de lieux communs inconsistants, vides de sens.

Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. C'est cette époque qui fut celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'était

transformée en un système constitué d'Etats bourgeois, d'Etats nationaux homogènes en règle générale Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre disposition dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne pas savoir l'a b c du marxisme.

En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a commencé qu'en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres dans les Balkans, telle est la chaîne des événements mondiaux de *notre* époque, dans notre « Orient ». Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de *toute une série* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'Etats nationaux, homogènes et indépendants. C'est parce que la Russie et les Etats voisins traversent cette époque et uniquement pour cela, qu'il nous faut, dans notre programme, un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Mais poursuivons encore un peu la citation ci-dessus de l'article de Rosa Luxembourg :

... En particulier, — écrit-elle, — le programme d'un parti qui agit dans un Etat à composition nationale extrêmement hétérogène, et pour lequel la question nationale joue un rôle de premier plan, — le programme de la social-démocratie autrichienne ne renferme pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. (*Ibidem.*)

Ainsi, l'on veut « en particulier » convaincre le lecteur par l'exemple de l'Autriche. Examinons si, du point de vue historique concret, cet exemple comporte beaucoup d'éléments raisonnables.

D'abord, posons la question essentielle, celle de l'achèvement de la révolution démocratique bourgeoise. En Autriche, elle avait commencé en 1848 et s'est terminée en 1867. Depuis près d'un demi-siècle, c'est en somme le règne de la constitution bourgeoise qui s'y est établie, et sur le terrain de laquelle un parti ouvrier légal agit légalement.

Aussi, dans les conditions intérieures du développement de l'Autriche (c'est-à-dire du point de vue du développement du capitalisme en Autriche, en général, et dans chacune des nations qui la composent, en particulier), il *n'est point* de facteurs susceptibles de provoquer des bonds qui, entre autres, peuvent s'accompagner de la formation d'Etats nationaux indépendants. En donnant à entendre par sa comparaison que, sur ce point, la Russie se trouve dans des conditions analogues, Rosa Luxembourg non seulement admet une hypothèse radicalement fautive, antihistorique, mais glisse involontairement vers les liquidateurs.

En second lieu, le rapport absolument différent entre les nationalités en Autriche et en Russie, prend une importance particulière pour la question qui nous occupe. Non seulement l'Autriche fut longtemps un Etat où prédominèrent les Allemands, mais les Allemands d'Autriche prétendirent à l'hégémonie sur l'ensemble de la nation allemande. Cette « prétention », comme peut-être voudra bien s'en souvenir Rosa Luxembourg (qui aime si peu, paraît-il, les lieux communs, les clichés, les abstractions...), fut brisée par la guerre de 1866. La nation dominante en Autriche, l'allemande, se trouva être *en dehors* de l'Etat allemand indépendant, qui s'était définitivement constitué en 1871. D'autre part, la tentative des Hongrois pour constituer un Etat national indépendant s'était effondrée, dès 1849, sous les coups portés par les troupes russes formées de serfs.

De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : tendance des Hongrois, et puis des Tchèques, non point à la séparation d'avec l'Autriche, mais au maintien de l'intégrité de l'Autriche, précisément dans l'intérêt de l'indépendance nationale qui pourrait être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, en raison de cette situation originale, en un Etat à deux centres (dualiste), et elle se transforme aujourd'hui en un Etat à trois centres (trilateraliste : Allemands, Hongrois, Slaves).

Existe-t-il quelque chose d'analogue en Russie ? Existe-t-il chez nous une tendance des « allogènes » à s'unir aux Grands-Russes, sous peine de subir une oppression nationale *pire* encore ?

Il suffit de poser cette question pour voir tout ce qu'une comparaison entre la Russie et l'Autriche, à propos de la libre disposition des nations, renferme d'absurdité, de banalité et d'ignorance. Les conditions particulières de la Russie, en ce qui concerne la question nationale, sont justement à l'inverse de ce que nous avons vu en Autriche. La Russie est un Etat à centre national unique, grand-russe. Les Grands-Russes occupent d'un seul tenant un immense territoire, et leur nombre s'élève à 70 millions environ. Cet Etat national a, premièrement, ceci de particulier que les « allogènes » (qui constituent dans l'ensemble la majorité de la population, 57 %) vivent justement à la périphérie ; deuxièmement, que l'oppression dont souffrent ces allogènes est beaucoup plus forte

que dans les Etats voisins (et même non seulement dans les Etats d'Europe) ; troisièmement, que dans nombre de cas, les nationalités opprimées vivant à la périphérie ont, de l'autre côté de la frontière, des compatriotes jouissant d'une indépendance nationale plus grande (il suffit de rappeler, par exemple, à la frontière occidentale et méridionale de l'Etat, les Finnois, les Suédois, les Polonais, les Ukrainiens, les Roumains) ; quatrièmement que le développement du capitalisme et le niveau général de culture sont assez souvent plus élevés dans la périphérie « allogène » qu'au centre de l'Etat. Enfin, c'est dans les Etats asiatiques voisins que nous assistons à l'ouverture d'une période de révolutions bourgeoises et de mouvements nationaux, englobant en partie les nationalités apparentées, à l'intérieur de la Russie.

Ainsi les particularités historiques concrètes de la question nationale en Russie confèrent, chez nous, une urgence extrême à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à l'époque que nous traversons.

Au reste, du point de vue de l'exactitude purement matérielle du fait, il est faux que, comme l'affirme Rosa Luxembourg, la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne figure pas dans le programme des social-démocrates autrichiens. Il suffit d'ouvrir les procès-verbaux du congrès de Brünn, qui adopta le programme national, et nous y verrons les déclarations faites par le social-démocrate ruthène Gankévitch au nom de toute la délégation ukrainienne (ruthène) (p. 85 des procès-verbaux) et du social-démocrate polonais Reger, au nom de toute la délégation polonaise (p. 108), déclarations selon lesquelles les social-démocrates autrichiens de ces deux nations mettent au nombre de leurs aspirations la tendance vers l'unification nationale, la liberté et l'indépendance de leurs peuples. Par conséquent, tout en n'inscrivant pas directement dans son programme le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la social-démocratie autrichienne admet parfaitement que des *portions* du Parti présentent la revendication de l'indépendance nationale. Bien entendu, c'est là reconnaître en fait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ! De sorte qu'à tous les points de vue, la référence de Rosa Luxembourg à l'Autriche témoigne *contre* Rosa Luxembourg.

4. LE « PRATICISME » DANS LA QUESTION NATIONALE

C'est avec un empressement tout particulier que les opportunistes se sont emparés de cet argument de Rosa Luxembourg, que le § 9 de notre programme ne renferme rien de « pratique ».

Rosa Luxembourg est enchantée de cet argument au point que nous rencontrons parfois dans son article cette « formule » répétée jusqu'à huit fois par page.

Le § 9 « ne fournit — écrit-elle — aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique des problèmes nationaux ».

Examinons cet argument qui est encore formulé de la façon suivante : le § 9 ou bien ne signifie absolument rien, ou bien oblige à soutenir toutes les aspirations nationales.

Que signifie la revendication du « praticisme » dans la question nationale ?

Soit le soutien de toutes les aspirations nationales ; soit la réponse : « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ; soit, en général, la « possibilité » immédiate de faire aboutir les revendications nationales.

Considérons les trois sens possibles de la revendication du « praticisme ».

La bourgeoisie qui, au début de tout mouvement national, joue naturellement un rôle d'hégémonie (de direction), qualifie d'action pratique le soutien de toutes les aspirations nationales. Mais la politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, mais ne coïncide jamais avec sa politique. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt de la paix nationale (que la bourgeoisie ne peut donner entièrement et qui n'est réalisable que dans la mesure d'une *entière* démocratisation), dans l'intérêt de l'égalité en droits, afin d'assurer à la lutte de classe l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires opposent-ils précisément au *praticisme* de la bourgeoisie une politique *de principe* dans la question nationale, ne soutenant jamais la bourgeoisie que *conditionnellement*. Dans la cause nationale, toute bourgeoisie veut soit des privilèges pour sa nation, soit des avantages exceptionnels pour elle-même; c'est ce qu'on entend par « pratique ». Le prolétariat est contre tout privilège, contre tout exclusivisme. Exiger qu'il soit « pratique », c'est marcher sous la houlette de la bourgeoisie, c'est verser dans l'opportunisme.

Répondre par « oui ou non » à la question de la séparation de chaque nation ? C'est là, semble-t-il, une revendication très « pratique ». Or, en fait, elle est absurde, elle est métaphysique théoriquement et elle conduit dans la pratique à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie. La bourgeoisie met toujours au premier plan ses revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classe. Théoriquement, on ne saurait affirmer à l'avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre nation qui achèvera la révolution démocratique bourgeoise : pour le prolétariat, il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe à la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en reléguant les tâches derrière celles de « sa » nation. Aussi le prolétariat se borne-t-il à revendiquer de façon toute négative pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de libre disposition, sans rien garantir à aucune nation, ni s'engager à *rien* donner *aux dépens* d'une autre nation.

Cela n'est pas « pratique » ? Soit. Mais en fait, cela garantit le mieux la plus démocratique des solutions possibles ; ce qu'il faut au prolétariat, ce sont *uniquement* ces garanties ; ce qu'il faut à la bourgeoisie de chaque nation, c'est que soient garantis *ses* avantages, sans égard à la situation (aux désavantages possibles) d'autres nations.

Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est la « possibilité » de faire aboutir une revendication donnée ; d'où la perpétuelle politique de transactions avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat. Au prolétariat par contre, il importe de renforcer sa propre classe contre la bourgeoisie, d'éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme.

Cela n'est pas « pratique » pour les opportunistes ? Soit. Mais cela n'en est pas moins l'unique garantie effective, la garantie du maximum d'égalité nationale et de paix, en dépit des féodaux comme de la bourgeoisie *nationaliste*.

Toute la tâche des prolétaires dans la question nationale n'est pas « pratique » du point de vue de la bourgeoisie *nationaliste* de chaque nation, car les prolétaires exigent une « abstraite » égalité des droits, l'absence en principe des moindres privilèges, hostiles qu'ils sont à tout nationalisme. Pour ne pas l'avoir compris, Rosa Luxembourg, en célébrant inconsidérément le praticisme, a ouvert toute grande la porte précisément aux opportunistes, en particulier aux concessions opportunistes faites au nationalisme grand-russe.

Pourquoi grand-russe ? Parce que les Grands-Russes sont en Russie la nation qui opprime, et sous le rapport national l'opportunisme se manifesterait naturellement de façon différente chez les nations opprimées et chez les nations qui oppriment.

Au nom du « caractère pratique » de ses revendications, la bourgeoisie des nations opprimées appellera le prolétariat à soutenir sans réserve ses aspirations. Le plus pratique, c'est de dire franchement « oui » pour la séparation de *telle* nation, mais non pour le *droit* de séparation de toutes les nations, quelles qu'elles soient !

Le prolétariat est contre ce praticisme : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise et place par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations, apprécie *sous l'angle* de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale. Le mot d'ordre de praticisme n'est en fait que le mot d'ordre d'assimilation non critique des aspirations bourgeoises.

On nous dit : en soutenant le droit de séparation, vous soutenez le nationalisme bourgeois des nations opprimées. Ainsi parie Rosa Luxembourg ; ainsi reprend après elle l'opportuniste Semkovski, le représentant unique, soit dit en passant, des idées liquidatrices sur cette question dans le journal des liquidateurs !

Nous répondons : non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique » tandis qu'aux ouvriers il importe de dégager *en principe* deux tendances. *Pour autant* que la bourgeoisie de la nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, *pour autant* nous sommes toujours, en tout état de cause et plus résolument que tous les autres, *pour*, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour *son* propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre ses privilèges et les violences de la nation qui opprime ; aucune tolérance pour la recherche de privilèges, de la part de la nation opprimée.

Si nous ne mettons pas en avant et ne faisons point passer dans notre agitation le mot d'ordre du *droit* de séparation, nous ferons le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation qui *opprime*. Cet argument, Kautsky l'a depuis longtemps formulé contre Rosa Luxembourg. Argument irréfutable. Par crainte d'« aider » la bourgeoisie nationaliste de Pologne, Rosa Luxembourg, en repoussant le *droit* de séparation dans le programme des marxistes *russe*s, aide *en fait* les Cent-Noirs grands-russes. Elle aide en fait à la conciliation opportuniste avec les privilèges (ou pire que les privilèges) des Grands-Russes.

Entraînée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxembourg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que *ce* nationalisme-là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, qu'il soit moins bourgeois et plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne. Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée, il existe un contenu démocratique général *contre* l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons sans *restriction*, tout en mettant à part, rigoureusement, la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.

Cela n'est pas « pratique » du point de vue du bourgeois et du philistin. C'est, dans la question nationale, la seule politique pratique, politique de principe et qui concourt véritablement à la démocratie, à la liberté, à l'union des prolétaires.

Reconnaitre à tous le droit de séparation ; apprécier chaque problème concret touchant la séparation d'un point de vue qui n'admet aucune inégalité, aucun privilège, aucun exclusivisme.

Prenons la position de la nation qui opprime. Un peuple peut-il être libre qui en opprime d'autres ? Non. Les intérêts de la liberté de la population [*A un certain L. VI., de Paris, ce mot ne paraît pas être marxiste. Ledit L. VI. est plaisamment « superklug » (ce qu'on peut ironiquement traduire par « intelligentissime »). L'« intelligentissime » L. VI. se propose vraisemblablement d'écrire une étude sur la nécessité d'éliminer de notre programme-minimum (du point de vue de la lutte de classe !) les mots « population », « peuple », etc.] grande-russe exigent que l'on combatte une telle oppression. Une longue histoire, l'histoire séculaire de la répression des mouvements des nations opprimées, la propagande systématique de cette répression par les classes « supérieures », ont créé chez le peuple grand-russe des préjugés, etc., qui sont d'énormes obstacles à la cause de sa propre liberté.*

Les Cent-Noirs grands-russes entretiennent consciemment ces préjugés et les attisent. La bourgeoisie grande-russe en prend son parti ou s'y accommode. Le prolétariat grand-russe ne peut atteindre les buts *qui sont les siens*, ne peut se frayer un chemin vers la liberté sans combattre systématiquement ces préjugés.

La constitution d'un Etat national autonome et indépendant reste pour le moment, en Russie, le privilège de la seule nation grande-russe. Nous, prolétaires grands-russes, ne défendons de privilèges d'aucune sorte ; nous ne défendons pas non plus ce privilège-là. Nous luttons sur le terrain d'un Etat déterminé ; nous unissons les ouvriers de toutes les nations d'un Etat déterminé ; nous ne pouvons garantir telle ou telle voie de développement national ; par *toutes* les voies possibles nous marchons vers notre but de classe.

Mais on ne peut marcher vers ce but sans combattre tout nationalisme et sans sauvegarder l'égalité des ouvriers de toutes les nations. L'Ukraine, par exemple, est-elle appelée à constituer un Etat indépendant ? Cela dépend de mille facteurs imprévisibles. Et sans nous perdre en vaines « conjectures », nous nous en tenons fermement à ce qui est incontestable : le droit de l'Ukraine à constituer un tel Etat. Nous respectons ce droit ; nous ne soutenons pas les privilèges du Grand-Russe sur les Ukrainiens ; nous *éduquons* les masses dans l'esprit de la reconnaissance de ce droit dans l'esprit de la répudiation des privilèges *d'Etat* de quelque nation que ce soit.

Dans la course engagée par tous les pays à l'époque des révolutions bourgeoises, des collisions, de même que la lutte pour le droit d'exister en tant qu'Etat national, sont possibles et vraisemblables. Nous, prolétaires, nous nous déclarons par avance les *adversaires* des privilèges des Grands Russes, et c'est dans cette direction que nous faisons toute notre propagande et notre agitation.

Courant après le « praticisme », Rosa Luxembourg a perdu de vue la *principale* tâche pratique du prolétariat grand-russe comme du prolétariat des autres nationalités : faire chaque jour un travail d'agitation et de propagande contre tout privilège national dans l'Etat, pour le droit, le droit égal de toutes les nations, à constituer leur propre Etat national ; cette tâche est notre principale tâche (à l'heure actuelle) dans la question nationale, car

ce n'est qu'ainsi que nous sauvegardons les intérêts de la démocratie et de l'alliance, fondée sur l'égalité des droits, de tous les prolétaires de toutes les nations quelles qu'elles soient.

Qu'importe si cette propagande n'est pas « pratique » tant du point de vue des oppresseurs grands-russes que de celui de la bourgeoisie des nations opprimées (les uns comme les autres exigent une réponse *précise*, oui ou non, et ils accusent les social-démocrates d'« imprécision »). En fait, cette propagande, et elle seule, assure une éducation réellement démocratique et réellement socialiste des masses. Seule une telle propagande garantit les chances les plus grandes de paix nationale en Russie, si ce pays reste un Etat à composition nationale hétérogène, ainsi que la division la plus paisible (et inoffensive pour la lutte de classe du prolétariat) en différents Etats nationaux, si la question se pose d'une pareille division.

Afin d'expliquer de façon plus concrète cette politique, la seule prolétarienne, dans la question nationale, nous allons examiner l'attitude du libéralisme grand-russe vis-à-vis de la « libre disposition des nations », ainsi que l'exemple qu'offre la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

5. BOURGEOISIE LIBÉRALE ET OPPORTUNISTES SOCIALISTES DANS LA QUESTION NATIONALE

Nous avons vu que Rosa Luxembourg considère comme l'un de ses principaux « atouts » dans sa lutte contre le programme des marxistes russes, l'argument que voici : reconnaître le droit de libre disposition équivaut à soutenir le nationalisme bourgeois des nations opprimées. D'autre part, dit Rosa Luxembourg, si l'on entend, par ce droit, uniquement la lutte contre toute violence à l'égard des nations, il est inutile d'inscrire un point spécial au programme, car les social-démocrates sont en général contre toute violence et inégalité nationales.

Le premier argument, — ainsi que l'a indiqué expressément Kautsky il y a près de vingt ans, — lui-même entaché de nationalisme, en rejette la faute sur autrui : par crainte du nationalisme de la bourgeoisie des nations opprimées, Rosa Luxembourg se trouve *en réalité* faire le jeu du nationalisme cent-noir des Grands-Russes ! Le deuxième argument n'est, au fond, qu'une craintive dérobade devant cette question : la reconnaissance de l'égalité nationale comporte-t-elle ou non la reconnaissance du droit de séparation ? Si oui, c'est que Rosa Luxembourg reconnaît la justesse de principe du § 9 de notre programme. Sinon, c'est qu'elle ne reconnaît pas l'égalité en droits des nations. Dérobades et subterfuges n'y feront rien !

Mais le meilleur moyen de vérifier les arguments indiqués plus haut et autres analogues, c'est d'analyser la position des *différentes classes* de la société devant ce problème. Pour un marxiste, une telle vérification est obligatoire. Il faut partir du fait objectif ; il faut, à propos du point considéré, prendre les rapports entre les classes. Pour ne l'avoir pas fait, Rosa Luxembourg tombe justement dans le péché de la métaphysique, de l'abstraction, du lieu commun, de la généralité, etc. qu'elle tente en vain d'imputer à ses adversaires.

Il s'agit du programme des marxistes *russes*, c'est-à-dire des marxistes de toutes les nationalités de Russie. Ne conviendrait-il pas de considérer la position des classes *dominantes* de Russie ?

Chacun sait la position de la « bureaucratie » (nous nous excusons d'user de ce terme impropre) et des propriétaires fonciers féodaux du type de la noblesse unifiée. Négation absolue et de l'égalité en droits des nationalités et du droit de libre disposition. Le vieux mot d'ordre tiré des temps du servage : autocratie, orthodoxie, nationalisme, en n'entendant par ce dernier que le nationalisme grand-russe. Jusqu'aux Ukrainiens qu'on déclare « allogènes » ; jusqu'à leur langue maternelle que l'on poursuit !

Considérons la bourgeoisie russe, « appelée » à participer, très modestement il est vrai, mais tout de même à participer au pouvoir, dans le système de législation et de gouvernement du « 3 Juin ». Que les octobristes suivent en fait les droites dans cette question, point n'est besoin de s'attarder là-dessus. Malheureusement, certains marxistes consacrent beaucoup moins d'attention à la position de la bourgeoisie grande-russe libérale, des progressistes et des cadets. Et pourtant, qui n'étudie pas cette position et ne l'a point pénétrée tombe inévitablement dans le péché d'abstraction et d'affirmation gratuite lors de la discussion du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'an dernier la polémique engagée par la *Pravda* avec la *Retch* a malgré tout contraint à certains aveux précieux ce principal organe du parti constitutionnel-démocrate, si expert en l'art d'esquiver diplomatiquement une franche réponse à des questions « désagréables ». Ce qui mit le feu aux poudres, ce fut le congrès national des étudiants

d'Ukraine, tenu à Lvov au cours de l'été 1913. L'« ukrainiste » attitré ou collaborateur ukrainien de la *Retch*, M. Moguilianski, fit paraître un article dans lequel il accablait des pires invectives (« délire », « esprit d'aventure », etc.) l'idée de la séparation de l'Ukraine, idée pour laquelle le socialiste nationaliste Dontzov rompit des lances et que le congrès approuva.

Le journal *Rabotchnia Pravda*¹⁷³, sans se solidariser le moins du monde avec M. Dontzov, et après avoir expressément indiqué que celui-ci est un socialiste nationaliste, que bon nombre de marxistes ukrainiens ne sont pas d'accord avec lui, a déclaré cependant que le *ton* de la *Retch*, ou plutôt *la façon dont la Retch pose en principe la question* manque absolument de correction, est inadmissible pour un démocrate grand-russe ou pour un homme désireux de passer pour un démocrate. Que la *Retch* réfute nettement MM. les Dontzov, soit ; mais il est inadmissible *en principe* que l'organe grand russe d'une prétendue démocratie oublie la *liberté* de séparation, le droit de séparation.

Quelques mois plus tard, M. Moguilianski donnait dans le n° 331 de la *Retch* des « éclaircissements », après avoir pris connaissance par le journal ukrainien *Chliakhi*, de Lvov, des objections de M. Dontzov qui, entre autres, notait que « seule la presse social-démocrate russe avait convenablement stigmatisé (flétri ?) cette incartade chauvine de la *Retch* », Les « éclaircissements » de M. Moguilianski ont consisté à répéter à trois reprises : « la critique des recettes de M. Dontzov » « n'a rien de -commun avec la négation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

« Il faut dire, écrivait M. Moguilianski, que « le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'est pas non plus un fétiche [tenez-vous bien !] qui n'admet aucune critique : les conditions de vie malsaines d'une nation peuvent engendrer des tendances malsaines dans la question de la libre disposition nationale. Déceler ces tendances, ce n'est pas encore nier le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. »

Comme vous voyez, ces phrases d'un libéral à propos de « fétiche » étaient entièrement dans l'esprit de celles de Rosa Luxembourg. Il était évident que M. Moguilianski voulait éviter de répondre directement à la question de savoir s'il reconnaissait ou non le droit de libre détermination politique, c'est-à-dire de séparation.

Et la *Prolétarskaïa Pravda*¹⁷⁴ (n° 4, du 11 décembre 1913) posait à *brûle-pourpoint* cette question à M. Moguilianski comme au *parti* constitutionnel-démocrate.

La *Retch* publia alors (n° 340) une déclaration non signée, c'est-à-dire officielle, faite au nom de la rédaction et donnant réponse à cette question Cette réponse se résume en trois points :

1° Le programme du parti constitutionnel-démocrate, dans son § 11, évoque explicitement, avec précision et clarté, le « droit à la libre disposition *culturelle* » des nations.

2° La *Prolétarskaïa Pravda*, à en croire la *Retch*, « confond décidément » libre disposition et séparatisme, séparation de telle ou telle nation.

3° « Effectivement jamais les constitutionnels-démocrates n'ont entrepris de défendre le droit « des nations à se séparer » de l'Etat russe. » (Voir l'article : « Le national-libéralisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » dans la *Prolétarskaïa Pravda* n° 12. du 29 décembre 1913.)

Portons notre attention tout d'abord sur le second point de la déclaration de la *Retch* Comme il montre nettement aux Semkovski, Liebmann, Iourkévitch et autres opportunistes, que leurs cris et propos au sujet du prétendu « manque de clarté » ou de « précision » que présenterait le sens des mots « libre disposition » ne sont *en fait*, c'est-à-dire par le rapport objectif des classes et de la lutte des classes en Russie, qu'une *simple répétition* des discours que tient la bourgeoisie monarchiste libérale !

Lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa à MM. les « constitutionnalistes-démocrates » éclairés de la *Retch* trois questions : 1) s'ils niaient que dans toute l'histoire de la démocratie internationale, à partir surtout de la seconde moitié du XIX^e siècle, on entendait par libre disposition des nations précisément leur libre disposition politique, le droit de former un Etat national indépendant ? 2) s'ils niaient que la décision que l'on sait du congrès socialiste international de Londres, en 1896, avait ce même sens et 3) que Plékhanov, lorsque déjà en 1902 il écrivait sur la libre disposition, entendait par là précisément la libre disposition politique ; lorsque la *Prolétarskaïa Pravda* posa ces trois questions, *messieurs les cadets gardèrent le silence !!*

Ils n'ont pas répondu un seul mot parce qu'ils n'avaient rien à répondre. Ils ont dû reconnaître implicitement que la *Prolétarskaïa Pravda* avait absolument raison.

Les cris des libéraux selon lesquels la notion de « libre disposition » manquerait de clarté, et les social-démocrates la « confondraient impardonnablement » avec le séparatisme, ne recouvrent qu'une tendance à *embrouiller* la question, à se dérober à la reconnaissance de ce principe établi par la démocratie. Si les Semkovski, Liebmann et Iourkévitch étaient moins ignares, ils se feraient scrupule de parler devant des ouvriers dans un esprit *libéral*.

Mais poursuivons. La *Prolétarskaïa Pravda* a contraint la *Retch* de reconnaître que, dans le programme des constitutionnels-démocrates, les mots : libre disposition « culturelle » ont précisément le sens d'une *négation* de la libre disposition *politique*.

« Effectivement, jamais les constitutionnels-démocrates n'ont entrepris de défendre le droit « des nations à se séparer de l'Etat russe » : ce n'est pas sans raison que la *Prolétarskaïa Pravda* recommandait ce propos de la *Retch* au *Novoïé Vrémia* et à la *Zemchtchina* comme un échantillon de la « loyauté » de nos cadets. Dans son numéro 13.563, le *Novoïé Vrémia* qui, bien entendu, ne perd pas une occasion de « manger du Juif » et de déchirer les cadets à belles dents, a cependant déclaré :

Ce qui pour les social-démocrates constitue un axiome de sagesse politique (c'est-à-dire la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer) commence aujourd'hui à susciter des désaccords même parmi les cadets.

En principe les cadets s'en tiennent à une position absolument identique à celle du *Novoïé Vrémia*, en déclarant que « jamais ils n'ont entrepris de défendre le droit des nations à se séparer de l'Etat russe ». C'est là un des principes du *national-libéralisme* des cadets, de leur affinité avec les Pourichkévitch, de leur dépendance politique vis-à-vis de ces derniers, au point de vue idéologique et pratique. « Messieurs les cadets ont étudié l'histoire, écrivait la *Prolétarskaïa Pravda*, et ils savent parfaitement à quels actes « pogromiformes » — pour employer un euphémisme — a souvent abouti dans la pratique le droit traditionnel des Pourichkévitch d'appliquer la politique de « la poigne et de la défense expresse¹⁷⁵ ». Bien que sachant parfaitement la source et la nature féodales de l'omnipotence des Pourichkévitch, les cadets n'en restent pas moins entièrement *sur le terrain* des rapports et frontières constitués précisément par cette classe. Bien que sachant parfaitement tout ce qu'il y a de non européen, d'anti-européen (d'asiatique, dirions-nous, si cela ne paraissait exprimer un dédain que rien ne justifie pour les Japonais et les Chinois) dans les rapports et frontières constitués ou déterminés par cette classe, messieurs les cadets les reconnaissent comme une limite au delà de laquelle on ne saurait aller.

C'est bien ce qui s'appelle s'adapter aux Pourichkévitch, ramper devant eux, craindre d'ébranler leur situation, les protéger contre un mouvement populaire, contre la démocratie. « Cela signifie en fait — écrivait la *Prolétarskaïa Pravda* — s'adapter aux intérêts des féodaux et aux pires préjugés nationalistes de la nation dominante, au lieu de combattre systématiquement ces préjugés ».

En hommes qui connaissent l'histoire et prétendent au démocratisme, les cadets ne font pas même une tentative pour affirmer que le mouvement démocratique, qui caractérise de nos jours l'Europe orientale comme l'Asie, et tend à remanier l'une et l'autre sur le modèle des pays capitalistes, civilisés, — que ce mouvement donc, doit absolument laisser inchangées les frontières déterminées par une époque féodale, celle de l'omnipotence des Pourichkévitch et de l'arbitraire pour les larges couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

Ce qui prouve entre autres que la question soulevée par la polémique de la *Prolétarskaïa Pravda* avec le *Retch* n'était pas simplement une question littéraire, qu'elle touchait à l'actualité politique véritable, c'est la dernière conférence du parti constitutionnel-démocrate, tenue du 23 au 25 mars 1914. Dans le compte rendu officiel que la *Retch* (n° 83 du 26 mars 1914) a fait de cette conférence, nous lisons :

Les questions nationales ont, elles aussi, été l'objet d'une discussion particulièrement animée. Les députés de Kiev, auxquels se rallièrent N. V. Nékrassov et A. M. Kolioubakine, déclarèrent que la question nationale était un puissant facteur qui mûrit et qu'il importe de favoriser plus résolument qu'auparavant. F. F. Kokochkine signala cependant (c'est ce même « cependant » qui correspond au « mais » « les oreilles ne poussent pas plus haut qu'on n'a la tête, pas plus haut ! » de Chtchédrine) que le programme, aussi bien que l'expérience politique antérieure exigent qu'on use avec infiniment de prudence des « formules élastiques » de « la libre disposition politique des nationalités ».

Ce raisonnement fort remarquable, formulé à la conférence des cadets, mérite la plus grande attention de la part de tous les marxistes et de tous les démocrates. (Notons, entre parenthèses, que la *Kievskaja Mysl*, apparemment très bien renseignée et reproduisant sans aucun doute avec fidélité les idées de M. Kokochkine, ajoute que ce dernier a spécialement agité, bien entendu en manière d'avertissement à ses contradicteurs, la menace d'une « dislocation » de l'Etat.)

Le compte rendu officiel de la *Retch* est fait avec une virtuosité de diplomate, afin de soulever le voile le moins possible, afin de dissimuler au maximum. Néanmoins, dans ses grandes lignes, ce qui s'est produit à la conférence des cadets est bien clair. Des délégués — bourgeois libéraux au courant de la situation en Ukraine et cadets « de gauche » auront *précisément* posé la question de la libre disposition *politique* des nations. Sinon, M Kokochkine n'aurait pas eu à rappeler qu'on « n'usât qu'avec prudence » de cette « formule ».

Dans le programme cadet, que connaissaient bien entendu les délégués à la conférence des cadets, figure justement la libre disposition *non pas* politique, mais « culturelle ». C'est donc que M. Kokochkine *défendait* le programme *contre* les délégués de l'Ukraine, *contre* les cadets de gauche ; qu'il défendait la libre disposition « culturelle » *contre* la libre disposition « politique ». Il est tout à fait évident qu'en s'élevant contre la libre disposition « politique », en agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », en qualifiant « *d'élastique* » (absolument dans l'esprit de Rosa Luxembourg !) la formule de la « libre disposition politique », M Kokochkine défendait le national-libéralisme grand-russe contre les éléments plus « à gauche » ou plus démocratiques du parti constitutionnel-démocrate et contre la bourgeoisie ukrainienne.

M. Kokochkine l'a emporté à la conférence des cadets, comme le montre ce petit mot traître de « cependant » dans le compte rendu de la *Retch*. Le national-libéralisme grand-russe a triomphé parmi les cadets. Cette victoire ne contribuera-t-elle pas à éclairer l'esprit de ces unités déraisonnables, parmi les marxistes de Russie, qui, à la suite des cadets, commençaient eux aussi à craindre les « formules élastiques de la libre disposition politique des nationalités » ?

Suivons « cependant », en allant au fond des choses, le cours des idées de M. Kokochkine. Invoquant « l'expérience politique antérieure » (c'est-à-dire l'expérience de l'année 1905 évidemment, quand la bourgeoisie grande-russe trembla pour ses privilèges nationaux et communiqua son épouvante au parti cadet), agitant la menace d'une « dislocation de l'Etat », M. Kokochkine a montré qu'il comprenait parfaitement ceci : la libre disposition politique ne peut signifier que le droit de se séparer et de former un Etat national indépendant. La question se pose : comment faut-il considérer ces craintes de M. Kokochkine du point de vue de la démocratie en général, et du point de vue de la lutte de classe prolétarienne en particulier ?

M Kokochkine veut nous faire croire que reconnaître le droit de séparation augmente le danger d'une « dislocation de l'Etat ». C'est là le point de vue du policier Mymrétsov, avec sa devise « La poigne et la défense expresse ». Du point de vue de la démocratie en général, c'est le contraire qui est vrai : la reconnaissance du droit de séparation *diminue* le danger d'une « dislocation de l'Etat ».

M Kokochkine raisonne absolument à la manière des nationalistes. A leur dernier congrès, ils ont fulminé contre les « mazépistes » ukrainiens¹⁷⁶. Le mouvement ukrainien — se sont exclamés MM Savenko et C^{ie} — menace d'affaiblir le lien qui unit l'Ukraine à la Russie, car l'Autriche, par son ukrainophilie, renforce les attaches des Ukrainiens avec l'Autriche !! On ne comprend pas alors pourquoi la Russie ne pourrait pas tenter de « renforcer » le lien unissant les Ukrainiens à la Russie par *cette même méthode* dont Messieurs les Savenko font un grief à l'Autriche, c'est-à-dire par l'octroi aux Ukrainiens de la liberté d'user de leur langue maternelle, de l'autonomie, d'une Diète autonome, etc. ?

Les raisonnements des Savenko et des Kokochkine sont absolument similaires, et pareillement ridicules et ineptes du point de vue purement logique. N'est-il pas clair que plus la nationalité ukrainienne de tel ou tel pays aura de liberté, et plus solide sera le lien unissant cette nationalité au pays en question ? Il semble bien qu'on ne puisse contester cette vérité élémentaire, à moins de rompre résolument avec toutes les prémisses du démocratisme. Or, peut-il exister une liberté de la nationalité comme telle, plus grande que la liberté de séparation, la liberté de former un Etat national indépendant ?

Afin d'élucider mieux encore cette question embrouillée par les libéraux (et par ceux qui, inconsidérément, leur emboîtent le pas), nous produisons l'exemple le plus simple. Prenons la question du divorce. Rosa Luxembourg écrit dans son article que l'Etat démocratique centralisé, tout en admettant pleinement l'autonomie de certaines de ses parties, doit laisser à la compétence du Parlement central tous les principaux domaines de la législation et,

entre autres, la législation du divorce. Ce souci de voir le pouvoir central de l'Etat démocratique assurer la liberté du divorce, se conçoit parfaitement. Les réactionnaires sont contre la liberté du divorce ; ils conviennent à n'en « user qu'avec prudence » et proclament qu'elle signifie la « dislocation de la famille ». La démocratie, elle, estime que les réactionnaires sont des hypocrites, qu'ils défendent en fait l'omnipotence de la police et de la bureaucratie, les privilèges d'un sexe et la pire oppression de la femme ; qu'en fait, la liberté du divorce ne signifie point la « dislocation » des liens de famille, mais au contraire leur renforcement sur des bases démocratiques, les seules possibles et stables dans une société civilisée.

Accuser les partisans de la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, d'encourager le séparatisme, est aussi absurde et aussi hypocrite que d'accuser les partisans de la liberté du divorce d'encourager la destruction des liens de famille. De même que dans la société bourgeoise, les défenseurs des privilèges et de la vénalité, sur lesquels repose le mariage bourgeois, s'élèvent contre la liberté du divorce, de même nier dans un Etat capitaliste la liberté pour les nations de disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire de se séparer, c'est uniquement défendre les privilèges de la nation dominante et les méthodes policières de gouvernement au détriment des méthodes démocratiques.

Il est certain que les habitudes politiciennes, engendrées par l'ensemble des rapports de la société capitaliste, provoquent parfois des bavardages fort étourdis et même simplement absurdes des parlementaires ou des publicistes sur la séparation de telle ou telle nation. Mais seuls des réactionnaires peuvent se laisser intimider (ou feindre d'être intimidés) par un semblable bavardage. Quiconque se place au point de vue de la démocratie, c'est-à-dire de la solution des problèmes politiques par la masse de la population, sait parfaitement que du bavardage des politiciens à la décision des masses « la distance est grande ». Les masses de la population savent fort bien, par leur expérience de tous les jours, l'importance des affinités géographiques et économiques, les avantages d'un vaste marché et d'un vaste Etat, et elles ne se décideront à se séparer que lorsque l'oppression nationale et les frictions nationales rendront la vie commune absolument insupportable, entraveront les rapports économiques de toutes sortes. Dès lors, les intérêts du développement capitaliste et de la liberté de la lutte de classe seront précisément du côté de ceux qui se séparent.

Ainsi, de quelque côté que l'on aborde les raisonnements de M. Kokochkine, ils sont le comble de l'ineptie et une dérision des principes de la démocratie. Mais il y a une certaine logique dans ces raisonnements ; c'est la logique des intérêts de classe de la bourgeoisie grande-russe. Comme la majorité du parti constitutionnel-démocrate, M. Kokochkine est le laquais du sac d'écus de cette bourgeoisie. Il défend ses privilèges en général, ses privilèges d'Etat en particulier ; il les défend avec Pourichkévitch, à ses côtés ; seulement, Pourichkévitch croit bien plus en la trique du servage, alors que Kokochkine et C^{ie} se rendent compte qu'en 1905 cette trique a été fortement endommagée, et ils comptent plutôt sur les moyens bourgeois de tromper les masses : par exemple, effrayer petits bourgeois et paysans par le spectre de la « dislocation de l'Etat », les abuser par des phrases sur une combinaison de la « liberté populaire » et des principes historiques traditionnels, etc.

La vraie signification de classe de cette hostilité des libéraux au principe de la libre disposition politique des nations, est une, et seulement une : national-libéralisme, sauvegarde des privilèges d'Etat de la bourgeoisie grande-russe. Et parmi les marxistes, les opportunistes russes qui, précisément aujourd'hui, à l'époque du système du 3 Juin, partent en guerre contre le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, tous — le liquidateur Semkovski, le bundiste Liebmann, le petit bourgeois ukrainien Iourkévitch — se traînent *en fait*, tout bonnement, à la remorque du national-libéralisme, corrompent la classe ouvrière par des idées national-libérales.

Les intérêts de la classe ouvrière et de sa lutte contre le capitalisme exigent la solidarité complète et la plus étroite unité des ouvriers de toutes les nations ; ils exigent qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie de quelque nationalité que ce soit. Aussi, ce serait pour les social-démocrates se soustraire aux tâches de la politique prolétarienne et subordonner les ouvriers à la politique bourgeoise, que de dénier aux nations opprimées le droit de disposer d'elles-mêmes, — c'est-à-dire le droit de se séparer, — aussi bien que d'appuyer toutes les revendications nationales de la bourgeoisie des nations opprimées. Il est indifférent à l'ouvrier salarié que son principal exploiteur soit la bourgeoisie grande-russe, de préférence à l'allogène, ou la polonaise de préférence à la juive, etc. L'ouvrier salarié conscient des intérêts de sa classe, est indifférent aux privilèges d'Etat des capitalistes grands-russes comme aux promesses des capitalistes polonais ou ukrainiens d'instaurer le paradis sur terre lorsqu'ils détiendront des privilèges dans l'Etat. De toute façon, le développement du capitalisme se poursuit et se poursuivra dans un Etat hétérogène unique aussi bien que dans des Etats nationaux distincts.

Dans tous les cas l'ouvrier salarié subira l'exploitation, et pour lutter contre elle avec succès, il faut que le prolétariat soit affranchi de tout nationalisme ; que les prolétaires soient, pour ainsi dire, entièrement neutres dans la lutte de la bourgeoisie des différentes nations pour la suprématie. Le moindre appui accordé par le prolétariat d'une nation quelconque aux privilèges de « sa » bourgeoisie nationale provoquera inévitablement la défiance du prolétariat de l'autre nation, affaiblira la solidarité internationale de classe des ouvriers, les désunira pour la plus grande joie de la bourgeoisie. Or, nier le droit de libre disposition ou de séparation signifie nécessairement, dans la pratique, soutenir les privilèges de la nation dominante.

Nous pouvons nous en convaincre avec plus d'évidence encore si nous prenons l'exemple concret de la séparation de la Norvège d'avec la Suède.

6. LA SÉPARATION DE LA NORVÈGE D'AVEC LA SUÈDE

Rosa Luxembourg prend précisément cet exemple et raisonne à son propos de la façon que voici :

Le dernier événement dans l'histoire des rapports fédératifs, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, — dont en son temps la presse social-patriote de Pologne (cf. le *Naprzod* de Cracovie) s'est saisie précipitamment comme d'une réconfortante manifestation de la force et du caractère progressif des aspirations vers la séparation politique, — s'est immédiatement transformé en la preuve évidente que le fédéralisme et la séparation politique qui en découle ne sont nullement l'expression d'un progrès ou du démocratism. Après la soi-disant « révolution » norvégienne, qui consista à détrôner et à éloigner de Norvège le roi de Suède, les Norvégiens après avoir formellement repoussé par un plébiscite le projet d'instituer la république, se donnèrent tranquillement un autre roi. Ce que les admirateurs superficiels de tout mouvement national et de tout semblant d'indépendance avaient proclamé une « révolution », n'était qu'une simple manifestation du particularisme paysan et petit bourgeois, du désir d'avoir pour son argent son roi « à soi » au lieu de celui qu'avait imposé l'aristocratie suédoise, c'était donc un mouvement n'ayant absolument rien de révolutionnaire. En même temps l'histoire de cette rupture de l'union suédo-norvégienne a démontré une fois de plus à quel point, dans ce cas aussi, la fédération qui avait existé jusque-là n'était que l'expression d'intérêts purement dynastiques, et par conséquent, une forme de monarchisme et de réaction... (*Przeghad.*)

C'est tout ce que Rosa Luxembourg dit à ce sujet !! Et il faut reconnaître qu'il serait difficile de souligner l'impuissance de sa position mieux que ne l'a fait Rosa Luxembourg dans l'exemple cité.

Il s'agissait et il s'agit de savoir si un programme reconnaissant le droit de libre disposition ou de séparation est nécessaire pour les social-démocrates d'un Etat à composition nationale hétérogène.

Que nous dit donc à ce propos l'exemple de la Norvège choisi par Rosa Luxembourg elle-même ?

Notre auteur tourne et biaise, fait de l'esprit, s'attaque au *Naprzod*, mais ne répond pas à la question !! Rosa Luxembourg parle de tout ce qu'on veut pour *ne pas dire un mot* sur le fond de la question !!

Il est certain que les petits bourgeois norvégiens, qui ont voulu avoir pour leur argent un roi à eux et ont repoussé par plébiscite le projet d'instaurer la république, ont révélé des qualités petites-bourgeoises détestables. Il est certain que si le *Naprzod* n'a pas remarqué la chose, il a manifesté des qualités petites-bourgeoises non moins détestables.

Mais qu'est-ce que tout cela vient faire ici ??

Car enfin, il s'agissait du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et de l'attitude du prolétariat socialiste envers ce droit ! Pourquoi donc Rosa Luxembourg, au lieu de répondre à la question, tourne-t-elle autour du pot ?

Pour une souris, dit-on, il n'est pas d'animal plus fort que le chat. Pour Rosa Luxembourg, apparemment, il n'est pas d'animal plus fort que la « Frak » On appelle « Frak », en langage familier, le « Parti socialiste polonais », la fraction dite révolutionnaire, et la feuille *Naprzod*, de Cracovie, partage les idées de cette « fraction ». La lutte que Rosa Luxembourg mène contre le nationalisme de cette « fraction » aveugle à ce point notre auteur que tout disparaît de son horizon, hormis le *Naprzod*.

Si le *Naprzod* dit «oui », Rosa Luxembourg estime qu'il est de son devoir sacré de dire aussitôt « non », sans penser le moins du monde que ce faisant, elle ne révèle pas son indépendance à l'égard du *Naprzod*, mais au contraire sa plaisante dépendance vis-à-vis des « Fraks », son incapacité à considérer les choses d'un point de vue un peu plus large et plus profond que celui de la fourmière de Cracovie. Certes, le *Naprzod* est un organe très mauvais, nullement marxiste, mais cela ne doit pas nous empêcher d'analyser à fond l'exemple de la Norvège, dès l'instant que nous l'avons choisi.

Pour analyser cet exemple en marxistes, nous devons nous arrêter non pas sur les mauvaises qualités de ces terrible « Fraks », mais tout d'abord sur les conditions historiques concrètes, particulières, de la séparation de la Norvège d'avec la Suède et, ensuite, sur les tâches qui se posaient devant le *prolétariat* des deux pays lors de cette séparation.

Les affinités géographiques, économiques et linguistiques qui rapprochent la Norvège de la Suède ne sont pas moins étroites que celles qui rattachent aux Grands-Russes de nombreuses autres nations slaves. Mais l'union de la Norvège avec la Suède n'avait pas été volontaire, de sorte que Rosa Luxembourg parle de « fédération » bien à tort, et simplement parce qu'elle ne sait que dire. Ce sont les monarques qui, au temps des guerres napoléoniennes, *donnèrent* la Norvège à la Suède contre la volonté des Norvégiens Et les Suédois durent faire entrer leurs troupes en Norvège pour se la soumettre.

Après quoi, durant des dizaines d'années, et en dépit de la très large autonomie dont jouissait la Norvège (elle avait sa propre Diète, etc.), les frictions entre la Norvège et la Suède persistèrent. Les Norvégiens aspiraient de toutes leurs forces à secouer le joug de l'aristocratie suédoise. Ils le secouèrent enfin en août 1905 : la Diète norvégienne décida que le roi de Suède avait cessé d'être roi de Norvège ; le référendum, la consultation du peuple norvégien, effectué par la suite, donna une écrasante majorité de voix (environ deux cent mille contre quelques centaines) en faveur de la séparation complète d'avec la Suède. Après quelques hésitations, les Suédois prirent leur parti de cette séparation.

Cet exemple nous montre sur quel terrain sont possibles et se produisent des cas de séparation des nations, étant donné les rapports économiques et politiques actuels, et quelle *forme* revêt parfois la séparation dans le cadre de la liberté politique et du démocratisme.

Pas un social-démocrate, à moins qu'il n'ose déclarer que les questions de liberté politique et de démocratisme lui sont indifférentes (mais alors il cesserait, bien entendu, d'être un social-démocrate), ne pourra nier que cet exemple démontre *effectivement l'obligation*, pour les ouvriers conscients, de faire une propagande et une préparation systématiques afin que les conflits que peut provoquer la séparation de nations soient résolus *uniquement comme* ils le furent en 1905 entre la Norvège et la Suède, et non « à la russe ». C'est précisément ce qu'exprime le point qui, dans notre programme, revendique la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et Rosa Luxembourg a dû se dérober à ce fait qui contrariait sa théorie, en s'attaquant violemment au philistinisme des petits bourgeois norvégiens et au *Naprzod* de Cracovie. C'est qu'elle comprenait parfaitement à quel point ce fait historique *réfute sans retour* ses phrases selon lesquelles le droit des nations à disposer d'elles-mêmes serait une « utopie », équivaldrait au droit de « manger dans des assiettes d'or », etc. De telles phrases n'expriment qu'une foi opportuniste, toute de médiocrité suffisante, en l'immutabilité de l'actuel rapport des forces entre les nationalités de l'Europe orientale.

Poursuivons. Dans la question de la libre disposition *des* nations comme dans toute autre question, ce qui nous intéresse, avant tout et plus que tout, c'est la libre disposition du prolétariat à l'intérieur des nations. Rosa Luxembourg a très modestement éludé cette question aussi, sentant combien contrariante était pour sa « théorie » l'analyse de cette question sur l'exemple choisi par elle : celui de la Norvège.

Quelle a été et devait être la position du prolétariat norvégien et suédois dans le conflit provoqué par la séparation ? Des ouvriers conscients de Norvège auraient bien entendu voté *après* la séparation pour la république. [Si la majorité de la nation norvégienne avait été pour la monarchie et le prolétariat pour la république, alors, d'une façon générale, deux voies s'ouvriraient devant le prolétariat norvégien ou faire la révolution, si les conditions étaient mûres, ou se soumettre à la majorité et entreprendre un, long travail de propagande et d'agitation.] Et s'il s'est trouvé des socialistes pour voter d'une autre manière, cela montre simplement combien il y a parfois d'opportunisme obtus, petit-bourgeois, dans le socialisme européen. Il ne saurait y avoir deux avis là dessus, et nous ne touchons ce point que parce que Rosa Luxembourg essaie d'escamoter le fond de la question par des propos à *côté du sujet*. Pour ce qui est de la séparation, nous ignorons si le programme socialiste norvégien faisait un devoir aux social-démocrates de Norvège de s'en tenir à une

opinion déterminée. Admettons que non, que les socialistes norvégiens aient laissé en suspens la question de savoir dans quelle mesure l'autonomie de la Norvège suffisait pour une libre lutte de classes et dans quelle mesure les continuel frottements et conflits avec l'aristocratie suédoise entravaient la liberté de la vie économique. Mais que le prolétariat norvégien aurait dû marcher contre cette aristocratie pour la démocratie paysanne norvégienne (quelles que fussent ses étroites petites-bourgeoises), cela est incontestable.

Et le prolétariat suédois ? On sait que les grands propriétaires fonciers de Suède, épaulés par le clergé suédois, prêchaient la guerre contre la Norvège ; et comme la Norvège est bien plus faible que la Suède, comme elle avait déjà subi l'invasion suédoise, comme l'aristocratie suédoise est d'un très grand poids dans son pays, cette propagande constituait une menace très grave.

On peut gager que les Kokochkine suédois se sont longtemps évertués à corrompre les masses de Suède en les appelant à « user avec prudence » des « formules élastiques de la libre disposition politique des nations », en étalant les dangers d'une « dislocation de l'Etat », et en affirmant que la « liberté du peuple » était compatible avec les principes essentiels de l'aristocratie suédoise. Il ne fait pas le moindre doute que la social-démocratie suédoise aurait trahi la cause du socialisme et celle de la démocratie, si elle n'avait pas combattu de toutes ses forces l'idéologie et la politique des grands propriétaires fonciers aussi bien que des Kokochkine ; si elle n'avait pas défendu, *outré* l'égalité en droits des nations en général (que reconnaissent aussi les Kokochkine), le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la liberté de la Norvège de se séparer.

L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe *a gagné* à cette reconnaissance — par les ouvriers suédois — du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des privilèges de la bourgeoisie et de l'aristocratie suédoises. La destruction des liens imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois, a renforcé le lien qui unit les ouvriers norvégiens et suédois. Les ouvriers suédois ont démontré qu'à travers *toutes* les péripéties de la politique bourgeoise — un retour à la soumission des Norvégiens aux Suédois par la force est parfaitement possible sur le terrain des rapports bourgeois ! — ils sauront maintenir et sauvegarder la complète égalité des droits et la solidarité de classe des ouvriers des deux nations en lutte contre la bourgeoisie suédoise et contre la bourgeoisie norvégienne.

On voit d'ici, entre autres, combien sont peu fondées et même simplement futiles les tentatives que font parfois les « Fraks » pour « exploiter » nos désaccords avec Rosa Luxembourg contre la social-démocratie polonaise. Les « Fraks » ne sont pas un parti prolétarien, ni socialiste, mais un parti nationaliste petit-bourgeois, quelque chose comme des socialistes-révolutionnaires polonais. Il n'a jamais été question, et il ne pouvait être question, d'une unité quelconque des social-démocrates de Russie avec ce parti. Tandis qu'il ne s'est jamais trouvé un social-démocrate de Russie pour « se repentir » d'un rapprochement ou d'une union avec les social-démocrates polonais. C'est à la social-démocratie polonaise que revient l'immense mérite historique d'avoir créé, pour la première fois en Pologne, dans ce pays imprégné de tendances et d'engouements nationalistes, un parti véritablement marxiste, véritablement prolétarien. Mais ce mérite des social-démocrates polonais est grand non point parce que Rosa Luxembourg a débité des sottises contre le § 9 du programme marxiste de Russie, mais en dépit de cette fâcheuse circonstance.

Pour les social-démocrates de Pologne, le « droit de libre disposition » n'a certes pas la même importance que pour ceux de Russie. Il est tout naturel] que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme, ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire un grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxembourg, de nier la nécessité de reconnaître dans le programme des marxistes *de Russie* le droit de libre disposition.

C'est en somme vouloir ajuster des rapports compréhensibles du point de vue de l'horizon de Cracovie. à l'échelle de tous les peuples et de toutes les nations de Russie, y compris les Grands-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates tusses, pas plus que des social-démocrates internationalistes.

Car la social-démocratie internationaliste s'en tient précisément à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Nous y venons.

7. LA DÉCISION DU CONGRÈS INTERNATIONAL DE LONDRES DE 1896

Cette décision porte :

Le congrès proclame qu'il s'affirme pour le droit complet de libre disposition (*Selbstbestimmungsrecht*) de toutes les nations ; et il exprime sa sympathie aux ouvriers de tout pays qui souffre à l'heure actuelle sous le joug de l'absolutisme militaire, national ou autre : le congrès appelle les ouvriers de tous ces pays à rejoindre les rangs des ouvriers conscients (*Klassenbewusste = conscients* des intérêts de leur classe) du monde entier, afin de lutter avec eux pour vaincre le capitalisme international et réaliser les objectifs de la social-démocratie internationale.

[Cf. le compte rendu officiel allemand du congrès de Londres : *Verhandlungen und Beschlüsse des internationalen sozialistischen Arbeiter und Gewerkschafts-Kongresses zu London, vom 27. Juli bis 1. August 1896*. Berlin 1897, S. 18 (« Procès-verbaux et décisions du congrès international des partis ouvriers socialistes et des syndicats, tenu à Londres du 27 juillet au 1^{er} août 1896 ». Berlin 1.897, p. 18, N.R.). Il existe une brochure russe contenant les décisions des congrès internationaux où « libre disposition » est traduit à tort par « autonomie ».]

Comme nous l'avons déjà dit, nos opportunistes, MM. Semkovski, Liebmann et Iourkévitch, ignorent tout simplement cette décision. Mais Rosa Luxembourg en connaît et cite le texte complet, où figure la même expression que dans notre programme : « libre disposition ».

On se demande comment Rosa Luxembourg s'y prend pour écarter cet obstacle qui barre la route à son « originale » théorie ?

Oh ! très simplement : ... le centre de gravité est ici dans la seconde partie de la résolution... son caractère déclaratif ... ce n'est que par un malentendu que l'on peut s'y référer !!

L'impuissance et le désarroi de notre auteur sont tout simplement frappants D'ordinaire, les opportunistes qui se dérobent peureusement à toute franche polémique contre les points démocratiques et socialistes conséquents du programme, sont seuls à invoquer leur caractère déclaratif. Ce n'est visiblement pas sans raison que cette fois-ci Rosa Luxembourg s'est trouvée en la triste compagnie des Semkovski, des Liebmann et des Iourkévitch. Rosa Luxembourg n'ose pas dire franchement si elle tient cette résolution pour juste ou erronée. Elle louvoie et se dérobe, comme si elle comptait sur l'inattention et l'ignorance d'un lecteur qui, parvenu à la seconde partie de la résolution, aurait oublié la première, ou qui n'aurait jamais entendu parler des débats dans la presse socialiste avant le congrès de Londres.

Mais Rosa Luxembourg se trompe fort si elle croit pouvoir, devant les ouvriers conscients de Russie, fouler aux pieds aussi facilement la résolution de l'Internationale sur une importante question de principe, sans daigner même l'analyser avec esprit critique.

Au cours des débats qui précédèrent le congrès de Londres, principalement dans les colonnes de la revue des marxistes allemands *Die Neue Zeit*, fut exprimé le point de vue de Rosa Luxembourg, et ce point de vue subit en fait un échec devant l'Internationale ! Voilà la vérité que le lecteur russe surtout ne doit pas perdre de vue.

Les débats portèrent sur la question de l'indépendance de la Pologne. Trois points de vue avaient été formulés :

1. Le point de vue des « Fraks », au nom desquels intervint Hecker. Ils voulaient que par son programme l'Internationale reconnût la revendication de l'indépendance de la Pologne. Cette proposition ne fut pas adoptée. Ce point de vue subit un échec devant l'Internationale.

2. Le point de vue de Rosa Luxembourg : les socialistes polonais ne doivent pas revendiquer l'indépendance de la Pologne. Quant à la proclamation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il n'en pouvait être question de ce point de vue. Celui-ci subit également un échec devant l'Internationale.

3. Le point de vue que K. Kautsky, intervenant contre Rosa Luxembourg pour démontrer le caractère extrêmement « unilatéral » de son matérialisme, développa alors le plus à fond. De ce point de vue, l'Internationale ne peut, à l'heure actuelle, s'assigner comme programme l'indépendance de la Pologne. Mais les

socialistes polonais — disait Kautsky — sont pleinement en droit de formuler cette revendication. Du point de vue des socialistes, on aurait tort, incontestablement, de méconnaître les tâches de la libération nationale dans le cadre de l'oppression nationale.

La résolution de l'Internationale reproduit les thèses essentielles, fondamentales, de ce point de vue : d'une part, reconnaissance absolue et n'admettant aucune fausse interprétation du droit entier, pour toutes les nations, à disposer d'elles-mêmes ; d'autre part, appel non moins explicite aux ouvriers à réaliser l'unité *internationale* de leur lutte de classe.

Nous pensons que cette résolution est tout à fait juste, et que pour les pays d'Europe orientale et d'Asie au début du XX^e siècle, cette résolution précisément, et précisément en ses deux parties soudées sans solution de continuité, fournit la seule directive juste de la politique de classe prolétarienne dans la question nationale.

Arrêtons-nous un peu plus en détail sur les trois points de vue indiqués plus haut.

On sait que K. Marx et Fr. Engels considéraient comme un devoir absolu pour toute la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de l'indépendance de la Pologne. Pour les années 40 et 60, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond ; alors que dans ces pays *il n'existait pas* de mouvements démocratiques de masse, indépendants, le mouvement libérateur *seigneurial* en Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie entière, non seulement de tous les pays slaves, mais encore de toute l'Europe. *[Ce serait un très intéressant travail historique que de rapprocher la position du gentilhomme polonais insurgé de 1863, la position du révolutionnaire démocrate de Russie, Tchernychevski qui lui aussi (à l'instar de Marx), sut apprécier l'importance du mouvement polonais, et la position du petit bourgeois ukrainien Dragomanov, intervenu beaucoup plus tard et qui exprimait le point de vue du paysan, encore si barbare, si assoupi, si attaché à son tas de fumier, que la haine légitime qu'il nourrissait à l'égard du seigneur polonais l'empêchait de comprendre l'importance que la lutte de ces seigneurs avait pour la démocratie de toute la Russie. (Cf La Pologne historique et la démocratie de Russie, par Dragomanov.) Dragomanov a pleinement mérité les embrassades enthousiastes dont le gratifia par la suite monsieur P. B. Strouvé, devenu alors national-libéral.]*

Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIX^e siècle, il a cessé de l'être au XX^e. Des mouvements démocratiques indépendants, voire un mouvement prolétarien indépendant a pris naissance dans la plupart des pays slaves, et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne *ne* pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire *exceptionnelle*.

Lorsque le P.P.S. (« Parti socialiste polonais », les « Fraks » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « fixer » le point de vue de Marx *d'une autre époque*, cela signifiait exploiter la *lettre* du marxisme contre l'*esprit* du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais avaient-ils parfaitement raison de s'élever contre les entraînements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer ce principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

Cela signifiait-il cependant qu'au début du XX^e siècle l'Internationale pouvait reconnaître comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre disposition politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été la plus grande absurdité, qui aurait signifié (en théorie) reconnaître pour terminée la transformation démocratique bourgeoise des Etats turc, russe, chinois ; qui aurait été (en pratique) de l'opportunisme par rapport à l'absolutisme.

Non En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'aggravation des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis dans la politique nationale doit être double : reconnaissance du droit de libre disposition pour toutes les nations, car la refonte démocratique bourgeoise n'est pas encore terminée, car la démocratie ouvrière sauvegarde avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine, l'égalité en droits des nations et l'union la plus étroite, indissoluble, de la lutte de

classe des prolétaires de toutes les nations d'un Etat donné pendant toutes les péripéties de son histoire, pendant tous les remaniements des frontières des Etats par la bourgeoisie.

C'est précisément cette double tâche du prolétariat que formule la résolution de l'Internationale en 1896. Tels sont précisément les principes qui sont à la base de la résolution de la conférence des marxistes russes en été 1913. Il est des gens qui trouvent « contradictoire » que dans son point 4 cette résolution reconnaisse le droit de libre disposition, de séparation, et « accorde », semble-t-il, le maximum au nationalisme (en fait, dans la reconnaissance du *droit de toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes, il y a un maximum de *démocratie* et un minimum de nationalisme), — tandis qu'au point 5, elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de toute bourgeoisie et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes internationalement unies. Mais seuls des esprits tout à fait plats peuvent voir ici une « contradiction », des esprits incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien *ont gagné* à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un Etat indépendant.

8. L'UTOPISTE KARL MARX ET LA PRATIQUE ROSA LUXEMBOURG

Rosa Luxemburg, qui déclare que l'indépendance de la Pologne est « utopique », et le répète jusqu'à satiété, s'exclame ironiquement : pourquoi ne pas revendiquer l'indépendance de l'Irlande ?

Apparemment, la « pratique » Rosa Luxemburg ignore quelle était l'attitude de K. Marx vis-à-vis de l'indépendance de l'Irlande. Il vaut la peine de s'y arrêter, afin de montrer l'analyse — d'un point de vue véritablement marxiste et non opportuniste — d'une revendication *concrète* d'indépendance nationale.

Marx avait coutume de « tâter les dents » comme il disait, aux socialistes de sa connaissance, afin de s'assurer de leur conscience et de la force de leur conviction. Ayant fait la connaissance de Lopatine, Marx écrit à Engels le 5 juillet 1870 une appréciation flatteuse au plus haut point pour le jeune socialiste russe, mais il ajoute :

... « Un point faible : *la Pologne*. Sur ce point, Lopatine parle absolument comme un Anglais — disons un chartiste anglais de la vieille école — à propos de l'Irlande. »

Marx interroge un socialiste d'une nation oppressive sur son attitude vis-à-vis de la nation opprimée ; et il découvre aussitôt le défaut *commun* aux socialistes des nations dominantes (anglaise et russe) : incompréhension de leurs devoirs de socialistes à l'égard des nations opprimées ; rabâchage de préjugés empruntés à la bourgeoisie de la « grande nation dominante ».

Avant de passer aux déclarations positives de Marx à propos de l'Irlande, il faut faire cette réserve que Marx et Engels traitaient avec un sévère esprit critique la question nationale en général, dont ils appréciaient l'importance en conformité avec les conditions historiques. C'est ainsi qu'Engels écrivait à Marx, le 23 mai 1851, que l'étude de l'histoire l'amenait à des conclusions pessimistes touchant la Pologne ; que celle-ci n'avait qu'une importance temporaire, uniquement jusqu'à la révolution agraire en Russie. Le rôle des Polonais dans l'histoire est celui d'« audacieuses sottises », « On ne peut supposer un instant que même face à la seule Russie, la Pologne puisse représenter le progrès ou avoir une importance historique quelconque. » Il existe en Russie plus d'éléments de civilisation, d'instruction, d'industrie, de bourgeoisie, que dans l'« aristocratique et indolente Pologne ». « Qu'est-ce que Varsovie et Cracovie à côté de Pétersbourg, de Moscou, d'Odessa ! » Engels ne croit pas au succès des soulèvements des gentilshommes polonais.

Mais toutes ces pensées, où il y a tant de perspicacité géniale, n'ont nullement empêché Engels et Marx, douze ans plus tard, alors que la Russie sommeillait encore et que la Pologne était en ébullition, de sympathiser ardemment avec le mouvement polonais.

En 1864, alors qu'il compose l'Adresse de l'Internationale, Marx écrit à Engels (4 novembre 1864), *qu'il* lui faut combattre le nationalisme de Mazzini. « Lorsque, dans l'Adresse, il s'agit de la politique internationale, je parle des pays et non des nationalités, je dénonce la Russie et non des Etats moins importants », — écrit Marx. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'à côté de la « question ouvrière », la question nationale n'a qu'une importance subordonnée. Mais sa théorie est aussi éloignée de la méconnaissance des mouvements nationaux que le ciel l'est de la terre.

Arrive l'année 1866. Marx écrit à Engels au sujet de la « clique proudhonienne » de Paris qui « déclare la nationalité un non-sens et s'en prend à Bismarck et à Garibaldi. Comme polémique contre le chauvinisme, cette tactique est utile et peut s'expliquer. Mais lorsque les adeptes de Proudhon (auxquels appartiennent également mes bons amis d'ici, Lafargue et Longuet) pensent que toute l'Europe peut et doit rester tranquillement et paisiblement assise sur son arrière-train en attendant que les maîtres de la France abolissent l'ignorance et la misère... ils sont ridicules » (Lettre du 7 juin 1866).

« Hier — écrit Marx le 20 juin 1866 — il y a eu des débats au Conseil de l'Internationale sur la guerre en cours... Les débats, comme il fallait s'y attendre, se sont concentrés sur la question des « nationalités » et de notre attitude à son égard... Les représentants de la « jeune France » (*pas ouvriers*) mirent en avant ce point de vue que toute nationalité et la nation elle-même sont des préjugés vieilliss. Du stérisme proudhonien... Le monde entier doit attendre que les Français soient mûrs pour accomplir la révolution sociale... Les Anglais ont bien ri lorsque j'ai commencé mon discours en disant que notre ami Lafargue et les autres, qui ont aboli les nationalités, s'adressent à nous en français, c'est-à-dire en une langue incompréhensible aux neuf dixièmes de l'assemblée. Ensuite j'ai donné à entendre que sans s'en rendre compte lui-même, Lafargue comprend, semble-t-il, par négation des nationalités, leur absorption par la nation modèle, la française. »

De toutes ces remarques critiques de Marx, la déduction est claire : la classe ouvrière est la moins susceptible de faire un fétiche de la question nationale, car le développement du capitalisme n'éveille pas forcément *toutes* les nations à une vie indépendante. Mais une fois que sont apparus des mouvements nationaux de masse, les répudier, refuser de soutenir ce qu'ils ont de progressif, c'est en fait céder aux préjugés *nationalistes* : c'est reconnaître « sa » nation comme la « nation modèle » (ou, ajouterons-nous pour notre part, comme la nation détenant le privilège exclusif d'édifier un Etat). [*Comparez encore la lettre de Marx à Engels, du 3 juin 1867... « C'est avec une véritable satisfaction que j'ai appris, par la correspondance parisienne du Times, les acclamations polonophiles des Parisiens contre la Russie... M. Proudhon et sa petite clique de doctrinaires, ce n'est pas encore le peuple français. »*]

Mais revenons à la question de l'Irlande.

La position de Marx dans cette question est exprimée avec le plus de clarté dans les extraits suivants de ses lettres :

« Je me suis efforcé de susciter par tous les moyens une manifestation des ouvriers anglais en faveur du fénianisme¹⁷⁷... Auparavant, je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on après la séparation aboutir à la fédération. » Ainsi écrivait Marx dans une lettre à Engels, en date du 2 novembre 1867.

Dans une lettre du 30 novembre de la même année, il ajoutait :

« Que devons-nous conseiller aux ouvriers *anglais* ? A mon avis, ils doivent faire du *Repeal* (rupture) de l'union !de l'Irlande avec l'Angleterre, c'est-à-dire de la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre) un point de leur programme — bref la revendication de 1783, mais démocratisée et adaptée aux conditions actuelles. C'est là l'unique forme légale de l'affranchissement de l'Irlande, et, pour cette raison, la seule qui puisse être adoptée par le programme d'un parti *anglais*. L'expérience montrera par la suite si une simple union personnelle entre les deux pays peut-être durable... Aux Irlandais sont indispensables : 1. L'autonomie et l'indépendance vis-à-vis de l'Angleterre ; 2. Une révolution agraire»...

Attribuant une importance énorme à la question irlandaise, Marx faisait à l'Alliance ouvrière allemande des rapports d'une heure et demie sur ce sujet (lettre du 17 décembre 1867).

Engels note dans une lettre du 20 novembre 1868 « la haine pour les Irlandais qui règne parmi les ouvriers anglais » ; et près d'une année plus tard (24 octobre 1869), revenant à ce même sujet, il écrit :

« De l'Irlande à la Russie, *il n'y a qu'un pas* [*En français dans le texte. (N. du Trad.)*]... L'histoire de l'Irlande montre quel malheur c'est, pour un peuple, d'avoir asservi un autre peuple. Toutes les bassesses anglaises ont leur origine dans la sphère irlandaise. Je dois encore étudier l'époque de Cromwell, mais en tout cas, il est pour moi incontestable que les choses, en Angleterre également, auraient pris un autre tour, n'eût été la nécessité de maîtriser militairement l'Irlande et de créer une nouvelle aristocratie. »

Mentionnons en passant la lettre de Marx à Engels, en date du 18 août 1869 :

« En Posnanie, les ouvriers polonais ont fait une grève victorieuse grâce à l'appui de leurs camarades de Berlin. Cette lutte contre « Monseigneur le Capital » — même sous sa forme inférieure, celle d'une grève — mettra fin aux préjugés nationaux bien plus efficacement que les déclamations sur la paix dans la bouche de messieurs les bourgeois. »

La politique suivie par Marx à l'égard de la question irlandaise au sein de l'Internationale, ressort de ce qui suit :

Le 18 novembre 1869 Marx écrit à Engels qu'il a tenu un discours d'une heure un quart au Conseil de l'Internationale, à propos de l'attitude du ministère britannique dans la question de l'amnistie irlandaise, et qu'il a proposé la résolution suivante :

... arrête
que dans sa réponse aux revendications irlandaises demandant la mise en liberté des patriotes irlandais, M. Gladstone offense à bon escient la nation irlandaise ;
qu'il fait dépendre l'amnistie politique de conditions également humiliantes pour les victimes d'un mauvais gouvernement et pour le peuple qu'il représente ;
que Gladstone, bien que lié par sa situation officielle, a publiquement et solennellement salué la révolte des esclavagistes américains, et entreprend à présent de prêcher au peuple irlandais la doctrine de l'obéissance passive ;
que toute sa politique à l'égard de l'amnistie irlandaise est une authentique manifestation de cette « *politique de conquêtes* » dont la dénonciation a permis à M. Gladstone de renverser le ministère de ses adversaires, les Tories ;
que le Conseil général de l'Association internationale des Travailleurs exprime son admiration pour la hardiesse, la fermeté et l'élévation avec lesquelles le peuple irlandais mène sa campagne pour l'amnistie ;
que cette résolution doit être communiquée à toutes les sections de l'Association internationale des Travailleurs et à toutes les organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique en rapports avec elle.

Le 10 décembre 1869, Marx écrit que son rapport sur la question irlandaise au Conseil de l'Internationale sera conçu de la façon suivante :

... En dehors de toute phraséologie « internationaliste » et « humanitaire » sur la « justice envers l'Irlande », — car la chose va de soi au Conseil de l'Internationale — *les intérêts directs, absolus, de la classe ouvrière anglaise exigent que soient rompus ses liens actuels avec l'Irlande*. Telle est ma conviction la plus profonde, basée sur des raisons que, partiellement, je ne puis découvrir aux ouvriers anglais eux-mêmes. J'ai longtemps pensé qu'il serait possible de renverser le régime irlandais grâce aux progrès de la classe ouvrière anglaise. J'ai toujours défendu cette opinion dans la *New-York Tribune* [journal américain auquel Marx a longtemps collaboré]. Une étude plus approfondie de la Question m'a convaincu du contraire. La classe ouvrière anglaise *ne pourra rien faire* tant qu'elle ne sera pas débarrassée de l'Irlande ... La réaction anglaise en Angleterre a ses racines dans l'asservissement de l'Irlande [l'italique est de Marx].

Maintenant, la politique de Marx dans la question irlandaise doit être parfaitement claire pour le lecteur.

L'« utopiste » Marx est si « peu pratique » qu'il se prononce pour la séparation de l'Irlande, laquelle, même un demi-siècle plus tard, n'est pas encore réalisée D'où vient donc cette politique de Marx, et n'était-elle pas erronée ?

Marx avait d'abord pensé que ce n'était pas le mouvement national de la nation opprimée, mais le mouvement ouvrier au sein de la nation oppressive qui libérerait l'Irlande. Marx ne fait pas des mouvements nationaux un absolu, sachant que seule la victoire de la classe ouvrière peut entièrement affranchir toutes les nationalités. Tenir compte à l'avance de toutes les corrélations possibles entre les mouvements émancipateurs bourgeois des nations opprimées et le mouvement émancipateur prolétarien de la nation oppressive (problème qui rend précisément si difficile la question nationale dans la Russie moderne) est chose impossible.

Mais les circonstances ont fait que la classe ouvrière anglaise est tombée pour un temps assez long sous l'influence des libéraux, qu'elle se traîne à leur remorque, et qu'elle est décapitée par une politique ouvrière libérale. Le mouvement émancipateur bourgeois en Irlande s'est renforcé et a pris des formes révolutionnaires. Marx révisé son opinion et la corrige. « C'est un malheur pour un peuple d'en avoir asservi un autre ». La classe ouvrière d'Angleterre ne s'affranchira pas aussi longtemps que l'Irlande ne sera pas affranchie du joug anglais. L'asservissement de l'Irlande raffermirait et alimente la réaction en Angleterre (comme l'asservissement d'une série de nations alimente la réaction en Russie !).

Et Marx, tout en faisant voter par l'Internationale une résolution de sympathie à la « nation irlandaise », au « peuple irlandais » (le subtil L. VI, aurait certainement mis en pièces le pauvre Marx pour son oubli de la lutte de classes !) recommande la *séparation* de l'Irlande d'avec l'Angleterre « dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération ».

Quelles sont les prémisses théoriques de cette conclusion de Marx ? D'une façon générale, la révolution bourgeoise en Angleterre est depuis longtemps terminée. Mais en Irlande elle n'est pas achevée ; les réformes des libéraux anglais ne l'achèvent qu'aujourd'hui, après un demi-siècle. Si le capitalisme avait été renversé en Angleterre aussi rapidement que Marx l'avait d'abord espéré, il n'y aurait pas eu place en Irlande pour un mouvement démocratique bourgeois, national. Mais puisqu'il est apparu, Marx conseille aux ouvriers anglais de le soutenir, de lui imprimer une poussée révolutionnaire, de le mener jusqu'au bout dans l'intérêt de *leur propre* liberté.

Les relations économiques de l'Irlande et de l'Angleterre étaient, vers 1860-1870, certainement plus étroites que celles de la Russie avec la Pologne, avec l'Ukraine, etc. Le caractère « peu pratique » et « irréalisable » de la séparation de l'Irlande (ne fût-ce qu'en vertu des conditions géographiques et en vertu aussi de l'énorme puissance coloniale de l'Angleterre) sautait aux yeux. Ennemi en principe du fédéralisme, Marx admet dans ce cas particulier la fédération [*Il est d'ailleurs facile de voir pourquoi par droit de « libre disposition » des nations, on ne saurait comprendre, au point de vue social-démocrate, ni la fédération, ni l'autonomie (bien qu'abstraitement parlant, l'une et l'autre entrent dans la notion de « libre disposition »).* Le droit à la fédération est en général un non-sens, car la fédération est un contrat bilatéral. Les marxistes ne peuvent absolument pas inscrire dans leur programme la défense du fédéralisme en général : il ne saurait en être question. Quant à l'autonomie, les marxistes défendent non le « droit à » l'autonomie, mais l'autonomie elle-même comme principe général, universel, d'un Etat démocratique à composition nationale hétérogène et dont les conditions géographiques et autres seraient nettement différenciées. C'est pourquoi reconnaître « le droit des nations à l'autonomie » serait aussi insensé que reconnaître « le droit des nations à la fédération ».] à la condition que l'émancipation de l'Irlande se fasse par la voie révolutionnaire et non réformiste, par un mouvement des masses populaires d'Irlande que soutiendrait la classe ouvrière d'Angleterre. Il ne peut faire de doute que seule cette solution d'une tâche historique aurait le mieux favorisé les intérêts du prolétariat et accéléré le développement social.

Les choses ont tourné autrement. Le peuple irlandais et le prolétariat anglais étaient faibles. C'est seulement maintenant que la question irlandaise se *résout* (l'exemple de l'Ulster montre combien laborieusement) par de misérables transactions entre les libéraux anglais et la bourgeoisie irlandaise, par une réforme agraire (avec rachat) et par une autonomie (pour le moment encore inappliquée). Qu'est-ce à dire ? S'ensuit-il que Marx et Engels étaient des « utopistes », qu'ils formulaient des revendications nationales « irréalisables », qu'ils se laissaient influencer par les nationalistes petits-bourgeois d'Irlande (le caractère petit-bourgeois du mouvement des fénians est indubitable), etc.? Non. Dans la question irlandaise également, Marx et Engels ont mené une politique prolétarienne conséquente, propre à éduquer réellement les masses dans l'esprit du démocratisme et du socialisme. Seule cette politique était capable d'épargner, à l'Irlande comme à l'Angleterre, le retard d'un demi-siècle apporté dans la réalisation des réformes indispensables, ainsi que leur mutilation par les libéraux désireux de plaire à la réaction.

La politique de Marx et d'Engels dans la question irlandaise a fourni le plus grand exemple, qui conserve jusqu'à présent une énorme importance *pratique*, de la façon dont le prolétariat des nations qui oppriment doit se comporter envers les mouvements nationaux ; elle a été une mise en garde contre l'« empressement servile » que les philistins de tous les pays, de toutes les couleurs et de toutes les langues, mettent à qualifier d'« utopique » une modification des frontières des Etats créées par la violence et les privilèges des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie d'une nation. Si les prolétariats d'Irlande et d'Angleterre n'adoptaient pas la politique de Marx et ne faisaient pas de la séparation de l'Irlande leur mot d'ordre, ce serait de leur part le pire opportunisme, un oubli des tâches du démocrate et du socialiste, une concession à la réaction et à la bourgeoisie *anglaises*.

9. LE PROGRAMME DE 1903 ET SES LIQUIDATEURS

Les procès-verbaux du congrès de 1903, qui adopta le programme des marxistes de Russie, sont devenus des pièces très rares, et l'immense majorité des militants actuels du mouvement ouvrier ignorent le pourquoi des différents points de ce programme (d'autant plus que tous les écrits qui s'y rapportent sont loin de jouir des bienfaits de la légalité...). Aussi est-il nécessaire de nous arrêter sur l'examen, au congrès de 1903, de la question qui nous intéresse.

Notons d'abord que si pauvre qu'elle soit, la littérature social-démocrate russe concernant le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » montre cependant avec évidence que ce droit a toujours été compris dans le sens de droit à la séparation. Messieurs les Semkovski, Liebmann et Iourkévitch qui en doutent et déclarent que le § 9 « manque de clarté », etc., ne parlent de ce « manque de clarté » que par ignorance extrême ou par insouciance. Dès 1902, défendant dans la *Zaria* le « droit de libre disposition » dans le projet de programme, Plékhanov écrivait que cette revendication, qui n'est pas obligatoire pour les démocrates bourgeois, « est obligatoire pour les social-démocrates ». « Si nous l'avions omise, écrivait Plékhanov, ou si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos contemporains de la nation grande-russe, c'eût été dans notre bouche un mensonge honteux ... que l'appel... : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

C'est là une caractéristique très heureuse de l'argument essentiel en faveur du point considéré ; et ce n'est pas sans raison que les critiques de notre programme, « oublieux de leur parenté », l'ont éludée et l'éluent peureusement... Renoncer à ce point du programme, quels que soient les motifs invoqués, signifie *en fait* une « honteuse » concession au nationalisme *grand-russe*. Pourquoi grand-russe, puisqu'on parle du droit de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes ? Parce qu'il s'agit de la séparation *d'avec* les Grands-Russes. Les intérêts de *l'union des prolétaires*, les intérêts de leur solidarité de classe, exigent la reconnaissance du droit des *nations* à la *séparation* : voilà ce que Plékhanov a reconnu il y a quatorze ans, dans les paroles que nous avons citées. S'ils y avaient bien réfléchi, nos opportunistes n'auraient sans doute pas dit tant de sottises à propos de la libre disposition.

Au congrès de 1903 où fut ratifié ce projet de programme défendu par Plékhanov, le gros du travail se faisait à la *commission du programme* dont, malheureusement, on n'a pas dressé de procès-verbaux. Or c'est sur ce point qu'ils auraient été particulièrement intéressants, car c'est *seulement* au sein de la commission que les représentants des social-démocrates polonais, Varchavski et Ganetski, ont essayé de défendre leurs conceptions et de contester la « reconnaissance du droit de libre disposition ». Le lecteur qui voudrait comparer leurs arguments (exposés dans le discours de Varchavski, ainsi que dans la déclaration qu'il avait faite avec Ganetski, pp. 134-136 et 388-390 des procès-verbaux) à ceux que Rosa Luxembourg apporte dans son article polonais que nous avons analysé, constaterait l'identité complète de ces arguments.

Quelle fut donc à l'égard de ces arguments l'attitude de la commission du programme du II^e congrès où Plékhanov surtout s'éleva contre les marxistes polonais ? Ces arguments furent cruellement raillés ! L'ineptie de la proposition faite aux marxistes *de Russie* de rejeter la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes apparut avec tant de clarté et d'évidence que les marxistes polonais *n'osèrent pas même reprendre leurs arguments à l'assemblée plénière du congrès* !! Ils quittèrent le congrès après s'être convaincus de l'inanité de leur position devant l'assemblée suprême des marxistes, tant grands-russes que juifs, géorgiens et arméniens.

Cet épisode historique a, bien entendu, une très grande importance pour quiconque s'intéresse sérieusement à son programme. La débâcle complète des arguments des marxistes polonais à la commission du programme et leur renonciation à toute tentative de défendre leurs opinions devant l'assemblée du congrès, est un fait extrêmement symptomatique. Ce n'est pas sans raison que Rosa Luxembourg l'a « discrètement » passé sous silence dans son article de 1908 : apparemment, le souvenir du congrès lui était par trop désagréable ! De même, elle a passé sous silence la proposition ridiculement malheureuse d'« amender » le § 9 du programme, proposition faite en 1903 par Varchavski et Ganetski au nom de tous les marxistes polonais, et que n'ont osé (et n'oseront) renouveler ni Rosa Luxembourg ni les autres social-démocrates polonais.

Mais si Rosa Luxembourg, pour dissimuler sa défaite de 1903, a passé ces faits sous silence, ceux qui s'intéressent à l'histoire de leur Parti se préoccupèrent de les connaître et d'en méditer la signification.

... « Nous proposons, — écrivaient les amis de Rosa Luxembourg au congrès de 1903 en le quittant, — de formuler de la façon suivante le septième (aujourd'hui le neuvième) paragraphe du projet de programme : § 7. *Institutions garantissant l'entière liberté du développement culturel à toutes les nations qui composent l'Etat* » (p. 390 des procès-verbaux).

Ainsi, les marxistes polonais formulaient alors sur la question nationale des opinions si vagues qu'au *lieu* de la libre disposition, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie culturelle-nationale » !

Cela paraît presque invraisemblable, mais c'est malheureusement un fait. Au congrès même, bien qu'il s'y trouvât cinq bundistes disposant de cinq voix et trois Caucasiens disposant de six voix, sans compter une voix

consultative, celle de Kostrov¹⁷⁸ — il ne s'est pas trouvé *une seule* voix pour la *suppression* du paragraphe concernant la libre disposition. Trois voix se sont prononcées pour que fût adjointe à ce paragraphe l'« autonomie culturelle-nationale » (pour la formule de Goldblatt : « création d'institutions garantissant aux nations l'entière liberté du développement culturel »), et quatre pour la formule de Liber (« droit pour elles — pour les nations — à un libre développement culturel »).

Maintenant qu'est apparu un parti libéral russe, le parti des cadets, nous savons que dans *son* programme, la « libre disposition culturelle » a été substituée à la libre disposition politique des nations. De sorte qu'en « combattant » le nationalisme du P.P.S., les amis polonais de Rosa Luxembourg l'ont fait si bien qu'ils ont proposé de remplacer le programme marxiste par un programme *libéral* ! Et ce faisant, c'est eux qui accusaient notre programme d'opportunisme. Peut-on s'étonner qu'à la commission du programme du II^e congrès cette accusation ait été accueillie par des éclats de rire !

Comment la « libre disposition » était-elle comprise des délégués au II^e congrès, dont *pas un*, nous l'avons vu, ne s'est prononcé contre la « libre disposition des nations » ?

C'est ce que nous disent les trois passages suivants des procès-verbaux :

« *Martynov* trouve qu'on ne saurait donner aux mots « libre disposition » une large interprétation ; ils signifient simplement le droit des nations à s'isoler en un tout politique distinct, et nullement l'autonomie régionale » (p. 171). *Martynov* était membre de la commission du programme où furent réfutés et tournés en ridicule les arguments des amis de Rosa Luxembourg. Par ses conceptions, *Martynov* était alors un économiste, un farouche adversaire de *l'Iskra*, et s'il avait exprimé une opinion autre que celle de la majorité de la commission du programme, il eût été certainement réfuté.

Goldblatt, un bundiste, prit le premier la parole lorsque, après les travaux de la commission, le congrès passa à l'examen du § 8 (aujourd'hui § 9) du programme.

« Contre le « droit de libre disposition », — déclara Goldblatt, — on ne peut rien objecter. Si une nation quelconque lutte pour son indépendance, on ne doit pas s'y opposer. Si la Pologne ne veut pas contracter un légitime mariage avec la Russie, il faut la laisser faire, ainsi que s'est exprimé le camarade Plékhanov. Dans ces limites, je suis d'accord avec ce point de vue » (pp. 175-176).

Plékhanov n'a pas du tout pris la parole à ce sujet devant l'assemblée plénière du congrès. Goldblatt invoque les paroles prononcées par Plékhanov à la commission du programme, où le « droit de libre disposition » avait été amplement et populairement expliqué dans le sens de droit à la séparation. Liber, qui parla après Goldblatt, fit remarquer que

« bien entendu, si une nationalité quelconque ne peut pas vivre dans les limites de la Russie, le Parti n'y fera pas obstacle » (p. 176).

Le lecteur voit qu'au II^e congrès du Parti, qui adopta le programme, tous étaient d'accord pour reconnaître que la libre disposition signifiait « uniquement » le droit à la séparation. Les bundistes eux-mêmes s'étaient alors pénétrés de cette vérité, et c'est seulement à notre triste époque de contre-révolution persistante et de « reniements » de toute sorte qu'il s'est trouvé des gens enhardis par leur ignorance pour déclarer que le programme « manque de clarté ». Mais avant de consacrer notre temps à ces pitoyables « social-démocrates eux aussi », terminons-en avec l'attitude des Polonais envers le programme.

Ils étaient venus au II^e congrès (1903) en déclarant que l'unification était nécessaire et urgente. Mais ils quittèrent le congrès après leur « échec » à la commission du programme, et leur *dernier mot* fut une déclaration écrite, publiée dans les procès-verbaux du congrès, qui renferme la proposition mentionnée plus haut, de *remplacer* la libre disposition par l'autonomie culturelle-nationale.

En 1906, les marxistes polonais adhéraient au Parti ; au moment de leur adhésion, ni après (ni au congrès de 1907, ni aux conférences de 1907 et 1908, ni à l'assemblée plénière de 1910), *pas une fois ils n'ont fait* une proposition de modifier le § 9 du programme du P.O.S.D.R. !!

C'est un fait.

Et ce fait démontre nettement, en dépit de toutes les phrases et assurances, que les amis de Rosa Luxembourg estimaient la question épuisée par les débats à la commission du programme du II^e congrès et par la décision de ce congrès, qu'ils ont tacitement reconnu leur erreur et qu'ils l'ont corrigée en adhérant au Parti en 1906, après avoir quitté le congrès en 1903, sans avoir jamais essayé de poser *par la voie du Parti* la question de la révision du § 9 du programme.

L'article de Rosa Luxembourg parut sous sa signature en 1908 — bien entendu, il n'est jamais venu à l'idée de personne de dénier aux publicistes du Parti le droit de critiquer le programme, — et *après* cet article, *aucun* organisme officiel des marxistes polonais n'a soulevé la question de la révision du § 9.

Aussi est-ce en vérité le pavé de l'ours que le service rendu par Trotski à certains admirateurs de Rosa Luxembourg, lorsqu'il écrit au nom de la rédaction de la *Borba* (n° 2, mars 1914) :

... « Les marxistes polonais estiment que le «droit de libre disposition nationale » est absolument dénué de contenu politique et qu'il doit être rejeté du programme» (p. 25).

L'obligeant Trotski est plus dangereux qu'un ennemi ! Nulle part, si ce n'est dans des « entretiens privés » (c'est-à-dire tout simplement dans les commérages, dont se nourrit toujours Trotski), *il n'a pu* trouver de preuves lui permettant de ranger les « marxistes polonais » en général parmi les partisans de chaque article de Rosa Luxembourg. Trotski a présenté les « marxistes polonais » comme des gens sans honneur ni scrupule, ne sachant même pas respecter leurs propres convictions et le programme de leur Parti. L'obligeant Trotski !

Lorsqu'en 1903, les représentants des marxistes polonais quittèrent le II^e congrès à *cause* de la divergence sur le droit de libre disposition, Trotski pouvait *alors* dire qu'ils estimaient que ce droit était dénué de contenu et qu'il devait être rejeté du programme.

Mais depuis, les marxistes polonais *ont adhéré* au Parti qui avait ce programme, et jamais ils n'ont fait la proposition de le réviser. [*On nous communique qu'à la conférence des marxistes de Russie (été 1913), les marxistes polonais participèrent seulement avec voix consultative, et que sur la question du droit de libre disposition (de séparation), ils ne votèrent pas du tout, parce qu'étant contre ce droit en général Bien entendu, ils avaient entièrement le droit d'agir ainsi et de continuer à mener en Pologne une agitation contre sa séparation. Mais ce n'est pas tout à fait ce dont parle Trotski, parce que les marxistes polonais n'ont point demandé que le § 9 fût « rayé du programme ».*]

Pourquoi Trotski a-t-il caché ces faits aux lecteurs de sa revue ? Simplement parce qu'il lui est avantageux de spéculer sur l'aggravation des désaccords entre adversaires polonais et russes du liquidationnisme, et de tromper les ouvriers russes en ce qui touche le programme.

Jamais encore Trotski n'a eu d'opinion bien arrêtée sur aucune question sérieuse du marxisme ; il s'est toujours « insinué » à la faveur de tel ou tel désaccord et passait d'un camp à l'autre. A l'heure actuelle, il se trouve en compagnie des bundistes et des liquidateurs. Or, ces messieurs-là en prennent à leur aise avec le Parti.

Voyez le bundiste Liebmann :

Quand la social-démocratie russe, — écrit ce gentleman, — il y a quinze ans, a inscrit à son programme un paragraphe sur le droit de chaque nationalité à « disposer d'elle-même », chacun (!!) se demanda : que signifie, à proprement parler, cette expression à la mode (!!) ? A cela, pas de réponse (!!), Cette expression est restée (!!) enveloppée de brouillard En réalité, il eût été difficile à l'époque, de dissiper ce brouillard On disait alors : le temps n'est pas encore venu de concrétiser ce paragraphe : qu'il reste pour l'instant enveloppé de brume (!!) la vie elle-même suggérera le contenu à mettre dans ce paragraphe.

N'est-il pas magnifique, ce « gamin sans culotte¹⁷⁹ » qui se moque du programme du Parti ?

Et pourquoi se moque-t-il ?

Tout bonnement parce qu'il est un ignorant achevé qui n'a rien appris, n'a même rien lu sur l'histoire du Parti, et est simplement tombé dans un milieu de liquidateurs où il est « de mise » de se promener tout nu quand il s'agit du Parti, des principes du Parti.

Chez Pomialovski, un séminariste se vante d'avoir « craché dans un baquet de choucroute ». ¹⁸⁰ Messieurs les bundistes ont fait mieux. Ils lâchent des Liebmann afin que les dits gentlemen crachent publiquement dans leur propre baquet. Qu'il y ait eu une décision d'un congrès international, qu'au congrès de leur propre parti deux représentants de leur propre Bund se soient montrés (et pourtant c'étaient là des critiques « sévères » et des ennemis décidés de l'*Iskra* !) parfaitement capables de comprendre le sens de la « libre disposition », et qu'ils aient même été d'accord avec elle, qu'importe à messieurs les Liebmann ? Et ne sera-t-il pas plus aisé de liquider le Parti si des « journalistes du Parti » (ne plaisantez pas !) se mettent à traiter en séminaristes l'histoire et le programme du Parti ?

Voici un autre « gamin sans culotte » : Iourkévitch de la *Dzvina*. M. Iourkévitch a vraisemblablement eu entre les mains les procès-verbaux du II^e congrès, car il cite les paroles de Plékhanov, reproduites par Goldblatt, et il montre qu'il sait que la libre disposition ne peut signifier que le droit à la séparation. Mais cela ne l'empêche pas de répandre parmi la petite bourgeoisie ukrainienne des calomnies contre les marxistes russes, en prétendant qu'ils seraient pour l'« intégrité de l'Etat » russe (1913, n° 7-8, p. 83 et suivantes). Certes, les Iourkévitch ne pouvaient imaginer meilleur moyen que cette calomnie pour éloigner la démocratie ukrainienne de la démocratie grande-russe. Or, un tel éloignement est conforme à toute la ligne politique du groupe des littérateurs de la *Dzvina*, qui prêchent la *séparation* des ouvriers ukrainiens pour former une organisation nationale à part. [Voir notamment la préface de M. Iourkévitch au livre de M. Léviski : *Aperçu sur le développement du mouvement ouvrier ukrainien en Galicie. Kiev, 1914.*]

Certes, à un groupe de petits bourgeois nationalistes qui divisent le prolétariat — et c'est bien là le rôle objectif de la *Dzvina* — il sied à merveille de répandre une confusion extrême dans la question nationale. Il va de soi que les Iourkévitch et les Liebmann — qui se fâchent « terriblement » lorsqu'on les traite d'éléments « à côté du parti » — n'ont pas dit un mot, mais absolument pas un mot, sur la façon dont *eux* auraient voulu résoudre dans le programme la question du droit de séparation. Et voici le troisième et principal « gamin sans culotte », M. Semkovski qui, dans les colonnes de l'organe des liquidateurs, « démolit » à la face du public grand-russe le § 9 du programme, et déclare en même temps « ne point partager, pour certaines considérations, la proposition » d'exclure ce paragraphe !!

C'est incroyable, mais c'est un fait.

En août 1912, la conférence des liquidateurs pose officiellement la question nationale. Au cours de dix-huit mois, pas un article, hormis celui de Semkovski, au sujet du § 9. Et dans cet article, l'auteur *réfute* le programme, « sans partager pour *certaines* considérations » (une maladie secrète, peut-être ?) la proposition de l'amender !! On peut affirmer qu'il serait malaisé de trouver dans le monde entier des exemples d'un tel opportunisme, et pis que de l'opportunisme, d'un tel reniement, d'une telle liquidation du Parti. Ce que sont les arguments de Semkovski, un exemple suffira pour les illustrer :

Comment faire, — écrit-il, — si le prolétariat polonais voulait, dans le cadre d'un même Etat, mener la lutte en commun avec l'ensemble du prolétariat de Russie, tandis que les classes réactionnaires de la société polonaise voulaient, au contraire, séparer la Pologne de la Russie et recueillaient, dans un référendum (consultation populaire) la majorité des voix : devrions-nous, social-démocrates russes, voter au Parlement central avec nos camarades polonais *contre* la séparation, ou bien, par crainte de violer le « droit de libre disposition », voter *pour* la séparation ? (*Novata Rabotchaïa Gazéta*, n° 71.)

On voit par là que M. Semkovski ne comprend même pas *de quoi il s'agit* ! Il n'a pas songé que le droit de séparation suppose précisément que la question a été résolue *non* par le Parlement central, mais uniquement par le parlement (Diète, référendum, etc.) de la région *qui se sépare*. La perplexité puérile de ce « comment faire », si en régime démocratique la majorité se prononce pour la réaction, masque la question de la politique réelle, véritable, vivante, où les Pourichkévitch *comme* les Kokochkine tiennent pour criminelle la seule idée de la séparation ! Il faut croire que les prolétaires de *toute* la Russie ne doivent pas lutter aujourd'hui contre les Pourichkévitch et les Kokochkine, mais sans s'occuper d'eux, contre les classes réactionnaires de la Pologne !! Et c'est cette absurdité sans nom que publie l'organe des liquidateurs, dont l'un des directeurs idéologiques est monsieur L. Martov. Ce même L. Martov qui rédigea le projet de programme et le défendit en 1903 ; qui plus tard aussi, écrivit en faveur de la liberté de séparation. L. Martov raisonne maintenant, selon toute apparence, d'après cette règle :

D'intelligence, il n'en faut guère.
Envoyez donc Réad,
Et moi, je verrai. ¹⁸¹

Il envoie Réad Semkovski et lui permet, dans un quotidien, devant de nouveaux lecteurs qui ne connaissent pas notre programme, de le dénaturer et de l'embrouiller sans fin ! Oui, oui, le courant de liquidation est allé loin : il n'est pas resté la moindre trace de l'esprit du Parti chez nombre d'ex-social-démocrates, même marquants. Rosa Luxembourg, bien entendu, ne saurait être assimilée aux Liebmann, Iourkévitch et Semkovski ; mais le fait que des gens comme ceux-là se soient cramponnés à son erreur prouve avec évidence dans quel opportunisme elle est tombée.

10. CONCLUSION

Faisons le bilan.

Du point de vue de la théorie du marxisme en général, le droit de libre disposition ne présente aucune difficulté. Il ne peut être sérieusement question ni de contester la décision de Londres de 1896, ni de contester qu'il faille par libre disposition entendre uniquement le droit de séparation, ni que la formation d'Etats nationaux indépendants est une tendance propre à toutes les révolutions démocratiques bourgeoises. La difficulté, jusqu'à un certain point, c'est qu'en Russie luttent et doivent lutter côte à côte le prolétariat de nations opprimées et le prolétariat de la nation qui opprime. Sauvegarder l'unité de la lutte de classe du prolétariat pour le socialisme, repousser toutes les influences bourgeoises et archi-réactionnaires du nationalisme, — telle est la tâche. Parmi les nations opprimées, le rassemblement du prolétariat en un parti indépendant entraîne parfois une lutte si acharnée contre le nationalisme de la nation intéressée, que la perspective se trouve déformée, et qu'on oublie le nationalisme de la nation qui opprime.

Mais cette déformation de la perspective n'est possible que pour un temps. L'expérience de la lutte commune des prolétaires de différentes nations montre trop clairement que ce n'est pas du point de vue de « Cracovie », mais d'un point de vue commun à toute la Russie que nous devons traiter les questions politiques. Or, ce sont les Pourichkévitch et les Kokochkine qui prédominent dans la politique générale de la Russie. Leurs idées règnent ; leur campagne d'excitation contre les allogènes qu'ils accusent de « séparatisme », qu'ils accusent de *songer* à la séparation, est prêchée et pratiquée à la Douma, dans les écoles, les églises, les casernes, dans des centaines et des milliers de journaux. C'est ce poison du nationalisme grand-russe qui intoxique l'atmosphère politique de la Russie entière. Malheur au peuple qui, en asservissant d'autres peuples, renforce la réaction dans toute la Russie. Le souvenir des années 1849 et 1863¹⁸² constitue la vivante tradition politique qui, à moins que ne surviennent des tempêtes de très grande envergure, menace d'entraver, pour de longues décades encore, tout mouvement démocratique et *surtout* social-démocrate.

Il est hors de doute que si naturel que paraisse le point de vue de certains marxistes des nations opprimées (dont le « malheur » est parfois que la masse de la population est aveuglée par l'idée de « son » émancipation nationale), *en fait*, étant donné le rapport objectif des forces de classes en Russie, renoncer à défendre le droit de libre disposition équivaut au pire opportunisme, à inoculer au prolétariat les conceptions des Kokochkine. Or ces conceptions sont, au fond, les conceptions et la politique des Pourichkévitch.

C'est pourquoi si l'on pouvait, au début, justifier le point de vue de Rosa Luxembourg comme une étroitesse spécifiquement polonaise, « cracovienne » [*On concevra aisément que la reconnaissance par les marxistes de toute la Russie, et en premier chef par les marxistes grands-russes, du droit des nations de se séparer, n'exclut nullement pour les marxistes de telle ou telle nation opprimée l'agitation contre la séparation, de même que la reconnaissance du droit au divorce n'exclut pas, dans tel ou tel cas, l'agitation contre le divorce. Aussi pensons-nous que le nombre des marxistes polonais ne fera que croître, qui se moqueront de l'imaginaire « contradiction » aujourd'hui « réchauffée » par Semkovski et Trotski.*], aujourd'hui quand partout s'est accentué le nationalisme, et avant tout le nationalisme gouvernemental, grand-russe, quand c'est *lui* qui dirige la politique, — semblable étroitesse devient impardonnable. En fait on voit s'y accrocher les opportunistes de *toutes* les nations, qu'effarouche l'idée de « tempête » et de « bonds », qui tiennent pour achevée la révolution démocratique bourgeoise et se laissent entraîner par le libéralisme des Kokochkine.

Comme tout autre nationalisme, le nationalisme grand-russe traverse différentes phases, selon la prépondérance de telles ou telles classes dans le pays bourgeois. Avant 1905, nous avons connu presque exclusivement le national-réactionnaires. Après la révolution, nous avons vu apparaître chez nous les *national-libéraux*.

C'est sur cette position que se tiennent chez nous, en fait, et les octobristes et les cadets (Kokochkine), c'est-à-dire toute la bourgeoisie contemporaine.

Et il est *inévitabile* qu'ensuite nous voyions apparaître des national-démocrates grands-russes. M. Péchékhonov, l'un des fondateurs du parti « socialiste-populaire » a déjà exprimé ce point de vue en exhortant (dans le fascicule d'août 1906 du *Rousskoïé Bogatstvo*) à la prudence vis-à-vis des préjugés nationalistes du moujik. On a eu beau nous calomnier, nous autres bolcheviks, en prétendant que nous « idéalisions » le moujik : nous avons toujours fait et nous continuerons de faire une stricte distinction entre le jugement du moujik et ses préjugés, entre le démocratisme du moujik contre Pourichkévitich, et la tendance du moujik à s'accommoder du pope et du hobereau.

La démocratie prolétarienne doit, dès à présent, compter avec le nationalisme des paysans grands-russes (non pour lui faire des concessions, mais pour le combattre), et elle aura probablement à compter avec lui assez longtemps encore. *[Il serait intéressant de suivre les avatars du nationalisme en Pologne, qui, de nationalisme seigneurial, est devenu bourgeois, et puis paysan Dans son livre Das polnische Gemeinwesen im preussischen Staat (« Les Polonais en Prusse » — il existe une traduction russe), Ludwig Bernhard, qui lui-même se place au point de vue d'un Kokochkine allemand, décrit un phénomène éminemment caractéristique : la création d'une sorte de « république paysanne » des Polonais en Allemagne, sous forme de coopératives de toutes sortes et autres associations, étroitement groupées, de paysans polonais luttant pour leur nationalité, pour leur religion, pour la terre « polonaise ». Le joug allemand a uni les Polonais, les a fait se replier sur eux-mêmes, éveillant le nationalisme d'abord de l'aristocratie, puis de la bourgeoisie, et enfin de la masse paysanne (surtout après la campagne entreprise en 1873 par les Allemands contre l'enseignement en polonais dans les écoles). C'est à cela que les choses tendent en Russie, et pas seulement en ce qui concerne la Pologne.]* L'éveil du nationalisme chez les nations opprimées, qui s'est manifesté si fortement après 1905 (rappelons ne serait-ce que le groupe des « autonomistes-fédéralistes », à la I^{re} Douma, l'essor du mouvement ukrainien, du mouvement musulman, etc.), ne peut manquer de provoquer une recrudescence du nationalisme de la petite bourgeoisie grande-russe des villes et des campagnes. Plus lente sera la transformation démocratique de la Russie, plus opiniâtres, brutales et acharnées seront la persécution nationale et la rivalité de la bourgeoisie des différentes nations. La politique particulièrement réactionnaire des Pourichkévitich russes suscitera (et accentuera) avec cela les aspirations « séparatistes » parmi telles ou telles nations opprimées jouissant parfois d'une liberté beaucoup plus grande dans les Etats voisins.

Cet état de choses assigne au prolétariat de Russie une tâche double, ou plutôt bilatérale : lutter contre tout nationalisme, et au premier chef, contre le nationalisme grand-russe ; reconnaître l'égalité absolue de toutes les nations en général, mais aussi leur droit égal à édifier un Etat, c'est-à-dire reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à se séparer ; mais à côté de cela, et précisément pour assurer le succès de la lutte contre toute espèce de nationalisme dans toutes les nations, — sauvegarder l'unité de la lutte du prolétariat et des organisations prolétariennes, leur fusion la plus étroite dans une communauté internationale, en dépit des tendances de la bourgeoisie vers un particularisme national.

Egalité complète des nations ; droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; union des ouvriers de toutes les nations ; c'est ce programme national qu'enseigne aux ouvriers le marxisme, qu'enseigne l'expérience du monde entier et l'expérience de la Russie. Cet article était déjà sous presse, lorsque j'ai reçu le n° 3 de *Nacha Raboitchaïa Gazéta* où M. VI. Kossovski écrit à propos de la reconnaissance du droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes :

Mécaniquement reproduit d'après la résolution du I^{er} congrès du Parti (1898), lequel l'avait à son tour emprunté aux décisions des congrès socialistes internationaux, il a été, comme en font foi les débats, compris au congrès de 1903 dans l'acception que lui donnait l'Internationale socialiste : celle de la libre disposition politique, c'est-à-dire de la libre disposition des nations dans le sens de l'indépendance politique. Ainsi la formule de la libre disposition nationale, signifiant le droit au particularisme territorial, ne touche pas du tout à la question de savoir comment régler les rapports nationaux à l'*inférieur* d'un organisme d'Etat donné, pour les nationalités qui ne peuvent ou ne veulent pas sortir de l'Etat existant.

On voit d'ici que M. VI. Kossovski a eu entre les mains les procès-verbaux du II^e congrès de 1903, et qu'il sait fort bien ce qu'est réellement (et uniquement) la notion de libre disposition. Comparez à cela le fait que la rédaction du journal bundiste *Zeit* fait donner du Liebmann pour qu'il raille le programme en déclarant que celui-ci manque de clarté !! Singulières mœurs « de parti » chez messieurs les bundistes... Pourquoi Kossovski déclare-t-il que l'adoption par le congrès de la libre disposition est une reproduction *mécanique* ? « Allah seul le sait. » Il est des gens qui « ont envie de répliquer ». Mais quoi, comment, pourquoi et à quelle fin, c'est ce qu'ils ignorent.

Publié en 1914 dans la revue Prosvéchtchénié, n°s 4, 5 et 6.

DONNÉES OBJECTIVES SUR LA FORCE DES DIVERSES TENDANCES DU MOUVEMENT OUVRIER

Il n'est point pour des ouvriers conscients de devoir plus important que de *connaître* le mouvement de leur classe, sa nature, ses objectifs, et ses tâches, ses conditions et ses formes pratiques. Car toute la force du mouvement ouvrier est dans sa conscience et dans son caractère *de masse* : à chaque pas de son développement, le capitalisme fait augmenter le nombre des prolétaires, des ouvriers salariés ; il les rassemble, les organise, les éclaire, préparant ainsi la force de classe qui doit inéluctablement marcher vers son but. Le programme des marxistes et leurs décisions tactiques, sur lesquels la presse s'étend constamment, contribuent à former la conscience des masses ouvrières quant à la nature, aux objectifs et aux tâches du mouvement.

La lutte entre les diverses tendances au sein du mouvement ouvrier de Russie a de profondes racines de classe. Les deux « tendances » qui luttent contre le marxisme (contre la tendance de la *Pravda*) dans le mouvement ouvrier de Russie et qui (par leur caractère de masse et leurs racines dans l'histoire) méritent le nom de « tendances » — le populisme et le courant de liquidation — sont l'expression de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. Cela, les marxistes l'ont expliqué maintes fois, ils l'ont reconnu dans nombre de leurs décisions, tant en ce qui concerne les populistes (la lutte contre eux se poursuit depuis trente ans), qu'en ce qui touche les liquidateurs (l'histoire du courant de liquidation compte quelque vingt années, ce courant n'étant que la continuation directe de l'« économisme » et du menchévisme).

Aujourd'hui, les données *objectives* sur la force des diverses tendances au sein du mouvement ouvrier de Russie vont s'accumulant. De toutes ses forces il faut rassembler, vérifier et étudier ces données objectives concernant la conduite et l'état d'esprit des *masses*, et non de tels ou tels individus ou groupes, données tirées de divers journaux *hostiles*, et pouvant être *vérifiées* par tout homme si peu cultivé qu'il soit.

Seules de telles données permettent de connaître et d'étudier le mouvement de sa classe. Un des principaux défauts, sinon le principal défaut (ou crime envers la classe ouvrière) des populistes et des liquidateurs, aussi bien que des divers petits groupes d'intellectuels — les partisans de *Vpériod*, de Plékhanov, de Trotski — est leur *subjectivisme*. A tout instant, ils font passer leurs propres désirs, leurs « opinions », leurs appréciations, leurs « vues », pour la volonté des ouvriers, les besoins du mouvement ouvrier. Lorsqu'ils parlent de l'« unité », par exemple, ils dédaignent majestueusement *l'expérience* tentée depuis deux ans et demi, du début de 1912 au milieu de 1914, par la *majorité* des ouvriers conscients de Russie, pour créer l'unité véritable.

Faisons donc un résumé des données *objectives* dont nous disposons aujourd'hui sur la force des diverses tendances dans le mouvement ouvrier. Que celui qui veut croire aux promesses et aux appréciations subjectives se rallie aux « petits groupes » ; quant à nous, nous nous adressons uniquement à ceux qui veulent étudier les faits objectifs. Ces faits les voici.

	Partisans de la Pravda	Liquidateurs	Pourcentages		Populistes de gauche
			Partisans de la Pravda	Liquidateurs	
Elections à la Douma d'Etat :					
1. Nombre de députés de la curie ouvrière					
II ^e Douma, 1907	11	12	47	53	—
II ^e Douma, 1907-1912	4	4	50	50	Boycottage
IV ^e Douma, 1912	6	3	67	33	Boycottage
Nombre de groupes ouvriers ayant effectué des versements :					
2. Nombre de versements effectués par des groupes ouvriers aux journaux de Pétersbourg					
1912	620	89	—	—	—
1913	2181	661	76,9	23,1	264
au 13 mai 1914	2873	671	81,1	18,9	524
Elections ouvrières aux Assurances :					
3. Nombre de délégués à la Société nationale des assurances sociales	47	10	82,4	17,6	?1—2 ?

4. Dito à la Société d'assurances sociales de la capitale	37	7	84,1	15,9	4
Signatures des résolutions pour les fractions de la Douma :					
5. Signatures dans les deux journaux pour le groupe de «six» (partisans de la <i>Pravda</i>) et pour le groupe de «sept» (liquidateurs).	6722	2985	69,2	30,8	—
Liaisons avec les groupes ouvriers :					
6. Nombre d'adresses, avec versements effectués par les divers groupes ouvriers à l'une ou l'autre des fractions (d'octobre 1913 au 6 juin 1914)	1295	215	85,7	14,3	—
Tirage des journaux de Pétersbourg :					
7. Nombre d'exemplaires imprimés (données recueillies et publiées par E. Vandervelde)	40.000	16.000	71,4	28,6	12.000 (3 fois par semaine)
Presse publiée à l'étranger :					
8. Nombre de numéros du journal dirigeant, parus après la conférence d'août (1912) des liquidateurs, jusqu'à fin juillet 1914	5	0	—	—	9
9. Nombre de mentions relatives aux organisations <i>non</i> légales indiquées dans ces numéros (chaque endroit compte pour une indication)	44	0	—	—	21
Dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie :					
10. Collectes pour les journaux de Pétersbourg (du 1 ^{er} janvier au 13 mai 1914) Pourcentage des collectes effectuées parmi les non-ouvriers	—	—	13	50	50
11. Nombre des bilans financiers publiés dans la presse pour toute l'époque.	3	1	—	—	? (0?)
12. Dont: pourcentage des bilans avec déficit couvert par des fonds provenant de sources inconnues, c'est-à-dire bourgeoises	—	—	0	100	?
13. Fonds passés par l'une ou l'autre des fractions de la Douma (d'octobre 1913 au 6 juin 1914). Pourcentage des sommes de provenance <i>non</i> ouvrière	—	—	6	46	—
14. Nombre des correspondances attribuées aux ouvriers, mais qui en réalité ont été tirées de journaux bourgeois, sans indication de source	—	5 (dans les n ^{os} 17 et 19 de la <i>Novaïa Rabolchaïa Gazéta</i>)			0
Syndicats :					
15. Nombre des syndicats de Pétersbourg dans lesquels la majorité des adhérents (à en juger par la majorité des membres des comités directeurs) sont sympathiques à l'une ou l'autre des tendances	14 ^{1/2} *	3 ^{1/2} *	—	—	2

* Dans l'un des syndicats, il y avait autant de partisans de la *Pravda* que de partisans des liquidateurs.

Donnons d'abord quelques rapides commentaires aux données ci-dessus pour, ensuite, passer aux conclusions.

Il serait plus aisé de le faire point par point.

Point 1. Les données sur les électeurs et les mandataires *font défaut*. Celui qui se plaint de nos données « par curies » est simplement ridicule, car il n'en est point d'autres. Les social-démocrates allemands mesurent leurs succès d'après la loi électorale bismarckienne, qui exclut les femmes et crée une curie « d'hommes » !

Point 2. Le nombre de groupes ouvriers qui payent, au lieu de se contenter de « parapher des résolutions », est l'indice le plus sûr et le plus certain de la force du courant, et aussi de la force d'organisation et de l'esprit du Parti. C'est pourquoi les liquidateurs et les « petits groupes » vouent une hostilité subjective à cet indice. Les liquidateurs ripostent : nous avons encore un journal juif et un journal géorgien, alors que la *Pravda* est seule. C'est faux. D'abord, le journal estonien et le journal lituanien sont de la tendance de la *Pravda*. Ensuite, si l'on prend la province, est-il permis d'oublier Moscou ? Le journal ouvrier de Moscou a semblé, réuni au cours de 1913, 590 groupes ouvriers (le *Rabotchi*, n° 1, p. 19), tandis que le journal juif *Zeit* a dès le n° 2 (29 décembre 1912) au 1^{er} juin 1914 réuni 296 groupes ouvriers (dont 190 au 20 mars 1914 et 106, du 20 mars au 1^{er} juin 1914). Ainsi, Moscou à elle seule a amplement « couvert » la référence subjective des liquidateurs à la *Zeit* ! Nous invitons les camarades géorgiens et arméniens à recueillir des données sur les journaux des liquidateurs caucasiens. Combien de groupes ouvriers ont-ils ? Il importe d'avoir des données étendues et objectives. Des erreurs de calcul sont possibles, mais seulement pour le détail. Nous invitons tout le monde à vérifier et à corriger.

Les points 3 et 4 se passent de commentaires. Une enquête serait désirable pour réunir de *nouvelles* données sur la province.

Point 5. Parmi les 2.985 signatures de liquidateurs, *on compte* 1.086 signatures de bundistes et 719 de caucasiens. Il serait bon que les camarades vérifient sur place ces données.

Point 6. Les trésoriers des deux fractions publient les comptes rendus de *toutes* les sommes versées à chacune d'elles, à des fins diverses. Indice précis, objectif des liaisons avec les ouvriers.

Point 7. Tirage des journaux. Données recueillies et publiées par E. Vandervelde, mais que dissimulent les liquidateurs et les libéraux (*Kievskaja Mysl*). « Subjectivisme ». Il serait désirable que des données plus complètes soient réunies, ne fût-ce que pour un mois.

Points 8 et 9. Une des illustrations objectives de l'abandon du « travail illégal », c'est-à-dire du Parti, par les liquidateurs. A l'étranger, les partisans de la *Pravda* ont reçu du 1^{er} janvier au 13 mai 1914, 49 roub. 79 (1/4 %), et les liquidateurs 1.709 roub. 17 (14 %). Ne dis pas : « je ne peux pas », mais dis : « je ne veux pas » !

Points 10-14. Indices objectifs de la dépendance des liquidateurs et des populistes vis-à-vis de la bourgeoisie : leur bourgeoisisme. *Subjectivement*, les liquidateurs et les populistes sont des « socialistes » et des « social-démocrates », *Objectivement*, tant par le contenu de leurs *idées* que par l'*expérience* du mouvement de masse, ils forment des groupes d'intellectuels bourgeois, qui détachent du parti ouvrier une minorité d'ouvriers. Nous attirons surtout l'attention des lecteurs sur la falsification des correspondances ouvrières par les liquidateurs. Tromperie inouïe, révoltante ! Que tous les marxistes la dénoncent sur place et recueillent les données objectives (cf. *Troudovaïa Pravda*, n° 12, 11 juin 1914).

Point 15. Données particulièrement importantes qu'il serait bon de compléter et de vérifier par une enquête spéciale. Nous avons emprunté les données au *Sputnik Rabotchévo*, édition *Priboï*, St. Pétersbourg, 1914. Parmi les syndicats liquidateurs, nous avons rangé les employés de bureau, les dessinateurs industriels et les pharmaciens (lors des dernières élections à la direction du syndicat du Livre, 27 avril 1914, la moitié des membres de la direction et plus de la moitié des membres suppléants étaient partisans de la *Pravda*). Aux syndicats populistes appartiennent les boulangers et les boîtiers. Nombre total des syndiqués : 22.000 environ,

A Moscou sur 13 syndicats, 10 sont partisans de la *Pravda*, 3 n'ont pas encore pris position, mais sont proches des partisans de la *Pravda*. Pas un seul syndicat liquidateur ou populiste. De ces données objectives on peut conclure que seul le pravdisme est une tendance vraiment indépendante de la bourgeoisie, une tendance marxiste, prolétarienne, qui organise et groupe *plus des 4/5* des ouvriers (81,1 % des groupes ouvriers en 1914, comparativement aux liquidateurs). Le courant de liquidation et le populisme sont incontestablement des tendances démocratiques bourgeoises, et non ouvrières. L'expérience du mouvement de masse en 1912, 1913 et dans la première moitié de 1914, a entièrement et brillamment confirmé le point de vue des partisans de la *Pravda* en matière de programme, de tactique et d'organisation, la justesse de leurs décisions, de leur ligne. Dans la conviction que nous sommes sur le bon chemin, nous devons puiser de l'énergie pour un travail encore plus intensif.

Publié le 9 juillet (26 juin) 1914 dans le n° 25 de la Troudovaïa Pravda.

PÉRIODE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE. LA DEUXIÈME RÉVOLUTION RUSSIE

LA GUERRE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

La guerre européenne préparée durant des décades par les gouvernements et les partis bourgeois de tous les pays, a éclaté. La croissance des armements, l'aggravation extrême de la lutte pour les débouchés au stade le plus récent, au stade impérialiste du développement du capitalisme dans les pays avancés ; les intérêts dynastiques des monarchies les plus arriérées d'Europe orientale, devaient inévitablement amener cette guerre et l'ont amenée. S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers et les duper par le mensonge nationaliste, détruire leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat : tel est le seul contenu réel, telle est la portée, la signification de la guerre présente.

A la social-démocratie incombe avant tout le devoir de montrer cette portée véritable de la guerre et de dénoncer implacablement le mensonge, les sophismes et les phrases « patriotiques » que répandent en faveur de la guerre les classes dominantes, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

La bourgeoisie d'Allemagne est à la tête d'un groupe de nations belligérantes. Elle trompe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture, pour affranchir les peuples opprimés par le tsarisme, pour détruire le tsarisme réactionnaire. En réalité, c'est cette bourgeoisie qui, aplatie devant les hobereaux prussiens avec à leur tête Guillaume II, a toujours été l'alliée la plus fidèle du tsarisme et l'ennemie du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Russie. En fait, cette bourgeoisie en alliance avec les hobereaux fera tous ses efforts, quelle que soit l'issue de la guerre, pour soutenir la monarchie tsariste contre la révolution en Russie.

En réalité, la bourgeoisie allemande a entrepris une campagne de brigandage contre la Serbie : elle voulait se la soumettre et étouffer la révolution nationale des Slaves du sud ; d'autre part, elle a porté le gros de ses forces militaires contre des pays plus libres — la Belgique et la France — pour piller un concurrent plus riche. La bourgeoisie allemande répand des fables sur une guerre défensive de son côté ; en fait, elle a choisi le moment le plus propice, de son point de vue, pour faire la guerre, utiliser ses derniers perfectionnements de la technique militaire et prévenir les nouveaux armements, déjà envisagés et décidés par la Russie et la France.

A la tête de l'autre groupe de nations belligérantes se trouve la bourgeoisie d'Angleterre et de France, qui trompe la classe ouvrière et les masses laborieuses, en les assurant qu'elle fait la guerre pour la patrie, pour la liberté et la culture, contre le militarisme et le despotisme de l'Allemagne. En réalité, cette bourgeoisie a depuis longtemps, avec ses milliards, acheté et préparé pour attaquer l'Allemagne, les troupes du tsarisme russe, cette monarchie la plus réactionnaire et la plus barbare de l'Europe.

En réalité, la lutte de la bourgeoisie anglaise et française a pour but de mettre la main sur les colonies allemandes et de ruiner la nation concurrente, qui s'était signalée par un développement économique plus rapide. Et c'est pour ce noble but que les nations démocratiques « avancées » aident le tsarisme sauvage à étouffer encore plus la Pologne, l'Ukraine, etc., à écraser encore plus la révolution en Russie.

Les deux groupes de pays belligérants ne le cèdent en rien les uns aux autres, dans cette guerre, ni en pillages, ni en sauvagerie, ni en férocités sans fin. Mais pour tromper le prolétariat et détourner son attention de la seule guerre véritablement libératrice, — c'est-à-dire de la guerre civile contre la bourgeoisie de « son » pays comme des pays « étrangers », — dans ce but élevé la bourgeoisie de chaque pays cherche par des phrases mensongères sur le patriotisme, à exalter la portée de « sa » guerre nationale ; elle cherche à faire croire qu'elle désire vaincre l'adversaire, non pour piller et conquérir des territoires, mais pour « affranchir » tous les autres peuples, sauf le sien propre.

Mais plus grand est le zèle des gouvernements et de la bourgeoisie de tous les pays à diviser les ouvriers et à les dresser les uns contre les autres, plus féroce on applique dans ce but élevé le régime de la loi martiale et de la censure militaire (qui, même aujourd'hui, en temps de guerre, poursuit l'ennemi « intérieur » bien plus que celui du dehors), — et plus impérieux est le devoir du prolétariat conscient de sauvegarder sa cohésion de classe,

son internationalisme, ses convictions socialistes contre le déchaînement du chauvinisme de la clique bourgeoise « patriotique » de tous les pays. Renoncer à cette tâche reviendrait, pour les ouvriers conscients, à renoncer à toutes leurs aspirations libératrices et démocratiques, sans parler de leurs aspirations au socialisme.

Force est de constater avec un sentiment de très profonde amertume que les partis socialistes des principaux pays européens n'ont pas accompli cette tâche qui était la leur, et que la conduite des chefs de ces partis — du parti allemand surtout — confine à la trahison de la cause du socialisme. En cette heure d'une si grande portée historique, la plupart des chefs de l'actuelle deuxième (1889-1914) Internationale socialiste, cherchent à substituer le nationalisme au socialisme. Leur conduite a fait que les partis ouvriers de ces pays ne se sont pas opposés à la conduite criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à *fondre* sa position avec celle des gouvernements impérialistes. Les chefs de l'Internationale ont commis une trahison envers le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins («patriotiques») de la bourgeoisie de «leurs» pays, en justifiant et défendant la guerre, en entrant dans les ministères bourgeois des pays belligérants, etc., etc. Les chefs socialistes les plus influents et les plus influents organes de la presse socialiste de l'Europe contemporaine professent un point de vue bourgeois chauvin et libéral, mais pas du tout socialiste. La responsabilité pour cet avilissement du socialisme incombe avant tout aux social-démocrates allemands, qui étaient le parti le plus fort et le plus influent de la II^e Internationale. Mais on ne saurait justifier davantage les socialistes français acceptant des postes ministériels dans le gouvernement de cette même bourgeoisie qui avait trahi sa patrie et s'était alliée à Bismarck pour écraser la Commune.

Les social-démocrates allemands et autrichiens essayent de justifier leur soutien de la guerre ; ils prétendent que, ce faisant, ils luttent contre le tsarisme russe. Nous déclarons, nous, social-démocrates russes, considérer cette justification comme un simple sophisme. Ces dernières années, le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme a de nouveau pris de vastes proportions dans notre pays. La classe ouvrière de Russie avait toujours marché à la tête de ce mouvement. Les grèves politiques de millions de travailleurs se sont déroulées, ces dernières années, sous le mot d'ordre de renversement du tsarisme et de république démocratique. A la veille même de la guerre, le président de la République française, Poincaré, au cours de la visite qu'il fit à Nicolas II, avait pu voir de ses yeux dans les rues de Pétersbourg des barricades dressées par les mains des ouvriers russes. Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité entière de cette honte qu'est la monarchie tsariste. Mais nous devons dire que, si quelque chose peut dans certaines conditions ajourner la perte du tsarisme, si quelque chose peut aider le tsarisme dans sa lutte contre toute la démocratie russe, c'est bien la guerre d'aujourd'hui, qui fait servir les coffres-forts de la bourgeoisie anglaise, française et russe aux buts réactionnaires du tsarisme. Et si quelque chose peut entraver la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre le tsarisme, c'est bien la conduite des chefs de la social-démocratie allemande et autrichienne, conduite que la presse chauvine de Russie ne cesse de nous donner en exemple.

Si même l'on admet que les forces de la social-démocratie allemande étaient insuffisantes au point de lui faire abandonner toute action révolutionnaire, il ne fallait pas, même alors, rejoindre le camp chauvin ; il ne fallait pas entreprendre des démarches qui ont fait dire avec raison aux socialistes italiens que les chefs des social-démocrates allemands déshonorent le drapeau de l'Internationale prolétarienne.

La guerre a déjà causé et causera encore des pertes immenses à notre parti, Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Toute notre presse ouvrière légale est détruite. La plupart des syndicats sont interdits ; nombreux sont nos camarades qui ont été arrêtés et déportés. Mais notre représentation parlementaire — la fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat — a jugé de son devoir absolu, de son devoir socialiste, de ne pas voter les crédits de guerre, et même de quitter la salle des séances de la Douma pour marquer encore plus énergiquement sa protestation ; elle a jugé de son devoir de flétrir la politique des gouvernements d'Europe, comme une politique impérialiste. Et malgré l'oppression décuplée du gouvernement tsariste, les camarades ouvriers de Russie publient dès maintenant les premiers appels illégaux contre la guerre : c'est ainsi qu'ils remplissent leur devoir envers la démocratie et l'Internationale.

Tandis que les représentants de la social-démocratie révolutionnaire — la minorité des social-démocrates allemands et l'élite de la social-démocratie des pays neutres — éprouvent une honte cuisante pour cette faillite de la II^e Internationale¹⁸³ ; tandis qu'en Angleterre et en France, les voix des socialistes se font entendre contre le chauvinisme de la majorité des partis social-démocrates ; tandis que les opportunistes, — par exemple, dans les *Cahiers mensuels socialistes* (*Sozialistische Monatshefte*) allemands, qui s'en tiennent depuis longtemps à la position nationale-libérale, — chantent avec juste raison leur victoire sur le socialisme européen, — le pire service pour le prolétariat est celui que lui rendent les gens qui balancent entre l'opportunisme et la social-

démocratie révolutionnaire (comme le fait le « centre » du parti social-démocrate allemand), et qui s'appliquent à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la II^e Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, décisions qui faisaient un devoir aux socialistes de tous les pays de lutter contre le chauvinisme, quelles que fussent les conditions ; de répondre à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements par une propagande renforcée de la guerre civile et de la révolution sociale. La faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme poussé sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite « pacifique ») et qui, en ces dernières années, domina effectivement dans l'Internationale. Les opportunistes avaient dès longtemps préparé cette faillite, en niant la révolution socialiste et en lui substituant le réformisme bourgeois ; ils niaient la lutte de classes et sa transformation inévitable en guerre civile, à certains moments ; ils préconisaient la collaboration des classes ; ils prêchaient le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, méconnaissant ou niant cette vérité essentielle du socialisme exposée déjà dans le *Manifeste communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; dans la lutte contre le militarisme, au lieu de reconnaître la nécessité d'une guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays, ils se bornaient à un point de vue petit-bourgeois et sentimental ; au lieu d'utilisation indispensable du parlementarisme bourgeois et de la légalité bourgeoise, ils fétichisaient cette légalité et oubliaient que les formes illégales d'organisation et d'agitation s'imposent dans les époques de crises. Le courant anarcho-syndicaliste — « complément » naturel de l'opportunisme, non moins bourgeois et non moins hostile au point de vue prolétarien, c'est-à-dire marxiste, — s'est manifesté, non moins honteusement, par une béate répétition des mots d'ordre chauvins pendant la crise actuelle.

On ne saurait accomplir les tâches du socialisme à l'heure actuelle, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers, sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La tâche de la social-démocratie de chaque pays doit être, en premier lieu, de lutter contre le chauvinisme de ce pays. En Russie ce chauvinisme s'est entièrement emparé du libéralisme bourgeois (« cadets ») et, en partie, des populistes, jusqu'aux socialistes-révolutionnaires et aux social-démocrates « de droite ». (Notamment, il est absolument nécessaire de flétrir les interventions chauvines, par exemple, de E. Smirnov, P. Maslov et G. Plékhanov, reprises et largement utilisées par la presse « patriotique » bourgeoise.)

Devant la situation actuelle on ne peut dire du point de vue du prolétariat international, quelle défaite — de quel groupe de nations belligérantes — serait le moindre mal pour le socialisme. Mais pour nous, social-démocrates russes, il est hors de doute que du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, gouvernement le plus réactionnaire et le plus barbare, qui opprime le plus grand nombre de nations et la plus grande masse des populations d'Europe et d'Asie.

Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être : former les Etats-Unis républicains d'Europe. [*La revendication des Etats-Unis d'Europe, telle que le Comité central l'a formulée dans son manifeste en l'accompagnant d'un appel pour renverser la monarchie en Russie, en Autriche et en Allemagne, diffère de l'interprétation pacifiste que donnent de ce mot d'ordre Kautsky et consorts. Dans le numéro 44 de l'organe central de notre Parti, le Social-Démocrate, un article de la rédaction a montré ce qu'il y a d'erroné, au point de vue économique, dans le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » Ou cette revendication est irréalisable sous le capitalisme, parce qu'elle suppose l'établissement d'une économie mondiale régie par un plan, tout en maintenant le partage des colonies, des zones d'influence, etc. entre différents pays ; ou c'est un mot d'ordre réactionnaire comportant l'alliance temporaire des grandes puissances d'Europe pour mieux opprimer les colonies, piller le Japon et l'Amérique dont le développement est plus rapide.*¹⁸⁴] Et à la différence de la bourgeoisie, prête à « promettre » tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre, si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution.

Pour la Russie, les tâches des social-démocrates, vu l'immense retard de ce pays qui n'a pas encore achevé sa révolution bourgeoise, doivent être comme par le passé les trois conditions essentielles de la transformation démocratique conséquente : république démocratique (égalité complète et droit de toutes les nations à disposer d'elles-mêmes) ; confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, et journée de huit heures. Mais dans

tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste, mot d'ordre qui s'impose d'autant plus impérieusement que les charges de la guerre pèsent plus lourdement sur les épaules du prolétariat, que le rôle de ce dernier deviendra plus actif dans la reconstitution de l'Europe, après les horreurs de la barbarie « patriotique » actuelle, commises dans le cadre des immenses succès techniques du gros capital. L'utilisation par la bourgeoisie des lois du temps de guerre pour bâillonner le prolétariat, assigne à ce dernier la tâche pressante de créer des formes illégales d'agitation et d'organisation. Laissons les opportunistes « sauvegarder » les organisations légales en trahissant leurs propres convictions ; les social-démocrates révolutionnaires, eux, utiliseront les habitudes d'organisation et les liaisons de la classe ouvrière afin de créer, en s'adaptant à l'époque de crise, des formes illégales de lutte pour le socialisme et pour l'union des ouvriers, non point avec la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais avec les ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. Les masses ouvrières créeront, en dépit de tous les obstacles, une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme n'est pas durable. Plus il y aura de victimes dans la guerre, et plus clairement apparaîtra pour les masses d'ouvriers la trahison de la cause ouvrière par les opportunistes, ainsi que la nécessité de tourner les armes contre les gouvernements et la bourgeoisie de leur pays respectif.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, indiqué par l'expérience de la Commune, tracé par la résolution de Bâle (1912) et dérivant de toutes les conditions de la guerre impérialiste entre les pays bourgeois hautement évolués. Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation systématique, persévérant et continu.

Ce n'est que dans cette voie que le prolétariat pourra secouer sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie chauvine et, sous telle ou telle forme, avec plus ou moins de rapidité, s'avancer résolument sur le chemin de la liberté réelle des peuples et sur le chemin du socialisme.

Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays !

Vive l'Internationale prolétarienne, affranchie de l'opportunisme !

Le Comité central du P.O.S.D.R.

Publié le 1^{er} novembre 1914 dans le Social-Démocrate, n° 33.

DE LA FIERTÉ NATIONALE DES GRANDS-RUSSES

Que de propos, de discours, de clameurs n'entend on pas aujourd'hui au sujet de la nationalité, au sujet de la patrie ! Les ministres libéraux et radicaux d'Angleterre, une foule de publicistes « avancés » de France (qui se sont trouvés être en parfait accord avec les publicistes de la réaction), un monde de plumitifs officiels, cadets et progressifs de Russie (jusqu'à certains plumitifs populistes et « marxistes »), tous exaltent de mille manières la liberté et l'indépendance de la « patrie », la grandeur du principe de l'indépendance nationale Impossible de discerner où finit, ici, le louangeur vénal du bourreau Nicolas Romanov ou des tortionnaires des Nègres et des habitants de l'Inde, et où commence le vulgaire petit bourgeois qui, par béotisme ou par veulerie se laisse aller ? au fil de l'eau ». Au reste, il importe peu de le savoir. Nous sommes en présence d'un courant d'idées très large et très profond, dont les racines sont solidement liées aux intérêts de messieurs les propriétaires fonciers et les capitalistes des nations dominantes- Pour la propagande des idées avantageuses à ces classes, des dizaines et des centaines de millions sont dépensés par an : moulin d'importance qui puise l'eau de partout, depuis le chauvin convaincu Menchikov jusqu'aux chauvins par opportunisme ou par veulerie, Plékhanov et Maslov, Roubanovitch et Smirnov, Kropotkine et Bourtsev.

A notre tour nous essaierons, nous social-démocrates grands-russes, de définir notre attitude envers ce courant d'idées Pour nous, représentants de la nation dominante de l'extrême est européen et d'une bonne partie de l'Asie, il serait inconvenant d'oublier l'importance considérable qui s'attache à la question nationale — surtout dans un pays que l'on appelle avec juste raison la « prison des peuples » — à un moment où, justement à l'extrême-est de l'Europe et en Asie, le capitalisme éveille à la vie et à la conscience tout un ensemble de nations « nouvelles », grandes et petites ; à un moment où la monarchie tsariste a mis sous les armes des millions de Grands-Russes et d'« allogènes » pour « régler » un ensemble de questions nationales, conformément aux intérêts du conseil de la noblesse unifiée, des Goutchkov et des Krestovnikov, des Dolgoroukov, des Kutler, des Roditchev.

Le sentiment de la fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grands-russes conscients ? Evidemment non. Nous aimons notre langue et notre patrie ; ce à quoi nous travaillons le plus, c'est à élever *ses* masses laborieuses (c'est-à-dire les neuf dixièmes de sa population) à la vie consciente de démocrates et de socialistes. Le plus pénible pour nous, c'est de voir et sentir quelles violences, quelle oppression et quelles vexations les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes font subir à notre belle patrie. Nous sommes fiers que ces violences aient provoqué des résistances dans notre milieu, dans le milieu des Grands-Russes ; que *ce* milieu ait produit Radichtchev, les décembrebristes, les révolutionnaires-roturiers de 1870-1880 ; que la classe ouvrière grande-russe ait créé en 1905 un puissant parti révolutionnaire de masse ; que le moujik grand-russe ait commencé en même temps à devenir démocrate, qu'il ait commencé à renverser le pape et le propriétaire foncier.

Nous nous souvenons qu'il y a un demi-siècle le démocrate grand-russe Tchernychevski, qui sacrifia sa vie à la cause révolutionnaire, avait dit : « Nation misérable, nation d'esclaves ; de haut en bas, tous sont esclaves. » Déclarés ou masqués, les Grands-Russes esclaves (par rapport à la monarchie tsariste) n'aiment pas à évoquer ces paroles. Or selon nous, c'étaient des paroles d'amour véritable pour la patrie, d'un amour qu'afflige l'absence d'esprit révolutionnaire dans les masses de la population grande-russe. Cet esprit révolutionnaire n'existait pas alors. Aujourd'hui il n'est pas encore grand, mais il existe. Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale : la nation grande-russe a créé, *elle aussi*, une classe révolutionnaire, *elle aussi* a prouvé qu'elle est capable de fournir à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et pas seulement de grands pogroms, des rangées de potences, des cachots, de grandes famines et une grande servilité devant les popes, les tsars, les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Nous sommes tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, et c'est pourquoi nous haïssons *tant notre* passé d'esclaves (quand les propriétaires fonciers nobles menaient à la guerre les moujiks pour étouffer la liberté de la Hongrie, de la Pologne, de la Perse, de la Chine), et notre présent d'esclaves, quand ces mêmes propriétaires, secondés par les capitalistes, nous mènent à la guerre pour étrangler la Pologne et l'Ukraine, écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, renforcer la clique des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitich qui déshonorent notre dignité nationale de Grands-Russes. Nul n'est coupable d'être né esclave ; cependant l'esclave qui n'aspire pas à conquérir sa liberté, mais encore justifie et cherche à rehausser son esclavage (par exemple, en appelant l'étranglement de la Pologne, de l'Ukraine, etc., « défense de la patrie » des Grands-Russes), — cet esclave est un plat valet et un goujat, qui provoque un sentiment légitime d'indignation, de mépris et de dégoût.

« Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », disaient les plus grands représentants de la démocratie conséquente du XIX^e siècle, Marx et Engels, devenus les éducateurs du prolétariat révolutionnaire. Et

nous, ouvriers grands-russes, tout pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, libre et indépendante, autonome, démocratique, républicaine, qui baserait ses rapports avec ses voisins sur le principe humain de l'égalité, et non sur le principe féodal des privilèges qui avilit une grande nation. Précisément parce que nous la voulons telle, nous disons : on ne saurait au XX^e siècle, en Europe (fût-ce l'Europe extrême-orientale), « défendre la patrie » autrement qu'en combattant par tous les moyens révolutionnaires la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, c'est-à-dire les *pires* ennemis de notre patrie ; les Grands-Russes ne peuvent « défendre la patrie » autrement qu'en souhaitant au tsarisme la défaite dans toute guerre, comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie. Car le tsarisme non seulement opprime, économiquement et politiquement, ces neuf dixièmes de la population, mais il la démoralise, il l'avilit, la déshonore, la prostitue, en l'accoutumant à opprimer les autres peuples, en l'accoutumant à voiler sa honte sous des phrases hypocrites pseudo-patriotiques.

On nous objectera peut-être que outre le tsarisme — et sous son aile — a surgi et s'est déjà affermie une autre force historique, le capitalisme grand-russe, qui fait œuvre de progrès en centralisant, en unissant économiquement de vastes régions. Mais pareille objection, loin de justifier, accuse encore plus nos socialistes-chauvins, que l'on devrait appeler socialistes du tsar et des Pourichkévitich (comme Marx a appelé les lassaliens : socialistes du roi de Prusse). Admettons même que l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe contre cent et une petites nations. Cela n'est pas impossible, car toute l'histoire du capital est une histoire de violences et de pillages, de sang et de boue. Nous ne sommes pas le moins du monde partisans absolus des petites nations ; nous sommes résolument, *toutes proportions gardées*, pour la centralisation et contre l'idéal petit-bourgeois des rapports fédératifs. Toutefois, même en ce cas, premièrement ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas l'affaire des démocrates (à plus forte raison des socialistes) d'aider les Romanov-Bohrinski-Pourichkévitich à étrangler l'Ukraine, etc. Bismarck à sa manière, à la manière des hobereaux, a fait œuvre historique de progrès ; mais il serait beau, le « marxiste » qui, pour cette raison, s'aviserait de justifier une aide prêtée par les socialistes à Bismarck ! Ajoutons que Bismarck aidait au développement économique, en réunissant les Allemands épars que les autres peuples opprimaient, tandis que l'épanouissement économique et le prompt développement de la Grande-Russie exigent que le pays soit délivré de la violence des Grands-Russes sur les autres peuples. C'est cette différence qu'oublient nos admirateurs des quasi-Bismarcks authentiquement russes.

En second lieu, si l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe il s'ensuit que le rôle *socialiste* du prolétariat grand-russe sera d'autant plus grand, comme principal moteur de la révolution communiste engendrée par le capitalisme. Or, pour la révolution du prolétariat, il faut éduquer longuement les ouvriers dans l'esprit de la plus *complète* égalité nationale et de la fraternité. Ainsi donc, c'est bien du point de vue des intérêts du prolétariat grand-russe qu'il faut éduquer longuement les masses dans l'esprit de la lutte la plus résolue, la plus conséquente, la plus courageuse, la plus révolutionnaire, — pour l'égalité complète et le droit de libre disposition de toutes les nations opprimées par les Grands-Russes. L'intérêt de la fierté nationale (considérée non pas d'une manière servile) des Grands-Russes coïncide avec l'intérêt *socialiste* des prolétaires grands-russes (et de tous les autres). Le modèle pour nous restera Marx qui, ayant vécu des dizaines d'années en Angleterre, était devenu à moitié Anglais et revendiquait la liberté et l'indépendance nationale pour l'Irlande, dans l'intérêt du mouvement socialiste des ouvriers anglais.

Tandis que dans la dernière éventualité que nous avons envisagée, les chauvins socialistes de chez nous — Plékhanov et les autres — s'avéreront des traîtres non seulement à leur patrie, à la libre et démocratique Grande-Russie, mais aussi des traîtres à la fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie, c'est-à-dire à la cause du socialisme.

Publié le 12 décembre 1914 dans le Social Démocrate, n° 35.

DU MOT D'ORDRE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

Dans le n° 40 du *Social-Démocrate*, nous annonçons que la Conférence des sections de notre Parti, à l'étranger, avait décidé d'ajourner la question relative au mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe », jusqu'à ce que le côté *économique* de la question fût examiné dans la presse.

Les débats sur cette question avaient pris à notre conférence un caractère politique unilatéral. En partie cela tenait peut être à ce que le manifeste du Comité central formulait expressément ce mot d'ordre comme un mot d'ordre politique (« mot d'ordre *politique* immédiat... » y est-il dit) ; non seulement il préconisait les Etats-Unis républicains d'Europe, mais il soulignait spécialement que « sans le renversement révolutionnaire des monarchies allemande, autrichienne et russe », ce mot d'ordre était vide de sens, mensonger.

On aurait absolument tort d'objecter à cette façon de poser la question *dans les limites* d'une appréciation politique de ce mot d'ordre, par exemple, en disant qu'il éclipse ou affaiblit, etc., le mot d'ordre de révolution socialiste. Les transformations politiques dans un sens véritablement démocratique, et à plus forte raison les révolutions politiques, ne peuvent en aucun cas, jamais, quelles que soient les conditions, ni éclipser, ni affaiblir le mot d'ordre de révolution socialiste. Au contraire elles la rapprochent toujours, élargissant sa base, entraînant à la lutte socialiste de nouvelles couches de la petite bourgeoisie et des masses de semi-prolétaires. D'autre part, les révolutions politiques sont inéluctables dans le cours de la révolution socialiste que l'on ne doit pas regarder comme un acte unique, mais comme une époque de commotions politiques et économiques orageuses, de luttes de classe très aiguës, de guerre civile, de révolution et de contre-révolution.

Mais si le mot d'ordre des Etats-Unis républicains d'Europe formulé en connexion avec le renversement révolutionnaire des (trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument invulnérable comme mot d'ordre politique, il reste encore une question éminemment importante : le contenu et la portée économiques de ce mot d'ordre. Au point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire des exportations de capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.

Le capital est devenu international et monopolisateur. Le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances, c'est-à-dire de puissances qui s'enrichissent dans le pillage en grand et dans l'oppression des nations. Quatre grandes puissances d'Europe : Angleterre, France, Russie et Allemagne, avec une population de 250 300 millions d'habitants et une superficie de près de 7 millions de kilomètres carrés, possèdent des colonies dont la population est *d'environ un demi-milliard* de personnes (494,5 millions), et la superficie est de 64,6 millions de kilomètres carrés, soit près de la moitié du globe (133 millions de kilomètres carrés sans les régions polaires). Ajoutez à cela les trois pays d'Asie: la Chine, la Turquie, la Perse actuellement déchirées par les forbans qui font la guerre « émancipatrice » : le Japon, la Russie, l'Angleterre et la France. Ces trois pays asiatiques, que l'on peut appeler semi-colonies (en réalité ils sont maintenant, pour les neuf dixièmes, des colonies) comptent 360 millions d'habitants et 14,5 millions de kilomètres carrés de surface (c'est-à-dire près d'une fois et demie la surface de toute l'Europe).

Poursuivons. L'Angleterre, la France et l'Allemagne ont placé à l'étranger un capital d'au moins 70 milliards de roubles. Pour toucher un appréciable profit « légitime » sur cette agréable somme, — profit qui dépasse trois milliards de roubles par an, — il existe des comités nationaux de millionnaires, appelés gouvernements, qui sont pourvus d'une armée et d'une flotte militaire et qui « installent » dans les colonies et semi-colonies, fils et frères de « monsieur le milliard », en qualité de vice-rois, consuls, ambassadeurs, fonctionnaires de toute sorte, popes et autres vampires.

Ainsi est organisée, à l'époque du développement supérieur du capitalisme, la spoliation par une poignée de grandes puissances, de près d'un milliard d'habitants du globe. Et en régime capitaliste, toute autre organisation est impossible. Renoncer aux colonies, aux « zones d'influence », à l'exportation des capitaux ? Y songer serait descendre au niveau d'un petit pope qui, tous les dimanches, prêche aux riches la grandeur du christianisme et leur recommande de donner aux pauvres... sinon quelques milliards, du moins quelques centaines de roubles par an.

Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, seraient comme une entente pour le partage des colonies. Or en régime capitaliste le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe que la force. Le milliardaire ne peut partager le « revenu national » du pays capitaliste avec qui que ce soit, autrement que « en proportion du capital

» (avec encore cette addition que le plus gros capital recevra plus qu'il ne lui revient). Le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie dans la production. Prêcher le partage « équitable » du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit bourgeois et de philistin. On ne peut partager autrement que « selon la force ». Or la force change avec le progrès économique. Après 1871 l'Allemagne s'est renforcée trois ou quatre fois plus vite que l'Angleterre et la France. Le Japon, dix fois plus vite que la Russie. Pour vérifier la force réelle de l'Etat capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les principes de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable. En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres dans le domaine politique

Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente de capitalistes *européens* ... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique, extrêmement lésés dans l'actuel partage des colonies, et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique, arriérée, laquelle déjà pourrit de vieillesse Comparée aux Etats-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble signifie stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les Etats-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la réaction en vue de contenir le développement plus rapide de l'Amérique. Les temps sont révolus où l'œuvre de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.

Les Etats-Unis du monde (et non de l'Europe) sont cette forme d'Etat — forme d'union et de liberté des nations, — que nous rattachons au socialisme, — en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout Etat, y compris l'Etat démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du monde ne serait guère juste d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait donner lieu à une fausse interprétation concluant à l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sûr l'attitude de ce pays envers les autres.

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes d'exploiteurs et leurs Etats. La forme politique de la société dans laquelle le prolétariat est victorieux, en renversant la bourgeoisie, sera la République démocratique, qui centralise de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de nations dans la lutte contre les Etats qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des Républiques socialistes contre les Etats arriérés.

C'est pour cette raison et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la Conférence des sections du P.O.S.D.R. à l'étranger, que la rédaction de l'organe central en a conclu à la fausseté du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.

Publié le 23 août 1915 dans le n° 44 du *Social-Démocrate*.

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA II^e INTERNATIONALE

I

La II^e Internationale a-t-elle réellement cessé d'exister ? Ses représentants les plus autorisés, comme Kautsky et Vandervelde, s'obstinent à le nier. Mais il ne s'est rien produit, si ce n'est une rupture de relations; tout est pour le mieux; tel est leur point de vue.

Afin de rétablir la vérité, référons-nous au *Manifeste du congrès de Râle*, de 1912, qui se rapporte précisément à la guerre impérialiste mondiale actuelle, et qui fut adopté par tous les partis socialistes du monde. A noter que pas un socialiste n'osera au point de vue théorique, nier la nécessité d'une appréciation historique concrète de chaque guerre.

Maintenant que la guerre a éclaté ni les opportunistes déclarés, ni les kautskistes n'osent ni désavouer le Manifeste de Bâle, ni mettre en parallèle avec ses revendications la conduite des partis socialistes au cours de la guerre. Pourquoi ? Mais parce que le manifeste les démasque entièrement, les uns et les autres.

Il ne souffle mot ni de la défense de la patrie, ni de ce qui distingue une guerre offensive d'une guerre défensive ; pas un mot de tout ce que répètent aujourd'hui à tous les carrefours les opportunistes et les kautskistes d'Allemagne et de l'Entente. [*Il ne s'agit point ici de la personnalité des partisans de Kautsky en Allemagne, mais de ce type international de pseudo marxistes qui oscillent entre l'opportunisme et le radicalisme, et qui en réalité servent simplement de feuille de vigne à l'opportunisme.*] D'ailleurs le manifeste n'en pouvait pas parler, car ce qu'il dit exclut absolument toute application de ces notions. Il indique de façon parfaitement concrète une série de conflits économiques et politiques qui, pendant des dizaines d'années, ont préparé cette guerre se sont pleinement révélés en 1912 et ont provoqué la guerre de 1914. Le manifeste rappelle le conflit austro-russe pour « l'hégémonie dans les Balkans » ; le conflit provoqué entre « l'Angleterre, la France et l'Allemagne » (entre tous ces pays !) par leur « politique de conquêtes dans le Proche-Orient » ; le conflit austro-italien suscité par « la volonté de dominer » en Albanie, etc. Le manifeste définit en un mot tous ces conflits comme provoqués par « l'impérialisme capitaliste ». Ainsi donc, on y trouve formulé avec une parfaite clarté le caractère spoliateur, impérialiste, réactionnaire, esclavagiste de cette guerre, c'est-à-dire ce caractère qui fait qu'admettre la défense de la patrie est un non-sens du point de vue théorique et une absurdité du point de vue pratique. C'est la lutte des gros requins pour l'absorption de « patries » étrangères. Le manifeste tire les conclusions qui s'imposent de ces faits historiques indiscutables : cette guerre ne saurait « le moins du monde être justifiée sous quelque prétexte que ce soit d'intérêts des peuples » ; elle est préparée « pour assurer les profits des capitalistes, satisfaire des ambitions dynastiques ». Ce serait « un crime » pour les ouvriers « de tirer les uns sur les autres ». Ainsi parle le manifeste.

L'époque de l'impérialisme capitaliste est celle où le capitalisme a atteint sa maturité, celle où il l'a dépassée, et se trouve à la veille de son écroulement ; il est mûr au point de devoir céder la place au socialisme. La période qui va de 1789 à 1871 a été l'époque du capitalisme progressif, où le renversement du féodalisme et de l'absolutisme, la libération du joug étranger figuraient à l'ordre du jour de l'histoire. C'est sur cette base, et sur cette base *seulement*, que l'on pouvait admettre « la défense de la patrie », c'est-à-dire la lutte contre l'oppression. Aujourd'hui encore on pourrait appliquer cette idée à la guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, mais il serait absurde de l'appliquer à une guerre *entre* grandes puissances impérialistes, dans laquelle il s'agit de savoir qui saura spolier davantage les pays balkaniques, l'Asie Mineure, etc. Aussi, rien d'étonnant que les « socialistes », qui admettent « la défense de la patrie » dans la présente guerre, éludent le manifeste de Bâle comme le voleur fuit le lieu où il a volé. C'est que le manifeste démontre qu'ils sont des social-chauvins, c'est-à-dire des socialistes en paroles, des chauvins en fait, qui aident « leur » bourgeoisie à spolier les pays étrangers, à asservir d'autres nations. L'essentiel dans la notion de « chauvinisme » est justement de défendre « sa » patrie, même lorsque ses actes tendent à asservir les patries étrangères.

Considérer qu'une guerre est une guerre de libération nationale, entraîne une tactique ; considérer qu'elle est impérialiste en implique une autre. Le manifeste indique clairement cette autre tactique. La guerre « amènera une crise économique et politique » qu'il faudra « utiliser » non pour atténuer la crise, non pour défendre la patrie, mais au contraire pour « secouer » les masses, en vue de « hâter le renversement de la domination de la classe capitaliste ». On ne peut hâter ce pour quoi les conditions historiques ne sont pas encore mûres. Le manifeste a reconnu que la révolution sociale est *possible*, que les prémisses en *sont mûres*, qu'elle viendra précisément *avec* la guerre : « les classes dominantes » redoutent « la révolution prolétarienne qui suivra la guerre mondiale », déclare le manifeste en invoquant l'exemple de la *Commune de Paris* et de la *révolution de 1905* en Russie, c'est-

à-dire les exemples de grèves de masse et de guerre civile. C'est un mensonge que d'affirmer comme le fait Kautsky, que l'on n'a pas défini quelle devait être l'attitude du socialisme envers *cette* guerre. Cette question a été non seulement discutée mais tranchée à Bâle, où fut adoptée la tactique de la lutte de masse révolutionnaire et prolétarienne.

Quelle hypocrisie révoltante que d'éluder le manifeste de Bâle en son entier ou dans ses parties les plus essentielles, pour citer les discours des chefs ou les résolutions de certains partis qui, premièrement, datent *d'avant* Bâle ; deuxièmement, n'étaient pas les décisions des partis du monde entier ; troisièmement, se rapportaient à différentes guerres *possibles*, mais nullement à la guerre actuelle. Le fond de la question, c'est que l'époque des guerres nationales entre les grandes puissances européennes a fait place à l'époque des guerres impérialistes entre ces puissances, et que le manifeste de Bâle devait, pour la première fois, reconnaître officiellement ce fait.

Il serait erroné de supposer qu'on ne pourrait présenter le manifeste de Bâle comme étant uniquement une déclamation solennelle ou une pompeuse menace. C'est bien ainsi que voudraient poser la question ceux que le manifeste démasque. Mais c'est faux. Le manifeste n'est que le résultat du grand travail de propagande de toute l'époque de la II^e Internationale, qu'un résumé de tout ce que les socialistes ont lancé parmi les masses par centaines de milliers de discours, articles et appels dans toutes les langues. Il ne fait que reprendre ce qu'écrivait, par exemple, *Jules Guesde* en 1899, quand il fouillait le ministérialisme socialiste en cas de guerre : il parlait de la guerre provoquée par « les pirates capitalistes » (*En garde*, p. 175) ; ou bien ce qu'écrivait *Kautsky* en 1908 dans *Le chemin du pouvoir*, où il reconnaissait terminée l'époque « pacifique » et commencée l'époque des guerres et des révolutions. Présenter le manifeste de Bâle comme de la phraséologie ou comme une erreur, c'est considérer comme telle toute l'activité socialiste des vingt-cinq dernières années. Si la contradiction entre le manifeste et sa non-application est intolérable à ce point aux opportunistes et aux kautskistes, c'est parce qu'elle met à nu la très profonde contradiction qui existe dans l'activité de la II^e Internationale. Le caractère relativement « pacifique » de la période 1871-1914 a nourri l'opportunisme, *état d'esprit* d'abord, *tendance* ensuite, et enfin *groupe ou couche* formée par la bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois. Ces éléments ne pouvaient se soumettre le mouvement ouvrier qu'en reconnaissant en paroles les objectifs révolutionnaires et la tactique révolutionnaire. Ils ne pouvaient gagner la confiance des masses qu'en jurant que tout le travail « pacifique » n'était qu'une *préparation* à la révolution prolétarienne. Cette contradiction était l'abcès qui devait un jour percer, et qui a percé. Le tout est de savoir s'il faut essayer, comme le font Kautsky et C^{ie}, de refouler à nouveau ce pus dans l'organisme au nom de « l'unité » (avec le pus) ; ou bien s'il faut pour aider à la guérison complète de l'organisme du mouvement ouvrier, le débarrasser de ce pus aussi vite et aussi soigneusement que possible, malgré la douleur aiguë, mais passagère, que cause cette opération. Il est évident que ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les ministères et ont défendu l'idée de la défense de la patrie en 1914-1915, ont trahi le socialisme. Seuls des hypocrites peuvent nier ce fait. Il est nécessaire de l'expliquer.

II

Il serait absurde d'envisager toute cette question comme une question de personnes. Quel rapport cela peut-il avoir avec l'opportunisme, si des hommes comme *Plékhanov* et *Guesde*, etc. ? — interrogeait *Kautsky* (*Neue Zeit* du 18 mai 1915). Quel rapport cela peut-il avoir avec l'opportunisme, si *Kautsky* etc. ? répondait *Axelrod* au nom des opportunistes de l'Entente (*Die Krise der Sozialdemokratie*, Zurich 1915, p. 21). Tout cela n'est que comédie. *Pour expliquer la crise du mouvement tout entier, il faut analyser, premièrement, la portée économique d'une politique donnée, deuxièmement, les idées qui sont à sa base et, troisièmement, sa liaison avec l'histoire des tendances au sein du socialisme.*

Quelle est la nature économique du défensisme pendant la guerre de 1914-1915 ? La bourgeoisie de *toutes* les grandes puissances fait la guerre afin de partager et d'exploiter le monde, afin d'opprimer les peuples. Quelques miettes des gros profits réalisés par la bourgeoisie peuvent échoir à une petite minorité : bureaucratie ouvrière, aristocratie ouvrière et compagnons de route petits-bourgeois. Les dessous de classe du social-chauvinisme et de l'opportunisme sont identiques : c'est l'alliance d'une faible couche d'ouvriers privilégiés avec « sa » bourgeoisie nationale *contre* la masse de la classe ouvrière ; alliance des valets de la bourgeoisie avec cette dernière *contre* la classe qu'elle exploite.

Le contenu politique de l'opportunisme et celui du social-chauvinisme sont identiques : collaboration des classes, renonciation à la dictature du prolétariat, à l'action révolutionnaire, reconnaissance sans réserve de la légalité bourgeoise, manque de confiance en le prolétariat, confiance en la bourgeoisie. *Le social-chauvinisme est le*

prolongement direct et le couronnement de la politique ouvrière libérale anglaise, du millerandisme et du bernsteinisme.

La lutte des deux tendances essentielles dans le mouvement ouvrier, le socialisme révolutionnaire et le socialisme opportuniste, remplit toute la période qui va de 1889 à 1914. Et aujourd'hui il existe de même dans tous les pays deux courants principaux en ce qui concerne l'attitude envers la guerre. Laissons de côté Sa manière bourgeoise et opportuniste d'invoquer la personnalité. Prenons les *tendances* dans une série de pays Prenons dix Etats européens : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Hollande, la Suède, la Bulgarie, la Suisse, la Belgique, la France. Dans les huit premiers pays, la division en opportunistes et en radicaux correspond à la division en social-chauvins et en internationalistes. En Allemagne, les points d'appui du social-chauvinisme, ce sont les *Sozialistische Monatshefte* et Legien et C^{ie} ; en Angleterre, les fabiens et le Parti ouvrier (I.L.P. [*I.L.P. : Parti ouvrier indépendant. N.R.*] a toujours fait bloc avec eux, a soutenu leur organe et a toujours été dans ce bloc plus faible que les social-chauvins, alors que dans le B.S.P. [*B. S. P. : Parti socialiste britannique. N.R.*] les internationalistes forment les trois septièmes) ; en Russie, ce courant est représenté par *Nacha Zaria* (aujourd'hui *Naché Diélo*), par le Comité d'organisation, la fraction à la Douma, sous la direction de Tchkhéidzé ; en Italie, par les réformistes à la tête desquels se trouve Bissolati ; en Hollande, par le parti de Troelstra ; en Suède, par la majorité du parti que dirige Branting ; en Bulgarie, par le parti des « larges » ; en Suisse par Greulich et C^{ie}. Par contre, dans tous ces pays nous avons entendu s'élever dans le camp opposé, radical, des protestations plus ou moins conséquentes contre le social-chauvinisme. Seuls, deux pays font exception : la France et la Belgique dans lesquelles cependant l'internationalisme existe aussi, mais très faible.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme sous sa forme la plus achevée. Il est mûr pour une alliance ouverte, souvent vulgaire, avec la bourgeoisie et les Etats-majors.

Et c'est cette alliance qui lui assure une grande force, ainsi que le monopole de la presse légale et de la duperie des masses. *Il est absurde de considérer, aujourd'hui encore, que l'opportunisme est un phénomène intérieur de notre Parti.* Il est absurde de songer à appliquer la résolution de Bâle en compagnie de David, Legien, Hyndman, Plékhanov, Webb. L'unité avec les social-chauvins, c'est l'unité avec « sa propre » bourgeoisie nationale qui exploite d'autres nations ; c'est la division du prolétariat international. Ce n'est pas à dire que la rupture avec les opportunistes soit partout immédiatement possible ; cela veut dire seulement qu'elle est mûre au point de vue historique ; qu'elle est nécessaire et inévitable pour la lutte révolutionnaire du prolétariat ; que par le passage du capitalisme « pacifique » au capitalisme impérialiste l'histoire a préparé cette rupture. *Volentem ducunt fata, nolentem trahunt. [La destinée conduit qui consent, entraîne qui résiste. N. du Trad.]*

III

Les représentants avisés de la bourgeoisie l'ont parfaitement compris. C'est pourquoi ils exaltent tant *les* actuels partis socialistes, à la tête desquels se trouvent des « défenseurs de la patrie », c'est-à-dire des défenseurs du pillage impérialiste. C'est pourquoi les gouvernements gratifient les chefs social-chauvins soit de postes ministériels (France et Angleterre), soit du monopole d'une existence légale sans entraves (Allemagne et Russie). C'est bien pourquoi en Allemagne, où le Parti social-démocrate était le plus fort et où sa transformation en un parti ouvrier national-libéral *contre-révolutionnaire* a été le plus manifeste, les choses en sont venues au point que le Parquet considère la lutte entre la « minorité » et la « majorité » comme « une incitation à la haine de classe » ! C'est pourquoi les opportunistes avisés sont avant tout soucieux de sauvegarder l'ancienne « unité » des vieux partis, qui ont rendu de signalés services à la bourgeoisie en 1914-1915. Un des membres de la social-démocratie allemande a, en avril 1915, sous le pseudonyme de « *Monitor* », publié dans la revue réactionnaire *Preussische Jahrbücher* un article dans lequel, avec une franchise digne d'éloges, il exprime le point de vue de ces opportunistes de tous les pays du monde. *Monitor* estime qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie que la social-démocratie aille *encore plus à droite* : « Elle (la social-démocratie) doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéals socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné. » (*Preussische Jahrbücher*, 1915, n° 4, p. 51.)

Monitor a touché juste. C'est ce que de tout temps ont désiré libéraux anglais et radicaux français : des phrases à résonance révolutionnaire pour tromper les masses, afin qu'elles fassent confiance aux Lloyd George, aux Sembat, aux Renaudel, aux Legien et aux Kautsky, aux hommes capables de prêcher « la défense de la patrie » dans une guerre de rapine.

Mais Monitor ne représente qu'une des variétés — franche, grossière, cynique — de l'opportunisme. D'autres agissent à couvert, subtilement, « honnêtement ». Engels a dit un jour : les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour la classe ouvrière ... En voici un exemple :

Kautsky écrit dans la *Neue Zeit* (26 novembre 1915) : « L'opposition grandit contre la majorité ; l'esprit des masses est à l'opposition ». Après la guerre [après la guerre seulement ? — *N. L.*] les contradictions de classe s'aggraveront au point que, parmi les masses, le radicalisme prendra le dessus ». « Après la guerre [après la guerre seulement ? — *N. L.*] nous sommes menacés de voir les éléments radicaux fuir le Parti et refluer dans un parti d'action de masse antiparlementaire » (?? il faut entendre : extra-parlementaire) . « Ainsi notre parti se désagrège en deux camps extrêmes, n'ayant entre eux rien de commun, » Pour sauver l'unité, Kautsky s'applique à convaincre la majorité du Reichstag d'autoriser la minorité à prononcer quelques discours parlementaires radicaux. C'est dire que Kautsky entend à l'aide de quelques discours parlementaires radicaux, concilier les masses révolutionnaires avec les opportunistes qui « n'ont rien de commun » avec la révolution ; qui depuis longtemps déjà dirigent les syndicats et qui, aujourd'hui, s'appuyant sur leur alliance étroite avec la bourgeoisie et le gouvernement, se sont aussi emparés de la direction du Parti. Au fond, en quoi cela diffère-t-il du « programme » de Monitor ? En rien, si ce n'est par des phrases doucereuses prostituant le marxisme.

Le 18 mars 1915, à une séance de la fraction du Reichstag, le kautskiste *Wurm* « avertit » la fraction « de ne pas trop tendre les cordes ; dans les masses ouvrières l'opposition grandit contre la majorité de la fraction ; il faut donc s'en tenir au « centre » marxiste » (? ! une coquille, sans doute: lisez « monitoriste ») (*Klassenkampf gegen den Krieg. Material zum Fall Liebknecht. [« La lutte de classe contre la guerre. Documents relatifs à l'affaire Liebknecht » (N, du Trad.)]* Edition hors commerce, page 67). Nous voyons ainsi que le fait du révolutionnarisme des masses a été reconnu, au nom de tous les kautskistes — le « centre » comme il est convenu de l'appeler — dès mars 1915 !! Or, huit mois et demi plus tard, Kautsky réitère la proposition de «concilier » les masses désireuses de lutter contre un parti opportuniste, contre-révolutionnaire, — cela au moyen de quelques phrases à résonance révolutionnaire !!

Souvent la guerre a cela d'utile qu'elle met à nu la corruption et rejette tout ce qui est convention.

Comparons les fabiens anglais aux kautskistes allemands. Voici ce qu'écrivait des premiers, le 18 janvier 1893, un véritable « marxiste », Frédéric Engels : ... « une bande d'arrivistes assez raisonnables pour comprendre que la révolution sociale est inévitable mais qui, en aucun cas, ne désirent confier ce travail de titan exclusivement au prolétariat encore si peu averti ... Leur principe fondamental, c'est la peur de la révolution...» (*Correspondance avec Sorge*, p. 390.)

Et le 11 novembre 1893 il écrit : «Ces bourgeois présomptueux qui veulent bien se pencher sur le prolétariat pour le libérer d'en haut, pourvu seulement qu'il veuille bien comprendre qu'une masse aussi truste et inculte ne peut elle-même se libérer, ni arriver à rien si ce n'est par la grâce de ces sages avocats, hommes de lettres et commères sentimentales ».... (*Ibid.*, p. 401.)

En théorie Kautsky considère les fabiens avec autant de mépris qu'un pharisien le pauvre publicain. Car il ne jure que par le « marxisme ». Mais en pratique quelle différence entre eux ? Tous deux ont également signé le manifeste de Bâle et en ont également usé envers lui comme Guillaume II envers la neutralité belge. Alors que toute sa vie Marx a fustigé ceux qui s'appliquent à étouffer l'esprit révolutionnaire des ouvriers.

Kautsky a opposé aux marxistes révolutionnaires la théorie nouvelle de l'« ultra-impérialisme ». Il entend par là que sera éliminée « la lutte entre les capitaux financiers nationaux », et que cette lutte fera place à « l'exploitation en commun du monde par le capital financier international » (*N. R.*, 30 avril 1915). Mais, ajoute-t-il, « les prémisses indispensables nous font encore défaut pour décider si cette nouvelle phase du capitalisme est réalisable ». C'est donc à l'aide de simples suppositions relatives à une « nouvelle phase », sans oser déclarer ouvertement qu'elle est « réalisable », que l'inventeur de cette « phase » dément ses propres déclarations révolutionnaires, se détourne des tâches révolutionnaires et de la tactique révolutionnaire du prolétariat, aujourd'hui, dans la « phase » d'une crise déjà commencée, de la guerre, de l'aggravation inouïe des contradictions de classe ! N'est-ce pas là le plus ignoble fabianisme ?

Le leader des kautskistes russes, *Axelrod*, voit « le centre de gravité du problème de l'internationalisation du mouvement libérateur du prolétariat dans l'internationalisation du travail pratique de tous les jours » : ainsi, « la législation concernant la protection du travail et la législation des assurances doivent devenir l'objet d'actions internationales, l'objet de l'organisation internationale des ouvriers ». (*Axelrod : La Crise de la social-démocratie*,

Zurich 1915, pp. 39-40.) Il est tout à fait évident que non seulement Legien, David, les Webb, mais aussi Lloyd George lui-même, Naumann, Briand et Milioukov se rallieraient entièrement à cet « internationalisme ». Comme en 1912 Axelrod est prêt en vue d'un avenir très, très éloigné, à proférer les phrases les plus révolutionnaires, si la future Internationale « agit (contre les gouvernements, en cas de guerre) et soulève une tempête révolutionnaire ». Voyez un peu comme nous sommes braves ! Mais quand il s'agit d'appuyer et de développer *aujourd'hui* la fermentation révolutionnaire qui commence à se manifester dans les masses, Axelrod déclare que cette tactique d'actions révolutionnaires de masse « pourrait encore tant soit peu se justifier, si nous nous trouvions exactement à la veille de la révolution sociale, comme ce fut le cas en Russie, par exemple, où les désordres parmi les étudiants, en 1901, annonçaient l'approche des batailles décisives contre l'absolutisme ». Mais pour le moment, tout cela n'est qu'« utopie », « bakounisme », etc., tout à fait dans l'esprit de Kolb, David, Südekum et Legien.

L'ineffable Axelrod oublie simplement qu'en 1901 nul ne savait ni ne pouvait savoir en Russie que la première « bataille décisive » se livrerait quatre ans plus tard, — *quatre* ans, ne l'oubliez pas, — et resterait « sans solution ». Néanmoins, nous seuls, marxistes révolutionnaires, avons raison à cette époque : nous raillions les Kritchevski et les Martynov qui appelaient à l'assaut immédiat. Nous étions les seuls à conseiller aux ouvriers de bouder dehors, partout, les opportunistes et d'appuyer, d'intensifier et d'étendre de toutes leurs forces, les manifestations et autres actions révolutionnaires de masse. Aujourd'hui la situation est absolument analogue en Europe : il serait insensé d'appeler à un assaut « immédiat ». Mais il serait honteux, pour qui se dit social-démocrate, de ne pas conseiller aux ouvriers de rompre avec les opportunistes et de consolider, d'approfondir d'élargir et d'intensifier de toutes leurs forces le mouvement révolutionnaire naissant, ainsi que les manifestations. La révolution ne tombe jamais toute prête du ciel, et lorsque commence la fermentation révolutionnaire, nul ne sait jamais si elle aboutira, ni quand elle aboutira, à une révolution « véritable », « authentique ». Kautsky et Axelrod donnent aux ouvriers des conseils périmés, rebattus, contre-révolutionnaires. Kautsky et Axelrod nourrissent les masses de l'espoir que la *future* Internationale sera, elle, à coup sûr révolutionnaire, à seule fin de protéger, de couvrir et de farder *aujourd'hui* la domination des éléments contre-révolutionnaires — des Legien, des David, des Vandervelde, des Hyndman. N'est-il pas clair que « l'unité » avec Legien et C^{ie} est le meilleur moyen de préparer la « future » Internationale révolutionnaire ?

« Chercher à transformer la guerre mondiale en guerre civile serait une folie », déclare *David*, leader des opportunistes allemands (*Die Sozialdemokratie und der Weltkrieg, La social-démocratie et la guerre mondiale*, 1915, p. 172), en réponse au manifeste du Comité central de notre Parti, du 1^{er} novembre 1914. Dans ce manifeste, il est dit entre autres :

Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation systématique, persévérant et continu. [Voir le présent volume, p. 332 *N.R.*]

(Egalement cité par *David*, p. 171.) Un mois avant la parution du livre de *David*, notre Parti publiait des résolutions, dans lesquelles ce « travail de préparation systématique » était défini de la façon suivante : 1. Refus de voter les crédits. 2. Rupture de Sa paix sociale. 3. Création d'organisations illégales. 4. Soutien des manifestations de solidarité dans les tranchées. 5. Soutien de toute action révolutionnaire de masse.

David est presque aussi brave qu'Axelrod : en 1912, il ne considérait pas comme « une folie » de s'en référer, pour le cas d'une guerre, à la Commune de Paris.

Plékhanov, ce représentant typique des social-chauvins de l'Entente, traite de la tactique révolutionnaire dans le même sens que *David*. Elle est pour lui une « fêerie bouffe ». Mais écoutons *Kolb*, opportuniste avéré, qui déclare : « La tactique de ces gens qui entourent Liebknecht aurait pour résultat de porter au point d'ébullition la lutte au sein de la nation allemande. » (*Die Sozialdemokratie am Scheidewege. La social-démocratie à la croisée des chemins*, p. 50.)

Mais qu'est-ce qu'une lutte portée au point d'ébullition, sinon la guerre civile ?

Si la tactique de notre Comité central, qui dans ses traits essentiels coïncide avec la tactique de la gauche de Zimmerwald, était « une folie », « un songe », « une aventure », « du bakounisme », ainsi que l'ont affirmé *David*, Plékhanov, Axelrod, Kautsky, etc. — elle n'aurait jamais pu provoquer « la lutte au sein des nations » et qui plus est, portée au point d'ébullition. Nulle part au monde les phrases anarchistes n'ont provoqué la lutte au sein des nations. Par contre, les faits témoignent que, précisément en 1915, en raison de la crise provoquée par la

guerre, la fermentation révolutionnaire grandit parmi les masses ; les grèves et les manifestations politiques se multiplient en Russie ; les grèves, en Italie et en Angleterre ; les marches de la faim et les manifestations politiques, en Allemagne. N'est-ce point là le début d'actions révolutionnaires de masse ?

Renforcement, développement, élargissement, intensification de l'action révolutionnaire de masse, création d'organisations illégales, sans lesquelles, même dans les pays « libres », il est absolument impossible de dire aux masses populaires la vérité : tout le programme pratique de la social-démocratie dans cette guerre est là. Le reste n'est que mensonge ou phraséologie, quelles que soient les théories, opportunistes ou pacifistes, dont il s'affuble. [Au Congrès international des femmes, tenu à Berne en mars 1915, les représentantes du Comité central de notre Parti ont souligné qu'il était absolument nécessaire de créer des organisations illégales. Ce qui fut rejeté. Les Anglaises ont ri de cette proposition, et elles ont célébré tes « libertés » anglaises Mais quelques mois plus tard, nous recevions des journaux anglais, le Labour Leader par exemple, avec des blancs ; puis la nouvelle nous parvint de perquisitions policières, de confiscations de brochures, d'arrestations et de sentences draconiennes portées contre des camarades qui, en Angleterre, parlaient de la paix, et seulement de la paix !]

Lorsqu'on nous dit que cette « tactique russe » (expression de David) ne convient pas à l'Europe, nous répondons généralement en invoquant les faits. Le 30 novembre une députation de nos camarades, de femmes berlinoises, s'est présentée à Berlin au siège du Parti et a déclaré « qu'à l'heure actuelle, étant donné l'existence d'un vaste appareil bien organisé, il est beaucoup plus facile qu'au temps des lois contre les socialistes, de diffuser des brochures et des tracts illégaux et de tenir des « réunions non autorisées ». « Ce ne sont pas les voies et moyens qui font défaut, c'est évidemment l'envie qui manque. » (*Berner Tagwacht*, 1915, n° 271.)

Ces mauvais camarades auraient-ils été détournés de la bonne voie par les « sectaires » russes, etc. ? Les véritables masses ne seraient-elles pas représentées par ces camarades, mais par Legien et Kautsky ? Par ce Legien qui, dans son rapport du 27 janvier 1915, fulminait contre l'idée « anarchiste » de créer des organisations illégales ; par Kautsky, devenu contre-révolutionnaire au point de qualifier d'« aventure » les manifestations de rue, cela le 26 novembre, quatre jours avant la manifestation qui, à Berlin, allait rassembler dix mille personnes !!

Assez de phrases, assez de « marxisme » prostitué à la [*En français dans le texte. (N. du Trad.)*] Kautsky ! Après 25 années d'existence de la II^e Internationale, après le manifeste de Bâle, les ouvriers ne croiront plus aux phrases. L'opportunisme déjà putrescent a définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie ; il s'est transformé en social-chauvinisme : moralement et politiquement, il a rompu avec la social-démocratie. Il rompra aussi avec elle en matière d'organisation. D'ores et déjà les ouvriers réclament des brochures « illégales », des réunions « non autorisées », c'est-à-dire une organisation secrète, afin d'appuyer le mouvement révolutionnaire des masses Seule une telle « guerre à la guerre » est œuvre de social-démocrate, et non une phrase Et, en dépit de toutes les difficultés, défaites passagères, erreurs, égarements, solutions de continuité, cette œuvre mènera l'humanité à la révolution prolétarienne victorieuse.

Publié en janvier 1916 dans le Vorbote n° 1.

L'IMPÉRIALISME, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME

ESSAI DE VULGARISATION

PRÉFACE

La brochure que nous présentons au lecteur a été écrite à Zurich au cours du printemps 1916. Dans les conditions de travail où je me trouvais là-bas, je manquais naturellement quelque peu de publications françaises et anglaises, et beaucoup de publications russes. Cependant, j'ai utilisé le principal ouvrage anglais sur l'impérialisme, le livre de J. A. Hobson, avec toute l'attention que, selon moi, cet écrit mérite.

Cette brochure a été écrite compte tenu de la censure tsariste. Aussi ai-je dû, non seulement me borner strictement à une analyse théorique, surtout économique, mais ne formuler en outre les quelques observations politiques indispensables qu'avec la plus grande prudence, par voie d'allusions, dans cette maudite langue d'Esopé à laquelle le tsarisme contraignait tous les révolutionnaires quand ils prenaient la plume pour écrire une œuvre « légale ».

Il est pénible de relire maintenant, en ces jours de liberté, ces passages mutilés eu égard à la censure tsariste, comprimés, serrés comme dans un étau de fer. Pour exposer que l'impérialisme est le prélude de la révolution socialiste, que le social-chauvinisme (socialisme en paroles, chauvinisme en fait) est une trahison complète du socialisme, un ralliement total à la bourgeoisie, que cette scission du mouvement ouvrier est liée aux conditions objectives de l'impérialisme, etc., il me fallait user d'une langue « d'esclave », et je dois aujourd'hui renvoyer le lecteur que cette question intéresse à la réédition, qui va paraître incessamment, des articles que j'ai écrits à l'étranger de 1914 à 1917. A signaler surtout, dans le texte ci-après, un passage, pages 119-120 [*Voir le présent recueil, p. 281 (N.R.)*], où afin de faire comprendre au lecteur sous une forme admissible pour la censure, le mensonge cynique des capitalistes, ainsi que des social-chauvins passés dans leur camp (et que Kautsky combat avec tant d'inconséquence), dans la question des annexions, la façon éhontée dont ils *couvrent* les annexions de *leurs* capitalistes, je me suis trouvé obligé de citer à titre d'exemple... le Japon ! Le lecteur attentif remplacera aisément le Japon par la Russie, et la Corée par la Finlande, la Pologne, la Courlande, l'Ukraine, Khiva, Boukhara, l'Estonie et autres régions peuplées de non-Grands-Russes.

J'ose espérer que ma brochure aidera à l'intelligence d'un problème économique capital, sans l'étude duquel il est impossible de rien comprendre à ce que sont la guerre d'aujourd'hui et la politique d'aujourd'hui ; je veux parler de la nature économique de l'impérialisme.

L'auteur

Pétrograd, 16 avril 1917

PRÉFACE AUX ÉDITIONS FRANÇAISE ET ALLEMANDE

I

Ce livre a été écrit, comme il est indiqué dans la préface à l'édition russe, en 1916, compte tenu de la censure tsariste. Il ne m'est pas possible actuellement de reprendre tout le texte, ce qui serait d'ailleurs sans utilité, car la tâche fondamentale de ce livre a été et reste encore de montrer, d'après les données d'ensemble des statistiques bourgeoises indiscutables et les aveux des savants bourgeois de tous les pays, quel était le *tableau d'ensemble* de l'économie capitaliste mondiale, dans ses rapports internationaux, au début du XX^e siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale.

A certain égard, il ne sera du reste pas inutile, pour beaucoup de communistes des pays capitalistes avancés, de se rendre compte à travers l'exemple de ce livre, *légal du point de vue de la censure tsariste*, de la possibilité — et de la nécessité — d'utiliser même les faibles vestiges de légalité dont ils peuvent encore profiter, disons, dans l'Amérique contemporaine ou en France, après les récentes arrestations de la presque totalité d'entre eux, pour expliquer toute la fausseté des vues des social-pacifistes et de leurs espoirs en une « démocratie mondiale ». Pour ce qui est des compléments les plus indispensables à ce livre censuré, je vais tenter de les donner dans cette préface.

II

Ce livre montre que la guerre de 1914-1918 a été de part et d'autre une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquête, de pillage, de brigandage), une guerre pour le partage du monde, pour la distribution et la redistribution des colonies, des « zones d'influence » du capital financier, etc.

Car la preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation *objective* des *classes* dirigeantes de *toutes* les puissances belligérantes. Pour montrer cette situation objective, il faut prendre non pas des exemples, des données isolées (l'extrême complexité des phénomènes de la vie sociale permet toujours de trouver autant d'exemples ou de données isolées qu'on voudra à l'appui de n'importe quelle thèse), mais tout *l'ensemble* des données sur les *fondements* de la vie économique de *toutes* les puissances belligérantes et du monde *entier*.

Ce sont précisément ces données d'ensemble, tout à fait irréfutables, que j'ai produites dans le tableau du *partage du monde* en 1876 et 1914 (au § 6) et du partage des *chemins de fer* du monde entier en 1890 et 1913 (au § 7). Les chemins de fer constituent le bilan des branches maîtresses de l'industrie capitaliste, de l'industrie houillère et sidérurgique, le bilan et les indices les plus évidents du développement du commerce mondial et de la civilisation démocratique bourgeoise. Comment les chemins de fer sont liés avec la grande production, avec les monopoles, avec les syndicats patronaux, les cartels, les trusts, les banques, avec l'oligarchie financière, c'est ce que montrent les chapitres précédents du livre. La répartition inégale du réseau ferroviaire, l'inégalité de son développement, c'est le bilan du capitalisme moderne, monopoliste, à l'échelle mondiale. Et ce bilan montre que, sur *cette* base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, *aussi longtemps* qu'existera la propriété privée des moyens de production.

La construction des chemins de fer semble être une entreprise simple, naturelle, démocratique, culturelle, civilisatrice : elle apparaît ainsi aux yeux des professeurs bourgeois qui sont payés pour masquer la hideur de l'esclavage capitaliste, ainsi qu'aux yeux des philistins petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes, qui rattachent par mille réseaux ces entreprises à la propriété privée des moyens de production en général, ont fait de cette construction un instrument d'oppression pour *un milliard* d'hommes (les colonies plus les semi-colonies), c'est-à-dire pour plus de la moitié de la population du globe dans les pays dépendants et pour les esclaves salariés du capital dans les pays « civilisés ».

Propriété privée fondée sur le travail du petit patron, libre concurrence, démocratie : tous ces slogans dont les capitalistes et leur presse se servent pour tromper les ouvriers et les paysans, sont depuis longtemps dépassés. Le capitalisme s'est transformé en un système universel d'oppression coloniale et d'asphyxie financière de l'immense majorité de la population du globe par une poignée de pays « avancés ». Et le partage de ce « butin » se fait entre deux ou trois rapaces de puissance mondiale, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon) qui entraînent toute la terre dans *leur* guerre pour le partage de *leur* butin.

III

La paix de Brest-Litovsk, dictée par l'Allemagne monarchique, puis la paix de Versailles, bien plus féroce et plus odieuse, dictée par des républiques « démocratiques », les Etats-Unis et la France, ainsi que par la « libre » Angleterre, ont rendu un service éminemment utile à l'humanité, en démasquant les coolies de la plume aux gages de l'impérialisme, de même que les petits bourgeois réactionnaires qui, bien que se disant pacifistes et socialistes, chantaient les louanges du « wilsonisme » et démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous l'impérialisme.

Les dizaines de millions de cadavres et de mutilés laissés par une guerre faite pour déterminer à quel groupe — anglais ou allemand — de brigands financiers reviendra la plus grande part de butin, et puis ces deux « traités de paix », dessillent les yeux, avec une rapidité sans précédent, à des millions et des dizaines de millions d'hommes opprimés, écrasés, trompés, dupés par la bourgeoisie. Comme conséquence de la ruine universelle engendrée par la guerre, on voit ainsi grandir une crise révolutionnaire mondiale qui, si longues et pénibles que doivent être ses péripéties, ne peut se terminer autrement que par la révolution prolétarienne et sa victoire.

Le Manifeste de Bâle de la II^e Internationale, qui avait porté dès 1912 une appréciation précisément sur la guerre qui devait éclater en 1914, et non sur la guerre en général (il existe différentes sortes de guerres, il en est aussi de

révolutionnaires), est resté un monument qui dénonce toute la faillite honteuse, tout le reniement des héros de la II^e Internationale.

C'est pourquoi je reproduis ce manifeste en annexe à cette édition, en attirant une fois de plus l'attention des lecteurs sur le fait que les héros de la II^e Internationale évitent soigneusement les passages du manifeste où l'on parle avec précision, de façon claire et explicite, de la liaison entre cette guerre imminente, précisément, et la révolution prolétarienne, sur le fait qu'ils les évitent avec un soin égal à celui qui met un voleur à éviter le lieu de son larcin.

IV

Une attention particulière est réservée dans ce livre à la critique du « kautskisme », courant idéologique international représenté dans tous les pays du monde par d'« éminents théoriciens », chefs de la II^e Internationale (en Autriche, Otto Bauer et C^{ie} ; en Angleterre, Ramsay MacDonald et d'autres ; en France, Albert Thomas, etc., etc.), et par une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois et de curés.

Ce courant idéologique est, d'une part, le produit de la décomposition, de la putréfaction de la II^e Internationale et, d'autre part, le fruit inévitable de l'idéologie des petits bourgeois, que toute l'ambiance rend prisonniers des préjugés bourgeois et démocratiques.

Chez Kautsky et ses semblables, pareilles conceptions sont le reniement total des fondements révolutionnaires du marxisme, de ceux que cet auteur a défendus des dizaines d'années, plus spécialement dans la lutte contre l'opportunisme socialiste (de Bernstein, de Millerand, de Hyndman, de Gompers, etc.). Aussi n'est-ce pas par hasard que, dans le monde entier, les « kautskistes » se sont unis aujourd'hui, dans le domaine de la politique pratique, aux ultra-opportunistes (par l'entremise de la II^e Internationale ou l'Internationale jaune) et aux gouvernements bourgeois (par le biais des gouvernements bourgeois de coalition, à participation socialiste).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire en général, et le mouvement communiste en particulier, qui grandissent dans le monde entier, ne peuvent se dispenser d'analyser et de dénoncer les erreurs théoriques du « kautskisme ». Et cela d'autant plus que le pacifisme et le « démocratisme » en général — qui ne prétendent pas le moins du monde au marxisme, mais qui, tout comme Kautsky et C^{ie}, estompent la profondeur des contradictions de l'impérialisme et le caractère inévitable de la crise révolutionnaire qu'il engendre, — sont encore extrêmement répandus dans le monde entier. Et la lutte contre ces courants est une nécessité pour le parti du prolétariat, qui doit arracher à la bourgeoisie les petits patrons qu'elle a dupés, de même que des millions de travailleurs placés dans des conditions de vie plus ou moins petites-bourgeoises.

Il est nécessaire de dire quelques mots du chapitre VIII : « Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme. » Comme il a déjà été noté dans le texte du livre, Hilferding, ancien « marxiste », aujourd'hui compagnon d'armes de Kautsky et l'un des principaux représentants de la politique bourgeoise, réformiste, dans le « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne », a fait sur cette question un pas en arrière par rapport à l'Anglais Hobson, pacifiste et réformiste *déclaré*. La scission internationale de l'ensemble du mouvement ouvrier s'est déjà, aujourd'hui, entièrement manifestée (II^e et III^e Internationales). C'est également un fait accompli que la lutte armée et la guerre civile entre les deux courants : le soutien de Koltchak et de Dénikine en Russie par les menchéviks et les « socialistes-révolutionnaires » contre les bolcheviks ; les partisans de Scheidemann, ainsi que Noske et C^{ie}, en Allemagne, aux côtés de la bourgeoisie contre les spartakistes, même tableau en Finlande, en Pologne, en Hongrie, etc. Où est donc la base économique de ce phénomène historique universel ?

Précisément dans le parasitisme et la putréfaction qui caractérisent le stade historique suprême du capitalisme, c'est-à-dire l'impérialisme. Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une *poignée* (moins d'un dixième de la population du globe ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants, qui pillent le monde entier par une simple « tonte des coupons ». L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs, d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus, évidemment.

On conçoit que ce gigantesque *surprofit* (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays) *permette de corrompre* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'« aristocratie ouvrière », entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale, et, de nos jours, le principal *soutien social* (pas militaire) *de la bourgeoisie*. Car ce sont de véritables *agents de la bourgeoisie* au sein du mouvement *ouvrier*, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labor lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « versaillais » contre les « communards »¹⁸⁵.

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir.

L'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale.

N. Lénine, 6 juillet 1920.

Dans ces 15 ou 20 dernières années, surtout depuis les guerres hispano-américaine (1898) et anglo-boer (1899-1902), la littérature économique, et aussi politique, de l'Ancien et du Nouveau Monde s'arrête de plus en plus fréquemment à la notion d'« impérialisme » pour caractériser l'époque où nous vivons. En 1902, l'économiste anglais J. A. Hobson a publié, à Londres et à New York, un ouvrage intitulé *L'impérialisme*. Tout en professant un point de vue social-réformiste bourgeois et pacifiste, identique quant au fond à la position actuelle de l'ex-marxiste K. Kautsky, l'auteur y a donné une description excellente et détaillée des principaux caractères économiques et politiques de l'impérialisme. En 1910 parut à Vienne un ouvrage du marxiste autrichien Rudolf Hilferding : *Le capital financier* (traduction russe, Moscou 1912). Malgré une erreur de l'auteur dans la théorie de l'argent et une certaine tendance à concilier le marxisme et l'opportunisme, cet ouvrage constitue une analyse théorique éminemment précieuse de « la phase la plus récente du développement du capitalisme », comme l'indique le sous-titre du livre d'Hilferding. Au fond, ce qu'on a dit de l'impérialisme pendant ces dernières années — notamment dans d'innombrables articles de journaux et de revues, ainsi que dans les résolutions, par exemple, des congrès de Chemnitz et de Bâle, en automne 1912, — n'est guère sorti du cercle des idées exposées ou, plus exactement, résumées par les deux auteurs précités...

Nous allons tâcher d'exposer sommairement, le plus simplement possible, les liens et les rapports existant entre les caractères économiques *fondamentaux* de l'impérialisme. Nous ne nous arrêterons pas sur l'aspect non économique de la question, comme il le mériterait. Quant aux références bibliographiques et autres remarques qui pourraient ne pas intéresser tous les lecteurs, nous les renvoyons à la fin de la brochure.

I. LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION ET LES MONOPOLES

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme. Les statistiques industrielles contemporaines donnent sur ce processus les renseignements les plus complets et les plus précis.

En Allemagne, par exemple, sur 1 000 entreprises industrielles, 3 en 1882, 6 en 1895 et 9 en 1907 étaient des entreprises importantes, c'est-à-dire employant plus de 50 ouvriers salariés. La part qui leur revenait, sur cent ouvriers, était respectivement de 22, 30 et 37. Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main-d'œuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif. C'est ce que montrent les chiffres relatifs aux machines à vapeur et aux moteurs électriques. Si nous considérons ce qu'on appelle en Allemagne l'industrie au sens large du mot, c'est-à-dire en y comprenant le commerce, les transports, etc., nous aurons le tableau suivant. Sur un total de 3 265 623 établissements, les gros sont au nombre de 30 588,

soit 0,9 % seulement. Ils emploient 5,7 millions d'ouvriers sur un total de 14,4 millions, soit 39,4 % ; ils consomment 6,6 millions de chevaux-vapeur sur un total de 8,8, c'est-à-dire 75,3 % et 1,2 million de kilowatts d'électricité sur un total de 1,5 million, soit 77,2 %.

Moins d'un centième des entreprises possèdent *plus des 3/4* du total de la force-vapeur et de la force électrique ! 2,97 millions de petites entreprises (jusqu'à 5 ouvriers salariés), constituant 91 % du total des entreprises, n'utilisent que 7 % de la force motrice, électricité et vapeur ! Des dizaines de milliers de grandes entreprises sont tout ; des millions de petites ne sont rien.

En 1907, les établissements occupant 1 000 ouvriers et plus étaient en Allemagne au nombre de 586. Ils employaient près du *dixième* (1,38 million) de la totalité des ouvriers et *environ le tiers* (32 %) de la force-vapeur et de la force électrique prises ensemble. [*D'après Annalen des Deutschen Reichs, 1911, Zahn.*] Le capital-argent et les banques, comme nous le verrons, rendent cette supériorité d'une poignée de très grandes entreprises plus écrasante encore, et cela au sens le plus littéral du mot, c'est-à-dire que des millions de « patrons », petits, moyens et même une partie des grands, sont en fait entièrement asservis par quelques centaines de financiers millionnaires.

Dans un autre pays avancé du capitalisme moderne, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense. Ici, la statistique considère à part l'industrie au sens étroit du mot, et groupe les entreprises selon la valeur de la production annuelle. En 1904, il y avait 1 900 grosses entreprises (sur 216 180, soit 0,9 %), produisant chacune pour un million de dollars et au-delà ! Ces entreprises employaient 1,4 million d'ouvriers (sur 5,5 millions, soit 25,6 %) et avaient un chiffre de production de 5,6 milliards (sur 14,8 milliards, soit 38 %). Cinq ans plus tard, en 1909, les chiffres respectifs étaient : 3 060 entreprises (sur 268 491, soit 1,1 %), employant 2 millions d'ouvriers (sur 6,6, soit 30,5 %) et ayant un chiffre de production de 9 milliards (sur 20,7 milliards, soit 43,8 %). [*Statistical Abstract of the United States, 1912, p. 202.*]

Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par *un centième* de l'ensemble des entreprises ! Et ces trois mille entreprises géantes embrassent 258 branches d'industrie. On voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre, et, d'autre part, la difficulté de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de la grandeur des entreprises. Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. Aussi convient-il d'en donner une analyse détaillée. Mais écartons d'abord un malentendu possible.

La statistique américaine porte : 3 000 entreprises géantes pour 250 branches industrielles. Cela ne ferait, semble-t-il, qu'une douzaine d'entreprises géantes par industrie.

Mais ce n'est pas le cas. Toutes les industries ne possèdent pas de grandes entreprises ; d'autre part, une particularité extrêmement importante du capitalisme arrivé au stade suprême de son développement est ce qu'on appelle la *combinaison*, c'est-à-dire la réunion, dans une seule entreprise, de diverses branches d'industrie qui peuvent constituer les étapes successives du traitement de la matière première (par exemple, la production de la fonte à partir du minerai de fer et la transformation de la fonte en acier, et peut-être aussi la fabrication de divers produits finis en acier), ou bien jouer les unes par rapport aux autres le rôle d'auxiliaires (par exemple, l'utilisation des déchets ou des sous-produits ; la fabrication du matériel d'emballage, etc.).

« La combinaison, écrit Hilferding, égalise les différences de conjoncture, et assure ainsi à l'entreprise combinée un taux de profit plus stable. En second lieu, la combinaison élimine le commerce. En troisième lieu, elle permet des perfectionnements techniques et, par conséquent, la réalisation de profits supplémentaires par rapport aux entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées). En quatrième lieu, elle affermit la position de l'entreprise combinée par rapport à l'entreprise « simple » dans la lutte concurrentielle qui se déchaîne au moment d'une forte dépression (ralentissement des affaires, crise), lorsque la baisse des prix des matières premières retarde sur la baisse des prix des articles manufacturés. » [*Le capital financier, pp. 286-287 (éd. russe).*]

L'économiste bourgeois allemand Heymann, qui a consacré un ouvrage à la description des entreprises « mixtes », c'est-à-dire combinées, dans la sidérurgie allemande, dit : « les entreprises simples périclitent, écrasées entre les prix élevés des matières premières et les bas prix des articles manufacturés ». Ce qui aboutit au tableau suivant : « Restent, d'une part, les grandes compagnies houillères avec une production atteignant plusieurs millions de

tonnes, fortement organisées dans leur syndicat patronal charbonnier ; et puis, étroitement unies à ces compagnies houillères, les grandes aciéries, avec leur syndicat de l'acier. Ces entreprises géantes qui produisent 400 000 tonnes d'acier par an (une tonne = 60 pouds) et extraient des quantités formidables de minerai et de houille, qui fabriquent des produits finis en acier, emploient 10 000 ouvriers logés dans les casernes des cités ouvrières et ont parfois leurs propres chemins de fer et leurs ports, sont les représentants typiques de la sidérurgie allemande. Et la concentration va croissant. Certaines entreprises deviennent de plus en plus importantes ; un nombre toujours plus grand d'entre elles, d'une même branche ou de branches différentes, s'agglomèrent en des entreprises géantes soutenues et dirigées par une demi-douzaine de grosses banques berlinoises. En ce qui concerne l'industrie minière allemande, la justesse de la doctrine de Karl Marx sur la concentration est exactement démontrée ; il est vrai qu'il s'agit d'un pays où l'industrie est protégée par des tarifs douaniers et des droits de transport. L'industrie minière allemande est mûre pour l'expropriation. » [Hans Gideon Heymann : *Die gemischten Werke im deutschen Grosseisengewerbe, Stuttgart 1904 (SS. 256, 278-279).*]

Telle est la conclusion à laquelle devait aboutir un économiste bourgeois consciencieux, ce qui constitue une exception. Notons qu'il semble considérer l'Allemagne comme un cas d'espèce, son industrie étant protégée par de hauts tarifs douaniers. Mais cette circonstance n'a pu que hâter la concentration et la formation d'unions monopolistes de patrons : cartels, syndicats, etc. Il importe éminemment de constater qu'en Angleterre, pays du libre-échange, la concentration mène *aussi* au monopole, bien qu'un peu plus tard et peut-être sous une autre forme. Voici ce qu'écrivit le professeur Hermann Levy dans son étude spéciale sur les *Monopoles, Cartels et Trusts*, d'après les données concernant le développement économique de la Grande-Bretagne :

« En Grande-Bretagne, c'est la grandeur des entreprises et le niveau élevé de leur technique qui impliquent la tendance au monopole. D'une part, la concentration a pour résultat qu'il est nécessaire d'investir dans chaque entreprise des sommes énormes ; aussi, la création de nouvelles entreprises se heurte à des exigences toujours plus grandes en matière d'investissements, ce qui rend plus difficile leur constitution. Ensuite (et cela nous paraît être un point plus important), toute nouvelle entreprise qui veut se mettre au niveau des entreprises géantes créées par la concentration doit fournir une telle quantité excédentaire de produits que leur vente avantageuse ne pourrait avoir lieu qu'à la condition d'une augmentation extraordinaire de la demande, sinon cet excédent de production ferait baisser les prix dans une proportion aussi onéreuse pour la nouvelle usine que pour les associations monopolistes. » En Angleterre, les associations monopolistes d'entrepreneurs, cartels et trusts ne surgissent la plupart du temps - à la différence des autres pays où les droits protecteurs facilitent la cartellisation, - que si le nombre des principales entreprises concurrentes se ramène « tout au plus à deux douzaines ». « L'influence du mouvement de concentration sur l'organisation des monopoles dans la grande industrie apparaît ici avec une netteté cristalline. » [Hermann Levy : *Monopole, Kartelle und Trusts*. Jena 1909, SS. 286, 290.]

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son *Capital*, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une « loi de la nature ». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que « le marxisme est réfuté ». Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme.

Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XX^e siècle. On lit dans un des travaux récapitulatifs les plus récents sur l'histoire de « la formation des monopoles » :

« L'époque antérieure à 1860 peut fournir quelques exemples de monopoles capitalistes ; on peut y découvrir les embryons des formes, désormais si familières ; mais tout cela appartient indéniablement à la préhistoire des cartels. Le vrai début des monopoles modernes se situe, au plus tôt, vers les années 1860-1870. La première période importante de leur développement commence avec la dépression industrielle internationale des années 1870-1880, et va jusqu'au début des années 1890. » « Si l'on examine la question à l'échelle européenne, le développement de la libre concurrence atteint son apogée entre 1860 et 1880. L'Angleterre avait achevé de construire son organisation capitaliste ancien style. En Allemagne, cette organisation s'attaquait puissamment à l'artisanat et à l'industrie à domicile et commençait à créer ses propres formes d'existence. »

« Le grand revirement commence avec le krach de 1873 ou, plus exactement, avec la dépression qui lui succéda et qui — avec une interruption à peine perceptible aussitôt après 1880 et un essor extrêmement vigoureux mais court vers 1889 — remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe. » Pendant la courte période d'essor de 1889-1890, on se servit dans une notable mesure du système des cartels pour exploiter la conjoncture. Une politique irréfléchie fit monter les prix avec encore plus de rapidité et de violence que cela n'aurait eu lieu en l'absence des cartels ; ces derniers s'effondrèrent presque tous lamentablement « dans la fosse du krach ». Cinq années de mauvaises affaires et de bas prix suivirent, mais l'état d'esprit n'était plus le même dans l'industrie. La dépression n'était plus considérée comme une chose allant de soi, on n'y voyait plus qu'une pause avant une nouvelle conjoncture favorable. »

« La formation des cartels entra ainsi dans sa deuxième phase. De phénomène passager qu'ils étaient, les cartels deviennent une des bases de toute la vie économique. Ils conquièrent un domaine après l'autre, mais avant tout celui de la transformation des matières premières. Déjà au début de la période 1890-1900, ils avaient élaboré, en constituant le syndicat du coke sur le modèle duquel est organisé celui du charbon, une technique des cartels qui, au fond, n'a pas été dépassée. Le grand essor de la fin du XIX^e siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent — tout au moins dans l'industrie minière et sidérurgique — pour la première fois entièrement sous le signe des cartels. Et si cela apparaissait encore, à l'époque, comme quelque chose de nouveau, c'est maintenant une vérité d'évidence, pour l'opinion publique, que d'importants secteurs de la vie économique échappent, en règle générale, à la libre concurrence. » [Th. Vogelstein : *Die finanzielle Organisation der kapitalistischen Industrie und die Monopolbildungen, dans Grundriss der Sozialökonomik, VI. Abt, Tübingen 1914. Voir, du même auteur : Organisationsformen der Eisenindustrie und der Textilindustrie in England und Amerika. Bd. I, Leipzig 1910.*]

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIX^e siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc.

Le nombre des cartels, en Allemagne, était estimé à 250 environ en 1896 et 385 en 1905, englobant près de 12 000 établissements. [Dr. Riesser : *Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration in Zusammenhang mit der Entwicklung der Gesamtwirtschaft in Deutschland, 4. Aufl., 1912, S. 149.* - R. Liefmann : *Kartelle und Trusts und die Weiterbildung der volkswirtschaftlichen Organisation, 2. Aufl., 1910, S. 25.*] Mais tous s'accordent à reconnaître que ces chiffres sont inférieurs à la réalité. Les données précitées de la statistique industrielle allemande de 1907 montrent que même ces 12 000 grosses entreprises concentrent certainement plus de la moitié de la force motrice, vapeur et électricité du pays. Dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et 250 en 1907. La statistique américaine divise l'ensemble des entreprises industrielles en entreprises appartenant à des particuliers, à des firmes et à des compagnies. Ces dernières possédaient en 1904 23,6 %, et en 1909 25,9 %, soit plus du quart de la totalité des établissements industriels. Elles employaient en 1904 70,6 % et en 1909 75,6 %, soit les trois quarts du total des ouvriers. Leur production s'élevait respectivement à 10,9 et 16,3 milliards de dollars, soit 73,7 % et 79 % de la somme totale.

Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie. Lors de sa fondation en 1893, le Syndicat rhéno-westphalien du charbon détenait 86,7 % de la production houillère de la région, et déjà 95,4 % en 1910. [Dr. Fritz Kestner : *Der Organisationszwang. Eine Untersuchung über die Kämpfe zwischen Kartellen und Aussenseitern, Berlin 1912, p. 11.*] Le monopole ainsi créé assure des bénéfices énormes et conduit à la formation d'unités industrielles d'une ampleur formidable. Le fameux trust du pétrole des Etats-Unis (Standard Oil Company) a été fondé en 1900. « Son capital s'élevait à 150 millions de dollars. Il fut émis pour 100 millions de dollars d'actions ordinaires et pour 106 millions d'actions privilégiées. Pour ces dernières il fut payé de 1900 à 1907 des dividendes de 48, 48, 45, 44, 36, 40, 40 et 40 %, soit au total 367 millions de dollars. De 1882 à 1907 inclusivement, sur 889 millions de dollars de bénéfices nets, 606 millions furent distribués en dividendes et le reste versé au fonds de réserve. » [R. Liefmann : *Beteiligung- und Finanzienmgsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Erbschaftswesen. 1. Aufl., Jena 1909, p. 212.*] « L'ensemble des entreprises du trust de l'acier (United States Steel Corporation) occupaient, en 1907, au moins 210 180 ouvriers et employés. » [Ibid., p. 218.] La plus importante entreprise de l'industrie minière allemande, la Société minière de Gelsenkirchen (Gelsenkirchener Bergwerksgesellschaft), occupait en

1908 46 048 ouvriers et employés». Dès 1902, le trust de l'acier produisait 9 millions de tonnes d'acier. [Dr. S. Tschierschky : *Kartell und Trust, Göttingen 1903, p. 13.*] Sa production constituait, en 1901, 66,3 % et, en 1908, 56,1% de la production totale d'acier des Etats-Unis. [Th. Vogelstein : *Organisationsformen, p. 275.*] Son pourcentage dans l'extraction de minerai s'élevait au cours des mêmes années à 43,9 % et 46,3 %.

Le rapport de la commission gouvernementale américaine sur les trusts déclare : « La supériorité des trusts sur leurs concurrents réside dans les grandes proportions de leurs entreprises et dans leur remarquable équipement technique. Le trust du tabac a, depuis le jour même de sa création, fait tout son possible pour substituer dans de larges proportions le travail mécanique au travail manuel. A cet effet, il a acheté tous les brevets ayant quelque rapport avec la préparation du tabac, en dépensant à cette fin des sommes énormes. Nombre de ces brevets, inutilisables dans leur état primitif, durent tout d'abord être mis au point par les ingénieurs du trust, A la fin de 1906, deux sociétés filiales furent constituées uniquement pour l'acquisition de brevets. C'est dans ce même but que le trust fit construire ses propres fonderies, ses fabriques de machines et ses ateliers de réparation. Un de ces établissements, celui de Brooklyn, emploie en moyenne 300 ouvriers ; on y expérimente et on y perfectionne au besoin les inventions concernant la fabrication des cigarettes, des petits cigares, du tabac à priser, des feuilles d'étain pour l'emballage, des boîtes, etc. » [Report of the Commissioner of Corporations on the Tobacco Industry, Washington 1909, p. 266 - Cité d'après le livre du Dr. Paul Tafel, *Die nordamerikanischen Trusts und ihre Wirkungen auf den Fortschritt der Technik, Stuttgart 1913, p. 48.*] « D'autres trusts emploient des « developing engineers » (ingénieurs pour le développement de la technique), dont la tâche est d'inventer de nouveaux procédés de fabrication et de faire l'essai des nouveautés techniques. Le trust de l'acier accorde à ses ingénieurs et à ses ouvriers des primes élevées pour toute invention susceptible de perfectionner la technique ou de réduire les frais de production. » [Ibid., pp. 48-49.]

Le perfectionnement technique de la grande industrie allemande est organisé de la même façon, par exemple dans l'industrie chimique, qui a pris au cours des dernières décennies un développement prodigieux. Dès 1908, le processus de concentration de la production fit surgir dans cette industrie deux « groupes » principaux qui tendaient, à leur manière, vers le monopole. Au début, ces groupes furent les « doubles alliances » de deux paires de grandes usines ayant chacune un capital de 20 à 21 millions de marks : d'une part, les anciennes fabriques Meister à Höchst et Cassella à Francfort-sur-le-Main ; d'autre part, la fabrique d'aniline et de soude de Ludwigshafen et l'ancienne usine Bayer, d'Elberfeld. Puis, en 1905 l'un de ces groupes et en 1908 l'autre conclurent chacun un accord avec une autre grande fabrique. Il en résulta deux « triples alliances », chacune représentant un capital de 40 à 50 millions de marks, qui commencèrent à « se rapprocher », à « s'entendre » sur les prix, etc. [Riesser, ouvrage cité, pp. 547 et suiv., 3^e édit. *Les journaux annoncent (juin 1916) la création d'un nouveau trust colossal s'étendant à toute l'industrie chimique de l'Allemagne.*]

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et notamment dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements « se partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.

L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à « la lutte entre les cartels et les outsiders », c'est-à-dire les industriels qui ne font point partie de ces derniers. Il l'a intitulé : *La contrainte à l'organisation*, alors qu'il eût fallu dire, bien entendu, pour ne pas exalter le capitalisme, la contrainte à se soumettre aux associations de monopolistes. Il est édifiant de jeter un simple coup d'œil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette

lutte actuelle, moderne, civilisée, pour « l'organisation », auxquels ont recours les unions de monopolistes : 1) privation de matières premières (... « un des procédés essentiels pour imposer l'adhésion au cartel ») ; 2) privation de main-d'œuvre au moyen d'« alliances » (c'est-à-dire d'accords entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, aux termes desquels ces derniers n'acceptent de travailler que dans les entreprises cartellisées) ; 3) privation de moyens de transport ; 4) fermeture des débouchés ; 5) accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels ; 6) baisse systématique des prix (pour ruiner les « outsiders », c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole, on dépense des millions afin de vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient : dans l'industrie de l'essence de pétrole, il y a eu des cas où les prix sont tombés de 40 à 22 marks, soit une baisse de près de moitié !) ; 7) privation de crédits ; 8) boycottage.

Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire. Voici comment ce processus se reflète dans l'esprit d'un économiste bourgeois :

« Même dans l'activité purement économique, écrit Kestner, un certain déplacement se produit de l'activité commerciale, au sens ancien du mot, vers la spéculation organisée. Le plus grand succès ne va pas au négociant que son expérience technique et commerciale met à même d'apprécier au mieux les besoins des clients et, pour ainsi dire, de « découvrir » la demande latente, mais au génie (!) de la spéculation, qui sait calculer à l'avance ou du moins pressentir le développement organique et les possibilités de certaines liaisons entre les différentes entreprises et les banques »...

Traduit en clair, cela veut dire que le développement du capitalisme en est arrivé à un point où la production marchande, bien que continuant de « régner » et d'être considérée comme la base de toute l'économie, se trouve en fait ébranlée, et où le gros des bénéfices va aux « génies » des machinations financières. A la base de ces machinations et de ces tripotages, il y a la socialisation de la production ; mais l'immense progrès de l'humanité, qui s'est haussée jusqu'à cette socialisation, profite... aux spéculateurs. Nous verrons plus loin comment, « sur cette base », la critique petite-bourgeoise réactionnaire de l'impérialisme capitaliste rêve d'un retour en arrière, vers la concurrence « libre », « pacifique », « honnête ».

« La montée continue des prix, conséquence de la formation des cartels, dit Kestner, n'a été observée jusqu'ici qu'en ce qui concerne les principaux moyens de production, notamment la houille, le fer, la potasse, et jamais par contre en ce qui concerne les produits fabriqués. L'augmentation de la rentabilité qui en découle s'est également limitée à l'industrie des moyens de production. A cette observation il faut encore ajouter que non seulement l'industrie de transformation des matières premières (et non des produits semi-ouvrés) tire de la constitution des cartels des avantages sous forme de profits élevés, et cela au détriment de l'industrie de transformation des produits semi-ouvrés, mais aussi qu'elle a acquis sur cette dernière une certaine *domination* qui n'existait pas au temps de la libre concurrence. » [Kestner, *ouvr. cité*, p. 254.]

Le mot que nous avons souligné montre le fond de la question, que les économistes bourgeois reconnaissent si rarement et de si mauvaise grâce et auquel les défenseurs actuels de l'opportunisme, K. Kautsky en tête, s'efforcent si obstinément de se soustraire et de se dérober. Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent, voilà ce qui est typique de la « phase la plus récent du développement du capitalisme », voilà ce qui devait nécessairement résulter, et qui a effectivement résulté, de la formation de monopoles économiques tout-puissants.

Citons encore un exemple de la domination exercée par les cartels. Là où il est possible de s'emparer de la totalité ou de la majeure partie des sources de matières premières, il est particulièrement facile de former des cartels et de constituer des monopoles. Mais on aurait tort de penser que les monopoles ne surgissent pas également dans les autres branches industrielles, où il est impossible d'accaparer les sources de matières premières. L'industrie du ciment trouve ses matières premières partout. Mais cette industrie est, elle aussi, fortement cartellisée en Allemagne. Les usines se sont groupées dans des syndicats régionaux : de l'Allemagne méridionale, de la Rhéno-Westphalie, etc. Les prix sont ceux des monopoles : 230 à 280 marks le wagon pour un prix de revient de 180 marks ! Les entreprises versent de 12 à 16 % de dividende ; et n'oublions pas que les « génies » de la spéculation moderne savent empocher des bénéfices importants en sus de ce qui est distribué à titre de dividende. Pour supprimer la concurrence dans une industrie aussi lucrative, les monopolistes usent même de subterfuges : ils répandent des bruits mensongers sur la mauvaise situation de leur industrie, ils publient dans les journaux des avis non signés : « Capitalistes, gardez-vous de placer vos fonds dans l'industrie du ciment » ; enfin, ils rachètent les usines des « outsiders » (c'est-à-dire des industriels ne faisant pas partie des cartels) en leur payant des « indemnités » de 60, 80 ou 150 mille marks. [L. Eschwege : « Zement », dans *Die*

Bank, t. I, 1909, pp. 115 et suiv.] Le monopole s'ouvre un chemin partout et par tous les moyens, depuis le paiement d'une « modeste » indemnité jusqu'au « recours », à la façon américaine, au dynamitage du concurrent.

Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans *certaines* industries augmente et aggrave le chaos inhérent à *l'ensemble* de la production capitaliste. La disproportion entre le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, caractéristique du capitalisme en général, s'accroît encore davantage. La situation privilégiée de l'industrie la plus cartellisée, ce qu'on appelle l'industrie *lourde*, surtout celle du charbon et du fer, amène dans les autres branches industrielles une « absence de système encore plus sensible », comme le reconnaît Jeidels, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur les « rapports des grosses banques allemandes et de l'industrie ». [*Jeidels : Das Verhältnis der deutschen Grossbanken zur Industrie, mit besonderer Berücksichtigung der Eisenindustrie, Leipzig 1905, p. 271.*]

« Plus une économie nationale est développée, écrit Liefmann, défenseur acharné du capitalisme, et plus elle se tourne vers les entreprises hasardeuses ou qui résident à l'étranger, vers celles qui, pour se développer, ont besoin d'un grand laps de temps, ou enfin vers celles qui n'ont qu'une importance locale. » [*Liefmann : Beteiligungs-etc., Ges., p. 434.*] L'augmentation du caractère hasardeux tient, en définitive, à l'augmentation prodigieuse du capital, qui déborde en quelque sorte, s'écoule à l'étranger, etc. En même temps, le progrès extrêmement rapide de la technique entraîne des éléments toujours plus nombreux de disproportion entre les divers aspects de l'économie nationale, de gâchis, de crise. Ce même Liefmann est obligé de faire l'aveu suivant : « Vraisemblablement, d'importantes révolutions dans le domaine technique attendent une fois de plus l'humanité dans un proche avenir ; elles auront un effet aussi sur l'organisation de l'économie nationale »... électricité, aviation... « D'ordinaire et en règle générale. en ces périodes de profondes transformations économiques, on voit se développer une spéculation intensive »... [*Ibid., pp. 465-466.*]

Et les crises (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole. Voici quelques réflexions extrêmement édifiantes de Jeidels sur l'importance de la crise de 1900, laquelle marqua, comme on le sait, un tournant dans l'histoire des monopoles modernes :

« Au moment où s'ouvrit la crise de 1900, existaient en même temps que les entreprises géantes des principales industries, quantité d'entreprises à l'organisation désuète selon les conceptions actuelles, des entreprises « simples » (c'est-à-dire non combinées), que la vague de l'essor industriel avait amenées à la prospérité. La chute des prix et la réduction de la demande jetèrent ces entreprises « simples » dans une détresse qui n'atteignit pas du tout les entreprises géantes combinées, ou ne les affecta que pour un temps très court. C'est pourquoi la crise de 1900 provoqua une concentration industrielle infiniment plus forte que celle engendrée par la crise de 1873 : cette dernière avait, elle aussi, opéré une certaine sélection des meilleures entreprises, mais, étant donné le niveau technique de l'époque, cette sélection n'avait pas pu assurer le monopole aux entreprises qui en étaient sorties victorieuses. C'est précisément ce monopole durable que détiennent à un haut degré, grâce à leur technique très complexe, à leur organisation très poussée et à la puissance de leur capital, les entreprises géantes des industries sidérurgique et électrique, puis, à un degré moindre, les entreprises de constructions mécaniques, certaines branches de la métallurgie, des voies de communications, etc. » [*Jeidels, p. 108.*]

Le monopole, tel est le dernier mot de la « phase la plus récente du développement du capitalisme ». Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques.

II. LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU RÔLE

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. Aussi nous faut-il nous

arrêter tout d'abord sur la concentration des banques. En 1907-1908, les dépôts de toutes les sociétés anonymes bancaires d'Allemagne disposant d'un capital de plus d'un million de marks s'élevaient à 7 milliards de marks ; en 1912-1913, ils atteignaient déjà 9,8 milliards. En cinq ans, ils avaient donc augmenté de 2 milliards 800 millions, soit de 40 %. Sur cette somme, 2 milliards 750 millions se répartissaient entre 57 banques ayant chacune un capital de plus de 10 millions de marks. La répartition des dépôts entre grandes et petites banques était la suivante [Alfred Landsburgh : « Fünf Jahre deutsches Bankwesen », dans *Die Bank*, 1913, n° 8, p. 728.] :

Pourcentage des dépôts

	Dans les 9 grandes banques berlinoises	Dans les 48 autres banques ayant un capital de plus de 10 millions de marks	Dans les 115 banques ayant un capital de 1 à 10 millions	Dans les petites banques (ayant un capital de moins de 1 million)
1907-1908	47	32,5	16,5	4
1912-1913	49	36	12	3

Les petites banques sont refoulées par les grandes, dont 9 seulement concentrent presque la moitié de tous les dépôts. Et nous ne tenons pas compte ici de bien des éléments, par exemple de la transformation de toute une série de petites banques en de véritables filiales des grandes, etc. Nous en parlerons plus loin.

A la fin de 1913, Schulze-Galvernitz évaluait les dépôts des 9 grandes banques berlinoises à 5,1 milliards de marks sur un total d'environ 10 milliards. Considérant non seulement les dépôts, mais l'ensemble du capital bancaire, le même auteur écrivait : « A la fin de 1909, les neuf grandes banques berlinoises géraient, avec les banques qui leur étaient rattachées, 11,3 milliards de marks, soit environ 83 % de l'ensemble du capital bancaire allemand. La « Deutsche Bank » qui, avec les banques qui lui sont rattachées, gère près de 3 milliards de marks, constitue, de même que la Direction des chemins de fer de l'Etat, en Prusse, l'accumulation de capitaux la plus importante, et aussi l'organisation la plus décentralisée de l'Ancien monde. » [Schulze-Gaevernitz : « Die deutsche Kreditbank », dans *Grundriss der Sozialökonomik*, Tübingen 1915, pp. 12 et 137.]

Nous avons souligné l'indication relative aux banques « rattachées », car c'est là une des caractéristiques les plus importantes de la concentration capitaliste moderne. Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites, elles se les « rattachent » et se les subordonnent, elles les incorporent dans « leur » groupement, dans leur « consortium », pour emprunter le terme technique, par la « participation » à leur capital, par l'achat ou l'échange d'actions, par le système des crédits, etc., etc. Le professeur Liefmann a consacré tout un gros « ouvrage » de 500 pages à la description des « sociétés de participation et de financement » modernes [R. Liefmann : *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den modernen Kapitalismus und das Ettektenwesen*, Ire édition, Jéna 1909, p. 212.] ; malheureusement, il ajoute des réflexions « théoriques » de très mauvais aloi à une documentation brute souvent mal digérée. A quoi aboutit, du point de vue de la concentration, ce système de « participations », c'est ce que montre, mieux que tout, le livre d'une « personnalité » du monde bancaire, Riesser, sur les grandes banques allemandes. Mais, avant d'en examiner les données, citons un exemple concret du système des « participations ».

Le « groupe » de la « Deutsche Bank » est un des plus importants, sinon le plus important, de tous les groupes de grandes banques. Pour embrasser d'un coup d'oeil les principaux fils reliant entre elles toutes les banques de ce groupe, il faut distinguer les « participations » au premier, au deuxième et au troisième degré ou, ce qui revient au même, la dépendance (des banques de moindre importance à l'égard de la « Deutsche Bank ») au premier, au deuxième et au troisième degré. Cela donne le tableau suivant [Alfred Lansburgh : « Das Beteiligungssystem im deutschen Bankwesen », dans *Die Bank*, 1910, I, P. 500.] :

		Dépendance au 1er degré	Dépendance au 2ème degré	Dépendance au 3ème degré
La « Deutsche Bank »	constamment	à 17 banques	dont 9 participent à 34 autres	dont 4 participent à 7 autres

participe :	pour un temps indéterminé	à 5 banques	-	-
	de temps à autre	à 8 banques	dont 5 participent à 14 autres	dont 2 participent à 2 autres
Total :		à 30 banques	dont 14 participent à 48 autres	dont 6 participent à 9 autres

Parmi les 8 banques « dépendantes au premier degré » et « de temps à autre » de la « Deutsche Bank », trois sont étrangères : une autrichienne (la « Bankverein » de Vienne) et deux russes (la « Banque commerciale de Sibérie » et la « Banque russe pour le commerce extérieur »). Au total, le groupe de la « Deutsche Bank » comprend, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, 87 banques, et le montant des capitaux dont il dispose, en tant que capital propre ou capital en dépôt, peut s'évaluer à 2 ou 3 milliards de marks. Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un tel groupe et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelque peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et lucratives, telles que les emprunts d'Etat, a dépassé le rôle d'« intermédiaire » et est devenue l'union d'une poignée de monopolistes. La rapidité avec laquelle la concentration bancaire s'est effectuée en Allemagne à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e ressort des données suivantes, que nous empruntons à Riesser en les abrégeant :

Six grandes banques berlinoises avaient

Années	Succursales en Allemagne	Caisse de dépôts et bureaux de change	Participations constantes aux sociétés anonymes bancaires allemandes	Total des établissements
1895	16	14	1	42
1900	21	40	8	80
1911	104	276	63	450

On voit avec quelle rapidité s'étend le réseau serré des canaux qui enveloppent tout le pays et centralisent tous les capitaux et revenus, transformant des milliers et milliers d'entreprises éparées en un seul organisme capitaliste national, puis mondial. La « décentralisation » dont parlait, dans le passage précité, Schulze-Geevernitz au nom de l'économie politique bourgeoise de nos jours, consiste en fait dans la subordination à un seul centre d'un nombre toujours croissant d'unités économiques autrefois relativement « indépendantes » ou, plus exactement, d'importance strictement locale. En réalité, il y a donc *centralisation*, accentuation du rôle, de l'importance, de la puissance des monopoles géants. Dans les pays capitalistes plus anciens, ce « réseau bancaire » est encore plus dense. En Angleterre, Irlande comprise, il y avait en 1910 7 151 succursales pour l'ensemble des banques. Quatre grandes banques en avaient chacune plus de 400 (de 447 à 689), 4 autres en avaient plus de 200 et 11 plus de 100. En France, *trois* banques importantes : le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte et la Société Générale [En français dans le texte.], ont développé leurs opérations et le réseau de leurs succursales de la façon suivante [Eugen Kaufmann : *Das französische Bankwesen, Tübingen 1911, pp. 356 et 362.*] :

	Nombre de succursales et de caisses de dépôt			Capitaux (en millions de francs)	
	Province	Paris	Total	Appartenant aux banques	En Dépôt
1870	47	17	64	200	427
1890	192	66	258	265	1245
1909	1033	196	1229	887	4363

Pour caractériser les « relations » d'une grande banque moderne, Riesser indique le nombre de lettres qu'envoie et reçoit la Société d'Escompte (Disconto-Gesellschaft), une des banques les plus puissantes de l'Allemagne et du monde (dont le capital, en 1914, atteignait 300 millions de marks) :

	Nombre de lettres	
	reçues	expédiées
1852	6135	6292
1870	85 800	87 513
1900	533 102	626 043

A la grande banque parisienne du « Crédit Lyonnais », le nombre des comptes courants est passé de 28 535 en 1875 à 633 539 en 1912. [Jean Lescure : *L'épargne en France, Paris 1914, p. 52.*]

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière ; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à d'autres opérations financières, connaître tout d'abord *exactement* la situation de tels ou tels capitalistes, puis les *contrôler*, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin *déterminer entièrement* leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux, ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc.

Nous venons de mentionner le capital de 300 millions de marks de la « Disconto-Gesellschaft » de Berlin. Cet accroissement de capital de la « Disconto-Gesellschaft » fut l'un des épisodes de la lutte pour l'hégémonie entre les deux plus grandes banques berlinoises, la « Deutsche Bank » et la « Disconto-Gesellschaft ». En 1870, la première ne faisait que débiter et n'avait qu'un capital de 15 millions, alors que celui de la seconde s'élevait à 30 millions. En 1908, la première possédait 200 millions ; la seconde, 170 millions. En 1914, la première portait son capital à 250 millions ; la seconde, en fusionnant avec une autre grande banque de première importance, «l'Union de Schaffhausen », élevait le sien à 300 millions. Et, naturellement, cette lutte pour l'hégémonie va de pair avec des « conventions » de plus en plus fréquentes et durables entre les deux banques. Voici les réflexions que suscite ce développement des banques chez des spécialistes en la matière, qui traitent les problèmes économiques d'un point de vue n'allant jamais au-delà de l'esprit de réforme bourgeois le plus modéré et le plus scrupuleux :

« D'autres banques suivront la même voie », écrivait la revue allemande *Die Bank* à propos de l'élévation du capital de la « Disconto-Gesellschaft » à 300 millions, « et les 300 personnes qui, aujourd'hui, gouvernent économiquement l'Allemagne, se réduiront avec le temps à 50, 25 ou à moins encore. Il n'y a pas lieu d'attendre que le mouvement de concentration moderne se circoncrive aux banques. Les relations étroites entre les banques conduisent naturellement à un rapprochement des consortiums industriels qu'elles patronnent... Un beau matin, en nous réveillant, nous serons tout étonnés de ne plus voir que des trusts ; nous serons placés devant la nécessité de substituer aux monopoles privés des monopoles d'Etat. Et cependant, quant au fond, nous n'aurons rien à nous reprocher, si ce n'est d'avoir laissé au développement des choses un libre cours, quelque peu accéléré par l'action. » [A. Lansburgh : « *Die Bank mit den 300 Millionen* », dans *Die Bank, 1914, I. p. 426.*]

Voilà bien un exemple de l'impuissance du journalisme bourgeois, dont la science bourgeoise ne se distingue que par une moindre sincérité et une tendance à voiler le fond des choses, à masquer la forêt par des arbres. « S'étonner » des conséquences de la concentration, « s'en prendre » au gouvernement de l'Allemagne capitaliste ou à la « société » capitaliste (à « nous »), redouter que l'usage des actions « ne hâte » la concentration, tout comme Tschierschky, spécialiste allemand « en matière de cartels », redoute les trusts américains et leur « préfère » les cartels allemands, lesquels, prétend-il, ne sont pas capables « de hâter à l'excès, comme le font les

trusts, le progrès technique et économique » [S. Tschierschky, *ouvr. cité*, p. 128.] — n'est-ce pas de l'impuissance ?

Mais les faits restent les faits. Il n'y a pas de trusts en Allemagne, il y a « seulement » des cartels ; mais l'Allemagne est *gouvernée* par tout au plus 300 magnats du capital. Et ce nombre diminue sans cesse. En tout état de cause, dans tous les pays capitalistes, et quelle que soit leur législation bancaire, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles.

« Les banques créent, à l'échelle sociale, la forme, mais seulement la forme, d'une répartition générale des moyens de production », écrivait Marx il y a un demi-siècle, dans *Le Capital* (trad. russe. Livre III, 2^e partie, p. 144). Les chiffres que nous avons cités sur l'accroissement du capital bancaire, sur l'augmentation du nombre des comptoirs et succursales des grosses banques et de leurs comptes courants, etc., nous montrent concrètement cette « comptabilité générale » de la classe *tout entière* des capitalistes et même pas seulement des capitalistes, car les banques réunissent, au moins pour un temps, toutes sortes de revenus en argent provenant de petits patrons, d'employés et de la mince couche supérieure des ouvriers. La « répartition générale des moyens de production », voilà ce qui *résulte* d'un point de vue tout formel du développement des banques modernes, dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais quant au *contenu*, cette répartition des moyens de production n'a rien de « général » ; elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital — et au premier chef du plus grand capital, du capital monopoliste — qui opère dans des conditions telles que la masse de la population peut à peine subvenir à ses besoins et que tout le développement de l'agriculture retarde irrémédiablement sur celui de l'industrie, dont une branche, l'« industrie lourde », prélève un tribut sur toutes les autres. Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus « décentralisés », c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population. Une commission américaine a réuni, sur le développement comparé des dépôts en banque et dans les caisses d'épargne, les données ci-après [D'après la *National Monetary Commission américaine. Die Bank, 1910, I, p. 1200. (N.R.)* :

	<i>Dépôts (en milliards de marks)</i>						
	Angleterre		France		Allemagne		
	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les caisses d'épargne	En banque	Dans les sociétés de crédit	Dans les caisses d'épargne
1880	8,4	1,6	?	0,9	0,5	0,4	2,6
1888	12,4	2,0	1,5	2,1	1,1	0,4	4,5
1908	23,2	4,2	3,7	4,2	7,1	2,2	13,9

Servant un intérêt de 4 % à 4,25 % sur les dépôts, les caisses d'épargne sont obligées de chercher pour leurs capitaux des placements « avantageux », de se lancer dans des opérations sur les lettres de change, les hypothèques, etc. Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne « s'effacent de plus en plus ». Les chambres de commerce de Bochum et d'Erfurt, par exemple, demandent qu'il soit « interdit » aux caisses d'épargne de se livrer à des opérations « purement » bancaires, telles que l'escompte des lettres de change, et exigent la limitation de l'activité « bancaire » des bureaux de poste. [*Die Bank, 1913, pp. 811, 1022 ; 1914, p. 713.*] Les manitous de la banque semblent craindre que le monopole d'Etat ne trouve là une faille par où se glisser. Mais il va de soi que cette crainte ne dépasse pas le cadre de la concurrence à laquelle peuvent se livrer deux chefs de bureau d'une même administration. Car, d'un côté, ce sont en définitive toujours les *mêmes* magnats du capital bancaire qui disposent en fait des milliards confiés aux caisses d'épargne et, d'un autre côté, le monopole d'Etat en société capitaliste n'est qu'un moyen d'accroître et d'assurer les revenus des millionnaires près de faire faillite dans telle ou telle industrie.

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne, notamment, une diminution de l'importance de la Bourse. La revue *Die Bank* écrit : « La Bourse a depuis longtemps cessé d'être l'intermédiaire indispensable des échanges qu'elle était autrefois, lorsque les

banques ne pouvaient pas encore placer parmi leurs clients la plupart des valeurs émises. » [Ibid., 1914, I, p. 316.]

« Toute banque est une Bourse » : cet aphorisme moderne contient d'autant plus de vérité que la banque est plus importante et que la concentration fait de plus grands progrès dans les opérations bancaires. » [Dr. Oscar Stillich : *Geld- und Bankwesen, Berlin 1907, p. 169.*] « Si autrefois la Bourse, après 1870, avec ses excès de jeunesse » (allusion « délicate » au krach boursier de 1873, aux scandales de la Gründerzeit, etc.), « avait inauguré l'époque de l'industrialisation de l'Allemagne, aujourd'hui les banques et l'industrie peuvent « se tirer d'affaire elles-mêmes ». « La domination de nos grandes banques sur la Bourse... n'est que l'expression de l'Etat industriel allemand pleinement organisé. Dès lors, si le domaine des lois économiques fonctionnant automatiquement s'en trouve rétréci et le domaine de la réglementation consciente par les banques grandement élargi, il s'ensuit que la responsabilité incombant en matière d'économie nationale à quelques dirigeants augmente dans de vastes proportions. » Voilà ce qu'écrit le professeur allemand Schulze-Gaevernitz [Schulze-Gaevernitz : « *Die deutsche Kreditbank* », dans *Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen, 1915, p. 101.*], cet apologiste de l'impérialisme allemand qui fait autorité chez les impérialistes de tous les pays et qui s'applique à masquer un « détail », à savoir que cette « réglementation consciente » par l'entremise des banques consiste dans le dépouillement du public par une poignée de monopolistes « pleinement organisés ». La tâche du professeur bourgeois n'est pas de mettre à nu tout le mécanisme et de divulguer tous les tripotages des monopolistes de la banque, mais de les présenter sous des dehors innocents.

De même Riesser, économiste et « financier » qui fait encore plus autorité, s'en tire avec des phrases à propos de faits qu'il est impossible de nier : « La Bourse perd de plus en plus ce caractère absolument indispensable à l'économie tout entière et à la circulation des valeurs, qui en fait non seulement le plus précis des instruments de mesure, mais aussi un régulateur presque automatique des mouvements économiques convergeant vers elle. » [Reisser, *ouvr. cité, 4e édit, p. 629.*]

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même : *vers quoi* tend cette « transition » que constitue le capitalisme moderne ? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser.

« Il y a trente ans, les employeurs engagés dans la libre concurrence accomplissaient les 9/10 de l'effort économique qui ne fait pas partie du travail manuel des « ouvriers ». A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les 9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie. La banque est à la tête de cette évolution. » [Schulze-Gaevernitz : « *Die deutsche Kreditbank* », dans *Grundriss der Sozialökonomik, Tübingen, 1915, p. 151.*] Cet aveu de Schulze-Gaevernitz nous ramène une fois de plus à la question de savoir vers quoi tend ce phénomène transitoire que constitue le capitalisme moderne, parvenu à son stade impérialiste.

Les quelques banques qui, grâce au processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à des accords de monopoles à un *trust des banques*. En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais *deux* très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks. [Die Bank, 1912, I, p. 435.] En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'*Union de Schaffhausen* par la *Disconto-Gesellschaft* a été appréciée en ces termes par le *Frankfurter Zeitung*, organe au service des intérêts boursiers :

« Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut, en général, adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles ayant besoin de capitaux bancaires. Aussi la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification (le groupement ou la transformation en trusts) croissante des banques ; en effet, on a pu maintes fois observer des commencements d'accords entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter la concurrence. » [Cité d'après Schulze-Gaevernitz dans *Grundriss der Sozialökonomik, p. 155.*]

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un

industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque « réunit » entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement. L'économiste allemand Jeidels a réuni une documentation fort complète sur cette forme de concentration des capitaux et des entreprises. Les six plus grandes banques berlinoises étaient représentées par leurs directeurs dans 344 sociétés industrielles et, par les membres de leur conseil d'administration, encore dans 407, soit un total de 751 sociétés. Dans 289 de ces dernières, elles avaient soit deux membres aux conseils de surveillance, soit la présidence de ces derniers. Ces sociétés s'étendent aux domaines les plus divers du commerce et de l'industrie, aux assurances, aux voies de communication, aux restaurants, aux théâtres, à la production artistique, etc. D'autre part, il y avait (en 1910), dans les conseils de surveillance de ces mêmes six banques, cinquante et un des plus gros industriels, dont un directeur de la firme Krupp, celui de la grande compagnie de navigation « Hapag » (Hamburg-Amerika), etc., etc. De 1895 à 1910, chacune de ces six banques a participé à l'émission d'actions et d'obligations pour des centaines de sociétés industrielles, dont le nombre est passé de 281 à 419. [*Jeidels et Riesser, ouvr. cités.*]

L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. « Des postes aux conseils de surveillance, écrit Jeidels, sont librement offerts à des personnages de grand renom, de même qu'à d'anciens fonctionnaires de l'Etat, qui peuvent faciliter (!) considérablement les relations avec les autorités »... « On trouve généralement au conseil de surveillance d'une grande banque un membre du Parlement ou un membre de la municipalité de Berlin. »

L'élaboration et, pour ainsi dire, la mise au point des grands monopoles capitalistes se poursuivent donc à toute vapeur, par tous les moyens « naturels » et « surnaturels ». Il en résulte une division systématique du travail entre quelques centaines de rois de la finance de la société capitaliste moderne :

« Parallèlement à cette extension du champ d'activité de certains gros industriels » (qui entrent aux conseils d'administration des banques, etc.) « et à l'attribution d'une région industrielle déterminée à des directeurs provinciaux, il se produit une sorte de spécialisation des dirigeants des grandes banques. Pareille spécialisation n'est possible que dans les grandes banques en général, et si elles ont des relations étendues dans le monde industriel, en particulier. Cette division du travail se fait dans deux directions : d'une part, toutes les relations avec l'industrie sont confiées à un directeur, dont c'est le domaine spécial ; d'autre part, chaque directeur assume la surveillance d'entreprises particulières ou de groupes d'entreprises dont la production ou les intérêts sont connexes »... (Le capitalisme en est déjà arrivé à la *surveillance* organisée sur les différentes entreprises)... « La spécialité de l'un est l'industrie allemande, parfois même uniquement celle de l'Allemagne occidentale » (l'Allemagne occidentale est la partie la plus industrialisée du pays) ; « pour d'autres, les relations avec les autres Etats et avec l'industrie de l'étranger, les renseignements sur la personnalité des industriels, etc., les questions boursières, etc. En outre, chacun des directeurs de la banque se voit souvent confier la gestion d'une région ou d'une branche d'industrie ; tel travaille principalement dans les conseils de surveillance des sociétés d'électricité, tel autre dans les usines chimiques, les brasseries ou les raffineries de sucre, un autre encore, dans les quelques entreprises restées isolées, et en même temps dans le conseil de surveillance de sociétés d'assurances... En un mot, il est certain que dans les grandes banques, au fur et à mesure qu'augmentent l'étendue et la diversité de leurs opérations, la division du travail s'accroît entre leurs dirigeants, avec pour but (et pour résultat) de les élever, pour ainsi dire, un peu au-dessus des opérations purement bancaires, de les rendre plus aptes à juger, plus compétents dans les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches, de les préparer à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque. Ce système des banques est complété par une tendance à élire dans leurs conseils de surveillance des hommes bien au fait de l'industrie, des industriels, d'anciens fonctionnaires, surtout de ceux qui ont servi dans l'administration des chemins de fer, des mines », etc. [*Jeidels, ouvr. cité, pp. 156-157.*]

On retrouve une structure administrative similaire, avec de très légères variantes, dans les banques françaises. Le « Crédit Lyonnais », par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un service spécial des études financières, qui emploie en permanence plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes,

juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles, la seconde étudiant les statistiques générales ; la troisième, les compagnies de chemins de fer et de navigation ; la quatrième, les fonds ; la cinquième, les rapports financiers, etc. [*Article de Eug. Kaufmann sur les banques françaises dans Die Bank, 1909, n° 2, pp. 851 et suiv.*]

Il en résulte, d'une part, une fusion de plus en plus complète ou, suivant l'heureuse formule de N. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel, et, d'autre part, la transformation des banques en établissements présentant au sens le plus exact du terme un « caractère universel ». Sur ce point, nous croyons devoir citer les propres termes de Jeidels, auteur qui a le mieux étudié la question :

« L'examen des relations industrielles dans leur ensemble permet de constater le *caractère universel* des établissements financiers travaillant pour l'industrie. Contrairement aux autres formes de banques, contrairement aux exigences quelquefois formulées par divers auteurs, à savoir que les banques devraient se spécialiser dans un domaine ou dans une industrie déterminée pour ne pas voir le sol se dérober sous leurs pieds, les grandes banques s'efforcent de multiplier le plus possible leurs relations avec les entreprises industrielles les plus diverses quant au lieu et au genre de production, et de faire disparaître de plus en plus les inégalités dans la répartition des capitaux entre les diverses régions ou les branches d'industrie, inégalités dont on trouve l'explication dans l'histoire des différentes entreprises. » « Une tendance consiste à généraliser la liaison avec l'industrie ; une autre, à la rendre continue et intensive ; toutes les deux sont appliquées par les six grandes banques, sinon intégralement, du moins déjà dans de notables proportions et à un degré égal. »

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du « terrorisme » des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques « commandent » de la façon dont voici un exemple ? Le 19 novembre 1901, l'une des banques D berlinoises (on appelle ainsi les quatre grandes banques dont le nom commence par la lettre D) adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante : « Selon la note que vous avez publiée le 18 de ce mois dans tel journal, il apparaît que nous devons envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans votre entreprise des changements que nous ne pouvons accepter. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Toutefois, si cette assemblée générale ne prend pas de décisions inacceptables pour nous et si nous recevons les garanties désirables pour l'avenir, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit. » [*Dr. Oscar Stillich : Geld- und Bankwesen, Berlin, 1907, p. 147.*]

A la vérité, nous retrouvons là les doléances du petit capital opprimé par le gros, seulement cette fois c'est tout un syndicat qui est tombé dans la catégorie des « petits » ! La vieille lutte du petit et du gros capital recommence, mais à un degré de développement nouveau, infiniment supérieur. Il est évident que, disposant de milliards, les grandes banques sont capables de hâter aussi le progrès technique par des moyens qui ne sauraient en aucune façon être comparés à ceux d'autrefois. Les banques fondent, par exemple, des sociétés spéciales d'études techniques dont les travaux ne profitent, bien entendu, qu'aux entreprises industrielles « amies ». Citons entre autres la « Société pour l'étude des chemins de fer électriques », le « Bureau central de recherches scientifiques et techniques », etc.

Les dirigeants des grandes banques eux-mêmes ne peuvent pas ne pas voir que des conditions nouvelles sont en train de se former dans l'économie nationale, mais ils sont impuissants devant elles :

« Quiconque, écrit Jeidels, a observé, au cours des dernières années, les changements de personnes à la direction et aux conseils de surveillance des grandes banques, n'a pas pu ne pas remarquer que le pouvoir passait peu à peu aux mains d'hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus pressante, pour les grandes banques, d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie, et qu'entre ces hommes et les anciens directeurs des banques il se produit à ce propos des désaccords d'ordre professionnel et souvent aussi d'ordre personnel. Il s'agit, au fond, de savoir si, en tant qu'établissements de crédit, les banques ne subissent pas un préjudice du fait de leur intervention dans le processus de la production industrielle, si elles ne sacrifient pas leurs solides principes et un bénéfice assuré à une activité qui n'a rien à voir avec leur rôle d'intermédiaires du crédit et qui les amène sur un terrain où elles sont encore plus exposées que par le passé à l'action aveugle de la conjoncture industrielle. C'est ce qu'affirment nombre d'anciens directeurs de banques, mais la plupart des jeunes considèrent l'intervention active dans les questions industrielles comme une nécessité pareille à celle qui a suscité, en même temps que le développement actuel de la grande industrie moderne, l'apparition des grandes banques et l'entreprise bancaire industrielle d'aujourd'hui. Les deux parties ne sont d'accord que sur un point, à savoir qu'il n'existe pas de principes fermes ni de but concret pour la nouvelle activité des grandes banques. » [*Jeidels, ouvr. cité, pp. 183-184.*]

L'ancien capitalisme a fait son temps. Le nouveau constitue une transition. La recherche de « principes fermes et d'un but concret » en vue de « concilier » le monopole et la libre concurrence est, de toute évidence, une tentative vouée à l'échec. Les aveux des praticiens ne ressemblent guère aux éloges enthousiastes des apologistes officiels du capitalisme « organisé », tels que Schulze Gaevernitz, Liefmann et autres « théoriciens ».

A quelle époque au juste s'impose définitivement la « nouvelle activité » des grandes banques ? Cette importante question trouve une réponse assez précise chez Jeidels.

« Les relations des entreprises industrielles avec leur nouvel objet, leurs nouvelles formes, leurs nouveaux organismes, c'est-à-dire avec les grandes banques présentant une organisation à la fois centralisée et décentralisée, ne sont guère antérieures, en tant que phénomène caractéristique de l'économie nationale, aux années 1890 ; on peut même, en un sens, faire remonter ce point de départ à l'année 1897, avec ses grandes « fusions » d'entreprises qui introduisent pour la première fois la nouvelle forme d'organisation décentralisée, pour des raisons de politique industrielle des banques. Et l'on peut même le faire remonter à une date encore plus récente, car c'est seulement la crise de 1900 qui a énormément accéléré le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque et en a assuré le triomphe définitif, qui a fait pour la première fois de cette liaison avec l'industrie le véritable monopole des grosses banques, qui a rendu ces rapports notablement plus étroits et plus intensifs. » [Jeidels, *ouvr. cité*, p. 181.]

Ainsi, le XX^e siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

III. LE CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE

« Une part toujours croissante du capital industriel, écrit Hilferding, n'appartient pas aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal de la banque, qui est pour eux le représentant des propriétaires de ce capital. D'autre part, force est à la banque d'investir une part de plus en plus grande de ses capitaux dans l'industrie. Elle devient ainsi, de plus en plus, un capitaliste industriel. Ce capital bancaire - c'est-à-dire ce capital-argent - qui se transforme ainsi en capital industriel, je l'appelle « capital financier ». « Le capital financier est donc un capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels. » [R. Hilferding : *Le capital financier*, Moscou, 1912, pp. 338-339.]

Cette définition est incomplète dans la mesure où elle passe sous silence un fait de la plus haute importance, à savoir la concentration accrue de la production et du capital, au point qu'elle donne et a déjà donné naissance au monopole. Mais tout l'exposé de Hilferding, en général, et plus particulièrement les deux chapitres qui précèdent celui auquel nous empruntons cette définition, soulignent le rôle des *monopoles capitalistes*.

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles ; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Il nous faut montrer maintenant comment la « gestion » exercée par les monopoles capitalistes devient inévitablement, sous le régime général de la production marchande et de la propriété privée, la domination d'une oligarchie financière. Notons que les représentants de la science bourgeoise allemande — et pas seulement allemande — comme Riesser, Schulze Gaevernitz, Liefmann, etc., sont tous des apologistes de l'impérialisme et du capital financier. Loin de dévoiler le « mécanisme » de la formation de cette oligarchie, ses procédés, l'ampleur de ses revenus « licites et illicites », ses attaches avec les parlements, etc., etc., ils s'efforcent de les estomper, de les enjoliver. Ces « questions maudites », ils les éludent par des phrases grandiloquentes autant que vagues, par des appels au « sentiment de responsabilité » des directeurs de banques, par l'éloge du « sentiment du devoir » des fonctionnaires prussiens, par l'analyse doctorale des futilités qu'on trouve dans les ridicules projets de loi de « surveillance » et de « réglementation », par des fadaises théoriques comme cette définition « scientifique » saugrenue du professeur Liefmann : ...« *le commerce est une pratique industrielle visant à réunir les biens, à les conserver et à les mettre à la disposition* » [R. Liefmann, *ouvr. cité*, p. 476.] (les italiques gras sont dans l'ouvrage du professeur) ... Il en résulte que le commerce a existé chez l'homme primitif qui ne pratiquait pas encore l'échange et qu'il doit subsister dans la société socialiste !

Mais les faits monstrueux touchant la monstrueuse domination de l'oligarchie financière sont tellement patents que, dans tous les pays capitalistes, aussi bien en Amérique qu'en France et en Allemagne, est apparue une littérature qui, tout en professant le point de vue *bourgeois*, brosse néanmoins un tableau à peu près véridique, et apporte une critique — évidemment petite-bourgeoise — de l'oligarchie financière.

A la base, il y a tout d'abord le « système de participations », dont nous avons déjà dit quelques mots. Voici l'exposé qu'en fait l'économiste allemand Heymann, qui a été l'un des premiers, sinon le premier, à s'en occuper :

« Un dirigeant contrôle la société de base (littéralement : la « société-mère ») : celle-ci, à son tour, règne sur les sociétés qui dépendent d'elle (les « sociétés filles ») ; ces dernières règnent sur les « sociétés petites-filles », etc. On peut donc, sans posséder un très grand capital, avoir la haute main sur d'immenses domaines de la production. En effet, si la possession de 50 % du capital est toujours suffisante pour contrôler une société par actions, le dirigeant n'a besoin que d'un million pour pouvoir contrôler 8 millions de capital dans les « sociétés petites-filles ». Et si cette « imbrication » est poussée plus loin, on peut, avec un million, contrôler seize millions, trente-deux millions, etc. » [*Hans Gideon Heymann : Die gemischten Werke im deutschen Grosseisen-gewerbe, Stuttgart 1904, pp. 268-269.*]

En fait, l'expérience montre qu'il suffit de posséder 40 % des actions pour gérer les affaires d'une société anonyme [*Liefmann : Beteiligungsges., etc., p. 258 de la 1^{re} édition.*], car un certain nombre de petits actionnaires disséminés n'ont pratiquement aucune possibilité de participer aux assemblées générales, etc. La « démocratisation » de la possession des actions, dont les sophistes bourgeois et les opportunistes pseudo-social-démocrates attendent (ou assurent qu'ils attendent) la « démocratisation du capital », l'accentuation du rôle et de l'importance de la petite production, etc., n'est en réalité qu'un des moyens d'accroître la puissance de l'oligarchie financière. C'est pourquoi, soit dit en passant, dans les pays capitalistes plus avancés ou plus anciens et « expérimentés », le législateur permet l'émission de titres d'un montant réduit. En Allemagne, une action ne peut, aux termes de la loi, être d'un montant inférieur à mille marks, et les magnats allemands de la finance considèrent d'un œil envieux l'Angleterre où sont autorisées des actions d'une livre sterling (= 20 marks, environ 10 roubles). Siemens, un des plus grands industriels et « rois de la finance » allemands, déclarait au Reichstag, le 7 juin 1900, que « l'action d'une livre sterling est la base de l'impérialisme britannique ». [*Schulze-Gaevernitz dans Grundriss der Sozialökonomik, V, 2, p. 110.*] Ce marchand a une conception nettement plus profonde, plus « marxiste », de l'impérialisme que certain auteur incongru, qui passe pour le fondateur du marxisme russe¹²¹ et qui estime que l'impérialisme est une tare propre à un peuple déterminé...

Mais le « système de participations » ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le public, car d'un point de vue formel, au regard de la loi, les dirigeants de la « société-mère » ne sont pas responsables de la filiale, considérée comme « autonome » et *par l'intermédiaire* de laquelle on peut *tout* « faire passer ». Voici un exemple que nous empruntons au fascicule de mai 1914 de la revue allemande *Die Bank* :

« La « Société anonyme de l'acier à ressorts » de Cassel était considérée, il y a quelques années encore, comme l'une des entreprises allemandes les plus rentables. Une mauvaise gestion fit que ses dividendes tombèrent de 15 % à zéro. La direction, devait-on apprendre, avait, à l'insu des actionnaires, fait à l'une de ses sociétés filiales, la « Hassia », au capital nominal de quelques centaines de milliers de marks seulement, une avance de fonds de 6 millions de marks. De ce prêt qui représentait presque le triple du capital-actions de la société-mère, celle-ci ne soufflait mot dans ses bilans. Juridiquement, un pareil silence était parfaitement légal, et il put durer deux années entières sans qu'aucun article de la législation commerciale fût violé. Le président du conseil de surveillance qui, en qualité de responsable, signait ces bilans truqués, était et est encore président de la Chambre de commerce de Cassel. Les actionnaires n'eurent connaissance de l'avance faite à « Hassia » que longtemps après, quand elle se révéla une erreur »... (l'auteur aurait bien fait de mettre ce mot entre guillemets) ... « et que les actions de l'« acier à ressorts », à la suite des opérations de vente pratiquées par des initiés, eurent perdu près de 100 % de leur valeur...

... « Cet exemple typique des jongleries dont sont couramment l'objet les bilans des sociétés par actions nous explique pourquoi leurs conseils d'administration se risquent dans les affaires hasardeuses d'un cœur bien plus léger que les particuliers. La technique moderne des bilans ne leur offre pas seulement la possibilité de cacher à l'actionnaire moyen les risques engagés ; elle permet aussi aux principaux intéressés de se dérober aux conséquences d'une expérience avortée en vendant à temps leurs actions, alors que l'entrepreneur privé assume l'entière responsabilité de ses actes... Les bilans de nombreuses sociétés anonymes rappellent ces palimpsestes du moyen âge, dont il fallait d'abord gratter le texte visible pour pouvoir découvrir, dessous, les signes qui révélaient le texte réel du document » (un palimpseste est un parchemin dont on a gratté l'écriture première pour y écrire un nouveau texte).

« Le procédé le plus simple et, de ce fait, le plus souvent employé pour rendre un bilan indéchiffrable consiste à diviser une entreprise donnée en plusieurs parties, par la constitution ou l'adjonction de filiales. L'avantage de ce système selon les buts visés — légaux ou illégaux — est tellement évident que les sociétés importantes qui ne l'ont pas adopté font aujourd'hui figure d'exception. » [*L. Eschwege : « Tochtergesellschaften », Die Bank, 1914, I, p. 545.*]

L'auteur cite comme exemple la société puissante et monopoliste appliquant très largement ce système, la fameuse Société générale d'électricité (l'A.E.G., sur laquelle nous reviendrons plus loin). En 1912, on estimait qu'elle participait à 115 ou 200 autres sociétés, les dominant, bien entendu, et englobant au total un capital d'environ 1,5 milliard de marks. [Kurt Heinig : « Der Weg des Elektotrasts », *Neue Zeit*, 1912, 30^e année, II, p. 484.] Toutes les règles de contrôle et de surveillance, de publication des bilans, d'établissement de schémas précis pour ces derniers, etc., ce par quoi les professeurs et les fonctionnaires bien intentionnés — c'est-à-dire ayant la bonne intention de défendre et de farder le capitalisme — occupent l'attention du public, sont ici dépourvues de toute valeur. Car la propriété privée est sacrée, et l'on ne peut empêcher personne d'acheter, de vendre, d'échanger des actions, de les hypothéquer, etc.

Pour juger du développement que le « système de participations » a pris dans les grandes banques russes, il suffit de se reporter aux données fournies par E. Agahd qui, employé pendant quinze ans à la Banque russo-chinoise, publia en mai 1914 un ouvrage dont le titre n'est pas tout à fait exact : *Grandes banques et marché mondial*. [E. Agahd : *Grossbanken und Weltmarkt. Die wirtschaftliche und politische Bedeutung der Grossbanken im Weltmarkt unter Berücksichtigung ihres Einflusses auf Russlands Volkswirtschaft und die deutsch-russischen Beziehungen, Berlin 1914.*] L'auteur divise les grandes banques russes en deux groupes principaux : a) celles qui appliquent le « système de participations » et b) celles qui sont « indépendantes » (entendant toutefois arbitrairement par ce dernier terme l'« indépendance » à l'égard des banques étrangères). Il subdivise le premier groupe en trois sous-groupes : 1) participation allemande, 2) participation anglaise et 3) participation française. C'est-à-dire « participation » et domination des plus grandes banques étrangères de la nation envisagée. Quant aux capitaux des banques, l'auteur les divise en capitaux à placement « productif » (dans l'industrie et le commerce) et capitaux de « spéculation » (consacrés aux opérations boursières et financières), estimant, du point de vue réformiste petit-bourgeois qui lui est propre, qu'on peut en régime capitaliste distinguer entre ces deux genres de placements et éliminer le dernier. Voici ces données :

<i>Actif des banques (d'après les bilans d'octobre-novembre 1913) (en millions de roubles)</i>			
	Capitaux placés		
Groupes de banques russes	productivement	spéculativement	total
a 1) 4 banques : Banque commerciale de Sibérie, Russe, Internationale, Comptoir d'Escompte	413,7	859,1	1272,8
a 2) 2 banques : Industrielle et Commerciale, Russo-Anglaise	239,3	169,1	408,4
a 3) 5 banques : Russo-Asiatique, Privée de Saint-Pétersbourg, Azov-Don, Union de Moscou, Russo-Française de Commerce	711,8	661,2	1373,0
(11 banques) Total a) =	1364,8	1689,4	3054,2
b) 8 banques : du corps des marchands de Moscou, Volga-Karna, Junker et Cie, Banque d'affaires de Saint-Pétersbourg (anc. Wawelberg), de Moscou (anc. Riabouchinski), Comptoir d'Escompte de Moscou, banque d'Affaires de Moscou et Privée de Moscou	504,2	391,1	895,3
(19 banques) Total =	1869,0	2080,5	3949,5

Ainsi, d'après ces chiffres, des 4 milliards de roubles environ constituant le capital « actif » des grandes banques, plus des trois quarts, plus de 3 milliards, reviennent à des banques qui ne sont au fond que des « filiales » de banques étrangères et, en premier lieu, de banques parisiennes (du fameux trio : Union parisienne, Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale) et berlinoises (notamment la Deutsche Bank et la Disconto-Gesellschaft). Deux des banques russes les plus importantes, la « Banque russe » (« Banque russe pour le commerce extérieur ») et la « Banque internationale » (« Banque de Saint-Pétersbourg pour le commerce international ») ont, de 1906 à 1912, fait passer leurs capitaux de 44 à 98 millions de roubles et leurs fonds de réserve de 15 à 39 millions, « en travaillant aux trois quarts avec des capitaux allemands ». La première appartient au « consortium » berlinois de la « Deutsche Bank » et la seconde à celui, également berlinois, de la « Disconto-Gesellschaft ». L'excellent Agahd s'indigne profondément de voir la majorité des actions détenues par les banques berlinoises, ce qui réduit à l'impuissance les actionnaires russes. Et, naturellement, le pays qui exporte ses capitaux fait son beurre. La « Deutsche Bank » introduisant à Berlin les actions de la Banque commerciale de Sibérie, les garda une année en portefeuille et les vendit ensuite au cours de 193 pour 100, c'est-à-dire presque au double, « s'adjugeant » ainsi un bénéfice d'environ 6 millions de roubles que Hilferding devait appeler « bénéfice de constitution ».

Notre auteur estime à 8 235 millions de roubles, presque 8,25 milliards, la « puissance » totale des plus grandes banques de Pétersbourg ; quant à la « participation » ou, plus exactement, la domination des banques étrangères, il la fixe aux proportions suivantes : banques françaises, 55 % ; anglaises, 10 % ; allemandes, 35 %. Sur cette somme de 8 235 millions, 3 687 millions de capitaux actifs, soit plus de 40 %, reviennent, suivant les calculs de l'auteur, aux syndicats patronaux ci-après : « Prodougol », « Prodaméta¹⁸⁶ », syndicats du pétrole, de la métallurgie et des ciments. La fusion du capital bancaire et du capital industriel, grâce à la formation des monopoles capitalistes, a donc fait de grands progrès également en Russie.

Le capital financier, concentré en quelques mains et exerçant un monopole de fait, prélève des bénéfices énormes et toujours croissants sur la constitution de firmes, les émissions de valeurs, les emprunts d'Etat, etc., affermissant la domination des oligarchies financières et frappant la société tout entière d'un tribut au profit des monopolistes. Voici, pris entre mille, un exemple, cité par Hilferding, des « procédés de gestion » des trusts américains : en 1887, M. Havemeyer fondait le trust du sucre par la fusion de quinze petites sociétés, dont le capital s'élevait à un total de 6,5 millions de dollars. Convenablement « coupé d'eau », selon l'expression américaine, le capital du trust fut évalué à 50 millions de dollars. Cette « recapitalisation » tenait compte des futurs profits du monopole, de même que le trust de l'acier — toujours en Amérique — tient compte des futurs profits du monopole en achetant le plus possible de gisements de minerai. Et, effectivement, le trust du sucre a imposé ses prix de monopole ; ce qui lui procura un bénéfice tel qu'il put payer 10 % de dividendes au capital *sept fois* « coupé d'eau », soit *presque 70 % au capital effectivement versé lors de la fondation du trust* ! En 1909, le capital de ce trust s'élevait à 90 millions de dollars. En vingt-deux ans, il avait plus que décuplé.

En France, le règne de l'« oligarchie financière » (*Contre l'oligarchie financière en France*, titre du fameux livre de Lysis, dont la cinquième édition a paru en 1908) a revêtu une forme à peine différente. Les quatre plus grosses banques jouissent d'un « monopole », non pas relatif, mais « absolu », de l'émission des valeurs. Pratiquement, c'est un « trust des grandes banques ». Et le monopole qu'il exerce assure des bénéfices exorbitants, lors des émissions. Le pays contractant un emprunt ne reçoit généralement pas plus de 90 % du montant de ce dernier ; 10 % reviennent aux banques et aux autres intermédiaires. Le bénéfice des banques sur l'emprunt russo-chinois de 400 millions de francs s'est élevé à 8 % ; sur l'emprunt russe de 800 millions (1904), à 10 % ; sur l'emprunt marocain de 62 500 000 francs (1904), à 18,75 %. Le capitalisme, qui a inauguré son développement par l'usure en petit, l'achève par l'usure en grand. « Les Français, dit Lysis, sont les usuriers de l'Europe. » Toutes les conditions de la vie économique sont profondément modifiées par cette transformation du capitalisme. Même lorsque la population est stagnante, que l'industrie, le commerce et les transports maritimes sont frappés de marasme, le « pays » peut s'enrichir par l'usure. « Cinquante personnes représentant un capital de 8 millions de francs peuvent disposer de *deux milliards* placés dans quatre banques. » Le système des « participations », que nous connaissons déjà, amène au même résultat : la « Société Générale », une des banques les plus puissantes, émet 64 000 obligations d'une filiale, les « Raffineries d'Egypte ». Le cours de l'émission étant à 150 %, la banque gagne 50 centimes du franc. Les dividendes de cette société se sont révélés fictifs, le « public » a perdu de 90 à 100 millions de francs. « Un des directeurs de la « Société Générale » faisait partie du Conseil d'administration des « Raffineries d'Egypte ». Rien d'étonnant si l'auteur est obligé de conclure : « La République française est une monarchie financière » ; « l'omnipotence de nos grandes banques est absolue ; elles entraînent dans leur sillage le gouvernement, la presse. » [*Lysis : Contre l'oligarchie financière en France, Paris 1908, 5^e édition, pp. 11, 12, 26, 39, 40, 48.*]

La rentabilité exceptionnelle de l'émission des valeurs, une des principales opérations du capital financier, joue un rôle très important dans le développement et l'affermissement de l'oligarchie financière : « Il n'y a pas, dans tout le pays, une seule affaire qui donne, fût-ce approximativement, des bénéfices aussi élevés que la médiation pour le placement d'un emprunt étranger », dit la revue allemande *Die Bank*. [*Die Bank, 1913, n° 7, p. 630.*] Il n'est pas une seule opération bancaire qui procure des bénéfices aussi élevés que les émissions. » D'après *l'Economiste allemand*, les bénéfices réalisés sur l'émission de valeurs industrielles ont été, en moyenne :

en 1895, 38,6 %
1896, 36,1 %
1897, 66,7 %
1898, 67,7 %
1899, 66,9 %
1900, 55,2 %

« En dix ans, de 1891 à 1900, l'émission des valeurs industrielles allemandes a fait « gagner » *plus d'un milliard.* » [Stillich, *ouvr. cité*, p. 143 et W. Sombart : *Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2e édité, 1909, p. 526, Annexe 8.]

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont démesurés, en période de dépression les petites entreprises et les entreprises précaires périssent, et les grandes banques « participent » soit à leur achat à vil prix, soit à de profitables « assainissements » et « réorganisations ». Dans l'« assainissement » des entreprises déficitaires, « le capital-actions est abaissé », c'est-à-dire que les bénéfices sont répartis sur un montant moindre du capital, et calculés par la suite en conséquence. Ou encore, si les revenus sont tombés à zéro, on fait appel à un nouveau capital ; celui-ci, associé à l'ancien qui est de moindre rapport, devient dès lors suffisamment rentable. Remarquons en passant, ajoute Hilferding, que tous ces assainissements et réorganisations ont pour les banques une double importance : c'est d'abord une opération fructueuse et, ensuite, une occasion de prendre en tutelle ces sociétés embarrassées. » [Hilferding : *Le capital financier*, p. 172.]

Un exemple. La société anonyme minière « Union », de Dortmund, fondée en 1872, au capital-actions de 40 millions de marks environ, vit le cours de ses actions s'élever à 170 % après qu'elle eut payé dans sa première année 12 % de dividendes. Le capital financier en fit son beurre, gagnant la bagatelle de quelque 28 millions de marks. Lors de la fondation de cette société, le rôle principal était revenu à la « Disconto-Gesellschaft », cette même grosse banque allemande qui a réussi à porter son capital à 300 millions de marks. Ensuite, les dividendes de l'« Union » tombèrent à zéro. Les actionnaires durent consentir à passer une partie des capitaux par « profits et pertes », c'est-à-dire à en sacrifier une partie pour ne pas perdre le tout. Et c'est ainsi que, par une série d'« assainissements », plus de 73 millions de marks ont disparu, en trente ans, des registres de l'« Union ». « A l'heure actuelle, les actionnaires fondateurs de cette société n'en ont en mains que 5 % de la valeur nominale de leurs titres » [Stillich, *ouvr. cité*, p. 138 et Liefmann, p. 51.], mais les banques n'ont cessé de « gagner » à chaque « assainissement ».

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ces communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux. Il se produit ce que l'auteur allemand L. Eschwege, collaborateur de la revue *Die Bank*, qui a spécialement étudié les opérations de vente de terrains, les hypothèques foncières, etc., a appelé le « marais » : la spéculation effrénée sur les terrains suburbains, les faillites des entreprises de construction telles que la « Boswau et Knauer » de Berlin, qui avait récolté jusqu'à 100 millions de marks par l'intermédiaire de l'« importante et respectable » « Deutsche Bank », laquelle, s'en tenant bien entendu au système des « participations », c'est-à-dire agissant en secret, dans l'ombre, s'est tirée d'affaire en perdant « seulement » 12 millions de marks ; ensuite, la ruine des petits propriétaires et des ouvriers que les firmes de construction factices laissent impayés ; les tripotages avec la « loyale » police et l'administration berlinoises pour avoir la haute main sur la délivrance par la municipalité des renseignements concernant les terrains et des autorisations de construire, etc., etc. [Bank, 1913, p. 952, L. Eschwege : *Der Sumpf* ; *ibid.*, 1912, n° 1, pp. 223 et suivantes.]

Les « mœurs américaines », au sujet desquelles les professeurs européens et les bourgeois bien pensants lèvent si hypocritement les yeux au ciel, sont devenues, à l'époque du capital financier, celles de toute grande ville dans n'importe quel pays.

On parlait à Berlin, au début de 1914, de la constitution prochaine d'un « trust des transports », c'est-à-dire d'une « communauté d'intérêts » de trois entreprises berlinoises de transports : Chemin de fer électrique urbain, Société des tramways et Société des omnibus. « Que pareille intention existât, écrivait *Die Bank*, nous le savions depuis qu'il est connu que la majorité des actions de la Société des omnibus a été acquise par deux autres sociétés de transports... On ne saurait suspecter la bonne foi des instigateurs de ces projets qui espèrent, par une régularisation unifiée des transports, réaliser des économies, dont une partie pourrait finalement profiter au public. Mais la question se complique du fait que, derrière le trust en formation, il y a des banques qui, si elles le veulent, peuvent subordonner les moyens de communication dont elles auront le monopole aux intérêts de leur commerce de terrains. Pour se convaincre combien une telle supposition est naturelle, il suffit de se rappeler que, dès la fondation de la Société du chemin de fer électrique urbain, les intérêts de la grande banque qui la patronnait s'y sont trouvés mêlés. Savoir : les intérêts de cette entreprise de transports s'enchevêtraient avec les intérêts du trafic des terrains. En effet, la ligne est de ce chemin de fer devait desservir des terrains que la

banque, une fois la construction de la ligne assurée, revendit avec un énorme bénéfice pour elle-même et pour quelques participants »... [*« Verkehrsstrust », Die Bank, 1914, I, p. 89.*]

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans *tous* les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres « contingences ». La littérature économique allemande a l'habitude de louer servilement l'intégrité des fonctionnaires prussiens, non sans faire allusion au Panama français et à la corruption politique américaine. Mais la vérité est que *même* les publications bourgeoises consacrées aux affaires bancaires de l'Allemagne sont constamment obligées de déborder le domaine des opérations purement bancaires et de parler, par exemple, de « l'attraction exercée par les banques » sur les fonctionnaires qui, de plus en plus fréquemment, passent au service de ces dernières : « où en est l'intégrité du fonctionnaire d'Etat qui aspire, dans son for intérieur, à une petite place de tout repos à la Behrenstrasse ? » (rue de Berlin où se trouve le siège de la « Deutsche Bank »). [*« Der Zug zur Bank », Die Bank, 1909, I, p. 79.*] L'éditeur de *Die Bank*, Alfred Lansburgh, écrivait en 1909 un article : « La signification économique du byzantinisme », traitant notamment du voyage de Guillaume II en Palestine et « de sa conséquence immédiate, le chemin de fer de Bagdad, cette fatale « grande œuvre de l'esprit d'entreprise allemand », qui a plus fait pour l'« encerclement » que tous nos péchés politiques pris ensemble. [*Ibid., p. 301.*] » (il faut entendre par encerclement la politique d'Edouard VII, tendant à isoler l'Allemagne dans le cercle d'une alliance impérialiste anti-allemande). En 1911, le collaborateur déjà mentionné de cette revue, Eschwege, publiait un article intitulé : « La ploutocratie et les fonctionnaires », dans lequel il dévoilait, entre autres, le cas du fonctionnaire allemand Völker, qui se signala par son énergie au sein de la commission des cartels, mais qui, au bout de quelque temps, se trouva être détenteur d'une petite place lucrative dans le plus grand des cartels, le Syndicat de l'acier. Des cas analogues, qui ne sont point un effet du hasard, obligeaient l'écrivain bourgeois à reconnaître que « la liberté économique garantie par la Constitution allemande, n'est plus, dans bien des domaines, qu'une phrase vide de sens » et que, la domination de la ploutocratie une fois établie, « même la liberté politique la plus large ne peut empêcher que nous ne devenions un peuple d'hommes privés de liberté ». [*« Der Zug zur Bank », Die Bank, 1911, II, p. 825 ; 1913, II, p. 962.*]

Pour ce qui est de la Russie, nous nous bornerons à un seul exemple. Il y a quelques années, une nouvelle a fait le tour de la presse, annonçant que Davydov, directeur de la chancellerie du crédit, abandonnait son poste d'Etat pour entrer au service d'une grande banque ; celle-ci lui accordait des émoluments qui, d'après le contrat, devaient en quelques années se monter à plus d'un million de roubles. La chancellerie du crédit est une institution dont la tâche est de « coordonner l'activité de tous les établissements de crédit de l'Etat », et qui accorde aux banques de la capitale des subventions allant de 800 à 1 000 millions de roubles. [*E. Agahd, p. 202.*]

Le propre du capitalisme est, en règle générale, de séparer la propriété du capital de son application à la production ; de séparer le capital-argent du capital industriel ou productif ; de séparer le rentier, qui ne vit que du revenu qu'il tire du capital-argent, de l'industriel, ainsi que de tous ceux qui participent directement à la gestion des capitaux. L'impérialisme, ou la domination du capital financier, est ce stade suprême du capitalisme où cette séparation atteint de vastes proportions. La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'Etats financièrement « puissants », par rapport à tous les autres. On peut juger de l'échelle de ce processus par la statistique des émissions, c'est-à-dire de la mise en circulation de valeurs de toute sorte.

Dans le *Bulletin de l'Institut international de statistique*, A. Neymarck [*Bulletin de l'Institut international de statistique, t. XIX, livre II, La Haye 1912. Les données sur les petits Etats (2e colonne) sont celles de 1902, augmentées de 20 %.*] a publié sur les émissions de valeurs dans le monde entier des données très étendues, complètes, susceptibles d'être comparées, et maintes fois reproduites par la suite fragmentairement dans les publications économiques. Voici les chiffres pour les quarante dernières années :

<i>Total des émissions en milliards de francs par dizaines d'années</i>	
1871-1880	76,1
1881-1890	64,5
1891-1900	100,4
1901-1910	197,8

Entre 1870 et 1880, la somme des émissions a augmenté dans le monde entier à la suite, notamment, des emprunts, conséquence de la guerre franco-prussienne et de la « Cründerzeit » qui la suivit en Allemagne. D'une façon générale, pendant les trente dernières années du XIX^e siècle, les émissions n'augmentent relativement pas très vite. Mais, au cours des dix premières années du XX^e siècle, la progression est énorme, près de 100 % en dix ans. Le début du XX^e siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts), ce dont nous avons déjà parlé, mais aussi en ce qui concerne le développement du capital financier.

Neymarck évalue à environ 815 milliards de francs le total des valeurs émises dans le monde entier en 1910. Défalcation faite, approximativement, des sommes répétées, il abaisse ce total à 575 ou 600 milliards, qui se répartissent comme suit entre les différents pays (le montant étant supposé égal à 600 milliards) :

<i>Montant des valeurs en 1910 (en milliards de francs)</i>		
Angleterre	142,0	Soit 479
Etats-Unis	132,0	
France	110,0	
Allemagne	95,0	
Russie	31,0	
Autriche-Hongrie	24,0	
Italie	14,0	
Japon	12,0	
Hollande	12,5	
Belgique	7,5	
Espagne	7,5	
Suisse	6,25	
Danemark	3,75	
Suède, Norvège, Roumanie, etc.	2,5	
Total :	600,0	

Ces chiffres, on le voit immédiatement, mettent très nettement en évidence les quatre pays capitalistes les plus riches, qui disposent chacun d'environ 100 à 150 milliards de francs de valeurs. Deux de ces quatre pays — l'Angleterre et la France — sont les pays capitalistes les plus anciens et, ainsi que nous le verrons, les plus riches en colonies ; les deux autres — les Etats-Unis et l'Allemagne — sont les plus avancés par le développement rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production. Ensemble, ces quatre pays possèdent 479 milliards de francs, soit près de 80 % du capital financier mondial. Presque tout le reste du globe est, d'une manière ou d'une autre, débiteur et tributaire de ces pays, véritables banquiers internationaux, qui sont les quatre « piliers » du capital financier mondial.

Il importe d'examiner particulièrement le rôle que joue l'exportation des capitaux dans la création du réseau international de dépendances et de relations du capital financier.

IV. L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut degré de développement, où la force de travail elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif caractéristique du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différentes entreprises, des différentes industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste. Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIX^e siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'« atelier du monde entier », de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais ce monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle.

D'autres pays, qui s'étaient défendus par des tarifs douaniers « protecteurs », devinrent à leur tour des Etats capitalistes indépendants.

Au seuil du XX^e siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué ; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme « excédent de capitaux » dans les pays avancés.

Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde partout terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Les critiques petits-bourgeois du capitalisme servent à tout propos cet « argument ». Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions et les prémisses fondamentales, inévitables, de ce mode de production. Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières bon marché. Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial, que de grandes lignes de chemins de fer y ont été construites ou sont en voie de construction, que les conditions élémentaires du développement industriel s'y trouvent réunies, etc. La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où (l'agriculture étant arriérée et les masses misérables) les placements « avantageux » font défaut au capital.

Voici des données approximatives sur l'importance des capitaux placés à l'étranger par trois principaux pays. [Hobson : *Imperialism*, p. 58, Londres 1902 ; Riesser, *ouvr. cité*, pp. 395 et 404 ; P. Arndt, dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, Bd. 7, 1916, S. 35 ; Neymarck dans le *Bulletin* ; Hilferding : *Das Finanzkapital*, p. 492 ; Lloyd George, discours prononcé le 4 mai 1915 à la Chambre des Communes (d'après le *Daily Telegraph* du 5 mai 1915) ; B. Harms : *Problème der Weltwirtschaft*, S. 235 et autres, Jena 1912 ; Dr. Siegmund Schilder : *Entwicklungstendenzen der Weltwirtschaft*, Berlin 1912, Bd. 1, S. 150 ; George Paish : « *Great Britain's Capital Investments, etc.* » dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. LXXIV, 1910-11, pp. 167 et suivantes ; Georges Diouritch : *L'expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne*, Paris 1909, p. 84.]

Capitaux placés à l'étranger (en milliards de francs)			
Années	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne
1862	3,6	-	-
1872	15	10 (1869)	-
1882	22	15 (1880)	?
1893	42	20 (1890)	?
1902	62	27-37	12,5
1914	75-100	60	44

On voit par là que l'exportation des capitaux n'atteignit un développement prodigieux qu'au début du XX^e siècle. Avant la guerre, les capitaux investis à l'étranger par les trois principaux pays étaient de 175 à 200 milliards de francs. Au taux modeste de 5 %, ils devaient rapporter 8 à 10 milliards de francs par an. Base solide pour l'oppression et l'exploitation impérialiste de la plupart des pays et des peuples du monde, pour le parasitisme capitaliste d'une poignée d'Etats opulents !

Comment se répartissent entre les différents pays ces capitaux placés à l'étranger ? Où vont-ils ? A cette question on ne peut donner qu'une réponse approximative, qui est pourtant de nature à mettre en lumière certains rapports et liens généraux de l'impérialisme moderne.

<i>Continents entre lesquels sont répartis (approximativement) les capitaux exportés (aux environs de 1910)</i>	(En milliards de marks)			
	Par l'Angleterre	Par la France	Par l'Allemagne	<i>Total :</i>
Europe	4	23	18	45
Amérique	37	4	10	51
Asie, Afrique et Australie	29	8	7	44
Total :	70	35	35	140

Pour l'Angleterre, ce sont en premier lieu ses possessions coloniales, très grandes en Amérique également (le Canada, par exemple), sans parler de l'Asie, etc. Les immenses exportations de capitaux sont étroitement liées ici, avant tout, aux immenses colonies, dont nous dirons plus loin l'importance pour l'impérialisme. Il en va autrement pour la France. Ici, les capitaux placés à l'étranger le sont surtout en Europe et notamment en Russie (10 milliards de francs au moins). Il s'agit principalement de capitaux *de prêt*, d'emprunts d'Etat, et non de capitaux investis dans des entreprises industrielles. A la différence de l'impérialisme anglais, colonialiste, l'impérialisme français peut être qualifié d'usurateur. L'Allemagne offre une troisième variante : ses colonies sont peu considérables, et ses capitaux placés à l'étranger sont ceux qui se répartissent le plus également entre l'Europe et l'Amérique.

Les exportations de capitaux influent, en l'accéléralant puissamment, sur le développement du capitalisme dans les pays vers lesquels elles sont dirigées. Si donc ces exportations sont susceptibles, jusqu'à un certain point, d'amener un ralentissement dans l'évolution des pays exportateurs, ce ne peut être qu'en développant en profondeur et en étendue le capitalisme dans le monde entier.

Les pays exportateurs de capitaux ont presque toujours la possibilité d'obtenir certains « avantages », dont la nature fait la lumière sur l'originalité de l'époque du capital financier et des monopoles. Voici, par exemple, ce qu'on lisait, en octobre 1913, dans la revue berlinoise *Die Bank* :

« Une comédie digne d'un Aristophane se joue depuis peu sur le marché financier international. De nombreux Etats étrangers, de l'Espagne aux Balkans, de la Russie à l'Argentine, au Brésil et à la Chine présentent sur les grands marchés financiers, ouvertement ou sous le manteau, des demandes d'emprunts dont certaines sont extraordinairement pressantes. La situation aujourd'hui n'est guère favorable sur les marchés financiers et les perspectives politiques ne sont pas radieuses. Et cependant, aucun des marchés financiers n'ose refuser les emprunts étrangers, de crainte que le voisin ne le prévienne et ne consente l'emprunt, en s'assurant ainsi services pour services. Dans les transactions internationales de cette sorte, le prêteur, en effet, obtient presque toujours quelque chose : un avantage lors de la conclusion d'un traité de commerce, une base houillère, la construction d'un port, une grosse concession, une commande de canons. » [*Die Bank*, 1913, n° 2, pp. 1024-1025.]

Le capital financier a engendré les monopoles. Or, les monopoles introduisent partout leurs méthodes : l'utilisation des « relations » pour des transactions avantageuses se substitue, sur le marché public, à la concurrence. Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc. La France, au cours de ces vingt dernières années (1890-1910), a très souvent recouru à ce procédé. L'exportation des capitaux devient ainsi un moyen d'encourager l'exportation des marchandises. Les transactions entre des entreprises particulièrement importantes revêtent, dans ces circonstances, un caractère tel que, pour employer cet « euphémisme » de Schilder [*Schilder, ouvr. cité, pp. 346, 350, 371.*], « elles confinent à la corruption ». Krupp en Allemagne, Schneider en France, Armstrong en Angleterre nous offrent le modèle de ces firmes étroitement liées à des banques géantes et au gouvernement, et qu'il n'est pas facile d'y « passer outre » lors de la conclusion d'un emprunt.

La France, créditrice de la Russie, a « fait pression » sur elle lors du traité de commerce du 16 septembre 1905, en se faisant accorder certains avantages jusqu'en 1917. Elle fit de même à l'occasion du traité de commerce qu'elle signa avec le Japon le 19 août 1911. La guerre douanière entre l'Autriche et la Serbie, qui dura, sauf une interruption de sept mois, de 1906 à 1911, avait été provoquée en partie par la concurrence entre l'Autriche et la France quant au ravitaillement de la Serbie en matériel de guerre. En janvier 1912, Paul Deschanel déclarait à la Chambre que les firmes françaises avaient, de 1908 à 1911, fourni à la Serbie pour 45 millions de francs de matériel de guerre.

Un rapport du consul austro-hongrois à Sao-Paulo (Brésil) déclare : « la construction des chemins de fer brésiliens est réalisée principalement avec des capitaux français, belges, britanniques et allemands. Les pays intéressés s'assurent, au cours des opérations financières liées à la construction des voies ferrées, des commandes de matériaux de construction. »

Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde. Les banques qui se fondent dans les colonies et leurs succursales, jouent en l'occurrence un rôle important. Les impérialistes allemands considèrent avec envie les « vieux » pays colonisateurs qui, à cet égard, ont assuré leur avenir de façon particulièrement « avantageuse » : en 1904 l'Angleterre avait 50 banques coloniales avec 2 279 succursales (en 1910, elle en avait 72 avec 5 449 succursales) ; la France en avait 20 avec 136 succursales ; la Hollande, 16 avec 68 succursales, alors que l'Allemagne n'en avait « en tout et pour tout » que 13 avec 70 succursales. [Riesser, *ouvr. cité*, 4^e édit, p. 375, et Diouritch, *ouvr. cité*, p. 283.] Les capitalistes américains jalourent, de leur côté, leurs confrères anglais et allemands : « En Amérique du Sud, écrivaient-ils, navrés, en 1915, cinq banques allemandes ont 40 succursales, et cinq banques anglaises en ont 70... L'Angleterre et l'Allemagne ont, au cours des vingt-cinq dernières années, investi en Argentine, au Brésil et en Uruguay environ 4 milliards (milliards) de dollars, ce qui fait qu'ils bénéficient de 46 % de l'ensemble du commerce de ces trois pays. » [The Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol. LIX, mai 1915, p. 301. Dans cette même publication, à la page 331, nous lisons que, dans la dernière livraison de la revue financière Statist, le fameux statisticien Paish estime la somme du capital exporté par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hollande à 40 milliards de dollars, soit 200 milliards de francs.]

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage *direct* du globe.

V. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GROUPEMENTS CAPITALISTES

Les groupements de monopoles capitalistes — cartels, syndicats, trusts — se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur. Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial. Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les « zones d'influence » des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient « naturellement » vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux. Ce nouveau degré de concentration du capital et de la production à l'échelle du monde entier est infiniment plus élevé que les précédents. Voyons comment se forme ce supermonopole.

L'industrie électrique caractérise mieux que toute autre les progrès modernes de la technique, le capitalisme *de la fin* du XIX^e siècle et du commencement du XX^e. Et elle s'est surtout développée dans les deux nouveaux pays capitalistes les plus avancés : les Etats-Unis et l'Allemagne. En Allemagne, la concentration dans ce domaine a été particulièrement accélérée par la crise de 1900. Les banques, déjà suffisamment liées à l'industrie à cette époque, précipitèrent et accentuèrent au plus haut point pendant cette crise la ruine des entreprises relativement peu importantes, et leur absorption par les grandes entreprises. « En refusant tout secours aux entreprises qui avaient précisément le plus grand besoin de capitaux, écrit Jeidels, les banques provoquèrent d'abord un essor prodigieux, puis la faillite lamentable des sociétés qui ne leur étaient pas assez étroitement rattachées. » [Jeidels, *ouvr. cité*, p. 232.] Résultat : après 1900, la concentration progressa à pas de géant. Jusqu'en 1900, il y avait eu dans l'industrie électrique 8 ou 7 « groupes » formés chacun de plusieurs sociétés (au total 28) et dont chacun était soutenu par des banques au nombre de 2 à 11. Vers 1908-1912, tous ces groupes avaient fusionné pour n'en former que deux, voire un. Voici comment :

<i>Groupements dans l'industrie électrique :</i>							
Jusqu'en 1900 :	Felten et Guillaume	Lahmeyer	Union A.E.G.	Siemens et Halske	Schuckert et C ^{ie}	Bergmann	Kummer
	Felten et Lahmeyer		A.E.G. (Soc. Gén. D'Electr.)	Siemens et Halske-Schuckert		Bergmann	Krach en 1900
	A.E.G. (Soc. Gén. D'Electr.)			Siemens et Halske-Schuckert			
	« Coopération » étroite depuis 1908						

La fameuse A.E.G. (Société Générale d'Electricité) contrôle au terme de ce développement 175 à 200 sociétés (selon le système des « participations ») et dispose au total d'un capital d'environ 1,5 milliard de marks. A elles seules, ses représentations directes à l'étranger sont au nombre de 34, dont 12 sociétés par actions, dans plus de 10 Etats. Dès 1904, les capitaux investis par l'industrie électrique allemande à l'étranger étaient évalués à 233 millions de marks, dont 62 millions en Russie. Inutile de dire que la « Société Générale d'Electricité » est une immense entreprise « combinée » (ses sociétés industrielles de fabrication sont à elles seules au nombre de 16), produisant les articles les plus variés, depuis les câbles et isolateurs jusqu'aux automobiles et aux appareils volants.

Mais la concentration en Europe a été aussi partie intégrante du processus de concentration en Amérique. Voici comment cela s'est fait :

Etats-Unis :

La Compagnie Thompson-Houston fonde pour l'Europe la firme	La Compagnie Edison fonde pour l'Europe la Société française Edison, qui transmet ses brevets à la firme allemande
General Electric C°	

Allemagne :

Société d'Electricité Union	Société Générale d'Electricité (A.E.G.)
Société Générale d'Electricité (A.E.G.)	

Ainsi se sont constituées *deux* « puissances » de l'industrie électrique. « Il n'existe pas au monde d'autres sociétés d'électricité qui en soient *entièrement* indépendantes », écrit Heinig dans son article « La voie du trust de l'électricité ». Quant au chiffre d'affaires et à l'importance des entreprises des deux « trusts », les chiffres suivants en donnent une idée, encore que très incomplète :

		Chiffres d'affaires (en millions de marks)	Nombre de personnes employées	Bénéfices nets (en millions de marks)
Amérique : «General Electric C°» (G.E.C.)	1907	252	28 000	35,4
	1911	298	32 000	45,6
Allemagne : «Société Générale d'Electricité» (A.E.G.)	1907	216	30 700	14,5
	1911	362	60 800	21,7

Et voilà qu'en 1907, entre les trusts américain et allemand, intervient un accord pour le partage du monde. La concurrence cesse entre eux. Le G.E.C. « reçoit » les Etats-Unis et le Canada ; l'A.E.G. « obtient » l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, la Hollande, le Danemark, la Suisse, la Turquie, les Balkans. Des accords spéciaux, naturellement secrets, règlent l'activité des filiales, qui pénètrent dans de nouvelles branches de l'industrie et dans les pays « nouveaux » qui ne sont pas encore formellement inclus dans le partage. Il s'institue un échange d'expérience et d'inventions. [*Riesser, ouvr. cité ; Diouritch, ouvr. cité, p. 239 ; Kurt Heinig, article cité.*]

On conçoit toute la difficulté de la concurrence contre ce trust, pratiquement unique et mondial, qui dispose d'un capital de plusieurs milliards et a des « succursales », des représentations, des agences, des relations, etc., en tous les points du globe. Mais ce partage du globe entre deux trusts puissants n'exclut certes pas un *nouveau partage*, au cas où le rapport des forces viendrait à se modifier (par suite d'une inégalité dans le développement, de guerres, de faillites, etc.).

L'industrie du pétrole fournit un exemple édifiant d'une tentative de repartage de ce genre, de lutte pour ce nouveau partage.

« Le marché mondial du pétrole, écrivait en 1905 Jeidels, est, aujourd'hui encore, partagé entre deux grands groupes financiers : la « Standard Oil C^o » de Rockefeller et les maîtres du pétrole russe de Bakou, Rothschild et Nobel. Les deux groupes sont étroitement liés ; mais, depuis plusieurs années, leur monopole est menacé par cinq ennemis » [*Jeidels, pp. 192-193.*] : 1) l'épuisement des ressources pétrolières américaines ; 2) la concurrence de la firme Mantachev de Bakou ; 3) les sources de pétrole d'Autriche et 4) celles de Roumanie ; 5) les sources de pétrole d'outre-océan, notamment dans les colonies hollandaises (les firmes riches Samuel et Shell, liées également au capital anglais). Les trois derniers groupes d'entreprises sont liés aux grandes banques allemandes, la puissante « Deutsche Bank » en tête. Ces banques ont développé systématiquement et de façon autonome l'industrie du pétrole, par exemple en Roumanie, pour avoir « leur propre » point d'appui. En 1907, la somme des capitaux étrangers investis dans l'industrie roumaine du pétrole se montait à 185 millions de francs, dont 74 millions de provenance allemande. [*Diouritch, ouvr. cité, pp. 245-246.*]

On vit alors débiter ce qu'on appelle, dans la littérature économique, une lutte pour le « partage du monde ». D'une part, la « Standard Oil » de Rockefeller, voulant *tout* avoir, fonda en Hollande *même* une société filiale, accaparant les sources pétrolifères des Indes néerlandaises et cherchant ainsi à atteindre son ennemi principal, le trust hollando-britannique de la « Shell ». De leur côté, la « Deutsche Bank » et les autres banques berlinoises cherchèrent à « garder » la Roumanie et à l'associer à la Russie contre Rockefeller. Ce dernier disposait de capitaux infiniment supérieurs et d'une excellente organisation pour le transport du pétrole et sa livraison aux consommateurs. La lutte devait se terminer, et elle se termina effectivement en 1907, par la défaite totale de la « Deutsche Bank », qui se trouva placée devant l'alternative de liquider ses « intérêts pétroliers » en perdant des millions, ou de se soumettre. C'est cette dernière solution qui l'emporta ; il fut conclu avec la « Standard Oil » un contrat fort désavantageux pour la « Deutsche Bank » par lequel cette dernière s'engageait à « ne rien entreprendre qui pût nuire aux intérêts américains » ; toutefois, une clause prévoyait l'annulation du contrat au cas où l'Allemagne introduirait, par voie législative, le monopole d'Etat sur le pétrole.

Alors commence la « comédie du pétrole ». Un des rois de la finance allemande, von Gwinner, directeur de la « Deutsche Bank », déclenche, par l'intermédiaire de son secrétaire privé Stauss, une campagne *pour* le monopole des pétroles. L'appareil formidable de la grande banque berlinoise, avec ses vastes « relations », est mis en branle ; la presse, délirante, déborde de clameurs « patriotiques » contre le « joug » du trust américain et, le 15 mars 1911, le Reichstag adopte, presque à l'unanimité, une motion invitant le gouvernement à présenter un projet de monopole pour le pétrole. Le gouvernement se saisit de cette idée « populaire », et la « Deutsche Bank », qui voulait duper son associé américain et améliorer sa situation à l'aide du monopole d'Etat, paraissait gagner la partie. Déjà les magnats allemands du pétrole escomptaient des bénéfices fabuleux, qui devaient ne le céder en rien à ceux des sucriers russes... Mais, premièrement, les grandes banques allemandes se brouillèrent au sujet du partage du butin, et la « Disconto-Gesellschaft » dévoila les visées intéressées de la « Deutsche Bank » ; ensuite, le gouvernement eut peur à l'idée d'engager la lutte avec Rockefeller, car il était fort douteux que l'Allemagne pût réussir à se procurer du pétrole en dehors de ce dernier (la production roumaine étant peu importante). Enfin (1913), le crédit d'un milliard destiné aux préparatifs de guerre de l'Allemagne fut accordé et le projet de monopole se trouva reporté. La « Standard Oil » de Rockefeller sortait momentanément victorieuse de la lutte.

La revue berlinoise *Die Bank* disait à ce propos que l'Allemagne ne pourrait combattre la « Standard Oil » qu'en instituant le monopole du courant électrique et en transformant la force hydraulique en électricité à bon marché. Mais, ajoutait l'auteur de l'article, « le monopole de l'électricité viendra au moment où les producteurs en auront besoin, c'est-à-dire quand l'industrie électrique sera au seuil d'une nouvelle grande faillite ; quand les gigantesques centrales électriques si coûteuses, construites partout aujourd'hui par les « consortiums » privés de l'industrie électrique et pour lesquelles ces « consortiums » se voient dès maintenant attribuer certains monopoles par les villes, les Etats, etc., ne pourront plus travailler dans des conditions profitables. Dès lors il faudra avoir recours aux forces hydrauliques. Mais on ne pourra pas les transformer aux frais de l'Etat en électricité à bon marché : il faudra une fois de plus les remettre à un « monopole privé contrôlé par l'Etat », l'industrie privée ayant déjà conclu une série de marchés et s'étant réservé d'importants privilèges... Il en fut ainsi du monopole des potasses ; il en est ainsi de celui du pétrole ; il en sera de même du monopole de l'électricité. Nos socialistes d'Etat, qui se laissent aveugler par de beaux principes, devraient enfin comprendre qu'en Allemagne les monopoles n'ont jamais eu pour but ni pour résultat d'avantager les consommateurs, ou même de laisser à l'Etat une partie des bénéfices de l'entreprise, mais qu'ils ont toujours servi à assainir, aux frais de l'Etat, l'industrie privée dont la faillite est imminente. » [*Die Bank, 1912, n° 1, p. 1036 ; 1912, n° 2, p. 629 ; 1913, n° 1, p. 388.*]

Voilà les aveux précieux que sont obligés de faire les économistes bourgeois d'Allemagne. Ils montrent nettement que les monopoles privés et les monopoles d'Etat s'interpénètrent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoles pour le partage du monde.

Dans la marine marchande, le développement prodigieux de la concentration a également abouti au partage du monde. En Allemagne, on voit au premier plan deux puissantes sociétés, la « Hamburg-America » et la « Nord-Deutsche Lloyd », ayant chacune un capital de 200 millions de marks (actions et obligations) et possédant des bateaux à vapeur d'une valeur de 185 à 189 millions de marks. D'autre part, en Amérique, le 1^{er} janvier 1903, s'est formé le trust dit de Morgan, la « Compagnie Internationale du commerce maritime », qui réunit neuf compagnies de navigation américaines et anglaises et dispose d'un capital de 120 millions de dollars (480 millions de marks). Dès 1903, les colosses allemands et ce trust anglo-américain concluaient un accord pour le partage du monde, en relation avec le partage des bénéfices. Les sociétés allemandes renonçaient à concurrencer leur rival dans les transports entre l'Angleterre et l'Amérique. On avait précisé à qui serait « attribué » tel ou tel port, on avait créé un comité mixte de contrôle, etc. Le contrat était conclu pour vingt ans, avec cette prudente réserve qu'il serait frappé de nullité en cas de guerre. [*Riesser, ouvr. cité. p. 125.*]

Extrêmement édifiante aussi est l'histoire de la création du cartel international du rail. C'est en 1884, au moment d'une grave dépression industrielle, que les usines de rails anglaises, belges et allemandes firent une première tentative pour constituer ce cartel. Elles s'entendirent pour ne pas concurrencer sur le marché intérieur les pays touchés par l'accord, et se partagèrent le marché extérieur comme suit : Angleterre, 66 % ; Allemagne, 27 % ; Belgique, 7 %. L'Inde fut attribuée entièrement à l'Angleterre. Une firme anglaise étant restée en dehors du cartel, il y eut contre elle une lutte commune, dont les frais furent couverts par un pourcentage prélevé sur le total des ventes effectuées. Mais, en 1886, lorsque deux firmes anglaises sortirent du cartel, celui-ci s'effondra. Fait caractéristique : l'entente ne put se réaliser dans les périodes ultérieures d'essor industriel. Au début de 1904, un syndicat de l'acier est fondé en Allemagne. En novembre 1904, le cartel international du rail est reconstitué comme suit : Angleterre, 53,5 % ; Allemagne, 28,83 % ; Belgique, 17,67 %. La France y adhéra par la suite avec respectivement 4,8 %, 5,8 % et 6,4 % pour la première, la deuxième et la troisième année, au-delà de 100 %, soit pour un total de 104,8 %, etc. En 1905, la « Steel Corporation » américaine y adhéra à son tour, puis l'Autriche et l'Espagne. « A l'heure actuelle, écrivait Vogelstein en 1910, le partage du monde est achevé, et les grands consommateurs, les chemins de fer d'Etat en premier lieu, peuvent, puisque le monde est déjà partagé et qu'on n'a pas tenu compte de leurs intérêts, habiter comme le poète dans les cieux de Jupiter. » [*Volgelstein : Organisationstormen, p. 100.*]

Mentionnons encore le syndicat international du zinc, fondé en 1909, qui partagea exactement le volume de la production entre cinq groupes d'usines : allemandes, belges, françaises, espagnoles, anglaises ; puis le trust international des poudres, dont Liefmann dit que c'est « une étroite alliance, parfaitement moderne, entre toutes les fabriques allemandes d'explosifs, qui se sont en quelque sorte partagé le monde entier avec les fabriques françaises et américaines de dynamite, organisées de la même manière ». [*Liefmann : Kartelle und Trusts, 2e édition, p. 161.*] Au total, Liefmann dénombrait en 1897 près de quarante cartels internationaux auxquels participait l'Allemagne, et, vers 1910, environ une centaine.

Certains auteurs bourgeois (auxquels vient de se joindre K. Kautsky, qui a complètement renié sa position marxiste, celle de 1909 par exemple) ont exprimé l'opinion que les cartels internationaux, une des expressions les plus accusées de l'internationalisation du capital, permettaient d'espérer que la paix régnerait entre les peuples en régime capitaliste. Du point de vue de la théorie, cette opinion est tout à fait absurde ; et du point de vue pratique, c'est un sophisme et un mode de défense malhonnête du pire opportunisme. Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et *quel est l'objet* de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel ; lui seul nous révèle le sens historique et économique des événements, car les *formes* de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que *l'essence* de la lutte, son *contenu* de classe, ne *saurait* vraiment changer tant que les classes existent. On comprend qu'il soit de l'intérêt de la bourgeoisie allemande, par exemple, à laquelle s'est en somme rallié Kautsky dans ses développements théoriques (nous y reviendrons plus loin), de camoufler le *contenu* de la lutte économique actuelle (le partage du monde) et de souligner tantôt une, tantôt une autre *forme* de cette lutte. Kautsky commet la même erreur. Et il ne s'agit évidemment pas de la bourgeoisie allemande, mais de la bourgeoisie universelle. Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du *contenu* des luttes et des transactions entre les groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions

(aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle de sophiste.

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la « lutte pour les territoires économiques ».

VI. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Dans son livre : *L'extension territoriale des colonies européennes*, le géographe A. Supan [*A. Supan : Die territoriale Entwicklung der europäischen Kolonien, 1906, p. 254.*] donne un rapide résumé de cette extension pour la fin du XIX^e siècle :

Pourcentage des territoires appartenant aux puissances colonisatrices européennes (plus les Etats-Unis)			
	1876	1900	Différence
Afrique	10,8 %	90,4 %	+ 79,6 %
Polynésie	56,8 %	98,9 %	+ 42,1 %
Asie	51,5 %	56,6 %	+ 5,1 %
Australie	100,0 %	100,0 %	—
Amérique	27,5 %	27,2 %	- 0,3%

« Le trait caractéristique de cette période, conclut-il, c'est donc le partage de l'Afrique et de la Polynésie. » Comme il n'y a plus, en Asie et en Amérique, de territoires inoccupés, c'est-à-dire n'appartenant à aucun Etat, il faut amplifier la conclusion de Supan et dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a *terminé* avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra *uniquement* être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et non de la « prise de possession » de territoires sans maître.

Nous traversons donc une époque originale de la politique coloniale mondiale, étroitement liée à l'« étape la plus récente du développement capitaliste », celle du capital financier. Aussi importe-t-il avant tout de se livrer à une étude approfondie des données de fait, pour bien comprendre la situation actuelle et ce qui distingue cette époque des précédentes. Tout d'abord, deux questions pratiques : y a-t-il accentuation de la politique coloniale, aggravation de la lutte pour les colonies, précisément à l'époque du capital financier ? et de quelle façon exacte le monde est-il actuellement partagé sous ce rapport ? Dans son *Histoire de la colonisation* [Henry C. Morris : *The History of colonization, New York 1900, vol. II, p. 88 ; vol. I, p. 419 ; vol. II, p. 304.*], l'auteur américain Morris tente de comparer les chiffres relatifs à l'étendue de possessions coloniales de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne aux diverses périodes du XIX^e siècle. Voici, en abrégé, les résultats qu'il obtient :

Années	Possessions coloniales					
	Angleterre		France		Allemagne	
	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)	Superficie (en millions de milles carrés)	Population (en millions)
1815-1830	?	126,4	0,02	0,5	-	-
1860	2,5	145,1	0,2	3,4	-	-
1880	7,7	267,9	0,7	7,5	-	-
1899	9,3	309,0	3,7	56,4	1,0	14,7

Pour l'Angleterre, la période d'accentuation prodigieuse des conquêtes coloniales se situe entre 1860 et 1890, et elle est très intense encore dans les vingt dernières années du XIX^e siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est surtout ces vingt années qui comptent. On a vu plus haut que le capitalisme prémonopoliste, le capitalisme où prédomine la libre concurrence, atteint la limite de son développement entre 1860 et 1880 ; or, l'on voit maintenant que *c'est précisément au lendemain de cette période* que commence l'« essor » prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre. Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est *lié* à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde.

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle d'une intense « expansion » des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de miles carrés, avec une population de 51 millions d'habitants ; la France, 3,6 millions de miles carrés avec 36,5 millions d'habitants ; l'Allemagne, un million de miles carrés avec 14,7 millions d'habitants ; la Belgique, 900 000 miles carrés avec 30 millions d'habitants ; le Portugal, 800 000 miles carrés avec 9 millions d'habitants. La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIX^e siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure.

A l'apogée de la libre concurrence en Angleterre, entre 1840 et 1870, les dirigeants politiques bourgeois du pays étaient *contre* la politique coloniale, considérant l'émancipation des colonies, leur détachement complet de l'Angleterre, comme une chose utile et inévitable. Dans un article sur « l'Impérialisme britannique contemporain », [*Die Neue Zeit, XVI^e année, n° 1, 1898, p. 302.*] publié en 1898, M. Berr indique qu'un homme d'Etat anglais aussi enclin, pour ne pas dire plus, à pratiquer une politique impérialiste, que Disraeli, déclarait en 1852 : « Les colonies sont des meules pendues à notre cou. » Mais à la fin du XIX^e siècle, les hommes du jour en Grande-Bretagne étaient Cecil Rhodes et Joseph Chamberlain, qui prêchaient ouvertement l'impérialisme et en appliquaient la politique avec le plus grand cynisme !

Il n'est pas sans intérêt de constater que, dès cette époque, ces dirigeants politiques de la bourgeoisie anglaise voyaient nettement le rapport entre les racines pour ainsi dire purement économiques et les racines sociales et politiques de l'impérialisme contemporain. Chamberlain prêchait l'impérialisme comme une « politique authentique, sage et économe », insistant surtout sur la concurrence que font à l'Angleterre sur le marché mondial l'Allemagne, l'Amérique et la Belgique. Le salut est dans les monopoles, disaient les capitalistes en fondant des cartels, des syndicats et des trusts. Le salut est dans les monopoles, reprenaient les chefs politiques de la bourgeoisie en se hâtant d'accaparer les parties du monde non encore partagées. Le journaliste Stead, ami intime de Cecil Rhodes, raconte que celui-ci lui disait en 1895, à propos de ses conceptions impérialistes : « J'étais hier dans l'East-End (quartier ouvrier de Londres), et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Revivant toute la scène en rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'importance de l'impérialisme... L'idée qui me tient le plus à cœur, c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialistes. » [*Ibid., p. 304.*]

Ainsi parlait en 1895 Cecil Rhodes, millionnaire, roi de la finance, le principal fauteur de la guerre anglo-boer. Mais si sa défense de l'impérialisme est un peu grossière, cynique, elle ne se distingue pas, quant au fond, de la « théorie » de MM. Maslov, Südekum, Potressov, David, du fondateur du marxisme russe, etc., etc. Cecil Rhodes était tout simplement un social-chauvin un peu plus honnête...

Pour donner un tableau aussi précis que possible du partage territorial du monde et des changements survenus à cet égard pendant ces dernières dizaines d'années, nous profiterons des données fournies par Supan, dans l'ouvrage déjà cité, sur les possessions coloniales de toutes les puissances du monde. Supan considère les années 1876 et 1900. Nous prendrons comme termes de comparaison l'année 1876, fort heureusement choisie, car c'est vers cette époque que l'on peut, somme toute, considérer comme achevé le développement du capitalisme prémonopoliste en Europe occidentale, et l'année 1914, en remplaçant les chiffres de Supan par ceux, plus récents, des *Tableaux de géographie et de statistique* de Hübner. Supan n'étudie que les colonies ; nous croyons utile, pour que le tableau du partage du monde soit complet, d'y ajouter aussi des renseignements sommaires sur les pays non coloniaux et sur les pays semi-coloniaux, parmi lesquels nous rangeons la Perse, la Chine et la Turquie. A l'heure présente, la Perse est presque entièrement une colonie ; la Chine et la Turquie sont en voie de le devenir. Voici les résultats que nous obtenons :

<i>Possessions coloniales des grandes puissances (en millions de kilomètres carrés et en millions d'habitants)</i>	Colonies				Métropoles		Total :	
	1876		1914		1914		1914	
	km ²	hab.	km ²	hab.	km ²	hab.	km ²	hab.
<i>Angleterre</i>	22,5	251,9	33,5	393,5	0,3	46,5	33,8	440,0
<i>Russie</i>	17,0	15,9	17,4	33,2	5,4	136,2	22,8	169,4
<i>France</i>	0,9	6,0	10,6	55,5	0,5	39,6	11,1	95,1
<i>Allemagne</i>	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
<i>Etats-Unis</i>	—	—	0,3	9,7	9,4	97,0	9,7	106,7
<i>Japon</i>	—	—	0,3	19,2	0,4	53,0	0,7	72,2
Total pour les 6 grandes puissances :	40,4	273,8	65,0	523,4	16,5	437,2	81,5	960,6
<i>Colonies des autres puissances (Belgique, Hollande, etc.)</i>							9,9	45,3
<i>Semi-colonies (Perse, Chine, Turquie)</i>							14,5	361,2
<i>Autres pays</i>							28,0	289,9
Ensemble du globe :							133,9	1657,0

Ce tableau nous montre clairement qu'au seuil du XX^e siècle, le partage du monde était « terminé ». Depuis 1876 les possessions coloniales se sont étendues dans des proportions gigantesques : elles sont passées de 40 à 65 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elles sont devenues une fois et demie plus importantes pour les six plus grandes puissances. L'augmentation est de 25 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elle dépasse de moitié la superficie des métropoles (16,5 millions). Trois puissances n'avaient en 1876 aucune colonie, et une quatrième, la France, n'en possédait presque pas. Vers 1914, ces quatre puissances ont acquis 14,1 millions de kilomètres carrés de colonies, soit une superficie près d'une fois et demie plus grande que celle de l'Europe, avec une population d'environ 100 millions d'habitants. L'inégalité de l'expansion coloniale est très grande. Si l'on compare, par exemple, la France, l'Allemagne et le Japon, pays dont la superficie et la population ne diffèrent pas très sensiblement, on constate que le premier de ces pays a acquis presque trois fois plus de colonies (quant à la superficie) que les deux autres pris ensemble. Mais, par son capital financier, la France était peut-être aussi, au début de la période envisagée, plusieurs fois plus riche que l'Allemagne et le Japon réunis. Les conditions strictement économiques ne sont pas seules à influencer le développement des possessions coloniales ; les conditions géographiques et autres jouent aussi leur rôle. Si importants qu'aient été, au cours des dernières dizaines d'années, le nivellement du monde, l'égalisation des conditions économiques et du niveau de vie qui se sont produits dans les différents pays sous la pression de la grande industrie, des échanges et du capital financier, il n'en subsiste pas moins des différences notables, et parmi les six pays nommés plus haut, l'on voit, d'une part, de jeunes Etats capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon), qui progressent avec une extrême rapidité, et, d'autre part, de vieux pays capitalistes (France, Angleterre), qui se développent, ces derniers temps, avec beaucoup plus de lenteur que les précédents ; enfin, un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé, pour ainsi dire, d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes.

A côté des possessions coloniales des grandes puissances, nous avons placé les colonies de faible étendue des petits Etats, lesquelles sont, pourrait-on dire, le prochain objectif d'un « nouveau partage » possible et probable des colonies. La plupart de ces petits Etats ne conservent leurs colonies que grâce aux oppositions d'intérêts, aux frictions, etc., entre les grandes puissances, qui empêchent celles-ci de ce mettre d'accord sur le partage du butin. Pour ce qui est des Etats « semi-coloniaux », ils nous offrent un exemple des formes transitoires que l'on trouve dans tous les domaines de la nature et de la société. Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. Nous en verrons des exemples tout à l'heure. Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes « commodités » et les plus grands avantages, c'est une soumission *telle* qu'elle entraîne, pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique. Les pays semi-coloniaux sont typiques, à cet égard, en tant que solution « moyenne ». On conçoit que la lutte autour de ces pays à demi assujettis devait s'envenimer particulièrement à l'époque du capital financier, alors que le reste du monde était déjà partagé.

La politique coloniale et l'impérialisme existaient déjà avant la phase contemporaine du capitalisme, et même avant le capitalisme. Rome, fondée sur l'esclavage, faisait une politique coloniale et pratiquait l'impérialisme. Mais les raisonnements « d'ordre général » sur l'impérialisme, qui négligent ou relèguent à l'arrière-plan la différence essentielle des formations économiques et sociales, dégénèrent infailliblement en banalités creuses ou

en rodomontades, comme la comparaison entre « la Grande Rome et la Grande-Bretagne ». [C. P. Lucas : *Greater Rome and Greater Britain, Oxford 1912, ou Earl of Cromer : Ancient and modern imperialism, Londres 1910.*] Même la politique coloniale du capitalisme dans les phases *antérieures* de celui-ci se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier.

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains *toutes* les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.

« On peut même avancer, écrit Schilder, cette affirmation qui, à d'aucuns, paraîtra peut-être paradoxale, à savoir que l'accroissement de la population urbaine et industrielle pourrait être entravé, dans un avenir plus ou moins rapproché, beaucoup plus par le manque de matières premières industrielles que par le manque de produits alimentaires. » C'est ainsi que le manque de bois, dont le prix monte sans cesse, se fait de plus en plus sentir, comme celui du cuir, comme celui des matières premières nécessaires à l'industrie textile. « Les groupements d'industriels s'efforcent d'équilibrer l'agriculture et l'industrie dans le cadre de l'économie mondiale ; on peut signaler, à titre d'exemple, l'Union internationale des associations de filateurs de coton, qui existe depuis 1904 dans plusieurs grands pays industriels, et l'Union européenne des associations de filateurs de lin, fondée sur le même modèle en 1910. » [Schilder, *ouvr. cité*, pp. 38 à 42.]

Naturellement, les réformistes bourgeois, et surtout, parmi eux, les kautskistes d'aujourd'hui, essaient d'atténuer l'importance de ces faits en disant qu'« on pourrait » se procurer des matières premières sur le marché libre sans politique coloniale « coûteuse et dangereuse », et qu'« on pourrait » augmenter formidablement l'offre de matières premières par une « simple » amélioration des conditions de l'agriculture en général. Mais ces déclarations tournent à l'apologie de l'impérialisme, à son idéalisation, car elles passent sous silence la particularité essentielle du capitalisme contemporain : les monopoles. Le marché libre recule de plus en plus dans le passé ; les syndicats et les trusts monopolistes le restreignent de jour en jour. Et la « simple » amélioration des conditions de l'agriculture se réduit à l'amélioration de la situation des masses, à la hausse des salaires et à la diminution des profits. Mais existe-t-il, ailleurs que dans l'imagination des suaves réformistes, des trusts capables de se préoccuper de la situation des masses, au lieu de penser à conquérir des colonies ?

Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (à cet effet, une grande banque peut organiser une expédition spéciale d'ingénieurs, d'agronomes, etc.), par l'investissement de capitaux importants. Il en est de même pour la prospection de richesses minérales, les nouveaux procédés de traitement et d'utilisation de telles ou telles matières premières, etc., etc. D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique et même son territoire d'une façon générale. De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices « possibles » dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

Les capitalistes anglais mettent tout en œuvre pour développer dans *leur* colonie d'Egypte la culture du coton qui, en 1904, sur 2,3 millions d'hectares de terre cultivée, en occupait déjà 0,6 million, soit plus d'un quart. Les Russes font de même dans *leur* colonie du Turkestan. En effet, les uns et les autres peuvent ainsi battre plus facilement leurs concurrents étrangers, arriver plus aisément à la monopolisation des sources de matières premières, à la formation d'un trust textile plus économique et plus avantageux, à production « combinée », qui contrôlerait à lui seul *toutes* les phases de la production et du traitement du coton.

L'exportation des capitaux trouve également son intérêt dans la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial (c'est parfois même le seul terrain où la chose soit possible) d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les « relations » nécessaires, etc.

La superstructure extra-économique qui s'érige sur les bases du capital financier, ainsi que la politique et l'idéologie de ce dernier, renforcent la tendance aux conquêtes coloniales. « Le capital financier veut non pas la liberté, mais la domination », dit fort justement Hilferding. Et un auteur bourgeois français, développant et complétant en quelque sorte les idées de Cecil Rhodes [*Voir le présent recueil, p. 122. (N.R.)*], desquelles il a été question plus haut, écrit qu'il convient d'ajouter aux causes économiques de la politique coloniale d'aujourd'hui des causes sociales : « Les difficultés croissantes de la vie qui pèsent non seulement sur les multitudes ouvrières, mais aussi sur les classes moyennes, font s'accumuler dans tous les pays de vieille civilisation des « impatiences », des rancunes, des haines menaçantes pour la paix publique ; des énergies détournées de leur milieu social et qu'il importe de capter pour les employer dehors à quelque grande oeuvre, si l'on ne veut pas qu'elles fassent explosion au dedans. » [*Wahl : La France aux colonies, cité par Henri Russier : Le Partage de l'Océanie, Paris 1905, p. 165.*]

Dès l'instant qu'il est question de politique coloniale à l'époque de l'impérialisme capitaliste, il faut noter que le capital financier et la politique internationale qui lui est conforme, et qui se réduit à la lutte des grandes puissances pour le partage économique et politique du monde, créent pour les Etats diverses formes *transitoires* de dépendance. Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique. Nous avons déjà indiqué une de ces formes : les semi-colonies. En voici une autre, dont l'Argentine, par exemple, nous offre le modèle.

« L'Amérique du Sud et, notamment, l'Argentine, écrit Schulze-Gaevernitz dans son ouvrage sur l'impérialisme britannique, est dans une telle dépendance financière vis-à-vis de Londres qu'on pourrait presque l'appeler une colonie commerciale de l'Angleterre. » [*Schulze-Gaevernitz : Britischer Imperialismus und englischer Freihandel zu Beginn des 20-ten Jahrhunderts, Leipzig 1906, p. 318. Sartorius von Walterschau-sen tient le même langage dans son livre : Das volkswirtschaftliche System der Kapitalanlage im Auslande, Berlin 1907, p. 46.*] Les capitaux placés par la Grande-Bretagne en Argentine étaient évalués par Schilder, d'après les informations du consul austro-hongrois à Buenos-Aires pour 1909, à 8 milliards 750 millions de francs. On se représente sans peine quelles solides relations cela assure au capital financier — et à sa fidèle « amie », la diplomatie — de l'Angleterre avec la bourgeoisie d'Argentine, avec les milieux dirigeants de toute la vie économique et politique de ce pays.

Le Portugal nous offre l'exemple d'une forme quelque peu différente, associée à l'indépendance politique, de la dépendance financière et diplomatique. Le Portugal est un Etat souverain, indépendant, mais il est en fait depuis plus de deux cents ans, depuis la guerre de la Succession d'Espagne (1701-1714), sous protectorat britannique. L'Angleterre a défendu le Portugal et ses possessions coloniales pour fortifier ses propres positions dans la lutte contre ses adversaires, l'Espagne et la France. Elle a reçu, en échange, des avantages commerciaux, des privilèges pour ses exportations de marchandises et surtout de capitaux vers le Portugal et ses colonies, le droit d'user des ports et des îles du Portugal, de ses câbles télégraphiques, etc., etc. [*Schilder, ouvr. cité, t. I, pp. 160-161.*] De tels rapports ont toujours existé entre petits et grands Etats, mais à l'époque de l'impérialisme capitaliste, ils deviennent un système général, ils font partie intégrante de l'ensemble des rapports régissant le « partage du monde », ils forment les maillons de la chaîne des opérations du capital financier mondial. Pour en finir avec la question du partage du monde, il nous faut encore noter ceci. La littérature américaine, au lendemain de la guerre hispano-américaine, et la littérature anglaise, après la guerre anglo-boer, n'ont pas été seules à poser très nettement et ouvertement la question du partage du monde, juste à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. Et la littérature allemande, qui a le plus « jalousement » observé de près l'« impérialisme britannique », n'a pas été seule non plus à porter sur ce fait un jugement systématique. Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon suffisamment nette et large, pour autant que cela puisse se faire d'un point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIX^e siècle*, au chapitre sur les grandes puissances et le partage du monde, s'est exprimé en ces termes : « Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de l'Amérique du Nord : quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (le XX^e). C'est pourquoi toute l'Europe et l'Amérique furent agitées récemment de la fièvre de l'expansion coloniale, de « l'impérialisme », qui est le caractère le plus remarquable de la fin du XIX^e siècle. » Et l'auteur ajoutait : « Dans ce partage du monde, dans cette course ardente aux trésors et aux grands marchés de la terre, l'importance relative des Empires fondés en ce siècle, le XIX^e, n'est absolument pas en proportion avec la place qu'occupent en Europe les nations qui les ont fondés. Les puissances prépondérantes en Europe, qui président à ses destinées, *ne sont pas* également prépondérantes dans

le monde. Et comme la grandeur coloniale, promesse de richesses encore non évaluées, se répercutera évidemment sur l'importance relative des Etats européens, la question coloniale, « l'impérialisme », si l'on veut, a modifié déjà, modifiera de plus en plus les conditions politiques de l'Europe elle-même. » [J.-E. Driault : *Problèmes politiques et sociaux, Paris 1900, p. 299.*]

VII. L'IMPÉRIALISME, STADE PARTICULIER DU CAPITALISME

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards. En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur. Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme. Cette définition embrasserait l'essentiel, car, d'une part, le capital financier est le résultat de la fusion du capital de quelques grandes banques monopolistes avec le capital de groupements monopolistes d'industriels ; et, d'autre part, le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé.

Mais les définitions trop courtes, bien que commodes parce que résumant l'essentiel, sont cependant insuffisantes, si l'on veut en dégager des traits fort importants de ce phénomène que nous voulons définir. Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; 3) exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Nous verrons plus loin l'autre définition que l'on peut et doit donner de l'impérialisme si l'on envisage, non seulement les notions fondamentales d'ordre purement économique (auxquelles se borne la définition citée), mais aussi la place historique que tient la phase actuelle du capitalisme par rapport au capitalisme en général, ou bien encore le rapport qui existe entre l'impérialisme et les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier. Ce qu'il faut noter tout de suite, c'est que l'impérialisme compris dans le sens indiqué représente indéniablement une phase particulière du développement du capitalisme. Pour permettre au lecteur de se faire de l'impérialisme une idée suffisamment fondée, nous nous sommes appliqués à citer le plus souvent possible l'opinion d'économistes bourgeois, obligés de reconnaître les faits établis, absolument indiscutables, de l'économie capitaliste moderne. C'est dans le même but que nous avons produit des statistiques détaillées permettant de voir jusqu'à quel point précis s'est développé le capital bancaire, etc., en quoi s'est exprimé exactement la transformation de la quantité en qualité, le passage du capitalisme évolué à l'impérialisme. Inutile de dire, évidemment, que toutes les limites sont, dans la nature et dans la société, conventionnelles et mobiles ; qu'il serait absurde de discuter, par exemple, sur la question de savoir en quelle année ou en quelle décennie se situe l'instauration « définitive » de l'impérialisme.

Mais là où il faut discuter sur la définition de l'impérialisme, c'est surtout avec K. Kautsky, le principal théoricien marxiste de l'époque dite de la II^e Internationale, c'est-à-dire des vingt-cinq années comprises entre 1889 et 1914. Kautsky s'est résolument élevé, en 1915 et même dès novembre 1914, contre les idées fondamentales exprimées dans notre définition de l'impérialisme, en déclarant qu'il faut entendre par impérialisme non pas une « phase » ou un degré de l'économie, mais une politique, plus précisément une politique déterminée, celle que « préfère » le capital financier, et en spécifiant qu'on ne saurait « identifier » l'impérialisme avec le « capitalisme contemporain », que s'il faut entendre par impérialisme « tous les phénomènes du capitalisme contemporain » — cartels, protectionnisme, domination des financiers, politique coloniale —, alors la question de la nécessité de l'impérialisme pour le capitalisme se réduira à « la plus plate tautologie », car alors « il va de soi que l'impérialisme est une nécessité vitale pour le capitalisme », etc. Nous ne saurions mieux exprimer la pensée de Kautsky qu'en citant sa définition de l'impérialisme, dirigée en droite ligne contre l'essence des idées que nous exposons (attendu que les objections venant du camp des marxistes allemands, qui ont professé ce genre d'idées pendant toute une suite d'années, sont depuis longtemps connues de Kautsky comme les objections d'un courant déterminé du marxisme).

La définition de Kautsky est celle-ci :

« L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance qu'a chaque nation capitaliste industrielle à s'annexer ou à s'assujettir des régions *agraires* toujours plus grandes (l'italique est de Kautsky), quelles que soient les nations qui les peuplent. » [*Die Neue Zeit*, 1914, II (32^e année), p. 909, 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.]

Cette définition ne vaut absolument rien, car elle fait ressortir unilatéralement, c'est-à-dire arbitrairement, la seule question nationale (d'ailleurs importante au plus haut point en elle-même et dans ses rapports avec l'impérialisme), en la rattachant, de façon arbitraire et *inexacte*, au *seul* capital industriel des pays annexionnistes, et en mettant en avant, d'une façon non moins arbitraire et inexacte, l'annexion des régions *agraires*.

L'impérialisme est une tendance aux annexions : voilà à quoi se réduit la partie *politique* de la définition de Kautsky. Elle est juste, mais très incomplète, car, politiquement, l'impérialisme tend, d'une façon générale, à la violence et à la réaction. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est l'aspect *économique* de la question, cet aspect que Kautsky introduit *lui-même* dans sa définition. Les inexactitudes de la définition de Kautsky sautent aux yeux. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce *n'est point* le capital industriel, justement, *mais* le capital financier. Ce n'est pas par hasard qu'en France, le développement particulièrement rapide du capital *financier*, coïncidant avec l'affaiblissement du capital industriel, a considérablement accentué, dès les années 1880-1890, la politique annexionniste (coloniale). L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer *non seulement* les régions *agraires*, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car, premièrement, le partage du monde étant achevé, un *nouveau partage* oblige à tendre la main vers *n'importe* quels territoires ; deuxièmement, ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper *son* hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre ; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.). Kautsky se réfère plus spécialement, et à maintes reprises, aux Anglais qui ont, paraît-il, établi l'acception purement politique du mot « impérialisme » au sens où l'emploie Kautsky. Prenons l'ouvrage de l'Anglais Hobson, *L'impérialisme*, paru en 1902 :

« Le nouvel impérialisme se distingue de l'ancien, premièrement, en ce qu'il substitue aux tendances d'un seul Empire en expansion la théorie et la pratique d'Empires rivaux, guidés chacun par les mêmes aspirations à l'expansion politique et au profit commercial ; deuxièmement, en ce qu'il marque la prépondérance sur les intérêts commerciaux des intérêts financiers ou relatifs aux investissements de capitaux. » [*Hobson : Imperialism*, Londres 1902, p. 324.]

Nous voyons que, sur le plan des faits, Kautsky a absolument tort d'alléguer l'opinion des Anglais en général (à moins de se référer aux impérialistes vulgaires ou aux apologistes directs de l'impérialisme). Nous voyons que Kautsky, qui prétend continuer à défendre le marxisme, fait en réalité un pas en arrière comparativement au *social-libéral* Hobson, qui, lui, tient *plus exactement* compte de deux particularités « historiques concrètes » (Kautsky, dans sa définition, se moque précisément du caractère historique concret !) de l'impérialisme moderne : 1) la concurrence de *plusieurs* impérialismes et 2) la suprématie du financier sur le commerçant. Or, en attribuant un rôle essentiel à l'annexion des pays *agraires* par les pays industriels, on accorde le rôle prédominant au commerçant.

La définition de Kautsky n'est pas seulement fautive et non marxiste. Comme on le verra plus loin, elle sert de base à un système général de vues rompant sur toute la ligne avec la théorie marxiste et avec la pratique marxiste. Kautsky soulève une question de mots tout à fait futile : doit-on qualifier la nouvelle phase du capitalisme d'impérialisme ou de phase du capital financier ? Qu'on l'appelle comme on voudra : cela n'a pas d'importance. L'essentiel, c'est que Kautsky détache la politique de l'impérialisme de son économie en prétendant que les annexions sont la politique « préférée » du capital financier, et en opposant à cette politique une autre politique bourgeoise prétendument possible, toujours sur la base du capital financier. Il en résulte que les monopoles dans l'économie sont compatibles avec un comportement politique qui exclurait le monopole, la violence et la conquête. Il en résulte que le partage territorial du monde, achevé précisément à l'époque du capital financier et qui est à la base des formes originales actuelles de la rivalité entre les plus grands Etats capitalistes, est compatible avec une politique non impérialiste. Cela revient à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. Au lieu du marxisme, on aboutit ainsi au réformisme bourgeois. Kautsky discute avec Cunow, apologiste allemand de l'impérialisme et des annexions, dont le raisonnement, cynique autant que vulgaire, est celui-ci : l'impérialisme, c'est le capitalisme contemporain ; le développement du capitalisme est inévitable et progressif ; donc, l'impérialisme est progressif ; donc, il faut se prosterner devant lui et chanter ses louanges ! C'est quelque chose dans le genre de la caricature que les populistes faisaient des marxistes russes dans les années 1894-1895 : si les marxistes, disaient-ils, considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable et un facteur de progrès, il leur faut ouvrir un débit de boisson et s'occuper d'implanter le capitalisme. Kautsky objecte à Cunow : non, l'impérialisme n'est pas le capitalisme contemporain, il n'est qu'une des formes de sa politique ; et nous pouvons et devons combattre cette politique, combattre l'impérialisme, les annexions, etc.

La réplique semble parfaitement plausible. Or, en fait, elle équivaut à une propagande plus subtile, mieux masquée (et, partant, plus dangereuse), en faveur de la conciliation avec l'impérialisme ; car la « lutte » contre la politique des trusts et des banques, si elle ne touche pas aux bases de leur économie, se réduit à un réformisme et à un pacifisme bourgeois, à des souhaits pieux et inoffensifs. Eluder les contradictions existantes, oublier les plus essentielles, au lieu d'en dévoiler toute la profondeur, voilà à quoi revient la théorie de Kautsky, qui n'a rien de commun avec le marxisme. On conçoit qu'une telle « théorie » ne serve qu'à défendre l'idée de l'unité avec les Cunow ! « Du point de vue purement économique, écrit Kautsky, il n'est pas impossible que le capitalisme traverse encore une nouvelle phase où la politique des cartels serait étendue à la politique extérieure, une phase d'ultra-impérialisme » [*Die Neue Zeit*, 1914, II (32^e année), p. 921, du 11 septembre 1914. Voir également 1915, II, pp. 107 et suivantes.], c'est-à-dire de super-impérialisme, d'union et non de lutte des impérialismes du monde entier, une phase de la cessation des guerres en régime capitaliste, une phase « d'exploitation en commun de l'univers par le capital financier uni à l'échelle internationale. » [*Ibid.*, 30 avril 1915, I, p. 144.] Nous aurons à nous arrêter plus loin sur cette « théorie de l'ultra-impérialisme », pour montrer en détail à quel point elle brise résolument et sans retour avec le marxisme. Pour l'instant, conformément au plan général de cet exposé, il nous faut jeter un coup d'œil sur les données économiques précises relatives à cette question. « Du point de vue purement économique », l'« ultra-impérialisme » est-il possible ou bien est-ce là une ultra-niaiserie ?

Si, par point de vue purement économique, on entend une « pure » abstraction, tout ce qu'on peut dire se ramène à la thèse que voici : le développement se fait dans le sens des monopoles et, par conséquent, dans celui d'un monopole universel, d'un trust mondial unique. C'est là un fait incontestable, mais aussi une affirmation absolument vide de contenu, comme celle qui consisterait à dire que « le développement se fait dans le sens » de la production denrées alimentaires en laboratoire. En ce sens, la « théorie » de l'ultra-impérialisme est une absurdité pareille à ce que pourrait être une « théorie de l'ultra-agriculture ». Mais si l'on parle des conditions « purement économiques de l'époque du capital financier, comme d'une époque historique concrète se situant au début du XX^e siècle, la meilleure réponse aux abstractions mortes de l'« ultra-impérialisme » (qui servent uniquement à une fin réactionnaire, consistant à détourner l'attention des profondes contradictions *existantes*), c'est de leur opposer la réalité économique concrète de l'économie mondiale contemporaine. Les propos absolument vides de Kautsky sur l'ultra-impérialisme encouragent, notamment, cette idée profondément erronée et qui porte de l'eau au moulin des apologistes de l'impérialisme, suivant laquelle la domination du capital financier *atténuerait* les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en réalité elle les *renforce*. R. Calwer a tenté, dans son opuscule intitulé *Introduction à l'économie mondiale* [R. Calwer : *Einführung in die Weltwirtschaft*. Berlin 1906.], de résumer l'essentiel des données purement économiques qui permettent de se faire une idée précise des apports internes de l'économie mondiale à la limite des XIX^e et XX^e siècles. Il divise le monde en cinq « principales régions économiques » : 1) l'Europe centrale (l'Europe, moins la Russie et l'Angleterre) ; 2) la Grande-Bretagne ; 3) la Russie ; 4) l'Asie Orientale ; 5) l'Amérique. Ce faisant, il inclut les colonies dans les « régions » des Etats auxquels elles appartiennent, et « laisse de côté » un petit nombre de pays non répartis par régions, par exemple la Perse, l'Afghanistan et l'Arabie en Asie, le Maroc et l'Abysinie en Afrique, etc. Voici, en abrégé, les données économiques qu'il fournit sur ces régions :

<i>Principales régions économiques du monde</i>			Voies de communication		Commerce	Industrie		
	Superficie (en millions de km ²)	Population (en millions d'habitants)	Voies ferrées (en milliers de km)	Marine marchande (en millions de tonnes)	Importations et exportations (en milliards de marks)	Houille (en millions de tonnes)	Fonte (en millions de tonnes)	Broches dans l'industrie cotonnière (en millions)
Europe centrale	27,6 (23,6*)	388 (146)	204	8	41	251	15	26
Grande Bretagne	28,9 (28,6*)	398 (355)	140	11	25	249	9	51
Russie	22	131	63	1	3	16	3	7
Asie Orientale	12	389	8	1	2	8	0,02	2
Amérique	30	148	379	6	14	245	14	19

* Les chiffres entre parenthèses se rapportent respectivement à la superficie et à la population des colonies.

On voit qu'il existe trois régions à capitalisme hautement évolué (puissant développement des voies de communication, du commerce et de l'industrie) : l'Europe centrale, la Grande-Bretagne et l'Amérique. Parmi elles, trois Etats dominant le monde : l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis. Leur rivalité impérialiste et la lutte qu'ils se livrent revêtent une acuité extrême, du fait que l'Allemagne dispose d'une région insignifiante et de peu de colonies ; la création d'une « Europe centrale » est encore une question d'avenir, et s'élabore au travers d'une lutte à outrance. Pour le moment, le signe distinctif de l'Europe entière, c'est le morcellement politique. Dans les régions britannique et américaine, au contraire, la concentration politique est très forte, mais la disproportion est énorme entre les immenses colonies de la première et les colonies insignifiantes de la seconde. Or, dans les colonies, le capitalisme commence seulement à se développer. La lutte pour l'Amérique du Sud devient de plus en plus âpre.

Dans les deux autres régions : la Russie et l'Asie Orientale, le capitalisme est peu développé. La densité de la population est extrêmement faible dans la première, extrêmement forte dans la seconde ; dans la première, la concentration politique est grande ; dans la seconde, elle n'existe pas. Le partage de la Chine commence à peine, et la lutte pour ce pays entre le Japon, les Etats-Unis, etc., va s'intensifiant.

Comparez à cette réalité, à la variété prodigieuse des conditions économiques et politiques, à la disproportion extrême dans la rapidité du développement des différents pays, etc., à la lutte acharnée que se livrent les Etats impérialistes, la petite fable bête de Kautsky sur l'ultra-impérialisme « pacifique ». N'est-ce point là une tentative réactionnaire d'un petit bourgeois effrayé cherchant à se dérober à la réalité menaçante ? Les cartels internationaux, dans lesquels Kautsky voit l'embryon de l'« ultra-impérialisme » (de même que la fabrication de tablettes en laboratoire « peut » être proclamée l'embryon de l'ultra-agriculture), ne nous fournissent-ils pas l'exemple d'un partage *et d'un repartage* du monde, du passage du partage pacifique au partage non pacifique, et inversement ? Le capital financier d'Amérique et des autres pays, qui partageait paisiblement le monde entier avec la participation de l'Allemagne, par exemple dans le syndicat international du rail ou le trust international de la marine marchande, ne procède-t-il pas maintenant à un *repartage* sur la base des nouveaux rapports de forces, qui changent d'une façon absolument *non* pacifique ?

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la *force* ? Les statistiques des chemins de fer [*Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich, 1915, Archiv für Eisenbahnwesen, 1892, Pour l'année 1890, nous avons dû nous contenter d'approximations en ce qui concerne la répartition des chemins de fer entre les colonies des différents pays.*] offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale. Voici les changements intervenus, au cours des dernières dizaines d'années du développement impérialiste, dans le réseau ferroviaire :

<i>Chemins de fer (en milliers de km)</i>	1890		1913		+	
Europe	224		316		+ 122	
Etats-Unis d'Amérique	268		411		+ 143	
Ensemble des colonies	82	125	210	347	+ 128	+ 222
Etats indépendants ou semi-indépendants d'Asie et d'Amérique	43		137		+ 94	
Total :	617		1104			

Le développement des voies ferrées a donc été le plus rapide dans les colonies et les Etats indépendants (ou semi-indépendants) d'Asie et d'Amérique. On sait qu'ici le capital financier de quatre ou cinq grands Etats capitalistes règne et commande en maître. 200 000 kilomètres de nouvelles voies ferrées dans les colonies et les autres pays d'Asie et d'Amérique représentent plus de 40 milliards de marks de capitaux nouvellement investis à des conditions particulièrement avantageuses avec des garanties spéciales de revenus, des commandes lucratives aux aciéries, etc., etc. C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. La lutte des impérialismes mondiaux s'aggrave. Le tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses, augmente. Lors du partage de ce « butin », une part exceptionnellement élevée tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le rythme du développement des forces productives. La longueur totale des voies ferrées dans les pays les plus importants (considérés avec leurs colonies) était :

	<i>(en milliers de kilomètres)</i>		+
	1890	1913	
Etats-Unis	268	413	+ 145
Empire britannique	107	208	+ 101
Russie	32	78	+ 46
Allemagne	43	68	+ 25
France	41	63	+ 22
Total pour les 5 puissances :	491	830	+ 339

Environ 80 % des chemins de fer existants sont donc concentrés sur le territoire des cinq plus grandes puissances. Mais la concentration de la *propriété* de ces chemins de fer, celle du capital financier, est infiniment plus grande encore, les millionnaires anglais et français, par exemple, étant possesseurs d'une quantité énorme d'actions et d'obligations de chemins de fer américains, russes et autres.

Grâce à ses colonies, l'Angleterre a augmenté « son » réseau ferré de 100 000 kilomètres, soit quatre fois plus que l'Allemagne. Or, il est de notoriété publique que le développement des forces productives, et notamment de la production de la houille et du fer, a été pendant cette période incomparablement plus rapide en Allemagne qu'en Angleterre et, à plus forte raison, qu'en France et en Russie. En 1892, l'Allemagne produisait 4,9 millions de tonnes de fonte contre 6,8 en Angleterre ; en 1912, elle en produisait déjà 17,6 contre 9 millions, c'est-à-dire qu'elle avait une formidable supériorité sur l'Angleterre ! [Voir également Edgar Crammond : « *The Economic Relations of the British and German Empires* », dans le *Journal of the Royal Statistical Society*, juillet 1914, pp. 777 et suivantes.] Faut-il se demander s'il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier ?

VIII. LE PARASITISME ET LA PUTRÉFACTION DU CAPITALISME

Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme, auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur ce sujet. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il a fait ici un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme.

Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Ce monopole est capitaliste, c'est-à-dire né du capitalisme ; et, dans les conditions générales du capitalisme, de la production marchande, de la concurrence, il est en contradiction permanente et sans issue avec ces conditions générales. Néanmoins, comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors possible *sur le plan économique*, de freiner artificiellement le progrès technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles rafle les brevets d'Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation. Certes, un monopole, en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial (c'est là, entre autres choses, une des raisons qui fait apparaître l'absurdité de la théorie de l'ultra-impérialisme). Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et à la putréfaction, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus.

Le monopole de la possession de colonies particulièrement vastes, riches ou avantageusement situées, agit dans le même sens.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme on l'a vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la « tonte des coupons », qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté. L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production, et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble du pays vivant de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer.

« En 1893, écrit Hobson, le capital britannique placé à l'étranger s'élevait à 15 % environ de la richesse totale du Royaume-Uni. » [Hobson, *ouvr. cité*, pp. 59, 62.] Rappelons que, vers 1915, ce capital était déjà environ deux fois et demie plus élevé. « L'impérialisme agressif, poursuit Hobson, qui coûte si cher aux contribuables et qui représente si peu de chose pour l'industriel et le négociant... est une source de grands profits pour le capitaliste qui cherche à placer son capital »... (en anglais, cette notion est exprimée par un seul mot : investor = « placeur », rentier)... « Le revenu annuel total que la Grande-Bretagne retire de son commerce extérieur et colonial, importations et exportations, est estimé par le statisticien Giffen à 18 millions de livres sterling (environ 170 millions de roubles) pour 1899, calculés à raison de 2,5 % sur un chiffre d'affaires total de 800 millions de livres sterling. » Si grande que soit cette somme, elle ne suffit pas à expliquer l'agressivité de l'impérialisme britannique. Ce qui l'explique, c'est la somme de 90 à 100 millions de livres sterling représentant le revenu du capital « placé », le revenu de la couche des rentiers.

Le revenu des rentiers est *cinq fois* plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus « commerçant » du monde ! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

Aussi la notion d'« Etat-rentier » (Rentnerstaat) ou Etat-usurier devient-elle d'un emploi courant dans la littérature économique traitant de l'impérialisme. L'univers est divisé en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs. « Parmi les placements de capitaux à l'étranger, écrit Schulze-Gasvernitz, viennent au premier rang les investissements dans les pays politiquement dépendants ou alliés : l'Angleterre prête à l'Egypte, au Japon, à la Chine, à l'Amérique du Sud. En cas de besoin, sa marine de guerre joue le rôle d'huissier. La puissance politique de l'Angleterre la préserve de la révolte de ses débiteurs. » [Schulze-Gaevernitz : *Britischer Imperialismus*, pp. 329 et autres.] Dans son ouvrage *Le système économique de placement des capitaux à l'étranger*, Sartorius von Waltershausen prend comme modèle d'« Etat-rentier » la Hollande et montre que l'Angleterre et la France, elles aussi, sont en train de le devenir. [Sart. von Waltershausen : *Das Volkswirtschaftliche System, etc., Berlin 1907, vol. IV.*] Schilder considère que cinq Etats industriels sont des « pays-créditeurs nettement prononcés » : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse. Il ne fait pas figurer la Hollande dans cette liste, uniquement parce qu'elle est « peu industrielle ». [Schilder, p. 393.] Les Etats-Unis ne sont créditeurs qu'envers l'Amérique.

« L'Angleterre, écrit Schulze-Gasvernitz, se transforme peu à peu d'Etat industriel en Etat-créditeur. Malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielles, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des

émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste. Le créancier est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur. » [*Schulze-Gaevernitz : Britischer Imperialismus, p. 122.*] En ce qui concerne l'Allemagne, l'éditeur de la revue berlinoise *Die Bank*, A. Lansburgh, écrivait en 1911 dans un article intitulé : « L'Allemagne, Etat-rentier » : « On se moque volontiers, en Allemagne, de la tendance qu'ont les Français à se faire rentiers. Mais on oublie qu'en ce qui concerne la bourgeoisie, la situation en Allemagne devient de plus en plus analogue à celle de la France. » [*Die Bank, 1911, I, pp. 10-11.*]

L'Etat-rentier est un Etat du capitalisme parasitaire, pourrissant ; et ce fait ne peut manquer d'influer sur les conditions sociales et politiques du pays en général, et sur les deux tendances essentielles du mouvement ouvrier en particulier. Pour mieux le montrer, laissons la parole à Hobson, le témoin le plus « sûr », car on ne saurait le soupçonner de parti pris envers l'« orthodoxie marxiste » ; d'autre part, étant Anglais, il connaît bien la situation des affaires dans le pays le plus riche en colonies, en capital financier et en expérience impérialiste.

Décrivant, sous l'impression encore toute fraîche de la guerre anglo-boer, la collusion de l'impérialisme et des intérêts des « financiers », les bénéfices croissants que ceux-ci retirent des adjudications, des fournitures de guerre, etc., Hobson écrivait : « Ceux qui orientent cette politique nettement parasitaire, ce sont les capitalistes ; mais les mêmes causes agissent également sur des catégories spéciales d'ouvriers. Dans nombre de villes, les industries les plus importantes dépendent des commandes du gouvernement ; l'impérialisme des centres de la métallurgie et des constructions navales est, dans une mesure appréciable, la conséquence de ce fait. » Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon l'auteur, la puissance des anciens Empires : 1) le « parasitisme économique » et 2) le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants. « La première est la coutume du parasitisme économique en vertu de laquelle l'Etat dominant exploite ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » Pour qu'une semblable corruption, quelle qu'en soit la forme, soit économiquement possible, il faut, ajouterons-nous pour notre part, des profits de monopole élevés.

Quant à la seconde circonstance, Hobson écrit : « Un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme, c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes formées d'indigènes. Dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de nombreuses armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, l'Afrique du Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : « Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. » « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie » (il aurait fallu dire : à cette perspective), « comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe

occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. » [Hobson, pp. 103, 205, 144, 335, 386.]

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des « Etats-Unis d'Europe » dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, « jouent », avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat ; par là même, il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, ce sont les forces dressées contre l'impérialisme en général et l'opportunisme en particulier, forces que le social-libéral Hobson n'est évidemment pas en mesure de discerner.

L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit « social-démocrate » d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des « Etats-Unis d'Europe occidentale » (sans la Russie) en vue d'actions « communes »... contre les Noirs d'Afrique, contre le « grand mouvement islamique », pour l'entretien « d'une armée et d'une flotte puissantes » contre la « coalition sino-japonaise », etc. [Gerhard Hildebrand : *Die Erschütterung der Industrieherrschaft und des Industriesozialismus*, 1910, pp. 229 et suivantes.]

La description par Schulze-Gaevernitz de l'« impérialisme britannique » nous révèle les mêmes traits de parasitisme. Le revenu national de l'Angleterre a presque doublé de 1865 à 1898, tandis que le revenu « provenant de l'étranger » a, dans le même temps, augmenté de neuf fois. Si le « mérite » de l'impérialisme est d'« habituer le Noir au travail » (on ne saurait se passer de la contrainte...), le « danger » de l'impérialisme consiste en ceci que « l'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et des mines, et puis du travail industriel le plus grossier — sur les hommes de couleur, et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier, préparant peut-être ainsi l'émancipation économique, puis politique, des races de couleur ».

En Angleterre, une quantité de terre sans cesse croissante est enlevée à l'agriculture pour être affectée au sport, à l'amusement des riches. Pour ce qui est de l'Ecosse, pays le plus aristocratique pour la chasse et autres sports, on dit qu'« elle vit de son passé et de M. Carnegie » (un milliardaire américain). Rien que pour les courses et la chasse au renard, l'Angleterre dépense annuellement 14 millions de livres sterling (environ 130 millions de roubles). Le nombre des rentiers de ce pays s'élève à un million environ. La proportion des producteurs y est en baisse :

	Population de l'Angleterre (en millions d'habitants)	Ouvriers des principales industries (en millions)	Pourcentage par rapport à la population
1851	17,9	4,1	23 %
1901	32,5	4,9	15 %

Et, parlant de la classe ouvrière anglaise, l'investigateur bourgeois de « l'impérialisme britannique du début du XX^e siècle » est obligé d'établir systématiquement une différence entre la « couche supérieure » des ouvriers et la « couche intérieure prolétarienne proprement dite ». La première fournit la masse des coopérateurs et des syndiqués, des membres des sociétés sportives et des nombreuses sectes religieuses. C'est à son niveau qu'est adapté le droit de vote qui, en Angleterre, « est encore suffisamment limité pour qu'en soit exclue la couche inférieure prolétarienne proprement dite » !! Pour présenter sous un jour plus favorable la condition de la classe ouvrière anglaise, on ne parle généralement que de cette couche supérieure, qui ne forme qu'une minorité du prolétariat : par exemple, « la question du chômage intéresse surtout Londres et la couche inférieure prolétarienne, dont les hommes politiques font peu de cas »... [Schulze-Gaevernitz : *Britischer Imperialismus*, p. 301.] Il aurait fallu dire : dont les politiciens bourgeois et les opportunistes « socialistes » font peu de cas.

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait cette année-là 242 000 personnes, et 169 000 en 1900. L'émigration allemande atteint son maximum entre 1881 et 1890 : 1 453 000 émigrants ; au cours des

deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544 000 et 341 000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1 342 294 étrangers, dont 440 800 ouvriers industriels et 257 329 travailleurs agricoles. [*Statistik des Deutschen Reichs, t. 211.*] En France, les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. [*Henger : Die Kapitalsanlage der Franzosen, Stuttgart 1913.*]

Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. [*Hourwich : Immigration and Labour, New York 1913.*] L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIX^e siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est, jusqu'à un certain point, logique. » Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des « pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient ». Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : « Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier ; il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. » (Engels a exposé la même thèse dans sa préface à la deuxième édition de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, 1892.) [*Briefwechsel von Marx und Engels, tome II, p. 290 ; tome IV, p. 453. - K. Kautsky : Sozialismus und Kolonialpolitik, p. 79, Berlin 1907 ; brochure écrite aux temps infiniment lointains où Kautsky était encore marxiste.*]

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2) son monopole sur le marché mondial ; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient. L'impérialisme du début du XX^e siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'Etats, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du surprofit) une partie du « monde entier » à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun, grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créancier à débiteur, occupe une situation de monopole sur le marché mondial ; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de toutes les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86 %, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81 %, sont détenus par trois puissances).

Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant ; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique ; le partage du monde a été mené à son terme ; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XX^e siècle.

L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise. [*Le social-chauvinisme russe des Potressov, des Tchkhénkéli, des Maslov, etc., sous sa forme ouverte aussi bien que sous sa forme voilée (MM. Tchkhéidzé, Skobélev, Axelrod, Martov, etc.) est également issu d'une variété russe de l'opportunisme, notamment du courant liquidateur.*]

IX. LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Nous entendons la critique de l'impérialisme au sens large du mot, comme l'attitude des différentes classes de la société envers la politique de l'impérialisme, à partir de l'idéologie générale de chacune d'elles.

La proportion gigantesque du capital financier concentré dans quelques mains et créant un réseau extraordinairement vaste et serré de rapports et de relations, par l'entremise duquel il soumet à son pouvoir la masse non seulement des moyens et petits, mais même des très petits capitalistes et patrons, ceci d'une part, et la lutte aiguë contre les autres groupements nationaux de financiers pour le partage du monde et la domination sur les autres pays, d'autre part, — tout cela fait que les classes possédantes passent en bloc dans le camp de l'impérialisme. Engouement « général » pour les perspectives de l'impérialisme, défense acharnée de celui-ci, tendance à le farder de toutes les manières, — n'est-ce pas un signe des temps. L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine. Si les chefs de l'actuel parti dit « social-démocrate » d'Allemagne sont traités à juste titre de « social-impérialistes », c'est-à-dire de socialistes en paroles et d'impérialistes en fait, il convient de dire que, déjà en 1902, Hobson signalait l'existence en Angleterre des « impérialistes fabiens », appartenant à l'opportuniste « Société des fabiens ».

Les savants et les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes ; ils s'efforcent de faire passer au premier plan des particularités, des détails secondaires, s'attachant à détourner l'attention de l'essentiel par de futiles projets de « réformes » tels que la surveillance policière des trusts et des banques, etc. Plus rares sont les impérialistes avérés, cyniques, qui ont le courage d'avouer combien il est absurde de vouloir réformer les traits essentiels de l'impérialisme.

Un exemple. Dans les *Archives de l'économie mondiale*, les impérialistes allemands s'appliquent à suivre les mouvements de libération nationale dans les colonies, surtout non allemandes, comme bien l'on pense. Ils signalent l'effervescence et les protestations qui se manifestent dans l'Inde, les mouvements du Natal (Afrique du Sud), des Indes néerlandaises, etc. L'un d'eux, dans une note à propos d'une publication anglaise rendant compte de la conférence des nations et races assujetties, qui s'est tenue du 28 au 30 juin 1910 et a réuni les représentants des divers peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe subissant une domination étrangère, porte le jugement suivant sur les discours prononcés à cette conférence : « On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme ; que les Etats dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance ; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle et que, par conséquent (!), la lutte directe contre l'impérialisme est sans espoir, à moins que l'on ne se borne à combattre certains excès particulièrement révoltants. » [*Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. II, p. 193.] Etant donné que le redressement réformiste des bases de l'impérialisme est une duperie, un « vœu innocent », et que les représentants bourgeois des nations opprimées ne vont pas « plus loin » en avant, le représentant bourgeois de la nation oppressive va « plus loin » *en arrière* vers une adulation servile de l'impérialisme, qu'il masque sous des prétentions « scientifiques ». Belle « logique », en vérité !

Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XX^e siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle.

Aux Etats-Unis, la guerre impérialiste de 1898 contre l'Espagne suscita l'opposition des « anti-impérialistes », ces derniers mohicans de la démocratie bourgeoise, qui qualifiaient cette guerre de « criminelle », considéraient l'annexion de territoires étrangers comme une violation de la Constitution, dénonçaient la « déloyauté des chauvins » à l'égard du chef des indigènes des Philippines, Aguinaldo (auquel les Américains avaient d'abord promis l'indépendance de son pays pour, ensuite, y débarquer des troupes américaines et annexer les Philippines), et citaient les paroles de Lincoln : « Quand un Blanc se gouverne lui-même, il y a self-government ; quand il se gouverne lui-même et, en même temps, gouverne les autres, ce n'est plus du self-government, c'est du

despotisme. » [J. Patouillet : *L'impérialisme américain, Dijon 1904, p. 272.*] Mais, en attendant, toute cette critique craignait de reconnaître la liaison indissoluble qui rattache l'impérialisme aux trusts et, par conséquent, aux fondements du capitalisme ; elle craignait de s'unir aux forces engendrées par le grand capitalisme et son développement, elle demeurait un « vœu innocent ».

Telle est aussi la position fondamentale de Hobson dans sa critique de l'impérialisme. Hobson a anticipé sur les thèses de Kautsky, en s'insurgeant contre l'« inéluçabilité de l'impérialisme » et en invoquant la nécessité « d'élever la capacité de consommation » de la population (en régime capitaliste !). C'est aussi le point de vue petit-bourgeois qu'adoptent dans leur critique de l'impérialisme, de l'omnipotence des banques, de l'oligarchie financière, etc., des auteurs maintes fois cités par nous, tels que Agahd, A. Lans-burgh et L. Eschwege et, parmi les Français, Victor Bérard, auteur d'un livre superficiel : *L'Angleterre et l'impérialisme*, paru en 1900. Sans prétendre le moins du monde faire œuvre de marxistes, ils opposent tous à l'impérialisme la libre concurrence et la démocratie, condamnent le projet du chemin de fer de Bagdad, qui mène à des conflits et à la guerre, et formulent des « vœux innocents » de paix, etc. Il n'est pas jusqu'au statisticien des émissions internationales, A. Neymarck, qui, totalisant les centaines de milliards de francs représentés par les valeurs « internationales », s'exclamait en 1912 : « Est-il possible d'admettre que la paix puisse être rompue ?... que l'on risque, en présence de ces chiffres énormes, de provoquer une guerre ? » [*Bulletin de l'Institut International de Statistique, t. XIX, livre II, p. 225.*]

Une telle naïveté, et de la part des économistes bourgeois, n'est pas étonnante ; au surplus, il leur est *avantageux* de feindre la naïveté et de parler « sérieusement » de paix à l'époque de l'impérialisme. Mais que reste-t-il du marxisme de Kautsky lorsque, en 1914, 1915, 1916, il adopte le même point de vue que les réformistes bourgeois et affirme que « tout le monde est d'accord » (impérialistes, pseudo-socialistes et social-pacifistes) en ce qui concerne la paix ? Au lieu d'analyser et de mettre en lumière les profondes contradictions impérialistes, il forme le « vœu pieux », réformiste, de les esquiver et de les éluder.

Voici un spécimen de la critique économique de l'impérialisme par Kautsky. Il examine les statistiques de 1872 et 1912 sur les exportations et les importations anglaises à destination et en provenance de l'Égypte ; il s'avère qu'elles se sont développées plus faiblement que l'ensemble des exportations et importations de l'Angleterre. Et Kautsky de conclure : « Nous n'avons aucune raison de supposer que, sans l'occupation militaire de l'Égypte, le commerce de l'Angleterre avec l'Égypte ce fût moins accru par le simple poids des facteurs économiques. » « C'est par la démocratie pacifique, et non par les méthodes violentes de l'impérialisme, que les tendances du capital à l'expansion peuvent être le mieux favorisées. » [*Kautsky : Nationalstaat, imperialistischer Staat und Staatenbund, Nuremberg 1915, pp. 72 et 70.*] Ce raisonnement de Kautsky, repris sur tous les tons par son héraut d'armes en Russie (et défenseur russe des social-chauvins), M. Spectator, constitue le fond de la critique kautskiste de l'impérialisme et mérite, de ce fait, un examen plus détaillé. Commençons par une citation de Hilferding, dont Kautsky a dit maintes fois, notamment en avril 1915, que ses conclusions étaient « unanimement adoptées par tous les théoriciens socialistes ».

« Ce n'est pas l'affaire du prolétariat, écrit Hilferding, d'opposer à la politique capitaliste plus progressive la politique dépassée de l'époque du libre-échange et de l'hostilité envers l'État. La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme. » [*Le capital financier, p. 567.*]

Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la « démocratie pacifique », le « simple poids des facteurs économiques », car cet idéal rétrograde *objectivement* du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste. Le commerce avec l'Égypte (ou avec toute autre colonie ou semi-colonie) « se fût accru » davantage sans occupation militaire, sans impérialisme, sans capital financier. Qu'est-ce à dire ? Que le capitalisme se développerait plus rapidement si la libre concurrence n'était limitée ni par les monopoles en général, ni par les « relations » ou le joug (c'est-à-dire encore le monopole) du capital financier, ni par la possession monopoliste des colonies par certains pays ? Les raisonnements de Kautsky ne sauraient avoir un autre sens : or, ce « sens » est un non-sens. Admettons que, en effet, la libre concurrence, sans monopoles d'aucune sorte, *puisse* développer plus rapidement le capitalisme et le commerce. Mais plus le développement du commerce et du capitalisme est rapide, et plus est forte la concentration de la production et du capital, laquelle *engendre* le monopole. Et les monopoles *sont déjà nés*, — *issus* précisément de la libre concurrence ! Si même les monopoles se sont mis de nos jours à freiner le

développement, ce n'est cependant pas un argument en faveur de la libre concurrence, qui n'est plus possible depuis qu'elle a engendré les monopoles.

Tournez et retournez les raisonnements de Kautsky, vous n'y trouverez rien d'autre qu'esprit réactionnaire et réformisme bourgeois.

Si l'on corrige ce raisonnement et que l'on dise, avec Spectator : le commerce des colonies anglaises se développe aujourd'hui moins vite avec la métropole qu'avec les autres pays, Kautsky n'en sera pas quitte pour autant. Car ce qui crée des difficultés à l'Angleterre, c'est *aussi* le monopole, c'est *aussi* l'impérialisme, mais ceux d'autres pays (Amérique, Allemagne). On sait que les cartels ont entraîné la création de tarifs protectionnistes d'un type nouveau et original : comme l'avait déjà noté Engels dans le livre III du *Capital*¹⁸⁷, on protège précisément les produits susceptibles d'être exportés. On sait également que les cartels et le capital financier ont un système qui leur est propre, celui de l'« exportation à vil prix », du « dumping », comme disent les Anglais : à l'intérieur du pays, le cartel vend ses produits au prix fort, fixé par le monopole ; à l'étranger, il les vend à un prix dérisoire pour ruiner un concurrent, étendre au maximum sa propre production, etc.

Si l'Allemagne développe son commerce avec les colonies anglaises plus rapidement que l'Angleterre elle-même, cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'impérialisme allemand est plus jeune, plus fort, mieux organisé que l'impérialisme anglais, qu'il lui est supérieur ; mais cela ne prouve nullement la « suprématie » du commerce libre. Car cette lutte ne dresse pas le commerce libre contre le protectionnisme, contre la dépendance coloniale, mais oppose l'un à l'autre deux impérialismes rivaux, deux monopoles, deux groupements du capital financier.

La suprématie de l'impérialisme allemand sur l'impérialisme anglais est plus forte que la muraille des frontières coloniales ou des tarifs douaniers protecteurs ; en tirer « argument » *en faveur* de la liberté du commerce et de la « démocratie pacifique », c'est débiter des platitudes, c'est oublier les traits et les caractères essentiels de l'impérialisme, c'est substituer au marxisme le réformisme petit-bourgeois.

Il est intéressant de noter que même l'économiste bourgeois A. Lansburgh, dont la critique de l'impérialisme est aussi petite-bourgeoise que celle de Kautsky, a pourtant étudié plus scientifiquement que ce dernier les données de la statistique commerciale. Il n'a pas fait porter sa comparaison sur un pays pris au hasard et uniquement une colonie, d'une part, avec les autres pays, d'autre part, mais sur les exportations d'un pays impérialiste 1) dans les pays qui lui empruntent de l'argent et sont financièrement dépendants à son égard et 2) dans les pays qui en sont financièrement indépendants. Et voici le tableau qu'il a obtenu :

<i>Exportations de l'Allemagne (en millions de marks)</i>		1889	1908	Augmentation en %
Dans les pays financièrement dépendants de l'Allemagne	Roumanie	48,2	70,8	+ 47 %
	Portugal	19,0	32,8	+ 73 %
	Argentine	60,7	147,0	+ 143 %
	Brésil	48,7	84,5	+ 73 %
	Chili	28,3	52,4	+ 85 %
	Turquie	29,9	64,0	+ 114 %
	Total :	234,8	451,5	+ 92 %
Dans les pays financièrement indépendants de l'Allemagne	Grande-Bretagne	651,8	997,4	+ 53 %
	France	210,2	437,9	+ 108 %
	Belgique	137,2	322,8	+ 135 %
	Suisse	177,4	401,1	+ 127 %
	Australie	21,2	64,5	+ 205 %
	Indes néerlandaises	8,8	40,7	+ 363 %
	Total :	1206,6	2264,4	+ 87 %

Lansburgh n'a pas tiré de *conclusions* et, de ce fait, par une singulière inadvertance, il n'a pas remarqué que *si* ces chiffres prouvent quelque chose, ce n'est que *contre* lui, car les exportations vers des pays financièrement dépendants se sont *tout de même* développées un peu *plus vite* qu'en direction des pays financièrement indépendants (nous soulignons notre « si », car la statistique de Lansburgh est loin d'être complète).

Etablissant le lien qui existe entre les exportations et les emprunts, Lansburgh écrit :

« En 1890-91, un emprunt roumain fut contracté par l'entremise des banques allemandes, qui, les années précédentes, avaient déjà consenti des avances sur cet emprunt. Il servit principalement à des achats en Allemagne de matériel ferroviaire. En 1891, les exportations allemandes vers la Roumanie s'élevaient à 55 millions de marks. L'année d'après, elles tombaient à 39,4 millions, pour descendre par paliers jusqu'à 25,4 millions en 1900. Elles n'ont rejoint le niveau de 1891 que ces toutes dernières années, grâce à deux nouveaux emprunts. Les exportations allemandes au Portugal s'élevèrent, par suite des emprunts de 1888-89, à 21,1 millions de marks (1890), pour retomber dans les deux années qui suivirent à 16,2 et 7,4 millions ; elles ne remontèrent à leur ancien niveau qu'en 1903. Les chiffres concernant le commerce de l'Allemagne avec l'Argentine sont encore plus significatifs. A la suite des emprunts de 1888 et de 1890, les exportations vers l'Argentine atteignirent en 1889 60,7 millions de marks. Deux ans plus tard, elles n'étaient plus que de 18,6 millions, soit à peine le tiers du chiffre précédent. Ce n'est qu'en 1901 qu'elles atteignirent et dépassèrent leur niveau de 1889, grâce à de nouveaux emprunts contractés en Allemagne par l'Etat et les villes, ainsi qu'à des avances de fonds pour la construction d'usines électriques et à d'autres opérations de crédit. A la suite de l'emprunt de 1889, les exportations vers le Chili s'élevèrent à 45,2 millions (1892) ; elles retombèrent un an plus tard à 22,5 millions. Après un nouvel emprunt contracté par l'intermédiaire des banques allemandes en 1906, les exportations montèrent à 84,7 millions en 1907 pour retomber, en 1908, à 52,4 millions. » [*Die Bank, 1909, II, pp. 819 et suivantes.*]

De ces faits, Lansburgh tire cette plaisante moralité petite-bourgeoise que les exportations liées aux emprunts sont instables et irrégulières, qu'il est fâcheux d'exporter des capitaux à l'étranger au lieu de développer « naturellement » et « harmonieusement » l'industrie nationale, que les pots-de-vin se chiffrent par millions distribués à l'occasion des emprunts étrangers reviennent « cher » à la firme Krupp, etc. Mais les faits attestent clairement : la montée des exportations est *justement* liée aux tripotages du capital financier, qui ne se soucie guère de morale bourgeoise et écorche deux fois le même boeuf : d'abord, les bénéfices de l'emprunt ; ensuite, les bénéfices que rapporte *ce même* emprunt quand il est employé à l'achat des produits de Krupp ou du matériel ferroviaire du Syndicat de l'acier, etc.

Répétons que nous ne considérons pas du tout la statistique de Lansburgh comme une perfection. Mais il fallait absolument la reproduire, parce qu'elle est plus scientifique que celle de Kautsky et de Spectator, parce que Lansburgh donne la bonne manière de poser la question. Pour traiter du rôle du capital financier en matière d'exportation, etc., il faut savoir distinguer le lien qui existe spécialement et exclusivement entre l'exportation et les tripotages des financiers, spécialement et exclusivement entre l'exportation et l'écoulement des produits des cartels, etc. Tandis que comparer simplement les colonies en général aux non-colonies, un impérialisme à un autre, une semi-colonie ou une colonie (l'Egypte) à tous les autres pays, c'est tourner la question et masquer ce qui en fait justement le *fond*.

Si la critique théorique de l'impérialisme par Kautsky n'a rien de commun avec le marxisme, si elle ne peut que servir de marchepied à la propagande de la paix et de l'unité avec les opportunistes et les social-chauvins, c'est parce qu'elle élude et estompe justement les contradictions les plus profondes, les plus fondamentales de l'impérialisme : contradiction entre les monopoles et la libre concurrence qui s'exerce à côté d'eux, celle entre les formidables « opérations » (et les formidables profits) du capital financier et le commerce « honnête » sur le marché libre, celle entre les cartels et les trusts, d'une part, et l'industrie non cartellisée, d'autre part, etc.

La fameuse théorie de l'« ultra-impérialisme » inventée par Kautsky revêt un caractère tout aussi réactionnaire. Comparez le raisonnement qu'il a fait en 1915 à ce sujet à celui développé par Hobson en 1902 :

Kautsky : «... La politique impérialiste actuelle ne peut-elle pas être supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale ? Cette nouvelle phase du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses indispensables pour nous permettre de trancher la question. » [*Neue Zeit. 30 avril 1915, p. 144.*]

Hobson : « Le christianisme, qui a pris solidement pied dans un petit nombre de grands empires fédéraux dont chacun possède une série de colonies non civilisées et de pays dépendants, apparaît à beaucoup comme le développement le plus logique des tendances modernes, développement qui donnerait le plus d'espoir en une paix durable sur la base solide d'un inter-impérialisme. »

Kautsky appelle ultra-impérialisme ce que Hobson a appelé, treize ans avant lui, inter-impérialisme. Outre l'invention d'un nouveau vocable savantissime au moyen du remplacement d'une particule latine par une autre, le progrès de la pensée « scientifique » de Kautsky se résume à vouloir faire passer pour du marxisme ce qu'Hobson présente en substance comme l'hypocrisie de la prêtraille anglaise. Après la guerre anglo-boer, il était tout naturel que cette caste hautement respectable orientât le gros de ses efforts vers la *consolation* des petits bourgeois et des ouvriers anglais, qui avaient perdu beaucoup des leurs dans les batailles sud-africaines et qui se voyaient infliger un supplément d'impôts pour assurer des profits plus élevés aux financiers anglais. Pouvait-on mieux les consoler qu'en leur faisant croire que l'impérialisme n'était pas si mauvais, qu'il était proche de l'inter- (ou de l'ultra-) impérialisme, susceptible d'assurer une paix permanente ? Quelles que soient les bonnes intentions de la prêtraille anglaise, ou du doucereux Kautsky, la signification sociale objective, c'est-à-dire réelle, de sa « théorie » est et ne peut être que de consoler les masses, dans un esprit éminemment réactionnaire, par l'espoir d'une paix permanente en régime capitaliste, en détournant leur attention des antagonismes aigus et des problèmes aigus de l'actualité, et en l'orientant vers les perspectives mensongères d'on ne sait quel futur « ultra-impérialisme » prétendant nouveau. Mystification des masses, il n'y a absolument rien d'autre dans la théorie « marxiste » de Kautsky.

En effet, il suffit de confronter clairement des faits notoires, indiscutables, pour se convaincre de la fausseté des perspectives que Kautsky s'efforce de faire entrevoir aux ouvriers d'Allemagne (et aux ouvriers de tous les pays). Considérons l'Inde, l'Indochine et la Chine. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à 700 millions d'habitants, sont exploités par le capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, Etats-Unis, etc. Admettons que ces pays impérialistes forment des alliances les uns contre les autres, afin de sauvegarder ou d'étendre leurs possessions, leurs intérêts et leurs « zones d'influence » dans les pays asiatiques mentionnés. Ce seraient là des alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes ». Admettons que *toutes* les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage « pacifique » de ces pays d'Asie : on pourra parler du « capital financier uni à l'échelle internationale ». Il existe des exemples de ce genre d'alliances au cours du XX^e siècle, disons dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. Est-il « concevable » de supposer, le régime capitaliste subsistant (condition que suppose justement Kautsky), que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?

Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement *uniforme* des entreprises, des trusts, des industries, des pays. L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, par sa force capitaliste comparée à celle de l'Angleterre d'alors ; il en était de même du Japon comparativement à la Russie. Est-il « concevable » de supposer que, d'ici une dizaine ou une vingtaine d'années, le rapport des forces entre les puissances impérialistes demeurera inchangé ? C'est absolument inconcevable.

Aussi, les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant *toutes* les puissances impérialistes, que des « trêves » entre les guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. Or, l'extra-lucide Kautsky, pour rassurer les ouvriers et les réconcilier avec les social-chauvins passés aux côtés de la bourgeoisie, *sépare* les deux anneaux de cette seule et même chaîne ; il sépare l'union pacifique (et ultra-impérialiste, voire ultra-ultra-impérialiste) actuelle de *toutes* les puissances pour « pacifier » la Chine (rappelez-vous la répression de la révolte des Boxers) du conflit non pacifique de demain, lequel préparera pour après-demain une nouvelle alliance universelle « pacifique » en vu du partage, par exemple, de la Turquie, *etc., etc.* Au lieu de la liaison vivante entre les périodes de paix impérialiste et les périodes de guerres impérialistes, Kautsky offre aux ouvriers une abstraction sophistiquée, afin de les réconcilier avec leurs chefs dégénérés.

Dans la préface à son *Histoire de la diplomatie dans le développement international de l'Europe*, l'Américain Hill divise l'histoire diplomatique contemporaine en trois périodes : 1) l'ère de la révolution ; 2) le mouvement constitutionnel ; 3) l'ère de l'« impérialisme commercial » contemporain. [David Jayne Hill : *A History of the Diplomacy in the international development of Europe, vol. I, p. X.*] Un autre auteur divise l'histoire de la « politique mondiale » de la Grande-Bretagne depuis 1870 en quatre périodes : 1) la première période asiatique (lutte contre la progression de la Russie en Asie centrale vers l'Inde) ; 2) la période africaine (approximativement de 1885 à 1902) — lutte contre la France pour le partage de l'Afrique (« Fachoda » 1898, on est à un cheveu de la guerre avec la France) ; 3) la deuxième période asiatique (traité avec le Japon contre la Russie) et 4) la période « européenne », caractérisée surtout par la lutte contre l'Allemagne. [Schilder, *ouvr. cité, p. 178.*]

« Les escarmouches politiques d'avant-postes se produisent sur le terrain financier », écrivait dès 1905 Riesser, « personnalité » du monde de la banque, qui montrait comment le capital financier français opérant en Italie préparait l'alliance politique des deux pays ; comment se développaient la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre pour la Perse, ainsi que la lutte de tous les capitaux européens pour les emprunts à consentir à la Chine, etc. La voilà, la réalité vivante des alliances pacifiques « ultra-impérialistes » dans leur liaison indissoluble avec les conflits simplement impérialistes.

L'atténuation par Kautsky des contradictions les plus profondes de l'impérialisme, atténuation qui conduit inévitablement à farder l'impérialisme, n'est pas sans influencer également sur la critique que fait cet auteur des caractères politiques de ce dernier. L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

Hilferding note très justement la liaison entre l'impérialisme et le renforcement de l'oppression nationale. « Pour ce qui est des pays nouvellement découverts, écrit-il, le capital importé y intensifie les antagonismes et suscite contre les intrus la résistance croissante des peuples qui s'éveillent à la conscience nationale ; cette résistance peut facilement aboutir à des mesures dangereuses dirigées contre le capital étranger. Les anciens rapports sociaux sont foncièrement révolutionnés ; le particularisme agraire millénaire des « nations placées en marge de l'histoire » est rompu ; elles sont entraînées dans le tourbillon capitaliste. C'est le capitalisme lui-même qui procure peu à peu aux asservis les voies et moyens de s'émanciper. Et la création d'un Etat national unifié, en tant qu'instrument de la liberté économique et culturelle, autrefois but suprême des nations européennes, devient aussi le leur. Ce mouvement d'indépendance menace le capital européen dans ses domaines d'exploitation les plus précieux, ceux qui lui offrent les plus riches perspectives ; et il ne peut maintenir sa domination qu'en multipliant sans cesse ses forces militaires. » [Le capital financier, p. 487.]

A quoi il faut ajouter que ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens, que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération de la résistance. Tout en s'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions, il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes. Il s'adresse directement à un auditoire allemand et n'en estompe pas moins ce qui est justement le plus important et le plus actuel, par exemple le fait que l'Alsace-Lorraine est une annexion de l'Allemagne.

Pour bien mesurer le sens de cette « déviation intellectuelle » de Kautsky, prenons un exemple. Supposons qu'un Japonais condamne l'annexion des Philippines par les Américains. Se trouvera-t-il beaucoup de gens pour croire qu'il est mû par l'hostilité aux annexions en général, et non par le désir d'annexer lui-même les Philippines ? Et ne devra-t-on pas reconnaître que l'on ne peut considérer comme sincère et politiquement loyale la « lutte » du Japonais contre les annexions que s'il se dresse contre l'annexion de la Corée par le Japon et réclame pour elle la liberté de séparation d'avec le Japon ?

L'analyse théorique ainsi que la critique économique et politique de l'impérialisme par Kautsky sont *entièrement* pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.

X. LA PLACE DE L'IMPÉRIALISME DANS L'HISTOIRE

Nous avons vu que, par son essence économique, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Cela seul suffit à définir la place de l'impérialisme dans l'histoire, car le monopole, qui naît sur le terrain et à partir de la libre concurrence, marque la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur. Il faut noter plus spécialement quatre espèces principales de monopoles ou manifestations essentielles du capitalisme monopoliste, caractéristiques de l'époque que nous étudions.

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XX^e siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés, et si les premiers pas dans la voie de la cartellisation ont d'abord été franchis par les pays ayant des tarifs protectionnistes très élevés (Allemagne, Amérique), ceux-ci n'ont devancé que de peu l'Angleterre qui, avec son système de liberté du commerce, a démontré le même fait fondamental, à savoir que les monopoles sont engendrés par la concentration de la production.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières, surtout dans l'industrie fondamentale, et la plus cartellisée, de la société capitaliste : celle de la houille et du fer. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'« union personnelle » du capital industriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays. Une oligarchie financière qui enveloppe d'un réseau serré de rapports de dépendance toutes les institutions économiques et politiques sans exception de la société bourgeoise d'aujourd'hui : telle est la manifestation la plus éclatante de ce monopole.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux « anciens » mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les « zones d'influence », — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., — et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la « libre conquête ». Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels. Cette aggravation des contradictions est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant. C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un « Etat-rentier », d'un Etat-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux et de la « tonte des coupons ». Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par la putréfaction des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Au sujet du rapide développement économique de l'Allemagne, Riesser, auteur d'une étude sur les grandes banques allemandes, écrit : « La progression pas tellement lente de l'époque antérieure (1848-1870) est à la

rapidité du développement de toute l'économie allemande, et notamment de ses banques, à cette époque (1870-1905), à peu près ce qu'est une chaise de poste du bon vieux temps à l'automobile moderne, dont la course devient parfois un danger aussi bien pour le piéton insouciant que pour les occupants de la voiture. » A son tour, ce capital financier qui a grandi extraordinairement vite ne demanderait pas mieux, précisément pour cette raison, que de pouvoir entrer plus « paisiblement » en possession des colonies dont il doit s'emparer, par des moyens qui ne sont pas exclusivement pacifiques, aux dépens de nations plus riches. Quant aux Etats-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières dizaines d'années, encore plus rapide qu'en Allemagne. Et c'est justement *grâce* à cela que les traits parasitaires du capitalisme américain moderne sont apparus de façon particulièrement saillante. D'autre part, la comparaison entre la bourgeoisie républicaine des Etats-Unis, par exemple, et la bourgeoisie monarchiste du Japon ou de l'Allemagne montre qu'à l'époque de l'impérialisme, les plus grandes différences politiques sont extrêmement atténuées, non point qu'elles soient insignifiantes en général, mais parce que, dans tous ces cas, il s'agit d'une bourgeoisie ayant des traits parasitaires nettement affirmés.

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, — chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux — par des raisonnements d'un « optimisme de commande » (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers, précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet « optimisme » ; c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.

De tout ce qui a été dit plus haut sur la nature économique de l'impérialisme, il ressort qu'on doit le caractériser comme un capitalisme de transition ou, plus exactement, comme un capitalisme agonisant. Il est extrêmement instructif, à cet égard, de constater que les économistes bourgeois, en décrivant le capitalisme moderne, emploient fréquemment des termes tels que : « entrelacement », « absence d'isolement », etc. ; les banques sont « des entreprises qui, par leurs tâches et leur développement, n'ont pas un caractère économique strictement privé et échappent de plus en plus à la sphère de la réglementation économique strictement privée ». Et ce même Riesser, de qui sont ces derniers mots, proclame avec le plus grand sérieux que la « prédiction » des marxistes concernant la « socialisation » « ne s'est pas réalisée » !

Que veut donc dire ce mot d'« entrelacement » ? Il traduit simplement le trait le plus saillant du processus qui se déroule sous nos yeux. Il montre que l'observateur parle des arbres, mais ne voit pas la forêt. Il copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique. Il dénonce dans l'observateur un homme écrasé par le fait brut, et totalement incapable d'en dégager le sens et la valeur. Possession d'actions et rapports entre propriétaires privés « s'entrelacent accidentellement ». Mais ce qu'il y a derrière cet entrelacement, ce qui en constitue la base, ce sont les rapports sociaux de production et leur perpétuel changement. Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés, qui se trouvent parfois à des centaines et des milliers de verstes ; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis ; quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs (vente du pétrole en Amérique et en Allemagne par la « Standard Oil » américaine), alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple « entrelacement », et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec

son contenu, qui doit nécessairement entrer en putréfaction si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long (dans le pire des cas, si l'abcès opportuniste tarde à percer), mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.

Schulze-Gaevernitz, admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand, s'exclame :

« Si, en définitive, la direction des banques allemandes incombe à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est désormais plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres » (il vaut mieux oublier ici l'« entrelacement » des hommes des banques, des ministres, des industriels, des rentiers...) ...« Imaginons que les tendances que nous avons relevées soient allées jusqu'au bout de leur évolution : le capital-argent de la nation est concentré dans les banques ; celles-ci sont liées entre elles au sein d'un cartel ; le capital d'investissement de la nation a pris la forme de titres. Alors se réalisent les paroles géniales de Saint-Simon : « L'anarchie actuelle de la production, qui provient du fait que les relations économiques se développent sans régularisation uniforme, doit céder la place à l'organisation de la production. La production ne sera plus dirigée par des chefs d'entreprise isolés indépendants les uns des autres et ignorant les besoins économiques des hommes, mais par une institution sociale. L'autorité administrative centrale, capable de considérer d'un point de vue plus élevé le vaste domaine de l'économie sociale, la régularisera d'une manière qui soit utile à l'ensemble de la société, remettra les moyens de production en des mains qualifiées, et veillera notamment à une constante harmonie entre la production et la consommation. Il y a des établissements qui, au nombre de leurs tâches, se sont assigné une certaine organisation de l'œuvre économique : ce sont les banques. » Nous sommes encore loin de la réalisation de ces paroles de Saint-Simon, mais nous y allons ; c'est du marxisme, autre que ne se le représentait Marx, mais uniquement par la forme. » [*Grundriss der Sozialökonomik*, p. 146.]

Excellente « réfutation » de Marx, qui fait un pas en arrière de l'analyse scientifique exacte de Marx vers la divination de Saint-Simon, géniale sans doute, mais qui n'est cependant qu'une divination.

Publié en volume à Pétrograd en avril 1917

LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, parmi les social-démocrates révolutionnaires qui combattent le mensonge social-chauvin de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste actuelle, des voix se font entendre qui proposent de substituer à l'ancien paragraphe du programme-minimum social-démocrate : « milice ou armement du peuple », un paragraphe nouveau : « désarmement ». La *Jugend-Internationale* a institué un débat sur cette question et publié dans son n° 3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les récentes thèses de R. Grimm, nous trouvons malheureusement aussi une concession à l'idée de « désarmement ». Dans les revues *Neues Leben* et *Vorbote* la discussion est ouverte.

Examinons de près la position des défenseurs du désarmement.

I

L'argument essentiel, le voici : on prétend que la revendication du désarmement est l'expression la plus nette, la plus résolue, la plus conséquente de la lutte contre tout militarisme et contre toute guerre.

Mais c'est dans cet argument essentiel que réside l'erreur essentielle des partisans du désarmement. Les socialistes, à moins de cesser d'être des socialistes, ne peuvent être contre toute guerre.

Premièrement, les socialistes n'ont jamais été et ne pourront jamais être les adversaires des guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des « grandes » puissances impérialistes est devenue archi-réactionnaire ; et la guerre que fait aujourd'hui *cette* bourgeoisie, nous la considérons comme une guerre réactionnaire, esclavagiste et criminelle. Et s'il s'agit d'une guerre *contre* cette bourgeoisie ?

Exemple : une guerre des peuples opprimés par cette bourgeoisie et se trouvant sous sa dépendance, une guerre des peuples coloniaux pour leur affranchissement ? Dans les thèses du groupe « l'Internationale », au paragraphe 5, nous lisons : « En cette époque d'impérialisme déchaîné, aucune guerre nationale n'est plus possible », — ce qui, de toute évidence, est faux.

L'histoire du XX^e siècle, de ce siècle d'« impérialisme déchaîné », est pleine de guerres coloniales. Mais ce que nous, Européens, oppresseurs impérialistes de la plupart des peuples du monde, appelons, avec l'odieux chauvinisme européen qui nous est propre, « guerres coloniales », ce sont souvent les guerres nationales ou les soulèvements nationaux de ces peuples opprimés. Une des propriétés essentielles de l'impérialisme, c'est justement qu'il accélère le développement du capitalisme dans les pays les plus arriérés et, par là, élargit et intensifie la lutte contre l'oppression nationale. C'est un fait. Et il s'ensuit inévitablement que l'impérialisme doit, dans bien des cas, donner naissance à des guerres nationales. *Junius*¹⁸⁸, qui défend dans sa brochure les « thèses » mentionnées, dit qu'à l'époque de l'impérialisme, toute guerre nationale contre l'une des grandes puissances impérialistes, provoque l'intervention d'une autre grande puissance rivale de la première et également impérialiste ; que toute guerre nationale se transforme par conséquent en guerre impérialiste. Mais cet argument est faux lui aussi. Il *peut* en être ainsi, mais il n'en est pas toujours ainsi. Nombreuses sont les guerres coloniales qui, entre 1900 et 1914, ont suivi un autre cours. Et il serait simplement ridicule d'affirmer qu'après la guerre actuelle, par exemple, si elle se termine par l'épuisement extrême des pays belligérants, « il ne peut » être question d'« aucune » guerre nationale progressive révolutionnaire menée, disons, par la Chine alliée à l'Inde, à la Perse, au Siam, etc., contre les grandes puissances.

Nier toute possibilité de guerres nationales sous l'impérialisme est théoriquement faux ; c'est historiquement une erreur manifeste ; pratiquement, c'est du chauvinisme d'Européen : nous qui appartenons à des nations opprimant des centaines de millions d'hommes en Europe, en Afrique, en Asie, etc., nous devrions déclarer aux peuples opprimés que leur guerre contre « nos » nations est « impossible » !

Deuxièmement. Les guerres civiles sont aussi des guerres. Qui reconnaît la lutte des classes, ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont le prolongement, le développement, l'aggravation naturels, inévitables, dans certaines conditions, de la lutte de classes. Toutes les grandes révolutions le confirment. Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.

Troisièmement. Victorieux dans un pays, le socialisme n'exclut nullement, d'emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, sa victoire les présuppose. Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Au reste, il ne saurait en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion qui s'impose : le socialisme ne peut vaincre simultanément *dans tous* les pays. Il vaincra d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois. Cette situation donnera lieu non seulement à des frottements, mais à une tendance directe de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dans ces cas-là, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'affranchissement des autres peuples du joug de la bourgeoisie. Engels avait parfaitement raison lorsque, dans sa lettre à Kautsky, en date du 12 septembre 1882, il reconnaissait nettement la possibilité de « guerres défensives » du socialisme *déjà vainqueur*. Il avait précisément en vue la défense du prolétariat victorieux, contre la bourgeoisie des autres pays.

C'est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier — et non pas simplement dans un seul pays — que les guerres deviendront impossibles. Et du point de vue scientifique, il serait absolument erroné et absolument antirévolutionnaire d'éluder ou d'estomper ce qui précisément est le plus important — la répression de la résistance de la bourgeoisie, — ce qui est le plus difficile et ce qui exige la lutte la plus intense lors du passage au socialisme. Les prêtres « sociaux » et les opportunistes sont toujours disposés à rêver au socialisme pacifique de l'avenir ; mais c'est justement ce qui les distingue des social-démocrates révolutionnaires : ils ne veulent pas songer et penser à la lutte de classe acharnée, ni aux *guerres* de classe pour réaliser ce magnifique avenir.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par des mots. Ainsi, la notion de « défense de la patrie » est odieuse à beaucoup, parce que les opportunistes avérés et les kautskistes s'en servent pour couvrir et estomper le mensonge de la bourgeoisie dans la *présente* guerre de rapine. C'est un fait. Mais il ne s'ensuit pas que nous devions désapprendre à méditer sur la signification des mots d'ordre politiques. Admettre la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, c'est considérer celle-ci comme « juste », comme conforme aux intérêts du prolétariat — et rien de plus, absolument rien, aucune guerre n'excluant l'invasion. Il serait simplement absurde de dénier le droit de « défendre leur patrie » *aux* peuples opprimés, dans leur guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, ou au prolétariat vainqueur dans sa guerre contre quelque Galliffet¹⁸⁹ d'un Etat bourgeois.

Théoriquement on commettrait une grave erreur si on oubliait que toute guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens ; la guerre impérialiste actuelle est le prolongement de la politique impérialiste de deux groupes de grandes puissances ; et cette politique est engendrée et alimentée par l'ensemble des rapports existant à l'époque de l'impérialisme. Mais cette même époque doit aussi, nécessairement, engendrer et alimenter la politique de lutte contre l'oppression nationale, et la politique de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; par conséquent, elle doit rendre possibles et inévitables, premièrement, les insurrections et les guerres nationales révolutionnaires ; deuxièmement, les guerres et les soulèvements du prolétariat *contre* la bourgeoisie ; troisièmement, une fusion de ces deux sortes de guerres révolutionnaires, etc.

II

A cela vient s'ajouter la considération d'ordre général que voici.

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, d'avoir des armes, cette classe opprimée ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons oublier — à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, — que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes — qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage, ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, — la classe oppressive est armée. Non seulement l'armée permanente moderne, mais aussi la milice de nos jours — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est là une vérité si élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits essentiels, les plus considérables et les plus importants, de la société capitaliste moderne. Et devant ce fait, proposer aux social-démocrates révolutionnaires qu'ils formulent la « revendication » du « désarmement » ! Cela équivaut à répudier totalement le point de vue de la lutte de classe, à renier jusqu'à l'idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat afin de vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour la classe

révolutionnaire, tactique qui découle de tout le *développement objectif* du militarisme capitaliste et qui est dictée par ce développement. C'est seulement *après* avoir désarmé la bourgeoisie que le prolétariat peut, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général ; et le prolétariat ne manquera pas de le faire, mais *alors seulement et pas avant*.

Si la guerre actuelle ne provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires, chez les petits bourgeois larmoyants, que l'horreur et l'épouvante, que l'aversion pour tout usage des armes, pour le sang, pour la mort, etc., nous devons dire : la société capitaliste a toujours été et demeure une *horreur sans fin*. Et si aujourd'hui la guerre, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une *fin pleine d'horreur*, nous n'avons, nous, aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement, qu'est-ce donc — sinon une manifestation de désespoir — que cette « revendication » de désarmement — ou plus exactement : ce rêve de désarmement, — à une époque où, aux yeux de tous, la bourgeoisie elle-même travaille à la seule guerre qui soit légitime et révolutionnaire : la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A quiconque dira que c'est là une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux faits d'une haute portée historique : le rôle des trusts et du travail des femmes dans l'industrie, d'une part ; de l'autre, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers l'usine les femmes et les enfants, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer à la pire détresse. Nous ne « revendiquons » pas semblable développement, nous ne le « soutenons » pas, nous le combattons. Mais *comment* le combattons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans l'industrie constituent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme antérieur aux monopoles, au travail des femmes à domicile. En avant, par les trusts, etc. et au delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement est applicable aussi, toutes proportions gardées, à l'actuelle militarisation du peuple. Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste ne militarise pas simplement la nation, mais aussi la jeunesse. Demain, il se peut bien qu'elle procède à la militarisation des femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Plus vite elle le fera, et plus proche sera l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates peuvent-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils ont présent à la mémoire l'exemple de la Commune ? Ce n'est pas « une théorie détachée de la vie », ce n'est pas un rêve, c'est un fait. Et les choses iraient bien mal, en vérité, si, au mépris de tous les faits économiques et politiques, les social-démocrates allaient douter que l'époque de l'impérialisme et les guerres Impérialistes doivent inévitablement amener la répétition de ces faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation cela ferait ! » Pendant la Commune, des femmes et des enfants de treize ans ont lutté aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats futurs pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes prolétaires ne resteront pas passives lorsque la bourgeoisie bien armée fusillera les ouvriers mal armés ou sans armes. Elles prendront les armes, comme en 1871, et du sein des nations aujourd'hui terrorisées, plus exactement du sein du mouvement ouvrier aujourd'hui désorganisé par les opportunistes plus que par les gouvernements, surgira sans nul doute, tôt ou tard, mais absolument sans doute aucun, l'alliance internationale des « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

Aujourd'hui, la militarisation imprègne toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; aussi doit-il inévitablement aboutir à un renforcement de la militarisation dans tous les pays, y compris les pays neutres et les petits pays. Comment réagiront les femmes prolétaires ? Se contenteront-elles de maudire toute guerre et tout ce qui touche à la guerre, d'exiger le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire, n'accepteront un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprend à bien manier les armes. C'est une science indispensable aux prolétaires. Non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme cela se pratique dans la guerre actuelle, et comme te le conseillent les traîtres au socialisme — mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres — non en formulant de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et la faire justement en relation avec la guerre actuelle, mieux vaut alors s'abstenir totalement de grands mots sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre à la guerre.

III

Les partisans du désarmement prennent position contre le paragraphe du programme qui a trait à « l'armement du peuple », pour cette raison entre autres, que cette revendication mène plus facilement à des concessions à l'opportunisme. Nous avons examiné ci-dessus le plus important : le rapport qui existe entre le désarmement d'une part, et la lutte de classe et la révolution sociale de l'autre. Examinons maintenant le rapport existant entre la revendication du désarmement et l'opportunisme, Une des principales raisons qui rend cette revendication inacceptable, c'est précisément qu'avec les illusions qu'elle engendre, elle affaiblit, elle débilite inévitablement notre lutte contre l'opportunisme.

Nul doute que cette lutte ne soit la principale question à l'ordre du jour de l'Internationale. La lutte contre l'impérialisme, si on ne la rattache pas étroitement à la lutte contre l'opportunisme, est une phrase creuse ou un leurre. Une des principales lacunes de Zimmerwald et de Kienthal¹⁹⁰, une des raisons essentielles du fiasco possible de ces embryons de Troisième Internationale, c'est justement que la question de la lutte contre l'opportunisme n'y a pas même été posée ouvertement, sans parler d'une solution de ce problème dans le sens d'une rupture nécessaire avec les opportunistes. L'opportunisme a triomphé — pour un temps — au sein du mouvement ouvrier européen. Dans tous les grands pays, l'opportunisme a pris deux nuances principales : premièrement, le social-impérialisme avéré, cynique et, partant, moins dangereux, des Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas et Sembat, Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc. Deuxièmement, l'opportunisme voilé, kautskiste : Kautsky-Haase et le « Groupe social-démocrate du Travail », en Allemagne ; Longuet, Pressmane, Mayeras, etc., en France ; Ramsay MacDonald et autres chefs du « Parti ouvrier indépendant » en Angleterre ; Martov, Tchkhéidzé, etc. en Russie ; Treves et autres, dits réformistes de gauche, en Italie.

L'opportunisme avéré est ouvertement, nettement, contre la révolution, contre les mouvements et explosions révolutionnaires qui commencent, il est directement allié aux gouvernements, si variées que soient les formes de cette alliance — depuis la participation au ministère jusqu'à la participation aux comités des industries de guerre (en Russie). Les opportunistes masqués, les kautskistes, sont autrement nuisibles et dangereux au mouvement ouvrier, car ils se retranchent, pour défendre leur alliance avec les premiers, derrière des phrases quasi-« marxistes » et mots d'ordre pacifistes à résonance spécieuse. Ces deux formes de l'opportunisme aujourd'hui dominant, il faut les combattre sur tous les terrains de la politique prolétarienne: parlement, syndicats, grèves, armée, etc. La particularité essentielle qui distingue ces *deux* formes de l'opportunisme dominant, c'est que la question concrète du rapport entre la guerre actuelle et la révolution est passée sous silence, escamotée ou n'est traitée qu'avec précaution, avec des coups d'oeil furtifs vers les interdictions de la police. Et cela, bien qu'avant la guerre on ait maintes fois, non officiellement, et officiellement dans le manifeste de Bâle, signalé la liaison entre *cette* future guerre et la révolution prolétarienne. Mais la principale lacune de la revendication du désarmement, c'est qu'elle élude toutes les questions concrètes de la révolution. Les partisans du désarmement seraient-ils pour une forme absolument nouvelle de révolution ; la révolution sans armes ?

Poursuivons. Nous ne sommes pas du tout contre la lutte pour les réformes. Nous n'entendons pas ignorer cette triste éventualité d'une seconde guerre impérialiste que l'humanité aura à subir — au pis aller — si malgré les nombreuses explosions d'effervescence et de mécontentement parmi les masses, et malgré nos efforts, la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui doit être *aussi* dirigé contre les opportunistes. Les opportunistes ne demanderaient pas mieux que nous leur abandonnions, à eux seuls, la lutte pour les réformes, tandis que nous-mêmes, pour nous évader de la triste réalité, nous nous retirerions par delà les nuages, sur les hauteurs d'un vague « désarmement ». Le « désarmement », c'est précisément l'évasion hors de l'affreuse réalité, et nullement la lutte contre elle.

Dans ce programme, voici à peu près ce que nous dirions : « Le mot d'ordre et la reconnaissance de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste de 1914-1916, n'a été qu'une corruption du mouvement ouvrier par le mensonge bourgeois. » Cette réponse concrète à des questions concrètes serait théoriquement plus juste, de beaucoup plus utile au prolétariat, et plus insupportable pour les opportunistes, que la revendication du désarmement et la répudiation de « toute défense de la patrie » ! Et nous pourrions ajouter : « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes — Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, — est devenue à ce point réactionnaire, elle est à ce point pénétrée du désir de dominer le monde, que toute guerre faite par la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être contre toute guerre de ce genre ; il doit encore souhaiter la défaite de « son » gouvernement dans ces guerres, la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire, si l'insurrection destinée à empêcher la guerre n'a pas réussi. »

A propos de la milice, nous devrions dire : nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Ainsi donc « pas un sou et pas un homme », non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise, même dans des pays comme les Etats-Unis ou la Suisse, la Norvège, etc. D'autant plus que dans les républiques les plus libres (en Suisse par exemple), nous voyons la milice se prussifier de plus en plus, surtout en 1907 et en 1911 ; on la prostitue en mobilisant la troupe contre les grévistes. Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, la suppression de toute juridiction militaire, l'égalité des droits pour les ouvriers immigrés et ceux du pays (ce point est particulièrement important pour les pays impérialistes qui, comme la Suisse, exploitent avec un cynisme croissant et en nombre toujours accru les ouvriers étrangers, qu'ils privent de tous droits). Ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné, de former des associations libres, de nommer librement des instructeurs rétribués par l'Etat, etc. Ce n'est que dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour *lui*, et non pour ceux qui le maintiennent en esclavage : et les intérêts du prolétariat exigent impérieusement qu'il se livre à cette étude. La révolution russe a montré que tout succès, fût-il partiel, du mouvement révolutionnaire, — par exemple : conquête d'une ville, d'une cité industrielle, d'une unité de l'armée, — *obligera* nécessairement le prolétariat vainqueur à appliquer ce programme-là.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas avec des programmes seuls que l'on peut combattre l'opportunisme, mais uniquement en veillant de très près à leur application effective. La plus grosse erreur, l'erreur fatale de la II^e Internationale qui a fait faillite, c'est que chez elle les actes ne répondaient pas aux paroles, on y inculquait l'habitude de la phrase révolutionnaire sans scrupule (voyez l'attitude actuelle de Kautsky et C^{ie} à l'égard du manifeste de Bâle). Le désarmement en tant qu'idée sociale — c'est-à-dire engendrée par une situation sociale déterminée et pouvant agir sur un milieu social déterminé, au lieu de demeurer une lubie personnelle — résulte évidemment des conditions d'existence particulières et « tranquilles » par exception, de quelques petits Etats restés assez longtemps à l'écart de la sanglante route mondiale des guerres, et qui espèrent rester ainsi à l'écart. Pour s'en convaincre, il suffit par exemple d'analyser l'argumentation des partisans norvégiens du désarmement : « Nous sommes, disent-ils, un petit pays, notre armée est petite, nous sommes impuissants devant les grands pays » (donc également impuissants à résister si l'on nous impose par la force une *alliance* impérialiste avec tel ou tel groupe de grandes puissances)... « Nous voulons rester tranquilles dans notre coin et poursuivre une politique de clocher, exiger le désarmement, l'arbitrage obligatoire, la neutralité permanente » (« permanente » comme celle de la Belgique, sans doute ?), etc.

La mesquine tendance des petits Etats à rester à l'écart, leur désir petit-bourgeois de se tenir à distance des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser leur situation en quelque sorte exclusive pour demeurer dans une passivité figée, telles sont les conditions sociales *objectives* qui peuvent assurer à l'idée du désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans certains petits Etats. C'est, bien entendu, une tendance réactionnaire, qui ne repose que sur des illusions, car d'une façon ou d'une autre l'impérialisme entraîne les petits Etats dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

La situation impérialiste de la Suisse, par exemple, impose objectivement à son mouvement ouvrier *deux* lignes de conduite : les opportunistes, alliés à la bourgeoisie, veulent faire de la Suisse une fédération républicaine et démocratique bénéficiant d'une situation exclusive, afin de tirer des profits des touristes de la bourgeoisie impérialiste, et utiliser cette situation « tranquille », exclusive, aussi avantageusement, aussi tranquillement que possible.

Les véritables social-démocrates de Suisse s'efforcent, eux, de mettre à profit la liberté relative de ce pays et sa situation « internationale » (voisinage de pays d'une haute culture), et puis le fait qu'en Suisse on parle, Dieu merci, non « une langue à soi », mais trois langues de civilisation, pour étendre, consolider et raffermir l'union *révolutionnaire* des éléments révolutionnaires du prolétariat de toute l'Europe. Grâce à Dieu, on parle en Suisse non une langue « particulière », mais trois langues de civilisation, et qui sont justement celles des pays belligérants limitrophes.

Si les 20.000 membres du Parti suisse versaient 2 centimes par semaine à titre d'« impôt extraordinaire de guerre », nous aurions 20.000 francs par an, — plus qu'il ne faut pour pouvoir, malgré l'interdiction des Etats-majors, publier périodiquement et diffuser en trois langues parmi les ouvriers et les soldats des pays belligérants la vérité sur l'indignation qui commence à se manifester parmi les ouvriers, sur leur fraternisation dans les tranchées, sur leur espoir d'utiliser révolutionnairement leurs armes contre la bourgeoisie impérialiste de leurs « propres » pays, etc.

Tout cela n'est pas nouveau. C'est justement ce que font les meilleurs journaux tels la *Sentinelle*, le *Volksrecht*, la *Berner Tagwacht*¹⁹¹, malheureusement dans une mesure insuffisante. C'est grâce à cette activité que la belle résolution du congrès d'Aarau¹⁹² peut devenir quelque chose de plus qu'une belle résolution.

La question qui nous préoccupe à l'heure actuelle, la voici : la revendication du désarmement répond-elle à la tendance révolutionnaire parmi les social-démocrates suisses ? Non, certes. Objectivement, le « désarmement » est le programme le plus national, le plus spécifiquement national, des petits Etats, mais nullement un programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

Ecrit en automne 1916.

Publié en allemand, en septembre et octobre 1917 dans les n°s 9 et 10 de la revue Jugend-Internationale.

LETTRES DE LOIN

LETTRE PREMIÈRE

LA PREMIÈRE ÉTAPE DE LA PREMIÈRE RÉVOLUTION

La première révolution engendrée par la guerre impérialiste mondiale a éclaté. Cette première révolution ne sera certainement pas la dernière.

La première étape de cette première révolution, à savoir de la révolution *russe* du 1^{er} mars 1917, est terminée, à en juger d'après les maigres renseignements dont dispose celui qui écrit ces lignes en Suisse. Cette première étape ne sera certainement pas la dernière de notre révolution.

Comment a pu se produire ce « miracle », qu'en l'espace de huit jours seulement — temps indiqué par M. Milioukov dans son télégramme fanfaron à tous les représentants de la Russie à l'étranger — s'est écroulée une monarchie qui avait tenu bon durant des siècles et avait réussi à se maintenir, malgré tout, de 1905 à 1907 pendant trois années de grandes batailles de classe populaires ?

Il n'y a de miracles ni dans la nature ni dans l'histoire ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, chaque révolution notamment offre un contenu si riche, développe des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports des forces combattantes, que bien des choses doivent paraître miraculeuses à un esprit vulgaire.

Pour que la monarchie tsariste s'effondrât en quelques jours, il a fallu le concours de bien des circonstances d'une portée historique universelle. Indiquons les principales.

Si le prolétariat russe n'avait pas, pendant trois ans, de 1905 à 1907, livré les plus grandes batailles de classe et déployé son énergie révolutionnaire, la deuxième révolution n'eût pas été aussi rapide, en ce sens que son étape *initiale* n'eût pas été achevée en quelques jours. La première révolution (1905) a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres — et au monde entier — *toutes* les classes (et tous les principaux partis) de la société russe dans leur véritable nature, dans le véritable rapport de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains. La première révolution et la période de contre-révolution qui l'a suivie (1907-1914) ont mis à nu l'essence de la monarchie tsariste, l'ont poussée à sa « dernière limite », ont découvert toute la putréfaction, toute la turpitude, tout le cynisme et la corruption de la bande tsariste avec le monstrueux Raspoutine en tête, toute la férocité de la famille des Romanov — ces massacreurs qui inondèrent la Russie du sang des Juifs, des ouvriers, de révolutionnaires, — ces *propriétaires* « premiers entre leurs pairs », *possesseurs de millions* d'hectares, prêts à toutes les atrocités, à tous les crimes, prêts à ruiner et à étrangler autant de citoyens qu'il le faudra pour conserver leur « propriété sacro-sainte » et celle de *leur classe*.

Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une « auto-détermination » aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie, une détermination de l'attitude de ces classes les unes envers les autres et envers la monarchie tsariste, comme celle qui s'est révélée dans les huit jours de la révolution de février-mars 1917, eût été impossible. Cette révolution de huit jours a été « jouée », s'il est permis d'user d'une métaphore, comme après une dizaine de répétitions générales et ordinaires ; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places ; ils connaissaient le décor dans tous les sens, à fond, jusqu'aux moindres nuances de courants et de méthodes politiques.

Mais pour que la première, la grande révolution de 1905, condamnée comme une « grande rébellion » par les Goutchkov, les Milioukov et leurs valets, conduisît au bout de douze ans à la « brillante » et « glorieuse révolution » de 1917, que les Goutchkov et les Milioukov déclarent « glorieuse » parce qu'elle leur a donné (*pour l'instant*) le pouvoir, — il fallait encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant « régisseur », capable, d'une part, d'accélérer dans des proportions formidables la marche de l'histoire universelle, et de l'autre, d'engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales d'une violence sans précédent. Outre une accélération extraordinaire de l'histoire universelle, il fallait encore qu'elle marquât des tournants particulièrement brusques, pour qu'à un de ces tournants la guimbarde sanglante et boueuse de la monarchie des Romanov pût verser *du premier coup*.

Ce « régisseur » tout-puissant, cet accélérateur vigoureux fut la guerre impérialiste mondiale.

Il est maintenant indiscutable qu'elle est mondiale, les Etats-Unis et la Chine étant à moitié engagés aujourd'hui, et devant l'être entièrement demain.

Il est maintenant indiscutable qu'elle est impérialiste des *deux* côtés. Seuls les capitalistes et leurs valets, — les social-patriotes et les social-chauvins, — peuvent nier ou obscurcir cette vérité. La guerre est faite *et* par la bourgeoisie allemande, *et* par la bourgeoisie anglo-française, pour dépouiller les autres pays, étouffer les petits peuples, dominer financièrement le monde, partager et repartager les colonies, sauver le régime capitaliste à l'agonie en trompant et en divisant les ouvriers des divers pays.

La guerre impérialiste devait, — c'était une nécessité objective, — accélérer extraordinairement et exaspérer au plus haut point la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle devait se transformer en une guerre civile entre les classes ennemies.

Cette *transformation a commencé* avec la révolution de février-mars 1917, dont la première étape nous a montré, premièrement, un coup porté au tsarisme par deux forces conjuguées : toute la Russie bourgeoise et terrienne avec tous ses valets inconscients et ses chefs conscients en la personne des ambassadeurs et des capitalistes anglo-français, d'une part, et le *Soviet des Députés Ouvriers et Soldats*, de l'autre.

Ces trois camps politiques, ces trois forces politiques essentielles : 1) La monarchie tsariste, à la tête des propriétaires féodaux, des vieux fonctionnaires et des généraux ; 2) la Russie bourgeoise et terrienne des octobristes et des cadets, à laquelle la petite bourgeoisie emboîtait le pas ; 3) le Soviet des députés ouvriers et soldats, qui se cherchait des alliés dans tout le prolétariat et dans toute la population pauvre, — ces trois forces politiques *essentiels* se sont manifestées avec une parfaite clarté même dans les huit jours de la « première étape », même pour un observateur obligé de se contenter des maigres télégrammes des journaux étrangers, et aussi éloigné des événements que celui qui écrit ces lignes.

Mais avant d'en parler avec plus de détails, je dois revenir sur la partie de ma lettre consacrée à ce facteur de première force qu'est la guerre impérialiste mondiale.

La guerre a lié les uns aux autres, *avec des chaînes de fer*, les puissances belligérantes, les groupes belligérants de capitalistes, les « maîtres » du régime capitaliste, les propriétaires d'esclaves du régime d'esclavage capitaliste. *Une masse sanglante agglutinée*, voilà ce qu'est la vie sociale et politique de l'heure historique que nous vivons.

Les socialistes passés à la bourgeoisie au début de la guerre, tous ces David et ces Scheidemann en Allemagne, ces Plékhanov, ces Potressov, ces Gvozdev et C^{ie} en Russie, se sont longtemps époumonés à dénoncer tes « illusions » des révolutionnaires, les « illusions » du Manifeste de Bâle, la « féerie-bouffe » de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ils ont chanté sur tous les tons la force, la vigueur, la faculté d'adaptation révélées par le capitalisme, à ce qu'ils prétendent, *eux* qui ont aidé les capitalistes à « adapter », apprivoiser, berner et diviser les classes ouvrières des divers pays !

Mais « rira bien qui rira le dernier ». La bourgeoisie n'aura pas ajourné pour longtemps la crise révolutionnaire engendrée par la guerre. Cette crise s'aggrave avec une force irrésistible dans tous les pays, depuis l'Allemagne où l'on connaît, selon l'expression d'un observateur qui l'a récemment visitée, « une famine génialement organisée », jusqu'à l'Angleterre et à la France, où la *famine* approche *également*, mais où l'organisation est beaucoup moins « géniale ».

Il est naturel que la crise révolutionnaire ait éclaté *tout d'abord* en Russie tsariste, où la désorganisation était la plus monstrueuse et où le prolétariat est le plus révolutionnaire (non pas grâce à des qualités particulières, mais à cause des traditions vivantes de 1905). La crise a été accélérée par une suite de graves défaites infligées à la Russie et à ses alliés. Ces défaites ont ébranlé tout le vieux mécanisme gouvernemental, tout l'ancien régime ; elles ont dressé contre lui *toutes* les classes de la population, exaspéré l'armée, exterminé, dans des proportions formidables, l'ancien corps de commandement issu d'une noblesse fossile ou d'une bureaucratie pourrie, pour le remplacer par des éléments jeunes, frais, principalement bourgeois, roturiers ou petits-bourgeois.

Mais si les défaites militaires ont été ce facteur négatif qui a accéléré l'explosion, — la *liaison* entre le capital financier anglo-français, l'impérialisme anglo-français et le capital octobriste-cadet de Russie, fut le facteur qui accéléra la crise.

Ce côté de la question, extrêmement important, la presse anglo-française le passe sous silence, pour des raisons que l'on conçoit, et la presse allemande le souligne avec malignité. Nous devons, nous marxistes, regarder la vérité en face avec sang-froid, sans nous laisser troubler ni par le mensonge officiel, le mensonge diplomatique doucereux des diplomates et des ministres du premier groupe belligérant des impérialistes, ni par les clignements d'yeux et les ricanements de leurs concurrents financiers et militaires de l'autre groupe de belligérants. Le cours des événements dans la révolution de février-mars montre clairement que les ambassades anglaise et française qui, avec leurs agents et leurs « liaisons », faisaient depuis longtemps des efforts désespérés pour empêcher les accords « séparés » et une paix séparée entre Nicolas II (et Dernier, nous l'espérons et nous ferons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi) et Guillaume II, visaient directement à *déposer* Nicolas Romanov.

Ne nous faisons pas d'illusions.

Si la révolution a triomphé si vite et — en apparence, au premier coup d'œil superficiel — si « radicalement », c'est uniquement parce qu'une situation historique extrêmement originale a *fondu* ensemble, et fondu dans une « unanimité » remarquable, des courants *absolument différents*, des intérêts de classe *absolument hétérogènes*, des tendances politiques et sociales *absolument opposées*. A savoir : la conjuration des impérialistes anglo-français, qui poussèrent Milioukov, Goutchkov et C^{ie} à s'emparer du pouvoir *pour continuer la guerre impérialiste*, pour la mener avec encore plus d'acharnement et d'opiniâtreté, pour *faire massacrer de nouveaux millions* d'ouvriers et de paysans de Russie afin de donner Constantinople ... aux Goutchkov, la Syrie ... aux capitalistes français, la Mésopotamie ... aux capitalistes anglais, etc. Cela d'une part. Et d'autre part, le profond mouvement du prolétariat et des masses du peuple (toute la population pauvre des villes et des campagnes), mouvement à caractère révolutionnaire pour le *pain*, pour la *paix*, pour la *véritable liberté*.

Les ouvriers et les soldats révolutionnaires ont démoli jusque dans ses fondements l'infâme *monarchie* tsariste, sans s'enthousiasmer ni se troubler si à certains moments historiques, — de brève durée et découlant d'une conjoncture exceptionnelle, — *leur venait en aide* la lutte de Buchanan, de Goutchkov, de Milioukov et C^{ie}, qui voulaient simplement substituer un monarque à un *autre*.

C'est ainsi et seulement ainsi que les choses se sont passées. C'est ainsi et ainsi seulement que doit les juger l'homme politique qui ne craint pas la vérité, qui pèse de sang-froid les forces sociales en présence dans la révolution, qui apprécie toute « actualité » non seulement dans ce qu'elle a d'original à un moment donné, à l'heure présente, mais en considérant les ressorts plus profonds, la corrélation plus profonde des intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, en Russie et dans le monde entier.

Les ouvriers et les soldats de Pétrograd, de même que les ouvriers et les soldats de toute la Russie, ont combattu avec abnégation contre la monarchie tsariste pour la liberté, pour la terre aux paysans, *pour la paix* contre la boucherie impérialiste. Le capital impérialiste anglo-français nouait, pour continuer et intensifier cette boucherie, — des intrigues de palais, tramait un complot, poussait et encourageait les Goutchkov et les Milioukov, bâtissait un *nouveau gouvernement tout prêt*, celui-là même qui allait *s'emparer du pouvoir*, dès les premiers coups portés au tsarisme par le prolétariat en lutte.

Ce gouvernement n'est pas une collection accidentelle de personnages.

Ce sont les représentants d'une classe nouvelle parvenue au pouvoir en Russie, la classe des grands propriétaires capitalistes et de la bourgeoisie, qui, depuis longtemps, *dirige* économiquement notre pays, et qui, dans la révolution de 1905-1907, dans la contre-révolution de 1907-1914, et enfin, avec une rapidité particulière, pendant la guerre de 1914 à 1917, s'est très vite organisée politiquement, s'emparant des administrations locales, de l'instruction publique, des congrès de toutes sortes, de la Douma, des Comités des industries de guerre, etc. Cette classe nouvelle était « presque » au pouvoir à la veille de 1917 ; c'est pourquoi les premiers coups ont suffi pour que le tsarisme s'écroulât, cédant la place à la bourgeoisie. La guerre impérialiste, en exigeant une incroyable tension des forces, a accéléré à tel point le développement de la Russie arriérée que nous avons « du coup » (*du moins en apparence*) *rattrapé* l'Italie, l'Angleterre, presque la France, reçu un gouvernement « parlementaire », « de coalition », un gouvernement « national » (c'est-à-dire apte à continuer la boucherie impérialiste et à tromper le peuple).

A côté de ce gouvernement qui, du point de vue de la guerre *en cours*, n'est au fond qu'un simple commis des « firmes » milliardaires : « Angleterre et France », — est apparu un nouveau *gouvernement, ouvrier*, non officiel, non développé, pour l'instant relativement faible, représentant les intérêts du prolétariat et de toute la population pauvre des villes et des campagnes. C'est le *Soviet des députés ouvriers et soldats* de Pétrograd.

Telle est la situation politique *véritable*, que nous devons nous efforcer d'établir tout d'abord avec le maximum d'objectivité et de précision, afin d'asseoir notre tactique marxiste sur le seul fondement solide qu'elle puisse avoir, celui des *faits*.

La monarchie tsariste est battue, mais non achevée.

Le gouvernement bourgeois des cadets et des octobristes qui veut mener « jusqu'au bout » la guerre impérialiste, est en réalité le commis de la firme financière « Angleterre et France » ; il est *obligé de promettre* au peuple le *maximum* de libertés et d'aumônes compatibles avec la possibilité pour ce gouvernement de conserver le pouvoir sur le peuple et de continuer la boucherie impérialiste.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats est l'embryon du gouvernement ouvrier ; il représente les intérêts de toutes les masses *pauvres*, c'est-à-dire des neuf dixièmes de la population ; il revendique la *paix*, le *pain*, la *liberté*.

Voilà les trois forces dont la lutte détermine la situation qui s'est créée maintenant et qui marque une *transition* de la première à la deuxième étape de la révolution.

Pour combattre réellement la monarchie tsariste, pour assurer la liberté effectivement, et non pas simplement en paroles, non pas dans les promesses des beaux parleurs du libéralisme, *ce ne sont pas* les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau gouvernement, mais ce gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers ! Car la seule *garantie* de la liberté et de la destruction complète du tsarisme est dans *l'armement du prolétariat*, la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force du Soviet des députés ouvriers et soldats.

Tout le reste n'est que phrases et mensonges, illusions dont se bercent les politiciens du camp libéral et radical.

Aidez à l'armement des ouvriers ou du moins ne l'entravez pas et la liberté sera invincible en Russie, la monarchie impossible à restaurer, la République assurée.

Sinon le peuple sera trompé. Les promesses ne coûtent pas cher. Les promesses ne valent rien. C'est avec des promesses que tous les politiciens bourgeois, dans *toutes* les révolutions bourgeoises, ont « nourri » le peuple et trompé les ouvriers.

Notre révolution est bourgeoise, et *c'est pourquoi* les ouvriers doivent soutenir la bourgeoisie, — disent les politiciens incapables du camp des liquidateurs.

Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous autres marxistes, et *c'est pourquoi* les ouvriers doivent ouvrir les yeux au peuple sur le mensonge des politiciens bourgeois ; ils doivent lui apprendre à ne pas prêter foi aux paroles, mais à compter uniquement sur ses *propres* forces, sa *propre* organisation, sa *cohésion propre*, son *propre* armement.

Le gouvernement des octobristes et des cadets, des Goutchkov et des Milioukov, *ne peut donner* — si même ils le désiraient sincèrement — ni la *paix*, ni le *pain*, ni la *liberté*.

Il ne peut donner la paix, parce que c'est un gouvernement de guerre, un gouvernement qui continue la boucherie impérialiste, un gouvernement de *conquête* qui n'a pas encore soufflé mot pour renier la politique tsariste d'annexion de l'Arménie, de la Galicie, de la Turquie, de prise de Constantinople, de nouvelle mainmise sur la Pologne, la Courlande, le territoire lituanien, etc. Ce gouvernement a les pieds et les poings liés par le capital impérialiste anglo-français. Le capital russe n'est qu'une succursale de la « firme » mondiale qui brasse des *centaines de milliards* de roubles et a nom : « Angleterre et France ».

Il ne peut donner le pain, parce que ce gouvernement est bourgeois. *Tout au plus* donnera-t-il au peuple, comme l'Allemagne, «une famine génialement organisée». Mais le peuple ne supportera pas la famine. Le peuple saura, et sans doute bientôt, qu'il y a du pain et qu'on peut le recevoir, mais uniquement par des mesures *battant en brèche le caractère sacro-saint du capital et de la propriété foncière*.

Il ne peut donner la liberté parce que ce gouvernement est celui des grands propriétaires et des grands capitalistes, et *qu'il a peur* du peuple.

Nous traiterons dans un autre article des objectifs tactiques dont notre conduite immédiate à l'égard de ce gouvernement doit s'inspirer. Nous montrerons ce qui fait l'originalité du moment actuel, de cette *transition* de la première à la deuxième étape de la révolution, et pourquoi le mot d'ordre, la «tâche du jour» doit être en ce moment : *Ouvriers ! Vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme. Vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution.*

Nous bornant *pour l'instant* à analyser la lutte de classe et le rapport des forces de classe dans la présente étape de la révolution, nous devons poser encore une question : Quels sont les *alliés* du prolétariat dans la *présente* révolution ?

Il a *deux* alliés : c'est d'abord, la masse immense, forte de dizaines et de dizaines de millions, l'énorme majorité de la population, — du semi-prolétariat et, en partie, des petits paysans de Russie. A cette masse *il faut* la paix, le pain, la liberté et la terre. Cette masse subira fatalement une certaine influence de la bourgeoisie et surtout de la petite-bourgeoisie, dont elle se rapproche le plus par ses conditions d'existence ; elle hésitera entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les dures leçons de la guerre, qui seront *d'autant plus* dures que la guerre sera plus énergiquement menée par Goutchkov, Lvov, Milioukov et C^{ie}, pousseront inévitablement cette masse vers le prolétariat, l'obligeront à le suivre. Aujourd'hui, mettant à profit la liberté du nouveau régime et les Soviets des députés ouvriers et soldats, nous devons avant tout et par-dessus tout *éclairer et organiser* cette masse. Les Soviets des députés paysans, les Soviets des ouvriers agricoles, — voilà un de nos objectifs immédiats. Nous insisterons non seulement pour que les ouvriers agricoles forment des Soviets à eux, mais aussi pour que les paysans pauvres et indigents s'organisent *séparément* des paysans aisés. Dans notre prochaine lettre nous traiterons des tâches et des formes spéciales de cette organisation, essentiellement nécessaire aujourd'hui.

L'autre allié du prolétariat russe, c'est le prolétariat de *tous* les pays belligérants et de tous les pays en général. Aujourd'hui il est accablé par la guerre, et trop souvent parlent en son nom les social-chauvins qui, en Europe, comme Plékhanov, Gvozdev, Potressov en Russie, sont passés à la bourgeoisie. Mais chaque mois de guerre impérialiste l'affranchit un peu plus de leur influence, et la révolution russe hâtera puissamment, *infailliblement*, ce processus.

Avec ces deux alliés, le prolétariat de Russie peut marcher et marchera, — *en mettant à profit les particularités* de l'actuel moment de transition, — d'abord à la conquête de la république démocratique et à la victoire complète des paysans sur les grands propriétaires, et ensuite au *socialisme*, qui seul donnera aux peuples martyrisés par la guerre, la *paix*, le *pain*, et la *liberté*.

Publiée en 1917 dans les n°s 14 et 15 de la Pravda, 3 et 4 avril (21-22 mars) 1917.

NOTES

¹ *La crise de juillet sous Kérénski* fut provoquée par les événements des 3-5 juillet 1917 à Pétrograd. Ces jours-là les ouvriers et les soldats de la capitale manifestèrent spontanément sous le mot d'ordre de passage du pouvoir aux Soviets. Malgré le caractère pacifique de la manifestation, le gouvernement provisoire bourgeois, à la tête duquel se trouvait le socialiste-révolutionnaire Kérénski, lança la troupe contre les manifestants. Après avoir réprimé la manifestation, le gouvernement s'abattit sur le parti bolchevik. Il fit interdire l'organe central des bolcheviks, la *Pravda*, lança un mandat d'arrêt contre Lénine qui fut obligé de passer à l'illégalité, arrêta des bolcheviks en vue, etc. Mais sous la direction de Lénine et de Staline, le Parti sut préparer dans ces conditions extrêmement pénibles la victoire de la Révolution prolétarienne d'Octobre 1917.

² *La période de Brest-Litovsk* est liée à la paix de Brest-Litovsk. La jeune République soviétique, relativement faible encore, s'était trouvée dans la nécessité d'accepter, le 3 mars 1918, la paix rapace imposée par l'Allemagne impérialiste et ses alliés — l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie — la paix de Brest-Litovsk. Après la chute du Kaiser en Allemagne (novembre 1918), elle fut annulée par le gouvernement soviétique.

³ Au mois d'août 1905, le ministre de l'Intérieur Boulyguine élabora un projet de décret sur la convocation d'une Assemblée représentative et consultative. Cependant, la Douma de Boulyguine ne fut jamais convoquée. Sous la pression des événements révolutionnaires de l'automne 1905, le gouvernement du tsar dut renoncer à ce projet et promettre la convocation d'un organe représentatif aux fonctions législatives.

⁴ *Parti cadet* — principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale russe, fondé en 1905. Il s'appelait parti constitutionnel-démocrate (de là, l'abréviation — c.-d.).

⁵ *Iskra* [l'Étincelle] — fondée par Lénine à la fin de 1900, premier journal des marxistes révolutionnaires, destiné à toute la Russie. Elle paraissait à l'étranger et était répandue illégalement en Russie. *h'Iskra* de Lénine (1900-1903) joua un rôle historique immense : elle prépara la création d'un parti politique indépendant du prolétariat de Russie. En novembre 1903, peu de temps après le II^e congrès du P.O.S.D.R., les menchéviks firent de ce journal leur organe.

⁶ *Parti stolypinien* (ou parti ouvrier stolypinien) — nom donné ironiquement dans la période de réaction qui suivit la défaite de la révolution de 1905, aux menchéviks-liquklateurs qui proposaient de renoncer au parti révolutionnaire illégal du prolétariat et de créer un parti «égal», agissant dans le cadre du régime Stolypine (président du Conseil des ministres).

⁷ *Commune de Paris* — premier « gouvernement de la classe ouvrière » (Marx) porté au pouvoir par l'insurrection du prolétariat de Paris en mars 1871. Avec l'aide de l'armée d'occupation prussienne, le gouvernement français réactionnaire noya dans le sang la Commune de Paris.

⁸ *A. Stakhanov* (né en 1905) — mineur du bassin du Donetz, promoteur d'un mouvement de masse en faveur d'une haute productivité du travail dans l'industrie et l'agriculture de l'U.R.S.S. Ce mouvement fut appelé mouvement stakhanoviste.

⁹ *I. Papanine* (né en 1894) — explorateur de l'Arctique, chef d'un poste d'observations scientifiques installé au Pôle Nord sur une banquise en dérive du 21 mai 1937 au 19 février 1938.

¹⁰ Allusion à la révolution bourgeoise française de la fin du XVIII^e siècle.

¹¹ Lénine écrivit peu après *Matérialisme et Empiriocriticisme* où il fit une critique implacable de Bogdanov et des autres révisionnistes, ainsi que de leurs maîtres en philosophie : Avenarius et Mach.

¹² Il s'agit du socialiste français Millerand, qui en 1899 a fait partie d'un ministère bourgeois réactionnaire.

¹³ Voir K. Marx : « Contribution à la critique de l'économie politique ». Préface. (Edition allemande, Moscou 1934, pp. 4-5 et 6.)

¹⁴ *N. Karéev* (1850-1931) — historien idéaliste russe. Auteur de travaux sur la philosophie de l'histoire. Lutta avec acharnement contre le marxisme.

¹⁵ *Transformisme* — doctrine de Darwin sur l'évolution des espèces animales et végétales.

¹⁶ Allusion à la lettre que Marx adressa à la fin de 1877 à la rédaction des *Otétchestvennyé Zapiski*, en réponse à l'article de N. Mikhaïlovski : « Karl Marx devant le jugement de Monsieur J. Joukovski ».

¹⁷ Il s'agit de *l'Idéologie allemande* qui resta des dizaines d'années dans les archives de la social-démocratie allemande. Publiée pour la première fois, in-extenso, en langue allemande, par l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou, en 1942.

¹⁸ Voir la préface de F. Engels à son ouvrage : *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*. (Moscou 1946, p. 4.)

¹⁹ Il s'agit du livre de Morgan : *La société ancienne*.

²⁰ Voir F. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Préface à la première édition de 1884. (Ed. allemande, Moscou 1940, p. VI.)

²¹ *Système des fiefs* — système particulier de propriété terrienne féodale qui s'établit en Russie vers la moitié du XV^e siècle. Le souverain distribuait des terres aux nobles comme propriété temporaire et conditionnelle pour service militaire ou service à la cour.

- ²² *V. Bourénine* — collaborateur de la feuille réactionnaire *Novoié Vrémia*. Calomniait toutes les tendances progressives. Son nom était devenu proverbial et symbolisait les méthodes de polémique les plus viles.
- ²³ Tiré de la fable de Krylov : « L'éléphant et le carlin ».
- ²⁴ Voir F. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Préface à la première édition de 1884. (Ed. allemande, Moscou 1940, p. V.)
- ²⁵ *Vestnik Evropy* [Le Messager d'Europe] — revue mensuelle qui parut à Pétersbourg de 1866 jusqu'en été 1918. Refléta les opinions de la bourgeoisie libérale russe. Dans les années 90 du siècle dernier lutta systématiquement contre le marxisme.
- ²⁶ Voir F. Engels : *Anti-Dühring*. (Ed. allemande, Moscou 1939, pp. 121-124.)
- ²⁷ Voir F. Engels : *Anti-Dühring*. (Ed. allemande, Moscou 1939, pp. 125-127.)
- ²⁸ *Otchéstvennyé Zapiski* [les Annales de la Patrie] — revue sociale et littéraire qui parut à Pétersbourg de 1818 à 1884. Groupa les représentants en vue des intellectuels démocrates révolutionnaires. Elle fut interdite en 1884 par le gouvernement du tsar.
- ²⁹ *Postoronny*, en français : étranger — pseudonyme de Mikhaïlovski.
- ³⁰ Il s'agit des principes suivants, formulés par K. Marx et F. Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* : « Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique évoluant de lui-même sous nos yeux. » (Bureau d'Éditions, Paris 1938, p. 23.)
- ³¹ Voir F. Engels : *Anti-Dühring*. (Ed. allemande, Moscou 1939, p. 82.)
- ³² Voir la lettre de K. Marx à Ruge (septembre 1843). (Marx/Engels Gesamtausgabe, 1 Abt., B. I, Hb. 1, pp. 573-574.)
- ³³ Il s'agit de la « réforme paysanne » de 1861 qui abolissait le servage en Russie, et des réformes qui suivirent dans les domaines de l'administration, de la justice, etc. D'après Lénine, la « réforme paysanne » fut une réforme bourgeoise réalisée par les grands propriétaires fonciers féodaux. Ce fut un pas en avant dans la transformation de la Russie en une monarchie bourgeoise.
- ³⁴ Allusion au groupe de la *Libération du Travail*, premier groupe marxiste russe, fondé par Plékhanov en Suisse en 1883, et qui fournit un effort considérable pour diffuser le marxisme en Russie.
- ³⁵ *Narodnaïa Volia* — Parti révolutionnaire petit-bourgeois dont la méthode de lutte politique était la terreur individuelle dirigée contre les représentants en vue de l'autocratie.
- ³⁶ *Narodnoïé Pravo* [le Droit du peuple] — organisation illégale d'intellectuels démocrates, fondée en 1893. Elle fut bientôt détruite par le gouvernement tsariste.
- ³⁷ Groupe *Narodnaïa Volia* [Groupe de la Volonté du peuple], formé en 1891 ; il cessa d'exister en 1896. Sous l'influence du mouvement ouvrier dans le pays, ce groupe passa progressivement du populisme au marxisme. Certains de ses membres militèrent plus tard dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie.
- ³⁸ *L'Union des social-démocrates russes à l'étranger*, se constitua à Genève, en 1894, sur l'initiative du groupe de la *Libération du Travail*. Tout d'abord ce groupe dirigea *l'Union* et en rédigea les publications. Plus tard les éléments opportunistes (les « économistes ») prirent le dessus dans *l'Union*.
- ³⁹ *Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière*, fondée en 1895 à Pétersbourg par Lénine. Elle groupait tous les cercles ouvriers marxistes disséminés en une seule organisation centralisée. Elle fut la première à réaliser en Russie la fusion du socialisme avec le mouvement ouvrier et s'avéra l'embryon d'un parti véritablement marxiste en Russie.
- ⁴⁰ Groupe *Libération du Travail*. (Voir note 34.)
- ⁴¹ *Blanquisme* — tendance du mouvement socialiste français, du nom de l'éminent révolutionnaire Louis-Auguste Blanqui (1805-1881). «Le blanquisme — écrivait Lénine — veut délivrer l'humanité de l'esclavage salarié non pas par la lutte de classe du prolétariat, mais par la conspiration d'une petite minorité d'intellectuels. »
- ⁴² *La loi du 2 juin 1897* limitait la journée de travail à 11 heures Ve ; elle établissait le repos dominical obligatoire.
- ⁴³ *Raboïchaïa Gazéta* [la Gazette ouvrière] — journal des social-démocrates de Kiev, fondé en 1897. Le premier congrès du P.O.S.D.R. (1898) l'avait proclamé organe central du Parti. Deux numéros seulement parurent.
- ⁴⁴ *Lassalliens*, membres de l'Association générale des ouvriers allemands, fondée par Lassalle en 1863. En 1875, adhérèrent au parti social-démocrate allemand dont ils constituèrent l'aile droite. *Eisenachiens*, membres du parti social-démocrate allemand, fondé par W. Liebknecht, A. Bebel et autres à Eisenach en 1869. Ils formèrent l'aile gauche de ce parti. *Guesdistes*, aile gauche du parti socialiste français à la tête de laquelle se trouvait Jules Guesde, un des premiers dirigeants de l'organisation marxiste en France. *Possibilistes*, aile opportuniste du parti socialiste français.
- ⁴⁵ *Les critiques russes* — Strouvé, Boulgakov et autres qui intervenaient contre le marxisme révolutionnaire dans la littérature légale.
- ⁴⁶ *Edouard Bernstein* (1850-1932) — voir l'article de Lénine : « Marxisme et révisionnisme », pp. 73-81 du présent volume.

- ⁴⁷ *Millerand*. (Voir note 12.)
- ⁴⁸ Voir la préface d'Engels à la troisième édition allemande du *Dix-huit Brumaire de Louis-Bonaparte* de Marx. (Ed. allemande, Moscou 1939, p. 8.)
- ⁴⁹ *Zaria* [l'Aube] — revue théorique marxiste publiée à Stuttgart sous la direction de Lénine, Plékhanov et d'autres encore en 1901-1902. Quatre fascicules parurent.
- ⁵⁰ *Bezzaglaitsy* [les Sans-Titre], organisateurs et collaborateurs de la revue *Bez Zaglavia* [Sans Titre] publiée à Pétersbourg, en 1906, par les anciens « économistes » passés à la bourgeoisie libérale.
- ⁵¹ *Ilovaïski* — auteur de manuels d'histoire officiels qui, en Russie tsariste, devaient former les élèves dans un esprit de « fidélité au trône ». L'ignorance de l'auteur et la façon dont il faussait l'histoire étaient devenues proverbiales.
- ⁵² La *Loi d'exception* contre les socialistes fut édictée en 1878 par le chancelier Bismarck en vue d'écraser la social-démocratie allemande. Cette loi fut abrogée en 1890. — P. 181.
- ⁵³ *Vorwärts* [En avant] — organe central de la social-démocratie allemande. Parut sous ce titre depuis 1890.
- ⁵⁴ *Nozdrev*. Dans les *Ames mortes* de Gogol, type du propriétaire foncier de conduite scandaleuse, du filou pétri de la plus sottise suffisance. Partout où il se montrait, éclataient des « histoires » et des scandales.
- ⁵⁵ Allusion au populisme.
- ⁵⁶ *Ecrivain enorgueilli* — titre d'une nouvelle de Maxime Gorki.
- ⁵⁷ Ce recueil contenait les articles de Lénine («Touline»), Plékhanov, Potressov, Strouvé, etc.
- ⁵⁸ *Zoubatov* — chef de l'Okhrana [Sûreté], de Moscou, inspirateur de ce que l'on appelait le socialisme policier. Zoubatov créa de prétendues organisations ouvrières placées sous la tutelle des gendarmes et de la police afin de détourner les ouvriers du mouvement révolutionnaire.
- ⁵⁹ *Credo* — document qui exposait les vues des « économistes » et dont l'auteur était Kouskova.
- ⁶⁰ *Vademecum* (littéralement : guide) — pour la rédaction du *Rabotchéïé Diélo*. Recueil de documents sur l'« économisme », rédigé par Plékhanov.
- ⁶¹ Le document portant le titre de *Profession de foi* fut rédigé par le comité de Kiev, du P.O.S.D.R. Il énonçait le programme des « économistes ».
- ⁶² Voir la lettre de Marx à Bracke (5 mai 1875) dans la *Critique du programme de Gotha*. (Ed. allemande, Moscou 1941, p. 15.)
- ⁶³ *Rousskaïa Starina* [La Russie d'autan] — revue historique publiée à Pétersbourg (1870-1918).
- ⁶⁴ Le *Rabotchi Listok de Saint-Pétersbourg* [La Feuille ouvrière de Saint-Pétersbourg] — journal publié à Pétersbourg par l'Union de lutte en 1897. Deux numéros parurent.
- ⁶⁵ « *Quelques-uns des camarades de Vanéev* » — c'est-à-dire Lénine, Krjijanovski et d'autres membres de l'Union de lutte de Pétersbourg relâchés de prison le 26 février 1897 pour quelques jours seulement avant leur déportation en Sibérie. Ils profitèrent de ce sursis pour avoir une entrevue avec les « jeunes » militants de l'Union qui penchaient vers l'« économisme ».
- ⁶⁶ Allusion à Lénine et à ses camarades de l'Union de lutte de Pétersbourg, arrêtés par la police du tsar en décembre 1895.
- ⁶⁷ Les gendarmes tsaristes portaient un uniforme bleu.
- ⁶⁸ *Monsieur V. V.* — V. Vorontsov, un des idéologues du populisme libéral des années 90.
- ⁶⁹ Allusion aux « économistes »
- ⁷⁰ *F. Schulze-Delitzsch* (1808-1883), idéologue de la petite bourgeoisie allemande, fit de la propagande pour la création des associations coopératives qui, à son avis, étaient capables d'assurer l'indépendance économique des artisans et, en général, des petits producteurs, de même que des ouvriers.
- ⁷¹ Les syndicats Hirsch-Duncker furent créés en Allemagne en 1868 par les bourgeois libéraux Hirsch et Duncker qui prêchaient aux ouvriers la « conciliation » avec la bourgeoisie et l'harmonie des intérêts de classe.
- ⁷² *Groupe de l'autolibération de la classe ouvrière* — petite organisation peu influente de tendance « économiste ». Fondée à Pétersbourg à la fin de 1898.
- ⁷³ Pseudonyme de Plékhanov.
- ⁷⁴ Il s'agit de l'Union des social-démocrates russes à l'étranger. (Voir note 38.)
- ⁷⁵ *Zemski natchalnik* — représentants du pouvoir à la campagne, nommés parmi les terriens nobles et investis de fonctions judiciaires et administratives exercées sur la population paysanne. La fonction de *zemski natchalnik*, introduite en 1889, subsista jusqu'à la chute du tsarisme en Russie.

- ⁷⁶ Il s'agit du livre de Sydney Béatrice Webb : *Industrial democracy* (Théorie et pratique du trade-unionisme anglais), traduit en russe par Lénine.
- ⁷⁷ C'est ainsi que Martov signa son *Hymne du néo-socialiste russe* où il raillait les « économistes » et leur programme.
- ⁷⁸ Voir K. Marx et F. Engels : *Le Manifeste du Parti communiste* (Bureau d'Éditions, Paris 1938, p. 41).
- ⁷⁹ Il s'agit du congrès de l'Union des *social-démocrates russes*.
- ⁸⁰ *Zemstvos* — organes d'administration autonome locale en Russie avant la Révolution. Les zemstvos réglaient les affaires d'ordre purement local, touchant la population des campagnes (aménagement de routes, construction d'hôpitaux, d'écoles, etc.). Les propriétaires fonciers libéraux y jouaient un rôle marquant.
- ⁸¹ Il s'agit de l'abolition du servage en Russie (1861).
- ⁸² *L. Brentano* — économiste bourgeois allemand qui prêchait l'harmonie des classes, la « conciliation » des intérêts des capitalistes et des ouvriers.
- ⁸³ *Afanassi Ivanovitch et Pulchérie Ivanovna* — famille patriarcale de petite noblesse terrienne dans une nouvelle de Gogol.
- ⁸⁴ C'est-à-dire dans l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière (fondée par Lénine à Pétersbourg en 1895).
- ⁸⁵ *Zemlévoltsy* ou *populistes* — membres de l'organisation révolutionnaire petite-bourgeoise *Zemlia i Volia* [Terre et Liberté], créée en 1876, qui considérait à tort que la force révolutionnaire essentielle dans le pays est la paysannerie et non la classe ouvrière, que le chemin du socialisme passe par la communauté paysanne, que l'on peut renverser le pouvoir du tsar et des grands propriétaires fonciers par les seules « révoltes » paysannes. Les populistes avaient d'abord tenté de dresser les paysans pour la lutte contre le tsarisme en « allant au peuple » (d'où leur nom de populistes), afin de propager leurs idées. Mais la paysannerie ne les suivit pas. Ils décidèrent alors de continuer la lutte contre l'autocratie par leurs propres forces sans le peuple, en déclenchant la terreur individuelle contre tels ou tels représentants de l'autocratie. La lutte au sein de la *Zemlia i Volia* entre les partisans des nouvelles méthodes de lutte et ceux de la vieille tactique populiste amenèrent en 1879 la division du parti en *Narodnaïa Volia* (voir note 35 à la page 148 du présent volume) et *Tcherny pérédel* (Partage noir).
- ⁸⁶ *Youjny Rabotchi* [l'Ouvrier du Sud] — journal social-démocrate illégal publié à Ekaterinoslav (1900-1903) par le groupe du même nom.
- ⁸⁷ *Le congrès d'unification* — congrès des organisations social-démocrates à l'étranger (*Union des social-démocrates russes*, *Comité du Bund à l'étranger*, le *Social-Démocrate*, *l'Iskra-Zaria*, la *Borba*) se tint les 21 et 22 septembre (4 et 5 octobre) 1901, à Zurich. Il aboutit à une rupture complète entre « iskristes » et opportunistes.
- ⁸⁸ *Le Comité d'organisation* chargé de convoquer le II^e congrès du P.O.S.D.R. fut tout d'abord constitué à Biélostok en mars 1902 à la conférence des organisations social-démocrates. Cessa de fonctionner après l'arrestation de la plupart de ses membres. Reprit son activité en automne de la même année, après la conférence de Pskov convoquée par *l'Iskra*.
- ⁸⁹ Allusion à la revendication du programme agraire adopté au II^e Congrès du P.O.S.D.R. exigeant la restitution aux paysans des *otrezki*, c'est-à-dire des terres que les propriétaires fonciers leur avaient enlevées lors de la réforme paysanne de 1861.
- ⁹⁰ Il s'agit des révoltes paysannes qui éclatèrent en 1902 dans les provinces de Poltava, Kharkov, Voronège et autres, et qui furent accompagnées de la dévastation des domaines des grands propriétaires fonciers.
- ⁹¹ Voir note 89.
- ⁹² Mouvement paysan en faveur d'un partage révolutionnaire des terres des grands propriétaires fonciers.
- ⁹³ Placidité, fantaisie oiseuse, sentimentalisme doucereux. Manilov, personnage des *Ames mortes* de Gogol.
- ⁹⁴ *Osvobodjénie* [Emancipation] — revue illégale de tendance bourgeoise libérale, publiée d'abord à Stuttgart, puis à Paris (1902-1905), sous la direction de Strouvé. Autour de cette revue se groupait le noyau du futur parti monarchiste libéral en Russie, le parti cadet.
- ⁹⁵ Lors de la discussion du programme du Parti par le congrès, W économiste » Akimov (V. Makhnovetz) déclara que parmi les insuffisances du projet de programme de *l'Iskra*, il y en avait une qui, soi-disant, témoignait de l'oubli — par les auteurs — des intérêts du prolétariat : le mot « prolétariat » ne figurait nulle part dans le programme au nominatif, comme sujet, mais comme complément au mot « parti ». Cette déclaration d'Akimov déchaîna le rire général parmi les délégués.
- ⁹⁶ *Le comité de Voronège du P.O.S.D.R.*, dirigé par les « économistes », avait occupé une position hostile à *l'Iskra* et au Comité d'organisation, ainsi qu'au II^e congrès qu'ils préparaient. Aussi le comité de Voronège ne fut-il pas invité au II^e congrès. *L'organisation « ouvrière » de l'Union de Pétersbourg* avait été fondée en automne 1902 par les « économistes » qui s'étaient séparés de *l'Union de lutte* de Pétersbourg. Cette organisation délégua au II^e congrès Brouker (Lidia Makhnovetz).
- ⁹⁷ Voir note 94.
- ⁹⁸ *V. Akimov* (1870-1921) — un des chefs de l'« économisme », tendance, opportuniste qui apparut au sein de la social-démocratie russe à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. D'après les « économistes » la tâche essentielle des social-démocrates était d'organiser la lutte économique des ouvriers pour leurs intérêts journaliers ; ils estimaient que la lutte politique contre le tsarisme était l'affaire de la bourgeoisie libérale.
- ⁹⁹ Tendance de la nouvelle *Iskra* ou menchévisme. (Voir note 5.)

¹⁰⁰ *Commission Boulyguine*. (Voir note 3.)

¹⁰¹ Il s'agit des événements du 9 janvier 1905, à Pétersbourg. Ce jour-là les ouvriers de Pétersbourg se rendirent, avec leurs femmes et leurs enfants, vers le Palais d'Hiver pour remettre au tsar une pétition où étaient exposés leurs besoins. Les troupes du tsar tirèrent sur les manifestants pacifiques. Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905.

¹⁰² *Chipov* — libéral bourgeois dont le programme politique se réduisait à exiger la création d'un organe représentatif consultatif près le gouvernement du tsar.

¹⁰³ Voir note 80.

¹⁰⁴ « *L'homme sous une cloche de verre* » — personnage d'une nouvelle de l'écrivain russe A. Tchekhov. Type du fonctionnaire borné, replié sur lui-même, qui se refuse obstinément de tenir compte des événements et faits de la vie.

¹⁰⁵ Cf. K. Marx : *La bourgeoisie et la contre-révolution* (MEGA, 1 Abt., B. 7, p. 493, éd. allemande).

¹⁰⁶ Lénine fait allusion à l'épisode suivant : En juin 1905, le tsar Nicolas II accorda une audience à une délégation de membres de zemstvos. Au moment où le tsar allait paraître, on s'aperçut tout à coup que le libéral Pétroukévitch n'avait pas de gants blancs. Un colonel de la garde impériale présent ôta les siens et les donna à Pétroukévitch.

¹⁰⁷ C'est ainsi qu'on appelait les bolcheviks 1° du nom du journal *Vpériod* [En avant] qu'ils éditaient ; 2° parce qu'ils avaient convoqué le III^e Congrès du Parti ; 3° du nom du journal *Prolétari* qui paraissait depuis le mois de mai 1905 par décision de ce congrès. — P. 457.

¹⁰⁸ Il s'agit de la bataille maritime (27 et 28 mai 1905) près de l'île Tsou-Shima — détroit de Corée — entre les escadres russe et japonaise, dans laquelle la flotte russe essuya de lourdes pertes.

¹⁰⁹ *Bernsteinisme* — tendance opportuniste, hostile au marxisme, au sein de la social-démocratie internationale, qui apparut en Allemagne à la fin du XIX^e siècle. Le social-démocrate allemand Edouard Bernstein entreprit la révision de la doctrine révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois.

¹¹⁰ Cf. F. Engels : *Les bakounistes à l'œuvre*. (Ed. allemande, Moscou 1941.)

¹¹¹ Voir note 59.

¹¹² Les deux Bonaparte, Napoléon 1^{er} (1804-1814) et Napoléon III (1852-1870) eurent recours aux plébiscites pour faire croire que le peuple soutenait leur politique.

¹¹³ C'est-à-dire du tsar russe Nicolas II.

¹¹⁴ *Khlestakov* — type du hâbleur et du tranche-montagne dans le *Reviseur* de Gogol.

¹¹⁵ *Embauchage d'hiver* — les propriétaires fonciers et les koulaks engageaient les paysans à des conditions de servitude (prestations de travail) en hiver, époque à laquelle le paysan avait particulièrement besoin d'argent.

¹¹⁶ Cf. K. Marx : *Les luttes de classes en France* (1848-1850). (Ed. allemande, Moscou 1939, p. 26.)

¹¹⁷ *Aquarium* — jardin et théâtre d'été à Moscou. C'est là qu'en 1905 se tenaient ordinairement les meetings révolutionnaires.

¹¹⁸ *F. Doubassov* (1845-1912) — gouverneur-général de Moscou. Réprima féroce l'insurrection armée des ouvriers de Moscou en décembre 1905.

¹¹⁹ *Malakhov* — commandant adjoint des troupes de la circonscription militaire de Moscou pendant l'insurrection de décembre à Moscou.

¹²⁰ C'est ainsi que l'on appelait les districts agricoles de la Lettonie dont la population chassa pendant la révolution de 1905 les autorités locales et les grands propriétaires fonciers pour créer, dans chaque district, des organes du pouvoir révolutionnaire.

¹²¹ *Le soulèvement de Sveaborg* éclata spontanément le 17 juillet 1906 parmi les troupes de la forteresse de Sveaborg. Les révoltés s'emparèrent de presque toute la place fortifiée. Le 20 juillet une escadre de la flotte de la Baltique força les insurgés à se rendre. Le soulèvement de Svettiborg fit écho à Cronstadt où, dans la nuit du 19 au 20 juillet, une mutinerie parmi les matelots éclata. Elle fut aussi promptement écrasée.

¹²² *Douma de Witte* — du nom du Président du conseil des ministres S. Witte (1849-1915). C'est ainsi que l'on appela la première Douma d'Etat convoquée le 10 mai 1906 et dissoute par le gouvernement tsariste en juillet de la même année.

¹²³ Il s'agit, de la période qui s'écoula en Allemagne entre les années 1878 et 1890, lorsque était en vigueur la loi d'exception contre les socialistes. (Voir note 52.)

¹²⁴ Il s'agit de l'emprunt international de deux milliards reçus par le gouvernement du tsar au printemps de 1906. Il fut couvert en grande partie par la France.

¹²⁵ *Tovarichtch* [le Camarade] — journal publié par un groupe d'ex-« économistes » passés à la bourgeoisie libérale. Parut à Pétersbourg de mars 1906 à janvier 1908.

¹²⁶ *Stolypine* — Voir l'article de Lénine intitulé « Stolypine et la révolution » à la page 579 du présent ouvrage.

¹²⁷ *Tsou-Shima* — voir note 108. *Moukden* — il s'agit de la défaite de l'armée du tsar sous Moukden pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

¹²⁸ *Stolitchnaïa Potchta* [le Courrier de la capitale] — quotidien, organe du groupe troudivik — fraction des démocrates petits-bourgeois à la Douma d'Etat, principalement formée de députés paysans. Parut à Pétersbourg de 1906 à 1908.

¹²⁹ *Vékhi* [les Jalons] — Recueil d'articles publié en 1909 par un groupe d'écrivains de marque (cadets) où, au nom de la bourgeoisie, ils remerciaient les autorités tsaristes d'avoir écrasé la révolution. Les *Vékhi* marquèrent le passage définitif des libéraux russes dans le camp de la réaction.

¹³⁰ « Réacteurs » — appellation ironique des représentants de la noblesse terrienne réactionnaire de l'extrême-droite.

¹³¹ Il s'agit de l'engouement pour le machisme (ou empiriocriticisme) — doctrine philosophique réactionnaire, subjective et idéaliste surgie pendant les années 1870-1880 et développée par le physicien et philosophe autrichien Mach et le philosophe allemand Avenarius.

¹³² *Otzovisme* (du mot *otzvat*, rappeler) — tendance opportuniste « de gauche » dans les rangs du Parti bolchevik pendant la période de réaction qui suivit la défaite de la révolution de 1905-1907. Les otzovistes exigeaient le rappel des députés social-démocrates de la Douma d'Etat et l'abandon du travail dans les syndicats et les autres associations légales de la classe ouvrière.

¹³³ *V. Plehve* (1846-1904) — De 1902 à 1904 ministre de l'Intérieur et chef de la gendarmerie. Mena une lutte implacable contre le mouvement révolutionnaire.

¹³⁴ Le *Parti de la rénovation pacifique* fut constitué en 1906, après la dissolution de la I^{re} Douma d'Etat par le gouvernement du tsar. Il comprenait des octobristes de gauche et des cadets de droite. (Sur les octobristes et les cadets voir l'article intitulé « Les partis politiques en Russie » à la page 642 du présent ouvrage.)

¹³⁵ A un déjeuner chez le lord-maire de Londres, en juin 1909, le leader des cadets russes Milioukov prononça un discours dans l'esprit constitutionnel modéré, où il appela l'opposition des cadets à la Douma non pas l'opposition à Sa Majesté, mais l'opposition de Sa Majesté.

¹³⁶ Cette résolution fut adoptée en 1912 à la VI^e conférence du P.O.S.D.R. (conférence de Prague), qui chassa les menchéviks du parti et forma un Parti bolchevik indépendant.

¹³⁷ Groupe menchévik dirigé par Plékhanov. S'en tenant, dans les questions essentielles, aux positions menchéviques, le groupe appuyait les bolcheviks dans la question relative au maintien et à la consolidation du Parti prolétarien illégal et se désolidarisait des liquidateurs.

¹³⁸ *Pravda* [la Vérité] — quotidien légal bolchevik qui parut à Pétersbourg à partir du 22 avril (5 mai) 1912. Ses organisateurs et dirigeants furent Lénine et Staline. En butte aux poursuites constantes du gouvernement tsariste, elle fut interdite à plusieurs reprises. Mais elle reparut sous de nouveaux titres : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], etc. En juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, elle fut supprimée par le gouvernement russe, pour réparaître après le renversement du tsarisme, en mars 1917, comme organe central du parti bolchevik. Après les journées de juillet (voir note 1), fut réduite à la quasi-illégalité, paraissant sous diverses appellations. A partir du 9 novembre 1917 reparut sous son premier titre. Transférée en mars 1918 à Moscou, la *Pravda* devint l'organe du Comité central et du Comité de Moscou du Parti communiste (bolchevik) de l'Union soviétique. *Loutch* [le Rayon de lumière] — quotidien légal des menchéviks liquidateurs qui parut à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913.

¹³⁹ Il s'agit de la décision de la V^e conférence du P.O.S.D.R. qui se tint à Paris.

¹⁴⁰ Il s'agit du IV^e congrès du P.O.S.D.R.

¹⁴¹ Il s'agit de l'Assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R., qui se tint à Paris en janvier 1910.

¹⁴² Groupe des otzovistes (voir note 132) qui se sépara en 1909 du Parti bolchevik et fit paraître le recueil *Vpériod*.

¹⁴³ *An* — N. Jordania (né en 1870) — leader des menchéviks de Géorgie.

¹⁴⁴ Allusion au 17 octobre 1905 lorsque, saisi de frayeur devant la révolution, le tsar dut lancer un manifeste où il promettait les libertés civiles, y compris une Douma législative.

¹⁴⁵ *11 décembre 1905* — date à laquelle fut publiée la loi sur les élections à la I^{re} Douma d'Etat. *3 juin 1907* — date à laquelle le gouvernement du tsar prononça la dissolution de la II^e Douma d'Etat et promulgua une nouvelle loi sur le mode d'élection à la III^e Douma. Les droits des ouvriers et des paysans y étaient limités encore davantage. C'est ce qu'on est convenu d'appeler le coup d'Etat du 3 juin. Il marqua le début de ce qu'on nomme le régime du 3 juin, ou le « système du 3 juin » en Russie.

¹⁴⁶ Les *Timochkine* — députés réactionnaires de la Douma. (Timochkine, député de droite à la Douma). *Saints-pères de Sabler* — prêtres, députés à la III^e Douma où ils poursuivaient une politique ultra-réactionnaire. Sabler — premier procureur du Synode.

¹⁴⁷ *Parti ouvrier stolypinien*. (Voir note 6.)

¹⁴⁸ *Pravdistes* — groupés autour de la *Pravda*, c'est-à-dire les bolcheviks.

¹⁴⁹ *Bolchéviks-partitsy* — petit groupe de conciliateurs qui s'appelaient ainsi, à l'opposé des bolcheviks-léninistes. Lénine les qualifiait de « trotskistes inconséquents ». Avec les liquidateurs, les gens du *Vpériod*, Trotski et les autres, les conciliateurs luttèrent avec acharnement contre Lénine et contre les décisions de la conférence de Prague. (Voir note 136.)

¹⁵⁰ Personnage de *Messieurs Golovlev* de l'écrivain russe Saltykov Tchchédrine. Type du propriétaire foncier féodal, hypocrite et faux-dévoit.

¹⁵¹ Les « *Caucasiens* » — liquidateurs qui assistèrent à la conférence des liquidateurs en août 1912 comme délégués de l'Organisation social-démocrate du Caucase.

¹⁵² *Le groupe des sept*, menchéviks de la fraction social-démocrate à la IV^e Douma.

¹⁵³ *Le groupe des six*, bolcheviks de la fraction social-démocrate à la IV^e Douma.

¹⁵⁴ La *conférence d'« été » ou d'« août » 1913* du Comité central élargie aux militants du Parti (elle s'appelait ainsi pour détourner l'attention de la police) se tint à Poronino (région de Cracovie) du 22 septembre au 1^{er} octobre 1913.

¹⁵⁵ Les hommes de la *lévitsa*, — membres de l'organisation socialiste polonaise qui se constitua en 1906 après la scission au sein du parti socialiste polonais (PPS). Ils étaient proches des menchéviks-liquidateurs et adhérèrent, avec eux, au bloc d'août.

¹⁵⁶ *E. Biron* (1690-1772). Favori de l'impératrice russe Anna Ivanovna. Il dirigea le régime réactionnaire de terreur établi sous son règne (1730-1740). *A. Araktchéev*, comte (1769-1834) — Homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Son nom évoque toute une époque de despotisme policier et de militarisme brutal

¹⁵⁷ Voir note 93.

¹⁵⁸ *Les hommes du 14 décembre*, ou les *décembristes* — révolutionnaires russes issus de la noblesse qui, en décembre 1825, organisèrent la première insurrection armée contre l'autocratie du tsar.

¹⁵⁹ *Journées de juin*. — Il s'agit de l'insurrection du prolétariat de Paris en juin 1848, féroce réprimée par la bourgeoisie française.

¹⁶⁰ Voir note 35.

¹⁶¹ Voir note 135.

¹⁶² Des cadets en vue, Strouvé, Izgoev et autres, avaient collaboré au recueil réactionnaire et mystique des *Vékhi*. (Voir note 129.)

¹⁶³ *V. Rosanov* (1856-1919) — collaborateur du journal réactionnaire *Novoïe Vrémia*. *Antonius de Volhynie* — métropolitain, réactionnaire farouche.

¹⁶⁴ Il s'agit du massacre des ouvriers des mines d'or de la Léna en Sibérie, le 4 avril 1912. Les troupes du tsar tirèrent sur les mineurs qui avaient déclaré la grève pour protester contre l'exploitation éhontée dont ils étaient l'objet. Les ouvriers de Russie répondirent à ce massacre par des grèves politiques et des manifestations de masse.

¹⁶⁵ Le 11 avril 1912, interpellé à la Douma d'Etat sur le massacre de la Léna, le ministre de l'Intérieur, Makarov, répondit par ces mots cyniques : « Il en a été et il en sera toujours ainsi ! »

¹⁶⁶ Marx a écrit cela à propos des Communards dans sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871.

¹⁶⁷ Voir la préface de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx : *Misère de la philosophie*. (Ed. allemande, Moscou 1939, p. IX.)

¹⁶⁸ 19 février 1861, jour où fut publié le manifeste du tsar sur l'abolition du servage en Russie.

¹⁶⁹ *Prosviétchchénié* [l'Instruction] — revue théorique bolchevique, publiée légalement à Pétersbourg (décembre 1911 — juillet 1914). Un numéro double parut en automne 1917. Il contenait un article de Lénine : « Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ? ».

¹⁷⁰ *Rosa Luxembourg* (1871-1919) — militante de la social-démocratie polonaise et allemande, une des fondatrices du parti communiste d'Allemagne. Révolutionnaire ardente, lutte infatigablement pour la cause de la classe ouvrière. Tout en appréciant hautement les mérites de Rosa Luxembourg devant le mouvement ouvrier international, Lénine critiqua vivement sa position semi-menchévique dans une série de questions essentielles du marxisme révolutionnaire, notamment dans la question nationale.

¹⁷¹ *Przegłqd Socjal-Demokratyczny* [Chroniqueur social-démocrate] — organe théorique de la social-démocratie polonaise et lituanienne ; parut à Cracovie de 1902 à 1911.

¹⁷² *Rousskaïa Mysl* [la Pensée russe] — revue mensuelle de tendance libéralo-populiste, fondée à Pétersbourg en 1880. Devint l'organe des cadets après la révolution de 1905.

¹⁷³ *Rabotchaïa Pravda*. (Voir note 138.)

¹⁷⁴ *Prolétarskaïa Pravda*. (Voir note 138.)

¹⁷⁵ Allusion à l'arbitraire policier. Emprunté à la nouvelle de l'écrivain russe Gleb Ouspenski *La Guérite*. L'un de ses personnages, le policier par trop zélé Mymretzov, est un homme à poigne. Il conduit à tout propos des gens au poste, leur défend expressément d'aller où bon leur semble.

¹⁷⁶ C'est ainsi que l'on appelait les séparatistes-nationalistes ukrainiens. L'hetman ukrainien Mazepa (1644-1709) aspirait à la séparation de l'Ukraine d'avec la Moscovie.

¹⁷⁷ *Fénianisme* — mouvement qui surgit en 1857 en faveur de la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. L'organisation révolutionnaire des fénians militait simultanément en Irlande et en Amérique.

¹⁷⁸ *Kostrov*, pseudonyme de N. Jordania. (Voir note 143.)

¹⁷⁹ Personnage d'une nouvelle de Saltykov-Chtchédrine : *A l'étranger*.

¹⁸⁰ Dans ses nouvelles *Les Séminaristes*, l'écrivain russe Pomialovski flagelle l'absurde système d'éducation appliqué entre 1850 et 1870 dans les écoles ecclésiastiques russes et les mœurs sauvages qui y régnaient.

¹⁸¹ Tiré d'une chanson de soldat à l'époque de la guerre de Crimée et que l'on attribue à Léon Tolstoï. Allusion à une opération malheureuse entreprise par les troupes russes sous le commandement du général Réad.

¹⁸² Allusion à l'écrasement de la révolution hongroise avec l'aide des troupes du tsar Nicolas I^{er} en 1849 et à celui de l'insurrection polonaise par le gouvernement tsariste en 1863.

¹⁸³ Lénine fait allusion à la déclaration de K. Liebknecht, F. Mehring, R. Luxembourg et C. Zetkin, du 10 septembre 1914, publiée les 30 et 31 octobre par les journaux suisses.

¹⁸⁴ Cette note de la rédaction du *Social-Démocrate* relative au manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. sur la guerre, publiée en août-septembre 1915, a été rédigée par Lénine. L'éditorial du *Social-Démocrate* n° 44, dont il est question dans la note, est l'article de Lénine « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ». (Voir le présent volume, pp. 752-755.)

¹⁸⁵ *Versaillais* — partisans du gouvernement bourgeois-réactionnaire de France qui s'enfuit à Versailles après la victoire de la Commune de Paris (mars 1871). *Communards* — participants de la Commune de Paris de 1871.

¹⁸⁶ *Prodougol* — « Société russe pour le commerce des charbonnages du bassin du Donetz », fondée en 1906. *Prodaméta* — « Société pour la vente des articles des usines métallurgiques russes », fondée en 1901.

¹⁸⁷ Voir la note d'Engels au Tome III du *Capital*. I^{re} partie, chapitre 6 (Volksausgabe 1933, p. 142, note 16, éd. allemande).

¹⁸⁸ *Junius* — pseudonyme de R. Luxembourg. (Voir note 170.)

¹⁸⁹ *Galliffet (1830-1909)* — général français, bourreau de la Commune de Paris. Ministre de la Guerre dans le cabinet Waldeck-Rousseau (1889-1900).

¹⁹⁰ *Zimmerwald* — il s'agit de la première conférence des internationalistes qui se réunit pendant la première guerre mondiale (1914-1918) en septembre 1915 à Zimmerwald. Lénine y constitua la gauche de Zimmerwald qui groupait les éléments révolutionnaires du mouvement socialiste international. *Kienthal* — deuxième conférence des internationalistes, convoquée en avril 1916 à Kienthal.

¹⁹¹ *La Sentinelle* — organe des partisans de la gauche de Zimmerwald au sein du parti social-démocrate suisse ; *Volksrecht* [Droit du peuple] — quotidien du parti social-démocrate suisse et de l'organisation social-démocrate de Zurich. *Berner Tagwacht* — organe officiel du parti social-démocrate suisse.

¹⁹² *Congrès d'Aarau*, congrès du parti social-démocrate suisse, 20-21 novembre 1915.